



Les gens du bord. Pour une sociologie des pratiques soucieuse de l'histoire

Hervé Paris

► To cite this version:

Hervé Paris. Les gens du bord. Pour une sociologie des pratiques soucieuse de l'histoire. Sociologie. Université Jean Monnet - Saint-Etienne, 2019. Français. NNT : . tel-02497958

HAL Id: tel-02497958

<https://hal.science/tel-02497958>

Submitted on 4 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université Jean Monnet – Saint Etienne

Ecole doctorale 483 – Sciences sociales

Faculté SHS – Sciences Humaines et Sociales

Département de sociologie

Centre Max Weber

Les gens du bord

*Pour une sociologie des pratiques
soucieuse de l'histoire*

Hervé Paris

Sociologie

Thèse dirigée par Mr Ahmed Boubeker, professeur de Sociologie

Date de soutenance 11 septembre 2019

Membres du jury

Bert Jean François, HDR- Maître enseignement et de recherche, Université de Lausanne

Boubeker Ahmed, PR Université Jean Monnet de saint Etienne

Galloro Piero, PR Université de Lorraine (Rapporteur)

Guénif Nacira, PR Université Paris VIII (Rapporteure)

Mboukou Serge, HDR Ecole Nationale supérieure d'architecture de Nancy

Séhili Djaouida, PR Université de Reims

A Gérard Régnier

Homme de la rue, du cœur et du ciel

De toutes les luttes contre les injustices

Je tiens à remercier mes compagnons de route sur le chemin de cette thèse, Ahmed Boubeker mon directeur de thèse aujourd'hui, Marwan Abi Samra, Sven Grillet, Vincent Mandinaud, qui m'ont accompagné à différents moments importants de mon parcours et m'ont transmis leur passion de la recherche sociologique comme pratique sociale et comme discipline. Et qui sont mes amis. Ma famille aussi et Sylvie Caudwell tout spécialement, qui a suivi mon parcours erratique sur les terrains mouvementés de cette thèse et d'autres encore qui m'ont souvent éloigné d'elle sans que cette distance ne nous éloigne vraiment. A mes amis rencontrés dans ce parcours de longue halène : Boualam Azahoum en particulier à qui je dois entre autre mon éveil à une sensibilité à l'existence chaleureuse, savante et opiniâtre des gens qui vivent dans les mondes tourmentés de la précarité. A Hafid Mousaoui qui s'est prêté si longtemps à mes questions et avec qui j'ai noué une relation de fond même si nous ne nous voyons pas souvent. A Fatiha Rokbi avec qui nous nous côtoyons depuis si longtemps que nous ne comptons plus mais dont je sais qu'elle est une source de véracité. Et tous mes compagnons de Cité Publique et d'altercarto avec qui nous avons partagé et partageons encore de belles histoires collectives, Jean François Roche, Laurence Langer, Mohamed Ambri, Jordan Parisse, Florence Le Nulzec et tous les autres qui ont pensé que c'était une bonne idée de faire cette thèse même si je les ai un peu laissé tomber pendant son écriture.

Résumé

Les gens du bord

Pour une sociologie des pratiques soucieuse de l'histoire

Le propos de cette thèse, qui est en réalité une mise en intrigue de différents travaux réalisés au cours des années 1990 jusqu'au début de la décennie 2010 et revisités à cette occasion, est de discuter les rapports entre, d'une part, les dynamiques de transformation sociale de communautés d'expérience et, d'autre part, les dynamiques de subjectivation dans le cours de l'action militante, civique ou citadine, d'acteurs émergeant de leurs milieux dans différentes circonstances, et qui tentent d'infléchir leur contexte d'action.

Pour ce faire, nous partons de la question de savoir comment l'action de l'acteur engagé dans un parcours de subjectivation à la rencontre de l'autre fait-elle retour sur son monde ou milieu, et aussi sur celui de l'autre. Tout ici est question de frontières et de limites, d'histoire et de mémoire en acte. C'est à l'exploration du travail *des gens du bord*, passeurs de mémoire vives, de frontières matérielles et symboliques, confrontés aux dilemmes de repousser ou non les limites de leurs engagements, que se consacre cette thèse à partir des terrains et de situations variés.

Trois types d'expérience à fort enjeux socio-historiques sont ainsi mis en intrigue : l'expérience des générations héritières de l'immigration maghrébine postcoloniale dans les quartiers populaires de la banlieue lyonnaise ; l'expérience de militants des mouvements anti-guerre dans l'ex-Yougoslavie ; l'expérience de migrants rroms en France en vis-à-vis de celle d'un mouvement activiste rrom en Roumanie.

Il ne s'agit pas de conduire une approche comparative mais plutôt d'opérer des décentrement en travaillant leur potentiel critique. Cet exercice nous paraît d'autant plus nécessaire que cette période de l'histoire est marquée par le double mouvement d'une *onde* de mondialisation d'une part, et de replis plus ou moins violents d'autre part, qui exaspèrent les tensions aux frontières physiques et symboliques des groupes et des sociétés jusqu'à exercer des contraintes sur les corps et, à l'extrême, tels qu'en ex-Yougoslavie et en Roumanie, à mettre les vies en jeu.

La mise en récit de la recherche sur chacune des expériences explorées conjugue intrigue de la ville et intrigue de la transformation sociale en réalités indissociables. C'est ainsi que le décentrement permet de revisiter les termes du rapport citadinité-citoyenneté-nationalité, ces trois notions n'ayant pas le même sens dans les différents terrains, ce qui ouvre à une discussion sur les échelles, notamment sur la transnationalité européenne.

C'est en empruntant à la fois à la sociologie urbaine et à une anthropologie du sujet d'inspiration herméneutique qu'est tentée ici l'expérience d'une sociologie des pratiques soucieuse de l'histoire, dont l'horizon serait de penser une écologie des pratiques et non pas seulement une écologie des groupes sociaux.

Mots Clés : citadinité, citoyenneté, nationalité, décentrement, frontières, limites, communauté, expérience, Rroms, génération, postcolonial, immigration, banlieue, subjectivation, France, ex-Yougoslavie, Roumanie, sociologie des pratiques, contexte, circonstances, histoire, mémoire, intrigue, urbain.

Abstract

Border's people

For a sociology of practices concerned with the history

The issue of this thesis, which is in fact an intrigue of various works carried out during the 1990s to the beginning of the decade 2010 and revisited on this occasion, is to discuss the relationship between, on the one hand, the dynamics of social transformation of communities of experience and, in the other hand, the dynamics of subjectivation in the course of militant action, civic or urban, of actors emerging from their social environment in different circumstances, and who try to influence their context of action.

To do this, we start from the question of knowing how the action of the actor engaged in a process of subjectivation to the encounter of the other makes return to his world or environment, and also to that of the other. Everything here is about borders and limits, history and memory in action. It is to the exploration of the work of the border's people (*les gens du bord*), passers of memory alive, of material and symbolic borders, confronted with the dilemmas of pushing back or not the limits of their engagements, that this thesis deals, from various field materials and situations.

Three types of experience with high socio-historical stakes are thus articulated: the experience of the heirs generations of maghrebian post-colonial immigration in the suburbs of Lyon; the experience of anti-war activists in the former Yugoslavia; and the experience of roma migrants in France in comparison with that of a roma activist movement in Romania.

The purpose is not to drive a comparative approach, but rather to operate decenterings by working on their critical potential. This exercise seems to us particularly necessary in this period of the history marked by the double movement of a wave of globalization on the one hand, and more or less violent folds on the other hand, which exasperate the tensions on the borders - physical and symbolics - of groups and societies up to exert constraints on the bodies and, to the extreme, such as in former Yugoslavia and Romania, to put the lives at stake.

The narrative path of this research on each of the experiences explored combines intrigue of the city and intrigue of social transformation as indissociable realities. Thus, decentering makes it possible to revisit the terms of the citadinity-citizenship-nationality relationship, these three notions do not having the same meaning in the various fields, which opens to a discussion on the scales, in particular on the European transnationality.

It is by borrowing from both urban sociology and an anthropology of the subject inspired by hermeneutics that we attempt here the experience of a sociology of practices concerned with the history, whose horizon would be to think of a ecology of practices and not just an ecology of social groups.

Key Words : citadinity, citizenship, nationality, decentering, borders, limits, generations, community, experience, Roma, post-colonial, immigration, suburbs, subjectivation, France, former-Yugoslavia, Romania, sociology of practices, context, circumstances, history, memory, intrigue, urban,.

Table des matières

<i>Introduction</i>	18
Chapitre 1 - Une histoire collective	19
La question des terrains	21
Conjuguer recherche et expertise	22
Fidélité aux acteurs de terrain	26
Les jalons de l'expérience collective	27
Suscite des dynamiques de problématisation croisées	31
Fractionnement des modes d'action publique	33
Recherche, R&D sociotechnique et expertise militante	37
Chapitre 2 - Mes domaines de recherche	38
Dynamique sociale urbaine et engagement des héritiers de l'immigration	38
Figure des Roms en France et figure des Roms en Roumanie	40
En ex-Yougoslavie les mouvements anti-guerre et antinationalistes	45
Les héritiers de l'immigration dans la France en crise d'identité	46
Le tournant des années 2000	58
<i>Section I - Objet de la thèse</i>	60
Partie 1 - Cadrage	62
Des acteurs singuliers au devenir minoritaire	62
Axes de recherche	63
Période et décentrement socio-historique	64
Le problème de l'échelle comme problème d'hypertextualité	66
Partie 2 - Le montage de la thèse	68
Chapitre 1 - Les trois mouvements du décentrement	70
Chapitre 2 - La possibilité d'un cosmopolitisme en question	78
Partie 3 - Intrigues et terrains	81
Chapitre 1 - Préliminaire : l'inconnu familier figure des espaces intermédiaires	82
Chapitre 2 - En France	85
La ville des Roms à vue d'œil et l'économie des expédients	85
Intrigues de la ville et de la transformation sociale des communautés d'expérience de l'immigration.	86
La densité du vide ou la dialectique de la frontière et du milieu	87
Le nœud de l'intrigue	91
Questions ouvertes	92

Chapitre 3 - En Ex-Yougoslavie	97
Résister à la partition du monde.	97
Voisinage et citadinité dans la géographie de la guerre	100
La Croatie de Zoran Pusić	101
Le pacifisme anti-guerre en Serbie et l'idéologie de l'ambivalence	101
Produit dérivé de l'idéologie de l'ambivalence née en Serbie: la <i>soft power</i>	101
Vivre à Sarajevo ou la conscience minoritaire en Serbie	102
Sarajevo et la lutte pour l'état du droit	103
L'alternative en Bosnie, l'initiative Igman et la figure de Zoran Pusić	103
Déshérence des réfugiés à Tuzla et territoires du retour à Dubrovnik	104
Chapitre 4 - En Roumanie.	104
Rromani Criss et l'Utopie de Nicolae Gheorghe laissée en intrigue.	104
A propos des notions de contexte et de circonstance	106
Minorité versus droits civiques	106
L'utopie démotique de Nicolae Gheorghe	106
Section II - En France	109
Partie 1 – Espaces intermédiaires	109
Chapitre 1 - La figure de l'inconnu familial	110
Les espaces intermédiaires aux limites de l'espace public	111
Visibilité des pratiques et construction d'une altérité familière	112
Seuils et portes	113
Ambiances d'immeubles	114
Éléments caractéristiques des espaces intermédiaires	116
L'inconnu familial comme figure des espaces communs résidentiels	118
Disponibilité des lieux à l'imaginaire.	119
Intime sous le regard des autres	121
Figures du double et invisibilité collective	122
Ordres d'interdépendance	125
La fonction de transfert des espaces intermédiaires	127
Productions normatives et instances délibératives	130
Instances délibératives, entre visibilités et énoncés.	134
Partie 2 - De la ville des Rroms à vue d'œil à l'économie des expédients.	136
Chapitre 1 - La ville des Rroms des campements	137
Le campement aux limites de la ville des lumières (Lyon)	137
Pénurie de bois de récupération dans la ville et solidarité de proximité.	141
Inquiétudes spéculatives de l'étranger au monde du campement	143
Echapper à l'univers de concentration des grands camps	144

Hébergement d'urgence dans le cadre du plan grand froid	145
Le campement greffé dans la ville par ses réseaux et ses porosités.	147
Météorologie de l'expulsion	153
Le devenir urbain des campements et de leurs populations	155
Quel dimensionnement quantitatif du « problème rom » ?	160
Figure urbaine de l'acteur Rom sans voix ni porte-parole	165
D'une économie des expédients	169
Sur les ressorts politiques d'une économie urbaine des expédients	170
Topologie citadine d'une possible économie des expédients	178
Dimension politique des pratiques des <i>gens de la rue</i>	180
Questions pour une anthropologie des expédients	182
A propos de la dignité	184
Chapitre 2 - L'expérience de survie d'une famille romme aux frontières intérieures du monde commun	194
Le karcher	194
Mariana	198
Le régime de la peur 1 ^{er} acte – Eviter la prison à tout prix pour un enfant.	206
Le régime de la peur 2 ^{ème} acte – Attentat contre le squat	209
Le régime de la peur 3 ^{ème} acte – Quand la police menace d'expulsion	212
La puissance éthique d'une libre délibération	213
Vie et mort d'un enfant. Ou le combat pour le droit d'aimer	216
Le déni d'existence devient réalité bureaucratique	219
Aux limites de l'autonomie	220
Menace sur la vie au bout des subterfuges de la transnationalité.	223
Trouver enfin une ressource alimentaire durable	225
Passeport pour la bouffe	230
Ouvrir un nouveau squat dans un quartier	232
Au cœur du vortex	238
Borderline.	243
Les gens du bord ou l'invention d'une technologie sociale.	246
Partie 3 - De l'économie des expédients comme travail de consolidation des Mondes des Quartiers populaires	251
Chapitre 1 - L'épicerie sociale AVEC à Vaulx en Velin	252
De l'économie sociale de la misère comme marché	255
AVEC, carrefour des engagements militants et des pratiques ordinaires de la ville	258
Lien avec la lutte pour la reconnaissance des droits des Chibanis.	261
Chapitre 2 - La lutte pour la justice et la dignité des Chibanis	262
A la recherche de la matrice sociale du réseau ?	267

Actualisation d'un savoir faire hérité des luttes de l'immigration	269
Double canal de confrontation	271
Une science de l'ambassade	274
Où rien n'est jamais acquis	275
La résilience comme analyseur du fonctionnement du réseau	277
Politique de consolidation	284
Partie 4 - La densité du vide ou la dialectique de la frontière et du milieu	290
Chapitre 1 - Expérience générationnelle, équipements et réseaux	291
Terrain	291
L'épure d'un centre ville pour une population imaginaire	292
L'affaire Diderot. Le début d'une histoire au long cours	294
Chapitre 2 - L'expérience du déjà là.	300
Le déjà là (1) - L'Histoire comme trame d'une expérience vécue de la ville.	300
Le déjà là (2) - Le centre ville.	302
Le déjà là (3) - La ZUP. Ségrégation urbaine et mémoire de l'action publique.	309
Le déjà là (4) - Le natal	318
Chapitre 3 - Repousser les frontières de l'altérité	321
Articulation des échelles et mobilisation des ressources	321
Les moments et les lieux du travail générationnel	323
Entre les bords du paradoxe	325
Instances du délibéré et pratiques du référé	326
Chapitre 4 - La légende de Zelmad, une figure du bandit social	335
La mise en scène des figures familières du bandit	335
Présentation de Zelmad	337
Chronique de la localité. Construire le terrain de recherche	338
Les formes d'apparition publique de la figure de Zelmad.	342
Manifestation, conflit, trahison. Figure de la résistance et mémoire d'un âge d'or	342
Traumatisme social, mort violente. Tristesse, désarroi et révolte. La figure du mentor.	344
L'ombre et la lumière. Figure d'une condition sociale	345
L'oubli et le fatal. Ou le sceau du malheur .	347
Une figure dialectique portée par les rapports générationnels	350
La question des circonstances et de leur oubli dans la mémoire	350
Atemporalité de la figure et actualité	358
Chapitre 5 - Les ballons de la Mémoire.	363
Genèse de l'Entente sportive de Saint Priest	366
Genèse de l'ASQ Bel Air	368
Le chemin de la fusion.	371
Rencontre et hybridation de la mémoire.	377

Au croisement des historicités	379
1 ^{er} acte : préliminaires	379
2 ^{ème} acte. Malaise dans la célébration	382
3ème acte. La figure de l'ennemi complémentaire comme cadre de contention de malentendu	384
Après la scène	384
Chapitre 6 - Tisser la trame de la mémoire locale, une pratique par laquelle se renouvelle le milieu	386
Configuration urbaine et capacité des milieux à faire le contexte.	387
Articuler les échelles de la mémoire comme pratique de référencement	388
Mise en récit de l'expérience	390
La figure unificatrice de l'ennemi idéal	390
Le rituel de passage toujours répété comme lieu de formation de l'intrigue du récit	391
Tombée du rideau	392
Où les fiançailles ne sont toujours pas achevées	394
L'enjeu de l'alcool	394
Limites d'une politique d'évitement des points de dissensus, l'attente de réflexivité.	395
La transparence des règles collectives comme alternative à l'arrangement propre au régime de concession.	397
De l'expérience générationnelle à la transmission	399
L'affaire du sac volé.	400
Epilogue de l'affaire du sac et rebonds.	412
Chapitre 7 – Pratiques sociale de la laïcité et nouvelles classes moyennes	415
Carrière générationnelle et carrière de la localité	415
Rejet du régime de concession	417
Décalage avec les politiques d'intégration par le sport	418
Emergence d'une nouvelle classe moyenne ?	420
Après la fuite loin des quartiers, le reflux des classes moyennes	423
La laïcité au cœur d'une alliance entre classe moyenne et classes populaires traditionnelles	427
Reconfiguration du réseau de significations	433
Primauté de la solidarité in vivo avec les classes populaires	433
Tension entre engagement dans la localité et un militantisme de mouvement	434
Conflit de perspective avec les « blédards »	435
Une laïcité sociale en construction	437
Reconfigurer un réseau de significations commun avec les classes populaires	439
Partie 5 – Ancrage de la pratique musulmane et enjeux générationnels	442
Chapitre 1 - La Mosquée de Saint Priest (2004)	443
Chapitre 2 - Esquisse de topographie des lieux de culte musulmans émergeant au début des années 2000	451

Un contexte de crise	451
Institution d'une représentation du culte musulman en France	453
Dynamiques intergénérationnelles et socio-urbaine de l'émergence des lieux de culte de l'Islam de France.	454
Esquisse de topographie des lieux de culte musulmans émergeant au tournant des années 2000	456
Configuration socio-urbaine et dimension générationnelle	461
Configuration socio-urbaine, dynamique sociale et profil des lieux de culte.	463
La projection cartographique de l'implantation urbaine des mosquées comme démarche méthodologique.	465
Chapitre 3 - Les Moments générationnels.	469
Les moments du dialogue intergénérationnel	469
Convergence entre associations musulmanes et associations de luttes de l'immigration	472
Femmes et hommes : l'accomplissement générationnel empêché	476
L'expérience de la difficulté accrue d'être soi dans la société en mutation	480
Partie 6 - Conclusion de la section II sous forme de mise en perspective	483
Quel chemin avons-nous parcouru ?	483
Le processus de transformation sociale en suspens ?	492
Le travail des gens du bord, inventeurs de nouvelles formes de lutte porteuses de transformation sociale.	496
Chronique de l'empêchement dans des histoires.	500
La prudence et la sagacité	500
Le graphe et la dynamique de la transformation sociale	502
Les biotopes de l'agir commun	504
Section III - En ex Yougoslavie.	509
Partie 1 - Construire le terrain	510
Introduction	511
Le tournant des années 90	511
Incertitudes démocratiques et crises sociales	511
Guerres, mouvements nationaux et recomposition stratégique.	512
Action humanitaire et défense des droits humains	513
Entrer dans le terrain d'enquête en ex-Yougoslavie après la guerre	515
Construire un monde vivable dans le chaos de l'après guerre ?	515
Chapitre 1 – configurations anthropologiques et socio-historiques	519
Les lieux-moments de la guerre, aux marges des Empires	519
De la revanche des campagnes sur les villes ?	521
Les figures du banditisme social	522
Peuple des origines versus cosmopolitisme	523

Déplacement du rapport centre-périphérie à l'intérieur même des villes	524
Les marges et l'Etat, entre rébellion et allégeance	524
Modernisation et urbanisation	525
<i>komšiluk</i> (le voisinage) et l'implication des populations	526
Le crime intime	528
Le mouvement spatial de la guerre.	533
Chapitre 2 - Mise en récit	536
Mise en récit et intrigue du travail d'enquête	537
Entretiens, traces et reconstitution dans le récit	537
Faut-il lisser le chaos pour en faire une histoire cohérente ?	537
Chercher les connecteurs, les objets communs et les figures	538
Des Droits de l'Homme et de la lutte anti-guerre	538
De l'engagement auprès des réfugiés.	540
Motivation de la forme adoptée ici pour la mise en récit de l'enquête	541
Potentiel critique du vis-à-vis avec les autres terrains (France, Roumaine)	543
Partie 2 – L'expérience de Zoran Pusić en Croatie	545
Chapitre 1 - En Croatie avec Zoran Puzic	545
Carnet d'enquête en 2001: Monitoring démocratique offshore	545
Genèse d'un engagement	548
Assumer une conception minoritaire des Droits de l'Homme dans la guerre	550
Jonction avec les militants anti-guerre de Serbie et ambivalence pacifiste.	554
Accompagner le retour des réfugiés serbes.	556
Solidarité et dialogue serbo-croate dans la Krajina.	559
Zoran figure de l'anti-héro émergeant ex-nihilo	560
Partie 3 – Serbie : le mouvement anti-guerre de Belgrade et le chemin de l'ambivalence	562
Chapitre 1 – Ambivalence et fractionnement du mouvement anti-guerre après Dayton	562
Le centre Anti-guerre de Belgrade, carrefour et pépinière de multiples projets et de carrières politiques	562
Retour sur l'histoire du mouvement anti-guerre en Serbie	564
Répertoires et thématiques de l'action du Centre Anti-guerre	567
Lutte contre la propagande nationaliste et ethnique de régime Milosević et contre la répression politique.	568
Développer la société civile en diversifiant les champs et les modalités d'action	569
Après Dayton – 1996. Ambiguïté de l'opposition démocratique et de conceptions serbo-centrées des Droits de l'Homme.	570
Chronique d'une fracture dans le mouvement anti-guerre	571
Le cercle de Belgrade ou comment sauver les principes d'humanité dans les sombres temps ?	573

La rupture de Dayton et les travers du « compromis politique démocrate »	576
Chapitre 2 – mobilisation pour la chute de Miloséviç et démocratie nationaliste	577
Ombres et brouillard dans le mouvement anti-guerre : affirmation de la thèse de l'équivalence	577
1996 – 2000. « Opposition démocratique » à Miloseviç et durcissement du régime.	580
Le vécu traumatique bombardements de l'OTAN sur Belgrade par les militants du Centre Anti-guerre	581
Octobre 2000. Chute du régime Miloseviç et nationalisme démocratique.	582
Juillet 2001. Brouillard dans la « Galaxie Européenne de Belgrade »	584
Carnets d'enquête. Belgrade, taxi, bombardements, départ des Chinois, malaise dans l'interaction.	589
Chapitre 3 – Otpor ! ou l'étrange histoire d'un mouvement de mobilisation des jeunes pour la démocratie.	592
Otpor! ou l'invention de la révolution par la « soft power ».	592
L'extinction de l'étoile d'Otpor ! en Serbie	603
Exporter la révolution « fun » et non-violente avec CANVAS	605
Partie 4 - Initiatives citoyennes en Bosnie	610
Chapitre 1 - Résistance et alternative aux nationalismes	610
Sarajevo 2001. Carnet d'enquête	610
Pour une Bosnie pluriculturelle	612
Le cercle 99	614
Tuzla carrefour des alternatives citoyennes en Bosnie	617
Quelle stratégie alternative aux nationalismes dans l'après guerre armée ?	620
L'alternative citoyenne bosniaque dans la scène politique et l'enjeu des réfugiés	625
Les enjeux d'une justice digne de ce nom.	629
Chapitre 2 - Initiative transfrontières en ex-Yougoslavie	631
L'initiative de Dialogue Civique	631
L'initiative Igman et la perspective transnationale comme condition d'une société pluraliste en Bosnie et en ex Yougoslavie	632
L'appui d'un réseau citoyen européen indépendant	634
Le déploiement de l'initiative Igman	636
Partie 5 - Faire droit aux réfugiés et construire les territoires du retour.	643
Chapitre 1 - Bosnie. Job 22. Du témoignage au droit	644
Juillet 2001. Sarajevo. Job 22. Restaurer le droit dans le chaos engendré par la guerre et l'expérience de la ville assiégée.	644
Carnet d'enquête	646
Equiper la demande de droit et construire la capacité de la justice à y répondre	647
Une clinique juridique de l'après guerre sous l'emprise des mafias.	648
Penser le problème du droit des réfugiés à l'échelle de l'ex-Yougoslavie	650

Carnet d'enquête	652
Chapitre 2 - Tuzla 2001 : Figures de l'épuisement.	653
Accueillir des enfants dans une société qui n'en a plus que le nom.	653
Peut-on travailler avec des enfants dans un monde qui s'effondre ?	654
Fiction d'autonomie dans un monde sans supports ni institutions valides	655
Survie et dislocation des solidarités	655
Plus dur, peut-être, encore que la guerre, le sentiment d'inutilité	656
Corruption et contamination morale	657
Epuisement des corps et des esprits. Epuisement des symboles ?	658
Lutter contre la mort lente.	658
Fierté d'exister sous le regard des bourreaux	659
La fraternité	659
Chapitre 3 – Dubrovnik. Construire les territoires du retour ?	661
Septembre 2001. Dubrovnik. L'état de siège et le destin des réfugiés.	661
Protéger les réfugiés, une humanité à sauvegarder pour résister au siège	662
Les réfugiés sans territoire de retour	663
L'existence dans la suspension du temps	663
Du temps suspendu du refuge au temps projectif de l'activité	664
Savoirs traditionnels et modernité	665
Construire les territoires du retour	665
De l'activité protégée au tourisme rural	666
Transformer l'expérience en ressource	667
Les territoires du retour des réfugiés	667
De l'agir pour autrui au co-développement	668
Où la ville se dépasse elle-même dans l'accompagnement des réfugiés	669
La place donnée aux réfugiés dans le dessin de leur propre destin.	670
Dubrovnik et Tuzla, l'hégémonie de la modernité et le vortex du malheur	671
Section IV - En Roumanie.	676
Chapitre 1 – Aout 2001 Rromani Criss	678
Carnet. Gare de Bucarest : racisme brut à l'égard des enfants roms	678
Botoșani : Evaluation collective du programme de médiation de santé	680
Les Rroms condamnés à l'urgence et à l'indigence en matière de santé	682
Contenu du programme de médiation en santé	684
Du droit inappliqué à la mobilisation des communautés rromes pour l'exercer	685
Dépasser la gestion communautaire du stigmate, une stratégie de co-développement	687
L'Evaluation en continu comme fabrique d'une communauté d'expérience de l'action	688
Construire la référence. Coming out et porosité des frontières	690
Entrer dans le no man's land qui sépare les mondes.	693

Au Cœur de l'organisation Rromani Criss	695
Origine de Rromani Criss et organisations rromes roumaines	697
Dépasser la position minoritaire par les droits civiques	698
La dynamique de renouvellement générationnel de Rromani Criss	700
Chapitre 2 - Nicolae Gheorghe et l'Utopie d'une Europe d'Etats démotiques et démocratiques.	703
L'éveil d'une conscience civique rromes.	703
Contexte et circonstances	706
Entre ethnos et demos au sens démocratique.	715
<i>Conclusion générale</i>	725
<i>Sources et références bibliographiques</i>	731
Bibliographie générale	731
Compléments pour le terrain français	738
Compléments pour le terrain en ex Yougoslavie	742
Compléments pour le terrain concernant les Rroms	745
<i>annexes</i>	748
ANNEXE 1 – Configuration socio-urbaines de l'émergence des Mosquée à Lyon (2004)	749
Annexe 2 – Le CCFD dans les Balkans	763

Introduction

Dans cette introduction je décrirai l'environnement collectif de travail dans la carrière d'un projet, l'association d'étude et recherche en sciences sociales Cité Publique, un environnement dynamique donc, qui m'a conduit à *entrer* dans la sociologie alors que j'avais d'abord suivi un cursus en Physique suivi d'une spécialisation en informatique industrielle qui m'ont conduit aux politiques publiques de formation et de l'emploi. C'est donc un parcours collectif dont il s'agit ici, au cours duquel je glisse vers la sociologie. Je porterai un éclairage sur des aspects importants de cette expérience collective qui a conjugué les deux pratiques de recherche et d'expertise, attentives au fait qu'elles sont bien aussi un mode d'intervention sociale.

Je soulignerai en particulier les conséquences d'une évolution des modes d'action publique, non seulement parce qu'ils nous ont conduit à renoncer à l'expertise commanditée, mais parce que cette évolution a participé à m'orienter vers des études de sociologie tout en participant aux travaux de recherche de l'équipe de Cité Publique. J'ai en effet recomposé mon investissement socioprofessionnel en renouant aussi avec des pratiques militantes de l'expertise sur mes terrains d'engagement. Les terrains et les objets de la thèse sont issus de ce parcours personnel intriqué et étayé par la carrière collective des participants à Cité Publique.

Cependant l'évolution des modes d'action publique dont je parlerai ne sont pas sans rapport avec les terrains de cette thèse et avec les intrigues sur lesquelles j'ai travaillé, du point de vue des enjeux de transformation sociale ou de lutte pour l'existence des acteurs concernés. Et c'est principalement dans ce redéploiement de mes activités que j'ai construit les matériaux de base et les orientations de ce travail de recherche, dans un mode d'accès au terrain souvent lié à un encours d'action.

Chapitre 1 - Une histoire collective

Depuis les années 90, j'ai donc travaillé dans la structure d'études et recherche en sciences sociales Cité Publique, dont un fil conducteur au cours de différentes versions de ce cadre collectif de travail, à été un mode d'intervention sociale visant à conjuguer lorsque cela était possible, pratiques de recherche en sciences sociales et pratiques d'expertise des politiques publiques.

Avec des proportions variables selon les époques, l'équipe de cette structure-réseau comportaient trois types de profils.

D'une part, des parcours hybrides entre recherche académique (parcours de thèse puis d'enseignement) et professionnelle (journalisme, consulting, enseignement), dans le champ de la sociologie urbaine et sur les sujets de l'immigration ou sur le champ du travail, avec une dominante de sociologues et une relation affinitaire étroite avec l'association de recherche universitaire ARIESE à Lyon 2 qui a, entre autre, contribué à introduire en France une pratique de recherche socio-anthropologique inspirée de l'école de Chicago, mais aussi avec des psychologues et économistes sur le champ du travail et de l'emploi et de la sécurité sociale.

D'autre part, des profils d'expérience dans l'ingénierie sociale et l'expertise de politiques publiques, ce qui était mon cas, lorsque j'ai participé à créer la première version de cette structure en 1989 après avoir passé 5 ans dans des fonctions de gestion territoriale des politiques territoriales de l'emploi et de l'insertion¹. C'est dans cette période que j'ai constitué une équipe d'études pluridisciplinaire au sein du GIP Grafic à Saint Fons² portant sur les itinéraires d'insertion des jeunes dans la vie active dans leur relation aux territoires et au milieux sociaux³. La section Etudes et recherche du Grafic que nous avons créée se trouva

¹ (2 ans directeur de Mission locale et 3 ans dans un Groupement d'intérêt public GRAFIC [note suivante] à Saint Fons, au Sud de Lyon, où j'avais initié une section d'ingénierie des politiques publiques dans ces domaines élargi au développement d'initiative associatives dans les quartiers populaires).

² Groupement de recherche et de formation sur la formation initiale et continue. Le GIP Grafic regroupait un Lycée professionnel expérimental, un département Insertion sociale et professionnelle que j'ai dirigé, un espace de formation continu et un espace culturel

³ Il s'agissait d'une équipe pluridisciplinaire composée de Gilles Luquet, socio-économiste, Adolpho Shartau, socio-anthropologue, et moi-même. En collaboration avec Maurice Compte en conseil scientifique, socio-économiste du Laboratoire Lesa de Lyon 2, spécialiste du chômage et des parcours d'insertion dans la vie active, nous avons en particulier conduit un programme d'étude et recherche sur le suivi longitudinal d'échantillons de jeunes inscrits dans les parcours d'insertion en mêlant enquêtes de terrain dans une sélection de quartiers, traitement statistique d'un échantillon de 900 jeunes inscrits dans les mission locales, et entretiens qualitatifs auprès d'une partie de cet échantillon et auprès de jeunes acteurs associatifs des quartiers.

cependant bientôt à l'étroit pour conjuguer une approche individuelle des parcours, compatible avec l'objet institutionnel du GIP, et une approche collective attentive aux dynamiques de mobilisation dans un contexte de tensions entre les jeunes générations des héritiers de l'immigration et les pouvoirs publics locaux et nationaux, une approche moins compatible avec l'objet de ce GIP. C'est ainsi que nous avons créé le bureau d'étude PourVoir qui a donné ensuite Cité Publique. La conjugaison de ces deux approches a suscité l'intérêt de différentes composantes de l'appareil d'Etat, dans l'environnement du Ministère du travail et des affaires sociales, et de la Délégation Interministérielle à l'Insertion des jeunes en particulier. C'est dans ce cadre, au moment où s'introduisait en France la pratique de l'évaluation des politiques publiques, que nous avons construit, comme beaucoup d'équipes de recherche ou de bureaux d'études, un savoir faire d'expertise des politiques sociales et de leurs dispositifs publics territorialisés.

Enfin, tout au long de son évolution, l'équipe de Cité Publique a aussi accueilli dans ce cadre professionnel collectif, des personnes ayant réalisé un parcours d'expérience militante et que nous avons rencontrées dans les terrains dans lesquels nous sommes intervenus, dans les mouvements des quartiers populaires, des chômeurs et précaires, des milieux socioprofessionnels du travail ou dans des institutions.⁴

Association de praticiens et chercheurs en sciences sociales au départ (sous le nom *Pour Voir*), puis société coopérative de production d'études et de recherches (*Pouvoir S.Coprodes*) doublée ensuite d'une autre entité (l'association d'études et de recherches en sciences sociales *Cité Publique* construite comme espace de médiation entre les milieux associatifs des quartiers populaires et les pouvoirs publics, via une amorce de formes collaboratives d'étude et de recherche notamment - 1991-93), puis fusion des deux entités dans *Cité publique* comme association d'études et recherche en sciences sociales simplement, le réseau ainsi constitué se tourne en partie vers « l'international » (1998-2003 / Balkans puis 2010-2018 / Moyen Orient et Maghreb). Vient ensuite l'ouverture d'un vaste chantier de *recherche et développement* sur des outils sociotechniques et des méthodes dédiés à la pratique collaborative de l'enquête (en référence à J. Dewey, Latour, Star, ...), en particulier des outils cartographiques interactifs que nous avons développés dans ce but (2007-2018), tandis qu'était peu à peu introduite une pratique de « couveuse » de projets socioéconomiques visant

⁴ Vaulx en Velin, St Fons, Saint Priest, Val de Lorraine, de collectifs de chômeurs de Nice ou de la Loire. Je ne décris pas ici toutes les rencontres fructueuses que cet espace de travail a accueilli, dans le champ des conditions de travail, des politiques publiques de la ville, des équipements socioculturels, ... et sur le champ des outils sociotechniques et de leur usage.

l'autonomie de collectifs de « militants experts » *au service* des luttes sociales ou de politiques de développement multi-acteurs (Altercarto et Suitecairo – Radical Cinéma – Cartographie Citoyenne en Tunisie - 2010-2018).

La question des terrains

Cependant, c'est la question du rapport au terrain qui a été le liant le plus important dans le fond et la forme. On peut ainsi situer un moment clé au milieu des années 90 où nous avons élaboré une sorte de doctrine quant à la manière d'aborder nos terrains et nos thématiques. Trois configurations de terrains *sans limite de durée* furent ainsi investies : a - les banlieues et quartiers populaires de l'agglomération lyonnaise, b - le bassin sidérurgique en Lorraine, 3 - la ville de Grenoble. Ces trois terrains étaient associés à trois thématiques que je qualifierais rétrospectivement comme : 1 - de la transformation sociale et de la reconnaissance du droit de cité de l'immigration ; 2 – de la vulnérabilité sociale dans les mutations du travail, de l'emploi et de la protection sociale ; et les politiques publiques afférentes ; 3 – de la ville, des cultures et des politiques urbaines.

Nous étions déjà implantés en Lorraine (via l'évaluation des politiques publiques) et dans l'agglomération lyonnaise. Il nous fallait un terrain vierge dans lequel renouveler nos approches. Nous avons investi Grenoble (94-1999)

Autour de cette architecture de terrains et thématiques nous pouvions envisager non seulement de conjuguer expertise et recherche mais aussi différentes sociologies et disciplines. De plus, en disposant de terrains de référence au long court, nous pourrions éviter l'écueil du papillonnage qui guette le travail de recherche commanditée comme celui de l'expertise dont la quête de crédits dicte le rapport souvent éphémère au terrain. Nous n'excluons pas d'aller ailleurs, mais cet ailleurs pouvait alors prendre de la consistance sinon d'une possible approche comparative avec nos terrains de référence, au moins d'un décentrement.

Cité Publique avait aussi pour projet plus ou moins explicite d'être un abri nourrissant pour la réalisation de thèses par des étudiants-chercheurs exerçant une activité professionnelle sur leur terrain de recherche. D'une certaine manière celle-ci s'inscrit dans cette lignée. Et ce n'est sans doute pas la dernière à venir sur le tard ou à se réaliser pas à pas dans la lignée du déploiement-renouveau de ce réseau.

En réalité, c'est dans cette ébullition collective studieuse et exigeante que j'ai progressivement glissé de l'expertise des politiques et dispositifs publics vers une pratique de recherche même si la sociologie ne m'était pas étrangère.

Mon parcours dans la sociologie à l'Université s'est fait par intermittence : EHESS une année en 1998 sous l'aile de Robert Castel, DEA en 2003 à Lyon 2 sous l'aile d'Alain Battégay et de Jean Paul Payet, puis la phase de thèse à Saint Etienne sous la direction d'Ahmed Boubeker à qui je dois non seulement la richesse intellectuelle d'un compagnonnage de longue durée dans ce carrefour qu'a été Cité Publique mais aussi, au-delà de l'amitié qui nous lie, de m'avoir incité à *entrer* dans la recherche, soucieux qu'il est de poursuivre dans l'Université l'ouverture de la recherche académique à des parcours hybrides. Mais au-delà du parcours en dates dans l'Université, j'ai surtout été formé dans le cours des pratiques d'enquête et de recherche avec mes collègues, enrôlé dans les programmes et chantiers qu'ils conduisaient, (Ahmed Boubeker, Marwan Abi Samra, Sven Grillet, notamment) comme j'ai participé à les « embarquer » dans les programmes d'évaluation, d'étude et d'expertise des politiques publiques.

Conjuguer recherche et expertise

Entre les formats de l'étude et de l'expertise marchandes, et le travail de recherche commanditée ou universitaire, nous avons essayé de prendre acte sérieusement de ce que nous faisions comme type d'intervention sociale en tant que participants de fait à la définition des situations dans lesquelles nous réalisions notre travail.

C'est ainsi que nous avons tenté d'élaborer une pratique sociale de nos métiers soucieuse de négocier une coprésence dans l'encours de *cadres de contention des dissensus* qui peuvent prendre place comme *espaces intermédiaires* dans la confrontation même entre les acteurs de terrain et les pouvoirs publics ou les institutions. Cela, sans travailler pour les princes ni s'aligner sur les positions des acteurs de terrain. Il ne s'agissait cependant pas de traduction, ni d'une quelconque médiation de conflit, ou d'une forme d'accompagnement de négociations.

Notre façon de saisir la possibilité de ce type d'*espace intermédiaire* a été en quelque sorte la *marque de fabrique* de Cité Publique, si l'on peut dire, puisque nous n'en avons pas fait un produit d'identification ni un produit commercial. Au contraire, car pour qu'un tel *espace* puisse prendre place dans les terrains, il fallait assurer et garantir, et en même temps naturaliser l'autonomie du volet recherche comme du volet expertise des politiques et des

dispositifs publics. Tout reposait sur une relation de longue durée avec nos terrains et leurs acteurs pour que se construise peu à peu, au-delà du jeu d'interconnaissance et d'affinités humaines ou parfois d'inimitié de situation⁵, un cadre de *diplomatie cognitive* si l'on peut dire, où circulent les formes de problématisation produites ou adoptées par les acteurs.

Au cœur de l'expertise nous avons tenté d'introduire l'enjeu de la discordance des temps de l'action publique et de la pluralité des temporalités de la transformation sociale. En ce sens nous rejoignons pour partie les problématiques de l'expertise dans l'action publique telle que les formulaient Irène Théry⁶ : « *La particularité de l'expertise d'engagement est de ne reposer ni sur un principe de concordance [des temps, qui est le propre de l'expertise de service laquelle renvoie au format institutionnel de la programmation], ni sur une pragmatique de l'ajustement [des temps, qui est le propre d'une expertise de consensus associée au format institutionnel de la commission d'experts et qui présente toujours un caractère instituant], mais sur l'hypothèse de la mixité des temps. Il est ici demandé au spécialiste de se situer à la fois dans le temps institué des savoirs scientifiques (dont il est un représentant) [c'est-à-dire dans la pluralité du temps social tel que représenté dans la science] et dans le temps institué de l'action sociale et politique (dans lequel il ne représente, à l'inverse, que lui-même), sans les confondre.* » Mais si nous partageons le questionnement sur le rapport au temps d'une expertise d'engagement, tout le problème était pour nous de ne pas se placer dans le schéma de la *décision éclairée* dans lequel se situent les élus comme des institutions et les pouvoirs centraux lorsqu'ils recourent à ce genre d'expertise.

⁵ Dans ce genre de pratiques inscrites dans des configurations locales de long terme, on apprend vite à comprendre que les relations avec les acteurs institués se jouent toujours simultanément sur plusieurs scènes et que l'inimitié au niveau local peut se doubler de forme de reconnaissance ou de *déclaration d'affinité* dans d'autres scènes, comme, par exemple celles des rapports à l'Etat dans lesquelles les Maires peuvent réaliser ou calculer que les apports de la recherche ou de l'expertise qu'ils critiquent pour leur effets locaux peuvent être un faire valoir ou fournir des arguments dans la confrontation ou la négociation avec d'autres forces institutionnelles ou politiques. Pour donner un exemple, je citerais le cas de l'analyse que nous avons faite des pratiques d'une Municipalité, saint Priest dans la Rhône, en matière de dérogation scolaire. Cette analyse a suscité dans un premier temps une réaction vigoureuse de la municipalité inquiète, si les résultats étaient publicisés, de se voir mise en cause pour ses pratiques discrétionnaires et conciliantes avec les milieux réfractaires à la fréquentation des milieux populaires de l'immigration dans les écoles. Mais la Municipalité a ensuite utilisé ces travaux dans des scènes de débat non seulement au niveau communal, mais aussi au niveau de l'agglomération. Dans les séminaires « millénaire 3 » du Grand Lyon notamment, en reprenant in extenso les termes de l'analyse, en valorisant ses auteurs, pour étayer sa stratégie de mobilisation des ressources des programmes publics de l'Etat et de l'agglomération (politique de la ville) dans le but de lutter contre la fragmentation sociale par une refonte non seulement de sa carte scolaire mais aussi son investissement dans les écoles et dans le domaine périscolaire.

⁶ Irène Théry, « Expertises de service, de consensus, d'engagement : essai de typologie de la mission d'expertise en sciences sociales », *Droit et société* 2005/2 (n°60), p. 311-327

Ce dont il s'agissait dans notre manière de considérer la pluralité des temps sociaux était de rendre compte de l'action des acteurs de terrain comme d'une action sensée, supportée par un travail réflexif sur leur propre expérience, dans leurs luttes particulièrement, au cours duquel ils construisent les problèmes publics d'une manière requérant l'intérêt plus qu'ils ne s'alignent sur la manière dont ils sont formulés par les pouvoirs publics et leurs experts. C'est en ce sens que j'emploie ici la notion d'espace de *problématisation croisée* comme espace intermédiaire d'une possible contention des dissensus.

En arrière plan de cette formulation il y a bien sûr la réalité du rapport asymétrique entre les acteurs de terrain et les acteurs publics. Par conséquent, il ne s'agit pas de considérer un tel espace intermédiaire comme un aparté hors de rapports de forces, dans une relation d'équivalence, mais bien de le rapporter à l'enjeu de reconnaissance par les pouvoirs publics des motifs de mobilisation propres aux acteurs de terrain, sans préjuger des choix qu'ils adopteront.

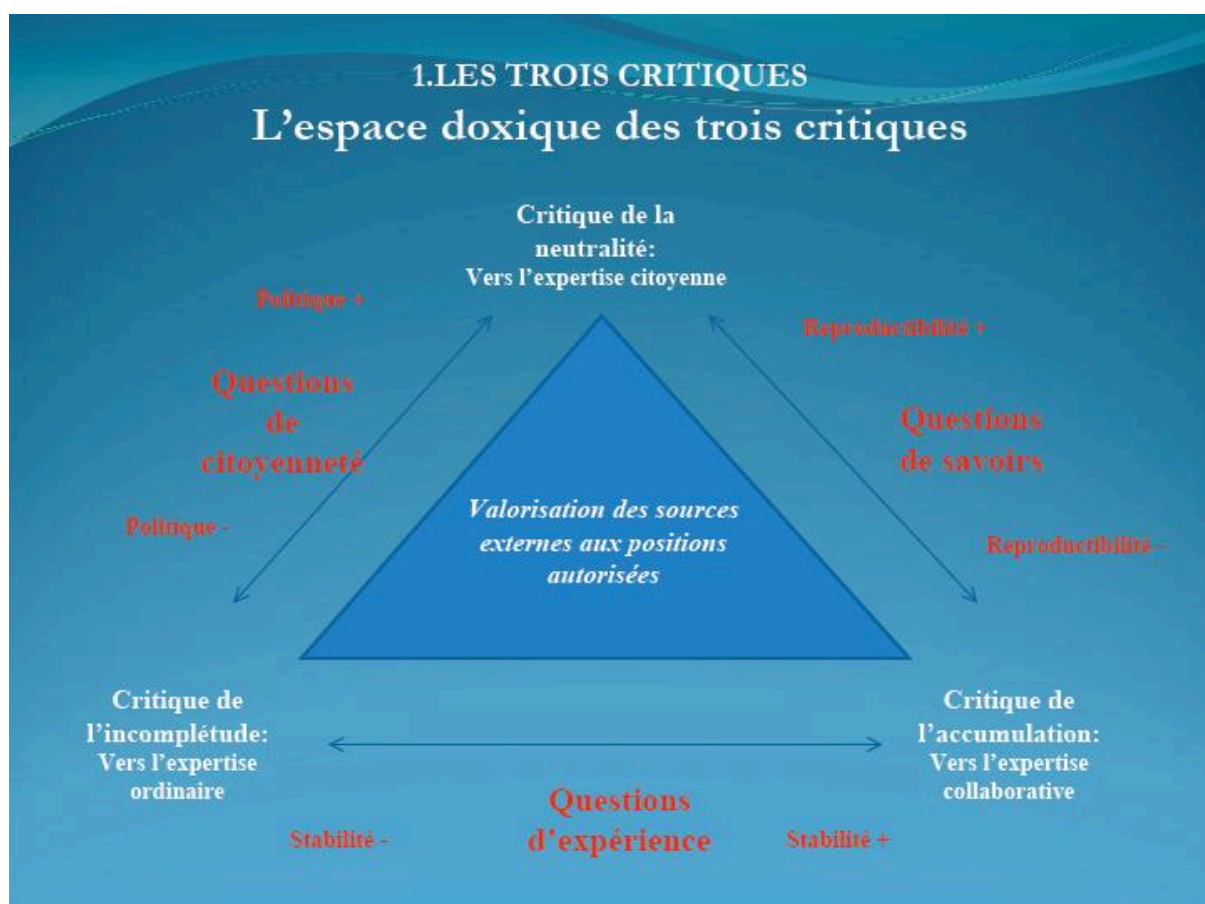
L'enjeu est tout autant d'éviter la réduction des problèmes publics à la formulation adoptée par les niveaux décisionnaires que de laisser place à un processus réflexif tiers, en dehors de la décision et de l'action elle-même, de sorte que des processus de subjectivation à l'œuvre et leurs énonciations retiennent l'attention publique.

Ce n'est cependant ni l'enjeu propre de la recherche, ni l'enjeu propre de l'expertise commanditée, mais bien plutôt l'enjeu d'une forme d'intervention sociale qui conjuguerait de manière dialectique ces deux ordres institués de représentation de l'action et des temporalités (recherche et expertise) où se formulent de manière contradictoire les problèmes publics.

D'une certaine manière nous nous plaçons dans la lignée des travaux sur l'expertise de Jean Yves Trépos pour qui la critique portée par la société civile, à la fois sur les limites de rationalité scientifique convoquée dans l'expertise instituée et sur l'accumulation individualiste des savoirs⁷, peut se reformuler ainsi : « *Les équipements de la société [contre-*

7

expertise et production collaborative de savoir] peuvent-ils rencontrer les événements? () Y a-t-il un possible dialogue entre, d'une part, le mouvement par lequel toute société s'équipe pour rendre possible l'expression réglée des besoins, aspirations, mécontentements – grâce, dans le cas présent, aux expertises et aux contre-expertises –, et d'autre part, l'émergence événementielle de ces mêmes besoins, aspirations, insatisfactions – [ce qui renvoie à la question] des alternatives à l'expertise? Appelons « politisation » le premier [mouvement] et



Jean Yves Trépos, Les experts face aux savoirs profanes. In Conférence « les enjeux de l'expertise scientifique ». Paris, 14 mai 2008 – Centre d'Alembert et Maison de la Chimie.

Extrait du support visuel de présentation.

1 - Critique de la neutralité de la rationalité scientifique L'appui solide d'une science neutre et non instrumentée par le politique et l'idéologique est contesté sur un mode événementiel (des cas d'erreur, de dissimulation, de choix non expliqués) même atténué par une version probabiliste, cet appui scientifique est aussi contesté comme monopole abusif et non fiable: la « risquification » L'ensemble débouche sur la revendication d'une alternative citoyenne: l'expertise militante (Heller, 2002). **2 - Critique de l'incomplétude de la rationalité scientifique** (« Nous sommes les experts de nos vies », « expert de l'événement » via le numérique. Ainsi se profile une alternative expérientielle, qui se réclame d'une « expertise ordinaire » (Callon et al., 2001)). **3 - Critique de l'accumulation individualiste des savoirs** (« Ici, c'est le mode de constitution de savoirs scientifiques eux-mêmes qui est visée: il faut intégrer l'apport de l'amateur dans les sciences et recourir à une pluralité de sciences. La cognition " in the wild " est distribuée (Hutchins, 1992). Cette critique est renforcée par l'économie de la connaissance, formalisée par la conférence de Lisbonne en 2000, qui distingue « information » (duplicable) et « connaissance » (savoirs à transposer). L'alternative cognitive, illustrée par le phénomène Wiki, dessine une expertise collaborative.)

«cristallisation» le second: la destination de chaque dispositif de politisation est d'être préférable à tout dispositif de cristallisation. <Metaphysics + Politics +Policies = Polity> () »

La possibilité d'une telle pratique d'intervention sociale ne repose pas seulement sur la constance d'une présence dans le terrain, mais aussi sur la séparation rigoureuse des rôles et des formes de valorisation et de publicisation des travaux propres aux deux champs de la recherche et de l'étude-expertise commanditée, laquelle ne doit pas se substituer à l'équipement autonome de contre-expertise dans la société mais bien plutôt rendre compte de la tension entre d'un côté, la forme de problématisation publique inductive de la commande elle-même et la forme de problématisation des problèmes publics par les acteurs concernés.

Fidélité aux acteurs de terrain

De ce point de vue, le fait d'assumer une présence à long terme sur nos terrains, (territoriaux et/ou thématiques) exigeait de considérer les différentes scènes du déploiement de l'engagement des acteurs, leurs pratiques de ressourcement, leur manière de faire face aux problèmes qu'ils rencontrent. Cette exigence de suivi au long cours concerne particulièrement les acteurs de terrain du fait qu'ils sont en général privés de l'appareillage cognitif institutionnel et expert dont disposent de facto les acteurs publics.

Il s'agissait ainsi d'entretenir une *fidélité axiologique*⁸ à leurs enjeux et formes d'action, à la relation qu'ils entretiennent à leurs mondes et à la manière dont leur action s'inscrit dans les dynamiques de transformation sociale et institutionnelle, plutôt que de procéder à des opérations d'enquête « commando » au seul but de mettre à l'épreuve nos hypothèses de recherche ou, dans le cas de l'expertise des politiques publiques, dans le but de qualifier et dimensionner au regard de finalités préconstruites, les problèmes qui se posent aux commanditaires, comme c'est sans doute trop souvent le cas dans ce métier.

C'est ainsi que nous avons suivi les acteurs de terrain non seulement sur leur territoires de référence mais que nous avons aussi *navigué* avec eux dans leurs dynamiques de déterritorialisation et de reterritorialisation, sur les lignes de fuite qu'ils ont empruntées pour se ressourcer et échapper aux assignations, dans leurs relations avec les pouvoirs publics, dans

⁸ Ce qui n'est pas contradictoire avec la perspective wébérienne de la neutralité axiologique

leur manière de prendre place dans l'espace public sur la scène médiatique, soucieux de comprendre comment ils se transforment et refondent leur rapport à leurs mondes, nouent de nouvelles alliances, se dispersent en même temps qu'ils se renouvellent en modifiant les contextes, leurs répertoires et registres d'action, impliquant un repositionnement plus ou moins vraisemblable des acteurs publics et des institutions.

Pour élaborer une « posture » propice à la circulation de problématiques élaborées par les acteurs dans l'encours de l'action, il nous fallait nécessairement renouveler le répertoire des « ficelles du métier ». Il nous a fallu en particulier élaborer une *science de la commandite*, qui nous permettrait de penser le cadre institutionnel - le commanditaire et le cadre de politique publique dans lequel s'inscrit la commande qu'il s'agisse de recherche ou d'expertise - et d'adopter le format de travail propice pour aborder des sujets sensibles sans travailler directement sous la commande des protagonistes ni se poser en médiateur ou fournisseur de solutions programmatiques.

D'une certaine manière il me semble que l'un des apports de connaissance que cette pratique a permis dans certains moments féconds a été d'avoir initié ensemble, sur un mode de coprésence admettant une pluralité de scènes, avec les réseaux d'acteurs de terrain et/ou publics avec lesquels nous avons travaillé, une intelligence des politiques publiques qui relève justement d'une *science distribuée de la commandite* et plus généralement des logiques de l'action publique. Une intelligence qui pouvait contribuer à permettre aux acteurs engagés, au-delà des discours publics formels, d'interpréter le *design* des programmes et des dispositifs, non seulement pour s'en saisir comme terrain d'action ou support pour leur propre action, mais aussi permettre aux acteurs de terrain comme aux élus et à l'Etat d'y repérer les ouvertures pouvant laisser place à des espaces intermédiaires de contention des dissensus.

Les jalons de l'expérience collective

Cela ne marche pas toujours bien sûr, et il nous est arrivé, bien que rarement, de suspendre des chantiers ou même de nous retirer pour éviter de jeter le trouble. Dans ces quelques cas, nous avons motivé notre retrait dans ces termes, c'est-à-dire, en expliquant notre souci de ne pas clore un champ de pratiques qui nous préexiste. Cela ne marche pas lorsque les pouvoirs locaux en place, attachés à leurs arrangements de clan, leurs arrangements politiques avec des groupes sociaux ou d'intérêts⁹, ou avec des institutions d'échelle supérieure, ne tolèrent

⁹ Par groupes d'intérêt j'entends ici aussi bien des formations collectives émanant de groupes sociaux (par exemple les « minorités silencieuses » de Vaulx en Velin, coalition de segments des classes moyennes de

d'initiative émergeant de la société locale que si elles entrent dans le répertoire de leurs programmes et de leurs schèmes de justification, comme cela a été le cas à Vaulx en Velin par exemple dans les années 90 et 2000.

Dans les années 90 et dans la première moitié des années 2000, nous avons trouvé des interlocuteurs publics à tous les niveaux de l'appareil de l'Etat et de certaines collectivités territoriales, qui ont compris ce que nous faisions et s'en sont saisi. L'épisode de la fondation de Cité Publique en 1992 comme espace de problématisation croisée, entre pouvoirs publics d'Etat et associations émergeantes dans les quartiers populaires est précisément le produit de cette saisie par l'Etat de l'enjeu d'un espace dialogique sans exigence de réciprocité ni d'obligation de résultat, alors même que les sujets de vifs conflits occupaient l'actualité politique et sociale : émeutes urbaines, double peine, rapports police-justice, discrimination, restructurations urbaines controversées, sur-présence des acteurs associatifs institutionnalisés dans les dispositifs publics territorialisés et les espaces de négociations des programmes publics en porte-parole de fait des populations qu'ils prétendent à aider... Les élus d'une ville comme Saint-Priest ont eux aussi saisi l'opportunité d'investir un tel espace intermédiaire de problématisation croisée avec dans ce cas une prise de conscience de la nécessité pour eux de restaurer une capacité d'énonciation de choix politiques intelligibles par les jeunes générations et les populations des quartiers, même si ces choix ne répondaient pas nécessairement à leur attente première. Autrement dit les élus avaient pris conscience de la nécessité de renoncer à une pratique du politique qui avait pris la forme d'un régime de concession, lequel est l'institution de la pratique d'une forme dégradée de négociations sans reconnaissance qui construit dans la durée la figure de l'indigène.

Car il faut voir qu'une concession est toujours un hors droit, associé à des populations mineures définies par leurs caractéristiques socioculturelles attribuées, et se double toujours d'un dispositif de surveillance et d'assignation à des espaces et des rôles restreints. C'est-à-dire un dispositif de contention dont la surveillance active est en général confiée à des intermédiaires délégués à cette tâche par les pouvoirs publics locaux sous couvert de dispositifs d'animation locale exclusifs, (dérive des politiques de la ville, délégations de

copropriétaires des citées résidentielles de la ville et propriétaires de villas), que les acteurs coalisés autour de méta-organisations comme les offices HLM dont la logique de déploiement urbain échappe aux villes mais conditionne leur développement tout autant que leur cadre de vie. Derrière ce type de méta-groupe d'intérêt se retrouvent les grands donneurs d'ordres de l'aménagement urbain, leurs correspondants dans les conseils d'administration et dans les directions techniques et de programmation, les organisations patronales et les grands groupes intervenant dans le BTP, les élus et hauts fonctionnaires d'agglomération en charge de la planification urbaine, et in fine l'Etat.

service public à des opérateurs tels que des fédérations associatives, ...). Tandis que la pratique de la concession apparaît toujours en même temps comme une modalité négative d'un régime de privilèges accordés à d'autres groupes dont la capacité d'agir sur le plan politique retient inévitablement l'attention des pouvoirs publics locaux. On a pu voir cela dans un large éventail de domaines d'usage comme le sport (*confinement des espaces de futsal comme espaces marginaux, ...*), la culture (*hip hop et rien d'autre*), le cultuel (*salle de prières concédées dans les locaux collectifs résidentiels, mosquées invisibles versus mosquée cathédrale...*), le développement socioéconomique et commercial dans les centre-ville des banlieues (*impossibilité d'accéder à des locaux commerciaux pour les entrepreneurs locaux à la recherche d'une économie sociale, restriction sur les crédits de démarrage de projets économiques locaux et absence de dispositifs d'accompagnement à la création d'activité, alors même que les zones franches défiscalisaient les entreprises établies ou installées dans le seul but de bénéficier des avantages fiscaux des ZUS*), l'accès au logement et les réhabilitations, ou l'école (*gestion des dérogations à la carte scolaire pour les populations réfractaires à la cohabitation dans l'école de leurs enfants et des enfants de l'immigration*).

Dans le cas de Saint Priest¹⁰, à un moment crucial de leur mandat dans une ville rattrapée par l'extension de l'agglomération lyonnaise, les élus municipaux ont compris qu'il s'agissait, y compris dans la formulation de finalités contestées, d'assumer un rôle politique d'élus basé sur la reconnaissance des acteurs jusque là considérés non comme portant les attentes d'un public mais comme les figures de Janus, face sombre et face claire indissociable d'un population-problème seulement digne de concessions. Restaurer le rôle de l' élu exigeait de les reconnaître comme acteurs de plein droit dont les énonciations avaient une valeur politique et sociale au même titre que celles portées par d'autres groupes sociaux ou d'intérêt. Le mouvement de jeunes héritiers de l'immigration porté sur la ville par l'association JASP (Jeunes Avenir Saint Priest) s'est saisi de cette offre comme on le verra dans le développement du terrain de la banlieue lyonnaise. Et même si cette dynamique d'*aggiornamento* dans une banlieue en marge de l'agglomération n'a duré qu'un temps, elle constitue un moment de référence pour notre petit réseau de « praticiens et chercheurs », mais aussi pour les élus et les acteurs associatifs impliqués.

¹⁰ Je précise que cette démarche des élus n'a rien à voir avec notre action, mais que les deux parties joueront ultérieurement de notre présence et de notre positionnement pour activer un espace de problématisation croisée.

Nous avons vécu ou observé d'autres expériences de cette nature à plus ou moins grande échelle. Le moment le plus intense a sans doute été à Grenoble au cours de l'année 1997. L'espace intermédiaire de contention des dissensus entre le mouvement associatif historique d'éducation populaire et la Municipalité mais aussi avec les milieux de l'animation émergents des quartiers populaires, a pris la forme d'un cycle de débats publics rassemblant des centaines de personnes dans les assemblées de bilan d'étape d'une étude que nous conduisions sur le devenir des équipements sociaux de la ville. La reprise de ces débats par la presse locale allait introduire notre équipe dans l'espace public comme figure médiatique, ce qui allait inévitablement susciter des tentatives d'instrumentalisation. Après avoir tenté sans succès de juguler cette tentation, nous avons donc organisé notre retrait progressif de la vie publique grenobloise dans le souci de protéger la possibilité d'une forme de problématisation croisée à basse intensité que des acteurs associatifs, des élus et des fonctionnaires s'étaient employés peu à peu à construire et qui leur avait permis de se saisir de la double dimension de recherche et d'expertise de notre travail. Mais dans ce retrait attendu par une part des acteurs, y compris de la recherche et de l'expertise, nous avons peut-être contribué à refermer l'amorce d'un espace dialogique secondaire qui commençait à s'ouvrir avec les acteurs émergents des quartiers et qui revendiquaient une expertise fondée non seulement sur l'expérience de *bénéficiaire* ou du citoyen ordinaire, mais sur l'expérience de leurs luttes et des actions qu'ils avaient entreprises pour dépasser les assignations propres aux *concessions* qui leur avaient été accordées dans le domaine socio-éducatif notamment.

Si nous pouvions apparaître en phase avec l'actualité de courants de la recherche sociologique qui avait fait sujet de la *coproduction* des politiques publiques, ce n'était pas vraiment notre sujet. Nous tentions seulement d'assumer le rôle que nous prenions, comme tout intervenant assurant une présence durable comme expert et/ou comme chercheur, dans un bassin de vie animé par des dynamiques et des attentes contradictoires. Si nous nous intéressions à ce sujet pour ce qu'il pouvait apporter en termes de connaissances sociologiques, c'est surtout dans notre souci de *garder un œil* critique sur notre pratique d'intervention sociale. Ceci dans un contexte où les acteurs de terrain, associations de quartiers, opérateurs des dispositifs, et parfois les populations elles-mêmes se plaignaient à bon droit du *pillage* de leurs savoirs par des chercheurs sans jamais avoir d'autre retour que celui des pouvoirs proches ou distants qui s'emparent de leur travaux, ou s'agissant des experts, de voir leur propre expertise et l'expression de leurs attentes instrumentalisées comme paramètres de réglage pour l'optimisation de programmes qui, in fine, s'appliquent à leur endroit par le haut.

Susciter des dynamiques de problématisation croisées

Mais en procédant de la sorte nous savions bien que ce n'était pas notre façon de faire, notre méthodologie, qui pouvait susciter ces dynamiques particulières de *problématisation croisée*. En réalité, celles-ci sont toujours en gestation et en attente de trouver l'opportunité de se concrétiser. Notre travail consistait juste à construire une présence liminaire dont cette attente puisse se saisir en certaines circonstances qui ne relevaient en aucun cas de notre fait et que nous n'avons jamais tenté de susciter. C'était pour nous à la fois un enjeu éthique et une condition de l'autonomie de la recherche comme de l'expertise commanditée.

Cette autonomie repose d'un point de vue pratique, en dehors du contenu lui-même et des pratiques en situation, sur le fait que le travail de recherche circule bien par les canaux et les espaces propres de publication et de valorisation de la recherche. Articles, séminaires, publication des rapports, écriture de livre par les chercheurs, intervention dans les cursus d'enseignement... dans le fil normal de leur carrière. Le propre des milieux militants des quartiers populaires est qu'ils portent une attention à la manière dont la recherche participe de la fabrication d'une image de leur action et dont elle explicite la manière dont ils la motivent et caractérisent ce à quoi ils se confrontent.

De sorte que, d'une manière ou d'une autre, il y a toujours la possibilité de scènes de dialogue apprenant entre les militants et les chercheurs qui attachent de l'importance à cette attente, soit dans des cadres de séminaires académiques ouverts, de discussions restreintes, ou d'événements organisés par les réseaux militants où les dits chercheurs sont invités à s'exprimer publiquement sur leurs travaux, etc.

De la même façon, l'autonomie de l'expertise repose au-delà du rendu au commanditaire, sur la diffusion des travaux dans les cadres de valorisation des politiques publiques, tout autant que dans les lieux du travail réflexif des acteurs de terrain. Pour le premier niveau de diffusion, il existe des cadres propres aux milieux professionnels ou dans les programmes publics (séminaires, rapport de synthèses d'expériences comparées, ...). La valorisation dans ces espaces relève naturellement aussi d'une stratégie des bureaux d'études pour asseoir leur notoriété et faire reconnaître la qualité de leur travail. En revanche la diffusion de l'expertise auprès des acteurs de terrain est sans doute le plus difficile à concrétiser car la diffusion des travaux d'expertise est toujours à priori le fait du commanditaire qui ne se résout que rarement à rendre public les rapports, même quand la loi les y oblige en principe, comme dans le cas des programmes publics d'évaluation des politiques publiques. En tout cas, les termes des contrats de commande d'expertise incluent toujours l'exclusivité de la décision de

publication au commanditaire. Il en découle le doute à priori des acteurs de terrain sur l'indépendance de l'expert. Si nous avons contribué, par la méthodologie d'intervention en expertise commanditée, à aménager les cadres de contention des dissensus, c'est en négociant une scénographie du déroulement de nos travaux dans laquelle les contenus étaient discutés avec les parties concernées avant de donner lieu à nos rapports. De sorte que l'on aménageait les cadres d'une exigence de publication à laquelle les commanditaires ne pouvaient se soustraire sans risque. Cependant il est arrivé souvent qu'ils le fassent, c'est-à-dire qu'ils séquestrent les rapports, plus souvent qu'ils ne les ont publiés spontanément. Mais d'une manière ou d'une autre dans notre cas comme bien d'autres similaires, les rapports séquestrés ont toujours fini par *fuir* de l'intérieur, par un fonctionnaire, par un élu, parfois à la demande même de l'autorité qui avait procédé à la séquestration, même si c'est parfois plusieurs mois après leur rendu.¹¹

Un autre aspect sur lequel nous verrons les traces dans le déroulement de la thèse, est que cette forme d'ancrage de certains travaux en recherche comme en expertise, bien entendu pas seulement les nôtres, a aussi contribué à un étayage des doubles canaux du rapport qu'entretient (ou plutôt qu'entretenait jusqu'au milieu des années 2000, c'est plus rare aujourd'hui) l'Etat central avec les acteurs de terrain sur les thématiques de l'action publique les plus sujettes à controverse dans l'espace public. C'est à dire souvent sur nos thématiques de prédilection si l'on peut dire, dans la tension entre équipement de la société et événement dont parle Jean Yves Trépos. De ce point de vue, notre souci de rendre compte des formes de problématisation des enjeux propres aux acteurs était l'objet d'une attention particulière d'acteurs de terrain comme d'agents de l'Etat, chacun en quête de canaux de discussion parallèles et soucieux de disposer d'un cadre de réassurance de cette forme d'engagement public particulière. Car la pratique d'un double canal de relation n'est là encore ni une médiation ni une négociation, mais procède plus de la construction de cadres d'entendement qui peuvent être mobilisés, sans garantie d'effectivité ni d'agenda, en certaines circonstances par les pouvoirs publics et/ou par les acteurs de terrain.

¹¹ Un autre axe sur lequel nous avons travaillé pour faciliter la diffusion et l'appropriation critique par les acteurs de terrain a été le format de nos rendus et documents intermédiaires. Nous avons en particulier introduit systématiquement deux formats simultanés de documents, le premier de type narratif et technico-conceptuel et le second sous forme de planches mixant graphiques, cartes et textes de questionnement en décomposant les enjeux de manière à permettre une approche facilitée de la complexité. (C'est dans le prolongement de cette orientation que nous avons ensuite créé la section développement d'outils sociotechniques au service de l'enquête collaborative via la cartographie notamment)

Fractionnement des modes d'action publique

Au milieu des années 2000, en 2003 précisément, Cité publique a arrêté de travailler dans le domaine de l'expertise commanditée. Il était devenu impossible de réaliser un travail sérieux sauf dans les cas de réseaux déjà instruits de nos pratiques et qui avaient le souci de dépasser des situations de blocage. Mais nous n'étions ni des mécaniciens des politiques et des dispositifs publics ni des médiateurs et nous n'avons donc en général pas donné suite à ces demandes d'intervention. Nous ne pouvions plus construire une relation durable au terrain dans les mêmes termes qu'au cours des 10 années précédentes.

Du côté de l'expertise et des études à visée opérationnelle, nombre d'intervenants professionnels de l'étude et de l'expertise ont alors dénoncé l'instrumentalisation de l'expertise, etc. Pour notre part, c'est plutôt une série d'indices qui nous ont conduits à analyser en profondeur ce qui se passait. Un premier type d'indice concerne les cadres même de l'action publique au niveau territorial. A chaque intervention, les consultants ou experts, et même les chercheurs, soucieux d'une éthique de leur rôle public se trouvaient dans la situation de devoir rappeler aux acteurs publics et parapublics les cadres politiques, juridiques et institutionnels qui encadrent en principe leur action. Non seulement les opérateurs des dispositifs, mais les représentants de l'Etat, des institutions et des collectivités.¹²

12 Je ne citerai qu'un exemple qui concerne le champ éducatif périscolaire, lors de la phase d'évaluation d'un Projet Educatif Local (PEL) au cours de laquelle j'accompagnais l'équipe de consultants d'un bureau d'étude lyonnais. Ce dispositif comportait un comité de pilotage composé notamment de l'Etat via le délégué du préfet sur le territoire, les agents territoriaux de la politique de la ville, l'Education nationale représentée par l'IDEN en charge du territoire concerné, les représentants de la *communauté éducative* locale, le service éducation-jeunesse de la municipalité, etc.. Lors de leur rapport intermédiaire, les consultants interrogent ce groupe de pilotage sur la politique consistant à avoir transformé en contrat de vacataires salariés de la municipalité le statut de bénévoles d'étudiants de la FEV intervenant en soutien scolaire au sein des foyers familiaux. Soulignant que non seulement les familles ne le savaient pas, et considéraient toujours les étudiants comme des bénévoles, les consultants observaient aussi que le suivi individualisé des vacataires mis en place par le service éducation jeunesse de la ville était devenu un dispositif de contrôle des familles et de la parentalité au mépris des règles éthiques et des cadres institués de non ingérence de l'Etat dans les familles en dehors du mandat d'un juge ou du cadre très codifié de la protection de l'enfance. A la suite des entretiens d'évaluation réguliers des pseudo-étudiants sommés par leur employeur de diagnostiquer l'état des relations familiales, certains parents avaient été convoqués par le dit service et, plus généralement, les rapports de suivi individualisés faisaient l'objet, à l'insu des familles, de *commission de synthèse* avec la « communauté éducative locale ». En l'occurrence les directions des écoles et du collège de la ville ainsi que des travailleurs sociaux. Des décisions avaient été prises par la dite communauté pour orienter les enfants là encore à l'insu, ou contre l'avis des familles. Le service jeunesse argumenta que les étudiants n'étaient pas assez fiables, et que de toute façon on rendait service aux enfants en opérant de cette manière. Le délégué de l'Etat s'indigna de ce qu'il considérait comme une mise en cause de l'action publique légitime, argumentant que l'Etat avait par sa voix légitimé ce choix et qu'il n'y avait qu'à regarder ailleurs pour voir qu'il n'y avait rien d'anormal ici. Etc.. La Maire de la ville, elle-même ancienne

Ce qu'il importe de retenir ici est que ce qui se passait dans cette période ne relevait plus de dérives locales des dispositifs de l'action publique ou d'arrangements discutables, mais de l'institutionnalisation pensée comme telle de la production locale d'effets de droit, par les dispositifs de l'action publique substitutifs du droit commun, en dehors, dès lors que les publics se trouvent en position faible, de tout cadre de référence aux fondamentaux qui régissent le rapport des usagers et des ayant droits aux institutions.

professionnelle de l'orientation scolaire, s'était à son tour indignée et avait convoqué les consultants que je suivais dans leur mission. Outre les arguments d'autorité qu'elle employa, elle ajouta qu'on ne payait pas des prestataires « pour qu'ils nous tirent dans le dos ».

Certes les pratiques intrusives dans l'univers familial ne sont pas d'aujourd'hui, mais ce qui se jouait là se généralisait peu à peu dans de nombreuses villes et dispositifs sous le double registre d'une politique de parentalité et d'une politique du contrat avec les familles pour toute activité socio-éducative, postulant la défaillance des parents et légitimant des pratiques intrusives.

Dans le même temps, une jeune association née de la mobilisation de jeunes mères de familles dans les quartiers HLM de la ville se voyait refuser les crédits de la *politique de la ville* pour ses projets d'animation du dialogue parent-enfant et d'un accueil périscolaire animé conjointement par des professionnels et des parents.

La même ville allait deux ans plus tard, dans le même cadre de pilotage du dispositif éducatif local, ouvrir un ancien commissariat de police destiné à la destruction pour y scolariser, à part, les enfants de familles roms relogées par l'Etat dans la commune. La dite instance de pilotage valida la proposition de la municipalité d'extraire les enfants roms déjà scolarisés dans les écoles communales pour les rapatrier avec les autres Roms dans l'ancien commissariat. L'argument avancé pour justifier cette extraction était que les enseignants n'avaient pas les moyens d'assurer un suivi spécifique pour ces enfants qui ne disposaient pas des pré-requis nécessaires à leur insertion scolaire en droit commun et que les enfants seraient plus à l'aise parmi les leurs avec des enseignants et des animateurs spécialisés. Il aura fallu que la presse relaie les protestations de quelques parents des écoles communales pour que cette pratique soit suspendue.

Je pourrais citer de nombreux exemples de ce type à tous les niveaux du pilotage des politiques publiques territorialisées et sur toutes les thématiques, de l'éducation à l'urbain en passant par l'emploi local, le sport, etc.

Le même type de situation, sur le même sujet de la parentalité, m'est arrivé quelques mois plus tard dans l'évaluation d'un contrat de ville d'agglomération où le sous préfet présent refusa d'autorité notre rapport et nous intima « *l'ordre de le réécrire* », avec l'appui du directeur général des services et des élus de l'agglomération. Comme je lui rappelais les cadres publics de l'évaluation qui conféraient au bureau d'étude la mission de se référer aux cadres institués de l'action publique, il me répondit devant l'assemblée de pilotage : « *En l'espèce, l'Etat ici, c'est moi, et si vous ne souscrivez pas à notre exigence, je mettrai fin à votre contrat et je vous garantis que vous ne serez pas près de retravailler pour l'Etat* »

Cette pratique discrétionnaire d'agents de l'Etat sûr de leur fait s'est généralisée dans tous les terrains que j'ai pu suivre depuis le milieu des années 2000. Elle ne concerne pas seulement l'expertise. Elle s'exprime aussi directement auprès des formes instituées de la participation citoyenne. Ainsi alors même que la coordination « Pas Sans Nous » a pu obtenir de l'Etat l'institutionnalisation des « conseils citoyens » dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, lorsque ces conseils expriment des énoncés et des attentes contradictoires, l'Etat peut se montrer souverain discrétionnaire et en reprendre le contrôle, de manière « soft » en les recomposant ou de manière brutale en les dissolvant. C'est ce qui s'est passé à Saint Fons en 2018. Alors que les représentants du conseil citoyen de cette ville s'étaient adressés au Préfet pour en connaître la raison, et contester cette décision qu'ils jugeaient arbitraire, le « délégué du gouvernement » qui les reçut, leur répondit « *ce que l'Etat a fait je peux le défaire de mon propre fait* ».

A un niveau plus organique, l'expertise des politiques publiques territorialisée s'est transformée aussi dans la commandite qui a progressivement refusé toute proposition comportant une approche méthodologique d'ensemble de la politique territorialisée concernée pour privilégier les approches décomposées en thématiques séparées (logement, urbanisme, insertion, éducation, développement culturel, économie, transport ...).

Cette évolution apparaissait portée par un discours soutenu des élus et des fonctionnaires territoriaux comme de l'Etat déconcentré, sur « l'inutilité des approches globales dans l'évaluation ». Pour finir, les appels d'offre ont eux-mêmes été fragmentés en thématiques, en lots ou en appels d'offres séparés, de sorte que plus aucune lecture d'ensemble n'a fait l'objet même d'une discussion avec les parties concernées ni même entre parties décisionnaires ; ni au niveau local d'application, ni aux niveaux intermédiaires (agglomération, département ou région) entièrement focalisés sur la dimension programmatique des politiques et des dispositifs, ni même au niveau national sensé construire une vision d'ensemble à partir des évaluations régionales et locales.

Dans le même temps on observait dans certaines administrations centrales comme déconcentrées, la réduction voire la disparition pure et simple des crédits d'études sociales ou d'expertise des politiques publiques en dehors de ceux qui sont inscrits réglementairement dans le fonctionnement même des programmes. Le domaine de l'expertise sociale et des politiques territoriales s'est bientôt trouvé réduit par les cadres fonctionnels de la conduite des programmes à l'instar de la programmation de bâtiments publics et ouvrages d'art : étude de définition, étude fonctionnelle et de programme, réalisation - contrôle performatif. Le tout entièrement thématisé et surtout, contrairement à l'aménagement, privé de toute prérogative de contrôle de légalité ou de conformité aux cadres institutionnels de définition des politiques publiques. C'est-à-dire ni expertise de service, ni expertise de consensus, ni expertise d'engagement, si l'on reprend les catégories d'Irène Théry. Et c'est dans ce seul cadre de partition des thématiques et des objets programmatiques que sont conduites les concertations et autres formules de participation devenues obligatoires pour les opérateurs des politiques publiques.¹³

¹³ Cela conduit à des situations ubuesques comme par exemple dans le petit quartier HLM des Buers à Villeurbanne. Durant les 12 mois courant de l'été 2017 à l'été 2018, pas moins de 20 réunions de concertation avec les habitants ont été programmées, par vagues, en raison du fait que le quartier était inclus dans plusieurs programmes qui le concernaient directement ou qui l'incluaient dans leur périmètre et aussi du fait que les aménageurs avaient partitionné les opérations en lots de facture identique aux seules fins de multiplier les

Dans cette évolution des politiques publiques et de leurs dispositifs de production cognitive intégrés (études, évaluations, expertise), l'intérêt porté au social se réduit aux rapports avec les usagers, les bénéficiaires et les ayants droits de dispositifs compartimentés, alors même qu'ils sont instrumentalisés par des injonctions contractuelles dans leur position de parents, de demandeurs d'emploi, d'allocataires d'insertion, ... et que tout crédit de l'Etat pour une association de quartier est conditionné à l'inscription de son projet dans le programme prédéterminé des contenus d'allocation de crédits (et depuis 2015 à l'engagement de signaler les risques de *radicalisation*).

La pratique que nous avons élaborée sur nos terrains est devenue *sans objet* tandis que la production et la circulation de savoirs et de connaissances entre le domaine de la recherche sur les dynamiques sociales et l'expertise des politiques publiques est devenu impraticable in situ.

Une question qui se pose alors est de savoir si ce type d'objet de la recherche trouvera encore une légitimité dans le cadre même de la recherche institutionnalisée (crédit, légitimité, etc.). La critique qui cours depuis les années 2000 particulièrement, sur l'utilité de sociologies portant sur la transformation sociale et leur supposée propension à « *justifier les troubles sociaux* » et à « *faire passer les délinquants pour des victimes* », paraît à cet égard de bien mauvaise augure.

Cette entrée par le petit bout de la lorgnette qu'a été mon expérience de l'expertise des politiques publiques territorialisées comme mode d'intervention sociale révèle en réalité un processus de transformation de plus grande ampleur dont certains travaux de recherche sur les

financements : réhabilitations des intérieurs, réhabilitation des extérieurs, plan énergie, création du conseil citoyen, opération ANRU de démolition-reconstruction d'une partie du quartier, plan circulation qui modifiait le statut des voies intérieures au quartier et les désertes des bus, installation d'un pôle de services de proximité, etc... L'ensemble de ces concertations a mobilisé plus d'agents que d'habitants, environ deux fois plus. Et si l'on chiffre en temps de présence, le facteur multiplicatif s'accroît à 5 à 6 fois plus pour les agents sans compter l'ingénierie, les enquêtes, la documentation fournie, les rapports etc. Une usine procédurale sans objet public et qui, de plus, crée sa propre scénographie de l'incident ordinaire, car cette façon de faire a fini par exaspérer ceux des habitants qui pensaient encore qu'ils pouvaient trouver des terrains de discussion pour faire valoir leur point de vue.

politiques publiques se sont saisis selon différentes approches (Donzelot¹⁴, Lascoumes¹⁵, Supiot¹⁶ et bien d'autres)

Recherche, R&D sociotechnique et expertise militante

A partir de ce moment j'ai recomposé mon cadre d'activité en trois domaines :

- la sociologie en m'inscrivant en DEA et en poursuivant ma participation aux chantiers de recherche menés par les collègues de Cité Publique,
- un grand chantier de Recherche et développement sur les outils d'enquête et d'expertise contributive et de partage de données,
- des activités d'expertise militante rémunérées ou non.

En dehors de la recherche commanditée, je n'ai plus travaillé dans aucun cadre de commande ou d'action publique dont les destinataires ou les ayants droits ne soient pas d'une manière ou d'une autre parties prenantes de la décision sur le contenu comme sur les procédés mis en œuvre dans les chantiers et dont les résultats et les données ne soient pas publics (cadres paritaires syndicat-patronat-Etat, cadres de coproduction, cadres contributifs, cadres de négociation, ...) qu'il s'agisse d'enquête ou d'expertise.

¹⁴ Donzelot J. Mével C. Wyvekens A. *Faire société. La politique de la ville aux États-Unis et en France*. Seuil. 2003. 363 p.

¹⁵ Lascoumes Pierre *et al.*, *Gouverner par les instruments*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2005

¹⁶ Supiot Alain. *La Gouvernance par les nombres*. Cours au collège de France (2012-2014). Fayard. 2015

Chapitre 2 - Mes domaines de recherche

Dynamique sociale urbaine et engagement des héritiers de l'immigration

Le domaine de recherche sur lequel j'ai travaillé a été principalement celui de la ville et des dynamiques sociales urbaines pour l'essentiel concernant les générations d'héritiers de l'immigration maghrébine dans les quartiers populaires de la région lyonnaise. J'ai aussi travaillé sur ce domaine dans le cadre de la R&D et de l'expertise militante ou citoyenne, en France et en Tunisie avec les réseaux militants de l'immigration maghrébine et des jeunes tunisiens (Collectif Cartographie Citoyenne en Tunisie).

Après les importants investissements que nous avons faits à Grenoble à la fin des années 90 j'ai consacré une partie de mon temps à des activités militantes et d'expertise militante à propos des conflits dans les Balkans.

Engagé dans le débat public français et européen (France, Allemagne, Suisse, Grèce, principalement) sur le conflit kosovar, en particulier à sa fin, sur la question des bombardements de l'OTAN, j'ai été conduit à participer à l'organisation de la tournée en France d'un acteur kosovar Ymer Yaka, membre du comité des Droits de l'Homme de Pristina et personnalité importante dans l'histoire du Kosovo dans l'ex-Yougoslavie et les 10 années de résistance avant la guerre de 1998. Cette tournée s'inscrivait dans la scénographie d'un backoffice des négociations de Rambouillet visant à mettre fin au conflit. Leur échec a conduit aux Bombardements de l'OTAN sur le Kosovo et la Serbie. J'ai raccompagné Ymer Yaka à Pristina dès le jour du dernier bombardement. (je retrace une partie de mon incursion comme étranger à un moment très sensible de l'après guerre, à tous les sens du terme sensible, dans le livre *Carnets imaginaires d'un vrai voyage au Kosovo*)¹⁷¹⁸

¹⁷ L'une des missions que s'était donné l'initiative à laquelle je participait, « Partenars For Kosovo regroupant différents réseaux français et suisses avec le parrainage de personnalités Jean Ziegler et Pedrac Matvesevic était de retrouver quelques figures d'intellectuels très exposés à la répression des troupes Serbes, et dont nous n'avions pas de nouvelles. Et de participer à une mission plus délicate consistant à accompagner des militants du Comité des Droits de l'Homme de Pristina dans une prise de contact avec des interlocuteurs serbe-kosovar potentiels dans le but de contribuer à la pacification des relations serbo-albanaise et en particulier pour conjurer les risques très élevés de représailles ou de vengeance. Dans cette mission, nous n'étions qu'un faire valoir, notre force étant d'avoir été les deux premiers internationaux non affiliés aux institutions internationales ou aux ONG officielles à être rentrés au Kosovo après les bombardements. Même les troupes françaises n'étaient pas encore en place en raison des mines qui truffaient les routes qu'elles devaient emprunter pour se rendre au nord. Notre *avance* tenait au fait que nous étions passés, en convoi relativement protégé, par les routes de montagne que la mafia albanaise avait tracées entre l'Albanie et le Kosovo dans les dernières semaines de la guerre, probablement

Mon intérêt pour les Balkans s'inscrivait dans le prolongement de voyages précédents à titre individuel et d'une participation ancienne mais plus ou moins active à l'association Diagonales Est Ouest (DEO) que nous avons hébergée longtemps dans nos bureaux. DEO éditait une revue éponyme depuis le milieu des années 80 coécrite avec des correspondants de milieux *dissidents* de pays de l'Europe Centrale et Orientale encore en régime communiste. Outre des voyages comme *porteur de valise* (livres et matériel informatique, matériel et

avec l'aide des forces américaines de l'AFOR, la force de maintien de la paix en Albanie en place depuis la guerre civile de 1997. L'objectif de la mafia était de prendre position dès la fin des bombardements sur l'approvisionnement des marchés, de la viande, de l'essence et du pain (des camions avaient acheminé des boulangeries en kit prêtes à l'emploi). Il lui a fallu deux jours pour installer des réseaux d'approvisionnement et de distribution dans les principales villes du Kosovo hors Pristina, en donnant des lots à des villageois ou de citoyens qui les revendaient aux commerçants ou aux citoyens. En deux jours ils avaient remis en service des utilités vitales alors que les institutions auraient mis plusieurs mois à le faire. En adoptant cette méthode de redistribution fractionnée ils ont d'emblée fourni des ressources aux petites gens en se dotant ainsi d'un puissant réseau d'information et d'allégeance tout en prenant position dans l'économie du pays pour plusieurs années. Un deuxième volet de notre mission consistait à expertiser si l'on peut dire ainsi la possibilité d'une stratégie de soutien à l'émergence de la société civile dans cette période d'après guerre où les tensions intra albanaise kosovare et avec les Roms et Serbes vivant au Kosovo étaient vives, comme au Nord à Mitroviça où les Serbes kosovars poussaient à l'annexion de la ville à la Serbie.

Nous n'avons même pas tenté d'aborder ce deuxième volet qui est d'emblée apparu en complet décalage avec les préoccupations de nos interlocuteurs pour qui cette période était avant tout une période de retrouvailles, des cérémonies de deuils, des conciliations entre figures politiques qui s'étaient opposées sur les options finales de la guerre, d'état des lieux (20000 maisons détruites, 11000 morts, des centaines de disparus), des champs de mines partout, la plupart des infrastructures de production ou d'administrations détruites par les troupes Serbes ou par les bombardements de l'OTAN), sur l'installation des troupes de maintien de la paix, des institutions onusiennes et sur les personnes enlevées par les milices serbes. Le comité des Droits de l'Homme de Pristina détenait une liste de prisonniers retenus en Serbie, dont certains semblaient avoir été fusillés. La liste avait été exfiltrée de Serbie par une personnalité du mouvement anti-guerre de Serbie qui l'avait obtenue d'un officier de l'armée serbe. C'était un document très précieux et clandestin à la fois parce qu'il mettait potentiellement en danger les sources. Mais aussi parce que le comité DH n'avait pas confiance dans les interlocuteurs internationaux qui venaient de s'installer, qu'il considérait comme surtout occupés à sécuriser leur mission et l'installation des zones militaires de maintien de la paix, au risque d'être conciliants avec les représentants de la Serbie ou de la puissance russe. Le comité des DH m'a demandé de sortir le document du Kosovo pour le remettre à la FIDH à Paris (Fédération internationale des Droits de l'Homme) pour qu'elle le fasse réapparaître par un autre circuit dans les négociations conduites par les institutions internationales.

Nous y sommes retournés quelques mois plus tard avec une délégation d'élus régionaux et municipaux après avoir travaillé à distance des projets de coopération entre villes et régions françaises et kosovare, des écoles d'ingénieurs, des réseaux paysans, autour de deux thématiques : 1- coopération sur la construction de la démocratie locale dans les municipalité incluant la société civile et les femmes en particulier. 2- contribution des régions et municipalités françaises à des projets d'utilité publique locale et à des échanges en formation. Notre activité politique propre en tant que réseau était de construire et d'animer un espace de débat en appui à nos correspondants kosovar sur la création des institutions du Kosovo dans le contexte de l'indépendance recherchée par rapport à la Serbie en mettant en discussion la perspective de l'intégration à long terme au cadre européen pour contenir et dépasser les perspectives ethno-nationalistes de règlement politique post conflit. Nous ne nous plaçons pas en diplomates ni même en défenseurs de cette perspective mais en organisateur de cadres de débat qui permettraient aux participants d'y prendre part en ayant une liberté de parole suffisante. Nous avons ainsi réalisé une première conférence à Lyon en Septembre 2000. J'ai ensuite organisé des échanges dans le prolongement du réseau notamment avec des villes dans lesquelles J'avais travaillé (Vaulx en Velin et Grenoble) ainsi que des visites à Paris de personnalités kosovares.

¹⁸ Hervé Paris. Carnets imaginaires d'un vrai voyage au Kosovo. L'harmattan. 2001

ressources pour Solidarnosc etc.), j'ai contribué (petitement) à l'important dossier que DEO a consacré au *business humanitaire* dans la période de la transition postcommuniste notamment en Arménie, Roumanie, et Bosnie.

Dans cette lignée d'implication dans les Balkans, entre 2000 et 2002 j'ai coordonné une vaste mission d'expertise commandée par l'ONG CCFD (Comité Catholique contre la Faim et Pour le Développement) sur son intervention depuis les années 90, d'une part en CEI (Communauté des Etats Indépendants, première forme de recomposition post communiste de l'ex-Union soviétique autour de la Russie); et d'autre part, dans les Balkans (Ex-Yougoslavie, Albanie et Roumanie)¹⁹.

Ce n'est pas l'objet de décrire ici cette mission. Je me concentrerai sur les aspects qui concernent cette thèse puisque j'ai repris une partie des éléments d'enquête réalisés à cette époque pour les actualiser par des recherches documentaires afin de compléter les données récoltées à l'époque et prolonger sur deux sujets: d'une part, l'analyse de l'action d'acteurs Roms de Roumanie sur les droits civiques ; et d'autre part, l'expérience des réseaux d'acteurs anti-guerre et des Droits de l'Homme en Serbie, en Croatie et en Bosnie.

Figure des Roms en France et figure des Roms en Roumanie

C'est l'arrivée des Roms en France dans le moment de l'intégration de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union Européenne qui m'a conduit à orienter cette thèse autour de terrains en première apparence très différents.

Outre les conditions institutionnelles et politiques de leur accueil en France, et le mauvais traitement qu'ils ont dû subir, c'est le silence sur les conditions roumaines (ou bulgares) qui les conduisent à partir qui m'a interrogé. Si leur arrivé a suscité débats et indignation sur la « question Rome », que l'on dénonce les amalgames, les confusions et les stéréotypes, ou que l'on opère en solidarité concrète, c'est principalement deux registres qui ont été mobilisés par les acteurs qui contestaient la politique conduite à leur égard et les discours publics de justifications : le registre humanitaire et le registre politique de l'hospitalité/inhospitalit  . Deux questions me sont alors venues. Comment se fait-il que l'on ne recoure à une formulation des problèmes que d'un point de vue franco-centré et non pas aussi d'un point de vue roumain, franco-roumain et plus généralement européen (ie bulgare), surtout en l'absence d'une parole

¹⁹ La mission CEI était conduite par une équipe animée par la Sociologue Anne le Huérou et j'ai animé l'équipe Balkans à laquelle a participé une partie de l'équipe de Cité Publique.

Rome structurée. Non pas qu'il s'agisse de prendre parti pour telle ou telle vision de l'Europe, mais simplement de procéder à une simple analyse de la situation de départ et d'arrivée en tenant compte du cadre politique et juridique européen. Ce qui renvoie à la seconde question : comment se pose la question migratoire du point de vue des acteurs Roms en Roumanie et plus généralement en Europe?

En fouillant un peu la presse, j'ai vu qu'un des acteurs roms important au niveau du débat qui anime les organisations romes européennes, et que j'avais rencontré en Roumanie, était venu en France en 2013 pour tenter de poser le problème au niveau supra-statal européen et trans-statal franco-roumain, mais aussi au niveau des organisations de la société civile et des organisations des Droits de l'Homme. Non seulement il n'a pas trouvé d'écho dans les organisations de la société civile mais il a été fortement critiqué, je dirais *à la française*, pour avoir énoncé que non seulement les termes de l'accueil en France étaient indignes mais qu'en l'absence d'une mobilisation conjointe de la société civile roumaine et française, rien ne changerait ni au niveau des Etats français et roumain, ni au niveau de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) qui était son interlocuteur principal au niveau Européen. Il formulait alors qu'en l'état, les migrants Roms étaient laissés à la merci des réseaux communautaires et/ou mafieux en Roumanie, sur le trajet et en France, et que cela créait une économie de la dépendance qui renforçait l'emprise communautaire, observant que cela avait notamment pour conséquence très concrète de réintroduire des mariages de mineurs en très jeune âge et autres régressions, dans un processus de compensation communautaire de dette etc.

La réponse qu'il reçut après cette déclaration fut soit le silence indifférent, soit une critique radicale comme quoi en se prononçant ainsi il ne faisait qu'accréditer l'amalgame, les stéréotypes et la dégradation dont sont l'objet les Roms.

J'ai tenté de réfléchir au problème et j'ai retenu finalement deux pistes possibles pour approfondir sa formulation. La première piste concerne les catégories de considération du statut des Roms, comme des pauvres ou comme tout autre sujet exposé à la violence de la précarité sans autre protection que le secours de l'assistance, entre victime et/ou assisté ou bien, à l'opposé, sous tout attribut caractérisant le doute sur sa présence (usurpateur, quémendeur...). Dans tous les cas cela conduisait à une définition de type ethnique. Cela par le fait que même quand on définit son état de droit en tant que personne dépendante, l'attribut par lequel on l'investit pour en faire un sujet dans la relation de dépendance, de manière à donner sens à l'action ou simplement à la considération, en fait toujours un sujet étranger.

C'est moins l'ethnicité du dépendant dont il s'agit que de celle de celui qui cherche à attribuer un statut de sujet dans la dépendance, c'est-à-dire dans ce cas, le français devant le Rrom dépendant. De ce point de vue, à défaut de la politiser, la catégorisation de l'altérité du sujet dans la dépendance est toujours un rapport d'altérité ethno-centré. Les travailleurs sociaux avertis connaissent bien ce travers et la relation détestable qu'il introduit dans la dépendance, et apprennent à garder leur distance quitte à paraître un peu sec ou autoritaire plutôt que de piéger les gens qu'ils assistent dans ce rapport. L'Etat, je dirais plutôt ici *l'Etat endémique*, connaît bien ce travers, puisqu'il en joue de manière systémique en déléguant une partie de l'assistance à des organismes non professionnalisés qui établissent d'emblée ce rapport biaisé s'ils ne politisent pas leur assistance. On peut, par exemple, être surpris de l'attachement des personnels médecins et infirmiers de l'organisation « Médecin du Monde » à tenir ce type de distance avec les *gens de la rue* qui dépendent d'eux pour l'accès aux soins (ce qui n'empêche pas la sympathie, je dirai même que cela la rend possible²⁰). Mais pour l'avoir observé à Lyon, il me semble certain qu'ils rendent plus service aux gens en procédant de la sorte qu'en se laissant aller à adopter reconnaître les personnes dans les termes d'une relation de dépendance. Au final on pourrait formuler la vertu de la pratique de la distance en ces termes. Ne pouvant échapper à la relation de dépendance puisqu'elle est objective, autant donner une chance à une altérité en soi de s'exprimer ou non aux marges de la relation de service, en préservant celle-ci de toute interférence relationnelle qui ne relève pas de son objet. C'est précisément sur ce sujet que travaillait l'équipe les jeunes Rroms roumains de Rroamni Criss qui est justement l'acteur roumain cité plus haut, lorsque je les ai rencontrés dans l'encours d'un programme d'accès au soins en Roumanie en 2001.

La deuxième piste pour approfondir la formulation du problème posé par l'acteur Rrom Roumain venu en visite concerne les échelles d'appréhension des problèmes. Il y a d'entrée de jeu la question du périmètre dans lequel on se situe. La Roumanie, c'est dans la plupart de nos raisonnements spontanés de Français au quotidien, hors de notre périmètre de référence. Mais on voit d'emblée qu'en ressentant cela ce n'est pas une question de distance mais de portée de notre concernement ou de discernement. Je dirais que c'est un peu comme le périmètre de validité d'une monnaie qui est toujours attachée à une configuration complexe des relations d'échange. Dans les temps actuels ce sont les échelles de puissance souveraine qui déterminent les aires d'échange de la monnaie, mais on peut aussi suivre la pensée des

²⁰ Par exemple, il est bien difficile de plaisanter dans un rapport de dépendance en général, encore plus avec quelqu'un qui se situent comme étranger dans la dépendance car il lui faudra une grande lucidité pour ne pas interpréter le trait d'humour en tant qu'étranger.

trois monnaies de Polanyi : le proximal, le médian et le lointain, qui sont les trois périmètres correspondants à des niveaux et forme d'entente sur la valeur attachée à la monnaie. La monnaie proximale est celle dans laquelle le prix étalonné objectif représente la part la plus faible de la valeur, celle-ci étant pour l'essentiel la valeur politique de l'échange renvoyant au cadre collectif d'entente d'un groupe ou une communauté de producteurs qui sont en même temps des consommateurs de biens dont le prix est évalué sous l'angle de la nécessité communément admise de produire tel ou tel bien. La monnaie proximale symbolise la valeur de cette nécessité communément admise qui renvoie et décrit en même temps le périmètre de la communauté de valeur, c'est-à-dire une configuration située, qui n'est pas la même que celle de la *communauté d'à côté*, de sorte qu'on a une monnaie différente pour échanger entre *communautés d'à côté* et ainsi de suite. Je m'arrête là pour ce qui est de la référence au modèle quelque peu viral de ma version de Polanyi pour revenir au problème posé par notre visiteur Rrom. On peut déduire de cela qu'il y a une configuration de valeur pour l'acteur Rrom Roumain en question qui n'est pas la même que celle que nous avons en France, ou il y en a certainement plusieurs variantes. Mais on ne sait pas résoudre le problème de savoir à quelle distance se situent ces configurations dans une échelle de proximité-distance des échanges, et c'est selon moi précisément ce qu'il faut résoudre, au-delà d'une réduction du problème à un problème de communication, ou d'une invocation de l'universalité du sujet, pour envisager de concevoir une possible communauté d'action (de production – consommation dirait Polanyi dans le cas des biens échangeables). Il se trouve que les populations ou les communautés Rroms locales ont précisément le même problème avec la société Roumaine que celui qu'ont rencontré les visiteurs Rroms avec les français, aussi sympathiques soient-ils comme il y a de nombreux Roumains sympathiques. On pressent que dans la consistance de la configuration des aires de valeurs dont on parle ici il ya de l'histoire et de la mémoire inscrite dans les usages, les lieux et les temporalités de l'actualité. Par exemple comme on le verra dans la thèse lorsque Virgile Ciomos, philosophe roumain rencontré à Cluj nous expliquera que selon lui: « *entre toute théorie politique – celle des Droits de l'Homme en particulier – et sa pratique effective () il existe un hiatus qui remet en question non seulement la pratique () mais aussi la légitimité et la représentativité de notre système politique ()*

Loin d'être un simple accident dans un parcours historique continu () vers une modernité de plus en plus généreuse avec les roumains, cette faille nous révèle au contraire l'hétérogénéité d'un héritage pre et parfois anti-moderne. Il ne s'agit donc pas ici, comme dans le cas de l'Expérience Occidentale, d'un simple décalage, toujours récupérable, entre une élite

réformiste et son électorat, mais d'une sorte de « chiasme historial » : celui de l'Expérience Orientale , entre un groupe « réformateur » qui essaie d'imposer la « modernité » avec des moyens « traditionnels », et respectivement un groupe majoritaire « anti-réformateur » qui essaie de préserver la « tradition » avec des moyens modernes. En Europe de l'Est, la réforme même ne s'inscrit pas tout à fait dans l'histoire naturelle du moderne, car en fait, elle relève plutôt d'une fracture () survenue dans l'histoire de la tradition. Ce que semble ignorer l'Occident.

Nous entrons de plein pied dans les questions de frontière et de limites toujours liées à des configurations signifiantes et prescriptives des usages.

Il se trouve que les Roms d'Europe confrontés à des configurations socio-historiques différentes dans différents pays se sont constitués en acteurs politiques au niveau trans-étatal européen et que deux perspectives s'opposent si l'on veut synthétiser : une perspective ethno-nationaliste de la reconnaissance européenne de la nation Rrom et une conception *démotique* de l'union des communautés dans la nation Rrom , les deux conceptions détachant la nationalité de la citoyenneté laquelle serait le propre du statut dans les Etats où sont présents les Roms. Au-delà des modèles, ce qui est en question dans cette discussion c'est le contenu communautaire qui les opposent fondamentalement : les courants ethno-nationalistes envisagent la nation Rrom comme une unité culturelle et de langue, alors que la perspective *démotique* de l'inscription dans les Etats repose sur l'idée qu'il n'y a pas de communauté Rrom unique ni même de culture ou de langue mais un ensemble de *communautés d'expériences*²¹ *socio-historiques* reliées entre elle par des circulations et des expressions à la fois semblables et distinguées d'un *demos culturel* au sens politique et renvoyant à des mémoires partagées, *demos* non figé dont il faut concevoir *l'habitat des pratiques* dans la citoyenneté des Etats pour qu'ils puissent s'exprimer de manière évolutive en laissant la possibilité aux Roms de s'y inscrire ou non. Autrement dit une perspective hégémonique de la culture comme fondement de la nation d'un côté, et une perspective de la pluralité d'expériences d'un *demos* culturel de l'autre côté.

Toujours dans la question des échelles, on pourra observer que pour penser la nouvelle situation créée par la transition postcommuniste, le courant du *demos culturel* a puisé certaines de ses inspirations non pas en Europe de l'Est ni en France ou en Allemagne mais dans les continents américains : chez les militants afro-américains des droits civiques

²¹ C'est moi que les nomme comme communauté d'expérience en étendant l'usage qu'en fait Ahmed Boubeker.

pour les formes d'activisme citoyen et chez les communautés des peuples autochtones en Amérique du sud pour ce qui est de la perspective trans-statale.

En ex-Yougoslavie les mouvements anti-guerre et antinationalistes

C'est l'un des enjeux de l'écriture de cette thèse que de réussir à construire une architecture textuelle permettant de circuler dans les différentes configurations socio-historiques de la Roumanie, de l'ex-Yougoslavie et de la France des banlieues de l'immigration maghrébine postcoloniale comme instrument de décentrement et non de comparaison.

En ex-Yougoslavie j'ai travaillé sur les acteurs anti-guerre dans les trois pays Croatie, Serbie et en Bosnie et Herzégovine sur les mouvements dits citoyens parce qu'ils défendaient l'idée d'un monde Bosniaque pluriethnique et se sont opposés à l'épuration ethnique des pouvoirs des trois nationalismes qui se partageaient la Bosnie. Cependant ces citoyens ne se sont pas trompés sur le fait qu'il y avait bien des agresseurs et des agressés et ils ont défendu Sarajévo et la Bosnie musulmane cosmopolite. Ce n'est pas si simple pour les acteurs anti-guerre de Serbie qui se sont opposés à la guerre et en même temps au régime autoritaire du dictateur Milosević dans le but de rétablir la démocratie. Pour eux il s'agissait du même combat. Mais de quelle démocratie parlaient-ils ? Une grande part des acteurs anti-guerre de Serbie se sont révélés très ambigus sur le nationalisme et l'épuration ethnique. Cette ambiguïté était peu exprimée dans la période militaire du conflit puisque c'est leur engagement anti-guerre et anti-Milosević qui primait. Mais une fois les armes remises et que l'épuration ethnique s'est poursuivie en Bosnie par divers procédés inamicaux mis en œuvre par les trois composantes nationalistes qui se partageaient le pouvoir, certains des acteurs anti-guerre et combattants pour la démocratie en Serbie sont restés silencieux. Voire, une fois installés au pouvoir démocratiquement, ont poursuivi le soutien à l'épuration ethnique et à la guerre froide qui s'est installée durablement en Bosnie. Il y a eu en Croatie le même type d'acteurs anti-guerre, démocrate et nationalistes.

En revanche, d'autres anti-guerre de Serbie et de Croatie aussi, ont dès le début de la guerre pris le parti de s'opposer à l'épuration ethnique en soutenant ouvertement la résistance de la Bosnie agressée, puis en soutenant le courant citoyen pluriethnique de Bosnie engagé contre l'épuration ethnique. Ces acteurs anti-guerre de Serbie et de Croatie ont ainsi passé les frontières pendant la guerre pour aller à Sarajevo ou Tuzla soutenir les courants citoyens

pluriethniques et ont continué ce travail après la guerre pour sauvegarder ce qui pouvait l'être de la pluralité et de l'altérité. Ils ont construit sur le vif une conception politique des Droits de l'Homme.

Les héritiers de l'immigration dans la France en crise d'identité

Réfugiés balkaniques et des Suds en crise, de la télé réalité à l'espace public

Si les rapports entre groupes culturels ou groupes nationaux au sens balkanique du terme, s'inscrivent dans des configurations sociohistoriques bien différentes de celle de la France, ces configurations ne sont pas moins en relation dans le double jeu d'une part d'une mondialisation des échanges marchands et culturels, et des mobilités transnationales, et d'autre part de l'implication des Etats puissants de l'Ouest Européen (France et Allemagne notamment) et de leurs coalitions ambivalentes (Otan) dans le déroulement des conflits et des guerres qui bouleversent leurs périphéries planétaires, européennes et transméditerranéennes, dans le moment de la construction de l'Union Européenne et de la transition postcommuniste dans l'Eurasie postsoviétique. Et même si l'on peut lire cette implication des Etats-nations Ouest européens comme étant inscrite et référée au cadre géopolitique et historique de l'entente au fondement de l'Union Européenne en formation, elle est aussi l'expression d'héritages de l'histoire (France-Serbie, Allemagne-Croatie) pensés en termes de zones d'influence et de fidélités - Cf. La fameuse déclaration du président François Mitterrand à propos de l'éventualité de lever l'embargo sur les armes à Sarajevo assiégée : « *tant que je serai Président, la France ne fera pas la guerre à la Serbie* ») - dont l'actualité ne tient pas seulement à une géopolitique mais relève aussi d'enjeux identitaires internes aux Etats Nation.

Au-delà d'une lecture géopolitique des conflits, la réalité de la proximité des événements qui se déroulent dans les Balkans en cette période s'est imposée aux européens de l'Ouest²², par l'arrivée des réfugiés des guerres sur leur sol en même temps que celle des migrants

²² comme en partie des pays de l'Est européen y compris la Russie qui ont accueilli des réfugiés et des migrants économiques des Pays de l'Europe Centrale et Orientale (Serbes, Arméniens, Ouzbèks, Moldaves, Ukrainiens et Géorgiens ...) et des *marches* sud de l'Eurasie (Tchéchène, Afghans, Kurdes...). Certains d'entre eux, des Arméniens ou Afghans par exemple, sont ensuite repartis vers l'Europe de l'Ouest, vers la France notamment.

économiques d'Europe centrale, et des migrants des Suds postcoloniaux en crise, du marché de la traite sexuelle des femmes de l'Est et d'Albanie²³.

Impossible donc aux citoyens européens de se soustraire à cette réalité qui ne pouvait plus être contenue dans les écrans de la télé réalité de la guerre, des conflits armés visant directement les populations civiles et des affrontements génocidaires (Irak 1990-91 et suivantes, Croatie et Bosnie 1990-96, Somalie 1992, Rwanda 1994, Kosovo 1999...) avec en trame de fond le conflit Israélo-palestinien.

En même temps que l'Union Européenne s'étend à l'Est, elle verrouille ses frontières. Mais les accords internationaux, la barrière du dispositif Frontex, le durcissement des conditions d'asile, le rejet des migrants à la rue n'y font rien : l'opiniâtreté des migrants de la misère et de la guerre et bientôt du changement climatique, mobilise toutes sortes de ressources inventives, communautaires ou non, pour réaliser leur parcours souvent sous l'emprise obligée des passeurs en compétition sur ce marché du trafic d'humains où milices, banditisme international et réseaux des pouvoirs locaux se confondent. Les camps ne cessent de s'accroître aux frontières intérieures d'Etats obnubilés par leurs crises identitaires. France, Sangatte, Calais, la *Jungle*.

Transmigrations

Dans le prolongement des bouleversements qui agitent le monde, une nouvelle figure de la mondialisation apparaît dans le paysage, celle des transmigrants²⁴. Sans droit ni titre, ils sillonnent l'Eurasie et l'Euro-Méditerranée en suivant les circuits d'une économie mondialisées de productions « offshore » et de contrebande ou de contrefaçon, et ses plateformes de négoce internet et ses flux containers, ... Les réseaux nationaux ou

²³ Curieusement, la guerre civile albanaise en 1997 a pratiquement échappé aux radars médiatiques, comme ses conséquences sur les femmes dont près de 20000 selon les ONG albanaises de défense des droits de femmes, ont été enrôlées de force ou sous contrat sur le marché européen de la prostitution, par les mafias Albanaises associées à d'autres réseaux mafieux de l'Est et de l'Ouest pendant la période de confrontation. Sans parler des femmes ukrainiennes, géorgiennes, russes, serbes, bosniaques, trompées, enlevées, violentées puis « mises sur les marchés » là aussi par les mafias impliquées dans les conflits à travers des milices nationalistes et la spoliation des biens publics et immobiliers, et en même temps alliées dans l'organisation des trafics d'armes, de drogue et des réseaux européens de prostitution.

²⁴ Alain Tarrus, Lamia Missaoui et Fatima Qacha, *Transmigrants et nouveaux étrangers*, Presses universitaires du Mirail, 2013.

communautaires y tiennent leur place en y articulant les réseaux de l'*ethnic business* officiel qui engendrent déjà des carrefours de chalandise « exotiques » qui sont en réalité de véritables *places de marché* internationales et multi-réseaux installées en plein centre des villes denses des capitales nationales et régionales des pays d'immigration. Cette économie à façon peut cependant se montrer cosmopolite pour ses petites mains dans les multiples nœuds invisibles de sa trame par lesquels elle se greffe aux différents mondes qu'elle articule. Comme elle peut rendre possible une économie de la survie, *économie horizontale de "l'entre-pauvres"*²⁵, qui se déploie dans les villes, aux abords des marchés, aux carrefours de nœuds d'intermodalité des transports urbains et transurbains, en s'intriquant avec l'économie résiduelle des Etats – résidus de production, invendus, récupération-recyclage, marges des grands chantiers de travaux publics ... - et dans le marché du travail occasionnel non déclaré devenu constituant de l'économie officielle comme marché *subsidaire* de l'intégration.

Dans le même temps, l'internationalisation de conflits intra-nationaux (Algérie) ou régionaux (Moyen Orient) sur fond de découpages hérités des partages postcoloniaux et de contrôle des ressources pétrolières, fait retour sur le sol européen par l'action terroriste en impliquant aussi des jeunes de milieux populaires héritiers de l'immigration en France en particulier (1993 et suivantes), ou de jeunes étrangers de haut niveau de qualification (« l'islamiste radical des ingénieurs »), puis sur le sol américain (11 septembre 2001).

La francité des héritiers et l'immigration continuée

La deuxième et la troisième génération d'héritiers de l'immigration maghrébine qui ont grandi dans la société française doivent non seulement conjuguer l'expérience d'une assignation à la relégation sociale pour une grande partie d'entre elles et au déni de reconnaissance de leur affirmation comme français de plein droit, avec le soupçon qui pèse sur elles en raison du terrorisme islamiste.

Mais elles doivent aussi faire face aux épreuves locales de la transnationalité de l'expérience migratoire. Après avoir vécu la double étrangéité en France et au pays d'origine, pour ceux dont les familles y ont gardé un lien étroit au-delà du mythe du retour des pionniers, les deuxièmes et troisièmes générations d'héritiers des pionniers doivent aussi appréhender les

²⁵ Op.cit.

décalages qui s'expriment dans leur rapport avec les jeunes générations d'une immigration récente dans leur milieu local qui est souvent un point de passage ou d'ancrage des canaux de la migration continuée. C'est que les mondes des pays d'origine ont changé autant que l'expérience française des jeunes héritiers les a façonnés.

Tradition et modernité ne se conjuguent plus simplement dans la dialectique de la transformation sociale dans le pays d'installation durable, mais aussi dans le double mouvement que porte la transnationalité entretenue par l'immigration continuée.

Pour ceux qui, parmi les premières générations d'héritiers, cherchent à s'affranchir de la tradition recomposée dans les quartiers tout en respectant l'expérience des anciens et en s'engageant dans la défense de leur droit à une existence digne, un certain dédain exprimé par une partie des nouveaux arrivants les plus érudits et/ou plus équipés pour une intégration rapide dans le marché, brouille la lisibilité de la volonté des premiers à faire reconnaître leur propre histoire comme une histoire de la société française. Tandis que l'inexpérience et la précarité des milieux populaires récemment arrivés dans les quartiers des banlieues peut faire peser sur les milieux implantés de longue date déjà fragilisés, le poids de leur adaptation et de leur insertion dans la société.

D'autant que les clivages politiques qui s'expriment dans les pays d'émigration se perpétuent en France au sein de l'immigration récente²⁶ sans interférer cependant sur la politique française - à l'exception du cas algérien dans les années 90 - et sans nécessairement recouper les sujets d'engagement des héritiers politisés des premières générations sur le plan des discriminations ou des arènes publiques relatives aux politiques sociales et urbaines, ni non plus sur le plan géopolitique.

Les héritiers pris en orage de la multilatéralité des conflits

Cette nouvelle donne du monde allait inévitablement perturber le processus déjà problématique de reconnaissance des héritiers des premiers immigrés maghrébins postcoloniaux comme citoyens de plein droit et porteurs d'une histoire que les pouvoirs

²⁶ Comme en témoignent pour le cas tunisien les élections après la chute du régime Ben Ali en 2011. Avant cette date, la lecture était moins claire en raison de la peur suscitée par la répression ; idem pour le Maroc et l'Algérie dont les réseaux consulaires et de renseignement politique exécutaient jusqu'à ces dernières années un contrôle strict de la vie politique de l'immigration.

publics considèrent comme une externalité de la République qu'il suffirait de remiser dans des mémoires particulières vouées à l'étiollement dans le creuset français.

Les luttes de l'immigration postcoloniale pour ses droits et la reconnaissance de son histoire sont ainsi prises en otage d'une multilatéralité des conflits qui nourrit la résurgence et la modernisation d'un vieux fonds nationaliste xénophobe dans l'Etat-Nation très spécifique qu'est la France, enfermée dans le mythe d'un universalisme républicain justifiant une politique d'intégration qui n'en finit pas de produire des inégalités et des discriminations, et d'enjoindre les jeunes générations successives ayant grandi en France à démontrer leur francité en renonçant à être eux-mêmes.

La France, en bonne élève de la mondialisation, s'arrange d'un cosmopolitisme marchand valorisé dans les années 80 – musiques et produits africains, Raï, hybridations en tous genres – mais elle refuse en même temps de reconnaître la contribution des héritiers de l'immigration postcoloniale à l'édification de la République des temps postmodernes.

L'éclaircie apportée par le semblant de reconnaissance de la génération Beur, a passé aussi vite qu'elle était survenue à l'orée des années 80. Même pas 10 ans.

Du déni au soupçon sur l'action des militants des quartiers populaires

Si la décennie 90 a été marquée par les révoltes dans les quartiers populaires - Vaulx-en-Velin (1990), de Mantes-la-Jolie (1991) à Sartrouville (1991), de Dammarie-les-Lys (1997) à Toulouse (1998), de Lille (2000) -, elle signe surtout l'échec de la politique de la ville, des politiques d'insertion par le traitement social du chômage, et le désinvestissement de l'Etat dans le soutien aux réseaux associatifs sociaux et socioculturels

Au début des années 2000, malgré l'évolution de la doctrine du développement social vers la lutte contre la discrimination puis vers l'égalité des territoires pensées en termes de distribution de services et de mixité urbaine, sortir du quartier relève toujours d'une logique d'extraction imprévisible. Il y a toujours une main extérieure, un réseau, un coup de chance ... ou une médiation publique. Rarement la sortie se réalise comme concrétisation naturelle d'un parcours permettant de valoriser ses investissements et ses acquisitions de compétences, sauf pour une part des hauts niveaux d'études et des spécialistes d'une technique recherchée.

Cependant la réduction du champ de la double peine et la reconnaissance officielle de la pratique du culte musulman dans les mosquées et lieux de prières à travers la constitution d'une représentation du culte musulman, devenue la seconde religion pratiquée dans le pays, marquent une certaine normalisation dans le champ institutionnel. De même que le recul de l'âge de déscolarisation dans les quartiers populaires et l'accès d'une partie des générations à des filières universitaires ou techniques ouvrent des débouchés à une partie de la 2^{ème} et 3^{ème} génération dont une fraction parvient à s'insérer dans la ville dense ou dans la périphérie, dans le mouvement de l'extension urbaine des villes ou de la restructuration de certaines banlieues qui prennent l'allure de villes habitables plutôt que d'immenses citées de transit.

Mais si ces transformations peuvent apparaître comme des signaux d'une évolution positive, elles ne peuvent pas masquer l'absence d'un ascenseur social non discriminant qui permettrait aux populations piégées dans les quartiers de la misère de construire un horizon de déploiement dans la société toute entière.

L'instauration de politiques sécuritaires promues par un discours public qui confond révolte urbaine, réseau de trafic de drogues, marché parallèle et emprise de terrorisme islamiste, traduit l'ambivalence de politiques et du discours public à l'égard de l'immigration postcoloniale maghrébine durablement installée en France

La loi sur le port du voile à l'école en 2004 cristallisera ces ambiguïtés en confirmant que ce n'est pas seulement les pouvoirs publics mais bien toute la société qui est frappée par une crise identitaire. Celle-ci se focalise à la fois par la montée de l'islamophobie, d'une réaffirmation de la positivité de l'héritage colonial, le déni de reconnaissance des luttes de l'immigration doublé du soupçon et du discrédit à l'égard des acteurs²⁷ qui les portent ; et plus

²⁷ Les luttes de l'immigration continuée sont pour l'essentiel portées par des militants des secondes et troisièmes générations devenus français et par des militants d'opposition de gauche aux régimes des pays d'origines exilés de la première génération.

Ces derniers sont pour la plupart regroupés dans les *associations historique de l'immigration* souvent fédérées par affinités nationales²⁷ et sont pour la plupart intégrés depuis les années 70 et surtout 80 dans les corps intermédiaires (associations, syndicats, organisations de parents d'élèves ...), les organisations de défense des Droits de l'Homme et les partis politiques français. Un part d'entre eux participe aux mouvements altermondialistes héritiers des mouvements anticolonialistes historiques et des mouvements anticapitalistes et anti-néolibéraux.

C'est par ce lien aux opposants politiques exilés que s'est constitué un canal de mobilisation sociale et politique en lien avec les pays d'origine, à la fois sur le droit des migrants, sur les Droits de l'Homme ; et un soutien aux oppositions démocratiques aux régimes autoritaires.

Le rapprochement entre ces deux composantes militantes, associations historiques de l'immigration et mouvement émergents des quartiers populaires, a connu des temps forts (lutte pour les sans papiers /grève de la faim de l'Eglise Saint Bernard, lutte contre les expulsions, ...) et a contribué à un travail de fond sur les droits

généralement sur une radicalisation des pratiques répressives et excluantes de l'Etat à l'égard des migrants extra-européens ou d'une minorité européenne comme les Rroms.

Repli et faillite du discernement dans le débat public

Dans les pays de l'Europe occidentale, cette dynamique de la mondialisation multipolaire participe de la montée des incertitudes dans les sociétés du risque où les individus, enjoins à prendre position, se trouvent dès lors confrontés à la difficulté d'être soi en conjuguant leurs identités multiples - les héritiers de l'immigration peut-être plus que les autres - alors que les dynamiques de repli communautaire, régionales, culturelles ou nationales et la dynamique de mondialisation multipolaire se nourrissent mutuellement.

En France, en Allemagne, et en Italie notamment, ou encore en Espagne, l'histoire et la mémoire collective sont l'objet de controverses suscitées par les tenants de l'unité nationale, régionale, locale, communautaire, qui les transforment en storrtelling²⁸ de programmes politiques qu'ils présentent comme des entreprises de restauration de l'identité collective.

Fragments de la gauche et fragments de la droite peuvent se retrouver sur les mêmes énoncés. La condition sociale passe au second plan des compétitions politiques. Ce fractionnement sur des postures identitaires ou sécuritaires concerne aussi les activistes de terrain des mouvements sociaux. Tel militant syndicaliste, défenseur des droits du pauvre et de l'émancipation des femmes se retrouve à faire des fiches de renseignement sur les militants des quartiers populaires avec lesquels il militait contre le racisme et la discrimination, parce que ces derniers ne rompent pas avec des musulmans qui comme eux sont engagés dans la

des migrants au niveau français, européen et méditerranéen en lien avec les organisations française des Droits de l'Homme et de lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Une part de ces deux composantes des luttes de l'immigration se sont retrouvés sur les enjeux du Maghreb des peuples, libre, démocratique et solidaire <https://www.atmf.org/?p=2682> et sur une lecture internationale du droit des migrants.

En 2003, les journées du Larzac qui ont rassemblé près de 400 000 personnes, ont été l'occasion d'une tentative de rapprochement entre d'une part les milieux en lutte contre la casse sociale néolibérale, les milieux altermondialistes auxquels participent les associations historiques de l'immigration et d'autre part, le MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues) et le mouvement réunissant dans DiverCité à Lyon des militants d'un islam social (Union des Jeunes Musulmans) et des militants associatifs des quartiers populaires ; et enfin et d'autres réseaux des *sans* (sans papiers, sans toit, sans travail ...). Mais cette ouverture a été compromise par la suite en raison du rejet de la présence de l'UJM jugée trop proche de Tarek Ramadan considéré comme une figure islamiste par une grande partie des altermondialistes.

²⁸ Salmon Chistian. *Storytelling*. La découverte. 2008

lutte contre les inégalités sociales et pour la reconnaissance de l'histoire de l'immigration comme une histoire française. Telle féministe radicale énonce le même type d'arguments pour quitter le combat commun avec les femmes des milieux populaires de l'immigration et engage une croisade médiatique contre l'islamisation en trouvant l'appui d'un Etat lui-même fragmenté par les mêmes clivages.

Commence alors une période de faillite du discernement où les valeurs de la laïcité sont portées au drapeau d'un combat national républicain contre l'obscurantisme et la soumission des femmes sur fond de phobie sécuritaire.

Le règne de l'ambivalence s'installe en même temps que le débat public abandonne le domaine social pour se loger dans la seule sphère du discours politique médiatisé. Dès lors la symbolique de la représentation se détache de l'expérience sociale et du droit dans le débat public lui-même, et la lutte contre les inégalités n'a droit de cité qu'à la condition qu'elle prenne position dans cette forme fictionnelle de débat. Ce fractionnement contribue à libérer la parole raciste et légitime les courants d'extrême droite qui prennent pied dans le jeu électoral.

L'immigration comme motif du discours public

Dans ce processus, la focalisation de l'actualité politique sur la thématique de l'immigration et sa dérivée islamophobe apparaît à la fois comme un moteur et un symptôme ; autrement dit un *motif performatif* dans une double signification du terme motif : d'une part comme motif littéraire, comme dispositif sémiotique²⁹ récurrent dans le discours public et d'autre part,

²⁹ Pour illustrer cette formulation du motif littéraire comme *image hypertextuelle* on peut renvoyer au texte de Jean Robert Morgan référencé ci-dessous dans lequel il décrit comment l'auteur Héliodore du roman antique *Les Éthiopiennes ou les Amours de Théagène et Chariclée* inverse ou hybride des motifs des discours chrétiens et païens antiques tels que par exemple des combats symboliques entre homme noir et homme /femme blanche en inversant les couleurs et déplaçant les lieux entre Grèce antique et Ethiopie antique :

« Ma thèse sera que le roman d'Héliodore est situé au croisement de plusieurs chemins sémiotiques, et que l'idée de l'Éthiopie était capable de supporter des significations très différentes selon le système sémiotique. Il y a, par exemple, des différences radicales entre les fonctions symboliques de l'Éthiopie dans la pensée païenne et la pensée chrétienne. Je soutiendrai la thèse que non seulement ces divers symbolismes étaient accessibles à Héliodore, mais qu'il les évoque expressément, les combine, les invertit d'une manière ludique, mais qui représente aussi une négociation des oppositions culturelles et idéologiques »

Morgan John Robert. Le blanc et le noir : perspectives païennes et perspectives chrétiennes sur l'Éthiopie d'Héliodore. In: Lieux, décors et paysages de l'ancien roman des origines à Byzance. Actes du 2e colloque de

comme justification d'une forme violente de l'action publique souveraine à l'égard des nouveaux migrants, échappant à l'emprise du politique et du débat démocratique.

La récurrence donne à son usage les propriétés d'un régime du discours public associé à un dispositif sémiotique dans lequel se condensent toutes sortes d'énoncés rapportés ou rapportables à l'immigration. Ce dispositif discursif trouve son efficace en ce qu'il n'est plus nécessaire au pouvoir public de qualifier le *problème migratoire*. Une phrase ou même un mot prononcé ici ou là par une personnes en charge de l'autorité publique (« Karsher », « les odeurs », « n'ont pas vocation à être là », ...) suffit à renouveler la portée symbolique du motif. D'autres se chargent de l'actualiser, de l'alimenter, de le contester, par leur discours politiques, par sa mise en scène médiatique (non seulement dans les journaux d'information, mais dans les talk-show, la télé réalité, les compléments d'enquêtes, les intellectuels disposant d'un siège sur les plateaux télé etc.) ; et leurs énoncés s'agrègent dans le double jeu de la récurrence et du pouvoir de condensation sémiotique de la figure hypertextuelle.

Les images publiques de l'immigration construites dans les années 80 dans un espace médiatique³⁰ pour partie raisonné et investi comme terrain d'action pour les acteurs émergents, se dissolvent dans un espace du débat public saturé par la force symbolique que prennent les représentations et les énoncés problématiques sur l'immigration aussi archaïques ou élaborés soient-ils, du seul fait de la fonction agrégative du motif et de sa récurrence. Car en tant que dispositif sémiotique le motif récurrent ne laisse place à aucun argument de raison ou de valeur propre au débat public. Il n'est pas le lieu des contradictions. C'est le domaine de la *mêmité* dans un espace dépouillé de toute propriété dialogique : chacun écoute ce qui lui convient, chacun ne parle finalement qu'aux siens. Les chroniqueurs n'observent les écarts de langage de la mêmité qu'au regard de ce que cela fait gagner ou perdre au locuteur dans sa course à l'enchère. Est-ce une faute politique ou marque-t-il des points ? (Cf. les titres du type « Les cinq erreurs de François Hollande dans l'affaire Léonarda »³¹). Ce dispositif sémiotique est un vortex dans lequel les significations s'entremêlent et se confondent en lissant leurs aspérités. Seule est importante l'apparition récurrente du thème. Ce vortex est une force attractive, qui polarise l'attention et impose sa thématique comme trame d'interprétation de

Tours, 24-26 octobre 2002. Lyon : Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean Pouilloux, 2005. pp. 309-318. (Collection de la Maison de l'Orient méditerranéen ancien. Série littéraire et philosophique, 34)

http://www.persee.fr/doc/mom_0151-7015_2005_act_34_1_2380

³⁰ Battegay Alain & Boubeker Ahmed. *Les images publiques de l'immigration*. L'harmattan. 1992

³¹VIDEOS. Leonarda: les 5 erreurs de François Hollande. Par Matthieu Deprieck. publié le 21/10/2013. https://www.lexpress.fr/actualite/politique/video-leonarda-les-5-erreurs-de-francois-hollande_1292727.html

toutes les questions sociales et politiques. De sorte que cette forme agrégative fourre-tout de discours problématiques ne donne finalement à voir qu'un ordre archétypal de représentations désincarnées des immigrés comme altérité radicale.

Mais en réalité ce dispositif sémiotique logé dans le discours public est un pur artefact. Il n'a pas de caractère instituant. L'agrégation symbolique de segments de discours xénophobes, ethnophobes, islamophobes, comme des discours sur les méfaits du multiculturalisme, de l'invasion, du grand remplacement etc. qui s'affirment aujourd'hui ne constituent pas une multiplicité d'énoncés. Pas plus qu'à l'opposé, les timides contre-discours, les pratiques solidaires renvoyées à la solidarité clandestine envers les nouveaux migrants, ou les figures expiatoires de victimes dénudées qu'elles donnent à voir. Les discours y perdent toute valeur énonciatrice. Plus elle agrège, plus la puissance sémiotique du *motif* capture entièrement l'énonçable qui pourrait subsister dans les configurations du visible et, en ce sens, même les résistances peuvent contribuer malgré elles à la stratégie de visibilisation de la force souveraine comme étant toute occupée à gérer les frontières intérieures.³²

C'est ici que le dispositif trouve son deuxième niveau d'efficace, par lequel il devient performatif en faisant du visible le lieu privilégié de justification de la puissance publique. Car libéré des contraintes de l'ordre du discours, la puissance publique se manifeste dans l'ordre des visibilités en construisant la réalité de l'artefact par sa présence répressive et/ou organisatrice de la matérialité des conditions d'existence des migrants, par leur contention, et par la mise en visibilité de l'inhumanité de leur traitement, jusqu'à assumer la mise en scène de leur mort sous nos yeux en méditerranée. Le message est clair. Les nouveaux migrants sont la limite. Les anciens, *les immigrés de la France* n'ont qu'à bien se tenir. Prenez l'offre d'intégration ou allez voir ailleurs. Déchéance de nationalité comme retour de la double peine sur la scène de l'identité nationale.

Mais ces politiques de l'immigration répressives et sécuritaires n'en sont pas moins inscrites dans la positivité des cadres de l'action publique : protection et sécurité procèdent de la même attribution souveraine. Et c'est dans cette intrication aux apparences contradictoires qu'il faudrait sans doute interroger des pratiques d'ouverture ou d'ajustement mise en œuvre dans les dispositifs publics et la façon dont elles mobilisent les acteurs de la « société civile », les

³² Joseph Paris, cinéaste engagé, qui a filmé pratiquement tous les jours les interventions policières de démantèlement des campements des migrants du quartier de la chapelle à Paris en 2016 s'est posé la question. Après avoir consulté divers intellectuels, journalistes et militants, il a décidé d'arrêter la diffusion. Avec ses interlocuteurs ils avaient conclu que les forces de police se servaient de ses publications dans une stratégie de publicisation de leur rôle et pour légitimer les politiques répressives dans un contexte de crispation identitaire et de faillite de la raison d'Etat.

champs de manœuvre qu'elle leur concède ou qu'elle leur attribue, les ressources auxquelles elle leur donne accès.

Des luttes inscrites dans des communautés d'expérience.

Mais dans cette focale de la crispation identitaire, on risque bien d'oublier la nature des transformations qui s'opèrent dans la conduite des autorités publiques, mais surtout la nature des enjeux sociaux qui motivent et alimentent les luttes des acteurs des quartiers et de l'immigration.

Ils ne sont pas des militants ex-nihilo portés par un engagement humanitaire ou une mission envers autrui. Ils sont inscrits et vivent dans les milieux sociaux dont ils se prévalent, ou en lien avec eux. Ils fondent leur engagement sur l'expérience partagée des contraintes subies par leurs milieux, et participent des dynamiques de transformations sociales toujours contradictoires qui les traversent et qui déterminent autant les contenus, les pratiques et les formes de mobilisation qu'ils mettent en œuvre. Avant d'être politiques, les luttes de l'immigration émanent des quartiers populaires sont des luttes sociales autant par leur objet que par leur inscription dans l'expérience collective de leur milieux d'existence ou de référence.

Et c'est peut-être précisément sous cet angle aussi qu'il faut interroger la manière dont les pouvoirs publics et politiques publiques s'emploie non seulement à les discréditer ou les tenir à distance des arènes du débat public, mais aussi à la fragiliser dans leurs propres milieux d'existence, intentionnellement ou par effet collatéral de modes de relations des politiques publiques avec leurs publics.

De ce point de vue, le fractionnement de la participation dans la technocratisation de la programmation de l'action publique dans les milieux fortement dépendant d'elles que sont les quartiers d'habitat social des banlieues, ne peut pas être considéré comme un simple problème de cumul de facteurs parmi ceux qui contribuent au traitement de leurs milieux d'existence. Il faut considérer la dimension interactionnelle, la relation. Et c'est alors dans le piège d'une intersectionnalité qu'on se retrouve, à l'instar de ce qui caractérise l'expérience des *femmes racialisées* confrontés à la domination des hommes et à la précarité. On comprend alors le caractère discriminant des discours sur l'excès d'assistance, sur la citoyenneté, etc. comme injonctions à la conformité suspensives de combat sur les droits et la reconnaissance des situations et de leur histoire. On peut alors saisir avec plus d'acuité aussi les effets démobilisateurs du fractionnement de la participation en multiples scènes intégrées à des

programmes et des sous programmes de sorte qu'aucune discussion sur l'ensemble ne soit jamais possible, sauf à être jugé comme fauteur de trouble, jamais content, assisté qui en veut toujours plus, ou d'inculte « *pas même capable de comprendre la logique pourtant simple du jeu public* »³³.

Mais ils n'en sont pas moins comme les autres individus dans la société confrontés aux difficultés d'être soi et de composer avec ses multiples identités. A la différence près que leurs milieux, et eux-mêmes par conséquent, sont soumis à des contraintes et injonctions de conformité en raison de leur appartenance à ces milieux, cette dimension étant au cœur de l'expérience collective.

C'est ainsi que la référence essentielle pour penser le milieu du point de vue sociologique est ici l'expérience collective et ses effectifs de partage. L'expérience étant avant tout de nature historique et non attributive ou distributive en soi, elle est nécessairement multiple selon les parcours d'expérience, les circonstances et les contextes dans lesquels elle se construit. Les relations inter individuelles et entre les différents groupes d'expérience, par lesquelles circule l'expérience du rapport avec les normes sociales et les institutions contribuent à un « feeling » et /ou à un cadre d'interprétation plus ou moins commun.

Leurs luttes sont inscrites dans l'histoire, non pas l'histoire conçue comme une théorie mais comme une histoire en train de se faire depuis la colonisation à aujourd'hui, dans laquelle ils prennent part comme leur milieu et la société toute entière. S'il fallait s'en convaincre il suffit de considérer la dimension générationnelle des luttes, non seulement sous l'angle de la crispation de la société française sur les jeunes, mais en remarquant qu'une grande part des militants d'aujourd'hui sont parmi ceux qui s'étaient affirmés à 20 ans au début des années 80 et qui ont maintenant 60 ans, ainsi que ceux qui se sont affirmés à 20 ans en 90 qui ont près de 50 ans, d'autres, moins nombreux qui se sont affirmés en 2000 et qui ont 40 ans aujourd'hui, et ainsi de suite de manière régressive en effectif. Le noyau porteur si l'on peut dire est celui des 40-50ans, plutôt 50. La plupart des 60, 50 et 40 ont fondé des ménages qui ont tenu ou pas, ont eu des enfants dont les premiers sont bientôt en âge d'en avoir à leur tour etc. Les militants qui parlent aujourd'hui sont en grande partie des gens qui ont vécu longtemps et qui ne sont pas des éternels jeunes immigrés comme on voudrait le faire croire mais des adultes expérimentés qui se préoccupent autant des jeunes que de leur génération d'âge ou de leurs anciens (lesquels ou leur parents pour beaucoup ont vécu un moment de la période coloniale).

³³ Propos d'un délégué de l'Etat lors d'une discussion sur le trottoir après une scène de concertation dans un programme de réhabilitation dans un quartier prioritaire de la politique de la ville.

A ce titre ils se préoccupent de la société toute entière dans laquelle ils vivent et en sont des citoyens nationaux à part entière, et parfois aussi aux mondes qui y sont reliés, au-delà de la méditerranée en particulier.

C'est pourquoi il me semble nécessaire d'appréhender leur expérience militante dans son rapport à leurs communautés d'expérience pour reprendre le terme d'Ahmed Boubeker, c'est-à-dire à leur dynamique de transformation sociale, laquelle est indissociable de l'intrigue de la ville considérée d'une part comme espace d'habitat des pratiques et d'autre part au regard des dynamiques sociales et urbaine par lesquelles elle se transforme et auxquelles prennent part les milieux concernés.

Le tournant des années 2000

C'est à mon sens de cette manière que l'on pourra mieux comprendre ce qui s'est passé dans les années 2000 entre les communautés d'expérience des quartiers populaires, la société française et ses institutions sociales et politiques pour mieux appréhender les enjeux d'aujourd'hui en gestation à cette époque.

Nous verrons que l'étude ne peut sans doute pas être réalisée avec les instruments d'enquête mobilisés pour cette thèse (du fait notamment de la place qu'a pris Internet au cours des années 2000 dans les modes de mobilisation et les processus de socialisation des engagements militants), et que par ailleurs les faits étaient encore trop récents au moments de la thèse pour qu'on en saisisse la portée sociale.

Cependant, on peut souligner ici deux indices suggérant qu'il s'est passé quelque chose d'important dans les années 2000. Le premier est que les émeutes urbaines de 2005 ont révélé l'absence complète de politique d'ouverture à l'action de relais associatifs dans les quartiers populaires concernés pour travailler cette expérience générationnelle des jeunes adultes dans les mondes concernés, pas plus que l'absence de relais associatifs institués équipés pour nouer des relations avec les jeunes dans ces quartiers n'a fait l'objet d'une politique de réinvestissement. C'est la réponse sécuritaire qui a primé et son prolongement sur la parentalité et l'adaptation culturelle sur fond de discours sur la délinquance juvénile et les relations de genre. Dans certaines grandes zup des associations encore en place ou créées à cette occasion par des militants disposant d'une légitimité historique, ont pu trouver l'aide d'élus et aussi de l'Etat. Mais rien ailleurs et pas une once de réorientation de la politique prioritaire dans la direction de pratiques de développement social et socioéducatif.

Le second indice est que le mouvement associatif militant historique issu des quartiers populaires s'est diffracté en plusieurs composantes sur les thématiques du *décolonial*, de la *racialisation* et du genre, de l'*islamophobie* ou dans une autre direction la logique de *syndicat des quartiers* portée par la « coordination Pas Sans Nous », les autres composantes de la branche « historique » poursuivant dans sa logique d'ancrage dans l'expérience in situ des milieux d'existence de ses militants. (Il s'agit bien entendu d'une trame de recomposition à gros traits, et dans laquelle, en tout cas, les acteurs embrassent plusieurs des thématiques ou circulent de l'une à l'autre selon les objets ou rendez-vous précis. Cette esquisse ne vaut ici que comme indication pour formuler l'intrigue narrative de cette partie de la thèse et sa périodisation. J'y reviendrai plus bas)

Le cœur problématique du projet de thèse est ainsi la question du retour de l'acteur sur son milieu d'existence c'est-à-dire en quoi et comment son action participe de sa transformation sociales de son milieu, à construire ses relations avec les institutions et ses modes d'inscription dans la société et réciproquement.

Section I - Objet de la thèse

Le propos de cette thèse, qui est en réalité une mise en intrigue de différents travaux réalisés au cours des années 1990 jusqu'au début de la décennie 2010 et revisités à cette occasion, est de discuter les rapports entre, d'une part, les dynamiques de transformation sociale de communautés d'expérience et, d'autre part, les dynamiques de subjectivation dans le cours de l'action militante, civique ou citadine, d'acteurs émergeant de leurs milieux dans différentes circonstances, et qui tentent d'infléchir leur contexte d'action.

Pour ce faire, nous partons de la question de savoir comment l'action de l'acteur engagé dans un parcours de subjectivation à la rencontre de l'autre fait-elle retour sur son monde ou milieu, et aussi sur celui de l'autre. Tout ici est question frontières et de limites, d'histoire et de mémoire en acte. C'est à l'exploration du travail *des gens du bord*, passeurs de mémoire vives, de frontières matérielles et symboliques, confrontés aux dilemmes de repousser ou non les limites de leurs engagements, que se consacre cette thèse à partir des terrains et de situations variés.

Trois types d'expérience à fort enjeux socio-historiques sont ainsi mis en intrigue : l'expérience des générations héritières de l'immigration maghrébine postcoloniale dans les quartiers populaires de la banlieue lyonnaise ; l'expérience de militants des mouvements anti-guerre dans l'ex-Yougoslavie ; l'expérience de migrants rroms en France en vis-à-vis de celle d'un mouvement activiste rrom en Roumanie.

Il ne s'agit pas de conduire une approche comparative mais plutôt d'opérer des décentrement en travaillant leur potentiel critique. Cet exercice nous paraît d'autant plus nécessaire que cette période de l'histoire est marquée par le double mouvement d'une *onde* de mondialisation d'une part, et de replis plus ou moins violents d'autre part, qui exaspèrent les tensions aux frontières physiques et symboliques des groupes et des sociétés jusqu'à exercer des contraintes sur les corps et, à l'extrême, tels qu'en ex-Yougoslavie et en Roumanie, à mettre les vies en jeu.

La mise en récit de la recherche sur chacune des expériences explorées conjugue intrigue de la ville et intrigue de la transformation sociale en réalités indissociables. C'est ainsi que le décentrement permet de revisiter les termes du rapport citadinité-citoyenneté-nationalité, ces trois notions n'ayant pas le même sens dans les différents terrains, ce qui ouvre à une discussion sur les échelles, notamment sur la transnationalité européenne.

C'est en empruntant à la fois à la sociologie urbaine et à une anthropologie du sujet d'inspiration herméneutique qu'est tentée ici l'expérience d'une sociologie des pratiques soucieuse de l'histoire, dont l'horizon serait de penser une écologie des pratiques et non pas seulement une écologie des groupes sociaux.

Partie 1 - Cadrage

Des acteurs singuliers au devenir minoritaire

Les acteurs dont je rapporte ici les rôles, les histoires, les dilemmes et les contributions aux événements et à des transformations sociales significatives sont en réalité une poignée dans chaque contexte. Dans leurs différentes formes d'engagement minoritaire (lutte pour les droits économiques et sociaux de groupe indésirables, lutte pour les Droits de l'homme, lutte contre la ségrégation, lutte pour la reconnaissance, lutte pour l'émancipation, lutte contre la domination...), dans des contextes d'affrontements idéologiques, militaires ou de fractionnement social, ces acteurs sont des *nains* parmi les nains dans des combats de *titans* qui mobilisent des multitudes et des forces telluriques. Et l'on peut s'étonner que j'écrive cinq cents pages sur des bouleversements sociologiques et historiques de grande ampleur en me focalisant sur l'action d'une trentaine d'acteurs hors de tout cadre institué et qui ne constituent même pas un échantillon. Mais en même temps leur figure singulière les transcendent en faisant retour sur leur monde et c'est cela qui rend possible une généalogie de leur engagement dans le cours de l'action. En réalité, les figures dont il s'agit ne sont génériques que par le sens qui en émane, par leur pouvoir d'agrégation de significations dans les moments de l'Histoire où leur action s'impose comme source de transformation significative du contexte ou comme grain de sable qui vient mettre en échec les entreprises des *titans* en ouvrant des brèches pour mobiliser d'autres forces capables d'en atténuer la puissance ou bien de s'y soustraire. Chacun d'eux est un acteur singulier, d'une certaine manière un homme ou une femme empiétrée.e dans une histoire qui le.a dépasse mais dont une part du dénouement repose sur la singularité de son action. L'un d'entre eux le formulera simplement, le militant croate Zoran Pusić, énonciateur d'une conception politique et pratique des Droits de l'Homme dans un moment de l'Histoire où règne l'ambivalence des engagements dans le chaos de la guerre et de l'épuration ethnique, : « *le devenir du militant des Droits de l'Homme est nécessairement un devenir minoritaire* », ce à quoi je rajouterai, au vu de l'expérience : « *même parmi ceux qui relaient ses énoncés* ». Le risque d'un solipsisme moral n'est pas loin. Tout est question de lucidité. De ce point de vue l'affirmation minoritaire est une garantie d'autonomie de la conscience et de modestie face au déroulement de l'histoire et quant à sa propre volonté d'affirmation de convictions qui se voudraient vérité pour les autres, qu'elles soient morales ou idéologiques. Mais aucune lucidité n'est possible sans expérience

dialogique et tout alors repose sans doute aussi sur des rencontres et donc sur les circonstances.

Ce qu'ils ont en commun, c'est d'être des *gens du bord*, passeurs des frontières, et des *mémoires vives* toujours à contre courant, qui amènent la lumière dans le règne de l'ambivalence et de la passion destructrice, rétifs à toute forme de nationalisme ou d'idéologie mobilisatrice de foules. Comme ils récusent toute théorie de l'équivalence des responsabilités justifiant une paix dans les buts de guerre ou les rapports de domination.

Ils ne sont pas des héros. C'est une pragmatique du juste et de la patience opiniâtre qui peut, peut-être, caractériser ce que leurs modes d'action ont en commun.

Les pouvoirs et leurs contradicteurs les considèrent comme des traitres, des incapables ou leur assènent tous autres attributs dégradants selon les circonstances, les privent de moyens et peuvent les réprimer directement ou indirectement par de multiples complications à leur action ou à leurs conditions d'existence. Même si par ailleurs, en certaines circonstances, des canaux de discussion peuvent se former avec des interlocuteurs sélectionnés dans les institutions. La plupart des rares écrits à leur sujets dans les médias, les décrivent avec un certain dédain en raison de leur incapacité à construire des alternatives politiques, à mobiliser des foules pour créer de *réels* contre-pouvoirs, à proposer des solutions alternatives. Mais cela n'est pas leur objet. Et s'ils apparaissent insignifiants, c'est peut-être parce que les auteurs de ces écrits ne sont que de passage et qu'en ne faisant que passer ils ne voient que la surface des choses où ne transparaissent que les puissances et où les engagements singuliers n'ont de valeur que symbolique.

Et pourtant...

Axes de recherche

C'est donc le premier axe de cette thèse que d'explorer et de donner à comprendre comment ces *gens du bord* participent de l'Histoire en train de se faire, même s'ils sont invisibles en dehors d'évènements singuliers qu'on n'a que peu de chance d'identifier si on ne les recherche pas.

Le deuxième axe est d'explorer, à partir des enjeux de leur action, les lieux et les moments de confrontation où les structures sociales se désagrègent ou sont désagrégées par l'affrontement de forces antagonistes, et/ou à l'inverse, comment les pratiques que leur action suscite, fédèrent ou conjuguent, peuvent contribuer à une dynamique de transformation ou de

construction sociale, politique et institutionnelle admettant une pluralité de modes d'existence dans un Etat de droit.

Le troisième axe est d'élaborer une esquisse de topologie des mondes en confrontation en mettant en scène l'intrication entre d'une part l'intrigue de la ville et des territorialités ; et d'autre part l'intrigue des dynamiques de transformations sociales. Où il s'agit d'appréhender les dynamiques de transformation sociale pluraliste confrontées à des dynamiques de rempli identitaire comme l'enjeu d'une recomposition des rapports entre citadinité, citoyenneté et nationalité (ou ethnicité). Et où l'on interrogera la possibilité d'un cosmopolitisme populaire qui est peut-être la pierre d'angle d'une pluralité dans la paix des usages dans la Cité, et pour cela, la cible première des forces du repli communautaire ou national, comme il peut être une expérience limite de la conscience et de l'engagement sensé du sujet en proie au dilemme du renoncement à la transcendance de la vérité qui fonde ses croyances.

Période et décentrement socio-historique

Cette thèse n'est pas une thèse classique dans la mesure où d'une certaine manière j'ai fait le chemin à l'envers. Je ne suis pas parti d'un questionnement problématique de société dont se saisissent déjà plus ou moins les sciences sociales , pour ensuite formuler des hypothèses et définir des axes de recherche qui resserrent le sujet de telle sorte qu'il soit possible de construire un réseau de données et d'éprouver mes hypothèses.

C'est plutôt une reprise de mes travaux dans le but d'une mise en perspective qu'il s'agit.

J'ai rassemblé des travaux réalisés à différentes époques comme participant à des travaux réalisés dans le cadre de projets de recherche regroupant plusieurs chercheur.e.s. D'autres travaux sont des réécritures ou réagencement de matériaux recueillis dans des enquêtes réalisées dans le cadre d'études d'expertise, réécrits, ré-agencés ou complétés par un travail de recherche à posteriori, comme dans le cas de mes terrains dans les Balkans. D'autres enfin sont basés sur des expériences personnelles d'engagement dans des situations qui se sont présentées à moi plus que je ne les ai choisies, comme dans le cas de l'expérience des Roms des squats et campements urbains.

Mais plutôt que de compiler une fable qui ferait de mon travail de recherche dispersé une unité dans la longue durée, comme un parcours cohérent, j'ai pris le parti de re-scénariser une partie de mon travail autour d'un questionnement actuel ou tout au moins actualisé.

Il ne s'agit pas de globaliser le propos en faisant dire aux matériaux de recherche plus qu'ils ne peuvent le faire dans les procédures de recherche adoptées. Il s'agit plutôt, avec toute la

réserve et la prudence requise, de prendre de la distance dans le temps (ce dont je parle ici se déroule, à quelques cas choisis près, il y a plus de 10 ou 15 ans) et par décentrement ou regards croisés (de l'ex-Yougoslavie vers la France et réciproquement par exemple) de questionner la suite dont on connaît des bribes mais sur laquelle nous n'avons pas encore la distance suffisante pour appréhender les bifurcations de l'histoire qui ont pu s'opérer à ce moment là dans les années 2000. C'est donc sur un suspens que je m'arrête à défaut d'instruments pour poursuivre avec un minimum de cohérence épistémologique et méthodologique la suite de l'intrigue dans la période suivante. Je dirais en d'autres termes que le milieu des années 2000 me semble marquer les limites d'une formulation relativement partagée ou partageable des problèmes du commun dans la société. Cette formulation qui sous-tend le travail entrepris jusqu'ici ne me semble pas permettre de considérer pleinement la suite dont on peut cependant percevoir la teneur au regard d'indices de mutations déjà à l'œuvre dans les années 2000 vers un régime de l'ambivalence comme régime de véridicité : achèvement du découplage de la finance et du politique, émergence de démocraties nationalistes xénophobes, utilisation des Droits de l'homme comme arme de guerre, féminisme d'Etat, marchandisation de l'information sur fond d'intensification inédite des échanges virtuels sur internet dans la quasi exclusivité du régime de la mêmété, guerres ethniques localisées et mondialisation des oligarchies, économie de la résilience comme économie de profit, fin de l'hétéronomie du droit et crispation sécuritaire, évolution radical du modèle de travail salarié et fiduciarisation de la providence... Il ne s'agit aucunement d'annoncer une nouvelle ère catastrophique, mais seulement d'insister sur le fait qu'il serait certainement illusoire d'analyser la période suivante sans considérer ce que ces mutations impliquent comme équipement scientifique et méthodologique pour les analyser. Je prendrais un exemple dont il sera fortement question ici. Celui des groupes sociaux et des communautés d'appartenance. Peut-on explorer comment se forme une génération d'expérience dans son rapport aux institutions et aux générations précédentes, au rapport homme-femmes, aux institutions, à la citoyenneté ou au religieux et plus généralement à l'identité sans prendre en compte les pratiques communautaires sur Internet ? Et de la même façon à propos des processus de mobilisation et de délibération dans le social ?

Ce que j'ai tenté de faire avec les instruments dont je dispose, c'est autant que possible de formaliser les termes de l'intrigue, de façon à fixer les termes problématiques du suspens au moment où s'arrête ce travail

Cette double prise de distance permet de penser des similitudes qui tiennent aux processus et à leur encastrement dans des configurations socio-historiques différentes (cf supra la discussion sur le modèle des aires de valeur inspirée de Polanyi), et c'est en soi un intérêt de cette forme de mise en perspective des terrains. Mais cela n'autorise pas la comparaison, pas plus que cela ne permet de déduire de la synchronicité des événements une quelconque forme d'homologie, tout au moins n'est-ce pas l'ambition de ce travail. Cette mise en perspective permet cependant un autre décentrement que celui des pays ou région, c'est le décentrement en échelle consistant à passer d'une échelle à une autre ou d'envisager les problèmes dans l'articulation des échelles non seulement dans le regard sociologique mais aussi pour voir comment les acteurs eux-mêmes tiennent compte des jeux d'échelles. On entend en général l'échelle comme un jeu de niveaux opératoires et en même temps d'interdépendance spécifique des problèmes en raison des nœuds de programme ou de décision localisés à ces niveaux ou comme niveaux stratégiques, ou encore comme ère ou époque du point de vue temporel ou aire du point de vue spatial, ou les deux à la fois.

Le problème de l'échelle comme problème d'hypertextualité

Mais on peut aussi considérer le problème de l'échelle comme problème d'hypertextualité de la mise en récit de la recherche, c'est-à-dire comme problème de véridicité qui peut se formuler non seulement dans le propos du rédacteur mais dans la manière dont il aménage la possibilité d'un rôle pour le lecteur. Le présent texte qui transite de mondes en mondes ne prétend pas encore, avant de l'avoir ouvert à la discussion, s'inscrire dans un régime de véridicité qui serait propre aux sciences sociales. C'est avant tout une carte inductive, ou l'ébauche d'une telle carte, pour circuler dans les hypertextes du texte que constitue la trame narrative du parcours d'acteurs confrontés au chaos de l'exil, de la marginalité, de la guerre ou de la migration dans l'Europe des années 90 et aussi aux félicités de l'action collective de l'aventure du voisinage d'autrui, se laisser porter par les intrigues de la ville ou en jouer... « *Passer du texte à l'hypertexte*, comme le dit Jean Clément³⁴ en référence à Michel de Certeau « *c'est comme quitter la terrasse du building qui surplombe la ville, abandonner la*

³⁴ Jean Clément. Du texte à l'hypertexte: vers une épistémologie de la discursivité hypertextuelle. Article paru dans BALPE J.-P., LELU A., SALEH I. (coords.). Hypertextes et hypermédias: Réalisations, Outils, Méthodes, Hermès, Paris, 1995.

<http://hypermedia.univ-paris8.fr/jean/articles/discursivite.htm>

vision panoptique pour passer sous les seuils où cesse la visibilité, passer d'un paysage panoramique au champ réduit d'un vison déambulatoire:

" La marche affirme, suspecte, hasarde, transgresse, etc., les trajectoires qu'elle "parle". Toutes les modalités y jouent, changeantes de pas en pas, et réparties dans des proportions, en des successions et avec des intensités qui varient selon les moments, les parcours, les marcheurs. Indéfinie diversité de ces opérations énonciatrices [de Certeau 1980³⁵, 183] "

Ces propos de Michel de Certeau cherchant à opposer la ville comme lieu, à l'espace urbain comme parcours, caractérisent à mes yeux la démarche intellectuelle de l'hypertexte. Transposant de Certeau, on peut dire que le parcours est à l'hypertexte

"ce que l'énonciation est à la langue ou aux énoncés proférés. Au niveau le plus élémentaire il a en effet une triple fonction "énonciative": c'est un procès d'appropriation du système topographique par l'utilisateur (de même que le locuteur s'approprie et assume la langue); c'est une réalisation spatiale du lieu (de même que l'acte de parole est une réalisation sonore de la langue); enfin il implique des relations entre des positions différenciées, c'est à dire des "contrats pragmatiques sous la forme de mouvements (de même que l'énonciation verbale est "allocution", "implante l'autre en face" du locuteur et met en jeu des contrats entre colocuteurs" [de Certeau³⁶ 1980, 180]

. Les dispositifs matériels dans lesquels elle s'incarne comportent certes presque toujours des outils de vue en plan, en graphe, en réseau, qui sont censés en favoriser la lisibilité. Mais ce qui se donne ainsi à lire n'est pas l'hypertexte. Ce n'en est que la représentation symbolique. Car l'hypertexte n'est pas à lire, il est à écrire. Le sens n'y est pas institué une fois pour toute. S'il s'agit de retrouver une information, les bases de données y pourvoient. S'il s'agit de suivre une argumentation, l'ordre du raisonnement induit la linéarité du propos. La spécificité de l'hypertexte est qu'il institue une énonciation piétonnière. On peut le parcourir avec un plan, suivre les indications de rues. Mais à chaque carrefour, c'est le piéton qui décide de la direction à prendre, du détour ou du raccourci. Et dans ce qui le fera tourner à droite ou à gauche, il y a toute l'alchimie qui s'établit entre les humeurs du promeneur et les ambiances de la ville. Le parcours de l'hypertexte est une dérive. » Car c'est bien la possibilité de cette déambulation qui à mon sens est en jeu dans cette période des années 90 et 2000.

³⁵ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, tome 1 : Arts de faire, tome 2 : Habiter, cuisiner, Gallimard, 1990. Cité par Jean Clément

³⁶ Op.cit.

Partie 2 - Le montage de la thèse

C'est donc dans l'élaboration d'une cartographie comme architecture de la thèse que je propose de formuler le questionnement problématique qui permettra de circuler dans les différents carrefours, dédales et lignes de fuite qu'ouvre une opération de décentrement. En croisant des mouvements de décentrement avec des intrigues, il s'agit d'élaborer une boussole pour déambuler dans les arcanes de ce qui se dessine in fine comme une cité où s'entrecroisent de multiples réseaux de signification dans un chaos ordonné de multiples manières qu'il appartient au lecteur de configurer en déambulant dans le texte et ses hypertextes.

Je propose ainsi trois mouvements articulés avec trois intrigues structurées selon des trames semblables rapportées aux terrains français, ex-yougoslave et roumain, avec un questionnement problématique qui n'a de commun aux hypertextes que sa formulation initiale.

En réalité, ce n'est pas très différent d'une forme classique de problématisation sur un ou des terrains homologues où une question problématique référée à un espace de connaissance scientifique se décline en axes de recherche et chantiers d'enquête. Ce qui m'amène à procéder de cette façon, c'est que les référentiels historiques, mémoriels, socioculturels et socio-juridiques et même scientifiques sont si différents que la formulation d'une problématique et d'axes de recherche englobant les terrains et leur historicité serait à peu près impossible à écrire en quelques pages sauf au prix de raccourcis conceptuels ou notionnels qui détruiraient l'intérêt d'un décentrement. J'ai donc beaucoup réfléchi au *montage*³⁷ que je pourrais adopter pour parvenir à éviter de m'en tenir à une addition de monographies discutées dans un texte dont le principal aurait été occupé à des opérations de traduction ou transpositions. L'enjeu n'est pas que formel en réalité. C'est en effet la question de l'hypertextualité européenne et plus généralement transnationale et transculturelle qui est en jeu. Comment raisonner européen et transnational sans être comparatif ou au contraire sans construire une dualité entre les catégories de l'enquête et les catégories de l'expérience ? Autrement dit comment penser européen ? Le cas de l'expérience des Roms en France et en Roumanie est un bon exemple des limites d'une lecture duale, bipolaire ou seulement

³⁷ J'assume le terme montage en raison du fait que s'il est pertinent, il aura au moins une propriété heuristique pour *naviguer* dans les terrains.

articulée par la mobilité. C'est la question que pose Nicolae Gheorghe figure intellectuelle d'un activisme rom fondateur de Rromani Criss évoqué plus haut, et dont nous discuterons à la fin du texte la visée utopique de dépassement des captures ethno-nationales précisément par un hypertexte réalisé dans le champ politique et du droit.

Chapitre 1 - Les trois mouvements du décentrement

Le premier mouvement propose une première articulation des épreuves du vivre ensemble selon différentes configurations du rapport [Citadinité, Citoyenneté, Nationalité], de l'espace public de la rue avec les Roms des squats et campements urbains, en passant par la ville et ses quartiers populaires et leurs populations héritières de l'immigration postcoloniale en France, puis par l'ex-Yougoslavie sous l'emprise des ethno-nationalismes et des politiques d'épuration ethnique qui façonnent les nouveaux Etats-nation, pour enfin s'ouvrir sur la situation roumaine en revenant sur la situation de la minorité Rrom comme en vis-à-vis du point de départ. Au contraire d'une approche comparative, c'est un chemin d'une montée en échelle de la problématique des rapports [Citadinité, Citoyenneté, Nationalité] comme problème européen trans-statal qui est proposé dans ce premier mouvement. Cette montée en échelle se fait ici en suivant autant que possible les formulations d'acteurs confrontés aux violences et aux contraintes engendrées par les limites d'une idéologisation performative de ce triptyque et engagés dans la lutte contre l'*ethnisation* du monde commun qu'entraîne la mise en programme des artefacts de l'Histoire portés par ce genre d'idéologie. Plutôt que de chercher à conclure par une théorisation unifiée ou un modèle, le mouvement de montée en échelle recherché dans le texte s'ouvre sur l'utopie d'une démocratie culturelle trans-statale en Europe. Ecrite comme une énigme par fragments dispersés dans de multiples traces écrites, orales, sous forme d'actions mémorables, par un acteur room, comme une invitation au dépassement et à la lutte contre toute forme d'Hégémonie fondée sur l'*ethnos*, à commencer par celle portée par des Rroms prétendant constituer la Nation rrome comme prophétie prétendument contenue dans l'*ethnos* profond de ce peuple.

Le second mouvement concerne les formes d'inscription spatiale de l'histoire et de la mémoire dans la double intrigue sociale et urbaine de la transformation de la ville comme métaphore de la Cité au carrefour de circulations mondialisées, humaines, matérielles et immatérielles, transrégionales, transnationales, transcontinentales. Ce ne sont pas les circulations en tant que telles qui sont considérées ici mais le fait que ce qu'elles transportent peut être recyclé, recomposé, hybridé, ou délaissé voir rejeté comme constituant de la définition des situations par les citoyens eux-mêmes, explicitement ou non, dans leur interprétation ou dans leur engagement dans la transformation au long cours de la ville et dans les relations qu'entretiennent entre eux les groupes sociaux qui la composent, et que dans ces

pratiques de recyclage, recomposition ou hybridation éventuelles, c'est d'abord l'expérience qui en est le filtre ou la trame d'inscription dans le champ pratique.

C'est ainsi que c'est dans le mouvement qui part du voisinage à la Cité considérée dans le rapport entre le politique et le social, entre la citoyenneté et la citoyenneté, que l'on s'attachera à considérer l'inscription spatiale de l'histoire au cœur même des pratiques de co-présence dans le voisinage comme dans l'espace du débat politique, et leur résurgence dans les dynamiques de modernisation, cela dans des configurations situées en France, dans l'ex-Yougoslavie et en Roumanie. Mais comme l'observe *Olivier Roy* ³⁸ *Chaque période définit une idée de la modernité. Les idées sur lesquelles est fondée notre approche de la modernité en ce moment sont celles de démocratie, de droits de l'homme, d'égalité hommes-femmes, de société libérale, etc. Pourquoi pas ? Mais dans les années 1950-1960, c'était la libération nationale, la lutte des classes, la révolution qui définissaient la modernité. Il faut donc être très prudent avec ce concept de modernité.* » J'ajouterai à cela que même cette prudence ne suffit sans doute pas à équiper le regard sociologique et qu'il faut à l'image de ce qu'on vient de dire à propos des groupes sociaux, prendre aussi en compte l'expérience différenciée des mondes ou aires sociopolitiques dont l'ouverture à la mondialisation ne s'inscrit pas dans le même trajet de l'histoire de la modernisation. En témoigne les malentendus ou désaccords à propos de la notion de transition postcommuniste dans les différentes régions européennes concernées comme à propos de la notion de développement ou de co-développement entre les sociétés européennes et les sociétés des continents anciennement colonisés. Il ne s'agit pas de postuler des décalages dans le niveau d'avancée vers une modernité supposée universelle, mais bien plutôt de considérer des trajectoires collectives différentes qui conduisent les populations, les sociétés et leurs institutions à appréhender différemment des phénomènes communs de la mondialisation actuelle marquée par ses supports technologiques ; en particulier les phénomènes suivants : 1 - la circulation des personnes, des biens matériels et immatériels (finance, culture et information en particulier). 2 - la modification du rapport entre espace et temps, 3 – la configuration des relations entre les centres de pouvoir économique et les centres de pouvoirs politiques territorialisés. Cependant, bien que différenciés, les parcours peuvent être aussi placés sous le signe de la dépendance ou s'inscrire dans une histoire commune continuée dans la séparation, comme dans le cas des rapports entre pays colonisateurs et pays colonisés.

³⁸ Marzouki, Nadia. « Modernisation, réformisme et réislamisation. Entretien avec Olivier Roy », *Mouvements*, vol. n° 36, no. 6, 2004, pp. 22-31.

A quelque niveau d'agrégation qu'on se situe, agrégation politique et agrégation culturelle étant toujours en rapport dialogique, ces problématiques de modernisation s'expriment d'abord comme traduction d'une réalité que nous partageons tous, celle d'être empêtrés dans nos histoires, individuellement et collectivement. Et c'est au regard de cette condition toujours là que ce deuxième mouvement appréhende les dynamiques de subjectivation collective d'acteurs engagés dans la lutte contre le fractionnement, le repli communautaire, le racisme et la discrimination, et la guerre contre l'Autre. Ils devront pour cela travailler les frontières intérieures et extérieures de leurs mondes, frontières héritées de l'histoire et hybridées dans la transformation de la Cité, ou érigées dans la confrontation et le fractionnement. Ils devront se confronter aux limites d'un *agir commun selon ses propres buts* pour penser le monde accueillant une pluralité de formes *d'habitat pour des pratiques collectives différenciées* en construisant le territoire de l'autre à venir, comme le migrant, le réfugié, l'ennemi d'hier enrôlé dans la guerre, et devront de ce fait penser leur action comme étant nécessairement exorbitante de la centralité des territoires des milieux dont ils ressortent.

Une telle construction se joue dans des pratiques d'engagement non seulement citadines et citoyennes mais dans la transformation des institutions du droit, de l'habitat, de l'économie et du politique. Ces pratiques interrogent inévitablement la pensée des utilités en redéfinissant les frontières entre ce qui relève des biens et de services distribués par le marché et la puissance publique, et ce qui relève de l'autoproduction et du partage. Où l'on verra que des milieux mobilisés contre l'exclusion de leurs marges - les exclus, les pauvres en raison de leur assignation à une origine - peuvent construire la Cité plurielle en inventant une certaine *organicité* de l'assistance en l'inscrivant dans les cadres publics qui ne les prévoyaient pas. Et que ces milieux mobilisés peuvent dans cette mesure contribuer à sortir les territoires concernés de leur statut d'*enclaves de l'histoire*, au double sens spatial et d'assignation identitaire à un moment de l'histoire. On verra ainsi comment la pratique d'une *économie des expédients* dans la cité, comme *politique populaire de l'assistance*, peut conjuguer citoyenneté et citoyenneté pour déplacer les termes de la partition entre d'un côté une solidarité mécanique déléguée à la société civile « *voiture balaie des scories de la société* » ou saisie par des logiques communautaires, et d'un autre côté une solidarité organique indifférente aux partitions socioculturelles dans la société, c'est à dire dont l'apparente universalité se paie au prix d'exclusions et de discriminations dans lesquelles « *si le facteur ethnique est bien réel, la question reste de savoir s'il est le motif ou un simple facteur aggravant ?* » comme l'interroge un militant associatif figure des luttes de l'immigration pour qui « *c'est sans doute la réponse facteur aggravant qui est la bonne* ».

Pour bien appréhender la portée transformatrice d'un mouvement qui part du voisinage pour se porter au niveau de la cité et prétendre infléchir les termes de son organicité, il faut revenir sur ce que recouvre cette notion d'un point de vue social et politique. Le bon voisinage comme « bonne pratique », pour reprendre les termes de l'*idéologie de la bienveillance* qui s'imisce aujourd'hui en substitut de la conscience politique des rapports de forces, en appelle à une norme de civilité qui peut se faire familiarité. Elle renvoie à un idéal de paix dans la diversité du proximal, aux ambiances de quartiers. Mais à n'y voir qu'une norme de bonne pratiques on risque bien d'oublier que les pratiques de voisinage forment avant tout un dispositif de contention du dissensus qui peut toujours survenir dans la coprésence qu'elle soit choisie, aléatoire ou résultant d'une affectation comme dans le logement social. La forme lissée et la liberté d'improvisation qui définit le voisinage dans les usages du quotidien ne dit cependant rien de l'ampleur des dissensus qu'il contient ni de la puissance des forces qu'ils pourraient libérer si ces cadres venaient à rompre. Et bien imprudent serait celui qui voudrait prévoir à l'endroit de qui ou de quoi et par quels moyens s'exerceraient ces forces.

C'est l'un des éclairages puissants qu'apporte le décentrement sur d'autres configurations sociohistoriques (ici l'ex-Yougoslavie et la Roumanie) où les mêmes enjeux de contention des dissensus du vivre ensemble s'inscrivent dans d'autres lignées de signification des usages. Le processus historique par lequel la citoyenneté de plein droit se confond avec la nationalité en France apparaît en effet comme une exception au regard des formes de constitution des états-nations européens, dans les Balkans en particulier où le concept de nation prend d'autres significations. Ainsi l'ex-Yougoslavie apparaît-elle comme un type particulier de configuration étatique où la nationalité, définie par la notion de *peuples constitutifs* associés par l'histoire à une tradition religieuse spatialisée et non pas à la langue, ne se confondait pas avec la citoyenneté. De sorte que la citadinité et les usages du voisinage construits dans les partitions et les emboitements réciproques majorité/minorité des populations de *nationalités* différentes se sont trouvés au cœur de la conflictualité extrême qui a marqué la constitution des Etats-Nation post-Yougoslaves et postcommuniste. Ainsi encore, la Roumanie, qui relève d'un autre type de configuration où sa constitution comme Etat-nation s'est faite sur une base ethno-nationale majoritaire introduisant de-facto comme problème politique, le problème des minorités ethniques, romes en particulier, ou « nationales » dans ce cas en référence à la langue et/ou la religion d'Etats voisins ou de *peuples* dispersés (minorités magyares...³⁹) .

³⁹ En 2001, la Municipalité de la ville de Cluj en Transylvanie roumaine, dénombraient 17 « nationalités » représentées dans la ville (document d'information touristique).

Cela même si, dans le cas roumain, durant une première phase de la période communiste, il a pu exister avec les populations roms, une tentative de réduire ce problème au non d'une solidarité de classe avec les minorités opprimées au risque d'instituer une politique assimilationniste, qui n'a cependant jamais pu s'accomplir que comme simulacre idéologique performatif en se doublant d'un régime de concession⁴⁰.

On découvre par le décentrement que ce sont précisément ces cadres de contention bien plus que les institutions locales qui contiennent toute la puissance des tensions qui opposent les voisins de peuples différents qu'un rapport de domination a assigné à la coprésence à une époque révolue, même si en dernier recours c'est l'Etat qui est le référent de leur pérennité et dont ressort la violence libérée. Et que les rapports de voisinage codifiés soient célébrés comme une institution du commun - comme c'était le cas dans toute l'ex-fédération yougoslave - n'y change rien (Voir section III). On découvre alors que les usages du voisinage ne peuvent se réduire à des normes idéalisées fussent-elles négociées, mais qu'il s'agit avant tout de mémoires collectives qui peuvent être *cadennassées* durant un certain temps pour permettre le vivre ensemble. Et qu'il n'est pas du tout sûr que l'institution de ces cadres dans le long terme atténue la force des dissensus qu'ils contiennent. L'hybridation des termes du dissensus n'est pas donnée d'emblée par le temps ni même par le renouvellement générationnel. C'est l'un des enjeux clés de toute dynamique de transformation sociale et urbaine, et de la façon dont elle s'opère. C'est aussi là que l'on peut prendre la mesure du fait que la petite histoire de l'en-soi du voisinage dans la récurrence et la contention formelle des conflits par la civilité peut finir par faire la grande histoire lorsque les cadres craquent, comme ce peut-être le cas lors de certains conflits urbains. Et s'il est une compétence ordinaire spécifique des *gens de la rue*, c'est de savoir reconnaître cela dès le premier regard qu'ils portent sur les moments et les lieux de la ville. Non pas qu'ils soient nécessairement ciblés à priori, mais plutôt que la solidarité de certains voisins peut déclencher une hostilité de la part des autres dont ils seront au final les victimes expiatoires.

Le troisième mouvement est celui qui va du corps au sujet ou dit autrement ici, le mouvement qui va de la corporéité de l'expérience de l'altérité à l'affirmation du sujet dans le monde commun.

⁴⁰ Nicolae Gheorghe, « L'ethnicité des Tsiganes Roma et le processus de transition en Europe de l'Est », *Etudes Tsiganes* 2012/2 (n° 50), p. 130-139. DOI 10.3917/tsig.050.0130

Le texte publié en 2012 est la traduction d'un extrait du texte d'une intervention de Nicolae Gheorghe lors d'une conférence tenue aux Etats Unis en 1990.

J'entends par corporéité l'expérience du corps comme expérience de soi et de la découverte de l'autre en soi jusqu'à la corporéité comme accomplissement pour « faire corps » en participant au-delà de soi même à un commun dont la signification politique ou spirituelle n'est pas pur concept détaché de la pratique du corps à corps : dans le voisinage ou la rue où la mise à distance symbolique est toujours autant respect qu'auto-protection ou que communication avec ce que cet acte suppose comme attente de l'autre en soi, en son corps même ; le corps comme objet du respect de l'autre différent où s'exposer c'est toujours se placer sous le regard de l'autre en comptant sur lui pour reconnaître sa singularité, dans les rapports de genre comme dans le corps à corps de la manifestation où se compter c'est se conter sous le regard des autres ; ou comme à propos de la prière collective, qu'on la pratique soi-même ou qu'on n'admette pas que ceux qui lui accordent une signification spirituelle ne puisse pas la pratiquer ; ou encore le corps comme transposition de la représentation effective d'un lien entre tous à une organisation, comme le corps enseignant... et plus généralement pour toute ritualité qui toujours requiert la disposition du corps à une configuration sensée. C'est donc d'une corporéité empathique qu'il s'agit ici comme source d'une action sensée individuelle ou collective dans le rapport aux autres proches et/ou aux autres inconnus ou lointains.

In fine le terme du mouvement débouche sur la question des circonstances et des contextes. Où l'on discutera les circonstances comme éveil de la possibilité de l'autre en soi déjà là, c'est-à-dire de l'éveil de l'ipséité, dans le surgissement d'une vision d'une coexistence effective ou le devenir de l'autre devient la condition de son propre devenir comme sortie ou dehors de l'en-soi, et dont l'amour est certainement la figure originale. Tandis que le contexte serait plutôt de l'ordre du registre de la stratégie, ce qui suppose de le configurer comme cadre d'action. Un tel travail de configuration nécessite de s'engager dans un cycle de déterritorialisation - reterritorialisation, lequel est aussi toujours la voie d'une possible transfiguration du sujet en action.

Mais ce mouvement est peut-être aussi le plus problématique des trois mouvements par lesquels on entreprend ici le décentrement.

Un premier aspect problématique résulte de l'ambiguïté dont le terme corporéité est chargé, non pas dans sa définition comme « corps que l'on a », qui renvoie à une construction sociale, mais par ce de quoi il se distingue couramment dans l'éthique : la corporalité « comme corps

que l'on est »⁴¹. Or cette opposition pourrait selon la manière dont « le corps que l'on est » est socialement ou idéologiquement construit, laisser de côté la possibilité d'un *mode d'existence propre* ou d'une expressivité propre du corps comme lieu du *désir*, qui serait le propre du *corps intensif* selon Deleuze et Guattari⁴², corps sans organe dans le corps organique et agissant sur lui, véritable lieu de l'altérité en raison du fait qu'il est l'expression dans le corps organique de forces *du Dehors, chaotiques, anorganiques, échappant à l'expérience vécue*, de sorte que « *Les corps intensifs entrent dans des processus de subjectivation d'une complexité variable auxquels est associée une éthique particulière qui leur est immanente* »⁴³.

Dans le *mouvement du corps au sujet dans la corporéité de l'expérience de l'altérité* qui nous nous préoccupe ici, c'est donc au-delà de ce qu'on a dit ci-avant, là encore une question d'intrication d'intrigues. D'une part l'intrigue de l'émancipation par rapport à son milieu environnant dont l'enjeu est toujours aussi en partie la libération des rapports au corps intensif par l'aménagement de nouveaux espaces de pratiques. Et d'autre part l'intrigue des rapports d'altérité collective socialement construits dans la société (minorité/majorité, rapports interculturels...) dans lesquels s'exprime aussi l'ambiguïté d'une normativité de l'émancipation des pratiques du corps intensif. C'est par exemple le problème d'une idéologisation du féminisme laïc énoncé comme seule voie possible d'émancipation sociale du corps intensif des femmes. Et qui dès lors fait du contrôle des tentatives entreprises par des groupes socioculturels de trouver des cadres, voir des « habitats » de pratique du corps

⁴¹ de Hennezel, Marie. « Corporéité et corporalité », Les représentations du corps vieux. Sous la direction de Bloch Danièle, Heilbrunn Benoît, Le Gouès Gérard. Presses Universitaires de France, 2008, pp. 91-96.

⁴² Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, Editions de Minuit. 1980.

⁴³ Beaulieu, Alain. « L'expérience deleuzienne du corps », *Revue internationale de philosophie*, vol. 222, no. 4, 2002, pp. 511-522.

« Deleuze refuse l'idée des phénoménologues d'une « coïncidence idéale » entre le corps et le monde noués dans la chair ([2](2)DELEUZE, *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Paris, Minuit, 1991,...). Aux yeux de Deleuze, la chair ou le corps vivant des phénoménologues est non seulement un moyen idéal d'harmoniser de manière illégitime le corps et le monde, mais elle constitue aussi un ultime moyen visant à récupérer la transcendance ([3](3)*Ibid.*, p. 48.). Ce qui compte pour Deleuze c'est de rendre compte des forces d'une vie anorganique provenant d'un Dehors qui traversent le corps en échappant à l'expérience vécue. Du point de vue de la phénoménologie, le flux des vécus n'est jamais invivable tout simplement parce que, préorienté, il trouve automatiquement sa cohérence dans le monde. Mais la référence au vécu demeure pour Deleuze impropre à penser le corps qui est ainsi ramené à une expérience ordonnée ou strictement éprouvée sans jamais intégrer la part de non intelligible induite par les forces. La chair (*Leib*) pensée par les phénoménologues en tant qu'elle est inséparable de la vie (*Leben*) et de l'expérience vécue (*Erlebnis*) demeure donc incapable de supporter la vie anorganique des forces, cette vie trop grande pour que l'homme puisse l'embrasser sans heurts. La chair demeure impuissante à rendre compte du caractère chaotique des forces qui traversent le corps en le désorganisant. Le corps n'est pas idéalement connecté avec l'extérieur puisque le désir avec lequel il se confond fonctionne toujours comme une machine susceptible de se détraquer à tout moment ([4](4)DELEUZE et GUATTARI, *L'Anti-Oedipe*, Paris, Minuit, 1972,...). La travail des forces ne laissent en somme jamais le corps indemne. »

intensif formulés en d'autres termes, une croisade défensive contre des entreprises qualifiées de communautaristes, rétrogrades... au risque de basculer dans une forme de politique de contrôle du désir⁴⁴. Mais c'est bien aussi l'emprise de cadres communautaires ou religieux sur l'intériorisation des limites du champ pratique du corps intensif.

Le second aspect problématique concerne le rapport à la corporéité dans la violence collective exercée sur autrui, qui renvoie d'une manière ou d'une autre, à une chosification de l'autre, qui est le passage obligé de la déresponsabilisation morale de l'acte de tuer ou de soumettre autrui, que ce processus de chosification procède d'un dispositif institutionnel d'incorporation comme l'armée, le corps de défense, la milice qui non seulement métabolise le corps dans un collectif ennemi comme entité non humaine, mais assume la responsabilité au nom d'un rapport d'autorité supérieure, ou encore le justifie par l'idéologisation des motifs du combat, idéologisation nationale, raciale, etc.. qui sont en soi des procédés de chosification.⁴⁵

Le caractère problématique de la corporéité s'exprime de manière concrète dans l'enquête dont ce n'est pas l'objet mais dont il est impossible de ne pas tenir compte tant cette dimension participe de la définition de la situation dans de nombreux cas que nous rencontrerons. C'est là encore sur l'hypertextualité du texte qu'il faudra compter car je n'ai abordé ces questions que lorsqu'elles ont été formulées explicitement dans la définition que font les acteurs de la situation dans laquelle ils agissent.

⁴⁴ Ou dans un autre registre le fantasme dégradant qui attribue aux Musulmans « la pratique courante de la sodomie de leurs femmes ». Le propos va au-delà d'un simple cliché raciste lorsqu'il est formulé par un personne responsable d'une institution comme dans le cas qui m'a été rapporté par une étudiante infirmière en 2003, à l'issue d'une visite organisée par son école au centre PMI de Vaulx en Velin où lors de la présentations des problèmes rencontrés par le centre, la médecin responsable de la PMI a insisté sur « le très grand nombre de cas de femmes maghrébines sodomisées par leurs maris qui viennent se faire soigner dans la honte » (propos rapporté).

⁴⁵ Cela même dans la ritualisation par laquelle le *combattant* attribue des honneurs à celui qu'il a tué ou soumis, car in fine une telle ritualisation consiste toujours à extraire hors de l'autre la valeur comme objet, la valeur et l'autre étant dès lors tous deux chosifiés.

Dans tous les comptes rendu ou récits de guerre que j'ai pu lire, la culpabilité des combattent porte plus souvent sur la valeur des relations ou la position plutôt que sur l'humanité du sujet : j'ai participé à détruire une culture qui avait de la valeur, j'ai transgressé les usages du voisinage, ou sur de considération d'échelle morale ou sociale de valeur du sujet « j'ai tué un enfant » et de la même manière pour une femme.

Chapitre 2 - La possibilité d'un cosmopolitisme en question

A la croisée de ces trois mouvements, c'est à possibilité d'un cosmopolitisme populaire qui est en question, c'est à dire d'un cosmopolitisme qui ne soit pas décroché de l'expérience des mondes qu'il articule (Il me semble que ce qui se discute ici comme problème situé à une échelle locale ou nationale peut se transposer au niveau transnational et que c'est bien, à mon sens, l'une des indications que l'on peut retenir de l'expérience problématique de la migration transnationale européenne des Roms). Cette condition d'accroche populaire d'un cosmopolitisme ne repose pas sur les seuls acteurs engagés dans l'aménagement d'un *habitat pour des pratiques cosmopolites* mais bien aussi sur la façon dont la société toute entière participe d'un cosmopolitisme du quotidien, ce qui suppose d'admettre la pluralité des pratiques dans un monde commun et la *possibilité* de cycles de déterritorialisation et de reterritorialisation de l'action collective des acteurs engagés. Car de tels cycles sont toujours à l'origine de la capacité des acteurs à transformer les lignes de fuite apparues dans certaines circonstances et dans lesquels ils s'engagent, en *réseau de significations* intelligible dans la société devant laquelle ils peuvent alors *justifier*⁴⁶ dans les maisons communes, la raison stratégique par laquelle ils tentent de façonner leur contexte d'action. Ce dont il s'agit ici est de distinguer deux dimensions des formes de mobilisation sociale des acteurs dont les buts sont de changer les termes des rapports sociaux et non pas seulement d'obtenir des gains mesurables en termes de droits et de subsides. La question n'est pas seulement de prendre pied, ou plutôt de prendre figure dans les Arènes du débat public comme cela a pu être le cas en France pour la *Génération Beur* au début des années 80. C'est aussi celle d'assurer le retour de l'acteur dans son monde non pas comme le fils prodigue dans une communauté qui ne perçoit pas sa transfiguration et continue de voir le même en lui, mais dans une communauté transformée dans la reconfiguration qu'elle opère pour admettre la transfiguration de l'acteur comme sienne. Une telle transformation est-elle possible sans le concours des autres dans la société ? Ce dont il s'agit ici est de saisir le difficile chemin d'une action militante qui en travaillant sur la reconnaissance au regard la société tout entière des droits et de l'histoire de son milieu comme une histoire commune, travaille à sa transformation en rendant ses frontières poreuses et en élargissant les limites des pratiques qu'il admet *en son milieu* et non pas seulement à ses marges ; tout autant qu'elle invite les

⁴⁶ Luc Boltanski, Laurent Thévenot. De la justification. Les économies de la grandeur. Collection NRF Essais, Gallimard, 1991

autres milieux à la même anamnèse. J'emploie ce terme anamnèse car il s'agit bien d'une affaire de mémoire, au double sens d'une mémoire inscrite dans les pratiques de l'ordinaire comme héritage de significations, et d'une mémoire travaillée par l'épreuve, l'expérience, du vivre ensemble. C'est précisément sur cette réciprocité que bute l'entreprise et que s'accroît le gap entre l'acteur et la société alentour qui continue de le regarder comme il était à l'*origine* quand bien même il s'est transformé et que son monde a fait siennes ses transformations. C'est ici la question de la transitivity (au sens de transiter par delà les frontières) autant que de la transitionnalité (passage d'un état à un autre, ou d'une configuration à une autre, ou d'une transfiguration) qu'introduisent de nouvelles pratiques dans la société. Du côté du milieu d'où s'émancipe l'acteur, transitionnalité et transitivity seraient les deux propriétés de pratiques par lesquelles le sujet collectif (une génération, un groupe social, un milieu...) travaille sa transfiguration sur le parcours de la Mimésis de Ricoeur comme l'a montré Ahmed Boubeker en construisant la notion de *communauté d'expérience* comme notion qui renvoie à une histoire travaillée dans le rapport aux autres, plutôt que de faire usage de la notion de communauté qui n'a pas de consistance sociologique ni anthropologique dans l'expérience de l'immigration maghrébine en France. Ce que je propose ici pour incorporer les énoncés du travail d'Ahmed Boubeker dans mon langage et mes instruments d'enquête est de considérer que dans le double jeu de la transitivity et de la transitionnalité se joue tout autant la consolidation que la transformation sociale de la communauté d'expérience, le travail de consolidation opérant l'incorporation du nouveau à la fois de l'acteur émergent comme il incorpore l'expérience des personnes dont le parcours dans la précarité décroche, ou encore l'expérience des autres *au voisinage* du milieu, procédant ainsi à l'actualisation de la mémoire et du pâtre commun, et par là à la mise à jour des structures pré-narratives à partir desquelles peuvent s'engager de nouveaux parcours de Mimesis. Et ainsi de suite.

La question de la réciprocité des mondes alentour reste ouverte, mais on comprend là que l'enjeu de la reconnaissance d'une histoire commune n'est pas qu'une affaire de passé mais bien aussi de pratiques actuelles tant au plan institutionnel qu'au plan des relations sociales. N'est-ce pas précisément dans cette articulation de la frontière des mondes que se situent les conditions de possibilité d'un cosmopolitisme populaire ? Ainsi le travail entrepris dans les *arènes du débat public* par les acteurs émergents des communautés d'expérience prend-il une importance cruciale. Cette importance ne tient pas seulement à la reconnaissance qu'il y acquiert au regard de sa communauté d'expérience (c'est cependant une des voies par lesquelles la figure de l'acteur fait retour dans son monde, bien que cela puisse être un piège comme dans le cas des *Beurs* dont la figure capture toute autre tentative de transfiguration).

L'importance de l'entrée des acteurs dans les arènes du débat public tient au fait que la réponse qui lui est faite au plan institutionnel comme dans la société s'évalue autant en termes d'inimitié⁴⁷/amitié qu'en termes d'inclusion/exclusion dans les droits. Et s'il est une attente quand au rôle des institutions c'est bien à ce niveau d'articulation qu'elle se situe.⁴⁸

Dans les rapports de force en jeu dans un conflit comme celui de l'ex-Yougoslavie, on pourrait se dire en première lecture que ce questionnement ne tient pas, en raison des fractures établies dans le conflit qui tiennent les populations marquées par leur nationalité dans l'obligation de réserve au risque de réenclencher logiques de confrontation. C'est sans doute en partie vrai, mais la coprésence même sous tension cherche toujours les modalités de contention des dissensus et c'est précisément là que les gens du bord engagés dans la consolidation de leur monde par sa transformation jouent un rôle au moins sur deux niveaux d'échelle : le niveau des cadres locaux du vivre ensemble et de la citoyenneté, et le niveau institutionnel au sens des institutions politiques et du droit. En ce sens on verra que comme les mouvements des jeunes générations d'héritiers de l'immigration en France, il devront opérer des cycles de déterritorialisation et de reterritorialisation pour construire le contexte de leur d'action en ouvrant de cette façon de voies de transformation de leur monde en mobilisant des forces et la protection d'institutions supra-statale en même temps qu'ils accompagnent l'émergence d'opinions fondées sur la valorisation de pratiques concrètes en les *connectant* à des réseaux de ressources matérielles et immatérielles. C'est précisément l'enjeu d'un aménagement d'*habitats des pratiques* dans la société. Les réseaux d'acteurs transnationaux qui se sont construits pas à pas dans l'après-guerre en ex-Yougoslavie en réunissant les forces de ceux qui s'y sont opposés ont précisément cette ambition. Comme le courant activiste rom des droits civiques en Roumanie. La question est donc de savoir comment ils forment les problèmes ? Quelles modalités de déploiement de ce « programme » ils adoptent ou peuvent adopter dans un contexte hostile à la pluralité et où les cadres de légitimité et d'intelligibilité collective sont à réinventer pour dépasser les mémoires traumatiques et contourner les politiques ethno-nationalistes ou les mettre en défaut ?

⁴⁷ Achille Mbembe, *Politiques de l'inimitié*, Paris, La Découverte, 2016, 181 p.

⁴⁸ Le silence des institutions devant la profusion de discours sur la théorie du grand remplacement est symptomatique d'un désengagement public qui avec la récurrence finit par valoir politique d'inimitié. Ce qui pourrait être attendu de la part des institutions dans ce cas n'est pas d'interdire la formulation de cette théorie fantasmatique – chacun est libre de dire ce qu'il veut et en l'occurrence dans le domaine de l'immigration, personne ne s'en prive - mais d'affirmer la communauté de destin des français de toutes origines par toutes les façons concrètes que permet d'exercice d'être français.

Partie 3 - Intrigues et terrains

Les trois mouvements précédemment décrits s'articulent dans une tentative de dérouler la thèse en trois intrigues en France, en Ex Yougoslavie et en Roumanie à un moment de l'Histoire où une *onde* de mondialisation vient déstabiliser les sociétés et leurs institutions.

Chapitre 1 - Préliminaire : l'inconnu familial figure des espaces intermédiaires

Cependant si j'ai choisi, avant d'entrer dans les intrigues elles-mêmes, de commencer le déroulement de cette thèse par une *préliminaire* portant sur l'étude d'*espaces intermédiaires de voisinage*, c'est en raison du fait qu'en arrière plan des terrains dans lesquels se déroulent les intrigues, les cadres sociaux ordinaires de contention des dissensus du vivre ensemble apparaissent comme un enjeu décisif des confrontations entre groupes sociaux ou entre un ou des groupes sociaux et les institutions et les pouvoirs publics. C'est toujours le voisinage et ses espaces intermédiaires de coprésence ordinaire des corps, des langues et du regard, entre espace public et espace privé, qui sont les premiers mis à l'épreuve des confrontations, en raison du fait qu'il s'y construit au long cours des usages de la coprésence dans l'altérité et que c'est, à mon sens, au regard de ces usages construits qu'on peut saisir la portée sociale et politique non seulement des solidarités qui s'y expriment mais aussi celle des mésusages. Car si cette construction des usages de la coprésence comprend toujours une part d'improvisation et d'invention collective qui leur donne leur spécificité locale ou résidentielle, elle est toujours aussi une contribution constituante de l'espace public avec lequel ces espaces intermédiaires se confondent sur ses marges.

De sorte que si les normes d'usage dans l'espace public sont l'horizon du commun du voisinage, les pratiques de voisinage façonnent elles aussi la figure anonyme du passant considérable, figure anonyme de l'étranger dans l'espace public comme un autre sur lequel on compte comme contributeur à la paix des usages, sans autre exigence de réciprocité que celles sur lesquelles reposent les civilités ordinaires dont les épreuves du voisinage sont les épreuves élémentaires et ultimes à la fois. Car le voisinage est aussi le lieu d'une délibération continue entre ce qui relève de la simple civilité et celle de l'engagement commun ou contradictoire dans la préservation voire dans la construction d'un rapport à l'environnement. Or les mutations et les conflits qui se déroulent dans l'environnement peuvent menacer les conditions de félicité du vivre ensemble dans la proximité. Et les tensions dans ou avec l'environnement peuvent alors prendre la forme d'une *cause commune* et renforcer la cohésion, par exemple dans des formes de mobilisation locales ou de solidarité de proximité, ou au contraire, aux limites de l'expérience commune, dans le voisinage même ou dans l'espace public, détruire les cadres de contention des dissensus propres au régime de voisinage.

Dès lors il me semble qu'il faut comprendre les pratiques de voisinage, les pratiques d'entraide, de solidarité de proximité, les relations avec l'intrus, et les formes d'anonymat familial qui s'élaborent dans les espaces confinés du voisinage immédiat où dans l'espace public de proximité, non seulement dans leur rapport à l'espace public de la rue mais aussi dans leur rapport à l'espace public en général. Car, dans ces espaces intermédiaires qui apparaissent dès lors comme des *lieux-moment*⁴⁹ d'une expérience du vivre ensemble, les pratiques de voisinage participent de la constitution du *plus grand cercle des effectifs de la communauté instituante* dont parle Simmel dans son ouvrage *Le pauvre*⁵⁰. Pour une part, même si elles se réfèrent toujours à l'espace public, ou plutôt justement par ce qu'elles s'y réfèrent toujours, du fait même que s'y travaille l'élargissement ou au contraire le fractionnement du *plus grand cercle des effectifs de la communauté instituante*, l'étude socio-anthropologique des épreuves du voisinage apparaît aussi indispensable à l'intelligibilité des enjeux politiques et sociaux du vivre ensemble qu'une analyse des discours politiques, de la scène médiatique ou des rapports entre citoyens, groupes sociaux, pouvoirs politiques et institutions.

⁴⁹ Par lieux-moment j'entends des lieux où s'intriquent les histoires de différentes populations, *donnant lieu* à des pratiques qui changent la configuration des rapports de voisinage et qui dans une certaine mesure installent des *régimes de coprésence* et de relations de voisinages. J'utiliserai ce terme à plusieurs reprises dans la suite de ce travail, notamment dans la partie qui se déroule dans les Balkans.

On peut les considérer dans le mouvement de leur constitution par les pratiques d'ajustement des rapports de coprésence entre des populations que les statuts et les attachements ou les représentations réciproques peuvent opposer.

Mais on peut aussi les considérer comme étant déjà là, c'est-à-dire sous l'angle d'un régime de pratiques déjà existant en ces lieux. Le régime de pratiques est alors la signature reconnaissable des lieux. Les lieux-moments ont alors les propriétés d'une configuration déjà là.

Mais en tant que configuration ils peuvent apparaître comme un possible par l'existence déjà là des principaux constituants de la configuration.

Les gens de la rue, qu'il s'agisse des Roms ou d'autres populations de la rue, privées des supports sociaux sur lesquels reposent les modes d'existence courants, savent bien reconnaître ces configurations hospitalières ou hostiles dans les villes.

Un lieu-moment est toujours référé à une expérience de l'inscription dans l'espace, dans la ville comme dans les mondes ruraux, de régime de coprésence admettant des formes d'altérité spécifiques.

J'ai utilisé le **terme moment** non seulement comme marque du temps, mais aussi au sens physique comme *moment des forces* qui concourent à la stabilité des lieux, à leur cinétique et par conséquent à leur disponibilité à la perturbation, et qui signifie aussi la puissance de destruction que peut libérer la déstabilisation des régimes de pratiques qui les caractérisent. On verra que dans les pays de l'ex Yougoslavie, certains territoires aux marges des anciens empires, les krajinas en particulier, ont été peuplés par des minorités et que ce sont élaborées des pratiques de voisinage ritualisées permettant de contenir les dissensus entre majoritaires et minoritaires. La déstabilisation plus ou moins intentionnelle de ces cadres dans la formation des Etats-nation dans les années 90 a entraîné la libération de forces antagonistes d'une puissance incommensurable.

⁵⁰ Georg Simmel. *Le Pauvre*. Editions Poche. 2009, 92 p.

Leur importance tient au fait que s’y travaille sur le plan des relations espace public-espace privé, la transposition des tensions et ajustements entre le travail social de la communauté du plus grand cercle des effectifs, communauté fondatrice de la Cité incluant l’étranger vivant là, et le travail politique de la communauté des citoyens. C’est-à-dire la tension entre citoyenneté et citadinité, cette dernière étant entendue ici comme participation à la Cité dont la ville est à la fois une métaphore et une épreuve dans la réalité vécue. Travail de la citadinité et travail de la citoyenneté renvoient alors respectivement au pouvoir instituant du social et au pouvoir instituant du politique, toujours en tension, dans un rapport ordinairement dialectique et jurisprudentiel mais qui peut aussi prendre une forme conflictuelle aux limites spatio-temporelles des *lieux moments*.

Je présente dans cette partie liminaire, la synthèse d’une étude des espaces intermédiaires dans le quotidien d’une rue de Villeurbanne à Lyon entre faubourg et nouveau centre ville où se fréquentent dans la rue comme dans les immeubles des ménages de multiples cultures, juifs sépharades, immigrés maghrébins, italiens, portugais, héritiers de familles d’artisans et nouveaux venus dans des lofts en pied l’immeuble en lieu et place d’anciens ateliers. C’est le quotidiens des relations et des ambiances dans ce morceau de ville que j’explore ici par une approche ethnographique des espaces, de leurs petites intrigues, du travail de figuration par lesquels le petit monde de la rue Kahn construit la figure de l’*inconnu familier*, véritable habitant des lieux.

Par ce préliminaire, c’est une sorte de grammaire des relations de voisinage qu’il s’agit de mettre à jour et qui constituera un trame implicite des langage des corps et des interactions dans les espaces liminaires de la rue où se pratiquent les activités de mendicité, de chalandise, d’entraide ou de repli des gens de la rue que sont les arrivants Rroms des squats et des campements urbains sous le regard du citadin. Car on peut lire l’engagement du citadin dans une économie des expédients dans l’espace public de la rue comme une extension ou un débordement du voisinage vers l’espace public.

Chapitre 2 - En France

La ville des Roms à vue d'œil et l'économie des expédients

L'installation d'un groupe de Roms dans un campement aux abords du fleuve et d'autres dans des voitures sur les parkings qui bordent le quai d'Herbouville à Lyon, vient troubler les routines du voisinage dans le quartier et suscite à la fois plaintes et solidarité discrète. Alors que l'hiver se fait dur, on suit le mouvement d'une initiative spontanée de voisins soucieux d'aider les gens du campement en manque de bois de récupération pour le chauffage dans cette période en raison du nettoyage des chantiers aux abords du centre ville à l'approche de la fête de lumières, évènement phare de la ville et qui amènent en son centre plusieurs centaines de milliers de personnes. Des épisodes de fuite des ménages hors du campement pour se rendre dans les gymnases du plan Grand froid au démantèlement répété du campement par les forces de l'ordre, la course à l'hébergement d'urgence, les tourments de l'hiver, les crues du fleuve, les tensions avec le voisinage et les familiarité discrètes se confondent dans la météorologie tourmentée et imprévisible qui règne sur l'existence des populations. Mais l'expérience de livraison du bois révèle des figures reconnaissables et les gens du camp identifiables à grand trait dans le voisinage deviennent reconnaissables lorsqu'on les croise dans la rue. C'est ainsi qu'on peut suivre la greffe du campement dans les multiples interstices ou espaces intermédiaires que la ville dense engendre dans un chaos ordonné et où se connectent de multiples réseaux d'une *économie des expédients* dans laquelle les voisins peuvent prendre part. Mais c'est aussi la topologie de l'hospitalité et de l'inimitié dans la ville qui se dessine dans l'itinérance urbaine continue qui définit l'existence quotidienne des populations des campements et des squats entièrement attachés à leur survie dans la récurrence de l'insulte et du mépris comme de la répression, dans la récurrence du malentendu mais aussi de relations parfois fécondes avec les multiples voisins, associations ou groupes en maraudes et réseaux militants qui se proposent de les aider. Qu'est-ce que c'est qu'un campement, et quel est son devenir urbain ? Quelle est donc la politique de l'Etat qui en même temps qu'elle protège (plan froid, dispositif d'urgence, ...) brutalise et rejette continuellement à la rue ou hors des frontières de nouveaux citoyens européens déclarés indésirables par un discours public ouvertement raciste formulé par le plus haut niveau de l'Etat ? Comment ne pas lire comme une action collective sensée le combat des Roms exposés au regard de tous, entre endurement et affirmation d'une dignité qui ne peut s'exprimer que par le langage du corps à défaut de maîtrise de la langue et de porte

parole ? Peut-on lire leur manière de résister dans la ville comme procédant d'une action sensée par une herméneutique du sujet inspirée de Ricoeur ?

Un incident urbain auquel j'ai été mêlé m'a conduit à nouer des relations avec une jeune femme rrom et sa famille. Cette partie rend compte du parcours quotidien du combat pour la vie dans les bords de la société et des institutions.

Au cours de ce parcours la famille trouvera le secours de militants de quartiers populaires eux-mêmes engagés dans une forme inventive de solidarité dans les vortex de la précarité et de l'exclusion et dans les aires du repli dans les quartiers ou dans l'*indifférence scrutatrice* de l'espace public les grandes cités. Alors que la famille cherche un refuge après un attentat au cocktail molotov sur son squat, la mobilisation par les militants d'un groupe d'habitant d'un quartier de Villeurbanne pour ouvrir un squat dans leur propre monde, révèle que par ces pratiques d'économie des expédients non seulement ils travaillent à la consolidation de leur propre milieu mais aussi à son ouverture au-delà des frontières de l'entre-soi, pour faire face aux forces conjuguées de concentration et de dispersion, de repli et de transformation sociale, qui s'exercent à la fois sur et par le milieu. Ces militants qui ont porté secours aux Rroms sont des figures de la génération des héritiers de l'immigration maghrébine qui à la suite des acteurs associatifs des années 80 ont renouvelé les luttes de l'immigration pour les droits et la reconnaissance.

Intrigues de la ville et de la transformation sociale des communautés d'expérience de l'immigration.

Dès lors, les intrigues conjuguées des parcours d'acteurs et de la ville se déplacent sur le sujet de la relation entre les pratiques d'engagement des générations des années 80 et 90 et les dynamiques de transformation sociale de l'immigration⁵¹.

Pour cela, J'ai poursuivi deux approches, synchronique et diachronique, en tentant de dépasser la limite d'une telle approche - synchronicité et diachronicité d'une transformation ne sont jamais complètement dissociables – en conjuguant dans différents champs chargés d'enjeux dans cette période (culturel, socioéducatif, politique, urbain) les différents analyseurs des transformations sociales que sont les rapports générationnels, intergénérationnels et de genre.

⁵¹ Principalement maghrébine et surtout d'origine algérienne pour ce qui concerne mes terrains dans la banlieue lyonnaise

Approche synchronique

A partir du suivi de l'action d'un réseau militant de la banlieue, en soutien à la famille rrome, l'enquête remonte à leurs pratiques militantes de solidarité directe reposant sur des relations de proximité et en lien avec leur stratégie de défense des droits des migrants, des chibanis.a.s en particulier. Je me suis attaché à la contribution de ces deux registres d'engagement intriqués à une dynamique de *consolidation* des milieux de l'immigration dans les quartiers de banlieue lyonnaise et notamment au potentiel d'ouverture de ces pratiques de solidarité et d'entraide à d'autres publics, notamment les pauvres, les Rroms ou les sans papier de toutes origines. J'ai tenté de recomposer l'architecture des différentes ramifications du réseau mobilisées pour assurer le succès de la campagne « justice et dignité pour les chibani-a-s » qui s'est déroulée de 2006 à 2014. Cette campagne a relié les plus haut niveaux de l'Etat, des réseaux diplomatiques, des fonctionnaires, des responsables de foyers, des groupes de quartiers de différentes générations, des structures relais dans la ville, des interlocuteurs familiers répartis dans la ville, un réseau d'aide alimentaire, des artistes, des intellectuels, et aussi le réseau affinitaire des chibani.a.s eux-mêmes. Je me suis attaché à rechercher le bloc de significations au fondement d'une *matrice de transitivité* donnant sa consistance au réseau comme réseau de significations. On y découvre qu'un élément déterminant de cette matrice de transitivité était la mémoire des luttes de l'immigration qui s'exprime notamment dans l'historicité d'une mobilisation des générations d'héritiers envers leurs ascendants.

J'ai conduit l'enquête sur cette partie en conjuguant trois types de pratiques. 1 - Une certaine forme d'observation participante à partir de relations construites dans l'action conjointe de soutien à la famille rrome en même temps que je participais à des échanges sur l'équipement sociotechnique de leur épicerie en lien avec un projet d'échange de jeunes transméditerranéen. 2 – Des discussions régulières dans un cadre affinitaire avec certains de militants, en particulier avec Boualam Azahoum le président de l'association El Ghorba, figure clé de ce réseau et des luttes de l'immigration et des quartiers populaires depuis la fin des années 80. 3 – Par une recherche documentaire et des discussions ou ma participation à des actions locales avec d'autres membres de ce réseau de solidarité, à Vénissieux, à Vaulx en Velin, Saint Fons etc. c'est à dire sur mes terrains privilégiés.

La densité du vide ou la dialectique de la frontière et du milieu

Approche diachronique

Dans cette approche diachronique, on suit ou retrace le parcours de trois segments de générations militantes sur le long court, plus de 20 ans, dans leurs relations entre elles, à leurs mondes de banlieue et aux institutions. Ces trois segments de générations se distinguent par leurs histoires propres et leurs registres d'engagement bien qu'ils se recouvrent en partie du fait des nombreuses relations qui les relient par des expériences partagées, par un *feeling commun*⁵², par un concernement réciproque et par la proximité des réseaux générationnels et familiaux qui connectent les différents quartiers de la banlieue. L'on pourrait à grand traits caractériser ces trois segments par deux entrées, le cadre de leur engagement et leurs territoires ressources dans la ville. On aura ainsi : 1 - La génération héritière des luttes des années 80 avec comme territoire-ressources Vaulx en Velin en raison du renouveau des contenus et des formes de mobilisation, et aussi de transmission génération qu'ont suscité la mort du jeune Thomas Claudio en 1990 lors d'un accrochage de rue avec la police et de la révolte urbaine d'un grand partie de la population des ZUP de la ville qui a suivi son décès. 2 – La génération UJM, Union des Jeunes Musulmans dont l'ancrage à Vénissieux tient non seulement au fait que ses initiateurs y résidaient mais aussi au fait que dans l'après 1980, c'est dans cette ville que les jeunes fondateurs de l'UJM en quête d'un islam en phase avec leur monde à l'écart de l'islam conformiste des parents, ont pris conscience de l'importance d'articuler leur pratique avec un engagement social direct dans cette ville en proie à la déshérence après les espoirs suscités par l'émergence de la *génération beur* des années 80 oubliée des pouvoirs publics. 3 – La génération JASP de Saint Priest (Jeunes Avenir Saint Priest) fondée pour partie par des jeunes engagés dans le sillage des JALB (Jeunes Arabes de Banlieue, mouvement historique des années 80 à Lyon), mais regroupant aussi de jeunes musulmans soucieux d'un engagement social, s'est quant à elle concentrée sur la ville elle-même et est progressivement entrée dans le jeu de la négociation avec les institutions puis de la participation à la municipalité, sans pour autant renoncer à ses engagements militants de terrain.

Si ces trois segments de génération suivent des parcours différents, ils se retrouveront régulièrement sur des enjeux communs.

C'est le suivi au long cours de la génération JASP (Jeunes Avenir Saint Priest) qui nous conduira de l'expérience native de cette génération jusqu'à sa contribution à la Municipalité de Saint Priest. Nous la suivrons dans ses pratiques, dans les espaces socioculturels, dans les clubs sportifs, lors de moments de remémoration ou de formulation de ses dilemmes, dans le

⁵² Ahmed Boubeker, Quartier cousin, Esprit, 1983

cours de son action dans une ville de banlieue sans flux ni densité de chalandise et à l'urbanisme dispersé, chargé de vides et d'enclosures. Nous verrons que dans ce parcours qui conduit à une certaine reconnaissance, rien n'est jamais acquis et qu'il faut toujours revenir sur son passé d'immigré, vivre dans l'exploit sans jamais atteindre la normalité de son âge au regard des autres. Les petits événements comme la fusion du club créé par cette génération avec un autre club des milieux ouvriers de la zup est un événement politique et social de haute importance en raison du fait que s'y joue l'hybridation des mémoires et des récits des clubs qui sont des histoires et des mémoires de milieux et que s'y construit une altérité collective inédite. Il s'y joue aussi une négociation sur les enjeux socioéducatifs qui, pour les jeunes de la génération JASP devenus parents, renvoient à une exigence de qualité et de promotion de valeurs à l'opposé des régimes de concession dans lesquels sont tenues les initiatives des héritiers de l'immigration maghrébine de la ville et d'une certaine manière aussi les milieux populaires entretenus comme réserve de vote.

En suivant quelques uns des acteurs clés de cette génération dans leurs pérégrinations dialogiques (i.e. dialogue continué d'un groupe à l'autre de la génération), on comprend qu'ils se font passeurs de mémoire vive et fabriquent du temps commun, constituant pas à pas, mot à mot, une trame délibérative qui permettra de véritables délibérations publiques à des moments cruciaux de leur histoire, comme par exemple lors d'événements tragiques liées à la drogue qui conduiront à une prise de conscience de la nécessité de passer de la confrontation avec les institutions à des formes de coopération, sans rien lâcher de leurs exigences de jeunes français de plein droit décidés à gouverner leur destin dans le monde commun, ou encore lors de la négociation avec l'équipe municipale pour y déléguer des candidats éligibles. On verra aussi que ce parcours générationnel est jalonné par ce que j'ai nommé des *pratiques du référé* qui par une interpellation délibérée de la puissance publique locale dans des scènes publiques, établissent des connecteurs entre le temps commun générationnel, le temps des institutions et le temps de la localité toute entière.

Les conditions de possibilité d'un tel parcours au long cours sans ruptures ni conflits urbain violent sont rarement réunies et, d'une certaine manière, le suivi de la génération JASP laisse voir des parcours plus linéaires que dans d'autres villes, même si dans cette ville comme dans les autres il y a toujours en arrière plan une mémoire souffrante qui taraude l'existence des familles et des milieux, en raison de la précarité, de la discrimination. La mort tragique ou

*suspecte*⁵³ et la prison en raison de la drogue ou du brigandage, parfois de haut vol, ne sont pas loin. La chronique de la mémoire locale apparaît alors comme une jurisprudence du mémorable et de l'oubli. Mais l'oubli n'est jamais vraiment définitif. Où l'on verra que si la figure du bandit social est un figure frontière entre l'oubli et le mémorable, elle est en quelque sorte en même temps une conjuration de la figure de la dualité *ombre et lumière* qui colle à la peau de l'immigré sous le regard des autres. En délibérant ainsi sur l'oubli, la chronique travaille la responsabilité propre du milieu comme condition de sa capacité à agir comme sujet.⁵⁴

Alors que de son côté l'UJM (Union des Jeunes Musulmans) atteint une apogée de son audience au début des années 90 avec des congrès nationaux rassemblant plus de 2000 participants, l'implication de jeunes musulmans de quartiers dans les attentats sur les sols français (Affaire Khaled Kelkal⁵⁵) provoque chez ses fondateurs une prise conscience de la nécessité de revenir aux enjeux politiques et sociaux de l'immigration en France et de réinvestir dans les quartiers dont certains jeunes sont vulnérables à ce que l'on appellera plus tard la *radicalisation*.

⁵³ Le terme mort suspecte est associé à un collectif militant portés par les associations de quartier des années 90, le collectif « faire la lumière sur les morts suspectes » qui accompagnait les familles des quartiers ou non qui doutaient des conditions de décès en prison de membres de leurs familles, le plus souvent des jeunes.

⁵⁴ Voir Boubeker à propos de la figure du Janus

Boubeker Ahmed. « L'homme capable à l'épreuve de l'invisibilité sociale ». Le Portique [En ligne], 26 | 2011, document 5. 2011. <http://journals.openedition.org/leportique/2511>

« Paul Ricœur souligne que la capacité ne renvoie pas seulement à une capacité d'agir mais aussi à celle de se raconter soi-même, de se reconnaître, d'être responsable. L'agir dès lors ne saurait être séparé du pâtir : « Toutes les formes de souffrance m'atteignent dans tout l'éventail de mes capacités, de mon "pouvoir être" et pas seulement de mon "pouvoir faire" »(). En acceptant la souffrance de la perte, de l'échec ou du mépris social, il s'agit d'en faire non pas un destin mais un moyen de vivre une autre vie. Pour Ricœur, « c'est la vulnérabilité qui fait que l'autonomie est une condition de possibilité () ». Autrement dit, l'autonomie ou le plein exercice des capacités humaines ne saurait se concevoir sans la fragilité qui la constitue et qui la relance. L'homme capable est un Janus dont l'autre face est celle de la vulnérabilité qui s'impose comme le motif même de l'éthique et de tout travail sur soi permettant au sujet de se construire, de se déployer au-delà de toute perspective normative des capacités humaines. Entre vulnérabilité et capacité, l'imputabilité () selon Ricœur est un premier garde fou qui impose d'assumer sa responsabilité comme une forme première de reconnaissance de soi. »

(souligné par moi)

⁵⁵ Vidéo Ina <https://www.ina.fr/video/LYC9512294383>

Rétrospective de l'affaire Khaled Kelkal. JT Rhône Alpes soir - video 29 déc. 1995. 04min 50s

Rétrospective de l'affaire Khaled KELKAL, suspect n°1, dans la vague d'attentats terroristes commis pendant l'été 95 en France. Il est abattu le 29 septembre par les gendarmes, au cours d'une fusillade, à Vaugneray (Rhône). L'attentat du métro Maison Blanche à Paris serait relié à sa mort. Archives: conférence de presse de Jean- Louis DEBRE, Ministre de l'Intérieur. Il relie les attentats de Paris et ceux de la région lyonnaise. Appel au calme de Rabah KHELIF, Président de la mosquée de Lyon.

Dans ce mouvement de retour vers les quartiers ils rencontrent le segment de génération de jeunes militants engagés dans la lignée revisitée des générations des années 80 dans les luttes pour les droits sociaux juridiques et les conditions d'existence digne dans les quartiers de relégation parmi lesquels Vaulx en Velin fait référence. Ceux-ci opèrent un mouvement inverse de déterritorialisation. UJM et associations de quartier engagées sur les enjeux socio-juridiques et les politiques publiques se rejoignent alors dans la dynamique *DiverCité* dans laquelle ils engageront ensemble un travail militant et réflexif en nouant des relations avec d'autres mouvements de la société française avec plus ou moins de succès.

Analyser de la transformation sociale en train de se faire

J'ai tenté de relier les dynamiques révélées par ces deux approches, synchronique et diachronique, dans l'intrigue de la ville en mutation et au regard du questionnement précédent sur la transformation sociale en travaillant à partir de trois analyseurs : l'expérience générationnelle, les rapports intergénérationnels, les rapports de genre, en déclinant ces trois analyseurs dans les champs du culturel (le processus d'édification des mosquées au cours des années 2000), du socio-éducatif et sportif (équipements et pratiques), et du politique et du débat public (mobilisations, engagement municipal, Islam militant dans les luttes sociales, affaire du foulard à l'école 2004), en tenant compte des dynamiques de transformations urbaine, et de leur intrication avec les dynamiques de transformation sociale dans la localité. Notamment le repli des classes moyennes dans le passé puis leur retour transmutées dans la couronne de l'agglomération lyonnaise dont les friches industrielles et les territoires vierges d'urbanité sont devenus l'objet d'une compétition immobilière et politique. De sorte que les relations de milieux populaires ouvriers construites dans la localité avec lesquelles les jeunes générations d'héritiers de l'immigration au-delà des épisodes conflictuels, se voient menacées par la revanche des anciennes classes moyennes conservatrices qui tentent de s'allier avec les nouvelles et parfois avec des segments de générations d'héritiers de l'immigration en conflit avec les anciens élus.

Le nœud de l'intrigue

Les enjeux générationnels, intergénérationnels et de genre seront au cœur double mouvement de déterritorialisation et de reterritorialisation qui place cette génération en prise, entre citoyenneté et citadinité, avec les tensions de la ville en mutation, lorsque la seconde affaire du voile à l'école cristallisera le débat public (2003-2004). Ce qui importe ici n'est pas de retracer cette histoire du voile mais plutôt d'en mesurer la portée en termes d'enjeux de

transformation sociale de la génération elle-même qui, dans la dynamique DiverCité, travaille notamment les questions difficiles de l'émancipation dans la société sans renoncement à ses croyances et ses engagements sociaux et politiques.

C'est ici le nœud de l'intrigue. Au moment où elle élabore les termes d'une émancipation créatrice d'une manière de s'envisager dans le monde commun en travaillant à formuler et résoudre ses dilemmes propres, cette génération se confronte à une radicalisation du débat public et à une stigmatisation inégalée des héritiers de l'immigration et particulièrement de l'islam. Y compris au sein des mouvements militants avec lesquels avaient été tentées des coopérations.

Français de plein droit, à l'âge de fonder des ménages et d'avoir des enfants, et pleinement engagés dans l'élaboration d'une manière de vivre libres leurs pratiques et leurs engagements dans la société française comme citoyens et citoyens, ils sont pris dans la tourmente d'une crise de l'identité française qui n'admet leur existence que dans le renoncement à ce qu'ils tentent de construire.

Mon travail de mise en intrigue s'arrête sur ce moment dans un contexte de fractionnement et de crispation ethnocentrée des institutions, des milieux intellectuels comme des milieux politiques et militants de la plupart des composantes progressistes du mouvement social français, à quelques exceptions près, sur un ethnocentrisme laïciste radical, quitte pour certains à reprendre les propos presque in extenso de l'extrême droite alors même qu'ils justifiaient l'injonction à une conformité aux « normes de la laïcité républicaine de la France » adressée aux jeunes générations et aux femmes en particulier, par le fait que leur pratiques et revendications donneraient raison à la dite extrême droite. La France sombre dans l'ambivalence morale et politique du discours public et intellectuel sans plus prendre la mesure des violences symboliques exercées sur les populations immigrées et les générations montantes qui s'envisagent avant tout comme français.

C'est ainsi que la tentative de mise en intrigue, à distance, débouche sur deux questions ouvertes que je formule ici parce qu'elles pourront ainsi éclairer le déroulé de l'intrigue.

Questions ouvertes

La première question ouverte concerne la spécificité de la lutte pour les droits des héritiers de l'immigration postcoloniale et particulièrement originaire de l'Algérie. Si, en raison de la centralité de l'enjeu de la reconnaissance de l'histoire de l'immigration en tant qu'histoire commune comme condition de son dépassement, il semble maintenant établi qu'il ne s'agit

pas simplement d'une lutte pour les droits d'une frange du lumpen prolétariat français immigré comme une autre (portugais, italiens, polonais...), et si l'éternel renvoi de l'immigré maghrébin à sa condition d'altérité radicale procède du racisme, il est aussi clair que la focale racisme/antiracisme méconnaît tout à la fois l'expérience de l'immigration et son histoire comme histoire coloniale et postcoloniale de la France. Et à défaut de cette reconnaissance, cette focale racisme/antiracisme peut participer d'une capture des générations successives dans une altérité immuable. D'un point de vue sociohistorique cependant le dépassement de cette dichotomie entre catégories du racisme et catégories de l'Histoire qui participe de l'idéologisation du débat public français, était déjà au cœur du débat interne au mouvement militant des héritiers de l'immigration dès son origine dans les années 80 et au cours de son évolution au cours des années 90. En témoigne dès l'année qui suit la marche pour « l'égalité et contre le racisme » en 1983, la seconde marche « convergences » en 1984 qui rassemblent les immigrés de toutes origines portugais, africains, maghrébins, DomTom... en plaçant l'affirmation d'une francité des jeunes générations sous le double signe du racisme et de l'histoire plurielle de l'immigration, cette pluralité dans la francité étant justement l'enjeu de la reconnaissance des immigrations dans leur histoire commune et distinguée comme histoire de la France entrain de se faire.

Outre la manipulation politique qu'a été le soutien appuyé de l'Etat à SOS Racisme dans les années 80, le hiatus avec ce mouvement porte en grande partie sur le fait que l'exclusivité d'une focale racisme/antiracisme tendanciellement aussi indifférente aux droits sociaux qu'à l'histoire et qui capture leur expérience dans une figure de victime, réduit le potentiel d'énonciation des jeunes générations porteuses des marches, d'autant plus qu'SOS racisme sature l'espace public avec ses campagnes de communication et événements engagés avec le soutien appuyé de l'Etat gouverné par la majorité socialiste.

Dans ce cadre de l'histoire des immigrations, une perspective d'analyse postcoloniale semblait pouvoir trouver son acuité, tant comme sujet d'engagement militant que comme cadre de recherche pour les sciences sociales.

Je formule ainsi l'hypothèse que si une part de dynamiques de l'action militante au cœur du processus de transformation sociale esquissé ici continue son action dans la même lignée, l'intrigue qui s'est nouée au milieu des années 2000 a conduit à l'éclatement d'une partie de cette génération en quatre composantes autour de thématiques qui étaient jusqu'alors conjuguées de manière dialectique dans l'enjeu d'une transformation sociale dans l'affirmation de leur francité. Ces quatre composantes sont 1 - la lutte pour les droits

économiques et sociaux inscrite dans l'histoire des luttes de l'immigration. 2 - La lutte contre la *racialisation* dans son articulation avec les autres formes de discrimination, notamment comprise sous l'angle de l'intersectionnalité. 3 - La lutte contre l'islamophobie, 4 – la lutte *décoloniale*, cette dernière, dans sa manière de formuler le problème, pouvant sous certains aspect apparaître comme un liant entre les trois dernières par différence à la première. De plus, certaines caractéristiques peuvent réunir les trois dernières, en particulier le fait qu'elles s'énoncent dans la confrontation politique avec l'Etat et notamment sur les rapports avec la police et la justice, bien que l'enjeu de l'intersectionnalité soit aussi un enjeu de transformation sociale en tant que méthode^{56 57} de structuration du combat des femmes radicalisées en particulier.

Un autre aspect de cette apparente recomposition est que la formalisation des trois dernières composantes recompose peut-être aussi le cercle des participants en opérant une jonction formellement plus structurée qu'elle n'était avec les pratiques et thématiques d'engagement propres aux immigrations africaines ou des DomTom. Cependant, à regarder de près les participants actifs à un événement construit par ces trois dernières composantes, « *Le Bandung du Nord. Pour une internationale décoloniale* »⁵⁸ en mai 2018 à Paris, on y trouve

⁵⁶ Elsa Dorin. Sexe, genre et sexualités. Introduction à la théorie féministe. Puf. 2008.

⁵⁷ Angela Davis. Sur la Liberté. Petite anthologie de l'émancipation. Editions aden. 2016

⁵⁸ Site de l'évènement Bandung du Nord , Paris, mai 2018 : <http://bandungdunord.webflow.io/>

Appel du Bandung du Nord

« Il s'agit de la première conférence intercontinentale réunissant des peuples de couleur dans l'histoire de l'humanité ! (...) Que les dirigeants des peuples d'Asie et d'Afrique puissent se réunir dans leurs propres pays pour discuter et débattre de questions d'intérêt commun marque un nouveau départ dans l'histoire du monde. Ah, mes chers frères et sœurs, faites en sorte que cette conférence remporte un grand succès ! Malgré la diversité existant parmi ses participants, faites en sorte qu'elle remporte un grand succès ! Oui, il y a de la diversité parmi nous. Qui le nie ? (...) Mais quel mal y aurait-il à la diversité ? (...) Cette conférence n'a pas pour but de nous opposer les uns aux autres [1]. » C'est par ces mots que le président Sukarno a ouvert une conférence internationale intitulée « Faisons émerger une nouvelle Afrique et une nouvelle Asie », dans la ville indonésienne de Bandung, en 1955. Il s'agissait de la première réunion internationale de chefs d'États de pays du Sud global.

Du 4 au 6 mai 2018, le comité du « Bandung du Nord » organisera une conférence internationale à Paris, s'inscrivant dans l'esprit de la conférence de Bandung de 1955. Ce sera la première conférence internationale de personnes de couleur prenant à bras le corps les questions concernant les non-blancs vivant dans le nord global, afin de discuter de problématiques qu'elles ont en commun.

Le « Nord global » fait référence aux pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et d'Océanie, qui ont colonisé et se sont partagé l'Afrique, l'Asie et les Amériques. Aujourd'hui, de larges communautés du Sud global vivent au sein de leurs métropoles. Sur 800 millions de personnes vivant dans ces pays, on estime le nombre de non-blancs à 160 millions.

Ils font l'expérience du racisme dans toutes les sphères de la vie, tel un rappel constant de la continuité de l'héritage colonial. Le racisme ne se manifeste pas uniquement à travers les discriminations sur la base de la couleur de peau, mais également sur la base de la religion, de l'origine et de la culture. Le racisme est enraciné dans les institutions économiques, sociales, politiques et culturelles. Le racisme se retrouve également dans les domaines de la santé, du logement et du monde du travail où les non-blancs se retrouvent toujours en position

un grand nombre d'acteurs historiques des luttes de l'immigration qui restent engagés dans leurs terrains de lutte traditionnels. Autrement dit, même si les énoncés et certains positionnements relèvent d'une recomposition structurée, il ne s'agit pas pour autant d'une rupture bien que les débats puissent être vifs.

Si je n'ai pas poursuivi au-delà du nœud de l'intrigue, ce n'est pas uniquement en raison des limites méthodologiques et théoriques soulignées plus haut en lien notamment avec l'arrivée d'Internet, mais c'est aussi parce que non seulement ces trois dernières formes de lutte sont éloignées de mes terrains, mais parce qu'il me semble de plus que cette recomposition est trop récente pour en mesurer la portée avec les instruments intellectuels et d'enquête dont je dispose.

Cependant, je voudrais souligner ici deux éléments empiriques qui me conduisent à formuler cette hypothèse de recomposition. Le premier concerne les acteurs avec lesquels j'ai travaillé ou que j'ai interrogés dans mes enquêtes au cours des années 2000 et suivantes : à cette échelle d'appréhension, c'est bien en grande partie une recomposition de ce milieu militants qui s'est opérée, parfois avec des déchirements. Les collectifs que j'ai connus au cours des années 90 et du début des années 2000 se sont en effet redéployés sur ces différents « fronts de lutte ». Le second, simultané et conséquence du premier, est que le front de lutte « historique » de la seconde et pour partie de la troisième génération des quartiers populaires s'est lui-même replié sur le travail de consolidation au sens décrit plus haut au niveau local

d'infériorité par rapport aux blancs. Le racisme se traduit par la ségrégation sociale. Il se manifeste dans le système politique qui prive les non-blancs de parole et impose un récit dominant sur le terrorisme qui facilite la montée d'un État policier et cible les personnes non blanches. Il se manifeste dans la culture qui promeut le concept de supériorité de l'Occident et d'infériorité du reste du monde, impose l'assimilation et instrumentalise la diversité.

Les communautés non blanches du Nord global sont porteuses d'une diversité d'expériences historiques : le génocide indigène et la spoliation des terres, l'esclavage transatlantique et d'autres formes de migrations forcées, l'immigration actuelle due aux guerres coloniales et une pauvreté et des inégalités aggravées. En retour, elles ont amené une diversification des mouvements sociaux et ont proposé leurs propres récits quant à leurs oppressions et exploitations.

Le Bandung du Nord a pour objectif de proposer l'idée d'une Internationale Décoloniale qui scellerait une alliance politique entre les mouvements décoloniaux d'Occident. Il s'agira de forger des projets et des outils de lutte et de résistance face, d'une part, à la montée des nationalismes suprématistes et de l'ultra libéralisme et, d'autre part, à la poursuite de la domination impérialiste sous toutes ses formes.

Cette conférence comportera des sessions plénières avec quatre intervenants principaux : Angela Davis, Fred Hampton Jr., Ramon Grosfoguel et Eli Domota. Les différents ateliers exploreront différentes thématiques allant de la montée de l'État policier jusqu'aux rapports entre les mouvements sociaux des communautés noires, indigènes, roms, asiatiques et islamiques.

Le comité organisateur de cette conférence est composé du réseau décolonial international (DIN) et de militants vivant en France.

[1] Discours d'ouverture de Sukarno, Bandung, 18 avril 1955.

tout en conservant l'engagement dans la bataille pour le droit de migrants, et conservant et renouvelant en cela un patrimoine de formes de mobilisation-négociation avec les institutions élaboré au long cours des luttes depuis les années 80. Cependant, cette branche du mouvement si l'on peut dire s'est elle-même recomposée dans les années 2010 : une grande part des associations nées dans les années 90 dans les *quartiers prioritaires de la politique de la ville* ont tenté de se lier à des acteurs associatifs institués tels que les centres sociaux en particulier, et d'autres mouvements militants comme certains composants de l'éducation populaire ou des réseaux de l'économie sociale et solidaire s'affirmant « citoyens », ou de chercheurs, pour constituer « la coordination Pas Sans Nous⁵⁹ » qui se range derrière l'énoncé du « pouvoir d'Agir⁶⁰ » et se revendique comme *syndicat des quartiers populaires*. Ils reprennent en ce sens, dans une perspective d'institutionnalisation, une partie des motivations de l'initiative *Forum Social des Quartiers Populaires FSQP*⁶¹ initiée par le premier courant au niveau national pour conjuguer leur engagement militant dans la construction d'une alternative au marasme du développement social et du vivre ensemble dans les quartiers, en lien aussi avec certains altermondialistes.

La question qui se pose in fine est de savoir quel peut être le débouché social en termes de vivre ensemble de ce qui s'apparente à une amorce de recomposition ? Ou en termes de renouvellement des enjeux politiques ? La tentative d'internationalisation proposée dans le *Bandung du Nord* annonce-t-elle une nouvelle modernité qui ne serait ni celle des révolutions et des luttes de libération nationales, ni celle des Droits de l'Homme et de la démocratie ?

La deuxième question ouverte concerne le devenir des communautés d'expérience de l'immigration dans la société française marquée par la réduction de la base populaire de légitimité du pouvoir politique (la dernière majorité à cette date a été élue par à peine 20% des électeurs) et une technocratisation concomitante engendrant des oligarchies bureaucratiques seules aux commandes de la reconfiguration urbaine et sociale sous la pression de nouveaux groupes sociaux et de groupes d'intérêts financiers ? L'héritage migratoire se distribuera-t-il dans les nouvelles formes de regroupement social dans la ville en transformation et par le double jeu de l'individualisation des carrières sociales et de

⁵⁹ Site du réseau Pas Sans Nous : <https://passansnous.org/>

⁶⁰ Site du Collectif Pouvoir d'Agir qui s'est dissout en 2017 : <http://www.pouvoirdagir.fr/>

⁶¹ Site d'archives du Forum Social des Quartiers Populaires : <http://fsqp.free.fr/archives-2007-2012/index.htm>

l'atomisation des nouvelles classes moyennes, ou bien s'exprimera-t-il ou sera-t-il stigmatisé indépendamment, sous une nouvelle forme de racisme ou de discrimination ? Les nouvelles élites des *classes moyennes* héritières des pionniers de l'immigration prendront-elles part à la lutte contre de telles formes de racisme et de discrimination ? Sur quelles bases d'analyse et/ou d'expérience ? Comment pourront-elles peser sur l'Etat et les structures politico-technocratiques telles que les nouvelles Métropoles pour inférer sur la fabrique de la Ville comme Cité et non seulement comme schéma d'urbanisme et d'habitat ?

Chapitre 3 - En Ex-Yougoslavie

Résister à la partition du monde.

Les *gens du bord* dont il s'agit ici sont ceux qui en s'opposant à la guerre et à l'épuration ethnique - j'emploierai dans ce premier paragraphe le terme national plutôt qu'ethnique - se sont employés à passer les frontières physiques établies par la guerre comme les frontières des catégories politiques et morales établies par les idéologies nationalistes et aussi par la peur, le désir de vengeance et de revanche, l'exil et le malheur, qui sont en soi sont des buts de guerre de toute idéologie nationaliste performative (si tant est qu'on puisse envisager une idéologie nationaliste non performative). Mais dans quel but se sont-ils opposés à la guerre, ou au nom de quelles valeurs ou conception de l'humanité ? Une conception pacifiste comme contre pied radical de la guerre certainement, bien que cela ne soit pas toujours si clair d'affirmer un tel engagement dans la pratique, lorsqu'on se trouve en état de siège comme à Sarajevo, Dubrovnick, Mostar etc. Le refus de la guerre au nom de la raison pacifiste peut-être un but en soi là aussi, mais tout dépend des situations provoquées par la guerre. La guerre est une épreuve de la limite de l'humanité en soi-même. Une part des figures que nous rencontrerons dans cette intrigue ont pensé sincèrement que c'est ce motif que devait prévaloir. Mais d'autres ont suivi une autre voie, plus avancée, qui refuse l'équivalence des parties dans la guerre tout en ayant conscience des logiques symétriques qu'elle engendre toujours - celle des ennemis complémentaires en particulier - et motivent leur opposition en raison de ce que sont les véritables conséquences de la guerre : l'abolition des frontières intérieures, les frontières comme passage, c'est à dire les frontières de l'altérité en supprimant même l'existence de l'autre par l'épuration nationale (ethnique). Supprimer les frontières comme passage entre

nous et eux, entre moi et lui et par la suite atteindre la destruction de l'humanité elle-même comme expérience de l'altérité en soi, c'est à dire interdire l'attente de la possibilité de l'autre comme révélation de soi-même et source de toute transfiguration sauf comme dominé, fut-il protégé. Interdire le passage des frontières de l'altérité c'est rendre impossible toute forme de cosmopolitisme, lequel dès lors apparaît comme la première cible de toute entreprise d'épuration nationale (ethnique). Mais pour ces figures, il ne s'agit par d'une image idéale de l'autre mais de l'autre déjà là, qui habite à côté de chez soi, le Serbe en Croatie, le Bosniaque en zone à majorité Serbe... chacun devant avoir les mêmes droits humains, sociaux, économiques, culturels et politiques. De ce point de vue, les premiers, anti-guerre pour des raisons pacifistes *pures*, et les seconds, pour qui la primauté est la préservation de l'autre comme soi-même dans le monde actuel, se rejoignent dans les prémisses de la guerre. Mais cette union première peut-elle résister à la guerre d'épuration nationale (ethnique).? Ce n'est pas dans le cours de la guerre que ces questions se posent de la manière la plus aiguë, bien que certains acteurs en aient une conscience claire, mais dans l'édification de la paix.

C'est précisément là que se noue l'intrigue que je voudrais rapporter ici. Si j'ai commencé par la formulation de l'intrigue c'est qu'en réalité j'ai essayé d'être fidèle aux acteurs que j'ai rencontrés, à leurs récits et à leurs énonciations. Or ceux-ci ne se distinguent pas en ces termes dans le cours de l'action ni dans la manière dont ils la rapportent. Sans doute est-ce une pudeur et une douleur ou les deux à la fois. C'est seulement en Serbie que cette controverse sera publicisée. La plupart d'entre eux feront chemin commun durant toute la première partie des guerres, à l'unisson presque, et ce n'est qu'au moment de la *paix dans les buts de guerre* qu'à été l'accord de Dayton (décembre 1995) qui mit fin aux combats en Bosnie et Herzégovine (mai 1996 levée effective du siège de Sarajevo), que les clivages se sont révélés dans le milieu anti-guerre. En Serbie principalement, lorsqu'il s'est agit de reprendre le débat sur l'horizon démocratique de l'après guerre dans un pays qui à l'époque de Dayton avait commis la guerre mais ne l'avait pas encore subie sur son sol même. Ailleurs dans l'ex-Yougoslavie, c'est dans les choix des modalités d'action plus que dans le discours, que, rétrospectivement, on peut plus discerner la lucidité de ceux qui prennent le risque de passer les frontières en toutes circonstances pour ne pas lâcher l'horizon d'une altérité possible quoi qu'il en coûte en termes de reconnaissance, de légitimité ou de sécurité.

En restant fidèle à leur énonciations dans l'encours de l'action, je retranscris en réalité le parcours de découverte de l'intrigue que j'ai poursuivi dans les entretiens en 2001 et que j'ai prolongé ensuite par une fouille rétrospective.

Dans ce chapitre sur l'ex-Yougoslavie, je n'ai pas enquêté en temps de guerre mais après, en 2001⁶² dans le cadre d'une mission d'expertise pour une ONG, le CCFD. Les enquêtes étaient finalisées aux objectifs de notre mission, mais nous l'avons débordé, si l'on peut dire au fur et à mesure que nous avançons tant ce que nous découvrons dépassait les buts assignés et méritait qu'on y consacre du temps. J'ai ensuite poursuivi le travail d'investigation rétrospective sur les trajectoires et les enjeux des acteurs que nous avons rencontrés. J'ai collecté un grand nombre d'articles de recherche et de presse (notamment dans le suivi au long cours du précieux *Courrier des Balkans*, qui traduit depuis le milieu des années 90 des sélections d'articles de la presse balkanique et d'auteurs traitant des enjeux balkaniques). Des écrits d'intellectuels ou de militants. Cela avec la contribution importante de Marwan Abi Samra dans la première exploitation de l'enquête, avec qui j'ai fait aussi une partie des entretiens. Ahmed Boubeker a aussi participé à l'enquête en Serbie.

Plus récemment, dans le cadre de cette thèse, je suis revenu sur cette période en particulier à partir d'interrogations formulées à cette époque mais sur lesquelles nous n'avions pas assez de recul, notamment sur les événements qui ont conduit à la chute de Milosević et à la « victoire des démocrates » en Serbie. Et dans cette « victoire » le rôle des jeunes générations mobilisées dans le mouvement Otpor ! (Cf ci-après).

Il s'agissait aussi pour moi de poursuivre la piste de l'intrication des intrigues de la transformation sociale avec les intrigues de la Ville et des territoires, dans ce cas la territorialité de la guerre du point de vue des structures sociales. Un certain nombre d'écrits de recherche ont été produits depuis cette époque sur ce sujet, par des géographes ou des

⁶² lors d'une mission d'expertise pour l'ONG CCFD - Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement -, qui s'était investi dans le soutien d'acteurs anti-guerre et de soutien aux réfugiés et autres acteurs dans le courant même du conflit puis les avaient accompagnés dans l'après guerre. La mission qui nous était confiée par le CCFD était de rencontrer les acteurs concernés pour préparer une assemblée avec l'ensemble de son réseau dans les Balkans qui devait discuter sur la base de notre rapport les termes de la poursuite de l'engagement du CCFD avec l'idée que le réseau s'organise comme structure de coopération trans-balkanique, une option controversée dans ses instances françaises, une partie de membres dirigeants considérant que la période de l'après 2000 était celle de la transition et que l'appui des ONG internationales devait céder la place aux institutions locales, européennes et internationales. Nous avons rencontré des acteurs dans toute l'ex Yougoslavie, (Slovénie, Croatie, Serbie, Kosovo, Monténégro, Voïvodine, Macédoine), en Albanie et en Roumanie, ceci sur quatre thématiques : droits de l'homme et action anti-guerre, soutien aux réfugiés dont économie du retour, développement de la société civile, droit des minorités.

Notre équipe avait été retenue lors d'un appel à candidature en raison de la méthodologie et de l'expérience de notre équipe, et aussi parce que le CCFD nous connaissait à travers mon expérience au Kosovo et notre proximité avec des réseaux qui travaillaient aux relations Est-Ouest depuis avant la Chute du Mur (Nous avons hébergé l'association Diagonale Est Ouest durant plusieurs années et j'ai été en ex-Yougoslavie, en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie avant 1989).

Dans le présent travail je ne mobilise qu'une sélection d'entretiens avec des acteurs considérés comme faisant partie des catégories du programme 'droits de l'homme et action anti-guerre' et 'soutien aux réfugiés'.

sociologues qui disent autre chose que les journalistes ou les commentateurs militants. J'ai aussi passé beaucoup de temps à lire les rapports d'enquête du TPY et d'ONG sur les logiques d'embrigadement (j'y reviendrai sous l'angle de ce qu'apporte une approche des territorialités de la guerre et en particulier des structures sociales du voisinage). C'est sur cette base d'entretiens, d'observation in situ et de recherche documentaire que j'ai travaillé, ainsi que sur mes notes relatives à de fréquentes discussions avec les militants ou intellectuels français, bosniaques, kosovars et suisses notamment, engagés dans le soutien aux acteurs plutôt antinationalistes de l'ex Yougoslavie, et par lesquels j'ai nourri une certaine connaissance en background des enjeux de cette région bien que je n'en sois pas du tout un spécialiste.

Voisinage et citadinité dans la géographie de la guerre

La première partie, liminaire, dessine, comme dans la section précédente, la trame de l'intrigue urbaine et territoriale amorcée dans la modernisation et l'urbanisation accélérée depuis 1945 dont se saisit d'abord l'idéologie nationaliste grand serbe pour engager la guerre en déstabilisant les structures du voisinage établis comme cadre de contention des rapport majorité/minorités dans les territoires des confins militaires des anciens empires. Comme le feront aussi, dans une même trame logique, les autres courants nationalistes, croates et bosniaques, à des degrés divers.

La trame des anciens confins des empires détermine en grande partie le mouvement de la guerre qui comme une turbulence météorologique de grande ampleur part à basse intensité du Kosovo (1989) , glisse vers les confins serbo-croates (1990) puis vers la mer adriatique jusqu'à Dubrovnik (1991) entraînant le Monténégro, détruisant tout sur son passage et entourant Sarajevo (1992-96) où se fixe l'œil du cyclone pour revenir à la fin, comme une réplique, au Kosovo (1998-99) pour finir par les bombardement de l'OTAN sur les positions serbes au Kosovo et sur Belgrade, ce qui sera le seul moment où la guerre touchera le sol de la Serbie.

Ce qui importe ici n'est pas de faire l'histoire de la guerre mais de comprendre en quoi sa forme est étroitement liée aux structures sociales héritées et par là de comprendre aussi comment se reconfigure les frontières et la logique d'épuration ethnique contre laquelle se battent les acteurs que nous suivront. Et par conséquent de comprendre à la fois le rythme et les formes de leur action. Car l'intrigue de l'action anti-guerre et de lutte contre le

fractionnement et l'épuration ethnique est déterminée en grande partie par ces configurations socio-spatiales évolutives selon les mouvements de la guerre et des réfugiés. Cependant pour en comprendre les dynamiques propres à chaque pays, l'intrigue est mise en récit en suivant successivement les acteurs clés en Croatie, en Serbie et enfin en Bosnie.

La Croatie de Zoran Pusić

On suivra ici le parcours d'engagement de Zoran Pusić figure de l'acteur émergeant ex nihilo, ancien professeur de mathématiques à l'école militaire de Zagreb qui après s'être opposé à dictateur Tudjman en conjuguant critique politique et humour irrévérencieux s'engagera dans une stratégie de lutte contre l'épuration ethnique en Croatie en mobilisant intellectuels et militants des droits de l'homme contre les lois inégalitaires, en passant les frontières érigées par la guerre, en soutenant les paysans croates en zone occupée par l'armée Serbe puis en organisant le retour des Serbes chassés par la revanche croate, en s'appuyant sur les croates que son réseau avait aidé, en organisant un extraordinaire réseau de solidarité semi clandestin aux paysans en zone de conflits, en théorisant l'agir minoritaire des Droits de l'Homme et en contribuant à construire un réseau transnational de soutien à la résistance bosniaque des antinationalistes.

Le pacifisme anti-guerre en Serbie et l'idéologie de l'ambivalence

On suivra le processus par lequel les acteurs des mouvements anti-guerre de Serbie à quelques exceptions près sombreront dans l'ambivalence d'une opposition démocrate plus nationaliste que Milosevic lui-même, engendrant cette hétérotopie qu'est une démocratie nationaliste. Mais est-ce bien une hétérotopie dans une Europe où se reconstituent des Etats-nation censés progressivement disparaître ?

Produit dérivé de l'idéologie de l'ambivalence née en Serbie: la *soft power*

On s'arrêtera aussi sur différents aspects de ce qui apparaît rétrospectivement encore plus que le montraient déjà les controverses de l'époque, comme une fiction non seulement de démocratie mais aussi comme un dispositif d'ingérence américaine qui a engendré une mystification inégalée dans la technicité du concept et de l'équipement de la *soft power* comme révolution pacifiste basée sur le concept d'*insurrection électorale* à grand renforts de dollars et de marketing ingénieux. Si la mobilisation du mouvement Otpor ! a bien été réelle,

c'est cependant sur le petit groupe des organisateurs de ce mouvement que reposait cette opération de mystification. Le mythe est devenu produit, labellisé par une ONG pacifiste serbe nommée CANVAS créée par les fondateurs d'Otpor!. Entre 2001 et 2013, le produit a été exporté dans plus de 45 révolutions dites de la *soft power* : Ukraine, Géorgie, Maldives, partiellement en Egypte, et en Tunisie etc... C'est à dire les révolutions de couleurs (orange, bleue...) et/ou des fleurs (jasmin, lilas..). C'est gratuit et c'est *cool*, seul le déplacement et le temps de formation sont rémunérés. C'est-à-dire pas grand-chose. Ce que le mythe ne dit pas, dans le cas de la Serbie qui sert de modèle, c'est non seulement le rôle des millions de dollars US mais aussi des bombardements de l'Otan synchronisés avec la campagne d'Otpor! pour la chute du régime de Milosevic. Le plus remarquable, et ce qui est peut-être le produit dérivé le plus achevé d'une idéologie de l'ambivalence élaborée dans la nouvelle modernité balkanique, c'est que peu importe le sens politique, la *soft power* s'attaque au régime autoritaire quel que soit le contenu du projet politique de l'alternative démocratique. C'est finalement dans la plupart des cas les révolutions nationales au sens le plus réactionnaires ou ambivalent du terme, en Ukraine par exemple, qui trouvent par ce biais une audience internationale. A y regarder de plus près on verrait peut-être comment par ce type de modèle opératoire, la nouvelle démocratie de la *soft-power* s'exporte comme une arme de guerre.

Vivre à Sarajevo ou la conscience minoritaire en Serbie

Mais pour les acteurs anti-guerre effectivement antinationalistes, c'est en Bosnie que tout se joue, à Sarajevo. Durant le siège on verra comment des figures de la conscience intellectuelle et morale de Serbie sauront se distinguer de l'ambiguïté d'une défense des Droits de l'Homme Serbo-centrée en se rendant à Sarajevo à pied en traversant les lignes de l'état de siège par le mont Igman qui domine Sarajevo et où étaient installées les positions serbes. Ce sera la *visite Igman* qui cristallisera un élan de lucidité. Bien qu'ultra minoritaire cet initiative et d'autres ensuite déboucheront au final sur la construction d'un réseau transnational, *l'initiative Igman*, que l'on verra se constituer à Tuzla dans l'après guerre, ville résistante parmi les villes résistantes où convergeront les militants croates, serbes et bosniaques qui tentent de construire une alternative à l'épuration ethnique dans l'ex-Yougoslavie partitionnée. C'est aussi là que se constituera tant bien que mal une opposition citoyenne en Bosnie.

Sarajevo et la lutte pour l'état du droit

A Sarajevo on verra l'importance des figures d'une résistance cosmopolite durant la guerre et l'engagement de ses contributeurs après guerre, bien qu'ultra minoritaires là encore, dans la construction d'un Etat de droit dans le chaos du partage des pouvoirs entre les trois forces nationalistes qui chacune joue l'épuration ethnique de son territoire par l'obstruction administrative et urbaine au retour des réfugiés. Et où les seigneurs de la guerre et leurs mafias blanchies par les partis nationalistes s'approprient les biens publics, organisent la corruption et s'enrichissent sur l'immobilier de relocalisation ethnique des réfugiés.

On découvrira l'initiative job 22 portée par un petit groupe de juges et d'avocats qui accompagnent les réfugiés de toutes « nationalités » et écoutent leurs témoignages pour accompagner le passage de la souffrance à la demande de droit. Près de 15000 témoignages recueillis en 5 ans par cette petite équipe qui ne peut pas ne pas endurer ce qu'elle reçoit, mais qui trouve son issue dans la bataille pour faire droit aux demandes en luttant pour modifier les lois, dénoncer les ingérence mafieuses dans la justice ... Là aussi cette équipe a trouvé dans le réseau antinationaliste, des correspondants dans toute l'ex-Yougoslavie et même dans les milieux réfugiés en Europe.

L'alternative en Bosnie, l'initiative Igman et la figure de Zoran Pusić

Dans ce parcours dans les histoires d'engagement du mouvement antinationaliste, une figure de la modestie opiniâtre transcende les frontières. C'est Zoran Pusić le personnage que l'on aura découvert en Croatie au début de ce parcours et qui est l'âme rebelle et pragmatique du réseau transnational initiative Igman qui s'est construit à Tuzla. C'est un think tank comme il en existe tant d'autres, mais celui-là réunit des acteurs implantés dans toute l'ex-Yougoslavie, dans les régions les plus traumatisées, au cœur d'initiatives démocratiques locales pluralistes en plein environnement nationaliste, avec des avancées, même minimes autour de projets de développement local. La force du sens et de l'engagement in situ de ses membres confère à ce réseau une légitimité et une puissance diplomatique qui lui permet d'opérer des médiations à haut niveau, comme par exemple le fait d'avoir amené un président de Serbie à Sarajevo et Srebrenica non pas pour pavaner et glorifier la puissance serbe comme d'autres l'avaient fait avant lui, mais pour présenter des excuses. Un petit pas mais en même

temps un grand pas. Ce réseau est aussi capable de mobiliser la puissance européenne lorsque c'est nécessaire. Et l'on verra qu'il a trouvé l'appui d'un autre réseau citoyen, européen celui-là, le hCa, Helsinki Citizen's Assembly, basé à Prague et crée autour de Vaclav Havel avant la chute du mur, lorsqu'il était dissident.

Déshérence des réfugiés à Tuzla et territoires du retour à Dubrovnik

Le récit se déplace ensuite sur la question des réfugiés. A Tuzla la résistante, en 2001, noyée sous le poids de la déshérence des réfugiés de Srebrenica et des autres villages alentours. Abandonnée par les ONG et les organisations internationales, une équipe d'animateurs et d'animatrices bosniaques témoigne collectivement de ce qu'est le travail avec des enfants et des familles dans de telles conditions, sous le regard des assassins qui viennent s'afficher dans la ville sans être inquiétés. La Bosnie n'en finit pas de s'éteindre alors que Dubrovnik, 10 ans après le siège, a retrouvé ses couleurs et la splendeur de l'ancienne Raguse. Pourtant, de nombreux réfugiés, des femmes surtout, sur les milliers qu'elle a accueillis durant le siège n'en finissent pas d'attendre, brisés, hors du temps eux aussi. Mais né à l'issue du siège où, comme à Tuzla, la protection des réfugiés a été l'âme de la résistance de la cité, le projet *Desa* et la ville s'efforcent de soutenir ces femmes. A travers l'analyse de ce projet porté par une équipe ingénieuse et opiniâtre on abordera ce que peut être l'édification d'un territoire de retour.

Chapitre 4 - En Roumanie.

Rromani Criss et l'Utopie de Nicolae Gheorghe laissée en intrigue.

Cette partie referme en cherchant à l'ouvrir l'approche des enjeux de l'immigration des Rroms en France en tentant de mettre en vis-à-vis l'approche ethnocentrée qui prévaut en France du côté de l'Etat comme, de facto, du côté de la plupart des associations qui jouent un rôle sur ce sujet, en méconnaissant et la citoyenneté européenne des Rroms et les enjeux de leur combat pour une existence digne en Roumanie et en Europe. Mais au-delà du cas spécifique des Rroms, cette partie ouvre, après l'aperçu des l'émergence des nouveaux Etats nation et des nouvelles formes de démocratie nationaliste qui s'instituent en Europe, à une

réflexion aux plans scientifique, intellectuel et politique sur la portée de ce qui dans ce travail peut n'apparaître que comme des indices.

On suit ici le programme de développement de l'accès des communautés rromes à la santé initié par l'organisation civique Rromani Criss. Le dispositif mis en place a été négocié par les militants de cette organisation avec les pouvoirs publics. C'est Mariana, qui a tout juste 26 ans, qui conduit le programme tout en faisant ses études à l'université. C'est elle qui a négocié dans les jours précédents avec une commission de députés et le ministère de la santé en présence du ministre lui-même, l'extension du programme qu'elle expérimente dans 10 villes à toute la Roumanie. Elle est une figure de la jeune génération d'activistes Rroms roumains comme il en existe aussi à Budapest en Hongrie et à Prague en Tchéquie. En Roumanie à peine 100 étudiants s'affichant comme Rroms entrent alors chaque année à l'Université. Ce n'est rien mais en même temps beaucoup comparé au passé.

Nombreux sont engagés dans des associations rromes et à Rromani Criss ils constituent le gros de l'équipe.

Cette partie analyse le déroulement du programme santé à Botoșani, ville de 80 000 habitants à partir des travaux d'une commission d'évaluation permanente où participent médecins, personnels de santé, élus et représentants des communautés rromes. .

On explore une série de scènes de passage de frontières symboliques et matérielles dans la réunion comme dans la ville lorsqu'on ira célébrer le succès du programme avec les représentants des communautés, le maire et son premier adjoint qui a fait son coming out en déclarant sa rromité en public lors de la commission d'évaluation.

Un incident raciste révélera au maire qui n'était encore jamais venu dans le bidonville rrom où le groupe sera accueilli après une course poursuite par un groupuscule raciste, la réalité du traitement fait aux Rroms dans sa ville...

Rromani Criss est né en 1993 après l'incendie d'un village rrom par une partie de la population roumaine alentour dans une période où les violences à l'égard des ces populations tournent au pogrom. Le noyau fondateur activiste de la Fédération Ethnique Rrome prend conscience de la nécessité de changer la perspective de leur engagement pour s'orienter sur le terrain, avec les communautés locales tout en opérant un virage en fond et en forme sur les objectifs politiques. D'une stratégie de minorité, le choix est fait de s'engager dans la défense des droits civiques et de l'égalité citoyenne tout en investissant dans des pratiques de développement. Le modèle activiste et organisationnel qui en découle s'inspire clairement de l'expérience de la lutte pour les droits civiques des afro-américains.

A propos des notions de contexte et de circonstance

En revenant sur les conditions dans lesquelles la fédération Ethnique Rrome décide de changer d'orientation, cette partie tente de préciser les notions de contexte et de circonstances, notions cruciales pour éclairer le parcours d'émergence d'acteurs comme sujets individuels et/ou collectifs.

Minorité versus droits civiques

Figure de l'activisme rrom Nicolae Gheorghe est l'initiateur de ce changement de cap et de la fondation de Rromani Criss dont ils se retirera à la fin des années 90 pour laisser « place aux jeunes » mais aussi pour poursuivre son engagement à l'échelle européenne au sein de la section droit des Rroms de la commission des Droits de l'Homme de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) tout en continuant à s'engager sur le terrain Roumain. Le niveau Européen apparaît en effet comme le niveau stratégique sur lequel agir pour contrebalancer les tentations des Etats de *faire semblant* de suivre les prescriptions européennes sur la situation des Rroms, prescription dont la satisfaction est un critère décisif pour l'intégration des pays concernés à l'Union Européenne. C'est à ce niveau que se joue la confrontation la plus vive entre une approche ethno-nationaliste de l'activisme rrom européen, majoritaire dans les organisations représentant les communautés et une approche des droits civiques portée par Rromani Criss et quelques autres organisations en Roumanie et d'autres pays. C'est ainsi qu'apparaissent les ambiguïtés du projet politique européen de l'UE dans ce domaine.

L'utopie démotique de Nicolae Gheorghe

Enfin, à partir de différentes traces laissées par Nicolae Gheorghe dans des textes, des discours publics, des interviews ou encore des comptes-rendus de commissions de l'OSCE ou des conférences etc. cette partie tente de recomposer ce qui semble bien être une utopie laissée en intrigue par Nicolae Gheorghe. Cette utopie s'inspire d'expériences puisées ailleurs dans le monde, notamment celle des peuples autochtones dans le continent sud-américain, pour proposer une alternative à une perspective ethno-nationaliste à prétention hégémonique sur une *nation rrome* qui n'est en réalité aucunement homogène ni sur le plan culturel ni sur le plan linguistique même si toutes partagent une histoire européenne commune et le plus souvent une expérience similaire de désignation, de domination et du crime génocidaire aussi. Cette alternative prend la forme d'une perspective démotique *trans-statale*, privilégiant la

reconnaissance d'une entité rome trans-statale, d'un *demos rrom* au sens d'une pratique démocratique en phase avec une expérience culturelle dans une même citoyenneté pour tous au sein des Etats et sous la garantie de protection de l'Europe.

Section II - En France

Partie 1 – Espaces intermédiaires

Chapitre 1 - La figure de l'inconnu familial

Figure des espaces intermédiaires, aux frontières de l'espace public et de l'espace privé.

Ce chapitre résume un travail d'enquête sur les *espaces intermédiaires* à la frontière de l'espace privé du logis et de l'espace public urbain de la rue. J'ai conduit ce travail dans le cadre d'une recherche⁶³ entreprise sur différents terrains avec Ahmed Boubeker (responsable scientifique). Les éléments présentés ici sont pour l'essentiel tirés d'un article rédigé à l'issue de ce travail⁶⁴.

Réalisé à Villeurbanne dans l'agglomération de Lyon, dans un quartier où subsiste un esprit de faubourg populaire, ce travail traite de la manière dont se construit une autonomie du social dans un travail d'élaboration des conditions de coprésence incluant aussi l'intrus sous la figure de l'*inconnu familial*. Le travail de figuration est au cœur du processus d'élaboration d'un ordre de coprésence cependant toujours rapporté à l'espace public et à la figure du *passant considérable*⁶⁵ ; et à son double celle de l'étranger. Ce chapitre *préliminaire* pose les bases d'une grammaire sensible des relations et des frontières du commun nécessaire à l'intelligibilité de pratiques soucieuses des histoires au fondement de l'émergence d'un *effet de milieu* dont on appréhendera les propriétés évolutives et de consolidation en fonction de contraintes ou de l'arrivée de nouvelles populations. Outre le fait qu'elle fonde les bases d'une *analytique* que nous mobiliserons dans l'exploration des situations présentées dans les autres chapitres, cette partie, qui explore le travail social quotidien engendrant cet *effet de milieu*, fixe déjà les termes d'une dramaturgie du vivre ensemble lorsque l'espace public de la ville sera le siège d'une confrontation entre une *communauté de condition*, celle des Roms récemment arrivés en France, et les institutions et le pouvoir politique.

⁶³ Ahmed Boubeker, Hervé Paris. Les qualités civiles des espaces intermédiaires : étude comparée à partir d'immeubles situés dans trois ensembles résidentiels de l'agglomération lyonnaise. Cité Publique. 2003

Recherche réalisée dans le cadre d'un programme de la *Mission du patrimoine ethnologique* du Ministère de la Culture.

⁶⁴ Hervé Paris. L'inconnu familial, les interactions dans les parties communes d'un immeuble lyonnais. La société des voisins. Bernard Haumont, Alain Morel. Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005. p 209-230

⁶⁵ Joseph Isaac. *Le Passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*. Librairie des Méridiens, collection Sociologie des formes. 1984

L'une des difficultés dans l'étude des espaces intermédiaires réside dans la surdétermination qui pourrait résulter d'une approche partant de leur statut dans les ensembles résidentiels ou de leur morphologie. C'est pourquoi j'ai adopté une approche qui, en privilégiant leurs propriétés sensibles, se propose de partir de leur manifestation aux limites de l'espace public, pour remonter à leur construction sociale et à leur rapport avec la morphologie des lieux, en resserrant mon objet sur les espaces communs d'ensembles résidentiels.

La première partie vise à identifier des caractéristiques qui permettront de cerner les contours de la notion d'espaces intermédiaires tels qu'ils se donnent à percevoir dans l'espace public de la rue comme espaces de pratiques.

Dans la deuxième partie, en rapportant ces caractéristiques aux espaces communs résidentiels, il s'agit de comprendre leur fonction dans le vivre ensemble résidentiel en construisant la figure de *l'inconnu familier* qui, selon nous, distingue l'espace intermédiaire de l'espace public auquel est plutôt attachée la figure de l'étranger.

Dans une troisième partie est abordée leur dimension normative.

Les espaces intermédiaires aux limites de l'espace public

Quelques immeubles de taille moyenne et sans âme s'intercalent entre les bâtisses qui confèrent à ce tronçon de la rue Kahn son allure de faubourg où s'entremêlent habitat, bureaux, entrepôts, petites fabriques et ateliers. La rue est doublée d'une impasse desservant des maison-ateliers délaissées par les artisans du métal et de la soie. Divisions en lots lors de successions, cessions et changements d'affectation d'usage ou remembrements, ont bouleversé les fonctions des cours, jardins, passages et appentis.

Au cours des 30 dernières années, des populations précarisées, immigrés d'origine marocaine notamment, se sont installées, rejoignant une population juive originaire d'Afrique du Nord, des anciens ouvriers et artisans restés dans le quartier qui accueillait déjà une population "rotative" d'étudiants, de jeunes couples, tandis que les immeubles des années 70 ont attiré des familles de classe moyenne. Depuis quelques années, cependant, dans le mouvement de rénovation du centre ville situé à proximité, le quartier est l'objet d'une action spéculative. De

nouveaux types de résidents s'installent en saisissant les opportunités que libère cette période de transition pour aménager des lofts.

Visibilité des pratiques et construction d'une altérité familière

Plusieurs lieux d'activité socioculturelle, commerces et lieux de culte de la communauté juive jalonnent la rue, de sorte que l'activité est rythmée par les fêtes religieuses et les pratiques rituelles qui alternent ou se confondent aux rythmes quotidiens - trajets domiciles travail, horaires d'école ou de marché, pratiques de voisinage ... - dans un jeu de signes distinctifs, de codes, de contrastes qui participent d'une théâtralisation de la distance.

C'est ainsi à un jeu réglé d'évitement et d'ajustement que l'on assiste, qui révèle des usages différenciés des espaces - trottoirs, jardin public, porches et parvis,... - selon les générations, les groupes sociaux, le genre d'activité (socioculturelle, professionnelle, domestiques...). Les groupes se décomposent et se recomposent en donnant à voir les mêmes personnes dans des postures et des attitudes distinguées selon les moments ; de sorte que les distances se révèlent denses d'une quête furtive de la familiarité, où la recherche inconsciente du visage, de la silhouette familière, participe de l'élaboration d'identités collectives sensibles, identités de perception, construites dans la réflexivité et la chronicité des usages quotidiens.

Mais dans ce mouvement, qui apparaît comme une spatialisation des temporalités des différents groupes, c'est aussi une combinaison à la fois fluctuante et récurrente d'agencements de l'espace de la rue qui s'établit.

C'est ainsi que la multiplicité des fonctions de la rue Kahn se révèle à travers la prégnance de territorialités infra locales. Bien que le centre Torah Emhet, par exemple, se trouve privé d'espace de dégagement par l'étroitesse de la rue, son porche et les trottoirs alentours n'en sont pas moins le lieu d'un rituel d'affirmation sociale qui voit les pratiquants se rassembler en petits groupes au sortir du culte, comme ils le feraient sur un parvis, avant de se disperser dans la ville selon un faisceau d'itinéraires qui apparaissent comme autant de réinscriptions de leur engagement religieux dans les strates de l'insertion sociale de la communauté.

Cependant, cet espace, aux contours immatériels, entre forme réticulaire et marquage des lieux, est aussi déterminé par des tensions. Si celles-ci sont physiquement inscrites dans

l'espace - des barrières anti-stationnement et un dispositif de vidéosurveillance ont été installés après une tentative d'attentat en 1995 -, ce dispositif de veille est surtout un dispositif à forte implication sociale qui polarise l'espace de la rue en mettant à l'épreuve les rapports entre la communauté juive et les populations alentours.

La rue est aussi marquée par d'autres types de polarisation sans autres frontières ni repères que ceux qui résultent des pratiques qui s'y tiennent quotidiennement et qui participent d'un esprit de lieux. Ainsi par exemple, cet effet de champ qui émane des abords de l'entreprise Agiss, où deux jeunes femmes réalisent des travaux de secrétariat à façon pour une clientèle variée, composée essentiellement d'hommes - médecin, laveur de vitre, ingénieur,... - que leur rapport avec ces deux femmes a rapprochés.

Dans leur manège, une sorte de langage populaire originel semble avoir été inventé, langage de mots mais aussi d'attitudes - on s'interpelle à vive voix, avec des gestes de grande proximité - qui ne perd rien des accents et des expressions propres à chacun, mais qui au contraire en fait des composantes essentielles du langage du lieu en l'affranchissant des hiérarchies associées aux codes de leurs milieux.

D'abord greffée au pas de porte du bureau, cette atmosphère de complicité a fini par traverser aussi la rue par l'entremise du chef du quai de l'usine d'en face qui a su aménager une place aux clients d'Agiss dans l'entente existant déjà entre l'usine et les habitants alentours à propos de l'usage de la "réserve de parking" disponible entre soir et matin que représente le quai de livraison.

Seuils et portes

Au-delà des ajustements entre des pratiques professionnelles ou rituelles et des pratiques habitantes ou résidentielles, c'est l'importance des portes et des seuils qui apparaît ici, en ce qu'ils sont les points autour desquels se distribuent les territorialités et les temporalités de la rue.

Ainsi cette porte massive du n° 39 en fer forgé, ornée de vers à soie et de feuilles de mûriers, vestige d'une épopée locale des artisans soyeux et de leur rencontre avec les artisans du métal.

Comme toutes les portes donnant sur la rue, elle est le plan d'une transition essentielle, lieu d'un mouvement entre ombre et lumière, entre intérieur et extérieur, mais aussi, dans ce cas, entre antérieur et actuel. Car par son style elle symbolise l'époque d'un ancrage local du métier et de ses valeurs notabilières, où la territorialité du corps de métier excédait le local pour rejoindre l'espace-temps des traditions, et par-là une forme de cosmologie qui transcende le local en lui donnant un sens au-delà des conditions sociales.

En ce sens, cette porte de la rue Kahn est le vestige d'un type révolu d'articulation du local au global mais aussi de ses transformations successives à travers lesquelles s'est forgée cette sorte de pragmatique du destin qui associe au-delà d'eux-mêmes ceux des gens de la rue, ouvriers au long court, rapatriés, immigrants, qui y ont une antériorité. Mais elle est aussi le vestige d'un ordre social régissant les rapports entre privé et public ; rapports autrefois structurés par les corporations et leurs hiérarchies, et inscrits dans l'espace public et l'habitat par des signes d'appartenance et des places assignées.

A la différence d'aujourd'hui où le jeu des signes distinctifs procéderait plutôt de combinaisons individuelles variées, de logiques de milieux sociaux, de logique de mise en scène de soi, d'affirmation ou expression d'identités culturelles. Soit un jeu d'acteur impliquant un autre type de rapport entre privé et public, beaucoup plus anonyme, dont les codes ne sont pas inscrits dans les murs.

Les portes d'immeubles résidentiels actuels s'ouvrent alors sur des espaces communs, dont les usages, au-delà des règlements d'immeubles, sont régis par un construit collectif, sans qu'un ordre supérieur ne s'impose plus comme ordre à priori, même s'il s'y exprime une histoire résidentielle qui intervient autant que la morphologie des lieux dans la construction des rapports de voisinage.

Ambiances d'immeubles

Par les portes d'immeuble, c'est donc un rapport entre ce construit collectif intérieur et l'espace public qui s'établit, à travers des livraisons de bouffées d'ambiances intérieures qui empiètent sur le trottoir et la rue.

Ce sont d'abord des qualités sensibles qui se donnent à percevoir. Odeurs des allées, où l'on pressent la cave et les senteurs culinaires qui caractérisent les immeubles anciens où couloirs et escaliers forment une structure volumique sans discontinuité reliant tous les étages entre eux, au contraire des immeubles récents dont les espaces communs sont toujours segmentés par des portes, des escaliers réduits aux services et dessertes d'ascenseurs dans des couloirs sans lumière du jour. Sons qui s'échappent dans la rue lorsque s'entrouvre la porte, résonance grave de ces structures anciennes, amplifiant les cris d'enfants et les bruits d'escalier ; ou au contraire, sons étouffés et secs qui signalent l'encaissement des allées, les bas plafonds, la couverture synthétique de murs. Visions fugitives lorsqu'on passe en marchant devant l'allée ouverte, ombres et lumières, crépis décatis, traces des peintures Art déco ou réflection encore luisante des bâtis anciens ou, au contraire, espace aseptisé des nouvelles résidences, éclairées et ouvertes au regard par de grandes baies vitrées. Partout des plantes vertes, mais dans l'ancien, elles relèvent d'un art de vivre des habitants, tandis que dans les immeubles récents, elles sont travail sur l'image, parfois simples artefacts.

Mais ces bouffées d'ambiance sont aussi faites des attitudes des gens, de leur manière d'entrer et de sortir, de la densité de peuplement ; de leurs rythmes tels qu'ils se manifestent au seuil des résidences et par lesquels les mondes de l'intérieur, les mondes ménagers, s'ouvrent à la rue, l'occupent et où, par le jeu de circulations et de relations de voisinage, ces modes d'extériorisation se confondent avec des ambiances d'immeuble, suggérant que la morphologie des lieux contribue à rendre possibles ces manifestations publiques de la familiarité.

Dans la plupart des rez-de-chaussée de la rue, volets et rideaux clôturent les ouvertures, ne laissant filtrer que les sons et, la nuit, les brusques variations de lumière des télévisions. Seules dénotent les grandes baies vitrées du n° 39 et 41 sans volets ni rideaux, signalant l'installation d'aménageurs de lofts dont les attitudes et les modes d'habiter spécifiques introduisent des changements dans l'ordre négocié des espaces intermédiaires.

En livrant ainsi leur intimité au regard des passants, les habitants des lofts leur imposent de choisir entre une attitude d'évitement et le désir de satisfaire leur curiosité. La rue se trouve ainsi durablement marquée par ce débordement de l'espace privé. Débordement d'un type

particulier, cependant, puisqu'il ne se manifeste ni par une contrainte physique ni par une présence directe, mais au contraire, par une forme immatérielle, que l'on perçoit, pris au piège (la nuit plus encore que le jour lorsque le faisceau de lumière saisi le passant), comme attiré par un leurre dans un dispositif de capture où voir c'est d'abord être vu.

Cette aliénation du regard à l'ordre qui régit l'espace est précisément le signe du franchissement d'un seuil par lequel on quitte l'espace public pour pénétrer dans un espace ordonné selon un mode obligé de réciprocité qui caractérise une dimension d'exception privative de l'espace. Ici, cependant, le passant est privé de la réflexivité d'une interaction.

Les usagers de la rue les plus affectés par cette nouvelle contrainte ont semble-t-il été ceux qui fréquentent le centre Torah Emhet, situé juste en face de ces nouveaux habitats. Car le spectacle d'un domaine d'intimité familiale en vis à vis d'un lieu de prière a quelque chose de choquant.

Eléments caractéristiques des espaces intermédiaires

A l'appui de ces exemples et contre exemples (les baies vitrées), sans doute peut-on avancer qu'un premier trait caractéristique d'un espace intermédiaire est d'être l'espace où un groupe, qui peut être de circonstance, se réunit autour d'une pratique qui fait sens pour ses membres et qu'ils inscrivent dans l'espace en se mettant en scène sous le regard des autres, en se rendant disponible à leur action.

C'est moins le contenu des pratiques qui importe alors que leur ajustement négocié à un espace fréquenté par d'autres. C'est un espace de reconnaissance réciproque qui se construit, sans qu'il s'agisse d'exiger une réciprocité de perspective. L'exigence de réciprocité ne porte ici que sur les modalités de coprésence. Mais l'ordre qui régit ces espaces intermédiaires n'est pas un ordre de juxtaposition ou de succession régi par le respect de règles et des normes fixées à priori ou fonctions de la morphologie ; ils apparaissent avant tout comme des espaces d'accomplissement de pratiques collectives.

C'est précisément cette dimension d'accomplissement qui contribue à la qualité du vivre ensemble et qui affecte des qualités civiles aux espaces intermédiaires, des qualités co-construites avant d'être vécues par leurs effets de régulation. Au-delà d'une mise en visibilité de pratiques dans des espaces temps, c'est la façon dont la visibilité est prise en compte comme une dimension constituante de ces pratiques qui est ici essentielle. Car la visibilité affecte les identités elles-mêmes et, en un sens, la civilité apparaît comme la co-construction d'un ordre expressif des identités individuelles et collectives.

Dans cette perspective des espaces intermédiaires, l'autre n'y prend pas place comme l'étranger dans une conception citadine de l'espace public, mais plutôt comme inconnu familier ; l'espace intermédiaire, comme polarisation de l'espace public, pouvant être conçu comme l'aire de validité d'une figure d'inconnu familier. C'est précisément à la construction de cet individu familier dans les espaces communs résidentiels que nous consacrons la seconde partie de cet article.

Mais il s'agit aussi de souligner une autre caractéristique des espaces intermédiaires que nous révèle cette première investigation, c'est à dire leur nature avant tout sensible, immatérielle, qui implique les facultés perceptives et aperceptives par lesquelles on accède à la densité de l'espace temps. Pénétrer un espace intermédiaire, c'est en effet franchir un seuil perceptif par lequel on accède au niveau d'imbrication des pratiques et de l'espace, où celles-ci ne sont pas seulement localisées mais apparaissent comme constitutantes de l'espace, tandis que, symétriquement, la morphologie et les qualités sensibles des lieux, leur historicité, rendent possibles ces pratiques et les connotent.

Cependant, ici, la dimension de seuil revêt en même temps une autre signification. Elle traduit le passage entre des ordres qui régissent des rapports sociaux - ordre de la maison, ordre de la pratique religieuse collective, ordre socioprofessionnel. Soit un passage comportant un caractère rituel qui s'inscrit dans l'espace en s'attachant à des repères symboliques existants ou en en fixant de nouveaux. La porte, le seuil ou le parvis, apparaissent comme autant de frontières qui sont cependant fluctuantes et perméables, qui diffusent en amont et en aval, car s'y greffent des pratiques de transition entre ces différents ordres. Pratiques de regroupement et puis de dispersion devant le centre de culte. Gestes et mimiques pour se faire une façade civile avant de franchir le pas de la porte palière ou bien, au contraire, rituel d'entrée dans la maison au retour du travail, où les scènes de commensalité jouent un rôle essentiel.

Pénétrer un espace intermédiaire, c'est ainsi pénétrer dans l'espace-temps d'une configuration (ou d'une transition de configuration) propre à un ou des groupes pour lesquels le rapport à l'autre intrant est codifié ; les modes de codification dépendant notamment de la composition sociale de groupes et de l'historicité de leur expérience collective, comme c'est le cas, par exemple, pour le groupe des clients de l'entreprise Agiss que nous avons présentée précédemment.

L'inconnu familial comme figure des espaces communs résidentiels

Ordre collectif de coprésence résidentielle

Ainsi, la disponibilité au temps des lieux est au cœur même des sociabilités résidentielles, selon les rythmes quotidiens des espaces communs résidentiels (cycles domicile-travail ou “ heures creuses ”, moments des activités ménagères, des jeux d'enfants...), et dont les modalités (langage, distances ou attitudes d'évitement, style de convivialité) varient selon les relations affinitaires, les rapports générationnels, le statut social des interactants, les personnalités, entre formes de civilité passives et actives.

Civilité passive dans les espaces communs résidentiels lorsque, par exemple, on compte sur l'autre pour préserver la distance dans ce temps de latence qui permet de passer de l'intérieur à l'extérieur ou l'inverse ; civilité active lorsqu'on compte sur l'autre croisé dans l'allée pour se montrer réceptif à une marque de convivialité, sans autre perspective, cependant, que de consacrer ce lieu de rencontre quotidienne comme lieu commun ; civilités actives et passives contribuant ensemble à établir ce degré de familiarité par lequel on se reconnaît dans un espace commun.

Ces civilités participent d'un ensemble plus large de pratiques qui se combinent pour donner une tonalité particulière aux espaces communs, tout au moins lorsqu'ils présentent certaines qualités morphologiques (quand les volumes des espaces communs facilitent la rencontre et suscitent les attitudes de coprésence tout en comportant des aires de voilement, de déroades, des paliers et coursives...). Au-delà du cercle des résidents, ces pratiques impliquent, en effet, un large éventail d'usagers, amis, agents de services publics, clients, représentants, agents d'entretiens, qui se signalent par des attitudes et des signes qui déterminent l'attitude qu'il convient d'avoir avec eux.

Ces différents types de fréquentation impliquent un travail d'habilitation de la part du collectif résidentiel. Si celle-ci est donnée d'emblée aux agents qui disposent d'une certification publique dont ils portent généralement l'insigne en même temps qu'ils adoptent des attitudes typiques, en revanche, pour les autres, une certification doit d'abord être apportée par le résident chez qui ils se rendent. Dans le cas d'un architecte, par exemple, une plaque peut

suffire à cette certification, dans la mesure où elle renvoie à des normes publiques d'usage que la clientèle est sensée adopter.

Mais, à défaut de référence à de telles normes, la certification qu'apporte un professionnel atypique l'engage moralement devant le collectif résidentiel ; comme ce musicien qui reçoit des élèves en répétition et dont les pratiques de pas de porte sont non seulement des pratiques de séparation ou d'accueil mais aussi des pratiques de certification par lesquelles il normalise les usages attachés à son activité et obtient l'habilitation du collectif résidentiel pour ses élèves. Dans cette mesure, le travail d'habilitation-certification est non seulement un travail d'introduction mais aussi de coproduction de normes et de règles d'usage.

Ainsi, ce sont des ordres de coprésence possibles de l'autre qui se succèdent ou s'entremêlent dans les espaces communs résidentiels et qui orientent les sociabilités. Par leurs manières codifiées d'être aux lieux, de s'adresser aux gens, d'entrer dans les foyers, et symétriquement d'accueillir l'intrant, soit par *les ficelles du métier* qu'ils mettent ainsi en œuvre, intrants et résidents participent ensemble d'une familiarité impersonnelle des lieux, dans laquelle chacun peut alors introduire sa part d'improvisation dans les relations.

Cette part de créativité est une action mutuelle, par nature intersubjective, par laquelle se rencontrent virtuellement des univers disjoints et qui fait la qualité du moment, qui lui donne sa tonalité, comme le feraient des variations rythmiques et thématiques autour d'un thème musical. Mais le style et la tonalité des civilités et des relations de voisinage ne résultent pas seulement d'une succession d'interactions en face à face rythmées par le quotidien. Ils procèdent aussi d'une expérience collective par laquelle s'établit un ordre collectif de coprésence résidentielle, ordre de nature essentiellement expressive.

Disponibilité des lieux à l'imaginaire.

Cet ordre expressif, pour autant qu'il constitue un objet reconnaissable et distinguable parmi d'autres, n'est cependant ni homogène ni uniforme. Les lieux particuliers comme la cour du n°41 ou encore l'impasse, apparaissent comme sièges de processus d'agencement variés, générationnels notamment. Plus qu'une succession de temps dédiés aux différentes

générations ou catégories d'usagers, c'est une recomposition de l'espace qui se déploie en fonction des configurations de coprésence.

Par exemple, dans la cour, lorsque les adolescents pratiquent des jeux acrobatiques, qui relèvent de la parade rituelle sous le regard des résidents - dès lors impliqués dans la scène - et qui ordonnent en même temps un ensemble d'indices dont la signification échappe en dehors de ce manège, petit tag, galet posé sur une margelle, rond de craie, etc. par lesquels les adolescents marquent les lieux de leurs rituels, et qui indiquent que cette scène ne saurait se résoudre à l'espace de la cour ; laquelle, en réalité, n'est pour les adolescents qu'une étape dans un parcours urbain.

De telles pratiques ne sont pas sans rapport avec les qualités morphologiques des lieux. Si la cour du n°41 semble sans attrait ni caractère, il y circule pourtant comme un fond d'âme attaché à des signes, à des objets hétéroclites (anneaux ou crochets de fer encore scellés aux murs...), à des bribes architecturales qui font de cet espace le creuset de mémoires passées qui, pour peu qu'on y prête attention, peuvent être saisies comme une matière à refonder un monde imaginaire. Car il s'y manifeste à la fois une densité de présence et une part d'inachèvement, un certain degré d'abandon à l'usure du temps (la présence d'appentis, les fissures) sur lequel se greffent des traces de transformations actuelles (nouveaux câbles électriques, baies vitrées restaurées, traces de jeux d'enfants...), dans un confinement qui attribue à la cour une valeur symbolique de creuset.

Autant de caractères qui marquent les lieux de la présence des autres passés et actuels, mêlant des styles et des agencements qui indiquent non seulement le recouvrement d'époques mais aussi la combinaison d'intentionnalités variées des habitants des lieux. Soit autant d'indices que les lieux peuvent être régis par un ordre collectif attentif à préserver leur disponibilité à différentes entreprises imaginaires de configuration.

Comme les enfants ou certaines personnes âgées qui vivent là, ceux qui s'installent dans les habitats donnant sur la cour affectent de croire à cette signification des indices, et par cet acte de foi, créditent les autres usagers de la cour d'un engagement réciproque. Dans cette mesure,

ces signes et ces caractères se conçoivent comme prédisposition des lieux à un ordre de réciprocité.

Intime sous le regard des autres

Dans la pratique, les résidents du 41 utilisent la cour selon les usages dédiés (garage des vélos, dépôt des poubelles, espace de circulation entre le bâtiment donnant sur rue et le bâtiment donnant sur l'impasse...) avec les rites d'interaction - évitement ajustements, marques de politesses - propres à un petit monde de voisinage résidentiel.

Pourtant, en rester à cette lecture ne rendrait pas compte de l'atmosphère spéciale qui règne dans cette cour, ni de pratiques inhabituelles qui s'y donnent à voir : circulation en tenue semi-intime sous le regard des autres, interpénétration sonore des espaces privés, flânerie sur les margelles, soit des mises en visibilité de postures et de scènes intimes d'une façon qui suscite habituellement des attitudes de pudeur, des réactions d'offense, la fermeture des portes et rideaux, ... Ici, pourtant, jusqu'à une certaine limite, ces pratiques ne semblent entraîner aucune de ces attitudes.

Dans ces moments, la saturation de la visibilité est telle que l'image de l'autre semble ne plus être que réflexive. Elle se détache si complètement de celui qui se donne à voir qu'elle paraît ne plus appartenir qu'à l'univers quotidien de celui qui la voit, univers qui ne peut subsister que si les autres s'y effacent si bien qu'ils y soient des inconnus, abandonnant leur image à autrui, cet abandon étant la condition pour qu'autrui les intègre dans son univers comme personnages familiers.

L'inconnu familier se manifeste ainsi comme figure d'une proximité vécue où le voisin de cour devient considérable par une opération qui, après l'avoir conduit à s'extraire de sa propre image, le fait se réincarner dans l'espace-temps imaginaire du creuset de la cour. Car ces images ne sont pas seulement abandonnées à autrui, elles sont des figures habitées, qui réalisent le pacte de réciprocité scellé sur la disponibilité des lieux aux entreprises imaginaires de configuration des gens qui les habitent.

Un monde décalé se construit, parallèle à celui des statuts et des rôles prescrits, mais qui n'est pas moins un domaine de l'action réelle où chacun habite les figures par lesquelles le petit monde de la cour s'établit comme monde commun.

Entrer dans cette sorte d'espace temps, habiter une figure, c'est opérer un saut qualitatif, qui modifie le regard. Mais ce passage n'est pas donné. Il exige d'adopter une posture contemplative à laquelle on ne peut accéder qu'en comptant sur les autres pour qu'ils se livrent au regard contemplatif ; mais c'est aussi, symétriquement, se percevoir soi-même comme étant regardé, comme habitant le lieu des autres au regard desquels on abandonne sa propre image. C'est pourquoi le lieu de la cour est lieu de l'ambivalence de la figuration, dans une tension entre un ordre du quant à soi et un ordre de la communion.

D'un côté la cour est territoire de la règle et du rôle, et donc d'une esthétique de la figure de style : jeune premier au look rappeur, ouvrier retraité tiré à quatre épingles, bobo à l'allure altière, composant leur paraître comme s'ils ne cherchaient dans le regard des autres que le reflet de leur propre image de citoyen d'un monde extérieur ; franchissant les espaces communs comme des espaces normés et réglés.

D'un autre côté, la cour est lieu de l'involution, où le monde dionysiaque anime entièrement l'espace lorsque la voix du père ordonne les lieux ; lorsqu'un rôle d'amour s'évade des persiennes ; lorsque chante un enfant affairé à ses jeux ; lorsque la vieille femme s'attarde à humer l'air du temps ; ou quand les murs résonnent le parler italien, l'arabe ou le français, comme accents de terroirs qui investissent l'espace, en harmonie avec un monde qui prend réalité dans l'agencement des lieux.

L'harmonie des lieux procède ainsi à la fois d'une sorte de contrat social, et d'une forme d'engagement commun dans la préservation de la figure de l'inconnu familial, seul véritable personnage des lieux, densité même du lieu.

Figures du double et invisibilité collective

C'est donc d'abord un travail collectif de figuration qui caractérise l'expérience collective par laquelle se construit le collectif résidentiel et, au-delà du confinement de la cour, les figures

que produit ce travail visent à rendre les personnages réels acceptables en tant que résidents ou intrants avec lesquels on peut entretenir des relations normalisées.

Ainsi dans cet exemple du locataire du n°41 qui ne répondait jamais aux marques de politesse. Au-delà des réactions d'agacement et des jugements premiers, la persistance de ce voisin à ne pas souscrire aux règles minimales de l'étiquette affecta l'idée même que chacun se faisait des qualités du vivre ensemble dans la résidence, affectant en retour l'image de soi. Cette situation fut vécue de manière si préoccupante qu'elle fit bientôt l'objet de conversations, au-delà du simple commérage, où l'on vit que, tout se crispant sur la situation, chacun cherchait à contourner le problème.

Par une pratique bien naturelle lorsqu'on est privé de l'échange avec le sujet de la discussion, chacun supputait quelque raison qui pouvait expliquer ce comportement. On tenta bien de l'affubler de quelques perversions, de l'ériger en figure de l'homme louche etc. mais aucune de ces réponses ne semblait satisfaire le souci de préserver les qualités du vivre ensemble. Si bien que la plupart des gens finirent par envisager ce personnage avec une certaine compassion ; comme si les résidents, à travers leurs conversations de voisinage, tout en le dénigrant, se devaient de le représenter sous ses aspects positifs pour envisager positivement leur propre appartenance au collectif résidentiel.

Ainsi, c'est par la médiation de la figure construite par le collectif que s'opère l'intégration de ce locataire ; ce mode d'intégration indiquant que l'activité collective de figuration est constitutive du collectif résidentiel, et que si cette activité constitutive implique des formes de débat ou de conversation, elle s'opère surtout dans l'accomplissement de pratiques collectives dans les espaces communs.

Cependant, une catégorie de figures tient une place importante, celle qui incarne le double, soit les figures de la duplicité, de la trahison, de la mauvaise foi ou du camouflage... Ainsi, ce copropriétaire, descendant d'une famille implantée dans le quartier de longue date, d'un abord aimable et rigoureux sur les questions de copropriété, mais qui s'avèrera un jour être aussi un receleur dans l'entrepôt de meubles dont il disposait dans l'immeuble.

C'est ici l'expérience collective du silence qui apparaît déterminante : tout le monde savait en réalité (ou feignit d'avoir su lorsque les faits furent révélés au grand jour). De sorte que cette figure du double semble avoir une fonction particulière dans la pragmatique de la coprésence. Car à travers elle, se fixent les termes d'un accord sur "*l'invisibilité collective*", accord sur la triade du "*non dit, non vu, non entendu*" quant aux pratiques individuelles des résidents, déterminant par conséquent ce qui relève ou non de la juridiction morale du collectif résidentiel.

D'autres figures attachées à des personnages d'immeubles ont une fonction de différenciation entre l'espace public et l'espace du collectif résidentiel, comme la figure de ce propriétaire de loft dont l'une des activités est le casting publicitaire, et dont on pouvait voir le portrait chaque jour sur les panneaux publicitaires 4x3 d'une banque du quartier, tandis qu'il bénéficiait d'une remise de charges de copropriété en échange d'un temps de travail consacré à gérer les poubelles et entretenir les espaces communs.

De la même manière, il est des personnages dans les deux immeubles du 39 et du 41 dont les figures délimitent les juridictions morales du privé et du collectif de coprésence résidentielle. C'est le cas par exemple de cette jeune femme qui travaillait dans un bar du quartier de "*mauvaise réputation*", mais qui était "*très aimable et polie*" même si "*sa manière de s'habiller en disait long sur sa vie*". La jeune femme ressemblait à la Marilynne Monroe des photos les plus populaires, sortant le dimanche matin, en peignoir blanc décoré de frous-frous roses, perchée sur des claquettes dorées à talon haut, pour promener son caniche nain. Lorsqu'il lui arriva d'être victime d'invectives ou de dénigrement dans les parages de l'immeuble ou même d'être suivie jusque dans l'allée, elle fut défendue par les résidents.

Mais ce type d'événement donna aussi lieu à des discussions contradictoires (Elle n'avait qu'à faire un autre métier ! Oui mais ça ne nous regarde pas, si tout le monde se mêle de la vie des autres, ça deviendra invivable...). Et même si la cause pouvait sembler d'emblée acquise, il aura fallu que sa situation soit d'abord débattue pour qu'elle prenne place dans le collectif résidentiel, car à travers ces différentes figures du double, dans une dialectique de positif et du négatif, de la compassion et de la culpabilité, de l'inclusion et de l'exclusion, ce sont les fondements collectifs des relations de voisinage et des usages qui s'actualisent.

Ainsi, le collectif résidentiel se construit-il de proche en proche dans son activité collective de figuration, en déterminant à la fois les limites morales de son action et le point d'équilibre des tensions éthiques suscitées par les événements de voisinage.

C'est aussi la réputation de l'immeuble qui se joue dans ce travail de figuration. Où l'on peut percevoir que c'est sur un mode dialectique que la question de la réputation se pose aux résidents, opposant par exemple, d'un côté le souci collectif de préserver l'intégrité du collectif en préservant celle de la jeune femme, et de l'autre côté, le souci d'appartenir à un collectif résidentiel de bonnes mœurs au regard de critères moraux courants. Tous les résidents ne posent pas ce dilemme de la même manière, et si les tensions éthiques que vit chacun d'entre eux trouvent une contrepartie dans la participation à la construction des conditions de félicité de la coprésence résidentielle, c'est seulement dans une certaine limite, au delà de laquelle tout peut basculer.

Le sentiment que cette limite est franchie de manière récurrente peut alors conduire à plusieurs types d'attitudes. Ceux qui en ont la possibilité peuvent décider de quitter les lieux, particulièrement les copropriétaires occupants qui, en plus du malaise qu'ils ressentent, perçoivent souvent les traits moraux du vivre ensemble comme des indices de valeur immobilière de leur habitat.

D'autres peuvent abandonner la scène collective. Cet abandon peut se traduire soit par une posture d'indifférence et un usage strictement utilitaire des ressources et des moyens communs, soit par un repli du résident sur son monde, dans une posture d'endurement, comme ce fut le cas par exemple pour les anciens résidents de l'immeuble lorsque les opérations d'un marchand de bien et l'arrivée des aménageurs de loft, puis de plusieurs locataires se conjuguèrent pour déstabiliser leur position.

Ordres d'interdépendance

Le petit monde de la résidence fut en effet projeté dans un nouvel ordre d'interdépendance dont les fondements communs se révélèrent d'un tout autre type que ceux qui fondaient les anciennes manières

Dans ce changement, les anciens réalisèrent confusément que leur monde n'était plus fait que d'une collection de récits biographiques sans autre instance de référence qu'une histoire ouvrière qui ne lassait pas de s'épuiser, de se dissoudre dans l'ancienneté, tandis que la nouvelle configuration résidentielle leur apparaissait menaçante tant elle ne reposait sur aucune autre perspective partagée par les résidents que le fait de résider dans le même immeuble.

Les perspectives des aménageurs de loft eux-mêmes n'étaient pas homogènes, entre logique sédentaire pour les uns (*les lofteurs qui s'installent durablement*) et logique nomade pour les autres (*ceux pour lesquels l'aménagement d'un loft est une technique de gestion de leur propre mobilité, conciliant cadre de vie et facilité de revente*). Perspectives différentes aussi, pour ceux qui se sont saisis d'une opportunité de duplex modernes à prix accessibles et pour ceux qui se sont installés là parce qu'ils avaient des attaches dans le quartier ou y pratiquaient des activités socioculturelles ou communautaires.

Dans ce type de configuration, la cohésion résidentielle repose alors moins sur une conscience commune liée à la similitude de condition et à une histoire partagée sur lesquelles se construit le sentiment d'un droit de suite, que sur la conscience individuelle et le jugement personnel ; et le collectif résidentiel se construit d'abord sur la scène des rapports de civilité dans les espaces communs, dans la régulation implicite des usages, en amont de toute forme construite de rapports de voisinages. Ici, plus encore que dans l'ordre fondé sur une solidarité de similitude sur lequel reposaient les anciennes manières, les pratiques d'habilitation et de certification s'avèrent déterminantes.

La première vague des aménageurs de loft eut un rôle décisif dans la phase de transition qui permit le passage entre ce qui apparaît comme deux types d'ordre de coprésence radicalement différents. Ces ménages, en effet, se trouvèrent en position d'établir un lien entre les anciens et les nouveaux arrivants, à la fois parce qu'ils partageaient avec les nouveaux une perspective pragmatique des usages, et parce que, plus encore que les anciens résidents, ils étaient détenteurs d'une mémoire de lieux (mémoire ravivée lors de négociations sur les transformations d'usages d'espaces communs aux abords des lofts, mémoire actualisée aussi à

travers l'inventaire des successions par les notaires lors de l'acquisition... mémoire locale aussi, réveillée par les pratiques que leur attachement pragmatique aux modes de vivre ensemble populaire les a conduit à mettre en œuvre : enquêtes sur la situation du quartier avant acquisition, pratiques de commensalité lors des travaux d'aménagement des lofts ...).

La fonction de transfert des espaces intermédiaires

C'est ainsi qu'une part des anciens codes et normes d'usages fut conservée. Cependant une telle conservation ne procède pas à proprement parler d'une logique de transmission ni même d'une prévalence de l'ancien sur le nouveau dans la refondation (le nouvel ordre ne s'est pas reconstruit sur l'ancien), mais plutôt d'une logique de transfert d'un ordre de coprésence donné à un autre.

Que l'on considère le plan diachronique ou synchronique, cette fonction de transfert apparaît comme une fonction caractéristique des espaces intermédiaires en tant que lieux où s'opèrent des transitions entre différents ordres ou entre différents espaces temps.

Sur le plan diachronique une illustration est donnée par le transfert d'anciens codes et normes d'usages dans l'actualité. Mais dans un autre registre, c'est aussi un transfert diachronique qui s'opère dans les reconfigurations des espaces communs résidentiels liées à l'installation des aménageurs de loft. Dans leur logique de patrimonialisation, reliquats architecturaux - verrière de la cour,...- ou anciennes structures techniques des anciens ateliers - poutrelles de treuil,... - sont maintenant intégrés dans le design et l'esthétique fonctionnelle des lofts et de leurs abords. Dès lors, ces reliquats - pour ceux qui sont encore visibles de l'extérieur - ne sont plus entièrement "libres de droit d'interprétation". La nouvelle esthétique en force le sens, soulignant l'inversion du collectif et de l'individuel qui s'est opérée dans le passage entre des époques où les identités collectives, socioculturelles et socioprofessionnelles, se trouvaient au centre des rapports urbains et des modes d'habiter dans ce type de quartier populaire, à une actualité où ces rapports et ces modes participent d'une forme atomistique d'organisation dont la cohérence n'est jamais perceptible que de manière située, à travers des formes localisées d'agencement du privé et public.

Sur le plan synchronique, les fonctions de transfert se situent principalement dans le travail collectif de figuration par lequel les codes et des normes d'usages en vigueur dans les différents mondes sociaux des résidents participent non seulement à une expressivité spécifique dans espaces communs, mais aussi à une production normative propre au collectif résidentiel.

Cette fonction de transfert est ainsi au cœur du processus d'élaboration d'un accord collectif sur les modalités de coprésence, accord qui repose non seulement sur une pluralité de normes permettant à chacun de se reconnaître et d'agir ; mais qui établit aussi la rencontre de mondes sociaux à travers une construction expressive toujours originale, au-delà d'un simple agencement de codes et de normes importées.

C'est ainsi que l'élaboration de cet accord de coprésence permet la réalisation, dans un espace commun, de pratiques qui prennent par ailleurs un sens spécifique pour ceux qui les mettent en œuvre. L'espace commun apparaît comme le lieu dans lequel le collectif des gens qui le fréquentent s'entend sur les figures typiques et les modes de visibilité et de mise en scène qui permettent à chacun des participants d'exercer leurs modes d'habiter, de circuler, de se rendre chez un résident, etc.. bref de fréquenter les lieux communément sans pour autant partager les perspectives dans lesquelles ils les fréquentent.

Le répertoire de figures sur lequel le collectif s'entend et que les participants du collectif résidentiel peuvent adopter (figure du client, du patient, de l'ami pour ce qui est des extérieurs habilités ; et les différentes figures de résident entre personnage public et personnage privé, entre nomade et sédentaire etc.), ce répertoire, donc, permet l'articulation de l'espace commun avec des mondes sociaux différents sans pour autant les fusionner ; il permet l'articulation des espaces communs avec des lieux et des modes de vie urbains variés sans pour autant en faire unité.

Cette construction de figures dans les espaces communs s'opère dans un rapport d'emboîtement-inversion des espaces temps résidentiels et des espaces temps où se déploient les différents mondes sociaux : ces mondes sociaux s'expriment à travers la figure qu'un usager habite dans les espaces communs résidentiels et, en retour, en trouvant appui sur le

collectif résidentiel, chaque usager construit pour une part son rapport aux mondes sociaux dans lesquels il s'inscrit.

Par exemple, c'est à travers les interactions quotidiennes et les pratiques de pas de porte qu'en jouant de sa position de locataire, le militant des associations socioculturelles juives du quartier apporte sa certification aux gens qui fréquentent son logement et obtient leur habilitation par le collectif résidentiel.

Il transfère ainsi des normes, des codes et des usages en vigueur dans ce milieu socioculturel vers l'espace commun résidentiel, dans lequel ils prennent cependant une signification propre au regard de la fonction de transition des espaces résidentiels entre intérieur et extérieur, entre la maison et la rue, entre privé et public etc.

En retour, il s'appuie sur la figure de résident construite par le collectif résidentiel dans cette fonction de transition pour inscrire sa pratique militante dans la proximité (contribuant de ce fait à l'ancrage local de la communauté juive)

Ainsi l'opérateur de transfert est-il la figure construite par le collectif résidentiel.

Une propriété remarquable de cette fonction de transfert est la dualité de l'espace-temps sur laquelle elle repose. Tandis que le commun se loge dans les espace-temps du figuré (dans les modes de mise en visibilité, dans la mise en scène de la vie quotidienne, dans la construction d'une familiarité des lieux. ..), la pluralité des normes et l'établissement d'une distance dans la proximité permettent en même temps une multiplicité perspective et une étanchéité des mondes sociaux.

Cette dualité des espaces-temps - dualité du figuré et du donné-dans-la-situation (statut, milieux sociaux des uns et des autres, diversité des horizons d'attente, des styles et modes d'expression, des rythmes et des rituels.) - semble indissociable de l'ambivalence des espaces intermédiaires pris comme espaces de pratiques, entre public et privé ; ambivalence dont elle semble être la transposition dans l'espace et le temps.

Ni complètement privés ni complètement publics, ni appropriés ni entièrement anonymés, les espaces intermédiaires apparaissent communs à un ensemble d'usagers qui se construit comme collectif dans des pratiques de reconnaissance mutuelle.

Cependant cet ensemble reste toujours partiellement indéterminable, comme si, paradoxalement, l'indétermination ultime du "Nous" qui régit un espace intermédiaire était une condition d'accomplissement de son caractère commun. Cette indétermination du "Nous" apparaissant selon le cas comme une indétermination du nombre (ni nombre fini déterminé par une clôture sur les propriétaires ou les résidents de droit, ni infini dans une fusion dans l'espace public) ou comme une indétermination des formes de manifestations (entre forme visible et forme de l'énoncé).

Productions normatives et instances délibératives

Ethique de la réciprocité et éthique de la régularité

Dans la pratique, les usages des espaces communs résidentiels, de la cour, de l'impasse... font aussi l'objet de conflits ; et l'ordre de coprésence apparaît en tension permanente entre une éthique de la réciprocité, qui privilégie l'engagement mutuel, et une éthique de la régularité, au sens d'un rapport d'intentionnalité en conformité à la règle conçue comme cadre d'entendement commun. C'est à dire d'un rapport qui renvoie à la fois à la régularité comme temporalité et au droit de suite que produit le temps long ; à la primauté de la règle en tant que texte ; au jugement moral sur la régularité des pratiques au regard des us et coutumes.

Cette tension apparaît tant dans les usages courants que dans les affaires de propriété et de droit d'usage.

Dans les usages courants, (fermeture des portes d'allée, bruit, usages de la cour...) c'est moins à l'opposition entre ces deux perspectives éthiques qu'on assiste, qu'à la redéfinition constante des termes de leur équilibre. Où l'éthique de la régularité tend à moraliser les usages, et par conséquent les espaces, tandis que l'éthique de la réciprocité tend à les dé-moraliser au profit des formes implicites de l'entente.

En revanche, quand intervient le droit de propriété et ses dépends, comme le droit de suite, éthique de la régularité et éthique de réciprocité trouvent rarement à se concilier. Ainsi cet exemple où un résident acquit un bien comprenant un appentis dans la cour en plus de son logement au rez-de-chaussée. Celui-ci était utilisé par un habitant de l'immeuble qui en avait l'usage sans acte ni titre depuis plusieurs années. Plus porté à l'entente qu'à l'application stricte de la règle, et soucieux de ne pas déstabiliser plus encore la position des anciens résidents malmenés par les changements survenus dans la copropriété, le propriétaire décida de maintenir cet usage.

Mais après deux années il advint qu'il dut vendre son bien. Considérant le problème de l'appentis, il conclut que l'acquéreur devrait s'entendre comme il l'avait fait lui-même, à l'amiable, et n'en fit pas mention lors de la vente. Mal lui en prit puisqu'une fois la vente conclue, l'usager se montra peu régulier et refusa fermement de libérer l'appentis. Outre l'inventaire des questions juridiques que souleva ce problème, notamment le non-respect par le vendeur de la clause "libre de toute occupation", l'un des notaires observa : *“ c'est très ennuyeux, monsieur, vous auriez dû traiter le problème dans les règles. Car non seulement vous transmettez la charge de le résoudre à votre acquéreur, mais celui-ci ne dispose pas des moyens de le traiter car il n'y a plus d'accord tacite qui vaille, votre entente avec l'usager de l'appentis ne se transmet pas à votre acquéreur. Cet usager n'est tenu par aucun accord moral. Pour lui, seule la règle compte aujourd'hui, qu'il invoque en affirmant un droit de suite, ce qui nous renvoie au juridique. De plus, la situation est maintenant conflictuelle, ce qui obère les chances d'un règlement à l'amiable et va compliquer les relations de voisinage de l'acquéreur”*.

Si les tensions qui se manifestent dans les espaces communs relèvent parfois de l'arbitrage des instances collectives (*assemblées syndicales des copropriétaires,...*), elles renvoient plus fréquemment à une gestion diffuse de la plainte et à des rapports épistolo-réglementaires impliquant des tiers accrédités (*le syndic, le notaire,...*) dont l'art de faire consiste, bien souvent, à enrayer suffisamment l'instruction pour que les régulations de voisinage aient le temps de faire leur œuvre réparatrice.

C'est d'ailleurs de cette manière que fut finalement traité le cas de l'usager irrégulier. Cependant le nouveau propriétaire dut pour cela faire preuve d'un grand discernement, en dissociant les scènes et les temporalités du contentieux et des rapports quotidiens, conservant une attitude civile à l'égard de l'usager irrégulier, ce qui était une épreuve d'autant plus

difficile qu'il ne pouvait éviter de le voir utiliser son bien, puisque l'apprentis se trouvait juste devant ses fenêtres sur cour.

C'est ainsi qu'une politique de la règle se conduit non seulement à travers les procédures, mais aussi à travers des rapports de civilité, des scènes de justification, des palabres etc. où s'exerce et se forge en même temps une science du vivre ensemble qui est d'abord une science de l'étiquette reposant sur l'ambivalence des figures, sur le double jeu qu'elles autorisent.

Au-delà d'un dispositif de règles et de prescriptions normatives, un régime de civilités.

Ainsi, la régulation sur le mode de l'énoncé de règles et de normes d'usages n'est finalement qu'une modalité particulière de stabilisation du collectif résidentiel parmi l'ensemble plus vaste de ses productions normatives, qu'il s'agisse des pratiques d'habilitation et de certification, des modes d'ajustement, d'évitement, des formes de gestion de la plainte, de palabres ou encore du travail collectif de figuration... toutes modalités qui concourent ensemble, en normalisant les rapports, à la recherche d'un équilibre.

Concernant aussi bien les rapports quotidiens que le règlement des contentieux, ces modalités impliquent différents niveaux de formalisation (modalités de mise en scène de la vie quotidienne, construction de figures typiques, styles de convivialité, stratégies d'évitement ou de négociation...) et d'instances (relations affinitaires, instances propres à des groupes sociaux, générationnels, conciliabules improvisés...) qui participent ensemble à l'établissement et à la régulation d'un régime de civilités.

Si les modalités de détermination de ce régime de civilités ne relèvent pas d'un formalisme de débat ni de cadres institués comme l'assemblée de copropriété, elles n'en constituent pas moins, dans leur conjugaison, un espace délibératif qui porte sur des registres variés inaccessibles à l'instance de copropriété ou ne relevant pas de sa compétence (c'est dans cet espace, par exemple, que se requalifient les anciens modes de relations de voisinages déstabilisés par les changements, et non pas dans les instances de copropriété).

Tout autant que l'écart à une règle formelle, les attitudes qui fragilisent ce régime de civilités peuvent être vécues par des résidents comme des attitudes irrégulières. Mais contrairement à un rapport de stricte conformité à la règle, le rapport du collectif résidentiel à la régularité est un rapport dynamique, tendu vers la recherche d'un accord sur les conditions de félicité de la coprésence, de sorte que le régime de civilité évolue constamment pour atteindre un optimum qui n'est cependant jamais réellement stabilisé.

Car, en pratique, l'accord s'élabore en situation et les espaces résidentiels se définissent par les pratiques qui s'y tiennent, et non l'inverse ; les modes d'ajustement ou de négociation, de même que les différents types de mise en scènes des rapports quotidiens, apparaissant comme des modalités d'accomplissement de pratiques collectives qui ne sont finalement rien d'autre que les modalités d'élaboration des termes de l'accord de coprésence.

La production normative du collectif résidentiel comporte ainsi une dimension d'apprentissage, dans la récurrence des rythmes quotidiens, où le collectif supporte le travail d'adaptation des intrants et leur effort d'assimilation des codes et des usages, tout en se formant lui-même à travers l'expérience collective de leur reconnaissance. Mais cette dimension d'apprentissage ne mobilise pas seulement des registres cognitifs ou des construits socioculturels.

En effet, les processus de refondation qui se mettent en œuvre lorsqu'un renouvellement intensif du peuplement conduit à une transition par un régime de civilités minimaliste (comme ce fut le cas dans l'impasse ou la résidence du 41), révèlent la dimension organique du collectif résidentiel, entre dynamique d'évolution et dynamique d'involution.

Les productions normatives apparaissent alors comme le produit d'une conjugaison de modes raisonnés ou construits d'interaction et de modes spontanés par lesquels s'expriment une corporéité de la présence aux autres et aux lieux, impliquant autant la sensibilité que les facultés sensibles, dans une tension permanente entre attirance innée vers l'autre et construction sociale du rôle et des appartenances.

C'est ainsi, en quelque sorte, un dispositif de reconnaissance de forme qui se construit (les postures et les attitudes de l'autre déterminent l'attitude qu'il convient d'adopter...) pour lequel les productions normatives constituent un répertoire programmatique (ou un répertoire de partitions que chacun jouera dans les différentes scènes), sur lequel se compose une part d'improvisation.

Sur un autre plan, l'étude des processus de restauration et de refondation montre aussi que dans les phases de transition où le régime de civilités est réduit au strict minimum, le modèle normatif de référence, c'est à dire la trame sur laquelle s'élaborent de nouvelles modalités de coprésence, est celui de l'espace public.

Il résulte de ces remarques que si l'un des traits marquants de la production normative dans les espaces résidentiels est bien son caractère auto-génératif, c'est à dire qu'elle ne répond pas d'abord à des impératifs extérieurs à la dynamique interne du collectif résidentiel -ce qui peut permettre de parler d'effet de milieu - il n'en demeure pas moins que l'expérience résidentielle est toujours rapportée à un extérieur plus vaste et polysémique, l'espace public de la ville, où les normes prennent in fine leur signification ; de la même manière que la dimension diachronique de la formation du collectif résidentiel ne réside pas seulement dans la chronicité du quotidien ou l'activation d'une mémoire d'immeuble, mais s'inscrit plus largement dans un processus permanent d'interprétation et de réécriture, par les citoyens, de l'histoire urbaine du quartier.

Instances délibératives, entre visibilité et énoncés.

D'un point de vue institutionnel, le collectif résidentiel, en tant qu'il établit un ordre expressif de coprésence résidentielle, apparaît ainsi comme une instance tout aussi décisive que l'instance de copropriété, présentant les propriétés remarquables de tendre à abolir les distinctions statutaires entre propriétaire et locataire, et de s'élargir aux extérieurs habilités.

Même lorsque le domaine résidentiel est clôturé, par un digicode par exemple, c'est à dire lorsque le rapport à l'extérieur habilité est virtuellement un rapport entièrement contrôlé, celui-ci n'en reste pas moins une figure déterminante qui structure le collectif résidentiel en tension avec l'extérieur. Car, même en tant que tiers absent, l'extérieur habilité contribue pour

une part à définir l'horizon commun des résidents, propriétaires occupants et locataires, qui partagent avec lui une expérience du vivre ensemble résidentiel.

Le rapport entre ces deux instances, la copropriété et le collectif résidentiel élargi au tiers habilité, est fait d'emboîtements mutuels, à travers lesquels l'ordre de l'énoncé (le droit et le réglementaire) capture l'ordre du visible (l'ordre expressif de coprésence), et réciproquement.

Bien que l'ordre de l'énoncé finisse toujours par l'emporter, c'est seulement en des moments précis qu'il s'impose, par exemple lors d'opérations de vente ou lorsqu'une réunion de copropriété formule quelque additif au règlement de l'immeuble et se munit des moyens de le faire appliquer. Dans l'intervalle de temps qui sépare ces moments, c'est sur un régime de civilités que repose le vivre ensemble et ses régulations ; régime qui relève de l'instance informelle du collectif résidentiel, et qui est avant tout un régime de visibilité.

Partie 2 - De la ville des Roms à vue d'œil à l'économie des expédients.

Chapitre 1 - La ville des Roms des campements

Le campement aux limites de la ville des lumières (Lyon)

Où l'hiver et le lissage de l'espace urbain à l'occasion de la fête des lumières à Lyon poussèrent aux limites les conditions d'existence d'une petite communauté réunie dans un campement de l'hyper-centre de la ville

Décembre 2013, la fête des Lumières s'annonçait. Fête traditionnelle de la commune de Lyon où la population sortait déambuler dans la nuit du 8 décembre dans la ville enluminée par les milliers de lampions posés sur les rebords des fenêtres, depuis quelques années elle avait été transformée par la Municipalité en vaste opération de marketing urbain et touristique, attirant les visiteurs en nombre à six zéros, locaux, extra locaux et internationaux acheminés par avion, bus, train, voiture.

A cette occasion, les espaces urbains sont ré-agencés pour permettre un accès massif à l'hyper-centre alors réservé aux seuls piétons assignés à des parcours déambulatoires plus ou moins déterminés, avec des sas de contrôle à l'entrée des places publiques où se déroulent en boucle des spectacles Son et Lumière qui cadencent le flux ...

Les rues doivent alors être entièrement sécurisées. Dans les quinze jours précédant cet événement urbain, l'ensemble des chantiers de travaux publics et de bâtiments ayant pris sur la rue dans un périmètre élargi autour de l'hyper-centre sont rangés et nettoyés afin de minimiser les risques de blessure mais aussi les risques que des matériaux de chantiers, outils, planches, moellons etc. ne puissent servir d'armes dans d'éventuels conflits, bagarre ou actes de vandalisme.

C'est ainsi que toute trace de bois de chantiers déjà rare à cause de la faible activité hivernale des travaux de bâtiment et de voirie, avait disparu des rues et chantiers de l'hyper-centre et de ses abords, durant l'un des hivers les plus froids qu'ai connu la ville depuis longtemps, provoquant une crise dans les petits campements situés au cœur de la ville, sur les berges du Rhône, sous les ponts ou dans les zones en friche.

L'autonomie discrète dont disposent les petits campements situés à proximité du centre ville, les exposent plus que les grands regroupements situés en périphérie, en bordure d'autoroute près des échangeurs ou dans les terrains vagues, plus surveillés et plus ciblés par les dispositifs de gestion de crise de l'Etat et des organisations humanitaires. Plus organisés et plus en lien aussi avec des réseaux et intermédiaires du marché de la misère.

Au campement du quai d'Herbouville vivaient 43 personnes recensées par la veille sociale, de deux nationalités différentes, bulgare et roumaine. Si la plupart parlaient le Rromani⁶⁶, tous n'étaient pas Rroms ou n'en parlaient pas la langue. C'était une communauté de destin façonnée par l'épreuve de la rue et de la survie. La communication collective reposait à la fois sur le bilinguisme des Rroms bulgares qui assuraient la traduction avec les Bulgares non rromanophones, et aussi sur le français via V. et les enfants scolarisés. V. jouait un rôle central dans la petite communauté, en raison de son érudition et de sa bonne maîtrise du français.

Le campement était situé sur un étroit chemin arboré en bordure du Rhône au pied d'un mur de soutènement du quai, haut de 10 mètres à environ 900 mètres du l'Hôtel de ville au cœur de l'hyper centre de la ville et en même temps soigneusement logé dans un des rares interstices non encore lissés par la programmation urbaine. Un petit espace arboré, sur la rive du fleuve, et à l'abri des regards, juste au bout d'une rampe d'accès à la berge.

La collecte du bois de chauffage était une affaire collective qui rythmait la vie du campement. Deux ou trois équipes d'adultes et d'adolescents partaient chaque fin d'après midi avec des chariots de grande surface, des grosses poussettes ou des cabas à roulettes pour collecter les bois de chantier repérés dans la journée.

Plusieurs maisonnettes composaient le camp, alignée à moins d'un mètre du grand mur de soutènement du quai, et laissant un espace de un à deux mètres jusqu'à la berge en contrebas de seulement un mètre environ lorsque le débit du fleuve est normal. Les familles, selon le nombre de personnes, en occupaient une ou deux accolées, les autres résidents étant regroupés selon un ordre inconnu de nous. Chacune de ces unités de regroupement comprenait un poêle pour le chauffage et la cuisine.

L'édification du campement relevait d'un savoir-faire avéré, porté par les résidents ayant déjà vécu ce genre de situation.

Chaque maisonnette était construite avec des matériaux de récupération, planches, portes vitrées, bâches en plastique, agencés autour d'un squelette de fines branches empruntées aux arbres de la berge. Le squelette n'avait pas la solidité d'une infrastructure. Il était avant tout l'épure de la forme, non pas en plan mais en volume, à dimension réelle, autour de laquelle étaient assemblés les matériaux de construction. La solidité ne reposait pas sur l'ossature, mais sur une technique adaptative d'assemblage des matériaux non standards.

⁶⁶ Bien qu'il y ait des distinctions régionales, la langue Rromani comporte un noyau commun suffisant pour que la plupart des Rroms des pays de l'Est européen se comprennent facilement.

Tous les matériaux de construction avaient été acheminés jours après jours à la fin de l'été, en partie à pied avec le secours des indispensables charriots, poussettes et cabas, mais aussi par camionnettes, indiquant par là que ce groupe disposait de relations avec des réseaux équipés et connaissant les voies et les conditions d'accès aux gisements nécessaires à ce type de construction.

Chacune de ces unités d'habitation se devait d'être de petite taille, non seulement en raison de l'étroitesse de l'espace disponible entre la berge et le mur, de la limite de solidité d'une technique de construction avec des clous, du fil de fer et des cordes comme seuls dispositifs d'assemblage, mais aussi pour limiter le volume à chauffer, par des poêles mais aussi par la chaleur des corps.

Configuration technique et sociale soigneusement imbriquée dans son environnement urbain et naturel, cette construction du campement semblait être un compromis entre la contrainte du lieu et la structure sociale du groupe à ce moment de son histoire dans cet environnement.

C'était certes à la base un refuge⁶⁷ mais il dénotait un investissement de forme adaptée à la petite communauté. Non seulement il était façonné pour accueillir de manière fonctionnelle le groupe dans ses différentes composantes familiales et individuelles, mais son dessin et sa configuration apparaissait clairement comme un projet façonné par un imaginaire de village, un souci d'esthétique et d'harmonie avec le lieu, la berge, les grands arbres, l'ancien chemin de hallage et la longue rampe de pierre par laquelle on descendait du quai vers le fleuve. En cela la configuration du campement différait non seulement des bidonvilles que l'on trouve dans les grands camps, mais aussi des petits campements éphémères que l'on trouve ailleurs dans la ville.

L'installation du campement répondait cependant aux critères exigeants du refuge dans un univers urbain hostile et aux ressources difficilement accessibles lorsqu'on vit dans la rue dans des conditions d'installation *illicites*⁶⁸.

⁶⁷ Nous reviendrons plus loin sur ce terme auquel nous attribuons non seulement son sens premier pour une humanité mise à nue, mais aussi dans la lignée des travaux de Michel Agier, comme forme urbaine en tant que telle. Voir aussi Bernardot Marc, Cousin Grégoire, Le Marchand Arnaud *et al.*, « Camp et campements. Des économies aux principes opposés », *Multitudes*, 2016/3 (n° 64), p. 92-99. DOI : 10.3917/mult.064.0092. URL : <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2016-3-page-92.htm>

⁶⁸ C'est le terme employé dans la politique publique de résorption des campements illicites conçue spécialement à partir de 2012 spécifiquement en direction des populations roms originaires de l'Europe de l'Est. Cf les publications de la DIHAL, direction administrative spécialement chargée de coordonner cette politique, sur le site du gouvernement : <https://www.gouvernement.fr/campements-illicites-et-bidonvilles>

Ainsi, tout autant que la disponibilité à la construction, le choix du lieu d'installation d'un tel campement procède-t-il d'une évaluation préalable de son environnement et de sa capacité à l'accueillir pour une certaine durée.

Le lieu doit d'abord être aussi vierge que possible d'usages urbains susceptibles d'engendrer des plaintes. Il doit appartenir au domaine public et garantir autant que possible l'invisibilité au regard des autres déjà-là dans la proximité ou bien se trouver à un endroit où les gens ne font que passer. Pour ce type de communauté restreinte, il doit aussi être confiné afin de prévenir l'installation d'autres personnes ou groupes à la recherche de refuges, l'élargissement constituant une menace pour l'économie collective du groupe et sa cohésion, sa capacité à assurer un contrôle social collectif, mais aussi parce qu'elle augmente considérablement la visibilité et le risque de démantèlement rapide par les pouvoirs publics.

Au même niveau d'importance, il y a aussi la question de la disponibilité des ressources vitales : l'eau en premier lieu (il y avait une fontaine à robinet sur le quai et une pompe à incendie dont il était facile de se procurer la clé de vanne et qui servirait en hiver lorsque l'alimentation de la fontaine serait coupée), puis l'accessibilité, à pied ou en bus, aux ressources alimentaires et aux lieux d'activité économique (mendicité, marchés, ...).

Autant de conditions pour asseoir une autonomie d'abord conçue comme une condition de la capacité du groupe à faire face aux contraintes par lui-même, et en particulier en matière d'approvisionnement.

L'accessibilité à l'école est aussi déterminante, non seulement pour le souci d'éducation des enfants, mais aussi parce que la scolarisation apporte aussi une certaine protection sanitaire et juridique, et des relations qui permettent à la communauté de construire des ancrages, et parfois de bénéficier de solidarités concrètes. La scolarisation et une certaine forme d'organisation collective sont des critères de reconnaissance et d'empathie de la société locale et les intermédiaires sociaux, SAMU social, associations, réseaux militants qui y voient une tout autant une communauté de valeur, (l'éducation) et une perspective d'intégration sur laquelle on peut agir directement (parents d'élèves, habitants du quartier de l'école) ou indirectement, par l'expression d'une indignation quand l'école de la République ne remplit pas sa mission. Car même si l'accueil des enfants roms à l'école est l'objet de controverses et de conflits politiques, voir d'une prise en otage par les courants les plus réactionnaires, la scolarisation est sans doute pour de multiples raisons le sujet sur lequel la maltraitance de « l'étranger » suscite le plus le sentiment contradictoire que là se joue les fondements d'une société de droits dans l'imaginaire d'un universel républicain.

L'environnement se comprend dès lors comme espace d'approvisionnement de ressources vitales, qu'elles soient disponibles à la collecte simple ou que l'approvisionnement requiert des médiations humaines dans le monde déjà là, via des relations avec des populations sédentaires de la ville établie ou des populations elles-mêmes migrantes qui ont déjà établi une greffe suffisamment organisée pour constituer un réseau d'approvisionnement en biens matériels et immatériels essentiels non seulement à la survie mais à l'élaboration des conditions de débouché par delà la condition d'existence en refuge.

Mais les conditions de l'autonomie sont aussi les conditions d'évitement de dépendances à des intermédiaires, car dans le monde de la rue, les dépendances aux « marchands de la misère » et parfois même aux « gens de bonne volonté », ne sont jamais sans contreparties contraignantes sur l'existence morale, sociale et matérielle.

De ce point de vue l'installation du campement du cours d'Herbouville relevait d'une évaluation de l'accessibilité à des ressources en bois de chauffage par des moyens techniques élémentaires et la force humaine collective.

Pénurie de bois de récupération dans la ville et solidarité de proximité.

La rupture du stock de bois disponible dans l'espace public dans la conjonction de la fête des lumières et du « gel » des chantiers en raison du grand froid, a pris le campement au dépourvu. Les résidents n'avaient pas envisagé cette pénurie, pas plus que les réseaux de veille sociale et sanitaire, de solidarité militante ou de voisinage qui entretenaient des relations avec le campement.

Un groupe de voisins avec lesquels nous étions en relation a perçu le problème en parlant avec les gens du campement qui fréquentaient habituellement la salle de café de la boulangerie du quai.

Nous avons accompagné deux de ces voisins au campement pour nous renseigner. Les résidents nous ont fait part de la situation critique dans laquelle ils se trouvaient déjà depuis quelques jours en raison du grand froid ; et de leur inquiétude de ne plus trouver de bois. Entre attitude de réserve quant à nous laisser approcher trop près des maisons et marques de convivialité joyeuse, l'inquiétude était manifeste. La communication était difficile en raison de la langue. *« Il faut parler avec V., tout l'heure, il va arriver, tout à l'heure. Lui parle français »*

V. arrivé, il nous expliqua que le campement était déjà en alerte. *« Nous allons devoir partir. C'est trop difficile. Le froid, la pluie, la boue, le gel et maintenant le bois très difficile à trouver. C'est dangereux pour les enfants et nous avons des malades »*. V. avait déjà lancé l'alerte auprès de ses contacts dans les maraudes et associations. Il appelait déjà depuis plusieurs jours le 115, numéro d'appel pour le logement d'urgence. *« Tu vois, il faut appeler sans arrêt. La plupart du temps c'est occupé. Quant j'arrive à parler à quelqu'un on me dit qu'il n'y a plus de places, ou des fois, y en a mais très loin, dans des villages où il n'y a pas de bus, pas de commerce pour faire les courses. Et puis il n'y en a pas pour tout le monde, seulement pour les familles avec enfants »*

C'est alors que fut formulé le projet d'approvisionner le campement en bois de chauffage. V. trouvait que ce serait très utile, en attendant de trouver des solutions ou que passe le grand froid. Cela lui semblait d'autant plus urgent qu'il devait partir une semaine pour un travail sur un chantier, et qu'en son absence la relation avec les institutions et les associations serait plus difficile.

L'idée d'une navette d'approvisionnement est lancée. Quelques coups de fils dans les réseaux d'amis de la croix-rousse à proximité du campement permettent de trouver une camionnette, et quelques volontaires pour participer à cette initiative. La première navette serait organisée le lendemain.

Pour démarrer, le bois sera pris dans les stocks d'hiver de résidences secondaires et chez des paysans amis dans la région. L'urgence était décrétée et la parole donnée ne laissait plus de place à l'hésitation. On aviserait pour la suite.

La livraison a lieu vers 21h. La nuit est installée. La camionnette, chargée d'un stère et demi de bois de chauffage, est garée sur le quai aux abords de la rampe d'accès au campement.

L'arrivée du bois est signalée par des enfants qui courent vers le campement en criant des appels dans lesquels on discerne ...Gadjé ! Gadjé !... Arrive ensuite un homme en émissaire qui nous dit simplement *« Bonjour monsieur. C'est OK. V. nous a dit »* puis redescend en appelant les gens du campement d'une voix forte.

C'est alors un moment dionysiaque. Tout le campement, femmes, hommes et enfants arrivent en procession avec des lampes de poches, cabas, poussettes et chariots, portés par les cris de joie des enfants et les interpellations joyeuses à l'encontre des livreurs de bois, comme un tourbillon féérique qui surgit de la pénombre brumeuse des berges. Moment où les corps font corps commun, en harmonie avec les mystères des abîmes de la ville ordonnée, inaccessibles aux individus qui y vivent normalement, attachés à leur raison et à la distance qu'elle impose.

Chacun des livreurs est embrassé, enserré, caressé, touché du doigt, les mains longuement serrées par les femmes et les hommes les plus âgés.

Tout le monde se met ensuite à la tâche pour vider le camion et descendre le bois au village dans un brouhaha joyeux. Dans le court moment de la tâche, Il n'y a plus de distinction entre les étrangers au campement et ses habitants. C'est le moment de l'effort collectif, fusion de forces et des corps dans un mouvement qui déplace le bois comme une onde portée par les gestes entrelacés, où l'on se passe les bûches de la main à la main, où l'on s'épaule pour supporter la contrainte, où l'on caresse l'épaule des enfants pour les féliciter et les encourager.

Inquiétudes spéculatives de l'étranger au monde du campement

Le moment est cependant furtif, à peine éclairé par la lumière immobile des lampadaires urbains du quai dont la lumière projetée force les contrastes, confondant les ombres portées et la pénombre de la berge à peine visible au bas extrême de la rampe qui y conduit.

V. n'est pas là. En son absence un homme semble avoir pris le rôle d'intermédiaire. Il est manifestement inquiet et presse gentiment mais fermement le mouvement. Percevant l'étonnement des livreurs, il explique « *il ne faut pas rester là, il faut faire vite, il ne faut pas rester là* » ajoutant « *Ils ne doivent pas vous trouver ici !* » Aux questions des livreurs, l'homme répond par un geste vague accompagné de cette phrase « *Eux pas bon, eux pas bon, vous devez partir, vite* ».

Suivront trois nouvelles livraisons en trois semaines. A chaque fois le même enthousiasme mêlé d'inquiétude.

Nous avons déjà remarqué que deux grosses voitures noires se garaient souvent sur le quai à proximité du campement, une fois la nuit tombée, rarement la journée. Des hommes bien mis, blousons de cuir noir ou vestons, attendaient alors quelques instants qu'un homme monte de la berge, puis sans un mot ni poignée de main, s'engageaient sur la rampe menant au campement. Deux autres hommes restant en faction auprès des véhicules.

Nous n'avons pas eu plus d'information par les habitants du campement. La réalité du campement nous était inaccessible à partir des relations éphémères et spécifiées que nous entretenions. Nous avons pris acte du silence de ses habitants en le considérant à la fois comme une pudeur et comme une nécessité de clivage des domaines d'intelligibilité du fonctionnement de leur monde, nécessaire à leur survie.

Nos contacts dans les réseaux associatifs de la croix rousse qui entretenaient des relations avec le campement avaient eux aussi remarqué ce manège. Eux non plus n'avaient pas

d'information directe. Les seuls indices ou *théories* qui nous étaient rapportées provenaient de contacts avec d'autres associations ou des gens qui avaient vécu l'expérience des campements mais qui restaient toujours évasifs.

Echapper à l'univers de concentration des grands camps

Ce qui était assez clair en revanche était la volonté du groupement du cours d'Herbouville d'échapper aux grands camps situés à la périphérie de la ville, au bord des boulevards périphériques ou dans des terrains vagues. Echapper à la violence qui y règne, aux bagarres liées à la promiscuité et à la compétition sur les niches et territoires d'activités rémunératrices. Mariana qui a vécu au grand camp de Saint Fons près de l'échangeur du boulevard périphérique, démantelé plus tard par les autorités publiques, ne cessera de le répéter dans son langage amputé des mots français qui lui manquent : « *mauvais, c'est mauvais. Beaucoup de violence. De l'alcool. C'est sale, toujours très sale ! Pouahaa ! Toujours le bruit, toujours les cris., Tout le monde te vois. Tout le monde sait tout. Beaucoup de gens tristes. Des hommes méchants qui viennent le soir ! Tu dois toujours rendre quelque chose à quelqu'un* » .

Selon la plupart des versions, l'économie de la survie des camps, des campements, et même des squats, étaient plus ou moins sous l'emprise d'intermédiaires ou de réseaux *mafieux*, qui y opéraient divers types de transactions. Ils imposaient par exemple un régime d'exclusivité et de dette par paiement différé de produits qu'ils livraient pour que les gens les revendent. Des vêtements ou autres produits facilement écoulables dans les réseaux de la vente informelle. Du « trafic » de main d'œuvre aussi, selon certaines sources, en prenant un pourcentage sur le paiement du travail fourni, sans qu'on sache vraiment de quel type de travail il s'agissait, travail productif, montage d'opération plus risquées comme la « récupération du cuivre » ou de matériels électroménagers, sexuels aussi selon certaines rumeurs.

Rien de certifié cependant pour nos interlocuteurs, sans doute en raison du fait, que comme nous, ils abordent les rapports avec les populations des campements selon des protocoles de relations au groupe façonnés par l'objet délimité de leur action solidaire ou humanitaire.

Dans ce type de rapport, le groupe du campement se substitue aux individus qu'il agrège, et apparaît comme une sorte d'individu protéiforme, dans lequel il est rare que les relations à une personne du groupe s'établissent et suivent un chemin hors de cette référence. De la même façon l'identité, protéiforme du groupe dans ce type de relation ne laisse rien paraître des liens ou dépendances par rapport à des familles, des réseaux ou des organisations dont on

sait pourtant qu'ils jouent un rôle décisif dans l'économie migratoire et dans la capacité à s'implanter dans le pays d'installation. En revanche, d'autres entrées en relation comme celle que permet la protection des mineurs, centrée sur les individus, mettent en lumière le fonctionnement de ces relations intra-migratoires, les stratégies d'adaptation qu'elles permettent, mais aussi l'emprise des réseaux mafieux et les dépendances liées aux solidarités de groupe.⁶⁹

Hébergement d'urgence dans le cadre du plan grand froid

Après trois semaines de livraison de bois, pris par le froid, les pluies incessantes et glaciales, le gel et la montée des eaux, tout le monde évacua le campement sous l'impulsion du Samu Social pour rejoindre un gymnase réquisitionné dans le cadre du plan Grand Froid, sur la colline de la Croix rousse juste à proximité.

Ce genre d'évacuation vers un hébergement d'urgence est à la fois perçu comme salutaire et en même temps redouté en raison d'une expérience déjà vécue des conditions de vie très difficiles, voire extrêmes dans les dispositifs d'hébergement d'urgence. Qu'il s'agisse de l'hébergement en Gymnase, lieu de promiscuité souvent conflictuelle, ou de la dispersion

⁶⁹ Olivier Peyroux, « Traite des mineurs roumains migrants : processus d'exclusion, types d'exploitation et stratégies d'adaptation », *Journal du droit des jeunes* 2012/3 (N° 313), p. 9-16. DOI 10.3917/jdj.313.0009

https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=JDJ_313_0009

Afin de situer les conditions de la traite des mineurs, cet article propose une synthèse utile des conditions migratoires à partir du contexte socioéconomique et politique roumain, des politiques européennes et des états, des formes d'auto-organisation de la migration en lien avec les régions ou village d'origine. Il présente un aperçu de l'influence de réseaux mafieux, mais montre aussi comment les politiques publiques en Roumanie comme dans les pays européens peuvent vulnérabiliser les populations, entraînant une dépendance à diverses formes de réseaux ou intermédiaires qui peuvent conduire au travail des enfants, voir à leur prostitution pour s'acquitter de dettes ou disposer de subsides pour leur existence. Il montre aussi que pour certains jeunes, confrontés à la fermeture des accès à l'emploi, au logement, etc. plutôt que de risquer la prison pour vol, et échapper à l'emprise des réseaux, la prostitution peut être le moyen d'une stratégie adaptative.

Par ailleurs, le terme *mafieux*, souvent utilisé, occulte de manière un peu rapide et morale une réalité de l'expérience migratoire des populations rromes, où se combinent à la fois des allégeances familiales ou communautaires qui prennent leur source dans les territoires d'origine et qui se déploient dans les territoires de destination. Si ces allégeances se manifestent de multiples manières, selon nos interlocuteurs en Roumanie (Cf infra), elles ont aussi une fonction dans une socio-économie de la migration. Une part des déjà là, en effet, privé de débouchés dans la société de destination, construit sa propre sécurité socio-économique en opérant des médiations rémunérées entre les besoins des familles arrivantes et les réseaux déjà établis dans l'économie informelle, entre économie de la survie et économie parallèle articulée avec les marchés établis. Cette zone tampon si l'on peut dire, est à la fois une des clés de la réussite des l'entreprise migratoire et le lieu de dépendances et de prédateurs.

dans des logements d'urgence, généralement dispersés dans toute l'agglomération, souvent en périphérie éloignée, loin des ancrages et des solidarités du campement.

C'est pourquoi, durant cette période au Gymnase quelqu'un du groupe descendait tous les jours pour allumer un feu indiquant que le camp était occupé.

V. avait aussi manifesté sa crainte qu'un démantèlement du camp soit ordonné par les pouvoirs publics durant cette période. Les conditions sanitaires ou l'invocation d'une menace pour la sécurité des personnes, comme la montée des eaux par exemple, peuvent conduire la préfecture à promulguer un arrêté de péril ou décider l'exécution d'un démantèlement ordonné par une décision de justice mais laissée en suspens jusque là.

Quelques jours plus tard, nous nous rendîmes au gymnase à plusieurs reprises. Un appel avait été lancé sur des mail-listes militantes que nous suivions régulièrement. Alors que les intempéries se prolongeaient, les autorités avaient refusé de prolonger les hébergements collectifs du plan Grand Froid. Les associations invitaient ceux qui le pouvaient à se rassembler tous les matins devant le Gymnase de la Croix Rousse où était hébergé le groupe du campement du quai.

Les rendez-vous étaient fixés à 8h du matin. Les militants mobilisés n'étaient pas nombreux, peut-être 15 ou 20 personnes aux premières heures avant que les plus jeunes ne se rendent à leur travail, puis une dizaine au maximum dans le reste de la matinée. La plupart était des personnes retraitées, qui nous étaient familières parce qu'elles sont toujours là dans ce genre d'appel, pour les sans papiers, lors de la reprise des expulsions locatives à la fin de la clause hivernale etc. L'action était à la fois symbolique et en même temps pratique. La présence militante politisait le dossier et assurait en même temps une veille réactive permettant de lancer des appels si la fermeture était vraiment exécutée. Cela donnait aux réseaux militants une assise dans l'espace public de la rue pour ouvrir des négociations avec la Mairie à qui appartenait le Gymnase.

Du fait de l'ancrage local des militants et de leur interpellation des élus locaux sur ce sujet sensible, il y a une certaine efficacité à ce genre d'action, puisqu'elles conduisent généralement des élus ou des fonctionnaires délégués à se rendre sur les lieux pour parler avec les militants. C'est d'une certaine manière ce qui fait tenir le groupe des militants présents dans le grand froid. La mairie va-t-elle venir ou pas ? Qui va la représenter, un élu ou un fonctionnaire ? Même si la scène est ritualisée – ce procédé a même ses habitués – il est bien rare que la

municipalité s'y soustraie en raison du fait que la presse régionale s'alimente de ce genre de scènes qui rentrent bien dans ses formats d'actualité locales. Correspondants locaux des journaux régionaux, élus locaux et militants finissent même par se connaître.

Un fonctionnaire se déplaça finalement. Le discours était entendu d'avance. La décision de fermer ne relevait pas de la municipalité mais de l'Etat qui est responsable du Plan Grand Froid. Néanmoins cela coûte très cher à la municipalité, le chauffage, les personnels, la logistique etc. On verrait avec l'Etat si l'on peut ajouter quelques jours. Une semaine put ainsi être gagnée.

Le périmètre de recension des hébergés au gymnase dépassait largement les arrondissements de la Croix-Rousse. Certains venaient de Villeurbanne et de Vaulx en Velin, d'autres à l'opposé, venaient des bords de la Saône et du 9^{ème} arrondissement.

Aux premières heures du matin, on voyait les enfants partir en cohorte à l'école, seuls ou accompagnés par un jeune adulte ou un parent. Chez les militants, ce départ vers l'école suscitait beaucoup de commentaires chargés d'admiration et de compassion; surtout pour ceux qui allaient loin, à plus de trois quart d'heure de marche. La plupart des adultes portaient aussi pour leur travail. Leur subsistance alimentaire n'était pas assurée par l'hébergement d'urgence. Tous les témoignages recueillis auprès des personnes du quai ou d'autres connues par les militants rapportaient la dureté de la promiscuité, la difficulté à dormir, la nécessité d'emporter tous les jours avec soi les biens les plus précieux même si on essayait de toujours laisser quelqu'un pour garder les affaires et les places assignées dans le gymnase.

Le campement greffé dans la ville par ses réseaux et ses porosités.

Où au-delà de l'écran des représentations, l'on découvre les membres de la petite communauté dans leurs activités de citoyens.

La vie du campement reprit à l'issue de la période au gymnase. La fête des Lumières étant loin derrière et l'hiver un peu moins dur, on commençait à retrouver du bois sur les chantiers et la collecte pouvait reprendre. Il y avait maintenant une camionnette de chantier chargée de planches, poutres ou palettes, qui passait de temps en temps au campement, pour compléter la collecte manuelle. A chaque fois un des résidents du campement était à bord.

Nous avons alors retrouvé nos relations de voisinage sur le mode d'*inconnus familiers*⁷⁰ qui se font un signe de tête, avec parfois quelques échanges dans la salle de café de la boulangerie du quai, au bureau de tabac ou à la pompe à incendie.

Cependant quelque chose avaient changé dans notre regard. De personnes du campement que nous croisions régulièrement dans divers lieux de la ville, nous apparaissaient maintenant dans leur rattachement au campement. Au-delà de la figure indifférenciée du Rrom ou du mendiant, inconnus sans visage attachés à un lieu où on les rencontre fréquemment, nous les reconnaissons. Ils avaient pris figure. Nous les croisions sur les quais de Saône ou à la Croix-rousse, comme marchands informels sur *la place du pont*⁷¹ ou aux abords du marché de la place Wilson à Villeurbanne, en train de glaner à la fin des étals, ou encore au café, en discussions avec d'autres gens qui semblaient être des ouvriers du bâtiment, sur les trajets de l'école, à l'hôpital ou devant la permanence de Médecins du Monde.

Nous découvrons ainsi le déploiement du campement dans la ville à travers l'activité économique de ses résidents, leurs relations sociales dans l'espace public, la fréquentation des guichets de services administratifs ou associatifs.

Peu à peu une cartographie du déploiement et de l'ancrage urbain du campement prenait forme :

- l'habitation dans les interstices des infrastructures de circulation,
- l'activité économique marchande mais aussi de recyclage de toute sorte de matériaux (encombrants électroménagers...) ou de fin de chantier ramenés occasionnellement au campement et qu'une camionnette venait ensuite récupérer⁷²

⁷⁰ Hervé Paris, *L'inconnu familier*. Op.cit.

⁷¹ Nom populaire attribué à la Place Gabriel Péri, au centre d'un quartier populaire au centre de Lyon, parfois aussi désigné simplement par *la place*.

⁷² Même si le rapport que nous avons entretenu avec les habitants du campement ne nous a pas permis d'avoir une lecture fine de l'économie dans laquelle s'inscrivaient leurs activités, on retrouve cependant certains indices qui rappellent les logiques d'articulation de l'informel et du formel décrites par Marc Bernadot et ali. dans un article de synthèse sur l'économie des camps et des campements dont l'extrait ci-dessous donne un éclairage concret :

cet exemple, « tiré de l'ethnographie menée sur le platze du Samaritain à la Courneuve (93) entre 2012 et 2015 (squat de la banlieue parisienne), met en évidence un autre aspect du bidonville : celui d'espace de travail et de la jonction entre économie formelle et informelle dans les deux secteurs du ramassage de la ferraille et du BTP. Ce lien entre économie formelle et informelle de la ferraille peut être observé dès la phase de production et d'accumulation. Sur les chantiers de destruction ou de requalification, la ferraille, qui devrait être recyclée pour

- l'activité subsistance basée sur les résidus des échanges marchands (le marché comme lieu où les réseaux de producteurs-vendeurs rencontrent les acheteurs-consommateurs, où les anomalies, fruits mal formés, trop murs, surplus, sont délaissées, ou encore les résidus de chantiers de bâtiments, mais aussi des vêtements importés d'Europe centrale et orientale par des réseaux organisés sont redistribués aux vendeurs à la sauvette...).
- Le travail de la manche dans les lieux de commerce symboliques en ce sens qu'ils dramatisent l'acte d'acheter devant ceux qui n'ont rien : boulangerie, abords du marché, distributeurs de billets, ...Ou encore aux nœuds du réseau de circulation automobile où les feux de circulation imposent un moment de déprise aux gens qui y circulent,
- Aux guichets des réseaux de services publics ou de leurs prolongements dans les files d'attente des dispositifs d'aide médicale et sociale. Aux guichets des réseaux caritatifs aussi, pour les besoins spéciaux de vêtement lorsque le marché informel ne permet pas de subvenir aux besoins essentiels.
- Certains cafés où ils retrouvaient d'autres « gens de la rue »

Le campement apparaissait ainsi comme un dispositif stratégique non seulement de survie et de vie collective mais aussi de déploiement où comme le souligne Edgard Morin, « *l'idée d'auto-production ou d'auto-organisation n'exclut pas la dépendance à l'égard du monde extérieur, au contraire, elle l'implique. L'auto-organisation est en fait une auto-éco-organisation [...]. Vous pouvez concevoir l'autonomie d'un être en même temps que sa*

participer à l'économie du chantier, est très souvent abandonnée aux ouvriers. C'est une tolérance de toute la chaîne de décision, de l'architecte au contremaître, « pour qu'ils se fassent une gratte ». Puis les ouvriers la revendent aux Roms. Le platz sert ensuite de lieu de concentration de la marchandise collectée à vélo, puis revendue après transformation et tri à des entrepreneurs disposant de camionnettes. Le platz est enfin un marché financier où s'échangent et s'apprécient les « bons de paiement » délivrés par les entreprises de récupération de métaux et qui vont se concentrer entre les mains de personnes bancarisées (dans ou hors le platz). Être bancarisé est un enjeu majeur car cela permet de gagner entre 10 à 15 % sur le prix de la ferraille qui « passe » sur un compte. C'est toutefois une gageure qui nécessite un gros capital gadjékanes (mot roman décrivant la capacité des Roms à s'adapter aux interactions avec la société sédentaire environnante). »

Marc Bernardot *et al.*, « Camp et campements. Des économies aux principes opposés », *Multitudes* 2016/3 (n° 64), p. 92-99. DOI 10.3917/mult.064.0092

dépendance existentielle à tout ce qui est nécessaire à son autonomie, comme à tout ce qui menace son autonomie dans son environnement aléatoire»⁷³

Cette forme de déploiement permettait à la communauté de circuler sur les différentes ramifications du réseau de l'infrastructure urbaine et organique pour prendre place dans ses connecteurs afin d'en saisir et valoriser les flux résiduels et les porosités.

Nous remarquons ainsi qu'une part des porosités par lesquelles transitent les biens résiduels sur lesquels se construit l'activité économique et de subsistance repose sur des formes d'engagement discrètes ou indirectes mais décisives d'habitants, de commerçants, d'agents de voirie... en contrepoint de l'indifférence, du rejet ou du mépris général.

Dans le centre ville par exemple, la plupart des commerçants et des personnels de bars chassent durement les personnes qui pratiquent la manche à proximité de leur commerce. Certains en revanche adoptent une attitude neutre ou indifférente tout au moins du point de vue de la rue, laissant aux passants et aux mendiants le soin de régler leurs affaires tant que cela ne provoque pas de troubles, le seuil de perception des faits comme troubles étant toujours imprévisible. D'autres négocient les limites de la pratique de mendicité, voire contribuent par diverses attitudes conviviales à réduire la pénibilité de ce travail de la rue. D'autres encore contribuent de manière plus significative à aménager la porosité des champs d'activité informels et formels.

Ainsi la Boulangerie des Arcades en face de l'opéra⁷⁴, emplacement particulièrement stratégique pour la mendicité en raison du flux intense et de l'efficacité de la manche devant les boulangeries lorsque l'emplacement est rendue *licite* par le commerçant.

Comme si dans la régularité des usages un emplacement prenait un caractère licite lorsqu'il est à la fois pacifié, régulier et adossé directement aux vitrines ou à proximité des portes. En quelque sorte incorporé au lieu du commerce et couvert par sa patente et son aura qui étendent

⁷³ E. Morin, « Peut-on concevoir une science de l'autonomie ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, numéro spécial

Les Sociologies, Vol. LXXI, 1981, p. 257-267. Cité par Marc Bernardot *Op.cit.*

⁷⁴ La boulangerie de l'Opéra aura laissée les travailleurs de la mendicité s'installer à l'angle même de la porte d'entrée durant plusieurs années. Ce n'est qu'à l'été 2018 que la nouvelle direction a fait installer à cet emplacement un bac de poubelle en acier boulonné au sol, ce qui interdit maintenant toute mendicité près de la boulangerie, les alentours étant inadaptés. Mais après quelques temps, l'emplacement fût de nouveau occupé par des femmes qui se la partagent, par fois des hommes, quitte à déborder sur l'angle passant des deux rues piétonnes.

à l'emplacement le régime de civilité propre au commerce. Il n'est plus nécessaire alors de s'adresser aux passants ou aux clients.

Ainsi couverte par l'institution commerçante, incluse dans son parvis, la pratique de mendicité n'est plus systématiquement perçue comme agressive ou étrangère au monde quotidien, au contraire des pratiques de mendicité contraintes de s'adresser aux clients dans la file d'attente ou qui, en étant placées en face de la sortie, marquent le décalage entre la condition individuelle du client nanti de ses achats et l'état de nécessité du mendiant, décalage qui tend à activer la perception par des stéréotypes.

Pour les femmes travailleuses de la rue, en particulier, cet effet de porosité des espaces intermédiaires entre l'intérieur et l'extérieur où s'hybrident les rapports codifiés propres aux espaces publics et aux espaces commerçants, est une protection significative.

Comme nous le dira Mariana, que nous avons suivie dans son travail de rue et qui occupait plusieurs mois durant cette place stratégique, « *ici, personne ne m'agresse. La plupart ils s'en foutent. Ils ne me voient même pas. Mais il y en a beaucoup qui donnent quelque chose. Il y en a d'autres qui disent bonjour, qui me sourient. Il y a des dames très gentilles. Elles demandent des nouvelles des enfants, de la santé ? Des fois elles donnent des habits pour les enfants. Y en a même une qui m'a proposé des ménages, une autre qui est allée m'acheter des couches, c'est cher les couches !* »

« *Mais dans la rue, c'est dur, on t'insulte souvent, on te crache dessus. Y a des gens qui me proposent des trucs dégueulasses. Pouhahhh ! D'autres qui font les gentils, ils disent bonjour, une fois, deux fois, une autre fois ils donnent une pièce, un jour ils me proposent un travail, mais après je comprends que ce qu'ils veulent c'est du sexe.* »

La boulangerie du Quai d'Herbouville est un exemple encore plus avancé de porosité structurée en raison du fait qu'elle comprend un espace café à l'intérieur et une terrasse sur le trottoir à la bonne saison. Le café est fréquenté par des habitants du quai, mais surtout par les commerçants, les artisans qui y exercent leur activité, et plus généralement les ouvriers de chantiers extérieurs ou de réfection des immeubles. Le lieu est tenu par des jeunes femmes qui assument pleinement la fonction de refuge de ce lieu pour les gens de la rue avec lesquels elles entretiennent une sorte d'intimité populaire et protectrice qui marque l'esprit du lieu.

Ceux-ci fréquentent le café-boulangerie comme des consommateurs, qu'ils consomment réellement ou non. Et ce statut de consommateurs est entretenu par nombre de clients réguliers qui paient discrètement le café à un client du campement ou à une tablée, sans prononcer un mot, seulement un petit geste vers la table pour indiquer son intention à la boulangère. Celle-ci interpelle alors la tablée « *Mika, tu prends quoi ?* » etc. Des relations se nouent par des signes de sympathie, des poignées de main, quelques mots sur les conditions de travail de ceux ou celles qui ont investi le grand carrefour du pont juste à côté, ou sur les conditions de vie dans les intempéries.

De ces relations, que l'on retrouve aussi en partie au bureau de tabac - épicerie juste à côté, résultent différents effets de porosité importants.

Le premier de ces effets concerne des habitants du quai qui ont pris l'habitude de déposer dans la rue divers matériels utiles au campement mais aussi aux résidents du quai qui vivent dans des camionnettes, ou à ceux qui se sont installés sous l'un des deux ponts depuis plusieurs années. Si l'on y prête l'œil, tout au long de l'année, on trouve ainsi sur le trottoir : des meubles (canapés, banquettes, chaises etc.) appareils, électroménagers, fourneaux, planches, télévisions, souvent emballés de plastique pour les protéger de la pluie et pour distinguer ce qui est fonctionnel de ce qui est cassé.

« Tout le monde sait très bien qu'ils n'ont pas besoin de tout ça pour eux, observe un habitant, mais comme ça ils peuvent le vendre ou les donner à d'autres »

L'espace café de la boulangerie est aussi une halte régulière pour les éboueurs et personnels d'entretien de la voirie qui interviennent sur le quai. Il semble – c'est ce qui se dit sur le quai - que la boulangerie ait joué un rôle important dans la décision de modifier la tournée pour ramasser les poubelles du campement de temps à autres, alors qu'elles n'étaient pas situées sur le bon côté du quai, imposant un détour important. Un enjeu décisif pour le campement, non seulement sur le plan sanitaire, mais aussi parce que l'accumulation des poubelles est une source de nuisances susceptible d'engendrer des plaintes.

Les personnels de voirie sont de précieux interlocuteurs pour rechercher des solutions techniques aux problèmes de la vie dans la rue, de même qu'ils sont les meilleures sources d'information sur toutes les ressources que l'on peut y trouver, non seulement sur le quai mais

aussi ailleurs dans la ville. Les échanges semblaient cependant rarement directs entre les Rroms du quartier et les agents de voirie. Ils semblaient plutôt passer par des relais de ce petit monde de quartier.

Les artisans ou ouvriers qui fréquentent la boulangerie, le bureau de tabac ou le PMU au bout du quai, sont aussi des relais importants pour se procurer des matériels de récupération, du bois, et parfois pour « donner le coup de main » avec une camionnette.

Le buraliste, tribun du quai au franc parlé philosophique, toujours en colère contre l'incurie et le laxisme des pouvoirs publics, les *faux chômeurs* et les *immigrés gratteurs*, mais indigné par la misère et l'hypocrisie, est aussi un précieux allié en ce sens qu'il relaie les besoins, interpelle tel ou tel habitant du quai, artisan, pauvre ou bourgeois, qu'il tutoie, pour demander s'ils peuvent apporter une réponse à tel problème du campement ou des habitants des voitures.

Par ce biais l'un des deux couples qui vivaient dans leur voiture sur le parking du milieu du quai a pu « *prendre son vol* », quelqu'un du quai interpellé par le buraliste ayant trouvé un travail à la dame qui était auparavant responsable d'une agence immobilière en Roumanie. Par le même réseau de commerçants, un local en arrière cour a été prêté à une famille de 5 personnes anciennement installée sur le quai, et qui avait déjà vécu tout ce qu'on pouvait pratiquer comme logement éphémère dans la rue (cabane isolée, voiture, tente sous l'échangeur du tunnel, sur les bancs du quai en glissant dessous leurs affaires durant la journée) ; et dont on avait vu grandir les enfants maintenant jeunes adultes, protégés de la boulangerie, du tabac et d'une partie de la clientèle PMU à l'angle du pont.

Météorologie de l'expulsion

A la fin du printemps, le jugement de la plainte pour occupation illégale de l'espace public sous la compétence des Voies Navigables de France (VNF) avait été rendu. Son exécution s'était faite imminente. Avertis au détour d'une discussion par une militante du réseau RESF nous nous rendîmes au campement pour vérifier que les habitants étaient informés et voir si l'on pouvait faire quelque chose. Réponse fataliste : « *on attend que ça arrive, de toute façon on ne peut rien faire* ».

Pour les populations des campements les termes expulsion, évacuation, abandon, démantèlement, expulsion ... se confondent. Certaine ou probable, ce n'est qu'un degré d'incertitude dans la dépendance face à un phénomène étranger à l'entendement, d'autant plus incompréhensible que l'absence de moyens concrets pour y faire face prive leurs habitants du secours d'une expérience de modalités d'action adaptées qui pourrait servir de référentiel pour appréhender la situation.

Ils sont inévitablement nus devant ce qui ne peut finalement jamais prendre place comme événement tant son état de connaissance est celui de la calamité, point de basculement de la stigmatisation vers la fabrication publique d'un état de sujets de non droit privés de capacités d'effectuation.

Dans le brouillard de ce vocabulaire opératoire en même temps omniprésent dans l'actualité, dans le discours et l'information apportée par les réseaux solidaires, ces mots s'annoncent comme les éclairs d'un orage imminent, dont personne ne sait vraiment s'il s'abattra sur les campements ou s'il passera à côté.

Même si du côté des pouvoirs publics administratifs, l'existence d'un campement est avant tout une histoire de procédures attachées à des cadres légaux et réglementaires, eux-mêmes perdent le contrôle raisonné de l'agenda tant ils sont sous l'emprise des jeux politiques et des règles de la scène médiatique.

Il n'est pas rare que les préfets annoncent par voie de presse leur intention de démantèlement comme cela a été le cas pour ce campement, mais ils ne s'adressent pas aux occupants, seulement à l'opinion et aux associations et milieux militants qui en informent les campements. Ils savent aussi après plusieurs années d'expérience que personne ne viendra s'opposer au démantèlement. Il n'y aura pas de rassemblement militant, pas de confrontation. Seulement des observateurs, le cas échéant, qui rapporteront leur indignation dans les listes d'e-mails militantes, Twitter et Facebook, comme une chronique sans nom et sans mémoire.

Si les procédures restent hermétiques aux résidents des campements, elles existent cependant comme une sorte d'état de nature, potentialité inhérente et certaine selon un cycle saisonnier

plus ou moins chaotique, pour lequel les informations de procédure transmises par les associations ou les voisins ne sont que des indices pour une météorologie des calamités.

Quelques jours plus tard, l'expulsion et le démantèlement du camp fût effectivement opérée. Quelques militants alertés étaient présents. Il n'y eu aucun heurts. La police était bien armée, tenue d'intervention, flashbals et matraques. Chacun des habitants du campement, enfants comme adultes, prit avec lui ce qu'il pouvait porter dans des sacs à dos et quelques baluchons en drap de lit. Tous partirent en file silencieuse en direction du pont au Sud qu'ils traversèrent pour chercher un endroit où se rassembler, certains de passer quelque temps dans la rue, sans avoir aucune idée de la durée.

Le campement fut aussitôt détruit. Des ouvriers vêtus de combinaisons blanches anticontamination montèrent sur les toits des maisonnettes pour les démonter puis opérer quelques tris. Une petite pelleteuse qui pouvait descendre la rampe d'accès et manœuvrer sur la berge très étroite s'attaqua ensuite à la destruction. En une journée tout avait été enlevé. Il n'y avait plus trace du campement. Les services urbains du Grand Lyon entreprirent alors de « neutraliser le site » en y déposant de gros rochers, de sorte qu'il ne soit plus possible d'y installer même une tente.

Une solution fut trouvée quelques semaines plus tard pour héberger l'ensemble des habitants du campement. Le réseau des associations et des militants de la Croix Rousse avait en effet obtenu l'ouverture temporaire d'un ancien foyer de jeunes femmes désaffecté en attente de futurs travaux, pour accueillir les familles à la rue dans les arrondissements de la Croix rousse.

Le devenir urbain des campements et de leurs populations

Une manière d'interroger ce qu'est un campement et par là de mieux situer ce que sont ceux que l'on observe dans la cité comme celui du quai d'Herbouville, consiste à élargir la perspective en observant que les camps et campements sont des formes parmi les plus marquantes attachées à la migration et à la guerre, omniprésentes dans l'actualité par leur mise en visibilité dans la presse et la télévision.

J'en ai vu pratiquement partout où j'ai été, durant les crises violentes ou latentes dans différents contextes et pays autres que la France: Kosovo, Albanie, Bosnie, Grèce, Tunisie, ...). A chaque fois ils sont une nouveauté dans l'actualité du présent du moment de leur installation. Mais ils sont souvent aussi des répétitions, plus ou moins oubliées, comme par exemple l'installation en 2015 d'une tribu nomade du Sud Tunisien, avec tentes, chamelles et moutons, dans les espaces extérieurs des immeubles d'une grande cité de Tunis en raison de l'herbe qui les recouvre et de la disponibilité rare d'un point d'eau public (un bassin avec une fontaine).

Ce campement en plein cœur de la capitale tunisienne a suscité de nombreuses réactions dans la société locale, activant à la fois des attitudes de rejet en raison des nuisances et du sentiment de dégradation de l'image que se font les citoyens d'eux mêmes, des solidarités aussi, des inquiétudes sur l'état du pays face à l'avancée du désert ou encore des débats polémiques sur l'abandon du Sud par les pouvoirs publics accusés de ne considérer que les villes et la côte touristique. Mais ce n'était pourtant pas un phénomène inconnu. L'exode de tribus vers les villes est arrivé à plusieurs reprises, notamment à la période coloniale du fait des mutations des formes d'exploitation des terres et du marché, comme au moment de la décolonisation, pour ne citer que ces exemples. A chaque fois le campement tribal n'était qu'une des formes particulièrement marquante parmi d'autres formes d'installation urbaine dans l'exode rural : bidonvilles, *gourbivilles*, peuplement des habitats insalubres, substitution de populations entraînant la mutation des structures sociales et de l'habitat dans les quartiers de la médina⁷⁵.

On pourrait citer d'autres cas, liés à la guerre, aux émigrations économiques, donnant lieu à des mouvements de populations qui s'agrègent, ou sont contraintes de s'agréger aux abords des villes ou dans les villes même, et dont les formes d'agrégation doivent être comprises à la

⁷⁵ Mohamed Kerrou, « Jacques Berque et les villes de l'Islam », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 107-110 | septembre 2005, mis en ligne le 09 décembre 2011, URL : <http://journals.openedition.org/remmm/2834>, p151-152

Voir aussi :

Escallier Robert, Le fait socio-spatial dans les villes du Tiers- Monde : Méditerranée et Afrique occidentale. *Éléments de réflexion*, Cahiers de la Méditerranée, n°23, 1, 1981. Villes du Maghreb, villes du Tiers-Monde, 1981, pp. 129-160, https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1981_num_23_1_931

Binous Jamila & Eckert Hedi, Morphologie urbaine Cahiers de la Méditerranée, n°20-21, 1, 1980. Recherches d'ethnosociologie maghrébine. pp. 43-60. https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1980_num_20_1_912

fois sous l'angle de la dynamique migratoire et sous l'angle des contraintes auxquelles font face les populations.

L'un des traits marquant de formes camps et campements est qu'elles sont toujours des *formes urbaines en devenir* analyse Michel Agier⁷⁶, qu'il s'agisse par exemple des favelas au Brésil comme forme de l'urbanité spécifique, ou qu'il s'agisse de mutations de la ville existante comme dans une partie de la Médina de Tunis dans les périodes évoquées. Un devenir urbain réalisé ou en partie, comme dans ces deux exemples, ou bien interrompu par leur démantèlement plus ou moins précoce par la force publique ou parfois par les manifestations violentes du rejet de populations environnantes⁷⁷ ou de mouvements politiques.

Selon Agier,⁷⁸ deux autres caractéristiques importantes permettent de mieux considérer à la fois ce qu'ils représentent pour les populations qui les habitent et leur statut dans la cité gouvernée par un pouvoir souverain.

La première caractéristique est qu'ils sont toujours d'abord des refuges pour des populations menacées dans un environnement hostile.

La seconde est qu'ils sont toujours une hétérotopie, « *c'est à dire selon les termes de Foucault (1994 : 755) 'des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables' . Ce sont des espaces 'autres' , ce peuvent être des lieux imaginaires (ceux des mondes 'parallèles'), des lieux épistémiques (la forêt comme pensée du vide, du chaos ou du dehors), des lieux où gît la mort (les cimetières), des lieux pour la maladie, la déviance ou la crise (hôpital, prison, maison de retraite) : dans tous les cas, les hétérotopies créent une entité, réelle ou fictive, qui permet de 'localiser' une altérité avec*

⁷⁶ Michel Agier. Le campement urbain comme hétérotopie et comme refuge. Vers un paysage mondial des espaces précaires, Brésil(s) [En ligne], 3 | 2013, 2013, mis en ligne le 06 mai 2013, <http://journals.openedition.org/bresils/385>

⁷⁷ Par exemple l'incendie d'un campement par des voisins comme il est arrivé à Marseille notamment

⁷⁸ Dans un contexte non directement conflictuel entre états frontaliers ou entre groupes de populations.

laquelle nous pouvons (par opposition, imaginaire ou réelle) penser le même, le soi ou le 'nous' – ainsi rendus réels, pleins, vivants, sains, normaux, citoyens, actifs, etc. »⁷⁹

Les campements «() sont des hors-lieux au sens où ils se constituent d'abord comme des dehors, placés sur les bords ou les limites de l'ordre normal des choses ()sous contrainte et toujours sous menace d'éloignement ()sans sujet ni reconnaissance mais soumis à un régime d'exception ».

Leurs populations se trouvent ainsi « *enfermées dehors* » selon les mots de Foucault, y compris dans les formes de présence des populations dans l'espace public de la rue. Celles-ci sont prises en tenaille dans une « *double exclusion* », celle du pays de départ et celle de la France.

Dans le cas des Roms en France dans la décennie 2010, la décision du pouvoir, constitutive du « hors lieux », a été d'interdire par diverses mesures les accès à la normalité urbaine et sociale par la fermeture de l'accès au logement et au travail (jusqu'en 2014 et prolongé par une politique de circulaires), et par conséquent à l'ensemble des services et commodités de droit commun associées, à l'exception de la scolarisation des enfants rendue cependant très difficile du fait des conditions précaires, d'arrêtés municipaux xénophobes, et toujours remises en question par les évacuations, expulsions et OQTF ou démantèlement des campements.

« Les espaces ainsi placés en hétérotopie ont pour caractéristique commune d'écarter, de retarder ou suspendre toute reconnaissance d'une égalité politique entre leurs occupants et des citoyens ordinaires » doublée d'une *exclusion* du point de vue de la structure sociale du fait des décisions citées plus haut.

Dans son analyse des campements et camps, Agier souligne aussi comme nous l'évoquions plus haut, l'importance d'un décentrement du regard ethnographique en insistant sur le fait qu' « *fixant* » les populations et en « *les regroupant en collectifs dans des espaces autres, la décision de la mise à l'écart crée en même temps des collectifs sans identité qui pourront*

⁷⁹ Michel Agier. Op.cit.

voir naître des communautés au sens littéral de la création d'un commun,() sans que l'hypothèse identitaire soit nécessaire à leur description ».

Dans le cas Roms en France, le dispositif *souverain* n'a pas fabriqué les camps comme dispositif de cantonnement par assignation directement forcée.

Il a laissé libre cours à l'auto-construction de campement-refuges dans le cœur même des villes ou à leur périphérie immédiate. Le refuge est rendu obligatoire par le fait *souverain* qui a délibérément fabriqué un environnement hostile : non seulement en fermant tous les accès à l'existence intégrée dans la ville et la structure sociale (travail, logement, services sanitaires et alimentaires, ...) mais aussi par la mise en visibilité forcée d'une population poussée à la marge, sollicitant les stéréotypes les plus rétrogrades, et en n'hésitant pas à formuler un discours public ouvertement *romophobe* qui relève du racisme primaire

Ainsi la forme de libéralité d'où pourrait sembler découler la liberté d'installation dans les interstices des cœurs de ville n'est-elle que l'apparence d'une forme d'exercice de la souveraineté. Non seulement elle fabrique un environnement hostile mais, ce faisant, elle expose d'emblée les campements à deux fondements de la mobilisation de la force publique par le pouvoir souverain :

D'une part l'illégalité de l'installation dans l'espace public comme dans l'espace privé, sur laquelle repose la chaîne plainte, décision judiciaire de démantèlement et exécution par les forces de l'ordre.

D'autre part l'exposition et la vulnérabilité aux risques (intempérie, insalubrité, ...) dont le pouvoir souverain est seul juge du niveau de gravité et d'urgence, et dont découle, par obligation de protéger, un pouvoir de subroger aux droits courants liés à la résidence, au stationnement ou à la mobilité, et d'ordonner et procéder à l'évacuation des populations.

En procédant de la sorte, l'Etat fait d'une pierre cinq coups, si l'on peut dire.

- L'entreprise répressive de démantèlement est ainsi frappée du sceau de la légalité, mais aussi placée sous l'approbation recherchée de l'opinion publique réfractaire à cette proximité au sein même de la ville.
- Elle montre que les institutions font leur travail, la police en particulier.

- En se dégageant une marge d'arbitraire où le répressif démonstratif peut aisément se combiner avec une apparence de magnanimité (par exemple lorsque l'état n'exécute pas une décision de justice), elle présente une forme de souveraineté extraterritoriale hors de portée du raisonnement et de l'action civile.
- Elle frappe d'illégitimité toute forme de maturation de l'action collective coordonnée dans la société civile urbaine déjà-là, comme elle interdit toute forme de consolidation nécessaire à l'expression collective dans la population des refuges ;
- Par la récursivité de l'action de démantèlement et de rejet des mêmes personnes dans la rue, elle entretient le sentiment que l'immigration rrom est sans fin.

Par ces procédés, elle transforme en « problème d'invasion » le « problème du refuge » qu'elle avait construit pas des dispositions hostiles.

Ce faisant, l'Etat a certes interdit à un processus d'urbanité en devenir propre à la forme camp ou campement de dériver vers la forme ghetto qui, selon Agier, en serait nécessairement la destinée si elle n'est pas interrompue, mais il a aussi interdit que s'exprime l'extraordinaire pouvoir de mutation intégrative que permet une urbanité plurielle toujours pour une part chaotique.

En interdisant à la ville de déployer ses ressources et ses dynamiques intégratives, que l'action publique a pourtant su accompagner, avec plus ou moins de succès à d'autres époques et pour d'autres populations⁸⁰, l'*action souveraine* semble façonner aussi une nouvelle urbanité normative dans la société française, lissant les infrastructures urbaines et les pratiques sociales qui s'y déploient quotidiennement. Ce qui est sans doute son efficace la plus remarquable.

Quel dimensionnement quantitatif du « problème rrom » ?

L'espace médiatique est ainsi saturé par le « problème rroms » qui se construit peu à peu avec un pic en 2013 entretenu depuis par l'actualité des démantèlements principalement.

La figure des Rroms est ainsi devenue omniprésente sans qu'il ne soit nécessaire aux pouvoirs publics de dimensionner la population ni les situations réelles pour justifier de leur action. Combien sont les populations concernées en France ? Quelle est l'ampleur du phénomène des

⁸⁰ Notamment lors de la résorption des bidonvilles et de l'habitat insalubre des centres ville dans les années 1960 et 70

campements ? Quelles sont les conséquences des évacuations et démantèlements répétés sur les populations ? Combien de personnes sont-elles touchées par ces mesures répressives ? Quelles sont leurs destinées ?

Si ces questions sont abordées dans certains articles de presse, elles ne sont pratiquement jamais au cœur des débats et des discours publics qui n'abordent les enjeux politiques qu'au prisme de la crispation identitaire évoquée plus haut et des questions humanitaires qu'évoquent ces images de misère.

En France, deux sources de données ont cependant acquis un statut de référence sur ce sujet : une administration de l'Etat, la DIHAL⁸¹, et le dispositif de surveillance des organisations des Droits de l'Homme et de défense des Roms.

Du côté de l'Etat, le dimensionnement des populations vivant en « campement illicites » et « grands squats » reste incertain, (et ne pourrait sans doute pas couvrir l'ensemble de la présence des populations migrant depuis les Pays d'Europe Centrale et Orientale - PECO). Cela en raison du fait qu'aucun dispositif de recensement systématique n'existe, ni n'aurait sans doute été possible sans franchir un seuil dans l'assignation et l'atteinte aux libertés que l'esprit de la loi ne permet pas jusqu'ici.

Une raison à laquelle il faut ajouter que le dimensionnement de la présence romme en provenance des PECO est hautement sensible dans l'actualité politique, l'Etat cherchant à éviter toute évaluation des mesures qu'il a prises, non seulement pour ne pas nourrir la critique des milieux humanitaires et des Droits de l'Homme, mais aussi pour se soustraire à la critique des milieux ethnophobes et conservateurs. Ceux-ci sont en effet toujours prompts à mettre en cause l'inefficacité des mesures pour arrêter le flux et réduire la présence des migrants. Pur jeu politique et médiatique en réalité, car il me semble que l'efficacité dans la maîtrise des flux est un objectif secondaire dans la logique des pouvoirs publics entièrement asservis au jeu des forces politiques au prix de pratiques sécuritaires et ouvertement ethnophobes.

Cependant, les campements et squats entrent depuis 2012 dans le champ d'une politique publique de « résorption des campements illicites et grands squats » en principe assortie de mesures de relogement et d'insertion. L'action de l'Etat ne peut se suffire d'une exécution simple de mesures de contention des problèmes publics par la légalité et l'obligation, mais elle doit nécessairement s'inscrire dans le cadre de référence institutionnalisé d'une politique

⁸¹ Les publications de la DIHAL, direction administrative spécialement chargée de coordonner cette politique, sur le site du gouvernement : <https://www.gouvernement.fr/campements-illicites-et-bidonvilles>

publique à visée positive. C'est précisément l'objet de la circulaire du 26 août 2012⁸². C'est ainsi que, en tant que maître d'œuvre de cette politique publique, la DIHAL doit orienter son action au regard du dimensionnement des besoins des populations couvertes par cette politique.

Cependant cette politique est tributaire de la politique conduite par le Ministère de l'intérieur en charge, via les préfetures, de la sécurité publique, du maintien de l'ordre, et la coordination des actions de protection telles que les plans Grand froid, risque d'insalubrité etc., les préfets ayant seuls la compétence pour ordonner la mobilisation des forces de l'ordre en vue de démanteler un campement ou exécuter des mesures administratives telles que les OQTF ou encore les dispositifs d'aide au retour aujourd'hui pratiquement abandonnés.

Même s'il existe certainement d'autres dispositifs d'estimation de la population Rrome au Ministère de l'Intérieur, le dispositif de référence est celui de la Dihal. Il est centré sur le dimensionnement des populations cibles de la politique de résorption des campements illicites et grands squats, et donne lieu à un rapport annuel publié sur le site du gouvernement⁸³.

L'autre source de données importante, mise en place par la société civile cette fois, est réalisée conjointement par la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et l'European Roma Rights Center (ERRC). Elle agrège et contrôle des données sur les expulsions et démantèlements issues d'un vaste réseau d'associations locales engagées dans la défense des droits de populations migrantes et des Rroms en particulier, mais aussi issues de la presse ou de toutes sources permettant de surveiller les conditions de démantèlement et le respect des droits humains dans ces opérations.

Les recensements annuels publiés par LDH & ERRC contiennent des indications courantes comparées aux années antérieures, précieuses pour questionner les politiques publiques et mesurer les effets négatifs ou positifs sur les conditions d'existence et les droits des personnes vivant en campements et squats.

Pour cette surveillance civile, il est impératif de connaître la population concernée (ie la population des campements et grands squats) en raison du fait que ce dénombrement est non seulement la seule indication permettant de discuter le dimensionnement du « problème

⁸² CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE NOR INTK1233053C du 26/08/2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2016/11/2_dihal_circulaire_du_26_aout_2012.pdf

⁸³ Op. Cit. <https://www.gouvernement.fr/campements-illicites-et-bidonvilles>

Rrom» et de critiquer la dramaturgie orchestrée autour du surdimensionnement impressionniste du discours du pouvoir politique, mais aussi parce qu'il est le dénominateur indispensable sans lequel on ne peut discuter sérieusement l'impact des dispositifs positifs de l'action publique, ce qui est l'objet même du recueil de données par LDH & ERRC.

C'est ainsi que l'existence de cet important dispositif de société civile a contraint la DIHAL à consolider la crédibilité de ses mesures et qu'on dispose d'ordres de grandeurs crédibles.

A ce stade, ce n'est pas l'analyse de la politique publique en tant que telle qui nous préoccupe, mais son interaction avec les populations concernées. Nous partons de l'hypothèse que ce que nous avons observé comme déploiement urbain et comme forme d'action ne résulte pas d'un trait culturel ou d'un simple mode propre à la condition de précarité confrontée au rejet et au racisme anti-rom, bien que ces facteurs soient certainement décisifs. Nous partons de l'hypothèse que le mode d'action collective et urbain que nous avons entrevu est aussi une réponse sensée au problème qui se pose concrètement aux populations.

On se réfère ici au dernier rapport LDH & ERRC disponible au moment où j'écris. Corroborant en partie les données de la DIHAL selon lesquelles la population vivant dans les grands squats et bidonvilles sur l'ensemble du territoire national est estimée dans une fourchette comprise entre 15 000 et 17 000, fourchette considérée comme *stable* depuis 2013, ce rapport indique d'emblée que « *L'année 2016 reste marquée par un nombre très élevé d'évacuations forcées de populations précaires vivant en bidonvilles ou squats.* »

Si selon ces mesures, le nombre de personnes expulsées de force par les autorités publiques a baissé depuis 2014 de plus de 13483 à 10119 après un pic à 19380 en 2013, le niveau reste effectivement très élevé avec plus de 60 % des personnes recensées en campements et grands squats expulsées de force dans l'année.

Le maintien d'une telle proportion d'expulsions pour une population grosso modo constante suggère que plus de la moitié de la population résidente des campements et squats aura vécu des expulsions à répétition, au moins trois en moyenne sur 2 ans selon un calcul moyen; voire plus comme « *en Île de France (où) il y a eu plus de personnes expulsées de force que de résidents recensés* » en 2016

Le même recensement LDH&ERRC souligne que « *plus de la moitié des expulsions recensées en 2016 (41 sur 76) ont été engagées sans intervention préalable de la justice, l'ayant été sur des décisions administratives suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la mairie ou le préfet. Seules 35 évacuations ont fait suite à une assignation devant les*

tribunaux par les propriétaires des terrains ou des immeubles squâtés. » tandis qu'« à peine la moitié (40) ont fait l'objet de propositions d'hébergements ou de logements, souvent essentiellement temporaires. Toutes les autres familles et individus ont donc été remis à la rue, les maintenant dans la précarité et les contraignant à migrer afin de pouvoir retrouver de nouveaux lieux d'installation. »

On le voit à travers ces données, non seulement la politique publique positive de résorption des campements et squats est inexistante devant la mise en œuvre des mesures préfectorales qui découlent des arguments de légalité et d'obligation de protection décrit plus haut, mais ces mesures effectivement mises en œuvre, dans de nombreux cas, n'en respectent même pas les cadres formels.

Cependant l'élément le plus important est la mise à jour quantitative du caractère systématique de la production de l'incertitude et de conditions infernales d'existence des populations par l'action publique.

Créés puis détruits, recréés puis de nouveau détruits, encore et encore, le campement est le lieu d'une existence en suspension, toujours soumise au régime de l'imprévisible et indissociable de la répétition des épreuves de la « mise à la rue » consécutives.

C'est la ville entière qui est ainsi mise sous tension politique et sociale, et qui comme on l'a dit plus haut est elle-même l'objet, peut-être ultime, de cette politique de souveraineté.

Cependant, et c'est peut-être là que le décentrement du regard sociologique est le plus décisif. Il faut se poser la question de l'action propre des populations ainsi malmenées. Sont-elles simplement des victimes, collection sans forme d'une nouvelle sorte de romanichels, vagabonds et *sans aveux* pour reprendre les termes anciens, réduites aux attributs de leurs conditions matérielles et à une identité ethnique attribuée, nous renvoyant à nos passés troubles ?

C'est en considérant la dimension urbaine du phénomène, c'est-à-dire l'urbain comme scène mais aussi la dimension d'urbanité en devenir, que l'on peut trouver la trace de l'acteur au-delà de la figure de victime expiatoire⁸⁴ qui seule aujourd'hui est mobilisée face à l'entreprise de stigmatisation, en se plaçant pour cela dans la double perspective, d'une part de la mise

⁸⁴ C'est à dire au-delà de la victime expiatoire d'une pratique collective de la société déjà-là qui ne se reconnaît que dans l'image d'elle-même qu'elle perçoit dans le miroir de ses attentes où elle ne supporte pas d'y voir apparaître les anormalités spéculaires qu'elle y trouve.

sous tension politique et sociale de la ville par l'action publique et d'autre part, de la pratique constamment réinventée de l'ancrage urbain de leur existence.

Figure urbaine de l'acteur Rrom sans voix ni porte-parole

Un fait s'impose en effet : malgré les souffrances insignes que leur infligent ces conditions d'existence et la manière indigne dont elles sont considérées, les populations des campements, des squats et de la rue, ne partent pas. Elles ne se révoltent pas non plus. Le pourraient-elles, d'ailleurs étant placées dans la condition des sans droit ni titre et soumises à la seule exigence de la survie, constamment dispersées et menacées ?

C'est alors une autre vision que nous pouvons découvrir en considérant ce rapport à la ville. Constamment mises en visibilité, elles *investissent* la ville, dans toutes les configurations de sens que peut fournir l'attachement de ce verbe à la ville; être investi de la ville, s'investir de la ville, s'investir dans la ville, investir la ville etc. dans l'espace public ouvert, exposées, ou dans ses replis les plus intimes ou les plus sombres, hors les lieux et dans les lieux à la fois.

Elles en modifient sa dimension d'espace public ouvert, les règles de fréquentation, d'usage, d'échange et même de police, jusqu'aux formes établies en tant que lieu du politique et de la visibilité. Ces transformations ne sont pas accidentelles ni seulement incidentes. Elles sont le produit d'une action collective sensée⁸⁵, même si elles ne s'annoncent pas par un discours verbalisé mais dans une forme de corporéité collective à la fois statique et en mouvement dans l'espace public, par dans la dramaturgie de ses hors lieux constamment démembrés et relocalisés, et en même temps dans les lieux même de la vie citadine par les activités et les circulations.

Cette forme de corporéité du discours suscite des interactions inhabituelles dans le monde des individus socialisés. Inhabituelles en ce sens qu'elles les sollicitent dans des formes décalées par rapport à leur *expérience éthique*⁸⁶, par rapport à l'image qu'ils se font d'eux-mêmes à partir de leurs attentes et par rapport à leurs capacités communicationnelles forgées dans

⁸⁵ Nous faisons ici référence au chapitre *Le modèle du texte : l'action sensée considérée comme un texte*, p183 à 210, de l'ouvrage de Paul Ricoeur, *Du texte à l'action, Essai d'herméneutique II* ? Editions du Seuil. Paris, 1986.

⁸⁶ De l'expérience éthique à une éthique de la discussion. Paul Ladrière. *Cahiers Internationaux de Sociologie*. Nouvelle série, Vol. 88, « La demande d'éthique » (Janvier-Juin 1990), pp. 43-68. Voir en particulier la première partie du texte où l'auteur s'inspire de Ricoeur pour décrire *l'expérience éthique* dans ses trois composantes : subjective (personnelle), intersubjective (dans l'interaction), dans la relation au tiers (dans l'institution)

https://www.jstor.org/stable/40690421?newaccount=true&read-now=1&seq=6#metadata_info_tab_contents

l'individualité organique. C'est à dire une individualité faite de statuts, rôles publics, affiliations, supports d'une propriété de soi au sens de Castel⁸⁷, supports établis et en même temps menacés par la montée des incertitudes⁸⁸.

Cette forme de corporéité collective est discours du corps engagé et exposé, dispersé, démantelé, tout autant que consolidé et organisé dans les dispositifs de survie et des solidarités mécaniques⁸⁹ qui les rendent efficace, et leur permettent de se régénérer indéfiniment sous forme de réapparitions et de redéploiement dans l'espace public de la ville.

De sorte que la stratégie mise en œuvre par le *pouvoir souverain* est mise en échec, qu'il s'agisse d'aide au retour, de harcèlement pour enfin avoir raison de ces gens, ou de politiques d'obstruction systématique visant à tarir le flux d'arrivée en décourageant les candidats à l'immigration.

Dans la circularité infinie de cette régénération, l'événement significatif n'est pas dans le démantèlement, ni dans le traitement indigne, ni dans l'énoncé politique. Il est dans la réapparition comme locution. L'évènement se prolonge dans la corporéité de sa forme d'inscription dans la ville ainsi définie comme un texte qui en porte la répétition. Et c'est par l'analyse de cette épreuve dans l'*intrigue de la ville* que nous pourrions déchiffrer le contenu du message délivré par cette forme d'action sensée, ce discours du corps collectif.

L'évènement répété des réapparitions inscrites dans le texte de la ville réactualise l'épreuve de l'autonomie d'une manière inévitable et c'est peut-être cette inévitabilité propre à la corporéité du discours qui est la source du déni d'existence et des violences sociales et politiques qui s'expriment à tous les niveaux de la société à propos et à l'encontre des Roms. Entre fascination et fantasmes chargés d'angoisse et de peurs. Et c'est peut-être aussi pour cela qu'à l'inverse, des solidarités directes s'expriment dans une proximité populaire, dans le cœur du dispositif de survie comme dans le déploiement urbain des campements et de leurs ancrages, peut-être en écho à une expérience vécue de l'épreuve corporelle de la dignité et de l'endurance, une épreuve qui réactualiserait les fondements politiques du rapport à autrui

⁸⁷ Robert Castel et Claudine Haroche Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Fayard. 2005. 215 p

⁸⁸ Robert Castel. La Montée Des Incertitudes - Travail, Protections, Statut de L'individu. Seuil. 2009

⁸⁹ On fait ici référence aux catégories de solidarité mécanique et organique de E. Durkheim – La division du travail social.

comme appartenant à une commune humanité. En ce sens le message des Rroms serait un message de résistance.

Cependant la résistance dont il s'agit ne me semble pas être une résistance contre l'Etat, contre la domination ou l'oppression⁹⁰, même si c'est bien cela qu'ils subissent. Elle se situe plutôt, me semble-t-il, dans une perspective téléologique qui interroge la société sur son devenir inclusif, sur son ouverture, et ses formes relèvent plus de la résistance du roseau qui plie mais ne rompt pas sous la violence de la tempête des démantèlements et de la privation des secours courants, qu'elle ne relève d'une confrontation avec l'Etat ou les forces de domination. Elle s'affirme comme une résistance consacrée toute entière à la persistance de

⁹⁰ Pour autant nous ne souscrivons pas au propos de Jean Loup Amselle cités ici :

« *Le nomadisme des gens du voyage, des Roms, des Manouches est donc largement le résultat d'un processus historique, qui continue d'être entretenu actuellement à travers le rejet dont font toujours l'objet ces mêmes populations. Aussi, plutôt que de s'extasier sur le nomadisme ou l'errance de ces groupes, en y voyant, dans une vision romantique, un symptôme de leur résistance à l'État, il serait préférable d'y déceler l'action pernicieuse que certains États ont exercée sur eux tout au long de l'histoire.* »

Jean-Loup Amselle, « La « séquence » rrom et l'ethnisation de la société française », Lignes 2011/1 (n° 34), p. 41-51. DOI 10.3917/lignes.034.004

Car, sans compter la forme quelque peu « donneur de leçons », l'argument qu'il oppose dans sa critique d'un romantisme qui réinterpréterait l'expérience des Rroms dans les catégories d'une pensée de la résistance à l'Etat, opère lui aussi le même type de procédé de réinterprétation de leur expérience en France dans un système de pensée et des catégories qui ne nous semblent pas avoir plus de réalité pour eux.

Il me semble que cette forme de résistance peut bien être l'objet d'une interprétation romantique. Elle le mérite même si l'on se place du point de vue politique si l'on veut bien admettre qu'il n'y a pas d'expérience politique significative sans que s'exprime une figuration narrative des sujets agissant comme figure de compagnonnage spirituel qui me semble toujours être une condition de l'empathie et d'une reconnaissance mobilisatrice de l'altérité. D'une certaine manière une dimension inhérente à l'émergence d'une conscience politique est la réflexivité inhérente au couple plan métaphorique narratif et plan des pratiques et des expériences sociales concrètes.

De plus, il me semble que le nomadisme des Manouches en France ou de certains Rroms qui déploient leurs activités de commerce itinérant depuis longtemps en Europe, est certes une forme historique, mais il est sans doute préjudiciable à la compréhension de ce mode de vie de le considérer seulement comme résultant de « *l'action pernicieuse que certains États ont exercée sur eux tout au long de l'histoire* ». Encore une fois, comme dans de nombreux cas de minorités, ce serait subordonner la reconnaissance d'un mode de vie à une causalité extérieure, hors du sujet, en méconnaissant l'intrication de ce mode de vie dans la société comme composante historique de sa pluralité. Dans cette perspective, il me semble plus utile d'en reconnaître non seulement l'existence et la réalité, sa contribution au monde commun, mais aussi de s'attacher à en comprendre les conditions de félicité en termes de droits sociaux et politiques.

Enfin, l'amalgame que fait Amselle entre des gens du voyage, Rroms et Manouches sous l'attribut du *nomadisme* pose aussi problème (). En ce qui concerne les Rroms installés en France depuis la chute des régimes communistes de l'Europe centrale et orientale, il nous semble que le nomadisme n'est ni un trait culturel, ni une caractéristique de leur mode de vie avant leur départ, ni non-plus le mode de leur départ, pas plus que celui de leur présence actuelle, cela même si c'est bien une maltraitance historiquement construite et continuée qu'ils subissent dans les pays qu'ils quittent.

son ancrage dans les entrelacs des structures de l'environnement pour enfin s'insérer dans la cité anonyme, comme citoyen sujet de plein droit.

Comprendre cette forme de résistance implique alors me semble-t-il une lecture anthropologique qui se place dans le *cours de l'action*, celle des Roms des campements et squats et des acteurs avec lesquels ils sont en interaction, et tente de la resituer dans les cadres qui la contraignent et non pas de la saisir comme une mise en scène pratique d'une théorie à priori, qu'il s'agisse d'une théorie critique de l'Etat, du libéralisme, ou encore de la société et de ses modes d'accueil des étrangers indésirables⁹¹. Il s'agit dès lors de considérer les cadres dans lesquels se déroule l'action pour ce qu'ils sont dans son cours.

On l'a vu, le dispositif mis en place par l'Etat pour « traiter » les populations rromes les construit comme populations indésirables, en les cantonnant à la position de pauvres et sans domicile fixe. Ce cantonnement s'opère à la fois par un harcèlement dans le hors lieu de leur installation et par la réduction de l'assistance due à toute personne en situation de vulnérabilité extrême à des dispositifs humanitaires et d'urgence toujours concédés. A la différence près, que contrairement aux pauvres « *communautaires* » (je veux dire relevant des ayants droits ou bénéficiaire en droit, c'est à dire les français ou considérés par le droit comme devant être traités au même titre), pour les Roms de la rue, ces dispositifs ne donnent pas accès aux politiques d'assistance publique permettant en principe aux pauvres de recouvrer une position d'ayant droit de l'assistance.

Pour autant, les solidarités que nous avons décrites, qui s'expriment dans la proximité, dans les porosités des mondes sociaux populaires, je dirais les solidarités vernaculaires, ne sont pas sélectives en fonction de critères de droit national ou de référence communautaire. D'une certaine manière, elles transgressent ces critères pour donner corps à une autre perspective de la communauté du vivre ensemble, plus originelle, dont la dynamique extensive, *promesse* d'une humanité plurielle effective, est captive d'une définition historique à la fois nationaliste et néolibérale de la communauté recouverte par l'Etat nation moderne.

⁹¹ Michel Agier, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris, Flammarion, 2008, 349 pages. « Bibliothèque des savoirs ».

D'une économie des expédients

Il ne s'agit pas ici de comprendre les engagements envers les populations romes que nous avons relatés dans une perspective nostalgique des solidarités populaires en voie de perdition dans la société compétitive et individualisée. On peut au contraire les considérer comme l'expression actuelle de cette promesse qui donne à comprendre l'« *anthropologie des expédients* » proposée par Hopper⁹²

« *Les expédients ne sont donc pas seulement les ruses et les compétences particulières du pauvre.[Ils] ne sont pas nécessairement les liens forts de la solidarité communautaire ou locale. Ils tiennent à peu de choses et à peu de personnes, à des choses d'importance variable et à des personnes qui refuseraient sans doute de se proclamer citoyennes pour les attentions dont elles ont pu faire montre et qui consistent aussi bien à parfois fermer les yeux sur un écart de conduite, qu'à se montrer vigilants sur une dérive. () et qui jouent un rôle à la fois diffus et décisif par leurs actes de présence et leur capacité à relayer bénévolement les institutions et les services officiels de l'assistance* ». ⁹³

Les engagements des militants de la croix rousse que nous avons évoqués, comme bien d'autres, participent eux aussi à ce qui apparaît comme un réseau multiforme et non structurellement coordonné de contributeurs à une sorte d'*économie des expédients*⁹⁴ qui contribue à faire des populations Roms de la rue un public et à politiser leur visibilité en

⁹² Kim Hopper, *Reckoning with Homelessness*, Cornell University Press, Ithaca, 2003.

Commenté par Isaac Joseph dans l'article cité en référence dans la note suivante.

Le programme de recherche de Hopper, vise selon la présentation qu'en fait Isaac Joseph à « saisir des carrières dans leur contexte écologique et institutionnel et [à] construire une 'anthropologie des expédients' capable de nous faire comprendre la pauvreté contemporaine sans dissocier les histoires personnelles des configurations historiques dans lesquelles elles sont saisies. »

Dans cette visée, il s'agit pour Hopper de conjuguer « travail de terrain et cadrage » (*fieldwork and framework*) « Le travail de cadrage consiste précisément à prendre acte de ces modifications intervenant dans la configuration et le contexte d'observation. Il vise également, dit Hopper, se référant ici à la tradition de sa discipline, à restituer à l'objet étudié un « passé utilisable », ce qui est une autre façon de dire que l'anthropologue ne se fait pas historien, tout au plus généalogiste au sens où l'entendait Foucault travaillant sur l'institution pénitentiaire, et que s'il campe son objet dans une histoire, il est plus « présentiste » qu'historiciste. »

⁹³ Joseph, I. (2005). Aspects cosmopolitiques de l'errance urbaine : l'ethnographie des SDF. *Tumultes*, 24(1), 111-143. doi:10.3917/tumu.024.0111.

⁹⁴ J'utiliserai à plusieurs reprises le terme économie des expédients fabriqué par moi à partir de Hopper, non comme une économie de l'offre et de la demande mais comme l'économie des relations et des transactions, deux termes indissociables, impliquant non seulement les gens de la rue mais les acteurs et les populations avec lesquelles se sont nouées des relations de coopération.

d'autres termes que ceux de l'Etat qui s'acharne au contraire à les rendre invisibles ou à rendre indésirable leur visibilité même.

Sans doute ne faut-il pas extraire les actions militantes que nous avons évoqué d'un ensemble de civilités urbaines qui s'expriment de différentes manières, comme celles qui se jouent discrètement dans la proximité, et qui se recouvrent en partie, par exemple dans l'action du Réseau Education Sans Frontière (RESF). Dans la ville, en effet, dans le centre ville pour ce qui concerne notre terrain, il s'agit de « *comprendre comment s'opère, de fait, le recadrage des civilités et la redéfinition de l'intelligence collective qui font qu'une société locale (cohabitation ou coprésence) est possible, et selon quelles règles d'usage de l'espace commun. Comment elle résiste, invente d'autres limites, d'autres signes de l'urbanité, comment elle se montre 'digne de ce qui lui arrive', qu'il s'agisse [d'un nouveau clochard qui s'installe à demeure dans l'entrée du métro, d'une femme Rrome qui fait la manche au coin de la boulangerie, d'un vendeur à la sauvette]* »⁹⁵. *Il s'agit toujours d'une expérience sociale et donc interactionnelle, même si elle n'est pas que cela, la résistance et la dignité qu'il importe de documenter ne sont pas celles d'individus, mais bel et bien celles de collectifs ou de rassemblements, de groupes ou de foules. Et la figure de l'étranger, à laquelle Simmel renvoyait pour parler du pauvre et de ses rapports à la communauté, est bien transversale à cette expérience interactionnelle et au défi moral qu'elle fait vivre au passant ou au voisin. Il s'agit toujours d'un nouveau venu, d'un nouveau pauvre, qui élargit sans fin le cercle effectif de l'assistance, par induction morale.* »⁹⁶

Sur les ressorts politiques d'une économie urbaine des expédients

Dans le dénuement extrême et l'endurement des Rroms des campements et Squats, gens de la rue, pour une part de la solidarité vernaculaire qui s'exprime à leur endroit, il n'est plus d'étranger qui soit, même si le pauvre bien que membre de droit de la *communauté* des citoyens de droit puisse être en même temps perçu comme une incarnation de la figure de l'étranger indésirable.

⁹⁵ Dans le texte original les exemples donnés par Isaac Joseph sont les suivants : « du nouveau pauvre en djellaba faisant la manche dans le métro de Belleville ou de l'Africain américain récemment sorti de prison dans les rues de Manhattan »

⁹⁶ Op.cit.

Cette ambiguïté sur l'expérience pratique de la communauté serait justement le lieu d'une expérience ordinaire fondatrice d'une dimension oubliée du politique où se discute la possibilité d'une frontière de la *communauté* qui peut aller ou non au-delà de sa définition formelle dans les catégories du droit existant et de la nationalité en particulier.

Et c'est me semble-t-il ce registre du politique sur lequel repose l'assistance publique, registre à la fois antérieur et en tension toujours réactualisée avec le droit formel et sa mystique de la communauté nationale, qui est convoqué par le message que porte la forme de résistance des populations des campements et squats.

C'est ainsi qu'au delà de la construction du « problème rom » par le discours des responsables politiques de l'Etat et de nombreux partis, il me semble qu'il faut voir dans l'enjeu politique de la frontière de la *communauté effective*, la centralité de la question de l'*assistance*.

On rejoindrait ainsi l'approche de Simmel dans son texte sur le Pauvre (1908) pour qui, selon Isaac Joseph, « *le politique n'est pas une sphère à part mais bel et bien une catégorie de l'expérience, () il ne se réduit pas au social ou au mouvement social, () il est « à venir » dans le vocabulaire et les termes de l'entente et de la mésentente entre participants convoqués par un problème public. En l'occurrence, ici, le problème de l'assistance et de la participation du pauvre et de l'étranger à sa définition et à sa résolution.*

En comparant le pauvre à l'étranger(), [Simmel semble dire] que la communauté civique instituante dans laquelle () le pauvre trouverait sa place politiquement serait une société ouverte, indéfiniment élargie. Elle ne serait pas seulement sociale, () elle s'occuperait () des bénéficiaires immédiats mais aussi des conséquences en général pour l'ensemble des citoyens, y compris les pauvres comme sujets de droit, de telle ou telle mesure d'assistance. Et c'est une communauté à venir, toujours susceptible d'être élargie puisqu'elle inclurait ceux qui lui sont étrangers () »

Le raisonnement de Simmel repose sur l'observation que toute forme de société humaine comporte un trait dit d'« *induction morale* » découlant d'une anthropologie première de la relation engendrée par l'acte d'assistance:

« lorsqu'un acte d'assistance a été accompli, quel qu'en soit le type, bien qu'il ait pu être spontané et individuel et non exigé par une obligation quelconque, il y a un devoir qui impose

de le poursuivre, un devoir qui n'est pas seulement une prétention de la part de celui qui bénéficie de l'assistance mais également un sentiment de celui qui donne.

()

De ce point de vue, l'assistance accordée à quelqu'un est le ratio cognoscendi, le signe qui nous fait voir qu'une des lignes idéales de l'obligation entre un homme et un autre homme cours ici et révèle son aspect intemporel dans les conséquences ultérieures du lien établi.»
(Simmel)

Deux éléments de cet énoncé ont une grande importance pour la compréhension de la nature politique de l'assistance dans notre société actuelle. Le premier, souligné avec insistance par I. Joseph est que *« la force de l'induction morale ne s'appuie que sur ce noyau de réciprocité, cet atome interactionnel qui unit le bénéficiaire et le donateur. () Nous ne sommes pas ici dans la sphère des ressources mais dans le domaine de l'expérience politique et morale »*⁹⁷

Le second réside dans la réalité historique des conséquences du cours atemporelle de *l'obligation entre un homme et un autre* dans les sociétés occidentales, comme les pensées anciennes en annonçaient déjà la perspective. Ainsi du talmud auquel renvoie Simmel : *« celui qui a donné par trois fois à un pauvre, même s'il n'a jamais eu l'intention de l'assister encore, est tacitement obligé de le faire ; son acte a pris le caractère d'un vœu, d'une promesse, dont seules des raisons graves peuvent le dispenser comme, par exemple, son propre appauvrissement ()*

*C'est bien un 'a priori', souligne I. Joseph, qui est à l'œuvre dans cette expérience de la promesse, aussi fort, dit Simmel, que celui qui fonctionne dans une induction scientifique. () Le principe même de l'interaction comme action réciproque signifie, du point de vue de ce rapport, que toute obligation pour un être social correspond à un droit de la part d'autrui»*⁹⁸

L'histoire des sociétés occidentales a conduit à la conversion de la téléologie d'inspiration judéo-chrétienne du salut individuel propre à l'acte charitable en aumône publique, puis en droit à l'assistance au nom d'une téléologie du juste comme devenir de la société qui conduit à une conception solidariste, utilitariste , centralisée et distributive de l'assistance. Dans ce mouvement, l'assistance s'est ainsi soustraite du domaine de la socialité élémentaire dans les

⁹⁷ I. Joseph Op.cit.

⁹⁸ I. Joseph Op.cit.

relations à autrui pour être déléguée à l'Etat. Mais l'exigence morale de réciprocité inhérent à l'acte d'assistance envers autrui et qui institue originellement son droit à être assisté, cours inévitablement, ou couve, si l'on peut dire, sous le carcan des normes d'un droit distributif et centralisé et réactualise en certaines circonstances le problème de la définition effective de la communauté.

C'est ainsi que, « *Si comme le souligne encore I. Joseph, la question de l'assistance, () est avec ce texte de Simmel, un analyseur du politique comme accomplissement spécifique, comme téléologie alternative à celle qu'il définit comme centraliste ou utilitariste[ou encore solidariste ;]c'est que le pauvre, celui-là même qui apparaîtra comme exclu, appartient chez Simmel « au plus grand des cercles effectifs. [Lequel] n'est pas une partie de la totalité, mais la totalité elle-même (Simmel)» incluant l'étranger.*

La totalité téléologique dont parle Simmel est celle d'une société humaine qui déborde inévitablement les cadres définis de la nationalité, une société où le cercle de l'être de droit déborde la définition en droit du citoyen, et qui idéalement s'étend à l'infini par l'extension de pratiques d'entraide, de coopération et de production *d'effets de droit* puis, idéalement, de leur inscription en droit positif.

Cette inévitable dynamique d'extension inhérente à la réciprocité comme réalisation concrète de l'*induction morale* se déploie non seulement vis-à-vis de l'autre *de l'extérieur* mais aussi de l'autre *à l'intérieur* de la société « nationale » au sens du droit, notamment en raison du fait que la pauvreté est toujours relative et qu'on peut toujours d'une manière ou d'une autre envisager l'autre comme soi-même à travers le sentiment que *cela aurait bien pu m'arriver*.

Si la question de cette reconnaissance de l'autre pauvre ou étranger dans l'action réciproque d'assistance se fait politique, ce n'est pas seulement qu'elle renvoie à l'amélioration des termes de l'assistance publique, mais aussi à une définition par le bas, in situ, de la collectivité fondatrice du politique.

Dans cette tension entre deux expressions du politique autour de l'assistance se joue un conflit de définition de la frontière entre une définition par le haut et une définition par le bas du « plus grand des cercles effectifs ». C'est-à-dire entre une conception de la collectivité comme

totalité clôturée (de type Hégélienne) ou comme totalité toujours en extension vers l'intérieur et l'extérieur à la fois, dans sa capacité à accueillir une pluralité de modes d'existence et d'établir une porosité entre eux, dessinant un destin commun dans la réciprocité d'une assistance qui peut se faire coopération et qui soit attentive à la reconnaissance réciproque des cultures qui résultent de l'expérience de modes de vie contraints, hérités ou choisis.

De ce point de vue, la *culture de l'aléatoire* dont parle Castel, la *culture des expédients*, c'est-à-dire cette culture qui s'invente dans le cours de carrière du pauvre *non logé*, carrière non seulement individuelle mais aussi collective, dans le hors lieu, en marge des cadres de socialité de la famille, hors des communautés locales instituées, hors de l'assistance instituée, est une épreuve de l'étrangéité.

La figure de l'étranger de l'intérieur qui se dessine dans l'expérience du non-logé met ainsi en faillite la version utilitariste du commun, et actualise le caractère idéologique factice d'une rhétorique de la démocratie qui justifie une version de la prévalence du juste sur le bien par une théorie du *différentiel acceptable*.

Dans la pratique du différentiel acceptable, l'assistance n'a pas pour but de réduire la segmentation des classes ou strates sociales mais de réguler leur coexistence dans une conception de la participation du pauvre à la société qui, une fois assisté, le considère comme seul responsable de son destin et attend de lui qu'il remette à disposition sa force productive, se conforme aux normes établies et aux obligations de cette version du vivre ensemble, assure la protection de ses enfants, et que son mode de vie ne trouble pas l'ordre public.

C'est ainsi dans la saisie des marges de l'assistance publique par la société et/ou l'Etat, que se jouerait le renouvellement de la *communauté civique instituyente*.

C'est le champ de l'urgence humanitaire, de l'assistance bénévole organisée par les associations reconnues, caritatives (souvent religieuses mais aussi témoignage d'une volonté de *faire quelque chose* pour de nombreux citoyens participants plus ou moins réguliers aux maraudes, soupes populaires...) ou socialement solidaires comme le secours populaire, ou inscrites dans le schéma public de prise en charge des pauvres (banque alimentaire), qui prennent si l'on peut dire le relai de l'Etat, ou qui tente de déborder cette assignation *de fait* au rôle de « *voiture balai* » pour politiser le sujet en s'engageant depuis quelques années sur

d'autres fronts de luttes explicitement politiques⁹⁹ rejoignant aussi d'autres traditions de lutte plus activistes, au côté des *sans* (sans logement comme le DAL, sans papiers, sans travail...).¹⁰⁰

⁹⁹ La fondation Abbé Pierre et les réseaux Emmaüs apportent par exemple leur soutien aux actions des mouvements Alternatiba, les Amis de la Terre et ANV21 (collectif d' Action Non Violente née à l'occasion de la COP21) sur le changement climatique et la justice sociale, ainsi qu'à des réseaux associatifs militants dans les quartiers populaires, ...

¹⁰⁰ Même si une part des cadres et instruments de l'urgence humanitaire et sanitaire sont les mêmes que pour les Sans Domiciles Fixes (hébergement d'urgence, 115, SAMU social, ...) , ils sont doublés et conditionnés par des dispositions spécifiques aux étrangers spéciaux que sont les Roms qui bien que ressortissants de l'Union Européenne, sont privés de leur droit à l'assistance en principe dû à cette condition statutaire.

Ces dispositions spécifiques (programme DIHAL évoqué plus haut et missions confiées aux associations spécialisées pour le suivi des squats, de prestations sanitaires d'urgence, dispositifs sélectifs expérimentaux de prise en charge de familles sous condition de renoncement à la mendicité, et d'engagement à scolariser les enfants et à apprendre la langue française...) mobilisent des cadres de l'urgence et de l'action humanitaire en marge des politiques d'assistance instituées pour les pauvres.

Les Roms de la rue, de ce point de vue, sont étroitement contenus dans un entre deux, non seulement exclus de l'espace public, mais aussi exclus de l'assistance et des ses ouvertures potentielles vers le droit commun.

Même lorsque les dispositions des programmes d'intégration des Roms s'appliquent, ce n'est qu'au terme d'une épreuve d'*extraction* aléatoire, conditionné par une hypothétique évaluation du désir d'intégration. Non seulement le sous-dimensionnement chronique du dispositif contribue à la définition du public Rrom comme surnuméraire mais, corolairement le programme d'intégration repose sur le jugement discrétionnaire des opérateurs accrédités du dispositif de contention des Roms en dehors du travail social institué, hors de tous droits. Alors même qu'une part des opérateurs accrédités, je dirais la famille des opérateurs accrédités, est intéressée parce qu'elle est impliquée dans la réussite des opérations d'intégration et dispose pour cela de « places » au compte goutte dans les dispositifs d'intégration qu'elle gère pour le compte de l'Etat ou des collectivités (par exemple les expérimentations faites dans le cadre du dispositif ANDATU initié par le préfet dans la banlieue lyonnaise ou des « camps d'insertion » accueillant des familles dans des bungalows à condition qu'elles fassent preuve d'assiduité des enfants à l'école, et des adultes aux programmes d'apprentissage du français et au rendez-vous d'accompagnement à la réalisation d'un projet d'insertion. La poursuite de la manche, de la vente à la sauvette etc. étant proscrite).

Voir aussi le cas souverain suivant : Laurent Burlet, A Lyon, le préfet régularise et relogé une centaine de Roms. Rue89Lyon 25 avril 2012 <https://www.rue89lyon.fr/2012/04/25/a-lyon-le-prefet-regularise-et-reloge-une-centaine-de-roms/>

Rédaction numérique de Rtl et AFP. Près de 400 Roms sur la voie d'une insertion réussie à Lyon, www.rtl.fr, 12/12/2014, <https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/pres-de-400-roms-sur-la-voie-d-une-insertion-reussie-7775859304>

Il ne s'agit pas d'un intéressement mercantile des acteurs-opérateurs de la société civile, bien qu'il soit nécessairement gestionnaire, mais d'un intéressement comme partie engagée au service de l'intégration et porteuse de l'idée qu'il faut en faire la démonstration pour convaincre l'Etat et l'opinion de généraliser ce type d'opérations. Le prix à payer en matière de posture discrétionnaire est compensé par le gain envisagé en matière d'humanisme. Ce gain ne se comptabilise pas seulement en termes de transformation durable de l'action publique, mais aussi dans l'action elle-même. Le service rendu aux Roms, fût de manière sélective, a de la valeur en tant que tel. Le dispositif est en ce sens performatif, car il concilie à la fois une « bonne pratique » et une visée téléologique qui fonde l'action de cette famille d'acteurs.

En ce sens cette famille d'acteurs-opérateurs se distingue de prestataires marchands et construit son rôle de médiateur public, mobilisant les publics sensibilisés à la condition des Roms à travers la participation aux réseaux de mobilisation citoyenne, tout en restant un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics. C'est, pour reprendre le vocabulaire des mouvements politiques des années 70, la position participationniste, selon laquelle

Mais la marge de l'assistance instituée est aussi le champ de l'implication volontaire structurée ou non de gens sans titre ni rôle, dans une *économie des expédients*.

Ce serait si l'on suit Simmel, dans la participation vernaculaire et discrète à cette *économie des expédients* que résiderait, de manière ténue, la possibilité d'un travail de la société sur elle-même par lequel se concrétiserait l'extensivité *du plus grand des cercles effectifs* dont il parle.

Mais en même temps qu'elle est sujette à des discours du discrédit, moralistes ou infâmant associés aux figures de l'étranger indésirable, du gueux, voleur, drogué, contrebandier, romanichel, sans aveux, parent indigne, support improductif, non-assimilable, cette *économie des expédients* est toujours aussi perçue comme une menace pour un ordre établi.

C'est alors, me semble-t-il, en poursuivant l'exploration des formes concrètes de cette économie marginale qu'on pourrait en appréhender les dimensions politiques.

Pour y voir plus clair au-delà de la force contradictoire de l'*induction morale* et discerner les lignes de confrontation qui se révèlent dans la pratique, il me semble qu'il faut explorer son déploiement dans la ville.

aucun changement n'est possible sans s'engager dans la cogestion même des dispositifs pour les transformer en poussant les pouvoirs publics dans leur contradiction via l'activation de cercles d'influence et de mobilisation publique. Cette posture semble avoir une certaine efficacité si on la mesure à la longévité de cette famille dans la scène de la *médiation opératoire* qu'elle a contribué à fabriquer depuis les années 80 sur les questions d'immigration et de logement social. Mais qu'en est-il dans le cas des Roms ? Une chose semble sûre, c'est que dans le cas de la région lyonnaise, la maîtrise médiatique de l'information est du côté de l'Etat qui trouve dans la presse locale un excellent relai pour valoriser ces opérations « expérimentales » et sa collaboration avec les structures de la famille *droit de l'homme*, même si celle-ci ne se prive pas, par ailleurs, de déclarations publiques critiques, dénonçant les démantèlements de campements et squats sans solution de relogement, la maltraitance des populations, les conditions indignes faites aux enfants, les refus d'inscription dans les écoles primaires.... Mais il n'est pas certain qu'en matière d'opinion, cette posture critique résiste à la puissance du message d'un préfet qui peut s'auréoler, en plus de la satisfaction affichée des édiles locaux embarrassés par la *question rrome* parfois au sein même de leurs municipalités, de faire quelque chose de positif avec la participation active des organismes de la société civile les plus recommandables en matière de défense des opprimés.

L'on peut pour cela considérer la double dimension temporelle et spatiale de cette *économie des expédients* non plus décrite seulement par ses objets mais aussi par les formes d'implication réciproque qu'elle suscite entre l'exclus et le citoyen non-pauvre et logé. Cette implication qui *oblige* à poursuivre l'acte engagé, lui donne d'emblée une temporalité et un horizon d'accomplissement dans la cité où se déroule le *cours* de cette implication. Il s'agit, si l'on suit la logique sociale de l'*induction morale*, de faire place à l'autre dans son propre monde en assurant, par la participation à cette *économie des expédients*, la régularité de l'*assistance civile*, laquelle peut dès lors devenir coopération dans des espaces propices à une telle pratique.

Dans cette forme d'accomplissement, le bien constitué dans l'interaction pauvre-non pauvre est non seulement défini par ses objets concrets matériels ou immatériels (argent, nourriture, sociabilité, confiance , sociabilité etc..) et ses dispositifs de coopération, mais les objets sont eux-mêmes intriqués dans leur territoire de coopération par les relations qu'ils suscitent et les gens qui y participent - On pourrait parler de forme hybrides tenant à la fois de l'actant réseau de Calon et de l'objet intermédiaire de Star et Geisemer¹⁰¹. On comprend alors que contrairement à l'assistance officielle, assistance de l'Etat, assistance générique définie en droit, par nature déterritorialisée, rapportée à des personnes et non des collectifs, et qui n'est territorialisée que pour les besoins d'une distribution qui participe de l'emprise de l'Etat sur les territoires et leurs sociétés , l'*assistance civile spontanée* est indissociable de ses ancrages, d'où elle émerge et qu'elle transforme profondément.

On retrouve ici le triple sens de la *régularité* que nous avons discuté dans notre approche de l'*inconnu familier* dans les espaces intermédiaires, comme produit d'une sorte de *droit de suite* vernaculaire qui donne sa texture à l'espace public habité, et qui résulte et induit en même temps des pratiques de coprésence dont la régularité permet de compter sur les autres pour envisager sa propre action dans les lieux communs.

¹⁰¹ Je dirais plutôt objet intermédiaire dans la mesure où comme on l'a vu plus haut, le déploiement dans la ville est d'abord réticulaire, articulé aux réseaux de l'infrastructure urbaine des circulations et des échanges, et que les biens immatériels, les relations, qui s'y déploient ne sont pas seulement localisées mais participent non seulement de granularités dans lesquelles sont distribuées des normes, mais participent aussi à l'hybridation et à la mise en circulation de ces normes, qu'il s'agisse de normes sociales, des usages de la langue, des biens matériels ou des procédés de transaction économique non monétarisés.

La régularité se comprend alors selon trois dimensions. La régularité dans sa dimension temporelle. La régularité comme engagement dans la réciprocité de l'interaction (cet homme est régulier, digne de confiance dans le cadre des interactions considérées). La régularité comme relevant d'un dispositif de règles d'usage attaché à des lieux et aux gens qui les fréquentent ; dispositif de règles co-construit qui permet de s'y inscrire sans autre exigence de réciprocité que de s'attacher à les préserver par une négociation quotidienne respectueuse de leur valeur commune, et qui contribue à donner à ces lieux communs les qualités d'un espace public.

On comprend ici que l'idée que les espaces des coprésences coopératives dont il s'agit sont des espace-temps où les régimes de temporalité et régimes de spatialité sont étroitement liés¹⁰² et constituent la trame de la ville comme des formes expressives en ce sens qu'ils sont reconnaissables comme forme urbaine de sociabilité singulière disponibles à une certaine pluralité.

En ce triple sens, la régularité de l'assistance vernaculaire au pauvre ou à l'étranger, aux Rroms spécifiquement, dessine, lorsqu'elle se fait régime, ses territoires d'ancrage dont on a entrevu les points de greffe dans les interstices, les entrelacs et les lieux dédiés à des activités spécifiques de la ville, c'est à dire où peut s'exprimer l'assistance vernaculaire des citadins. Autrement dit des espaces définis du point de vue de la *disponibilité des expédients*.

Comme on l'a compris les *expédients* ne sont pas des pratiques moralement discutables des exclus, associés à des objets dégradés ou dégradants, mais des pratiques de coopération liminaires où se joue la porosité sociale et où la dégradation des formes et des objets ne tient pas aux participants mais est la conséquence de la fermeture de la société établie à la nécessité de faire droit à l'exclus tel qu'il est.

Topologie citadine d'une possible économie des expédients

Mais la ville ne se rend pas partout également disponible à ces accomplissements comme le montrent les travaux de Snow et Mulcahy¹⁰³, rapportés par I. Joseph :

¹⁰² Lussault Michel. *L'Homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Seuil. 2007.366 p.

¹⁰³ David A. Snow, Leon Anderson, Calvin Morrill : « Elaborating analytic ethnography. Linking ethnography and theoretical development », *Ethnography*, volume 4, n° 2, 2003

« Les espaces principaux sont ceux qui offrent le plus de ressources aux sans-domicile, ceux où ils sont le moins tolérés et dans lesquels ils ne peuvent revendiquer qu'un droit d'accès à l'espace public. Les espaces marginaux sont ceux qui sont concédés aux sans-domicile ou ceux dans lesquels on les cantonne parce qu'ils n'ont pas de valeur foncière, parce que ce sont des zones résidentielles tombées en décrépitude ou mal famées, des lieux désaffectés, par exemple des terrains longeant le lit d'une rivière et donc dangereux. Ce sont les espaces de résistance et les bases opérationnelles des sans-domiciles, leurs territoires d'attache (*home territory*). Enfin, les espaces transitionnels sont ceux dont les usages et les fonctions sont flous et ambigus, zones en voie de réhabilitation ou quartiers occupés par des populations à faibles revenus. »¹⁰⁴

La cité apparaît ainsi polarisée par un jeu de tensions qui expliquent les manifestations politiques directes qu'elles suscitent (motifs, registre de mobilisation et de discours) selon les populations qui y résident, y pratiquent une activité commerciale, économique et de chalandise. Ceci qu'il s'agisse des populations qui rejettent la présence des pauvres ou des Rroms et plus généralement des formes d'inscription dans la ville considérées comme dégradantes ou menaçantes à proximité de leur résidence ou de leur activité urbaine (*Not in my Back Yard*), ou bien qu'il s'agisse de milieux militants en faveur d'une reconnaissance des populations concernées telles qu'elles sont, ou qu'il s'agisse de milieux capables de contribution à une *économie des expédients*.

Mais cette mise en perspectives de territoires aux populations plus ou moins réfractaires, intéressées ou accueillantes et aux fonctionnalités plus ou moins favorables aux exigences de la survie (installation des campements ou squat, approvisionnement en eau, proximité de marchés, accessibilité aux espaces d'activité économiques favorable pour la mendicité, la vente à la sauvette ou aux services d'assistance dédiées) met aussi en exergue la compétence et les ressources des populations de la rue pour définir les contraintes et les ressources écologiques dont elles doivent tenir compte pour organiser leur existence (Cf supra le déploiement du campement du quai d'Herbouville dans la ville).

Il en va de la même manière pour leurs formes de mobilisations politiques lorsque les *gens de la rue* conduisent des actions visant à susciter l'émergence des relais politiques dans le territoire. Ou lorsqu'ayant identifié ceux qui existent déjà, elles trouvent les moyens d'attirer leur attention en se plaçant dans des situations en phase avec leurs registres de mobilisation.

¹⁰⁴ Op.cit.

Pour illustrer cette capacité à attirer l'attention de relais politiques locaux, on peut prendre pour exemple le cas d'un groupe de Rroms qui a stratégiquement établi son campement à proximité immédiate de la mairie du 1^{er} arrondissement de Lyon. Celle-ci est en effet connue dans les milieux rroms de la rue comme étant réfractaire au mauvais traitement à leur rencontre. Elle sert aussi de point d'appui pour un réseau militant *alternatif* implanté dans l'arrondissement. Ce réseau a conduit de nombreuses actions de mobilisation dans l'espace public et a organisé des occupations de locaux vides ou terrains pour y loger des familles. Après plusieurs expulsions de leurs campements de fortune à l'issue desquels ils se réinstallaient à quelques centaines de mètres, toujours à proximité de la Mairie de cet arrondissement, les gens de ce petit groupe de Rroms ont fini par s'installer sur la place de la dite mairie, suscitant dès lors la mobilisation conjointe des réseaux militants et de la Maire qui ont obtenu leur hébergement dans de meilleures conditions (automne 2018). Si les campements de fortune pouvaient permettre au groupe de résister durant l'été, l'automne arrivant, il fallait trouver une solution plus durable et c'est seulement à ce moment que le petit groupe s'est replié sur la place de la mairie, suscitant la mobilisation et l'attention publique. Il ne s'agissait pas, me semble-t-il, d'un pur calcul rationnel opéré par le groupe, mais plutôt d'une science de l'écologie du territoire tenant compte des ressources politiques de l'environnement urbain mobilisables en contexte de crise.

Dimension politique des pratiques des *gens de la rue*

Dans cette perspective d'analyse de la dimension politique des pratiques dans la ville polarisée, les pratiques d'évitement, de fuite, de rassemblement ou de dispersion, d'abandon de campement ou de réoccupation apparaissent non seulement comme des réactions ou adaptations à des contraintes mais aussi comme une palette de réponses politiques à l'action des pouvoirs publics et des milieux réfractaires à leur présence, comme une soustraction à leur emprise ou encore comme une mise en échec des dispositifs de coercition sous le regard de la ville.

Comme on le voit dans l'exemple cité ci-dessus, les stratégies spatio-temporelles des gens de la rue peuvent ainsi conférer une dimension écologique aux mobilisations politiques des acteurs qui les soutiennent et leur permettre d'avoir une écoute locale dans des milieux urbains contribuant à *l'économie des expédients*, même si ces milieux *réticulaires* partagent

bien rarement les idées politiques des militants comme dans le cas du quai d'Herbouville. Ces derniers se rattachent généralement à des mouvances alternatives ou s'affirment, plus rarement, explicitement de gauche dans l'arène politique. Dans le cas du campement du quai d'Herbouville, les habitants et les commerçants impliqués dans le réseau réticulaire d'assistance était tout sauf de gauche. Ils n'en ont pas moins commenté favorablement à plusieurs reprises les actions de protestation des réseaux militants contre les expulsions, le travail du réseau RESF à l'école d'à côté, applaudi à l'occupation du collège Truffaut dans la colline à proximité, puis ont protesté contre leur expulsion surtout du fait que le collège vide était « *fermé ET chauffé depuis deux ans aux frais des citoyens alors qu'on laissait crever les Roms dans la rue* » etc.

Ainsi comme le note I. Josph, « *parallèlement à la logique des arènes publiques proprement dites où sont disputés leur cause et leurs intérêts en tant qu'êtres de droit, la logique proprement écologique de la compétition pour l'espace affecte une signification et une portée différentes à leur résistance et à l'engagement des citoyens en leur faveur.* »¹⁰⁵

Nous sommes bien là dans les eaux tourmentées des bords du fleuve société, lieux du pauvre et de l'exposition de l'étranger, où s'expriment dans l'épreuve de leur liberté et de leur dignité une bien ancienne tension entre deux conceptions de l'assistance (ie action sociale) : une conception solidariste d'inspiration utilitariste et une conception relationnelle ou interactionnelle. C'est dans cette tension que s'actualisent dans les cadres du droit, de l'ordre public, les normes de l'assistance et par conséquent la légitimité et même la possibilité d'une économie des *expédients* positivée comme politique d'élargissement *du plus grand des cercles effectifs* de Simmel.

Les expériences de l'action sociale collective soucieuse de pousser jusqu'au bout, dans la coopération, le cours atemporel qui résulte de l'induction morale fondatrice de l'assistance, prennent une dimension politique aussi parce qu'elles désactivent la frontière entre l'étranger et le pauvre.

¹⁰⁵ I. Joseph Op.cit.

Questions pour une anthropologie des expédients

Ces expériences ouvrent à une expérience politique du cosmopolitisme au-delà des clivages réactionnaire/progressiste, national/étranger, culture française / culture étrangère, entretenus comme à priori par les *entrepreneurs moraux* de tous bords politiques qui défendent une pensée distributive du droit suspensive de la participation réelle des bénéficiaires, cette pensée fut-elle universelle et égalitaire.

C'est à cela que renvoie Isaac Joseph me semble-t-il lorsqu'il affirme « *Snow a donc raison de penser que la prise en compte des dynamiques socio-spatiales du phénomène est décisive pour le projet d'une anthropologie engagée qui se donnerait comme objectif politique de « compter avec » les sans-domiciles.* ». Car cette perspective est loin de faire l'unanimité y compris dans les milieux scientifiques engagés du côté des pauvres et des étrangers malmenés. Les sciences sociales ne sont pas à l'abri des tensions que suscite la prise en compte de l'invention sociale d'une forme de cosmopolitisme récalcitrant aux catégories morales établies comme contrôle des limites de la réciprocité.

Le procès contre une sociologie justifiant la délinquance n'est pas loin. Consacré par le discours d'un ministre en 2018, ce procès qui court de manière implicite depuis une trentaine d'années, émane non seulement d'une élite politique française mais aussi d'une élite intellectuelle antilibérale qui s'affirme en même temps soucieuse du pauvre.

C'est ainsi qu'une critique antilibérale¹⁰⁶ accuse plus ou moins explicitement la *sociologie des expédients* d'inspiration pragmatique de jouer le jeu du libéralisme : l'économie des expédients ne serait qu'une modalité de l'économie libérale pour capturer le pauvre dans une zone de non droit et d'immoralité qui le prive de ses capacités de lutte pour l'égalité ; tandis qu'une sociologie compréhensive des expédients contribuerait à naturaliser cette inégalité en cautionnant l'immoralité des acteurs de cette économie.¹⁰⁷

¹⁰⁶ Voir en particulier l'exemple de la critique portée par Loïc Wacquant discutée dans le texte d'Isaac Joseph cité ici.

¹⁰⁷ En forçant le trait, il me semble que l'on pourrait décrire une polarisation des termes du débat qui agite la sociologie en France en ces termes. Là où la critique libérale classique pointe l'immoralité de l'économie des expédients comme une menace pour les finalités utilitaristes de la société, une critique antilibérale, accuse plus ou moins explicitement la sociologie d'inspiration pragmatique de jouer le jeu du libéralisme : l'économie des expédients ne serait qu'une modalité de l'économie libérale pour capturer le pauvre dans une zone de non droit et d'immoralité qui le prive de ses capacités de lutte pour l'égalité ; tandis qu'une sociologie compréhensive des expédients contribuerait à naturaliser cette inégalité . Entre ces deux pôles de mise en accusation circulent un

Cependant le projet d'une sociologie capable de penser une économie des expédients en tant que relevant d'une dynamique sociale partie intégrante de la société en train de se faire ne prétend pas proposer un programme explicatif des rapports sociaux. Par exemple, dans notre cas, il ne s'agit pas d'attribuer à ce que nous avons analysé de l'espace de la ville comme une grille de lecture définitive des rapports de forces qui expliquent la condition des Roms pauvres de la rue. D'ailleurs Snow lui-même se défend de cette prétention « *[nos résultats indiquent] que les dynamiques spatiales des sans-logis ont bien plus de facettes et sont bien plus compliquées qu'il n'y paraît à première vue ; une recherche qui évoquerait une relation générale entre espace urbain et sans-logis ou autres groupes marginaux risquerait de se fourvoyer*. (souligné par nous). Plus concrètement, il paraît clair que tout espace n'est pas identique selon qu'on se place du point de vue des résidents domiciliés, des agents de contrôle ou des sans-logis ; la manière dont ces différents groupes et leurs perceptions interagissent est la clé pour comprendre les caractéristiques des dynamiques urbaines spatiales au regard de groupes comme celui des sans-logis. »

Plus généralement la réflexion de Hopper renvoie à la modestie du chercheur en situant l'enjeu essentiel comme étant celui d'apprendre à « *compter avec* » les gens de la rue : « *Nous pouvons nous demander, dans un mouvement qui équivaut à nos allergies de jeunesse pour le même appareil : « Que fait donc l'Etat ? », mais nous ne faisons ainsi que remettre à plus tard le fait de compter avec. C'est une affaire de pression morale, de conscience, et elle doit demeurer troublante et instable. Si ces problèmes ont un lien avec les analyses de l'ordre macro-sociologique, il est indirect ; ces rencontres servent à nous rappeler que, derrière les abstractions désincarnées des chiffres de la pauvreté et des tendances statistiques, il y a des vies avec leurs aspérités, et parfois leur proximité agaçante, qui réclament sans voix un*

énoncé moral libéral-compatible aussi bien qu'antilibéral-compatible dans lequel le pauvre est figuré comme un *homme* qui bien que victime n'en est pas moins un homme couché, privé de capacité citoyenne et/ou productive qu'il s'agit de remettre debout.

Mais au-delà, le camp de la sociologie ciblée par ces procès n'est pour autant pas unifié. Une sociologie critique de la domination libérale et de l'Etat semble voir dans les formes d'existence du pauvre une résistance qui s'inscrit dans une perspective de lutte contre l'Etat en tant que tel ou contre l'Etat dominé par les forces du marché et/ou, dans le cas des étrangers et migrants contre une domination de type colonial. Tandis qu'une partie des tenants d'une sociologie pragmatiste voit dans les formes d'auto-organisation des pauvres, migrants et autres relégués, l'enjeu d'une démocratie construite par le bas. Cependant ces deux figures de sociologie critique mises en procès ne sont pas pour autant assimilables à la *sociologie des expédients* telle que pratiquée par Snow ou Hopper dont la portée critique semble plus procéder d'une pratique raisonnée qui ne prétend à aucune forme de modélisation mais semble plutôt concentrée sur l'objectif de fournir une intelligibilité de la manière dont les pauvres et les acteurs qui s'impliquent dans l'étayage des conditions d'existence dans la rue se saisissent des situations et ouvrent des voies de transformation sociale à portée politique.

partage équitable du bien commun. Se battre avec ces questions, refuser de les renvoyer à une formule toute faite — donner ou ne pas donner, la théorie de la « fenêtre cassée », par exemple —, me semble relever des bonnes pratiques de la citoyenneté contemporaine »

En effet, la visée du programme d'une anthropologie des expédients est ailleurs, « *On ne peut pas, insiste I. Jospeh, sans dommages pour la sociologie, mais aussi pour ce qu'elle peut dire au politique, faire l'économie d'une pensée sérieuse de ce qu'est l'expérience de l'exclusion ou de la pauvreté, c'est-à-dire d'une pensée capable de mettre au jour les liens, les rites, les drames et les intrigues, les contextes et les compétences qui en font le présent et l'intelligence.* »

Il s'agit de « *travailler la sympathie, en explorer les ressorts et les limites, plutôt que s'en défier par un doute volontaire ; analyser les proximités — « ça aurait pu aussi bien m'arriver » — et enrichir le nuancier des expériences morales plutôt que de s'imposer une distanciation a priori ; défaire empiriquement ce que la raison répressive voudrait rendre compact et irrémédiablement différent.* »

A propos de la dignité

C'est ainsi qu'il faut considérer « *l'intrigue de la rue, plus que son épopée, l'entre-deux d'une socialité vulnérable, exposée au public et confrontée à la gestion sécuritaire des espaces publics de la ville.* »

Dans cette intrigue se joue une épreuve de la dignité qui ne peut déboucher que dans la relation à autrui, dans l'étayage que fournit cette relation. Le message des Roms dans leur obstination à réapparaître dans l'espace public de la rue, met ainsi en exergue la solidarité dont ils sont les destinataires et qui les unit à tous ceux qui se sont engagés auprès d'eux dans *l'économie des expédients*.

Ce qui s'exprime dans l'obstination à toujours réapparaître dans l'espace public est non seulement un appel à la reconnaissance mais aussi la célébration des solidarités qui se sont manifestées qui donnent crédit à la dignité de leur combat pour l'existence.

Il ne s'agit ici pas d'en rester à un registre moral ou empathique avec le faible ou l'exclus, bien que la dimension politique inhérente à l'action sensée dans l'espace public suscite toujours ce double registre parce qu'il est le lieu symbolique du politique et que le politique est toujours fondé sur une forme d'identification à un ou des autres avec lesquels on est en relation et qui renvoie à une expérience vécue ou à un imaginaire collectif de la félicité.

Il s'agit plutôt de considérer la dimension concrète d'une expérience sociale du hors lieu, hors le droit et hors des cadres de protection d'autrui sur lesquels repose toute solidarité instituée au sens concret du terme, c'est-à-dire comme déclinaison pratique de l'appartenance à une même communauté.

Dans cette mesure l'obstination des Rroms à réapparaître dans l'espace public est une résistance par laquelle l'oppressé échappe à l'enfermement dans une position de victime pour s'affirmer dans une *commune humanité* dont la dimension politique réactualise une expérience originelle de réciprocité dans l'assistance comme fondement *du plus grand cercle des effectifs* de Simmel, toujours en extension.

Mais cette affirmation de dignité renvoie aussi au registre du droit positif qui prévaut dans la société française qui a introduit la dignité humaine non seulement dans le droit commun mais l'a élevé au sommet de l'édifice juridique par son inscription dans la constitution.

Cependant cette nouveauté dans le droit qui date des années 90 et qui fait écho à son inscription dans le droit international, ne laisse pas d'alimenter des discussions sur ses conséquences. Jusque là la dignité n'était qu'une valeur invoquée sans conséquence pour la pratique effective du droit. Aujourd'hui le juge ne peut se contenter d'une référence au ciel des idées et de la morale, il doit juger en droit les atteintes à la dignité.

Or observe Thierry Pech¹⁰⁸ la dignité telle qu'elle apparaît dans le droit en qualifiant la personne humaine « *à la fois comme une pièce unique et non interchangeable, et comme une représentation abstraite de ce qui distingue l'humanité en général* », présente deux visages,

¹⁰⁸ Thierry Pech, « La dignité humaine. Du droit à l'éthique de la relation », *Éthique publique* [En ligne], vol. 3, n° 2 | 2001, mis en ligne le 15 mai 2016, URL : <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/2526> ; DOI : 10.4000/ethiquepublique.2526

celui d'une « *dignité libératrice* » et celui d'une « *dignité moralisatrice* ». Mais selon cet auteur, dans la pratique du droit, cette dualité « *peut être transcendée par une troisième conception qui, cette fois, qualifie l'homme comme tributaire d'une relation normative avec lui-même et simultanément avec l'ensemble des autres hommes. Dès lors, la dignité humaine place en son centre, non plus une série de droits subjectifs ou une somme de devoirs objectifs, non plus un sujet isolé ou une conception souveraine du bien, mais une injonction de reconnaissance. C'est cette reconnaissance qui ouvre les portes de la patrie humaine aux plus étrangers, aux plus démunis. Mais c'est encore elle qui interdit de s'en exclure ou de se défigurer soi-même.* »

Cependant s'il est un paradoxe de la notion de droit à la dignité, c'est que sur le plan d'une définition empirique, observe Pech « *la dignité est une figure symbolique, c'est-à-dire qu'elle fait signe en direction d'un ordre supérieur qui ne nie pas nécessairement les singularités individuelles, mais les enveloppe et les dépasse. Autrement dit, on est toujours digne de quelque chose qui est invisible et pourtant nous englobe : le royaume de Dieu, la lignée, la République, l'humanité... La dignité est inséparable de l'idée d'une hiérarchie. On ne la possède pas : on y est élevé. Le fait que tous y soient appelés ne change rien à l'affaire : c'est une certaine place, un certain rang qu'il faut « tenir ».*

Dès lors, bien qu'attachée à la personne humaine, qu'un sujet soit élevé au rang du sujet digne ne va pas de soi. Dans la pratique, le droit définit, par la loi et la jurisprudence, ce qu'est l'atteinte à la dignité. Et si pour une part, les atteintes font l'objet de définitions par le législateur à partir des cas conçus à priori comme dégradant la dignité de la personne humaine et conduisent à la définition de normes administratives et procédurales, il n'en reste pas moins que la reconnaissance d'un traitement indigne requiert la plainte du sujet ou le signalement par un tiers qui interpelle le juge. Dès lors c'est le régime de la jurisprudence qui prévaut.

Ainsi ce mécanisme du droit protège-t-il la personne frappée d'indignité d'une manière en principe extensive, au-delà du cas, en permettant aux autres dans une condition individuelle similaire de voir leurs plaintes traitées en référence au cas jugé etc. Mais cette extensivité jurisprudentielle de la demande de droit à la dignité reste toujours le fait du plaignant et son effectivité préventive repose seulement sur la publicité qui en est faite. Celle-ci peut contribuer à changer les mœurs par de double jeu de l'éveil des consciences et de la peur de la répression des traitements indignes. La publicité du jugement peut aussi constituer un

étayage pour des groupes exerçant une pression sur les pouvoirs publics pour les inciter à prévenir les traitements indignes.¹⁰⁹ Ces derniers peuvent aussi se saisir par eux-mêmes du problème dans la positivité de l'action publique, et soustraire les personnes maltraitées de l'emprise de groupes ou institutions, de sorte que «*[Si] la dignité ne vient justifier l'émancipation des individus à l'égard d'un collectif menaçant [la famille, un groupe social, une institution, peut-être même une communauté...]et clamer l'autonomie de leur personne propre [elle] désigne aussi le principe au nom duquel on peut défendre la personne en général contre certaines dégradations symboliques ou réelles, consenties ou subies, et ériger en norme objective le respect de soi. »*

On retrouve ici les problèmes bien connus des sociologues et juristes de la pauvreté, et des situations limites où les pratiques de survie mettent en tension les notions de liberté et de dignité au regard du droit.¹¹⁰

Car c'est bien à ce niveau que les situations limites où règne le traitement indigne de personnes vulnérables posent non seulement le problème des effets moralisateurs et de contrôle social de l'inscription de la dignité dans le droit, particulièrement lorsqu'elle se fait un critère de l'ordre public (Cas du « lancer de nain »). Comme c'est à ce niveau que se pose aussi le problème d'une définition abstraite « *de l'humanité [, la patrie humaine] comme tissu de relations réciproque revêtues d'une qualité morale* ».

C'est au regard de cet énoncé érigé en principe que le droit de la dignité humaine est convoqué pour les sujets de discrimination par exemple.

Cependant dans le vide qui sépare l'individu comme personne singulière et la *patrie humaine* à laquelle il appartient de manière indifférenciée, la question se pose de savoir à quelles conditions, dans ce régime du droit de la dignité, le traitement indigne d'une population ou d'un groupe en raison de ses caractéristiques réelles ou supposées peut-être considéré comme un traitement infligé à un collectif, un groupe social ou une population en raison de critères d'appartenance, et parallèlement comment la demande de reconnaissance par un groupe qui se vit en être victime peut déboucher dans la pratique ? .

Les risques d'une dérive « communautaire » du droit à la dignité sont sans doute réels si l'on s'engage sur chemin du renoncement à une conception universelle de l'humanité comme

¹⁰⁹ Cas des personnes âgées par exemple, ou des personnes porteuses de handicap etc.

¹¹⁰ Cf Coll. *Des Vagabonds aux SDF. Approche d'une marginalité*. Publications de l'Université de Saint Etienne. 2002

référence au profit de parties d'humanité¹¹¹. Mais il me semble que le droit n'est pas le cadre exclusif de la reconnaissance d'une demande de traitement digne en droit. Et plus avant, il me semble même que le droit effectif, celui qui vaut dans l'existence réelle, auquel on peut prétendre et qui est doté de garanties, ne peut procéder seulement du droit lui-même.

L'inscription en droit d'une exigence de traitement digne n'est-elle pas toujours le résultat d'une régulation institutionnelle de la tension entre une promesse idéalement destinée à tous et une reconnaissance politique et sociale de la pluralité ici et maintenant du sujet de droit ?

C'est là, il me semble, une hypothèse qui peut permettre de discuter des conditions de débouché de la jurisprudence sur la dignité dans une justice du délibéré. Quoi qu'il en soit de sa vérification générale, cette hypothèse nous invite, pour y voir plus clair, à suivre le trajet social et politique de la demande de reconnaissance dans les cadres tels qu'ils sont plutôt que d'en rester aux apories d'une discussion sur la particularisation du droit.

Si l'on reprend ce trajet là où nous en étions, on peut observer que l'extensivité de la jurisprudence sur la dignité repose sur la capacité à agir des gens traités de manière indigne, à susciter la mobilisation de groupes de pression et des pouvoirs publics. On comprend alors que cela ne coule pas de source et que même s'il peut exister une vigilance publique ou

¹¹¹ Thierry Pech. Op. cit.

Discutant le processus historique par lequel la dignité s'est inscrite dans le droit international puis des Etats, en France notamment, Thierry Pech interroge le risque d'un dérive de la moralisation du droit consécutive de cette inscription au rang de valeur universelle et sacrée comme clé de voûte de l'ordre public :

« Si le Conseil d'Etat est aussi intransigeant au sujet du « lancer de nains », s'il érige la dignité humaine en clé de voûte de l'ordre public, pourquoi n'en ferait-il pas de même avec la prostitution ou les spectacles pornographiques que ni la police administrative, ni le droit en général n'interdisent formellement () ?

On se souvient, plus récemment, du tollé qu'avait soulevé la présence de mannequins vivants dans les vitrines d'un grand magasin parisien : n'y a-t-il pas là aussi un risque de « réification consentante » ? On dira peut-être que, dans ce dernier cas, il n'y allait pas tant de la dignité humaine en général que de la dignité des femmes en particulier. Mais on aurait pu faire le même raisonnement au sujet des nains et viser spécifiquement l'image des « personnes de petite taille » et non celle de l'humanité. On aperçoit ici la dérive communautaire qui menace de fractionner la patrie humaine en petits groupes conflictuels, et de faire prévaloir sur la part commune l'égoïsme des petites singularités. Il faut prendre garde à ce risque d'éclatement qui entraînerait dans sa chute tout l'édifice de la dignité. Que deviendrait, sur ce chemin, ceux qui n'appartiennent à aucun des sous-groupes répertoriés comme victimes de « traitements dégradants », de stigmatisation, voire de simple déconsidération ? Au contraire, la dignité humaine protège le principe de diversité constitutif de l'univers humain : lorsqu'elle est blessée par la dérision suscitée à l'égard d'un handicap ou d'une catégorie quelconque, ce ne sont pas ce handicap ou cette catégorie à proprement parler qui sont attaqués, mais l'humanité elle-même en tant qu'elle est diverse (). La dignité universelle d'une humanité plurielle succombe par définition à la première exception. »

sociétale pour prévenir les traitements indignes, il reste que toute extensivité durable du droit centré sur l'individu repose toujours sur la légitimité à agir des victimes de traitement indigne pour prétendre à être élevées au rang de personnes dignes. Or cette capacité à agir de façon légitime visant à l'extensivité de ce que le droit reconnaît à la personne, nécessite des formes de mobilisations collectives qui ne visent pas le droit lui-même, mais la reconnaissance, dans la société, du caractère collectif et socialement défini du traitement indigne.

En pratique, il me semble que pour mieux comprendre le problème que pose la capacité légitime à agir, il faut prendre en considération deux dimensions sociologiques de la production de l'indignité.

La première est que dans la plupart des cas, le traitement indigne est attaché à une condition, celle-ci étant définie par la conjugaison d'une assignation à une classe (genre, race, handicapé, travailleurs, chômeur,...) et au traitement réservé à cette classe dans tout ou partie des aires de pratiques admises dans la société (la rue, la maison, le foyer de personnes âgées, l'usine, les services publics,...). En pratique, la condition est plus souvent un agrégat d'intrications de ces deux registres d'assignation et de traitement (femmes/minoration, noir/racisme ...)¹¹².

Lorsque ces intrications se font régime, c'est-à-dire lorsqu'elles s'établissent dans le temps et prennent place dans le paysage y compris lorsqu'elles sont l'objet de tensions et de mobilisations, l'indignité de la condition a vite fait d'être attribuée aux gens qui y sont assignés. Ceci d'autant plus lorsque l'indignité renvoie à des représentations persistantes, en particulier celles qui suscitent à la fois la fascination et la peur. Cela même si le droit et les pouvoirs publics condamnent formellement les traitements considérés.

C'est le cas à propos de la mendicité, aujourd'hui licite : ce travail considéré comme indigne, bien qu'admis au nom de la nécessité et de la liberté, a vite fait de devenir le fait d'une population indigne renvoyant aux représentations du gueux, du sans aveux, du délétère, du parasite... et il ne va pas de soi que cette stigmatisation relève du droit au-delà des propos racistes et de l'insulte explicite que le droit est censé saisir et prévenir.

¹¹² Il me semble que cela renvoie, dans une certaine mesure, au problème de l'intersectionnalité comme méthode pour conduire une stratégie de demande de reconnaissance.

Ce glissement vers des non-qualités supposées de la population à toujours une propension extensive comme lorsqu'on attribue à un trait culturel des Roms, le nomadisme en particulier, l'explication naturelle de leur condition de mendiant.

La seconde dimension sociologique qu'il faut prendre en considération pour comprendre le problème de la capacité à agir des populations objets de traitement indigne, certes liée à la première mais qui s'autonomise, si l'on peut dire, concerne la façon dont l'expérience des traitements indignes et plus généralement du stigmate affecte l'estime de soi individuellement et collectivement.

C'est précisément sur ces deux dimensions qu'a joué le pouvoir politique dans sa politique à l'égard des Roms pour rendre pratiquement impossible à cette population et aux acteurs mobilisés, de saisir le problème du traitement indigne sous l'angle d'une condition sociale au sens précisé ci-dessus. De sorte que les seules formes de critiques qui ont pu prendre place sont celles qui ont traité le problème dans le registre de la critique discursive (sur le thème de « *la fabrique du problème rom dans le discours public* » et dans la rhétorique antilibérale) et /ou sur le registre humanitaire et de l'urgence sociale.

Les Roms de la rue se sont dès lors trouvés exclus du combat sur les droits économiques et sociaux, objectifs qui seuls peuvent permettre de transformer la condition sociale d'une population frappée d'indignité, tenue captive et socialement invisible dans une pauvreté sans statut social, domaine d'une *économie des expédients* sujette à la critique moraliste. On peut ainsi prendre toute la mesure du propos de Simmel dans le cas des Roms de la rue: « *Personne n'est socialement pauvre s'il n'est pas assisté et la pauvreté que l'on pousse à se cacher est politiquement la pire de toutes.* »¹¹³

¹¹³ Dans l'intrigue de la rue dont parle I. Joseph, les Roms, plus encore que les non-logés reconnus par l'assistance d'Etat qui sont le plus souvent des *gens d'ici*, apparaissent comme population particulière. Cela pour deux raisons. La première raison de leur particularité est leur caractérisation en termes ethnique par les pouvoirs publics et une partie de la population résidant en France. La seconde est que les forces qui s'exercent sur eux en les maintenant à la rue, y compris par le retournement des moyens de l'assistance à leur dépend, n'ont qu'un seul objectif, l'échec de leur entreprise d'installation.

Mais ce rejet violemment affiché par les pouvoirs public n'est-il pas en réalité une sorte de leurre ?

Le polissage de la ville pour lequel le rejet de l'étranger est à la fois une condition et un moyen de mobilisation des milieux réfractaires au *désordre* urbain et politique, n'est-il pas l'enjeu véritable de la politique française conduite à l'égard des Roms des campements et des squats .

C'est par la saisie du vécu concret de cette existence hors du droit que l'on pourra saisir le sens du message de résistance qu'écrivent les populations Roms de la rue sur l'écran de l'espace public, comme le témoignage d'une épreuve d'endurement et d'un combat pour la dignité qui se joue hors de la visibilité publique.

La dignité est un combat de tous les jours. Elle ne s'acquière pas par élévation mais dans un face à face de tous les instants dans l'arrière plan de ce qui nous est accessible au regard dans l'espace public, c'est-à-dire dans le quotidien de la survie et des relations avec les institutions et les différents milieux de la ville qui ont un pouvoir de contrainte ou de coercition.

Autrement dit, pour appréhender la réalité de cette épreuve il nous faut suivre le parcours quotidien au cours duquel se joue le combat de tous les instants pour la survie et la dignité, à la frontière du monde commun, et pour cela il nous faudra plonger dans les eaux tourmentées des bords du fleuve société.

C'est ainsi qu'on accédera aussi aux figures de passeurs des mondes établis dont l'expérience éthique est poussée aux limites par leur rencontre avec les Roms ainsi maltraités et qui, à leur manière, tenteront avec ou sans succès, de transgresser les règles de la frontière qui sépare le monde du droit et celui du hors droit.

La question vaut d'être posée si l'on considère comme on l'a vu plus haut, que les Roms n'ont jamais représenté une menace d'envahissement. Pas plus qu'elles n'ont jamais été un problème insurmontable pour les dispositifs publics d'intégration sociale de populations.

Durant toute la période allant de l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace de Schengen, jusqu'à la fin en 2014 des *mesures transitoires* privant les ressortissants de ces pays des droits que leur conférait leur statut de citoyen Européen, les Roms pauvres qui furent les seuls envers qui s'appliquèrent ces mesures, semblent en tout cas avoir été pris en otage d'une politique à visée intérieure. Puis les dispositifs publics positifs introduits par la loi ont été mis en œuvre, de sorte que de proche en proche une part des familles ont été hébergées dans des Bungalow, des jeunes ménages dans des foyers, les offres de formation professionnelle qui leur étaient inaccessibles leur ont été ouvertes... même si ces nouvelles dispositions relèvent plus d'une politique de résorption des dommages des dispositions précédentes que d'un projet d'accueil, d'un projet d'assistance intégrative ou encore d'une politique de réparation.

On verra aussi l'importance de la *transnationalité*¹¹⁴ comme espace de ressource pour apporter des solutions concrètes mais aussi comme source d'un imaginaire qui permet de délibérer sur l'indécidable et d'envisager un horizon de débouché au-delà du chaos de l'existence quotidienne.

On rencontrera en particulier la force de la solidarité de *gens de banlieue* qui inventent des *expédients* salutaires par lesquels ils refondent quotidiennement leur monde soumis à toutes sortes de contraintes, traitements indignes et forces croisées de dispersion et d'assignation.

¹¹⁴ Alexandra Clavé-Mercier. Des états et des " roms " : une anthropologie du sujet entre transnationalisme et politiques d'intégration de migrants bulgares en France. Anthropologie sociale et ethnologie.

Université de Bordeaux, 2014. Français. <NNT : 2014BORD0251>. <tel-01418979>

Voire aussi la source d'inspiration de cette auteure : TARRIUS Alain, notamment « Territoires circulatoires et espaces urbains, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 1993»

Chapitre 2 - L'expérience de survie d'une famille rrome aux frontières intérieures du monde commun

Mariana et sa famille, le squat, les services sociaux et hospitaliers, la rue.

Le karcher

Automne 2013. Place des Terreaux, en plein centre de Lyon, entre Rhône et Saône, l'imposant musée Saint Pierre avec son jardin intérieur, la façade de l'Hôtel de ville et ses donjons, la monumentale fontaine de Bartholdi et ses chevaux de fers écumants. De nombreux cafés déploient pour quelques jours encore leurs terrasses où prennent place les nostalgiques de l'été.

A l'angle droit du Musée, la rue de Brest s'engage dans la presqu'île commerçante. Le coin est favorable à la manche. Il y a un distributeur de billets de banque et il y passe un incessant flux piétons tandis que l'architecture ancienne du musée offre quelques replis. Il est facile au travailleur de la rue de s'y installer avec son équipement (sébile, couverture, poussette lorsqu'un enfant l'accompagne etc.), sans trop gêner le passage tout en restant suffisamment exposé pour que le passant n'échappe pas au regard et à la mise en scène propre au travail de la manche.

En début d'après-midi, je me rends à mon bureau situé à quelques pas de la place. Depuis quelques semaines, une jeune femme occupe cet emplacement convoité. Il fait froid. Elle est enroulée dans une couverture. Nous nous connaissons de vue. C'est ma voisine de travail et nous nous saluons discrètement lorsque je passe devant son étal. Je lui ai parfois donné des pièces mais nous n'avons jamais parlé ensemble.

Quelques mètres derrière elle s'avance à faible allure une camionnette de nettoyage des services de voirie de l'agglomération avec son équipage. Deux hommes, l'un à bord, le chef d'équipage, qui pilote, comme souvent le plus âgé des deux, et un plus jeune, botté et en pantalon étanche, marchant sur le trottoir équipé d'un karcher suspendu à une perche assez haute pour que les passants puissent passer dessous lorsqu'ils croisent l'équipage.

La règle d'usage dans ce métier est que lorsque le *karchériste* croise un passant, on suspend la projection ou l'oriente vers une direction opposée ; et réciproquement que les passants qui le peuvent changent de trottoir à l'approche de l'équipage.

Alors qu'il s'approche de la jeune femme, le karchériste au contraire de l'usage, s'arrête à un mètre de la jeune femme, pointant le Karcher en marche vers le sol. Sous l'effet de la pression, l'eau savonneuse gicle à grand frais tout autour de lui et atteint la jeune femme.

Elle proteste en faisant un geste du bras et de la main signifiant « dégage ». L'homme répond aussitôt en avançant un peu le jet vers elle. Largement éclaboussée, elle se lève vivement, s'enroulant dans sa couverture déjà trempée et s'approche de lui en l'apostrophant dans une langue inconnue, l'avant bras émergeant de la couverture, vertical devant elle avec l'index pointé en l'air, à un demi mètre de lui. Il relève alors son karcher et l'arrose entièrement, dans un geste contrôlé, du bas en haut et puis du haut en bas épargnant seulement son visage.

Trempée, elle reste stupéfaite. Puis entre dans une colère intense. L'homme lui répond vertement dans un langage soutenu de banlieue, à la limite de l'insulte. En quelques secondes les éclats de voix attirent des passants et commerçants alentours qui s'agglutinent aux quelques piétons déjà présents.

J'interviens dans la scène en me plaçant entre la jeune femme et le karchériste et criant « mais ça va pas non ?! Vous avez perdu la tête ?! »

Tandis que la jeune femme se recule un peu, l'homme me répond « *je fais mon travail, je nettoie la rue !* », ajoutant aussitôt, « *et de quoi j'me mêle* » en levant de nouveau son karcher maintenant arrêté, et écartant le bras pour me contourner et le pointer en direction de la jeune femme. Moi : « *c'est indigne, ça vous coûtait quoi de la laisser tranquille* ».

L'autre « *je fais mon travail* ». Et son chef, descendu du camion en renfort d'ajouter, vindicatif « *oui Monsieur, on fait notre travail ! On en a assez de gens qui nous pourrissent la vie ! t'as quelque chose à redire ?!* » Moi : « *Vous êtes pas payé pour vous attaquer aux plus faibles ...* »

Avant que je n'ai pu finir ma diatribe, le plus jeune me coupe d'un ton tonitruant, en me pointant du doigt, le karcher en suspens, l'autre bras brassant l'air comme on appelle à la rescousse : « *Ohh ! Mais t'es un Jésus toi ! Tu t'occupes des opprimés ! On connaît ça nous ! Hein ! Ça donne des leçons et puis ça rentre chez lui avec bobonne ! Rentre chez toi, va ! Et laisse nous faire le travail tranquillement* ». Au même instant une main se pause fermement sur mon épaule et me tire en arrière. C'est un commerçant de la rue, excédé « *C'est une honte, la rue est une poubelle, ça grouille partout. Les SDF, les iroquois avec leurs chiens, et maintenant ça !* », son doigt pointé sur le jeune femme, « *On va où ? Hein !? Dis-moi !* »,

Je suis maintenant entouré de quelques hommes au regard sombre, collés à mon corps. Entre-temps la jeune femme s'est discrètement éclipsée. Je décide de passer mon chemin. Lorsque je me retourne après quelques pas, l'équipage de la voirie a déjà repris son chemin et passe l'angle de la place, l'attroupement se disperse en commentant la scène. Celle-ci aura duré que quelques instants.

Banalité du mépris contre les Roms et de la vindicte de milieux commerçants à l'égard des gens de la rue. Sans doute. Mais la scène surprend toutefois par deux aspects.

La violence d'abord. Celle des actes portés contre la jeune femme chosifiée comme saleté, mais aussi la violence latente, spontanément organisée comme forme corporelle de l'attroupement, agissante et coordonnée, jusqu'à me saisir le corps et m'encercler, tout cela au grand jour, dans l'espace public. Une violence interne à la société, tournée contre les « ennemis de l'intérieur » que je représente alors, plus peut-être que contre les marginaux, Intouchables et même innommables. Ceux-ci n'étant peut-être au final que l'exutoire iconique de cette violence politique latente.

Et puis, la configuration de la scène et des rôles où se manifeste une double inversion des hiérarchies courantes. Où la violence du geste se prévaut du rôle public et de sa puissance, jusqu'à l'usage d'une arme de jet, retournant un acte en principe protecteur déléguée à la puissance publique (protéger les citoyens des désagréments de la saleté de la rue), en acte de

violence à l'égard d'une personne désignée comme cible sur le seul motif de son appartenance à une catégorie de population stigmatisée.

Où le jeune homme, au langage de banlieue prononcé, se trouve précisément du côté sombre de cette force publique. Et où il trouve dans cette scène le soutien sans réserve de gens qui en d'autres circonstances l'aurait traité comme ils traitent les Rroms de la rue.

Le plus marquant peut-être dans cette inversion me semble être le recours spontané à la figure du « jésus ». Figure d'une expérience vécue par des générations héritières de l'immigration aux prises avec les travailleurs sociaux dans les quartiers populaires, et ainsi résumée par ce militant associatif rencontré lors d'une étude de terrain à Saint Priest dans la banlieue de Lyon : « *Au milieu des années 80, on a vu arriver des animateurs, des travailleurs sociaux et toutes sortes de gens qui nous voulaient du bien. Les Jésus de banlieue qu'on les appelait.(rires) Au final, qu'est-ce qu'ils ont fait d'important ? Ils nous ont fait comprendre que nos pères étaient des moins que rien. Avant eux, nous vivions en France, certes une France de la misère, mais nous étions heureux d'être là, en harmonie avec notre monde, nous avions du respect pour nos pères. Ils nous ont dit que nous devons nous prendre en main pour ne pas devenir comme les eux ... nous nous sommes découverts étrangers et minables. En dehors de ça, qu'est-ce qu'ils ont apporté de concret ?* ».

La jeune femme ne repris pas sa place. Dès le surlendemain, une autre femme, plus âgée, s'y installa. Elle aussi semblait être Rome, d'après son habillement et la langue dans laquelle elle s'exprimait. Substitution invisible au passant comme sans doute aux commerçants. Juste une figure de Rrom en train de faire la manche, sans corps ni personnalité, réduite à ses attributs de désignation.

J'en restais cependant là avec mes questionnements, inscrits dans ma mémoire avec un fanion rouge pour penser à en parler et à les approfondir, sans imaginer que cet incident allait devenir un terrain d'engagement et de recherche qui m'arrive et m'entraîne dans les marges de la ville, plus que je ne le choisis de manière raisonnée ou qu'il présente les traits d'une opportunité.

Mariana

Où l'affaire du karcher avait laissé des traces et ouvert le canal d'une relation inattendue avec Mariana, une jeune femme Rrome, travailleuse de la rue. Ou comment s'établirent des relations de proximité avec un petit Monde auquel je participais. Et où commence l'intrication de nos histoires.

Quelques semaines plus tard, un jour où je me rendais à mon bureau, une jeune femme m'interpella dans la rue. « *Monsieur ! Monsieur ! Attends-moi !* ». Elle était derrière moi et courrait dans ma direction, à petits pas, déterminée et hésitante en même temps, tenant par la main une petite fille.

Arrivée à ma hauteur, essoufflée, elle mit sa main sur mon bras et me dit avec un grand sourire : « *tu es gentil, toi, je t'ai vu l'autre jour quand les hommes ont arrosée la femme* ».

Surpris je baisse les yeux au sol, en ne sachant que dire. Elle semble faire de même. Le silence dure quelques instants. C'est elle qui reprend la parole. « *Moi aussi la manche. Je connais les gens. Beaucoup de gens mauvais. C'est difficile* ». Saisissant cette ouverture qui ne m'implique plus directement, je demande « *vous faites la manche par ici ?* » « *Oui , Oui par ici*, avec un lent geste circulaire, *par ici, moi je te vois toujours. Tu traverses la grande place, et tu vas au café là bas* »

Un cours moment de silence, puis elle reprend. « *C'est difficile tu sais, le gens donnent pas beaucoup. Rien à manger pour les enfants, toujours rien à manger* ». Elle esquisse alors un geste de mendicité la tête légèrement inclinée sur le coté du bras qui porte la main en sébile. Ce qui me fascine alors ce n'est pas le geste mais son sourire, joyeux et espiègle, complètement décalé avec l'enchaînement du propos et du geste. Je lui donne les pièces que j'avais dans la poche. Elle me remercie avec un « *Oh la la ! Merci beaucoup. Tu es gentil* » puis comme dans un pas de danse, elle se tourne riante vers l'enfant en lui montrant les pièces comme un trophée « *tu vois il est gentil* » et s'en va avec un grand geste d'au revoir.

Plusieurs fois nous nous croiserons dans le même quartier. A chaque fois nous discutons quelques instants. Bientôt nous parlons de nos familles, de notre travail ; de manière superficielle, mais cela n'a aucune importance. Seule la continuation de nos brefs échanges

est devenue importante. Lorsque j'ai de l'argent sur moi je lui en donne. Toujours ce remerciement appuyé. Quand je n'en ai pas elle dit toujours avec le même sourire et haussant les épaules « *C'est pas grave, c'est pas grave* ».

Nous parcourrons ainsi le sujet des familles, les prénoms, les âges, ce que font les un et les autres, l'école. Mariana espère voir un jour ma compagne et ma fille. C'est important pour elle.

Au début je ne savais comment m'adresser à elle, la tutoyer ou continuer à la vouvoyer. Je contournais le problème par des adresses directes. Ni tu, ni vous. Pour elle le tutoiement avait été immédiat. Après quelques rencontres j'ai finalement adopté naturellement le tutoiement.

De temps à autres elle parlait de son travail. Des hommes mauvais qui « *veulent du sexe ! Bouahaaa ! Dégueulasse !* » De la guerre des places aussi. A un moment elle a travaillé sur le quai de Saône juste à coté, où se tient un marché deux fois par semaine. Une place très prisée. Mais elle en a été chassée. « *C'est les gens du marché ?* » ai-je demandé « *Non !! Non !! Comme moi, des gens comme moi, eux aussi des roumains. Eux ils sont beaucoup. Ils ont pris tout le marché. Moi je suis toute seule pour faire la manche. Ici beaucoup de gens qui font la manche, mais toujours seuls, comme moi. Alors tu fais comme tu peux* ».

S'il n'y a pas de place féconde, comme celle de la boulangerie de l'opéra ou du distributeur de billets, Mariana marche. Dans la rue ou aux abords des cafés. Parfois elle s'arrête sur les rebords de la fontaine. Mais ce n'est pas toujours possible car selon les heures, s'y installent des publics particuliers : vers midi les routards et leurs chiens, qui habitent les entrelacs d'un sous quartier pas loin, puis les scolaires à la sortie des collèges et lycées puis ensuite les touristes, les étudiants et la périphérie de la clientèle des bars de la place.

A cette époque débutait un programme de travail en Tunisie qui allait me mobiliser beaucoup de temps. Je parti ainsi presque un mois. A mon retour, je retrouvais Mariana en me rendant à mon bureau. Elle se précipita sur moi et m'enserra de ses bras dans une longue accolade. Lorsque nous nous mîmes à parler, elle me dit qu'elle avait été inquiète, qu'elle avait eu peur qu'il me soit arrivé quelque chose. Puis avait levé les bras au ciel en remerciement de m'avoir protégé. Cette accolade allait devenir notre manière de nous saluer lorsque nous ne nous

étions pas vus depuis longtemps. Sans drame ni inquiétude mais comme le signe d'une sorte de saut quantique, la relation que nous entretenions avait atteint un nouveau niveau dans une échelle inconnue.

« *Mais c'est où Tunisie ?* demandait Mariana *C'est quoi ce que tu fais là bas, c'est pour ton travail ?* » J'essayais alors de situer le pays, au sud, après la mer méditerranée. L'incompréhension de Mariana était aussi élevée que sa curiosité. Je ne parvenais pas à faire comprendre où se situait ce pays. Le lendemain j'apportai une carte du Monde. Mariana m'écoutait avec attention en regardant cette image qui semblait ne pas avoir de signification pour elle. Il me semblait que seuls quelques mots magiques provoquaient ses réactions et ses questions, la mer, l'avion, le bateau, le désert... toutes choses qu'elle n'avait jamais vues ou pratiquées. Je lui montrai alors la Roumanie d'où elle était partie et la France où nous nous trouvions. Son étonnement restait le même. Seule la distance semblait lui parler. « *Oui, c'est loin la Roumanie, C'est très loin, beaucoup de voiture, un jour et une nuit, des fois plus, ça dépend du passeur, de combien il paie à la police. Il faut aussi beaucoup de temps pour trouver l'argent. Des fois ça suffit pas, et tu dois encore payer après* ». Comme si temps et espace n'étaient corrélés que par l'expérience, indissociables comme prétend le faire une carte, et non linéaires aussi, mais plutôt composés dans des moments entrelacés.

Pour Mariana, la Tunisie restait une terre inconnue. Et la carte un sujet de questionnement, surtout le rapport que pouvait bien avoir la carte avec la place qu'occupait la Tunisie dans ma vie. C'était un mystère. Mais elle avait aussi bien vu combien ce qu'elle disait m'était inconnu et en avait ri « *Y a beaucoup de Roumanie ici, tu comprends ? C'est loin et c'est pas loin* » avec un geste circulaire qui englobait tout alentours, et un sourire espiègle.

Cet épisode de la carte a introduit quelque chose de nouveau et de solide dans la réalité de nos échanges. Il n'a pas été l'établissement d'une asymétrie mais au contraire une ouverture. Le mystère permettait tout à coup d'intégrer dans la relation une place à l'inconnu de l'autre, comme une familiarité, dans un jeu réciproque. En ouvrant la place d'un déjà-là en arrière plan, le registre du mystère avait le pouvoir de transformer les incompréhensions et les méconnaissances en reconnaissances, évitant toute exigence de dévoilement comme condition de la relation.

Un geste que nous allions adopter l'un et l'autre résumait parfaitement cela, le geste mesuré et enroulé du bras, de l'avant vers l'arrière du corps, avec la main ouverte, pour désigner l'arrière plan caché, le lieu des mystères à la fois proches et lointains. Symétrie d'un même type de geste qui, tourné vers le devant, renvoie aux mystères du parcours de la destinée vers son horizon¹¹⁵. Loin d'être des résumés, ou des occultations, ce sont là des ouvertures qui libèrent les chemins de la relation des douanes de la justification.

Au fur et à mesure de nos rencontres je remarquais que Mariana avait parfois un téléphone portable avec lequel je la voyais appeler, le plus souvent la famille, parfois son mari. Des appels toujours très courts. Instrument indispensable pour se coordonner avec eux lorsqu'elle déambule dans la ville pour la manche. Un instrument couteux pour les gens de la rue. Un jour qu'elle n'avait pas de téléphone, je l'interrogeais sur l'abonnement qu'elle utilisait. Comme la plupart des migrants des PECO, elle utilisait des cartes SIM rechargeables dont l'avantage était le faible coût de la communication vers cette région du Monde. Elle m'expliqua qu'il n'y avait que deux téléphones pour toute la famille et qu'ils se les répartissaient selon ce que chacun devaient faire dans la journée.

Mariana ne téléphonait pratiquement jamais à quiconque d'autre que la famille ou son mari. Mais il fallait toujours garder le lien avec la Roumanie. « *C'est très important* » disait-elle, pour la famille et aussi pour organiser des allers-retours, « *pour des choses graves* ». Acheter de temps à autre un ticket de recharge sera alors pour moi une façon simple de changer les termes du don associé à nos rencontres en le complétant par un bien à valeur d'usage, tout en continuant à donner de l'argent pour la manche sans en changer le statut.

Un jour au début du printemps où nous étions réunis avec quelques collègues dans un café de la place des Terreaux, j'invitai Mariana qui passait dehors à s'asseoir à notre table avec la petite fille qui l'accompagnait. Elle avança de quelques pas dans le café, puis se révisa, le visage renfrogné agitant son bras en signe de dénégation « *non, non ! non ! non ! pas bon ici* ». Comme nous insistions, elle s'approcha finalement. Alors même qu'elle nous rejoignait, un des barmans l'interpella, vindicatif. « *On fait pas la manche ici ! allez-vous en ! Allez-vous en ! Allez ! Allez !* » Nous protestâmes à notre tour argumentant que nous invitions Mariana et

¹¹⁵ Comme font les gens du désert lorsqu'ils accompagnent de ce geste le départ de la caravane.

sa compagne à notre table et que cela ne le regardait pas. La barman continua à pester mais se plia à notre exigence renvoyant à un de ses collègues la tâche de prendre la commande. Mariana pris place à la table mais resta silencieuse, très tendue. Elle but finalement la commande et s'en alla prestement. Elle semblait affectée tout autant par le désagrément et l'offense de ce type d'interactions violemment négatives auxquelles elle s'efforçait quotidiennement de se soustraire et auquel notre invitation l'avaient exposée ; que par la mise en visibilité de sa condition de paria devant notre petit groupe.

Ce cours moment passé ensemble avec mes collègues eut cependant une grande importance pour notre groupe et incidemment aussi, progressivement, pour Mariana et sa famille. Pour mes collègues, Mariana n'était plus la jeune femme Rrome qui occupait souvent nos discussions comme « celle que je connaissais ». Elle devenait Mariana, en chair et en os, sans équivoque sur sa condition.

Pour Mariana aussi, cette rencontre lui permit de reconnaître les gens du groupe lorsqu'ils passaient dans la rue. Et de nouer des relations avec certains d'entre eux, un peu du même genre que celle qu'elle entretenait avec moi, bien qu'elles y soient toujours plus ou moins référées.

Sans devenir vraiment une affaire collective, les démêlées de Mariana et de sa famille avec la société entrèrent dans le champ de nos préoccupations en ce qui nous caractérisait peut être le plus, c'est à dire d'être un petit groupe aux contours flottants où se discutaient principalement les frontières entre l'engagement ou l'ajustement plus ou moins coordonné de notre action auprès de réseaux avec lesquelles notre travail ou notre activité individuelle nous mettait chacun en relation. Et où cette pratique continuée depuis plusieurs années donnait à ce groupe sans nom une certaine consistance collective. Un lieu frontière en quelque sorte entre le métier, l'engagement, les mondes afférents : la banlieue, l'action publique, l'immigration, la méditerranée, le travail sociologique.

C'est ainsi que cette rencontre aura une importance décisive dans tout ce qui suivra.

Mariana avait 21 ans. Arrivée en France une première fois plusieurs années auparavant, elle avait été scolarisée dans un collège où elle avait commencé à apprendre le français. Deux ans plus tard, sa famille avait été renvoyée en Roumanie. Son père y était décédé. Elle y était restée deux années et s'y était mariée avec Deasy. La famille de son mari n'arrivant plus à s'en sortir en Roumanie, maltraitée et trop pauvre pour subvenir aux besoins de ses 7 enfants, elle avait décidé d'émigrer vers la France. Deasy et Mariana avaient choisi de les accompagner. Cela faisait maintenant plus de deux ans qu'ils étaient ensemble en France. A l'époque de notre rencontre Mariana était enceinte.

D'abord installés dans un grand campement démantelé par les forces de l'ordre, ils avaient préféré chercher une solution autonome dans un squat. Mariana avait plusieurs fois décrit l'arrivée de la famille en France comme ayant été très difficile, le passage en campement en particulier, en raison de la promiscuité, de la difficulté à organiser leur survie et de la violence physique et relationnelle du quotidien.

Le squat qu'ils habitaient au moment où nous avons rencontré Mariana était une maison de deux étages situés à Villeurbanne. Il avait été ouvert par un français qui entretenait une relation avec une femme, elle-même migrante originaire de Roumanie. Elle y vivait le plus souvent seule et sous-louait la partie basse à la famille.

La famille était identifiée dans les dispositifs mis en place par l'Etat, Aide Médicale pour les Etrangers, permanence de Médecins du Monde, dispositif de suivi des conditions de logement des familles en squat délégué à l'ALPIL association Lyonnaise Pour l'Insertion par le Logement etc. Les 3 enfants en âge d'aller en primaire étaient scolarisés.

Alors que le printemps avançait, la santé de Mariana semblait se dégrader. « *Fatigue, toujours la fatigue. J'ai mal au ventre. Très mal au ventre* » Son visage crispé déformait maintenant son éternel sourire. Son teint virait au gris, la main toujours posée sur le ventre maintenant bien proéminent.

Nous discussions de ses visites médicales à l'hôpital de Bron où elle avait été orientée par Médecin du Monde. Mariana restait évasive « *ça va, ça va* », concentrée sur sa priorité : rapporter de l'argent pour la famille.

J'insistais pour savoir si on lui avait dit de se reposer, si elle avait un traitement. Toujours évasive, elle revenait toujours sur la manche et la nourriture. Elle me dit un jour qu'elle ne prenait plus ses médicaments car elle n'avait plus sa carte AME. Prise par l'engrenage de sa situation elle n'avait pas fait les démarches pour la renouveler. *« Compiqué, ça prend beaucoup de temps, il faut toujours aller loin, revenir encore et encore »*

Mariana avait un rapport au temps très spécial. Bien qu'elle sache très bien ce qu'était le calendrier et qu'elle retenait parfaitement les dates, la conversion en durée semblait lui être très difficile. Comme si le temps linéaire semblait ne pas avoir de signification tant elle semblait absorbée par le déroulement d'un présent toujours renouvelé. Le futur lui semblait incommensurable. La seule unité significative était le jour. *« Mon rendez-vous à l'hôpital, c'est le 20 mars. Dis mois c'est quand ? C'est dans combien de jour ? » « 21 jours »*. Elle commençait à compter sur sa main et lorsqu'arrivait le terme des dix doigts elle s'exclamait, *« mais c'est longtemps, olala c'est longtemps ! »*

Dix jours était sa mesure et la date toujours en mémoire ne prenait de signification pratique que lorsqu'elle rentrait dans cette modalité de saisie du temps. Quant au passé, elle semblait le recomposer dans un jeu d'échelle de références emboîtées qu'elle parcourait pour recomposer la mesure du temps. D'abord une échelle de proximité des événements passés qui semblait être d'abord indexée à l'importance de l'évènement dans sa vie *« Deasy a été très malade. Très mal aux dents, très grave, il a toujours très mal -Il y a combien de temps ? - Pas longtemps - c'était quand ? - je ne sais pas, pas longtemps »*. Puis elle mobilisait un autre référentiel qui impliquait de réfléchir *« il avait 20 ans, oui 20 ans. Moi j'avais 18 ans. Juste après le mariage -C'était quand le mariage ? -C'était en Roumanie, avant de venir ici. Il a 23 ans maintenant. »*

Les événements référés par leurs affects semblaient resitués dans un ordre de signification anthropologique, renvoyant à des moments situés plus qu'à des dates. Les saisons aussi étaient de bon repères en ce qu'elles permettaient de qualifier le moment anthropologique, mais renvoyait aussi à leur empreinte corporelle et sociale : la maladie, le froid, le plaisir du beau temps quand la manche est plus facile, la difficulté de la faire en hiver parce qu'il n'y plus personne dans la rue...

C'est peut-être là que prend forme le temps de l'*endurance* dont nous parlions plus haut. Une forme du temps où le présent est permanent, sans mémoire, glissant sur ce qui advient, sans que l'inscription de ce qui advient dans le passé n'apporte jamais aucune prévisibilité sur ce qui peut advenir ; le passé étant entièrement autonome, simple et essentielle preuve de la vie et de la survie, rarement reconfiguré par l'expérience.

Du fait que Mariana parlait le français, elle s'est naturellement trouvée au centre de la plupart des transactions avec l'administration ou les associations d'aide ou d'assistance de la famille, au point de délaissier le règlement de ses propres affaires administratives.

Son travail de la rue constituait l'une des sources principales d'argent de la famille pour acheter à manger. C'était la mission qu'elle se donnait, jusqu'à l'épuisement.

Quelque chose avait changé. Mariana disparaissait de la rue par intermittence, parfois une semaine, parfois plus. Nos rencontres s'espaçaient aussi du fait de mes allers-retours en Tunisie tous les mois.

L'un des mes collègues avait aussi remarqué son absence intermittente et sa grande fatigue.

Un jour d'avril, après sa visite médicale, je retrouvais Mariana sur les marches d'une porte d'immeuble, épuisée, incapable de poursuivre sa quête.

Elle me dit d'un seul jet la cause de son malheur, les deux mains apposées sur son ventre et en pleurs. « *Le bébé, il va mourir. Le médecin l'a dit. Il va mourir. Son cœur a un problème. Il m'a dit c'est ma faute. C'est parce que je ne me suis pas reposée.* ». Nous parlons longuement. Mariana refuse de l'admettre, elle ressent comme une violence le fait qu'on lui dise que c'est de sa faute. Même si elle dit d'elle-même que c'est une explication possible. « *Comment je peux faire. Je dois faire la manche pour manger, pour la famille* ». Mais elle refuse surtout le sort annoncé, A plusieurs reprises, elle invoque le ciel, « *c'est lui qui va décider, il n'est pas encore mort, je le sens qui bouge, là, tu vois* » et me mettant la main sur son ventre « *tu sens ? tu sens ? Il est là ! ?* »

Au cours de l'entretien qu'elle a eu avec le médecin, elle n'a « *rien compris* ». C'est lors d'un deuxième entretien organisé par une assistante sociale de l'hôpital, avec une interprète pour traduire l'explication du médecin, que tout est devenu plus clair sur la situation actuelle, mais en même temps embrouillée concernant l'avenir immédiat en raison de l'hypothèse de l'avortement évoquée si le bébé devait mourir. Problème de traduction et/ou incommensurabilité de cette hypothèse dans la conscience de Mariana ? Cela n'avait pas d'importance « *Personne ne touche mon bébé. Il n'est pas mort. C'est mon Bébé. C'est seulement le Dieu qui décidera* »

Mais pour diverses raisons relevant de la désorganisation, de malentendus et d'incidents administratifs multiples, les relations de la famille avec ces représentants de ces dispositifs s'étaient peu à peu détériorées. Tandis que la famille, prise dans ses tourments avait, semblait-il, aussi délaissé les démarches permettant de renouveler les inscriptions administratives telles que l'AME.

L'assistante sociale en charge du suivi de la grossesse avait dès le début formulé une demande d'hébergement pour le jeune couple en l'attente de l'enfant. La demande avait finalement abouti, ils bénéficiaient maintenant d'un petit studio dans un foyer social situé à Guillotière, un quartier populaire au centre de Lyon.

Cette nouvelle arrivait bien. Mariana devait s'arrêter de courir la rue. Ce qu'elle ne fit qu'en partie. Dès qu'elle se sentait mieux, elle repartait faire la manche poussée par la nécessité et le rôle. La situation de la famille la taraudait « *tout va mal à la maison, le papa est malade, il n'y a rien à manger* ».

Le régime de la peur 1^{er} acte – Eviter la prison à tout prix pour un enfant.

La famille et ses lieux

Quand la crainte de la prison pour un fils trouve la ressource du rêve pour l'y soustraire

Un jour où je la croisai au centre ville, elle me montra un document qui l'inquiétait beaucoup mais qu'elle ne comprenait pas complètement. Le document avait été remis deux ou trois semaines plus tôt par trois policiers qui étaient entrés dans le squat et qui avaient demandé où

était Titi. Ils les avaient aussi menacés en annonçant leur prochaine expulsion. Il s'agissait d'une convocation du jeune frère de Deasy au tribunal pour enfants. Deux semaines seulement nous séparaient de la date indiquée.

Quelques mois plus tôt Titi, âgé de 16 ans, avait été arrêté par les gendarmes de Caluire, à la périphérie immédiate de Lyon, en possession d'une fiole de parfum volée dans un magasin. Placé en garde à vue puis déféré au procureur, cette convocation était la suite logique. Mariana insistait pour que je vienne avec elle voir la famille afin expliquer la situation. Elle traduirait. Je finis par accepter. C'était la première fois que je me rendais dans les lieux de la famille.

Le squat était une pièce de 6 mètres sur 4 environ, avec trois lits deux places, deux fauteuils récupérés dans la rue, des caisses de bois sur lesquelles était placés un réchaud électrique à deux feux, des casseroles poêles et gamelles ; un réfrigérateur et un radiateur électrique posé contre un mur. Des toilettes avaient été installées dans un appentis dans la cour. Les vêtements et autres affaires de la famille étaient accumulés dans de grands sacs en plastique entassés dans un coin de la pièce. Sept membres de la famille (parents et enfants) y résidaient, avec Deasy et Mariana en plus. Soit 9 personnes, la plus grande des filles, majeure, n'habitait plus là.

Les parents étaient là avec les trois plus jeunes des enfants. Deasy allait arriver. C'était en quelque sorte un conseil de famille où j'étais invité, comme « connaisseur de confiance » dont on attendait l'avis pour qualifier la situation. Je fus accueilli chaleureusement, accolades et mains longuement serrées. Mariana avait parlé de moi et la méfiance semblait remise pour la circonstance. C'est la gravité et l'inquiétude qui marquait les visages des parents.

Deasy arriva bientôt et nous nous installâmes pour parler. Le Papa me plaça dans le plus grand fauteuil, le plus au centre. La mère pris le second fauteuil et chacun des autres participants prit place sur le bord des lits adjacents. Les enfants bricolaient dans leur coin. Le Papa interrogea Mariana en rromani. Celle-ci me donna la parole me demandant d'expliquer ce que signifiait ce papier. J'expliquais que c'était une convocation au tribunal des enfants « *Qu'est-ce qui va se passer ? Il va aller en prison ?* » Je ne savais pas répondre précisément. J'indiquais qu'en général, surtout pour une première affaire, on ne met pas les adolescents en prison, qui plus est pour une fiole de parfum, mais que dans le cas d'un étranger rrom roumain je ne savais pas répondre. Il me semblait qu'il fallait joindre un avocat pour en savoir plus sur les conséquences possibles. J'ai aussi indiqué que s'il ne s'y rendait pas ce serait

peut-être inscrit dans les fichiers de police et qu'il risquait alors de se faire arrêter à n'importe quel contrôle.

Il s'en suivit une longue discussion dont Mariana me traduisait les bribes qui lui paraissaient les plus importantes. La prison en France leur apparaissait comme une calamité, et puis c'était un gosse, pour combien de temps, et pourquoi, pour une fiole de parfum ? Et s'il n'y allait pas ça serait encore plus grave ? On ne pouvait rien faire !

Une idée avait finalement émergée. Le renvoyer en Roumanie.

Mais qu'est-ce qu'il ferait là-bas ? Où irait-il ? La maman et le Papa pleuraient par moment. Deasy semblait ne parler que pour atténuer l'ampleur du drame. Il semblait cependant rejeter l'idée de renvoyer Titi tout seul en Roumanie. Peut-être faudrait-il qu'il y aille avec lui ? Mais Mariana allait bientôt accoucher !

Au cours de la discussion, la plus petite des enfants qui avait trois ans, s'était progressivement rapprochée de moi en rampant et s'était mise à me tripoter les cheveux après avoir posé un petit camion en plastique sur le bord du fauteuil. La maman la grondait mais elle revenait aussitôt à son entreprise, réduisant à chaque fois la distance qui la séparait de moi, pour enfin passer le bras du fauteuil et monter sur mes genoux. Elle resta là jusqu'à la fin de la discussion.

Le rêve et le projet de maison en Roumanie

Celle-ci prit un cours nouveau, le Papa dit qu'il avait là bas un terrain hérité de sa mère. Dans un village. Loin des grandes villes. Titi pourrait y aller ? Comme ça il serait à l'abri des mauvaises gens de la ville et des contrôles de la police. Cette idée un peu folle se nourrit alors du rêve de la maison. Ce n'était pas une fiction, il avait bien un terrain et pour en certifier l'existence il chercha dans une valise le précieux titre de propriété. Le terrain était vierge, mais la maison était déjà là dans les têtes. C'était le grand projet de la famille. Le Papa avait déjà tout organisé pour construire une maisonnette sur le terrain. Il avait déjà le plan en tête. Il en avait mille fois discuté avec Deasy. Quinze jours avec quelques bras en renfort suffiraient pour en construire l'ossature, le reste serait facile. Il y a aurait trois chambres, une pour les parents, une pour les garçons et une pour les filles. Un ami avec lequel il avait travaillé sur des chantiers avant de quitter la Roumanie avait accumulé pour lui assez de matériel de récupération pour la construction des murs et du toit.

Le Papa insistait de temps à autre pour que Mariana me traduise. Il voulait que je prenne le fameux titre de propriété dans mes mains. Comme si ce papier pouvait rivaliser en puissance avec le papier de la justice. Et par là, que le rêve puisse donner corps à la solution de soustraction qui s'était imposée face à la menace d'enfermement de Titi.

Deasy était pris lui aussi par la narration du rêve, mais il tentait par moment de revenir au sujet de discussion premier. « *Qu'est-ce qu'il va faire la bas comment-il va se nourrir, où va-t-il habiter? Il n'y a personne de connu là-bas ?* »

Pour le Papa le projet prenait forme : Titi partirait, mais il ne resterait pas longtemps seul. Les parents iraient le rejoindre à l'été avec les enfants, après la naissance du bébé, on commencerait alors la construction de la maison. Mais l'inquiétude restait là. Comment Titi tiendrait-il jusque là ? Et que se passerait-il lorsque la famille reviendrait en France, Titi pourra-t-il revenir un jour?

Rien ne fut conclu ce jour là. Chacun devait partir à ses occupations. Il fallait réfléchir. Voir comment la solution pourrait se concrétiser, se renseigner auprès d'un avocat, en parler en tout cas avant de décider, avec Titi surtout.

Les évènements qui suivirent décidèrent.

Le régime de la peur 2^{ème} acte – Attentat contre le squat

Où la famille terrorisée doit fuir après que sa maison a été attaquée selon une méthode empruntée aux pires époques de pogroms.

Quelques jours plus tard, Titi, qui fréquentait le marché de la place Wilson à peine à 200 mètres de la maison, rapporta qu'il avait été pris à parti par un groupe de commerçants. On lui reprochait d'avoir volé un téléphone posé sur un étal. Il affirmait que c'était faux, expliquant que depuis longtemps déjà, ces gens l'insultaient ou le chassaient quand il essayait d'installer un étal sur le trottoir en marge du marché.

Un groupe l'avait encerclé et malmené. Il devait payer le téléphone 100 euros d'ici le lendemain, sinon ils l'attraperaient ou s'en prendrait à sa famille. Ils lui avaient dit qu'ils savaient où il habitait, et qu'ils viendraient chercher eux-mêmes leur dû. Titi rapportait qu'il y

avait des *Marocains*¹¹⁶, et aussi qu'un policier avait assisté à la scène en prenant le parti des commerçants.

Le surlendemain, selon ce qui me fût raconté, alors que la famille s'était endormie, de grands bruits réveillèrent tout le monde. On lançait des projectiles sur la maison. Une vitre fut brisée et le verre éclaté se répandit dans les lits. Deasy était sorti, caché dans la pénombre de la cour, pour voir ce qui se passait. Un groupe d'hommes lançait des projectiles, parlant à voix basse. L'un d'entre eux lança une bouteille qui se brisa sur le bord de la vitre cassée aspergeant de liquide une partie la pièce et le mur extérieur. C'était de l'essence. La famille terrorisée se précipita dans le jardin. Les hommes étaient partis.

Plusieurs fois dans la nuit Mariana m'avait appelé, sans laisser de message. Je ne m'en aperçus qu'au levé. Après avoir joint Mariana, je me suis rendu à la maison. L'odeur d'essence était encore prégnante. La famille était en panique. Elle avait commencé à rassembler quelques affaires pour abandonner le squat.

Je proposais d'appeler immédiatement la police mais la famille s'y opposa avec une telle force que je finis par me résoudre à abandonner cette option pourtant impérative à mes yeux. L'idée d'appeler la police avait démultiplié la panique. La maman surtout qui criait en me suppliant de ne pas le faire. Tous étaient rassemblés autour de moi pour m'en dissuader. J'étais torturé par ce renoncement, et en même temps saisi par l'état de panique de la famille et il me semblait comprendre leur point de vue.

Certes les nervis n'avaient pas allumé la bouteille, mais elle aurait pu s'enflammer au contact des lumières électriques, d'une cigarette ou sous l'effet d'une étincelle produite par le choc. C'était en tout ça une menace d'une violence inouïe.

De notre côté, nous avons fait savoir à la mairie ce qui s'était passé par des canaux adaptés pour que le message ne soit pas contreproductif. Un membre de notre petit groupe connaissait la manière de contacter des marchands de la place Wilson en raison de leur proximité avec certains de nos contacts de confiance dans les quartiers de la ville.

C'est ainsi que l'information sur l'attaque du Squat avait circulé dans le marché dans des termes suffisamment clairs pour que les éventuels intéressés se tiennent sur la réserve. Du moins était-ce le but recherché. C'était une mesure préventive en réalité, car rien ne permettait

¹¹⁶ Voir ci-après la signification du terme Marocain pour cette famille.

de dire qu'il y avait un lien direct entre les menaces proférées à l'encontre de Titi et l'attaque du squat puisque personne n'avait vu les visages des nervis. Cependant personne ne voulait en douter. Imputer à quelqu'un l'origine d'une menace relève à la fois de la conjuration et d'une attribution de cause rationnelle donnant lieu à un raisonnement tourné vers l'action. Si cela n'avait pas été lié à l'affaire du marché, cela aurait voulu dire qu'une autre menace, inconnue, encore plus dangereuse, planait sur la famille, que personne n'osa formuler, pas même Mariana, lorsque je l'interrogeais quelques semaines plus tard.

Durant les quinze jours qui suivirent, la famille se réfugia au parc de la Tête d'or pendant la journée, de l'heure d'ouverture jusqu'à la fermeture des portes à la tombée de la nuit. Ils passaient la nuit sur une petite place de Villeurbanne où un angle d'immeuble en retrait offrait un abri partiel contre la pluie. Tous dormaient à même le sol enroulés dans quelques couvertures et de grandes bâches en plastique.

A ce moment là, il pleuvait presque tous les jours. La situation n'était plus tenable et la famille retourna au squat.

Cependant, la décision d'exfiltrer Titi avait été prise sans plus d'hésitation. Un passeur avait été trouvé. Cela ne coûterait pas cher parce qu'il était un « homme gentil » et que, partant en Roumanie à vide pour ramener une famille, il avait des places disponibles pour l'aller et ne demanderait qu'une part du prix du transport.

On trouva le matériel nécessaire pour que Titi puisse s'installer sur le terrain. Il partait en *routard-campeur*. Une pratique tout à fait inhabituelle dans ce milieu. C'est pourquoi il avait fallu par exemple qu'il s'exerce à monter la tente avant de partir. On lui avait donné l'un des deux téléphones de la famille. On lui donna une somme d'argent estimée suffisante pour se nourrir pendant deux mois et payer le train ou le bus pour se rendre au terrain. On verrait plus tard comment compléter si nécessaire. Il partit le lendemain même du retour à la maison.

Après le départ de Deasy et Mariana en foyer et celui de Titi, la famille ainsi réduite se trouvait bien seule dans le lieu exposé à toutes les menaces. Les parents pleuraient beaucoup, tараudés par la peur, l'impuissance à faire face à la situation, la tristesse et l'inquiétude pour Titi et Mariana (bien qu'elle ne leur ait jamais parlé du diagnostic des médecins sur la vie de l'enfant).

Mariana et Deasy restaient très présents, surtout Deasy, qui allait très souvent prier avec son père dans l'église catholique la plus proche.

Tous étaient très croyants. Deasy nous avait dit qu'ils avaient tenté d'approcher les églises évangélistes de Lyon, mais ils avaient finalement renoncé « *Ils ne sont pas comme en Roumanie. On n'était pas invité. A l'Eglise catholique, on se met au fond et on prie. Personne ne nous pose de question. Ca fait du bien d'aller là-bas. On y va souvent moi et le Papa, tous les deux* ».

Il fallait partir à la recherche d'un nouvel hébergement ou d'un nouveau Squat. Chacun s'y mettrait de son côté. Notre petit groupe y compris.

L'urgence d'une alternative allait encore s'intensifier.

Le régime de la peur 3^{ème} acte – Quand la police menace d'expulsion

Où la police pénètre le domicile sans forme ni procès pour notifier une OQTF

Alors que la famille n'était pas revenue depuis une semaine à la maison, un jour où nous étions présents, une escouade de policiers s'est introduite sans forme ni procès jusque dans la pièce familiale.

Trois agents en tenue d'intervention avaient violemment poussé la porte et s'étaient répartis dans la pièce, le chef au milieu, les deux autres légèrement en retrait, barrant l'accès à la porte. Alors qu'il prenait la parole, le chef nous regardait d'un œil suspicieux. « *Mr C. c'est qui ?* » Le Papa répondit d'un signe de la main et se leva. A après avoir dégluti à plusieurs reprises, il formula un simple « *Bonjour Monsieur* » auquel ne répondit pas le policier enchaînant plutôt par la lecture d'un document, un peu à la manière des crieurs d'autrefois qui proclamaient les édits du roy sur les places et marchés. « *En vertu des articles ...* » C'était une OQTF, la fameuse obligation de quitter le territoire français, par laquelle le pouvoir administratif souverain sème la menace sur les personnes et les familles romes dans les campements et les squats. Il remit le document au Papa en ajoutant, « *ne perdez pas de temps. Sinon nous reviendrons pour procéder à votre expulsion par la force* ». Comme ils s'en allaient sur ces mots, nous l'interrogeons sur la manière dont ils s'étaient introduits dans le domicile sans frapper ni attendre qu'on les y invite. « *Vous êtes qui vous ?* nous répondit-il, *Des amis de la famille, pourquoi ? y a-t-il un problème ?* »

Un cours instant embarrassé, le policier répondit à la question initiale en ces termes « *Monsieur, je vais vous répondre. C'est bien un squat ici non ? Hé bien selon la législation, un squat n'est pas un domicile légal, nous pouvons donc y pénétrer sans prévenir pour y faire notre travail* ». La conversation s'arrêta là. La réponse apportée par le policier n'était pas ce

que dit la loi, mais le moment n'était pas à la confrontation. Cette irruption et la menace supplémentaire finit de démoraliser la famille.

La puissance éthique d'une libre délibération

Où les termes de la délibération qui a conduit deux groupes Rrom à renoncer d'un commun accord à leur cohabitation donnent goût à l'existence.

A la recherche d'un autre logement, nous avons accompagné Mariana dans sa prise de contact téléphonique avec l'Alpil qui avait une mission de suivi des squats identifiés par les services de l'Etat. Mariana pensait que ça ne servait à rien. *« On y a déjà été plusieurs fois. Ils ne font jamais rien pour nous »*. Elle les appela quand même. Elle demandait un rendez-vous d'urgence pour expliquer la situation, et de l'aide pour un nouveau logement. Son interlocuteur abrégé la conversation en lui proposant un rendez-vous la semaine suivante, le mardi, jour de permanence, vérifia que Mariana avait bien compris, et raccrocha.

C'était beaucoup trop loin, la famille était dans l'urgence. Il fallait essayer d'avancer le rendez-vous. Nous décidions que cette fois c'est un français qui appellerait. Ainsi fût fait. *« - Oui je sais, c'est pour la famille C, j'ai eu un appel tout à l'heure - Oui mais c'est très urgent comme je vous l'ai expliqué - Oh ! mais la famille C on la connaît bien, elle vient toujours en urgence et après plus rien - Quels sont les Rroms qui ne sont pas en urgence ? - C'est vrai mais il y a des cas plus faciles. - Vous voulez dire que le problème c'est la famille C ? - Non, non, bien sûr, mais il y en a de plus disposées... et puis de toute façon on n'accueille pas hors des permanences, c'est comme ça qu'on procède. - Mais là c'est différent ! La famille fait l'objet de violences et puis il y a l'OQTF. - Ce ne sera pas la première à avoir une OQTF ! Qu'est ce que je peux y faire ? »*

Il n'y avait plus rien à dire. La conversation se termina dans des formes civiles. Nous nous demandions alors quelles familles de Rroms pouvaient bien trouver secours dans ce dispositif où la bureaucratie semblait avoir contaminé même des associations de solidarité ? Cela semblait relever de l'aléatoire. La bonne famille, dans une situation conforme aux modes de fonctionnement du dispositif, au moment où elle parvient à entrer en contact avec lui.

Une autre piste avait été ouverte par le réseau de militants de la Croix Rousse qui avait obtenu l'ouverture du foyer de la rue Eugène Pons où se trouvaient maintenant les gens du campement du quai d'Herbouville, et où il restait de la place pour accueillir une famille supplémentaire.

Après plusieurs étapes d'explication à différents niveaux du réseau, un rendez-vous fut fixé avec Fx, militante de RESF qui était l'interlocutrice du groupe de résidents du foyer. *« Nous avons eu beaucoup de mal à établir un fonctionnement autonome du foyer, je ne peux décider quoi que ce soit sans eux. Pour cela il faut que je leur en parle. Il n'y aura pas de problème je pense sur le principe, mais il faudra organiser une rencontre entre le groupe du foyer et la famille pour qu'ils discutent ensemble. C'est là que ça se décidera normalement. »*

La famille craignait le retour en hébergement collectif, mais du moment qu'elle pouvait discuter avec les gens, elle abordait cette opportunité avec bonne humeur et un espoir mesuré.

Fx organisa le rendez-vous avec les résidents du foyer.

Nous devions nous retrouver, elle, la famille et nous sur la place de l'opéra à quelque 800 mètres du foyer. Cela permettrait de faire connaissance en discutant sur le trajet. Il faisait beau, les deux parents, Mariana et deux petites filles, étaient venus au rendez-vous. L'ambiance était joyeuse, il y avait un bon feeling entre Fx et la famille. A un moment, Mariana, impressionnée, dit, tout sourire, avec le pouce en l'air, *« Elle est gentille la dame. Elle connaît bien aussi »*.

Arrivé devant le foyer, Fx entra prévenir de notre arrivée. Lorsque nous entrâmes à notre tour, un groupe de femmes nous attendait dans le hall. Notre groupe se resserra sur lui-même tourné vers les femmes. Fx fit les présentations. Une des femmes résidentes du foyer traduisait en langue romanie aux femmes qui ne comprenaient pas le français. Fx conclut en ouvrant la rencontre entre la famille et le groupe de femmes représentant les résidents.

Après un moment de flottement, Mariana s'avança, faisant signe à la maman de la suivre, bientôt rejointes par les enfants.

Avec Fx et le Papa, nous nous sommes repliés dans un coin du Hall, à bonne distance. La discussion dura autour de 45 minutes. Même sans en comprendre les mots, nous pouvions en imaginer le déroulement au rythme de la tonalité des échanges et de la reconfiguration corporelle de cette petite assemblée. Après les politesses inaugurales et le moment important de l'identification, il y eut un temps d'échange où se mêlaient gravité et rires. *« On se racontait nos histoires »* rapporta Mariana plus tard. C'était un moment de corporéité collective où les femmes de la résidence s'étaient regroupées autour de la famille. Puis le groupe des femmes s'est un peu déployé.

Commençait alors la discussion sur le projet d'accueil et d'installation. Plusieurs des résidentes posaient des questions, Mariana et la maman aussi, un cours débat suivait chaque question. Parfois il y avait quelques rires, parfois une forme d'expression incisive ou inquiète, mais le ton général était celui de la gravité propre à une délibération sur une décision qui affecterait les conditions d'existences dont chacune mesurait la portée au regard d'une expérience commune de la rue. « *Tu comprends, toutes les familles du foyer ont presque la même histoire que nous* » expliquera Mariana. Puis le groupe s'était de nouveau resserré. Le ton avait changé, les voix étaient plus basses et l'on voyait des gestes de compassion, une femme de foyer caressant le bras de la maman, un autre qui lui prenait les mains.

Mariana restait souriante mais ne parlait presque plus. Elle donna le signe du départ en prenant la main de la maman. Il y eut alors des accolades puis des signes d'adieux timides lorsque Mariana et la maman s'éloignèrent du groupe pour nous rejoindre. La maman avait les larmes aux yeux. « *Pour la maman c'est triste parce qu'elle ne voit jamais d'autres femmes, tu comprends ? Toujours toute seule à la maison. C'est pas comme ça la vie...* »

Nous l'avions déjà compris, la famille ne s'installerait pas au foyer.

Mariana expliqua que les femmes avaient été très gentilles. Elles étaient tombées d'accord sur le fait que ce serait difficile de vivre ensemble. « *Eux Bulgares, nous Roumains. Pas les mêmes amis, pas les mêmes façons quand il y a un problème. Problème avec les hommes surtout. Même travail, pas la même façon pour les affaires* ». Mais le plus important était qu'ils avaient formé un groupe avec ses règles et ses solidarités, peu compatibles avec les pratiques solitaires de la famille. « *Eux c'est comme un village pour nous en Roumanie. C'est très compliqué si tu n'as pas de la famille dans le village, ou si tu n'as pas été ensemble au travail pendant longtemps avec quelqu'un du village* ».

Notre petit groupe s'engagea sur le quai à petit pas. C'était une belle rencontre même si le projet n'avait pas abouti. Les discussions s'écartèrent rapidement du sujet pour parler de tout et de rien. On riait de nos habits si différents. Fx intéressait beaucoup Mariana. On rencontra C qui s'approcha pour m'embrasser. Elle était la fille d'un des membres de notre petit réseau que la famille connaissait bien. « *Qu'elle est belle, olala ! mais tu es très belle ! ...* ». Un moment sans soucis qui tenait la tourmente à distance.

Vie et mort d'un enfant. Ou le combat pour le droit d'aimer

Lors de sa dernière visite de contrôle, le médecin avait décidé de provoquer l'accouchement, tant la santé de Mariana s'était dégradée.

La date était fixée. Mariana me demanda de l'accompagner jusqu'à l'Hôpital dans la matinée du jour de l'accouchement.

Le lendemain je retournais la voir. Je me rendais au service où je l'avais laissée la veille. Elle avait été déplacée dans un autre service après l'accouchement. Une fois dans le dit service, je m'adressais au bureau des infirmières pour connaître le numéro de sa chambre. Mon interlocutrice me répondit qu'il n'y avait pas de Mariana C à l'étage. Comme je lui racontais mon parcours jusqu'à son bureau, elle me dit qu'elle venait de prendre son poste et qu'elle avait pu se tromper. Elle vérifia sur le registre. Pas de trace de Mariana. On recherchait s'il pouvait y avoir trace ailleurs de son accouchement. Après un quart d'heure de recherche et quelques appels, la conclusion s'imposait, elle n'avait pas accouché ici, ou bien elle n'avait pas été enregistrée. Cette deuxième solution paraissait inconcevable à mon interlocutrice qui commençait à montrer des signes d'exaspération devant mon insistance. Après une nouvelle tentative je quittais le service, décidé à aller voir l'administration. Je n'avais pas rêvé, j'étais là au moment de l'admission, avec la traductrice mobilisée par son assistante sociale.

Alors que je descendais par l'escalier, une infirmière m'interpella et descendit rapidement à ma hauteur. « *Pardonnez moi Monsieur, je vous ai entendu au bureau du service. Si, si, Mariana C a bien accouché ici, elle était bien ici ce matin avec son bébé. Elle a été transférée au service des enfants malades. Ce n'est pas loin, c'est l'immeuble juste à côté, au troisième étage. C'est tout de même bizarre qu'on n'ait pas pu vous répondre. Enfin, voilà. Bonne journée Monsieur* ».

Je trouvais Deasy et Mariana dans une petite chambre sans indication sur la porte.

Tous deux étaient agenouillés devant un lit, les coudes sur le matelas et les mains jointes, en train de prier. Le bébé, lui aussi nommé Deasy (II) était à ce moment là entre les mains des médecins.¹¹⁷

¹¹⁷ Je ne raconterai pas ici comment Mariana et Deasy I ont vécu cette période tragique jusqu'au décès de leur enfant six semaines plus tard. Non seulement parce que c'est une histoire intime, mais aussi parce que j'y ai été très présent et affecté, bien au-delà d'une relation de soutien qui avait progressivement évolué vers une relation d'amitié entre deux jeunes gens et le quinquagénaire que j'étais. Je m'attacherai ici seulement à quelques aspects de leur relation à l'hôpital et à l'administration, utiles pour notre travail recherche.

Au matin de son accouchement Mariana était comme la veille, debout, portant les mêmes habits, comme si rien ne s'était passé. Elle n'était pas comme les femmes qui viennent d'accoucher dans un hôpital, allongée sur un lit avec une tablette à côté, une sonnerie, de l'eau, des plateaux repas, des infirmières qui passent à heure régulière pour lui prodiguer des soins et surveiller son état, la calmer d'éventuelles douleurs, lui amener son bébé pour qu'elle l'allait, le porte et le caresse. Rien de tout cela. La chambre ne comportait qu'un lit simple destiné à un parent en bonne santé, encore que la pièce fût largement sous équipée relativement aux autres chambres du service. Sans doute ne s'agissait-il au départ que d'une chambre de repos pour les personnels.

Mariana était d'emblée traitée en surnuméraire et allait le rester durant toute cette période même si elle parvint à conquérir d'importantes libertés.

Au soir du deuxième jour, elle n'avait toujours pas mangé quoi que ce soit. Il a fallu que j'intervienne avec insistance pour qu'elle soit prise en compte dans la tournée des plateaux repas à partir du 3^{ème} jour.

Ce n'est qu'au deuxième jour qu'elle se rendit d'elle-même au service dans lequel elle avait suivi les visites prénatales, parce qu'elle perdait du sang et avait très mal au ventre. Ce serait le protocole pour les six semaines qui suivirent. Elle devrait se déplacer pour les soins et les visites de contrôle, selon des rendez-vous fixés à l'avance.¹¹⁸

Le traitement de Mariana, et de Deasy aussi, comme surnuméraires touchait aussi leur relation avec leur enfant. Au bout d'une semaine, ni l'un ni l'autre n'avaient encore jamais porté leur enfant, même un instant. La vie quotidienne du bébé suivait un strict scénario. La nuit et le matin il était installé dans la chambre avec un monitoring, un appareil respiratoire et une perfusion. Ses mains étaient retenues par des bandages pour qu'il ne décroche pas les branchements des appareils sur son corps. Il était nourri du lait de sa mère, mais au biberon et exclusivement par les infirmières. Celles-ci emmenaient alors le bébé qu'elles ramenaient

¹¹⁸ Nous ne savons pas quel traitement l'hôpital réservait et réserve aujourd'hui aux femmes rromes, aux migrants sans papiers, etc. qui accouchent dans des conditions de santé normale de leur enfant, de même pour les cas problématiques, pré natalité... ou de complications pour la mère. Nous n'avons pas enquêté sur ce sujet pourtant très important pour la compréhension de l'édification de la frontière à l'intérieur même de la société et la protection des droits humains. Nous ne l'avons pas étudié car comme nous l'avons indiqué au début, nous sommes trouvé dans cette situation de façon non programmée : le terrain de recherche a émergé d'un engagement que nous n'avons pas choisi mais qui est venu à nous.

après l'avoir nourri. Il était aussitôt recablé si l'on peut dire les choses ainsi. Le bébé était la plupart du temps endormi ou en état second en raison des médicaments qui lui étaient administrés. Certains jours, le bébé était emmené plusieurs heures, pour des examens.

Mariana ne comprenait pas pourquoi on ne la laissait pas allaiter son bébé puisqu'on utilisait son lait pour le nourrir. Elle ne comprenait pas non plus pourquoi il dormait tout le temps. Etait-ce la conséquence de sa maladie ?

Elle engagea dès lors un âpre combat contre une institution qui avait l'autorité et les arguments pour ne pas porter attention à ses demandes.

Elle gagna une première bataille lors d'une scène à la quelle j'étais présent. Ses protestations et ses pleurs avait conduit la direction du service à envoyer une infirmière chevronnée pour la raisonner. Mariana était assise sur une chaise et écoutait l'infirmière debout devant elle et parlant d'une voix douce et compatissante. Elle expliqua que le bébé devait être assisté pour bien respirer, qu'il devait être au repos intensif pour ne pas souffrir des appareils ni se débattre, etc... Mariana regardait ses pieds. Tout à coup, elle lui demanda : *« il va mourir bientôt ? »* Déstabilisée, l'infirmière se plaça à sa hauteur, accroupie, en posant ses mains sur les siennes. Mariana dont les larmes coulaient de ses yeux devenus étrangement incisifs, ajouta, *« alors pourquoi il ne peut pas être avec nous, pourquoi il ne peut pas nous connaître, pourquoi on ne peut pas le toucher, pourquoi on ne peut pas l'aimer pendant qu'il est encore vivant ? »* Les larmes affleuraient dans les yeux de l'infirmière. Mariana la regarda bien en face et lui dit *« tu vois toi aussi tu ne trouves pas ça normal. »*

Ce fut un point de basculement. A partir de ce jour Mariana put allaiter son enfant, elle put le porter, tout comme le père. Mais c'était seulement de petits moments aux heures de l'allaitement. Le reste du temps le régime restait le même.

Une deuxième bataille où j'étais également présent, eut lieu lorsque Mariana qui errait dans le couloir pendant que son bébé était en examen, l'aperçu dans la salle d'examen, entouré de plusieurs personnes en blouses blanches en train de le manipuler. Le bébé criait et semblait se débattre. Elle resta tétanisée. Sur le moment, elle ne réagit pas. Mais quand elle croisa la médecin responsable du service qui était elle aussi autour du bébé dans la salle d'examen, elle engagea avec elle un duel titanesque.

Tout son corps était engagé dans la bataille. Elle parlait d'une voix basse, sans s'arrêter, capturant la médecin du regard. Ses arguments étaient les mêmes, mais l'intensité était là,

irrésistible. Elle avait vu. C'était un corps à corps sans contact. La médecin ne cessait de reculer jusqu'à s'appuyer sur le mur, ses paroles inaudibles.

Dès lors, on ne brancha plus l'enfant que la nuit. Deasy et Mariana vécurent une période de bonheur intense avec leur bébé qui communiquait maintenant avec eux. Ils n'avaient plus peur. S'il devait mourir c'est que Dieu l'aurait décidé, pour le protéger de la souffrance. Ses moments étaient un don. Ils les vivaient en pleine liberté.

Deasy II décéda dans son sommeil presque six semaines après sa naissance.

Quelques vingt ou trente personnes étaient venues à l'Hôpital entourer les jeunes parents. La plupart des cousins, oncles ou tantes, et quelques compagnons d'infortune rencontrés depuis l'arrivée en France. C'était dans le hall une cérémonie presque silencieuse. Les jeunes parents circulant d'un groupe à l'autre.

Le déni d'existence devient réalité bureaucratique

Où une fonctionnaire transgresse les règles du droit pour reconnaître la naissance à la vie sans laquelle la mort même n'a pas d'existence reconnue.

Une assistante sociale de l'hôpital, s'adressa à Mariana, ouvrant devant elle un classeur. Mariana nous fit signe d'approcher. « *La dame demande un papier, un acte de naissance* ». L'interaction fût un peu difficile car l'assistante sociale ne comprenait pas qu'on ait pu perdre l'acte de naissance. « *Je n'ai pas de papier, personne ne me l'a donné* » répétait Mariana.

Je proposai à cette dame que nous laissions Mariana retourner vers sa famille et que nous étudions le problème ensemble. Sans acte de naissance - elle-même aurait dû l'avoir par l'administration, convenait-elle - il ne pouvait y avoir de constat de décès, ni d'enterrement. Il faudrait mettre le corps à la morgue en attendant de résoudre le problème. Nous étions d'accord sur le fait que quoi qu'il en soit, une copie du document devait avoir été envoyée à la Mairie. Nous décidions que je m'y rendrai aussitôt, ce n'était pas loin, et qu'elle repasserait un peu plus tard après s'être enquis du document auprès de l'administration.

A la Mairie, je dû expliquer la situation et pourquoi j'étais là. Mon interlocutrice, bien que rétive devant une demande sans droit ni titre, accepta d'ouvrir le registre informatique.

Aucune trace non plus d'une déclaration de naissance au nom de Deasy II. Comme j'insistais, elle cherchera dans les dossiers en cours et dans la pile des dossiers à problèmes. Toujours rien. Il était midi, le service devait fermer. La directrice du service sortit à ce moment de son bureau et s'étonna de nous voir encore là. Elle demanda à sa collègue de quoi il s'agissait. *« ça me dit quelque chose. Il me semble qu'il y a quelques semaines, nous avons reçu de l'hôpital une déclaration inutilisable. Il n'y avait pas de nom, ni de date de naissance, pas même d'adresse. Seulement le prénom de la mère Mariana. Je m'en souviens, j'ai appelé l'hôpital, mais personne n'a su me répondre. Je dois avoir gardé le papier dans mon bureau. »*

Le papier était bien là. Mais la situation n'était pas résolue. J'expliquai de nouveau que l'enfant était décédé dans la nuit et que la famille avait absolument besoin de l'acte de naissance. Je proposai de revenir avec les parents. *« C'est très problématique. Je ne peux pas refaire un document sans avoir l'original de la déclaration de l'hôpital. N'importe qui pourrait déclarer une naissance. Et puis même si j'avais un document conforme, je ne peux pas faire un acte rétroactivement. C'est toute une procédure, vous comprenez ? »*. J'observai que cela allait être terrible pour les parents etc... *« Bon !, dit-elle, je vais appeler l'administration de l'hôpital. Ils doivent bien avoir une trace de cette naissance, enfin ! Rappeler moi vers 15 heures »*

A 15 heures, elle avait résolu le problème, l'administration de l'hôpital déjà informée par l'assistante sociale, lui avait envoyé par fax un document reconstitué *« mais c'est vraiment tiré par les cheveux. Nous allons devoir faire un document antidaté. Ce n'est vraiment pas conforme, vous comprenez ? »* Elle acceptait que nous revenions tout de suite si les parents le voulaient bien. A 17 heures les parents avaient l'acte de naissance. Durant l'entretien administratif, ils n'avaient pas dit un seul mot en dehors des réponses aux questions d'identité. La famille et quelques amis étaient toujours là et les choses reprirent leur cours¹¹⁹.

Aux limites de l'autonomie

Où le cumul des incidents et des menaces eut raison de la capacité de la famille à subvenir à ses besoins alimentaires.

¹¹⁹ Par pudeur et pour éviter un glissement manifeste de nos rapports vers l'univers intime de la famille, j'ai décidé de ne pas me rendre aux cérémonies d'enterrement.

Durant cette période, Titi appelait presque tous les soirs depuis la Roumanie. Son parcours pour atteindre le terrain familial avait été chaotique. Il avait dormi dans la rue, s'était fait contrôler, avait du payer une amende, avait dû se défendre contre une agression par un groupe de jeunes qui voulaient lui voler son sac à dos... Il était seul et désarmé face à la situation. A chaque appel il pleurait avec la Maman et il était alors difficile à Deasy et au Papa d'échapper à l'émotion pour évoquer des questions pratiques. Enfin arrivé au terrain, à près de 300 km de Bucarest, il avait planté sa tente, mais il n'avait presque plus d'argent. Le village était hostile à sa présence. Il se nourrissait comme il pouvait, souvent en récupérant des déchets dans l'arrière cour de la boulangerie du village. Ses appels se faisaient courts pour économiser les crédits téléphoniques.

La famille réalisait qu'elle ne pourrait pas aller en Roumanie cette année. Il fallait donc rapatrier Titi, si l'on peut dire.

On trouva un passeur. La date était imprécise car il attendait d'avoir assez de passagers pour financer le voyage. Quelques quinze jours plus tard, Titi était de retour, après à peine plus d'un mois et demi d'absence.

Pour payer le passage la maman avait demandé à la loueuse de différer le paiement du loyer. Elle avait accepté en raison des circonstances de la mort de l'enfant. Habituellement disait Mariana, « *elle cherche toujours l'argent* ». C'est la raison pour laquelle au début de nos visites au squat, la famille évitait qu'on reste dans la rue pour ne pas qu'elle nous voit. « *Elle va croire qu'on fait des affaires, et elle va vouloir une part* ».

La situation était critique. Le lieu était devenu hostile, et durant toute cette période, la famille avait survécu en état de sous alimentation. Mariana et le Papa, dont la santé se dégradait, étaient trop affaiblis pour contribuer à la collecte des ressources nécessaires à la famille. Titi qui jusque là apportait aussi sa part à la collecte, ne devrait plus s'exposer. Tout reposait sur Deasy et sur la Maman qui allait faire les marchés, collectant les fruits et légumes après le repli des étals ou vendant parfois des vêtements récupérés via des réseaux dont seuls le Papa et Deasy semblaient avoir les clés.

Lors de leur arrivée en France, Deasy avait tenté de faire la manche avec sa musique. Il possédait un piano électronique de bonne sonorité, alimenté par une batterie de voiture. Il chantait aussi. Mais son répertoire n'avait rien de la musique traditionnelle habituellement attendue des Roms. Il jouait un style de musique romme moderne, très prisé à Bucarest ou dans les grandes villes et jusqu'en Bosnie et Albanie, mais qui n'évoquait rien pour la plupart des

Français. Or dans la rue, l'attractivité de ce genre de musique repose sur le fait que les passants reconnaissent la mélodie et les paroles, et deviennent des spectateurs participants en ce sens qu'ils recomposent dans leur tête le reste de l'orchestre et fredonnent la mélodie ou les refrains.

Déçu du peu de réceptivité à ce qu'il savait pourtant si bien faire en Roumanie, Deasy avait dû se placer sur les marchés informels. Bien que très jeune, 23 ans, le regard doux et joyeux, il avait déjà derrière lui une longue expérience. Non seulement celle de musicien de rue, mais aussi celle du travail ouvrier puisqu'il avait été fraiseur diplômé en usine - il en était fier - et, comme beaucoup de jeunes comme lui, avait travaillé en parallèle comme maçon, débardeur, et toutes sortes de métiers de chantier.

Surtout, il était marié et en avait la posture, ce qui dans le monde du marché des échanges parallèles avait beaucoup d'importance avait expliqué Mariana. Mais il n'aimait pas ce travail comme il nous l'a dit un jour où nous l'avons rejoins au marché à la sauvette de la place du pont à Lyon. Un haut lieu d'échange informel où les places s'arrachent et où la menace de l'arrivée de la police n'est qu'un moindre problème au regard de la pression du mépris des passants et commerçants, et surtout du racket exercé par des bandes d'« *hommes mauvais* », *rroms* ou non, qui rodent dans les étals improvisés et « protègent » leurs vendeurs assujettis.

C'est ainsi que durant un peu plus d'un mois, l'un ou l'une d'entre nous – nous avions un peu élargi le réseau - allait avec Mariana et parfois Deasy, acheter dans des grandes surfaces à bas prix les stocks de denrées de base pour la semaine, ou bien l'un d'entre nous les achetait seul et les déposait directement à la maison. Pâtes, riz, céréales, fromages, huile, pommes de terre, des produits pour les enfants aussi. Bref, tout ce qui pouvait être complété par les achats et récupérations que la famille pouvait encore effectuer. Lors de la livraison du bois au campement du quai d'Herbouville, une caisse de solidarité avait été constituée pour acheter le bois de chauffage afin compléter les apports en nature du petit réseau qui s'était alors constitué. La caisse prendrait en charge une aide alimentaire temporaire. Mais ce soutien ne pouvait pas durer longtemps.

Menace sur la vie au bout des subterfuges de la transnationalité.

Où la frontière de l'accès au soin met la vie en jeu, et où toute tentative d'améliorer les choses est remise en question par les aléas de la précarité extrême et de la fermeture de toutes les portes de la solidarité instituée.

A la recherche d'une solution plus durable, nous pensons d'abord aux restos du cœur. Mais pour cela il fallait avoir une prescription. Les restos du cœur, comme tous les dispositifs établis qui relèvent de la banque alimentaire ne nourrissent pas le tout venant de la rue. Il faut disposer d'une prescription par un travailleur social exerçant dans une organisation habilitée. Les épiceries sociales nécessitent elles-aussi une prescription et en tout état de cause, le prix d'achat y était souvent à peine plus réduit que dans les grandes surfaces, et restait inaccessible à la famille.

Domiciliée officiellement au CCAS de la commune de Villeurbanne, c'est d'abord là que Mariana s'est adressée, en profitant pour récupérer les courriers qui pouvaient y être arrivés. Aucun membre de la famille ne s'y était rendu depuis plusieurs semaines. Le bureau du CCAS en charge de la domiciliation ne fournissait pas de prescription. Il fallait prendre rendez-vous avec un autre service.

Nous avons essayé de joindre des professionnels du travail social que nous connaissions, mais aucun d'eux n'avait une idée précise de comment s'y prendre pour obtenir un rendez-vous susceptible de déboucher sur le précieux document de prescription. Tous craignaient que cela ne puisse pas se faire dans un délai court, *« les travailleurs sociaux ne font pas des actes comme ça, sans connaître les gens et sans évaluer leurs besoins. Et puis les demandeurs doivent résider dans leur territoire de compétence. »* De plus, les migrants d'Europe de l'Est, Roumanie et Bulgarie compris, en raison des mesures transitoires prises par la France qui suspendaient leur droits de citoyen de UE, relevaient de dispositifs spéciaux de sorte que les structures d'accueil du travail social n'avaient officiellement pas compétence pour les accueillir. Il fallait trouver des structures militantes qui outrepasseraient les restrictions qui leur étaient données quant aux gens de la rue. Une gageure.

Mariana se tourna vers l'assistante sociale de Médecin du Monde. Celle-ci prit contact avec les restos du cœur du 8^{ème} pour organiser son inscription, mais ce fut sans grande utilité à court terme parce que cela ne résolvait que le problème de Mariana et de Deasy, pas celui de la famille. De plus, l'été arrivant, les restos du cœur allaient bientôt fermer. Comme d'ailleurs la plupart des maraudes alimentaires organisées par des réseaux de bénévoles, souvent des

retraités et des étudiants. L'été, paradoxalement, est un moment tout aussi critique que l'hiver pour les populations en situation limite sur le plan alimentaire. Le temps pressait.

Un soir de la même période, vers une heure du matin, je reçu un appel de Mariana paniquée et en larmes. *«Allo ! c'est Mariana. Mariana oui, le papa est tombé ! Il est comme mort ! Qu'est-ce qu'il faut faire, je ne sais pas quoi faire !»* J'entendais les cris et les pleurs dans le téléphone. Je parti aussitôt vers le squat.

Le papa était allongé sur le lit, apparemment en état de choc, respirant très lentement, indifférent aux pleurs et appels des enfants et de la maman. Cela faisait un certain temps, peut-être une heure, car la famille avait d'abord appelé Mariana et Deasy, à qui il fallait au moins 30 minutes pour rejoindre le Squat à cette heure. Plus 20 min avant que je n'arrive. Je suggérai de ne pas le toucher, juste de le recouvrir d'une couverture et d'appeler SOS médecin. Personne ne connaissait l'existence de ce service. Mariana craignant qu'on ne l'écoute pas du fait de son mauvais français, on me demanda de le faire. Un médecin arriva rapidement. Après avoir constaté l'état du Papa, il demanda comment cela était arrivé, et s'il était déjà malade. Mariana décrivit la scène et parla du diabète important dont il souffrait, et du fait qu'il n'avait pas pris régulièrement la dose d'insuline requise parce qu'il n'en avait presque plus. Le médecin prescrivit son transport aux urgences, ce qui fût fait par les pompiers.

Le lendemain le Papa fut ramené à la maison. Le pire avait été évité, mais rien n'était résolu. La menace d'une récurrence planait sur la famille. C'était la première fois qu'il entrait ainsi dans un état pré-comateux. Il s'était déjà rendu aux urgences plusieurs fois au cours des deux dernières années, plus de dix fois semblait se souvenir Mariana, sans que rien ne soit fait pour mettre en place un dispositif de soins adapté. Elle rapporta qu'à l'hôpital on lui avait indiqué qu'il fallait qu'un médecin traitant demande l'hospitalisation pour qu'ils puissent faire ce qu'il fallait. Il souffrait d'un diabète insulino-dépendant très élevé pour lequel il avait été traité en Roumanie.

Depuis son arrivée en France il suivait le protocole établi en Roumanie. Du fait que les médicaments français ne sont pas compatibles, il fallait procéder à une hospitalisation de cinq à six jours pour opérer le changement de protocole sous surveillance rapprochée. Une situation devant laquelle la famille était impuissante et qui l'a conduite à faire venir régulièrement de Roumanie des stocks de doses d'insulines par des passeurs, ensuite conservées dans le réfrigérateur du squat dédié avant tout à cet usage. La famille étant très en

difficulté depuis quelques mois, elle n'avait pas l'argent nécessaire pour payer ce transport et le Papa avait essayé de diminuer la consommation journalière.

La situation devenait critique. Le surlendemain nous accompagnons Mariana à la permanence de Médecin du Monde. Elle explique la situation à la personne de l'accueil qui va ensuite en parler avec la médecin responsable ce matin là. Celle-ci nous informe qu'elle va en parler avec toute l'équipe et nous demande d'attendre. Nous les voyons à travers les vitres de la petite salle de réunion. Les échanges semblent animés. Mariana, elle-même très fatiguée, est transfigurée par son inquiétude pour le Papa.

Le verdict si l'on peut dire est enfin rendu sur un ton ambivalent. Le papa et la famille sont connus et l'on déplore le fait qu'ils arrivent toujours dans l'urgence et « *ne mettent rien en place* » pour améliorer leur situation. Cependant le verdict annonce que des médecins passeront d'ici quelques jours au squat.

A contrecœur, le Papa revient progressivement au protocole. Mais le stock d'insuline est presque vide. Il faut trouver une solution pour le réapprovisionner.

La caisse de solidarité est de nouveau sollicitée. Elle versera ce qu'il faut pour l'achat des médicaments, le paiement du transport en laissant quelques liquidités pour la famille. « *On ne sait pas où on va mais on y va* » observa un participant de la caisse, « *on n'a rien pour juger raisonnablement, à part le tableau de la situation fait par les gens. C'est pas évident. Peut-être que c'est une grosse bêtise, mais si l'on en croit ce triste tableau, ne rien faire est tout aussi problématique. En tout cas si l'on est engagé dans la solidarité directe, le risque aussi c'est de se faire bouffer* ». Quinze jours plus tard, la livraison de l'insuline avait eu lieu.

Pendant ce temps, différents médecins généralistes connus pour leur participation à des mouvements sociaux ont été sollicités pour assurer le suivi médical du papa. Aucun n'a donné suite, invoquant trop de charge de travail, le problème de la couverture maladie ou renvoyant aux responsabilités de la médecine publique.

La famille attendra plus d'un an avant que Médecin du Monde ne parvienne à déclencher un dispositif permettant l'hospitalisation nécessaire au transfert vers un protocole français ainsi que la prise en charge du traitement.

Trouver enfin une ressource alimentaire durable

Où la banlieue vient au secours des Rroms et où tombent des frontières imaginaires

Une nouvelle piste alimentaire fut suggérée par l'un des piliers de notre petit groupe informel du bistrot de la place des Terreaux. Il y avait deux épiceries sociales dans la banlieue qu'il lui semblait possible de mobiliser, l'une à Vaulx en Velin, l'autre à Vénissieux. Il se chargerait de parler à leurs initiateurs qu'il connaissait bien.

Ghani, le fondateur-animateur de l'épicerie-café social de Vénissieux répondit spontanément. *« Si on peut aider, pourquoi ne pas le faire ? hein ?! et puis les Roms ce sont les paumés de la terre, comme étaient nos parents dans les bidonvilles. Même ici à Vénissieux, ils ne sont pas trop bien reçus. Les gens ont la mémoire courte ».* *« C'est quoi les besoins, dis moi. On peut toujours s'organiser, ils sont combien ? Quels âges ? Ils mangent de tout ? ».* Tout s'enchaîna ensuite dans la semaine. L'épicerie sociale s'approvisionnait à la banque alimentaire et un autre réseau labellisé économique sociale et solidaire. Pour en bénéficier il faut en principe disposer d'une prescription comme pour les restos du cœur.

En plus des denrées provenant des sources d'approvisionnement solidaires officielles, l'équipe de l'épicerie-café social avaient constitué un vaste réseau de donateurs parmi les commerçants de la ville, les marchands du grand marché hebdomadaire, parfois des sociétés de distribution. De sorte qu'ils pouvaient étendre l'achalandage de produits dans l'épicerie, *« Il faut élargir l'offre, proposer des produits frais, de la viande et du poisson, des laitages, etc. c'est une question de respect non ? Les pauvres ont le droit de manger comme les autres ».*

Fort de cette capacité d'auto approvisionnement, Ghani avait fait le choix de servir aussi des populations hors dispositif, *« car c'est pas pour dire aux plus pauvres de retourner d'où ils viennent avec le ventre vide qu'on a fait tout ça »*

Ghani travaillait la journée sur des chantiers. Il était bénévole dans l'épicerie-café social qu'il gérât en fin d'après midi, le soir et les samedis. Le fonctionnement quotidien était assuré par des salariés et des bénévoles ou stagiaires qui avaient choisi ces stages par engagement. Pour démarrer, Ghani proposa d'approvisionner la famille en denrées de base tous les 15 jours ou plus fréquemment si nécessaire. Ce serait le vendredi soir, après son travail et après avoir procédé au tri hebdomadaire des produits de l'épicerie, en fonction des dates de péremption, de la fraîcheur des légumes etc. Certaines semaines, l'épicerie recevait plus de dons en produits périssables qu'ils ne pouvaient écouler auprès de la population inscrite à l'épicerie. *« On ne va pas jeter, ça fait mal au ventre, alors quand on a de gros arrivages, on essaie de*

prévenir des réseaux qui peuvent les distribuer à des familles. C'est pas toujours possible, mais on essaie »

C'est ainsi qu'il arriva avec son camion un vendredi soir devant la porte du Squat. Il était déjà 22 heures passé.

Mariana était inquiète. Lorsque nous lui avons expliqué comment cela allait se passer elle avait demandé « *C'est qui Ghani ?* » Nous lui avons expliqué qu'il habitait à Vénissieux où il tient une épicerie spéciale parce qu'il ya beaucoup de gens pauvres. Moins que la famille et les gens des campements, cependant : ils n'habitent pas dans des bidonvilles etc. A un moment comprenant qu'il y avait beaucoup d'arabes, elle interrogea, comme apeurée « *Mais Ghani c'est un Marocain ! Les Marocains c'est problème ! Toujours plein d'histoires avec les Marocains* » Elle raconta alors des interactions difficiles qu'elle avait vécues lors de sa première arrivée en France, la deuxième fois aussi. Avant cela, comme la plupart des Roms de Roumanie, elle n'avait jamais vu d'arabes et n'imaginait pas qu'il en existait. Depuis ces interactions difficiles, pour elle et sa famille, les arabes représentaient une menace. Mais Curieusement, elle n'attribuait pas cette qualification à B et M qu'elle avait connus par notre petit réseau et qu'elle côtoyait souvent en faisant la manche.

Tant qu'elle ne le vit pas, le fait que nous le présentions comme un ami et un homme généreux ne la rassura pas. Comme si, dans le Monde de Mariana, les personnes ne devenaient humaines, bonnes ou mauvaises, que dans l'expérience de leurs actes, les autres restant réduites à des figures spéculaires, soit comme simples inconnus, soit absorbées dans la catégorie du potentiellement mauvais du fait de leur apparence semblable celle de mauvaises rencontres, comme les « Marocains », ou bien du fait d'une similitude avec des « mauvais » évaluée au regard de leur attitude ou de leur comportement. Une catégorisation avant tout préventive en réalité. D'ailleurs Mariana avait le même rapport avec les agents des institutions. C'est à dire un rapport conjuguant deux dimensions : un rapport d'utilité, nécessité oblige, et un rapport d'évaluation des agents comme bonne personne ou comme mauvaise personne. Plus les interactions se rapprochaient du cœur du foyer ou d'elle-même, plus cette forme de catégorisation semblait s'exprimer vivement.

Mais dans ce genre de rapport, il me semble que l'inconnu n'est pas une terre vierge ni un brouillard qui confondrait les mauvaises et les bonnes personnes. Il est chargé d'une attente, celle de l'autre comme bonne personne qui se manifestera par son action au cours de circonstances imprévues, dans la banalité des activités quotidiennes. Où la qualification de

mauvais ne semble restreindre cette ouverture que comme dispositif préventif qui ne demande qu'à être infirmé.

Ghani descendit du camion et ouvrit les portes battantes à l'arrière. Mariana et Deasy regardèrent l'intérieur. Il y avait plusieurs caisses, cageots et cartons d'emballage semi fermés, à peine éclairés par le lampadaire de la rue. On voyait dépasser des queues de légumes. Les enfants n'avaient pu résister et avaient rejoint le camion. A la vue de ce trésor ils repartirent en courant appeler les autres plus âgés et les parents. Une sorte d'emballement joyeux pris alors la rue. On déballa le chargement, porta les caisses dans la maison avec force exclamations et rires. Ghani était rentré dans l'intérieur de la famille. Il y eut un silence gêné bientôt rompu par la Maman qui saisit Ghani dans une chaleureuse accolade en parlant d'une voix oscillant entre grave et aigu en langue rromanie. A son tour le Papa lui pris les mains et les serra longuement parlant avec un ton élogieux. Les enfants fouillaient les caisses sans écouter les plus grands qui tentaient de les en empêcher. Il y avait des bonbons. Mariana pris le bras de Ghani et le remercia chaleureusement. Celui-ci expliqua ce qu'il avait amené, disant que s'il y avait des choses en trop ils pourraient les donner. Puis il dit qu'il devait rentrer parce qu'il était tard. Nous partîmes ensemble. Une fois seuls, Ghani ajouta *« j'ai mis deux caisses de trucs qu'ils peuvent donner, mais ils peuvent aussi les vendre, moi ça ne me choque pas, ils ont besoin d'argent liquide »*.

Sa remarque n'était pas anodine. Le bruit s'était répandu que les Rroms revendaient les produits de l'aide humanitaire et se *faisaient de l'argent sur le dos de la solidarité*. Nous avions entendu cela de la part d'agents de l'Etat, d'élus, de responsables d'associations instituées de solidarité, qui dénonçaient ce « trafic » et préconisaient plus de rigueur dans les prescriptions de travailleurs sociaux et plus d'exigence de la part de la banque alimentaire vis-à-vis des organisations en charge de la distribution aux bénéficiaires. L'épicerie-café social animée par Ghani, comme celle de l'association AVEC à Vénissieux, qui laissait elle aussi la porte ouverte à de la solidarité sans prescription, était pointée du doigt par d'autres structures et institutions qui ajoutaient cela aux griefs qu'ils leur adressaient du fait de leur quasi-totale autonomie institutionnelle et financière.

Ghani qui avait bien perçu la situation de crise de la famille, continua ses livraisons sans nous. Il pensait cependant que le moment venu ce serait mieux qu'ils viennent eux-mêmes à l'épicerie. *« C'est mieux non ? Ils choisissent par eux-mêmes et ils paient, même si on peut*

s'arranger sur les prix. On doit essayer de faire qu'ils se sentent comme tout monde. Surtout avec la nourriture. C'est peut-être un des aspects les plus importants de la dignité »

Il manquait pour cela le fameux sésame, le document de prescription. Ghani aurait préféré que la famille soit inscrite officiellement. Le risque de donner accès à la nourriture sans prescription était de perdre l'agrément officiel et l'accès à la banque alimentaire. Mais on convint avec Mariana qu'elle pourrait tout de même y accéder en attendant l'obtention d'une prescription. Il fût décidé que la famille ferait un essai en se rendant à l'épicerie une première fois, Ghani et l'équipe étant prévenus avant pour que tout se passe normalement.

Ainsi fut fait. Mariana s'y rendit, accompagnée de Titi pour l'aider à porter les affaires. Comme toujours elle venait en éclaireur pour ouvrir la voie à la famille. Au-delà des interactions difficiles dans la salle d'attente, avec les femmes du quartier qui lui semblaient la regarder avec méfiance, tout se passa à peu près bien. Le seul problème était la distance et la succession de moyens de transport entre le squat et l'épicerie, insurmontable pour la Maman selon Mariana qui pensait qu'elle n'y viendrait pas deux fois. D'autant plus dans cette période où elle évitait de laisser son mari seul à la maison.

De temps à autre, lorsque l'opportunité le permettait, la famille pourrait accéder à un autre réseau à Villeurbanne, avec lequel notre petit groupe était en contact et qui était lui aussi approvisionné par des dons en nature des commerces et distributeurs de la région. Les excédents des livraisons à différentes épiceries sociales ou associations d'entraide de l'agglomération étaient parfois dirigés vers des réseaux secondaires de solidarité de quartier, dont l'un des points d'ancrage était situé dans un quartier populaire de Villeurbanne. Le plus souvent il s'agissait de lots contenant un type unique de produits parfois des conserves de tels ou tels aliments, d'autre fois des produits de cuisine, huile, vinaigre épices, etc. Le plus souvent des produits conservables.

Lorsqu'il arrivait qu'il y ait des lots de laitage ou autres produits périssables, le réseau secondaire était prévenu afin d'assurer la distribution immédiatement. Tout était déposé chez un correspondant du réseau dans le quartier où il était connu pour son engagement solidaire. Celui-ci informait alors un groupe d'habitants impliqués dans la vie du quartier, chacun se chargeant de redistribuer les produits aux *familles nécessiteuses* connues par relations de proximité. Ce pouvait être des familles installées depuis longtemps, des personnes âgées, un appartement ouvert par son propriétaire à l'accueil de familles de réfugiés, et parfois aussi des familles romes d'un campement situé à proximité avec lesquelles quelques habitants du quartier avaient noué des relations.

En réalité, le terme distribution est peu approprié. Car il s'agissait moins d'un point de distribution qu'une modalité particulière d'échange dans un réseau de sociabilités locales où une réciprocité collective attentive aux fragilités des autres s'était installée comme une trame de la convivialité locale, au-delà des crises et des tensions qui jalonnent la vie de quartier. On s'apportait des plats traditionnels, on se partageait des légumes donnés par un cousin agriculteur, des épices ou des gâteaux ramenés du bled. Le terme était utilisé par la plupart des gens, quel que soit leur attachement culturel d'origine. On se donnait aussi des coups de main pour déménager un meuble, faire les courses d'une personne âgée ou malade, pour des papiers administratifs ou pour des médiations avec les offices les bailleurs. Soit tout un ensemble de pratiques à faible densité, coordonnées de manière informelle, invisibles au regard du visiteur ou de l'administration des immeubles, mais qui donnent de la consistance à une localité vécue. Un puissant antidote au sentiment d'habiter un vide spéculaire qui guette les habitants des quartiers lorsqu'ils se retrouvent face à eux-mêmes.

Pendant que Ghani continuait ses livraisons, on décida de procéder au même essai avec l'épicerie sociale AVEC à Vaulx en Velin comme Mahmoud, son président, l'avait immédiatement proposé lorsqu'il avait été contacté.

Passeport pour la bouffe

Où l'accès au dispositif de solidarité alimentaire dépend d'un bout de papier inaccessible aux Rroms et où un agent transgresse les règles du métier et renverse la raison établie pour ouvrir la frontière.

Obtenir le sésame de la prescription restait une priorité pour permettre aux deux épiceries sociales d'opérer leur aide en conformité avec les règles d'usage qui leur étaient imposées.

C'est finalement une assistante sociale qui travaillait en appui de l'équipe médicale de Médecin du Monde, qui a fourni ce document.

C'est après plusieurs messages qu'un rendez-vous téléphonique avait pu être fixé avec elle. Nous avons convenu avec Mariana et sa famille qu'il serait préférable de ne pas prendre un rendez-vous en leur présence. Il s'agissait de libérer la demande du poids des relations passées. Celles-ci étaient jugées problématiques par la famille en raison du fait que plusieurs initiatives prises par MDM en leur faveur avaient échoué et que leur échec semblait leur être imputé par MDM.

Il s'agissait donc d'une médiation. Mais aussi d'une demande inhabituelle.

Le sujet était sensible. La rumeur sur l'existence d'un « trafic » de l'aide alimentaire organisé par des Rroms était relayée par des agents publics et des associations établies, ce qui pouvait être perçu comme une forme d'accréditation et susciter la méfiance de la part des « prescripteurs ». Le sujet était aussi délicat en raison du positionnement de cette assistante sociale dans le dispositif d'aide alimentaire.

Elle disposait du pouvoir de prescription parce qu'elle intervenait au nom d'une structure insérée dans le dispositif de prise en charge des gens de la rue. C'est la raison pour laquelle elle avait déjà mis en relation Mariana avec les restos du cœur, mais en même temps, c'était un cas d'urgence et qui de plus n'avait pas abouti.

La logique aurait voulu que la famille passe par une structure située à proximité de son lieu de résidence, si l'on peut dire. En effet, en principe, dans le dispositif d'aide alimentaire des personnes ou des familles, il y a une relation territoriale exclusive entre prescripteur et fournisseur d'aide directe, calquée sur la logique de l'organisation de la solidarité et de l'assistance en France. En revanche, le rapport de Médecin du Monde au territoire comme maille administrative est par nature extraterritorial. Son implantation procède d'une autre logique. Elle procède d'une approche stratégique visant l'accessibilité la plus facilitée possible et hors signalement dans les dispositifs institués, pour les gens de la rue qui se concentrent au centre ville quel que soit leur lieu d'hébergement ou de domiciliation.

Cependant, du point de vue de la profession, l'usage voudrait qu'elle prenne contact avec les structures destinataires de la prescription, ce qui est assez coûteux et impliquant, au sens où le travail social trouve généralement son accomplissement dans la stabilisation des mesures engagées, laquelle repose sur une certaine discipline attendue des bénéficiaires.

Le problème de notre côté était d'insister sur le fait que, le dispositif de prescription territorial était inaccessible aux populations rromes, à Lyon comme à Villeurbanne où était situé le Squat, nous nous efforcions de trouver une alternative pour la famille. Mais il fallait aussi faire comprendre que les conditions pour que la famille fréquente régulièrement les structures qui les aidaient à ce moment là n'étaient pas établies, ni dans le temps, ni même dans le choix des structures, qui pouvait évoluer en fonction des contraintes d'accessibilité ou autres et de la capacité d'autres structures plus accessibles à moduler leur prix pour des populations en situation de survie et/ou hors dispositif territorial de fait de leur situation juridique.

Il fallait donc retourner le problème. La question était plutôt de disposer d'une prescription permettant aux structures prêtes à les aider, de le faire en conformité avec leur accréditation dans le dispositif d'aide alimentaire.

Nous avons pris le parti d'aborder la question sous cet angle en expliquant exactement ce qui était en train de se mettre en place avec la famille et les deux épiceries sociales engagées.

L'assistante sociale de MDM comprit parfaitement la situation. Elle s'engagea à rédiger la fameuse prescription. Elle nous la déposerait dans une enveloppe à la permanence dès le lendemain pour que nous puissions la retirer selon nos disponibilités.

Le contenu du document, établi sur papier à entête de MDM, signé nominativement par l'assistante sociale et tamponné, était d'un genre tout à fait inhabituel en ce sens qu'il s'adressait à toute structure d'aide alimentaire à peu près en ces termes *« je vous prie de bien vouloir inscrire Mariana C et son mari Deasy C ainsi que la famille de ce dernier Mr C et Madame C et leur six enfants ... »*. C'était d'une certaine manière une adresse à quiconque, comme un laisser-passer.

« Un passeport pour la bouffe ? Incroyable ! » dira l'un de nos collègues. C'est ainsi que la famille avait pu disposer du précieux sésame.

Mais c'était sans compter les aléas de la précarité. Où le précieux document s'égara dans les tourments qui suivirent avant même qu'il ne soit photocopié et classé dans les registres administratifs des deux épiceries.

Ouvrir un nouveau squat dans un quartier

Ou comment l'histoire d'une famille Rrom mobilise une génération de jeunes adultes du quartier et ravive les troubles de la mémoire de l'immigration dans un quartier populaire, remettant en question des rapports intergénérationnels.

La recherche d'une solution de relogement urgente avait circulé dans les réseaux de quartier avec lesquels des liens avaient été établis lors des divers épisodes précédents. Le bruit avait circulé que des marchands issus des quartiers pouvaient avoir été impliqués dans l'incident avec Titi. C'était pour certains habitants que nous connaissions un signe parmi d'autres d'une dégradation profonde dans les marges de leurs mondes qui les affectait moralement. Comme ce militant associatif pour qui *« c'est le moment où l'opprimé perd toute dignité et s'allie avec celui qui le méprise le plus pour s'en prendre à plus faible que lui »*. Ou encore cet ingénieur

qui n'a jamais quitté le quartier qu'il habitait étudiant pour qui « *c'est un comportement de mafieux qui marquent leur territoire. Le racisme c'est pas seulement une question de race, c'est une façon de faire régner la peur. Ca ronge nos quartiers* ».

Ce qui choquait c'est à la fois le traitement infligé aux Rroms et l'opprobre que cela portait sur leur monde. Dans les quartiers populaires, en effet, rares sont les familles dans lesquelles il n'y a pas un père, un fils ou un cousin qui travaille sur les marchés.

Sans compter que le marché est en soi, quelque soient les milieux culturels qui cohabitent dans les quartiers, un haut lieu de sociabilité où la ville se montre généreuse de produits, de rencontres, de couleurs, de senteurs et même de spiritualité. Où la réalité concrète peut affleurer l'imaginaire. Où la dureté des affaires peut être source de prodigalité.

L'attaque du Squat quant à elle, au-delà de l'indignation morale, comme on le verra, annonçait le retour de sombres temps. Mémoire de guerre ou mémoire d'immigration, elle surgissait par la proximité même des faits, ravivant des conflits d'interprétation du monde occultés par les apparences d'un consensus forgé autour d'une communauté de destin dans l'immigration des quartiers. Laquelle est en réalité tiraillée entre une logique de repli communautaire et un attachement au projet d'une existence collective digne dans un monde libre.

En tout cas, c'est dans ce contexte de quartier populaire que l'idée de trouver un autre squat pour y reloger la famille avait trouvé son public. Au delà de la personne qui sut identifier une ancienne maison du quartier comme opportunité pour le projet de relogement de la famille, ce qui importe ici est que le projet d'en faire un squat pour une famille Rrom inconnue a tout de suite trouvé le soutien d'une partie de la génération des trentenaires.

La maison avait été l'annexe d'une structure d'animation sociale de la ville et était fermée depuis 8 ans. La fermeture avait été vécue par nombre de familles du quartier comme un abandon. Cela contribuait à donner du sens à l'idée de sa réaffectation temporaire à un usage social, plutôt que de la laisser se dégrader au fil des années.

Le bâtiment était un bien public, ce qui est important pour une ouverture de squat, tant sur le plan politique que juridique comme le montre l'expérience des mouvements de squatteurs. Non seulement dans ce genre de squat à portée symbolique, il y a toujours la visée d'une négociation pour une autorisation d'occupation temporaire, mais il y a aussi le fait que la législation et la jurisprudence sont plus clémentes quand il s'agit d'un bien public que lorsqu'il s'agit d'un bien privé.

Etant située à proximité immédiate d'une mosquée, le sentiment du recteur sur une telle éventualité avait été sondé. Il avait d'abord été informé du projet, indirectement sur le mode du « on dit que ». Puis il avait été interrogé par un autre biais, à peu près en ces termes : « tu as entendu parler d'un projet d'hébergement d'une famille dans la maison d'à côté ? ». Ni approbation ni rejet, sa réponse indiquait une indifférence sensible à la générosité de l'idée. On avait fait en sorte que cette idée soit répandue de sorte qu'il y ait parmi les gens qui fréquentent la mosquée des personnes informées capables de décoder ce qui se passait si certains venaient à s'inquiéter.

Une « mission d'inspection » des lieux fut organisée afin de vérifier la viabilité de la maison et à cette occasion pour la montrer aux adultes de la famille. Ils pourraient ainsi évaluer concrètement la possibilité d'y vivre.

Pour mener une telle inspection, il faut disposer de compétences ad'hoc. Deux choses sont essentielles : l'eau et l'électricité. On trouva donc quelqu'un de compétent en plomberie et sanitaire, et un électricien. Jugurtha était le plombier et Roger l'électricien.

L'inspection aurait lieu en fin de journée, une heure avant la tombée de la nuit. Les bâtiments d'en face étaient des murs aveugles sauf une maison inhabitée à cette époque. Le seul voisinage visuel direct était la mosquée.

A la date et à l'heure fixée, la famille rejoignit les lieux en se tenant à bonne distance, tandis que nous rejoignions Jugurtha et Roger devant la maison. Un groupe d'une dizaine de jeunes adultes du quartier s'étaient installés à discuter, répartis en deux groupes aux deux coins de rue alentours. Quelques signes suffirent à s'identifier réciproquement avant que nous nous dirigions vers la maison. C'était une bonne surprise. Nous ne nous attendions pas à une telle présence.

La porte n'était pas verrouillée. Nous n'étions pas les premiers à y pénétrer depuis la fermeture. Il y avait des traces d'occupation, bouteilles de bières, boîtes de conserves, nombreux mégots de cigarettes, couvertures en vrac. Elle avait servi de refuge pour quelqu'un en détresse, mais aussi de lieu de rendez-vous, pour des jeunes probablement. Différents stocks de matériels d'animation pour enfants y étaient entreposés et avaient commencé à se détériorer avec l'humidité. Les pièces étaient fortement encombrées mais on pouvait imaginer aisément leur potentialité une fois dégagées. Il y avait une cuisine, des sanitaires, 4 pièces avec portes coulissantes donnant sur le dehors dont un garage-atelier avec rideau de fer

ouvrant sur un grand jardin en friche avec un arbre fruitier. 70 ou 80 vélos y rouillaient dans les hautes herbes et les ronciers.

En première approche on pouvait en faire un petit paradis. Restait à voir l'eau et l'électricité.

On nous appelait dehors. Le Papa avait fait un malaise. Il lui fallait de l'eau. On se rendit à la mosquée voisine pour en demander. L'accueil y fut très aimable. Une fois réhydraté, on l'emmena un peu plus loin à un endroit où il pouvait s'asseoir sur le rebord d'un muret de jardin.

L'inspection pu reprendre. Roger inspecta l'ensemble du réseau électrique. Tout paraissait en bon état, mais le compteur et le tableau général avaient été démontés. Après avoir testé les câbles d'entrée avec un appareil de mesure, il confirma que l'électricité arrivait bien jusqu'à la maison. Restait l'eau. On descendit à la cave. La porte en fer était verrouillée. Avant toute initiative, il fallait faire visiter la maison à la famille.

Ils n'étaient pas rassurés du tout. La visite fut de très courte durée. Le bazar n'était pas un problème, ils en avait vu d'autres. Leur première impression était positive, mais l'inquiétude dominait. Une fois le tour d'horizon terminé, on les invita à retourner dans la rue et de prendre le temps d'y réfléchir.

La nuit était presque tombée et il fallait des lampes pour éclairer le renforcement où se trouvait la porte de la cave. Elle avait visiblement déjà été forcée. On jugea qu'on pouvait essayer de l'ouvrir en la faisant glisser de ses gonds, finissant ainsi le travail de précédents intrants.

Jugurtha sorti du matériel de son gros sac pour faire levier. La porte sortit de ses gonds rapidement. On la fit tourner autour du cadenas. Avant de rentrer dans la cave il rangea ses outils dans son sac et le remis sur son dos.

Tout le dispositif de chauffage avait été démonté, les tuyauteries sciées, de même que l'arrivée d'eau, coupée à ras le mur de béton. *« Ca va être difficile observa Jugurtha. La maison a été neutralisée. C'est vraiment pour être sûr que personne ne puisse l'utiliser. C'est dingue ça ! »*

Alors que nous remontions de la cave, un signal convenu signalait l'arrivée de la police à proximité. Cette éventualité avait été envisagée, le plus probable était que ce ne soit qu'une simple patrouille. Chacun appliqua toutefois sa part du scénario. Les jeunes hommes du groupe avec lesquels il n'y avait pas eu plus de préparation que de leur demander d'être là et

d'avertir s'il y avait un problème, allaient montrer dans ce moment un sens extraordinaire de la situation.

Deux d'entre eux éloignèrent un peu plus la famille. Nous n'étions plus que trois dans la maison. J'étais celui qui risquait le moins de conséquences négatives si le scénario tournait mal, les deux autres risquaient en effet de perdre leur licences professionnelles en cas de problèmes. Jugurtha et Roger sortirent rapidement en emportant leurs sacs. Une fois dehors, ils marchèrent à pas mesurés jusqu'au coin tandis que les jeunes avançaient spontanément en sens inverse. Je passais la porte au moment où la voiture de police passait le coin. Il aurait été imprudent de courir, je continuais d'un pas lent comme si de rien n'était.

Mais la police s'arrêta devant le portail et descendit prestement, m'encerclant aussitôt, sans ménagement.

Cinq policiers formaient l'escouade. Ce n'étaient pas des policiers en patrouille. Ils étaient en tenu d'intervention, gilet pare-balles, et lourdement armés. Le chef n'eut qu'à dire « Teddy tu restes ! » pour que les trois autres partent au pas de course pour rattraper Roger et Jugurtha. Ils se ravisèrent au bout de quelques pas, se trouvant tout à coup face à face avec un groupe d'une dizaine de jeunes hommes, calmes mais manifestement déterminés à ne pas s'écarter.

Le groupe des jeunes hommes s'immobilisa et tous firent mine de discuter tandis que les policiers rebroussaient chemin, deux d'entre eux restant devant la camionnette, l'autre rejoignant le chef qui m'avait entraîné à l'intérieur, pour lui faire son rapport. Celui-ci sortit regarder, renvoya l'homme dehors et fit à son tour son rapport au central par radio en sortant dans le jardin pour s'éloigner de moi. J'entendais des brides et je compris qu'ils avaient été appelés pour un cambriolage, que la situation était inhabituelle mais sous contrôle - il y avait deux groupes de jeunes sur zone, mais pas agressifs - un individu avait été appréhendé sortant de la maison, deux autres individus avaient été vus avec des sacs sur le dos en train de s'éloigner.

Après avoir inspecté la maison et le jardin en détail, le chef m'interrogea calmement. Je lui racontais l'objet précis de notre présence. Il voulait savoir qui étaient tous ces gens autour. Je lui expliquais que je ne les connaissais pas personnellement, qu'on fonctionnait en réseau, mais que lorsqu'on pénètre ainsi une maison il vaut mieux prévenir des personnes du quartier pour faire de la médiation au cas où des gens s'inquiéteraient. Qui étaient les deux personnes qu'ils avaient vu partir ? Je répondis peut être des membres du réseau mais que je n'avais pas vu ces deux hommes.

Il me dit alors qu'il comprenait qu'on fasse des actions comme celle-là, qu'il trouvait indigne la façon dont étaient traités les Rroms. Mais que lui et ses hommes faisaient leur boulot.

Il m'interrogea en détail sur l'opération. Qui avait ouvert la porte ? Est-ce qu'on avait pris ou cassé quelque chose ? Ses questions étaient précises, car il avait procédé à une inspection fouillée et avait pris des photos de supposées dégradations les plus flagrantes. C'est la porte de la cave qui pouvait peut-être poser le plus problème.

Lorsque nous avons rejoint la rue, on vit qu'il y avait effectivement maintenant deux groupes de jeunes hommes, le groupe initial qui s'était regroupé et agrandi de quelques personnes, et un autre qui s'était formé devant la porte du jardin de la mosquée. On m'avait assigné ma place près du véhicule, derrière le policier de faction.

Des deux groupes se détachèrent quelques personnes qui avancèrent vers nous à pas lents, décontractés, en parlant entre eux. Jugurtha s'était joint à eux, ainsi qu'un homme plus âgé que j'avais déjà vu dans le réseau d'entraide alimentaire. Arrivés à notre hauteur, ils engagèrent la conversation avec les policiers. La discussion se fit ouverte, revenant sur l'objet de notre action. Le ton était serein et les policiers se prirent au jeu. Le chef lui-même laissait paraître son embarras tout en rappelant en même temps le rôle de la police.

Alors que je m'étais approché pour faire savoir discrètement que la police avait été appelée pour cambriolage, le chef me renvoya prestement à ma place « *vous, vous restez là-bas ! Vous êtes appréhendé !* ». Je trouvais qu'il y avait dans cette scène quelque chose de la répétition d'une pièce de théâtre.

A la question de ce qui allait se passer maintenant ? Il répondit que ce n'était pas de son ressort. Il allait appeler sa hiérarchie.

Entre temps, la famille s'était rapprochée sur le trottoir d'en face. Les deux jeunes hommes restés avec elle avaient bien du mal à la tenir à distance. On se fit signe amicalement. Difficile de les rassurer sur mon sort sans pouvoir leur parler. Vu de là où ils étaient, ma position devait leur apparaître critique.

C'est alors qu'une autre scène se substitua à la première sans que personne ne s'y attende.

Un groupe d'hommes autour de 60 ans, vêtus d'habits de ville, peut-être au nombre de dix ou douze, sortit de la mosquée et se dirigea vers nous.

Jugurtha s'adressa à l'homme qui avait marché en tête du groupe, avec la force d'une colère froide qui médusa l'assemblée : « *c'est toi qui les a dénoncés ?! Alors que tu savais ce qu'ils venaient faire ?! Honte sur toi vieil homme ! Tu as trahi ta mémoire ! Tu nous a tous trahis !*

As-tu oublié comment on t'a traité quand tu es arrivé ici ? As-tu oublié les souffrances de tes frères, de ta femme, de tes fils ? Honte sur toi ! Tu n'es pas digne de ta croyance ! Tu as fait alliance avec les ombres ! Quitte ces lieux, homme sans honneur ! Ta présence nous salit ! » Il continua un moment en arabe. Tous les jeunes de « notre » groupe s'étaient maintenant agglutinés à ses côtés, et approuvaient par des mots que je ne comprenais pas. Mêlée à la colère, on ressentait aussi beaucoup de tristesse dans l'assemblée. Une partie des jeunes restés devant la porte de la mosquée s'était rapprochée de la scène, prenant part à la discussion qui suivit. Eux aussi paraissaient offusqués de la dénonciation. Certains anciens semblaient vouloir protester, mais leur voix était inaudible, bredouillante et bientôt tous se retirèrent en silence. Seul le désigné responsable s'était retourné deux ou trois fois en proférant des phrases qui me semblaient devoir être des anathèmes.

Les policiers étaient restés médusés. Personne ne s'intéressait plus à eux.

Quelques cinq minutes après, on vit arriver une grosse voiture noire. Quatre officiers de police en descendirent. Uniformes sombres, serrés au corps, gilet pare-balles à peine visible, pistolets à la ceinture et la morgue haute. Des Ninjas. L'ambiance avait radicalement changé. On me passa les menottes et on m'introduisit dans le véhicule de l'escouade d'intervention. Les officiers donnèrent l'ordre de relever l'identité des membres de la famille. Une partie des jeunes hommes s'écartèrent de quelques mètres. La tension était montée d'un cran. Les nouveaux venus refusaient de parler au groupe qui était resté. Lorsque le contrôle de la famille au central fut terminé ils parlèrent par radio à quelque supérieur. J'allais être déféré au commissariat central de Lyon pour flagrant délit de vol avec effraction.

Un dispositif de contrôle fut mis en place aux alentours du quartier. Roger, qui avait laissé sa voiture à 100 mètres du lieu des événements y avait déposé son sac d'électricien. En revenant la chercher une heure après, il fut pris dans le contrôle. Ses papiers de véhicule qui n'étaient pas en règle et autres griefs conduisirent à la saisie de sa voiture qu'il ne récupéra pas avant plusieurs semaines. Il fut, à notre connaissance, le seul à subir des dommages consécutifs à cet événement.

Au cœur du vortex

Le moment de la cellule. Où le passé et le présent des gens gardés à vue se confondent et s'intriquent dans une proximité faite de distances abyssales.

Pour moi ce fut la nuit classique du gardé à vue avant que le procureur ne statue sur la qualification des faits : cellule collective pendant des heures, interrogatoire par l'officier de police judiciaire, mise en cellule pour la nuit.

J'ai été libéré le lendemain matin, sanctionné par un simple rappel à la loi. Dans la notification du procureur, on pouvait lire le commentaire suivant: « *on ne met pas en prison des Robins des bois comme ce monsieur* ».

De ces étapes dans l'univers des commissariats et des cellules temporaires, deux aspects me semblent utiles à rapporter ici.

Le premier concerne le chef de l'équipe d'intervention. C'est lui qui a été assigné à mes transports, non seulement du lieu du « délit » vers le commissariat central, mais aussi, cinq heures plus tard, vers le commissariat de ville et la cellule de nuit. Durant toutes ces heures, le chef a dû attendre dans le service du commissariat central, assis sur une chaise dans le couloir à côté du poulailler, la cellule d'attente où l'on place les prises de la nuit avant qu'ils passent en interrogatoire. A chaque battement de la porte du couloir situé juste en face, on pouvait l'apercevoir à travers la grille de la cellule, assis la tête dans les mains les coudes appuyés sur les genoux, tournant machinalement les pages d'un magazine ou somnolant la tête appuyée au mur. Il était lui aussi en cellule, d'une certaine manière, sanctionné semble-t-il pour son humanité et son sens de la situation, la présence des jeunes hommes du quartier qu'il n'avait pas jugé dangereuse, sa disponibilité aux événements. Lors du transport vers la cellule de nuit, j'ai tenté de l'interroger indirectement en lui demandant si c'est toujours les policiers qui appréhendent un individu qui en ont ensuite la charge comme c'était le cas dans notre cas. Il me répondit ainsi : « *s'il vous plait, Monsieur, ne me posez pas de questions, je vois bien comment vous vous y prenez. Dites vous que je ne peux pas vous répondre* »

L'autre aspect qu'il me semble important de retenir ici concerne le moment du poulailler et des personnes que j'y ai côtoyées durant quelques heures.

Le lieu et la formule¹²⁰ avait dans ce moment quelque chose d'un film italien des années 60 tant les humains qui s'y trouvaient semblaient être entièrement absorbés par les figures qu'ils incarnaient. Une travestie à l'accent brésilien, un homme en costume de sortie, chemise déchirée et visage tuméfié, qui ne dira pas un seul mot, trois hommes assis côte à côte, deux autours de la trentaine, aux accents turc ou slave, un autre, la quarantaine passée, s'exprimant en français de quartier populaire, tous trois le regard fixe, absents. Et puis un homme plus âgé, la cinquantaine avancée, immobilisé par les menottes attachées aux pieds du banc

¹²⁰ Arthur Rimbaud. Vagabonds

métallique, de sorte qu'il ne pouvait ni se redresser, ni s'allonger, ni même appuyer ses coudes sur ses genoux. Son visage rentré dans les épaules était gonflé et les veines saillantes du fait de sa position. Un autre beaucoup plus jeune, mais le visage marqué, énervé, constamment en train de provoquer les gardiens. Et d'autres qui étaient amenés là pour un moment seulement. Chacun était indifférent à l'autre, sauf Gabriella la travestie qui seule avait un nom et n'arrêtait pas de parler et de se peaufiner, demandant l'avis des autres sur le résultat de son entreprise esthétique.

De toute évidence, selon ma perception du regard des autres, ma présence semblait décalée. Je me sentais décalé. Le plus jeune finit par m'interpeller « *ho ! toi, t'es là pour quoi ?* » Comme je ne répondais pas tout de suite, l'homme attaché bougonna, « *c'est pas des questions qu'on pose, ça* ». Tout semblait devoir en rester là mais quelques minutes après, le jeune aborda le sujet d'une autre manière « *moi j'me suis fait prendre en train d'acheter d'la beuh à la place. Le problème c'est qu'j'avais un calibre sur moi. Z'êtes pas obligés d'le dire mais moi ça m'intéresse de savoir, pour tout ça qu'on est. On s'connait pas. On s'verra plus jamais. Alors c'est quoi l problème !* »

La première à parler était la plus extravertie. « *Moi je suis une reine de la nuit. Ma vie c'est l'amour, les chéris ! Mais faut payer le train de vie, l'amour ça suffit pas, alors on fait son petit commerce, et ça plait pas à la police* ». Les trois hommes côte à côte parlèrent à leur tour, de la manière la plus concise « *moi c'est braquage* », le suivant « *vol* », le troisième « *j'ai rien fait* ». Silence amusé dans la cellule « *non c'est vrai ! j'ai rien fait, ils se pointent au quartier, j'me défile, y m'ratrape, j'me laisse pas faire, et me voilà ici* ». Puis le silence. L'homme attaché, juste à coté de moi, me touche du coude et me dit « *et toi c'est quoi ?* ». Obligé de répondre. « *flagrant délit de vol avec effraction* ». Ca ne sort pas bien du fond de ma gorge mais c'est dit. Puis l'homme attaché « *moi c'est pareil que l'autre, j'me laisse pas faire et voilà* ». Un moment de silence puis le plus jeune s'adresse à moi « *t'as pas la tête à ça, j'aurais jamais pensé ça* » Comme je ne dis rien l'attaché parle comme la première fois « *on a la tête qu'on a. Ca veut pas dire grand-chose* ». Après un moment de silence, malin, le jeune relance le jeu « *moi j'suis de Vaulx. Vous êtes d'où vous ?* ». Le tour reprend alors dans le même ordre « *Brésil, mon chéri, ça s'entend non ? Je fais ce qu'il faut pour cela* ». Les trois hommes « *Oullins, la Saulaie* », « *Villefranche* » « *Vénissieux, Armstrong* », moi « *Lyon 4* », l'attaché « *moi j'suis d'nul'part. J'ai quitté le quartier, j'fais ma vie, c'est tout, pas d'maison, pas d'famille, pas d'papperasse, pas d'patron, juste ma carte d'identité et mon véhicule* ».

« C'était où ton quartier ? » relance le jeune. « Armstrong comme l'autre ». Et l'autre de reprendre en s'adressant à moi. « Toi aussi t'as trainé à Armstrong, j't'ai vu, y a longtemps. T'habitais dans la tour 8, j'étais pas grand, mais j'm'en souviens. T'avais une BM, bleue clair, la classe, c'est pas vrai ? » « Si, c'est vrai, c'était un cabriolet coupé avec hard top, je l'avais acheté aux puces de Vaulx, 5000 balles de l'époque ». L'attaché : « c'était quand ? » moi : « 84 », l'attaché : « La fin d'la grande époque. Fini la grande bataille. Chacun sa p'tite asso ou son boulot d'animateur. Les lascars sont red'venus lascars : la rouille, le chichon, un p'tite affaire par-ci par-là, la misère et les poulagas. Chacun sa gueule en vérité. C'est là qu'j me suis cassé ».

Il racontera plus tard l'enchaînement qui l'avait conduit à cette cellule. Avec sa carte d'identité, sa voiture était son seul lien avec le monde de l'administration. « J'ai toujours été réglo avec les papiers de la caisse, carte grise, assurance, contrôle technique, pneus, phares, tout était bon. C'est mon passeport pour l'univers, ma caisse, je vais où j'veux, j'donne la main pour des chantiers, toujours au black, comme ça y a pas d'problèmes. Quand c'est fini j'me casse ailleurs. L'année passée, à Toulouse, à un contrôle, les flics ont confisqué mes papiers pour vérification qu'ils ont dit. J'y suis r'tourné vingt fois. Rien à faire, j'ai jamais pu les récupérer. Y m'ont laissé aucun reçu, rien. Hier les flics ont rien voulu entendre, ils m'ont traité comme un voleur, j'me suis pas laissé faire et ça a mal tourné. Lascar tu resteras lascar, c'est ça la loi sur cette putain d'planète ».

« On s'connait pas. On s'verra plus jamais. » avait dit le plus jeune comme une évidence. Pourtant la première assertion avait déjà été falsifiée. J'avais été reconnu. La seconde allait l'être à son tour.

Les retrouvailles avec la famille et les amis dès ma sortie furent un moment chaleureux. Tout allait bien, il n'y aurait pas de suite.

On allait maintenant pouvoir enfin essayer d'inscrire la famille à l'épicerie sociale de Vaulx en Velin ? Mahmoud avait dit que même sans papier de prescription il arrangerait le passage de la famille en prévenant les bénévoles. Ils avaient déjà fait ça à de nombreuses reprises. Mais la question ne se posait plus parce que nous avions le fameux papier. C'est à ce moment précis qu'on réalisa que personne ne savait où il était. On se l'était montré le jour où il avait été récupéré. Depuis, personne ne l'avait utilisé ni vu. On chercha partout, dans les sacs, les

portefeuilles, à mon bureau et chez moi, dans les sacs d'affaires de la famille, sous les lits, on demanda aux proches de notre petit réseau. Introuvable. Il faudrait tout recommencer. Ça allait être un peu difficile d'expliquer à l'assistante sociale de Médecin du Monde que depuis qu'elle l'avait rédigé, il n'avait toujours pas été utilisé.

On prévint Mahmoud et on fixa avec lui du jour où la famille allait se rendre pour la première fois à l'épicerie. A cette époque l'épicerie AVEC était encore une toute petite officine au bas d'un immeuble d'un quartier en retrait aux limites de la ZUP entre l'Ecole nationale de travaux publics et les tours du quartier de la Thibaude.

Il faisait une chaleur intense. Près de 50 personnes, principalement des femmes, attendaient patiemment leur tour pour entrer dans l'épicerie. Avec les enfants qui tournaient autour de leurs mères, ça devait faire 150 personnes ou plus. L'attente se faisait dans un mélange d'ordre structuré par la file et de chaos avec les gamins qui la brisaient sans arrêt.

Après que Mariana et Titi qui était venu l'aider eurent placé les produits dans de grands sacs, on commença à charger la moto d'un collègue, pour emporter les sacs qu'ils ne pourraient pas porter. Alors que nous étions accroupis pour vérifier les attaches des sacs, deux ados en trottinettes s'approchèrent, intéressés par notre bricolage et par la moto. Je ne voyais que leurs pieds sur les trottinettes. L'un deux, celui qui avait les plus grands pieds interrogea « *M'sieur, t'es sûr que ça va t'nir tout s'barda sur la bécane ?* » Ca me fit rire et j'étais surpris par sa voix plus grave que je n'aurais pensé. Je levais alors la tête pour le regarder. Avant que je n'ai pu dire quelque chose, stupéfait par ce que je découvrais, le gosse cria alentours « *Oh les gars, Oh les gars ! V'nez-voir ! On était en gard'ave ensemble, tu t'rappel pas M'sieur, l'aut'fois en gard'ave on s'est parlé, tu t'rappelles pas ?* » Je me rappelais parfaitement mais j'étais interloqué. Non seulement de se retrouver là, mais aussi d'avoir pu me tromper à ce point sur son âge dans la cellule. J'avais compris qu'il était mineur, car il n'arrêtait pas de dire au gardien « *tout'façon qu'est-ce que t'y peut, dans deux heures j'suis dehors* ». Je lui avais attribué autour de 17 ans.

On passa un moment à discuter. En réalité, il n'avait pas encore 16 ans. Il avait été libéré bien après moi « *ils ont fait traîner rien que pour me faire la leçon* ». Je lui demandais ce qui allait

se passer après, port d'arme et achat de drogue même douce, ce n'était pas rien. Il avait vu le juge pour enfant qui avait pris des mesures éducatives, mais ça ne s'était pas arrangé depuis. « *J'ai encore déconné. J'avais pas l'droit à une récidive. Alors je crois que ça va chauffer pour moi, j'ai mis le feu à un bâtiment d'une école là bas et j'me suis fait alpagner. J'vais chez l'juge bientôt. J'crois bien que j'vais avoir un enfermement à ce qu'on m'a dit* » ajoutant que c'était peut être temps qu'il se calme, mais que ça n'allait pas être facile. « *C'est plus fort que moi, j'fais que des conneries* ».

Je lui ai rappelé ce qu'il avait dit, qu'on ne se reverrait jamais. Il s'en souvenait et ça l'a fait réfléchir.

Ce qui l'intriguait le plus c'était de me trouver là « *comment t'as fait pour être libre ? T'avais une sale affaire sur l'dos non ?* » Je lui expliquai. Il me regardait en silence, pensif. Le lien avec le lieu où nous nous trouvions lui parut tout à coup évident. Il fit simplement « *Ah ! mince...* » en montrant l'épicerie du doigt. On s'est dit adieu et bonne chance, en se disant qu'on n'aimerait pas se retrouver en gard'ave.

Borderline.

Dans l'entre deux de l'assistance et du monde régulé par le droit commun, l'expérience du vortex.

La cellule était à ce moment de notre histoire commune avec cette famille, le cœur d'un vortex du bord, vers lequel le cours des événements traumatiques et la logique d'engagement *borderline* qu'ils avaient suscitée nous avaient conduit comme inexorablement.

Tourbillon cycloniques parmi toutes les espèces de turbulences de l'espace temps qui prennent forme de manière aléatoire dans les frottements des bords des mondes régulés, les vortex sont les torsions de l'espace temps où se libèrent les forces antagoniques dont l'équilibre complexe et dynamique assure en son centre la cohésion évolutive du monde commun.

Au cœur du vortex dans le moment de la cellule, s'étaient entrecroisées des histoires et des mémoires d'une façon qu'aucun d'entre nous, reliés par cet entrecroisement, n'aurait imaginée possible.

La propriété d'un vortex, est d'entraîner dans sa rotation spirale non seulement une distorsion des trajectoires du temps, de ramener des séquences du temps passé dans l'actualité, mais aussi de créer des proximités improbables qui peuvent être en même temps des distances abyssales. Par exemple lorsqu'on est au centre du vortex et que l'on aperçoit tout proche de soi, de l'autre côté de l'épicentre, un autre vers qui l'on voudrait tendre la main : impossible, tant la force giratoire centrifuge nous empêche de tendre le bras afin de se solidariser. Le vortex nous sépare et nous rapproche en même temps, emportés comme des fétus de paille par le courant de nos propres histoires. On ne peut parvenir à se toucher que lorsqu'on se trouve dans la même région du tourbillon, lorsque nos histoires se synchronisent approximativement. Lorsque nous sommes à portée de voix ou de main en un même sens gravitationnel et que l'action y est possible en raison de la synchronie temporaire, comme c'était le cas dans la cellule.

Relatant l'expérience imaginaire de Poe dans le célèbre « Descente dans un maelström », Jean-Clet Martin présente ainsi la manière dont il trouvera comment y échapper¹²¹:

[Poe découvre] que la mesure, la métrique, les nombres pour évaluer tout cela dépendent d'autres choses que des règles de la géométrie classique, à savoir de l'incurvation du plan, de la courbure de l'entonnoir et de la vitesse variable des flux induisant autant de déformations de l'espace. En faisant ces réflexions, le narrateur va comprendre qu'il peut se tirer de là, sautant vers des objets dont la trajectoire était susceptible de remonter le cours de la gravitation comme certains filets d'eau nappés de petits ballons rouges montrent les flux qui remontent le fleuve à contre courant. On passe ainsi d'une mathématique abstraite à une mathématique vitale, d'une géométrie immobile à une géométrie fluviale.

En réalité, tout ce qui a fait événement dans ce que nous avons relaté de l'histoire tourmentée de la famille procède du même ordre d'agencement improbable où aucune des interactions ne relève d'un ordre naturel des rôles et des missions des agents, qu'il s'agisse des participants au long cours de l'action - la famille, le petit groupe de la place qui a assuré les connections

¹²¹ Jean-Clet Martin, *Enfer de la philosophie* Editions Léo Scheer, 2012

entre les milieux et mobilisé des ressources matérielles - ou bien qu'il s'agisse des participants occasionnels - les agents des services ou des associations instituées, les anciens du quartier d'implantation du squat.

Mais ce qui m'est apparu le plus important dans cette expérience cruciale, c'est la faculté de mes compagnons à naviguer du centre du courant aux vortex des bords, reliant les histoires entre elles non seulement comme des chroniqueurs mais aussi parce qu'ils avaient trouvé la manière pour y placer les prises permettant à celui qui s'y trouve pris de les saisir comme point d'appui pour en sortir.

Ils apparaissaient aussi comme *des gens du bord*, attachés à construire leur milieu par ses bords, employés à créer du temps commun dans la dispersion des histoires. Leur travail social de production de solidarité alimentaire trouvait là tout son sens.

Les gens du bord ou l'invention d'une technologie sociale.

Par la pratique du bord, en tant que *gens du bord*, ils avaient acquis la capacité à rendre les frontières poreuses, les frontières intérieures à leurs mondes comme celles qui leur étaient imposées d'une manière ou d'une autre comme une restriction à leur pleine participation à la société.

Naviguer d'un vortex à l'autre et y placer des prises ne relevait pas de la magie, mais de l'invention d'une *technologie sociale* qui me semble porter les prémisses d'une écologie des pratiques conçue dans la confrontation avec les forces de fractionnement auxquels les milieux des quartiers populaires doivent quotidiennement faire face, plus que la plupart des milieux; et qui engendrent autant de frontières intérieures et extérieures bordées de leurs vortex.

C'est ainsi que la mobilisation des acteurs des épiceries sociales de Vaulx en Velin et de Vénissieux auprès des Rroms prend son sens comme contribution à une *économie des expédients* incluant l'étranger, le pauvre de l'*intérieur* comme de l'*extérieur*, dans le *plus grand cercles des effectifs* de Simmel, toujours en construction, comme une épreuve de vérité de l'existence parmi les autres. Car s'il est des milieux qui sont affectés par la précarité et la pauvreté, et en partie assignés à leur enclavement, ce sont bien les mondes de banlieue. En construisant cette *économie des expédients* inclusive, les acteurs engagés qui la concrétisent interpellent leur propre monde pour qu'il se fasse inclusif. En ce sens ils se font passeurs de frontières de l'altérité, que cette altérité soit celle du déviant, du pauvre ou de l'exclus économique parti à la dérive, où qu'elle soit l'altérité de l'étranger, celui qui vient d'ailleurs et ne parle pas la même langue. Cette pratique de la mémoire en actes est au cœur des enjeux de transformation de leur monde confronté, comme tout monde fragilisé, à une tendance au repli sur lui-même et à l'oubli, comme illusion d'un horizon de paix au prix de la perte de ses pauvres ou de l'acceptation de leur condition comme une fatalité.

C'est il me semble l'une des dimensions de la dramaturgie de la scène de confrontation entre les jeunes engagés dans le genre d'expédient consistant à ouvrir un squat pour y loger la famille rome, et les anciens, gardiens d'une *paix des semblables* qu'il jugent nécessaire à l'insertion dans le monde commun en conformité à des normes de paix civile.

L'expérience vécue de la discrimination et la mémoire de l'expérience des générations ascendantes, celles les *pionniers de l'immigration* selon le terme d'Ahmed Boubeker¹²² apparaît dans cette scène comme étant au fondement de l'engagement des plus jeunes à agir dans le monde commun, sans distinction d'appartenance à la localité, à une même communauté d'origine ou à tout autre distinction.

Leur pratique de *l'économie des expédients* se veut dans ce moment disponible à l'étranger vulnérable. Et c'est cette référence qu'invoque Jugurtha dans son adresse aux anciens. Mais en réalité cette adresse n'est pas seulement destinée aux anciens. Il s'agit d'une adresse à la société toute entière dans laquelle l'assistance à autrui prend son sens. Et c'est en tant que contribuant à son accomplissement qu'il s'exprime comme *passeur de mémoire vive*¹²³.

C'est ainsi qu'une lecture de cette interaction jeunes / anciens comme rapport spécifiquement interne à une communauté ou un monde ne me semble pas résumer sa charge de sens. Il serait sans doute dommageable de ne pas la resituer comme un événement conflictuel dans une histoire de relations intergénérationnelles où les conflits sont une des formes d'un dialogue toujours ouvert dans lequel il s'agit aussi de prendre en considération l'expérience, l'espérance, les peurs et les horizons d'attente qui animent les anciens comme les jeunes dans leur rapport à la société toute entière. D'ailleurs, comme me l'on rapporté différents participants du quartier, dans les mois qui suivirent, ces deux composantes des générations trouvèrent, sur le mode du malentendu, les chemins d'une certaine concorde permettant de renouer le dialogue sans qu'aucun n'ait eu à perdre la face.

Ainsi ces figures d'un milieu de quartier populaire n'en révéleraient-elle pas le centre. Elles ne pourraient en être extraites comme une image abstraite qui représenterait à la fois tous les ancrages, toutes les histoires et l'entreprise de tissage de la mémoire toujours remise en chantier par des *pratiques du bord* qui restaurent le lien social et travaille le façonnage d'un *milieu* dans sa multiplicité intriquée dans différents mondes sociaux qui participent du monde commun. En ce sens elles sont des figures que l'on peut considérer sous l'angle d'une écologie des pratiques au sens que lui donne Isabelle Stengers¹²⁴ : [Une] *écologie des*

¹²² Boubeker Ahmed. *Famille de l'intégration*. Stock. 1999

¹²³ Boubeker A. & Demanget M. & Paris H. *Passeurs de la mémoire vive. Acteurs, équipements, dispositifs et réseaux : du travail d'anamnèse en région lyonnaise*. Cité Publique. 2007

¹²⁴ Isabelle Stengers. *Notes pour une écologie des pratiques* Translator: Jean-François Caro License: CC-BY-SA Lang: fr Date: 2005

pratiques peut être un exemple de ce que Gilles Deleuze appelait « penser par le milieu », faisant ici référence autant au point médian qu'à l'environnement ou l'habitat. « Par ce qui est au milieu » peut renvoyer à l'absence de définitions fondatrices et d'horizon idéal. « Par le milieu environnant » signifierait que nulle théorie ne donne le pouvoir d'extraire quoi que ce soit du milieu qui le situe, c'est-à-dire de passer du particulier à quelque chose que nous serions capable de reconnaître et d'appréhender en dépit d'apparences particulières.

Dans l'article cité, « *Notes pour une écologie des pratiques* », elle faisait référence au *milieu* de la recherche en physique, dont le rapport au monde et à la vérité est bien différent de celui d'autres milieux. Elle soulignait que plutôt que de chercher à ajuster les rapports à la vérité et au monde entre les physiciens et d'autres domaines de pratiques dans la société, il était sans doute préférable de considérer qu'ils avaient besoin d'un *habitat* pour développer leurs pratiques. L'habitat dans cette acceptation, tel que je l'ai compris, n'est pas réduit à un lieu ou un territoire physique, des bâtiments où même à un écosystème matériel, humain et idéal comme les laboratoires analysés par Bruno Latour. L'habitat dont on parle se conçoit avant tout dans l'aménagement de la place qu'accorde la société à un milieu défini par ses pratiques, pour qu'il les développe comme un accomplissement. Ce qui suppose, il me semble, à la fois d'admettre une pluralité de conceptions de la vérité et du rapport au monde, portés par différents milieux, et d'accorder de la considération à cette liberté de pratiques en ce qu'elles contribuent au monde commun, de sorte que tous construisent ensemble la possibilité de leur habitat respectif.

Dans une telle écologie des pratiques, le bord n'est pas nécessairement vortex ou tourmente. *La paix des pratiques* est d'une certaine manière, la visée d'Isabelle Stenger, laquelle renvoie, me semble-t-il, à des réalités sociologiques observables, par exemple dans les milieux urbains, lorsque la ville se fait par elle-même, à l'abri, toujours relatif, des programmes et des injonctions. C'est-à-dire lorsqu'elle peut travailler ses bords, par exemple entre espace

Ce texte a été rédigé pour un symposium de l'ANU Humanities Research Center tenu au début du mois d'août 2003. Ces notes peuvent s'envisager comme un commentaire sur la proposition de Brian Massumi selon laquelle « *une écologie politique serait une technologie sociale d'appartenance posant la coexistence et le co-devenir comme étant l'habitat des pratiques.* »

Une première version de ce texte a paru dans *Cultural Studies Review*, vol. 11, n° 1, p. 183-196, 2005.

<https://gitlab.constantvzw.org/lgru/reader/blob/master/content/notes-pour-une-ecologie-des-pratiques.md>

résidentiel et espace public, dans l'espace public lui-même, dans le façonnage de la ville par ses gens engagés dans le cours de leurs activités, laissant place à une part de cosmopolitisme.

La *technologie sociale* des gens du bord évoquée ci-dessus, comme toute technologie qui ne s'est pas encore détachée de son monde d'émergence ne peut se résumer à des procédés techniques et des modèles reproductibles et inductifs. Elle met toujours en jeu les réserves de sens contradictoires et la confrontation des horizons d'attentes qui façonnent la mémoire plurielle des générations, les agencements locaux, les rapports de pouvoir. Toujours en formation, elle est toujours à la fois construction d'une raison pratique et travail collectif sur l'ordre symbolique dans lequel se loge le sens lorsque les procédés et modèles d'action collective finissent par organiser des usages¹²⁵. Et c'est dès lors en poursuivant la piste de cette *technologie sociale*, comme prémisse d'une écologie des pratiques d'un milieu toujours en travail sur lui-même dans son rapport au monde commun, que je propose d'explorer l'*activité de bord*, ses réalisations et les modes d'engagement de *gens du bord* des quartiers

¹²⁵ Je m'appuie ici sur la réflexion sur la dimension sociale de la technologie que j'ai engagée ces dernières années à travers la lecture d'auteurs d'horizon très différents tels que Mircea Eliade (*Le Sacré et le Profane*) par exemple lorsqu'il décrit que le paysan des mondes antiques en train de bêcher : Il *sait* ce qu'il est en train de faire du point de vue technique et agricole mais il *sait* aussi son activité est en même temps entièrement inscrite dans la ritualité de la régénération de la nature et de l'avènement cyclique de la purification dans la renaissance du Monde, et voit son outil comme un symbole de cette ritualité ; Bertrand Gilles (Les mécaniciens grecs) pour qui la technologie est une technique dotée d'une science de son objet et qu'il renvoie à la relation entre les mécaniciens et les architectes ou les mathématiciens indissociables des rapports que ces derniers entretiennent avec les élites du pouvoir politique et militaire ; Conner Clifford D. *Histoire populaire des sciences*. Points. 2005 montre combien la science positive s'est approprié le savoir technique émergeant de la science populaire du procédé, pour l'en dépouiller ; ou bien encore les ingénieurs anglais du début de l'ère industrielle Nicholson. Le mécanicien Anglais (traduction). L.Fantin. 1842 lorsque cet auteur décrit comment l'organisation spontanée du travail est la source d'une inventivité technique que s'approprient les inventeurs pour les travailler en laboratoire (et souvent sur les lieux même du travail) dans une économie du brevet naissante, pour en faire des procédés distribuables et capables d'action performative en retour sur les pratiques sociales du travail ainsi non seulement écartées mais aussi conditionnées, incorporés comme objet d'expérience pour la recherche de performativité productive.

Je ne fais pas ici une lecture manichéenne où une science émanant du social s'opposerait toujours à la science positive supposée toujours du côté du pouvoir ou de l'intérêt, pour contrôler le rapport entre d'un côté un savoir sur le faire et ses objets, savoir indépendant de ce faire et de ses objets, et d'autre part la technique comme procédé pour faire,

Je pense plutôt que ce rapport savoir social/ savoir positif renvoie à un rapport historique entre immanence et transcendance, l'histoire étant toujours en train de faire aussi dans les innovations technologiques que suscite toujours la symbolisation des pratiques en ce sens qu'elle crée un entre deux réflexif, espace d'altérité en soi, étendu aux objets et procédés, dans lequel on peut se regarder en train de faire et considérer les objets du faire comme une altérité radicale en même temps qu'ils sont indissociables de notre rapport au monde et en ce sens n'ont d'existence que relationnelle. C'est dans cet entre-deux que la technologie peut plus ou moins s'affranchir de ses sphères de savoir originelles et à son tour exercer un pouvoir organisateur des pratiques.

populaires de banlieue, en tentant de les resituer dans leur histoire, en lien avec l'histoire des luttes de l'immigration maghrébine post coloniale.

Partie 3 - De l'économie des expédients comme travail de consolidation des Mondes des Quartiers populaires

Chapitre 1 - L'épicerie sociale AVEC à Vaulx en Velin

Il a fallu plusieurs années de travail à l'équipe de l'association AVEC où s'était approvisionnée la famille Rome, et au noyau de contributeurs bénévoles, principalement des femmes, impliqués dans les tâches de collecte, d'administration de tri, d'accueil ... pour parvenir à édifier leur projet de créer un complexe d'activités dans lequel l'assistance alimentaire prendrait place ouvertement dans la cité tout en contournant ses effets stigmatisants. Au début, l'épicerie était un tout petit local, mais la demande a vite dépassé sa capacité. Les familles venaient de toute la ZUP et les queues s'allongeaient indéfiniment. Un second local fut bientôt ouvert dans un autre quartier de la ZUP. Mais tant sur le plan logistique (assurer l'approvisionnement, le tri, l'achalandage, la réfrigération...) que sur le plan des conditions d'accueil, ce dispositif ne répondait ni aux besoins ni aux visées de l'équipe de l'association.

Il fallait trouver un fonctionnement qui supprimerait l'épreuve de la queue. Débordant sur la rue, ici en plein milieu des tours du quartier, la queue est peut-être l'un des pires procédés d'exposition des pauvres au regard des autres, épreuve de la honte et du stigmate de la dépendance et de l'impuissance à tenir son rôle dans la société. Epreuve aussi pour les habitants des quartiers confrontés à la menace que cela leur arrive aussi, qui en craignent l'infamie, et pour cela sont heurtés par l'exposition de la misère et préféreraient la tenir à distance. L'équipe d'AVEC voulait aussi à tout prix éviter que s'établisse le type de relation de dépendance morale et notabiliaire qu'engendre ce mode de distribution du secours.

Il s'agissait ainsi de trouver une alternative à la désocialisation qu'engendre non seulement la mise en visibilité de la pauvreté et de la dépendance manifestée dans les files d'attente mais aussi l'exclusivité de l'aide alimentaire, son extraction hors des pratiques citadines anonymes propres à la chalandise et à ses agencements spontanés dans les rythmes quotidiens.

L'engagement dans ce projet relevait du mythe de Sisyphe. Il fallait chaque mois augmenter la capacité d'approvisionnement, de stockage et de distribution pour répondre à une demande sociale qui n'a cessé de s'accroître au cours des 10 dernières années, la pauvreté touchant de plus en plus de ménages dont les parents aussi sont des travailleurs pauvres, travailleurs qui chôment parfois et chômeurs qui travaillent parfois, et non plus seulement des décrochés de l'économie de marché.

Paradoxalement c'est cette pression ininterrompue de la demande et des épreuves de la pratique qui a conduit à un renversement de perspective. Ouvrir d'autres locaux et renforcer la

logistique d'approvisionnement et de stockage ? Le projet allait perdre son sens et il n'était de plus pas sûr que d'ouvrir de nouveaux points de distribution résoudrait les problèmes posés dans la pratique. Il fallait repenser le projet à partir de ces problèmes.

Le projet de la nouvelle épicerie était en voie de réalisation lorsque Mariana et sa famille s'y étaient rendues. Ce n'est que quelques mois après qu'il vit le jour, lorsqu'un local fut trouvé, un ancien atelier industriel de plus de 3000 m² utiles, sur deux niveaux, à proximité de quartiers d'habitat et inséré dans une zone d'activité en cours de revitalisation. De quoi aménager un espace multi-activités et de services autour de l'épicerie sociale proprement dite ainsi désenclavée et laissant place à des modes de fréquentation aussi peu stigmatisants que possible.

La nouvelle épicerie sociale, si l'on peut encore l'appeler comme ça, est conçue comme un lieu inséré dans la ville où en même temps qu'on y accède à des ressources alimentaires vitales, la configuration et la fréquentation diversifiée du lieu préserve l'anonymat et permet aux usagers de pratiquer d'autres activités en se mêlant à d'autres personnes sans distinction de statut ou de milieu : des pratiques du corps et de l'esprit, pour les hommes et les femmes, à travers des ateliers collectifs de danse, de sport en salle, de musique, de sorties familiales, ... Autant de moments de pratiques collectives aux motifs variés où peuvent se nouer, dans la préparation comme dans la pratique elle-même, des relations qui forment dès lors l'arrière plan d'usages individuels, affinitaires ou familiaux des lieux. Ainsi se construit un mode non contrôlé de relation d'usage et de participation qui offre un étayage discret à de possibles moments de travail individuel sur l'estime de soi, le design vestimentaire ou l'esthétique dans des espaces aménagés à cet effet. A des relations d'aide aussi, impliquant des participants rencontrés dans le lieu et avec le dispositif territorial d'action sociale, car si les travailleurs sociaux n'interviennent pas dans ce lieu, il n'est pas rare que des usagers qui les connaissent opèrent des médiations entre eux et des personnes ou des familles en difficulté.

Le lieu présente ainsi l'avantage de naturaliser une variété de demandes sociales sans verser dans les travers consuméristes ou marchands ni dans la prescription. Les pratiques individuelles et collectives peuvent se socialiser par elles-mêmes en même temps que les règles d'usage autoproduites, dans le prolongement de l'espace public, régulent les tyrannies de la proximité et du stigmate associées à la condition du pauvre. En ce sens ce lieu diffère radicalement de ce que l'on peut trouver dans des espaces communautaires qui surveillent et

exercent une emprise sur les personnalités¹²⁶, comme il diffère de dispositifs publics individualisant où la conjugaison du travail de l'estime de soi avec l'accès à des ressources pécuniaires alimentaires, ou à des dispositifs de formation ou d'aide à la recherche d'emploi, apparaissent souvent comme un moyen des institutions pour agir sur *autrui obligé*, c'est-à-dire obligé de consentir aux prescriptions qui lui sont faites.

Dépasser la fabrique du stigmaté qu'entraîne l'orchestration de la dépendance du pauvre est le but que se donne le projet AVEC. « *Question de dignité* » dira Mahmoud, « *Mais on n'avait pas imaginé l'impact de cette nouvelle organisation. A la danse par exemple ; l'animatrice est une femme brésilienne, c'est une professionnelle et elle les emmène loin. Quand il y a une nouvelle qui garde ses habits et son voile, elle ne dit jamais un mot la dessus, elle est clean. Mais il ne faut pas longtemps pour que la nouvelle tombe le masque et se mette en jogging et enlève parfois même le voile dans les salles. Tu vois ces femmes, elles sont entre elles, et ça leur fait du bien. Il y a même quelques jeunes femmes qui venaient au début avec leurs grandes robes, tu sais, celles qui cachent tout le corps. Certaines d'entre-elles arrivent maintenant toujours avec leur voile, mais en jogging-baskettes, avec un petit sac de sport dans lequel il y a juste ce qu'il faut pour la douche, comme les hommes qui vont à la salle de muscu* ».

C'est ainsi que le lieu tente peu à peu de s'inscrire dans la ville, dans la continuité des parcours et des pratiques vernaculaires, sur le double régime de la libre association et de *l'inconnu familier*. Un lieu appropriable aussi pour les ritualités familiales et associatives, pour des fêtes, des mariages, des assemblées.

Lieu sans discours mobilisateur où les histoires de vie empêtrées dans un vortex peuvent s'entremêler à d'autres histoires et échapper à la force d'attraction de la désespérance et de l'isolement. Lieu où s'articulent de multiples liens d'entre-aide sans nul besoin d'un management ou d'une administration. Un des rares lieux dans toute l'agglomération lyonnaise qui, avec l'épicerie sociale indépendante de Vénissieux, accueille des familles romes et

¹²⁶ Comme par exemple, à Vaulx en Velin l'Oasis d'amour, espace multi-activité et d'aide alimentaire aux pratiques controversées qui s'affiche d'obédience Évangéliste.

Si l'emprise exercée par une pratique de l'aide jugée sectaire a fait l'objet de dénonciation publique et d'une enquête par la Mivilude (*), la critique de ses pratiques a aussi alimenté une tendance à la suspicion de communautarisme d'une part des acteurs publics de l'insertion et de l'action sociale à l'encontre du projet de l'association AVEC taxée de mobiliser exclusivement les milieux musulmans et de contribuer au repli communautaire des mondes immigrés de la banlieue.

(*) La Mivilude « *observe et analyse le phénomène sectaire, coordonne l'action préventive et répressive des pouvoirs publics à l'encontre des dérives sectaires, et informe le public sur les risques et les dangers auxquels il est exposé* » Cf. le site <https://www.derives-sectes.gouv.fr/>

autres populations sans droit ni titre dans les services sociaux en l'attente de la régularisation de leur inscription dans les cadres réglementés de l'assistance.

Mahmoud n'est pas un acteur de la nouvelle économie sociale et solidaire qui embrasserait cette économie comme modèle alternatif à travers des pratiques indexées à un discours sur la transition citoyenne, sur l'action collaborative ou sur le consentement contributif, tout en produisant des ingénieries de projet entièrement centrées sur la satisfaction des critères de réussite des porteurs de projet ou des acteurs institutionnels qui les promeuvent, souvent sans tenir compte des réalités sociales dans lesquelles ils déploient leur activité.

De l'économie sociale de la misère comme marché

Il ne s'inscrit pas non plus dans la lignée des épiceries sociales et des lieux de solidarité qui sont apparus dans certains quartiers de l'agglomération, à l'initiative des offices HLM, des acteurs de la politique de la ville ou des CCAS (Conseil Communal d'action sociale), calquées sur un modèle de réseau comme un simulacre d'une enseigne « boutiques solidaires », installées et subventionnées localement en dehors de toute règle de marché public ou de concertation avec les habitants. Ainsi l'exemple de l'épicerie du quartier des Buers à Villeurbanne qui vendait des paniers quotidiens d'assortiments de légumes et produits frais « issus de circuits courts » à des prix hors de portée du pouvoir d'achat des ménages du quartier. L'adéquation à la demande n'était pas le problème pour les initiateurs institutionnels de ces *projets* hors sol. Il s'agissait tout autant d'inscrire dans des programmes de subventions les « bonnes pratiques » relayées par la communauté d'agglomération, les services de l'Etat et certaines Municipalités, que de prétendre à changer les manières de faire des habitants en chargeant les produits distribués d'un discours sur le « souci de sa santé » via une « alimentation saine » alternative à la « malbouffe » celle-ci étant présentée à la fois comme une prédation du marché et comme résultant des mauvaises pratiques alimentaires des ménages et des générations.

Mahmoud n'est pas non plus un militant en rupture avec les institutions du travail social, qui prétendrait proposer une solution alternative. C'est au contraire dans le prolongement toujours actualisé d'un engagement de longue date dans l'action associative locale, notamment comme président du centre social de la Grapinière, haut lieu de la cité vaudoise, qu'il s'est engagé dans l'initiative AVEC pour proposer des solutions non charitables à des besoins impossibles à satisfaire dans les cadres institutionnels du travail social et de l'animation de proximité. La

démarche est radicalement citoyenne, pour reprendre le vocabulaire en vigueur depuis quelques années pour caractériser les formes d'engagement solidaire alternatives. Mais ici l'alternative procède plus d'une émergence de la société civile au sens de Gramsci, en lutte contre une hégémonie substitutive établie par l'instrumentalisation opératoire et idéologique de nouvelles formes du marché de la pauvreté qui se déploient dans la banlieue avec le support des pouvoirs publics qui aménagent ainsi les marges des droits économiques et sociaux.

Vaulx en Velin en tant que banlieue désindustrialisée, pauvre par ses gens et en même temps riche en locaux d'activité en jachères, est en effet un territoire d'implantation pour des formes avancées de la nouvelle *économie sociale* de la pauvreté. Celle-ci combine d'une part, les cadres les plus institutionnalisés de l'action sociale civile (association caritative des confréries religieuses notamment), d'autre part, un pragmatisme de marché et, enfin, une fonction exécutive de dispositifs publics de « gestion » de marges des statuts et des droits sociaux via des emplois aidés attribués à des personnes ciblées par les dispositifs d'insertion¹²⁷. L'unité de recyclage de l'Armée du Salut est un exemple remarquable de la mise en œuvre conjuguée de ces trois niveaux. Positionnée sur le marché du recyclage et de valorisation de matériels et produits obsolètes, elle emploie pour la réalisation de ses activités une vingtaine de personnes sous statut d'*emploi aidé ou d'insertion*. Une part des objets retraités est mise en vente à bas prix dans un magasin destiné aux vaudais, sans conditions de ressources et sans obligation de prescription, mais avec des produits, qui bien que restaurés, restent des produits déclassés en tant que tels bien que certains puisse passer pour « vintage », mais déclassés aussi par le marquage du lieu, un bâtiment d'usine éloigné des zones d'habitat et de chalandise. Cependant ce « magasin » n'est que la façade locale de l'activité. Le véritable cœur de métier, si l'on peut dire est ailleurs. Le principal support productif du *travail d'insertion* provient d'une économie du tri et du recyclage de matériels périmés, dont une partie peut être l'objet d'une forte valeur ajoutée pour certains opérateurs du marché. C'est le cas de matériaux électroniques, métaux précieux ou composants rares qui peuvent être extraits par une

¹²⁷ Si elles s'apparentent aux Entreprises d'Insertion et autres « structures d'insertion par l'économie » inscrites dans les dispositifs publics d'insertion, ces structures s'en distinguent par le fait qu'elle ne sont pas des projets économiques en soi mais sont plutôt des extensions hybrides d'une ancienne pratique propre aux milieux caritatifs, comme Emmaüs, les petits frères de pauvres par exemple : la récupération, la restauration et la vente de meubles, appareil ménagers etc.. ; le travail de tri, de restauration et de gestion des espaces de revente étant réalisé par les résidents d'espaces d'hébergement ou de communauté (Emmaüs) , où les formes de vie collective proposées sont conçues comme moment de restauration dans un parcours qui vise à plus ou moins long terme la réinsertion sociale.

prestation de tri. « *Une fois triés, les matériaux précieux sont récupérés par les donateurs qui ont confié la prestation de tri. Ils sont ensuite revendus au prix fort par des filiales ou des opérateurs affidés des entreprises donatrices*¹²⁸. *L'unité de tri n'est pas habilitée à les vendre elle-même* » explique K., ancien salarié de l'équipe d'encadrement de cette unité de recyclage. Certaines de ces entreprises se targuent d'être des entreprises citoyennes ou valorisent leur engagement dans les cercles d'influence des milieux bourgeois ou d'affaires lyonnais.¹²⁹ Une autre source d'activité est la production de services à façon en couture, blanchisserie et repassage pour des clientèles parapubliques ou privées. Pour réaliser cette offre de services, l'équipement en machines à laver, fer à repasser et machines à coudre est fourni par une grande marque d'électroménager qui teste ainsi ses prototypes. Enfin, l'Etat lui-même est un fournisseur de commandes important, via l'attribution à cette unité de production la tâche d'entretenir ou de réhabiliter des lots de logements réservés à l'hébergement transitoire de ménages pris en charge par divers dispositifs d'urgence sociale (populations migrantes ou pauvres).

« *Ingénierie intelligente* » valorisée par les milieux décisionnaires et les institutions caritatives parce qu'elle implique les milieux économiques dans la solidarité lyonnaise et qu'elle contribue à une *valorisation des gaspillages* du marché, elle s'établit comme hors lieu dans le hors lieu de la banlieue, sans aucun lien avec les acteurs ni les populations de la commune. Celle-ci n'est ici qu'un territoire d'opportunité, le prix de location des bâtiments industriels et entrepôts nécessaires à cette activité y étant peu élevé et la pauvreté y étant considérée comme

¹²⁸ En réalité dans de nombreux cas, le terme don n'est sans doute pas le plus approprié, car donner à des entreprises subventionnées pour l'insertion contribue à réduire les coûts pour les entreprises donneuses. Il faudrait chiffrer comme le font d'ailleurs avec une transparence déroutante certaines grandes surface alimentaires : Voir par exemple le bilan 2018 de la campagne de retraitement des déchets par les magasins *Intermarché* en Bretagne. Ainsi souligne cette enseigne dans un document de communication interne et externe, « *la mobilisation des équipes de l'Intermarché de Pleurtuit a porté ses fruits avec une augmentation très significative du pourcentage de valorisation des déchets* » qui a permis de multiplier par trois les dons par rapport à l'année précédente, ceux-ci passant de 10 tonnes à 30 tonnes.

« *La réussite de l'opération a été favorisée par la signature de partenariats avec deux entreprises spécialisées dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. La première Zéro gâchis contribue à optimiser la vente des produits à date courte tandis que [la seconde, Phenix,] facilite la mise en relation avec des associations caritatives pour doper les dons alimentaires. Les dons effectués par le magasin ont plus que doublé (24 T contre 10 T en 2016). Un nouveau partenariat prometteur vient aussi d'être signé avec le CAT de Dinard qui récupère les fruits et légumes abîmés du magasin pour les réintégrer dans la préparation des repas au sein de la cantine d'insertion pour personnes handicapées.* »

<https://www.ecoactions-gms-bretagne.ademe.fr/Data/ElFinder/s45/Fiches-EAS-2018-Intermarche-Pleurtuit-v3.pdf>

¹²⁹ L'influence politique de ces milieux reste en effet significative dans ce genre de ville dont la façade de modernité ne parvient pas à cacher le conservatisme de réseaux qui fonctionnent en cooptation, entre héritages familiaux, business et persistance d'arrangement dans la rivalité laïcs/catholiques/protestants

endémique par ces acteurs de l'insertion, tandis que le classement du territoire en périmètre prioritaire dans la politique de la ville permet de recourir à des aides publiques inaccessibles ailleurs, ce type d'affaire entrant de ce fait dans le bilan de l'action publique prioritaire.

Ainsi apparaissent différents modèles « *innovants* » d'économie¹³⁰ de l'assistance civile par l'accession facilitée à des produits de première nécessité, alimentaires en particulier. Mais si ces modèles de *prodigalité sociale* ont en commun d'être greffés sur les marges du marché (recyclage, récupération avant date de péremption, tri), ils diffèrent dans la perspective d'ancrage dans la cité et à Vaulx en Velin. Parmi ces modèles, seul celui de l'« épicerie AVEC » semble devoir donner une chance au projet de faire de la solidarité un moment de la ville où l'on *compte avec les pauvres*, selon les termes de Hopper cité plus haut, pour construire un vivre ensemble ordinaire non stigmatisant, voire émancipateur.

AVEC, carrefour des engagements militants et des pratiques ordinaires de la ville

Cependant l'ingénierie de montage du projet de l'épicerie AVEC ne suffit pas à décrire son importance dans la socialisation des conditions d'existences des marges économiques et sociales des milieux les plus vulnérables de la ville. Pour en prendre la mesure il faut considérer ce montage dans sa capacité à articuler des dynamiques et des publics et des

¹³⁰ On peut en distinguer trois modèles types

Un premier modèle marchand à des prix proches du marché bien que subventionnés pour compenser la rareté de la clientèle, distribue moins des produits que des *formats* à l'image d'une enseigne commerciale, la sélection à priori des produits et leur packaging *écologique naturel* constituant un message de *bonnes pratiques*. Le mode de chalandise convivial proposé par des jeunes animateurs des épiceries, plus ou moins convaincus du bien fondé de cette manière de changer les pratiques de soi et de consommation, est justifié par les commanditaires parapublics ou publics comme une action solidaire *innovante* du fait même qu'elle se veut une alternative au marché de la malbouffe, au consumérisme des marques et qu'elle s'implante au cœur même des mondes déshérités condamnés au bas de gamme et réputés consommateurs insatiables et peu précautionneux.

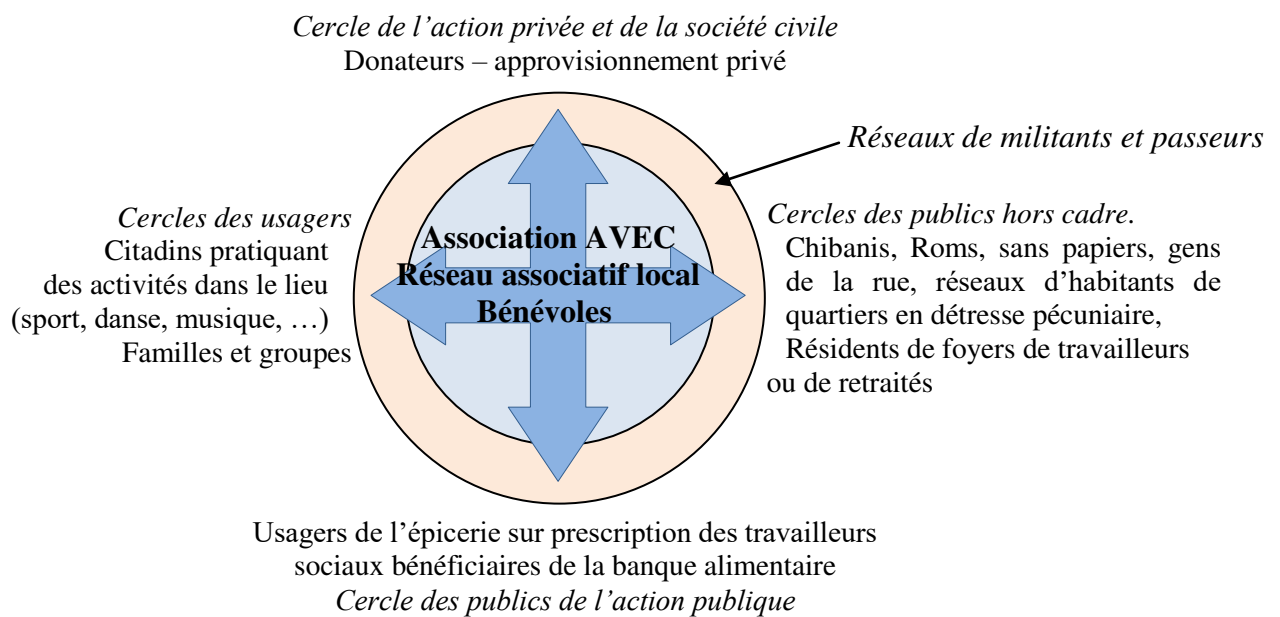
Un second modèle, celui des centres de recyclage, gérés par des institutions caritatives ou de solidarité sociale ayant pignon sur rue, relève des programmes publics de réinsertion par l'intégration temporaire dans un modèle d'activité productive « à part », hors des statuts de plein droit du travail salariés, mais néanmoins calqué sur l'appareil productif et encastré dans les filières de son économie du recyclage sans que les « bénéficiaires » en obtiennent rétribution.

Enfin, un troisième combinant aide publique (*produits de la banque alimentaire*) dons privés en nature (*denrées alimentaires, matériel, équipement*), bénévolat, cotisations et produits de vente, vise à construire, dans la saisie du flux hypertendu des excédents du marché *avant date de péremption*, l'autonomie économique et sociale d'une solidarité alimentaire et sociale locale inscrite dans les usages ordinaires de la ville, sans exigence a priori de réciprocité ni de contrat.

dynamiques sociales habituellement disjointes. Pour schématiser, on peut considérer deux dimensions orthogonales par lesquelles AVEC opère des rapprochements inhabituels.

La première de ces deux dimensions articule d'une part, le dispositif institutionnel de l'aide alimentaire et du travail social institués, via la banque alimentaire et le dispositif de prescription des travailleurs sociaux et, d'autre part, un réseau de donateurs et de collecte, des bénévoles et de militants ou structures associatives qui portent le projet du lieu multi-activités. Soit une sorte de symbiose entre un dispositif public relativement normé et un dispositif associatif qui aurait tout à fait pu exister de façon autonome. Si la coexistence de ces deux sphères de ressources est relativement classique dans les projets assistantiels, ce sont les motifs qui ont conduit à sa réalisation qui importent ici. En réalité, la question s'est posée à l'association d'autonomiser complètement le projet en quittant la banque alimentaire. Mais AVEC aurait tendanciellement dû évoluer vers l'une ou l'autre des deux formes suivantes : la forme d'une réponse communautaire, ou la forme d'une initiative économique privée purement commerciale quand bien même elle aurait adopté une forme associative ou coopérative. Dans les deux cas, pour l'association AVEC, c'était sortir du champ de l'action publique, et cette sortie aurait eu pour conséquence d'établir une césure pratique et symbolique ayant pour conséquence le renoncement à agir en tant que collectif de citoyens engagés dans la transformation de l'assistance en politique publique inclusive. De plus, cela aurait privé les usagers de droits qui bien qu'étant aujourd'hui des droits faibles, leur permettent de les faire valoir et de ressortir du champ de l'action publique et non d'un lien toujours incertain avec un donateur privé qui d'une manière ou d'une autre édicte toujours des critères non publics de sélectivité de ses bénéficiaires. De plus, d'un point de vue pratique, en adoptant les exigences éthiques et normatives attendues du champ de l'assistance alimentaire rattaché à l'action publique, AVEC place les relations d'usage sous le regard public et protège toutes les parties des limites et dérives d'un lien d'assistance charitable, communautaire ou marchand.

C'est donc un choix politique décisif qui a été fait par AVEC sur ce plan. Mais pour en prendre la mesure il faut aussi considérer une *deuxième dimension du projet*. Car c'est bien en faisant ce choix qu'AVEC a ouvert la possibilité d'élargir, non sans tensions politiques et institutionnelles, le périmètre des publics et des problèmes concernés par ce champ de l'action publique.



Dans cette seconde dimension, orthogonale à la première, le projet AVEC articule d'une part, le cercle local des usagers des espaces sportifs, culturels et sociaux, citoyens ordinaires engagés ou non mais toujours plus ou moins conscients de la spécificité du lieu, avec d'autre part, des réseaux de militants ou simples bénévoles qui contribuent au travail de *passeurs* tels que ceux que nous avons vu agir auprès de la famille Rome. Dans cette articulation, le travail des *passeurs* se socialise et trouve appui dans l'assentiment tacite ou explicite des citoyens qui pratiquent leur activité dans les lieux. Les usagers du lieu sont de ce fait invités à être les relais symboliques, témoins et parfois même des contributeurs effectifs, de cette extension de l'assistance aux sans droits comme les sans papiers, ou à des publics dont les droits sont amputés, comme c'est le cas des Chibanis ou des Roms, ou encore à des personnes ou ménages qui bien que bénéficiaires des aides publiques ne parviennent pas à vivre dignement le quotidien.

En conjuguant ces deux dimensions, sans tapage ni publicité, le lieu AVEC se fait carrefour, à la croisée des chemins et des mondes, lieu de la rencontre de l'autre et de possibles bifurcations, lieu où peuvent s'entremêler des histoires ; et où les ressources matérielles et symboliques se distribuent en de multiples réseaux, articulant différentes formes d'engagement dans des pratiques d'entraide et de partage, et engendrant de nouvelles valeurs qui d'une manière ou d'une autre politisent l'action la plus concrète.

Lien avec la lutte pour la reconnaissance des droits des Chibanis.

Non seulement AVEC a fait le choix de l'inclusion positive plutôt que de la sélectivité négative des publics inhérente à l'action purement privée, mais en concevant ce dispositif, l'association mobilise une puissance, bien au-delà de ses propres forces, pour agir sur l'extension des marges de l'action publique assistantielle en contribuant à faire droit non seulement à des individus pris isolément mais en constituant par là un point d'appui pour des formes de lutte pour la reconnaissance et contre les discriminations qui héritent des luttes de l'immigration leur ancrage quotidien dans l'expérience de la précarité et de la discrimination. S'il est une lutte actuelle dans les dernières années qui incarne cet ancrage social concret, c'est la lutte pour la reconnaissance des droits des Chibanis. Une lutte à la fois emblématique et oubliée des radars de l'actualité médiatique qui ne parvient à la saisir que par quelques reportages fouillées, l'actualité d'une déclaration publique à l'occasion d'une commission parlementaire, lors de procès retentissants, comme celui intenté à la SnCF pour discrimination par ses anciens salariés immigrés¹³¹, ou encore, lorsqu'un événement organisé par des réseaux d'associations militantes parvient à percer les écrans.

¹³¹ La SNCF condamnée en appel pour discrimination envers les "chibanis", ses ex-salariés marocains. Franceinfo. 31/01/2018. https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/sncf/la-sncf-condamnee-en-appel-pour-discrimination-envers-les-chibanis-ses-ex-salaries-marocains_2587698.html

Chapitre 2 - La lutte pour la justice et la dignité des Chibanis

Au quotidien, même si des progrès ont pu être constatés depuis deux décennies, la condition des Chibanis reste parmi les plus injustes et les plus précaires. Les hommes vivant en foyer ou en maison de retraite, mais aussi ceux qui se retrouvent isolés dans les quartiers leur famille ayant déménagé. Les Chibanias isolées aussi, en appartement ou en maison de retraite, qui pour la plupart vivent de l'assistance en raison du fait qu'elles n'ont pas travaillé, et qui parce qu'elles sont des femmes, sont privées de ressources de socialisation qui fonctionnent plus ou moins au quotidien pour les hommes isolés, au café, dans les foyers, à la mosquée.

Lorsqu'en 2006, l'association de la région lyonnaise El Ghorba (l'Exil) lance un appel à la mobilisation qui sera repris en 2012 par le collectif national « Justice et Dignité pour les Chibani-a-s », Mahmoud et l'association AVEC sont déjà engagés avec les militants d'El Ghorba sur le terrain de l'entraide au quotidien avec les Chibanis en participant à la mise en réseau de groupes, d'associations ou milieux de quartiers déjà impliqués dans des pratiques de proximité, dans plusieurs grandes cités de la banlieue lyonnaise et dans certains quartiers d'immigration du centre ville. Il s'agit d'entrer en contact avec les Chibanis dans les foyers et dans les quartiers, entretenir des visites régulières, organiser des repas collectifs en hiver, pendant le ramadan et lors des fêtes ; apporter secours à ceux qui sont en détresse financière ou repliés sur eux-mêmes, organiser des médiations avec les associations officielles et les institutions, la préfecture, la CARSAT, les gestionnaires de foyers, les bailleurs, accompagner leur demande de renouvellement de séjour...

Les actions proprement militantes telles qu'occupations, manifestations, intrusion dans des espaces publics lorsque des personnalités politiques sont présentes, reposent sur un tissu de relations effectives avec un grand nombre de Chibanis. Par ces relations et les nombreuses rencontres avec des avocats, des associations spécialisées, des députés, des services administratifs, la préfecture...les militants de ce réseau ont constitué une expertise incontournable sur la condition des anciens. Cette expertise met en perspective l'expérience effectivement vécue et les procédures administratives ou les lois à l'origine de leur conditions précaire : déni de droit et obstructions (difficulté d'obtention de la carte de séjour pour 10 ans et de l'accès à la nationalité française, obstruction au rapprochement familial, empêchement de circuler librement entre la France et le Pays d'origine ...) ; auxquels il faut ajouter les mauvais traitements qu'ils subissent, particulièrement de la part de l'administration (suspçon de fraude, contrôles douteux, délais abusif de traitement des contentieux suspensif du

versement des pensions et allocations, ...). Autant de pratiques administratives qui les privent de ressources financière et de droits et qui, si on les compare aux autres populations âgées, relève de la discrimination administrative et législative (...)

Mais pour autant ces militants se refusent à se poser comme porte parole des Chibanis au titre de cette expertise, pas plus qu'ils ne se posent comme porte parole des réseaux associatifs avec lesquels ils travaillent régulièrement. Au contraire de certaines associations qui occupent les scènes de débat et de consultation en plaçant pour des propositions conçues à partir de leurs contraintes dans la gestion des services aux Chibanis, en décalage avec les enjeux de la reconnaissance de leurs pleins droits. Dans le même esprit, et par souci de garantir l'autonomie politique de leur action, c'est sur le mode de la mobilisation de ressources collectives plutôt qu'en fonction de financements attribués qu'ils organisent l'activité militante du réseau. Ainsi à l'occasion de la mission parlementaire *'Une vieillesse digne pour les immigrés âgés : un défi à relever d'urgence'* en 2013 :

« Notre action a coïncidé avec la mise en place de la mission parlementaire () à laquelle nous avons été étroitement associés, de la mise en place à l'audition jusqu'à la remise du rapport en juillet 2013. L'ampleur et l'importance prise par cette mission a influé sur notre action et son déroulement. Tout en poursuivant les rencontres, les séances de travail, les auditions, les entretiens, et la tournée des associations, des collectifs, des institutions, que nous avons engagées pour la campagne 'Justice et Dignité pour les Chibani-a-s' nous nous sommes fortement impliqués sur cette mission parlementaire.

Nous avons mis en place un programme de rencontres des concernés eux-mêmes sur leurs lieux de vie (foyers, appartements, maisons de retraite...). Nous avons pour cela aussi mis en place un partenariat multiple avec les associations locales et nationales. Nous rencontrons régulièrement, presque chaque semaine, un groupe de Chibanis allant de 3 à 20 personnes, voire plus en certaines occasions ; nous débattions et nous échangeons avec eux. C'était aussi l'occasion d'accompagner certains d'entre eux dans leurs démarches et de traiter leurs dossiers en cours.

Nous avons aussi rencontré, tout au long de l'année 2013, les associations et collectifs¹³² essentiellement au niveau régional et en coordination étroite avec des têtes de réseaux, au

¹³² Notamment dans la région lyonnaise: Olivier des Sages, Centre social Croix-Luizet, Collectif Justice et Dignité pour les Chibanis, FORSEM (Forum de Solidarité Rhône Euro Méditerranée), AVEC, Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits, EPI, DiverCité, FTCT (Fédération des tunisiens pour une citoyenneté entre les deux rives), Patio des Aînés, Barreau de Lyon, Chorba du Cœur, Les amis de Diwan, les Petits Frères des Pauvres, le Grain, les enfants illégitimes, IREPS (Education Santé Loire), association SOS Chibanis, ATMF (Association

niveau national tel le Collectif 'Justice et Dignité pour les Chibani-a-s', la Fédération de l'ATMF, le GISTI, la FTCT. Nous avons aussi pu rencontrer et travailler avec des associations des pays d'origine, essentiellement au Maghreb (FTDES en Tunisie, FMAS au Maroc et d'autres collectifs en Algérie). Nous avons aussi rencontré d'autres structures pour faire des comparatifs et des échanges d'expérience avec des pays d'Europe (Belgique, Pays-Bas et Allemagne).

Nous avons privilégié le partage et la mutualisation des ressources et nous avons fait appel essentiellement aux associations pour nous aider dans l'organisation matérielle et logistique de nos actions. C'est ainsi que les associations AVEC, DiverCité, Art Dévoilé, ATMF, Olivier des Sages, nous ont assisté et permis d'organiser certaines de nos rencontres, déplacements, séminaires, travaux, interprétariat, réception, projection, accueil, ... ce qui nous a permis de réaliser de substantielles économies par rapport aux prestataires extérieurs et privés. D'autres structures nous ont accueillis, parfois bénévolement, en assumant tous les frais inhérents aux rencontres. »¹³³

Les militants de ce réseau ne sont décidemment pas des travailleurs sociaux pas plus qu'ils ne réalisent, par leur participation, une bonne action ou ne s'acquittent d'une dette morale aux anciens. Leur souci de ne pas se poser en porte parole ou en représentant procède d'un ancrage continu et toujours en attente d'être actualisé. L'ancrage n'est pas une stratégie mais procède plus du respect de leur rapport à la cause qu'ils défendent, comme le dira le président d'El Ghorba à propos de ses engagements : « *je n'ai pas choisi les sujets de mon action militante, ils sont venus à moi dans ma vie quotidienne, dans mon entourage, dans mon voisinage, par mes amis ou mes voisins qui vivaient dans des conditions inacceptables.* »

Ils vivent dans les quartiers ou les fréquentent au quotidien, et leur expérience comme celle de leurs familles ou de leurs voisins constituent le terreau de leur engagement. La mobilisation de leurs milieux pour contribuer à l'entraide de proximité s'appuie sur une trame de significations et de pratiques ancrées. C'est ainsi que les repas sont cuisinés par les mamans, des jeunes sont mobilisés pour organiser les repas collectifs, livrer les foyers les jours de fêtes, d'autres de tous âges contribuent à l'entretien des relations en continu avec les Chibanis, tandis qu'émergent des lieux - une famille, l'appartement d'un militant, un café social, l'épicerie AVEC ou VSC à Vénissieux, l'Olivier des Sages à Lyon 3ème ... — où les

des travailleurs maghrébins en France), ARMF Association des retraités marocains de France), FSQP38, APCA (Association pour la Culture algérienne de Givors

¹³³ Rapport d'activité de l'association El Ghorba. Document Word - 2014

Chibanis se rendent pour parler, demander des nouvelles des uns ou des autres, tout autant que pour trouver un appui pour régler un problème administratif, demander de l'aide ou pour s'approvisionner.

Ainsi se tisse une trame de relations dans la ville, où circule non seulement de l'information mais de l'aménité. La trame de signification et la réalité de pratiques qui mobilise les milieux d'ancrage des militants n'est pas celle d'une culture héritée, bien qu'un héritage culturel soit une précieuse ressource pour inventer des formes d'engagement et de solidarité en phase avec l'expérience des autres à qui l'on offre son concours. Si les militants s'acquittent d'une obligation, c'est celle qu'ils doivent à la *mémoire vive* des épreuves et des luttes de l'immigration, mémoire d'une commune expérience, transgénérationnelle avant d'être intergénérationnelle.

Les Chibanis sont des proches parce qu'ils sont des figures actuelles de cette *mémoire vive*. C'est cet attachement qu'affirme El Ghorba dans l'une des déclinaisons importantes de sa participation à l'action du collectif « *Justice et Dignité pour les Chibani-a-s* ». Ainsi lors des commémorations du 30^{ème} anniversaire de la *Marche pour l'Egalité et contre le Racisme* de 1983 : « nous avons organisé des actions autour de cet événement [pour marquer] les liens évidents sur le parcours, la mémoire et l'histoire des Chibani-a-s avec la Marche. Nous avons à ce titre co-organisé et participé à des séminaires, colloques et expositions sur ce thème, notamment à Paris, Angers, Aix-en-Provence, Vénissieux, Saint-Etienne, Lyon, Chambéry et Grenoble. Nous apportons, avec d'autres, nos contributions sur les vieux migrants et la Marche pour l'Egalité et contre le Racisme. »

Le réseau dont on parle ici se compose de nombreuses trames à la fois autonomes et interconnectées (par exemple la trame des points relais et contacts dans lesquels les anciens circulent et s'enquière des autres, la trame du réseau de militants engagés dans le soutien *in situ* aux Chibanis dans les foyers, maisons de retraites etc., le réseau des associations mobilisées dans la campagne).

Il s'articule à d'autres sphères ou mondes sociaux par des ramifications multiples, institutionnelles (relations tissées avec les institutions, avec les députés de la commission, des correspondants dans les préfectures ou les ministères, des élus, jusqu'au parlement européen ... avec lesquels se sont nouées des relations positives qui permettent de résoudre un cas, relayer un problème dans la sphère politique, opérer des médiations vers d'autres interlocuteurs, porter une question au débat dans les instances démocratiques), dans les milieux de la recherche (sociologie et sciences politiques principalement), dans les milieux

de la production et de la diffusion culturelle (*littérature, théâtre, cinéma, musique qui produisent des œuvres et des spectacles sur la thématique des Chibanis et leur expérience*¹³⁴) ou encore dans les médias (*journalistes, reporters*).

Il opère des connexions à d'autres réseaux en France (*Cf.ci-dessus*) et en Europe (Pays Bas, Belgique, Italie, Espagne), ou dans les pays d'émigration (*les réseaux des organisations de défense des droits des migrants, FTCCR (plutôt tunisiens), ATMF (plutôt marocains), le Forum social Maghrébin sur les migrations, des associations algériennes...*). La participation des ces réseaux et organisations traduit l'inscription de la campagne « justice et dignité pour les Chibani-a-s » dans le prolongement des luttes de l'immigration et la capacité de ces réseaux à agir conjointement en mobilisant leur propres forces mais aussi celles de leur réseaux associés, multipliant ainsi les ancrages et les boucles périphériques du réseau construites dans les époques précédentes dans la sphère de l'action publique notamment.

L'ensemble des trames, ramifications et connexions qui constituent le réseau de la campagne « justice et dignité des Chibani-a-s » sont aussi articulées autour d'agrégats sociaux (*dynamiques de solidarité dans les quartiers, ...*) ou des carrefours (*comme l'association AVEC par exemple*), lesquels renvoient à d'autre types de réseaux plus opérationnels (*réseaux de collecte alimentaire auprès de donateurs privés, infrastructure de l'aide alimentaire officielle, travail social territorialisé*) parfois de manière redondante, les agrégats et réseaux périphériques pouvant être sollicités sur différents registres sans qu'il y ait nécessairement d'interdépendance entre ces sollicitations.

Une analyse de ce réseau ramifié et interconnecté mériterait un chantier de grande ampleur selon la théorie des réseaux. Cependant, même si un tel chantier n'est pas l'objet de notre travail, il m'a semblé utile de renvoyer à cette approche. Cela non seulement en raison du caractère manifeste d'une forme réseau de relations dès lorsqu'on remonte ou parcourt les différentes branches, trames que tissent les militants et les milieux sur lesquels ils s'appuient, ou bien dès lors qu'on s'insère dans les pratiques sociales des nœuds (les quartiers comme agrégats sociaux) comme j'ai eu la possibilité de le faire par une approche participante à différentes époques¹³⁵. Mais aussi parce que la théorie des réseaux peut apporter un éclairage

¹³⁴ Op.cit.

¹³⁵ A la fin des années 90, jusqu'à mon départ dans les Balkans puis à Nice, avec mon ami le sociologue Marwan Abi Samra qui travaillait alors sur les conditions de nutrition et d'alimentation des populations précaires, j'ai participé aux premiers pas d'un réseau d'accès aux produits frais articulé avec des initiatives collectives à Vaulx en Velin et Lyon 9^{ème} (centre et quartier de la Duchère) en lien avec des militants des réseaux de distribution alimentaire périphériques de la banque alimentaire, du secours populaire en particulier, des associations locales comme la régie de quartier indépendante de la Duchère ou le collectif des femmes du quartier de la Thibaude à

utile pour comprendre l'économie non directive d'une telle mobilisation de ressources à la fois discrète et de grande ampleur et surtout visant un même but, à la différence de réseaux qui se déploient par simple connexité de pratiques aux frontières de mondes sociaux et/ou d'organisations (Cf. le travail de Ganovetter sur les liens faibles et les liens forts dans le marché des emplois par exemple).

A la recherche de la matrice sociale du réseau ?

Encastrement et transitivité

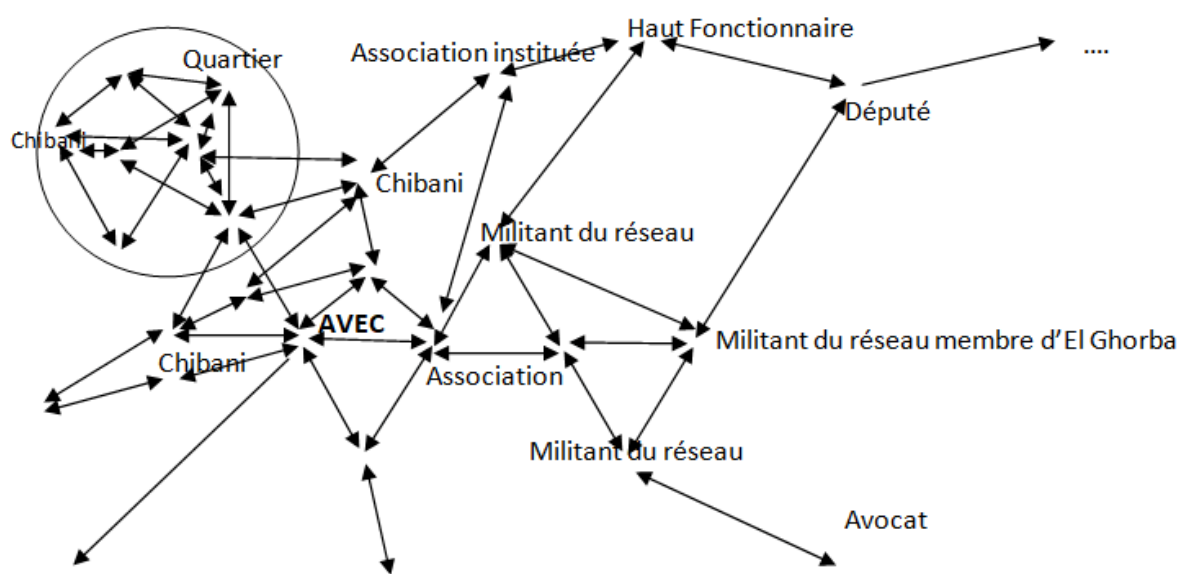
Deux notions de la théorie des réseaux, l'*encastrement* et la *transitivité*, me semblent importantes à retenir ici, pour interroger les pratiques et modes d'organisation que nous avons entrevus dans les développements précédents.

Approche par les relations dans le réseau

Dans une telle configuration de réseau complexe, les relations entre les parties prenantes, tout au moins dans les trames « centrales » du réseau¹³⁶, ne sont pas résumables à l'ensemble des dyades ou triades par lesquelles le réseau se structure. Celles-ci sont encadrées et si cet

Vaulx en Velin, un jardin d'insertion basé dans le 9^{ème}, le centre social de Vaise à Lyon 9^{ème}, des acteurs institutionnels particulièrement dynamique comme Pierrette Augier, la Maire du 9^{ème} arrondissement de l'époque.

¹³⁶ Figuration synthétique du réseau actif dans la campagne « justice et dignité pour les Chibani-a-s »



encastrement n'impose pas sa logique à ces niveaux de relation élémentaires, en revanche, ces relations élémentaires - parce qu'elles sont *transitives* et dans la plus part des cas *réciproques*, avec des boucles enchâssées les unes dans les autres jusqu'aux points les plus extrêmes des ramifications – semblent pouvoir trouver dans leur encastrement un horizon de sens qui pourrait relever d'une contribution délibérée à un accomplissement collectif même si nombre de ces interactions sont avant tout pragmatiques.

Il me semble que si l'on devait chercher à formaliser une *matrice sociale de la transitivité* du réseau, il faudrait suivre d'abord la piste de la *mémoire vive* dont nous avons parlée plus haut, celle dont nous disions qu'elle n'induisait pas seulement une relation intergénérationnelle mais surtout *transgénérationnelle* entre les acteurs du réseau, leur milieu d'existence et les Chibanis qui sont des proches parce qu'ils sont des figures actuelles de cette *mémoire vive*.

C'est en cherchant à mettre cette hypothèse à l'épreuve de notre *réseau de données* que l'on peut tenter d'apporter un éclairage sur l'économie du *réseau droits et dignité des Chibanis* et en particulier sur cette propriété remarquable qu'il semble avoir de ne pas répondre à un quelconque leadership ou programme directeur de la conduite des acteurs.

C'est me semble-t-il dans la compréhension de la pragmatique de l'action des acteurs du réseau, que l'on pourra trouver des indices permettant de mieux problématiser cette question qui ne peut se résoudre dans le cadre conceptuel des organisations au périmètre fermé et fondées sur un dispositif de rôle, de production et de circulation de biens et de valeurs.

On peut pour cela aborder dans un premier temps cette exploration par deux singularités du réseau: d'une part la place qu'y prend le lieu AVEC et d'autre part la greffe du réseau dans les sphères politiques et institutionnelles à travers des boucles incluant dans le réseau des agents administratifs, judiciaires ou politiques de haut niveau hiérarchique, juge , secrétaire général de préfecture, députés...

Approche par les positions dans le réseau

Certains auteurs, attentifs à comprendre le fonctionnement des réseaux du point de vue des logiques d'action, abordent¹³⁷ le réseau sous l'angle des *positions* : ce sont alors les choix opérés par l'acteur dans le cours de l'action en tenant compte de son *encastrement* qui retiennent l'attention. L'économie du réseau, dans certaines conditions, pourrait alors plus relever du choix des acteurs de consolider leur position afin de satisfaire les conditions

¹³⁷ Forsé, Michel. « Définir et analyser les réseaux sociaux. Les enjeux de l'analyse structurale », Informations sociales, vol. 147, no. 3, 2008, pp. 10-19

optimale de contribution de toutes les parties avec lesquelles ils sont en relation aux fins du réseau, qu'elle ne reposerait sur les choix opérés par les acteurs pour amplifier leurs gains, leur taille ou leur hégémonie.

Il me semble qu'on peut trouver là le fondement pragmatique qui a conduit AVEC à définir une configuration qui permet d'apporter des solutions aux problèmes rencontrés en tenant compte des autres participants à la chaîne de solidarité intégrée dans la vie sociale citadine, plutôt que de chercher à s'accroître en suivant la demande d'assistance toujours plus pressante en captant de nouveaux publics (logique compétitive), ou encore plutôt que de chercher à établir un lien d'allégeance-dépendance avec le public (comme c'est souvent le cas dans une logique caritative ou communautaire). Ce serait alors le choix délibéré de ce positionnement qui placerait le carrefour AVEC au cœur de la configuration locale (banlieue lyonnaise) du réseau de la campagne « justice et dignité des Chibanis » sans pour autant avoir un quelconque rôle coordinateur.

Actualisation d'un savoir faire hérité des luttes de l'immigration

Stratégie d'enrôlement au-delà du cercle de proximité

Cependant, si cette approche éclaire bien le cas du lieu AVEC, dont on connaît maintenant l'histoire, en revanche, la complexité du réseau et les différents types d'acteurs qui y apparaissent implique de comprendre quelle est la nature des relations qui le structurent et comment elles se sont construites. Comment le réseau militant parvient-il, par exemple, à faire qu'un responsable de service préfectoral, un député ou un membre de cabinet, un directeur de foyer, se tourne vers eux pour résoudre un cas, demander un avis lors de l'écriture d'un texte, ou pour inventer une solution pour une personne dont il a la charge, inconnue du réseau, mais dont la situation est bloquée et pour laquelle la mobilisation du réseau peut être bénéfique, pour finir par relayer dans les instances administratives et politique tout ou partie des buts de la campagne ?

Au départ, il ne s'agit pas pour les militants de demander quelques clémences ou dérogations, mais d'ouvrir avec eux les voies de résolution de situations problématiques concrètes qui affectent les conditions d'existence des Chibanis (problème de transmission d'héritage, rapprochement familial, résolution de contentieux sur les allocations ou les retraites, droit de séjour...). Tout en effet part toujours de situations réelles de Chibanis qui sont en relation avec les niveaux militants du réseau. Et c'est toujours en suivant le chemin de la résolution de

cas concrets, individuels ou collectifs relevant du champ de compétence des agents publics que les premiers contacts sont établis avec eux.

Logiquement, et du fait de l'actualité de la campagne (manifestations, tracts, reportages dans la presse locale sur la situation de Chibanis), les agents publics concernés se renseignent dans leurs administrations et milieux professionnels sur les militants qui les interpellent mais aussi sur l'acuité des problèmes qu'ils soulèvent.¹³⁸ S'amorce alors un processus de propagation interne aux milieux concernés de l'action publique dont la signification prend une dimension politique dans l'actualité de la campagne.

De ce point de vue, le réseau doit stratégiquement déployer ses contacts aux différents niveaux de pouvoir et d'administration pour contrer la tentation endémique de verrouillage par les échelles supérieures, professionnelles ou administratives, mises en cause dans la montée en généralité des problèmes du fait du volet activiste de la campagne. Il s'agit d'éviter les travers du renseignement auprès des acteurs de terrain pratiqué par des hiérarchies qui cherchent autant à se couvrir qu'à faire progresser l'effectivité de leur mission. Il s'agit aussi de contrer les tentatives de discrédit.

De ce point de vue, les militants doivent chercher à établir des rapports non conflictuels avec un certain nombre d'agents de terrain et de hiérarchie intermédiaire qui partagent leur analyse de la situation sociale des Chibanis et tout ou partie de leur cause, et avec lesquels ils peuvent construire des solutions pragmatiques quand le droit le permet ou avec lesquels ils instruisent des dossiers pour les procédures d'accès aux droits ou de gestion des contentieux.

Lorsqu'elles parviennent à transiter dans les hiérarchies, les expériences de résolution de problèmes et l'instruction des blocages qui permettent d'identifier des enjeux de réforme possibles. Elles contribuent à légitimer les militants du réseau comme interlocuteurs possibles, et d'une certaine manière à naturaliser le réseau et le dialogue informel qui se tient dans ses boucles périphériques au niveau du terrain ou au niveau intermédiaire des hiérarchies.

Mais dans ce processus de propagation par le bas, c'est surtout la connaissance qu'ont les acteurs publics des problèmes qui évolue. Et en cela, cette pratique identifie au sein des

¹³⁸ Du fait de mon statut de consultant expert des politiques sociales territoriales, durant quelques années, j'ai souvent été consulté sur le mode « vous connaissez ces gens ? Qu'est-ce que vous en pensez ? » ou dans sur un registre pragmatique-invasif comme lorsqu'un sous-préfet à la politique de la ville essayer de tester auprès de moi ses pronostics sur le positionnement des militants du réseau DiverCité. « *Ce jeune homme, à un moment ou à un autre il va franchir le pas, on le récupérera si on sait lui proposer une offre de carrière dans le public, non ? Qu'est-ce que vous en pensez ?* »

hiérarchies publiques, les agents publics ou politiques de terrain impliqués dans ces expériences comme étant des interlocuteurs « internes » à la sphère de l'action publique en capacité de répondre à une sollicitation venant de plus haut.

L'un des bénéfices majeurs de cette manière de faire est d'éviter de placer le réseau militant en position de critique systématique des acteurs institutionnels ou professionnels. Il s'agit d'avoir parmi ces derniers des relais qui portent une partie du message de la transformation possible de l'action publique et qui identifient les problèmes concrets que seule une réforme d'ampleur significative permettrait de résoudre, impliquant de ce fait la responsabilité des échelons supérieurs.

Double canal de confrontation

Non seulement cela donne de la portée au propos des acteurs militants du réseau mais cela permet de construire un double canal de relation : l'un par lequel circulent des contenus et pratiques de médiation et sujets de transformation de la réglementation et du droit, l'autre où se déploie l'action communicationnelle proprement politique dans l'espace public, tracts, conférences de presse, événements qui entretiennent la mobilisation dans le réseau et la pression sur les pouvoirs publics, mais renforcent en même temps la position des *contributeurs institutionnels* enrôlés dans le réseau.

Car étant de fait impliqués dans un dialogue pragmatique informel avec les militants, ces agents peuvent prendre le rôle de ressources internes au monde de l'action publique instituée et, le cas échéant, établir un deuxième niveau de relation réciproque, en relayant en direction du réseau militant les messages de la sphère décisionnelle ou en apportant leur expertise et le pouvoir dont ils disposent pour mettre en œuvre des réponses organiques à des *dysfonctionnements*, voire alimenter le débat dans les instances d'écriture des circulaires ou de fabrique de la loi.

Cependant, cette compétence stratégique d'enrôlement pragmatique d'agents positionnés dans la chaîne politico-administrative de l'action publique ne se fait pas *sui-generis*. Elle est aussi un héritage des luttes de l'immigration, en particulier des luttes qui mobilisent les cas limites du droit, comme les expulsions, la double peine, le règlement quotidien des questions de régularisation et de droit de séjour, etc, c'est à dire des luttes sur les droits socio-juridiques des populations, qu'il s'agisse des immigrés installés de longue date, des migrants de la rue

comme les Roms, les sans papiers, populations fuyant les guerres, les crises économiques, les régimes politiques (ou ces dernières années, les effets du changement climatique).

Dans ces luttes, les stratégies « activistes » mises en œuvre pour attirer l'attention des pouvoirs publics se sont parallèlement appuyées sur un travail de résolution de cas concrets notamment dans les années 90 autour de la double peine, des morts suspectes, des expulsions, des violences policières, rapprochement familial, etc.

Par ce travail sur les cas, les militants ont construit une expertise poussée du droit et des réglementations d'autant plus légitime qu'elle était ancrée dans les mondes sociaux concernés par les permanences dans les quartiers, l'accompagnement des familles etc. Cette pratique de la défense de cas leur a non seulement donné des arguments solides pour étayer leurs campagnes mais les a aussi placés en position d'interlocuteurs d'agents de l'appareil public politique, judiciaire ou administratif qui s'adressaient parfois directement à eux pour résoudre les problèmes qu'il rencontraient dans l'exercice de leur fonction ou pour apporter des réponses à leur hiérarchie en quête de réponses politique et juridique aux problèmes posés par les campagnes militantes.

Le principe du double canal de relations hérité des luttes de l'immigration précédentes n'est cependant pas en soi hors cadre de l'action publique. Il existe de manière courante dans le droit syndical par exemple. Même si l'indépendance des syndicats est assurée par leurs cotisants est une clé des rapports de force en ce domaine, il n'en demeure pas moins que l'action publique reconnaît institutionnellement ce double canal comme un élément constituant de la démocratie.

Mais le droit des immigrés ne bénéficie pas des mêmes dispositions admettant une représentation constitutionnelle et un dispositif de transformation du droit par des cadres institués de négociation sociale non exclusive du conflit (manifestation, grèves, occupations...).

De sorte que les moyens d'existence même d'une capacité à agir, à travers la garantie d'existence financière des associations de défense des droits portés par les milieux de l'immigration concernés fait elle-même l'objet d'une lutte même si les militants ne revendiquent pas son institutionnalisation formelle.

Il ne s'agit pas en effet de plaider pour la reconnaissance d'une entité « immigrés » dont les militants seraient des représentants, mais bien plutôt d'agir pour la reconnaissance de catégories d'ayants droits au regard des politiques publiques, considérant précisément que c'est par le cumul de dénis de droits que se caractérise la condition immigrée. Plutôt que de

revendiquer la reconnaissance d'une telle catégorie, il s'agit de faire droit à ceux qui en vivent la condition. In fine c'est une pragmatique de l'action publique dans une démocratie sociale qui est convoquée par les acteurs des luttes de l'immigration.

C'est ainsi que Fonds d'Action Sociale (FAS) pour les Travailleurs Immigrés dont les missions ont été intégrées ultérieurement au FASILD (Fond d'Action et de soutien à l'intégration et à la lutte contre les discriminations) puis au CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires) a été investi par les réseaux militants des années 90 pour faire reconnaître un droit à plaider pour l'allocation de moyens publics affectés à cet objet et non pas seulement financer des actions sociales ou socioculturelles. Cette institution a en effet toujours privilégié, de manière plus ou moins marquée selon les gouvernements, le financement d'actions à visée sociale ou culturelle lorsqu'il s'agit d'associations émergeant des milieux de l'immigration, tandis que le schéma institutionnel de la reconnaissance reposait en France presque exhaustivement sur la reconnaissance de la capacité à agir en droit à des associations instituées (MRAP, LICRA, CIMADE...) qui ne sont pas spécifiquement représentatives des acteurs de l'immigration. L'émergence d'une force militante portée par les jeunes générations des quartiers populaires de l'immigration qui s'affirment dans les années 80 et se renouvèlent dans les années 90 sur les thématiques socio-juridiques a, d'une certaine manière, conduit l'Etat, à travers des financements directs de certaines associations militantes, à instaurer, sans l'instituer, la possibilité d'un double canal. Parallèlement certains militants ou militantes de ces mouvances ont poursuivi des carrières d'élus ou d'agent de la fonction publique et ont pu à ce titre être sollicitées par les pouvoirs publics pour activer cette logique de double canal, certains ministres recrutant même certains de ces profils comme conseillers ou conseillères dans leurs cabinets ou dans des fonctions intermédiaires de l'administration centrale. De sorte que bien que procédant d'une reconnaissance incertaine, ce canal a ensuite été toujours plus ou moins activé et est rentré dans le schéma mobilisable pour le règlement des conflits liés à l'immigration maghrébine postcoloniale.

Cependant l'esprit qui prévaut généralement n'est pas la reconnaissance comme me le dira un sous-préfet à la politique de la ville, « *La politique du FAS n'a pas toujours l'adhésion des préfetures, vous savez, mais il faut faire avec. L'Etat doit toujours garder la possibilité de réguler le feu qui couve sous la marmite. Et cela relève plus du politique que de l'administration ou du droit.* »

Une science de l'ambassade

Pour autant, du côté des associations militantes, mobiliser ce canal relève du message politique du type « *nous disons ce que faisons et nous faisons ce que nous disons* » dont le caractère pragmatique est assuré par l'inscription dans le cadre que permet l'activation de ce double canal, plus conventionnel qu'institutionnel. C'est ainsi que l'association El Ghorba a demandé des financements pour son action dans la campagne « justice et dignité pour les Chibanis », dont le montant, 6000 euros, dérisoire au regard de l'effort effectivement réalisé par l'association et les réseaux locaux impliqués, participait du message politique.

Ce savoir-faire politique et diplomatique est l'une des dimensions majeure de l'héritage des luttes de l'immigration mobilisé dans cette campagne pour le droit des Chibanis. Il se concrétise non seulement par l'effectivité de la méthode mais aussi par le fait que celle-ci permet à des acteurs publics déjà impliqués dans d'autres moments de la lutte de jouer un rôle dans les périphéries institutionnelles du réseau. Celles-ci peuvent ainsi apparaître au regard des pouvoirs politiques comme des zones de confiance qui ne présupposent pas d'engagements au-delà de ce qui s'y déroule.

Ainsi, peut-on parler d'une *science de l'ambassade* propre au fonctionnement de ce type de réseau multi ramifié qui hérite d'expériences mémorables où se sont tissés des liens durables entre les acteurs.

On peut ici citer un exemple très significatif de cette science de l'ambassade partagée entre les membres actifs du réseau de solidarité avec les Chibanis et les associations historiques des luttes de l'immigration maghrébine principalement (régularisation des sans papiers, droit de séjour, double peine, précarité...), et notamment dans cet exemple, la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR). Dans ce cas, les liens historiques résultent non seulement des luttes de l'immigration en France et au niveau international sur le terrain tragique des migrations maghrébines et africaines en méditerranée, mais aussi d'un engagement commun en soutien aux mouvements tunisiens de résistance à la dictature. Nombre de militants de ces réseaux ont ainsi croisé le chemin de figures politiques de la révolution tunisienne et notamment celle du premier Président de la Tunisie d'après 2011, Mr.Marzouki. C'est ainsi que lors d'une réunion du Forum Social Maghrébin sur les Migrations (FSMag), à Monastir en 2013, ce dernier a accordé une audience à une délégation du Forum à laquelle participait l'un des membres lyonnais du *réseau Chibanis*. Le président Tunisien devait se rendre en France à l'invitation officielle du chef de l'Etat et, fait exceptionnel, du parlement Français. Il s'agissait de profiter de cette audience avec Mr

Marzouki portant sur les enjeux des migrations, pour l'informer de la situation des Chibanis en France, considérant son concernement en tant qu'ancien militant des Droits de l'Homme qui avait partagé les mêmes terrains de lutte ; et en tant que représentant de la nation tunisienne dont ressortissent les Chibanis tunisiens et binationaux franco-tunisiens. L'acuité du propos de ce membre du *réseau Chibanis* gagna l'écoute de Mr Marzouki. C'est ainsi que lors de sa prise de parole devant l'Assemblée Nationale française, il signifia en des termes appuyés sa préoccupation sur la condition des Chibanis, donnant ainsi une portée diplomatique de haut niveau au travail de la commission parlementaire citée plus haut.

Si cet exemple présente un caractère exceptionnel par le niveau institutionnel où il se situe, et du fait qu'il renvoie à une histoire des luttes de l'immigration légitimée par la révolution tunisienne, la pratique de médiation diplomatique est non seulement courante mais inhérente à l'action de ce type de réseau.

Où rien n'est jamais acquis

En réalité, rien de tout cela n'est jamais formalisé ni même schématisé, tout reste confiné dans un cadre de relations diplomatiques où la confiance entre les *confidants* n'est pas détruite par le jeu des intérêts des puissances qui les obligent et peuvent les mettre en défaut (*l'Etat par exemple, pour les agents publics, les directions des organismes gestionnaires pour les directeurs d'établissement tels que les foyers etc. , ou du côté militant, les instances ou plutôt les dynamiques politiques du réseau*).

Les acteurs avertis savent lire et agir dans ce genre de jeu dans lequel chacun sait que rien n'est jamais acquis comme on peut le comprendre à la lecture du rapport narratif de l'association El Ghorba sur sa contribution à la campagne « Justice et dignité pour les Chibani-a-s ».

« Nous avons constaté une prise de conscience de tous les acteurs et à tous les niveaux, une visibilité accrue et importante des Chibani-a-s. Nous avons aussi assisté à l'émergence des problématiques liées au vieillissement des populations migrantes dans l'espace public.

Les administrations semblent attentives et désireuses d'améliorer leurs fonctionnements, notamment l'accueil, l'approche, l'écoute, la formation du personnel, la simplification des procédures. Le gouvernement et les législateurs ont multiplié les signes d'une prise en compte de ces problématiques. La mise en place d'une Mission parlementaire, transcendant les clivages habituels, en est l'exemple. La mise en place de structures dédiées au niveau

ministériel (ADAIC, ...), les nombreuses déclarations voire des circulaires spécifiques préfectorales ou autres administrations (santé, logement...) laissent penser à l'émergence ou à la mise en place d'une politique publique vis-à-vis des vieux migrants. Les associations et les structures d'aide pour nombreuses d'entre elles se sont professionnalisées et ont mis en place de nombreux outils et lieux d'accueil et de ressources. Une tendance vers la création de lieux de sociabilité sur le modèle des cafés sociaux mêlant l'action militante bénévole et une certaine professionnalisation (recrutement de juristes, professionnels de la santé, assistantes sociales, animateurs, accompagnateurs). L'action militante traditionnelle semble aussi se maintenir et la pression et la sollicitation des pouvoirs politiques restent intactes et fortes. Les manifestations, les occupations, les pétitions, les conférences, les communiqués, les interpellations, les moments de convivialité restent et sont toujours d'actualité.

Concernant les Chibanis, lors de très nombreux entretiens, les discussions ont tourné essentiellement autour de leur cadre de vie, la précarité, la faiblesse des retraites, l'isolement et la solitude, l'éloignement, les rapports difficiles et compliqués avec certaines administrations, les problèmes de santé, la famille, le vieillissement, les aller-retour, les pays d'origine. Malgré ce qui a été exposé plus haut quant à l'amélioration des approches, la multiplication des structures d'aide et d'accompagnement, la prise en compte des spécificités par le milieu médical, les structures d'accueil, l'administration, leurs situations restent précaires et très préoccupantes.

La mise en place de toutes les mesures évoquées n'est pas encore effective. Une certaine lenteur et lourdeur semblent prendre le pas sur les volontés et les promesses.

Nous craignons que la pression ne baisse et la vigilance s'amoiindrisse et qu'il ne reste qu'un effet de mode, des intentions passagères et des vœux pieux.

Le tissu associatif reste dynamique et motivé, l'administration est suspendue aux volontés politiques et semble reprendre les vieilles habitudes de lourdeur et d'inertie habituelles. Nous constatons l'amélioration de certaines approches (l'accueil dans les foyers, un début d'information sur les droits et devoirs) mais pour l'essentiel nous constatons des déceptions - voire de l'amertume - quant à la persistance de harcèlements administratifs, de contrôles abusifs, et de règles injustes et contraignantes qui régissent les aller-retour au pays d'origine et auprès de familles pour ceux qui le souhaitent. Les moyens financiers et les aides semblent se tarir et les attentes semblent être longues et pesantes.

L'exemple de la Mission parlementaire en est l'illustration : sur 82 propositions dont la plupart relèvent plus des ajustements réglementaires ou de modifications mineures, seules

deux ou trois, ayant des portées symboliques plus qu'une influence directe sur le quotidien des Chibani-a-s, ont été mises en pratique (accès à la nationalité, facilité des aller-retour pour des locataires d'ADOMA...). L'essentiel des mesures, des règles et des lois contraignantes restent en vigueur (restriction des absences, contrôles des aides et des allocations, difficultés d'obtention de carte de séjour de 10 ans, difficultés de regroupement familial pour ceux qui le souhaitent, absence de lieux spécifiques dédiés (maisons de retraite, maisons d'accueil, etc.), la persistance des poursuites et des suspensions des allocations. Toutes ces contraintes ne font qu'accentuer l'insécurité administrative et une précarité persistante. »

La résilience comme analyseur du fonctionnement du réseau

Si la déception des militants du réseau à l'issue de la mission parlementaire est bien réelle et semble avoir pour une part un effet démobilisateur, cet effet n'atteint pas toutes les aires du réseau de la même manière ni à la même vitesse. Et c'est en analysant la manière dont les composantes de ce réseau font face aux aléas de la reconnaissance que nous pourrions en appréhender la consistance sociale, les ancrages et les formes de mobilisation variées. Car si cette lutte pour les droits des Chibanis hérite des luttes passées, elle présente cependant la propriété remarquable d'impliquer les ressources propres des mondes des quartiers populaires et leurs ancrages dans la ville, et en ce sens hérite aussi de leur histoire spécifique.

Les zones du réseau les plus vulnérables à la démobilisation semblent être celles où les engagements sont les plus coûteux, les plus intenses et les plus circonstanciés : le volet activiste des occupations et manifestations et le volet communication, tout deux étroitement liés. Si la communication a été envisagée dans la longue durée (formellement elle a commencé en 2006), et si la thématique « justice et dignité pour les Chibani-a-s » a quelque chose d'atemporel à l'échelle des générations militantes et de la vie sociale des quartiers populaires, en revanche le temps est l'ennemi de toute stratégie *activiste* visant à faire d'un problème vécu un problème public.

Lorsque la « *mayonnaise* » semble prendre, non seulement le maintien de l'attention publique nécessite de nouveaux modes de communication, notamment pour apporter de nouveaux motifs permettant d'alimenter les *sujets* médiatiques, de stimuler l'engagement des acteurs publics, mais aussi celui des militants et bénévoles attentifs à la résonance publique de leur engagement.

Quant aux agents publics des échelons intermédiaires « accrochés » par le réseau, lors de contacts directs dans les lieux de vie des Chibanis ou lors de l'accompagnement du administratif de leurs dossiers, une fois exposés et impliqués dans la saisie publique du problème comme personnes ressources internes à l'appareil public, leur rôle à toujours une durée limitée. C'est seulement si la *mayonnaise* prend que certains d'entre eux peuvent être placés dans une position « constructive » et continuer à être des relais. Ils seront d'autant plus efficaces dans leur nouveau rôle dans la saisie publique du problème qu'ils entretiendront des relations avec le réseau pour construire l'expertise nécessaire à la réalisation de leurs nouvelles missions.

Dans le cas de cette campagne, en dehors des périphéries diplomatiques les plus avancées du réseau, il y a bien eu ces nouveaux rôles entretenant des relations avec le réseau, au niveau de la haute administration comme aux niveaux de mise en pratique des politiques publiques et des dispositifs. Si les hautes sphères sont plus rodées au caractère éphémère des moments de transformation de l'action publique, les relais positionnés à un niveau opératoire en tant qu'acteurs de la « ligne de production » des dossiers administratifs des Chibanis et dans les lieux de vie sont plus vulnérables à la déception. Notamment les responsables d'établissement et de services qui avaient *joué le jeu*, responsables d'organismes gestionnaire des foyers, direction de certaines CAF,... et qui ont fait *remonter* à la fois les problèmes et des amorces de solutions.

Par « jouer le jeu » il faut comprendre « avoir aussi introduit des changements dans le fonctionnement même de leur domaine de compétence professionnelle par de nouvelles pratiques, de nouvelles vigilances ». Cependant, il y a dans ce niveau opératoire aussi une certaine rémanence possible dans le façonnage même des pratiques routinières, par la formation des personnels notamment, et pour certains d'entre eux, par le souci de recourir de manière raisonnée à des ressources externes, celle du réseau militant notamment pour résoudre les problèmes qu'ils ne peuvent résoudre eux-mêmes, comme celui de l'isolement, des rapports générationnels... pour lesquels la pression du réseau peut aussi faire progresser les demandes de moyens, des changement réglementaires internes...

Ainsi, en dehors des effets politiques, législatifs et réglementaires, ce genre de mobilisation, immersif par l'implication d'agents, engendre-t-il bien une certaine transformation positive des pratiques routinières dans ce qu'on pourrait appeler la « couche basse du dispositif public », et ces changements peuvent continuer à diffuser dans les cadres professionnels d'analyse et d'optimisation des pratiques : symposiums professionnels, conception des plans

de formation etc., Si ce mode de diffusion est d'autant plus soutenu « en interne » qu'il est relayé par une actualité et qu'une attention publique a pu être constatée par les agents, il n'en demeure pas moins qu'il a une certaine rémanence intrinsèque.

Et lorsque le désengagement public apparaît, lorsque l'inertie prend le dessus, les militants aguerris savent bien que radicaliser leur campagne a plus de chance de détruire les positions acquises en plaçant ces agents entre deux feux que de faire avancer les finalités. Car si les agents « accrochés » sont placés entre deux feux, non seulement ils auront tendance à adopter une position défensive mais ils seront aussi écartés des rôles stratégiques par les institutions.

Le problème des militants n'est alors plus seulement un problème de mobilisation mais un problème stratégique qui renvoie à leur capacité à envisager la situation dans le long terme, l'actualité du retrait public devant être considérée au moins pour un temps comme un creux de vague. C'est ce qui a été considéré, me semble-t-il par les militants les plus aguerris, dans le cas de la campagne *justice et dignité pour les Chibani-a-s*. Il ne s'agissait pas d'un raisonnement théorique mais bien d'une considération pragmatique tenant compte du temps long de l'engagement des autres composantes civiques du réseau qu'il ne fallait pas fragiliser. Cela en raison de leur importance pour les conditions d'existence des Chibanis. Et aussi en raison du fait que c'est seulement sur les pratiques de solidarité civique qu'elles mettent en œuvre que repose la légitimité à agir et l'acuité de l'expertise par le bas sur laquelle repose l'efficacité de la mise en cause de l'action publique.

Dans ce genre de combat *in vivo* pour les droits, qui repose à la base sur une activité proprement sociale et civique, il s'agit avant tout d'éviter que l'enjeu de la mobilisation civique prenne la forme d'une confrontation à un mur.

Pour comprendre comment le risque de démobilisation affecte plus ou moins l'activité proprement sociale et civique du réseau, il me semble qu'il faut distinguer trois niveaux de pratiques.

Le premier niveau de pratiques est celui des pratiques d'accueil et de relais dans la cité, c'est-à-dire tout ce qui concerne la trame relationnelle dans laquelle les Chibanis peuvent circuler, nouer des relations, faire part de leur problèmes concrets à leur amis Chibanis ou aux relais, de sorte que les militants et relais restent sollicités. Il y a une certaine rémanence de cette trame qui sollicite fréquemment des agents de la « couche basse » du dispositif public, travailleurs sociaux, personnels administratifs des mairies et services publics, personnels des associations instituées etc. parmi lesquels cette *trame* a toujours quelques points d'entrée, par relation affinitaire, personnelle, professionnelle, militante ou autres relations vernaculaires.

Le second niveau de pratiques est celui des pratiques d'entraide directe reposant sur des pratiques mobilisant les ressources ordinaires des mondes sociaux des quartiers : soirées dédiées aux Chibanis, repas du vendredi soir et des jours de fête, visites des Chibanis dans les foyers et apports de nourriture,... Là aussi il ya une certaine rémanence intrinsèque en écho à une conscience et un affect collectif. Une rémanence stimulée par le premier niveau ci-dessus et le réseau d'aide alimentaire ou matérielle dans lequel circulent aussi des informations de toutes natures qui concernent l'activité du réseau et la situation des Chibanis. Cette dimension circulatoire du réseau apporte aux participants immergés dans les mondes sociaux des quartiers le sentiment d'appartenir à une dynamique plus vaste et cela contribue considérablement à la rémanence de cette partie essentielle du réseau.

Dans ces deux premiers niveaux, la rémanence du réseau repose sur des formes de conversion inventives de *l'induction morale* qui cours *toujours* sous cette forme d'engagement en solidarité directe. Mais il faut aussi voir le fait qu'il s'agit d'engagement civils limités, à coté du travail et des autres occupations quotidiennes dans lesquelles ces activités prennent place sans trop d'effet de saturation. De sorte que ces deux niveaux présentent une certaine capacité de résilience qui les protège des effets démobilisateurs de la déception.

L'organisation de ces solidarités mobilise des milieux citadins dans leurs ancrages, mais l'une des dimensions les plus singulières de cette forme de mobilisation entre visée militante et ancrage est qu'elle révèle une attente d'engagement de jeunes qui cultivent un altruisme qui les conduit à participer à l'organisation de l'approvisionnement, à donner des coups des mains lors des tournées dans les foyers, à participer à l'organisation des soirées avec les Chibanis.. Et il me semble que s'ils cultivent l'altruisme pour eux-mêmes en investissant ainsi l'économie des expédients propres aux mondes précaires et à la culture de l'aléatoire qui y prend place, ils le font aussi et surtout en tant qu'appartenant à leur monde, comme rempart contre l'emprise de la violence et l'individualisme désespéré qui pousse d'autres jeunes vers des *carrières* sans issues, carrières déviantes au sens de Becker, ou contre cet autre forme d'individualisme qui pousse à l'affairisme, au risque du mépris ou de l'oubli de son propre monde¹³⁹. Et il me semble que c'est par ce travail de l'altruisme que la considération de la

¹³⁹ Je fais référence ici à mon expérience durant presque dix années dans l'animation, la formation et l'insertion dans les milieux précaires de banlieue à la fin des années 80 et au début des années 90, où j'ai côtoyé des jeunes des quartiers de Saint Fons, St Priest, Vénissieux dans une relation de proximité à leurs mondes et à leurs intrigues en raison du fait que j'étais jeune moi aussi, pas plus de 2 ou trois ans d'écart avec eux, que mes collègues étaient pour la plupart des enfants des quartiers, et que les cadres d'intervention dans lesquels je travaillais alors, relevaient plus d'une dynamique de développement dans lesquels ils pouvaient prendre part, dans une certaine mesure. J'ai donc vécu plus qu'analysé à l'époque l'importance du travail de l'altruiste par les générations de jeunes confrontés à la précarité et à l'incertitude, travail que je retrouverai comme une constante

souffrance des autres proches peut se faire politique au sens d'une action à visée collective et dépasser une compassion ritualisée.

Ainsi bien qu'initiée par des militants de la génération des années 90, ces formes de lutte très concrètes suscitent-elles les mobilisations circonstanciées des nouvelles générations altruistes. Et celles-ci peuvent susciter des prises de conscience d'autres jeunes plus vulnérables qui reconnaissent dans l'altruisme des premiers une valeur qui leur sert de balise de référence lorsqu'ils s'éloignent trop des côtes du monde commun.

Les jeunes hommes qui ont participé à la sécurisation de l'ouverture du Squat pour la famille rrome que nous avons suivie dans les développements précédents, me semblent être, comme ceux et celles que j'ai rencontrés dans le réseau d'entraide avec les Chibanis, une incarnation de ces figures altruistes dont l'engagement pratique participe d'une conscientisation qui cours dans la trame d'arrière plan des mondes de banlieue. Une trame invisible avec les lunettes de l'actualité ou de méthodes d'analyse qui ne se soucieraient pas des pratiques et du fondement social de leur forme de politisation à bas bruit dans les encours de l'assistance civique.

Le troisième niveau de pratiques, niveau des militants, n'est ni une organisation ni un groupe constitué mais est lui aussi constitué comme une trame, la trame militante. Si celle-ci est identifiable par ses pratiques spécifiques et ses productions ; elle est cependant inséparable des deux premiers niveaux tant elle y est entièrement intriquée. Ce niveau militant se caractérise d'une part, par son travail de production d'analyse, de discours et d'organisation des actions mobilisatrices (manifestations, occupations, communication de campagne...) et d'autre part, par son activité diplomatique, laquelle exige un important travail pour constituer peu à peu une expertise aiguisée sur les plans pratique et conceptuel, non seulement de la situation des publics Chibanis, mais aussi de l'action publique. La plupart des militants de cette trame sont engagés sur de multiples fronts des luttes de l'immigration et ce, dans la plupart des cas, depuis plusieurs années. Si la déception exprimée est bien réelle lorsque la *mayonnaise* ne prend plus, lorsque les routines ou le déni reprennent le dessus sur les personnes et les engagements publics, elle se double cependant d'une lucidité sur les changements effectivement opérés.

La lecture des militants est à la fois critique et en même temps inscrite dans le temps long d'une évaluation qu'ils ont appris à faire à travers des *marqueurs secondaires* des conditions d'existence des personnes concernées et des conditions de saisie routinière et de résolution

dans toutes les situations où j'ai été impliqué au côté de milieux populaires, non seulement de l'immigration, mais aussi dans les mondes ruraux par exemple.

des problèmes qu'elles rencontrent. « *Nous n'en sommes pas à l'état de droit pour les Chibanis, ça c'est certain, mais on ne peut pas dire que rien n'a changé* ».

L'évaluation de ces changements et de leur incorporation dans les pratiques routinières des services, des acteurs administratifs, des foyers, des tribunaux¹⁴⁰... est un de ces marqueurs secondaires qui permet de contenir les effets de démobilitation des militants, mais aussi des deux premiers niveaux de l'engagement social et civique du réseau car les participants peuvent en mesurer la réalité, même ténue, à partir de leur position.

Dans ce monde militant, le renoncement public est une donnée de l'expérience, une constante des politiques publiques à l'égard de l'immigration postcoloniale et des banlieues. Rien n'est jamais acquis et même si des changements peuvent s'opérer pas à pas, même si certaines mesures publiques peuvent être considérées comme des succès, comme dans le cas de la double peine, l'ombre ne tarde jamais à tenter de reprendre le dessus sur la lumière, comme cela aurait bien pu être finalement le cas lors de *l'affaire de la déchéance de nationalité* sous la présidence Hollande. Ou comme cela arrive continuellement dans les politiques d'urbanisme et de logement. La météorologie politique de l'immigration est toujours tempétueuse et la mesure des gains de l'action militante ne peut se faire qu'à long terme.

C'est parce qu'ils adoptent cette posture face à l'engagement public qu'ils peuvent construire une position stratégique dans le déploiement de l'activité diplomatique du réseau. Celle-ci présente l'avantage d'une certaine rémanence. Si rien n'est jamais acquis, une confiance admettant des intérêts contradictoires telle qu'elle se construit dans l'activité diplomatique aux périphéries de réseaux apparaît plus pérenne que le cycle de *valse-hésitation* de l'action publique et c'est précisément cette capacité rémanente des ramifications diplomatiques du réseau qui contribue à entretenir la possibilité de réactualiser les thématiques (ici celle des droits des Chibanis) au moment opportun. Comme elle peut permettre la conversion de tout ou partie du réseau diplomatique aux enjeux d'autres fronts de lutte.

Cette capacité des ramifications diplomatiques, ou plutôt d'une part de ses acteurs, à opérer de telles conversions est un marqueur secondaire important. Par exemple la capacité des interlocuteurs clés à relayer ou assurer de nouvelles mises en relations diplomatique dans des domaines comme l'aménagement urbain, le logement, l'école, la situation des Roms ou des migrants en provenance des *Suds*.

¹⁴⁰ Il faudrait développer la part que prennent certains avocats dans les luttes de l'immigration, non seulement pour leur action dans les tribunaux mais aussi dans la formation au long court de l'expertise des militants qu'ils finissent par côtoyer plus qu'ils ne sont sollicités, pratiquement sur tous les fronts de lutte. Certains tiennent ainsi une bonne place dans le répertoire des figures qui habitent la mémoire des luttes de l'immigration.

Cette plasticité des ramifications se mesure en même temps qu'elle s'entretient. Pour les militants, une des façons de la mesurer et de l'entretenir en même temps consiste à organiser des séminaires, des expositions, des événements culturels, qui articulent les thématiques ou de participer à ceux organisés par d'autres réseaux ou par les institutions elles-mêmes, où de s'y inviter sur le mode raisonné de l'irruption. La préparation de telles activités, ou les scènes de discussion *en off* qui s'y tiennent avec des interlocuteurs des périphéries institutionnelles sont les instruments de mesure d'une certaine *transitivité thématique* comme marqueur secondaire important.

Dans le même ordre de réflexivité, un autre marqueur secondaire important pour les militants au long cours est la manière dont le champ politique et médiatique rattache un fait d'actualité, comme par exemple le procès de retraités immigrés de la SnCF, à l'actualité des enjeux de reconnaissance des Chibanis.

Du côté des militants et de la plupart des membres du réseau, de tels faits sont bien sûr l'occasion de les commenter en les mettant en perspective de la condition des Chibanis. Le réseau utilise pour cela les techniques multiples du communiqué, des *posts* sur les réseaux sociaux, de l'introduction de ces faits comme anecdote lors d'intervention à l'occasion d'autres événements ou actions... montrant par là l'acuité du problème et ses possibles avancées. Dans cet exemple de la SnCF, le fait même qu'un tel procès collectif ait été gagné par les plaignants accrédite la réalité d'un déni de droit cumulatif en raison de la condition sociale et juridique d'immigré, mais montre aussi qu'il existe des chemins praticables dans les institutions du droit.

Cependant, s'il est une déception plus douloureuse, dans le cas des Chibanis, c'est le risque, avéré, d'une routinisation problématique de pratiques dans une part des structures semi-professionnelles, structure d'accueil, café social etc. qui ont vu le jour dans le sillage de la campagne sur le droit des Chibanis et dont certains des animateurs étaient à l'origine de la mobilisation. Là encore l'expérience est la référence du jugement et non pas la morale ou une rhétorique militante. Car les militants du réseau savent bien qu'institutionnaliser l'action militante dans les dispositifs publics c'est toujours adopter les normes de l'action publique au risque de naturaliser ses contraintes d'allégeance. Pour les structures qui se créent sur une logique militante, cela se paie souvent au prix d'arrangements avec le discours militant et avec le vocabulaire performatif des « bailleurs de fonds ». Et c'est précisément dans cet entre-deux du discours militant et du masque de l'agrément public que des pratiques nécessairement

hétérodoxes parce que situées aux frontières de l'économie des expédients peuvent se dégrader.

Pour la trame militante persistante, dont il faut considérer le très faible effectif, il n'est pas sûr que ces arrangements ne soient pas plus préjudiciables que le déni de droit. Car non seulement cela désactive la mobilisation collective, mais cela permet aux administrations qui financent les projets et acteurs politisés de dresser un bilan positif de leur action et de repousser toute exigence d'aller plus loin. C'est précisément cette logique de capture de l'initiative militante et civique par les dispositifs publics territoriaux qui a contribué à installer de sérieuses tensions entre les acteurs de la politique de la ville et les associations de lutte pour les droits sociaux et juridiques émergeant dans les quartiers populaires au cours des années 90.

Dans ce domaine, tout est toujours ambivalent et la clarté du positionnement des acteurs militants développant des projets dans de tels dispositifs publics, leur capacité à assumer une double exigence d'engagement, dans une logique militante et dans une logique de projet inscrit dans les dispositifs de l'action publique, exige une certaine ascèse personnelle pour tempérer les travers de l'ubiquité dont certains jouent ou ont joué avec bien peu de réserve.¹⁴¹

Politique de consolidation

Comme on l'a dit au dessus, les bénéfiques, au sens de bienfaits, sont ailleurs que dans le réseau lui-même et relèvent plus d'une politique d'auto-reconnaissance inscrite dans une perspective de reconnaissance inclusive des droits. Dans cette mesure, les bienfaits ne se mesurent pas seulement au regard des droits acquis pour tel ou tel, mais dans une perspective

¹⁴¹ On peut retrouver ce type de tension éthique dans les réseaux d'accueil civique de migrants sans papiers provenant des suds, comme il en existe dans la région lyonnaise, en ville comme par exemple à Oullins, ou bien dans les campagnes proches comme à Yzeron et dans les villages alentours. Comme il en existe aussi pour l'accueil de familles Roms dans les milieux populaires des quartiers d'habitat ancien de l'immigration, à St Etienne par exemple.

Si l'on peut retrouver les trois niveaux que nous avons décrit ici dans la trame de ces engagements civiques, ils sont cependant beaucoup plus discrets sur le plan militant, voire cultivent l'abstinence en matière de discours politique en tant que réseau comme dans les relations internes. Cette abstinence est souvent énoncée comme la condition qui permet de réunir dans le réseau des ménages d'horizon très différents qui s'engagent à accueillir des migrants chez eux. Si la distance est grande entre ces réseaux et les dispositifs associatifs officiels d'accueil des migrants, ce n'est cependant pas une frontière étanche qui les sépare. Il y a toujours au départ du réseau des acteurs de ces mondes associatifs institués. Mais ils séparent soigneusement leurs cadres d'engagement et d'implication, tout en apportant au réseau les clés de passage pour mobiliser les ressources du dispositif associatif institué. Il en va de même en matière d'engagement politique. Le milieu politique local n'est en effet jamais très loin. Certains acteurs, souvent des élus locaux, se trouvent impliqués d'une manière ou d'une autre dans une relation au réseau. Cette implication relève à la fois de l'engagement personnel et d'un prolongement naturel de leur travail politique dans la localité. Mais ils s'emploient généralement à garder la réserve nécessaire pour ne pas instrumentaliser l'engagement civique collectif.

plus complexe qu'on a pu apercevoir dans l'analyse du réseau, perspective que je propose de nommer *politique de consolidation*.

Attachés à réincorporer dans leur monde les destins en perdition, frappés par la misère, le déni de droit, le stigmat, la violence ou la rupture dans les parcours de vie précaires, les acteurs de ces réseaux s'ouvrent aux autres comme ils attendent que le monde environnant s'ouvre à eux.

Si l'action collective de ce genre de réseau part toujours de la situation des proches au sens décrit plus haut pour les Chibanis, proches parce qu'ils sont des figures actuelles d'une *mémoire vive* - mémoire d'expériences chaleureuses, de luttes, mais aussi d'une perte des autres proches, comme tous ceux qui sous l'emprise de la précarité sont pris par la dynamique de *carrières* qui les conduisent aux marges non seulement de la société mais aussi de leurs propres mondes - l'action s'inscrit cependant dans la perspective d'une lutte pour les droits qui concerne aussi d'autres. Que ces autres soient d'autres immigrés dans le cas de la double peine ou des Chibanis, ou qu'ils soient d'autres pauvres, immigrés, sans papiers lorsqu'il s'agit d'aide alimentaire ou de l'accès aux droits, ou encore de l'exposition à la violence raciste qu'elle soit exercée par des institutions ou dans la cité, ou encore lorsqu'il s'agit de lutte pour un habitat digne...

L'action n'atteint son sens que si elle admet l'extensivité de sa *matrice de transitivité* au delà des frontières d'un *nous* défini par un héritage, une commune appartenance à une origine ou à un cercle construit par l'expérience. Le sens politique de l'action se définit ici par la condition sociale au regard des droits économiques, sociaux et politiques, comme lutte à la fois contre la réduction et pour l'extension¹⁴² de la *communauté instituante* de la société, pour reprendre les

¹⁴²Si je souligne la distinction entre lutte contre la réduction de la communauté instituante de la lutte pour son extension, c'est que les deux ne jouent jamais entièrement sur le même registre. Car il me semble qu'il faut considérer que le mouvement de réduction de la communauté instituante comporte deux composantes. La première prend la forme d'un processus de précarisation cumulative et en même temps renouvelée, liée au déni de droit et à la discrimination économique, sociale et politique. La seconde procède de logiques de repli dans lesquelles, au-delà des questions morales, religieuses ou identitaires qu'ils peuvent invoquer, les acteurs s'accommodent du déni de droit pour fonder leur emprise sur le social. En ce sens, la politique de l'extension de la *matrice de transitivité* entre en contradiction non seulement avec les forces de désorganisation engendrées par le déni de droit ou l'exclusion, qui renvoient à l'Etat et à la société, mais elle entre aussi en contradiction avec les forces conservatrices des mondes de quartiers pour lesquelles ces enjeux sont une *question de compétence communautaire*, qu'il s'agisse de négocier des *effets de droits* (Cf. Pierre Vidal-Naquet note ci-après) pour cette définition restrictive du *Nous* ou de leur substituer des formes protection-dépendance communautaires.

Or l'existence de la seconde composante sert à bon compte une lecture ethnique ou communautaire de l'exigence de droit par une partie de la classe politique qui n'hésite pas agiter cet argument pour stimuler les peurs et les dogmatismes républicains laïcistes conduisant à amalgamer toute exigence de reconnaissance à une stratégie communautaire. Ce qui a pour effet de donner crédit à cette dernière, quitte à l'extrême, à s'y allier en donnant

mots de Simmel. Et c'est à cette aune qu'une conscience de la différence prend son sens pour ces acteurs, c'est-à-dire la différence comme source de rapprochement dans un commun divers.

S'il est toujours un travail dans l'actuel, dans le temps présent, cet esprit du mouvement vers le plus *grand cercle des effectifs* dans la diversité des différences n'est pas une construction ex nihilo. Il est l'héritage d'une prise de conscience d'une commune expérience des milieux ouvriers des multiples immigrations, espagnoles, portugaise, sénégalaise, ... qui partageaient la même condition dans les ateliers d'usine comme dans les quartiers de la misère dans les époques précédentes. La prise de conscience de cet héritage a été affirmée au regard de tous, dans l'espace public, par les jeunes générations d'héritiers qui en ont fait en 1984 le sujet de la seconde marche pour l'égalité intitulée *Convergences*¹⁴³, après la marche *pour l'Egalité et Contre le Racisme* de 1983. *Convergences 84* situait clairement l'enjeu des jeunes générations d'héritiers de multiples immigrations comme un enjeu de transitivité, trans-expériences héritées, privilégiant l'expérience d'une condition commune et ce qu'elle permet de partager non seulement comme héritage, mais surtout comme horizon commun dans la France de cette époque.

Cette référence mémorielle confère à la *matrice de transitivité* dont nous avons parlée un caractère historique. Et peut-être que les activités du réseau que nous avons explorées ne sont pas seulement orientées vers la réalisation des objectifs concrets qu'il se donne (droit des Chibanis, assistance inclusive transformatrice de l'action publique,...) mais qu'elles ont aussi pour finalité implicite d'entretenir l'actualisation du sens de références fondatrice et de l'enrichir.

lieu aux formes les plus nauséabondes du discours politique, comme par exemple aux marges les plus réactionnaires de la manif pour Tous ou chez Alain Soral.

Mais outre cette dérive du politique, c'est surtout ici le fait que cette double dimension est une réalité pratique qui se traduit concrètement par le déploiement dans les banlieues de certains courants communautaires ou religieux qui proposent une perspective sociale et politique d'une toute autre nature comme l'expose notamment la première partie du livre *le grand repli*. Cette réalité constitue une limite qui renvoie à un front *intérieur* problématique l'entreprise de mobilisation sociale émancipatrice portée par les milieux militants dont nous parlons pour qui il ne s'agit pas de façonner l'intérieur mais d'étendre le bénéfice des droits sociaux et politiques à leur monde comme partie intégrante de la société. Il faut ici rappeler que, si pour une part, ces militants se réfèrent à lecture de l'islam pour motiver leur contribution à la lutte pour la reconnaissance transitive et extensive des droits, d'autres sont des militants qui, bien que musulmans, n'y font aucunement référence pour justifier leur engagement, tandis que d'autres encore ne sont pas croyants ou n'en laissent rien paraître.

Bancel Nicolas, Blanchard Pascal, Boubeker Ahmed. *Le grand repli*, Paris, La Découverte, 2015, préface d'Achille Mbembe, postface de Benjamin Stora,

¹⁴³ <https://www.youtube.com/watch?v=s6Hrr1VOOKI>

La *matrice de transitivité* prendrait alors les propriétés d'un schème d'articulation singulière de la mémoire et de l'actuel. C'est peut être là que se situe l'acuité du rapprochement entre l'expérience des anciens et celle des marcheurs pour l'Egalité et contre le Racisme au moment des commémorations des trente ans en 2013 (Cf. citation du Président l'el Ghorba ci-avant). Car un schème a toujours, il me semble, cette propriété opératoire de transposer dans la synchronie de l'actuel une configuration originelle de registres de signification. Non qu'il s'agisse de confondre ou réduire l'actuel dans la configuration originelle mais plutôt d'en interroger la perspective transitionnelle, c'est-à-dire ici d'ouvrir à la question de la transformation sociale.

C'est en ce sens que la mémoire de l'expérience conjugée des Chibanis et des générations de marcheurs, parce que celle des Chibanis était l'objet d'une mobilisation actuelle, pouvait pour une part permettre à la mémoire de *la Marche* d'échapper à l'attraction du vortex de la nostalgie qui a semblé capturer ses participants. Il n'est pas certain, cependant, que cette tentative ait été payée de succès. Est-ce le signe que le destin de la génération des années 80 reste captif de la figure du Beur ? Au point de capturer même leur propre appréhension de leur histoire ?

L'oubli relatif de la seconde marche Convergences 84 dans les commémorations paraît significatif de la faible actualité de la *transitivité* sans laquelle il me semble pourtant qu'on ne peut envisager la *transitionnalité* de l'action, c'est à dire son pouvoir transformateur, non seulement des politiques publiques et des institutions mais aussi des mondes sociaux dans laquelle s'ancre l'action. Mais il serait bien imprudent de conclure définitivement tant on sait, comme le montrait déjà Mannheim dans le « problème des générations »¹⁴⁴, que les traces d'une inscription mémorielle ne parlent pas quand on le leur demande mais resurgissent et/ou révèlent leur signification dans les intrigues toujours inattendues de l'Histoire. Procéder à une inscription mémorielle c'est en ce sens toujours donner un peu de crédit à une occurrence du futur où ces traces seraient réinterprétées dans l'actualité pour contribuer à orienter une action sensée.

Jusqu'ici nous avons suivi le trajet d'une économie des expédients comme politique d'assistance construite par le bas dans les solidarités avec les gens de la rue, jusqu'à la lutte qui mobilise des mondes de l'immigration des quartiers populaires pour la reconnaissance des droits des plus vulnérables de leurs membres, les Chibanis, les pauvres. Nous avons découvert qu'en incluant dans leur visée les autres vivant des conditions sociales et juridiques similaires

¹⁴⁴ Mannheim Karl. *Le problème des générations*. Armand Colin. 1928/2011

(Roms et autres immigrés postcoloniaux ou non, pauvres sans assignation d'origine), les participants à cette lutte travaillaient à la consolidation de leurs propres mondes sociaux en s'opposant aux dynamiques de fractionnement qui les fragilisent, les affectent et peuvent laisser place à des dynamiques de repli communautaire ou de fractionnement.

Nous avons vu qu'en participant ainsi à la transformation de la société par l'élargissement de la communauté du plus grand cercle des effectifs relevant d'un droit à l'assistance, c'est-à-dire à la communauté instituante des gens qui vivent en France, ils travaillaient les frontières de leurs propres mondes et que c'est par ce travail sur leurs marges qu'ils pouvaient contribuer à leur consolidation comme mondes sociaux inscrits dans une société équitable.

Nous avons vu comment la forme d'organisation horizontale en réseau multi ramifiée de cette lutte contre le fractionnement social et générationnel en raison du déni de droits, a pu retenir l'attention publique et commencer à en faire un problème public, même si cette actualité n'a duré qu'un temps. Nous avons vu que cette forme d'organisation de la lutte mobilise des ressources et un savoir-faire hérités des luttes de l'immigration où elle puise ce que nous avons nommé *sa matrice de transitivité*, transgénérationnelle, trans-territoriale, transculturelle et dans une certaine mesure trans-mondes sociaux.

Il ne s'agit donc pas d'une lutte *sui generis* déclenchée par un groupe social confronté à un problème, celui des Chibanis en l'occurrence. Elle prend place dans une histoire des mondes des quartiers populaires des immigrations maghrébines et postcoloniales où elle est profondément ancrée. Mondes du quotidien de l'existence dont l'histoire locale est toujours spécifique - comme en témoigne l'ancrage du réseau *justice pour les Chibanis et Aide alimentaire* plus spécialement dans deux communes de la banlieue lyonnaise, Vaulx en Velin et Vénissieux - même si une commune histoire des conditions sociales et de multiples circulations les relie toutes dans l'intrigue de la ville.

Cette lutte prend place aussi dans l'expérience d'une génération, celle qui a porté les militants des années 90 et dont une grande part a conservé son ancrage dans les quartiers populaires où leurs luttes avaient émergées.

C'est ainsi que l'on doit s'attacher à comprendre la dynamique sociale qui permettra d'appréhender ces ancrages non seulement comme des histoires propres à des situations urbaines mais dans ce qu'elles ont de commun. Car au delà des spécificités locales de leur ancrage urbain, l'expérience des militants s'appuie sur l'expérience d'une commune condition d'héritier de l'immigration dans la société française.

L'on peut de ce point de vue, en se plaçant à une autre échelle d'analyse, plus historique que située dans les intrigues de la ville, se demander si au-delà du fait que le problème des Chibanis survient au terme d'un processus de vieillissement qui les expose à la fragilité de leur droits et au défaut de considération par les politiques publiques, ce n'est pas aussi le cheminement générationnel des jeunes des années 90 qui leur permet de se saisir de ce problème avec un tel degré d'ancrage ? Cette lutte, à ce moment de l'histoire, lorsqu'ils arrivent à 50 ans, ne peut-elle être lue aussi comme l'accomplissement d'un long processus de réconciliation intergénérationnelle entre les *héritiers* de l'immigration et les *pionniers* de l'immigration ? Dans cette hypothèse, la ville comme espace d'installation des populations immigrées apparaîtrait comme l'espace de réalisation, ou la scène, d'intrigues générationnelles et sociales qui la façonnent tout autant qu'elle apparaît comme en étant le siège.

Et c'est alors en tenant compte des tensions politiques et institutionnelles que suscitent cette double dimension du rapport à la ville que l'on pourra aussi appréhender l'expérience ordinaire sur laquelle repose l'action militante.

Partie 4 - La densité du vide ou la dialectique de la frontière et du milieu

Faire monde dans la banlieue. Expérience générationnelle et intergénérationnelle

Quand la ville façonne les histoires et réciproquement.

Chapitre 1 - Expérience générationnelle, équipements et réseaux

Naissance et affirmation d'une génération des héritiers de l'immigration maghrébine dans une ville moyenne. Importance de l'expérience des équipements de proximité. Mémoire générationnelle versus mémoire des politiques publiques. Le Déjà là. Dépasser le quartier pour aller vers la ville. Une vision de l'histoire et de la condition sociale de l'immigration. Articulation avec la dynamique générationnelle d'ensemble. Une logique de confrontation. Prise de conscience de la marginalisation d'une partie de la génération et des dommages de la drogue. Le virage de la confrontation à la participation. Invention de pratiques délibératives qui consolident la génération. Les pratiques du référé comme jalons pour la génération et comme inscription dans l'agenda du politique.

Terrain

Ici notre terrain est celui d'une ville moyenne de 45 000 habitants, Saint Priest, en marge de l'agglomération lyonnaise pour laquelle, au cours des années 90, cette ville n'est pas encore un enjeu pour les forces politiques économiques et sociales en compétitions pour la maîtrise de l'agglomération lyonnaise (plus de la moitié du périmètre de la ville étaient encore bordés de champs cultivés). Le système politique local y est encore basé sur l'ancrage des élus dans une partie des milieux qui composent la ville de sorte que les appareils politiques ont une moindre influence que dans d'autres villes plus denses. L'esprit de localité tient surtout au fait que, comme dans quelques autres banlieues de la périphérie industrielle, l'expérience collective fondatrice est celle du travail des pères ou grands pères, toutes origines confondues, dans les mêmes usines, situées à proximité immédiate - la ville comme cité dortoir après avoir été un village bordé de bidonvilles dans les années 60 - tandis que des milieux commerçants, dont émane le Maire socialiste à cette époque, représentent la couche populaire du bourg d'avant les HLM (son père tenait l'épicerie Beurre Œufs Fromages de l'ancien bourg dont le sigle B.O.F. renvoyant à beauf fit florès dans le discours distinctif des nouvelles élites issues de la bourgeoisie et dans la presse satirique dans les années 70 et 80.

A l'exception du bourg, dans les années 70, la ville n'avait ni forme ni identité urbaine. Des groupes d'immeubles ouvriers, mêlés à des hameaux et des fermes isolées s'accrochaient, autours de nœuds d'activités dispersés: ici la gare, là un hôtel, un bureau de poste et quelques commerces ou garages sur le long la route d'Heyrieux, à proximité d'un marché où se

rencontraient les milieux paysans et ouvriers ; la caserne, les entrepôts de Renault Véhicules Industriels RVI et ses ateliers de montage de Camions. Dans cet entrelacs il y avait aussi des bidonvilles et leurs pionniers de l'immigration qui allaient bientôt être les pionniers de la nouvelle ville. Un statut oublié à Saint-Priest, à l'exception des milieux qui y ont vécu.

Entre 1975 et 1985, la ville verra s'ériger des quartiers HLM, des résidences en copropriété destinées aux milieux ouvriers, puis des résidences pour classes moyennes, des quartiers entiers de villas, sans pour autant que l'ensemble ne s'agence en une quelconque harmonie ou logique. Les prés et les zones d'entrepôts structurent la partition du plan urbain comme un patchwork.

Si l'ascenseur social a permis à une grande part des familles des milieux ouvriers français, et aux immigrés polonais, espagnols, italiens ... de quitter progressivement la ville vers de nouveaux horizons ou vers les zones résidentielles de la périphérie, laissant les populations immigrées du Maghreb captives, cette composition première de l'habitat HLM et son rapport au bourg reste un déterminant commun important dans la période où se déroulent les histoires que nous allons discuter.

Dans les 15 années qui suivront, la fermeture des grandes usines libérant des terrains et l'extension très rapide de l'agglomération, l'arrivée du tram, chargeront la ville de nouveaux enjeux, de nouvelles populations et groupes d'intérêts, et changeront les termes du fonctionnement du système politique local maintenant sous l'emprise des appareils politiques. Cette mutation refermera l'espace qui s'était ouvert au déploiement de l'action de la génération et à sa transformation.

L'épure d'un centre ville pour une population imaginaire

A partir des années 80, les élus n'auront de cesse de donner à la ville une forme urbaine reconnaissable. Dans un des nombreux espaces en jachère, entre des stades et deux groupes de citées ouvrières, on construit d'abord un Hôtel de ville puis une galerie qui accueille à la fois, cinéma, café culturel, médiathèque, bistrot, bureau de poste, banque. On installe à proximité les guichets des services administratifs en vue d'engendrer un flux de fréquentation. De ce flux résulteraient des habitudes, une familiarité, d'autant que les commerces, profitant de ce flux, s'y installeraient bientôt.

Au cours des années suivantes, on tente par tous les moyens disponibles de construire une centralité ex-nihilo, autour de laquelle on pense organiser la ville. En 20 ans les abords du

centre ville seront refaits six fois, à la recherche d'une configuration stable, à l'image d'une identité qui pourrait prendre forme dans le façonnage urbain. Image et identité introuvables en réalité. Non pas qu'en principe elles ne puissent sortir du dessin d'épure d'urbanistes ou d'un projet politique affirmé, mais plutôt qu'en réalité, elles ne peuvent se réaliser que par les modes d'appropriation des citoyens qui la pratiquent dans la durée.

L'histoire politique et sociale de Saint-Priest sera marquée par les aléas de la rencontre entre une épure toujours redessinée et des modes d'appropriation en décalage avec les espérances des élus.

Au début, ceux-ci pensaient avoir le champ libre. On postulait que, en dehors de l'ancien bourg, il n'y avait pas d'antécédents, pas d'héritage ni de traditions fixées dans le paysage urbain comme dans une vraie ville. On pouvait par conséquent tracer l'épure dans le seul souci du projet, c'est à dire de ce que l'on projette sur une réalité vierge pour la façonner selon ses propres vues avec la seule contrainte des moyens.

Mais c'était sans compter que le temps de la transformation urbaine est long dans une banlieue pauvre et d'autant plus oubliée qu'elle est une île à l'écart du continent de la grande ville.

Les élus se trouvèrent bientôt pris entre la réalisation d'un dessein de la ville qu'ils imaginaient fixé dans l'épure initiale, avec ses gens imaginaires, et la nécessité de prendre en compte les attentes et les modes d'usage citoyen des gens qui vivaient vraiment là. Non seulement les gens qui étaient déjà là se sont manifestés comme citoyens, mais d'autres se sont installés, marquant la ville par leurs manières d'être au Monde. Des populations se sont succédées, d'autres se sont fixées, de sorte qu'une identité de la ville s'est construite par l'histoire des groupes qui la composent et par leurs usages. Les ouvriers des premières heures des citées ouvrières, ont vieilli ou ont quitté la ville, des familles plus pauvres ont habité les citées du centre ville.

Toute engagée qu'elle était dans la réalisation de l'épure, la municipalité s'est trouvée comme débordée par le temps de la ville réelle. Sa quête de la figure du citoyen imaginé dans l'épure s'est transformée en une vaine poursuite d'identités qui s'éteignaient au fil de l'arrivée de nouveau citoyens : l'identité des milieux ouvriers du début, Français, Espagnols, Portugais, Polonais, bientôt élevés au rang de classe moyenne repliée dans les quartiers de villas ; puis l'identité des milieux plus précaires qui les ont remplacés et qui ont vieilli là, laissant peu à

peu s'exprimer, dans les lieux même de la centralité idéalisée, une dynamique d'installation de l'immigration tunisienne , algérienne et plus récemment turque.

Bien que l'histoire des générations héritières de l'immigration à Saint-Priest s'inscrive dans une dynamique sociale et historique de portée plus large, elle se déroule cependant sur cette trame d'histoire urbaine. Et la question de la centralité en déterminera les moments, les lieux et les scènes ; le plus souvent en lien avec les enjeux des équipements socioculturels.

“ L'affaire Diderot ” aura été l'un des ces moments importants.

L'affaire Diderot. Le début d'une histoire au long cours

(Dans les années 90, Diderot est un quartier proche du centre ville, dont il est séparé par la cité des Alpes, copropriété ouvrière, et par un groupe d'immeubles plus résidentiels.)

Au bord de la rue de l'abbé Pierre qui longe le quartier, se trouve le Centre culturel et récréatif hispano-français, couramment appelé *la Maison des Espagnols*.

Elle traduit la reconnaissance par la Ville de la présence d'une communauté qui a marqué l'histoire ouvrière de Saint-Priest mais aussi l'histoire politique locale. Ceci jusqu'aux années 1990, où bien que le relais de l'activité communautaire n'ait pas été réellement repris par les générations montantes - depuis plusieurs années, ce sont surtout des retraités qui fréquentaient cet équipement - cette communauté avait encore un élu identifié dans le jeu d'acteurs local comme son représentant.

Dans les années 90, certaines activités persistent encore dans la Maison des Espagnols, comme des cours de flamenco ou des conférences. Si les milieux espagnols des premières heures de l'urbanisation de la ville se sont dispersés, d'autres se sont installés dans le jeu des parcours résidentiels de milieux pauvres. Au début des années 90, le quartier Diderot accueillait ainsi plusieurs familles qui s'attachaient encore à cet héritage. Bien qu'elles ne l'aient pas fréquentée régulièrement, la maison des Espagnols n'en était pas moins pour elles un lieu de référence.

A cette époque cependant, les plus anciens habitants du quartier vivaient mal la réputation de Diderot comme quartier où selon eux l'on affectait des “ familles difficiles ”.

Cette image du quartier occupait les esprits et, comme un puissant schème, forçant peu à peu la perception des faits et des modes de relation sociale. Ainsi par exemple, alors qu'il peut paraître assez naturel que des milieux se manifestent par des regroupements affinitaires dans les lieux publics, à cette époque, dans le quartier, on interprétait comme un signe de tension le fait que les mères de familles d'origines maghrébines et espagnoles se regroupent aux coins les plus opposés des jardins des bas d'immeubles. Aucune désignation explicite mais un mal vivre latent s'était peu à peu installé.

Diderot se trouvait dans ce genre de contexte où le souvenir de temps meilleurs et la nostalgie d'un âge d'or du quartier éveille chez certains milieux un sentiment d'antériorité en décalage avec la réalité factuelle. Ainsi l'idée que les familles algériennes aient été les dernières affectées à ce quartier n'avait pas grand rapport avec les faits puisque c'est parmi ces familles que l'on trouvait le plus grand nombre d'anciens habitants du quartier, et qu'en pratique, c'est elles qui portaient de la manière la plus visible les formes de sociabilité interculturelles et de solidarité qui faisaient encore l'ambiance du quartier.

La génération des adolescents des années 90 comportait encore un fort noyau de jeunes de toutes origines qui avaient vécu là ensemble, fréquenté la même école.

“On était avant tout du quartier se souvient Karim que nous avons rencontré à cette époque. Diderot c'était notre monde. On ne fréquentait pas souvent les gens des Alpes ou de Bellevue, encore moins de Bel Air. Sauf les cousins. On connaissait les parents de nos copains du quartier, on allait chez les uns ou les autres. On allait souvent au club de boule. Il n'y avait pas de problème de ce côté là

Mais il y avait aussi beaucoup de pauvreté dans le quartier. On était le quartier abandonné de la ville. Les autres quartiers avaient des équipements. Beauséjour, Bel Air, Garibaldi. Mais à Diderot rien. Juste un animateur, Medhi, qui venait au quartier faire des animations. Il était bien, lui, mais quand il se pointait avec ses ballons de foot sous la pluie qu'est-ce que tu voulais qu'il fasse ?

On traînait souvent dehors le soir, comme on ne savait pas où se mettre, on se collait au transformateur, près des immeubles là bas, à côté de la maison des Espagnols. Ça faisait plein d'histoires parce qu'on faisait du bruit. Ça inquiétait les gens.

Je ne dis pas qu'il n'y avait pas des lascars dans le quartier. Parfois il y avait même des voitures qui brûlaient, mais c'était rare. c'était pas le Bronx. A l'époque on disait que si ça brûlait c'est qu'il y avait une raison. Mais on se posait beaucoup de questions quand même.

En vérité, à cette époque, on formait un vrai groupe. Il y avait pas vraiment de bon et de mauvais”.

Plusieurs fois les jeunes avaient demandé un local, plusieurs fois ils avaient interpellé des élus sur ce sujet. Sans réponses. Le défaut de local est devenu un sujet de conflit récurrent avec la Municipalité. Les jeunes avaient trouvé le soutien de figures du quartier comme la présidente de la CSF¹⁴⁵ ou encore les boulistes qui les fréquentaient régulièrement. Devant la pression, le Maire avait fini par promettre la construction d’un équipement.

Le service jeunesse et le service d’urbanisme de la ville s’étaient saisis du projet avec entrain: des groupes d’adolescents du quartier avaient été associés à la phase de définition et même au dessin des plans ; une fois finalisé, le projet avait été présenté par le Maire à tous les habitants du quartier.

Et puis plus rien.

Trois années passèrent sans le moindre signe d’une décision. A chaque interpellation, les fonctionnaires municipaux ou les élus affirmaient que cela allait se faire, mais toujours rien.

Dans le même temps la maison de quartier du Centre, renommée l’Olivier à cette occasion, avait été réouverte après une longue période de fermeture.

L’ouverture de l’Olivier marqua un changement de posture de la Municipalité toujours en quête d’une nouvelle centralité urbaine : la réouverture de l’équipement devait maintenant satisfaire aux attentes des gens de Diderot, sa nouvelle mission étant de couvrir l’ensemble du centre ville, quartier Diderot compris.

A Diderot les jeunes ne l’entendaient pas de cette oreille. “ *les gens des Alpes et de Bellevue ont la maison de quartier du centre. Nous on a rien* ”. Ce à quoi la mairie répondait “ *qu’on allait pas laisser se développer une culture du pied de tour* ”.

Le revirement de la municipalité engendra un fort mécontentement à Diderot, parmi les jeunes, mais au delà d’eux, chez les adultes aussi qui mettaient ce déni de la parole donnée en rapport avec les difficultés qu’ils rencontraient pour obtenir que l’office municipal de HLM entretienne enfin les logements et les montées d’escalier, répare les jeux d’enfant cassés, embellisse le quartier...

¹⁴⁵ Confédération Syndicale des Familles

Plusieurs incidents urbains marquèrent cette période : conflits avec les agents municipaux, épisodiquement une voiture brûlée à proximité.... Que de tels incidents aient été motivés par les causes évoquées ici n'était pas certain, mais bientôt une partie des gens du quartier les interpréta comme tels, tandis qu'une autre partie des habitants s'employaient à dénoncer le comportement des jeunes, en stigmatisant les " familles à risques " supposées s'être implantées dans le quartier.

Les tensions se focalisèrent bientôt sur la maison des Espagnols.

Les arguments avancés allaient du dénigrement : "*Cet équipement ne sert à rien d'autre qu'à la buvette qu'ils tiennent dedans, juste pour eux* ", à des registres plus polémiques : "*Pourquoi ils ont leur équipement et pas nous ?* "

La mémoire de la communauté espagnole s'était inscrite dans le sol de la ville par cet édifice, avec une rémanence du temps au delà d'une présence active des membres ; mais cette signalisation dans l'espace public local n'allait pas sans souligner les décalages avec la situation d'autres groupes sociaux.

L'affaire du quartier Diderot déborda bientôt le périmètre du quartier.

D'autres jeunes, militants dans une association récemment créée, JASP (Jeunes Avenir Saint Priest) proposèrent une lecture différente de cette situation, en l'inscrivant dans une chronique du délaissement des quartiers populaires par la Municipalité et particulièrement ceux où étaient implantés les milieux immigrés maghrébins.

En effet, pour les militants de JASP, qui s'affirment comme jeunes Français issus de l'immigration maghrébine, la maison des Espagnols cristallisait le statut inégal des communautés dans la vie publique locale : "*il y a les communautés avec et les communautés sans ; communautés reconnues ou non reconnues, avec un lieu ou sans lieu...*" Pour les porte-parole de cette génération, c'est plus fondamentalement la question de l'Histoire qui était en jeu : il y a des communautés avec une Histoire reconnue et d'autres qui seraient privées d'Histoire. "*Nos pères ont fait l'Histoire de cette ville autant que les autres, ils ont travaillé dans les mêmes ateliers ; tout se passait et se passe encore comme s'ils étaient toujours de nouveaux arrivants, éternels intrus dans le jeu local, éternels étrangers* ". Jusque là, en effet, la seule institution signalant la présence de la communauté algérienne par ses lieux était l'Amicale des Algériens en Europe qui disposait d'un local, mais dont la nature, le nom

même, traduisait pour les jeunes générations le décalage avec leur propre statut de Français de plein droit.

Pour désamorcer les tensions, la ville tentera de naturaliser la maison des Espagnols, en cherchant à lui affecter un statut d'équipement ouvert sur le quartier. Des activités de soutien scolaire seront organisées dans ses locaux, on y tiendra des réunions avec les habitants ; tandis que sur un fond d'argumentaire interculturel on incitera les administrateurs de la maison des Espagnols à valoriser un héritage commun avec les communautés maghrébines à travers le thème des sources arabo-andalouses. Ces initiatives n'eurent pas de réel impact sur la situation. Elles apparurent plutôt comme des tergiversations et confortèrent au contraire le sentiment des militants de JASP quant au statut inégal des origines.

Un conseil municipal qui devait délibérer sur l'ouverture ou non d'un équipement de proximité pour le quartier Diderot permettra au groupe fondateur du JASP (les jeunes disent " le JASP ") de porter sa réflexion sur la scène publique.

Près de cinquante jeunes se rendirent en effet au conseil et y imposèrent d'être entendus. Ils revendiquaient un véritable équipement de proximité en latence depuis des années. Refusant cependant de solder le débat sur la reconnaissance à travers l'équipement de proximité, les portes parole du groupe, dans une revendication paradoxale dans l'entendement des élus, revendiquèrent un lieu de prière accessible et officiel, et sur un mode provocateur, la création d'un centre d'Amitié Franco Maghrébine en formulant explicitement la référence au centre d'Amitié Franco-Espagnole.

La Maison pour Tous de Diderot verra le jour, mais pas le lieu de prière, ni le Centre d'Amitié Franco Maghrébine. Pour sa part, JASP n'a pas non plus obtenu de locaux qui lui soient spécialement dédiés, mais fut hébergé, à la demande de la Mairie, dans les locaux dont disposait la JOC, Jeunesse Ouvrière Chrétienne, dans le centre ville. JASP partagera l'usage de la pièce qui lui était attribué, la cuisine, avec un lieu de Prière. Plus tard la JOC arrêtera ses activités, laissant les locaux à JASP dont les anciens dirigeants observent que *" le droit de cité des héritiers de l'immigration maghrébine ne prend réalité que par des subterfuges, sous les hospices d'acteurs légitimes. Jamais en tant que tel. "*

JASP est née dans le mouvement d'émergence d'associations de jeunes militants dans les quartiers cette époque. Cependant, tout en se référant à ce mouvement à travers la similitude phonétique de JASP avec JALB, "Jeune Arabes de Lyon et Banlieue", groupe emblématique

né à Lyon à la suite des grèves de la faim et des marches des années 80, ils s'affirmaient à travers ce nom comme natifs de la localité de Saint Priest, héritiers comme d'autres de son Histoire et par conséquent légitimes à en énoncer les perspectives d'avenir.

Reste que comme le remarque l'un de nos interlocuteurs, *“ plus on s'affirmait comme habitants de Saint-Priest et comme citoyens plus on était calculé comme immigrés (...) Pour moi, cette césure dans notre histoire locale a un début : l'apparition des 'jésus de banlieue' au début des années 80 : avant qu'ils arrivent, moi j'étais un gosse de quartier en France, j'allais à l'école et au foot avec les autres gosses du quartier. Mon père travaillait, je le voyais descendre du bus de RVI avec d'autres ouvriers français de Saint-Priest. Mais quand les 'Jésus de banlieue' sont arrivés, ils m'ont expliqué que mon père était un moins que rien et que même si je marchais bien à l'école, même si je jouais au foot avec les Français, j'étais avant tout un fils d'immigré et qu'il fallait faire quelque chose pour nous aider. C'est là que j'ai réalisé que ça allait mal tourner. ”*

Chapitre 2 - L'expérience du déjà là.

(Le déjà là exprime l'antériorité comme condition subie.)

Le déjà là (1) - L'Histoire comme trame d'une expérience vécue de la ville.

L'affaire de Diderot condense plusieurs traits caractéristiques qui permettent de discerner les lignes de fuites et les lignes de tensions qui marquent l'émergence d'une expression générationnelle portée par l'association JASP en particulier, mais aussi par d'autres associations, comme " Avenir quand tu nous tiens " née dans la même période et initiée par les héritiers de l'immigration tunisienne tandis que JASP s'enracine plutôt dans les milieux d'origine algérienne.

L'un des traits marquants de cette émergence générationnelle, est qu'elle se fixe sur la question des équipements de proximité. Mais ceci d'une manière paradoxale, car en même temps que s'exprime une revendication de localité, une référence au quartier, cette revendication est inscrite, à travers JASP notamment, dans des perspectives plus larges, qui visent précisément au désenclavement, à l'échappée hors du cantonnement.

La perspective historique est une de ces perspectives d'élargissement. Elle apparaît comme un fondement, mais qui s'exprime dans une visée d'avenir, symbolisée par le nom des associations, et à une échelle de ville et non de quartier, inscrite dans un mouvement générationnel qui marque l'époque partout en France. D'une certaine manière, c'est au nom de cette ligne de fuite affirmée de l'Histoire que les militants de JASP portent la revendication du Quartier Diderot auquel il ne sont pas spécialement attachés, puisqu'ils habitent tout aussi bien les autres quartiers de la ville Bel Air, Garibaldi, Beauséjour, les Alpes ou Bellevue.

Cette inscription du local dans l'Histoire n'est pas qu'une affirmation rhétorique, ni une posture idéologique, elle est avant tout référée à une expérience de la ville. Une expérience vécue comme une expérience de fondation, plus qu'une expérience d'assignation. Dans cette expérience, les quartiers sont reliés en une trame historique inscrite dans une mémoire urbaine qui dessine une ville vécue, et qui se fixe dans les noms attribués aux lieux comme " le Bronx " par exemple pour le quartier Beauséjour, ou le " 25 bis " pour l'équipement du quartier

Claude Farrère dans Bel Air 2, ou le “ 5bis ” pour l'équipement du quartier Mansart aussi situé à Bel Air.

“Tout est lié en réalité, explique Ali, Beauséjour par exemple, c'est une histoire oubliée, mais Beauséjour a été l'un des premiers quartiers où les familles se sont installées quand elles ont pu quitter les bidonvilles, avant que les HLM de Bel air ne soient finis. Pour nous, quand j'étais gamin, c'était une époque de bonheur, même si on n'était pas riches. A Beauséjour, on avait les meilleurs résultats scolaires de St Priest. C'est là qu'il y a eu le plus de bacheliers à mon époque, même si pour nos copains du Centre ville, Beauséjour c'était le 'Bronx'. C'était le deuxième nom du quartier ; on te disait, tu rentres au Bronx ? C'est un gars du Bronx etc. En réalité ce n'était pas complètement péjoratif. C'était de la rivalité, mais aussi du respect quand les jeunes disaient ça. Il y avait quelque chose de vrai dans le mot Bronx et ça ne nous choquaient pas. On se disait du Bronx. Le vrai c'est qu'il n'y avait pas de différence dans le quartier entre ceux qui réussissaient à l'école et ceux qui galéraient dur. Souvent c'était chaud. Mais rien à voir avec maintenant. Quand quelqu'un faisait une connerie, un braquage, quelque chose comme ça, et qu'il plongeait, c'était la règle. Tu fais une connerie, tu te fais prendre, tu paies. C'est la règle. On n'était pas des délinquants à priori. Enfin c'est ce qu'on croyait. ”

“ Les Alpes c'est autre chose, indique Karim, c'est spécial. Il y a eu plusieurs mouvements. D'abord il y a eu les tunisiens, qui ont loué, puis acheté des appartements. Puis il y a eu des familles algériennes. Au début elles sont venues là parce qu'elles n'arrivaient pas à avoir d'appartement en HLM ou parce qu'elles n'obtenaient pas de mutation. Les locations étaient plus chères qu'en HLM mais les familles d'ouvriers français espagnols ou italiens qui avaient acheté là partaient s'installer ailleurs. Ils n'étaient pas regardants sur les locataires. De toute façon ils n'avaient pas vraiment le choix. C'était un peu sauve qui peut ! Il n'y avait pas d'autres candidats que nos familles pour louer ou acheter dans ce quartier. Parmi les familles qui se sont installées aux Alpes, il y en a qui galéraient vraiment et qui ont attendu des années avant d'avoir un logement HLM. Mais en même temps ils ne voulaient pas aller n'importe où. Ils ne voulaient pas aller à Diderot. Parfois il y en a qui venaient de bel Air 2 et qui ne voulaient pas y retourner. Il y avait de mauvaises images de ces quartiers. En devenant propriétaire, on ne gaspillait plus l'argent. Mais c'était surtout l'occasion de se débarrasser de la dépendance de la Mairie et des HLM. Et. On pouvait poser les valises. ”

Le déjà là (2) - Le centre ville.

Ainsi, dans le centre ville en particulier, c'est un processus progressif de glissement de populations qui s'est opéré. Tandis que les carrières sociales et résidentielles des ouvriers français ou d'origine européenne se redéployaient hors de saint Priest, celle des familles maghrébines s'y fixait, non seulement dans les quartiers de logement social, mais aussi, via les interstices du marché immobilier, dans le *centre ville* même.

L'un des facteurs essentiels de ce glissement de populations dans le temps long réside dans le différentiel de possibilités de déploiement de carrières sociales qui s'offre aux générations successives, et aux jeunes en particulier.

Non seulement les restructurations industrielles, la tertiairisation, la flexibilité, ont fragilisé le monde ouvrier, affectant en premier lieu les travailleurs immigrés, mais les différentiels sociaux se sont reportés, en adoptant de nouvelles formes, sur les générations montantes. Les enfants des premiers ont quitté Saint-Priest, tandis que les enfants de l'immigration maghrébine s'y sont trouvés capturés, face à la l'impossibilité de trouver ni logement ni travail ailleurs.

Si ces phénomènes sont connus, ce sont ici leurs implications en termes de relations sociales et de construction des générations qui retiennent notre attention. La configuration sociodémographique des quartiers du centre ville, plus encore que celle des quartiers HLM se caractérise par le fait que les générations d'installation se trouvent décalées sur tous les registres dans lesquels les rencontres systématiques permettent de travailler les frontières de l'altérité.

Les parents ne se rencontrent pas à l'école car les générations sont décalées. Ce phénomène est d'autant plus marquant qu'il se double ici d'une fuite particulièrement importante des populations scolaires dans les trois écoles du centre ville. En effet, la politique de dérogation scolaire, bien qu'officiellement contrôlée, a atteint des sommets dans ces écoles où l'on observe par exemple en 2003, au niveau primaire, des taux de dérogation en sortie de 40%,

(Herriot et Jean Jaurès), et 20% (Brenier) qui se déplacent sur les écoles des quartiers plus résidentiels -Dérégulation d'entrée : 38% (Signoret) 36% (Berliet), 30% (Revaux) , 23 % (Marendiers) -ou parfois sur le privé.¹⁴⁶

La précarité et la pauvreté placent les familles immigrées en dépendance des services sociaux, les gens ne fréquentent pas les mêmes commerces etc...

Dans le même mouvement, les générations issues de l'immigration qui s'affirment au cours des années 90 sont marquées par la disparition de leurs alter ego de l'enfance, c'est à dire les enfants issus d'autres milieux qu'ils avaient fréquentés à l'école, au lycée, dans les clubs ou dans la dynamique impulsée par le service jeunesse de la ville etc..., soit que ceux-ci aient quitté Saint-Priest pour leur travail ou leurs études, soit que leurs parcours résidentiels ou ceux de leurs familles les aient conduits dans des quartiers plus aisés (Manissieux, la

¹⁴⁶ Hervé Paris, Marwan Abi Samra, Ahmed Boubeker. Etude diagnostic du développement social. Cité Publique, Lyon. 2003.

Lors de cette étude, les élus ont accepté de nous fournir les données rétrospectives des dérogations scolaires jusque là tenues *secrètes* avec lesquelles nous avons réalisé des cartes. Cette ouverture des données tenait au fait que les élus avaient à cette époque le sentiment d'être à la croisée des chemins. La ville se trouvait peu à peu rejointe par les enjeux de l'agglomération, du fait notamment de la libération de terrains liés à la fermeture de grandes entreprises et à la pression de groupes socioéconomiques (branche professionnelle de la logistique notamment) ; tandis que la montée du vote Front National et de l'opposition de Droite menaçait l'héritage socialiste populaire de la Municipalité. Les administrations de l'Etat et de la communauté urbaine avaient élaboré une stratégie pour la ville de St Priest qui commençait à s'imposer aux élus de la ville et ceux-ci s'interrogeaient sur son devenir et sur leur projet politique. Ils ont alors accepté notre proposition d'une étude de problématisation des enjeux étalée sur plusieurs mois avec des séminaires de travail le samedi, où nous pourrions explorer ensemble un large spectre de questionnement habituellement discutés seulement dans les cercles restreints du cabinet du maire ou du bureau municipal. Je connaissais bien la ville et une grande partie de ses élus depuis plusieurs années en raison des études que j'y avais faites et des relations que j'avais tissées avec différents acteurs des générations d'habitants et des dispositifs publics. Bien que les travaux que j'avais réalisés auparavant n'aient pas toujours été confortables pour les élus, dans ce contexte d'interrogation, il me semble qu'ils ont fait le choix d'interlocuteurs qui connaissaient les tensions qui traversaient la ville, et qui leur semblaient capables de les aider à problématiser plutôt que de proposer des réponses programmatiques. Cette étude a été un moment inédit d'ouverture intellectuelle et politique où, du fait de la présence dans le conseil municipal d'élus issus des jeunes générations des quartiers populaires, de la génération JASP en particulier, les débats sont sortis des enceintes confinées de la décision municipale. Il me semble que ce moment a été un moment démocratique important. La destruction des barres du quartier du centre ville « les Alpes » qui était une option discutée comme contradictoire, la réhabilitation pouvant en être une autre, a ainsi été un véritable choix politique que la majorité municipale a assumé comme choix politique en ne se cachant pas derrière les politiques de l'Etat, les tensions sociales. Et il me semble que la manière de conduire cette opération y a gagné en respect des populations et en mobilisation de solutions négociées avec les habitants concernés. Il n'est pas sûr, cependant que la Municipalité ait réellement réussi à prendre place comme acteur significatif sur le destin de son territoire dans le grand jeu de la concentration-compétition des pouvoirs aménageurs dans la communauté urbaine devenue agglomération puis Métropole aujourd'hui.

Fouillouse, Revaison,...) ou dans les ZAC de la troisième couronne de l'agglomération lyonnaise.

De sorte que si la génération montante dans les années 90 se construit dans une affirmation positive visant à dépasser l'alternative imposée entre captivité et installation, elle est aussi marquée par la perte de lien, la rupture et l'isolement et par l'expérience du déni de son existence par les institutions.

“ Dans le centre ce qui est fou c'est que la ville n'arrive pas à admettre que les gens habitent vraiment là explique Karim, C'est comme s'ils ne les voyaient pas. Ou bien quand ils les voient c'est comme problème. Par exemple, quand les paraboles sont sorties sur les fenêtres, de leur bureau à la mairie, ils ne voyaient plus que ça. Juste à 50 mètres, sous leur nez, toute la journée. Un jour un haut fonctionnaire municipal qui passait dans le quartier pour une réunion de chantier, a même dit tout haut : ça ne ressemble pas à la France ça ! ”.

Le décalage entre la réalité et le désir n'affecte pas que les édiles ni l'administration locale.

Ainsi ce commerçant, pris en tenaille entre ses attentes vis à vis de la Mairie et son espérance d'une clientèle qui n'existe pas, aveugle à la présence des gens du quartier : *“ la mairie nous a fait miroiter une zone de chalandise dans le centre ville, mais elle n'a rien fait pour ça. Il n'y a personne. Le centre ville n'attire personne, les gens vont faire leur courses ailleurs, ou bien ils sont partis, loin d'ici , à Heyrieux, à Lyon ou ailleurs ”*

Tensions et ajournement : la nouvelle alliance avec la génération JASP

Le cas de la Maison de quartier de L'Olivier.

“La ville et l'identité de Saint-Priest se renouvellent par la dynamique du centre ville, observait le sociologue M. Abi Samra en 2003, et la Municipalité ne parvient pas à l'admettre. Sa cohésion et son identité repose pourtant en grande partie sur la dynamique sociale qui s'y développe ”

Situé dans le quartier Bellevue, à quelque 150 mètre de l'Hôtel de Ville, l'histoire de l'Olivier après sa réouverture sera marquée par les enjeux de la reconnaissance des populations immigrées maghrébines installées, mais aussi turques, dans le centre Ville.

“ En réalité, une des conditions clés de l'intégration des familles turques dans le centre ville a été la dynamique portée par les femmes maghrébines des Alpes et de Bellevue souligne un travailleur social. Avant que l'Olivier ne réouvre, il y avait déjà tout un groupe de femmes qui s'activaient ensemble. En l'absence de lieu collectif elles s'appuyaient sur les AS. Quand l'Olivier a ouvert, elles y ont pris une part décisive. Après il y a eu les hommes, on disait le groupe des pères. Et les jeunes. Avec une cohabitation difficile par moment entre les générations, mais très vivante.”

“Le problème note cependant Farid qui militait au JASP à cette époque, c'est que la ville espérait autre chose de cette ouverture ». Enfin une partie des élus au moins. Il y a eu des propos durs, comme par exemple : “ Le problème c'est que c'est trop coloré. L'Olivier doit être un équipement pour tous”.

Dès son ouverture, en dehors des problèmes classiques de régulation portées par les travailleurs sociaux, souvent sources de malentendus avec les usagers, le nouvel équipement l'Olivier suscita des tensions avec les jeunes de cette époque, avec ceux qui militaient au JASP en particulier.

“ Dès le départ, ça n'allait pas. L'Olivier était géré par le centre social de la Carnière, qui s'est réorganisé pour cela en ‘association de gestion des centres sociaux de la Carnière et de l'Olivier’ ; ça en disait long sur la situation. Pas de conseil d'administration, pas de représentation des usagers, une gestion déléguée, à distance, des travailleurs sociaux qui arrivaient en mission. Ca sentait trop le colonial.”

Des modalités d'autant plus mal perçues par ce groupe que dans le même temps les autres initiatives portées par des associations ou des groupes ne trouvaient aucune reconnaissance, voire étaient décriées comme des démarches communautaires.

JASP en particulier apparaissait comme la bête noire des élus et de l'administration, *“ Parce qu'ils mettaient systématiquement le doigt sur ce qui fait mal, mais aussi que parce qu'on les taxait d'islamistes, du fait qu'il y avait un lieu de prière dans leur local ”* indique un de nos interlocuteurs, animateur au service jeunesse à cette époque.

Beaucoup des militants de JASP avaient été animateurs, à une époque où la Ville avait investi, à travers un service jeunesse dynamique, dans la montée en compétence des jeunes générations des quartiers. *“Mais il nous fallait payer par notre silence le tribut de notre passage par les activités de la Ville. On avait toujours droit à la même rengaine, ‘Après ce qu'on a fait pour vous...’, Comme si on avait une dette. Une vraie aliénation ! Ca nous mettait en colère. Tout était fait pour que les jeunes ne redressent pas la tête. ”*

A l'époque, poursuit notre interlocuteur, *“on était sur la ligne pourquoi ne pas faire nous même ce que font les institutions, puisqu'on sait le faire. Il n'y a pas de raison que des gens s'enrichissent sur notre misère sans jamais répondre à nos attentes. On voulait développer l'autonomie à travers l'éducation populaire. Pour nous c'était un levier pour nous faire reconnaître, pour faire reconnaître les familles. Mais en même temps on ne voulait pas se mettre à part. On voulait avoir notre mot à dire sur les affaires publiques. En fait je crois que si nous l'avions joué communautaire, dans notre coin, on n'aurait pas eu de problèmes. Le problème il venait du fait que nous voulions faire reconnaître notre existence de plein droit, tels qu'on était, avec notre histoire. ”*

Au cours des années 1994-95, plusieurs événements suscitèrent un débat au sein du JASP, et plus largement dans la génération dont étaient issus les militants de l'association. Fallait-il tenir la ligne de rupture avec les institutions. En avait-on les moyens ? *“ On était confronté à des questions difficiles, explique Mouloud, comme par exemple la drogue ou la marginalisation de beaucoup de jeunes. Les institutions avaient un rôle à jouer et pour les pousser à jouer leur rôle, est-ce que la meilleure solution était de se positionner en rupture ? Ce n'était pas une question théorique. On avait des copains qui partaient en vville et on devait bien constater qu'on ne pouvait pas faire grand chose d'autre que de s'entraider et de protester, mais ce n'était pas à la mesure du problème. ”*

Cette discussion a conduit le groupe à un changement radical de stratégie : *“on a décidé de rentrer dans les équipements, d'exiger des conseils d'administration où nous pourrions jouer un vrai rôle. On ne cherchait pas à devenir des ronds de cuir, mais à faire bouger les choses qui nous travaillaient. C'était une démarche politique avant tout. On ne peut pas se faire administrer comme ça ! Mais nous avons conscience qu'on devrait faire avec les autres, il fallait faire bouger les institutions, en tant que citoyens, de l'intérieur.*

En même temps, comme dans d'autres villes, à Vaulx , Rillieux, Bron, il y avait l'idée de monter des listes électorales . On commençait à partir dans cette direction. Ça devenait de plus en plus tendu avec la Ville, Mais en même temps il y avait des voix de passage pour discuter. Avec quelques élus. Autour de l'Olivier en particulier. Même si à côté, d'autres continuaient à dauber sur nous tant qu'ils pouvaient”

Au moment même où cette nouvelle orientation du mouvement prenait forme et qu'elle était portée par JASP, en particulier à propos de l'Olivier, le Maire prit contact et proposa une rencontre. Il ne venait pas sans intention : il y avait en jeu une offre de participation sur sa liste aux municipales.

D'abord très réservée, la réponse de JASP consista à proposer une rencontre sur les sujets qui les mobilisaient, non pas seulement avec JASP mais aussi avec d'autres jeunes de leur génération d'âge. *“ Ce genre de questions ne concernaient pas que JASP et nous ne voulions pas rentrer dans le jeu d'une négociation donnant-donnant. Il fallait que la ville prenne une vraie position sur ce qu'on avait à dire, et qu'elle le fasse publiquement. S'il devait y avoir accord, cet accord devait être explicite.”* Il y eut alors un *round* de discussions où beaucoup de questions furent abordées.

Fallait-il déboucher sur un accord ? De quel type ? JASP proposa que la réponse à ces questions soit débattue, bien sûr sans la Mairie, mais là aussi dans une configuration de participants élargie à des jeunes non adhérents à JASP. De cette discussion il résultat un protocole de négociation sur plusieurs plans : la création de conseil d'administration dans les équipements ou de conseils de gestion, à l'Olivier en particulier, où JASP s'engagerait ; une politique d'incorporation et de responsabilisation des animateurs sur un programme de revitalisation des maisons de quartier ; des orientations dans divers domaines...

Sur cette base, le Maire proposa que quelqu'un rejoigne sa liste sur une position éligible. Le même cadre de débat élargi entre jeunes désigna un candidat. Celui-ci accepta mais à condition que soient précisées clairement les termes de son mandat, tant du côté des élus que

du côté du groupe qui le mandatait “ *Il n’était pas question d’occuper un strapontin. Bien sûr nous n’avions aucune expérience, on ne prétendait pas obtenir le poste d’adjoint aux finances ou à l’urbanisme, mais nous devions avoir notre mot à dire sur tous les sujets. Je n’étais pas le représentant d’un groupe qu’on achète ni l’Arabe de service. Il s’agissait de reconnaître notre contribution en tant que citoyens. Du côté des jeunes et de JASP, il fallait aussi qu’ils acceptent ce jeu. Je n’étais pas leur porte parole. Je devais être un élu comme les autres, tout en rendant compte de mon activité et des débats municipaux au groupe qui m’avait désigné. En vérité, dans la Municipalité de Saint-Priest, à part quelques élus communistes, j’étais peut-être le seul élu à être porté par un groupe citoyen réel.* ”

Les détracteurs de JASP n’ont jamais manqué au sein de la classe politique locale, mais l’accord a tenu, un premier mandat, puis un deuxième avant que les incertitudes ne se réintroduise en lien avec le renouvellement des figures politiques de la majorité et la montée en puissance de l’opposition de droite et d’extrême droite pour lesquelles Saint Priest était devenu un enjeu non seulement local mais à l’échelle de l’agglomération et par là à l’échelle nationale.

Cependant, l’impact de cet aggiornamento qui a duré finalement trois mandats a été décisif pour les équipements, tout au moins dans un premier temps. A l’Olivier en particulier, qui dans ce mouvement allait devenir un vrai centre social, autonome et non plus administré de l’extérieur, avec la tentative d’un *vrai* travail de participation. Cet événement suscita des engagements inattendus dans le milieu associatif institué. Le président de l’association des centres sociaux de la Carnière et de l’Olivier en particulier opéra un changement de posture en abandonnant son poste de président de l’association de gestion pour prendre en charge l’aboutissement du projet de l’Olivier.

Pour autant, les visées municipales sur le centre ville n’ont pas disparues, la polémique sur le marquage communautaire de l’Olivier est restée latente, tandis que le JASP étaient jugé par certains comme inutile, islamiste ou frein au développement etc. La Ville a fini, au cours des années 2000 par décider de restructurer le centre Ville à travers une opération ORU, en s’appuyant, après plusieurs mois de débat, sur la décision de détruire une partie du quartier des Alpes ; rappelant ainsi combien, en matière de reconnaissance des populations “allogènes” comme les désigne un rapport d’un agent de l’office HLM de cette époque, rien n’est jamais complètement acquis.

Le déjà là (3) - La ZUP. Ségrégation urbaine et mémoire de l'action publique.

La configuration du centre ville a ceci de particulier qu'elle rend visible les processus sociaux et urbains évoqués plus haut qui déterminent le positionnement des populations, leur succession, tandis que, dans les quartiers HLM, ces processus apparaissent partiellement brouillés, tant par l'effet de densité, par la fragilité des positions de locataire, que par un renouvellement plus rapide des populations. Cependant, si les formes peuvent être différentes, on retrouve pour l'essentiel les mêmes tensions structurantes pour les générations montantes. Ainsi par exemple, le marquage social des sous-quartiers de la zup Bel Air (12000 habitants) est-il patent : bel air 3 par exemple qui est en principe de la même facture que bel air 2 où sont logés de nombreuses familles immigrées, se distingue par sa population de fonctionnaires territoriaux, des personnels des institutions, etc.. pointant de fait les effets cumulatifs d'une politique d'attribution discrètement sélective. On y observe aussi les phénomènes de fuite des populations scolaires par le jeu des dérogations et la carte scolaire y est l'objet d'une négociation permanente de la part de porte paroles plus ou moins auto désignés de " masses silencieuses " (terme emprunté à un groupe qui a marqué la chronique de Vaulx en Velin dans les années 90).

La tension entre installation et captivité prend ici une tournure particulière en ce sens qu'elle place les jeunes générations des familles " fixées là " en position de " déjà là " parmi des populations en constant renouvellement.

Les conséquences de cette position sociodémographique sont importantes. Dans cette configuration du " déjà là " les jeunes de ces quartiers se trouvent seuls à en porter la mémoire. Ils sont de facto les relais obligés de l'action sociale et socio-éducative. Et c'est toujours par eux que se construit la représentation que les acteurs publics se font du territoire sur lesquels ils déploient leur action.

Tandis que les générations " déjà là " ne peuvent échapper à l'expérience de la perte du lien avec ceux qui sont partis, ils doivent aussi vivre une forme d'exposition en tant qu'étant "déjà là " qui condense de facto les visibilités propres aux ordres de représentations sociales : non

seulement cette expérience du “ déjà là ” social les placent en position d’adulte avant l’âge, en ce sens qu’ils doivent assumer un rôle social qui les dépasse, mais elle se double d’un héritage attribué par le tiers public qui se surimpose à un héritage transmis, en forçant les cadres de la réappropriation ou de la réinvention de ce qui est transmis.

Au delà du discours des acteurs publics sur la citoyenneté, au delà des préceptes de l’action éducative sur la laïcité, l’ethnisation des situations par l’action publique elle-même est ainsi le régime à priori dans lequel se construit l’expérience de l’altérité pour les générations montantes. L’expérience du déjà là, en ce sens, est l’expérience d’un double régime de collectivisation, une collectivisation par attribution d’identité et un procédé d’assignation à une condition sociale.

Cependant le déjà là n’est pas le fait d’une génération qui aurait, dès lors, la tâche assignée de dépasser cette condition, pour ouvrir de nouveaux horizons aux générations suivantes. En réalité, au regard du temps générationnel, rien n’est plus stable que cette configuration. L’expérience de la génération qui s’affirme dans les années 80 puis de celle qui s’affirme dans les années 90 etc... n’ont pas changé la réalité de ce processus sociodémographique et politique. De sorte qu’au niveau local, les générations successives, les générations scolaires, ont encore elles aussi à vivre cette expérience du déjà là avant même d’avoir pu fonder leur propre expression.

Mais l’héritage attribué n’est plus seulement celui d’une représentation a priori des acteurs publics, il est aussi celui de l’expérience propre des acteurs publics et de leur échec quant au dépassement de cette posture. Dans cette mesure, la mémoire avec laquelle les générations montantes doivent faire face pour prendre pied dans le monde, n’est plus seulement la mémoire d’un déjà là originel entre captivité et installation, mais aussi la mémoire de l’action publique elle-même qui s’impose comme cadre à leur expérience.

Or le temps de l’action publique n’est pas celui des populations. Son temps est avant tout celui de ses dispositifs et de ce qu’ils stockent comme motifs à leur mise en œuvre, c’est-à-dire des motifs pragmatiques, politiques ou fondés sur l’actualité. Le cas des maisons de quartier est à cet égard exemplaire. A Saint-Priest, la reconstitution de l’histoire des maisons

de quartier, du point de vue d'une chronologie des dispositifs, révèle ainsi une succession d'étapes qui correspondent à des modes de gestion des rapports que les acteurs publics entretiennent avec les populations des quartiers et en particuliers avec les jeunes générations. Ces étapes peuvent être caractérisées comme suit :

1. Les fondations au cours des années 80. A la croisée de trois logiques : l'équipement des quartiers récemment construits, une recherche de cohésion dans une ville fragmentée, un ancrage des choix municipaux dans une tradition d'éducation populaire. Dans cette première phase, les maisons de quartier sont pensées comme dispositif d'animation globale ouvert à une large participation des habitants du quartier. Elles disposent d'un conseil de maison. Rapidement celles de Bel Air, le 5 bis et le 25 bis deviennent des lieux très dynamiques. La ville mise sur un service jeunesse très actif qui va former une génération de pionniers de l'animation adhérant aux valeurs de l'éducation populaire. Ces pionniers vont rencontrer des courants politiques actifs dans l'éducation populaire au cours des années 80. Le service jeunesse investit dans un travail horizontal, trans-quartier, et trans-milieu, doublant l'approche de la proximité par une logique de développement socioculturel à l'échelle de toute la jeunesse de Saint-Priest. Par ce biais, la génération qui s'affirmera plus tard, dans les années 90, vit dans cette période une expérience de décroisement culturel et social.

2. A la fin des années 80 et au début des années 90, l'heure n'est plus à la participation. Les problématiques de l'insécurité urbaine et de l'immigration ont marqué la politique municipale. Le score du Front National ne cesse de croître à chaque élection au point qu'il menace la Municipalité. A la Mairie, on juge que l'expérience participative ne résiste pas à un certain marquage communautaire et ne parvient pas à réguler les tensions avec les jeunes en voie de marginalisation. La ville ne perçoit pas ou ne prend pas en compte la nouvelle expression des générations montantes. Si le service jeunesse reste actif, il n'a plus pour mission d'accompagner des dynamiques de développement social. C'est maintenant le rôle de la politique de la ville, qui se centrera en réalité sur l'urbain. La ville oriente la gestion des maisons de quartier comme un réseau d'équipements de service de proximité administré directement via une association para-municipale. Ce revirement fragilise les initiatives qui s'étaient greffées sur certains équipements à Bel Air comme le Club de foot ASQ Bel Air

3. Au milieu des années 90, à la suite des négociations avec les jeunes générations, via l'association JASP en particulier, on assiste à une relance de la politique des maisons de quartier qui acquièrent de nouveau une plus grande autonomie de projet. Mais les clivages internes à la mairie paralyseront l'engagement de moyens. Les jeunes animateurs remobilisés après les négociations de 95 se trouveront dans une position difficile, pris au piège de leur engagement sans trouver l'appui de la ville. Une certaine déprofessionnalisation affecte cette génération d'animateur que les élus tendent à ne considérer que comme des « grands frères » dont ils attendent la régulation des troubles locaux provoqués par des « jeunes ados de plus en plus désocialisés ». Tâche insurmontable qui divise cette génération d'animateurs, entre position d'attente dans un emploi relativement garanti et volonté de retrouver un sens professionnel. L'attente des animateurs les plus fragilisés se reporte sur les militants « *Ils nous ont un peu lâché* regrette Saïd, *ça ne peut pas changer si on laisse faire ça. Mais on ne peut rien faire tout seuls.* »

4. Affaiblis, certains équipements vivent des crises. Par ailleurs, la gestion directe par une association para-municipale se révèle incompatible avec les règles de gestion publique. En 1999, la ville fait appel à une fédération d'éducation populaire, Léo Lagrange, à qui elle confie la gestion des maisons de quartier en délégation. Le service jeunesse est réduit au seul Bureau d'information jeunesse. Le lien entre les animateurs et la ville est rompu. Il l'est aussi pour une part avec la part associative et militante de leur génération..

Le passage d'une étape à une autre résulte à chaque fois d'un délibéré des acteurs publics, en fonction de motifs et d'évaluations selon des critères propres à la gestion publique des dispositifs tout autant qu'aux enjeux électifs. De fait, le rapport aux populations qui se construit à travers les dispositifs est largement induit par des choix fondés sur des critères externes aux attentes sociales. Les effets structurants pour la population elle-même comptent finalement peu dans la décision d'adopter telle ou telle nouvelle forme de dispositif. De sorte que la représentation qu'ont les acteurs publics des générations est construite au regard des problèmes que rencontrent les responsables de la mise en œuvre des dispositifs et chaque étape est en ce sens une nouvelle strate de la mémoire de l'action publique dans son rapport aux populations. Une mémoire cumulative qui s'impose aux gens en fixant les cadres d'exercice de leurs droits, de leurs activités, en fixant les termes de la rencontre avec d'autres milieux et plus généralement avec les institutions. En fixant surtout les cadres d'une

expérience du possible pour les générations montantes confrontées à un degré élevé d'exclusivité du rapport avec les acteurs publics en raison de la faible densité d'activité dans la ville et des cloisonnements sociaux qui la structurent.

De ce point de vue, l'évolution des formes de dispositifs dans les maisons de quartiers, et celle des pratiques des acteurs de ces dispositifs, peuvent être lues comme une succession d'étapes où en même temps que les questions de précarité, d'insécurité et d'immigration, puis de l'islam de France prennent de l'importance politique, les expériences participatives des années 80 et 90 qui avaient permis des prises de position concrètes des générations successives dans les dispositifs, sont progressivement invalidées ou requalifiées au profit de nouvelles logiques d'intervention. Celles-ci, tout en s'appuyant sur des dispositifs d'animation professionnalisés, mis en œuvre par des opérateurs externes ou associatifs délégués par la ville ou par la ville elle-même (en matière d'animation sportive notamment), substituent aux visées antécédentes de promotion sociale et de développement socioculturel, des approches individualisées ou des pratiques d'intervention à visées fortement normatives ou comportementales.

L'un des vecteurs de ce mouvement de substitution aura paradoxalement été la politique de la ville. Ainsi par exemple, on observe au cours de la période 1995-2000 que si le budget consacré aux actions dites de développement social a plus que doublé, 60% de ce budget est finalement consacré à des actions individualisées, dont la moitié motivée par des aspects psychologiques ou psychosociaux, l'autre moitié étant consacrée à des dispositifs d'insertion ou à des activités d'accompagnement. Si la part consacrée à l'action culturelle est croissante, en revanche le développement associatif, le développement des formes de participation, les actions d'animation globale, le développement d'activités d'économie solidaire impliquant les populations etc. n'y prennent pratiquement plus aucune place.

Ce mouvement d'individualisation se double souvent d'un discours sur la faillite de la responsabilité parentale et le déficit de citoyenneté. Mais paradoxalement, à y regarder de près, on observe que nombre de pratiques visant à la responsabilisation produisent en réalité l'effet inverse. Comme par exemple lorsque l'on fait signer un contrat aux familles pour que leurs enfants bénéficient d'une action de soutien scolaire ; postulant ainsi la vacuité de la responsabilité parentale en instituant subrepticement une certaine intrusion dans le foyer ; ou

encore comme lorsque l'inscription à un centre aéré est subordonnée à la présence des parents à l'arrivée et au départ des enfants, cette pratique formalisant en réalité à la fois une contrainte qui n'a pas d'autres justification qu'un contrôle contraignant censé forcer la responsabilité parentale, et la tenue des familles à l'écart des enjeux et des pratiques de l'action socio-éducative ou socioculturelle.

Autant de pratiques en tout cas qui placent les jeunes générations dans l'alternative de s'inscrire dans une offre calibrée ou de se voir placées sous les feux de la désignation comme auteurs de troubles.

L'exemple de la maison de quartier de la Gare au cours des dernières années est significatif.

Sous les feux de la désignation comme auteurs de troubles

Le cas de la maison de quartier Garibaldi -la Gare

Au début des années 2000, en effet, la Ville décide d'installer une maison de quartier pour contourner le problème d'une appropriation jugée exclusive de l'offre d'activités dans le quartier par un groupe de jeunes (les éternels déjà là). Un nouvel équipement est construit. Une nouvelle équipe est installée. Sa mission est maintenant centrée sur les enfants et jeunes adolescents. Le petit bâtiment accueille en même temps le relais des assistantes maternelles de la ville ; la présence régulière de personnes extérieures au quartier dans ces locaux, des femmes en charge des enfants et des travailleurs sociaux, étant censée induire une autorégulation des comportements et un effet de désenclavement.

En pratique, une conséquence importante de ces choix a été de laisser les grands adolescents sans lieu ni interlocuteur dédiés, en pleine visibilité, dans la position de l'empêcheur de tourner en rond. Les tensions avec l'équipe de la maison de quartier ne tardèrent pas à se manifester. A travers des pratiques telles que l'inscription où la présence requise des parents aux entrées -sorties des activités et des centres de loisir, le dispositif plaça les parents des jeunes enfants, souvent récemment arrivés dans le quartier, dans un type de face à face avec les jeunes destructeur sur le plan social.

La stigmatisation du groupe de jeunes mis à la marge ne tarda pas dans le quartier. Ceux-ci redoublèrent de mécontentement, se fixant constamment dans le hall d'accueil de l'équipement. Sans grande expérience de ce type de situation, l'équipe se sentit vite harcelée.

Elle fut d'autant plus fragilisée que les jeunes faisaient constamment référence à la pratique des anciens animateurs avec lesquels ils disaient ne jamais avoir eu ce genre de problèmes.

Plusieurs fois l'équipement fut fermé. Dés élus se rendirent sur le quartier en justifiant ces mesures qui apparaissaient alors aux jeunes comme des mesures de rétorsion collective. La tension atteint une sorte de paroxysme le jour où, excédé de ce qu'ils ressentaient comme un stratagème d'exclusion, les jeunes invectivèrent durement des mères de familles qui participaient à l'organisation d'un repas collectif avec la maison de quartier, alors même que certaines de ces femmes étaient leurs propres mères.

Plutôt que d'interroger les raisons d'un processus de dégradation des relations sociales qui avait pu conduire des jeunes, habituellement très sensibles à la condition de leurs mères, à leur porter un tel manque de respect ; on commenta à grand frais le comportement dégradé des jeunes et l'on attribua à l'incompétence de l'équipe l'échec de l'installation de la nouvelle maison de quartier.

L'équipe, et son animateur principal n'auraient pas eu ni l'expérience ni l'autorité nécessaires pour faire face à ce genre de situation. On nomma donc un autre responsable. Rien n'y changea. On tenta de mettre en œuvre des groupes de travailleurs sociaux qui traiteraient les situations des jeunes au cas par cas. Sans succès.

Ce processus se répéta avec des amplitudes plus ou moins fortes durant plusieurs années, installant comme un état chronique dans le quartier. En réalité, bien entendu, les jeunes impliqués s'étaient renouvelés avec le temps. Les nouveaux venus dans la confrontation avaient fréquenté l'équipement comme jeunes adolescents, mais personne ne s'en inquiéta vraiment. Dans la position du fauteur de trouble désigné, seule la figure du même prévaut ; les gens n'ont plus d'histoire, ils sont figés dans un héritage attribué. Ce n'est qu'au cours de l'année 2007 qu'un consultant missionné par la Ville pour auditer l'équipement après une nième crise, remarquera la situation et formulera dans ses préconisations la nécessité d'associer les jeunes adultes à la vie de l'équipement. Pour la première fois la question fait débat. D'autres voix, parmi la génération d'animateurs évoquée ci-avant, avaient en leur temps formulé le même type d'analyse, mais sans susciter le moindre écho, ni chez les

professionnels ni chez les élus, ni chez les militants. Bien que ceux-ci aient clairement perçu la situation, il semble que les multiples incidents et la dégradation n'aient été perçue qu'au regard d'une chronique du déni de reconnaissance et de la dégradation continue de la condition immigrée. Et paradoxalement si cette conscience de la dégradation est sans doute le motif principal de l'engagement associatif et politique, l'absence de retour de la part des pouvoirs publics locaux et nationaux semble transformer cette chronique en une forme de distance : où la persistance de l'acuité des motifs de l'engagement peut finir par éloigner les militants de la condition qui le fonde.

Si la focalisation sur les générations de jeunes “ déjà là ”, liée avant tout à une définition hasardeuse des missions, a été si marquante pour cette maison de quartier, c'est sans doute aussi en partie dû à la configuration sociodémographique et urbaine de la résidence Garibaldi dans laquelle est installé cet équipement. Sur le plan démographique, le renouvellement des populations y était particulièrement important. Géré par un office HLM peu présent sur la ville, cet ensemble résidentiel remplissait en effet une fonction de sas dans les itinéraires d'emménagement des ménages à Saint-Priest, les principaux autres points d'entrées possibles, gérés par l'office Municipal (Bel Air et Diderot etc..) étant largement contrôlés par le critère de priorité accordée aux résidents sanpriots ou à ceux qui y avaient des attaches familiales. Entrer à Garibaldi était ainsi un moyen d'entrer dans Saint-Priest.

Sur le plan urbain proprement dit, le quartier Garibaldi qui était déjà isolé dans la ville, s'est peu à peu retrouvé enclavé au cours de la même période, de sorte que l'appellation “ maison de quartier de la Gare ” a pris un caractère proprement rhétorique. En effet, bordé d'un côté par des entrepôts fortement grillagés, les passages habituels du quartier Garibaldi vers le quartier de Gare ont été fermés par l'édification d'une clôture autour de la copropriété “ Les cerisaies ” limitrophe, tandis que sur le troisième côté du triangle que forme l'ensemble Garibaldi, sur l'autre versant de la rue, les propriétaires des villas, au motifs que les jeunes passaient intempestivement en scooter ou en groupes bruyants, obtenaient de la ville la privatisation des passages qui permettaient de rejoindre la grande rue de la ville sans trop de détours.

Au delà des spécificités liées à son contexte, le cas de la Maison de Quartier Garibaldi vient illustrer la permanence d'une construction problématique du “ déjà là ” par l'action publique ; comme si la position d'étant déjà là ne devait trouver de félicité que dans l'effacement, dans l'invisibilité des générations sortantes. Rétrospectivement, on peut remarquer que la

généalogie des expériences qui ont débouché sur des dynamiques de développement, de négociation comme dans les maisons de quartier à leurs débuts, et ensuite à l'Olivier et avec la génération JASP dans les années 90, se doublent en même temps d'une récurrence de crises, où ce qui apparaît acquis d'un côté est constamment mis en échec de l'autre, comme si les acquis ne pouvaient jamais prendre d'autre forme que celle de concessions de circonstances. Comme si les acquis d'une démarche devaient toujours être corrompus par une raison supérieure, à l'instar de la perspective de la centralité urbaine par exemple, où le discours sur la mixité sociale sert de caution à un rejet implicite des formes collective d'apparition des populations issues de l'immigration dans l'espace public, et à la reconnaissance des dynamiques sociales qu'elles portent.

Le cas Garibaldi illustre aussi la rupture qui s'est opérée avec les expériences antécédentes qui avaient permis aux générations des années 80 et 90 de prendre pied dans les dispositifs, y compris de manière contradictoire ou conflictuelle. Cette rupture est d'autant plus marquante qu'elle place une partie des animateurs et autres professionnels issus de ces générations dans des positions professionnelles difficiles à tenir, tant du fait des missions et du discours qui les accompagnent que d'un point de vue éthique.

Récurrence des pièges, ambivalence de l'action publique, concomitance de situations contradictoires, entre développement et assignation, entre captivité et installation, entre stigmatisation et reconnaissance ; tel est le régime qui détermine l'expérience des générations de la banlieue sanpriote et qui place ceux qui se sont engagés dans des situations paradoxales.

Ainsi dans le mouvement de repli de l'action publique sur des logiques individualisantes et sur des discours qui postulent l'irresponsabilité, confrontés à la permanence des processus politiques et sociaux de stigmatisation, les animateurs entrés dans les équipements dans le milieu de la décennie 90, se trouvèrent comme pris dans un piège, dans l'incapacité où ils se trouvaient de faire face aux contradictions dans lesquelles les plaçaient les dispositifs et les discours publics.

“ Aujourd'hui, professionnellement, ils sont dans l'impasse. La ville les a oubliés. Leur carrière est bloquée ”. Indique Karim. Quand la Municipalité a transféré la gestion des maisons de quartier à la fédération d'éducation populaire Léo Lagrange , elle a aussi transféré les animateurs concernés. D'autres sont restés au centre social de l'Olivier. Mais il n'y plus de projet fédérateur qui les impliquent collectivement. De plus, la dynamique qui a suivi la

négociation de 95 a bientôt cédé le pas à la pression des acteurs qui refusaient les implications politiques de cette négociation. Ce n'étaient pas les plus méfiants à l'égard à la jeunesse d'origine immigré qui s'opposèrent à la montée en puissance de la génération JASP dans la vie publique, mais plutôt ceux qui mettaient le plus en avant un argumentaire de mixité et de laïcité et portaient un discours sur l'intégration et la citoyenneté.

“ On les a lâché. En réalité, ça a été un peu le miroir aux alouettes. Ils n'ont jamais eu les moyens de travailler. La volonté politique n'y était pas. Ils ne pouvaient pas faire le travail des institutions à leur place, observe encore Karim, après il y a eu une sorte de reprise en main. Certains animateurs sont partis vers d'autres horizons. D'autres n'en avaient pas les moyens. Bien sûr il faut aussi regarder dans notre assiette : leur action n'est plus portée par un mouvement, le mouvement n'existe plus vraiment. ”.

Ou tout au moins a-t-il pris des formes différentes et s'est déplacé sur de nouveaux terrains de confrontation, comme celui de la Mosquée de Saint-Priest qui, entre autres péripéties, a été l'occasion pour certains élus d'énoncer que, du fait qu'il y avait maintenant une Mosquée, le JASP devait maintenant fermer son lieu de prière.

Le déjà là (4) - Le natal

Malgré le caractère paradoxale de leur expérience dans les équipements de proximité, il n'en demeure pas moins que pour les générations qui s'affirment dans les années 90, ces équipements, le 5bis rue Mansart, et du 25 bis rue Claude Farrère à Bel air en particulier, apparaissent au contraire comme les hauts lieux de réalisation d'un processus qui structure au long cours les formes d'existence sociale de cette génération. Mais ce n'est pas seulement une expérience de la confrontation. C'est aussi d'une certaine manière, une expérience vécue des origines.

Sur le plan des temporalités généalogiques, en première apparence, la dynamique de ces équipements suit un cycle classique des années 80 à aujourd'hui. Fréquentation par les familles nouvellement installées dans les quartiers, autour d'activités pour les enfants en bas âge, et en tant que lieu d'activités festives ou rituelles (mariages fête ou repas quartier, etc.), enrôlement et investissement des jeunes adultes comme bénévoles, embauches d'animateurs dans les générations montantes des quartiers, ...

Cependant ce cycle prend ici une tonalité particulière, car il ne s'agit pas seulement de fréquentations sur le mode de la consommation ou sur un mode passif. Les maisons de quartier ont accueilli une expérience générationnelle et intergénérationnelle chargée d'un sens qui échappe en grande partie aux motifs de la programmation publique, concentrée sur les problématiques classiques d'action sociale et socioculturelle. En effet, en même temps qu'elles étaient des lieux ouverts et appropriables, en même temps que s'y réalisaient les transactions classiques du travail d'animation sociale, les maisons de quartiers apparaissent rétrospectivement comme le lieu d'émergence d'une conscience politique des jeunes générations, conscience politique marquée par une interrogation sur la place accordée à leur milieu, et en particulier à leur génération de jeunes Français confrontés aux fermetures et aux tensions avec d'autres cadres institués, qu'il s'agisse de l'école, de l'emploi ou encore du sport par exemple.

Cependant comme l'indique HM, l'un des fondateurs du JASP. *“ Nous ne sommes pas partis de rien. La conscience politique n'arrive pas comme ça, comme une révélation. Nous avons repris l'héritage de militants associatifs et de professionnels qui avaient adopté les valeurs de l'éducation populaire dans les années 80. Certains ont été les premiers animateurs des maisons de quartiers, c'est eux qui ont porté la première phase de cette histoire. C'est eux qui ont accompagné nos parents dans les équipements. En tout cas ce sont les premières personnes que nous avons vu agir, et qui nous ont servi de modèle quant on était gamins. Ils nous ont ouvert les yeux. Mais quand on a grandi, les clefs qu'ils nous ont données n'ouvraient plus les portes du Monde. Les temps avaient changé ! Il fallait de toute façon qu'on trouve notre propre chemin.”*

Mais, plus en amont encore, aux prémisses de cette prise de conscience, l'expérience des maisons de quartier a quelque chose d'originel : *“ Nous n'aurions jamais pu tenir notre engagement dans la confrontation si nous n'avions pas été soutenus par notre milieu, si nous ne nous étions pas appuyé dessus. Ce n'était pas un soutien explicite, mais on le sentait. C'était comme à l'intérieur de nous. Nos conflits avec la Mairie avaient un sens pour nos parents, même si ce n'était pas leur sujet de préoccupation principal.*

En vérité, les maisons de quartier ont permis des formes d'expression collective de notre milieu impossibles dans l'espace public et dans la famille. La maison de quartier c'est le seul lieu où nous avons vu notre milieu vivre librement sa propre mixité : les hommes et les femmes ensemble, les vieux et les jeunes, les filles et les garçons, les enfants. Ailleurs c'était les hommes au travail ou au bar, sans les femmes, la confrontation entre les pères et les fils

etc... Bref au début, quand on était gamins et jeunes adolescents, dans les maisons de quartier, on a goûté ce qu'il y avait de plus riche dans le bled, tout au moins de ce qu'on en imaginait. On a vécu ça en France là où nous sommes nés. Je crois que c'est très important. ça a été fondateur.

Oui, je crois que les maisons de quartier ont été des lieux de transmission très importants entre les générations. Sans cela nous n'aurions connu que le chaos ”.

L'expérience locale de cette génération s'appuierait ainsi à ses débuts sur une expérience d'un jadis vécu dans le temps présent, une expérience du natal¹⁴⁷ et de ses ritournelles réinterprétées dans l'actualité des pratiques de l'époque, au contraire d'une expérience imaginaire du monde perdu des origines.

¹⁴⁷ Deleuze Gilles & Felix Guattari. *Mille Plateaux*. Capitalisme et schizophrénie 2. Editions de Minuit. 1980

Chapitre 3 - Repousser les frontières de l'altérité

Articulation des échelles et mobilisation des ressources

Si l'on compare le cas de Saint-Priest, à celui d'autres cas, on retrouve des expériences similaires dans d'autres villes moyennes de banlieue ; par exemple à St Fons ou même dans certaines grandes ZUP qui présentent des effets de localité marqués comme Rillieux la Pape, mais avec des différences significatives liées aux modes d'action publique... Le cas de Saint-Fons est comparativement exemplaire. Le travail d'émergence générationnel n'a pu trouver d'espace de réalisation que beaucoup plus tard, à l'occasion de changements politiques municipaux. Durant les années 80 et 90, l'espace d'expression des sociabilités des milieux populaires de l'immigration a été cantonné dans les quartiers, et le champ d'activité socioculturel et socio-éducatif entièrement occupé par des acteurs institutionnels, voire politiques, liés à la Municipalité, ne laissant aucune place à l'expérience collective dans les cadres institués. Le travail d'émergence générationnelle s'est développé en marge, dans la suspicion (A Saint-Priest aussi mais dans une moindre mesure) et n'a pu prendre place dans la vie publique locale que par la voie d'une confrontation politique, laissant des formes de travail collectif plus ancrées dans les modes *localo-consensuels* se développer dans le long terme, en dehors des enjeux de la reconnaissance des jeunes générations. Privées de lieu d'expérience collective reconnu ou concédé, les générations montantes dans les années 90 se sont appuyées sur un niveau extra local pour construire leur position. (On fait référence ici en particulier à l'association Interface et à son rapport avec la dynamique militante en lien avec DiverCité et l'UJM, Union des Jeunes Musulmans, dont on parlera plus bas)

A travers les cas de Saint-Priest et comparativement, de Saint-Fons, on mesure combien les modes d'action publique dans le domaine socioculturel et socio-éducatif ont contribué à forger ainsi une mémoire collective ancrée dans l'histoire locale, orientant les cadres d'interprétation de l'expérience et par conséquent aussi les modes d'action.

Car ces cadres de l'expérience sont des cadres par lesquels se construisent autant des collectifs de référence, ici à forte dimension générationnelle, que des pratiques de commensuration du monde, au sens de pratiques par lesquelles on construit le monde comme monde dans lequel on peut se voir et se situer, et par là même s'y envisager dans l'action.

Ces deux dimensions apparaissant constitutives de manière ou de modes d'être au monde.

Pour accéder à ces pratiques collectives de commensuration et en comprendre le ressort, sans doute faut-il resituer l'expérience générationnelle des maisons de quartier dans une lecture plus large du fait générationnel en recherchant les lieux et les moments de ces pratiques.

Dès lors c'est sur une double échelle qu'il faut se situer :

D'abord sur le plan extra local, dans les dynamiques de délocalisation, d'échappée hors de la nasse du local, et du retour sur l'expérience locale que ces échappées permettent. Puis sur le plan local lui-même, qui apparaît d'une certaine manière comme un plan de réalisation concrète, terrain d'une expérimentation continue à laquelle la dimension réflexive de l'expérience se ressource.

En effet, cette expérience générationnelle s'inscrit dans un processus d'échelle plus large. Le double mouvement d'engagement associatif (JASP, ASQ bel air etc..) et d'engagement professionnel dans le secteur de l'animation ou du sport, de la culture,... se retrouve ailleurs en même temps qu'il conduit les acteurs du groupe de Saint-Priest à exercer dans d'autres contextes, à Vaulx en Velin, Rillieux, Lyon, réalisant une jonction avec d'autres groupes qui poursuivent des parcours similaires et qui ont en commun avec eux de vivre ces parcours comme une expérience d'héritiers de l'immigration maghrébine, héritiers aussi d'une tradition et d'une expérience des milieux populaires ouvriers.

Sur ce plan, les termes du virage participatif de la génération JASP feront école, et seront repris notamment à Vaulx en Velin. Cependant, contrairement à Saint-Priest où la génération JASP a pu trouver des ouvertures, toutes ambivalentes qu'elles aient été, une part des militants associatifs de Vaulx en Velin se heurteront à un mur formé par les institutions et la classe politique.

On le voit à travers cet exemple, ce travail générationnel se construit dans un constant aller et retour entre un niveau d'expérience locale et un niveau d'expérience générationnelle d'échelle plus large où s'articulent l'Histoire et l'expérience vécue. Le contenu de cette circulation entre les échelles est double ; il fournit des ressources pour construire des postures stratégiques mais aussi et surtout il fournit un cadre collectif d'interprétation qui permet aux acteurs générationnels locaux de procéder à un travail récurrent d'interprétation et de redéfinition des cadres de l'expérience.

Ce travail avant tout réflexif n'est pas abstrait, il exige des pratiques et des cadres, une régularité, une capitalisation. Il a ses lieux et ses moments, qui déterminent les dynamiques associatives à une échelle extra locale, mais aussi le fonctionnement en réseau dans la localité. Ainsi les groupes se retrouvent-ils, organisent-ils des débats, décident d'ouvrir le débat à d'autres etc... la génération maison de quartier, par ce biais, échappe ou tente d'échapper à l'effet microcosme qui pourrait la guetter. Parfois elle réussit, parfois non. Au risque de se trouver écartelée, comme ce fut le cas après l'aggiornamento de 1995 qui a vu l'engagement des animateurs aboutir à une sorte d'impasse, à une suspension du temps de l'action générationnelle pour ce groupe particulier.

Les moments et les lieux du travail générationnel

Si l'on se place du point de vue de l'activité du réseau local, les maisons de quartier apparaissent comme des lieux particuliers dans un écheveau de lieux dédiés : association JASP, mais aussi snacks créés par une partie de la génération pour échapper à l'enfermement dans les dispositifs, associations ou mouvement extraterritorial ... Chaque lieu correspond à un moment du temps générationnel et la génération apparaît comme une distribution de segments de génération : la génération maison de quartier , la génération JASP, la génération snack, la génération Nour (association visant à une pratique moins traditionnelle de l'islam que celle proposée par la mosquée de Saint-Priest), génération foot, génération futsal... Autant de segments qui marquent aussi les modes d'inscription urbaine de la génération.

L'appartenance à la même génération procède ici moins de l'âge que de l'implication dans un moment dans la construction générationnelle. Ancrés dans l'urbain à travers les lieux dédiés, ces moments apparaissent dans les nœuds du débat réflexif et du travail d'interprétation qui anime la génération, chacun des segments s'appuyant sur une lecture de l'expérience commune pour fonder sa posture, pour redéployer une nouvelle forme de présence au monde. La génération snack, comme elle se désigne elle-même, est par exemple, celle qui rassemble des jeunes des années 90 qui ont cherché à construire des positions locales en jouant sur l'autonomie économique (snack, épicerie, garage ou activité de second œuvre, ...) pour échapper à la dépendance du travail social et de la Mairie.

Cependant tout cela serait la manifestation d'un éclatement, d'une fragmentation, et perdrait son caractère spécifiquement générationnel s'il n'y avait pas des figures de liaison. Figures incarnées par des gens, dont la dimension de figure se construit dans la manière dont chacun des segments de la génération leur attribue des fonctions et les investissent de rôles, au delà des personnes qui les incarnent. La figure de l'élus, la figure de l'animateur engagé, la figure du bandit social ... C'est par elles précisément que s'articulent les moments, moments de travail d'interprétation des cadres de l'expérience et moments de commensuration du monde ; moment où les sources se mutent en ressources, où l'identité passe de l'hérité et de l'attribué au construit progressif dans l'expérience.

Durant les dix années durant lesquelles j'ai suivi l'ascension de la génération Jasp, j'ai de nombreuses fois suivi HM, l'élus de la génération dans la Municipalité, et d'autres aussi, dans leurs déambulations dans les lieux de référence de ces segments de génération, dans les snacks, les salles de sports, le local des animateurs de l'Olivier aux carrières bloquées, ... A chaque fois c'est un peu comme si la conversation entamée dans un lieu se poursuivait dans le lieu suivant, comme si par ces conversations, les lieux dispersés constituaient une trame communicationnelle toujours active par delà des segmentations. HM dans ce parcours entretient le fil commun d'intrigues localisées dans les segments. De chaque rencontre il extrait une lecture des situations problématiques et la rapporte aux autres segments. Mais si cette pratique de la conversation locale renvoie souvent aux institutions, ce sont d'abord des rencontres par lesquelles circulent les nouvelles qui affectent la sensibilité ou l'indignation des milieux de quartier, de groupes d'amis, de collectifs de pratique de tel ou tel sport, qui se greffent dans ces lieux. Dès lors les lieux se font carrefour où s'écrivent les histoires qui font de la chronique locale une trame de référence du sentiment commun et qui alimentent une réflexion sur les jugements du quotidien. Par cette activité narrative, ces moment-lieux d'une continuelle circulation des passeurs, réincorporent les trajectoires dispersées dans le référentiel d'une expérience commune au-delà du jugement, l'histoire de celui qui a réussi dans les affaires, de la jeune femme qui a fui le quartier, de celles-et ceux qui ont construit ici leur famille, l'ex taulard pour qui a été négocié un poste de gardien d'un local municipal, les jeunes qui vivent d'expédients illicites, le stratagème de la mairie pour exclure le futsal du gymnases du centre ville....

HM articule son mandat politique avec la chronique des petits mondes, il en réactualise la référence sociale, non comme on ferait un sondage mais en se rendant disponible au rôle de

passeur que lui attribuent les relais sur lesquels reposent les lieux et les moments de la génération. Le tenancier d'un Snack, l'animateur bénévole du futsal, les ex-taulards repentis attachés à prévenir la dérive des gosses qui trainent dans la rue.

Ainsi la première fonction des passeurs qui circulent en ces lieux est d'articuler un rythme de travail sous jacent, travail de réinterprétation des cadres de l'expérience, travail mémoriel par essence qui anime la génération, avec un travail que l'on pourrait qualifier de *sur jacent* qui correspondrait aux formes d'inscription sociale des fragments de la génération. Le sous jacent comme forme rhizome et le *sur jacent* comme forme stolon¹⁴⁸ qui articule les modes d'inscription sociale des segments de la génération, deux formes décalées dont les ramifications forment une surface toujours en mouvement, comme deux membranes, l'une intérieure, l'autre extérieure, qui définissent d'une certaine manière les frontières de l'altérité que travaille la génération. Des frontières qu'elle repousse en permanence en même temps qu'elle s'affirme comme génération, ou au contraire dans laquelle elle se dissout si elle ne parvient plus à incarner les figures de liaison, promettant à un destin tragique les parties de la génération les plus vulnérables, les plus captives des situations.

Entre les bords du paradoxe

Un trait remarquable de ces figures de liaison, figure de passeurs de la *mémoire vive*, un trait qui les rend capable d'opérer cette liaison entre les temporalités sous-jacentes et *sur-jacentes*, entre le plan du rhizome et du stolon, est leur posture paradoxale : on y trouve le paradoxe de l'élus républicain représentant un groupe, le paradoxe du dirigeant militant, du professionnel altruiste, de l'homme d'affaire engagé dans le marché et en même temps attaché au quartier, de l'individu libre avec une identité héritée ou attribuée, du bandit social aussi.

Ce que nous montre l'expérience singulière de cette génération, c'est que c'est entre les bords extrêmes du paradoxe que s'ouvrent pour elle le champ d'une transformation. Le champ du développement prend corps dans la manière dont le gap du paradoxe peut être densifié par un travail d'invention continu du monde comme monde agissable.

¹⁴⁸ Un exemple de stolon est le type de ramification du fraisier qui envoie son stolon par-dessus le sol s'implanter à quelque 15 ou 20 cm pour reprendre racine et donner naissance à une autre plante. Alors que le rhizome du bambou procède de la même manière mais sous terre, à la limite de la surface du sol

C'est précisément les conditions de production de ces formes de densification du paradoxe qui constituent l'objet principal du travail des gens qui incarnent ces figures. C'est ce travail qui, si on le suit de manière ethnographique, nous conduit concrètement dans les lieux et les moments de la génération, dans les réseaux extra locaux, dans la sphère de l'action publique.

Densifier le gap qui s'installe entre les bords du paradoxe apparaît comme le premier enjeu concret des pratiques collectives dans les lieux de déploiement de la génération : au snack, dans les associations, etc... Les gens qui incarnent les figures passent dans les lieux comme des messagers. On les y attend. Leur présence est toujours le moment d'un débat. Ils entretiennent ainsi l'actualité du travail en réseau.

En réalité ils réalisent, accompagnent ou rendent possible, un patient travail de préparation de moments clés, où les temporalités du *sur-jacent* (plan du politique et des institutions ou de l'économie formelle) et du *sous-jacent* (plan de travail des pratiques sociales instituant) se rencontreront. Cette rencontre, cet ajustement réflexif et pluriel, constituant toujours un événement de référence pour une génération.

Instances du délibéré et pratiques du référé

D'une manière formalisée ou non ces événements prennent la forme d'instances de délibéré, dans lesquelles les temporalités des segments de génération se synchronisent dans une mémoire commune, sur laquelle on s'appuie pour un nouveau parcours, parfois erratique, vers un prochain rendez-vous. Presque toujours ils se traduisent par une manifestation publique (*comme par exemple la délégation qui a fait irruption au conseil municipal à l'occasion du débat sur l'équipement du quartier Diderot où les jeunes replaceront le débat des équipements de quartier dans une nouvelle reformulation des enjeux*), comme s'il fallait toujours inscrire ce délibéré dans une instance délibérative instituée, comme s'il fallait l'y encapsuler pour qu'il fasse réellement date, cet acte semblant nécessaire à la réalisation du processus de déplacement des frontières de l'altérité dans le monde commun.

Ce travail préparatoire, et ces instances de délibéré, je propose de l'appeler *pratiques du référé*. Elles ont pour trait caractéristique de délibérer à un moment donné de choix déterminants qui engagent la génération dans un nouveau rapport au monde : faut-il ou non s'engager dans la cogestion des équipements (ce qui n'est pas sans incidence puisque au delà des engagements c'était aussi prendre fait et cause pour des valeurs telles que la mixité dans

les équipements, ce qui en l'espèce a pris à contre-pied ceux parmi les acteurs publics qui taxaient les militants de JASP d'intégrisme) ? Faut-il ou non maintenir les locaux de prière de l'association JASP maintenant que la mosquée est ouverte ? Faut-il dissoudre le club de foot ASQ bel air, souscrire au projet d'absorption par le club municipal envisagé par la mairie ou ouvrir une nouvelle piste (ce débat aboutira à la fusion avec un autre club de quartier, l'Entente Sportive de Saint-Priest. Cf. ci-après) ? Faut-il envisager une liste autonome aux élections municipales, renouveler les accords passés avec les municipalités ou chercher de nouvelles alliances ? A chaque fois c'est un lent processus de travail qui aboutit à une forme de délibéré collectif plus ou moins formalisé, mais qui fait sens par le travail de diffusion et de liaison qui a précédé.

En même temps, en faisant mémoire commune à travers ces pratiques du *référé*, les segments de génération se créent du temps commun pour l'action. Peut-être est-ce même la finalité profonde de ce travail ? C'est en tout cas un élément clé de tout processus de développement qui ne reposerait pas sur une dépendance fonctionnelle entre les acteurs mais sur des bases partagées qui permettent à chacun de compter sur l'action des autres pour réussir sa propre action.

De la même façon, en tant que productrices de références, et par leurs formes d'inscription dans l'officialité, elles s'inscrivent dans l'agenda des politiques publiques et des pouvoirs locaux, voire elles introduisent de nouvelles rubriques dans ces agendas dont les décideurs publics locaux (et parfois nationaux) devront remplir les pages car ils y seront régulièrement renvoyés.

Cette inscription dans les agendas publics, qui passe comme on l'a vu par l'inscription dans un cadre d'officialité, est une caractéristique déterminante des *pratiques du référé*, que cette inscription ait été initiée par la génération comme dans le cas de l'irruption collective au conseil municipal évoquée plus haut, ou bien que cette inscription s'opère par des réponses collectives à un énoncé ou des mesures formulées par les pouvoirs politiques ou institutionnels.

On a pu voir dans le cas de Saint Priest que ces pratiques du référé dans leur double dimension de délibération dans le social et d'inscription dans l'officialité, constituent de puissants connecteurs entre le temps du politique et le temps de la transformation sociale du milieu par lui-même.

En réalité, de telles pratiques sont relativement courantes si l'on y prête attention. On peut donner un autre exemple dans un cadre très différent. Ainsi lors de l'évaluation intermédiaire d'un programme d'actions de la politique de la ville, à Villeurbanne en 2007, diverses réunions de concertation avec les associations et les habitants avaient été organisées. L'une d'entre-elles se tenait dans une salle commune du quartier Jacques Monod, attribuée aux activités des différents groupes ou associations du quartier et dont un groupe de mères de familles était devenu en quelque sorte les animatrices.

A cette réunion participaient une trentaine d'habitants du quartier, des parents principalement, quelques retraités, la directrice de la crèche et quelques autres travailleurs sociaux, ainsi que trois élus municipaux et quelques techniciens de l'aménagement urbain et de la politique de la ville (développement social des quartiers). Deux consultants animaient la réunion dans une configuration de la salle classique pour ce genre de scène : d'un côté, l'écran de projection des *PowerPoint* devant lequel les consultants se tenaient debout, tout illuminés sous le champ du projecteur, face à une salle où les participants étaient installés sur des chaises rangées en lignes légèrement courbées de sorte que chacun puisse voir les personnes qui s'exprimaient sans avoir à faire trop de contorsions.

Trois intrus s'étaient cependant installés tout au fond de la salle. Trois jeunes garçons, walkman sur les oreilles dont on pouvait clairement entendre le grésillement. Ils se tenaient *vautrés*¹⁴⁹ sur un canapé au fond de la salle habituellement occupé par les personnes âgées qui passaient une partie de l'après midi dans ce lieu.

Alors que la réunion se déroulait depuis déjà une demi-heure, l'un des jeunes s'avança lentement vers l'écran du PowerPoint et saisit le moment d'un léger flottement pour s'immiscer *dans l'écran*, juste entre les deux consultants. Il y eut un instant de surprise qu'il

¹⁴⁹ C'est le terme qu'a utilisé un élu pour commenter la présence de ces jeunes lorsqu'il est entré dans la salle.

saisit pour enlever le casque de son walkman et s'adresser ainsi à la salle, en réalité aux gens du quartier spécifiquement :

« Bonjour Mesdames, Bonjour Messieurs, excusez nous de couper votre réunion, mais comme ça parle du quartier, nous avons pensé que c'était le moment de vous parler du problème qui nous pourrit la vie, pardon, qui nous embête tous depuis plusieurs mois. Le problème des scooters dans le quartier - les deux autres jeunes s'étaient entre temps placés à ses côtés sous les feux du projecteur - Comme tout le monde est là, on s'est dit que c'était le moment d'en parler. On s'excuse pour la manière mais jusqu'ici chaque fois qu'on a parlé avec vous ça n'a rien donné. C'est vrai qu'on fait du bruit avec les scoots en tournant sur la place, c'est vrai que c'est pas bon avec les gamins et que ça fait peur. Mais faut voir que si on fait ça ici comme des guêpes, c'est que dès qu'on sort du quartier on n'est pas en sécurité. On est tout de suite ciblé comme des lascars, contrôle de police, et tout et tout. Ce qu'on voudrait vous dire c'est qu'on se moque pas de vous, que ça nous tourne dans la tête qu'on soit toujours en train de s'engueuler et même que ça nous fait de la peine. Vous êtes nos voisins, on est tous un peu comme des cousins et on se retrouve à s'embrouiller comme pas possible alors que selon nous le problème est ailleurs. On va faire des efforts mais faut que vous compreniez qu'on n'est pas des lascars. C'est juste qu'on est toujours enfermés là parce que dehors c'est un peu comme la jungle »

Le moment de silence qui suivi fut d'abord celui de l'émotion. On pouvait voir les larmes affleurer les yeux au regard brouillé. Le message du refus de la division de la communauté locale sous l'emprise des forces extérieures était passé. Une communauté de condition s'était réaffirmée par la voix des jeunes et c'est cette émotion qui en marquait la signature.

Les trois jeunes se retirèrent lentement. Tout avait été fait de ce qui pouvait l'être dans la situation.

Ils avaient retourné la force. Celle qui s'exerçait sur la petite communauté jusqu'à la fractionner.

En opérant ce retournement dans ce moment précis d'une instance délibérative, ils avaient placé ce retournement de la force sous le signe de l'officialité, ressoudant la communauté sous les hospices de l'institution suprême de la République et réaffirmant la valeur de la délibération qui s'était tenue jusque là au sein même du quartier, même si elle n'avait pas débouché.

Les élus ne pouvaient plus se placer comme ceux qui viennent avec condescendance aider une communauté en déroute à régler ses problèmes. Le problème était devenu problème public et relevait maintenant de l'agenda du politique.

Le fait invoqué, en tant qu'on apportait la preuve d'une atteinte manifeste au vivre ensemble et qu'il portait à conséquence pour la société toute entière, relevait du jugement en référé. En même temps en plaçant ce moment sous les hospices de l'*officialité*, les jeunes affirmaient, au nom de la petite communauté du quartier, leur inscription dans la société par la reconnaissance de l'hétéronomie du droit commun en tant que référence commune à la société tout entière.

Ce moment fut dès lors un point de référence non seulement dans l'histoire de rapport avec la communauté du quartier et les pouvoirs publics locaux, mais aussi pour la communauté elle-même qui s'y référerait dans sa *jurisprudence* pour aborder les problèmes quotidiens auxquels elle est constamment confrontée.

La référence échappe ainsi à sa thématique propre et à ses circonstances pour devenir un jalon de l'expérience et en ce sens participe d'un régime de connaissance essentiel à la formation d'une pratique sociale réflexive par laquelle toute communauté de condition opère un travail sur elle-même en même temps qu'elle s'inscrit dans le monde environnant et attend en retour une politique de reconnaissance.

Ces trois jeunes avaient déjà les compétences des *gens du bord* par qui une communauté de condition fait corps et s'inscrit dans le monde en luttant contre les forces de désagrégation destructrice, certains milieux militants en particulier, soucieux de conserver le sens social de

la référence d'arrière plan de leur engagement et pour qui les pratiques du référé relèvent de la méthode.

Un autre exemple, à plus grande échelle et qui a fait date au niveau national peut illustrer cette dimension de méthode¹⁵⁰. C'est l'exemple de l'irruption du *Comité National Contre la Double Peine* (CNCDP) à la tribune des assises de « Banlieue 89 » que se tenaient à Bron les 4 et 5 décembre 1990, en présence du Président de la République François Mitterrand, où il annonça notamment la création du Ministère de la ville, une relance de la politique d'intégration et la création du RMI. Cette « irruption » faisait suite à un long travail de mobilisation, de débat, de grèves de la faim.¹⁵¹ Elle faisait aussi suite aux événements, émeutes, pillage et affrontements avec les forces de l'ordre, qui suivirent la mort de Thomas Claudio, 17 ans, passager d'une moto percutée par une voiture de police à Vaulx en Velin le 6 octobre précédent. Cet événement allait devenir un événement de référence des luttes des jeunes générations des quartiers populaires au cours des années 90 que cette irruption des militants du CNCDP dans l'officialité, accompagnés des jeunes de la banlieue lyonnaise mobilisés autour de la mort de Thomas Claudio, reliait de manière incontournable aux luttes de l'immigration et des quartiers populaires.

De la même façon, sans doute sans le savoir - connaissaient-ils l'histoire de leur quartier ? – les trois jeunes de la Cité Jacques Monod avaient renvoyé la référence du jugement public et de la jurisprudence locale à une trame de la mémoire urbaine de leur Cité, figure de l'échec d'un modèle de *quartier d'immigrés idéal* imaginé par l'ancien Maire Charles Hernu pour y reloger une partie des habitants de la cité *Olivier de Serres* démolie. Une Cité dont chacun des

¹⁵⁰ On a vu que dans une filiation avec cette forme de lutte de l'immigration, les militants de la campagne Justice et dignité pour les chibani-a-s pratiquaient aussi selon cette méthode, les certaines circonstances choisies où il s'agit de détacher la référence de sa thématique pour lui donner la puissance de la chose publique.

¹⁵¹ Mogniss H. Abdallah, Agence IM'média : Pour en finir avec la double peine (1989-1992) in *Plein Droit* n° 56, mars 2003 « Les spoliés de la décolonisation » <https://www.gisti.org/doc/plein-droit/56/finir.html>

Portant sur la période 1989-1992, cet article n'inclut pas la phase de débat politique et de lutte qui se poursuivra jusqu'à la loi du 26 novembre 2003, adoptée sous la présidence de Nicolas Sarkozy, qui, sans l'abroger, atténuera considérablement la portée de la double peine. Le mouvement contre la double peine incarné par le CNCDP est emblématique des luttes de l'immigration qui constituent l'arrière plan de l'activité associative des générations des années 80 et 90.

Voir aussi : Article 131-30-2 Créé par Loi n°2003-1119 du 26 novembre 2003 - art. 78 JORF 27 novembre 2003 https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A628E0498DC2192BFE986B07DEF8A34A.tp_dila13v_1?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006417301&dateTexte=20160915&categorieLien=id#LEGIARTI000006417301

acteurs politiques et professionnels de la ville, comme une partie des habitants, gardent la mémoire depuis la fin des années 70, comme, au-delà de Villeurbanne, toute une partie de la banlieue, à Vaulx en Velin en particulier où a été relogée une grande part des habitants de cette citée qui décidément ne parvient pas à s'oublier.

« L'histoire d'Olivier de Serre n'est jamais loin quand il se passe quelque chose à Monod, observait un animateur¹⁵² à la fin de la réunion « Ca fait même partie de la mémoire officielle¹⁵³. C'est une histoire traumatique. Pas tellement pour ce qui s'est passé dans la cité et au moment de sa démolition. C'est surtout qu'à Monod c'est peut-être pire que ce qui se passait à Olivier de Serres ». La solution Monod devait être un village d'immigrés^{154 155} qui

¹⁵² A cette époque la Ville de Villeurbanne avait encore recours à la politique des « grands frères » pour l'animation jeunesse dans les quartiers. Mon interlocuteur lors de cet échange était l'un d'eux. Affectés un temps dans leurs propres quartiers, où leur position était intenable sur le plan moral et professionnel, ils ont ensuite été *permutés*.

¹⁵³ En 2010, le centre de la mémoire le Rize, de Villeurbanne, a réalisé une exposition sur la mémoire d'Olivier de Serres et de la Cité Jacques Monod : <http://lerize.villeurbanne.fr/wp-content/uploads/2014/04/DP-Olivier-de-Serres-radiographie-d%C3%94%C3%87%C3%96une-cit+%C2%AE--%C2%BD-ghetto--+.pdf>

Extrait de la présentation de l'exposition : « À Villeurbanne, la cité Olivier-de-Serres est la première en France à connaître [la démolition pure et simple de ses immeubles]. Construite hâtivement à la fin des années 1950 pour les « rapatriés » d'Algérie, elle est devenue en moins de vingt ans une véritable « cité ghetto » jusqu'à la démolition de ses barres entre 1978 et 1984. Aucune trace physique ne subsiste du quartier, pas même le nom de la rue. Pourtant, l'évocation de la cité Olivier-de-Serres déclenche encore, pour ceux qui y ont vécu ou l'ont connue, de vives réactions et de forts souvenirs. Nourrie de ces mémoires plurielles et contradictoires, cette exposition propose la construction d'un récit où chacun peut retrouver cette histoire. »

¹⁵⁴ Vidéos Ina sur le quartier Olivier de Serres et la Cité Jacques Monod

Destruction du quartier Olivier de Serres à Villeurbanne

8 janvier 1978 : <http://www.ina.fr/video/CAA7801843501/destruction-du-quartier-olivier-de-serres-a-villeurbanne-video.html>

Rénovation de l'ancien quartier Olivier de Serres de Villeurbanne

25 juillet 1984 : <http://www.ina.fr/video/LXC99002338/renovation-de-l-ancien-quartier-olivier-de-serres-de-villeurbanne-video.html>

Le point sur les expulsions de deux familles du quartier Jacques MONOD de Villeurbanne

2 octobre 1986 : <http://www.ina.fr/video/LYC86100204>

¹⁵⁵ Berthet Jean Marc. Mémoire du renouvellement urbain ou renouvellement des mémoires urbaines. L'exemple de la cité Olivier de Serres à Villeurbanne et du quartier de Parilly à Bron. Ministère de l'Équipement - DGUHC - PUCA. 2007.

Ce rapport d'étude montre en particulier comment l'action publique en matière de logement des immigrés et plus généralement en matière de politique publique à l'égard des population immigrées repose sur et/ou doit faire avec un échelon d'acteurs *experts engagés*, issus des mondes académiques, de l'expertise urbaine, ou des associations de défense des immigrés, constituant, avec plus ou moins de tensions, un milieu hybride de l'action publique. Ce milieu jouera un rôle durant près de 15 ans dans l'agglomération lyonnaise. Ce rapport, qui traite la mémoire de l'action publique, est l'un des rares document de recherche montrant l'intrication des milieux engagés avec le technocratie de l'Etat puis des agglomérations, constituant de facto un milieu décisionnaire

leur rappellerait *le bled*, avec deux maisons *style mauresque* au bout du quartier, après les immeubles. « *Un peu paternaliste coloniale l'idée du Maire de l'époque, non ?* ajoute mon interlocuteur. *Mais en fait Monod, c'est une enclave qui n'en finit pas de poser problème. Même si la plupart des habitants n'ont rien à voir avec les familles d'Olivier de Serres, ils héritent de cette histoire en plus des galères de tous les jours*»

Comme la génération JASP à St Priest, comme les militants du comité contre la double peine et les jeunes révoltés de Vaulx en Velin qui, après la mort de Thomas Claudio, fonderont l'association Agora pour la défense des droits socio-juridique des populations des quartiers populaires de l'immigration, les trois jeunes de la Cité Monod en appellent à la communauté locale comme instance de jugement sensé sous les hospices de la république en rappelant que la matière à juger et le jugement lui-même sont contraints par les forces de désorganisation et de précarisation qui s'exercent sur leur monde et qui relèvent de l'action publique.

En même temps qu'ils renvoient par la mise en scène elle-même les pouvoirs publics à leur responsabilité, ils libèrent l'espace de délibération locale, ils lui redonnent sa valeur, en le renvoyant à une mémoire dont l'oubli prive la jurisprudence populaire de son sens politique pour n'en faire qu'un dispositif sans débouché, réduit à une impossible auto-régulation de troubles sociaux résultants des contraintes exercées sur leur monde. Mémoire de la maltraitance, de la précarité et des dilemmes insondables qu'entraîne une *jurisprudence de la survie et du confinement* dans l'entre soi des lieux d'assignation et des identités collectives qui s'y façonnent.

La figure du bandit social est l'une des figures qui habitent *la référence*, précisément parce qu'elle rappelle cette tension continuelle et chargée d'affect entre le jugement public et la jurisprudence des communautés de condition confrontées à la violence de la précarité et du déni de reconnaissance et de droits.

échappant aux cadres institués de la régulation publique et se substituant de fait à l'expression des acteurs concernés comme les mouvements associatifs des années 80 et 90. Les travaux de Lascoumes, Thoening, et d'autres auteurs d'une même lignée d'analyse socio-historique des politiques publiques signalent souvent de tels niveaux d'intrication de milieux administratifs et d'expertise civile sans cependant les mettre à jour de manière aussi claire que le fait Berthet dans ce rapport qui de ce fait prend, à mon sens, une grande valeur du point de vue d'une anthropologie de l'action publique.

Logée dans une mémoire collective oubliée dans le quotidien, la figure du bandit social ressurgit de manière inattendue lors d'évènements qui interpellent les rapports à l'officialité comme prémisses d'une tenue d'instances du référé. La figure du bandit social travaille au long cours, de manière sous jacente, la dimension tragique d'une *jurisprudence* du social contrainte aux dilemmes d'une autorégulation qui signale toujours les limites d'une inscription harmonieuse dans la société des communs, la limite même d'une *politique des expédients*, par laquelle, par leur propre action sociale, les mondes sociaux tentent d'élargir, pour s'y inscrire entièrement, la communauté sociale instituante du monde commun.

Nous verrons comment un milieu entreprend lui-même un travail de figuration pour entretenir la mémoire des *enfants perdus* en leur attribuant un sens. Nous verrons aussi que le surgissement de la figure du bandit social, en des moments précis, au cours du temps long de la localité d'une petite ville de banlieue, actualise le pâtir commun qui fonde une communauté de condition.

La figure du bandit social entre délinquance et résistance marque l'imaginaire de différentes générations et souligne l'héritage rural de la banlieue. Plus largement, le bandit social évoque une longue lignée de personnages légendaires, proscrits, brigands au grand coeur, contrebandiers, voleurs de grands chemins, gangsters hauts en couleur, vengeurs, défenseurs des opprimés contre un pouvoir sans pitié, note Ahmed Boubker,¹⁵⁶. Mais on sait que la plupart n'avaient rien du bandit au grand coeur inventé par des générations de conteurs et de poètes. Leurs lointains héritiers ont trouvé place dans l'imaginaire des banlieues. Dans les quartiers populaires, les récits des héritiers de l'immigration racontent les hauts faits de quelques héros de légende. Certains sont devenus de véritables chantres tant ils excellent dans l'art de faire vivre tout un folklore de banlieue. Le bandit social n'est pas un simple délinquant pour les gens du quartier car il incarne aussi un sentiment de révolte et la résistance. Des rebelles qui imposent le respect et qui se distinguent dans le sens où ils refusent la soumission en tant qu'individu.¹⁵⁷

¹⁵⁶ Ahmed Boubeker. *Passeurs de la mémoire vive*. Op. cit.

¹⁵⁷ Et l'on retrouve aussi en banlieue cette caractéristique du banditisme social selon Hobsbawm : une révolte individuelle et politiquement menacée qui est la contrepartie d'une passivité du plus grand nombre.

Chapitre 4 - La légende de Zelmad, une figure du bandit social

L'histoire racontée ici se déroule à Saint-Fons, petite ville de la banlieue industrielle du sud de Lyon dans laquelle sont implantées de nombreuses familles d'origine maghrébine. Pour la plupart, leur installation est liée à l'emploi des pères ou grand pères dans les entreprises de l'industrie chimique implantée tout autour de la ville.

Les noms des personnages ont été changés. Le nom "Zelmad" attribué à la figure que nous présentons a été emprunté à Ug -Zelmad, figure de bandit d'honneur des Aurès, Robin des bois réfractaire à la conscription dans l'armée française au cours de la première guerre mondiale¹⁵⁸.

La mise en scène des figures familiales du bandit

La scène inaugurale

Nous sommes en 1986 dans la MJC de Saint Fons, plus précisément dans l'Atelier informatique du *secteur jeunes*. Un jeune participant : *"he! Goto deux! (Goto deux c'est le surnom attribué à l'animateur de l'atelier) ; He! Goto deux ! Avec tes machines on peut faire un casse informatique? "*

L'animateur, embarrassé: *"heu! J'sais pas, c'est pas trop l'sujet..."* puis se rendant compte que c'était là une bonne opportunité à saisir pour dynamiser un peu l'atelier, et sans doute aussi parce que lui-même, à peine de deux ans plus âgé que ses élèves, n'était pas insensible à ce genre de rêveries : *« en fait si. Enfin je pense qu'il y a des surdoués qui peuvent entrer dans n'importe quel système de sécurité, même avec des petites machines comme les nôtres¹⁵⁹ »*

Surdoués, casses, machines, sécurité, à peine prononcés les mots magiques avaient joué les passes murailles. De la rigueur un peu pesante de la méthode d'apprentissage informatique, on avait glissé dans un genre de scène anachronique. Dans ce genre de scènes, la rationalité technique tient lieu de raison à une propension collective à une surenchère dans l'exploit transgressif, où l'on invoque des héros mythiques que l'on rend familiers en se portant dans leur monde. Un Monde imaginé dans la circonstance et qui prend consistance dans la répétition en boucle d'une sorte de phase collective dans laquelle s'inscrit chaque histoire racontée.

¹⁵⁸ Messaoud Nedjahi "Ug -Zelmad l'insoumis", ed. Publibook. Mai 2007

¹⁵⁹ Les ordinateurs étaient des TO7 de Thomson.

A chaque redite de la formule, seules les anecdotes changent, de sorte que les lieux ou les noms ne semblent finalement que l'habillement d'un énoncé sous-jacent. Un énoncé si fort, que, tel un attracteur étrange, il évoque en un instant une mémoire partagée.

Le registre imaginaire de l'expression de cette mémoire n'est pas vide de significations collectives. Il est peuplé de figures imaginaires qu'habitent tour à tour les héros des récits et anecdotes racontés par les participants. Ainsi des figures du « bon bandit » qui, parce qu'il excelle en quelques techniques « magiques » qui lui font ouvrir des portes pour s'emparer d'un butin interdit ne peut pas être vraiment mauvais. Le casse du siècle sans arme, l'affaire du train postal etc. sont autant d'affaires qui mettent en scène des figures de l'exploit, du haut fait, dans le délit. C'est précisément ce couple, délit et exploit, qui est important pour saisir la nature de cette pratique collective. Car il distingue ces figures d'une autre espèce qui, elle, a droit de cité dans le quotidien qui le structure : les figures du sportif, du golden boy etc.

Comme si la dualité Exploit/délit des figures invoquées ici était la clé par laquelle on peut ouvrir une cellule de l'oubli où le quotidien, pour être vivable, enferme cette mémoire des quartiers. Cette mémoire en effet parle des institutions les plus pesantes, la police, la justice. Mais aussi de l'argent qui apparaît comme un liant, à la fois contrainte d'un quotidien où il incarne le manque, et vecteur d'une possible échappée belle, pour tirer son épingle du jeu, tirer sa révérence au monde des normes, des routines et des galères.

Dans ce registre de la mémoire les institutions sont malmenées. Elles sont les ennemis des héros. Mais, en même temps, elles sont, comme eux, duales. Elles sont même, en quelques sortes, leur double inversé. Dans les récits relatés, elles sont à la fois les ennemis des héros et leur alter ego dans la scène, des rivales familières. Leur vertu et leur force se transfèrent même au bandit, en donnant la mesure de l'exploit qu'il réalise. Elle lui donne de la valeur. Elles gagnent toujours d'ailleurs, et c'est précisément le motif de ces scènes que de les mettre en défaut, ne serait-ce qu'une fois, à l'occasion d'un coup imaginaire.

De sorte que c'est par la formulation même de ces récits dans lesquels les institutions sont mises en défaut - c'est à dire où pour une fois elles perdent - que l'on permet à cette mémoire de s'exprimer. Une mémoire interdite justifiant le délit exceptionnel car malgré la légitimité et les « valeurs » qu'elles sont censées représenter, les institutions n'en pratiquent pas moins des injustices, une domination dont chaque participant a fait l'expérience.

Telles seraient la signification et la structure de l'énoncé qui sous-tend la phrase répétée dans ces scènes telles celle de l'atelier informatique évoquée plus haut. Celles-ci apparaissent dès

lors comme des situations où s'expriment un rapport collectif à un savoir qui structure la mémoire, la densifie, comme un ordre de significations communes.

Cependant la scène de l'atelier informatique n'en resta pas à cette seule configuration de la mémoire. De récits anecdotiques en projections dans le monde virtuel des casses informatiques, un des participants évoqua bientôt une figure d'un autre type. " *C'est comme Zelmad, qui s'est fait arrêter l'année dernière. Avec sa bande, lui aussi il avait réussi le casse du siècle, en ouvrant les coffres avec l'informatique.*" Tous les participants connaissaient Zelmad et chacun accrédita, apportant tout à tour son anecdote, pour compléter l'histoire. De sorte que peu à peu la scène du récit se déplaça sur le terrain de Saint-Fons, sur l'histoire du quartier et du rôle qu'y tenait Zelmad, sur l'importance, pour les participants, des événements qui ont conduit à son arrestation. L'animateur qui ne connaissait pas Zelmad pouvait facilement servir de public. Trouvant un preneur anonyme, étranger à leur monde et proche en même temps, le récit pouvait prendre forme et s'échapper de la clôture de l'oubli quotidien.

Présentation de Zelmad

Zelmad était un animateur de la MJC, que les jeunes participants à l'atelier décrivirent comme une figure emblématique du quartier de l'Arsenal situé à proximité. Non seulement il avait joué pour eux un rôle de mentor respecté, mais il incarnait aussi une certaine forme de résistance au mépris et au délaissement dans lequel les institutions incarnées par la mairie, laissaient selon les jeunes, le quartier et les milieux populaires immigrés... Zelmad avait bataillé pour faire des choses pour les jeunes. Il avait dépassé son simple rôle d'animateur du foyer. Avec l'équipe de la MJC, il avait réussi à ouvrir des horizons nouveaux aux gosses. Puis Zelmad s'était fait arrêter pour diverses affaires dont le casse d'une banque. Dans le récit des jeunes participants, Zelmad avait volé, certes, mais il l'avait fait dans l'exploit. Et cette dualité délit/exploit apparaissait non seulement comme dualité de l'acte, mais comme dualité structurante du personnage lui-même.

Car Zelmad avait été voleur en même temps qu'animateur. Et contrairement à un point de vue où le délit pouvait apparaître comme la conclusion d'une dérive ou comme une trahison des exigences dues à son rôle public, le récit ne pouvait tenir que si Zelmad avait été dans le même temps voleur et animateur. Comme si, bien qu'étant radicalement contradictoire avec son image d'animateur, son activité délictueuse avait été aussi le prolongement de ce qui faisait exception dans sa façon d'être animateur. Le délit apparaissait ainsi comme une autre manière de faire de la résistance.

Ainsi le récit du groupe rapportait-il que Zelmad avait en réalité toujours redistribué le fruit de ses délits. Il aurait apporté son secours à des personnes dans le besoin, comme une sorte de Robin des bois qui ne serait plus la figure abstraite et lointaine d'une mémoire collective universelle. Une figure qui se serait incarné, devenue si proche que les gens pourraient attester des faits rapportés, les ressentir comme des preuves de réalité.

La dualité Exploit/délit dans cette phase de la scène n'est plus seulement le schème d'un registre imaginaire de la mémoire dans lequel on partage, à travers la médiation de figures mythiques, des expériences individuelles qui font sens commun. Elle devient la dualité même de l'expérience quotidienne partagée par ce groupe de jeunes. La réalité de l'existence de Zelmad attestée dans ce récit collectif apparaît non plus comme une échappée circonstancielle d'une mémoire de l'injustice reléguée par le quotidien, mais au contraire comme la condition pour que le quotidien tienne. La figure de Zelmad ressortirait ainsi de la nature même d'un quotidien qui ne peut tenir qu'en étant toujours vécu à la fois sur le mode imaginaire et le mode de la raison pratique.

La scène de rêverie¹⁶⁰ sur le casse informatique avait comme inévitablement ramené le vécu du quotidien dans l'atelier informatique. Comme si ce quotidien devait toujours s'imposer, comme s'il était si pesant qu'on ne pourrait plus en contenir dans l'oubli les aspects les plus sombres au point de constamment recourir à l'imaginaire pour en conjurer les effets néfastes, pour lui échapper de l'intérieur à défaut de s'en échapper vers l'extérieur.

Chronique de la localité. Construire le terrain de recherche

J'étais l'animateur de l'atelier informatique et cette scène a été l'occasion de ma première rencontre avec la figure de Zelmad. Bien d'autres allaient suivre. Au cours des vingt années qui ont suivi, j'ai eu à divers titres l'occasion de travailler à Saint-Fons. Et dans pratiquement chacune des missions ou relation d'amitié qui m'ont conduit dans cette petite ville, j'ai eu l'occasion de rencontrer à nouveau la légende de Zelmad. De sorte que s'est imposée comme une des entrées pour aborder le sujet de la mémoire vive dans les quartiers populaires, c'est naturellement vers l'histoire de Zelmad que je me suis tourné.

De fait, ce que je présente ici fait suite en grande partie à un travail de remémoration de ces rencontres et leur reconstitution, comme dans le cas de l'atelier informatique par exemple. Ce

¹⁶⁰ Cette scène montre aussi combien dans ce type de contexte social les activités culturelles, ateliers, stages etc. ne sont pas des activités ou des pratiques socioculturelles courantes comme on les pratique dans des milieux aisés, mais au contraire de réelles échappées du quotidien sous la tension d'une force de rappel à la condition sociale.

matériau est par conséquent nécessairement élaboré à partir d'une lecture rétrospective des faits considérés du point de vue du moment de la recherche.

Si une telle reconstitution force d'une certaine manière la réalité de faits longtemps oubliés elle n'en est pas pour autant purement fictionnelle. Ces scènes de rencontre oubliées ont pris forme rétrospectivement dans un processus lent de compréhension qui s'est développé à travers de multiples expériences vécues sur ce terrain. De sorte que finalement, ces rencontres avec la figure de Zelmad me sont apparues comme une manifestation essentielle d'un contexte, voire même d'une condition sociale, qui échappe à la perception si l'on ne perçoit pas, dans la durée, la figure de Zelmad et ses formes d'apparition, dans leur répétition, si on ne finit pas par la connaître et par l'attendre même, dans certaines situations typiques.

Zelmad a été pour moi une de ces figures par lesquelles on entre dans le type de relation très particulier avec un terrain et qui en fait un terrain de recherche. Où le terrain prend une forme et une durée dans le compagnonnage et la discussion qu'on entretient, dans le long terme, avec les figures qui habitent la représentation qu'on se fait du contexte et des lieux. Dans ce long processus, les rencontres avec la figure de Zelmad ont été des rencontres circonstanciées, avec des gens qui, bien que croisés épisodiquement, me sont devenus suffisamment familiers pour que les éléments de leurs parcours finissent par être des éléments essentiels de ma connaissance du terrain. J'ai fini par avoir suffisamment de relations avec des gens de Saint-Fons pour qu'au fil des situations, on me parle de telle ou telle personne que j'avais connue, on me raconte des histoires qui les impliquent, de sorte que, par exemple, je connais suffisamment de morceaux de vie d'une partie des participants à l'atelier informatique pour comprendre rétrospectivement leur proximité avec Zelmad. Au fil des années, j'ai ainsi construit une représentation des intrigues Saint-Fonnières, de leurs événements tragiques, des sagas familiales, ou encore des rapports entre groupes ou générations.

Le terrain de Saint Fons m'est devenu proche et j'y ai une présence suffisamment admise par certains de mes interlocuteurs pour échanger avec eux sur le mode de la chronique de la localité comme le pratiquent les groupes mixtes qui rassemblent étrangers et ressortissants d'un milieu qui ont vécu ensemble des expériences intenses ou qui ont construit ensemble une familiarité aux lieux.¹⁶¹

¹⁶¹ C'est à dire pour lesquels le lieu devient lieu commun, pays au sens de pais, terre commune dans l'archipel de la mémoire des expériences dispersées du groupe

Cependant si cette sorte de proximité au terrain qui le rend progressivement accessible à notre type de démarche de recherche, est bien le résultat d'une activité réursive, notamment à travers l'activité de chronique de la localité à laquelle on participe et qui entretient la relation de long terme au terrain, elle n'est pas pour autant une activité de révélation des significations. La chronique en effet est non seulement une démarche ordinaire dans toute localité, mais elle a sans doute d'abord pour fonction de constituer l'ordinaire de la localité et par là même de permettre à chacun des chroniqueurs de naturaliser son rapport à la localité. La chronique en ce sens est un procédé de stockage sélectif de ce qui fait de la localité un lieu commun, mais elle n'est pas une activité d'interprétation proprement dite.

Les faits et les modes de sélection ainsi que de mises en récit de ces faits propres à la chronique comportent une unité de sens commun. Et dans cette mesure, les faits de la chronique, du point de vue de la recherche, ne sont plus des faits prélevés par l'enquête mais comportent bien un degré d'attestation qui justifie qu'on les prenne pour significatifs et non pas seulement comme des remémorations d'expérience au terrain ni comme des illusions focales résultant d'une posture abstraite. Cependant la chronique ne dit pas le sens et si au cours de vingt années la figure de Zelmad est apparue comme une figure centrale de la chronique de la localité, mon rapport à la figure avait été essentiellement d'entretenir une curiosité et une disponibilité à sa manifestation¹⁶², sans vraiment la chercher.

Cependant, l'enquête que j'ai conduite au cours du présent travail n'est pas seulement une enquête auprès d'acteurs que l'on interroge sur une mémoire, à partir de laquelle on pourrait réinterpréter le sens stocké dans les faits sélectionnés par la chronique. Elle est aussi, d'une certaine manière, un rituel de transmission d'un droit d'accès à une connaissance cachée. Car si l'activité de chronique de la localité apparaît bien comme une activité de certification sociale des faits par leur importance significative, elle est en même temps une procédure de contention de la puissance, voire de la violence potentielle que contient leur signification.

En ce sens la chronique apparaît comme une activité de non dit significatif, comme un rituel public d'enfouissement du sens commun en même temps qu'un procédé de conservation. Et le chercheur pas plus qu'un autre chroniqueur ne peut se prévaloir de son statut ni du fait qu'il détienne les éléments de la chronique pour procéder à une exhumation de ce qu'elle enfouit. D'ailleurs, l'expérience du terrain, de la rencontre avec les figures et les personnages, ne fait pas du chercheur un acteur plus pertinent qu'un autre pour extraire le sens de faits qu'il a

¹⁶² D'un point de vue méthodologique, on pourrait se référer ici à « l'observation flottante » selon les préconisations de Colette Pétonnet pour les approches d'anthropologie urbaine.

mémorisé dans sa propre représentation du monde de la chronique. Car il ne s'agit que de sa propre mémoire, orientée par sa propre expérience. L'activité collective de sélection des faits dans la chronique doit en effet être distinguée des dispositions individuelles à les stocker, à les mettre en lien dans sa mémoire propre. Pour dépasser une approche solipsiste, celle du chercheur comme d'autres, et accéder à la dimension sociale collective de la mémoire cachée de la chronique, le chemin de l'exhumation doit nécessairement passer par la médiation d'autres chroniqueurs, à travers des situations réflexives, où le chercheur peut opérer une mise en scène d'extraction de significations¹⁶³.

Dès lors, pour moi, les personnes enquêtées seront avant tout celles avec lesquelles j'ai moi-même participé à une activité de chronique de la localité.

Les scènes que nous avons retenues ici sont d'abord des scènes d'apparition de la figure de Zelmad et ces formes d'apparition constituent en elles-mêmes un matériau de recherche qu'il s'agit de faire parler. Mais rapportées à la chronique, elles prennent corps dans une trame de mémoire locale qui implique des jeunes, des familles, des acteurs publics... et c'est à travers cette trame de mémoire que la dramaturgie des apparitions nous est rendue accessible.

Peu à peu, au fil d'entretiens avec certains de mes interlocuteurs, la mise en rapport de la chronique avec la manière dont la figure de Zelmad pouvait apparaître dans des situations de la vie locale a suscité une grande émotion. Plusieurs ont pleuré, profondément touchés, non pas seulement par compassion pour les gens impliqués dans les drames oubliés, enfouis, et que ce travail a fait ressurgir, mais aussi parce ces drames avaient précisément été enfouis pour que le quotidien puisse devenir vivable.

Car à travers ces drames, c'est non seulement la mémoire de l'injustice qui ressortait mais surtout le drame inhérent à l'enfouissement et à l'oubli qui permet de vivre de manière acceptable le quotidien en occultant la violence qu'il contient. Drame d'un renoncement à disposer de la puissance collective qui permettrait d'affronter la signification sociale de ces drames ; de fonder un combat pour la reconnaissance et l'auto reconnaissance sur le refus de la violence sociale qu'ils traduisent.

¹⁶³ La mise en récit de situations vécues par le chercheur (comme l'atelier informatique) est cette mise en scène qui permet l'extraction de significations hors de la cache dans laquelle les a enfouies la chronique. Cette mise en scène peut alors ne plus être seulement le résultat d'un travail de remémoration du chercheur dans ses propres souvenirs, ni une simple écriture fictionnelle. Elle prend la dimension d'une refiguration de cette expérience, nourrie des situations réflexives qu'engendre l'enquête auprès des autres chroniqueurs. La reconstitution des scènes n'est donc pas un subterfuge mais bien un procédé de refiguration. C'est du moins le parti pris méthodologique que j'ai tenté de suivre dans cette partie de mon travail.

La figure de Zelmad est ainsi apparue comme la figure douloureuse de ce renoncement.

Les formes d'apparition publique de la figure de Zelmad.

Dimensions générationnelles de la figure.

A chaque évocation publique de la figure de Zelmad qu'il m'a été donné de voir, ce sont les jeunes qui l'ont suscitée, sur un mode fictionnel ou imaginaire, entre provocation et débordement du quotidien, toujours en décalage avec ce qu'il aurait été logique d'attendre dans la situation, tandis que les plus âgés semblaient avoir adopté la pratique d'une chronique de l'oubli que nous avons évoquée. Cette distinction générationnelle est d'autant plus marquante qu'elle apparaît dans la durée. Ceux qui étaient jeunes en 1986 avaient vieilli en 1990, et n'invoquaient plus publiquement la figure de Zelmad. Mais la figure n'avait pas pour autant disparue. D'autres plus jeunes continuaient de l'évoquer. Je l'ai de nouveau rencontrée dans des scènes publiques en 1990 en 95, 97, 2000, et d'autres fois encore, indirectement, lorsque je travaillais à Saint-Fons¹⁶⁴. Elle était portée à chaque fois par une génération montante, comme si en vieillissant, chaque classe d'âge transmettait aux suivantes la tâche de la faire exister publiquement.

Manifestation, conflit, trahison. Figure de la résistance et mémoire d'un âge d'or

Ces apparitions survenaient dans deux types de situations. D'abord dans les situations de conflit avec les institutions de proximité : la mairie, la mission locale, la MJC ... Comme dans ce cas où, en 1990, la MJC fût occupée par les jeunes en désaccord avec les nouvelles contraintes imposées par la mairie et un nouveau directeur. La tension était alors rapidement montée. Un groupe de jeunes s'était enfermé dans la MJC tandis que d'autres s'étaient regroupés sur le parvis, leur présence attirant d'autres jeunes. Des personnels étaient restés à l'intérieur et la situation paraissait bloquée. Des élus, qui s'étaient rapidement rendus sur place tentèrent d'ouvrir une discussion avec comme préalable la sortie des personnels encore à l'intérieur.

D'une certaine manière cette exigence préalable transforma en séquestration ce qui, selon la plupart des participants à la scène, n'était jusqu'alors qu'un *modus vivendi* entre des jeunes inexpérimentés et les professionnels saisis par la peur et repliés dans leurs bureaux. La

¹⁶⁴ Et c'est encore le cas puisqu'en 2018 cette figure est de nouveau sortie lors d'entretiens avec des natifs de Saint-Fons qui depuis lors ont parcouru un long chemin à distance du quartier.

situation se radicalisa. La police fut convoquée. Quelque cailloux commencèrent à voler, lancés du trottoir d'en face, visant les élus et travailleurs sociaux qui s'étaient joints aux premiers arrivés, pour tenter de dénouer la situation.

Ces jets de pierres, et la crainte de perdre de contrôle de la situation, ajoutée à l'arrivée de travailleurs sociaux en qui les jeunes gardaient une certaine confiance provoqua un changement radical d'attitude du groupe qui semblait le plus déterminé à faire valoir des revendications. Ils laissèrent entrer l'un des travailleurs sociaux pour chercher les personnels restés à l'intérieur. La scène qui s'en suivit fut comme une suspension du temps : le groupe s'écarta, laissant juste un mince passage entre les corps tendus, qui se referma aussitôt le travailleur social entré dans la MJC. Le même mouvement s'opéra lorsqu'il ressortit avec les trois professionnels qui étaient restés à l'intérieur. Durant les 5 minutes que dura ce manège, pas un mot ne fut échangé dans le face à face de la rue.

Puis le silence fut rompu par ce cri "*vous avez trahi Zelmad!!*" lancé par un des jeunes.

Il y eut un bref instant de surprise avant qu'un flot de paroles n'émane alors du groupe, dans le désordre, toutes reprenant le thème de la trahison de Zelmad. "*vous n'avez rien fait pour lui....*" pour renvoyer in fine à une crise de confiance, "*on ne peut pas vous faire confiance...*" Comme si le laissez-passer accordé au seul travailleur social jugé digne de confiance avait suffi à épuiser les thèmes de revendication. Il y eut bien deux ou trois jeunes pour tenter de construire la scène comme une scène de négociation, mais rien n'y fit. Les jeunes présents livraient leur ras le bol du déni et de la galère. Et la figure de Zelmad était invoquée tour à tour comme la figure de la victime de la trahison et comme icône d'un âge d'or où on faisait quelque chose pour les jeunes, où l'on pouvait avoir confiance dans l'équipe de la MJC, qui était de leur côté... Bref un âge d'or que la prétendue trahison de Zelmad par la mairie avait selon eux définitivement révolu.

En fait, cette scène se déroulait six ans après l'arrestation de Zelmad et aucun des jeunes présents n'avait connu cet âge d'or. Ils étaient beaucoup trop jeunes à l'époque de Zelmad pour avoir fréquenté le foyer et les activités.

Certains néanmoins avaient pu croiser Zelmad en personne lorsqu'ils étaient enfants. Mais ce n'était pas le cas pour les jeunes qui participèrent aux autres apparitions auxquelles nous avons assistés dans les années qui suivirent.

Traumatisme social, mort violente. Tristesse, désarroi et révolte. La figure du mentor.

L'autre type de scène dans lequel nous avons vu la figure de Zelmad apparaître est le type conciliabule entre jeunes qui se tiennent en présence d'éducateurs ou d'animateurs qui les accompagnent dans des situations sociales traumatisantes, comme après une bagarre dans un lieu public, l'arrestation d'un jeune, des suicides ou des morts accidentelles suspectes.

La figure de Zelmad est alors invoquée, comme dans le type précédent, d'abord sur le thème de la trahison et de la confiance perdue, du déni. Mais dans le type conciliabule, elle s'affirme aussitôt sous la face du mentor respecté, la figure de l'homme droit ("Zelmad n'aurait pas fait ça"). C'est à dire comme une instance à laquelle on recourt pour résoudre un dilemme éthique et qui, par là même, permet de construire un délibéré collectif sur une situation complexe où se mêlent solidarité de groupe et travail de formation d'une conscience collective.

De tels moments de conciliabules sont en réalité assez fréquents et bien rares doivent être ceux qui ont grandi dans un quartier populaire comme l'Arsenal, les Clochettes sans connaître de tels moments. Outre le fait qu'ils traduisent la récurrence des incidents qui marquent la vie des générations montantes en banlieue, leur forme même est chargée de signification. Le fait qu'ils se tiennent en présence d'un travailleur social semble signaler l'importance que les jeunes accordent à ne pas rompre avec l'institution, à trouver dans l'incompréhension et le déni un fil qui permettrait d'y échapper, en dépassant la clôture que les événements et leur gestion publique opposent en permanence à la reconnaissance de leur condition.

En ce sens, ces moments sont des moments de vie publique, même s'ils apparaissent dans des formes repliées de l'espace public. Mais ils sont aussi des moments d'expression collective de grande émotion. Car ce sont toujours des proches qui sont concernés par les événements, si proches souvent que la colère suscitée par l'incompréhension, le déni, la fatalité de la répétition, l'impuissance, se double, se confond même avec la douleur morale et affective, la tristesse suscitées par l'arrestation ou la mise en cause d'un copain, d'un voisin, et plus encore lorsqu'il s'agit de mort violente, d'overdose, d'accident suspect. La trame de fond de l'indignation des générations montantes est précisément faite d'une intrication entre le proche, le privé, l'affectif et le public. L'émotion des jeunes est en ce sens fondamentalement politique, mais elle n'accède jamais à l'espace public que dans ses formes repliées car les formes de la raison civique en vigueur dans la cité établie et qu'on attend d'eux n'ont pas cours ici.

Tel est l'un des nœuds sur lesquels repose le caractère paradoxal de l'injonction au civisme et à la responsabilité qui leur est faite par le monde public des adultes. Il n'y a pas d'espace d'expression dissociée de l'émotion et de la raison. L'individu n'a pas de forme d'existence individuelle. Il y a comme une corporéité collective de l'existence, qui supporte les individus mais qui, en même temps, contredit constamment leurs attentes d'une existence autonome.

Le sentiment de vivre dans le déni, la collectivisation des rétorsions publiques, la désignation, renvoie constamment à cette corporéité collective. Ce qui arrive au proche, qu'il soit en cause ou non, affecte le collectif en son ensemble en raison comme en émotion. Dans ces conditions, le délibéré sur les situations tragiques apparaît impossible.

C'est ainsi que l'invocation de la figure de Zelmad peut être un passage qui permet ce délibéré, dans le sens où, dans sa dualité même, elle prend la dimension d'une instance où se confrontent le pour et le contre, bon et le mauvais.

L'ombre et la lumière. Figure d'une condition sociale

Le chemin des apparitions publiques de la figure de Zelmad apparaîtrait ainsi comme longeant le tracé d'une limite indépassable, ou tout au moins vécue comme telle par les jeunes générations, limite de la confiance qu'ils peuvent accorder aux institutions. Privés de la confiance dans les institutions, et constamment renvoyés à une collectivisation imposée de leur existence sociale, la seule forme stable d'existence de l'individu à laquelle ils aient pu réellement goûter à leur âge serait une forme duale où toute tentative d'emprise positive des jeunes sur le réel se doublerait de son contraire, face sombre constamment mise en avant par les institutions comme antithèse contradictoire, indissociablement liée l'une et l'autre dans cette forme de corporéité collective;

Ainsi par exemple de ces deux jeunes du quartier des clochettes. Deux figures du génie d'une jeunesse qui trouve à s'exprimer malgré la chape de plomb qui l'enferme dans sa condition. Toufik jeune homme d'à peine 17 ans, brillant dans ses études, qui animait un petit groupe dont l'action combinait habilement négociation avec les institutions, solidarités et entraide sur le quartier. Et Hamid, du même âge et à l'intelligence tout aussi brillante bien que figure de l'échec scolaire. Chanteur d'un raï envoûtant et inventif, déjà repéré par les princes de cette musique, mais aussi instable et tourmenté que Toufik semblait déterminé et posé. Et il était aussi présent dans la rue que Toufik l'était sur des scènes déjà politiques malgré son jeune âge. Pourtant la face sombre du duo n'était pas moins solidaire. Tout deux affirmaient la même chose et se confrontaient aux institutions, au fond, sur les mêmes sujets: autonomie et

droit de cité dans des lieux dédiés ou accessibles aux jeunes, reconnaissance de leur capacité de prise d'initiative. Tout deux affirmaient aussi leur indignation devant le déni de justice à l'égard de la génération de leurs parents laissés pour compte de l'immigration ouvrière. Mais autant le premier a été mis en avant par les institutions, autant le second a toujours été le coupable désigné des troubles qui ont chroniquement agité le quartier pendant la longue période de leur enfance à leur adolescence. Autant la vie de Hamid a été jalonnée de conflits et d'exclusions. Autant Toufik avait brûlé les étapes d'une certaine reconnaissance.

S'ils n'étaient pas amis, ni ne se fréquentaient, ils n'en étaient pas moins lucides, conscients l'un et l'autre de ce qui les unissait. Ainsi ces propos de Toufik : *" En vérité, Hamid c'est un gars bien. Je le respecte. Je sais très bien qu'ils se servent de nous, qu'ils nous comparent. Mais quand ils l'attaquent, ce que je sens c'est que c'est aussi bien moi et tous les autres qu'ils visent. Hamid et moi c'est la même chose. On est les mêmes. Sauf que lui il est dans la galère.... "*

Et ceux de Hamid. *" lui, il ne s'occupe pas du bar ou de la musique, mais on pense pareil je crois. C'est comme si on était frère, mais lui ce serait le bon fils et moi le mauvais "*

Pour la plupart des acteurs publics locaux; Hamid était le bouc émissaire. Peu à peu l'idée s'était imposée qu'il était voué à finir en prison. Une conviction traçant un destin. On en parlait même en commission municipale. Tant et si bien que les acteurs publics étaient persuadés de l'influence néfaste de Hamid, n'écoulant dans ses mots que ceux qu'ils pouvaient saisir sous cet angle, sourds à la portée collective de son expressivité et à l'exigence de reconnaissance que contenaient les termes de sa confrontation avec eux. Il n'y eut qu'un éducateur pour remarquer *"qu'on allait bien finir par l'y pousser, dans la prison, en s'y prenant comme ça."* Ce qui arriva effectivement. Et avec sa disparition du quartier, s'affirma une tendance au renoncement à toute recherche de solution de participation des jeunes aux structures locales. Le rapport des institutions à la présence des jeunes continua un glissement déjà engagé, l'emprisonnement de Hamid coupant cours à la reconnaissance de toute autre interprétation de la situation, invalidant par là même l'action de Toufik qui avait cependant clairement ressenti ce renoncement comme une mesure de dégradation collective.

De tels couples d'alter ego inversés et les procédés des institutions qui les façonnent sont si fréquents que la figure de Zelmad semble en être, d'une certaine façon, la forme canonique. C'est à dire la forme canonique d'une existence qui ne pourrait être vécue que de manière duale, au prix de l'oubli de la part positive de soi-même que manifeste l'existence de la face sombre de la figure.

L'oubli et le fatal. Ou le sceau du malheur¹⁶⁵ .

Au cours de l'enquête que nous avons conduite sur la figure de Zelmad auprès de nos interlocuteurs, cette dimension de l'oubli n'a cessé de resurgir, de manière d'autant plus douloureuse qu'elle s'est révélée être intimement liée à cette forme de corporéité collective de l'existence sociale qui entraîne et résulte en même temps de l'intrication du privé, de l'affectif et du public. Une intrication vécue dans la trame de l'histoire des relations de proximité, les histoires d'enfance, de voisinage, les amitiés perdues. De proche en proche, la figure de Zelmad a pris forme à travers des tragédies du quotidien ayant impliqué ou affecté personnellement l'un ou l'autre des acteurs, le reliant à Zelmad par un lien familial, affectif, de voisinage. Ainsi des jeunes participants aux ateliers par exemple. Deux d'entre eux étaient des frères héritiers d'une famille respectée et eux-mêmes étaient vus comme des modèles de droiture et de gentillesse dans le quartier. Plus tard l'un des deux frères mourut dans un accident de voiture. Ils étaient quatre dans le véhicule, tous du quartier de l'Arsenal. Aucun ne survécut à l'accident. La douleur de ces morts subites fut ressentie dans tous les quartiers de la ville. L'indignation s'ajouta cependant à la tristesse quand on découvrit que l'accident, survenu tard dans la nuit avait été provoqué par un camion qui s'était déporté de sa voie, percutant de front la voiture des quatre jeunes gens et prenant aussitôt la fuite.

Parmi les quatre se trouvait la jeune sœur de Zelmad. Pour les gens du quartier de l'Arsenal, elle n'était pas seulement une fille du quartier, au sens d'une personne qui vit à proximité, mais elle était la sœur de Zelmad, et par là même la fille du quartier en un sens adoptif, avec l'affect que suppose une adoption solidaire, chaleureuse, dans un milieu populaire. A travers elle, en effet, émergeait de nouveau l'histoire de Zelmad, comme l'histoire d'une tragédie familiale qui affectait le quartier tout entier. Car Zelmad n'était pas seulement un gosse du quartier devenu animateur, mais il était le fils d'un père qui avait abandonné le foyer et d'une mère tourmentée. Encore adolescent, Zelmad avait pris en charge sa famille, et avec l'aide des plus grandes de ses sœurs, il avait assuré l'éducation des plus jeunes, apportant l'essentiel des revenus du foyer par son travail d'animateur.

Avant même de défrayer la chronique, il était déjà une sorte de héros du quotidien de la misère, figure dès son adolescence d'une lutte contre la fatalité des malheurs qui peuvent affecter chaque famille dans le monde des quartiers. La figure de Zelmad semblait absorber le malheur et sa lutte pour l'existence était la lutte de tous. " *Tu comprend, moi j'étais toute*

¹⁶⁵ Cf G. Begon, « Les itinéraires du malheur, » Arcantos, 1987

jeune. Nos familles ne se fréquentaient pas, mais on s'entraidait de temps en temps. Ma mère parlait souvent de leurs malheurs. Et puis un jour il y a eu un problème dans la rue. Des types étaient là et menaçaient un habitant de l'immeuble. Ils avaient des bâtons ou des barres de fer, je ne sais plus. Il y avait mes soeurs dans la rue. Je ne sais pas qu'elle histoire était encore la cause de ce problème. Mon père a voulu intervenir, mais il s'est fait insulter. Et puis Zelmad est descendu, il a écarté mon père et mes soeurs, il a fait je ne sais pas comment, mais les types on déposé leurs armes et ont laissé tombé. Voilà. Après on ne s'est pas plus fréquenté. On se passait juste des plats les jours de fête, mais depuis ce jour mon père avait du respect pour Zelmad, alors qu'avant il s'en méfiait (...) Quand sa soeur Saliha est morte dans l'accident du camion, on se disait tous : mais c'est pas possible que tant de malheurs les accablent !"

Avec le temps restent les marques corporelles au sens collectif de cette corporeité que nous avons évoquée plus haut, comme si les motifs de l'histoire de Zelmad devaient y trouver leur fondement au-delà des formes qu'elle a pu prendre dans la réalité, au delà des causes sociales et politiques, au delà des prises que Zelmad avait tenté de saisir en son temps.

Le malheur est le sceau qui marque en premier lieu le souvenir de l'histoire de Zelmad. Le malheur apparaît ainsi comme la loge primitive de cette mémoire. Mais la fatalité qui semble lui être indissociablement liée n'en est pas le motif. Chacun sait qu'il y a des motifs du malheur dans la réalité, un enchaînement des faits et de causalité sur lesquels on devrait pouvoir agir, tout au moins si l'on se place du point de vue de la raison. Le malheur est social et l'indignation qui se mêle à la tristesse dans toutes les scènes d'apparition ou de souvenir de Zelmad en manifeste la conscience vive.

Dès lors, le recours à la fatalité apparaît à la fois comme une pratique incantatoire, par laquelle on appelle la signification tout en la tenant à l'écart du temps séculier quotidien, et comme une pratique de conjuration des effets intrusifs du malheur dans le quotidien. En ce sens la fatalité est d'une certaine manière le dispositif de contention du malheur comme loge primitive de la mémoire. La fatalité tient le malheur dans l'abstraction hors du social pour que celui-ci soit vivable, pour qu'il ne soit pas lui-même marqué de la fatalité, pour qu'il soit agissable, malgré la répétition des faits d'injustice et de déni, malgré l'innocuité au long terme de l'action qu'on tente de conduire contre les causes de ces faits. Mais en même temps qu'ils constituent un dispositif de contention et d'abstraction hors du temps séculier, le malheur et la fatalité apparaissent comme une forme d'expression d'une corporéité collective de la conscience sociale.

Ce qui arrive à Zelmad est ressenti collectivement et ce ressenti collectif est l'échappée par laquelle le collectif existe, la preuve qu'il n'est pas sous l'emprise de la fatalité, qu'il est bien réel dans le temps séculier, qu'on peut compter sur lui pour agir soi-même dans le Monde.

La fatalité comporte cependant une dimension temporelle inhérente. Le fatal survient toujours et en ce sens il est à la fois le passé et le futur du présent tel qu'il apparaît, en tant que vécu actuel, dans l'invocation d'une figure de la fatalité comme celle de Zelmad.

Par le fatal, la figure de Zelmad devient atemporelle¹⁶⁶. Mais en même temps qu'elle devient atemporelle, sa mémoire oublie les circonstances et les conditions de son apparition.

L'un des traits remarquables des entretiens que j'ai conduits avec mes correspondants dans la pratique de la chronique sur ce terrain est que ni le contexte, ni les circonstances qui motivèrent l'engagement de Zelmad dans l'action au delà de sa famille, dans le quartier, dans les institutions locales, ne sont jamais évoquées en tant que telles. Dans la forme d'atemporalité fatale sur laquelle repose la figure de Zelmad, le temps n'a plus de durée que celle de la douleur. Le temps social est abstrait, l'intrigue des faits dans lesquels Zelmad était engagé, ses motifs raisonnés, les acteurs impliqués, les événements mêmes, sont oubliés ou diffus. Ils ne semblent ressurgir que de manière implicite, par similitude, dans les scènes d'exhumation suscitées par les jeunes générations, dans les deux genres de scènes que nous avons décrites plus haut, la confrontation et le conciliabule, toutes deux dans des situations traumatiques où la confiance dans les institutions est mise à l'épreuve, ou encore, comme dans l'atelier informatique, dans une forme d'échappée imaginaire, par une opération de transposition dans un temps imaginaire.

Pour les adultes, du moins dans ce qui nous est rendu accessible au travers du dialogue avec nos correspondants dans la pratique de la chronique, le canal de la douleur et du malheur prend d'autant plus de place que l'histoire de Zelmad se poursuit dans le malheur. Et dans sa lutte contre le malheur, il n'est pas David contre Goliath. Il ne gagne pas. Dans la figure de la chronique, le dessein de Zelmad est marqué du sceau du malheur.

Ainsi par exemple, la chronique dit-elle qu'un jour, alors qu'il était tout jeune adulte et qu'il assumait encore la charge de ses frères et sœurs, Zelmad vint à se marier. L'amour du jeune couple était si manifeste et passionné qu'il force encore le souvenir de ceux qui l'ont connu. Bientôt un enfant naquit. Mais la jeune femme était souffrante. D'une souffrance intérieure si

¹⁶⁶ Toute figure atemporelle (Robin des bois...) semble reposer sur un dispositif de récursivité temporelle qui fait son acuité sociale. Il me semble que l'on peut formuler l'hypothèse que ces procédés de récursivité ont une valeur épistémique et en ce sens pourraient avoir partie liée avec « les énoncés » selon M. Foucault.

profonde qu'elle sombra sous l'emprise de la drogue. La vie du couple devint alors un enfer. Disputes, séparations, retrouvailles. Zelmad voulait sauver sa femme. La convaincre d'aller en cure de désintoxication. Mais il n'y a pas d'ennemi plus puissant que la drogue. Car non seulement elle détruit tout ce qui est beau mais elle amène l'opprobre sociale et par suite le silence des familles, tant elle est perçue comme une sorte de mal absolu, qui dégrade les personnalités, introduit la violence, justifie l'abandon de toute morale, et pire encore, tant elle s'immisce de manière insidieuse, contagieuse, dans les familles et les esprits.

Un mal d'autant plus terrible qu'il faut en admettre la proximité lorsqu'il entre dans sa propre maison, pour ne pas perdre le lien d'amour et de solidarité qui relie les gens entre eux. Un mal qui dans cette mesure, devient mal intérieur, et qui, dans son expansion sociale, pour ne pas le laisser se naturaliser, oblige à une épreuve de lucidité pratiquement insurmontable.

Une figure dialectique portée par les rapports générationnels

Tant d'autres faits de malheurs pourraient être encore rapportés que l'histoire racontée de Zelmad finirait par s'y perdre s'il n'y avait eu les jeunes générations pour s'en réapproprier un sens public et le remettre en circulation en suscitant des apparitions circonstanciées de la figure dans l'espace public. La figure, duale par nature, ne pourrait ainsi se manifester que de manière clivée, séparant d'un côté ce que la figure porte de signification politique et sociale dans l'actualité, dans un registre objectif d'interprétation de l'expérience ; et d'un autre côté, la temporalité de l'entre soi, dans un registre intersubjectif d'interprétation de l'expérience. Ces deux registres étant, comme on l'a vu, étroitement liés par une forme de corporéité collective de l'expérience sociale.

De sorte que les formes de manifestation de l'existence de la figure apparaissent en réalité comme des formes dialectiques d'une même intrication des deux registres : dans le cas des jeunes, l'émotion collective refonde le sens politique dans la manifestation publique de la figure, en remémorant les circonstances à travers la confrontation aux institutions ; tandis que dans le cas des adultes, les circonstances et leur signification actuelle sont enfouies dans une forme de clôture quotidienne de l'imaginaire, le malheur et la fatalité apparaissant comme un procédé d'encapsulation en même temps que de conservation du sens.

La question des circonstances et de leur oubli dans la mémoire

L'enquête auprès des chroniqueurs et l'activité de remémoration sur le matériau de recherche accumulé atteignent à ce stade une forme d'aboutissement en ce sens que l'on peut approcher

la figure en mettant en perspectives les formes d'apparition de la chronique, en cerner la dimension dialectique et par là même la dimension diachronique. Mais ce travail atteint aussi une limite car, en réalité, le chemin qui nous a conduit à la mise en perspectives des formes d'apparition, à repérer les formes de cristallisation dans la réalité de la nature duale de la figure, ce chemin, donc, nous est apparu en même temps comme le chemin d'une double absence¹⁶⁷.

Celle de Zelmad d'abord, car la figure ne pouvait prendre place, s'ériger en figure atemporelle qu'en son absence. De sorte qu'une question s'impose : Zelmad n'est pas resté en prison durant tout ce temps. Quelle est alors la raison de son absence ?

L'autre absence, c'est celle du milieu réel et de ses pratiques de transmission. Car s'il est apparu que la mémoire de la figure circule entre les générations, qu'elle est entretenue par la chronique, c'est qu'il y a nécessairement des pratiques de remémoration dans le milieu lui-même auxquelles nous n'avons pas accès à travers les médiations par lesquelles j'ai entretenu une relation avec mon terrain de recherche. C'est ici en réalité de l'absence du quotidien dont il s'agit, comme si l'évocation même de la figure devait nous en éloigner, le tenir à distance. Comme si, au delà de notre extériorité au milieu et par delà les limites de l'investigation dues à la frontière de l'intimité que nos rapports ont établi, l'activité même de figuration que pratiquent mes interlocuteurs les plaçait dans l'ordre du temps atemporel de la figure ; et que placés dans cette position, malgré mes incitations à parler de la manière dont la figure apparaissait dans leur vie courante, ils ne pourraient plus être les médiateurs d'une saisie du quotidien par un tiers extérieur.

Si nous ne pouvons avancer plus dans le dépassement et l'élucidation de cette limite dans le cadre de ce travail, en revanche, il est possible de revenir sur le premier aspect, celui de l'absence de Zelmad et du rapport de cette absence avec les conditions d'existence continuée de sa figure.

Dès les premiers temps de l'enquête, j'avais trouvé les coordonnées de Zelmad et je m'étais assuré des médiations nécessaires pour entrer en relation avec lui. Mais interpeller ainsi quelqu'un sur son passé sans avoir précisé sérieusement mon approche me semblait présenter un risque éthique important. Je ne voulais pas entrer en contact avec lui avant d'avoir poursuivi la piste de mon intuition sur l'existence d'une figure de Zelmad, sans avoir saisi les formes d'existence propres de cette figure, tout au moins ce qui pouvait m'être accessible compte tenu de mon rapport à ce terrain de recherche.

¹⁶⁷ Cf A. Sayad, « La double absence », Seuil, 1999

En tout état de cause, il me semblait que j'avais tenté de satisfaire aux exigences d'un rituel implicite par lequel le chercheur peut se tenir pour accrédité à procéder à une exhumation de connaissances accumulées¹⁶⁸ sous la figure.

Or la question des circonstances, de leur enfouissement et de leur oubli me semblait être ce fil problématique qui permettait, à travers la rencontre avec Zelmad, d'entrer dans un passé tenu en réserve sans surimposer des significations là où précisément la pratique délibérée des gens semblait être de les tenir en réserve.

Car cette réserve, tout comme l'interpellation d'un homme sur son passé, doit aussi nous interroger. Je ne devais pas perdre de vue que c'est moi qui avais suscité ce travail de remémoration ; à partir d'un retour sur mon terrain de recherche et non pas en me saisissant d'une actualité saillante impliquant un travail mémoriel des acteurs comme cela a été le cas dans mes travaux sur la fusion des Clubs de foot à Saint Priest ou sur la mémoire militante où la dimension mémorielle est intrinsèque à l'activité militante.

Peut-être cette réserve procédait-elle du souci de mes interlocuteurs de se préserver des risques inhérents d'un retour aux circonstances, mais peut-être procédait-elle aussi d'une toute autre visée. Le non sens en effet, ou plutôt ici, le refus implicite d'attribuer un sens, ne comporte-t-il pas toujours sa part de signification ? Cette réserve à attribuer un sens définitif, à fixer le sens, me semblait pouvoir procéder du souci de conserver une part de mystère ; le mystère, la clôture et l'oubli procédant toujours, me semble-t-il, pour partie d'un désir commun de donner une chance au dépassement sans reniement, c'est à dire du souci de rester disponible à une bifurcation du sens de l'histoire.

Cette perspective de mystère et de son rapport d'ouverture intrinsèque aux rebonds de l'histoire est précisément ce qui nous semblait le plus en accord avec la disponibilité de mes interlocuteurs au cours de ce travail.

Et sur plan, la question des circonstances et de leur oubli semblait aussi un fil conducteur cohérent avec le travail engagé jusque là en ce sens qu'elle permettait de problématiser le lien entre le travail d'enquête et la rencontre avec Zelmad en resituant la figure de Zelmad dans la perspective d'un approfondissement des rapports entre histoire et mémoire vive.

La rencontre avec Zelmad pouvait ainsi apporter des réponses à la première de nos deux questions sur l'absence (les raisons de l'absence de Zelmad et les limites de l'accès aux modes de transmissions de la mémoire). Mais on verra qu'elle a fourni aussi des éléments importants

¹⁶⁸ Du moins si je pouvais cerner du mieux possible le cadre de notre rencontre, c'est à dire si je pouvais inscrire avec le moins d'ambiguïté possible ce travail d'exhumation dans un dispositif de production de connaissance.

pour comprendre un mode d'existence de la figure dans le quotidien du quartier et des familles, au delà de la chronique et de ses apparitions publiques. Ce mode d'existence de la figure, dans un registre atemporel de l'imaginaire, comportant surtout une dimension tragique en ce sens qu'il apparaîût comme indissociable d'un retour impossible pour Zelmad.

Rencontre avec Zelmad

Seconde présentation de Zelmad à partir des informations fournies par lui-même

Animateur depuis 1977 à la MJC de Saint Fons Zelmad assure seul avec sa soeur aînée l'éducation des ses autres frères et sœurs. Il se marie au début des années 80. Leur enfant naît un an plus tard. Sa femme devient toxicomane. En 1984 il est arrêté. Condamné à 8 ans de prison pour vol à main armée et divers délits, il retrouve la liberté en 1991. Durant son séjour en prison, sa soeur Saliha meurt dans un accident de voiture à Saint Fons avec quatre autres jeunes de son quartier. Après quelques mois de galère et de petits boulots dans des espaces verts, il est embauché comme animateur dans un lieu de vie pour handicapés. Au cours de cette période, il tente un retour à Saint-Fons où il rencontrera toutes sortes d'obstructions de la part de fonctionnaires municipaux et d'une partie des élus.

Sa femme était toujours toxicomane à sa sortie de prison. Leur vie familiale ne peut se reconstruire. Son fils vit une jeunesse tourmentée. Adolescent, il est arrêté plusieurs fois. Jeune majeur, un délit le conduit en prison. Quelques semaines plus tard, il est placé au mitard. Le lendemain il sera retrouvé pendu dans sa cellule.

Tout au moins s'agit-il de la version officielle. Zelmad, en effet, ne croit pas à la mort de son fils par pendaison. Il demande une contre enquête, informe la presse et les associations, porte plainte, remue ciel et terre pour obtenir une instruction. Il n'aura pas gain de cause. La vie de sa femme, extrêmement fragilisée, tourne en un calvaire qui la replonge plus encore dans la toxicomanie.

Au cours de cette période il change d'emploi pour participer à la création d'un centre d'hébergement pour jeunes handicapés majeurs. Touché par le manque de relations sexuelles des jeunes hommes handicapés, il accompagne les jeunes résidents hommes auprès de prostituées, avec l'assentiment du directeur, tandis que certains de ses collègues protestent. Quelques mois plus tard une plainte est déposée. Il est licencié. Ainsi que son directeur. Après plusieurs procès, il est finalement condamné à un an de prison ferme lors d'un jugement en appel. Depuis sa seconde sortie de prison, il travaille dans une entreprise d'espace vert et vit avec une autre femme.

Extraits d'entretien

"Je pense que j'étais un des premiers animateurs maghrébins issu des quartiers. J'étais un vrai autodidacte. C'est les gens de la MJC qui se sont mouillés pour moi. La MJC à cette époque était portée par une équipe de gens merveilleux. D (qui est devenu un leader socialiste lyonnais) et sa femme, GdC qui était formatrice au GRETA, H responsable du secteur jeune, militant communiste, et d'autres encore. Ils étaient en phase avec la culture ouvrière et portaient de vraies valeurs d'éducation populaire. A l'époque c'était une lutte permanente pour réussir à faire quelque chose. Il ne fallait pas que les milieux ouvriers pensent trop! (...) La MJC est née au forceps, après des manifestations organisées par cette équipe.

Au début des années 80 avec la gauche on a cru que ça y était : le social, le culturel, le politique allait avoir leur place. Il allait se passer des choses. En fait, il y a eu les stages parking, les conflits avec les jeunes et tout ce qu'on sait. Tant pis ! Nous on était dans notre projet. On a continué ce qu'on avait commencé. On a fait venir des gens de Paris pour nous aider. On a créé inventé des stages de création d'entreprise : laverie, boulangerie etc.. toutes sortes de projets, on a inventé des formations dans différents domaines de l'animation, du son de l'image et du spectacle...on a introduit le rock, mené les jeunes dans des pratiques inconnues pour eux : karaté, kayak, judo...En vérité, on était des pionniers au sens de l'animation. Surtout à Saint-Fons. A cette époque la MJC était une véritable boîte à Idées. Je crois qu'on a apporté beaucoup à l'éducation populaire.

En même temps, rien n'était acquis. On n'avait jamais les moyens de réaliser les projets. Au foyer, j'avais un budget de deux mille balles. Alors on faisait de l'autofinancement, des booms etc.... Il fallait tout négocier, manifester parfois. Par exemple pour avoir les crédits pour un camp itinérant on a manifesté avec les jeunes devant la mairie. Le conseil municipal s'y est opposé. Finalement c'est le maire qui s'est engagé personnellement, qui a débloqué des crédits. Il nous a même donné sa carte au cas où. Ca a été utile parce qu'au bout de deux jours on en avait deux en garde à vue... Il fallait faire avec la réalité. Les gens ne sont pas toujours comme on veut qu'ils soient. Nous on s'occupait des jeunes en passe de devenir des adultes. On ne pouvait pas les laisser comme ça, en marge, déjà exclus avant d'avoir commencé à vivre.

(...)

Notre idée c'était que la force est dans les idées! Il fallait éveiller les consciences.

C'était le plus important pour nous.

Et ce genre de travail commence d'abord là où tu es, avec les voisins, les amis, tous les autres dans les quartiers.

A propos des filles par exemple, il a fallu convaincre les familles qu'elles devaient faire des études ; leur faire comprendre que c'est ce qu'il y a de plus important. Il y avait des sujets difficiles comme les études d'infirmière par exemple. Là il a fallu convaincre les pères que ce n'était pas mal de toucher des hommes pour les soigner.

Il fallait d'abord que les jeunes apprennent à s'exprimer. Et surtout qu'ils apprennent à devenir eux-mêmes, qu'ils sachent parler le français mais aussi l'arabe, sans passer par le Coran. Alors on a monté des cours. Il fallait transmettre la culture. Pendant le Ramadan, tous les vendredis soirs on avait un orchestre à la MJC, les familles étaient très présentes.

(...) on n'était pas seulement animateurs, on était un peu comme dans une société parallèle.

(...) d'ailleurs, on n'avait pas que des amis. Par exemple, le consulat algérien et l'amicale des algériens en Europe disaient partout "n'aller pas chez Zelmadi!".

En réalité, il y avait la MJC mais il y avait aussi un mouvement plus large. D'autres animateurs avaient été recrutés dans presque tous les quartiers, à Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Bron. Tous autodidactes, comme moi. Il fallait qu'on se forme. Pour devenir de vrais professionnels.

A cette époque, il y a eu tout un travail sur la convention collective d'animation. Ça a créé un lien entre nous.

En fait, la plupart des animateurs maghrébins étaient politisés. Pour certains, on militait ensemble au parti de Mohamed Boudiaf¹⁶⁹, le PRS (le Parti de la révolution socialiste).

(...)

Au début des années 80 déjà avant les événements des Minguettes, on a senti qu'il y avait une crise grave. Certains équipements de Vénissieux ont fermé et des jeunes de là bas sont venus à la MJC de saint Fons.

Il y avait des moments très riches, les jeunes comptaient sur nous et je crois qu'on a souvent fait du bon boulot. Mais c'était aussi une période difficile. Beaucoup de jeunes étaient perdus. On a beaucoup travaillé avec des gens de Vénissieux, avec le père Delorme en particulier. A

¹⁶⁹ Mohamed Boudiaf (1919/1992) un des huit chefs historiques du FNL en 1954. Opposant après l'indépendance tant à Ben Bella qu'à Boumedienne, il est contraint à l'exil à la suite de sa condamnation à mort par le pouvoir algérien. Il crée le PRS en 1962 qu'il dissout en 1979 (ce parti aura une petite influence dans l'immigration algérienne en France). En janvier 1992, après la démission du président Chadli Bendjedid, M. Boudiaf est rappelé en Algérie pour devenir le président du Haut Comité d'État en charge provisoire des pouvoirs de Chef d'État. Il est assassiné en juin de la même année par un militaire.

l'époque c'était le curé des Minguettes. D'ailleurs il a gardé le contact avec moi longtemps, même quand j'étais en centrale de Nîmes.

Et puis il y a eu la drogue. Je l'ai vue arriver dans le quartier. Au début c'était rare, et puis il y en a eu de plus en plus. On était impuissants. On a alerté les institutions, la mairie. Mais ils n'ont rien fait. Ils ont laissé faire.

C'est dans cette période que je me suis marié. (...) C'était une fille de la rue, elle connaissait la drogue. Mais après la naissance de notre fils elle a complètement plongé dedans. On n'arrivait plus à vivre ensemble. C'était très dur. Mais je voulais qu'elle s'en sorte, qu'on s'en sorte. Je l'ai installée dans un appartement dans le quartier avec notre fils. Je voulais qu'elle fasse une cure, que mon fils ne soit pas dans le besoin...

C'est à ce moment que j'ai pété un câble. Il fallait faire vivre tout le monde, mes soeurs, ma femme et mon fils.

Est-ce que cette affaire a un lien avec la pression dans mon travail, avec les événements de l'époque? Non, enfin je ne sais pas, peut-être. Je ne l'ai pas pensé comme ça. Quand j'y repense, j'ai honte. J'ai trahi. J'ai trahi les jeunes, et tous ces gens qui par leur amour nous ont donné la force de combattre. Ils sont toujours là, dans la mouise. Ca fait mal.

Oui je sais que quand j'étais en prison, j'étais une sorte de héros pour les jeunes du quartier. Mais je les ai trahis.

Je n'avais pas mesuré l'impact de mon rôle. Je m'en veux encore. En réalité J'étais plus qu'un animateur. On faisait un travail relationnel. On faisait notre boulot d'animateur, mais on discutait aussi politique, on travaillait le social, on avait un discours.

Ca laisse empreintes dans les gens.

Il y avait un vrai mouvement. Les gens commençaient à travailler ensemble, les professionnels, des élus, des familles. C'est aussi ça que j'ai trahi.

(...)

La prison? C'est terrible. Le QHS, des murs de 16 mètres de haut. Le mitard... en prison on ne voit que les pauvres! En fait la prison c'est le quartier. Impossible de ne pas faire l'analogie. Ca me fait honte.

(...) pendant mon incarcération, les gens du quartier ne m'ont pas lâché. Ils m'envoyaient des cartes, des photos. Ils ont soutenu ma famille. C'est ça qui m'a fait tenir. Quand ma sœur Saliha est morte j'avais tant de peine. Heureusement qu'ils étaient là.

A la sortie. J'ai essayé de revenir à Saint-Fons. J'avais des projets. Je voulais réparer ce que j'avais cassé. Je suis allé voir la mairie. Mais là on m'a bien fait comprendre qu'on ne me laisserait pas revenir. On m'a menacé. Une fille en particulier, qui m'a dit qu'elle me pourrirait la vie si elle apprenait que je faisais quoi que ce soit dans le quartier. J'ai été voir le maire. Lui c'était quelqu'un de différent. Il m'a toujours ouvert sa porte. Je crois qu'il comprenait la situation. Comme avant, déjà, du temps de la MJC. Il m'a dit de venir le voir si j'avais des problèmes. Quand j'ai eu à le faire il ne s'est pas renié. Il m'a aidé comme il pouvait.

En réalité je n'ai pas insisté. Quand tu sors de prison, tu es sous haute surveillance et tu replonges vite parce qu'au quartier tu croises toujours quelqu'un qui est dans une sale affaire, braquage, trafic... et si tu les fréquentes, la police a vite fait de te mettre dans le coup.

Alors j'ai été m'installer ailleurs, à l'ouest, chez les bourgeois.

Au début, quand je suis retourné à Saint-Fons, les vieux mon dit " oui Zelmad, tu as fait des conneries, mais on sait ce que tu as fait pour nous au quartier. On sait que tu es bon. Vis ta vie maintenant"

J'ai bien vu que j'étais un personnage. Une fois par exemple, j'ai croisé des gosses que j'avais jamais vus. Ils n'étaient pas nés quand je suis allé en prison. L'un d'eux me dit " tu es Zelmad? Je te connais!"

Je lui demande : "comment tu me connais?"

Il répond : "Je t'ai vu, tu étais au mariage de ma mère."

Je lui dis: "C'est pas possible, tu n'étais pas né!"

Et voilà ce qu'il répond : "Si ! je t'ai vu, j'étais dans son ventre. J'ai ouvert la fermeture éclair et je t'ai vu."

(...)

Le casse informatique? Non en fait ça doit être une histoire de cartes grises vierges qui étaient sorties d'une préfecture. C'est sans doute ça qui a fait cette légende. Je ne sais pas.

Je sais bien que c'est délirant. Mais c'était comme ça. J'ai plein d'histoires comme celle là. Les gens me connaissaient sans me connaître, ils fabriquaient des romans. Mais ça n'était pas vraiment moi.

Aujourd'hui dans le quartier où j'habite, je ne me cache pas. De toute façon on me voit, c'est un quartier bourgeois. Je suis le seul arabe. Je donne des coups de main, j'entretiens les relations de voisinage. Les voisins savent que j'ai été en prison.

Quand tu es bon, les gens te font confiance. Tu peux faire beaucoup.

Quand tu es toi même, les gens te croient.

J'aurais pu avoir un autre destin.

J'ai essayé de garder ma liberté de parole.

Dans mon travail avec les handicapés, j'ai été jusqu'au bout de ce que je pensais. Ils m'ont condamné pour ça, parce que j'accompagnais les jeunes handicapés jusqu'au bout. Il y a des familles qui ont témoigné pour moi. Ca n'a rien changé. Les handicapés, Ils ne les voient pas comme des êtres humains. Tu ne peux pas imaginer comment on peut détruire. .

Ils ont finit par m'avoir. Au dernier procès, c'était clair. Le juge n'avait qu'un mot à la bouche: avouez! Vu mon passé, je n'avais aucune chance.

Mais en vérité, c'est plus grave encore : la vérité c'est qu'on ne peut pas lutter contre une institution.

(...)

J'aurais voulu reprendre le combat pour mon fils. Les médias savent. Même des magistrats, ou des gardiens savaient. Mais on ne peut pas lutter contre une institution ».

Atemporalité de la figure et actualité

Emergence de la figure et situation historique.

Ainsi le monde de Saint-Fons se ferma-t-il au retour de Zelmad.

Au delà du barrage des institutions et de la prévention, par Zelmad lui-même, des risques d'implication, le pardon des anciens, leurs paroles chaleureuses, comportaient aussi une invitation à partir. Déjà la figure avait pris place dans son monde ; pour l'en écarter durablement et avec lui les circonstances des événements qui l'on conduit sur ce chemin.

La figure avait une vie propre et Zelmad ne pouvait plus y être rattaché que par le canal du malheur. L'un des traits marquants, en effet, qui résulte de cette enquête est précisément que, pas plus qu'ils n'ont évoqué les circonstances dans lesquelles Zelmad est devenu animateur, les combats qu'il a menés (seules les dimensions atemporelles, symboliques sont mises en avant) mes interlocuteurs n'ont évoqué le parcours de Zelmad après sa première sortie de prison. La chronique n'en a effet retenu que les faits de malheurs, rapportés comme tels, et non leur articulation, leur intrigue, tenant d'une certaine manière Zelmad à l'écart de sa propre histoire.

La figure de Zelmad apparaîtrait cependant, à travers le canal atemporel du malheur comme la gardienne des causes fondamentales de l'indignation qui fonde la protestation, la confrontation des jeunes générations.

Le fait même que ce soit les adultes qui entretiennent le canal de la douleur et du malheur semble participer d'une distribution générationnelle des rôles. Aux adultes revient la conservation des raisons de la colère, tandis que revient aux jeunes sa manifestation.

En ce sens la figure de Zelmad apparaît comme un liant intergénérationnel et l'immobilisation de l'histoire de Zelmad dans la figure, son décrochement, apparaît comme le prix de cette transposition dans un ordre atemporel et qui, par conséquent, dure. Où la figure apparaît comme un puissant liant social, qui s'exprime de manière dialectique dans les rapports intergénérationnels.

Mais un autre trait marquant est la synchronie des faits qui ont conduit à l'émergence de la figure et à l'apparition des jeunes générations issues de l'immigration sur la scène publique au début des années 80. Plus qu'une synchronie, c'est une imbrication des scènes et des groupes de jeunes, une interpolation des lieux. Zelmad a vécu pleinement cette période et au moment même où le mouvement beur prenait pied dans l'espace public, à l'issue des marches de 1983 (marche pour l'égalité) et 1984 (Convergences) , le parcours de Zelmad subissait cette bifurcation radicale.

L'oubli des circonstances dans la chronique serait ainsi le signe du caractère permanent d'une acuité sociale sous-jacente aux circonstances elles-mêmes, c'est à dire d'une acuité qui, d'une certaine manière, fondent ces circonstances en permettant de prendre pied dans une histoire. La dualité même de la figure, l'intrication du clair et de l'obscur, la dialectique de l'émotion et de la raison qu'elle semble signifier, apparaît comme un motif atemporel des cycles générationnels de l'histoire comme expérience vécue. La figure, d'une certaine façon, détermine l'unité de temps de l'histoire, en renouvelle l'acuité, comme un cadre sans lequel les séquences de l'histoire ne seraient qu'enchaînement de faits, sans intrigue ni motifs autre que déductifs, uniquement fondés sur des causes enchaînées. Le canal de la douleur et du malheur apparaît ainsi au fondement social de l'indignation sur laquelle reposent les formes évolutives des manifestations publiques et des transformations générationnelles. La figure de Zelmad le rappelle, en même temps qu'elle rappelle la mort violente, la prison, la misère et la drogue. En ce sens elle est une instance de jugement populaire sur les faits. Et la permanence de la figure, au delà des circonstances, semble traduire la permanence d'une lutte qui n'est pas seulement une lutte pour la vie mais bien aussi une lutte contre la mort.

En même temps, l'histoire de Zelmad est aussi celle d'un changement radical de posture des générations. Là où le combat des générations montantes à la fin des années 70 trouvait ses motifs raisonnés dans des cadres idéologiques liés à la décolonisation et aux mouvements ouvriers, à l'éducation populaire, c'est à dire là où précisément ces références partagées avec des générations de militants associatifs français permettaient de contenir l'ambiguïté de rapports inégaux et de tenir à l'écart une lecture des situations propre à la condition immigrée en France et aux enjeux du droit de cité de ceux qui y sont nés et y ont grandi, les années 80 ont au contraire vu apparaître l'émergence de générations qui cherchent à s'affirmer par elles-mêmes et qui ont placé la reconnaissance au premier rang de leur engagement.

En ce sens le décrochement du parcours de Zelmad est aussi celui d'une rupture profonde dans la manière qu'ont eu les générations des quartiers populaires héritières de l'immigration de s'envisager dans le monde. De le rendre commensurable.

Si la figure de Zelmad semble bien s'inscrire dans les trames de la mémoire de ville de Saint Fons, son aire de persistance est circonscrite au quartier de l'Arsenal où il résidait avec sa famille et à côté duquel était implantée la MJC où il était animateur. La persistance de la figure de Zelmad sur une si longue durée témoigne ainsi d'un effet de localité qui même si elle ressort bien des trames de la mémoire dont parle Ahmed Boubeker, elle est attachée une configuration socio-urbaine qui explique aussi sa persistance dans la longue durée. Ici le terme quartier ne renvoie pas à la même signification que dans les grandes ZUP de Vénissieux ou de Vaulx en Velin même si les quartiers de Zup se construisent socialement aussi par une mémoire propre. Contrairement aux grandes ZUP où les mémoires de quartiers procèdent tout autant d'une proximité que par distinction du même (d'autres quartiers), à St Fons les quartiers sont des enclaves dans un faubourg ouvrier, autrefois annexe de la grande entreprise chimique Rhône Poulenc, avec ses commerçants et ses artisans. La relation des populations des quartiers avec les institutions et cette municipalité aura été et reste encore surdéterminée par ce rapport d'enclavement.

Dans d'autres configurations urbaines comme celle de Saint Priest, la localité a pu être comme on l'a vu à travers les équipements de quartier et les lieux d'animation socioculturelle, le cadre de déroulement d'une histoire conjointe des générations montantes dans les années 90 et les pouvoirs locaux, aussi tumultueuse qu'elle ait pu être cette histoire chargée d'ambivalence et de mémoires d'itinéraires à la dérive absorbés dans le vortex de la précarité et de la marginalité.

Cependant le chemin parcouru par la génération JASP qui a porté un élu dans la Municipalité, n'est pas une garantie de réciprocité. L'engagement public de cette génération comme ses réalisations dans le domaine socioéducatif ne sont pas payées en retour par une politique de soutien durable aux populations des quartiers de l'immigration.

Au-delà du soupçon de communautarisme qui pèse constamment sur les initiatives collectives émanant de la supposée *communauté maghrébine*, c'est surtout une assignation à toujours lutter contre la dégradation des conditions d'épanouissement des milieux dans des réalisations autonomes ou dans lesquelles elles jouent un rôle et s'y transforment en même temps, qui apparaît comme un trait caractéristique de la condition d'héritier de l'immigration, constamment confronté à l'exigence de faire ses preuves, à une exigence d'intégration sans garantie d'effet retour sur les conditions d'existence économique et sociale des gens de son monde, sans garantie de reconnaissance. La précarité persiste non seulement par la condition sociale des ménages, le chômage, le déficit de réponses publiques à l'échec scolaire, la stigmatisation et le racisme banalisé, l'assignation à la banlieue, mais aussi par la précarité des cadres de réalisation qui permettent aux milieux concernés de se construire par eux-mêmes. Cette précarité des cadres de réalisation renvoie ceux qui les ont fondé à toujours revenir sur l'ouvrage à moins de tirer leur épingle du jeu, d'en rester à porter les lauriers de leur intégration, même marginale, dans le jeu des institutions, du marché, ou dans le cas de saint Priest dans le jeu politique, au risque dans ce cas de n'être parvenu à rien d'autre que d'être « l'arabe de service » sous le regard des siens restés dans la misère, figure honnie par la génération JASP.

Comment préserver le sens d'un engagement dans le jeu institutionnel sans s'extraire de son monde, sans participer à des espaces de réalisation collective avec les gens du milieu que l'on représente qu'on le veuille ou non, dès lors qu'on s'engage envers lui ou bien en son nom, même si l'on ne se résout ni à en être le porte parole, ni à passer du côté de ceux qui gèrent la condition sociale des autres sans s'y inclure ni en reconnaître les combats quotidiens et les attentes ?

Comment ne pas galvauder la mémoire d'une histoire exemplaire qui a marqué l'histoire locale et fait la fierté non seulement des jeunes et de leur familles mais aussi celle de la ville toute entière ?

Tel est le dilemme qui se posent aux acteurs de la génération JASP dix ans après qu'ils aient intégré le jeu politique local, lorsque la mairie envisage de mettre fin à l'existence autonome du Club de foot ASQ Bel Air que leur génération avait fondé dans leur confrontation aux politiques sportives élitistes et discriminatoires de la ville et des clubs institués. Faut-il accepter l'absorption du Club dans l'Office Municipal des Sports ?

Les acteurs principaux de cette génération sont maintenant engagés dans des carrières professionnelles plus ou moins stabilisées tandis que d'autres vivent dans la précarité. Ils conservent un cadre commun d'action autonome, le groupement « la voix des sanpriots » qui s'est élargi à d'autres de leur génération au-delà de l'immigration maghrébine, et a porté deux nouveaux élus à la municipalité, succédant aux deux mandats assurés par H.M. Ils sont le plus souvent mariés et ont déjà des enfants. Pour la plupart de ceux qui y ont contribué, leur participation à l'ASQ Bel Air est une histoire ancienne. Ils s'envisagent maintenant comme parents qui cherchent les lieux d'activité pour leurs enfants et le renouvellement des questions sur le destin du club est une épreuve de concernement. « *Qui d'autres que nous, les héritiers de l'immigration, doivent toujours revenir en arrière comme si ils étaient indéfiniment attachés à leur passé ?* » s'interroge HM l'un des acteurs clés de cette histoire qui a autrefois contribué à la création du Club peu à peu délaissé par la ville mais aussi par les générations suivantes.

Devant ces questionnements, comme cette génération sanpriote avait pris l'habitude de le faire pour débattre des questions difficiles, le noyau fondateur du club avait engagé un débat avec les différents segments de la génération que nous avons vus plus haut. Lorsque nous avons commencé notre travail d'enquête sur cette situation, le processus de délibération avait abouti à la décision de proposer de fusionner le club ASQ Bel Air avec un autre, le Club de l'Entente avec lesquels ils avaient eu des relations d'entraide depuis le début et où nombre d'enfants des quartiers de tous les milieux de la ZUP étaient inscrits. Plusieurs mois de discussion avaient déjà eu lieu entre les équipes dirigeantes des deux Clubs, la fusion avait été consacrée et les premières activités communes avaient débuté lorsque nous avons commencé, avec la socio-anthropologue Magalie Demanget l'enquête sur le processus de fusion.

Chapitre 5 - Les ballons de la Mémoire.

Pratique d'hybridation de la mémoire. Rituels de contention des dissensus pour achever les prolégomènes après le sacre de la fusion. Lorsque tout devient symbole. Le tournoi comme symposium. Événements conduisant à la rupture des cadres de contention des dissensus. Enjeux de l'expérience éthique. Tensions autour de l'alcool et des logiques d'arrangement. Intégration versus projet commun.

L'histoire de ce club qui débute en 1989 dans le quartier Bel Air, a ressurgit dans l'actualité locale au début des années 2000 lorsque la ville s'est engagée dans une nième réorganisation des ses interventions dans les quartiers. Oublié des agendas locaux des politiques publiques, le club avait pourtant mobilisé l'attention à la fin des années 80 jusqu'au milieu des années 90 en se créant en marge des dispositifs municipaux et des fédérations. Une création à l'initiative d'un groupe de jeunes hommes résidant à Bel air et rassemblés autour de plusieurs joueurs ayant acquis une notoriété dans leurs parcours dans les clubs officiels et qui faisaient la fierté des milieux maghrébins et au-delà des sanpriots en général.

Les archives de presse locale et les articles encore affichés dans la maison de quartier relatent les succès remarquables de la première équipe du Club dans les championnats de ligue, où elle rivalisait largement avec le club officiel soutenu par l'office municipal des sports. L'équipe fondatrice s'est dès le début préoccupée de la relève et c'est une véritable école de foot locale qui est ainsi apparue au cours de cette période.

L'ancrage de l'équipe fondatrice dans le quartier fut un élément déterminant de la dynamique locale qui s'est alors développée autour du Club dont les activités semblent avoir eu un impact important dans les relations sociales, la solidarité, l'action socioculturelle elle-même.

Aux dires des plus que trentenaires (au moment de cette enquête en 2007) qui ont connu son épopée, l'autonomie du club faisait l'objet d'une grande fierté des gens des quartiers et ses succès étaient vécus tout autant comme une réussite partagée, que comme le résultat du travail d'équipe des joueurs. D'une part parce qu'ils avaient choisis de s'engager dans ce club plutôt que de jouer la carte des clubs officiels, d'autre part en raison de leur investissement local auprès des jeunes.

Ainsi, l'une des clés de l'accroche locale du club semble avoir été sa capacité à conjuguer le professionnalisme de l'organisation et la valorisation de la contribution des gens de la cté Bel Air. Des jeunes, mais aussi des femmes qui géraient toute la logistique, des bénévoles associés à l'entraînement des juniors, benjamins, etc.

L'équipe a su transformer les bénéfices d'une notoriété publique dans une scène locale de reconnaissance et d'identification forte. Et c'est sans doute par un aller retour entre la scène des pratiques de quartier et d'animation du Club et la scène symbolique du jeu, par cette combinaison des échelles et des registres que cette expérience a pu déborder les marquages ethniques et sociaux. Pour devenir, même de manière contradictoire puisqu'en marge de l'officialité locale, un objet d'identification pour la plupart des habitants de Saint Priest.

Mais selon les premiers interlocuteurs que nous avons rencontrés, cette amplification locale aurait avant tout été le fait d'un contexte de l'époque où les clivages sociaux et culturels dans les quartiers s'inscrivaient cependant dans une sorte de creuset de culture ouvrière et populaire qui pouvait faire effet de substrat commun.

C'est du moins la lecture qu'en faisait nombre des acteurs de cette ville qui reconnaissaient souffrir d'une certaine déshérence des dynamiques collectives qui les ont portés dans les années 80 et 90. La dynamique du club s'est essoufflée avec le temps et a fini par rencontrer des problèmes de fréquentation, puis une véritable crise de fonctionnement. De sorte que la mairie, qui avait finalement subventionné l'école de foot, se posait alors la question de maintenir l'autonomie du Club ou de trouver une manière de l'intégrer dans l'organisation de l'office Municipal des sports.

Outre la question éthique soulevée par certains élus, la formulation de ce choix a suscité un véritable questionnement dans les milieux associatifs et professionnels de l'action socioculturelle et sportive, mais aussi dans la génération de trentenaires dont l'expérience, à l'échelle d'une ville moyenne comme St Priest, prend une place décisive dans les rapports sociaux.

Ainsi, en même temps qu'elle a réactivé des interrogations sur le rôle de la Mairie et des pouvoirs publics dans ce qui est vécu par les générations de cette époque comme emblématique de la dégradation de la condition sociale des quartiers populaires et des milieux d'origine immigrée en particulier, l'actualité liée au destin du Club produit un effet miroir sur l'histoire locale. Et cela particulièrement pour les acteurs associatifs des années 80 et 90 issus de l'immigration qui, à travers ce retour, doivent faire face à la tentation d'une lecture nostalgique de leur histoire.

Nostalgie d'un hypothétique âge d'or de la culture populaire des quartiers, alors même que la mémoire relative de l'expérience du Club est retravaillée par d'autres qui en revendiquent un certain héritage. Comme les animateurs du service des sports, par exemple, qui ont développé une véritable stratégie d'implantation d'activités sportives de proximité.

Une interrogation en tout cas semble partagée sur les raisons de la fuite des compétences qui apparaît comme un mal endémique des milieux actifs de la banlieue, qui forment des générations d'acteurs à travers les confrontations locales pour finir par les voir partir, laissant les successeurs aux prises avec des dynamiques qu'ils ne maîtrisent guère. Ce qui semble s'inscrire dans la construction d'une mémoire à l'œuvre s'inscrit dans des échanges entre différents groupes de trentenaires et quadragénaires sur la difficulté des anciens collectifs auxquels ils ont participé à dépasser les logiques d'intérêts amplifiées par un contexte de précarité. Qu'il s'agisse d'intérêts individuels ou que ces intérêts expriment la difficulté des collectifs à s'affranchir durablement d'identités héritées.

Les questions qui ont orienté notre investigation sur la fusion des Club étaient les suivantes.

Comment ces questionnements circulent-ils à travers les générations et les selon les milieux concernés par l'enjeu de fusion, selon quelles modalités de discussion ? Quels enjeux mémoriels et actuels sont-ils soulevés par la processus de fusion et la rencontre d'histoires et de mémoire distincte ? Comment s'opère l'hybridation des mémoires pour donner lieu à un récit commun dans lesquels les composantes se retrouveraient suffisamment pour porter ensemble la nouvelle entité ? Comment ce processus d'hybridation permet-il ou non de tracer de nouvelles lignes rétrospectives, de découvrir de nouvelles intrigues dans les récits sur leur propre expérience ? Et comment ces intrigues contribuent-elles à redéfinir les formes d'engagement dans le temps actuel ?

Genèse de l'Entente sportive de Saint Priest

Notre première rencontre avec le Club de l'Entente sportive de Saint-Priest s'est tenue dans ses locaux situés en plein cœur de la ZUP Bel Air. Un de ces lieux qui parlent par leur configuration même. Le Club est en effet une sorte d'enclave inattendue dans l'univers rectiligne de la ZUP : entouré de grillages il conserve les vestiges d'un temps révolu où le bourg de Saint-Priest était entouré de hameaux aux allures bucoliques. Il reste de cette époque une mare avec des canards et un grand saule, qui détonnent dans les alentours lisses où les seuls arbres sont les austères peupliers qui jalonnent les allées des parkings de la ZUP. Trois maisons, de factures incertaines, meublent l'enclave : l'une est un bar, avec une petite terrasse, l'autre est un appentis où l'on range le matériel sportif, tandis que le troisième entre algéco et maison de briques légères, sert de « Club house ». Du fait de la proximité de la mare et du grand saule, les toits des bâtiments et le bas des murs sont recouverts de mousse, dégageant une légère odeur de campagne. Dans les espaces de verdure alentour, un barbecue, des bancs. L'ensemble évoque plus le rendez vous de pêcheurs qu'un Club de foot. Le linteau même du porche, un panneau de fer forgé en forme de voûte et qui porte l'inscription du Club, laisse incrédule.

Notre première rencontre avec le Club s'est tenue là un samedi matin de novembre, dans le bar. H.M nous attendait dans la grande rue déserte sur laquelle donne le porche.

Il avait prévenu les personnalités importantes du Club et avait choisi un samedi pas trop chargé pour les équipes, de sorte que les uns et les autres, comme souvent ces jours là se retrouvent au bar. Le *Club house* n'ouvrait que lorsque le bar était fermé selon un arrangement établi de longue date qui procède moins de commodités que d'une clause de non concurrence avec le bar.

C'est dire l'attractivité de la fonction buvette d'un Club house, particulièrement dans les usages populaires où chaque groupe, selon des logiques de proximité, d'origine nationale (espagnols, algériens...) ou selon les milieux professionnels (les cheminots ...) disposait d'une amicale, d'une mutuelle ou d'une association, toutes avec buvette ; inscrivant dans l'urbain une forme typique de sociabilité collective qui admettait le principe de qui se ressemble s'assemble.

Cette forme d'inscription urbaine quasi canonique marque en effet l'époque où la ville moderne, en formation, se peuplait de collections d'ouvriers venus des campagnes, de pays

proches ou lointains, où, parallèlement aux syndicats, les corps professionnels ou de métier, tout autant que les affiliations par terroir, constituaient de puissants dispositifs d'étayage du lien social pour ces cohortes de déracinés.

Ici le bar préexistait au Club de l'entente. Le Club en réalité y est né, dans les années 80 à la croisée d'un engouement pour le foot et du souci de son fondateur de ne pas laisser les gosses à la dérive dans le quartier. D'emblée, le Club de l'Entente s'affirme comme une résistance au délitement et à la déshérence dans la grande banlieue. D'une certaine manière le milieu qui a pris pied dans le bar est lui-même affecté par ce sentiment tant il vit un rapport ambivalent à l'alcool et à la fuite du temps dans l'aparté du bar. Entre solidarité dans la proximité et chronique d'une fréquentation du comptoir qui peu à peu tient lieu d'une existence sociale qui peut finalement ne plus perdurer que par l'effet substitutif des libations.

Cette prise de conscience apparaît avant tout comme une attention à un soi collectif conçu dans la similitude de condition dans les faubourgs de la banlieue ouvrière. Et, dès son origine, du fait même que le milieu initial du bar se conçoit lui-même comme composite, avec comme seul terroir commun la banlieue et une culture du travail ouvrier, le Club se tourne vers le quartier, sans distinction d'origine ou de culture.

Le nom du Club symbolise cette option fondatrice, c'est en soit déjà un terme de résistance. Le foot est certes rassembleur, mais cela ne suffit pas à expliquer l'orientation initiale du Club. A Saint-Priest même, il en existe d'autres : le Club municipal officiel qui se veut l'élite, le Club des cheminots, qui entretient des relations difficiles avec les jeunes adolescents des quartiers, le Club de Manissieux, quartier à part où se sont installés des populations plus aisées ou soucieuses de marquer une distance avec les milieux de la ZUP.

En réalité, si le souci de se démarquer des Clubs existants a bien été, pour le noyau fondateur, un élément clé, c'est bien une volonté d'agir collectivement, de faire quelque chose ensemble, qui semble avoir été déterminante, le rapport aux autres Clubs introduisant naturellement, par différence, une définition spontanée du Nous concerné, renvoyant à une similitude de condition ouvrière dans une ZUP de faubourg sans doute impossible à formuler simplement.

Et ainsi positionné, tout autant que le foot, c'est le souci des enfants qui sera le facteur rassembleur et le moteur du Club en offrant un débouché positif et agissable à une conscience de résistance. Car il s'agit bien d'une action du milieu sur lui-même qui s'affirme par une construction autonome et une prise en charge des générations montantes. L'univers de foot, ses règles, et ses procédures, ses challenges... apparaîtront comme un ensemble de ressources accessibles, de procédés saisissables par un milieu inexpérimenté, tout autant qu'une manière

d'inscrire dans une scène publique fortement symbolisée, les enjeux de reconnaissance, d'auto-reconnaissance, qui sous-tendent de fait la fondation du Club .

Cependant, la tension originelle entre délitement et résistance se retrouvera dans toute l'histoire du Club, à travers des règles de fonctionnement et des postures socio-éducatives ambivalentes, dans des rapports ambivalents à la reconnaissance aussi. Le bar et l'alcool cristalliseront particulièrement cet aspect.

Mais cette tension pourra aussi prendre un caractère contradictoire, être discutée, et déboucher en certaines circonstances sur de nouveaux développements, sur des rebondissements de l'histoire. En particulier lorsque, l'usure du temps et le fractionnement social de la ZUP ayant fini par fragiliser le Club, il acceptera l'offre de fusion proposée par l'ASQ Bel Air, un autre Club créé à peu près à la même époque dans les milieux immigrés algériens de la ZUP.

Genèse de l'ASQ Bel Air

La naissance de l'ASQ Bel Air procède d'un autre type de dynamique même si elle s'appuie comme l'Entente sur une conscience de la condition « zupienne » et ouvrière.

En réalité plutôt que d'une, c'est de deux dynamiques qu'il faut parler et de leur rapports: une dynamique d'inscription sociale des milieux algériens de Saint-Priest, la première génération, et une dynamique générationnelle propre à la seconde génération.

Comme la plupart des groupes d'origine nationale, les Algériens de la première génération, nombreux dans le quartier Bel Air II en particulier, avaient créé une équipe de foot, dans le giron de l'Amicale des Algériens en Europe qui constituait la seule institution collective fréquentée par ce milieu dans les années 70.

Cependant, cette équipe n'avait pas une vocation communautaire en ce sens qu'il n'y avait pas de volonté des parents ou du milieu d'inscrire systématiquement les enfants dans un Club spécifiquement algérien. Au contraire, l'engouement des enfants pour le foot s'est traduit par des inscriptions dans les Clubs existants, le Club municipal et le Club des cheminots en particulier, ces derniers apparaissant comme une des institutions importantes dans les milieux populaires de la ville.

Le succès de certains adolescents talentueux qui montèrent rapidement en notoriété dans les équipes juniors des Clubs, certains devenant des figures de référence pour toute la ville, renforça cet engouement, masquant cependant les difficultés qui ne tardèrent pas à apparaître.

La première difficulté provint de l'impréparation des Clubs à faire face à cet engouement et à proposer des solutions adaptées en matière d'encadrement et de formation. Cette difficulté engendra des tensions dans les Clubs, pointant de fait les enfants de la ZUP, et parmi eux en particulier les enfants d'immigrés maghrébins.

Dans l'incapacité de dépasser cette situation et en l'absence d'une réelle politique publique du sport susceptible de les accompagner correctement, les dirigeants des Clubs instaurèrent des mesures tendanciellement restrictives à l'égard des jeunes adolescents des quartiers. Le point culminant de ces tensions fut atteint lorsque le Club des cheminots décida d'arrêter les équipes de foot d'adolescent, invoquant les coûts pour le Club engendrés par les pénalités collectées dans les matchs du fait des comportements incontrôlés d'adolescents. Parallèlement, le Club municipal officiel s'était orienté vers une politique de sélection, qui si elle ne visait pas spécifiquement à filtrer les jeunes des quartiers mais plutôt à sélectionner les élites dans une logique de Club de compétition, n'en eut pas moins pour effet de fermer un peu plus les accès.

Devant cette fermeture, certaines familles tentèrent de se tourner vers l'équipe des Algériens. Mais, celle-ci n'ayant ni vocation ni capacité à répondre à une telle demande, ses réponses furent partielles et incertaines. De plus, cette demande ne fut pas générale, la plus part des familles se trouvant renvoyées à un constat de carence et de fermeture.

En réalité l'analyse explicite du processus de fermeture fut portée par les plus âgés de la seconde génération, parmi lesquels émergeait un groupe de jeunes militants associatifs dont la prise de conscience se nourrissait du contact avec les mouvements d'éducation populaires (voir à ce propos nos développements sur les équipements socioculturels) Non seulement ils pointèrent clairement les carences de la politique publique du sport, de la municipalité comme du Ministère de la jeunesse et des sports ; mais c'est sur le double registre des cadres de l'éducation populaire et d'une conscience de la condition immigrée qu'ils interprétèrent la situation ; contestant à la fois la politique du tout sélectif du Club officiel et la stigmatisation ethnique inhérente au processus de fermeture.

Cette prise de conscience, générationnelle, concerna aussi certaines des figures de quartier devenues célèbres par leur succès dans les équipes de foot des Clubs. Ces joueurs de talent vécurent d'autant plus mal cette situation qu'ils pouvaient apparaître comme les alibis des dirigeants des Clubs tout en cautionnant implicitement une politique de l'élite, vécue dans ce contexte comme un procédé de type colonial et contraire aux valeurs d'éducation populaire auxquelles ils adhéraient eux aussi.

C'est ainsi que ce noyau décida de construire une réponse alternative. Et si au début, ils investirent la structure existante de l'équipe algérienne de Bel Air, ce ne fut que transitoire tant ce cadre leur apparaissait trop étroit, inadapté à leurs motifs d'engagement et à leur visée d'éducation populaire.

Car s'il s'agissait bien de répondre à un processus discriminatoire, il ne s'agissait pas de s'y laisser enfermer en proposant une réponse communautaire. Et si la conscience collective s'appuyait sur une forte conscience de la condition immigrée, l'enjeu fut d'emblée d'affirmer une réponse positive comme un levier du dépassement de cette condition, dans la société d'ici et maintenant.

Dès lors ils fondèrent un nouveau Club, l'ASQ Bel Air, ostensiblement tourné vers les enfants de la ZUP, sans distinction d'origine ou de milieu.

Plusieurs des figures du foot sanpriot de la seconde génération quittèrent les Clubs institués pour rejoindre l'ASQ Bel Air comme entraîneurs et joueurs. Il y eut dès lors un effet mobilisateur qui permit dès l'origine de constituer une équipe junior de haut niveau.

Le Club naissant, entièrement autofinancé à ses débuts, négocia son hébergement dans la maison de quartier du 5 bis à Bel Air, avec le souci de s'appuyer sur l'équipe d'animateurs et sur la dynamique participative qui marquait ce lieu à cette époque, pour étayer la pratique de l'animation sportive en direction des enfants sur une approche socio-éducative élaborée.

Fort de cette dynamique et des succès de l'équipe junior dans les tournois et championnats, largement relayés par la presse locale, le Club a rapidement consolidé ses bases, tandis que s'installait une légende locale, bien au delà des frontières sociales ou ethniques.

Le Club s'installa comme institution sanpriote. On en parlait dans les bistrots, à l'école ou dans les quartiers. Ceci malgré une réticence marquée de la municipalité qui semble toujours

avoir tenté de réduire cette initiative à une dimension ethnique, intentionnellement ou non selon les élus ou les fonctionnaires municipaux.

Le chemin de la fusion.

L'un des traits marquant que l'on peut dégager de l'histoire comparée des Clubs de l'Entente et de l'ASQ Bel Air, c'est l'importance des motifs des groupes fondateurs et de l'écho de ses motifs dans la société. D'ailleurs les lieux eux-mêmes, qui semblent en première lecture avoir une importance dans l'identification des Clubs, tirent en réalité cette importance du fait qu'ils sont des points de greffe de la dynamique sociale par laquelle se rencontrent des motifs portés par un groupe fondateur et un milieu preneur qui se saisit de l'initiative des fondateurs.

Si les histoires de ces deux Clubs diffèrent, c'est bien au point d'origine, dans la composition du groupe fondateur et ses motifs et non pas nécessairement dans l'attachement aux valeurs et aux principes. Sur ce dernier plan en effet, les deux Clubs partagent dès leur origine respective de nombreux points communs sur des sujets essentiels pour chacun d'eux, qu'il s'agisse de la dimension résistante, de la visée socio-éducative par laquelle le milieu travaille sur lui-même, du souci de ne pas distinguer les origines et les milieux des enfants.

L'expérience d'un certain déni des autorités locales quand à l'importance des conditions de la fondation, et par conséquent quant au sens que donnent les militants des Clubs à leur engagement, est d'ailleurs une expérience que partage aussi les deux Clubs, constamment confrontés à une politique ambivalente ; entre d'un côté, une offre d'arrangement avec des groupes locaux, sans réelle reconnaissance, et qui tend à les maintenir dans un certain confinement, et d'un autre côté, une pression constante pour confondre l'identité propre des Clubs dans une politique de « droit commun » qui ne laisse aucune place à l'initiative.

Bien que chacun des deux Clubs ait poursuivi une histoire propre, le partage des valeurs et des principes énoncés plus haut, de même que le positionnement vis à vis des autres Clubs et des autorités municipales, les ont en réalité toujours rapprochés.

Mais ce rapprochement n'est pas seulement idéal ou politique. Il passe aussi par les gens qui fréquentent le Club ou qui s'y engagent. Le Club de l'Entente en effet accueille indifféremment les enfants qu'ils soient *immigrés* ou non, et les deux Clubs étant implantés dans les mêmes quartiers et en grande partie dans les mêmes milieux, de nombreux enfants ont pratiqué le foot dans les deux Clubs, les parents ont fréquenté les deux.

Cette perméabilité a aussi touché les équipes d'animation, dans la mesure où l'une des activités importantes des Clubs consiste à accompagner l'engagement de jeunes motivés vers des fonctions d'animation comme coach, entraîneur ou comme arbitre. Cette fonction formative est en effet essentielle, tant pour la vie du Club qui se renouvelle par ce biais que pour ses dimensions d'éducation populaire et socio-éducative.

De ce fait, au delà des cadres de rencontres sportives ou de coopérations occasionnelles, matchs amicaux etc... les deux Clubs se trouvent liés par des rapports générationnels, en particulier au sein de la seconde génération de l'immigration maghrébine, très présente aussi dans les équipes d'animation de l'Entente.

D'une manière plus générale, on peut remarquer que les petits Clubs, dont l'activité repose essentiellement sur le bénévolat, sont confrontés à des difficultés de renouvellement de leurs équipes d'encadrement bénévoles et recrutent volontiers les compétences disponibles, qu'elles proviennent d'un Club rival ou proche. Une part des animateurs et entraîneurs circulent ainsi d'un Club à l'autre, à l'instar d'un marché de la compétence bénévole, en fonction des responsabilités qui leurs sont proposées, satisfaisant ainsi leur désir de poursuivre une carrière d'engagement sportif.

Certains Clubs, comme celui de Manissieux, rival emblématique des Clubs de Bel Air, ont ainsi introduit des rémunérations pour fidéliser ces compétences. De sorte que par ce biais aussi, la seconde génération, notamment des jeunes gens qui se sont formés à l'ASQ Bel Air exerce des responsabilités dans d'autres Clubs y compris dans le Club de Manissieux, ou parfois même dans les Clubs plus élitistes.

Avec le temps cependant, la dynamique d'ASQ Bel Air a fini par s'atténuer. Difficulté à maintenir des équipes à tous les âges par manque d'encadrants, départ du noyau des sportifs engagés du fait de leur carrière ou de leur vie professionnelle ou familiale... Selon certains de nos interlocuteurs, cette usure procéderait à la fois d'une logique de l'histoire qui voudrait que les motifs des fondateurs aient perdu de leur acuité sociale -le temps ne serait plus au militantisme -et d'une configuration inadaptée dans un contexte où « *les gens sont de plus en plus consommateurs* ».

Mais cet énoncé d'évidence n'en pose pas moins de questions pour la part des acteurs qui ont contribué à l'histoire du Club. C'est le cas en particulier des acteurs du Club qui appartenaient à la part de la génération des fondateurs qui s'était engagée comme professionnels dans l'éducation populaire, dans les maisons de quartier notamment. Cet engagement professionnel entrait en résonance avec un militantisme ambiant qui leur permettait de conjuguer professionnalisme et perspective de développement, en réinvestissant dans un champ d'action concret les tensions avec la société locale, les tensions avec la Municipalité, en servant un projet en phase avec les besoins sociaux des milieux des quartiers.

Peu à peu cependant, au delà d'une dispersion générationnelle naturelle et d'une certaine banalisation de l'ASQ Bel Air dans le paysage des Clubs et du foot local, le noyau militant a déplacé son terrain d'engagement vers d'autres sujets, conjuguant des repositionnements appuyés sur une lecture continuée de leur expérience collective, et soucis de s'inscrire dans d'autres perspectives situées à des échelles supérieures, en phase avec les évolutions sociologiques et politiques (dépassement de la période beur, actualité et dynamiques sociales liées à l'islam de France,..).

La génération des animateurs s'est ainsi trouvée coupée du milieu militant qui en supportait le sens particulier, tandis que les effets routiniers d'un processus de professionnalisation marqué par la sécurité que représentait l'accès à de tels emplois pour une génération en butte à l'ostracisme et à la précarité, semblent avoir joué un rôle important dans l'affaiblissement de la dynamique initiale.

D'une certaine manière, l'un des points forts de la configuration organisationnelle initiale du Club, c'est à dire sa liaison avec la maison de quartier et avec la dynamique militante qui en supportait le développement, s'est progressivement transformé en point faible, en facteur de confinement.

Cependant, une telle lecture fonctionnaliste ne solde pas le débat qui s'est instauré dans la génération éclatée dans des positions contradictoires. Selon nombre d'acteurs clés de cette époque, une part de l'affaiblissement de la dynamique est largement imputable à la politique de déni et de confinement de la Municipalité et plus généralement à la politique publique en direction des populations des quartiers : *« on est passé d'une période où, à Saint-Priest, on a vraiment cru que l'on pouvait avoir un impact qui amènerait les élus et les pouvoirs publics à reconnaître notre action, même si nous n'étions pas d'accord sur tous les plans, loin de là . Mais en réalité on a joué à un jeu de dupe. On nous donnait d'une main ce qu'on nous reprenait de l'autre. La ville et l'Etat ont eu une politique d'encerclement et de dégradation.*

Les quartiers ont été tenus en zones de qualité zéro, d'exigence zéro, juste le minimum vital. Et plutôt que d'investir dans le soutien aux initiatives, ils nous ont isolés. Pas seulement nous, d'ailleurs. Le travail social aussi, réduit au traitement social minimum. De plus, on s'est toujours retrouvé à faire deux choses avec les moyens d'une seule : le foot et la maison de quartier par exemple. Avec des moyens qui n'étaient pas à la hauteur du minimum des besoins »

« Et puis plus tard, il y a eu le rouleau compresseur Léo Lagrange. Ca a fini par museler ce qui restait d'initiative et de potentiel d'engagement dans l'animation ».

Reste que pour d'autres acteurs comme HM, il est plus que nécessaire de s'interroger sur la part qui revient aux gens et à la génération elle-même dans cette situation. *« nous sommes confrontés à nos propres démons. Bien sûr la précarité, la discrimination et l'absence de reconnaissance expliquent en grande partie que chacun cherche à tirer son épingle du jeu quand il le peut. Mais ca nous conduit dans des impasses. Les animateurs par exemple, comme ceux qui sont employés par la mairie, se disent coincés. Ils attendent que les militants fassent quelque chose, qu'ils ouvrent de nouveaux horizons. Les militants ne peuvent pas tout porter. Chacun doit jouer son rôle et faire face à ses contradictions ».*

De l'affaiblissement aux difficultés, le chemin n'est pas long, et au début des années 2000 la politique à conduire en direction du Club fait débat dans la mairie. La situation de l'ASQ Bel Air est bien entendu discutée sous l'angle de la politique sportive, mais il semble, symptôme du statut particulier de ce genre d'initiative dans la politique publique, que ce soit avant tout sous l'angle de la « politique des quartiers » que le problème a été abordé. *« C'est évident, indique l'un de nos interlocuteurs, si la ville avait traité les choses en ouvrant sa politique sportive aux enjeux des quartiers autrement, il aurait fallu qu'elle intervienne dans l'AS Saint-Priest pour limiter la politique du tout sélectif, qu'elle ouvre le service des sports à des pratiques collectives en lien avec les familles, au delà des animations de quartiers. Il aurait fallu qu'elle fasse avec les demandes des jeunes. Il n'y a qu'à prendre l'exemple du futsal. Pendant des années il leur a fallu quémander l'accès aux gymnases. A une époque, les jeunes ont obtenu une salle en centre ville en fin de journée. Mais ça n'a pas duré longtemps. Après ils ont été renvoyés à la périphérie, avec des conditions d'accès compliquées »*

Entre une politique qui jouerait le délitement, critiquée à l'intérieur même de la mairie, et une politique de refondation, c'est finalement une solution d'intégration de l'ASQ Bel Air dans le Club municipal qui se dessine dans le niveau le plus décisionnel.

Cette perspective n'est pas sans produire d'effets tant dans les milieux liés à l'histoire du Club que dans le milieu associatif du foot sanpriot.

Comme cela s'est déjà produit dans d'autres situations, un débat s'instaure dans la génération « foot » qui a porté et soutenu le projet de l'ASQ Bel Air ou qui s'y est reconnue à un moment ou à une autre de son histoire. (voir ci-avant nos développements sur l'association JASP et les débats générationnels qui jalonnent son histoire)

Si la réticence est marquée face aux intentions municipales, la question est néanmoins analysée de manière pragmatique.

Pour la plupart des participants, pour qui le Club est une histoire ancienne, le renouvellement des questions sur son destin est une épreuve de concernement. Ainsi « *Qui d'autres que nous, les héritiers de l'immigration, doivent toujours revenir en arrière comme si ils étaient indéfiniment attachés à leur passé ?* » s'interroge HM, *Les autres gens ne sont pas obligés de porter indéfiniment ce à quoi ils ont participé. Tu crées un Club, ou une association, tu y mets ce que tu peux de mieux et puis tu grandis, tu as d'autres occupations, le temps passe. Normalement, avec le temps, les affaires sont versées dans la chose publique! A d'autres de s'en occuper et si ça ne marche pas, tu peux le regretter mais c'est comme ça. Chacun peut passer à autre chose. Rien n'est jamais perdu. Mais pour nous ce n'est pas comme ça. Le déclin d'un projet qui a réussi c'est toujours une sorte d'atteinte à notre intégrité. Il y a toujours quelqu'un pour le ramener à ça. La mairie par exemple. Mais c'est vrai aussi pour nous. Peut être que notre chemin c'est celui qui permet d'arriver à regarder notre passé sans s'enfermer dedans. En vrai, j'ai l'impression que c'est ça qui se joue dans les histoires comme celle du Club ».*

Tout se passe comme si le passé devait être une jurisprudence de la conscience, sans oubli ni classement, sans non lieu, tout au moins jusqu'à un certain point. Comme un point de non retour. Ce point indéfinissable que le départ vers d'autres horizons révèle, toujours a posteriori, lorsqu'une fois loin, l'attachement aux lieux et aux gens se distingue du chemin

propre de la conscience. En ce sens, le territoire de vie quotidienne de la génération foot de Saint-Priest, apparaît comme une nasse à laquelle on ne pourrait échapper que par la rupture et l'oubli. Mais l'expérience du Club montre aussi que cette jurisprudence du passé peut être sécularisée, revisitée.

Cette expérience du Club montre que le passé peut être remis en circulation en imputant sa persistance à d'autres circonstances ou motifs, en le recyclant dans une nouvelle perspective. Ainsi l'analyse de HM: *« avant, pour nous, exister était un exploit. L'ASQ Bel Air c'était le temps de l'exploit. Mais ce temps est révolu. Nous devons entrer dans un nouveau temps, celui du présent de nos enfants. En fait, rien n'a changé quant à notre reconnaissance par les institutions. Il n'y a qu'à regarder autour de soi. La précarité est là. Elle nous enferme dans notre monde. On continue d'accepter le peu qu'on nous offre. On finit par se dire qu'on ne peut faire que du peu. Le véritable enjeu sur le Club c'est de sortir de ça. Mais maintenant notre responsabilité provient du futur, pas du passé, pas seulement de notre passé. »*

Pour H. comme pour les anciens militants du Club, cette conscience des enjeux est aussi une conscience de la similitude de situation avec les gens de la ZUP. Au delà d'une expérience attachée à la condition d'héritier, en resituant cette expérience dans une histoire populaire plus large, dans laquelle elle prend place et où l'on peut partager les enjeux socio-éducatifs.

Si le débat sur le destin du Club revêt bien une dimension symbolique, ce n'est pas dans une démarche de stratification d'un passé « empilé » qu'on rangerait dans une icône, mais c'est au contraire parce qu'il est le siège d'un travail collectif de re symbolisation.

Peu à peu en effet, l'idée s'imposera de proposer une fusion avec le Club de l'Entente sanpriote. Le terme de fusion est celui qui est utilisé le plus souvent par nos interlocuteurs de l'ancienne ASQ Bel Air. Mais sur le plan des symboles matériels, comme les noms, les emblèmes ou les tenues (maillots...), c'est d'une véritable intégration symbolique qu'il s'agit.

Alors même que la charge symbolique du débat sur le destin du Club est très élevée, la réponse apportée à la situation ne sera pas d'un type conservateur, ni fixée sur des exigences identificatoires, tout au moins sur le plan formel.

Le nom du Club sera celui de l'Entente, les instances du Club seront fondées sur la compétence et la disponibilité et non pas sur des quotas. Sur le plan de la visibilité et de

l'affichage, de nouveaux survêtements seront achetés pour les entraîneurs et les animateurs, bleus marines avec « l'Entente » marquée en grosses lettres blanches sur le dos, que les membres issus de l'ASQ Bel Air décideront de porter ostensiblement, les samedis et les dimanches au marché ou dans la rue, ou en semaine à la sortie des écoles après s'être changé en rentrant du travail.

Soit un travail de re-symbolisation qui traduit la portée transitionnelle du nouvel investissement du milieu porteur de l'ASQ Bel Air, le passage d'une époque à une autre, l'émergence d'une nouvelle perspective où même les emblèmes et les devises qui marquent l'antériorité n'auraient plus de nécessité.

Cependant cette nouvelle perspective n'est pas renoncement. En même temps qu'elle est nouvelle, elle s'inscrit dans la lignée du chemin tracé dans l'époque précédente. Mais si le tracé est bien linéaire, s'il est bien dessiné dans la résistance et l'insoumission à un destin imposé par d'autres -les institutions, la mairie... - ; si le sens repose bien sur un étayage de valeurs déjà construit, (valeurs d'éducation populaire et socio-éducatives), ce tracé n'est pourtant pas le simple prolongement du tracé ébauché dans l'époque précédente.

En réalité, le tracé se densifie, se charge de nouveaux énoncés. Il se situe dans un espace de significations où une infinité de parallèles distinctes peuvent passer par un même point, à la manière des multiplicités de Foucault.

La direction est la même, mais le sens fait comme un saut quantique, échappant à la situation elle-même, pour se redéployer sur une ou d'autres lignes parallèles par lesquelles la mémoire en construction se fraie de nouveaux passages, par laquelle se renouvellent les degrés de liberté pour l'activité d'interprétation du monde sur laquelle repose toute volonté d'agir.

Rencontre et hybridation de la mémoire.

La fusion s'opère en 2005. C'est donc près de deux plus tard que nous entrons en relation avec l'Entente pour cette recherche.

L'une des premières scènes que nous avons vécues dans ce travail est la rencontre avec les membres du Club un samedi matin dans le bar de l'Entente situé dans l'enceinte même du

Club. HM, artisan du débat qui a conduit l'ASQ Bel Air à fusionner avec l'Entente, nous avait introduits en annonçant préalablement notre visite. L'objet de la rencontre était ainsi de présenter notre travail et de trouver l'assentiment du Club pour développer une approche ethnographique qui impliquait notre présence dans des scènes de la vie du Club habituellement inaccessibles au simple visiteur.

Le lieu de notre rencontre se montre de fait comme une enclave entre les barres, en tension avec un espace urbain fractionné depuis peu par une série de barrières, pour le bénéfice d'une privatisation des espaces. Une enclave car ce lieu jure avec ses alentours, où la topologie se trouve tracée par une alternance géométrique d'espaces verts, de barrières et de béton. Les conséquences de ce fractionnement urbain en secteurs protégés, en enclosures, loin d'être seulement morphologiques, sont aussi sociales : la circulation s'y trouve entravée, contrariant communication et rapprochement social derrière le voile de l'illusion sécuritaire.

L'espace investi par le Club de foot est en revanche chargé d'un « génie du lieu », un lieu traversé, en mouvement. Ici point de rigueur géométrique, mais les traces de l'envers urbain : une mare aux canards, un grand barbecue noirci par l'usage, des baraques qui se font face dans un demi-cercle incertain ouvert sur la rue, délimité par une frêle séparation, un grillage au portail béant.

Le contraste avec les blocs d'immeubles du quartier Bel Air environnant est saisissant. Le lieu est une sorte d'échappée vers le passé rural puis vers les anciennes solidarités ouvrières de cette zone urbaine, il apparaît comme l'indice d'un autre monde que des acteurs hétérogènes auraient réemployé comme terrain d'invention sociale. On se trouve bien dans ce type de lieu dont Pierre Sansot (1996)¹⁷⁰, dans sa Poétique de la Ville, souligne que leur existence n'a de raison d'être qu'en référence à un sujet, dans ce rapport de connivence qui en fait l'essence. Une connivence que ne manqueront pas de souligner nos hôtes, en nous expliquant le fonctionnement du Club et des bars, associatif et familial.

L'ouverture en alternance des cafés – le bar familial, bien qu'en réalité un bar classique, tenu par la mère de M, jeune joueur et arbitre, fils du fondateur du Club de l'Entente, et le bar de l'association situé dans le Club House - anime le mouvement du lieu évoqué ci-dessus : lorsque le bar familial de Mme M. est fermé, celui du Club ouvre et vice versa. Tel que par exemple lors des grillades organisées par le Club, le bénéfice des boissons allant alors à

¹⁷⁰ Pierre Sansot 1996

l'association. Ces règles sont bien sûr implicites, témoignant d'une entente en apparence bien rodée.

Au croisement des historicités

Nous nous retrouvons donc dans le bistrot d'habitues, attablés avec HM. Viennent successivement différentes personnes que notre interlocuteur nous présente, membres jeunes ou anciens du Club, d'origines multiples (maghrébine et européenne), dont la présence modifiera la teneur des informations qui nous sont livrées. La mémoire, relative aux origines de l'association, changera alors de cap selon les points de vu. Dans tous les cas, notre présence instaure la mise en place d'une scène de la mémoire, où plusieurs actes se jouent face et avec nous.

1^{er} acte : préliminaires

Lors des préliminaires un peu hésitants, propres au genre de circonstances où des personnages atypiques s'introduisent dans les lieux, HM étant le passeur qui permet cette rencontre, chacun attendait de lui qu'il administre la rencontre. Il nous présenta rapidement et s'attacha plutôt à pratiquer une sorte de panégyrique du Club en traçant tour à tour un portrait du rôle éminent que chacun des participants tenait dans le Club. Le président qui par la longévité et la ferveur de son engagement avait porté le Club jusqu'ici. La trésorière, qui par delà les cordons de la bourse, jouait un rôle important dans la vie collective. Puis l'homme qui écoutait debout à coté de la table, figure de la première équipe du Club.

En procédant de la sorte, HM avait fixé d'emblée la scène dans les fondations de l'Entente, tandis qu'en distribuant le panégyrique dans l'ordre des pouvoirs, HM installait aussi la scène comme scène institutionnelle, comme instance du Club.

Poursuivant, il présenta le jeune M comme figure de la relève dans le Club, espérance d'une poursuite qui reprendrait les valeurs du Club. Par pudeur HM se garda de signaler que M était le fils du fondateur et de la tenancière du bar.

Dans ce mouvement, les gens de l'entente, honorés, entrèrent dans la conversation en invoquant l'action de tel ou tel absent ou présent dans le bar et qui avait joué un rôle dans le passé, interpellant untel appuyé au comptoir, comme si le cercle restreint de la table devait à ce moment là s'étendre à la salle du bar tout entière, pour consacrer la connivence des lieux.

La réunion avait ainsi trouvé une atmosphère. Il y eut quelques rires. Une femme du bar prit les commandes. Ce fut ainsi un mouvement de désenclavement de la table comme si la conversation ne pouvait prendre place qu'une fois cet ancrage dans les lieux opéré.

En quelques minutes, en jouant des préséances et des nostalgies, HM semblait s'être saisi de la scène. Les gens de l'entente semblaient comme enfermés dans leurs lieux et leur mémoire. En ayant valorisé leur rôle et souligné le sens de l'engagement, les valeurs fondatrices, non seulement il les avait placés dans une posture d'auto congratulation, mais en mettant en exergue l'héritage du Club, il s'était aussi exprimé comme membre de l'Entente ; comme faisant sien cet héritage.

Ainsi assuré par les cadres qu'il avait définis sans avoir à les négocier, il poursuivi dans la direction prise depuis le début : celle d'un déroulé chronologique de l'histoire de l'entente.

Mais en mettant en scène cette chronologie par ses gens et non par les faits, Il les érigeait en figures atemporelles, conservant de cette façon la maîtrise des séquences du temps chronologique, la maîtrise de la direction du temps.

C'est alors sous le thème de la relève, dans son instance même, que HM opéra une inflexion de la ligne du temps qui lui permit d'entrer sans heurts pour les autres, dans le thème de la fusion et de ses raisons. Et c'est en tant que membre de l'Entente qu'il entreprit de parler des motifs et de l'origine de cette fusion.

Dès cet instant il retraça l'histoire de l'ASQ Bel Air. Il le fit d'abord d'un point de vue sportif et associatif, en valorisant les apports de l'ASQ dans la fusion tout en soulignant les proximités avec l'Entente. Poursuivant dans le même temps sa gestion de la scène, il érigea en figure un autre des participants, MoMo, nouveau manager général du Club de l'Entente qui

venait de l'ASQ Bel Air. MoMo parla de son rôle, de son engagement à trouver des sponsors pour que les enfants n'aient pas à payer leur équipement. Chacun accréditait.

Puis HM entra plus avant dans l'histoire générationnelle de l'ASQ Bel Air, l'expérience de la discrimination, l'importance du changement d'enjeux et de posture entre sa génération et la précédente, celle des parents, immigrés, où en particulier la nouvelle génération dû s'engager dans une négociation confrontation avec les institutions.

Les rapports avec la mairie furent évoquées à plusieurs reprises, sur le plan de la politique sportive et au regard de sa défiance quant aux initiatives des gens issus des quartiers. HM soulignait à chaque fois les similitudes de l'expérience des deux Clubs sur ce plan, enrôlant les participants dans son récit à travers la mise en perspective des événements actuels de la vie du Club de l'Entente au regard de son récit, en les présentant sous un angle politique, en mettant en avant les raisons d'une indignation...

Occupant entièrement les cadres qu'il avait instaurés, il soumettait de fait des orientations à l'instance du Club en se référant à la lignée de l'histoire qu'il avait mise en scène pour les motiver.

Cependant une telle scène ne pouvait réellement se tenir que par notre présence. Lorsqu'il parlait de l'histoire de l'ASQ Bel Air, c'est à nous qu'il s'adressait, tandis qu'il parlait directement aux autres participants lorsque son récit revenait au présent du Club de l'Entente ou aux similitudes de condition entre les deux clubs.

Certes, la raison explicite de notre présence était notre travail sur le thème de la mémoire. Cependant la question se pose des raisons qui ont conduit HM à aborder la scène de cette façon.

En effet, HM était allé d'emblée beaucoup plus loin que ne le suggérait nos premières questions. Ce fait prend ici d'autant plus d'importance que HM nous avait déjà abondamment parlé de l'histoire de l'ASQ. Sans doute le thème de la mémoire faisait-il écho non seulement à un questionnement de sa génération, mais présentait aussi une acuité particulière dans cette

phase de l'histoire commune, où une fois établie la dynamique de la nouvelle Entente fusionnée, une fois des formes de confiance et de convivialité consolidées par deux années d'expérience collective, les historicités devaient continuer de s'exprimer, se confronter même.

En réalité il s'est saisi de l'objet de notre recherche autant que de notre présence. Et lorsqu'il resituait le présent du Club et les motifs de la fusion dans la mémoire, c'est aux autres participants qu'il s'adressait indirectement.

2^{ème} acte. Malaise dans la célébration

Dès lors, comme symétriquement, la voix de l'Entente des origines ne pouvait pas ne pas se faire entendre. Et c'est dans les cadres et les règles formelles établis par HM qu'elle trouva à s'exprimer, par la voix du jeune M, figure de la relève.

Comme HM, M s'adressait formellement à nous, mais c'est en réalité à la table qu'il parlait. Tout en s'attachant à ne pas contredire HM sur les faits eux-mêmes, il s'employa progressivement à les remettre en perspective d'une histoire des origines propre au Club de l'Entente, depuis 26 ans en arrière.

Evitant, dans le souci de préserver les cadres, de reprendre les canaux empruntés par HM, en particulier le politique, en lui préférant plutôt le registre de l'action sportive, c'est en mobilisant le registre de la dynamique interne du groupe qu'il présenta les termes de la cohésion interne du Club actuel.

Ce faisant il ramenait sans l'exprimer explicitement la fusion à une intégration. Dans sa mise en récit comme dans le vocabulaire employé – le Nous renvoyait au Nous des origines et de la filiation - l'initiative même de la fusion revenait implicitement à l'Entente. De sorte qu'aux termes de cette version de l'histoire, on comprenait que les gens de l'ASQ Bel Air avaient été accueillis par l'Entente qui leur avait ouvert ses portes.

Le mode d'échange était paradoxal. Le ton était convivial, avec continuellement des digressions dans l'expérience collective pour consolider la cohésion de la scène. Mais il n'en

reste pas moins que c'est bien une confrontation des historicités qui se jouait ce jour là. Maints indices indiquaient cependant que cette scène avait déjà été jouée de nombreuses fois, qu'il s'agissait là d'une nième répétition, comme en témoigne le jeu d'interpellations sur un mode familial qui l'accompagnait : « *HM il est toujours comme ça, il dramatise.* » (rires) ou symétriquement, « *Oui d'accord , mais à l'Entente, on s'arrange un peu avec l'histoire* » (rires). Dans ce jeu de naturalisation et d'évitement des conflits ouverts, on avait attribué à MoMo un rôle particulier. Issus de l'AS Q Bel Air et manager de l'Entente il fait parfois fonction de buvard absorbant pour les traces de tension, en endossant le rôle du transfuge. Par ces jeux d'interpellations amicales non seulement la cohésion de la scène était maintenue mais de plus, ces interpellations, et la figure du transfuge en particulier, constituaient une sorte d'espace d'ajustement, permettant de collectiviser la dichotomie des historicités comme un bien commun qui circule sur le mode de la connivence.

Toutefois les mots ont un sens. Intégration n'est pas fusion tandis que le terme d'accueil renvoie à celui d'étranger et à un conflit d'antériorité.

Peu à peu la scène s'était avérée entièrement sous-tendue par le but imminent de révéler ce dissensus, avec toutefois les préventions nécessaires pour que son énoncé ne soit pas irrémédiable. Car si ce type de dissensus peut apparaître classique lors d'une fusion qui vient nécessairement perturber les ordres établis et les préséances, il prend ici une importance particulière en ce sens qu'il n'est pas seulement un enjeu de positions dans le Club renouvelé mais bien le signe d'un malentendu profond sur la signification de la démarche des gens de la génération de l'ASQ Bel AIR. Un malentendu que l'explicitation ne parvient pas à résoudre, et qui, tant qu'il n'a pas trouvé d'autres canaux de résolutions, doit se rejouer constamment dans des scènes appropriées, comme une manière d'en conjurer les effets sur la nouvelle vie collective du Club que chacun s'emploie à préserver.

Mais est-il possible que cette nouvelle vie collective trouve une félicité dans de telles conditions ?

3ème acte. La figure de l'ennemi complémentaire comme cadre de contention de malentendu

La menace de sombres temps n'est pas loin lorsque le dissensus est rejoué. Le suspens atteint un sommet une fois les deux historicités mises en confrontation et la scène doit maintenant trouver une modalité de clôture favorable au delà d'un régime de la connivence.

De fait, à ce point du déroulement de la scène, les échanges se sont déplacés sur le terrain de la pratique collective et ont trouvé un sujet qui pouvait faire sens commun dans la dichotomie des historicités. On évoqua alors tour à tour les matchs, les tensions avec la mairie, les partenaires et puis aussi les figures antagonistes susceptibles de valoriser ce qu'il y a de commun dans l'expérience des deux composantes du Club. La conversation se fixa alors sur le Club de Manisseux. Ce Club fut érigé en figure d'ennemi héréditaire. On s'employa à pointer ses pratiques sélectives, l'attitude qualifiée de hautaine de ses dirigeants, leur réticence à jouer dans les mêmes tournois que les Clubs de quartier. La scène par ce biais semblait arriver à son terme. Puis le départ de HM, qui était attendu ailleurs, en marqua formellement la fin. Après son départ, en effet, la conversation changea de sujet, pour se porter sur notre activité de chercheur.

Après la scène

La phase qui s'instaure alors survient classiquement dans un mouvement où, après s'être présentés mutuellement, les participants à une première rencontre s'engagent dans l'enjeu proprement dit de la rencontre pour revenir ensuite à des modalités plus libres, où l'on apprend à se connaître sur un mode plus convivial. Ce troisième temps des post liminaires (dans un cycle à trois temps : préliminaires – scène centrale - post liminaires) vient naturaliser les accords scellés au cours de la scène principale ou les enjeux sont formellement mis en négociation.

Cependant, dans ce type de rencontre dont les transactions concernent des objets immatériels, les échanges empruntent des chemins qui déplacent l'objet de la négociation d'un plan formel à un plan symbolique.

Ainsi, dans notre cas, n'avons nous pas explicitement négocié les termes ou les modalités de notre présence dans le Club, ni détaillé précisément ce que nous allions faire. La scène était plutôt celle d'une intronisation, selon un rituel qui, comme dans toute introduction d'un étranger dans la vie du groupe, comportait un rappel aux fondations.

Tout au moins les membres du Club ont-ils investi la scène comme telle, dans un crescendo de suspens au fil des actes.

Chapitre 6 - Tisser la trame de la mémoire locale, une pratique par laquelle se renouvelle le milieu

Dans la scène que nous avons décryptée ci-avant, le rituel n'est pas figé, il est travail sur le sens en formation à travers une expérience vécue avec une intensité manifeste : les participants ne font pas que rejouer une scène déjà codifiée, ils la vivent entièrement. Et c'est justement là que se situe la dimension rituelle de la scène, dans ce double registre du vécu intense et d'une codification qui contient l'emprise de ce vécu sur le réel séculier.

On entre dans le rituel pour y vivre une expérience qui fait sens dans le réel séculier mais dont l'intensité est contenue dans l'aparté du moment rituel. Ce moment du rituel est alors disponible à d'autres temporalités que celles qui rythment le quotidien et l'histoire des groupes. Et dès lors, les séquences et l'intrigue formelle de la scène, comme dans un texte biblique, enchevêtrent des échelles de temps et des niveaux de récits.

,

C'est ainsi que, par delà de l'objet premier du rituel de rencontre, emboîté dans son instance même, le renvoi aux fondations se fait travail de mémoire.

Or comme dans les mondes fragmentés de la grande banlieue où la mémoire, plus qu'ailleurs, se distingue du fil linéaire d'une Histoire qui serait commune aux différents milieux, la mémoire s'étaye ici sur une trame discontinue.

D'un milieu à l'autre, parfois même d'un quartier à l'autre, les gens tissent différemment les fils de la trame, formant des fragments aux motifs et contenus parfois contradictoires alors même qu'ils concernent des événements ou des histoires qui les ont communément concernés.

Mais à l'opposé de ce mouvement de fragmentation, dans le monde sanpriot, comme dans une île, par le jeu des rencontres et de circulations d'un groupe à un autre, par le partage d'expériences et de condition, les différentes trames finissent par avoir en commun des zones de fragments de la trame. Et un agencement de ces zones de fragments en ensembles cohérents peut se construire par un jeu d'interprétations circulant d'un milieu à l'autre, où elles se greffent parce qu'elles font sens.

Car ce sont bien les formes d'interprétation qui circulent, comme des schèmes dont l'articulation structure un récit global dans lequel s'insèrent les fragments. En réalité, cette articulation constitue l'intrigue même du récit commun.

Sans doute dans ce cas, cette intrigue comportent-elle de nombreuses dimensions - lignes de fuite, happening ou suspens - chargées de sens et que nous n'avons pu ou su percevoir.

Cependant, l'une de ces dimensions apparaît particulièrement structurante des milieux de la « génération foot » que nous avons rencontrés. En effet les articulations entre les zones de fragment n'y découlent pas du sens d'une Histoire toujours prise en tenaille entre l'hérité et l'imposé, mais elles procèdent au contraire d'un travail d'analyse réalisé par et avec des gens qui partagent des vécus et pour une grande part une même condition.

Or ce travail d'analyse semble guidé par le souci, le besoin existentiel même, de construire les articulations qui structurent la trame de la mémoire plutôt que de les recevoir comme un destin qui s'écrit et se révèle au fil de l'expérience. Ce besoin façonne les manières d'être au monde, les manières d'en comprendre les ressorts et de s'y envisager ; et en ce sens caractérise le milieu, le constitue en tant que milieu.

Ainsi, par delà leurs manières propres de tisser la trame de la mémoire, les milieux qui tissent ensemble des zones de fragments d'une mémoire discontinue partagent ainsi des ensembles cohérents de chemins d'interprétation dans un ensemble mémoriel fragmenté, mais néanmoins circulant. Comme des lieux communs qui permettent alors de parler d'une mémoire locale, même si celle-ci reste toujours à la fois polymorphe et située, peinant à se détacher de la nasse du contexte dans lequel elle se révèle.

Configuration urbaine et capacité des milieux à faire le contexte.

Ce qui distinguerait ainsi les mondes de grande banlieue des villes ouvrières comme Saint-Priest serait justement la possibilité que s'exprime une capacité des gens à « faire contexte », c'est à dire à produire les conditions dans lesquelles se façonnent les chemins communs

d'interprétation qui permettent de lire les situations et leur antériorité d'une manière partagée entre différents milieux.

Le territoire devient en quelque sorte terroir par le partage des chemins d'interprétation, et au delà de l'autre semblable, le terroir est le lieu de l'autre proche. Car ce n'est pas seulement la morphologie urbaine des lieux qui distingue les villes comme Saint-Priest des grandes banlieues, mais bien plutôt le statut de « terre d'installation » qu'elles ont pris ou non pour les différents milieux qui les peuplent.

Et l'on pourrait justement définir les mondes de la grande banlieue comme des mondes où même le temps long du peuplement ne parvient jamais à fixer les lieux comme lieux d'installation. En ce sens le travail mémoriel n'est pas dissociable des dynamiques de développement social qui le supportent. Il en est même probablement l'un des vecteurs essentiels.

Reste que, prisonnière de la nasse du contexte dans lequel elle se révèle, la mémoire locale naissante tend à s'épuiser dans le face à face des historicités, dans des compromis localisés, et ne parvient à prendre son vol, à construire un récit polysémique dans lequel les interprétations circulent d'un milieu à l'autre, que par un travail de référencement hors du local, hors de l'expérience locale.

Articuler les échelles de la mémoire comme pratique de référencement

C'est à dire par un travail d'inscription ou de réinscription dans une mémoire de portée plus large, où des mémoires de la rencontre se conjuguent avec des mémoires de filiation, avec des lignées, où l'on peut puiser les schèmes d'interprétation qui manquent à la scénographie locale.

Dans son inflexion du récit des fondations, par exemple, HM resitue l'histoire sanpriote de sa génération, dans une expérience plus vaste de l'immigration ouvrière et de sa rencontre avec les autres milieux ouvriers et les institutions.

En même temps qu'il les lie à l'histoire ouvrière, en mettant en avant des figures ou des émotions partageables, il souligne les enjeux propre à l'historicité de sa génération, au delà de la scène sanpriote, dans l'histoire de la deuxième génération de l'immigration maghrébine, tout en les naturalisant comme une des composantes de l'intrigue commune.

C'est là son rôle dans la scène rituelle de répétition du récit des fondations. Mais en même temps, ce faisant, il ouvre aux anciens du Club de l'Entente la possibilité de proposer une réciprocité qui pourrait permettre une inflexion du temps du récit commun, de dépasser le rapport d'intégration dans lequel se tient le récit de l'histoire du Club de l'Entente.

C'est à dire, de permettre l'avènement d'un énoncé formulé par les gens de l'Entente qui, au plan symbolique au minimum, chargerait l'intrigue du récit de l'Entente d'une partie des enjeux de la génération foot ; en admettrait des formes d'interprétation spécifiques.

Dans ces pratiques de référencement à des échelles plus vastes, le travail de la mémoire vive semble toujours à la fois travail de la relation à l'autre proche et travail de recherche d'un soi même plus grand que soi auquel on peut se référer, à qui l'on peut s'en remettre pour tracer les fils de l'Histoire.

Soit un triptyque - le semblable, l'autre proche, l'autre distant – qui prend forme dans l'articulation des échelles de temps mobilisées dans la scène ; et qui permet de sortir de l'emprise du vécu en le remettant toujours en perspective d'une nouvelle ligne de fuite, d'un nouveau développement de l'intrigue. Soit un triptyque qui seul semble pouvoir permettre la circulation des formes d'interprétation.

Où la construction d'une mémoire commune serait d'abord travail d'hybridation, lequel travail ne pourrait s'opérer que par un jeu d'emboîtement du semblable, du proche et du distant.

Ici, cependant, le retour sur l'histoire de la fusion est inscrit dans un travail de fondation encore à l'œuvre. Dans le jeu de vis à vis des historicités, le travail de la mémoire n'est pas un simple travail de remémoration.

C'est en réalité d'une écriture de la mémoire qu'il s'agit, où chaque scène qui permet de rejouer les fondations s'inscrit comme temps de révélation nouvelle, dans une récurrence du retour sur l'expérience.

Car c'est dans la récurrence que s'introduisent peu à peu dans les récits des deux trames, des inflexions de sens, de nouvelles mises en perspective, une sélection des faits emblématiques. Sans nécessairement modifier les faits objectifs, la cyclique de la récurrence les replacent où les relie peu à peu entre eux par delà les historicités propres.

Tout l'art des acteurs de ces scènes consiste ainsi à opérer ces inflexions sans imposer des fermetures ni des clôtures du sens, des abandons ou des oublis, mais au contraire en ouvrant des prolongements sur une trame qui se cherche plus vaste, traversée par de nouvelles directions que l'on peut emprunter ensemble.

Mise en récit de l'expérience

Pratiques récurrentes de réinterprétation des mémoires et de figuration

Le factuel dans ce cas, fournit des jalons fixés dans le réel séculier pour référer un travail de mémoire polysémique. Mais bien qu'étant par nature un travail d'abstraction, ce travail de la mémoire est avant tout un travail de la vérité, même si, pour se faire vérité-habité, celle-ci doit se placer dans un ordre du récit, dans un ordre interprétatif où imaginaire et raison pratique se recombinaient constamment pour servir un sens commun en formation.

Le nouvel espace interprétatif en construction permet ainsi d'échapper à la rigidité d'une administration de la preuve par les faits.

On recourt aux figures car elles ont des propriétés atemporelles - elles condensent le temps et le transcendent – qui permettent d'échapper à la diachronie du temps séquentiel dans lesquels les faits prennent place. Du temps séquentiel, le travail de mémoire se transpose ainsi dans une diachronie triadique, conjurant la charge d'antagonisme inhérente à la divergence des versions de l'histoire pourtant légitimes au regard des historicités propres. Dans cette diachronie, le futur - le projet, la rencontre, le chemin à parcourir - entre en compétition avec le passé pour occuper la fonction de prémisses du présent.

La figure unificatrice de l'ennemi idéal

Ainsi le scénario de la pièce en actes qui s'était jouée à l'occasion de notre rencontre était-il clos.

La dramaturgie avait d'abord suivi un rythme ascendant, dans une tension cependant contenue dans une forme théâtrale de la conversation, au delà des mots, comme un mime. Jusqu'au moment où il avait fallu convoquer une figure extérieure pour dénouer la tension qui s'était

installée ; pour faire fonction d'exutoire au suspens, en réinscrivant les historicités dans une perspective commune, dans un plus grand que soi qui les unies.

Le Club de Manissieux a été en ce sens un ennemi idéal car à la fois commun aux deux groupes et en même temps suffisamment familier pour qu'on puisse le mêler aux affaires de mémoires et de reconnaissance.

Car celles-ci sont en réalité des sujets intimes aux groupes ou aux milieux ; et il n'est pas donné à tout protagoniste d'être choisi pour jouer un tel rôle.

Idéal aussi car il a fourni cet effet de miroir négatif qui a permis de célébrer les valeurs de solidarité, l'identité ouvrière, par opposition à la figure du bourgeois qu'ont lui attribue. Un ennemi avec lequel on continue cependant de jouer et que l'on suit depuis toujours, dans un compagnonnage rival qui renvoie au *fair play* et aux valeurs esthétiques du foot, embrassées par les membres et les parties du Club.

L'univers du foot, dans ce mouvement, apparaît comme une déclinaison concrète d'un universel accessible, habitable et habité. Il prend place dans la constitution de la scène comme une échappée par le haut qui libère l'espace de la conversation du suspens qui la tient, et en même temps, du fait même de la familiarité de l'ennemi, l'univers du foot apparaît comme une transition en retour vers le quotidien, une sortie du mode théâtral propre au déroulement de la dramaturgie, pour retrouver les modes d'échange de la sociabilité courante.

La dimension rituelle, dans ce cas, présente plusieurs plans scénographiques qui semblent traduire la polysémie de rites dont les formes codifiées -dans les trois phases du rituel lui-même on retrouve la structure des rites de passage de Van Gennep - peuvent héberger des moments clés dans des processus de travail social variés.

Ici la forme est avant tout attachée au rituel d'accueil et d'intronisation et l'on verra qu'en réalité, cette forme devra trouver à se spatialiser pour que le rite s'achève, c'est à dire qu'elle devra trouver à inscrire le passage symbolique des portes de l'intronisation dans la réalité des lieux.

Le rituel de passage toujours répété comme lieu de formation de l'intrigue du récit

Par sa dramaturgie et son mode théâtral, la scène en actes présente les caractères d'aparté du monde social propres aux phases liminaires des rituels de passage. Cependant en même temps

qu'elle apparaît limitée dans le temps, bien encadrée par ses phases amont et aval, cette phase liminaire apparaît aussi comme un espace continu, dont l'existence persiste au delà du rituel, lui préexiste et où le rituel apparaît en réalité comme un canal qui permet aux participants de s'y transposer pour prendre place dans l'intrigue qui s'y joue au long terme : l'intrigue de la rencontre des historicités des composantes du Club et du dessin de leur présent commun, comme si les fiançailles devaient toujours durer.

De sorte que le rituel et la mise en scène codifiée et continuellement répétée de la confrontation des historicités apparaissent comme les pièces maîtresses d'un dispositif de contention du malentendu sur lequel repose la fusion.

Tombée du rideau

Ainsi, comme il avait été ouvert, c'est par un retour à des pratiques de commensalité que le rituel devait formellement prendre fin. C'était donc notre tour de proposer une tournée de cafés.

Après quelques temps de conversation sur nos activités respectives, MD ma collègue sociologue se lève pour payer. Ce mouvement signale la clôture de la troisième phase ouverte par le départ de HM.

Cette nouvelle tombée de rideau permet alors de quitter la configuration groupale autour de la table pour adopter des configurations bilatérales entre chacun de nous et des personnes du Club participant à la scène, ouvrant à de nouvelles compositions qui semblent révéler une hétérogénéité du Club au delà de la seule partition entre les deux groupes issus de l'Entente et de l'ASQ. .

MD discute avec la trésorière, avec la tenancière du bar, quelques anciens. Elle prend des numéros de téléphone. Dans le même temps MoMo et M entretiennent une conversation avec moi sur le fonctionnement sportif du Club. Momo et M sont les deux figures d'une fusion qu'il s'agit de décliner dans la pratique courante. Le premier est issu de l'ASQ ; l'autre incarne l'héritage de l'Entente, puisqu'il est le fils du fondateur et de la tenancière du bar. Le premier est manager général du Club le second, récemment titularisé, est l'un des rares arbitres issus du Club.

En restant tous les deux avec moi ils réinscrivent la scène précédente dans le champ des pratiques quotidiennes, la sécularise dans le registre de l'Union Sportive. Nous nous rendons tous trois au « Club House » où MD nous rejoint bientôt, comme s'il avait fallu que les hommes ouvrent les portes et consacrent la présence aux lieux d'un étranger homme avant qu'une femme ne pénètre dans le cénacle.

Le Club House, aménagé en bar, forme le décor de la mémoire des fondations de l'entente: les coupes gagnées lors des tournois sont exposées au-dessus des bouteilles, les photos des adhérents et des membres fondateurs du Club ornent les murs.

Ce décor peut apparaître comme une sorte de sanctuaire de la mémoire, que nos hôtes nous ouvriraient le temps de la visite. Mais il n'est pas seulement cela: ce bar est bien le coeur de l'association sportive, ouvert au gré du rythme des événements associatifs, quand l'autre bistrot d'habitueés qui lui fait face constitue le quotidien des rencontres entre les membres du Club et autres habitués.

La mémoire ici mise en scène n'est donc en rien figée, elle se trouve réactualisée au fil des tournois et de l'acquisition de nouvelles coupes qui scandent ainsi l'écoulement du temps de la vie collective du Club et le passage des générations. Mais dans un même temps, les photos jaunies sont bien des supports à la mise en récit d'un passé glorifié, une mise en récit dont on a vu cependant qu'elle diffère selon les interlocuteurs, au croisement de plusieurs historicités et de plusieurs registres d'expérience

Cette scène s'opère en l'absence d'HM ou de toute autre figure emblématique de la « génération foot » de l'ASQ Bel Air à l'exception de MoMo. Nous entrons dans la mémoire et l'histoire du Club de l'Entente dont MoMo, issu de l'ASQ, semble s'être fait un chantre autant que M. comme si la figure de transfuge érigée dans la scène rituelle se projetait dans le réel séculier, emboîtée, contenue, dans le rôle de manager général, soulignant l'acuité de la scène rituelle des fondations.

Cependant le départ de HM n'avait pas été fortuit. Non seulement nous dira-t-il plus tard, il s'agissait pour lui de nous laisser entrer librement en relation avec les gens de l'Entente, mais il semble avoir aussi pressenti la suite du rituel d'intronisation dans les lieux du Club.

Dès lors il s'agissait pour lui de ne pas entrer dans le sanctuaire de l'Entente d'une manière sacralisée au risque de consacrer en termes politiques l'effacement de la mémoire de l'ASQ Bel AIR.

Pour lui, en effet, et en cela il tient son rôle de promoteur de la fusion, s'il n'est pas nécessaire de revendiquer l'exposition des emblèmes et des coupes, les photos de presses etc. qui marqueraient l'intégration du patrimoine de l'ASQ Bel Air dans le patrimoine de l'Entente, c'est parce que ce patrimoine doit avant tout être un patrimoine vivant. Il doit s'exprimer dans la contribution des membres de l'ASQ Bel Air au développement socio-éducatif du Club.

Où les fiançailles ne sont toujours pas achevées

Ainsi l'inscription du rituel dans l'espace et les lieux n'est-elle pas détachée du plan scénographique où se joue au long terme la rencontre des historicités où, bien que le mariage ait été consacré, les fiançailles ne sont en réalité pas achevées. Et malgré son dispositif de contention, ou plutôt du fait même de ce dispositif, le malentendu se fait structurant, il s'immisce dans les actes quotidiens, les façonnent en dictant des conduites aux gens qui se prêtent le plus à un travail de la conscience, comme HM, mais aussi, semble-t-il, comme certains fondateurs de l'Entente qui étaient eux aussi restés en retrait dans cette phase post liminaire.

L'enjeu de l'alcool

Mais un autre aspect contribue à expliquer cette réticence de HM et d'une partie des autres membres issus de l'ASQ Bel Air : celui qui concerne l'alcool dont l'omniprésence dans l'Entente apparaît contre-productive sur le plan socio-éducatif. Certes tant qu'il s'agit du bar commercial, la co-présence de l'alcool et du sport peut trouver son sens car il s'agit d'un lieu public, un lieu de sociabilité ouvert dont chacun peut se saisir comme lieu de rendez vous et qui peut trouver en principe ses régulations dans l'espace public.

Mais la mise en avant de la forme Bar dans la configuration du Club House et dans son fonctionnement prend une dimension institutionnelle qui fait problème pour les militants associatifs de l'ASQ Bel Air qui ont porté le projet de fusion. Et le retrait d'HM dans cette phase de la rencontre apparaît non seulement comme résultant d'un souci d'économie personnelle (pour s'éviter de vivre des tensions inutiles compte tenu de la situation qui n'est pas une situation de débat), mais surtout comme une stratégie d'évitement, où il s'agit de privilégier les formes d'engagement collectif dans l'action quotidienne pour inférer ultérieurement peut-être sur les fondations et les pratiques qui font problème.

En réalité la question de l'alcool est bien au cœur des enjeux de la fusion pour une partie des porteurs du projet issus de l'ASQ Bel Air.

Car il s'agit d'éviter que cette question soit traitée sur le registre des marquages culturels ou plus encore religieux.

Certes ces dimensions sont présentes dans le vécu des membres issus de l'ASQ Bel Air, mais l'un des traits remarquables de la posture qui résulte du débat qui a conduit à la fusion est précisément le souci de ne pas en rester à cette perspective, en s'inscrivant plutôt dans une perspective sociale et socio-éducative qui fait sens commun entre les milieux.

Non seulement tout renvoi à la perspective culturelle ou religieuse est vécu à l'aune de l'expérience du stigmat, mais de tels renvois obèrent concrètement toute possibilité de conférer à la fusion sa fonction transitionnelle entre une époque de l'exploit générationnel et une époque de la naturalisation des pratiques socio-éducatives. Or, la menace de l'échec de la greffe sur le plan socio-éducatif est en réalité la menace de la captivité dans un non lieu, dans un entre mondes, propre à la condition des héritiers de l'immigration.

Limites d'une politique d'évitement des points de dissensus, l'attente de réflexivité.

Cependant, la politique d'évitement et de contention du malentendu ne va pas sans rencontrer des limites.

L'une des lignes de tension à laquelle les porteurs du projet de fusion doivent faire face est celle qui résulte de leur confrontation à une certaine inertie, voire une certaine routine dans le fonctionnement du Club de l'Entente.

Si chacun est conscient que le processus de fusion sera long avant qu'il ne débouche sur des formes d'action collectives nouvelles, et qu'il s'agit pour les gens de l'ASQ Bel Air de respecter un rythme lent d'évolution, en revanche cette raison pratique semble se conjuguer difficilement avec une certaine culture du jeu qui caractérise la « génération foot », Génération de l'exploit.

Il ne s'agit pas ici du jeu de foot, mais du jeu d'acteurs. La génération joue en effet des parties sur différents terrains, et elle a besoin d'adversaires réflexifs, de milieux répondants, pour se forger elle-même et construire de nouvelles scènes d'action. Cette dimension de jeu est sans doute un aspect largement mésestimés par les porteurs du projet de fusion, qui semblent avoir attribué à leurs partenaires de l'Entente une appétence collective au jeu qu'ils semblent en réalité ne pas avoir développée ou qui s'est peu à peu figée dans les reliques d'une mémoire de l'entre soi du Club de l'Entente.

Aucun joueur ne peut trouver son compte à jouer avec un partenaire qui ne parvient pas à dépasser une posture routinière dans le jeu. Face à une posture routinière le joueur n'a pas de prise dans le jeu.

La routine le pousse hors du jeu, dans le rapport de force, dans la confrontation, ou au contraire vers l'évitement, voire le retrait. C'est sans doute là aussi l'un des motifs de la politique d'évitement évoquée plus haut de la part des gens de l'ASQ Bel Air.

Le manque de réflexivité inhérent à la posture routinière du partenaire de jeu provoque lassitude et renoncement chez le joueur pour qui la partie devient pesante pour lui-même tant le sens qui la motive se dissout dans les méandres d'un procès routinier.

Ce décalage, très marquant au cours de notre première rencontre avec l'entente, entre les deux groupes fondateurs des Clubs dans la scène du jeu de la fusion, (c'est à HM que l'instance à laissé les reines pour diriger la scène) est sans doute à mettre en rapport avec d'autres traits distinctifs comme par exemple les différences de postures quand aux formes de gestion collectives.

L'une des lignes de tension porte en effet sur la transparence dans la gestion, et cela sans qu'il s'agisse nécessairement de revendiquer des fonctions de pouvoir exécutif dans les instances du Club.

Pour les porteurs du projet de fusion issus de l'ASQ Bel Air, la transparence dans la gestion apparaît comme un enjeu pragmatique pour la réussite du projet de fusion, non seulement sur les plans purement gestionnaire ou de la confiance, mais aussi sur le plan socio-éducatif.

La règle doit se construire de manière visible, être compréhensible et toute zone d'ombre dans la gestion des affaires financières ou tout renoncement, arrangement non discuté, dans la construction pédagogique, peut être perçue à la fois comme une privation de la possibilité de contribuer de là où on est, comme simple participant ou comme dirigeant, mais aussi comme privation de la possibilité d'inscrire son implication dans une perspective d'exemplarité courante qui permet à son entourage et aux enfants en particulier d'envisager le monde comme monde de l'action franche et non comme entrelacs d'intérêts constamment négociés au détriments des finalités de l'action.

La transparence des règles collectives comme alternative à l'arrangement propre au régime de concession.

C'est là une question essentielle et discutée dans les cercles de l'ASQ Bel Air car elle est précisément vécue à l'aune d'une expérience sociale et politique où leur propre existence sociale ne trouverait droit de cité que par des arrangements supplétifs au droit commun.

Comme par exemple dans le cas du futsal évoqué plus haut, ou sur des sujets plus chargés d'enjeux sociétaux, comme par exemple lorsque la liberté religieuse ne pouvait faire droit que sous couvert d'une concession dans les politiques publiques d'action socioculturelle .

Pour les membres de l'Entente issus de l'ASQ Bel Air, mais aussi pour certains jeunes anciens de l'Entente qui cherchent à apporter leur propre pierre à l'édifice, cette question de transparence revêt une grande importance et affecte moralement leur engagement.

Cependant, pour la « génération foot » qui a supporté l'ASQ Bel Air, ce sont là des questions d'autant plus pressantes que la génération est rattrapée par son propre temps, par la cyclique de la mutation générationnelle qui s'opère à l'approche des quarante ans des ses principaux acteurs.

Dans la temporalité générationnelle, en décalage avec les mondes environnants, la génération est une institution majeure au sens où elle est source de conduite dont le sens est partagé et intériorisé.

Mais elle est une institution éphémère, sans supports durables, sans dynamiques de transmission établies. Et ses porteurs cherchent inlassablement, dans une forme d'urgence continue, à opérer une greffe avec le monde séculier et son temps long, là où au contraire, pour les gens de l'Entente, le Club est une institution stabilisée, qui aplanit les cycles du temps, qui les relie les uns aux autres selon des modes de transmissions établis.

Ce décalage des temps est de fait aussi un décalage dans les profils d'engagement.

A travers un constant travail sur elle-même tout autant qu'à travers les parcours d'étude, les projets socioéconomiques ou de militantisme de ses noyaux porteurs, la génération ASQ Bel Air a engendré son élite, en même temps qu'elle découle de l'émergence de cette élite. Et même si les noyaux d'acteurs concernés sont lucides sur les contradictions de leur position d'élite, cette dimension des enjeux générationnels est précisément au cœur du rapport que la génération entretient à son propre rythme.

De l'expérience générationnelle à la transmission

Le temps de l'élite est celui du passage de l'exploit à la naturalisation de son engagement dans la transmission générationnelle, pour elle-même et ses enfants et non pas seulement pour les autres envers qui elle s'engage. Et le décalage entre l'élite et les autres pour lesquels elle s'engage apparaît tout aussi important que son décalage avec les noyaux porteurs du Club de l'entente, au delà d'un attachement partagé à des valeurs et à des modes de résolution populaires.

Ce décalage se manifeste par exemple sur le plan du rapport qu'entretiennent les parents avec le Club. *« Les parents sont dans la consommation. Ils laissent leur gosse le matin et on se tape de les transporter à l'entraînement, aux matchs. Parfois même ils oublient de leur donner un casse croûte (...) Beaucoup font traîner le paiement de la cotisation. Ce n'est pas une question d'argent puisque en réalité le Club applique des barèmes très favorables et l'équipement est gratuit. Tout est fait pour éviter une discrimination par l'argent. Mais nous ne sommes pas des travailleurs sociaux. Lesquels, d'ailleurs, se plaignent aussi de cette attitude. Mais nous ne sommes pas dans le même rapport. On n'est pas là pour accompagner le délitement des responsabilités mais pour faire de l'action socio-éducative collective à travers le sport. Le problème c'est que beaucoup de gens du Club y compris certains qui viennent de l'ASQ Bel AIR se satisfont de cette situation. Ils croient qu'ils apportent une réponse pour les gosses. Mais en réalité sans liens avec les parents, sans engagement minimum de la part⁴⁷ des parents, quel service on rend aux enfants ? En vérité, ils construisent une légitimité sur le fait qu'ils suppléent à la présence des parents. C'est comme ça en réalité qu'ils rendent un service. Mais en vérité, c'est un arrangement qui n'est pas clair et qui ne permet aucun progrès. Ca entraîne des logiques de fonctionnement sans exigence de qualité éducative. Au delà des mots, le Club joue la clientèle plutôt que le projet »*

Non seulement l'élite militante ne conçoit pas de jouer ce rôle ni pour elle même ni pour les autres, mais elle en craint les effets péjoratifs pour ses propres enfants. *« la question clé c'est de savoir si on peut progresser sur ce plan. Les choses sont assez claires pour moi insiste cet autre interlocuteur, si je ne trouve pas mon compte pour mon fils, je ne vois pas pourquoi je resterais à l'Entente comme entraîneur alors que j'estimerai en même temps que la marge de progression est trop restreinte. Ce serait incohérent à tous les niveaux »*

L'affaire du sac volé.

Où la présence d'un tiers lors d'un incident contribua à faire éclater les cadres de contention du malentendu. Des événements symptomatiques : un incident interne à l'occasion du buffet annuel du Club avec la maire et les milieux sportifs, le tournoi et le vol d'un sac à main.

Un samedi.

Événement clé dans la vie du Club, l'organisation du tournoi annuel permet non seulement aux enfants comme aux entraîneurs de montrer aux familles, sur leur terrain, dans leur ville même, le travail accompli ; mais il est aussi la manifestation publique de l'inscription du Club dans une échelle plus large, où, à travers l'invitation d'autres Clubs, issus d'autres localités, le Club s'inscrit dans la localité sanpriote elle-même, comme institution.

Comme l'observe R, l'un des entraîneurs bénévoles, « *il y a bien sûr l'enjeu du tournoi, pour les encadrants du Club et pour les gamins, d'autant plus qu'ils jouent sur leur terrain, mais il faut bien voir aussi que ce type d'événement joue aussi un autre rôle. Le week end dans la ville, c'est le désert, il n'y a pas un chat dehors. Il n'y a rien à faire que de se promener avec les gosses dans les rues vides de la ZUP ou de regarder « télé sport » toute la journée. Le foot c'est aussi ça. C'est une occasion de faire quelque chose d'autre. Mais c'est dur de résister à la tentation du vide. Tu viens tous les samedis, parfois le dimanche, pour accompagner les gosses dans des stades vides. Parfois il n'y même pas les parents ! Souvent il fait froid ou il pleut (...) Le tournoi c'est un peu ce qui fait tenir tout ça* ».

Sept Club invités participaient au tournoi, chacun organisant à tour de rôle une rencontre à domicile. La composition du groupe de Clubs participants ne résulte pas d'une procédure de sélection liée aux mécanismes classiques de compétition, mais au contraire d'une démarche volontariste d'associations basées avant tout sur un feeling commun.

En pratique, les Club se sont rencontrés lors de matchs de ligue ou autres challenges inscrits dans les activités normales des fédérations ou dans d'autres tournois amicaux. Les entraîneurs ou les dirigeants se sont bien entendus, se sont donnés des coups de mains... Parfois la rencontre est à l'initiative d'un parent récemment installé dans une autre ville et qui fait la

médiation avec le Club qu'il fréquentait auparavant. Bref il s'agit au départ avant tout de rencontres favorables, que chacun essaie de prolonger en s'invitant mutuellement.

Le groupe des Clubs est ainsi avant tout un groupe amical, où chacun compte sur les autres pour créer un esprit du jeu et l'entretenir. Cet esprit du jeu est d'ailleurs en soi la première loi du groupe, en ce sens que si un Club ne respecte pas cet esprit ou le met en danger, par des défaillances d'organisation qui ont des conséquences sur les enfants ou si une équipe est mal encadrée et présente des comportements agressifs par exemple, le Club concerné finit par ne plus être invité.

Sur le plan local, pour chacun des Clubs, le tournoi est aussi l'occasion d'inviter les autres Clubs locaux dans sa propre scène et de dépasser les rivalités établies par la médiation d'une scène dont la portée est extra locale. Ainsi, lors de ce tournoi, étaient aussi invités les autres Clubs de Saint-Priest : les cheminots, l'AS Saint-Priest et le Club de Manissieux (*l'ennemi idéal* convoqué ci-avant comme médiateur symbolique dans la scène rituelle des fondations du Club de l'Entente).

Du fait même de cette configuration à la fois locale et extra locale, la presse locale et les élus locaux sont toujours présents lors de ce type d'événement.

Et dans le vide du week-end de banlieue, une telle rencontre sportive a quelque chose du symposium.

Dans les codes très spéciaux des politiques sportives locales, l'événement prend aussi une dimension politique, où se jaugent les rapports mutuels entre la ville et le club organisateur.

Tous les détails comptent alors, et dans le cas de l'Entente récemment fusionnée, ces détails révèlent des différences de posture entre les deux composantes du Club, comme ce fut le cas par exemple à propos du lieu alloué par la mairie. En l'occurrence il s'agissait ce jour là d'une salle omnisports perdue dans les recoins périphériques de la ville et non pas du gymnase du principal complexe sportif, pourtant disponible à cette occasion. « *ça c'est un signe*, observait ainsi un ancien de l'ASQ Bel Air, *lorsque le Club des Cheminots a fait son tournoi il n'y a*

pas eu de problème, ils ont obtenu le gymnase du complexe sportif. Sur le plan pratique, c'est pas très important, parce qu'ici on s'en sort très bien, mais sur le plan symbolique ça se remarque, en plus du fait que pour arriver ici c'est la croix et la bannière, car il n'y a aucun panneau indicateur. Le problème, c'est que les dirigeants de l'Entente n'ont pas négocié»

Le tournoi se tenait donc en salle, et par conséquent sur des terrains aux dimensions réduites. Les équipes engagées étaient benjamines et minimes. Le format des matchs était d'une durée de vingt minutes en deux mi temps de dix, sans pause. Tous les ingrédients d'un tournoi officiel étaient en place : panneau de scores en caractère digital face aux tribunes, lumière intense projetée sur le terrain par de multiples spots, de sorte que les joueurs étaient entourés d'une auréole d'ombres entrecroisées, dessinant sur le sol autour d'eux une sorte d'étoile translucide.

Un speaker expérimenté chargé d'annoncer les équipes en lisse et les scores s'employait à faire monter la tension à travers force commentaires sur les exploits des uns ou des autres.

Sur les tribunes, quelques parents et les équipes en attente de leur tour suffisaient, du fait de la résonance du gymnase, à produire l'impression d'une foule nombreuse. Les spectateurs eux-mêmes, pris par l'ambiance de grand match ne se privaient pas de cris, applaudissements et encouragements. La voix forte des entraîneurs stimulant leurs troupes en jeu finissaient de créer les conditions d'une grande compétition.

De sorte que les enfants se trouvèrent pris sous une pression inattendue qui bientôt influença leurs comportements de jeu. La gestuelle des gosses engagés sur le terrain reprenait tous les traits des joueurs professionnels : cris de victoire, accolades princières avec le joueur que l'on vient de dribler, tours du terrain en courant les bras levés vers la foule lorsqu'un but était marqué. La cadence des matchs et leur format court contribuaient largement à une atmosphère par moment sur-tendue... *«Et puis il faut voir aussi qu'il y en a qui jouent devant leurs parents. Alors c'est important pour eux », soulignait un entraîneur »*

Certains jeunes joueurs semblaient cependant mal supporter cette pression, comme celui-ci, qui après avoir raté une passe, se mit à taper furieusement du talon sur le sol en criant, le

visage rouge sang, pour finir par fondre en larme, désarmé, au point que son entraîneur dut le sortir du match en le tenant par la main.

Cependant la scène restait tout de même enfantine par certains aspects, la plupart des encadrants ou parents tentant de consoler les perdants, de calmer les angoisses de ceux qui allaient bientôt jouer...

Le paradoxe était ainsi au cœur de la scène du tournoi, dans sa configuration même.

A côté de la salle du tournoi était la buvette. Installée dans le sas d'entrée du Gymnase, elle était le passage obligé pour tout visiteur non averti (les joueurs et leurs accompagnateurs disposaient quand à eux d'une entrée à l'arrière du gymnase). Dès le matin, on trouvait à la buvette, les habitués du bar de l'Entente et quelques personnes qui nous étaient inconnues. Pour partie il s'agissait des personnes qui accompagnaient les équipes invitées, le principal était composé de gens de Saint-Priest.

La moyenne d'âges au bar était en toute apparence autour de 50 ans. Parmi eux, la plupart des anciens dirigeants de l'Entente, fondateurs compris. Aucun entraîneur ni animateur ne se trouvait là. En réalité la « relève » était entièrement engagée dans la scène sportive, qu'il s'agisse des anciens de l'ASQ Bel Air ou des jeunes héritiers de l'ancienne Entente.

Sous les préaux extérieurs un stand de grillades (exclusivement des merguez) et de frites fut bientôt installé.

A l'heure du repas on pouvait facilement remarquer un clivage dans la population présente. D'un côté une masse de gens s'empressaient autour du bar et des grillades tandis que les gradins des tribunes accueillaient des petits groupes d'enfants sortant sandwich et cannette de leur sac en plastic. Certains étaient avec leurs accompagnateurs. D'autres se trouvaient cependant à déambuler sans casse croûte, tandis que les seuls qui disposaient de l'argent nécessaire pour acheter une merguez et des frites devaient faire la queue aux grillades, noyés dans un flux d'adultes pour la plupart indifférents à leur présence. *« Voilà... C'est n'importe quoi s'indignait H, un animateur de l'Entente issus de l'ASQ Bel Air. En réalité, on dirait que le tournoi n'a qu'un seul but : faire tourner la buvette et ramasser un maximum d'argent.*

Rien n'est prévu pour les gosses. C'est chacun pour soi. Je sais, c'est toujours comme ça, mais pour ma part, je ne suis pas venu à l'Entente pour faire ça ! »

Dans le contexte de suractivité qui occupait la jeune génération des animateurs du Club en cet instant où il fallait veiller à ce que la suite du tournoi se passe correctement, cette remarque pouvait passer inaperçue, indistincte dans le flot des interpellations que suscitent tous les petits dysfonctionnements inhérents à de telles situations.

Cependant, les événements, marginaux, qui marquèrent cette journée, allaient révéler l'intensité des clivages qui s'étaient installés dans le Club depuis la fusion. Ces événements allaient nous impliquer directement, nous donnant accès à des formes d'expressions des enjeux de la fusion auxquels nous n'aurions sans doute pas eu accès sans cela. En ce sens il s'agit d'une situation d'enquête inattendue.

Mais si nous insistons sur cet aspect, ce n'est pas pour souligner l'opportunité que représente classiquement la survenue d'un incident au cours d'une enquête, et ce qu'il offre comme opportunité de déconstruire les situations, mais c'est parce que ces événements ont eu des effets douloureux pour certains des acteurs de la scène, et parce que l'expression de cette douleur a été précisément due en grande partie au fait que des observateurs extérieurs, intronisés en tant que tels, étaient non seulement présents mais impliqués dans les événements, qui plus est dans une position de victime.

Plus encore, nous pouvons dire aussi que ces événements, du fait qu'ils nous impliqués, ont sans doute contribué à précipiter un processus de délibération parmi les adhérents et animateurs du Club liés à la génération foot de la ASQ Bel Air.

Voyons de quel incident il s'agit et comment il a fait événement.

Après avoir observé les groupes de joueurs en train de pique-niquer sur les tribunes et discuté avec quelques entraîneurs ou accompagnateurs, nous nous rendons à la buvette. Bientôt nos interlocuteurs déjà familiers se joignent à nous. Il est bientôt temps de prendre un café. Chacun se lève à son tour pour commander au comptoir. Des discussions s'engagent avec les gens déjà présents au bar. La même configuration de groupe que celle de notre première

rencontre se présente dans la discussion avec nous. MoMo, le manager de l'entente discute avec moi sur le fonctionnement du Club tandis que les plus anciens s'adressent à MD.

Bientôt MoMo m'invite à le suivre : « *viens j'ai quelque chose d'important à te montrer* ». En quelques pas nous nous trouvons dans une pièce à part qui donne sur le gymnase où déjà le tournoi a repris. « *C'est la salle où je prépare les coupes* déclare MoMo. *Tu vas voir. Je les installe sur une table à tréteaux. A la fin du tournoi on les sortira. On les porte à quatre. C'est comme ça qu'on commence la cérémonie finale du tournoi. Il y a autant de coupes que d'équipes. Tout le monde emporte un trophée. C'est important qu'il n'y ait pas de perdants. Il y a la compétition, mais il faut avant tout récompenser les enfants pour les efforts qu'ils ont faits. Et puis c'est important pour leurs parents.* » Déjà MoMo officiait, installant soigneusement les coupes sur la table.

La scène se tient en réalité au cœur du dispositif rituel qui encadre le tournoi. D'une certaine manière, cette pièce était la salle des prêtres qui allaient officier dans la cérémonie.

Et que ce soit précisément cet acteur, figure érigée du transfuge dans la scène toujours rejouée des fondations, qui introduise un étranger dans le saint des saints, n'était pas neutre. Comme s'il fallait qu'à travers lui, le malentendu soit au cœur du symbole et qu'il se rende visible, qu'il s'en échappe pour étendre son emprise sur l'action dans le réel séculier.

A cet instant précis, MD entra dans la pièce. Dans le mouvement qui nous avait conduit peu auparavant de la table au comptoir de la buvette, personne n'avait prêté attention au fait qu'il n'y avait alors plus personne assis à la table. Et en un bref instant, le sac de MD avait été volé.

Tout autant que le vol lui-même et le désagrément qu'il entraînait pour la victime du vol, le fait qu'elle ait annoncé cela, en entrant dans cette pièce à cet instant précis sans y avoir été accompagné d'une manière adéquate, affecta sérieusement le manager du Club. On pouvait sentir son embarras, entre compassion et déni de l'événement « *C'est pas possible. On est comme en famille ici. Quelqu'un a dû le trouver et le ranger quelque part, derrière le comptoir de la buvette peut-être* » tandis que s'exprimait aussi des traces d'agacement à l'égard d'une personne étrangère, par qui cet avènement projetait de l'ombre sur la lumière du

cérémonial en préparation. Les mots prenaient des directions contradictoires et MoMo décida de poursuivre l'hypothèse favorable où le sac aurait été ramené en quelque endroit sûr. On sortit donc dans le gymnase.

Par cette sortie, l'incident, encore circonscrit dans le cercle des quelques rares avertis, allait faire événement. Le manager en effet, en poursuivant sur son hypothèse allait d'emblée publiciser le problème dans la scène où se tiennent les anciens du Club de l'entente, dans l'institution même de la buvette.

Dès qu'il fut acquis que le sac n'était nulle part en ces lieux protégés, la scène fut marquée par une série de clivages : clivage entre la génération des anciens et la relève, clivage dans l'espace, où la salle du tournoi et la buvette furent chacune le lieu de deux scènes d'action radicalement disjointes l'une par rapport à l'autre. Enfin un clivage entre la génération foot de l'ASQ Bel air et le milieu de l'ancienne Entente.

Du côté de la buvette, l'événement fut rapidement traité sous l'angle d'une chronique des rapines qui occupe une place importante dans les conversations de piliers de bar. Chacun y allant de son anecdote, décrivant le monde quotidien comme un monde où la seule certitude qui soit est précisément que rien n'est jamais à l'abri du vol ou du larcin. MD pour ce groupe n'était plus qu'une victime à qui l'on ne proposait aucune autre aide que celle de n'être qu'une parmi tant d'autres à qui l'on vole quelque chose dans cette ville, cette perspective étant censée atténuer la gravité du problème.

Elle n'était plus la personne intronisée, ni même une hôte. Soit une posture qui bien que classique, n'en comporte pas moins des effets pervers puisque non seulement elle ne sert en rien les intérêts concrets de la victime, mais contribue à banaliser le vol dans ce lieu, c'est à dire à en établir la potentialité chronique, au mépris du rôle institutionnel qui est celui de dirigeants, et particulièrement des anciens dont au contraire la relève attendait qu'ils s'offusquent, qu'ils se montrent touchés par le fait qu'ils surviennent dans un lieu d'entente et d'éducation.

Du côté de la relève, en l'occurrence du côté de la salle de Gymnase, en effet, l'affaire est prise sur un tout autre ton.

C'est d'abord sur le plan de l'hospitalité qu'elle est abordée. Les entraîneurs, animateurs ou simples adhérents du Club mobilisés pour l'occasion dans l'organisation de la scène sportive se montrèrent catastrophés. Non seulement ils marquèrent leur compassion pour MD mais se confondirent en excuses, prenant moralement à leur compte le fait qu'un tel événement puisse advenir dans le tournoi. Leur émoi manifeste renvoyait aussi à la dimension éducative de leur action qui venait de prendre un coup sérieux.

Contrairement aux anciens pour lesquels il ne sert à rien de prévenir car le vol est chronique, pour la relève, l'idée de vol et les mesures de prévention qu'il vient naturellement à l'idée de projeter sont précisément les signes de l'échec de l'action du Club.

Bien plus que l'éventualité d'un voleur parmi les enfants présents, c'est la pensée qu'il faille en admettre la potentialité et par conséquent les mesures préventives qui les troublaient. De longue date en effet, nul événement de ce genre n'était survenu, et si tel avait en réalité été le cas, l'affaire avait été traitée de manière interne, en jouant sur la dynamique de groupe.

Dans leur propos, comme dans ceux du manager, l'impossible fut invoqué. « *ce n'est pas possible...* » Mais ici dans le sens inverse. Là où MoMo déniait le fait, comme incommensurable, les gens de la relève au contraire en admettaient le caractère patent et invoquaient l'impossible pour en conjurer la signification, pour que les conclusions naturelles dans ce genre de situation ne s'imposent pas.

Contrairement aux anciens qui avaient renvoyé le règlement du problème à la police et en ce sens à la loi externe, les gens de la relève tentèrent de mobiliser la loi intérieure du Club.

« *On le retrouvera !* » énonça en effet un premier intervenant. Tous acquiescèrent à cet énoncé qui permettait non seulement d'espérer échapper à une publicisation préjudiciable, mais qui permettait surtout de miser sur la cohésion du Monde du Club. Ils décidèrent donc de partir à la recherche du sac, en interrogeant les enfants, en tournant dans les vestiaires, les toilettes etc.

L'affaire du vol parcourut ainsi les rangs des tribunes comme une onde. On vit nettement les groupes se mettre à regarder autour d'eux. S'interpeller pour en savoir plus. L'onde cependant ne faisait que passer et chacun revenait tour à tour à la scène du tournoi qui continuait de se dérouler.

Le suspens atteint bientôt un maximum parmi les animateurs pour laisser place à un peu plus de déception chaque fois que l'un d'entre eux revenait bredouille. Une déception doublée d'un embarras profond lié au fait qu'ils avaient de facto semé le doute dans l'assemblée et particulièrement parmi les enfants sur lesquels implicitement ils avaient fait porter le soupçon. En cela l'affaire du vol contribuait aussi au sentiment d'échec. Dans le groupe des animateurs, par simple bon sens (il fallait bien se résoudre à déclarer le vol pour que MD ne subisse pas de conséquences plus graves) comme par épuisement des solutions internes, on se résolut à renoncer à l'espoir de retrouver le sac. Tandis que nous nous rendions au commissariat de police de Saint-Priest, les animateurs reprirent ainsi leurs rôles dans la tenue du tournoi.

Factuellement, l'affaire en serait restée là pour cette journée si deux autres scènes n'avaient pris corps au sein même de cette première séquence.

La première de ces scènes a pris corps lorsque s'adressant à nous, l'un des membres du groupe des animateurs a justifié à l'opération de recherche auprès des enfants en ces termes : *« En réalité on sait qui c'est. Enfin il y a toutes les chances que ce soit celui à qui on pense »* . S'en suivit alors une discussion sur les faits : ceux qui étaient présents à la buvette au moment du vol ont tous procédé à une reconstitution : chacun y avait vu X et son groupe de copains à la table voisine de la nôtre.

Devant notre silence, qui en réalité n'avait rien d'intentionnel mais relevait plutôt de l'excuse de susciter tant de bouleversements, une gêne s'était peu à peu installée, particulièrement parmi les anciens de l'ASQ Bel Air. D'ailleurs à y regarder de plus près, nous pûmes remarquer que la plupart d'entre eux ne participèrent pas à la recherche du sac ou du moins pas de manière ostensible, préférant s'enquérir des besoins de MD, lui prêter une téléphone portable etc.

Pour conjurer ce malaise l'un d'entre eux finit par expliquer que « *X n'aurait pas dû être là. On a décidé de l'exclure du Club il y a quelques mois parce qu'il avait déjà volé à plusieurs reprises.* » Dès l'instant où cette révélation fut énoncée, chacun des participants sembla en percevoir la portée radicale. Il y a eu un moment de flottement. Les visages des gens issus de l'ASQ Bel Air se masquèrent, tandis que les héritiers de l'entente, accompagnés de MoMo le manager échappèrent à la situation en s'attachant plus ou moins activement à la recherche du sac.

Que la situation ait nécessité cette révélation fut une épreuve tragique pour les promoteurs de la fusion issus de l'ASQ Bel Air. Une simple phrase pouvait-elle réduire à néant tant d'efforts pour tenter d'échapper au dualisme dans lequel est tenue la condition immigrée, celle des jeunes en particulier où il n'est pas une affirmation sociale et politique qui ne soit renvoyée par les acteurs publics à sa face sombre ?

Où il n'est pas une revendication d'émancipation qui ne soit renvoyée à son antithèse, le communautaire ? Où toute figure de la réussite ou de l'excellence est toujours renvoyée à son double délinquant ?

Tout le sens de l'engagement dans l'ASQ Bel Air et de la fusion même reposait sur le dépassement de cette dualité, sur l'insoumission à cette dualité, pour construire une réponse dialectique, dépasser le clivage imposé par la société entre l'innommable et l'acceptable pour au contraire rechercher une inscription collective dans la réalité sociale, dans les institutions, dépasser le clivage imposé en le prenant comme atteinte à l'identité, source même de l'indignation fondatrice de la génération.

Car c'est moins le fait même d'avoir exclu X qui était tragique que d'avoir été obligé de le révéler comme une justification. Car toute justification est pour une part au moins, une épreuve de reconnaissance. Et que les mots de cette reconnaissance ne puissent trouver d'autre voie que celle de la justification par la désignation du coupable au seul motif qu'il est la figure de l'exclu venait ruiner les bases de la posture des gens de l'ASQ Bel Air dans l'Entente, à leurs yeux mêmes.

Chacun avait ainsi compris l'importance de cet événement. Mais plus encore, chacun avait pris conscience que les autres avaient eux aussi compris. Personne cependant n'en fit un usage démonstratif, prenant soin au contraire de préserver la gravité de la situation, par respect pour ceux qui en étaient le plus affectés.

Nous étions désolés de la tournure des événements et l'avons fait comprendre. HM en particulier, avec lequel nous avions une relation suivie, s'est montré réceptif à nos regrets.

En ce moment et ceux qui suivirent, Il y eut paradoxalement une plus grande proximité entre nous et nos interlocuteurs de l'ASQ Bel Air, comme lorsqu'on partage une douleur ou un deuil. Nous sommes restés longtemps cote à cote en silence à regarder les matchs. Malgré nous, nous étions entrés au coeur des contradictions du projet de fusion dans la génération foot de l'ASQ Bel Air et peut-être que notre implication à travers l'affaire du sac a-t-elle même contribué au franchissement d'un seuil dans la conscience collective de ce groupe.

HM cependant, comme d'autres aussi, analysa cette situation au regard des autres éléments marquants de l'organisation du tournoi : la buvette, les conditions d'accueil des enfants, le désengagement des parents, formulant de facto un diagnostic défavorable quant aux effets de leur engagement dans la fusion : « *Trop de concessions mène au renoncement. C'est à ça qu'il faut réfléchir pour la suite* ».

La deuxième scène qui prit corps dans l'affaire du sac fut celle de la visite de la députée maire, qui était accompagnée d'un autre élu municipal.

D'un point de vue scénographique d'abord, la scène de la visite parle d'elle même. C'est en effet à la buvette que se sont d'abord rendus les élus, où ils ont passé l'essentiel du temps de leur visite.

Si l'adjoint a bien pris place dans la cérémonie finale de remise des prix, en revanche, la députée maire n'a pas franchie le seuil de la porte qui séparait le gymnase de la buvette. Elle est restée sur le seuil, poursuivant son palabre avec les anciens, consacrant la buvette comme le haut lieu du tournoi, au grand dam des animateurs.

Le profil de l'adjoint fit aussi réagir car contrairement aux usages, ce n'est pas l'adjoint aux sports mais un conseiller municipal issu de l'immigration maghrébine qui accompagnait la députée maire. Ne trouvant pas aisément de posture publique, celui-ci se consacra, dans le temps mort à la fin du tournoi, à jouer au ballon avec quelques gamins dans le gymnase même. Ce manège fut interprété par certains militants de l'ancienne ASQ Bel Air comme un message politique: *« on nous sort l'immigré de service qui vient faire le pitre parce qu'il n'a rien à dire. Le message est clair. Ils s'adresse à nous mais aussi aux anciens de l'Entente : vous êtes maintenant un Club d'immigrés »*.

Quant au contenu du palabre entre les élus et les piliers de la buvette, ce fut pour l'essentiel l'affaire du sac. L'affaire avait finit par occulter l'actualité du tournoi. *« Ha c'est vous l'affaire du sac »* nous dit-elle seulement lorsqu'on nous présenta à elle, poursuivant sur le ton de l'humour en commentaires sur les affres de l'action éducative.

Implicitement le coupable était désigné publiquement, en tout cas sa figure. Un animateur présent à cet instant de la rencontre tenta, après nous, de revenir sur le sujet sportif et associatif. Sans succès, n'obtenant en retour que cette assertion *« S'il y a des chercheurs ici c'est qu'il doit s'y passer des choses intéressantes, non ? »*

Cette consécration politique de la buvette et le sentiment manifeste de dégradation qu'elle suscita chez certains participants à l'organisation du tournoi ne resta cependant pas sans réponse.

En effet, au moment même de la remise des prix, on assista à un échange entre le speaker et un ancien manager du Club à qui le premier confia le micro pour animer la cérémonie finale.

Figure du foot sanpriot , artisan de la fusion de l'ASQ Bel Air et de l'Entente, et responsable respecté d'une maison de quartier durant plusieurs années, ce personnage au verbe éloquent disposait d'une légitimité remarquable dans tous les groupes présents, de sorte que son arrivée au micro fut saluée par la salle.

Valorisant les uns et les autres, mêlant gentillesses et félicitations à des propos sur le sens du tournoi, sur l'importance des relations entre Clubs et sur l'esprit dans lequel devait se faire ce type de rencontre, il se montra le véritable maître de cérémonie. Jouant de la familiarité ainsi acquise il s'adressa en ces termes à l'un des entraîneurs, au moment clé de l'appel pour la remise des coupes *«ha les équipes de ce Club ont bien joué. Vraiment bien et nous leur devons la qualité du tournoi. Tu devras les féliciter car dans l'état où tu étais tout à l'heure à la buvette, ce n'est pas à toi que tes équipes doivent leur succès !»*

Après un instant de suspens, le propos déclenche un fou rire dans la salle. Puis le speaker reprend, *« nous rions aujourd'hui, mais faut vraiment en rire ? Nous devons réfléchir à cela pour les prochaines fois. Je crois que c'est quelque chose de très important »*

Silence de quelques instants. Le message semble être passé. En tout cas pour certains, puisque la buvette et l'alcool seront sur beaucoup de lèvres à la fin de la cérémonie, comme une déception malgré la ferveur de la cérémonie finale.

Epilogue de l'affaire du sac et rebonds.

Deux jours après le tournoi, le sac a été retrouvé dans les jardins d'un immeuble à proximité du Gymnase. Seuls les boîtiers des téléphones portables avaient été chapardés, attestant que les auteurs du vol devaient bien être des enfants. Des enfants avertis cependant puisqu'ils n'avaient pas pris les téléphones proprement dits, ce qui selon la police s'explique par le fait que *« maintenant les téléphones sont tracés par leur numéro interne et que les voleurs ne peuvent plus en faire usage sans risques »*.

Nous avons convenus avec les principaux responsables de nous revoir au Club de l'Entente un samedi quelques semaines plus tard. Le jour convenu, nous étions présents au bar des canards, dans l'enceinte du Club. Mais aucun des responsables n'est venu.

Inquiets de ce rendez vous ostensiblement manqué, nous avons cherché à en connaître les raisons. L'affaire du sac semble-t-il n'en était pas la cause mais plutôt un défaut d'information. En réalité ce défaut d'information n'était pas fortuit. Il était la conséquence

d'autres événements survenus entre temps, qui avaient secoué le Club et sérieusement dégradé les relations entre ses différentes composantes.

Un événement en particulier marqua particulièrement les esprits et semble avoir été le franchissement d'un seuil dans l'éclatement des cadres de contention du malentendu analysés plus haut, dans le prolongement des divergences de posture apparues de manière manifeste dans l'organisation de la vie du Club, dans l'affaire du sac et plus généralement à l'occasion du tournoi.

Cette nouvelle affaire trouve son origine dans l'organisation d'une rencontre avec les familles comme il est d'usage dans le Club après le tournoi annuel. Ce sont les modalités d'organisation qui ont déclenché le problème. Les principaux dirigeants du Club, managers compris, ont en effet décidé d'organiser la rencontre en sélectionnant les participants, négligeant pour ce faire d'informer certains membres.

Deux catégories de membres ont été ainsi écartés : les piliers du bar et les adhérents réputés « barbus ». Ces deux catégories étant de facto désignées comme catégories honteuses. La découverte de cette discrimination et du procédé de décision occulte qui permit de la mettre en œuvre déclencha de vives réactions, les deux marges désignées faisant paradoxalement front commun. On en vint même presque aux mains. Le manager général, fut particulièrement mis en cause. Cette mise en cause consacra une rupture des cadres de contention du malentendu structurant de la fusion.

Certes chacun œuvra ensuite pour sauvegarder les apparences, puis pour tenter de restaurer un fonctionnement plus transparent. *« On a su dépasser le conflit. Il n'y a pas de blocage interpersonnel En réalité on a trop de choses en commun, de l'estime même, pour ne pas parvenir à s'entendre sur une façon de fonctionner »* observe un des animateurs de la relève, héritier de l'Entente.

Mais pour nombre de participants engagés dans le projet de fusion, notamment les leaders de l'ancienne ASQ Bel Air, la question de la bonne entente n'est plus suffisante. Les cadres de contention du malentendu comportent une dimension symbolique décisive et leur

désintégration se traduit par l'impossibilité qui leur est faite d'envisager une action positive dans le Club. « *Une fois la crise passée, il faut voir sur quoi on débouche. Si c'est de nouveau sur une logique d'arrangement, sans avancer sur les vrais enjeux ça va recommencer, on ne progressera pas* » explique ainsi HM.

Une telle marge de progrès est-elle possible sans un travail sur la mémoire du Club ? Il semble que non si l'on se place du point de vue des militants de l'ASQ Bel Air pour lesquels il s'agit avant tout de réussir une transition vers une naturalisation de leur engagement qui ne soit pas payée au prix d'un renoncement au sens.

A la rentrée de septembre 2007, une partie des porteurs du projet de fusion quittèrent le Club, préférant inscrire leurs enfants ailleurs. HM en particulier a inscrit ses enfants au Club de Manissieux, figure familière de l'ennemi idéal convoqué dans les débats de l'Entente pour faire sens commun. Pour autant ce départ ne fut pas massif, pas plus qu'il ne fut l'objet d'une consigne quelconque de la part des anciens *leaders*, comme si l'Entente était maintenant pour eux une étape dans un parcours d'écriture de mémoire toujours en cours ; et que dès lors il ne s'agit pas d'effacer mais de prolonger. L'Entente d'ailleurs, forte des solutions qu'elle a pu trouver à la crise du printemps, n'a pas perdu la nouvelle attractivité que lui avait conférée la fusion. Au contraire, le nombre d'enfants inscrits à la rentrée 2007 avait presque doublé, toutes origines confondues.

Chapitre 7 – Pratiques sociales de la laïcité et nouvelles classes moyennes

Carrière générationnelle et carrière de la localité

Des développements précédents, au-delà des contradictions et des écueils de l'hybridation des mémoires, on peut lire dans le travail de fusion des deux clubs de foot, l'accomplissement d'une réinscription de la mémoire du Club de quartier fondé par la génération d'ascendants immigrés des années 90 dans une mémoire populaire locale.

Non seulement elle échappe ainsi à la chronique des oubliettes de l'histoire indissociablement liée au culte de l'exploit comme seul cadre de reconnaissance du sportif immigré (nous y reviendrons), comme elle échappe aussi à l'accaparement de cette mémoire par l'action publique, mais elle ouvre aussi un nouveau champ de déploiement de la génération comme une transition vers une nouvelle étape dans sa carrière.

Je comprends ici le terme de carrière au sens de Becker, non seulement comme carrière d'individus mais aussi des milieux dans la longue durée du cours d'une action qui les implique mutuellement. En l'occurrence ici la génération foot des années 90, les milieux populaires de la ZUP et les pouvoirs public locaux.

D'une certaine manière, on pourrait entrevoir les indices d'une carrière de la localité dans le territoire en considérant ces deux termes au sens de Desrozières , pour qui *« on peut opposer, d'une part, le territoire, espace d'équivalence associé à une action institutionnelle nationale et susceptible d'être découpé, et, d'autre part, la localité, support d'une vie sociale, économique et politique aux composantes multiples, décrite du point de vue de ses habitants ou de ses responsables. »* Car au terme de la délibération qui a conduit à la fusion, c'est bien l'enjeu de soustraire le destin du club à l'administration du territoire pour l'inscrire au contraire du côté de la localité, dans sa transformation.

Pour HM et ses collègues, le véritable enjeu de la fusion c'est le dépassement de l'alternative entre l'oubli dans l'administration du territoire et le régime de la concession accordé à un groupe indigène. Dans les deux termes de cette alternative imposée, ce serait renoncer aux

visées de la lutte engagée par cette génération depuis près de 20 ans pour le droit de cité des héritiers de l'immigration comme participants de plein droit à la vie de la cité.

Pour HM en particulier, qui a porté la voix de sa génération sur la scène politique locale en s'employant à toujours en resituer l'expérience comme étant celle de la génération d'âges toutes conditions confondues, souscrire à cette alternative aurait impliqué un double renoncement. Non seulement cela aurait été accepter de se détacher de sa base pour reprendre des termes de militant politique. Mais cela aurait surtout été accepter de franchir la frontière qui sépare le rôle d'administrateur public du territoire et de ses populations, du rôle de représentant d'une expression citoyenne collective. Une frontière ténue mais qu'il est bien difficile de repasser en sens inverse.

Ce n'est donc pas une quelconque nostalgie qui est en question, mais bien plutôt la réinscription dans une localité plurielle de l'enjeu toujours actuel d'une lutte contre la discrimination et le racisme vécue dans l'univers sportif institué à l'origine de la fondation du Club ASQ Bel air.

S'il est un enjeu d'actualisation de la mémoire c'est bien celui-ci. Et c'est bien cet enjeu de partage du sens qui rend difficile le travail d'hybridation de la mémoire nécessaire, pour que le rapprochement avec l'autre Club ne soit pas une absorption. Une absorption simple renverrait à un registre de solidarité populaire absorbant les immigrés opprimés sur le registre de l'antiracisme et de l'universalisme socio-éducatif laïc du sport. C'est à dire un registre indifférent aux enjeux de l'autonomie comme moyen de lutte pour la reconnaissance, laquelle est toujours aussi un enjeu de transformation par l'affirmation sociale qui ne peut se satisfaire d'une dissolution dans une indifférence effective au critère d'origine ou d'appartenance (du type *all together is good*).

Car ici l'enjeu de la différence n'est pas ethnique mais civique au sens d'une communauté citoyenne de promotion des droits et des luttes que mènent des publics concernés par le non droit et non pas seulement l'enjeu d'acceptation d'hypothétiques distinctions sociales ou culturelles dans un substrat de pratiques communes.

Pour les acteurs historiques du Club de l'Entente, le dépassement d'un tel registre universaliste absorbant est difficile en raison du fait qu'il est un registre de sens commun pour ce monde socio-éducatif sportif qui accueille indifféremment les enfants et les encadrants de toutes origines et milieux socioculturel de la ZUP. Mais aussi parce que le déplacement d'une considération des *immigrés* comme victimes vers une considération comme acteurs d'une transformation sociale par laquelle ils se transforment eux-mêmes ne va pas de soi, ni dans les doctrines dominantes du sport amateur, ni dans l'expérience des classes populaires qui ont perdu la pratique de la dialectique classe/milieux socioculturels qui a travaillé les milieux syndicaux et politiques de la gauche ouvrière dans les années 60 et 70 dans son rapport aux immigrations de travail.

Rejet du régime de concession

Ce que ne semblent pas percevoir les anciens du Club de l'Entente c'est que pour la génération foot ASQ Bel Air, les pratiques d'arrangement dont l'omniprésence de l'alcool sous le regard des enfants et des parents est le symbole, que les anciens de l'Entente semblent afficher comme des pratiques insoumises, sont les indices d'une déconsidération des enfants et de leur famille, d'un renoncement aux exigences socio-éducatives minimales. Ces pratiques prennent d'autant plus d'importance que les militants de l'ASQ Bel Air interprètent comme des indices sérieux d'une politique de concession l'attitude condescendante des élus, leur désintérêt pour l'enjeu socioéducatif et les acteurs participants à l'effort du Club, leur affichage ostensible à la buvette et aussi l'absence d'exigence formulées de la part des dirigeants historiques de l'Entente à l'égard des élus.

Comme me le disait un élu au sport de cette ville, « *Une mairie ça se conserve par le sport, l'éducation et les personnels municipaux. Avec ces trois dossiers on consolide une base électorale. Le reste c'est le pugila politique ! Alors le sport, pas question d'en faire un sujet de débat, vous comprenez. On écoute mais on décide, et on tient les équilibres. Ce n'est pas une tâche facile vous savez, d'autant qu'on n'a pas entièrement la main* ». Tandis que le même jour, un autre élu, en charge de la politique de la ville et dépositaire à ce titre de toutes les remontées de terrain qui parvenaient à ces collègues, m'ouvrait son placard de bureau avec ces termes « *vous voyez, monsieur, c'est la boîte de pandore, plus de 1000 plaintes, dénonciations, lettres indignées et protestations en tout genre, en presque une année, contre la soi-disant complaisance de la Mairie avec les immigrés. Sans compter ce qu'on nous dit*

parfois directement et ce que rapportent les agents. Je ne reprends pas les raisonnements fous qu'on peut y trouver. Vous voyez, il faut faire avec ça. C'est la face sombre de la démocratie locale ! Et pourtant on fait le boulot, avec le sport de proximité, avec les maisons de quartiers, avec l'intégration d'élus issus des quartiers dans l'équipe municipale ».

A st Priest, l'existence de l'ASQ Bel Air a échappé à la maîtrise de la municipalité socialiste. Il est né de façon autonome, d'une population qui n'était pas une clientèle électorale, contrairement au Club de l'Entente qui est issue de sa base politique.

Décalage avec les politiques d'intégration par le sport

Mais d'une certaine manière, l'initiative des jeunes a été salubre pour la ville, car elle a déplacé le problème des discriminations hors des Clubs officiels. Elle les a dédouanés en quelque sorte. Et si la politique municipale des sports a pris en compte les attentes des populations des quartiers, c'est à travers la reproduction locale d'une doctrine de l'intégration par le sport pensée au niveau du Ministère et déclinée par l'Office Municipal des Sports, par le déploiement d'un solide dispositif de pratiques sportives de proximité dans les quartiers.

Ce dispositif de proximité s'inscrivait dans un cadre supplémentaire à un cadre standard que l'on peut décrire en quatre axes : 1 - Soutien aux clubs indépendants comme l'Entente, 2 - Fourniture de salles, équipements, et appui techniques aux associations qui proposent une large variété de pratiques sportives. Certaines de ses associations sont des associations dites communautaires comme on en trouve dans toutes les villes. Celles-ci ne visent pas l'intégration par le sport. Leur offre d'activité procède plutôt d'une dynamique de vie sociale autour de sports plus ou moins prisés par telle ou telle communautés, ce qui ne s'oppose en rien à leur participation à l'offre d'activité sportive associative ou publique locale. De la même façon qu'elles sont toujours présentes dans des challenges ou autres rencontres sportives traditionnellement conçues à l'aune des relations interculturelles, même si d'une manière ou d'une autre, elles sont depuis les années 80 indexées au registre de l'intégration. 3 – Soutien au sport scolaire. 4 - Investissement dans les clubs qui portent le blason de la ville et dont l'économie et la pédagogie sont orientées vers la sélection d'une élite de joueurs, notamment dans le foot.

Même si la ville a soutenu le Club ASQ Bel Air et son école de foot, ce soutien n'est jamais entré dans aucun de ses quatre registres d'intervention. De sorte que lorsque la force militante bénévole s'est affaiblie et que le Club a rencontré des difficultés, la lecture de cette expérience comme une expérience communautaire a repris le dessus pour une partie de la municipalité tandis que les services en charge de l'intégration par le sport de proximité considéraient qu'il devait revenir dans leur giron, certains observant que « l'autonomie finalement n'a pas fait ses preuves ».

Pour autant même si pour démarrer l'initiative, ASQ Bel Air se réapproprie les structures épuisées du club de l'Amicale des Algériens en Europe, elle ne relève ni d'un refus d'intégration ni d'une dynamique communautaire pas plus qu'elle ne se s'inscrit aux cadres de la politique de l'intégration par le sport mise en œuvre au début des années 90 en France. Et c'est avant que l'espace médiatique et politique ne s'enflamme autour de la France *Black Blanc Beur*, que l'AQ Bel Air voit le jour hébergée dans une maison de quartier comme alternative aux pratiques discriminatoires des clubs officiels.

Cela n'est pas non plus un hypothétique capital humain ¹⁷¹ spécifique au sens de l'explication quelque peu culturaliste que donne Gasparini aux carrières sportives des jeunes issus des immigrations (Fernandez à Vénissieux, Zidane et bien d'autres), qui s'exprime dans cette volonté d'affirmation sociale dans le sport. C'est bien plutôt les enjeux d'une lutte symbolique et pratique contre le racisme et la discrimination déniée par les acteurs du sport et la municipalité qui conduit cette génération à l'inscrire dans la perspective d'une éducation populaire laïque et émancipatrice qui a été son étayage civique dès l'adolescence. Et c'est dans cet esprit que leur confrontation à des pratiques discriminatoire et élitistes ne passe ni par le repli ni par la plainte, mais par l'autonomie. Et c'est cette découverte qui conduira les jeunes de cette génération à orienter son engagement collectif dans le sport comme un engagement dans la cité comme ils s'y engagent déjà à travers JASP, comme composante d'une génération d'âge, avec leur copains d'écoles, leur voisins, les associations et les professionnels et plus tard les élus qui en comprennent la signification.

¹⁷¹ Gasparini, William. « L'intégration par le sport. Genèse politique d'une croyance collective », *Sociétés contemporaines*, vol. 69, no. 1, 2008, pp. 7-23.

Voir aussi William Gasparini, « Les champions des cités », *Hommes & migrations*, 1285 | 2010, 108-123.

Dix ans après, le choix de ne pas rapatrier le Club ASQ Bel AIR dans le giron municipal et de se tourner vers le club de l'Entente n'a pas qu'un caractère symbolique. C'est la persistance du choix de l'autonomie. Mais il ne s'agit pas de jeunes gens en apprentissage de la vie ou en recherche de reconnaissance, tout au moins dans les termes des années 90. Ils ont maintenant de l'expérience, ils pensent l'avenir de leurs enfants et ils envisagent cet avenir en l'inscrivant toujours dans l'autonomie, avec une certaine radicalité même. Et il me semble qu'on peut tenter d'en saisir la dimension sociologique dans un autre registre d'analyse. Car il s'agit de tenir compte non seulement de leur expérience mais aussi de la transformation de la société locale. Celle-ci présente maintenant des marges d'action qu'ils peuvent saisir en tant que génération et la manière dont ils s'en saisissent peut leur permettre de prendre place dans la configuration socio-urbaine de la cité, en se considérant non plus comme surnuméraires mais comme une des clés d'articulation de l'architecture complexe de la localité toujours en train de se faire.

La question qui se pose alors est de mieux comprendre ce que cette génération est en train de faire ?

Emergence d'une nouvelle classe moyenne ?

Au regard des développements précédents il me semble que cette génération se comprend elle-même comme composante de la cité avec laquelle il faut compter pour son développement social, économique et politique.

Et il me semble que c'est analysant cette affirmation sous l'angle de la dynamique de recomposition des classes populaires et des classes moyennes locales que l'on pourra mieux percevoir ce qui se joue dans la fusion avec l'Entente et aussi dans le départ d'une partie des acteurs vers le Club de Manissieux, figure de l'ennemi idéal parce que club des *bourgeois* bien que ceux-ci soient dans ce cas de toutes origines.

C'est ainsi que je propose de mobiliser un cadre d'analyse classique de la recomposition des classes populaires et des classes moyennes en tenant compte, cependant, de la scène urbaine de cette recomposition et son histoire locale.

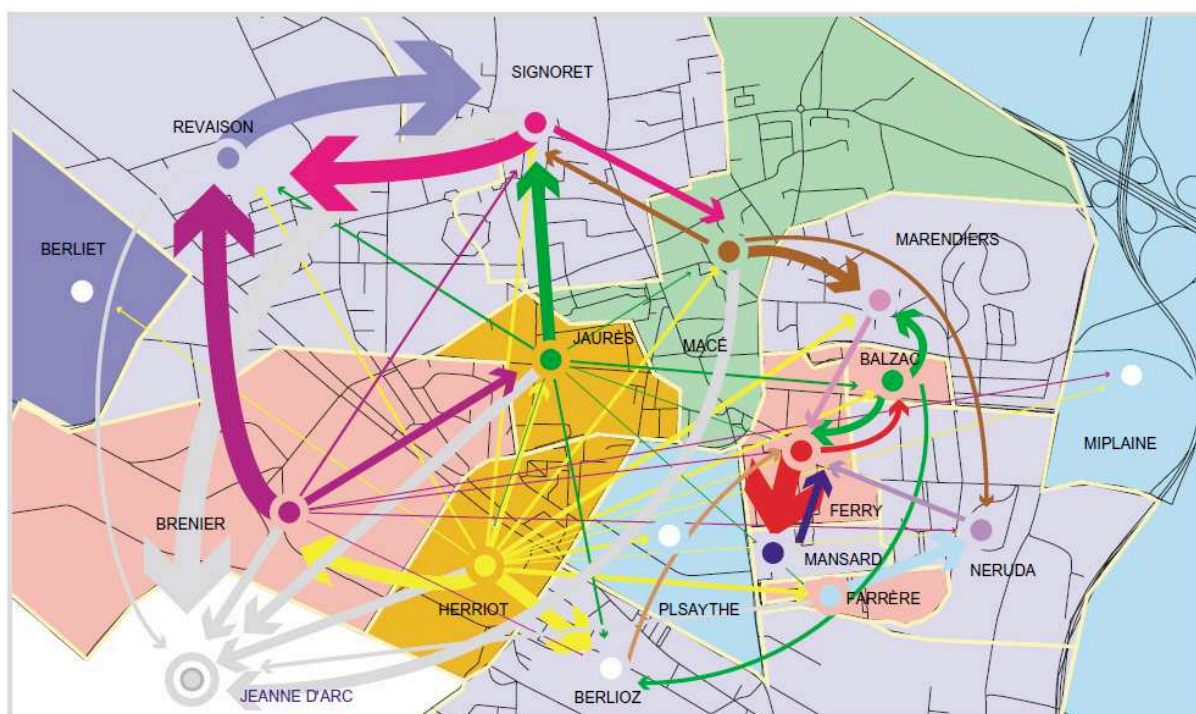
[Les Classes moyennes] n'auront pas ménagé leurs efforts ces dernières décennies pour fuir les quartiers populaires et les zones d'habitat social note Thierry Pech¹⁷². *De plus en plus sourdes aux appels à la mixité sociale, elles auront été des agents actifs de la ségrégation territoriale. Elles auront notamment sans cesse alimenté les stratégies résidentielles pour placer leurs enfants dans les meilleures écoles.*¹⁷³ *Et cependant elles semblent redouter de ne*

¹⁷² Thierry Pech. Deux cents ans de classes moyennes en France (1789-2010). Alternatives Economiques. L'Economie Politique n°049. 2011

¹⁷³ **Carte des dérogations scolaires en maternelle et primaire à St Priest**

H.Paris, A.Boubeker, M. Abi Samra. Diagnostic du développement social à St Priest. Cité Publique. 2002

Voir la suite de la note page suivante



- Un nombre important de dérogations : pour l'ensemble de Saint Priest, près de 900 élèves (soit plus de 20% de l'effectif scolaire) bénéficient d'une dérogation.
- Le nombre et la proportion des dérogations se répartissent de façon très inégale entre les périmètres et établissements scolaires
- Les **dérogations de sortie** se concentrent dans certains établissements : Elles représentent plus de 40% de l'effectif scolaire à Herriot et Jaurès, 30% à Macé, plus de 20% à Brenier, Ferry Balzac et Signoret. Ces dérogations représentent une faible proportion à Mi-Plaine (5%), Berlioz (6.7%), Berliet (9.7%), Marendiers et Sayte (10%)
- Les **dérogations d'entrée** représentent une forte proportion à Signoret (38%), Berliet (36%), Revaizon (30%), Marendiers (23%). Elles représentent une faible proportion à Herriot, Brenier, Farrère et Balzac (entre 6 et 13%)
- Il faut sans doute distinguer deux types de dérogations :

D'une part, des dérogations essentiellement motivées par des contraintes liées à la distance-proximité des établissements par rapport au domicile ou au lieu de travail des parents. Tel est probablement le cas d'une grande partie du mouvement que l'on observe de Herriot (essentiellement du quartier Bellevue) vers Brenier qui se trouve au sud-est du périmètre scolaire.

plus pouvoir ne serait-ce que se reproduire à l'identique. Comme par le passé, elles pourraient bientôt épouser de concert la haine du marché et la méfiance à l'égard des classes populaires, les demandes de protection par l'Etat et le procès de ceux qui abusent de ses subsides. Le populisme n'est pas toujours le fait du petit peuple...

Et comme un spectre ne revient jamais seul, c'est la fatalité des rapports de production que l'on retrouve enfin. Le capitalisme contemporain est transformé par les nouvelles technologies, qui suppriment d'abord des emplois dans les étages intermédiaires du système productif. Dans l'entreprise, les petits cadres et les professions intermédiaires sont directement menacés. C'est notamment la thèse soutenue par Jean-Marc Vittori [2009] : sous la pression des technologies de l'information et de la communication (TIC), la société va prendre la forme d'un sablier, creusée et évidée en son centre et formidablement élargie à sa base », alors qu'elle était au contraire représentée à la fin des années 70 par la forme d'une toupie, gonflées en son centre et rétrécie au sommet (les riches) et à la base (les pauvres).

D'autre part, des dérogations fondées essentiellement sur des stratégies d'évitement de certains établissements et de recherche d'inscription dans des établissements bénéficiant d'une meilleure "réputation" et/ou ayant un public socialement plus élevé.

- L'analyse de mouvements d'un périmètre scolaire à un autre et des soldes de dérogation dans les établissements montre l'importance des stratégies d'évitement. Le solde de dérogation entrants/sortants est en effet fortement en lien avec la différenciation sociale de l'espace urbain: les écoles des quartiers résidentiels au nord de l'axe Jean Jaurès, ainsi que Neruda, Mansard et Berlioz gagnent des élèves au détriment des écoles du sud, en particulier celles dont le périmètre inclut les zones d'habitat social.

- Cependant, ces stratégies d'évitement et de fuite participent de la construction des mouvements en succession et dessinent ainsi trois types de territoires : des **territoires de fuite et d'évitement**, **territoires de succession** de populations scolaires, et des **territoires de destination** fortement prisés.

- Les territoires de fuite et d'évitement, où l'on n'enregistre que des mouvements de départ vers d'autres établissements.

Tel est l'exemple type de Herriot et de Brenier à partir desquels on observe des mouvements de départ en direction de tous les autres établissements, notamment sur les périmètres de proximité.

- Les territoires de succession où parallèlement à l'arrivée d'un important nombre d'élèves de périmètres scolaires moins "quotés", un mouvement de fuite se dessine vers des établissements de "meilleure réputation" et vers le privé.

C'est en particulier le cas de Jaurès et dans une moindre mesure de Macé.

- Les territoires de destination fortement prisés. Où l'on enregistre beaucoup d'arrivées et peu de fuites.

Cet " effet sablier " est la conséquence d'une désintermédiation généralisée. Où l'on disait " machine ", il faut dire simplement " technologies "; où l'on disait " concentration de l'industrie ", on dit désormais " financiarisation de l'économie ". Mais le phénomène de fond est le même et il conduit à mettre face à face, au bout du compte, deux grandes catégories : les riches et les pauvres. Bref, le nouveau capitalisme rétrécit l'espace de subsistance des classes moyennes ».

Mais comme le note aussi cet auteur, « Il est toutefois délicat d'affirmer de manière aussi tranchée que la position relative des classes moyennes dans la stratification sociale se dégrade. De même, il n'est pas sûr que l'angoisse du déclassement intergénérationnel se concrétise dans les faits. Sur ce point, il y a débat : si la mobilité sociale ralentit, elle demeure plutôt ascendante. Le problème est que les jeunes doivent attendre plus longtemps et affronter des parcours d'insertion plus longs, plus chaotiques et plus pénibles. »

Si une définition socioéconomique des classes peut rendre compte des effets de forme de la distribution des individus dans les statuts sociaux et les rôles, elle ne saurait rendre compte des dynamiques sociales qui prennent corps dans ces transformations. L'homo-urbain ne se résout pas dans l'homo-economicus. La ville conditionne les dynamiques sociales tout autant qu'elle est façonnée par elles, entre alliance et conflit, dans la confrontation des classes et des groupes sociaux pour leur survie et/ou dans leur lutte pour construire leur monde et accéder dans ce but aux lieux du pouvoir directeur de la cité. C'est-à-dire les municipalités mais aussi les instances de décision de l'agglomération devenue le lieu où tout, in fine, se décide en matière de programmation de la ville. Comme me le dira un jeune élu de la municipalité de Vaulx en Velin, militant associatif « issus de l'immigration », *« Avec le passage du Grand Lyon au statut de Métropole, les élus de cette superstructure vont être désignés par le suffrage universel. Tout se joue maintenant sur le découpage électoral. Et là on voit clairement ce qui se joue : noyer les banlieues de grands ensembles, là où sont les immigrés, dans un périmètre qui inclut plusieurs villes de la banlieue résidentielle »*

Après la fuite loin des quartiers, le reflux des classes moyennes

Dans un curieux retournement de l'histoire, le flux de l'échappée des classes moyennes hors des quartiers populaires se fait maintenant reflux et prend la forme d'une compétition pour l'espace résidentiel, en raison du fait que ces classes fragilisées et en même temps en

croissance démographique, ne parviennent plus à concourir dans la compétition pour le logement dans les centre ville.

Les terrains vierges de la banlieue, les quartiers enclavés dans le péricentre des agglomérations (Villeurbanne à coté de Lyon par exemple) deviennent l'enjeu de restructurations des quartiers populaires sous la houlette de l'action publique, au nom de la mixité ou non, ou bien sous la pression des opérateurs immobiliers qui cherchent à conquérir des terrains à construire pour caler leur profits sur la satisfaction de la demande des nouvelles classes moyennes, au point parfois de s'en faire les porte-parole auprès des édiles locaux.

Les nouvelles classes moyennes sont maintenant l'objet de toutes les attentions des édiles locaux, eux-mêmes figures des anciennes classes moyennes, qui pensent qu'en aménageant une ville façonnée à la cote des nouveaux, elles assureront leur longévité politique et celle de leur héritiers. Les terrains vierges ou les anciennes zones industrielles de la banlieue font ainsi l'objet *d'opération structurantes*, comme au « Carré de Soie » à Vaulx en Velin, mixant zones d'affaires et zones d'habitat résidentiel, à coté des banlieues mais bien distinctes, dans des anciens espaces sombres et chaotiques maintenant promus à la lumière et à l'alignement Hight Tech.

L'histoire de Saint Priest est symptomatique de cette dynamique de flux et reflux d'une classe moyenne reconfigurée, qui dans le reflux vers la banlieue s'y inscrit sans histoire locale et qui est peu disposée à cohabiter avec les populations immigrées restées là. Dans ce cas, la compétition se joue sur les terres vierges du chaos périurbain, convoitées à la fois comme opportunités pour de nouveaux espaces résidentiels et comme territoires spécialisés dans la distribution programmée des fonctions organiques de l'agglomération en expansion. Outre ses zones commerciales, Saint Priest devient aussi pôle logistique et scientifique tandis que les quartiers résidentiels de classe intermédiaire s'agglutinent peu à peu dans les vides de cette banlieue patchwork et que les terrains à construire alentours pour des quartiers de villas voient leurs prix s'envoler.

Lors d'un séminaire de travail que nous avons organisé avec les élus de ville de St Priest en 2003 sur le projet urbain et le développement social, cet enjeu était clairement pointé. Le tramway allait prochainement relier cette commune excentrée à l'agglomération. Les anciennes cités ouvrières du centre ville délaissées par les classes moyennes ascendantes des milieux ouvriers des années 70 étaient maintenant habitées par des familles immigrées. Classées comme *copropriétés sociales dégradées* dans le langage programmatique de la politique de la ville, la question se posait de les démolir pour parvenir enfin à construire un

véritable centre ville en profitant de l'aubaine d'une forte demande résidentielle des nouvelles classes moyennes de l'agglomération. Le débat s'est cristallisé sur l'enjeu de la maîtrise foncière publique. La ville devait-elle préempter les terrains qui se libéraient pour y construire de nouveaux HLM en même temps qu'elle accueillerait de nouvelles populations plus aisées, ou devrait-elle faire de Saint Priest une nouvelle ville portée par le dynamisme de l'expansion urbaine en laissant libre cours au marché et aux visées programmatiques des technocraties territoriales de l'Agglomération et de l'Etat ? Une partie des élus penchaient « politiquement » pour la version d'une mixité urbaine plus compatible avec leur base politique historique. Mais qu'était devenue cette base ? Depuis deux mandats déjà la gauche ne parvenait plus à constituer des listes avec des natifs de la ville. Le conseil était majoritairement constitué de personnes arrivées à Saint Priest par leurs métiers publics, conseillers d'orientation, enseignants, techniciens dans les dispositifs d'insertion ou la politique de la ville. Seuls quelques élus communistes et deux ou trois héritiers de familles du bourg présentaient un ancrage politique dans une des composantes sociologiques de la ville. In fine c'est le maire qui incarnait véritablement un tel ancrage. Le front national ne cessait d'accroître ses scores et la droite locale trouvait l'appui des forces des partis qui voyaient dans la conquête de cette ville un enjeu pour la maîtrise de l'agglomération.

La majorité de gauche portée par le parti socialiste finit par opter pour cette échelle d'enjeu. L'ancien Maire n'allait pas se représenter et le parti socialiste avait « parachuté » une figure politique lyonnaise, déjà députée, pour lui succéder. La visée politique était celle de consolider le poids du parti socialiste dans l'agglomération quitte à faire alliance, comme l'avait déjà fait le Maire de Lyon, président de l'agglomération du grand Lyon, avec les forces politiques des classes moyennes et les milieux d'affaire *modérés* lyonnais, dont l'emprise sur la cité était menacée par la radicalisation des clivages politiques sur l'immigration, la sélectivité toujours accrue du centre ville de Lyon, et les effets de la crise économique.

Si le débat a bien eu lieu sur le destin de la ville de Saint Priest au cours de séminaire, c'est finalement le mirage d'une reconquête des classes moyennes à travers les nouveaux arrivants qui a emporté la décision. Dans le mandat suivant, la copropriété *sociale* des Alpes a bien été détruite. Le centre ville a été réaménagé autour de l'axe de desserte du tram. De nombreux programmes immobiliers de taille moyenne ont été engagés par le secteur privé et seulement quelques uns par des offices HLM, en opération mixte.

La Municipalité de gauche a fini par perdre aux élections suivantes face à la pression très structurée de la droite locale appuyée par les appareils de partis en conquête de

l'agglomération ; et par un recours sans complexe aux thématiques de l'immigration pour rogner sur les terres électorales du front national.

Mais pour saisir les ressorts de cette histoire politique en lien avec le reflux des classes moyennes vers la banlieue, il faut aussi en discuter la dimension locale, du point de vue des anciennes classes moyennes et de leur rapport avec les populations immigrées. (Soulignons que sur ce dernier aspect, la situation de Saint Priest est bien différente de celle de Saint Fons dont nous avons vu plus haut que les quartiers de peuplement immigré étaient des enclaves).

Ici, d'un village de campagne à proximité de grandes usines, avec ses paysans et quelques citées ouvrières, à l'écart de ville-centre, la commune est passée au cours des années 70 à une cité hétérogène de 45000 habitants, ville sans forme composée du bourg, d'une ZUP de 12000 habitants qui a accueilli des populations ouvrières d'origines nationales variées mixant agents des services publics logistiques (Equipe très souvent) ou de services municipaux et salariés des grandes entreprises alentours (Renault Véhicule Industriel notamment) en même temps que les familles des bidons-ville immigrés. Deux composantes auxquelles s'ajoutent plusieurs quartiers HLM de taille moyenne dispersés, d'anciennes citées ouvrières en copropriété et des immeubles plus résidentiels pour des classes intermédiaires ainsi que des quartiers de villas.

L'alliance des milieux syndicalistes et des classes intermédiaires avec la composante laïque et de gauche des milieux modestes et commerçants du bourg et des premières citées ouvrières, a marqué l'histoire sociale et politique locale peu à peu confrontée à la fuite des milieux ouvriers les plus nantis et à la résidentialisation dans des villas, à la dispersion des jeunes générations non maghrébines et à l'introduction progressive d'enclosures urbaines symboliques et matérielles (barrières entourant les copropriétés résidentielles, privatisation et transformation en impasse des dessertes des quartiers de villas...).

Si la quasi impossibilité de trouver du logement ailleurs explique, comme à St Fons, l'installation durable de familles immigrées, contribuant à un *effet de localité*, cet effet est aussi, dans le cas de St Priest, le résultat d'une politique assidue de sélection des attributions de logement par l'office HLM resté sous contrôle municipal jusqu'aux années 2000. Cet office sous contrôle gère le peuplement de la ZUP de bel Air en privilégiant de manière quasi explicite les ménages qui pouvaient faire état d'un lien avec une famille sanpriote, tout en entretenant par le jeu de quotas réservataires, une distinction entre le quartier bel Air 3 de

la ZUP attribué prioritairement aux agents de service publics et les quartiers Bel Air 1 et Bel Air 2 aux autres statuts.

La laïcité au cœur d'une alliance entre classe moyenne et classes populaires traditionnelles

Si j'ai souligné ici la dimension laïque comme un marqueur de l'alliance entre des milieux ancrés de longue date à St Priest avec les nouveaux arrivants de la classe ouvrière des années 70 et les classes intermédiaires employées dans la ville en croissance, c'est non seulement parce que cette dimension nous donne une clé de lecture de la dynamique de recomposition des classes moyennes et populaires à Saint Priest, mais aussi parce qu'on retrouve les traces de cette même référence laïque ailleurs, dans les périphéries de la ville centre lorsque les bourgs et faubourg périphériques s'urbanisent massivement, comme étant au cœur des alliances entre franges laïques des milieux héritiers d'anciennes familles locales, milieux ouvriers et milieux socioprofessionnels fonctionnaires ou associatifs implantés là parce qu'ils y ont été mutés ou y ont été recrutés.

Si ce marqueur ne recoupe pas entièrement une distinction entre milieu modeste et milieu bourgeois pré-ancrés dans la localité, puisqu'on trouve des « bourgeois » laïcs dans ces alliances, il me semble cependant qu'il renvoie, à cette époque, à la fois à un rejet du notabilisme local conservateur et à une attache philosophique qui s'affirme dans une conception émancipatrice de l'éducation publique et de l'éducation populaire notamment. Ceci non seulement comme un héritage des mouvements laïcs historiques mais aussi comme une perspective de renouvellement des cadres de la modernité et de la démocratie qui porte la gauche au pouvoir au début des années 80.

Cet avènement de la gauche reposait en effet, au moins pour une part, sur une alliance entre les classes populaires ouvrières et une part des classes moyennes ascendantes, la part salariée notamment, mais aussi une part commerçante et artisanale non seulement contrariée par les hiérarchies notabiliaires locales mais aussi sensible à une philosophie de l'émancipation républicaine laïque qui trouve son fondement dans l'éducation.

Une logique généralement reconnue comme déterminante de l'alliance qui a marquée les années 60 et 70 est que les classes moyennes salariées doivent leur ascension à la fois au

succès des luttes sociales des classes populaires et à la démocratisation de l'éducation à la culture par l'école et les mouvements d'éducation populaire, à l'abri des notabilismes locaux et des appareils éducatifs religieux ; et qu'en retour des bénéfices de ces luttes sociales, les classes moyennes mobilisaient leur capacité de mobilisation de ressource pour accompagner l'émancipation des classes populaires. La démocratisation de l'éducation dans la laïcité républicaine constitue dans ce mouvement non seulement un ferment philosophique mais une espérance dans le progrès qui marqueront en quelque sorte la signature des classes moyennes salariées, les distinguant, même si cette distinction est sans doute un peu forcée, des classes moyennes « indépendantes », ce terme renvoyant à des catégories socioprofessionnelles non salariées, professions libérales, artisans et commerçants, chef de petites entreprises...

Mais l'on peut aussi remarquer que cette lecture générale se décline différemment selon les configurations socio-urbaines où les rapports sociaux établis et leur tensions internes aux localités trouveront plus ou moins à s'exprimer, entre transition générationnelle et réinterprétation des héritages locaux, dans le vaste mouvement de reconfiguration des rapports de classe auquel aboutit la période des trente glorieuses. Et l'une des déclinaisons locales de cette reconfiguration, plus visible à Saint Priest qu'ailleurs en raison de sa spécificité socio-urbaine, réside dans le fait que les tensions propres aux mondes clos et conservateurs des bourgs et des faubourgs, en particulier les antagonismes notables/petites gens, se reconfigureront par un clivage interne entre d'une part, les milieux locaux qui feront alliance avec les classes ouvrières en conflit pour leurs droits et l'amélioration de leur condition d'existence et d'autre part, d'autres milieux repliés sur la nostalgie de leur prérogatives d'anciens et/ou en quête de restauration des avantages perdus avec la mise à l'écart des hiérarchies notabiliaires.

La persistance de ces clivages internes aux « mondes d'avant » qui renvoient aussi à des mémoires distinguées, sera au cœur des enjeux de recomposition 30 ans plus tard, lorsque le reflux de nouvelles classes moyennes vers la banlieue sera l'occasion d'une compétition de ces anciens milieux eux-mêmes transformés, entre les franges conservatrices des anciens milieux locaux ralliés à la cause libérale conservatrice et les franges laïques et *socialisantes* qui avaient pris les villes mais dont la part la plus importante de leur alliés dans les classes populaires salariées avaient fini par fuir la banlieue et ses immigrés.

Ainsi, le Maire socialiste de Saint Priest des années 90, sur lequel reposait l'alliance classe ouvrière-classe moyenne importée et milieux laïc du bourg, était-il un commerçant, héritant de son père l'officine BOF (Beur Œuf Fromage) implantée dans le Bourg.

BOF était le sigle d'un réseau d'un réseau de petit commerce qui évoque l'histoire des petits commerçants et artisans, et singulièrement celle du CIDUNATI, organisation radicalement poujadiste anti-fiscaliste avec laquelle le maire était naturellement en opposition complète même s'il s'attachera tout au long de ses mandats à cultiver son héritage commerçant.

Ce même type d'alliance se noue aussi à Saint Fons, où le Maire socialiste qui accède aux affaires à cette époque est lui aussi laïc affirmé, commerçant local, pharmacien, héritier de son père *bourgeois* local lui-même pharmacien. L'histoire politique de St Fons sera d'autant plus marquée par cet attachement laïc que cette ville sera l'un des points d'appui d'un courant du parti socialiste faisant de la laïcité un dogme. Cette filiation conduira la Municipalité à faire de l'action éducative le cadre d'investissement quasi exclusif - même si à certaines époques il a pu être exploratoire - des relations avec la jeunesse, dans l'école comme dans les dispositifs d'animation sociale, clôturant toute autre cadre d'expression émanant des quartiers populaires de l'immigration contenues tant bien que mal dans leurs enclaves.

Dans ces deux cas, on peut lire la perte des municipalités dans les années 2010 comme étant pour une part le retour, sur fond de crispation sur le thème de l'immigration, des milieux des classes moyennes dépossédés de leur emprise sur le destin de leur ville par cette alliance laïque trans-milieux ouvriers et une part des familles anciennes des bourgs.

De ce point de vue le dogmatisme laïciste de St Fons, son mode de gestion des quartiers enclavés et son acharnement à ne laisser s'exprimer aucune initiative civique associative qui en émanerait au contraire de ce qui s'est passé même de manière laborieuse à Saint Priest, s'est payé par la mobilisation des jeunes générations contre la municipalité socialiste, concrétisée par une alliance électorale des militants de l'association Interface avec la liste de droite qui a emporté le scrutin. L'alliance n'a cependant pas duré. Mais ce qu'il faut souligner ici c'est que la liste de la droite a été portée par les milieux notables et commerçants locaux héritiers d'anciennes familles Saint-Foniarde, le Maire gagnant étant une figure de cette revanche travaillée au long cours depuis la fin des années 80.

On trouve le même type de mobilisation des anciens milieux locaux évincés au début des années 80 dans la liste de droite radicale qui a emporté le scrutin de Saint Priest à la même époque, contre la députée-maire titulaire socialiste du mandat précédant, considérée comme *parachutée* sur la ville par l'appareil du parti socialiste. Cependant dans ce cas, contrairement à saint Fons, les militants de la *génération Jasp recomposée et élargie* dans le groupe « la voix des sanpriots » a soutenu la liste de gauche, bien qu'avec un entrain limité, tandis que l'enjeu de « faire tomber » St Priest en raison de sa position devenue stratégique dans l'expansion de l'agglomération a mobilisé l'appui des appareils politiques de la droite en appui aux figures locales de la revanche.

On retrouve la trace de cette *alliance laïque* et son attachement aux enjeux éducatifs et socio-éducatif dans d'autres villes plus périphériques encore que ne l'est Saint Priest. C'est le cas à Brignais par exemple, au Sud de Lyon, qui comprend deux quartiers d'habitat social à forte composante de population immigrée maghrébine, là aussi enclavés dans la commune. Lors d'une étude à laquelle j'ai participé en 2005, commanditée par la Municipalité (UMP) et la CAF, visant à réaliser un diagnostic préalable à l'instauration du programme éducatif local, les responsables municipaux et les élus concernés ont commencé par faire état du conflit permanent entre les nombreuses associations éducatives, culturelles, socio éducatives et sportives autour de l'usage des équipements et des moyens mis à disposition de la ville, suggérant qu'on en pourrait résoudre le déploiement de l'action éducative dans les deux quartiers « prioritaires » que si l'on pouvait trouver un cadre de projet permettant de dépasser ce conflit chronique.

Nous avons alors proposé à l'ensemble des associations de participer à une enquête collaborative. Au cours du processus de travail, l'ensemble des associations participantes a considéré qu'il pouvait être utile de dresser une cartographie des lieux de résidence des publics pris en charge par chaque association, par tranches d'âge, sexe, type d'activité et tarif, afin de parvenir à un cadre d'entente plus en phase avec les besoins des publics. Ce devait être aussi l'occasion d'associer les jeunes associations qui tentaient de proposer des activités dans les deux quartiers « prioritaires » avec des fonds de la politique de la ville tout en étant tenues en marge des ressources et équipements de la municipalité et des cadres intercommunaux.

Les associations jouèrent le jeu et l'on dressa une cartographie des fréquentations. Celle-ci fit apparaître que l'ancrage des « clientèles » des associations partitionnait la ville selon l'affiliation des associations à des fédérations laïques et d'obédience chrétienne ou « indépendantes » et que les conflits d'usages des ressources traduisaient presque à la lettre cette partition qui par ailleurs laissait pour compte les deux quartiers « prioritaires ». Cette partition révélait aussi qu'elle ne se superposait pas directement à une partition socioprofessionnelle de la ville. Les deux *familles* d'associations avaient des adhérents de toutes les conditions sociales.

Ce qui apparaissait le plus marquant dans la structure urbaine de cette partition était les différents types de processus d'urbanisation et d'installation au fil de l'extension de l'habitat autour du bourg à différentes époques, où se mêlaient des programmes d'habitat collectifs, des quartiers de villas, des réhabilitations et des immeubles résidentiels, tous investis par des ménages héritiers des familles du bourg mêlés à de nouvelles populations. Les associations qui s'y implantaient, par des locaux ou par leurs activités, étaient généralement portées par des personnes issues de familles anciennes du bourg selon leur attachement laïc ou chrétien et cela dans différentes couches sociales. L'une ou l'autre des affiliations avait pris peu à peu le pas sur l'autre dans les différents quartiers. Selon les hypothèses formulées par les participants, ce marquage des quartiers par les associations pouvait provenir en partie en raison de proximité d'état d'esprit des premiers participants avec les responsables associatifs, et/ou du dynamisme de ces derniers. En conclure que cela traduisait un clivage en fonction de valeurs de références n'allait pas de soi. Cela en raison du fait que les associations *chrétiennes* avaient depuis longtemps développé des pratiques pédagogiques professionnelles semblables à celles des associations laïques (même diplômes des animateurs, même tutelle de jeunesse et sport ou de la CAF, ...), et qu'elles s'étaient depuis longtemps ouvertes, avec plus ou moins de succès à tous les milieux sociaux.

Personne n'osa non plus attribuer ce marquage au fait que l'implantation avait pu avoir une visée prosélyte et encore moins que le prosélytisme ait pu avoir un tel effet, ni au fait que les pratiques collectives aboutissent spontanément à un partage des valeurs de référence.

Cependant, la carte n'étonna pas vraiment tant elle était déjà intériorisée par les acteurs associatifs comme reflétant des partitions supposées réelles des valeurs de référence des

populations des quartiers d'implantation et semblait refléter pour la plupart des participants, la carte des affinités électorales.

C'est le non sens d'une telle partition du point de vue éducatif qui a retenu l'attention. La partition était si marquante que le groupe de travail décida d'en faire état aux élus, majorité et opposition réunis, pour travailler avec eux les cadres du projet éducatif local qui pourrait permettre de dépasser cette situation qui non seulement laissait des populations à l'écart, celles des deux quartiers prioritaires en particulier, mais qui constituait aussi un clivage sans signification pour les enfants et contreproductif du point de vue de l'utilisation des ressources et équipements publics. C'est ainsi que le conseil municipal se réunit deux fois en séance spéciale avec les associations pour tenter de fixer les cadres d'une politique publique locale de l'enfance-jeunesse digne de ce nom, c'est-à-dire dans la perspective publique d'une laïcité accueillant une pluralité de milieux et de perspective sans reproduire la partition, c'est-à-dire une politique qui seule pourrait justifier une demande d'agrément à la CAF.¹⁷⁴

Cependant, à travers cet exemple on peut percevoir l'importance des marquages que portent les figures de l'action associative dans l'interprétation que peuvent faire les forces en compétition dans les élections : les forces associatives sont en effet généralement engagées de façon partisane dans les moments électoraux, mais elles sont surtout souvent l'une des sources principales de l'information des édiles sur *l'état de la commune*.

¹⁷⁴ L'étude en question était conduite par le bureau d'étude Co-Cité animé par Nathalie Lauriac. J'y avais été associé en raison de mon expérience et parce que j'avais proposé une méthodologie d'enquête collaborative utilisant la cartographie pour analyser les enjeux socio-urbains de la politique socio-éducative. Après que la proposition du bureau d'étude Co-Cité a été retenue par la commission d'appel d'offre, un premier rendez-vous a été organisé avec la directrice des services de la ville et la chargée de mission enfance – jeunesse. Cependant avant que ne se tienne cette réunion technique, le Maire a tenu à nous rencontrer. Il nous alors expliqué qu'il avait insisté pour que notre offre soit retenue parmi d'autres de bon niveau, en raison du fait que nous avions travaillé dans un large éventail de villes de gauche sans être pour autant être une « extension bureau d'étude » d'une fédération d'association, ce qui est assez fréquent dans la thématique éducative. Il lui semblait que nous pouvions *importer* dans cette ville ce qui s'y faisait de meilleure dans la gauche en matière de politique publique communale. Chef d'entreprise issue d'une famille de notables de la ville et réputé manager moderne, libéral et conservateur, ce maire prenait la suite d'une autre du même bord politique à la personnalité exclusive qui avait laissé un terrain vierge sur cette question. Ce dernier avait préféré déléguer l'animation en direction des publics laissés en marge par les associations locales tout occupées à leur compétition, à une fédération d'éducation populaire laïque clairement marquée à gauche, dans le seul souci de ne pas être taxé de partisanisme, mais sans pour autant aborder le problème de fond. De ce fait, la CAF se montrait réticente à financer l'action de la municipalité.

Reconfiguration du réseau de significations

Pour revenir au cas de St Priest, il me semble que la *génération JASP élargie* investit le vide laissé par le flux de fuite des classes populaires en train de devenir des classes moyennes et le renoncement de classes moyennes hors sol, importées là par leur emploi, qui ont fini par administrer la ville dans les dernières années, pour réinvestir ce vide d'un nouveau sens.

La frange la plus qualifiée et expérimentée de la génération joue pour cela de sa relative ascension sociale pour consolider à la fois son propre milieu, sa relation au milieu social avec lequel elle a partagé une expérience de la ZUP et de la disqualification sociale (les héritiers des milieux populaires ouvriers restés sur la zup représentés ici par les porteurs du Club de l'Entente), et les segments de classes moyennes locales de leur génération confrontés comme eux à la perte d'efficacité des diplômes pour construire une insertion réussie, à la servicialisation de l'économie qui fragilise les statuts et les rôles sociaux et tire vers le bas une part des nouvelles classes moyennes salariées.

Ce faisant, il semble bien que la *génération JASP élargie* se préparait déjà à établir une relation fructueuse avec le reflux des nouvelles classes moyennes qui commençaient à s'installer alentour dans la ville, et qui déjà semblaient se mêler aux milieux qui fréquentaient le Club de Manissieux.

Primauté de la solidarité in vivo avec les classes populaires

En ce sens, réinscrite dans l'histoire locale et non pas lue avec les catégories d'analyse d'une supposée *politique d'intégration*, l'histoire de la fusion du Club procèderait d'une transformation sociale de la *communauté de condition immigrée* dans la prise de participation générationnelle à la recomposition des rapports entre classes moyennes et classes populaires.

L'exigence éducative et le refus des arrangements observés à propos du Club de foot procèderaient alors tout autant de deux logiques agissant de manière concomitante. D'une part, une logique de réinvention pragmatique d'une philosophie sociale basée sur les vertus progressistes de l'éducation et la culture, sur l'autonomie reconnue et la laïcité plurielle des domaines de pratique socioéducative. D'autre part, d'une logique de rejet radical du régime de concession indigène dans lequel sont tenus les milieux populaires de l'immigration lorsqu'ils

tendent de s'affirmer dans la cité et d'échapper à une assimilation illusoire, laquelle ne se réalise que par extraction arbitraire, aléatoire, tout au contraire du mérite ou de l'ascension sociale par la compétence dans des statuts et des rôles valorisés. Cette logique d'extraction arbitraire entrant clairement en contradiction avec la croyance propre aux classes moyennes, en la démocratisation de l'éducation mixée d'une dose de mérite comme facteur d'ascension sociale.

Il me semble que l'on retrouve ce type de carrière collective dans toutes les villes qui laissent une part d'ouverture à l'expression autonome jeunes générations des classes populaires des milieux de l'immigration. Saint Priest se distingueraient par sa plus grande ouverture à ce type de déploiement du fait de sa configuration socio-urbaine tenue un temps à distance de l'agglomération et en même temps beaucoup plus composite que ne le sont les banlieues de grands ensembles ou à l'opposé, les faubourgs dans lesquels les quartiers immigrés sont tenus pour des enclaves.

A Vaulx en Velin, par exemple, la récente alliance d'un panel de composantes politiques réunies autour du parti socialiste avec un groupes d'élus issus d'initiatives militantes et associatives des générations 90 de l'immigration et de plus jeunes entraînés dans leur sillage, procède, me semble-il de la même dynamique.

Tension entre engagement dans la localité et un militantisme de mouvement

Mais ce type de positionnement ne va pas sans poser de problème avec d'autres composantes de cette génération de militants des luttes de l'immigration. Dans certaines villes de grands ensembles marquées par les vifs conflits urbains entre les jeunes générations et les institutions qui ont été le ferment d'autres formes de prise de conscience et de lutte. Ces lignées d'engagement dans la localité se confrontent ainsi à d'autres composantes qui abordent les enjeux municipaux par le conflit avec les forces qui occupent les sièges d'élus, quelles qu'elles soient, en considérant la municipalité comme une institution problématique qu'il faut prendre pour changer réellement la donne. Comme elles doivent se confronter aussi avec des acteurs militants qui se sont détachés de façon plus ou moins prononcée des enjeux locaux

après y avoir mené des luttes très conflictuelles, pour suivre des carrières militantes dans les luttes de l'immigration à d'autres échelles politiques et sociales.

En effet, certains de ces militants engagés dans des parcours à distance des quartiers et qui rêvent d'un retour sur leurs villes pour les reprendre à la gauche institutionnelle en s'alliant avec les composantes comme les écologistes ou les alternatifs, voient leur légitimité mise en question par ceux qui ont construit dans la localité les alliances et les compromis. Mais ces revenants ne sont-ils pas devenus des activistes hors sol ? C'est la question que pose le jeune élu de Vaulx en Velin déjà cité plus haut : « *Ce n'est pas parce qu'ils ont lutté ici, et ont mené de beaux combats contre le népotisme et le mépris néo-raciste de nos anciens élus, qu'ils peuvent se prévaloir d'un droit à l'élection plutôt que ceux qui ont choisi la voie de l'action locale avec ses inévitables compromis* ». Il serait cependant imprudent de résumer l'état de leur relation à ce type de tension. Les terrains de luttes et de solidarités de l'immigration et des milieux des populaires où ces courants de pratiques peuvent toutefois se rejoindre ne manquent malheureusement pas.

Conflit de perspective avec les « blédards »

Mais c'est aussi dans sa distinction par rapport à des formes d'expression locale d'une autre composante des jeunes générations des années 90 et 2000 qu'il faut comprendre la forme d'engagement des générations du type JASP . On parle ici de la composante immigrée récente, celle qui n'a pas vécu ni hérité de l'expérience des années 80 ni n'a saisi en profondeur la condition des pionniers dont Sayad et surtout Boubeker décrivent la condition, et dont la prise de conscience a eu une grande importance pour leurs héritiers en lutte pour la reconnaissance de leur droit de cité de plein droit.

Je parle ici des « blédards » selon les termes péjoratifs par lesquels les jeunes français des générations 90 désignaient les jeunes immigrés récents dont les élites les regardaient de haut, méprisant leur condition tout autant que leurs motifs de lutte. Et plus encore ceux qui une fois stabilisés dans une carrière, ont joué des politiques de concession des municipalités, comme dans le cas de certaines associations de Saint Fons par exemple, pour développer des actions sociales sur un mode paternaliste ou maternaliste sans jamais dire un mot de travers pouvant choquer la mairie, sans parler aux habitants en d'autres termes que compassionnels, moraux ou comportementalistes, enfermant les jeunes en perte de repères dans un lien de déférence. « *Ceux-là, ils ne sont pas fréquentables*, dira d'eux l'un de nos interlocuteurs sur Saint Fons, *ils*

tirent les gens vers le bas et savent délibérément tout travail d'émancipation pour garder la main sur leur petit monde. L'indignation dont ils font parfois preuve ne vise pas des droits mais des arrangements. Pour eux tout est négociable ». Ces formes d'action sociale locale aux faibles exigences, *socio-compatibles* avec les visées des municipalités, peuvent aussi servir de point d'appui à d'autres figures de la vie politique locale, des hommes principalement, qui s'attribuent la présidence ou la direction de ce genre d'associations principalement animées par des femmes, et en même temps rejoignent des listes électorales locales en leur nom propre en se prévalant d'une laïcité qui n'est que le paravent de leur emprise notabiliaire sur la « communauté » immigrée des pauvres et des sans voix. C'est ainsi que Saint Fons et ses enclaves est dénommée *Bled-city* par nombre d'adultes issues des familles de ces quartiers qui ont fait leur carrière dans la grande ville et qui n'y retournent encore que pour y voir leurs parents qui y vivent encore.

Mais peut être que les acteurs locaux les plus encombrants pour la génération 90 sont ces figures de l'immigration ayant acquis la nationalité française après avoir fait leur études et travaillé en France, souvent de haut niveau de formation, enseignants ou cadres, ayant adopté la laïcité comme une doctrine d'assimilation cachant parfois un profond conservatisme, et qui se sont installés dans les banlieues parce qu'ils y travaillaient. On les retrouve dans les sections locales des partis, parfois dans les conseils municipaux, où ils ont pris fait et cause pour les politiques publiques d'intégration, leurs dispositifs et leurs fins. C'est-à-dire en n'en critiquant que l'inefficacité et le manque de moyens et non les buts ni les procédés, et en considérant les partisans de l'autonomie dont nous avons parlés comme des empêcheurs de tourner en rond qui passeraient à côté de la réalité d'un déficit socioculturel endémique des milieux immigrés des quartiers. « *Le pire peut-être de ce qui nous arrive régulièrement, c'est le crédit que les élus et les fonctionnaires accordent au discours pédagogique condescendant des nouveaux notables parachutés de nulle part qui prétendent parler en notre nom parce qu'ils ont la même origine et la même couleur de peau* » observe ainsi l'un de nos interlocuteurs, natif de Saint Priest, lui aussi ancien militant associatif dans les années 90.

Mais à Saint Priest comme ailleurs, l'autonomie dans une forme de laïcité sociale investie par les héritiers de l'immigration des années 80 et 90 ne se substitue pas à la multiplicité des fronts de lutte pour le droit de cité. Au contraire même, puisque d'une certaine manière, c'est en sous sa référence que se sont ouverts ces fronts. En témoigne le fait que l'une des

premières revendications de la génération JASP au début des années 90, lors de leur irruption dans le conseil municipal pour obtenir la décision de construction d'un équipement dans le quartier délaissé de Diderot, a été la création d'un lieu de prière dans la ville. De la même façon la participation de cette génération d'expérience à la municipalité par la délégation d'un élu puis de deux au cours du dernier mandat de la gauche et la promotion d'une perspective laïque de l'engagement socio-éducatif, n'ont pas empêché que s'expriment des dissensus sur la conception de la laïcité portée par la Municipalité, comme à propos de la possibilité d'une option hallal dans les cantines scolaires – en même temps qu'il restait élu à la municipalité HM et plusieurs des figures de l'engagement socioéducatif laïc ont retiré leur enfants de la cantine en protestation devant l' « ostracisme doctrinaire » de certains élus qui ont refusé cette demande sociale alors qu'étaient discutées des options végétariennes (*lesquelles n'ont pas été mise en œuvre finalement en raison des tensions avec l'administration de l'Etat*) - ou encore lorsqu'a émergé le projet d'une mosquée porté par la génération des anciens (Cf ci-après).

Une laïcité sociale en construction

Plutôt que de conversion à la laïcité comme nombre de prosélytes rêvent d'y contraindre les supposés agents hétérodoxes que sont pour eux les immigrés, mieux vaut sans doute considérer la dimension anthropologique de cette forme de laïcité sociale en construction, comme le moyen qu'adopte une *communauté de condition*, minoritaire et sous contrainte de survie dans l'assignation ethnique, sociale et spatiale, pour construire un rapport d'altérité favorable à son inscription de plein droit dans le monde commun.

L'on pourrait alors parler de *conversation* laïque plutôt que de *conversion*, en transposant aux doctrines et régimes de pratiques sociales l'usage de ces notions classiquement réservées au domaine des croyances religieuses et des ritualités sociales associées. La distinction conversion /conversation est par exemple employée par des anthropologues pour rendre compte du processus de dialogue raisonné par lequel une population dominée adopte les règles, les utilités et l'idéologie portées par les missionnaires religieux d'une puissance occupante ou coloniale, tout en transformant ses propres pratiques ou ritualités sociales pour

préserver dans une certaine autonomie¹⁷⁵, le contrôle de son existence la plus favorable dans le nouveau monde commun toujours en transformation. Et dans lequel cette population peut assurer le destin fécond de ses héritiers sans y dissoudre sa mémoire ni les sources héritées des significations qui donnent sens à l'existence dans le monde.

Il ne s'agit pas ici de faire une analogie entre les situations d'usage classiques du terme *conversation* et la situation des populations immigrées des quartiers populaires. Il s'agit plutôt de considérer que la *conversation* procède d'un investissement par les dominés ou les minoritaires des contradictions entre deux appareils de la domination ou du rapport minorité/majorité, l'hégémonie et l'idéologie de la conversion porté par les dominants ou les majoritaires. C'est précisément l'espace d'interprétation et d'hybridation que libère les contradictions entre d'une part, une forme d'hégémonie sociale de la laïcité, forme invisible et omniprésente dans la place faite au corps, l'uniformité du langage... ses sous formes légitimes, et d'autre part l'idéologie de la conversion (assimilationniste ou intégrationniste), que peuvent prendre place des dynamiques de contre-hégémonie, elles-mêmes in fine toujours partie de l'hégémonie, phénomène de nature historique, mais qui permet à des collectifs ou des groupes sociaux de prendre part dans le dissensus et de se reconfigurer. Ces contradictions ne manquent pas dans le monde des banlieues. L'existence même des banlieues comme nasse en est une, la précarité, le racisme, ...

C'est dès lors sous cet angle d'analyse que l'on peut tenter de mettre en rapport les différentes déclinaisons du travail considérable de participation dans le dissensus et de transformation entrepris par les différentes composantes des premières générations installées dans les quartiers populaires pour prendre place dans le monde commun.

¹⁷⁵ Cf les travaux de J&J. Comaroff discutés par André Mary, « Conversion et conversation », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 160 | 2000, mis en ligne le 06 décembre 2004, consulté le 23 février 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriques/49> ;

Dans un usage critique Xavier Bougarel parle de *conversation* au nationalisme en Bosnie pour souligner la primauté des logiques d'intérêt et/ou de survie dans un contexte de domination des forces mafieuses-nationalistes qui s'accaparent les pouvoirs et étendent leurs hégémonies comme dispositif de partition. Le terme ethnique dans ce contexte renverrait plus au pouvoir d'emprise-assignation des hégémonies sur les peuples sur lesquels elle s'exerce qu'à un supposé héritage ou à une identité préexistante. Xavier Bougarel - La Bosnie survivra-t-elle aux accords de Dayton? - HAL-SHS - 1999 <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00216649/document>

Reconfigurer un réseau de significations commun avec les classes populaires

Dans cette transformation participante, si l'on peut dire, qui peut être participation transformatrice, la *conversation* n'est pas qu'une entreprise d'ajustement aux cadres de référence de la société déjà-là, ni une accommodation aux contraintes. C'est plutôt une vaste entreprise de reconfiguration qui est à l'œuvre, et qui affecte non seulement le rapport aux droits économiques et sociaux, mais aussi les rapports générationnels et de genre, la conception de l'altérité au plan spirituel et symbolique comme au plan du droit, les pratiques rituelles et religieuses, pour préserver et renouveler l'existence d'un *réseau de significations* qui donne sens à l'existence dans le monde commun. Ainsi, la lutte pour la reconnaissance des générations des années 90 de l'immigration dans les quartiers populaires, telle que nous la découvrons à Saint Priest, comme dans bien d'autres configurations socio-urbaines, ne vise-t-elle pas la conservation de formes communautaires de l'immigration des quartiers populaires. Celles-ci n'existent d'ailleurs peut-être que dans l'imaginaire tourmenté de thuriféraires d'un laïcisme assimilationniste et/ou xénophobe, ou dans les fantasmes des milieux conservateurs à la fois *modernes* et racistes, différentes composantes dont le discours radical pourrait bien cependant se faire prophétie auto-réalisatrice s'il parvenait à se faire programme institutionnel.

La lutte pour la reconnaissance n'est pas non plus seulement la lutte pour les droits économiques, sociaux, culturels et politique. Elle passe aussi et tout autant, indissociablement, par la lutte pour la reconnaissance des conditions de possibilité d'évolution autonome de ce *réseau de significations* dans un processus de transformation sociale qui ne soit pas pure et simple extraction et assimilation, ou mise en conformité à une quelconque figure de l'homme moderne, mais au contraire un parcours d'affirmation comme sujet de plein droit. Elle est ainsi lutte contre la dispersion arbitraire, contre la dégradation des conditions d'existence, contre l'atteinte à l'estime de soi, contre le déni d'héritage, contre le déni d'affirmation sociale collective, contre le déni de mémoire, tout autant que lutte pour l'égalité formelle devant les droits.

L'un des terrains sur lesquels se joue ce processus de transformation dans la reconnaissance est celui du droit de cité de l'islam qui cristallise toutes les dimensions du débat public sur

l'installation durable de l'immigration en France jusqu'aux fantasmes de l'envahissement. Mais la lutte pour la reconnaissance pour le droit de pratiquer son culte librement et dans la dignité est aussi peut-être celle où s'expriment le plus explicitement les enjeux intergénérationnels. Non seulement parce que le champ religieux est à la fois au cœur du processus de reconfiguration du noyau de significations communes qui structurent le rapport au monde des milieux héritiers d'une culture et de pratiques religieuses, mais aussi parce que c'est précisément sur ce plan que peuvent se distinguer de façon la plus aigüe les distinctions générationnelles marquées par des expériences, des perspectives et des horizons d'attente différents. De la même façon que différentes composantes d'une même génération peuvent aussi poursuivre des voies différentes selon la place qu'elles accordent aux pratiques religieuses et à leur signification dans l'accomplissement de leur propre affirmation sociale ou réciproquement - si l'on admet dans la lignée de Max Weber, qu'une expérience religieuse peut être le siège ou l'un des référents d'un processus de transformation sociale sensée.

Nous verrons dans le cas de Saint Priest comment l'initiative de la création de la Mosquée revient aux anciens, qui, en rencontrant quelques difficultés au début, s'attacheront avant tout à dépasser les clivages nationaux et la division historique entre l'immigration algérienne et les communautés Harkis.

Tandis que du côté des jeunes générations, nous verrons comment les pratiques de la génération JASP découverte ci-avant, auront une grande importance dans le débat entre les segments des générations d'héritiers et dans leur rapport avec les anciens.

On verra aussi que si les attentes d'une partie de la plus jeune génération (3^{ème} génération) se cristallisent sur le rôle de la mosquée au-delà du simple lieu de prière et sur ses modalités de gestion. Cette confrontation intergénérationnelle se conduira en pratique à travers plusieurs canaux de négociation et de dialogue dans lesquels la seconde génération, la génération JASP, jouera le rôle d'intermédiaire.

C'est dans cette confrontation/dialogue que les générations montantes prendront conscience d'une motivation fondamentale des anciens, celle de laisser une terre habitable à leurs héritiers à qui il reviendra de l'habiter à leur manière quand leur temps sera venu.

C'est ainsi le souci du lègue et sa compréhension par les jeunes générations qui sera au cœur d'un consensus que l'on pourrait qualifier de transitionnel, cette prise de conscience ayant aussi un effet réflexif sur la jeune génération elle-même.

Partie 5 – Ancrage de la pratique musulmane et enjeux générationnels

Chapitre 1 - La Mosquée de Saint Priest (2004)

Le lègue ou les canaux de la négociation intergénérationnelle et l'inscription dans l'espace public.

La mosquée de Saint Priest, portée par l'association la Paix pour Tous, est située dans le quartier de la Gare à Saint Priest, à la périphérie Ouest de la Ville. Elle est donc éloignée des principaux quartiers d'implantation de la population d'origine immigrée. Comme dans de nombreuses villes « *c'est le cheminement sinueux* » de la Municipalité qui a conduit à ce compromis. D'autres solutions avaient été envisagées mais en même temps que « *la ville semblait accueillir favorablement le projet, surtout parce qu'il était porté par les vieux* » commente un acteur associatif, « *il y avait toujours une réticence sur tel ou tel point : les parkings, les dégagements, le problème des jours de marché ou je ne sais quoi... ça n'a jamais été non ! Mais à chaque fois les gens repartaient chercher un autre endroit. Au final, la ville a obtenu ce qu'elle voulait : pas de mosquée en centre ville* ». Cependant, ces problèmes n'ont pas arrêté la marche du projet; le groupe des anciens qui dirigent la Paix pour Tous étant déterminés à glisser sur les difficultés avec la ville.

Le financement du projet d'un montant de 2,5 Millions de Francs au départ a reposé entièrement sur les dons des Sanpriots collectés dès la fin des années 90. « *Tous le monde a donné, parfois des grosses sommes, par exemple 50000 F par un jeune artisan dont les affaires marchaient bien* » indique un membre de la Paix pour Tous. L'association a ainsi acheté un ancien bâtiment d'usine en pierres et à la toiture en tuiles qui, une fois fini, aura belle allure. La surface aménageable est de 5000 m² et les travaux intérieurs sont pratiquement réalisés au moment de l'enquête (2004).

Cependant le parcours du projet n'a pas été sans susciter des tensions et conflits à la fois parmi les anciens, mais aussi entre les anciens et une part de la génération montante. Comme l'interprète l'un des protagonistes : « *la manière dont les anciens ont glissé sur les problèmes posés par la Mairie pour le choix du lieu n'a pas fait l'unanimité. Surtout pas de conflit, c'est toujours la même attitude. D'accord pour votre religion, mais restez invisibles ! Mais les gens manifestaient une telle unanimité à travers les dons qu'on n'allait pas se battre là-dessus. Au final c'est un compromis entériné. Les vrais problèmes sont ailleurs* »

C'est en effet sur le projet lui-même que sont apparues des lignes de clivages, même si chacun jusqu'ici s'est employé à ne pas adopter d'attitude qui mettrait en danger le consensus de base. Celui ci repose sur deux principes : *C'est une mosquée pour tous. Elle est gérée par la*

communauté de Saint Priest. De sorte qu'une fois le projet réellement décidé, la première décision a été de choisir l'Imam, en s'assurant que son profil correspondait bien à ce consensus".

C'est d'abord l'hypothèse défendue par une partie de l'association de développer des activités connexes au religieux dans la mosquée qui a fait problème : gestion du halal, activités festives ...En réalité entre les anciens, ce conflit s'est vite confondu avec des enjeux de pouvoir. Et ces enjeux de pouvoir se sont à leur tour confondus avec des clivages nationaux. Les présidents ont changé plusieurs fois, chacun cherchant appui à l'extérieur, qui à la mairie, qui auprès de personnalités musulmanes, pour consolider sa position. *"Cependant la plupart des anciens ne maîtrisent pas ces jeux tactiques et tandis que certains intriguent, ou se font manipuler, d'autres essayent de raisonner en sages. Comment éviter ces clivages nationaux et comment éviter de nouveau la clivage Harkis /Algériens? A un certain moment, ils ont fini par s'entendre pour confier la présidence à quelqu'un d'extérieur au conflit. L'homme en question jouissait d'une réputation de militant de longue date pour que les musulmans aient des mosquées dignes de ce nom : "Cela en faisait un homme d'expérience au yeux des anciens. Qu'il ait été Harki n'avait pas d'importance, au contraire, pour certains, c'était la preuve que l'on avançait dans le bon sens. Mais il a profité du conflit et de la naïveté des anciens pour accaparer un pouvoir qu'il cherchait depuis des années. En réalité c'est un intrigant opposant de longue date au recteur de la Grande Mosquée . »*

« Dès qu'il est arrivé, il s'est comporté comme un mercenaire qui a décroché un contrat : je règle vos problèmes entre vous et j'élimine aussi les jeunes » interprète un autre interlocuteur. De fait, sans rien dire à personne, le nouveau président a déclaré au sulfureux magazine *Lyon Mag* qu'en arrivant à la présidence il avait trouvé une mosquée envahie par des jeunes intégristes, ajoutant qu'il y avait aussi des bouteilles de gaz entreposées. *« Nous avons protesté contre ces méthodes bien sûr. L'un d'entre nous a même pris la parole à la prière du vendredi. On ne pouvait pas laisser dire des choses pareilles, même si personne n'y croyait ».* L'homme avait été trop loin. Il a perdu la présidence. *« D'une certaine façon, ça a remis en avant l'enjeu de la cohésion sanpriote. Mais en même temps, il a fait du mal parce que cette histoire nous a renvoyés à des histoires ethniques et à un radicalisme, si on peut dire, qui ne sont plus à l'ordre du jour »*

De fait pour les jeunes générations engagées dans le débat sur la mosquée, les enjeux sont d'une autre teneur.

C'est d'abord la manière de gérer les affaires qui fait problème. Aucun bilan de trésorerie, des décisions prises sans réunir les instances...et aussi le fait que tous les jeunes aient été éliminés du conseil. Il y a eu plusieurs fois des prises de parole à la mosquée sur cette question, lors de la prière du vendredi, et les responsables, devant cette mise en cause, ont fini par accepter une réunion publique. Les anciens ont très mal pris la critique sur la gestion. Ils l'ont prise comme une accusation de détournement. *« En réalité, ce n'est pas ça qui était en question. C'est d'abord la transparence. On a eu beau leur expliquer que c'était pas leur honnêteté qui était en cause, ni la qualité du travail réalisé, mais seulement le fait qu'ils ne tiennent pas publiquement les comptes et qu'ils n'expliquent pas ce qu'ils décident et pourquoi... »* Mais cette question rejoint celle du fonctionnement des instances où une partie des jeunes revendiquent de participer. Refus des anciens : *" Ceux qui décident sont ceux qui ont payé, ceux qui ont construit"* avancent-ils. Mais chacun a participé répliquent les contestataires, et il est normal que les donateurs sachent ce qui est fait de leur argent. *« Ce n'est pas seulement l'argent, c'est le travail. Ceux qui décident c'est ceux qui ont sué en tenant la pelle, ont répondu les anciens »* explique un des jeunes participants au débat : *« En réalité, c'est de ceux qui se sont tués au travail à l'usine dont ils parlent. Ce sont des ouvriers. C'est ça la vraie légitimité pour eux. C'est là qu'est la vraie rupture générationnelle. La réussite ça ne compte pas, et quand on leur dit que les jeunes ont des compétences de gestionnaire ou de comptable, c'est pire que tout. En réalité c'est ce qu'ils craignent : l'arrivée de gens qui ont des compétences. Je comprends si je me mets à leur place. Je sais très bien comment ils font pour gérer. Tout se passe de manière empirique, à l'oral, avec une honnêteté totale, mais c'est impossible d'y voir clair si on n'est pas dans le noyau dur. Alors si tu amènes un comptable dans ce fonctionnement, ils sont perdus, et le projet leur échappe. »*

Clivage impossible à dépasser dans un rapport de conflit public, et qui conduisit une partie des jeunes protagonistes, en 2004, après de multiples scènes de débat, à déposer plainte. Et demander au tribunal la nomination d'un administrateur judiciaire en attendant que les instances soient mises en conformité avec les statuts et qu'une comptabilité conforme soit mise en place.¹⁷⁶

Cependant cette double ligne de clivage sur la transparence et l'expertise en recoupe d'autres. Ces questions sont en fait le point de cristallisation d'une problématique de plus grande ampleur.

Dans la confrontation avec les anciens, on peut discerner trois types de préoccupations :

¹⁷⁶ Affaire reportée à plusieurs reprises et non jugée au moment de l'enquête

Les préoccupations des jeunes qui entretiennent un rapport plutôt individuel à la religion, mais qui attachent une grande importance à la clarté des choses. Des individus de la *société civile*, comme ces jeunes cadres ou artisans qui ont donné de l'argent.

Les préoccupations d'un groupe composé de jeunes musulmans qui prennent leur distance avec un projet de mosquée qui ne serait qu'un lieu de culte anonyme. « *Le rôle d'une mosquée c'est aussi de construire un rapport dynamique de la communauté de pratiquants à sa religion. Une mosquée pour tous, ça doit être une mosquée qui a un projet religieux permettant à chacun de réfléchir à sa religion. Elle se doit d'organiser des débats, des colloques. Il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit mais de permettre aux gens de s'enrichir* » explique un des débattants, proche de l'association Nour, qui réunit ceux qui, souvent plus jeunes que la génération JASP, souhaitent agir dans cette direction.

Un troisième type de préoccupations concerne le lien entre engagement religieux et engagement social. Mais comme l'observe H.M , élu à la Mairie de Saint Priest et en même temps figure historique de JASP : « *Le lien entre culturel et social est porté historiquement par JASP. Mais en réalité, il n'y a pas un clivage entre les différents points de vue, c'est un débat qui traverse toute la génération. Les tensions intergénérationnelles qui s'expriment aujourd'hui dans le projet de mosquée doivent être resituées dans l'histoire de ce débat. JASP a été au cœur de ce débat et l'actualité nous ramène à cette histoire.* »

Le débat sur le projet de la Mosquée renvoie ainsi à une réflexion sur l'avenir de JASP¹⁷⁷. Question d'autant plus actuelle que la mairie veut fermer ses locaux, arguant du fait que l'existence de la mosquée rendrait inutile l'ancien lieu de prière, et invoquant aussi des raisons liées à la rénovation. « *D'un côté la mairie à des arguments qu'il faut prendre en considération, mais en même temps il y a quelque chose comme un retour en arrière. On va*

¹⁷⁷ Comme nous l'avons vu plus haut, JASP (jeunes Avenir Saint Priest) est née au début des années 90 dans le sillage de la dynamique associative de banlieue de cette époque. D'abord engagée dans une confrontation avec les institutions locales et la mairie, l'association change de posture et prend le parti de jouer un rôle dans les institutions locales, suite à l'évaluation que font ses animateurs de l'action entreprise au regard des problèmes que rencontre leur génération. Le débat qui conduit à cette décision et qui fait école dans d'autres quartiers de la banlieue lyonnaise se double d'un questionnement sur l'engagement religieux d'une partie de la génération.

Ce débat conduit à affirmer cette dimension dans JASP, refusant le clivage entre musulmans et non musulmans et affirmant le droit des croyants à pratiquer leur foi en France et à Saint Priest. Dès lors, en même temps qu'elle négocie sa place dans les institutions locales, JASP attribue une part de ses locaux à un lieu de prière, ouvert sur le quartier de centre ville. Cette double orientation, engagement dans les institutions et droit de pratiquer sa religion au grand jour, n'a pas été sans susciter des problèmes. Mais ce double registre d'engagement a aussi été dans un certain sens la fondation d'une réflexion sur le lien entre engagement religieux et engagement social dans la société actuelle.

d'humiliation en humiliation, culturelle, d'abord, puis politique et sociale, et maintenant religieuse, quoi encore après? En ce qui concerne ma position dans la municipalité, les autres élus invoquent le principe de solidarité de l'équipe. Mais je leur rappelle que mon mandat n'est pas une affaire personnelle. Je suis peut être le seul dans cette équipe désigné sur la base d'un accord politique discuté avec JASP. Je suis élu de tous les sanpriots mais ma présence au conseil représente la contribution au débat public d'une part de la population qui a fait le choix de jouer un rôle dans ce débat public. Même s'il y a des contradictions, je représente un des termes du débat dans la formation de la décision publique. Je pourrais démissionner bien sûr, mais de la même manière, une telle décision relève d'un débat avec ceux sur lesquels repose la légitimité première de mon mandat. L'avenir de JASP doit être discuté dans ce cadre de légitimité politique initial. Ce qui en ressortira déterminera l'attitude que je dois adopter en tant qu'élu, en même temps que ça déterminera ce que l'on fera de JASP. »

Plusieurs réunions se sont tenues à JASP. Preuve que le questionnement d'H.M était en phase avec les sensibilités qui s'expriment dans sa génération, les réunions rassemblent un grand nombre de participants, avec les différentes équipes qui se sont succédées à JASP au cours des dix dernières années, mais aussi, au-delà, d'autres cercles qui ont partagé des expériences communes.

Au delà du conflit sur les locaux, l'enjeu est d'abord de conserver cette dimension générationnelle plurielle. Il y a ceux qui veulent préserver JASP pour l'action sur le social ; ceux qui pensent que JASP doit conserver un rôle dans l'action culturelle parce que la mosquée n'est pas l'espace de réflexion adapté ou qui veulent jouer un rôle pour qu'elle évolue ; ceux enfin, qui comme H.M pensent qu'il faut aussi préserver un espace où les gens puissent conjuguer engagement social et religieux. Ces derniers refusent la séparation du culturel et du social qu'on cherche à imposer du côté de la Mairie et qui est confortée par le projet de mosquée tel qu'il est aujourd'hui.

Différentes options se présentent pour JASP mais faut-il abandonner l'engagement dans les institutions et perdre le lien avec la mairie ? « Sans doute pas pense H.M Quoi qu'il en soit, ce qui est important c'est que le débat ait lieu dans un cercle large, musulmans et non musulmans, parce que même si les uns et les autres agissent différemment, les uns dans la mosquée, les autres dans la vie sociale, et d'autres encore dans un nouveau projet de JASP, le sens de l'action de chacun repose aussi sur ce que font les autres, sur la manière dont on

prend en compte ou respecte ces options. C'est alors que les unes et les autres se renforcent mutuellement »

Mais à travers ce débat, c'est aussi la question du rapport au politique qui est revisitée, entre renouvellement des bases sur lesquelles repose le mandat d'H.M (en conservant le mode de contribution de cette composante générationnelle au débat public) ou au contraire en révisant ce mode. A travers l'un ou l'autre de ces choix, la question qui est posée à la "génération JASP" comprise en son sens pluriel, c'est la meilleure manière de se situer dans l'espace public en tant que composante constitutive de cet espace et non pas en tant que partie qui se définit elle-même sous le regard des autres. Dans cet enjeu décisif, H.M apparaît comme la figure qui incarne cette génération, non pas seulement parce qu'il en est une figure représentative, mais plutôt parce qu'il existe une relation réciproque entre le rôle qu'il joue et la génération, un effet réflexif par lequel la génération se projette dans l'espace public et le constitue en en faisant la scène de référence de ses propres débats. Des débats qui deviennent par conséquent des débats publics.

Ainsi les acteurs du débat intergénérationnel sur l'Islam à Saint Priest abordent-ils les enjeux actuels en les situant dans la société et en inventant ou plutôt en restaurant des formes de démocratie active.

Cette manière de faire est aussi une pragmatique qui n'est pas sans rapport avec les enjeux qui structurent les formes d'expression de la demande d'Islam en France. *« En réalité, observe H.M, dans le débat actuel sur l'Islam, que ce soit sur le voile ou sur les mosquées, l'un des problèmes c'est que les porte paroles sont souvent loin des réalités , il y a comme un effet de classes sociales, et ça recoupe en partie un clivage entre l'expérience des gens issus de l'immigration nés en France, et les blédards ».*

« La démocratie, poursuit M, ça se joue toujours sur plusieurs niveaux. Il y a les structures et les institutions, mais il y a aussi ce qui se joue dans le débat ouvert, dans d'autres scènes où s'expriment des dimensions qui ne s'expriment pas dans le fonctionnement institutionnel ou dans les discours publics. Mais qui sont pourtant essentielles pour fonder des accords légitimes qui prennent en compte des expériences différentes. »

Sur le conflit de la mosquée par exemple, réduire l'enjeu démocratique au débat sur la transparence et le respect des statuts ne suffit pas. *« Il faut certainement trouver en même temps d'autres modes de résolution où les rapports générationnels puissent s'exprimer autrement que dans un rapport de pouvoir qui se traduit en nombre de sièges au conseil. »*

Ainsi, en même temps que se radicalise pour une part le conflit intergénérationnel sur le fonctionnement de la mosquée, sans doute faut-il saisir les précautions prises par une partie des plus expérimentés de la seconde génération. Des canaux de dialogue ont ainsi été ouverts avec les anciens par des discussions entre père et fils concernés impliqués dans le débat, mais aussi par l'ambassade de participants à des cercles de réflexion musulmane estimés par les deux générations. L'enjeu est de conforter l'idée que le conflit ne doit pas oblitérer une dimension essentielle du consensus local sur la mosquée, consensus qui donne une partie de sa substance à l'attachement partagé à la dimension communautaire locale du projet de mosquée. Où celle-ci apparaît précisément comme le moyen et le cadre d'un processus d'ouverture sur le monde, ou plus encore, une construction du monde, qui se joue dans un rapport intergénérationnel à dimension humaine, comme l'explique l'un de nos interlocuteurs qui participe depuis le début au débat sur la Mosquée.

«D'un coté les anciens ont l'air d'entretenir un monde en suspens, qui n'existe plus, explique-t-il en substance, mais en réalité, je crois que c'est plus complexe et en même temps plus pragmatique. Leurs manières de faire entre eux, qui ne nous paraissent pas transparentes, est de s'accaparer le projet, c'est un type de rapport au présent qui leur permet d'agir. Tu comprends, on peut critiquer ça, mais en même temps c'est efficace. Ils ont réussi à faire la mosquée. Nous on ne peut pas prétendre en faire le dixième, même si on peut aussi penser qu'en pratiquant comme ils le font, ils nous ferment le champ. Mais en même temps c'est contradictoire.

S'ils pratiquent comme ça, c'est aussi pour construire le monde, et s'ils ne construisent pas le monde, il n'y a pas de confrontation intergénérationnelle possible. Ils nous enfantent pour de vrai si tu veux. Jusqu'ici, on n'était pas vraiment leurs enfants parce qu'à leurs yeux on ne vivait dans aucun monde. Ni le leur, ni celui de Français, ni le nôtre. Et puis d'une certaine manière on le sait, même si on ne se le dit pas. Car en s'accaparant le trésor, ils nous montrent son existence. Certainement on n'en fera pas la même chose qu'eux, mais c'est déjà bien qu'ils nous aient révélé son existence.

En réalité, le trésor, c'est le Monde. On peut maintenant parler de notre monde. Et tu vois ça a quelque chose à voir avec l'histoire, c'est un peu comme un cycle. Quand mon père dit que ce n'est pas un problème que le président soit un Harki c'est qu'il est déjà lui-même dans le monde d'aujourd'hui, à sa façon : “ c'est fini cette époque”, me dit-il. “Ce qui compte, c'est que cet homme travaille dans le bon sens ”. En réalité, en pensant comme ça, il libère le passé du silence dans lequel il était enfermé. Maintenant l'histoire de sa vie reparaît. Pas

comme une nostalgie, mais comme une expérience. Il a un regard sur notre monde, et ce regard lui permet d'agir pour le libérer du passé. Ce n'est pas du revival, tu vois, c'est vraiment quelque chose de solide. C'est peut-être là qu'on se rejoint, même si on est en conflit sur la mosquée. Nous aussi on a dépassé la nostalgie d'un monde qui ne nous a pas accueillis. Le Monde est là. C'est celui que nous construisons. »

Si processus à l'œuvre à Saint Priest présente un caractère particulier, il ne fait pas exception. Les années 2000 sont en effet le moment où la longue gestation d'une *demande d'Islam* de France jusque là négligée par les pouvoirs publics s'accomplit comme deuxième religion pratiquée en France par le double mouvement : d'une part l'émergence de mosquées dans l'espace public dans de nombreuses localités d'implantation des populations immigrées postcoloniales ou provenant d'autres pays musulmans, la Turquie principalement. Et d'autre part une certaine reconnaissance par les pouvoirs publics nationaux de l'Islam de France. Ceci dans un contexte de débat public délétaire.

Chapitre 2 - Esquisse de topographie des lieux de culte musulmans émergeant au début des années 2000

Un contexte de crise

Le débat public français sur l'Islam est en effet loin d'être serein à l'orée du XXI^{ème} siècle. Les décisions qui vont permettre une forme de reconnaissance d'un Islam pratiqué en France s'inscrivent dans un climat de suspicion, de peur et de fantasmes à l'égard de l'Islam et des populations immigrées rapidement confondues aux musulmans.

Dès le début des années 80, à la suite de la révolution Iranienne cette logique du soupçon et du fantasme se mêle à un mépris et à un fond de haine hérité de la guerre d'Algérie et de la colonisation. Les supposées visées islamistes sont dénoncées par des personnalités publiques de premier plan dans les grèves impliquant des travailleurs immigrés, les ambiguïtés du parti communiste français à l'égard des travailleurs immigrés (Cf. les bulldozers de Vitry) sous la pression du Front national qui grignote son électorat sur fond de crise économique tandis que la gauche socialiste souffle le chaud et le froid en faisant du dit Front National l'ennemi idéal pour diviser la droite qui rêve de reprendre la main sur les affaires publiques. Puis c'est la déroute de la raison médiatique lors des premières affaires du « voile coranique », « voile islamique » « tchador »... qui enflamment l'opinion publique en 1989 et divisent les partis politiques sur la laïcité au-delà du clivage droite – gauche.

« Cependant, comme le note Ahmed Boubeker, si ces campagnes médiatiques ont fonctionné sur une grille émotionnelle, elles ont aussi suscité l'espace d'un débat formateur pour les journalistes: les connaisseurs de l'Islam, orientalistes et grands reporters de retour d'un orient trop lointain ont été dans l'obligation de s'impliquer. Si les unes racoleuses et les amalgames restent d'actualité, on peut croire au début des années 90 en l'avenir d'un Islam de France, objet d'enquêtes et de grands reportages qui, contrairement au thème de l'immigration, bénéficie du relais de réseaux d'intellectuels spécialistes l'Islam¹⁷⁸. Et

¹⁷⁸ La grande tradition de l'orientalisme français marquée par des personnalités comme celles de J. Berque ou M. Rodinson a su renouveler ses approches du fait musulman dans les sociétés d'immigration comme en témoignent la qualité des travaux de chercheurs comme O. Roy, F. Khosrokhavar, G. Képel. Ce champ de recherches pluridisciplinaire se distingue de celui de l'immigration qui constitue un véritable trou noir dans la tradition française des sciences sociales. (Note d'Ahmed Boubeker)

d'interlocuteurs musulmans, qui, malgré la grande dispersion de l'Islam de France, s'imposent sur la scène publique en jouant sur une surface de représentation médiatique.

*Cette évolution vers une reconnaissance publique de l'Islam de France et sa banalisation dans les cadres de la laïcité tourne cours dans les années 90. »*¹⁷⁹

Les peurs et les fantasmes suscités par le déplacement sur le sol français du conflit algérien des *années noires* au cours de la décennie 90 marquée par l'implication de jeunes des cités de banlieue comme dans le cas de l'affaire Khelkal en 1995 dans le Rhône, par les guerres d'Afghanistan, d'Irak, de Bosnie et du Kosovo, puis par les attentats sur le sol américain (World Trade Center) du 11 septembre 2001. Autant d'événements qui focalisent l'actualité sur le terrorisme du djihad islamique sans frontière comme figure d'un hypothétique « choc des civilisations »¹⁸⁰ prémisses de « la fin de l'Histoire »¹⁸¹. La phobie latente de l'immigré se saisie de tout ce qui peut se prêter à une lecture de la réalité sociale sous l'angle de l'islamisation de la société française. Les femmes portant le voile sont maintenant la cible de toutes les crispations tandis que l'actualité des projets de mosquée attise la défiance des franges les plus radicales des « français de souche » à l'égard des populations immigrées. Les acteurs du djihad islamiste en profitent. *« Le choc Islam occident est ainsi devenu un fait médiatique sur lequel spéculent des intérêts et des apprentis sorciers dont le pouvoir d'influence excède largement nos frontières nationales. Force est ainsi de constater que la construction d'un Islam français devient plus que problématique dans un contexte de mondialisation. De la guerre du golfe aux dernières chroniques du terrorisme international, ce sont les retombées d'une actualité forgée dans les brasiers proche oriental ou algérien qui semblent vouer au supplice de Sisyphe toute velléité d'affirmation autonome du second culte de l'hexagone. L'expression du culte musulman se retrouve de fait coincée entre des interférences étrangères et le terrain miné de l'immigration et des banlieues où l'absence de reconnaissance et d'une représentation stable se traduit par de nouvelles légendes urbaines, des mots piégés – tchador, djihad, Islamisme...- qui font désormais l'actualité. Des mots qui étiquettent, stigmatisent et prennent la dimension de prisons sémantiques. Des mots ne souffrant aucun débat, qui désignent à l'opprobre public sans autre forme de procès. »*¹⁸²

¹⁷⁹ A. Boubeker (dir), H. Paris, M. Abi Samra Les lieux communautaires de l'Islam de France, entre discrimination et dynamiques collectives". FASILD.

¹⁸⁰ Samuel Huntington. The Clash of Civilizations? Foreign Affairs. 1993

¹⁸¹ Francis Fukuyama, La Fin de l'histoire et le Dernier Homme, Flammarion, 1992, 452 p.

¹⁸² Op.cit.

Institution d'une représentation du culte musulman en France

Cependant, dans cette phobie ambiante, au tournant des années 2000, les pouvoirs publics prennent en même temps la mesure du fait que l'indignité des conditions d'existence dans les *banlieues de l'Islam*¹⁸³, comme le déni de reconnaissance d'une demande de citoyens français de pratiquer leur religion, fragilisent la République et la cohésion nationale et laissent en même temps libre cours à des « pratiques de l'ombre » et aux influences étrangères. Les influences étrangères qui préoccupent les pouvoirs publics ne sont plus seulement celles des pays d'origine des immigrations que l'Etat qui à l'exception de la Turquie relèvent de sa zone d'intérêt post coloniale, mais aussi celles des pays du Golf et de l'Arabie Saoudite, ou bien des fondations et des confréries de portée transnationale qui se disputent leur audience en apportant leur appui spirituel, logistique ou financier aux multiples demandes d'Islam qui émergent en France.

C'est ainsi que vient le temps pour les pouvoirs publics de franchir un pas vers une politique de reconnaissance par le biais d'une instance de consultation représentative de la diversité de l'Islam en quête d'un droit de cité.

Mais l'Islam n'est pas le catholicisme ni le protestantisme. Il n'y a pas de représentation unifiée (l'église Catholique) ni même de courants regroupant des ensembles d'assemblées autonomes (églises protestantes). L'islam est à la fois unité et diversité et si des communautés locales rassemblées autour de projet de mosquées peuvent se référer plutôt à telle école qu'à une autre, elles se veulent dans leur très grande majorité ouvertes à tous les pratiquants. De plus, dans un contexte de société organique qui ne reconnaît que l'identité politique et sociale de l'individu, et dans le mouvement de dépassement des pratiques jugées trop conformistes des anciens, c'est aussi à une réinvention sécularisée de formes d'Islam qu'on assiste du côté des jeunes générations à l'orée des années 2000, tandis que les lieux de pratique de l'islam sont en même temps le siège et la scène d'une intrigue intergénérationnelle au long court. Celle-ci concerne les pratiquants mais aussi des non-pratiquants qui attachent de l'importance aux ritualités collectives, fêtes religieuses, ramadans, comme des marqueurs identitaires par lesquels se perpétue un attachement culturel comme héritage commun. Ou encore d'autres qui bien que non croyant et éloignés des ritualités traditionnelles, lisent dans le déni d'islam, les fantasmes exprimés dans les discours publics, la prise en otage des femmes dans le débat sur

¹⁸³ Gilles Kepel. *Les Banlieues de l'islam. Naissance d'une religion en France*. 1987. Point.

le voile, et une dérive islamophobe comme n'étant finalement qu'un nouvel habit du racisme à l'égard des immigrés postcoloniaux, arabes, noirs, tous musulmans supposés.

C'est ainsi que le CFCM (Conseil Français du Culte Musulman), dont le rôle n'est pas la représentation des Musulmans mais concerne en principe seulement les affaires liées à la liberté de culte, est créé en 2003 au terme d'une consultation dans 995 lieux de culte. Il consacre ainsi la Mosquée comme cadre de représentation de la pratique de l'Islam de France même si les Mosquées sont le plus souvent affiliées à des fédérations, de sorte que la composition du CFCM peut apparaître comme le reflet de leur implantation sur le territoire national. Outre la critique de certains acteurs qui qualifient la démarche de l'Etat comme néocoloniale, c'est la primauté in fine au jeu des fédérations qui sera la critique la plus soutenue, tandis que de baser la représentativité sur les seules mosquées tiendra à l'écart des formes plus séculières d'un islam associatif porté par des musulmans des jeunes générations, particulièrement celles qui se préoccupent d'engagement social. Ces deux derniers éléments contribueront pour une grande part aux motifs d'un mouvement de mosquées indépendantes.

Dynamiques intergénérationnelles et socio-urbaine de l'émergence des lieux de culte de l'Islam de France.

Lors d'une recherche réalisée en 2004 sur la pratique du culte musulman¹⁸⁴ à laquelle j'ai participé sous la direction scientifique d'Ahmed Boubeker, nous formulons ainsi notre orientation de recherche. Extrait :

« Au vu de la diversité et de la réalité toujours fluente de l'Islam de France, une étude relative aux problèmes de la pratique du culte musulman apparaît délicate.

()

Au plus loin d'une galerie de problèmes et de portraits détachés de la vie concrète et quotidienne, nous tentons une esquisse de typologie socioculturelle située : ce sont les pratiquants et les pratiquantes dans tel lieu, tel territoire que nous voulons interroger à l'inverse d'une typologie où les réalités existentielles sont éliminées par un imago apriori.

¹⁸⁴ A. Boubeker (dir), H. Paris, M. Abi Samra. « Les lieux communautaires de l'Islam de France, entre discrimination et dynamiques collectives ». FASILD. 2004. Op.cit.

Il s'agit d'interroger la diversité musulmane à travers une diversité de la société elle-même, et en premier lieu à l'échelle des territoires et des temporalités. C'est en effet à l'échelle locale que l'on voit s'effriter des clivages supposés intangibles où s'établit déjà une certaine reconnaissance de la diversité à travers heurts et accommodements. L'ambition de notre étude serait alors de mettre en perspectives différentes configurations sociales à partir des interdépendances qui y lient les individus les uns aux autres. Et cela pour comprendre les relations entre les différents groupes sociaux et les processus institutionnels, loin de représentations simplistes et univoques de l'exclusion, la domination, ou l'intégration. Suivant cette orientation de recherche, même les clivages ethniques () ne seraient être considérés comme des données intangibles : comme le souligne Louis Gardet dans son ouvrage sur " les hommes de l'Islam " "*ce n'est pas tant sur le plan horizontal des ethnies que nous pouvons saisir le dynamisme sans cesse renaissant de la dialectique unité diversité (constituante selon Gardet de l'histoire de la civilisation musulmane) mais plutôt et compte tenu des évolutions historiques par des coupes opérées selon des milieux de vie*"¹⁸⁵.

Partant de l'hypothèse d'une transversalité de la question de la tension inter générationnelle que l'on considère ainsi comme un analyseur des problèmes auxquels est confrontée la pratique collective et comme une dimension essentielle des trois pôles d'influence de l'Islam rhodanien (Grande mosquée, Islam des jeunes, mosquées indépendantes), nous orientons nos travaux autour d'une esquisse de typologie fondée sur trois moments essentiels articulant la diversité musulmane dans des lieux de culte.

Temps 1 : Le conflit de générations. Un lieu de culte de première génération investi par un " espace jeunes ".

Temps 2 : La rupture socioculturelle. L'association contre la mosquée ou la ségrégation des espaces et des rôles.

Temps 3 : Le dialogue inter générationnel. Emergence des mosquées indépendantes.

Chacun de ces moments oriente tour à tour notre recherche, bien que les problèmes de pratique qu'ils soulignent s'interpénètrent sans cesse. Les coupes typologiques que nous opérons supposent bien entendu des choix liés à notre hypothèse de travail, des choix qui commencent à l'échantillonnage et qui ne permettent pas à notre typologie de prétendre à l'exhaustivité. Mais comme le souligne encore Gardet "*Des faits singuliers peuvent toujours*

¹⁸⁵ L. Gardet, " Les hommes de l'Islam ", Hachette, 1977

*être évoqués à l'encontre d'une typologie, du moins essayons nous de lire correctement les données de base et d'en dégager les dominantes ”.*¹⁸⁶ «

Dans ce programme, j'ai travaillé particulièrement sur trois aspects : 1- les problèmes que pose une cartographie socio-urbaine des lieux de cultes musulmans que nous souhaitons dresser comme dispositif d'échantillonnage de l'enquête 2 - une enquête de terrain sur les projets de mosquées dans les villes de banlieue (plutôt des communes faubourgs ou villes aux Zup de taille moyenne, pour ce qui concerne ma contribution à cette recherche), et enfin, 3 - sur les cimetières musulmans.

Je n'insisterai ici que sur les deux premiers aspects sur lesquels j'ai travaillé, en raison du fait qu'ils s'inscrivent dans le prolongement du travail entrepris ici, tant en termes de terrain (les configurations socio-urbaines d'émergence des mosquées) qu'en termes de dynamique de recomposition sociale et intergénérationnelle particulièrement.

Il s'agit bien sûr d'une recherche datée, 2004, mais dont l'intérêt est justement de rendre compte de la relation entre contexte socio-urbain et dynamiques de transformation sociale à l'œuvre dans les moments intergénérationnels.

Esquisse de topographie des lieux de culte musulmans émergeant au tournant des années 2000

Saisir les dynamiques à l'œuvre dans la formation d'un Islam de France nécessite de les resituer à la fois qualitativement et quantitativement dans l'espace et le temps (dimension historique), ces deux dimensions étant étroitement liées, dans ce domaine plus que dans d'autres, aux modes d'implantation des populations musulmanes dans la cité.

Une cartographie présentant la distribution urbaine des lieux de culte apparaît alors comme un instrument utile si l'on convient qu'un état des lieux dynamique de leur développement et de leur implantation donne une indication sur les formes d'expression de la demande d'Islam en France.

Un tel outil présente d'abord un intérêt méthodologique puisqu'il peut permettre à la fois :

- de pondérer l'incidence des dynamiques que nous étudions, (notamment inter générationnelles) et des facteurs qui les orientent,

¹⁸⁶ ibid

- d'introduire une dimension comparative qui facilite l'intelligibilité du rapport entre les processus saisis dans des approches monographiques ou rapportées à un contexte précis.

C'est donc - sous réserve de sa pertinence et d'un énoncé des ses limites de validité - un instrument qui, parce qu'il est un procédé d'échantillonnage, permet une certaine montée en généralité de nos travaux d'enquête. Et cela, sous la forme - c'est là une spécificité de l'approche cartographique - d'une esquisse de typologie étayée par une topographie expliquée.

Mais l'intérêt de cet outil réside aussi dans les difficultés de l'exercice qui consiste à dresser une telle cartographie. Cet exercice implique en effet de définir les concepts et les objets utilisés dans la représentation graphique. A la fois parce que toute représentation graphique (c'est à dire toute projection spatiale, qu'elle soit iconographique ou sous forme de tableau) induit une représentation moyenne des objets, mais aussi parce qu'elle établit une hiérarchie qui dépasse toujours les ambitions de la taxinomie (les catégories de classement), donnant à cette induction graphique¹⁸⁷ le statut implicite d'une "loi naturelle" qui expliquerait les relations entre les objets. L'intérêt d'une cartographie expliquée est précisément de retourner ce "travers" de l'induction graphique en le déconstruisant, pour en faire un instrument d'analyse et un outil d'investigation.

Ici plus que dans d'autres domaines, le travail de définition des concepts et des objets se révèle particulièrement nécessaire, car contrairement aux domaines institués, il n'existe pas ici de systèmes de données dont l'usage fasse sens commun au-delà des débats scientifiques sur la validité de ces données.

D'une pratique ordinaire de l'Islam

En effet, l'un des traits marquants de l'actualité sur l'Islam en France au début des années 2000 est l'imprécision, voire l'inexistence de données valides sur la plupart des aspects qui font débat, y compris en ce qui concerne les lieux de culte sur lesquels reposent pourtant aujourd'hui l'essentiel du processus d'institutionnalisation engagé à travers la création du CFCM.

Si les pouvoirs publics et les instances nationales et régionales du Conseil Français du Culte Musulman se réfèrent à un inventaire pour établir le dispositif de représentation, cet inventaire ne rend pas compte de l'effectif réel des lieux de culte.

¹⁸⁷ Jack Goody. La Raison graphique. La domestication de la pensée sauvage. Edition de minuit, 1979.

De la même manière, la plupart des listes accessibles apparaissent à la fois lacunaires et imprécises. Dans la plupart des cas, à des degrés variables selon la liste, ce sont principalement trois types de lieux de cultes qui manquent au recensement :

- Les lieux liés aux foyers tels les foyers Aralys à Lyon ;
- Les salles de prières attachées à des lieux associatifs ou d'activités sociales ou socioculturelles. Par exemple, le lieu de prière de l'association JASP à saint Priest dans le Rhône, qui existe depuis plus de dix ans, ne figure sur aucune des listes que nous avons pu consulter, alors même que cette association joue un rôle central dans le débat sur la pratique de l'Islam dans cette ville.
- Des lieux de prières de proximité (à l'échelle de l'immeuble ou de sous quartiers ...) de petite taille ou ne disposant ni d'association ni de correspondant.

Sans doute peut-on attribuer une part de ces lacunes à la difficulté d'actualiser un inventaire dans un contexte de mutation rapide et en même temps marqué par une certaine instabilité. Mais il semble que l'absence de ces quatre types de lieux de culte, qui représentent probablement une part importante de l'expression de la demande d'Islam, tient surtout à la logique de classement et de décompte qui préside communément à l'établissement de la plupart de ces listes. Et cela au début des années 2000, que ces listes soient produites par des organismes publics ou par des organisations musulmanes.

En fait, la convergence des critères de classification et, symétriquement, la similitude de leurs lacunes et imprécisions, révèle la priorité communément accordée à un type de reconnaissance et à une norme de qualité. Les catégories utilisées décrivent pour l'essentiel les qualités fonctionnelles des lieux de culte (*capacité d'accueil hommes et femmes en nombre de places ou en surface, ouverture partielle ou permanente, prêche du vendredi, équipement pour ablution et sanitaires*). Ce n'est qu'exceptionnellement que sont mentionnées d'autres aspects tels que les activités socio-éducatives, cours d'arabe ou études du Coran ... qui permettraient de situer les lieux de culte dans leur globalité plutôt que sous le seul angle de la pratique de la prière. La figure du lieu de culte ainsi mise en avant par ces listes apparaît comme celle d'un lieu d'une pratique ordinaire de l'Islam dans la cité, qui, idéalement, serait ancrée dans une localité ordonnée. La priorité accordée à ces critères traduit, en ce sens, le point minimum de consensus entre toutes les tendances et les pouvoirs publics sur la perspective d'un exercice du culte dans des conditions de dignité. Cette figure est d'ailleurs véhiculée par diverses structures musulmanes qui éditent des annuaires, ouvrent des pages services et "adresses utiles" sur leurs sites Internet, à la fois pour affirmer l'inscription de leur

propre action dans un universel musulman et pour les rendre plus attractifs, comme le font aussi des opérateurs commerciaux cherchant à séduire la clientèle musulmane.

Cependant, cette figure, aussi triviale qu'elle puisse paraître, n'est pas sans poser de problème¹⁸⁸ :

- soit que, au-delà du débat sur les “mosquées cathédrales”, son institutionnalisation comme figure de l'aboutissement d'un processus de reconnaissance ne fait pas l'unanimité dans le monde musulman, et en particulier pour les différents courants d'expression des générations montantes ;
- soit que ce consensus, en mettant en avant cette figure d'un Islam ordinaire tend à occulter la persistance de la précarité, de l'isolement et de la stigmatisation dans lesquelles est tenue une grande part de la population de culture musulmane. De sorte que persiste un Islam mineur si ce n'est un Islam des caves, tandis qu'un Islam hors ces normes peine à acquérir un droit de cité.

On touche là l'importance des lacunes de ces listes. Cependant comme dans toute entreprise de classification univariée du réel, les frontières du recensement restent floues, certains objets aux marges du modèle de référence du classement sont pris en compte et d'autres pas, le recensement perdant ses facultés systématiques aux marges. De plus, comme dans tout parti pris classificatoire, ces listes regroupent et hiérarchisent des réalités très différentes. Et s'il y a une certaine pertinence à postuler que le niveau d'équipement et la taille des mosquées traduit bien un certain niveau de développement et d'institutionnalisation des projets par opposition à un "Islam des caves", en revanche cette logique opère des réductions explicites ou induites par le consensus sur lequel elle repose. Réductions qui ajoutées au caractère lacunaire des listes, nuisent à l'intelligibilité de l'Islam en train de se construire en France.

La réduction la plus marquante est sans doute la réduction de la pratique à la seule fréquentation des mosquées. Mais une autre réduction, tout aussi importante, concerne

¹⁸⁸ Signe que la question du recensement est particulièrement sensible, en 2004, le CRCM Rhône Alpes, qui dispose d'un site Internet ne publie aucune liste, pas plus d'ailleurs que le CFCM. Sur un autre plan, on remarque que la région Rhône Alpes est beaucoup moins équipée en matière de listes que d'autres régions ou départements, notamment dans la région parisienne ou dans la région PACA où des structures fédératives de portée plus ou moins importante qui préexistaient au dispositif CFCM, sur des objets communs limités comme l'information des musulmans sur des services et des droits, publient des listes fournies, mais cependant limitées, dans la plupart des cas avec adresses et parcours d'accès. En Rhône Alpes, le site qui proposait le recensement le plus avancé, notamment pour la région grenobloise a fermé en juillet 2003 et bien que sa réouverture soit régulièrement annoncée, il n'est à ce jour pas accessible. De nombreux sites Internet commerciaux ou indépendants ont tenté de dépasser les difficultés techniques et "politiques" du recensement en jouant sur l'interactivité de leur site, mais, même pour des sites relativement bien fréquentés, cette logique d'interactivité n'a pas rencontré le succès escompté et ces listes apparaissent comme les plus lacunaires ou erronées.

l'ancrage dans la localité, comme condition et en même temps signe de reconnaissance implicitement associé à la figure de l'ordinaire sur laquelle repose le consensus minimal actuel. En effet, cette hiérarchisation méconnaît la variété des formes de proximité qui se construisent autour des lieux de culte ou dans lesquels ils prennent place. La dimension de proximité peut y varier en forme (aire et logique de fréquentation) mais aussi en substance, à travers le contenu social et religieux des projets et les dynamiques locales qui les sous-tendent et pour lesquelles le lieu de culte peut n'être qu'une des dimensions de l'engagement religieux, un point d'appui ou seulement une réponse au besoin d'exercer une pratique.

Diversité de la demande et des formes d'expression de l'Islam à travers la pratique du culte.

Ainsi, tout autant qu'un signe de précarité et de faible reconnaissance, la petite taille de lieux de culte et leur distance relativement à une norme idéale de l'ordinaire peut relever de différentes situations. Situations où la proximité immédiate peut être une fin en soi, une construction locale par des communautés de pratiquants, une revendication même parfois, sans pour autant qu'il s'agisse d'y pratiquer un Islam mineur mais au contraire d'ouvrir le champ social français à des formes "d'exercice" variées de l'Islam. Dans la pratique, contrairement aux termes du consensus qui sous-tend les logiques de recensement en vigueur à cette époque, c'est l'idée même de localité comme contenant et support de la reconnaissance qui est en question à travers les tensions que suscite l'émergence d'un ordinaire pluriel du pratiquant musulman en France.

Que la précarité et le déficit de reconnaissance nuisent au développement des projets de communautés locales de pratiquants, c'est une évidence dans certains lieux, enfermant les pratiquants dans une indigence matérielle et organisationnelle qui n'est pas sans rapport avec certaines formes d'expression rigoriste de l'Islam. Bien que, là encore, il faille à chaque fois prendre la mesure des dynamiques sociales qui mettent ces formes d'expression en tension, s'y opposent ou débouchent sur des alternatives en limitant la portée sur la base d'une composition locale. Cependant, les choses ne sont que rarement fixées une fois pour toutes, et, dans la plupart des cas, ces modes de composition locale apparaissent comme des étapes dans un parcours évolutif. Des étapes que l'on ne peut réellement saisir qu'au regard de différents registres de temporalité qui en orientent le sens : temporalité générationnelle et des rapports inter générationnels, temporalité de l'évolution de la condition économique et sociale des populations, temporalité de l'action locale et des modes d'organisation, temporalité du débat public et de l'actualité internationale.

Cependant, si la précarité des populations musulmanes apparaît comme un facteur de dispersion de la demande d'Islam et de disparité de ses formes d'expression à travers les lieux de culte, en revanche, contrairement au credo partagé par nombre d'élus locaux et d'administrations, la réduction de la précarité n'implique pas l'abandon des formes de proximité au profit d'un lieu de culte inscrit dans la localité sur le modèle de la paroisse, même si ce modèle de l'ordinaire remporte aussi l'adhésion de nombreux musulmans. De même, la tentation des pouvoirs publics locaux de forcer la reconnaissance par l'impulsion d'un projet de grande mosquée n'entraîne pas directement la réduction des formes variées d'expression locale de l'Islam derrière l'idéal public d'une norme des pratiques ordinaires. L'actualité de Vénissieux à l'époque de l'étude, tout comme les débats sur le projet de grande mosquée à Grenoble traduisaient bien cette problématique, laquelle était déjà l'un des aspects de la controverse sur les mosquées cathédrales comme celle de Lyon ou d'Evry. De plus, s'agissant des dimensions de proximité, de précarité et de diversité des courants, il faut sans doute prendre en compte aussi le type particulier des composantes de l'Islam qui saisissent les univers sociaux fragilisés comme terrain d'engagement social pour leurs militants. Car ils sont le plus souvent issus des jeunes générations, lesquelles, loin d'une conception du lieu de culte comme point de fixation d'un modèle communautaire auto-reproductif, s'envisagent dans un Islam jouant un rôle actif dans les transformations sociales, voire les luttes sociales.

Configuration socio-urbaine et dimension générationnelle

Ainsi, mis à part le problème des lacunes que nous avons soulignées, les points d'implantation des mosquées et salles de prière tels que l'on peut les projeter sur un plan apparaissent comme des points de cristallisation d'une dynamique plus large, d'une dynamique composite qui s'exprime différemment selon les contextes sociodémographiques et socio-urbains.

Cependant, si ces contextes déterminent les conditions d'émergence et d'évolution des projets, la dynamique d'ensemble ne se résume pas pour autant à la résultante de problématiques locales.

Recomposition générationnelle et conjugaison local / extra-local dans l'engagement religieux

En effet, échanges, débats, controverses, et positionnements stratégiques participent de cette dynamique d'échelle plus large et se jouent pour partie sur des scènes extra-locales ou plutôt sur une articulation réciproque de ces scènes avec le niveau local dans ses différentes

dimensions historiques et sociales. Le local à travers le rapport aux mosquées et lieux de culte apparaît ainsi comme un enjeu pour des mouvements d'échelle supérieure.

Mais au-delà d'une approche de ce rapport entre local et extra local en termes de compétition et de stratégies (notamment liées au processus d'institutionnalisation tant dans sa dimension endogène aux mouvements et courants structurant l'expression de la demande d'Islam, que dans son rapport aux institutions, CFCM notamment), c'est aussi le transport de cette dimension locale dans l'extra local à travers l'héritage des générations successives de l'immigration qui prend une importance décisive. Dans l'invention de l'Islam de France, l'articulation du local et de l'extra-local s'opère en partie à travers la recomposition des segments de générations montantes qui se sont redistribuées à travers le modèle d'intégration individuelle, les étudiants et les jeunes actifs notamment, certains d'entre eux adoptant des modes de vie urbains individuels en accédant à la mobilité professionnelle et résidentielle, tandis que les plus vulnérables au regard des règles du marché restent captifs des univers confinés des quartiers. Dans le même temps, d'autres segments des jeunes générations d'actifs construisent un nouveau rapport urbain dans la conjugaison entre, d'un côté, la déterritorialisation d'une partie de leurs activités sociales et professionnelles, voire politiques et religieuses, soit une dimension extra-locale, et, d'un autre côté, des formes variées, interdépendantes ou non, d'engagement local (engagement associatif, prise de responsabilité dans des organismes locaux, participation aux relations et événements qui structurent la vie familiale et son rapport à l'entourage proche ...).

Ce processus de recomposition des segments générationnels dans l'adhésion à des formes d'engagement religieux est particulièrement repérable dans les mouvements de jeunes musulmans lyonnais, à travers les deux registres d'action que sont pour eux, d'une part, les congrès, conférences, projets éditoriaux et d'autre part, le travail local au sein d'associations et leur mise en réseau. Mais ce processus se manifeste aussi sous d'autres formes, quelles que soient l'affiliation des Mosquées, donnant lieu à une variété de formules ou de modes d'organisation des associations de gestion du lieu permettant d'assumer ces rapports de manière aussi stable que possible.

Recomposition générationnelle et articulation local/extra-local ne vont néanmoins pas de soi. La recomposition générationnelle est constamment mise à l'épreuve des tensions suscitées par la conjugaison de la logique extra-locale des mouvements ou des fédérations et de l'engagement social et parfois politique des militants des associations musulmanes. Des tensions qui apparaissent publiquement à travers des événements comme les manifestations

liées à l'affaire du voile. S'ils s'expriment en termes de choix politiques ou stratégiques sur la scène publique, les repositionnements suscités par ces événements s'expliquent en grande partie en termes de recomposition générationnelle. Ils en mettent à jour les enjeux propres : problématiques du rapport entre natifs et immigrés récents ; affranchissement des sphères d'influence étrangères ; réappropriation des héritages ; types de conjugaison entre engagement social et engagement religieux...

Les catégories de classification des lieux de culte ne distinguent pas les projets selon ces dimensions pourtant structurantes. Dès lors, à la lecture de la carte de l'agglomération lyonnaise dressée selon des critères normatifs de recension des lieux, on pourrait penser que les projets de petite taille, faiblement équipés, seraient le signe d'un *Islam de banlieue* qui, en dehors d'une affiliation à des fédérations, ne parviendraient ni à la notabilité ni à des formes d'innovation sociale.

Configuration socio-urbaine, dynamique sociale et profil des lieux de culte.

Une composante associative locale joue pourtant souvent un rôle décisif dans l'émergence des projets :

- les associations regroupant les anciens qui, dans certains sites, dépassent les clivages nationaux, ethniques ou de quartier et participent à la maturation de projet nécessitant un degré supérieur de conception et d'organisation (Saint Priest, dans le Rhône par exemple) ;
- les associations portées par des générations montantes qui sont actives, à des degrés divers dans la plupart des quartiers de ZUP et dans les villes moyennes de banlieue à forte présence immigrée de culture musulmane. Et si cette composante associative liée aux jeunes générations ne joue que rarement un rôle direct dans l'animation ou le développement des lieux de culte - comme c'est cependant le cas à Décines ou à Rilleux (69) par exemple - c'est qu'elle intervient dans des contextes où les processus socio-urbains surdéterminent les dynamiques sociales et par conséquent les formes d'organisation sociale sur lesquelles peuvent s'appuyer les projets de mosquée et de lieu de prière.

Deux variables expliquent en grande partie cette surdétermination par les processus socio-urbain.

- La première concerne les formes de décomposition et de recomposition qui s'expriment différemment dans les différentes configurations socio-urbaine et en détermine en même temps l'histoire.
- La seconde, en forte interaction avec la précédente, concerne les genres de dynamiques sociales de proximité qui s'expriment selon les quartiers, genres qui dépendent à la fois de leurs processus de peuplement et de leur insertion urbaine. En comprenant celle-ci non seulement sur le plan de l'urbanisme (densité de population, quartiers isolés ou mixité urbaine et sociale...), mais aussi sur le plan des fonctions sociales qu'occupent les quartiers dans la ville, au-delà des populations qui y résident (place dans les parcours résidentiels, fonctions commerciales, culturelles etc.) et en particulier pour la population musulmane, ou encore de l'histoire des rapports entre expression des populations locales et pouvoirs politiques locaux, histoire elle-même très liée aux facteurs socio-urbains énoncés ci-dessus.

Voire en annex1 le chapitre **Eléments de méthodologie : les formes d'appropriation par les pratiquants comme critère de classification des lieux de culte**. Dans ce chapitre est développée une analyse de figures de contextes socio-urbains d'implantation de mosquées dans l'agglomération, analyse qui a présidé à la typologie en cinq types présentées ci après et qui permet aussi de lire qualitativement la carte ci-après.

Retenons ici deux points essentiels de cette approche méthodologique :

1. C'est moins le courant religieux source d'inspiration qui importe pour comprendre la dynamique sociologique qui supporte l'émergence et le fonctionnement des lieux de cultes, que la manière dont, dans la pratique, le religieux et le séculier se conjuguent dans la vie et l'animation du lieu. Et cela, à une échelle de proximité, pour permettre à un ensemble de pratiquants d'inscrire ce lieu dans leur univers social : non seulement comme lieu de prière mais aussi comme lieu de pratiques sociales s'inscrivant dans l'invention de formes d'Islam actuelles.
2. Au regard de premières investigations, nous avons considéré qu'une orientation pragmatique soucieuse de donner à comprendre les dynamiques d'évolution, les façons de faire, à travers des modes d'appropriation, permettant à des milieux de vie de conjuguer une pratique de l'Islam avec des relations et des affiliations sociales et professionnelles courantes, nous en apprend plus sur ces dynamiques que l'évaluation

à priori de la meilleure compatibilité de tel ou tel courant musulman avec la société française

La projection cartographique de l'implantation urbaine des mosquées comme démarche méthodologique.

Les données utilisées pour réaliser les cartes sont extraites de l'Annuaire des Mosquées de France, édité par l'association La Boussole. Compte tenu des lacunes systématiques indiquées plus haut, cette liste actualisée fin 2003 nous a paru à l'époque de cette recherche, la plus exhaustive et disposant d'une batterie efficace de critères, régulièrement renseignés.

Clés de lecture de la carte :

Catégories des quartiers d'implantation

La règle générale qui structure cette projection cartographique est que les mosquées et salles de prières sont principalement implantées dans les quartiers de résidence des populations immigrées ou à proximité immédiate. Cependant, il apparaît aussi que cette distribution s'opère de manière différenciée.

On peut ainsi dégager cinq types de quartiers d'implantation correspondant tendanciellement à des profils types d'implantation des lieux de culte.

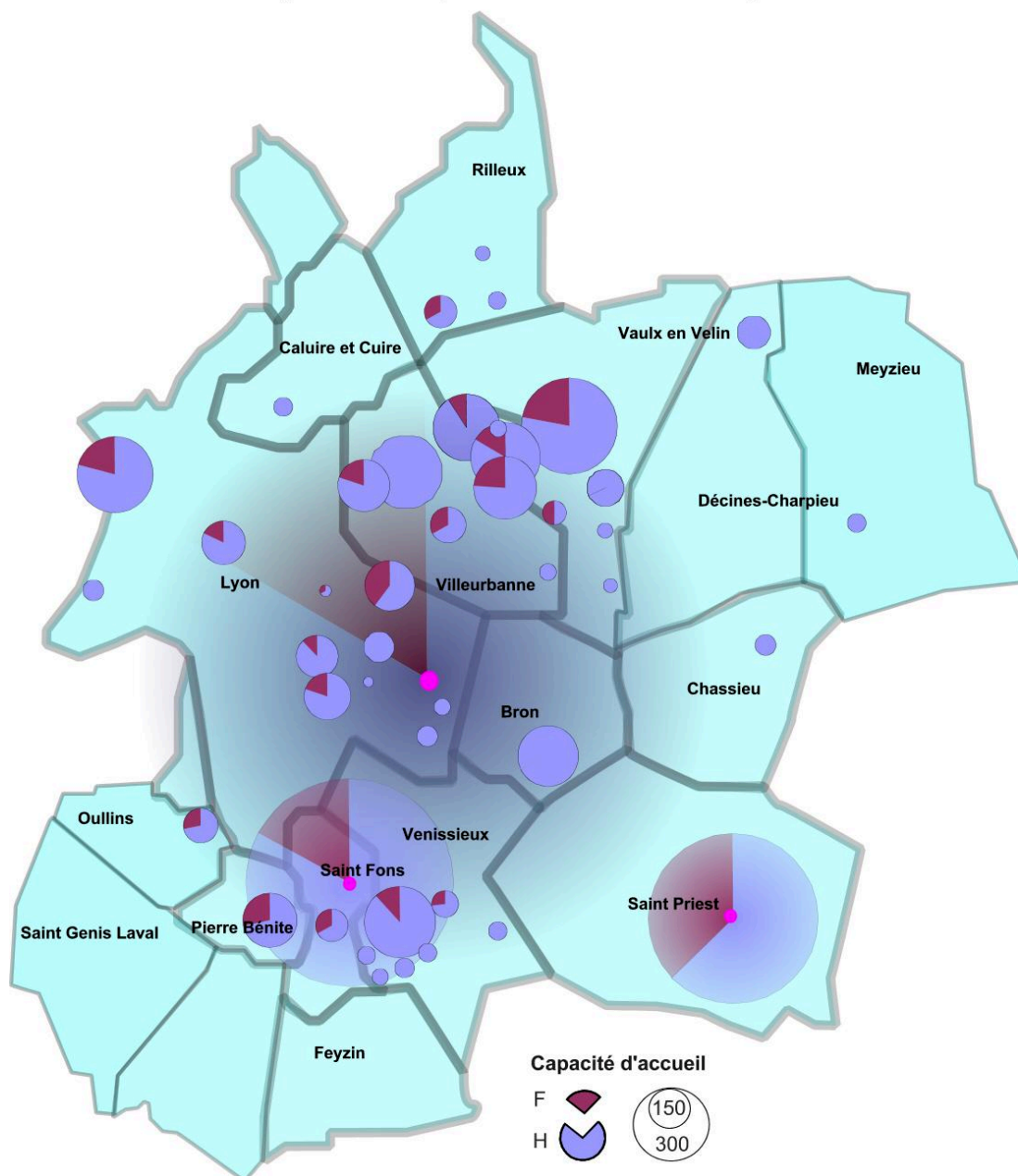
1. Les quartiers HLM de grands ensemble de type ZUP, dont le profil type est une dispersion de lieux de culte de petite taille et limités aux hommes, implantés dans les multiples sous quartiers, tandis que des projets de mosquée de taille plus importante se sont greffés aux abords des communes composées de grandes ZUP, à Vénissieux et Vaulx en Velin à la fin de la décennie 90 et au début des années 2000.
2. Les quartiers HLM de taille moyenne implantés dans la ville. Profil type : la présence d'une mosquée ou d'un lieu de culte de taille moyenne, accueillant hommes et femmes et bien équipé.
3. Les quartiers HLM de taille moyenne isolés dans les banlieues excentrées. Profil type : une mosquée ou un lieu de culte, souvent limité aux hommes, parfois dépourvu d'équipements sanitaires.
4. Les quartiers anciens insérés dans la ville, parmi lesquels des quartiers que l'on peut qualifier de centralité immigrée pour la place qu'ils occupent au-delà du peuplement,

par le commerce et les multiples fonctions qui en font des points d'articulation de multiples territoires sociaux et urbains (place du Pont à Lyon et dans une moindre mesure Très Cloître à Grenoble). Le profil type est la présence d'une ou plusieurs mosquées de taille moyenne, proches les unes des autres, en général bien équipées, et accueillant hommes et femmes.

5. Les villes moyennes de banlieue (Saint Fons, Saint Priest, Oullins, ...). Le profil type est une mosquée unique, de moyenne ou grande taille, bien équipée et accueillant hommes et femmes.

Implantation des lieux de culte musulmans dans l'agglomération Lyonnaise

estimation à fin 2003 - sources (annuaire des mosquées de France, Ed.La boussole. 2004) - fonds de carte INSEE



Les exceptions à cette règle générale de distribution sont :

- Soit le résultat d'une négociation directe ou d'un compromis implicite avec les pouvoirs publics pour des projets qui ont été publicisé d'une manière ou d'une autre (grande Mosquée, négociation sur le terrain et le permis de construire, Mosquée de Saint Priest implantée en marge du quartier de la Gare en périphérie de la ville)
- Soit un choix d'installation combinant accessibilité des pratiquants et opportunité d'achat immobilier, pour des projets portés par des mouvements (adoptant une

politique d'indifférence vis à vis des pouvoirs publics ou d'évitement des rapports conflictuels):

- des mouvements dont l'attachement à une communauté d'habitants reste secondaire dans leur logique de développement ;
- ou qui remplissent une fonction fédérative (mosquée du Tabligh à Bron, centre islamique de l'UOIF rue Lazare Carnot à Grenoble...);
- ou encore pour des projets répondant à une demande plus large que celle d'un quartier (cas des communautés turques dans la région grenobloise en particulier)

Chapitre 3 - Les Moments générationnels.

Les moments du dialogue intergénérationnel

Cette configuration socio urbaine est la trame du déploiement des moments générationnels évoqués plus haut et que l'on peut résumer ici à grand traits.

Temps 1 : Le conflit de générations. Un lieu de culte de première génération investi par un « espace jeunes ».

L'Islam des premières générations était replié sur lui-même, Islam des « caves », des foyers ou Islam HLM dans les quartier ouvriers , hébergé par d'autres, parfois des lieux chrétiens, puis, en dehors des « mosquées cathédrales », comme la grande Mosquée de Lyon, apparaissent les premières mosquées portées par les anciens qui ont dépassé le dilemme de l'exil, entre mythe du retour et installation durable. Les jeunes générations en demande d'Islam et en conflit avec les anciens se voient dédier des « espaces jeunes » tandis que les causeries du vendredi laissent peu à peu place à une forme de dialogue intergénérationnel jusque là problématique.

Temps 2 : La rupture socioculturelle. L'association contre la mosquée ou la ségrégation des espaces et des rôles.

Comme le souligne Ahmed Boubeker, *« Au tournant des années 80, la demande d'Islam déborde dans l'espace public comme une expression nouvelle des banlieues de l'Islam. Au delà des ghettos ethnico-culturels, c'est une seconde génération qui revendique ainsi un droit de cité : devenir visible, prendre place à l'espace urbain, exprimer sa présence durable sur le sol français à travers la constitution de nouvelles "communautés déterritorialisées" (Roy, 1996 ; Khosrokhavar, 1997). Ce nouveau rapport à l'Islam se fonde en effet sur des associations plutôt que sur les mosquées, et il se veut "néo communautaire" au sens d'une communauté à construire et non pas héritée. L'Islam de seconde génération s'inscrit ainsi dans un environnement élargi qui excède à la fois les liens familiaux dans lesquels les jeunes issus de l'immigration ne se reconnaissent plus et un rapport à la société française qui ne les reconnaît pas. »* Dans l'agglomération Lyonnaise, 8 associations culturelles ont ainsi vu le jour dans différentes villes de la périphérie. L'une d'entre elles l'Union des jeunes Musulman UJM, se distingue par son positionnement politique et

l'ampleur de son déploiement. Comme A.Boubeker et M.Abi Samra l'analysent, l'UJM est issue de la rencontre dans des cercles de réflexion entre des jeunes étudiants de la 2^{ème} génération avec des ex-étudiants étrangers scientifiques musulmans investis dans le quartier proche de l'université où certains d'entre eux résident (Villeurbanne) et qui proposent une version différente de l'Islam hérité des familles ouvrant à une attente spirituelle sensible aux questions sociales et politiques. Bien que les premiers pas de l'UJM engagée dans le social se déroulent à Vénissieux, elle ouvre bientôt la librairie Tabligh et la maison d'édition du même nom en centre Ville de Lyon et prend l'ampleur d'un mouvement dont l'écho excède largement les quartiers et l'agglomération, rassemblant lors de ses congrès annuel jusqu'à plus de 2000 personnes au début des années 90.

Temps 3 : Le dialogue inter générationnel. Emergence des mosquées indépendantes.

Puis au milieu des années 90, c'est un mouvement de reterritorialisation qui s'opère pour une partie de la forme *néo-communautaire* de l'islam de la seconde génération. Pour l'UJM, et nombre de militants et militantes de cette dynamique, c'est une prise de conscience de la surenchère de certains jeunes musulmans déconnectés des réalités sociales et ensuite la peur suscitée par l'affaire Kelkhal qui motive cette reterritorialisation.

La reterritorialisation de l'UJM visant à développer une action à la fois sociale et spirituelle, à Vénissieux notamment, a pu s'opérer dans une négociation avec la Municipalité confrontée aux difficultés de la jeunesse dans cette ville frappée par un fractionnement social intense. Elle bénéficie pour cela d'emplois aidés de l'aide financière du FASILD en raison de la dimension citoyenne du message qu'elle porte. L'expérience des jeunes leaders de la deuxième génération et l'audience institutionnelle de l'UJM à cette époque leur a permis de créer des associations locales confiées à des jeunes de la troisième génération. Mais deux facteurs vont contrarier ce retour au territoire. D'une part à partir de 1993, la disgrâce qui commence à frapper l'UJM du côté de la Mairie comme du côté du FASILD et de l'Etat en général en raison de la tension croissante suscitée par ses prises de positions politiques dans un contexte de suspicion croissante à l'égard des formes néo-communautaires taxées d'islamisme et d'ambiguïté, et sans doute aussi cristallisée sur la proximité entre l'UJM et Tarik Ramadan. D'autre part, bien que socialisés au niveau local, l'inexpérience des jeunes générations de l'UJM en charge des associations, la présence d'autres attracteurs musulmans dans les quartiers peu enclins à se voir concurrencer (des militants s'affichant Salafistes

implantés notamment), et leur extériorité par rapport aux réseaux de l'éducation populaire, clubs sportifs, associations liés aux dispositifs publics, ne leur permet pas de composer une forme d'implantation tenable.

Dans le même temps, les lieux de prières et les mosquées se développent, portées par les communautés immigrées locales, avec l'appui selon le cas de fédérations confessionnelles dont l'UOIF est la plus importante, ou référée à des courants, Salafistes quiétistes en particulier, ou encore appuyées par des fédérations représentant des groupes nationaux, Algériens, Marocains, ou Turques principalement. Cependant nombre des groupes porteurs des nouvelles mosquées ne se reconnaissent pas dans les fédérations et revendiquent leur indépendance.

Même si un conflit de perspective oppose les anciens aux acteurs de cette conception de l'islam néo-communautaire qui trouvent localement le relais de plus jeunes (3^{ème} génération), quant à la vision de ce que doit être le projet de mosquée, c'est sur le double registre de l'indépendance des mosquées par rapport aux fédérations et de la séparation entre le religieux et le séculier (gestion et volet social du projet de mosquée) que les générations trouveront des formes d'agencement dont le sens réside aussi dans le fait que ce moment est celui d'une transmission intergénérationnelle comme dans le cas de Saint Priest par exemple.

Un fait remarquable relatif à la dynamique néo-communautaire est qu'en se déterritorialisant elle a trouvé son public de jeunes de la troisième génération dans pratiquement toutes les villes et quartiers. Un public qui a tenté d'investir les projets de mosquée avec plus ou moins de succès sans s'inscrire dans les rôles propédeutiques habituellement dédiés aux jeunes générations dans les communautés musulmanes locales pas plus qu'ils n'ont suivi les choix spirituels des anciens. Dans un cas comme Saint Fons, les cadres statutaires ne laissaient aucune place à ce type de rapport dialogique. En effet les statuts instituent un double cadre : d'une part, la séparation du religieux et du séculier et d'autre part des cadres propédeutiques imposés pour accéder aux instances de d'orientation de l'association porteuse de la mosquée. Mais le dialogue n'a pas pour autant été rompu, notamment avec l'association Interface qui est en lien avec l'UJM et les associations de lutte dans les quartiers de la banlieue. A Saint Priest, si le dialogue intergénérationnel a pu prendre place, comme on l'a vu, c'est de manière conflictuelle mais avec une amorce de médiation ouvrant à un processus de succession à moyen terme. Dans d'autres villes comme Rillieux c'est semble-t-il parce que la 2^{ème} génération a pu être à l'initiative d'un nouveau projet de Mosquée négocié avec la Mairie que

cette rencontre dialogique intergénérationnelle a pu y prendre forme de manière plus structurée.

A l'exception de Mosquées très marquées par un courant, dans les Mosquées indépendantes ce sont donc des hybridations des trois moments qui prennent forme : 1 - Espace jeunes dans les mosquées. 2- jeunes pratiquants néo-communautaires en dialogue plus ou moins ouvert avec la Mosquée. 3 - ouverture de l'espace séculier de la mosquée à un projet social et réflexif non restreint à des fonctions rituelles, ou relatif à la vie communautaire locale.

Convergence entre associations musulmanes et associations de luttes de l'immigration

L'UOIF a elle aussi trouvé une large audience dans des publics en attente d'un autre Islam que celui des anciens et doit à son tour trouver la manière de s'ancrer dans les réalités sociales locales et tenir compte en même temps des dilemmes auxquels sont confrontées les jeunes générations musulmanes quant aux enjeux publics, sociaux et politiques pour lesquelles le niveau local n'est que rarement le bon niveau de résolution mais sur lequel on ne peut pas agir sans y être solidement ancré. L'épreuve de l'ancrage dans les réalités locales révèle l'ampleur profonde qui distingue l'UJM et les associations musulmanes issues d'une expérience sociale dans les quartiers relativement à l'UOIF. Ainsi se souvient Saïda Kada¹⁸⁹ fondatrice de l'association Femmes Françaises Musulmanes Engagées FFME association membre du collectif Divercité « *L'affaire Kelkal en 1995 a été un moment charnière mais qui n'était pas encore pensé comme une lutte. On se vivait d'abord comme des victimes et c'est la peur qui dominait. Cet événement a également ramené à la surface un mépris des arabophones vis-à-vis des francophones. Ils avaient un rapport à la banlieue qui était exécration. Pour eux les jeunes des quartiers, c'étaient tous des camés, tous des bandits. Mais sur la place lyonnaise, l'UOIF s'est heurtée au travail de terrain de l'UJM. Dans le rapport aux luttes de l'immigration et sur les regards portés sur la société française, il y avait un décalage total entre les deux groupes. Pour moi, l'UOIF c'était des arabophones et l'UJM des francophones. L'UJM avait une histoire dans les quartiers. L'UOIF, c'était trop élitiste, trop pédant... »*

La mobilisation contre l'interdiction du voile à l'école en 2004 verra par exemple une partie de la 3^{ème} génération des jeunes et des étudiants membres des organisations JMF et EMF

¹⁸⁹ Entretien d'Ahmed Boubeker avec Saïda Kada . Op.cit.

proches de l'UOIF reprendre les arguments du collectif *une école pour tous et toutes* (auquel contribue l'UJM, le Collectif des Musulmans de France CMF, des personnalités féministes françaises, diverses associations de défense d'une école laïque pour tous, notamment la FCPE), plutôt que d'adopter la posture de l'UIOF centrée sur le caractère privé de la pratique religieuse. Ainsi, à Grenoble par exemple, comme dans nombre d'autres villes, la situation a été confuse pour les militants des associations musulmanes sur ce sujet.

"Pour ma part, expliquait alors le Président de l'association Aube initiée par des jeunes à l'issue d'un événement qui a bouleversé la population du quartier Teisseire à Grenoble, « j'ai finalement suivi l'appel de l'UOIF, mais réflexion faite, si c'était à refaire, j'opterais maintenant pour l'autre voie. Car l'enjeu ce n'est pas de négocier les limites entre privé et public, mais bien de construire ensemble quelque chose." Une position qui se fonde sur l'expérience de l'engagement associatif au quotidien. L'association Aube est née d'un incident qui a défrayé la chronique des banlieues grenobloises en 1998. "Nous étions réunis à la causerie du dimanche soir animée par l'Imam, raconte le président, lorsque nous est parvenue cette nouvelle : un jeune du quartier avait lancé un cocktail Molotov dans un bus. Ça nous a terrifiés, pour les gens dans le bus mais rapidement aussi pour nous. Comment était-ce possible qu'on en soit arrivé là ? Depuis plusieurs mois déjà nous étions quelques-uns à réfléchir à ce qu'on pouvait faire sur le quartier pour que les jeunes échappent à la dérive intérieure qui les entraînaient à faire n'importe quoi. Ce soir là, l'émotion fut si grande que des jeunes arrivaient de partout, certains qu'on connaissait bien, d'autres pas, plus anonymes ; on a été jusqu'à 90. C'est là qu'on a décidé de créer Aube. C'est l'événement fondateur." Le lendemain, l'ensemble des services publics et les équipements sociaux du quartier étaient fermés. Une mesure vécue comme une mesure de rétorsion collective par nombre de jeunes du quartier, mais surtout une réponse publique en décalage complet avec l'émotion suscitée par cet acte tragique.

Le lien entre Aube et la Mosquée est une réalité, *"Mais c'est un rapport individuel même si beaucoup d'entre nous s'impliquent dans la Mosquée. Aube c'est le social et pas le religieux. La mosquée a son conseil, Aube le sien. On s'inscrit dans la culture de séparation du social et du religieux".*

Cependant, dans le même mouvement de prise de conscience, l'UJM se rapprochera des associations militantes des luttes de l'immigration qui tentent d'échapper à l'enclavement dans les quartiers en mutualisant leurs efforts dans la structure DiverCité, dans ce qui peut apparaître rétrospectivement comme une tentative de recomposition générationnelle de deux

segments. Un premier segment, non religieux, est porté par des collectifs qui ont repris et renouvelé dans ses propres luttes dans les quartiers, l'héritage de celles de l'immigration ouvrière et des premières mobilisations de la génération beur sur le droit de cité (J'y suis, j'y reste !), les crimes racistes, la discrimination, l'injustice et la pauvreté. Le second segment étant celui des dynamiques générationnelles néo-communautaires d'un l'Islam qui fait de la question sociale et du traitement fait à l'immigration en France en enjeu.

Cette rencontre intragénérationnelle à la fois déterritorialisée et territorialisée portera de nouveaux développements aux luttes de l'immigration dont il faut souligner ici deux aspects.

Le premier aspect est celui du renfort apporté aux terrains de lutte des quartiers par la conjugaison locale/extra-locale des niveaux de mobilisation et de publicisation et à l'ouverture à de nouvelles convergences avec d'autres mouvements sociaux et politiques. Qu'il s'agisse de l'écologie politique, du mouvement des sans (sans papier, sans abri, sans travail, no border ...) ou des mouvements altermondialistes, comme en atteste la participation de DiverCité avec ces réseaux implantés aussi dans d'autres villes, au grand rassemblement altermondialiste du Larzac en 2003 ou étaient réunies près de 400 000 personnes.

Cette dynamique de rapprochement de différents réseaux d'associations de jeunes musulmans avec ces mouvements s'opère cependant dans des conditions difficiles en raison du climat politique et des pressions externes mais aussi internes comme le souligne Siham Andalouci.

« Après la participation des associations musulmanes au Larzac¹⁹⁰, puis au Forum Social Européen, ce nouveau partenariat [dans le collectif Une école pour tous-tes] avec des associations laïques et féministes va justement dans la logique de rompre les clivages, de créer des ponts au-delà des appartenances religieuses et philosophiques. Je pense que les 150 associations musulmanes locales qui se sont réunies le 17 janvier 2004 sont en train de montrer l'exemple. L'attachement à nos spécificités n'est en rien un frein à la constitution d'une solidarité et à la reconnaissance de valeurs et de principes communs que l'on doit communément défendre. C'est cela le vivre ensemble. Si certains nous disent que vivre ensemble, c'est faire fi de ses spécificités, nous, nous disons que c'est armés de nos particularités que nous pourrons mieux comprendre l'autre.

¹⁹⁰ En 2003 s'est tenu au Larzac, un rassemblement de près de 400 000 personnes dans ce haut lieu des luttes paysannes soutenues par un vaste mouvement social, déclenché à la fin des années 70 dans l'affrontement des paysans contre l'extension d'un camp militaire sur les terres agricoles. Cette mobilisation est devenue l'un des emblèmes d'une mobilisation pour l'autonomie des peuples à disposer d'eux-mêmes dans un rapport aux utilités et à la nature exempt de rapports de domination.

Cela n'est possible que si et seulement si nous restons persuadés qu'il y a des valeurs et des principes qui nous dépassent tous dont les plus essentiels sont la justice et la solidarité.

Au sein du collectif Une école pour tous (tes) mais aussi dans le cadre d'autres partenariats (laïcs, altermondialistes), nous avons commencé à nous comprendre et avons pris conscience de nos responsabilités communes. () Pour ma part, je considère que c'est la seule alternative possible pour éviter de sombrer dans des dérives les plus extrêmes.

D'une part, il faudra que les organisations musulmanes puissent continuer et persévérer dans la mise en place de partenariats réels et engagés malgré les pressions internes et externes, malgré le climat social, économique et politique qui ne favorise pas l'échange, le contact et le débat et qui nous pousse vers la crispation, le rejet et le repli.

D'autre part, la véritable question pour l'avenir est de savoir si les organisations partenaires auront suffisamment d'audace et de courage pour aller à contre-courant et dépasser les pressions et les suspicions politiques et médiatiques et franchir ce pas supplémentaire, essentiel en soi »

On peut aussi observer ici que la montée en échelle de cette conjonction d'engagement thématiques et locaux à la fois a été à l'origine de dynamiques de coopération entre des milieux engagés ancrés localement mais habituellement disjoints, et que la texture sociale de la trame locale du réseau que nous avons identifiée dans la campagne « justice et dignité pour les Chibani-a-s » en résulte en grande partie.

Le second aspect des développements de l'action militante liés à la rencontre des deux segments générationnels est celui de la lutte contre l'islamophobie en tant que telle, qui renvoie au droit de cité de l'Islam dans sa diversité et par suite à la controverse idéologique et politique sur la laïcité, mais aussi à l'islamophobie en tant que nouvelle forme de racisme anti-immigré.

L'affaire du voile de 2004 révèle ainsi une autre dynamique, en contrepoint d'un laïcisme dogmatique, incarnée par le *Collectif Une école pour Tous-tes*. Pour Siham Andalouci, alors membre du Bureau national du Collectif des Musulmans de France CMF et très engagée dans le collectif ¹⁹¹: « Les enjeux sont de deux ordres essentiellement :

Tout d'abord, il s'agit de la question scolaire. Il faut que nous prenions tous conscience au sein de la communauté, dans la société civile, pour nos partenaires institutionnels que l'école

¹⁹¹ <https://oumma.com/siham-andalouci-la-manifestation-nest-quune-etape-dans-le-processus-de-lutte-et-de-contestation/> En 2003 et 2004, Siham Andalouci était membre du Bureau national du Collectif des Musulmans de France CMF

est un bien public ; que l'éducation est un droit pour tous. Pour que cela se réalise concrètement, il faut que l'école publique cesse d'être un lieu de défiance et d'exclusion pour enfin (re)devenir un lieu qui permette l'instruction, l'éducation et où doit régner la paix, la sérénité, l'échange et le respect. ()

Certains nous parlent d'école confessionnelle (et pas seulement à l'intérieur de la communauté), comme étant la solution. Nous refusons cela. L'avenir de nos enfants dans leur immense majorité se fera dans l'école publique et laïque.

Le deuxième enjeu est d'ordre beaucoup plus général. C'est la question des populations issues de l'immigration et des quartiers populaires. Actuellement, on voit combien les gouvernements successifs se permettent toutes sortes de discriminations à l'encontre de ces populations fragilisées : les droits sociaux ne sont plus respectés, les choix spirituels sont mis à mal dans un climat de suspicion et d'islamophobie.

Aujourd'hui se pose à l'ensemble de la population la question du droit. () Nous savons qu'il ne peut y avoir d'Etat de droit et de véritable démocratie sans contre-pouvoir réel.

En ce sens, la société civile française doit s'organiser et casser les clivages confessionnels, corporatistes, culturels, etc., afin de construire ce contre-pouvoir. »

Femmes et hommes : l'accomplissement générationnel empêché

DiverCité comme creuset générationnel où se travaille l'égalité homme femme ¹⁹²

Parmi les nombreux déploiements qui se sont opérés dans le *creuset* générationnel qu'à été la création de DiverCité, c'est dans la rencontre entre des lignées d'engagement de jeunes femmes, dans le dialogue et l'action militante, que me semble avoir été travaillée explicitement une dynamique sociale dialogique d'*émancipation* des femmes par elles-mêmes déjà à l'épreuve dans des familles, dans les universités, dans les relations sociales de la vie quotidienne, à l'écart et en même temps sous la pression des nouveaux stéréotypes de la « beurette » et de la « femme voilée » et des injonctions associées.

Il n'est pas innocent que ce soit sur les jeunes femmes que la phobie anti-islam se focalise. Leur conformité au supposé modèle de la femme libre française n'était-elle pas déjà le « butin » convoité par les tenants d'une intégration « émancipatrice »? Mais à quel prix ?

¹⁹² **NB** N'ayant pas travaillé formellement sur ce sujet par des pratiques d'enquête sociologique, mon propos relève plus ici d'une tentative de mise en forme problématique reposant sur une expérience dans la longue durée de relations et de discussions avec des femmes et des hommes de cette génération, des participants à DiverCité, dans des situations d'action militante, d'enquête sur d'autres sujets, de débat, de relations affinitaires ; et sur une expérience de lecture aussi.

Comme l'indique Nacira Guénif-Souilamas¹⁹³, « *Les migrants nord-africains et leurs descendants, colonisés ou héritiers de la colonisation, sont tenus de prouver leur intégration en opposant deux mouvements que la majorité des individus s'efforce de combiner. Opposés, ils sont ainsi empêchés par deux injonctions normatives inaccessibles : l'émancipation, preuve de l'intégration sociale, la fidélité coutumière, preuve de l'intégration familiale. En subissant ces deux injonctions, ces femmes parmi d'autres nous posent une question lancinante : quel prix faut-il payer pour trouver sa place auprès des siens et dans sa société ?*

() *La « beurette » devient la vitrine rutilante du modèle dominant. Mais ce conformisme se paie au prix fort du mépris voire du rejet des parents, de la famille et de tout ce qui s'y réfère : langue, religion, migration, usages et comportements. Cette haine des siens peut devenir une haine de soi qui accentue le déchirement identitaire déjà puissant à l'adolescence et résonne jusqu'à l'âge adulte »*

La manifestation de femmes dans l'espace public, se revendiquant libres de porter le voile, citoyennes affirmées et musulmanes en même temps, allait mettre en question ce programme politique et institutionnel d'intégration tout aussi invasif que le racisme ordinaire. Dans cette tension, la tentative d'émancipation des femmes par elles-mêmes que l'on pouvait percevoir dans le moment de la rencontre entre ces deux segments d'engagement générationnel allait être mise à rude épreuve.

Echapper à la double injonction de se conformer à la famille et au stéréotype de la beurette

Et plutôt que de voir dans l'engagement des femmes de la dynamique néo-communautaire comme un *intégralisme* musulman¹⁹⁴, il me semble plus utile pour une sociologie des

¹⁹³ Guénif-Souilamas, Nacira. « La fin de l'intégration, la preuve par les femmes », *Mouvements*, vol. n° 39-40, no. 3, 2005, pp. 150-157. <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2005-3.htm-page-150.htm>

¹⁹⁴ Les cahiers de l'Islam .Rencontre avec Claire Donnet : De la reconnaissance de l'islam en France .. 8septembre 2015

https://www.lescahiersdelislam.fr/Rencontre-avec-Claire-Donnet-De-la-reconnaissance-de-l-islam-en-France_a971.html

Claire Donnet : *L'intégralisme a été théorisé par Jean-Marie Donegani (La liberté de choisir. Pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain, 1993, Paris, Éditions Presses de Sciences Po) et avant lui par Émile Poulat. Il désigne le souci du sujet d'englober la totalité des actes et des pensées dans la référence religieuse, de ne pas reléguer le religieux dans un espace et un temps précis, de ne pas séparer les attitudes religieuses de toutes les autres attitudes exprimées par le sujet. Sans parler d'opposition, une position différente a été mise en lumière : le marginalisme. Il correspond au fait de reléguer le religieux dans un espace et dans un temps précis. En conjuguant ces rapports à la religion avec l'existence ou non de transigeantisme (le fait de transiger avec des données culturelles extérieures au modèle religieux), Jean-Marie Donegani a fait découler quatre types d'attitude au sein du catholicisme : la sécularité (transigeantisme et*

pratiques de transformation sociale, de porter attention à la façon dont les jeunes femmes et hommes de ce segment de génération ont tenté, dans le débat et l'action collective avec d'autres non musulmans, de partager les épreuves qui pourraient les faire progresser dans leur souci de gagner des degrés de liberté, dans les rapports entre hommes et femmes en premier lieu, dans leur conception pratique d'un l'Islam séculier, sans y perdre en signification spirituelle.

Ainsi, au-delà de la détermination incertaine d'un féminisme musulman, Saida Kada, membre de DiverCité et ex présidente de l'association FFME, témoigne-t-elle de la difficulté de cet investissement dans un entretien avec Lydie Fournier¹⁹⁵ en juillet 2008 : « *Cet engagement [pour l'émancipation des femmes] est compliqué car il faut à la fois combattre une certaine lecture passéiste de l'islam et la misogynie "en interne", c'est-à-dire au sein du groupe référé à l'islam ; et en même temps combattre les groupes qui profitent de cette posture pour déverser leur haine de l'islam.*()

Ces groupes [de féministes musulmanes] ont rencontré une grande difficulté à, en même temps, penser la liberté de la femme dans l'islam comme dans la société, et à gérer les images qu'on nous renvoie tour à tour : celle de victime de l'homme musulman, ou de bourreau, c'est-à-dire d'islamiste. ()

marginalisme), la nouveauté (intégralisme et transigeantisme), la christianitude (intégralisme et intransigeantisme) et la stabilité (intransigeantisme et marginalisme : le religieux est considéré comme un dépôt de foi qui ne doit pas s'adapter, et comme un registre d'action parmi d'autres, qui ne les unifie pas). Ma thèse s'est centrée sur l'étude des religiosités musulmanes intégralistes en s'appuyant et en repensant ces outils d'analyse.

¹⁹⁵Lydie Fournier, « Le féminisme musulman » en Europe de l'Ouest : le cas du réseau féminin de Présence musulmane », *Amnis* [En ligne], 8 | 2008 URL : <http://journals.openedition.org/amnis/593>

Entretien avec Saïda Kada, Lyon, 23 juillet 2008.

Dans ce texte, d'où je tire ces extraits d'entretien avec Saida Kada, Lydie Fournier soutient la thèse qu'au départ le courant de l'UJM affilié au mouvement *Présence Musulmane* en France et en Belgique, lui-même inscrit dans une perspective européenne est le lieu d'expression d'un *féministe musulman* qui engage une *émancipation institutionnelle* vis-à-vis de l'Islam, c'est-à-dire qui ne cherche pas à référer les fondement de l'égalité homme-femme dans la jurisprudence coranique. Elle suggère que sous la double pression de l'islamophobie et des tenants d'un islam plus conventionnel, les femmes de ce courant ont renoncé et se sont inscrites dans une stratégie de recherche de justifications coraniques institutionnelles d'un féminisme musulman. Elle met ce virage en parallèle avec leur relative disparition des espaces de communication habituels entraînant l'invisibilité de la thématique féministe, l'engagement étant maintenant porté, selon son analyse, sur les luttes sociales tandis que sur le plan de l'islam, il serait limité à une posture promotionnelle. Bien que son article m'ait semblé documenté, je n'ai pas retenu cette intrigue pour mon propos, en raison du fait qu'elle s'accorde mal avec la dynamique que j'ai pressentie à Lyon en tout cas au cours des années durant lesquelles j'ai côtoyé des membres de ce milieu dont j'ai surtout perçu les épreuves qui les ont affectés et les efforts de mobilisation et de réflexion qu'ils et elles ont fournis, sans rien lâcher même si la période a été sombre et continue de l'être pour eux. Cela en en tentant de d'adopter une posture de *neutralité axiologique* quant au contenu des pratiques et des croyances.

En ce moment, avec le réseau DiverCité, on travaille sur la question de la polygamie et de la violence conjugale. Pour cela, on fait appel à des imams juristes dont Shir Zacharia, qui était à Château-Chinon et qui a été formé à Al-Azhar, et Mohamed Mintat, qui est assez connu à Lyon. On a compris que c'est en s'appuyant sur de telles autorités que l'on gagnera en écoute à l'intérieur du groupe religieux. »

L'idée qu'il y aurait les jeunes femmes musulmanes portant le voile d'un côté et les *beurettes* de l'autre et que les premières représenteraient un danger pour l'émancipation des secondes ne résiste pas à l'épreuve de la pratique. En réalité, même si des histoires individuelles et de milieux conduisent à des expériences éthiques et de parcours personnels et collectifs spécifiques, ces deux figures, « beurette » et « jeune femme voilée », occultent un continuum d'interrelations et une variété fluante de manières d'être au monde toujours en chantier et en débat, qui certes recouvre des pratiques conservatrices mais aussi bien d'autres hybridations qui traduisent autant les hésitations et les chemins intermédiaires imposés par la difficulté d'un libre accomplissement de processus générationnels.

Cette variété dynamique et humainement fragile échappe aux deux stéréotypes « beurette » et « femme voilée soumise » et en est en même temps captive tant ceux-ci ont pris place dans l'espace public comme figures antagoniques d'une reconnaissance sous condition, méconnaissante et clivante.

Et il me semble que pour y voir plus clair on peut considérer ces figures sous l'angle de leur dualité, ombre et lumière, comme figures du Janus d'Ahmed Boubeker, et en suivre la carrière au rythme de temporalités générationnelles inspirée de ce même auteur, soit dans la trilogie 1 - temps du social et du politique avec la figure des beurs et des beurettes, 2 - temps du cultuel avec la figure des jeunes musulmans, 3 - temps du culturel avec les figures distinctives du *Berbère*¹⁹⁶ et du *Kabyle*.

¹⁹⁶ Je fais référence ici à l'usage de la figure du Berbère ou du Kabyle très souvent convoquée dans les discours des milieux laïciste dogmatiques radicaux, à gauche et se déclarant fermement antiracistes, ou dans les milieux culturalistes déclarés, souvent de droite. Je pense en particulier à la place qu'occupe la figure Berbère Kabyle dans la rhétorique des participants à un cercle du cosmopolitisme *bon ton* de l'agglomération lyonnaise qui se réunissait jusqu'à peu dans un café (Le Zèbre) où l'on disait sans autre prévention qu'on ne manifeste pas à côté des femmes voilées, que la lutte des Palestiniens n'est plus défendable en raison de sa dérive Islamiste, que seuls les Kabyles portent un horizon laïc pour l'Algérie... On trouve dans ce cercle des figures intellectuelles lyonnaises, des responsables de grandes associations de défense des migrants, des directeurs d'office HLM qui défendent la fibre sociale du mouvement HLM., des figures de l'alternative syndicale, des élus de la gauche alternative...

A chaque temps, la figure renvoie à sa face sombre dans l'imaginaire français. Derrière le beur placé sous les projecteurs de l'actualité médiatique, le *lascard*, le dealer, le voleur. Derrière le musulman, l'islamiste source de tous les dangers. Derrière le Kabyle ou le Berbère, l'Arabe comme figure antithétique de l'homme blanc.

A chaque figure son clivage sexué. Au *Beur* la Beurette, figure de l'émancipation par rapport à la culture familiale héritée. Au Musulman la femme aliénée et soumise. Au Berbère la femme résistante à l'entreprise de domination culturelle arabe.

A chaque figure de femme son double oppresseur masculin qui justifie l'entreprise émancipatrice de la société à l'égard des femmes d'ascendants migrants. A la *beurette* son double masculin, l'homme arabe machiste et violent des banlieues. A la femme musulmane aliénée, son double masculin qui la soumet à sa volonté et à ses désirs. A la femme Berbère, encore l'homme arabe source de tous les maux.

Et c'est peut-être sur le sujet de l'émancipation que la question de l'ethnocentrisme franco-français se fait la plus vive et que, dans cette fermeture au nouveau dans l'altérité, s'expriment de la manière la plus claire, à la fois une forme de néocolonialisme et une tendance au repli communautaire de la société française, elle-même traversée par une crise des identités et un fractionnement de la raison politique et civique.

L'expérience de la difficulté accrue d'être soi dans la société en mutation

La question qui se pose n'est pas tant celle de la possibilité d'une émancipation autonome en soi mais plutôt de l'importance qu'elle prend du point de vue des conditions de félicité de transformation sociale des groupes de population minoritaires, en l'occurrence ici les français d'ascendance migrante musulmane. Car du fait même qu'elles sont dans la société, et en l'espèce plus encore du fait qu'elles y sont minoritaires, les enjeux des dimensions intergénérationnelles et de genre de leur transformation sociale sont nécessairement de la même nature que ceux que rencontrent les autres dans la société, même s'ils les excèdent du fait des multiples fronts identitaires sur lesquels ils doivent alors s'engager dans leur milieu comme dans la société, et des injonctions contradictoires qui leur sont adressées. C'est précisément ce qu'analyse Nacira Gueniff : *[Après] la crise du système industriel et la fin du mouvement ouvrier (Rancière, 1981 ; Touraine, 1973), la crise des identités (Dubar, 2002) ou encore la crise du modèle républicain d'intégration (Lapeyronnie, 1993)[.] la mutation paradigmatique de la modernité met à jour son caractère incertain et consubstantiel du*

risque (Beck, 1986 ; Giddens, 1989 ; Latour, 1991). Cette mise à jour inédite souligne du même coup la vacuité autant que le trop-plein de l'expérience et les incertitudes éprouvées par des individus exposés au risque identitaire d'être soi (Ehrenberg, 1998 ; Kaufman, 2004). La norme d'individuation prenant graduellement une place centrale, il est devenu de plus en plus difficile de décliner l'invitation à l'individuation et les risques qui lui sont inhérents. Le passage d'un monde massif tenu par des récits collectifs à des mondes défaits et refaits par la multiplicité des sphères de vie et de différenciation balise l'espace mouvant dans lequel se jouent ces aventures. Qu'elles soient sexuées ou post-genre, nationales ou ethniques, politiques ou culturelles, les identités en gestation occupent et préoccupent, affectent et transforment dès lors tant les personnes que les systèmes.

Les Français d'ascendance migrante et coloniale incarnent une figure idéale typique du passage hésitant d'une modernité à l'autre et en révèlent un des aspects les plus problématiques : la difficulté à être soi alors même que l'on est réduit à tenir le rôle, souvent à haut risque, de l'Autre. () loin d'être réductibles à une origine et/ou une culture indépassables, ces Français d'ascendance migrante et coloniale expriment la quintessence de processus ambivalents donc inconfortables de production de soi parce qu'ils subissent un régime de rareté matérielle et symbolique accentué par une modernité incertaine.() ».

Dans un autre texte¹⁹⁷ la même auteure observe qu'il y avait alors la possibilité d'ouvrir « un espace commun de compréhension des dilemmes et ambivalences de l'individuation sexuée. Or, ce désenclavement n'aura pas lieu. À la place, une intensification de la double assignation à la différence, par les proches et par la majorité dominante, placés, faut-il le rappeler, dans un rapport asymétrique qui ne leur confère pas la même position hégémonique et la même capacité d'oppression, a conduit à la séquence présente, enchevêtrant antisexisme et racisme, antiracisme et sexisme.

Cette confusion marque un rendez-vous manqué entre des luttes communes qui, faute d'être alors inventées, a conduit à une aggravation de la marginalisation des minorités d'ascendance migrante et coloniale, notamment de la jeunesse en leur sein, et à une banalisation de discours et pratiques racistes justifiés par l'arriération d'une religion musulmane et de mœurs violentes, imputées sans discernement à tous les hommes

¹⁹⁷ Nacira Guénif-Souilamas, « Contre l'antiféminisme, le féminisme prend des couleurs », *Travail, genre et sociétés* 2014/2 (n° 32), p. 157-162. DOI 10.3917/tgs.032.0157

minoritaires et conduisant à les stigmatiser pour un « machisme monstrueux » incompatible avec les « valeurs républicaines ».

Depuis lors, des entrepreneur-e-s de morale naviguent à vue dans l'épais brouillard idéologique entretenu par un consensus antisexiste mou forgé aux dépens de ces groupes subalternes : musulmans, immigrants ou candidats à l'immigration, minoritaires d'ascendance migrante et coloniale, mis en concurrence pour magnifier la supériorité du modèle d'émancipation à la française.

()

Charriant sa part de stigmatisation et de suspicion, la dénonciation de pratiques présentées comme moyenâgeuses, obscurantistes voire barbares, donc contraires aux dites valeurs de la République, nimbées du halo des Lumières, légitime, au nom des femmes qu'elle permettrait de sauver, des positions réactionnaires et racistes. Elle s'oppose à la visibilité d'une altérité intérieure aux visages complexes, effacés au profit des figures stéréotypées du garçon arabe et de la jeune musulmane voilée. L'interprétation du refus [des femmes voilées de se plier au point de vue occidental-centré] sur les voies de l'émancipation portera un féminisme, () à voir en ces femmes, jeunes puis adultes, soit le signe d'une aliénation à une doctrine musulmane, soit les indices d'une incapacité à se défaire de, voire d'une soumission volontaire à, un ordre patriarcal incarné par leurs frères, leur père, leur mari.

()

Autant de tensions entre femmes majoritaires et minoritaires qui se cristallisent dans la rhétorique de justification d'une loi interdisant dans l'enseignement public « le port de signes religieux ostensibles » pouvant aller jusqu'à des attaques directes ou indirectes contre sa cible implicite : les jeunes musulmanes voilées. ()

Institutionnalisé par des tribunes, des lignes éditoriales, des essais en pagaille et des allocations budgétaires, ce féminisme loyal à l'universalisme aveugle aux différences a bénéficié, par le fait du Prince, de postes au sein de l'appareil d'État. C'est en cela que ce féminisme anti-arabe, anti-noir, opérant bientôt la synthèse islamophobe, est blanc. Non pas parce que ses promotrices ont la peau blanche, mais parce qu'elles se posent en continuatrices, sur le front des femmes, d'une supériorité blanche qui, après le démantèlement des empires, trouve dans l'espace domestique un nouvel élan civilisateur.

Partie 6 - Conclusion de la section II sous forme de mise en perspective

Quel chemin avons-nous parcouru ?

Nous nous sommes attachés à tenter de saisir l'intrication entre d'une part, la trame narrative de la transformation sociale des milieux d'ascendance migrante et postcoloniale, et d'autre part, la trame de l'intrigue de la ville en mutation où se confrontent les intérêts de groupes sociaux parmi lesquels des générations d'ascendance migrante qui tentent de s'affirmer comme sujets de plein droit dans une France en crise de ses identités multiples. Les tensions qui résultent de cette confrontation s'expriment dans l'espace public de la ville – la rue, les places, les lieux des pratiques et des ritualités urbaines, les institutions et leurs parvis – dans le jeu des énoncés et des visibilitées, et alimentent un débat public qui se joue tout autant dans la scène médiatique que dans la confrontation des discours politiques. L'apparition de figures d'une immigration postcoloniale musulmane affirmant son droit de cité en décalage avec les figures du Beur et de la *Beurette* fixées dans les années 80, cristallise les fantasmes sur l'immigration dans un contexte où le terrorisme islamique s'exerce maintenant sur le sol français et que des jeunes d'ascendance migrante de culture musulmane peuvent y être impliqués. La réponse publique apportée aux nouvelles immigrations, celle des Roms rejetés à la rue, témoignent de l'ampleur de la crise qui traverse la société française.

Pour appréhender les dynamiques de transformation sociale de l'immigration dans son rapport à la société française, nous avons suivie trois voies d'exploration.

La première est la voie de l'économie des expédients que nous avons suivie à travers des pratiques de solidarité avec les Roms *de la rue et des campements*, puis des pratiques de solidarité des milieux d'ascendance migrante avec leurs anciens (ici Les Chibanis). *L'économie des expédients* renvoie ici aux pratiques d'assistance avec les personnes vulnérables, pauvres en un sens élargi, économiquement pauvres, désaffiliés, sans droits, ostracisés, radicalisés, toutes ces dimensions étant le plus souvent entrelacées. Il ne s'agit ici ni d'aumône ni de protection-dépendance instituée, mais plutôt d'une assistance conçue comme manière d'envisager et de transformer le monde commun par des pratiques sociales de tous les jours. Il s'agit que les destinataires de l'assistance trouvent non seulement satisfaction à leurs besoins immédiats par le secours de l'entraide et de l'interpellation des politiques

publiques qu'elle légitime. Mais il s'agit aussi, indissociablement, que les destinataires puissent aussi s'inscrire dans une trame de liens de réciprocité anonyme où ils comptent pour les autres et où les autres compte pour eux, indépendamment des transactions matérielles et immatérielles de l'assistance. En ce sens l'économie des expédients est le projet en acte d'une économie sociale où la société elle-même invente une forme de socialisation en transformant ses pratiques ordinaires pour accomplir l'entrelacement non contraint de la subsidiarité et du lien social. Nous avons suivi le destin urbain de familles romes ou assimilées des campements urbains, dans leur tentative de survie face à la violence institutionnelle par laquelle les pouvoirs publics les exposent *à nu* sous le regard des citoyens. Dans ce combat quotidien pour la survie, les Roms *à la rue*, affirment dans l'espace public ville, ses places, rues, parvis ..., leur endurance et leur dignité dans une persévérance à être là qui percute de stéréotypes par lesquels on les considère. Nous avons pu percevoir que, dans l'acharnement raisonné des pouvoirs publics, ce n'est pas tant des Roms dont il est question mais du problème qu'a la France avec son identité et avec l'immigration en général. Mais on a aussi pu saisir qu'à travers cette manière d'afficher publiquement la violence institutionnelle sur cette population, c'est aussi d'un polissage de la cité qu'il s'agit, le message de la force ne s'adressant pas seulement aux Roms mais à tous les citoyens et via sa médiatisation, à toute la société. Une politique sans équivoque qui a atteint un niveau inégalé dans l'hypermédiatisation de l'usage de la force lors de la campagne publique de harcèlement des migrants des Suds à la Chapelle à Paris ou à Saint Denis au cours des années 2010, en même temps que s'opérait à bas bruit une stratégie de criminalisation des militants qui s'y opposaient ou en publicisaient la critique.

Ainsi, au-delà de la question migratoire ou plutôt à cette occasion, c'est à une confrontation brutale entre le pouvoir des institutions et le pouvoir instituant du social qu'on assiste, dont l'un des enjeux est la normalisation symbolique de l'espace public, jusqu'à tenter de contrôler les ordres possibles des visibilité publiques.

Il n'empêche, une part de la société enfreint cet interdit de solidarité de façon plus ou moins explicite et noue des relations sur ses bords, dans les interstices de la ville, dans ses espaces réticulaires qu'ont investis les gens de la rue, et participe à sa façon d'une économie des expédients. En suivant le parcours d'une famille rome confrontée aux tourments inhérents à une existence captive des vortex d'une marginalité contrainte, nous avons découvert que pour certains de ces acteurs de la solidarité avec les Roms, des acteurs des quartiers populaires de l'immigration maghrébine, l'économie des expédients est au cœur même du travail permanent

de transformation sociale de leur milieu par ses bords. C'est-à-dire à un travail d'élargissement des frontières de leur *monde*, frontières intérieurs et extérieures à la fois. Ils ont acquis une science de la frontière qu'ils travaillent en permanence pour la rendre poreuse, perméable à l'altérité, que cette altérité provienne de la rencontre avec d'autres gens *empêtrés* dans d'autres histoires ou qu'il s'agisse de « raccrocher » les parcours des ménages de leur monde usés par la précarité ou l'isolement, ou d'incorporer dans le champ d'expérience commun de leur monde *du nouveau* porté par les acteurs militants ou non qui poursuivent des parcours dans la société et ses multiples mondes sociaux. Ces acteurs incarnent l'une des figures majeures de ce que nous appellerons « *les gens du bord* ». Toujours rapporté à une mémoire des luttes de l'immigration qu'ils actualisent, ce travail d'un milieu lui-même par ses bords participe de ce que nous avons qualifié comme *politique de consolidation* pour laquelle ils ont élaboré une *technologie sociale*. Celle-ci leur confère notamment leur capacité à passer les frontières, à actualiser les formes de solidarité des milieux des quartiers populaires confrontés à toutes les forces de fractionnement social, et à faire de l'expérience acquise dans la dispersion un bien partagé de milieux qu'ils contribuent à construire comme pluralité dynamique plutôt que comme communautés resserrées sur un socle de pratiques et de croyances normatives.

La seconde voie que nous avons suivie est celle de la trajectoire, au cours d'un cycle de trente ans, de différents segments d'une génération définie moins par l'âge que par la référence commune à un *événement fondateur* (« j'y suis j'y reste » et les marches « pour l'égalité et contre le racisme » en 1983 et « convergences » en 1984), dans leur ascension sociale marquée par leurs confrontations aux institutions sociales et publiques dans la société française en crise d'identités.

En suivant au long cours *la génération JASP* (Jeune Avenir Saint Priest) dans la banlieue Sud-Est lyonnaise, nous avons vu comment la configuration socio-urbaine de cette ville à l'écart de l'agglomération a permis aux jeunes générations des années 80 de vivre une expérience féconde sur certains aspects dans des équipements socioculturels en même temps que les politiques publiques municipales et de l'Etat les plaçaient dans un *éternel déjà là*, assignés aux quartiers et à la figure du *jeune de banlieue* décidément irréductible. Soit une *expérience du même* dans laquelle aucune transformation ne change le regard des acteurs publics captifs des discours publics et médiatiques et de l'épure de la ville de demain qu'ils ont dessinée sur papier pour des habitants imaginaires. La jeune génération JASP qui porte

aussi la revendication du droit de pratiquer le culte musulman dans des conditions dignes, se construit dans la confrontation avec la Municipalité en inventant de nouvelles formes d'action pour inscrire ses revendications dans l'agenda municipal en même temps qu'elle se structure en prenant soin de débattre, avec toutes les composantes de sa génération d'âge de toutes origines, les enjeux et les options des luttes qu'elle entreprendra. Le dédain des travailleurs sociaux et un racisme insidieux dans les espaces sportifs notamment, conduit la génération qui comprend nombre de jeunes formés à l'animation, à revendiquer une autonomie du travail social et socio-éducatif. Mais la prise de conscience des effets destructeurs de la drogue et de la précarité sur leur génération les conduit à choisir la participation sans renoncer à leur exigence de reconnaissance. Malgré le soupçon d'*islamisme* qui plane en arrière plan sur cette génération, un *aggiornamento* est trouvé qui conduit à une participation à la Municipalité là aussi sans renoncement aux attentes de leur milieu social.

Nous avons aussi suivi la trajectoire de deux autres segments qui bien qu'ayant suivi des parcours d'engagement différents, ont été conduit à faire front commun par leur confrontation à la crise de la société française malade de ses banlieues, crispée sur le problème de l'immigration et les fantasmes islamophobes décuplés par l'emprise du terrorisme islamiste sur le sol français. Et à entreprendre dans ce mouvement de convergence, une profonde actualisation des fondements de leurs engagements. Tout deux appuyés sur la mobilisation au début des années 80 de jeunes héritiers de l'immigration, français ou se revendiquant comme tels, l'un de ces deux segments de génération s'est construit dans le renouvellement de l'héritage des luttes de l'immigration pour les droits économiques sociaux et juridiques, non seulement les leurs mais ceux des immigrés non français aussi. L'autre segment, incarné par des associations culturelles musulmanes dont l'UJM (Union des jeunes Musulmans) sera la plus importante, s'est construit, sans se départir des enjeux du premier, dans l'élaboration d'un engagement spirituel musulman, attentif aux enjeux politiques sociaux, en tant que musulmans français, en décalage marqué avec *l'islam des familles* comme avec d'autres formes d'islam qui, quelles qu'en soient les écoles, argumentent de la compatibilité de l'Islam avec la République Laïque au seul nom de la séparation du public et du privé et qui ne mettent pas en question le statut des femmes découlant de leur lecture normative des textes coraniques.

Autant le premier s'est construit sur un ancrage des luttes dans les quartiers et les problèmes des populations qui y résident, autant le second s'est rapidement déterritorialisé en tentant de construire *une néo-communauté* transversale qui a fait écho à une attente d'islam plus en

phase avec des formes individuelles d'insertion dans la société. La rencontre des deux segments s'opère dans une dynamique d'articulation des échelles locales et globales. Pour le premier il s'agit d'opérer un mouvement de *déterritorialisation* motivé par le souci de mutualiser les forces et d'échapper à l'enfermement dans les quartiers par les politiques publiques. Pour le second cette articulation des échelles s'opère dans un mouvement inverse de *reterritorialisation*, motivé par une prise de conscience des dérives possibles d'un islam détaché des enjeux de transformation sociale d'autant plus dans un contexte d'islamophobie exacerbé par les attentats terroristes impliquant de jeunes français d'ascendance migrante musulmane (Cf. L'affaire Kelkal en 1995).

Cette rencontre les conduira à faire route ensemble dans le collectif DiverCité qui, en articulant local et global, sera un point d'appui non seulement pour les associations locales mais aussi pour des campagnes de mobilisation et de négociation sur les politiques publiques et les droits économiques et sociaux et pour nouer de nouvelles alliances avec d'autres mouvements sociaux. Mais dans cette dynamique de déploiement, DiverCité sera aussi un véritable carrefour de débat intra-générationnel. Cette rencontre révèle en effet combien au-delà des préjugés et des fantasmes des uns à l'égard des autres, ces deux segments de génération partagent des problématiques communes dans l'expérience de transformation sociale dans laquelle ils sont engagés. Des problématiques partagées aussi avec d'autres segments générationnels qui se construisent en conjuguant les mêmes enjeux dans des formes de lutte pour la reconnaissance dans la localité comme à Saint Priest notamment. On mesure alors l'intrication des enjeux et des pratiques de la transformation sociale avec les intrigues de la ville. L'un des traits marquants de cette intrication est le fait que les principaux attachements urbains de deux premiers segments sont des villes de banlieue, Vaulx en Velin et Vénissieux, où la ZUP est le modèle d'habitat dominant et qui ont été marquées par les événements majeurs des *crises urbaines* des années 80 (Vénissieux les Minguettes 1981) et 90 (Vaulx en Velin 1990) et où le conflit avec les institutions, en particulier la police, la justice, et l'école a été le plus vif.

C'est ainsi que la mémoire propre à différentes configurations urbaines des banlieues qui apparaît comme un des éléments structurants de ces segments de génération. Mais on peut aussi y voir l'acuité de la compétition qui s'opère depuis 15 ans dans la ville entre différentes classes sociales. Là où les anciennes classes moyennes avaient quitté en masse les banlieues, c'est maintenant un reflux vers la périphérie auquel on assiste progressivement depuis une quinzaine d'année en raison de leur déclassement qui ne leur permet plus de prétendre à la

ville dense. Conflit locaux avec les anciennes classes moyennes qui cherchent à s'allier les nouvelles pour prendre leur revanche dans les banlieues mixtes, politique de peuplement massif pour l'ensemble de la périphérie pour y loger ces nouvelles classes moyennes, clôture « indigène » dans les villes où les quartiers de l'immigration sont des enclaves urbaines, dans tous les cas cependant, l'émergence d'une action structurée autonome des jeunes générations qui entrent progressivement dans l'âge d'avoir des enfants sera l'otage des compétitions politiques locales crispées sur la thématique de l'immigration et qui tentent de rallier les différentes composantes des classes moyennes sur ces thématiques. Cette compétition locale des classes moyennes est arbitrée au niveau des collectivités intercommunales d'agglomération et de l'Etat qui planifient la recomposition des espaces d'habitat et allouent de nouvelles fonctions économiques et logistiques aux territoires périphériques de la ville en pleine conurbation. Les processus de reconnaissance qui ont pu commencé à s'établir comme à Saint Priest où la génération a pu combiner des espaces de structuration autonome et une prise de participation dans les équipements et la Municipalité, sont sérieusement fragilisés par l'intégration de cette ville comme place stratégique dans la compétition politique que se livrent les classes moyennes et les milieux économiques décisionnaires au niveau de l'agglomération.

Les différents segments de génération sont eux aussi engagés dans une transformation sociale qui voient les élites militantes s'inscrire progressivement dans un parcours d'ascension sociale vers le niveau de classe moyenne. Et les débats qui animent l'ensemble de cette génération rendent compte d'une variété d'expériences situées qui éclaire la dynamique générationnelle cristallisée dans DiverCité comme étant aussi une épreuve de cohésion et de solidarité entre classes populaires et une prémisse de classe moyenne émergente. A Saint Priest, où la génération suit un autre parcours, ce même type d'évolution des élites militantes vers les classes moyennes tout en conservant une solidarité étroite avec les classes populaires d'ascendance migrante maghrébine ou non, se cristallise dans la difficulté à définir les cadres et exigences de pratiques dans des projets associatifs autonomes dans le champ socioéducatif et sportif notamment.

La spécificité du *moment* DiverCité révèle ainsi un autre enjeu générationnel que l'on retrouve partout mais qui n'est que rarement explicitement mis à jour dans son implication problématique sur l'accomplissement d'une transformation sociale en cours et raisonnée. Pour les deux segments de génération qui y unissent leurs forces, cet accomplissement s'énonce délibérément émancipateur vis-à-vis de valeurs et pratiques des milieux de naissance mais se

conçoit en même temps dans le souci de ne pas rompre avec eux. Cependant, que ce soit sur le plan religieux, sur le plan des solidarités sociales, sur le plan des rapports public-privé ou sur le plan des relations entre classe moyenne émergente et classe populaire des milieux d'ascendance migrante, l'expérience éthique de l'élite militante des jeunes français héritiers de la première génération d'immigration ouvrière diffère considérablement de celle de jeunes générations d'élites issues d'immigrations plus récentes qui ne partagent pas l'héritage des pionniers, ni la référence aux événements fondateurs du début des années 80 et 90, ni l'attachement à l'héritage des luttes de l'immigration considérée dans son ensemble.

Cette différence de perspective et d'héritage s'exprime à tous les niveaux d'expérience sociale, politique, affective ou identitaire, place les générations héritières des pionniers devant l'épreuve d'affirmer une solidarité sans distinction dans la condition faite à l'immigration dans les quartiers populaires et sur le pan socio-juridique (droit de séjour, rapprochement familial, éducation, condition de vie dans les quartiers, Chibanis etc.) et sans renoncer non plus à l'exigence de reconnaissance de leur propre expérience.

Le moment DiverCité est aussi marqué par une dynamique de transformation sociale de la génération elle-même inscrite dans une perspective de transition politique et sociale explicitée ou induite. En témoigne notamment la recherche de coopération avec d'autres mouvements sociaux et politiques, de l'alternative écologique aux mouvements altermondialiste. Les débats qui animent le collectif formé par ces deux segments de génération articulent directement trois niveaux d'enjeux. 1 – enjeux relatifs aux pratiques quotidiennes (rapports hommes-femmes, rapport aux utilités). 2 - enjeux relatifs aux tensions actuelles dans l'espace public notamment à propos de l'interdiction du voile à l'école. 3 - enjeux relatifs à un horizon de transition politique et sociale.

DiverCité sera le siège d'un dialogue ouvert entre femmes voilées ou non, entre musulmanes et non musulmanes, et avec les hommes du collectif, sur l'égalité homme-femme dans les pratiques quotidiennes, au plan juridique, religieux et politique comme au plan politique et institutionnel. En ce sens, non seulement cette rencontre témoigne d'un degré d'avancée rare dans la conjugaison collective de ces trois niveaux d'enjeux. Le niveau des pratiques effectives étant souvent tenu à l'écart. Mais ce travail sur les enjeux des pratiques témoigne d'une capacité des participants à saisir l'enjeu transformateur de traiter dans un collectif des questions privées ouvrant le champ des désirs intimes, question éminemment politique au sens où s'y joue non seulement la question des rapports de domination, mais aussi l'expression générationnelle d'une reconnaissance et du partage d'un désir de liberté dans les

relations homme femmes, là où les femmes d'ascendance migrante musulmane sont soumises à une pression considérable. Comme l'a analysé Nacira Guenif, elles sont sous contrainte d'une double injonction : d'une part, l'injonction de se conformer au modèle familial hérité et d'autre part, l'injonction de se conformer au modèle idéal-typique de la *beurette*, fabriqué par la société française comme modèle d'intégration émancipatrice « version civilisée ». Un modèle indissociable de la stigmatisation des hommes arabo-musulmans comme violents et machistes ou comme *théologiens* de la soumission de la femme.

Enfin la troisième voie que nous avons suivie est celle de l'analyse des rapports générationnels, intergénérationnels et de genre par lesquels passe toute transformation sociale et où se recomposent aussi les conceptions du profane et du religieux. C'est là encore dans l'intrication des intrigues de la ville et de la transformation sociale que se joue la reconnaissance d'un droit de Cité de l'Islam en France. En témoigne la focalisation du débat public sur le port du voile dans l'espace public de la ville, les espaces institués de l'école, puis de l'université et même du travail. Comme l'émergence de nombreuses mosquées dans la cité, dont nous avons tenté de dresser une topologie socio-urbaine, a pu cristalliser tous les fantasmes et les peurs de milieux locaux. Dans cette dynamique d'affirmation d'un Islam de France dans la cité qui traduit avant tout une demande d'islam diversifiée, le *principe de laïcité* est invoqué, aussi bien par ses gardiens traditionnels que par ceux qui en contestent la primauté dans le socle des valeurs de l'occident chrétien, comme un rempart contre un supposé projet d'islamisation de la société française. Les frontières de la raison et de l'idéologie s'effondrent et les partitions de la philosophie politique se recomposent dans un émiettement de radicalités plus ou moins tentées par le complotisme ou les thèses du « choc des civilisations » alimentées par l'emprise du terrorisme islamiste sur le sol français. Jusque à faire d'un *féminisme d'Etat* un instrument de la conformité de la femme d'ascendance migrante musulmane au modèle de la *beurette* nécessairement laïque, une arme contre toute forme d'émancipation générationnelle et de genre ayant quelque chose à voir avec l'Islam, érigeant pour cela l'agrégat *république-laïcité-féminisme*, pourtant très circonstancié dans l'histoire moderne, au rang de nouvelle *trinité civilisatrice*. Cependant les pouvoirs publics prennent la mesure du danger que représente pour la République de ne pas considérer la demande exprimée par les français d'ascendance migrante musulmane, de pouvoir pratiquer dignement leur culte, et de ne pas considérer que l'Islam est devenue la seconde religion pratiquée en France. Soucieux de limiter ou de contrôler l'influence étrangère dans l'Islam de

France, non seulement celle des pays d'origine mais aussi celle des fédérations ou courants islamique transnationaux, c'est par un dispositif basé sur le seul droit du culte que s'opère la reconnaissance de l'islam de France. Et c'est par conséquent par la représentation électorale des mosquées que sera construite une représentation de l'islam de France concrétisée par le Conseil Français du Culte Musulman. Cependant les mosquées sont pour la plupart affiliées à des fédérations. Les mosquées se distribuent ainsi dans l'offre de fédérations liées aux pays d'origine de groupes locaux qui en portent le projet d'édification (principalement Algérie, Maroc, Tunisie, Turquie), soit à des fédérations représentant un courant ou une école spécifique de l'Islam. In fine le dispositif de représentation de l'Islam de France par les Mosquées privilégie la représentation des fédérations auxquelles sont affiliées les associations cultuelles qui les gèrent. Nombre de mosquées nouvellement créées par des communautés locales ne se reconnaissent pas dans ce schéma et l'on voit ainsi nombre d'entre elles afficher leur indépendance en se regroupant ou non sous ce label.

Cependant les mosquées sont loin de représenter l'intégralité des pratiques du culte. Ainsi qu'il s'agisse de difficulté d'accès aux nouvelles mosquées ou que les pratiquants ne se reconnaissent en elles, sur le fond religieux ou parce qu'ils préfèrent une pratique insérée dans une communauté de proximité immédiate, de nombreux lieux de prière existant dans les grandes ZUP, dans les bourgs, et les quartiers populaires de centre ville, restent fréquentés tandis que d'autres sont ouverts. La représentation de l'Islam de France par les mosquées ne rend pas compte non plus de l'expression d'une attente d'islam portée par une part des générations montantes qui ne se reconnaissent pas dans l'islam des familles ni dans celui des courants principaux représentés en France ; et/ou qui conçoivent leur engagement religieux aussi comme un engagement social ou qui privilégient une pratique plus individualisée des formes sécularisées d'islam plus en phase avec leur mode individuel d'inscription sociale, renvoyant pour une part aux exigences éthiques d'une classe moyenne émergente¹⁹⁸.

L'un des traits remarquables de l'émergence des Mosquées locales tient au fait qu'elles sont le plus souvent portées par les anciens, immigrés de la première génération et qu'en opérant l'acte de construire une mosquée ils consacrent le sol français comme digne d'installation, comme un legs aux générations futures qui l'investiront à leur manière. C'est ainsi non seulement le signe d'une réconciliation avec leur histoire qui dédramatise le renoncement au projet du retour au pays d'origine et ouvre à un horizon de paix qui permettra de dépasser les

¹⁹⁸ Il faudrait étudier sous l'angle de la transformation sociale la place qu'occupe Internet dans l'inscription de ces pratiquants dans la communauté de croyants.

conflits anciens, entre immigrés Algériens et Harkis et entre groupe nationaux d'origine (Boubeker 2004) ,mais aussi le signe que le moment d'une transition peut prendre place dans un dialogue intergénérationnel tenu à l'écart jusque là. L'analyse de cette dynamique d'émergence des mosquées sous l'angle des rapports intergénérationnelle fait ainsi apparaître trois moments de ces relations (Temps 1 : Le conflit de générations. Un lieu de culte de première génération investi par un " espace jeunes ". Temps 2 : La rupture socioculturelle. L'association contre la mosquée ou la ségrégation des espaces et des rôles. Temps 3 : Le dialogue inter générationnel. Emergence des mosquées indépendantes.) que l'on retrouve dans les mosquées en tant que tels ou combinés selon les contextes socio-urbains et leurs histoires.

Le processus de transformation sociale en suspens ?

Qu'en est-il alors du processus de transformation sociale à l'œuvre dans le rapport de tension inédit dans l'histoire récente entre la société et ses intuitions établies et une population minoritaire anciennement colonisée, engagée dans un processus d'installation durable comme partie intégrante de la société ?

D'une certaine manière on pourrait dire que tous les ingrédients d'un processus de transformation sociale de la population d'ascendance migrante de culture musulmane semblait en place à l'orée des années 2000 au moins dans une partie de la génération montante. D'une manière la plus distanciée on pourrait dresser les éléments de diagnostic suivants.

Il y a bien un processus d'émergence d'une classe moyenne porteuse d'exigences éthiques qui s'est confrontée et se confronte aux mêmes types de dilemmes identitaires que sa génération d'âge dans la société, c'est-à-dire à la difficulté d'être soi dans une société en mutation dans un contexte de mondialisation et d'incertitude et qui tentent dans cette confrontation de faire cesser ou d'affaiblir les assignations qui maintiennent leurs milieux sociaux dans la précarité, la discrimination et l'ostracisme.

Cette génération se pose aussi la question des conditions d'existence de ses enfants et des enjeux d'un investissement éducatif et culturel à la mesure de leurs attentes, dans la laïcité de *l'école pour toutes et tous* et dans les structures socio-éducatives et socioculturelles ou associatives issues du mouvement social français laïc.

Dans ces prémisses de *moyennisation des classes sociales*, l'existence d'une minorité engagée dans les luttes sociales et la solidarité avec les populations ségréguées de leur milieu d'origine,

permet d'envisager un horizon de reconnaissance et d'ascension sociale, quand bien même cela devrait continuer à se dérouler de manière plus ou moins conflictuelle.

Cette même population a bien engendré à travers ces segments générationnels en ascension sociale, les cadres qui lui permettent de conjuguer dans un dialogue intergénérationnel et intra-générationnel, fussent-ils là aussi conflictuels, les enjeux du droit de cité d'une pratique de l'Islam qui ne résume pas l'enjeu de transformation sociale dans son ensemble. En effet les positionnements générationnels montrent que ce droit de cité peut s'opérer autrement que comme simple reproduction de l'héritage ou l'adoption des dogmes de référence portés par les différents courants ou formes de pratiques de l'Islam en France.

Ce qui reste en suspend c'est la question des rapports Hommes-Femmes. Non pas que cette question soit éludée par les générations d'héritiers de l'immigration, mais plutôt que les conditions dans lesquelles elles peuvent aborder cet enjeu déterminant pour elles sont très problématiques et que la violence institutionnelle et sociale que suscite cette question dans la société française et du côté des pouvoirs publics a des conséquences considérables en termes de dynamiques de transformations sociales, de fractionnement ou de repli identitaire.

En effet, si l'on ne peut pas douter que le désir de gagner des degrés de libertés dans les rapports Homme-Femmes engendre de nouvelles pratiques dans les segments « classes moyennes » des générations montantes pratiquant leur Islam ou non, ce ne peut être qu'à l'abri du regard des milieux d'origine et des familles. Certes la société est vaste et il est possible dans la ville dense de trouver des espaces d'anonymat socialisé qui permettent de vivre des expériences de relation amoureuse et de vie commune en entretenant l'étanchéité des sphères publiques et privées et en s'ouvrant à des relations avec des amis de tous milieux dès lors qu'ils sont indifférents ou ouverts à l'attachement religieux. Mais quel est le prix de cette contrainte d'accommodement ? La question n'est peut-être pas fondamentalement une question de religion, de tradition ou de laïcité, mais une question sociale. Elle renvoie en effet à la question des solidarités de classes si l'on peut dire les choses ainsi, entre classe moyenne et classes populaires en tenant compte du fait que ces dernières sont confrontées à la violence de la ségrégation et de la précarité chronique, à la culture de l'aléatoire dirait Castel. Dans cette configuration sociale, l'écart à la conformité au modèle patriarcal et/ou religieux ne peut s'opérer qu'au prix d'une culpabilité dans le secret, de déchirements ou de violences symboliques qui affectent le lien social déjà contraint dans le confinement et la fragmentation due à la ségrégation sociale et urbaine. Et où pratiquement aucune école religieuse ne propose une version alternative au modèle patriarcal. On mesure alors la portée destructrice d'une

injonction faite aux femmes de se conformer au modèle idéal typique de la *beurette* doublé d'une stigmatisation dégradante des hommes. Quelles sont les chances d'une jeune femme ou d'un jeune homme d'échapper à ces dilemmes, contraintes et injonctions lorsqu'ils vivent dans les quartiers populaires dont le seul modèle d'échappée en restant intègre avec soi-même exigerait en même temps de franchir à la fois le cap de la précarité, celui de la ségrégation et d'assumer la rupture avec son monde ?

De ce point de vue on ne mesure pas encore les conséquences d'une politique et d'une mobilisation des forces laïques les plus rétrogrades sous leurs habits de modernité qui ont participé au côté ou au sein de l'Etat à l'épuisement du maigre espace d'expérience dialogique où dans la région lyonnaise - et peut-être même en France - se forgeait dans le partage réflexif de l'expérience, un segment de génération plurielle capable de formuler que la question de l'émancipation des hommes et des femmes ensemble pouvait bien ne pas être en soi une question laïque ou religieuse mais qu'elle était en tout cas une question politique, sociale et culturelle dont devrait s'emparer toute lutte d'une composante minoritaire de la société pour la reconnaissance comme sujet de droit.

Qu'une femme s'affirme libre et le montre en pratique dans son rapport aux hommes puisse porter le voile était le problème pour les thuriféraires de la laïcité d'Etat républicaine-féministe-radical tout comme cela l'était pour les conservatismes de toutes obédiences.

Ce n'est donc pas seulement la mise en cause d'un islam engagé socialement et politiquement pour la reconnaissance des luttes de l'immigration qui a fragilisé cet espace, c'est bien plutôt la mise en cause d'une conception émancipatrice des luttes sociales insoumise aux exigences de conformités et captives des crises d'identité de la France, qui était en question.

Cette mise en cause s'est opérée de manière pratique : discours du soupçon à l'encontre des militants musulmans, doute ou discrédit à l'égard de ceux qui les fréquentaient, fin des crédits aux associations membres ou proches de ce réseau qui ne s'inscrivaient pas dans les cadres restreints des politiques publiques, blocage des carrières professionnelles de ceux des ces militants musulmans déclarés travaillant dans le champ public ou social, fin de non recevoir par les mairies, ... Les seuls thématiques dans lesquelles ces acteurs pouvaient encore réussir à prendre place dans les agendas publics concernaient les luttes pour les droits socio-juridiques, ceux des anciens en particulier.

Le déplacement d'une part des acteurs de cette génération et de la suivante sur les champs de *l'islamophobie* et du *décolonial* consacre de facto la fermeture du champ de la transformation sociale par les luttes sociales dans les mouvements eux-mêmes. La seule exception à été le fait du réseau *Pas-Sans-Nous*, un réseau cousin, si l'on peut dire, présentant de nombreuses intersections avec les réseaux de DiverCité, qui a tenté de s'allier avec les acteurs associatifs locaux de l'animation sociale (Centre sociaux notamment) et à certaines composantes de l'économie sociale et solidaire. La visée était celle de la reconnaissance de Pas Sans Nous comme *syndicat des quartiers populaires* reprenant les cadres d'analyse et de mobilisation d'acteurs partageant une certaine idée du *Pouvoir d'Agir* des populations concernées par les politiques publiques sensées résoudre leur problèmes.

Je formule ainsi l'hypothèse que le début des années 2000, jusqu'aux événements de 2005¹⁹⁹ où les très jeunes générations des banlieues des quartiers populaires se sont révoltées, a été le moment d'un tournant décisif dans la confrontation entre les classes populaires d'ascendance migrante postcoloniale et musulmanes et les institutions.

Peut-être qu'en s'acharnant à empêcher l'accomplissement de l'entreprise transformation sociale que nous avons pu percevoir, plutôt que d'en aménager les conditions de possibilité, la société française et ses pouvoirs publics est-elle en train de détruire la possibilité d'émergence d'un cosmopolitisme ancré dans le social qui seul peut permettre l'avènement pacifique d'une

¹⁹⁹ Il me semble qu'il faudrait alors interroger les événements de 2005 sous l'angle d'un abandon de toute forme de développement social ou socioéducatif en lien avec les générations engagées dans la lignée des luttes sociales de l'immigration, ou même d'un abandon simple de l'action socioculturelle ou socioéducative dans les années qui ont précédé. Je veux souligner par là que si ces réseaux d'engagement citoyen sur les luttes sociales ont pu dépasser les années 2000 c'est sans doute en raison des alliances qu'ils avaient, même de manière très conflictuelle parfois, avec des forces politiques et sociales qui n'ont pas lâché le terrain des pratiques de développement social et socio-éducatif ancrées dans les quartiers. De fait il apparaît au premier abord qu'une partie de leur base militante de terrain se situe précisément dans ces espaces associatifs mixant engagement professionnel et engagement militant. Il faudrait alors porter une analyse sans complaisance sur la manière dont les tissus associatifs institués, des centres sociaux aux MJC en passant par les autres structures de l'éducation populaire ont renoncé ou non suivant les lieux et leur histoire à garder un minimum d'indépendance vis-à-vis des programmes de politiques publiques et/ou des exigences de classes moyennes avec lesquelles les relations ont pris la forme de relation de clientèle. De la même façon il faudrait faire une histoire du désengagement de l'Etat et des collectivités quant au soutien politique, financier et cognitif apporté à cette indépendance du secteur associatif institué dans le champ socioculturel et socioéducatif. L'étude de la prise de participation de citoyens engagés d'ascendance migrante dans les conseils d'administration comme l'étude des carrières débouchant aux niveaux de direction de ces structures serait elle aussi instructive, comme l'analyse sociohistorique de la présence ou non de secteurs jeunes ou autres formes de relations avec les jeunes pré-adultes ou jeunes adultes dans ces structures ou dispositifs

dimension mosaïque de la ville comme carrefour des mondes en mutation par delà les frontières.²⁰⁰

Le travail des gens du bord, inventeurs de nouvelles formes de lutte porteuses de transformation sociale.

Ce tournant a placé les réseaux militants encore engagées sur le terrain social devant un mur quant à la possibilité d'ouvrir de nouveaux terrains de luttes susceptibles de retenir l'attention publique. Et s'ils n'ont pas renoncé pour autant, après avoir tenté d'impulser le Forum Social des Quartiers Populaires (FSQP²⁰¹), dans l'ère post DiverCité, c'est sur le seul front de la

²⁰⁰ C'est précisément ce cosmopolitisme éclairé et engagée dans la transformation sociale de ses mondes que les seigneurs de la guerre se sont acharnés à détruire à Sarajevo, à Mostar, à Dubrovnick, et même à Belgrade au cours des guerres de l'ex Yougoslavie. Il me semble que c'est aussi une dimension tragique de l'histoire de Beyrouth depuis la fin des années 70. Le refus des élites de la société française de s'engager à sa transformation pour accompagner celle de ses minorités ségréguées pourrait annoncer de sombres temps.

²⁰¹ FSQP Forum Social des Quartiers Populaires. Texte de présentation publié sur le site <http://mibmib.free.fr/> du MIB Mouvement de l'immigration et des Banlieues en 2007 à l'approche des élections présidentielles.

30 ans que les banlieues réclament justice et que des revendications précises ont été formulées au travers de marches, de révoltes, de grèves de la faim, de manifestations et de réunions publiques. 15 ans que le Ministère de la Ville a été créé pour répondre à la relégation sociale et la ségrégation urbaine des cités. Les gouvernements passent avec leurs lots de sigles et de recettes miracles "politique de la ville, rénovation urbaine, cohésion sociale : DSQ, ZEP, ZUP, ZAC, ANRU....".

Nos quartiers servent de dévouloir pour des politiques et des médias en mal de petites phrases assassines sur les "territoires perdus de la République", "parents irresponsables", "zones de non-droit" "mafiatisation" et autres "dérives islamistes". Les habitant-e-s, et notamment les jeunes, sont stigmatisé-e-s et désigné-e-s comme les principaux responsables des dérives de notre société. Ça ne coûte pas cher de donner des leçons de civisme et de montrer du doigt les "racailles" ou les "sauvageons" en les jetant à la vindicte populaire.

Les banlieues deviennent une problématique à part, dont on confie la gestion à la police et à la justice. Pourtant des révoltes des Minguettes (1981) à celles de Vaulx-en-Velin (1990), de Mantes-la-Jolie (1991) à Sartrouville (1991), de Dammarie-les-Lys (1997) à Toulouse (1998), de Lille (2000) à Clichy sous Bois (2005), les messages sont clairs :

Assez des crimes et des violences policières impunis, des contrôles aux faciès, des écoles au rabais, assez de chômage programmé, de sous-emplois, de logements insalubres, assez de la prison, assez de hagra et d'humiliations ! On s'habitue aux souffrances silencieuses de millions d'hommes et de femmes qui subissent au quotidien des violences sociales bien plus dévastatrices qu'une voiture qui brûle.

Il est légitime de se révolter face à cet ordre social !

Parce que nous refusons de déléguer notre pouvoir à ceux qui ne nous représentent pas, le Forum social des quartiers populaires sera un espace d'affirmation d'une parole politique, sociale et culturelle à partir des expériences, des histoires, et de la mémoire de nos quartiers. Il sera le lieu de réflexions et de convergences de luttes locales, toutes et tous ensemble donnons leur une visibilité nationale !

Nos quartiers et leurs habitant-e-s sont riches d'histoires et de traditions d'engagements. Des révoltes d'esclaves à la Commune de Paris, de l'Etoile nord-africaine à la Main d'Oeuvre Immigrée (MOI), de la manifestation du 17 octobre 61 aux luttes pour la résorption des bidonvilles et des cités de transit, des grèves des foyers Sonacotra à la Marche pour l'égalité, de l'occupation de l'usine Talbot Poissy au mouvement des chômeurs, du mouvement des sans-papiers au comité contre la double peine ; tous ces combats sont constitutifs de l'histoire politique, sociale et syndicale de France. Sortons de l'amnésie collective et de l'ignorance politique pour nous réapproprier notre mémoire et notre histoire.

transformation des milieux par les bords, par un travail sur *l'économie des expédients*, comprise comme assistance et entraide sans exigence de réciprocité et tournée vers la reconnaissance des droits sociaux et juridiques, qu'ils continuent leur entreprise de transformation sociale en travaillant par ce biais à la consolidation de leurs milieux et à la porosité de leurs frontières symboliques et sociales.

Et c'est dans ce travail de *consolidation sociale* qu'ils consolident aussi les différentes composantes historiques des réseaux avec lesquelles ont été partagées des expériences de lutte. L'analyse du réseau de la campagne « Justice et Dignité pour les Chibani-a-s » est un exemple marquant. On y retrouve en effet sur des modes d'implication variés, des militants ou interlocuteurs *acquis à la cause* correspondant à toutes les époques de mobilisation depuis les années 80, hommes ou femmes plus jeunes ou plus âgés, occupant des fonctions ou des rôles dans une large variété d'institutions (cadres et employés d'administration diverses en lien avec le sujet de mobilisation), cabinet de direction de telle ou telle administration ou de

Les mouvements d'éducation populaire et les centres sociaux ont été mis en faillite depuis bien longtemps, par les pouvoirs publics en place. Nous affirmons que nous avons aussi notre responsabilité lorsque nous ne faisons rien. Il n'est pas question d'entretenir la démagogie selon laquelle ce serait toujours les autres qui seraient responsables de tous nos malheurs, nous ne pouvons ignorer notre responsabilité collective. A nous d'inventer des formes de solidarités réelles pour améliorer nos conditions de vie.

Nous avons beaucoup à dire du racisme, des violences policières, des discriminations sociales, raciales et culturelles, de l'islamophobie, de l'histoire coloniale et de ses conséquences, etc. mais nous refusons d'être cantonnés à cela. Nous avons autant à dire de la santé, de l'éducation, du travail, du libéralisme, du sexisme, de l'environnement, des rapports Nord-Sud, de l'information, des formes de résistances et de libération, des combats pour la justice, pour l'égalité, pour la liberté... L'enjeu est d'initier une présence comme acteurs et actrices à part entière, produisant nos propres discours et des pratiques autonomes. L'avenir de nos quartiers dépend de nous, de vous.

Notre volonté ne se réduit pas à défendre les quartiers pour les quartiers. Nous avons besoin de références communes et d'une stratégie collective clairement assumée. Les banlieues occupent une place centrale dans nos villes, et ne peuvent être gérées de manière spécifique. Le forum, qui aura lieu les 22, 23 et 24 juin 2007 à St Denis, sera un lieu d'élaboration collective pour agir. Nous appelons toutes celles et tous ceux pour qui la question des quartiers est une priorité, à prendre leurs places au sein des collectifs d'organisation. De nombreuses rencontres et discussions ont abouti à la création d'une association nationale ayant pour objet l'organisation du Forum social des quartiers populaires. Dès à présent, nous vous invitons à nous rejoindre, au travers des collectifs régionaux d'organisation (Paris, Lyon, Montpellier, Toulouse) pour préparer et construire cet événement national.

Le forum sera un rendez vous pour celles et ceux qui veulent construire une force et une parole collective issues des quartiers. Il est impératif de dépasser nos identités propres et de nous appuyer sur la diversité de nos histoires politiques, associatives, électorales, faites de revendications, de luttes et de participations.

Carte d'identité, carte de séjours, sans papiers, toutes et tous, des quartiers ou d'ailleurs, vous invitent à nous rejoindre pour faire de ce rendez-vous des quartiers, un moment de convergence politique, social, culturel, festif, pour imposer une expression commune et offensive de toutes les cités. Quelle que soit l'issue des élections, nous avons besoin d'un mouvement national des quartiers, seule garantie, pour avancer vers l'égalité.

ministre, entreprises (syndicalistes, cadre, ouvrier ou employé, associations ou fonctions électives (Mairies, conseil régionaux, Parlement Européen), simples habitants, chômeurs ou précaires...

On y retrouve en particulier nombre des participants et participantes à l'expérience DiverCité et bien d'autres entraînés dans la dynamique de cette époque même si dans le cas de la *campagne Chibanis* ils jouent un rôle bien différent de celui qu'ils ont joué dans d'autres actions. On voit par exemple une femme candidate à la députation être la cheville ouvrière des repas du vendredi soir avec les Chibanis...

Dans ce réseau lié par la *transitivité* des relations et la référence à la mémoire c'est avant tout le sens commun qui se travaille dans la mise en œuvre d'une pratique sociale impliquant les milieux locaux dans la prise en charge de l'économie des expédients qu'il s'agit de politiser sur cette base d'ancrage et de pratiques concrètes. Musulmans ou non musulmans, cadre ou ouvrier, homme ou femme, ascendant d'immigré ou non, cela n'a d'importance que par le sens commun de l'action réalisée, entre mémoire partagée des luttes et des engagements passés, et de l'actualité des motifs.

Dans cette *pratique de la transitivité* à la fois actuelle et mémorielle, une pratique essentielle du travail de *consolidation* consiste en ce que l'on nommera ici la *pratique du lignage*.

Ces pratiques se réalisent dans différents moments d'entre deux, dans les temps morts si l'on veut, au bistrot, chez tels militants figures de référence du réseau, ou dans les lieux mêmes de l'action, lorsque la composition de groupe présent est à la fois familière et en même temps composite en termes de logique d'engagement, de milieu de vie ou d'affiliation à des groupes. Pratiquer le lignage c'est toujours faire vivre dans l'actualité les liens entre des segments de génération²⁰², en figurant des acteurs dispersés dans les mondes sociaux, les territoires et les rives, non comme lignage au sens ethnologique du terme, bien que les liens familiaux et différents registres de concernement liés à l'expérience « natale » soient toujours un point

²⁰² Le lignage est aussi pratiqué dans des situations de rencontre avec d'autres acteurs eux-mêmes en réseau, ou même avec des institutions, comme pratique de présentation et en même temps de définition des cadres de contention d'éventuels malentendus ou pour donner des gages. Le lignage est alors un précieux instrument de la politique d'ambassade dont nous avons parlé à propos de la campagne « *justice et dignité pour les Chinois* ». »

d'accroche de cette activité, mais comme lignage des engagements, des destins et des figures mémorables.

Pratique essentielle de la consolidation, il s'agit non seulement de renouer les liens, d'activer des réseaux de solidarité, mais aussi de socialiser dans une *communauté d'expérience générationnelle* les nouvelles manières d'être au monde des segments de génération, comme des variantes qui élargissent les réseaux de signification accessibles et ouvrent de nouveaux horizons d'attente.

C'est ainsi qu'un travail continué de *chronique des lignages* par lesquels s'incarnent de nouvelles figures du possible dans le spectre de la figuration qui fera peu à peu référence commune, ouvre non seulement à un élargissement des formes de mobilisation de ressources et de compétences des segments des générations, mais aussi, de manière indissociable, à un dialogue à distance entre les fragments dispersés des générations dans des itinéraires de vie ou dans les territoires et localités.

Ces figures peuvent tout aussi bien être des figures de la « réussite » comme des figures de la perte dans les marges de la société, celles de militants et militantes qui s'engagent dans la confrontation avec les institutions, ou encore les figures d'acteurs appartenant à d'autres milieux avec lesquels a été partagé un moment de référence de l'histoire collective.

Outre la narration des actions entreprises, comme celle du « collectif Une école pour toutes », le travail des *gens du bord* est aussi un travail de mobilisation des femmes comme des hommes dans l'activité solidaire du bord, par exemple en leur adressant le rôle de résoudre un cas (une personne qui rencontre des problèmes de papier...), une médiation avec une institution, la négociation d'un dossier ou toute autre action, dont la réalisation leur confère une aura dans le milieu et les introduit comme figures mémorables dans la chronique des lignages.

En légitimant, aux yeux de tous, leur compétence et leur rôle, la portée collective de leur engagement, et les risques qu'elle prend, cette pratique d'attribution de rôle qu'ont les *gens du bord* consolide les nouveaux termes du respect résultant de l'engagement des jeunes femmes musulmanes ou non, hors de la dépendance des hommes.

Mais travailler la solidarité contre les forces de désorganisation, c'est travailler contre la récurrence d'un présent sur lequel il n'y aurait aucune prise collective, où le commun ne serait

d'aucun secours et où comme pour Ulysse, il n'y aurait de destin que dans une perpétuelle récurrence de l'expérience d'être seul au monde dans la répétition de l'*exploit*.

Chronique de l'empêtrement dans des histoires.

Par la mise en récit de solidarités concrètes inscrites dans la chronique des lignages, il s'agit aussi d'introduire du tragique dans la forme de l'épopée qui prévaut d'aujourd'hui dans la modernité de l'altérité, et par ce biais cultiver le pâtre commun par ses altérités propres et de le mettre en relation avec d'autres manières d'être au monde et d'autres réseaux de signification partagées avec d'autres mondes sociaux.

La trame narrative de la chronique apparaît comme l'intrication d'histoires qui suscitent des affects et modifient les termes du pâtre et de l'indignation qui fondent l'activité des acteurs émergents et leur capacité d'énonciation.

Dans tous les cas il s'agit de travailler l'inéluctable de la perte du lien pour lui donner du sens et ainsi rendre possible l'actualisation des fondements d'un agir militant

Dans cette intrication des histoires, il n'y a pas de linéarité. Ce qui était passé renvoie aux mémoires d'arrière plan, comme ici les termes dans lesquels se manifeste le pays d'origine, qui deviennent immédiates. Comme la figure de Zelmado le Bandit social de Saint Fons par exemple, qui surgit en certaines circonstances, cristallise dans le présent la dramaturgie de son histoire. Ou encore l'éternel retour en arrière que doit affronter la génération de Saint Priest toujours renvoyée à la condition d'immigrés toujours enjoins à refaire leurs preuves alors qu'ils ont maintenant des enfants, un travail et portent haut leur désir de citoyenneté. Dans cette résurgence des mémoires d'arrière plans, les figures de la chronique sont toujours empêtrées dans leurs histoires de sorte que la trame narrative de la chronique se construit dans l'intrication de ces empêtrements.

La prudence et la sagacité

Que retenir de ces empêtrements, comment échapper à l'envahissement du présent par le retour chaotique des mémoires vives qui s'expriment dans l'empêtrement des figures dans leurs histoires ?

Une situation discutée précédemment nous donne de précieuses indications sur la manière dont les *gens du bord* abordent ce problème : c'est le vif conflit intergénérationnel qu'a engendré la tentative d'installation d'une famille Rrom dans une maison du quartier des Buers à Villeurbanne.

Bien que l'information sur cette tentative ait été disséminée à l'avance dans la proximité par les *gens du bord*, notamment dans la mosquée située juste à côté, un groupe d'anciens parmi ceux qui fréquentent la mosquée avec assiduité, appelle la police durant l'ouverture de la maison. Les jeunes hommes du quartier qui participent à l'entreprise d'installation de la famille rrome prennent alors à parti les anciens de manière virulente en raison de l'insulte à la mémoire de leur propre passé que constituait cette délation.

Si l'installation de la famille rrome fut ajournée, la vive tension intergénérationnelle qui s'est manifestée à cette occasion a donné lieu à un long travail de réparation par le dialogue suscité par les *gens du bord* dans le quartier et dans la mosquée. Ce dialogue a conduit à une formulation de la vérité des événements et des motifs dans des termes qui permirent d'actualiser les rapports intergénérationnels mais qui firent aussi foi en attribuant à cet événement une valeur de référence pour le questionnement toujours en cours quant à l'ouverture des frontières de l'entre soi dans une petite communauté locale comme celle des Buers.

L'histoire de la famille rrome et ses conséquences dans le quartier entraînent ainsi comme un cas de référence pour la *jurisprudence* par laquelle se travaille la définition commune du vivre ensemble et de ses exigences éthiques. Ce qui n'était pas délibérable put commencer à l'être.

C'est ainsi une éthique de la prudence qui se travaille dans l'activité des *gens du bord* et qui s'inscrit dans la chronique des lignages, une prudence qui permet de réintroduire de la temporalité dans le surgissement chaotique des mémoires vives. La prudence en effet n'est-elle pas « *la faculté de discernement, grâce à laquelle l'action peut être guidée par une juste représentation de la vérité. Dans la célèbre statuaire du tombeau de François II de Bretagne, la Prudence se présente de face comme une jeune femme munie dans sa main droite d'un compas symbole de la mesure de tout acte, et dans la main gauche d'un miroir. Ce miroir lui*

*permet de n'être pas tournée seulement vers l'avenir, mais aussi vers la connaissance d'elle-même et du passé. On ne saurait agir prudemment sans se connaître et sans le secours de l'expérience, que cette statue biface représente au verso du visage féminin juvénile sous les traits d'un vieillard pensif regardant le passé.»*²⁰³ ?

C'est par cette éthique de la prudence qui trouve son fondement dans l'assistance à autrui au sens de *l'économie des expédients* comme élargissement de la communauté du plus grand des effectifs de Simmel, comme communauté instituante, que les *gens du bord* peuvent travailler les frontières de leurs mondes, en instruisant des sujets à débat tout en en fixant les cadres de délibération.

Un autre aspect important de cet événement et du travail jurisprudentiel auquel il a donné lieu est d'avoir réintroduit une part d'histoire dans un environnement de pratiques religieuses qui la tenait soigneusement à l'écart, les anciens apparaissant à cette occasion comme les gardiens de l'*orthodoxie* de la seule référence à l'histoire atemporelle des figures de référence de l'Islam comme modèles pour les conduites, dans une confusion de rôle avec un notabilisme communautaire assurant une police morale des conduites.

L'activité des *gens du bord* replace ainsi l'histoire des strates de l'immigration et leur tension dans une histoire des milieux d'où émerge la communauté d'expérience générationnelle.

Le graphe et la dynamique de la transformation sociale

Cependant le plus important dans ce processus de *jurisprudence sociale* est qu'il historicise le chaos du surgissement de passé comme présent et participe ainsi à la trame narrative d'un pâtre commun ou partageable alors qu'il serait sans cela une perpétuelle nébuleuses d'affects sources de passions plutôt que d'action sensée.

Une telle pratique de la jurisprudence n'a pas seulement pour effet de travailler les termes du vivre ensemble dans leurs mondes, mais aussi de donner prise à l'agir des acteurs émergents porteurs de nouvelles énonciations. Non seulement cette pratique de la *jurisprudence*, dans sa

²⁰³ Alain Supiot. La Gouvernance par les nombres. Cours au collège de France (2012-2014) Fayard, Paris. 2015.

chronicité, légitime les pratiques de ces acteurs, mais elle leur ouvre aussi des champs d'action possible et, par là, le chemin de l'affirmation d'un sujet de plein droit comme accomplissement dans la transformation sociale.

On perçoit alors que l'historicité de la communauté d'expérience générationnelle comporte deux dimensions irréductibles l'une à l'autre mais indissociables, et dont la conjugaison est au cœur de la dynamique de transformation sociale

La première est la *dimension synchronique*. Elle nous est accessible par les pratiques d'engagement d'acteurs dans la *consolidation* de milieux animés ou contraints par des forces et des dynamiques contradictoires, intérieures et extérieures. Par ces pratiques de consolidation, ils travaillent sur la porosité des frontières de leurs mondes et tentent faire héritage du passé en le confrontant au regard du nouveau. Le nouveau peut alors prendre tout aussi bien la forme hybridée de dynamiques sociales ou culturelles dont les accomplissements peuvent être contrariés par les conditions historiques d'existence sociale du milieu, ou encore la forme de résurgences de passés douloureux ou conflictuels. Le nouveau peut aussi prendre la forme de nouvelles manières d'être au monde qui répondent à des attentes existentielles, spirituelles, sociales ou politiques portées par de nouveaux arrivants dans la communauté ou d'autres proches rencontrés dans d'autres mondes sociaux, comme il peut résulter de l'incorporation collective des opportunités de transformation sociales résultant du travail des acteurs engagés sur le chemin de l'affirmation comme sujet de plein droit dans la société.

La seconde est une dimension *diachronique*. Elle nous est justement accessible par les pratiques d'engagement d'acteurs tournés vers l'avenir qui tentent de se construire comme sujet collectif de plein droit dans la société.

Et c'est ainsi dans la conjugaison de ces dimensions dans l'intrigue de l'histoire de la génération d'expérience que l'on retrouve la signification sociale profonde de la *transitivité* des pratiques collectives que nous avons pu discerner dans l'analyse du déploiement du réseau de la campagne « justice et dignité pour les Chibani-a-s » et de leur *transitionalité* appréhendée dans le suivi de la génération *JASP* ou du carrefour de *DiverCité*.

La *transitivité* procède du travail de consolidation qui actualise le pâtre commun en donnant sens à la phénoménologie de la résurgence chaotique du passé dans la pratique jurisprudentielle par laquelle se discute le *mémorable* et le *délibérable*. Tandis que la *transitionalité* procède d'une pratique herméneutique d'écriture et de partage du récit par laquelle le nouveau se fait commun et participe ainsi de la construction collective de la

communauté d'expérience générationnelle comme *sujet collectif capable* tourné vers son affirmation comme sujet de plein droit.²⁰⁴

Les pratiques des acteurs engagés dans le trajet de la *mimesis* préfiguration-configuration-refiguration²⁰⁵ par lequel le sujet se révèle, trouvent place dans le pâtre commun par les *pratiques de consolidation* qui seules peuvent réduire le gap qui s'installe inévitablement dans la discordance des dimensions de l'historicité qui peut couper l'acteur émergeant de son milieu. Car les *pratiques de consolidation* actualisent les structures pré-narratives et l'attente d'altérité du milieu (ipséité), c'est-à-dire qu'elles travaillent le moment de la *préfiguration* sur laquelle peut s'appuyer la *mimesis préfiguration-configuration-refiguration* par laquelle l'acteur collectif se révèle comme sujet. Par cette actualisation elle alimente aussi la chronique du lignage par laquelle se fait l'histoire et la mémoire partagée de la communauté d'expérience générationnelle et sa diffusion dans ses mondes d'existence quotidienne.

C'est dans la conjugaison de ces deux registres de pratiques que les sources – les mémoires, l'expérience vécue ou imaginaire des origines, le lège, les conflits et les rencontres fécondes – peuvent devenir des ressources pour l'action collective, et que la force du pouvoir qui s'exerce du dehors sur les mondes de la communauté d'expérience générationnelle peut être retournée comme force intérieure de mobilisation de ressources.

Cependant les pratiques de consolidation ne peuvent s'accomplir dans l'actualisation du pâtre que dans la disponibilité continuée du nouveau de la refiguration comme horizon d'accomplissements de dynamiques sociales et culturelles inhibées, contrecarrées, ou comme perspectives de dépassement des résurgences de passés douloureux ou conflictuels.

Les biotopes de l'agir commun

Le travail du milieu sur lui-même par la conjugaison de ces deux registres de pratiques est alors un travail des frontières intérieures autant qu'extérieures au milieu, dans un aller et retour entre le dedans et le dehors, dans la turbulence des bords et des porosités, qui met en jeu les rapports de genre, les rapports intra et intergénérationnels, comme les rapports au sacré et au profane.

²⁰⁴ Je fais référence ici à un texte de Jean Greisch dans lequel il discute le rapport entre l'approche phénoménologique de l'histoire de Ricoeur et la phénoménologie de l'histoire de Shapp.

Jean Greisch. Empêchement et intrigue. Une phénoménologie pure de la narrativité est-elle concevable? Études Phénoménologiques. Volume 6, Issue 11, Paul Ricœur, 1990.

https://www.pdcnet.org/etudphen/content/etudphen_1990_0006_0011_0041_0083

²⁰⁵ Je me réfère ici à l'anthropologie du sujet élaborée par d'Ahmed Boubeker tout au long de ses travaux.

Les *gens du bord* qui mettent en œuvre ces pratiques délibérées de consolidation et de transformation sociale, sont les artisans d'une conscience collective du commun du milieu dans la société.

Faiseurs de temps commun ils sont les inventeurs de *technologies sociales* comme science populaire des pratiques qui permettent la mise en réseau de segments des générations successives et de leur modes d'inscriptions dans les multiples mondes sociaux dans lesquels se déploient les trajectoires de vie. De la même façon, ils mettent en réseau des trajectoires de vie à la dérive, frappées par le saut du dédain, portées vers la misère et l'abandon de soi, en inventant des pratiques de subsidiarité et des espaces de coprésence familiales où se restaurent des relations dans le monde commun.

Ils inventent des pratiques de confrontation à bas régime avec les institutions peu respectueuses des conditions d'existences fragiles. Des pratiques où *la patience, la sagacité ou la ruse* se conçoivent comme échappée à l'exclusivité de l'alternative entre conflit destructeur et action en justice dans lesquels s'épuisent toujours les collectifs fondés sur une coprésence non choisie, au hasard de la vie ou des assignations, et qui n'ont aucune prise sur les agendas publics.

Ils inventent alors des pratiques subtiles de référencement, que nous avons décrites comme *pratiques du référé*, par lesquelles ils détournent et retournent les scènes de l'action institutionnelle en plaçant les acteurs institués dans l'obligation de prendre des engagements devant des publics référents sur les problèmes posés qui n'étaient jusqu'ici pas à l'ordre du jour mais qui trouvent l'assentiment des publics présents.

Ils introduisent ainsi des connecteurs entre le temps du récit collectif des acteurs et le temps des institutions, temps des programmes, temps des échéances et des confrontations politiques. En ce sens ils écrivent dans les pages des agendas publics. La force de ces *pratiques du petit face au grand* est qu'elles n'ont jamais pour objet une quelconque transaction. Elles donnent des rendez-vous sans date ni cahier des charges mais qui sont autant de signaux que viendra l'heure du bilan ou que les dilemmes gestionnaires ou politiques des acteurs publics trouveront dans ces références les voies de pratiques sensées.

Sous certaines conditions, ces pratiques de consolidation et de subjectivation collective permettent de dépasser les rapports de confrontation avec les pouvoirs publics et les institutions pour ouvrir de nouveaux horizons de transformation sociale dans l'amélioration des conditions sociales d'existence et forcer les prémisses de politiques publiques de reconnaissance.

Les *gens du bord*, travailleurs des entrelacs générationnels, s'emploient à ancrer leurs engagements négociés avec les pouvoirs institués dans des cadres de débat collectif dans les segments locaux de la communauté d'expérience. En ce sens ils se distinguent radicalement des figures alibis que recrutent les élus, parfois les administrations ou les grandes associations, pour justifier d'un engagement qui en réalité n'engage à rien.

Le travail *des gens du bord* est souvent une entreprise d'humanité nourrissante mais il peut être aussi très éprouvant. Cela en raison de la proximité avec toutes sortes de souffrances et aussi parce que les *gens du bord* sont exposés à la violence sociale, institutionnelle ou politique qui peut toujours surgir de l'extérieur lorsqu'on entreprend de déplacer les frontières ou de les rendre plus perméables, comme elle peut surgir de l'intérieur, lorsque l'expérience du nouveau vient perturber un *régime d'historicité* du pâtre ou bien des hiérarchies sociales réfractaires à la transformation sociale.

Passeurs de mémoires vives ils circulent physiquement ou virtuellement d'un monde social à l'autre, d'un segment générationnel à l'autre, pour certains d'une rive à l'autre de l'espace migratoire, et s'emploient à lutter contre le fractionnement social en aménageant des passages et des circulations pour cultiver *des biotopes de l'agir commun*.

Et ce qui leur manque le plus aujourd'hui est sans doute l'existence d'un *espace cosmopolitique* dans la société sans lequel aucune *écologie des pratiques*²⁰⁶ ne peut

²⁰⁶ Isabelle Stengers. *Notes pour une écologie des pratiques* Translator: Jean-François Caro License: CC-BY-SA Lang: fr Date: 2005

« [Une] *écologie des pratiques* peut être un exemple de ce que Gilles Deleuze appelait « penser par le milieu », faisant ici référence autant au point médian qu'à l'environnement ou l'habitat. « Par ce qui est au milieu » peut renvoyer à l'absence de définitions fondatrices et d'horizon idéal. « Par le milieu environnant » signifierait que nulle théorie ne donne le pouvoir d'extraire quoi que ce soit du milieu qui le situe, c'est-à-dire de passer du particulier à quelque chose que nous serions capable de reconnaître et d'appréhender en dépit d'apparences particulières.

Dans cet article, elle faisait référence au *milieu* de la recherche en physique, dont le rapport au monde et à la vérité est bien différent de celui d'autres milieux. Elle soulignait que plutôt que de chercher à ajuster les rapports à la vérité et au monde entre les physiciens et d'autres domaines de pratiques dans la société, il était sans doute préférable de considérer qu'ils avaient besoin d'un *habitat* pour développer leurs pratiques. L'*habitat* dans cette acception, tel que je l'ai compris, n'est pas réduit à un lieu ou un territoire physique, des bâtiments où même à un écosystème matériel, humain et idéal comme les laboratoires analysés par Bruno Latour. L'*habitat* dont on parle se conçoit avant tout dans l'aménagement de la place qu'accorde la société à un milieu défini par ses pratiques, pour que ses membres les développent comme un accomplissement. Ce qui suppose, il me semble, à la fois d'admettre une pluralité de conceptions de la vérité et du rapport au monde, portés par différents milieux, et d'accorder de la considération à cette liberté de pratiques en ce qu'elles contribuent au monde commun, de sorte que tous construisent ensemble la possibilité de leurs *habitats* respectifs tout en admettant l'hybridation, la circulation d'un milieu à l'autre et la porosité des milieux.

On retrouvera dans les développements suivants cette question, bien que formulée avec d'autres termes dans le contexte Roumain de « transition » post communiste, dans les textes de Nicholae Georghe, intellectuel socio-anthropologue et militant Rrom, et dans sa réflexion sur l'action politique et sociale relative à l'émancipation et

s'accomplir alors même qu'une telle écologie est la condition de la coexistence pacifique de mondes sociaux en dialogue les uns avec les autres dans lesquels pourraient se loger des rapports à la vérité.

à la reconnaissance d'un « demos » rom culturel et politique .Il tentait de formuler ainsi une alternative à la perspective ethno-politique hégémonique promue par de nombreux militants Roms de l'Est Européen et des Balkans.

Section III - En ex Yougoslavie.

Partie 1 - Construire le terrain

Introduction

Le tournant des années 90

Au cours des deux années 1989 et 90, le monde bascule dans une nouvelle période historique. La scène européenne n'échappe pas à la multiplication des crises politiques et des conflits armés que déclenche ou amplifie la fin de l'Union Soviétique et le remembrement des alliances géopolitiques autour des enjeux de « l'or noir » notamment (1^{ère} guerre du Golf).

Perestroïka, table ronde à Varsovie entre le pouvoir du général Jaruzelski et les mouvements rassemblés sous la bannière de Solidarnosc, chute du mur de Berlin, élection de Vaclav Havel, « révolution de palais » à Bucarest et images dramatisées de Timisoara, destitution de la statue de père de la révolution Enver Hoxha en Albanie. Des images fortes qui tiennent le monde en haleine, même si la réalité s'avère parfois moins romantique que la version télévisée. Cependant, personne ne doute que les événements qui bouleversent l'Europe de l'Est inaugurent une transformation radicale des équilibres politiques, économiques et militaires de la planète.

Si l'Union Européenne en formation et la réunification allemande sont perçues comme des facteurs de stabilité, nombre d'analystes soulignent déjà les difficultés qui s'annoncent à l'horizon du libéralisme conquérant dans l'ancienne sphère d'influence soviétique : tendance à l'éclatement de l'ex "empire", obsolescence des infrastructures industrielles et administratives, monopolisation des ressources par des castes constituées à l'ombre des anciens régimes et qui de ce fait maîtrisent les arcanes du pouvoir et de l'argent.

Dans le même temps, loin de laisser le champ libre à l'idéal d'autodétermination des peuples, les logiques stratégiques de la guerre froide se reconvertissent en alimentant les tensions régionales dans le Monde au service d'intérêts géostratégiques projetant les populations dans des guerres dont les enjeux leur échappent. L'ère de la *transition* s'annonce aussi difficile qu'elle est porteuse d'espérance pour les populations de l'Europe de l'Est.

Incertitudes démocratiques et crises sociales

Ceux qui, en occident, portent leur regard sur les conditions concrètes d'existence des populations comprennent vite que la transition produira des effets sociaux désastreux. La relative ouverture expérimentée en Hongrie depuis 1986 montre combien le libre échange et la privatisation progressive de l'économie est inégalitaire. En Pologne, le « compromis » de

l'ère Jaruzelski révèle l'effondrement de l'économie officielle alors même que des segments d'une économie de marché engendrent déjà des différentiels sociaux inacceptables dans une société régulée. Partout la *transition* démocratique butte sur l'extraordinaire faiblesse de la *société civile* incapable de constituer assez tôt les contre-pouvoirs nécessaires pour contrebalancer des politiques qui jouent des habitudes du centralisme d'Etat.

En Europe occidentale, les syndicats, des associations de solidarité, des mouvements chrétiens entretiennent déjà des relations étroites avec les acteurs qui portent le renouveau de l'Europe de l'Est. Parfois ils ont déjà construit une présence active à travers leur engagement dans des actions concrètes : soutien financier à des organisations de la société civile (à cette époque, on parle plutôt de structures ou de mouvements démocratiques que de société civile) ; soutien aux médias indépendants, formation et échanges avec les syndicats indépendants ; appui à des projets économiques, sociaux ou sanitaires, soutien aux figures de dissidents.

Nombreux sont les analystes qui caractérisent cette période de transition comme une combinaison inédite entre d'un côté, un fantastique mouvement de modernisation et de libéralisation, et de l'autre côté, une forme de tiers-mondialisation caractérisée par l'effondrement des grandes institutions (école, dispositif de santé publique,...), la précarisation de larges segments de la population, dont une grande partie est projetée dans le chômage alors même que le reliquat du salariat officiel ne fournit pas le minimum vital. Déjà les biens collectifs sont redistribués dans un mouvement de dispersion-appropriation qui permet à des réseaux d'influence de se constituer en milieux d'affaires, parfois en lien avec les anciennes mafias qui voient dans la dislocation de l'ancien appareil de production l'opportunité de se reconvertir en prenant position dans l'économie de marché.

Malgré ou eu égard aux politiques d'intervention occidentales (FMI, banque Mondiale, Union européenne, Etats Unis...), de nombreux acteurs du monde des ONG ainsi que des institutions européennes (OSCE, Conseil de l'Europe, Union Européenne) s'interrogent sur les conditions d'accession des populations de ces pays à leur nouveau destin. Quelle place pour la société civile ? Quelles conditions pour un développement démocratique ? Quelles garanties pour le droit humain ?

Guerres, mouvements nationaux et recomposition stratégique.

Cependant, aux marges de l'ex empire de l'Est, l'émergence ou, selon le cas, le renouveau de mouvements nationaux, se traduit à la fois par des conflits d'indépendance et par la

dégradation de la position de minorités linguistiques, culturelles ou religieuses, dans de nombreux états en cours de constitution et ne disposant pas d'une véritable expérience démocratique.

Très vite, il apparaîtra que ces conflits ne sont pas seulement des conflits locaux hérités de l'histoire, ni le produit d'une conflictualité ethnique soudainement libérée de la contrainte communiste, mais qu'ils sont aussi, pour une part, le produit des stratégies de repositionnement mondial des grandes puissances (La Russie, les Etats Unis et l'Europe naissante et peut-être dans une moindre mesure, la Chine), et que, pour une autre part, ils servent des objectifs de politique intérieure pour les forces politiques et/ou économiques plus ou moins en lien avec des intérêts mafieux, qui ont pris ou convoitent le contrôle des Etats avec l'appui plus ou moins explicite de grandes puissances, celles de l'ancien empire soviétique ou les puissances occidentales, elles-mêmes en compétition.

Ainsi, au seuil des années 90, les conflits dans le Caucase et les guerres génocidaires de l'ex Yougoslavie engendrent des cortèges de réfugiés et de déplacés, tout en maintenant des populations décimées et brimées, en état de domination ou d'assistance, ajoutant les effets de la guerre aux effets de politiques de *transition* catastrophiques qui précipitent des régions entières dans la misère et la survie.

Retour de la figure du réfugié, du sans droit, de l'homme des camps, de l'homme nu ! Figure du XXème siècle !

Action humanitaire et défense des droits humains

Cependant, porté par des opinions publiques occidentales émues du spectacle des victimes et des réfugiés, un vaste mouvement humanitaire se développe en France, en Europe, aux Etats Unis et dans de nombreux autres pays (moyen orient...). D'abord centré sur l'urgence et débordant les grandes ONG (émergence de nombreuses ONG et initiatives lors du tremblement de terre en Arménie et du conflit dans le Haut Karabach, ou de la "révolution roumaine", puis à propos de la Bosnie...), ce mouvement se développe aussi et sans doute même d'abord sur le thème des Droits de l'Homme à travers l'action d'associations telles que la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme), Amnesty International, ou à travers des fondations (pays de l'Europe du Nord...) ; sur le thème de la solidarité envers les populations vulnérables (Opération Villages Roumains, orphelinats en Roumanie...) ; ou encore sur les thèmes de la démocratie, de la société civile (Helsinki Citizen's assembly, Causes communes, syndicats, Solidarité Est Ouest etc.), plus rarement sur le thème crucial

des minorités (Un thème qui suscite la méfiance d'une pensée occidentale prisonnière de ses engagements désastreux - Cambodge, Afrique... - et à une approche qui oppose communautarisme et universalisme).²⁰⁷

Les conflits qui marquent l'Europe centrale et Orientale font échos à ceux qui bouleversent les pays en développement dans le reste du Monde. « Du riz pour la Somalie » en 1992 au Rwanda 1994 (). La sur-médiatisation - agonie en direct à la télévision - mobilise les opinions publiques et impose aux puissances occidentales de réviser leur doctrine, entre "ingérence humanitaire" et rêve d'un nouvel ordre mondial non comptant un néo-colonialisme qui ne se cache que pour la forme. Un nouvel ordre que CNN déroulera comme un film grand public en direct lorsque l'Irak sera écrasé sous les bombes de l'opération "tempête du désert".

La réalité n'est plus qu'une fiction qu'on peut vivre en temps réel, assis dans son fauteuil à l'heure du journal télévisé. La force de ces nouvelles images de guerre n'est-elle pas justement qu'elles ne montrent aucun mort, aucune victime de la guerre ? Une guerre propre, technologique, à l'opposé des guerres qui agitent les périphéries du monde civilisé, leurs cortèges de réfugiés, cohortes d'affamés, dictateurs fantoches : images terribles qui suscitent l'élan humanitaire de l'opinion publique occidentale. Guerres si souvent présentées comme des guerres civiles, ou comme des conflits tribaux – comme produit de l'archaïsme des peuples en développement qu'une décolonisation mieux pensée aurait pu endiguer, disent certains - ou comme conflits de civilisations ! Retour d'image au cœur de l'occident tourné vers son Orient libéré du joug communiste : l'islam d'Europe est-il possible ? Bosnie Kosovo, Tchétchénie... Fin de l'Histoire ?

Mais cette époque est aussi celle d'une controverse sur l'action humanitaire elle-même. Déjà on commence à interroger l'indépendance des ONG par rapport aux Etats et aux organismes internationaux (OSCE, ONU, HCR...), leur rôle dans la gestion internationale ou locale des conflits, leur économie et leurs méthodes d'intervention. Quid après l'urgence ? Quelle place aux acteurs locaux ? Quel impact du "business humanitaire" sur la société locale ? Jusqu'à quel point l'action humanitaire n'est-elle pas intégrée à la planification des conflits armés ? Une controverse qui souligne aussi les limites de logiques d'engagement qui se voudraient indifférentes aux contextes politiques.

²⁰⁷ Anne Madelin. *Une expérience française des Balkans ?* École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2015. Thèse soutenue le 21 novembre 2015.

Voir notamment son annexe chronologique sur les événements marquants de la période 1980-2000

Entrer dans le terrain d'enquête en ex-Yougoslavie après la guerre

C'est à l'issue de cette période tragique de notre monde, avant le 21 septembre 2001, que j'ai été amené à conduire une mission d'étude dans les Balkans pour le compte de l'ONG Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – CCFD, après avoir réalisé différentes *missions* dans un cadre associatif militant au Kosovo à la fin et après le conflit dans ce pays en résistance pour son indépendance de la Serbie.

J'ai conduit cette mission d'étude avec selon les pays Marwan Abi Samra, Ahmed Boubeker et Michel Darteville, tout trois sociologues. C'est en grande partie de cette mission d'étude que je tire les entretiens cités dans cette partie dans laquelle je mobilise aussi un corpus d'articles recherches, d'interview et d'analyse publiées dans la presse et aussi de diverses informations circulant dans les milieux militants des Droits de l'Homme que j'ai fréquentés à cette époque.

Pour *entrer* dans ce terrain, j'ai mobilisé des réseaux d'acteurs avec lesquels je travaillais déjà depuis plusieurs années sur les « pays de l'Est » notamment sur les Balkans. Mais j'ai aussi suivi la piste de Philippe Pinglin²⁰⁸, coordinateur Balkans et Pays de l'ex Union Soviétique pour le CCFD. Philippe Pinglin a en effet construit durant les guerres un réseau de correspondants d'une manière tout à fait inédite que j'évoque dans l'Annexe 2 en même temps que j'y présente un aperçu de l'action entreprise sous son impulsion par cet organisme dans cette région.

Construire un monde viable dans le chaos de l'après guerre ?

Au début des années 2000, en Bosnie comme en Croatie et même en Serbie, des forces d'une société civile primo-émergente ou héritières de traditions culturelles, sociales et intellectuelles construites dans la Yougoslavie socialiste, tentent de reconstruire un monde viable après s'être attachées depuis des années déjà à déjouer les partitions des *Seigneurs de la guerre*²⁰⁹ qui continuent de manœuvrer en arrière plan, des mafias, des forces nationalistes, dans la quasi indifférence du reste du Monde qui s'emploie à établir une stabilité géopolitique par des

²⁰⁸ Philippe Pinglin, *Le pari de la liberté: De Belleville à Sarajevo, de Tchernobyl à Kigali*. Les Editions de l'Atelier/Éditions ouvrières, Paris, 2013.

²⁰⁹ Predrag Matvejević, Vidosav Stevanović, Zlatko Dizdarević. *Les seigneurs de la guerre*. L'esprit des péninsules. 1999

cadres institutionnels et économiques plaqués sur une réalité presque entièrement déterminée par les buts de guerre des prédateurs.

Une lutte de longue haleine, commencée aux prémisses de la guerre, en butte à des contradictions qui laminent les consciences et propulsent ces acteurs dans des itinéraires qu'ils n'avaient aucunement envisagés, prend naissance dans les abîmes où s'installe l'ambivalence de conceptions ethno-centrées des Droits de l'Homme et d'une pensée de la démocratie occultant la responsabilité des pouvoirs dans une guerre qui se poursuit à basse intensité. Un contexte où brillent aussi des lumières inattendues qui éclairent déjà l'après, malgré la persistance du chaos, le règne de l'injustice, de la coercition et de la prédation autant que de l'indifférence, tandis que les jeunes générations cherchent par tous les moyens à fuir vers d'autres horizons.

De la Croatie à la Bosnie puis à la Serbie, c'est à quelques unes de ces figures émergeant de l'ambivalence et du chaos que nous nous attacherons ici. De ces figures improbables qui en traversant toutes sortes de frontières tracent le chemin d'une conscience politique et morale qui, même ultra minoritaire, seulement portée par quelques dizaines de personnes, peut être la pierre d'achoppement du cours d'une histoire cataclysmique et qui peut même inférer les stratégies des Etats et des organisations internationales ou faire l'objet de puissantes tentatives de manipulation. Une force de conscience et d'action sensée qui peut faire écho à des attentes populaires balbutiantes et canaliser pas à pas, d'une certaine manière malgré eux, les puissants vers des buts avouables.

Comment ces figures ont-elles émergé dans la violence politique et militaire en échappant à l'emprise de versions idéologisées de l'Histoire qui les justifient? Et comment sont-elles parvenues ou non à retenir l'attention de publics et de pouvoirs d'influence pour prendre place dans les confrontations militaires et la violence des emprises nationalistes qui s'exercent partout dans l'ex-Yougoslavie en train d'ériger des frontières nationales et d'en assurer la purification ethnique en prolongeant la guerre par des procédés politiques, économiques et législatif qui fabriquent l'étranger déjà-là comme indésirable ? Comment ont-elles pu croire et tenter de faire croire à la possibilité d'un monde commun dans la fragmentation et le partitionnement ethno-national de leur monde ?

Mostar, Vukovar, Dubrovnik , Sarajevo, Banja Luka, ... autant de ville martyrs qui sont (re) entrées dans l'actualité internationale comme villes martyres, figures antithétiques de l'unité

cosmopolite d'un monde à la croisée de l'Est et de l'Ouest européen de la guerre froide. Un Monde *de l'Est* dénoncé comme totalitaire dans le vocabulaire politique, mais en réalité pensé comme total par méconnaissance sans doute mais aussi parce cela épargnait bien des efforts pour en comprendre les tensions intérieures, les révoltes et les compromis, les productions sociales et les innovations culturelles, au-delà des figures médiatisées de la dissidence. On avait oublié l'idée même qu'il y avait une Europe centrale et orientale composite, avec ses partitions et ses intrications sauf à n'en retenir que son passé, supposé laissé en suspens par l'intermède communiste, et qui ne demanderait qu'à refaire surface, ramenant au présent les traces des empires austro-hongrois et ottomans, les divisions des mondes chrétiens Romains et d'Orient, les partitions et les traces de la seconde guerre mondiale et ses figures comme celles des Oustachis ou leur opposés les Tchétchènes. Ou bien au contraire, sauf à adopter une lecture de l'actuel comme les prémisses de la « fin de l'Histoire » dans le « choc des civilisations »

Par quelque point d'entrée qu'on approche la tragédie des Balkans dans les années 90, on y trouve la trace de l'histoire. Mais il est bien risqué d'en faire une lecture unifiée, comme si l'intrigue de l'histoire était un déjà là qui ne demandait qu'à se réaliser. Une histoire dans laquelle nous autres les humains n'aurions d'autre possibilité d'agir qu'en en différant l'inéluctable réalisation ou bien tentant de prendre position pour en inférer le déroulement en contribuant à l'actualisation de ses configurations pré-narratives, en tentant de laisser des traces sensées, des actes et des figures mémorables. En croyant que ces traces pourraient en influencer l'avènement ultérieur et par là donner plus ou moins de chance à tel ou tel type de dénouement possible de la suite ? C'est peut être pourtant là l'une des voies un peu naïve qui peut fournir un sens partagé en arrière plan du projet européen de l'après 2^{ème} guerre mondiale au-delà de toutes ses vicissitudes. C'est le fameux plus *jamais ça* qui exige alors tout autant de travailler la mémoire et l'histoire de ce qui s'est passé, que d'aménager les conditions d'une perspective de dénouement ultérieur plus favorable lorsque surviendront les prémisses inévitables de conflits. En prévenir la dérive armée, l'affrontement des pouvoirs et des populations soumises à l'impératif de prendre part aux confrontations. Mais une telle lecture participative de l'histoire renvoie à une configuration des dilemmes éthiques qui se présentent à nous comme nous étant extérieurs à nous-mêmes, nous imposant de raisonner dans la logique de l'histoire qui s'impose à nous et dans laquelle se soustraire c'est renoncer à être avec les autres qui sont aussi pour une part nous-mêmes. Mais l'histoire des conflits se nourrit toujours de conceptions du rapport au monde exacerbées par des inégalités et /ou les contraintes de domination qui en empêche ou en privilégie l'accomplissement. En ce sens, ce

qui survient au-delà de notre capacité d'action ou même de prévision raisonnablement fondées, comme la chute du Mur de Berlin en 1989 et dans les Balkans, l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, présente toujours plusieurs niveaux de réalité historique dans la matérialité même des conditions d'existence des populations empêtrées dans leur histoire qui est aussi un peu la nôtre. Non seulement ces niveaux de réalité procèdent de temporalités différentes mais leur mémoire s'élabore différemment dans les différents segments des sociétés.

Chapitre 1 – configurations anthropologiques et socio-historiques

Les lieux-moments de la guerre, aux marges des Empires

Plutôt que de lire la tragédie des Balkans au cours des années 90 à l'aune d'une histoire inéluctable, qu'il s'agisse de la fin de l'histoire dans le choc des civilisations ou d'une histoire déjà en grande partie écrite dans une configuration héritée ou idéologisée, comme une histoire dans laquelle nous sommes seulement empêtrés, privé de pouvoir d'agir, on peut tenter d'aborder l'action entreprise par ceux qui s'opposent à la guerre et aux confrontations qu'elle entraîne dans une histoire située. C'est à dire dans ses lieux-moments et leurs gens, dans des situations auxquelles ils prennent part ou non et où l'on peut percevoir les encours de l'action qu'ils conduisent en tentant de la rapporter à celle des autres, et à comprendre sa dimension collective et la manière dont elle prend place dans les transformations et les confrontations en cours.

L'histoire s'est inscrite par ses moments comme des strates dans la géographie humaine et sociale de l'ex-Yougoslavie et c'est presque toujours dans des agencements de localité construits dans la durée et bouleversés par la dynamique de la modernité que se sont cristallisés les conflits les plus traumatiques. Dans les villes (Mostar, Vukovar, Sarajevo...) ou les régions plus rurales (Krajina, Banja Luka, Srebrenica, ...).

On peut prendre pour exemple le cas des Krajinas, aux marches de l'empire austro-hongrois et de l'empire ottoman. Krajina (comme Ukraine) renvoie historiquement à une définition militaire, celle de zone tampon où sont logés des populations minoritaires, souvent réfugiées en provenance des empires frontaliers, et à qui le pouvoir dominant attribue un statut particulier bien que mineur en contrepartie de leur enrôlement militaire quand le besoin se présente.

Ainsi en est-il de la Krajina Croate dans laquelle se sont déroulés parmi les plus violents conflits dans les années 90. Située en Croatie en bordure de la frontière de la Croatie avec le Nord de la Bosnie, comme l'indique le géographe Nicolas Lejeau, 210 : « *La particularité de cet espace résulte () surtout de sa spécificité ethnique. Depuis plusieurs siècles, dans une Croatie où ils constituent une minorité, les Serbes étaient, dans cette Krajina, en position majoritaire. La présence de ces Serbes sur ces terres () trouve ses origines, pour l'essentiel,*

²¹⁰ Nicolas Lejeau, « Le nettoyage ethnique en ex-Yougoslavie : le cas de la Krajina de Knin », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 45 / 1 | 2005, 45-53

dans la domination habsbourgeoise. Les Habsbourg peuplèrent en effet ces terres peu peuplées de nombreux paysans-soldats serbes qui fuyaient le joug turc. Ces réfugiés étaient nommés « Uskoks », c'est-à-dire littéralement les « gens qui sautaient par dessus la



frontière ». Ainsi, la région de Knin, partie la plus ancienne du défunt État médiéval croate, accueillait une population majoritairement serbe. Après la Grande Migration des Serbes du Kosovo en 1690, bon nombre de nouveaux émigrés serbes s'installèrent dans ces régions considérées comme sûres. Les habitants de ces confins militaires, appelés Granicari, du croate Granica : frontière (Nouzille, 1991, p. 67), avaient un statut particulier. Ils n'étaient

pas soumis aux astreintes féodales, mais ils pratiquaient le service militaire en contrepartie de l'usufruit des terres attribuées. En d'autres termes, ils cultivaient la terre qui leur avait été donnée et en même temps devaient prendre les armes en cas de guerre. En 1630, l'empereur Ferdinand II dota ces Marches de conditions particulières de liberté. Il y instaura une administration confiée à des officiers généralement serbes : les Krajisnici. Ces Krajine constituaient donc des provinces autonomes qui dépendaient directement de l'empereur et non de la Croatie, ce que les insurgés de 1991 ne manquèrent pas de rappeler... Les Habsbourg y confirmèrent également la liberté d'exercice du culte orthodoxe, ce qui renforça l'identité de la population serbe. Ce système () perdura jusqu'à la fin du XIX^e siècle.() il ne fut définitivement aboli qu'en 1881 [puis en 1908] les Confins, majoritairement serbes furent alors réintégrés à la Croatie.

()

La société croate, catholique, féodale, hiérarchisée et caractérisée par l'émergence de classes moyennes et intellectuelles, faisait face à la société serbe des Confins, égalitaire, plus axée sur les activités agricoles et militaires. Les Serbes y ont donc conservé un particularisme

culturel et un certain goût pour la carrière militaire. En outre, notamment dans la petite région de Knin, ils développaient un réel sentiment nationaliste, tradition qui a perduré jusqu'à l'éclatement de la Yougoslavie. »

Pour nombre d'auteurs et d'acteurs, cette configuration socio-historique du peuplement de la Krajina de Knin (Krajina croate) explique en grande partie la visée sécessionniste des Serbes de cette région au moment de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie et de la constitution de l'Etat de Croatie indépendant.

C'est ainsi un cas typique, selon l'analyse de nombreux acteurs, qui voient dans ce type de configuration une propension à engendrer des milices au rôle dévastateur dans les conflits.

Une telle configuration spatiale résultant de l'histoire se retrouve en effet dans d'autres régions, avec d'autres populations. De l'autre côté même de la frontière se trouve la *Krajina Bosnienne* dans laquelle les populations rurales-montagnardes sont croates anciennement des « serfs » réfugiés des régions frontalières de Slavonie Serbe, auxquelles l'empire Ottoman avait attribué le même type de statut et de rôle dans les *Confins* militaires de la Bosnie Herzgovine, par ailleurs région difficile d'accès et pour cette raison peuplée selon les vallées et les montagnes de populations serbes ou croates peu Islamisées.

De la revanche des campagnes sur les villes ?

Cette configuration a pris place comme modèle type dans nombre d'analyse des conflits de l'ex-Yougoslavie comme étant pour une grande part l'expression de la *revanche des campagnes* sur les villes. Mais l'effet d'évidence d'une telle analyse résiste-t-elle à l'épreuve de l'analyse, et à quel genre de problématisation répond-elle ?

Dans un texte intitulé : *la "revanche des campagnes" entre réalité sociologique et mythe Nationaliste* publié en 1998,²¹¹ Xavier Bougarel montre que cette figure du *paysan-soldat* a non seulement pu être instrumentalisée par les parties en conflits, y compris dans des sociologies captives de lectures national-centrées des faits ; mais il souligne aussi comment la revanche des paysans-soldats et les figures de bandits-sociaux passeurs de frontières, contrebandiers délaissés par les villes et la nouvelle modernité a pu constituer une grille de

²¹¹ Xavier Bougarel. Yougoslavie: la "revanche des campagnes" entre réalité sociologique et mythe nationaliste. 1998 - <https://www.researchgate.net/publication/32230191>

lecture pour de « nombreux () journalistes et les intellectuels qui, à juste titre, ont refusé une présentation hobbesienne des conflits yougoslaves, l'idée d'une "guerre de tous contre tous", [et ont préféré y voir] le reflet des haines ancestrales que se voueraient des peuples balkaniques plus ou moins barbares »

Mais poursuit l'auteur, « Hélas, nombre d'entre eux ont réintroduit par la fenêtre ce qu'ils venaient de chasser par la porte. La présentation des conflits yougoslaves et des phénomènes miliciens qui les ont caractérisés en termes de "revanche des campagnes", en particulier, a donné lieu à bien des dérapages. »

Cependant cette trame interprétative renvoie bien à une certaine réalité comme en atteste l'inscription dans le langage même de rapports entre ville et campagne.: « L'identification des miliciens à des ruraux incultes et barbares n'est pas le fait des seuls intellectuels pacifistes. A Sarajevo, la population opposait volontiers le "raja", petit peuple pacifique de la ville, aux "papci" belliqueux des collines². Cette même hostilité se retrouvait aussi dans la bouche des combattants, pour qualifier l'adversaire: chez les Serbes, les Musulmans étaient souvent traités de "Balije"; inversement, les Musulmans parlaient des "Vlasi" ("Valaques") pour désigner les Serbes. Dans un cas comme dans l'autre, l'adversaire était assimilé à une population nomade, étrangère à la polis et à la civilisation. L'idée d'une ville "civilisée" opposée à une campagne "barbare", sujet de conversation privilégié entre les intellectuels locaux et leurs visiteurs étrangers, savait aussi nourrir les haines de classe et les discours guerriers. »

Les figures du banditisme social

Cependant, dans l'arrière plan mythologique de ces discours c'est la figure du « Hajduk » ou du « uskok » qui ressort. Ces deux termes « désignent un seul et même phénomène, central dans l'histoire de l'espace yougoslave: le banditisme social. Les hajduks, souvent d'anciens kmets (serfs) ayant fui la pression fiscale des autorités ottomanes ou austro-hongroises, se retirent dans les régions montagneuses et s'y organisent en bandes armées (cete) commandées par un "chef de guerre"(vojvoda). Réfugiés dans les régions frontalières échappant au contrôle des autorités impériales, ils peuvent "sauter" d'un Empire à l'autre pour se livrer à la contrebande et au pillage, d'où le nom d'uskok qui leur est attribué dans certaines régions de l'espace yougoslave (skok signifie "saut" en serbo-croate) ».

Mais cette figure du bandit social, montagnard, vivant selon un mode clanique ou tribal, dans une forme de société horizontale ancrée dans un territoire, renvoie aussi à une mythification d'une opposition fondamentale à l'Etat incarné par la ville .

Peuple des origines versus cosmopolitisme

Le *bandit social* ainsi prend place de différentes manières dans les rhétoriques nationalistes.

Soit que l'on présente le bandit social des Confins minoritaires dans l'Etat auxquels ils sont rattachés comme la figure d'un ennemi inculte et violent prompt à constituer les milices nationalistes qui marqueront les conflits balkaniques (c'est un point de vue de majoritaires, repris par certains analystes croates, à l'égard des Serbes de la Krajina croate par exemple).

Soit à l'inverse comme la figure incarnant du peuple ancestral, c'est-à-dire la figure qui en porte la *vérité* et l'*authenticité* profonde sur laquelle reposerait une confrontation contre la domination de l'Etat accaparé par le peuple dominant (Rhétorique d'une partie des nationalistes serbes de la Republika Srpska en Bosnie ou de la République des Serbes de Krajina sécessionniste en Croatie).

Soit encore que cette figure incarnant l'*authenticité* est convoquée par les nationalistes du même *peuple* comme contre-figure des élites régnant sur les villes et l'Etat et dont le cosmopolitisme altère les *vraies* valeurs de la nation *authentique* (un mythe qui fait foi dans certaines composantes du nationalisme Bosniaque Musulman par exemple, comme à Belgrade ou à Zagreb).

Mais derrière les figures, c'est surtout un schème d'opposition très ancrée dans l'analyse sociohistorique des mondes balkaniques, dont Bougarel discute la pertinence comme trame interprétative de la guerre: l'opposition entre le nomade montagnard à la fois sauvage et en conflit avec l'Etat, et le citoyen progressivement converti au cosmopolitisme, dans un cycle éternel où les barbares redescendent dans les plaines où se situent les villes pour y prendre pouvoir, et ainsi de suite²¹².

²¹² Un cycle dont parle aussi Fernand Braudel dans son ouvrage *La Méditerranée*, Poche, 2009

Déplacement du rapport centre-périphérie à l'intérieur même des villes

« Il ne s'agit pas ici de nier les liens qui associent les phénomènes miliciens aux régions rurales et montagnardes de l'espace yougoslave. De fait, bon nombre des entrepreneurs miliciens sont originaires des Alpes dinariques, et les populations de ces régions constituent généralement les premiers bastions des mobilisations nationalistes, politiques puis miliciennes. Inversement, les conflits yougoslaves sont marqués par un acharnement particulier contre les centres urbains et les symboles architecturaux de leur urbanité, comme le montrent la destruction délibérée de Vukovar en Croatie, ou les sièges de Sarajevo et de Mostar en Bosnie-Herzégovine.

Mais il suffit de voir l'état de dévastation de nombreux villages en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, n'ayant rien à envier à celui de Vukovar ou de Mostar, pour constater à quel point l'idée d'une "revanche des campagnes" est déplacée dans le cas des conflits yougoslaves.

Si les rapports entre ville et campagne occupent une place centrale dans ces conflits comme dans le discours de leurs protagonistes, encore faut-il savoir quelle est la part de la réalité et la part du mythe, quelle est la véritable signification de ces rapports, et se demander en particulier ce qu'ils révèlent (ou dissimulent) sur les rapports entre milices, Etat et société dans l'espace yougoslave. »

Les marges et l'Etat, entre rébellion et allégeance

Et, poursuit l'auteur, *« [si les] hajduks représentent () une forme répandue de violence contre l'Etat, et occupent à ce titre une place centrale dans la tradition épique des populations dinariques () dans la réalité, les rapports [qu'ils] entretiennent avec les Empires ne sont pas dénués d'ambiguïté. Dans les régions frontalières ou à l'occasion de campagnes militaires, ils sont recrutés dans des formations auxiliaires, appelées delis ("fous") du côté ottoman, pandurs ou Freikörper ("corps-francs") du côté austro-hongrois, et dont l'engagement est rémunéré par une prédation directe (partage du butin) ou indirecte (attribution d'une terre).*

()

Situé aux confins de deux Empires, l'espace yougoslave est donc marqué depuis longtemps par d'innombrables passages entre rébellion armée contre l'Etat et service armé de l'Etat. »

Mais pour Bougarel, qui partage en cela l'analyse d'autres auteurs, une lecture des conflits en termes d'opposition ville-campagne ne méconnaît pas seulement l'histoire ambivalente des relations entre communautés rurales des confins avec l'Etat, qu'elles soient minoritaires (cas des Kajinas) ou parties intégrantes de la majorité (cas des populations du Sandjak musulman vis-à-vis de Sarajevo), elle méconnaît aussi l'importance des transformations sociales résultant des « *processus de modernisation socioéconomique, politique et culturelle* » qui ont entraîné depuis la seconde guerre mondiale un vaste mouvement d'urbanisation et de mobilité des habitants des campagnes de toutes les communautés vers les villes. (Serbes, Croates, Bosniaques dans le cas de Sarajevo)

Modernisation et urbanisation

C'est ainsi que « *Quarante ans de modernisation et d'urbanisation accélérées ont déplacé les antagonismes traditionnels entre ville et campagne au sein même des villes, et menacé leurs équilibres internes en même temps qu'ils brisaient ceux de la société villageoise. C'est sans doute ce qui explique pourquoi des villes comme Sarajevo ou Mostar se sont trouvées au centre des affrontements entre 1992 et 1995, alors qu'elles étaient restées relativement épargnées par les combats de la seconde guerre mondiale, et pourquoi les mobilisations miliciennes y ont d'abord été le fait de populations néo-urbaines, mal intégrées à l'économie et à la culture urbaines, quand les élites urbaines représentaient le principal soutien des mouvements pacifistes.* »²¹³

Mais l'émigration à partir des campagnes est aussi une émigration internationale en raison de la déstabilisation de l'économie rurale entraînée par une modernisation centrée sur les villes.

De sorte que « *l'importance des solidarités claniques dans les mobilisations miliciennes s'explique donc moins par leur enracinement dans les hauts villages du karst dinarique que par leur redéploiement dans les interstices d'une modernisation mal maîtrisée et par leur extension au "village global". La meilleure illustration de cette réalité reste le rôle des Herzégoviniens de la diaspora dans le financement des forces armées croates. Cette réalité*

²¹³Xavier Bougarel. Op.Cit.

Dans la suite du texte l'auteur propose une analyse retrospective de la relation ambivalente des milices entre violence contre l'Etat et violence au service de la violence d'Etat comme un symptôme de l'inachèvement de la formation des Etat dans l'ex-Yougoslavie seul pays à ne pas s'être constitué comme Etat-nation à l'issue de la seconde guerre mondiale.

ambiguë des milices, à mi-chemin entre village et "village global", se retrouve d'ailleurs dans leur production²¹⁴ »

« A partir des années 1960, les déséquilibres de la modernisation de la société yougoslave ont provoqué sa "retraditionnalisation", reflétée en particulier par le renouveau des idéologies nationalistes et des pratiques communautaristes dans la vie politique yougoslave, et par une réactivation des solidarités familiales et claniques. Les populations dinariques, marginalisées par la modernisation économique et situées en dehors des républiques correspondant à leur appartenance nationale, se sont les premières appuyées sur ces solidarités pour garder le contrôle de certains secteurs de l'appareil d'Etat (poids des Serbes de Krajina dans la police croate), faciliter leur émigration économique (poids des Croates d'Herzégovine dans la diaspora croate ou des Musulmans du Sandjak dans la diaspora musulmane), ou encore s'emparer des activités liées à la criminalité organisée. »

komšiluk (le voisinage) et l'implication des populations

Pour l'observateur étranger à la guerre et à l'expérience in situ qu'y ont vécu les acteurs et les populations, le risque est grand de saisir les questions de l'implication des populations dans la guerre comme celle du retour des réfugiés au regard d'une approche purement morale du *vivre ensemble* ou de *l'Humain* qui prétendrait valoir en toute circonstance. Ceci qu'il s'agisse des termes de l'implication des populations comme actrices dans la guerre ou qu'il s'agisse de la lutte des acteurs non belligérants engagés contre la réalisation des buts de la guerre ou simplement contre la guerre.

C'est pourquoi une approche pragmatique est selon moi requise, et c'est dans le prolongement de la compréhension de l'histoire en train de se faire comme histoire intriquée dans l'espace d'habitat et ses structures sociales qu'il nous faut tenter de saisir les dynamiques d'implication non comme de simples héritages ethniques ou comme assignations déterminant des conduites mais bien plutôt au regard d'une trame d'arrière plan dans laquelle se formule les dilemmes de l'implication et de l'engagement : entre affirmation du sujet, empêchement dans une histoire qui le dépasse et implication ethno-partisane dans le conflit.

²¹⁴ X. Bougarel analyse dans la suite du texte la folklorisation comme mode de traditionalisation moderne dans l'équipement communicationnel des milices, leur vêtement, coupe de cheveux etc... et symétriquement dans la propagande des protagonistes visant à les discréditer.

On peut ici encore, se référer aux travaux, décidément précieux, de Xavier Bougarel²¹⁵, pour tenter de situer les événements, les implications et les formes d'engagement au regard des trames socioculturelles traditionnelles des relations *interéthniques* dans les territoires d'une mixité établie de longue date, ou, autrement formulé, au regard d'une texture socioculturelle du lien social et de ses ritualités signifiantes,

En Bosnie cette *texture et ses ritualités signifiantes* ont un nom et participent d'une culture commune dans les régions mixtes à dominantes serbes, croates ou bosniaques. Il s'agit de la notion de bon voisinage, le « *komšilik* » en serbo-croate. Celle-ci renvoie à des pratiques fortement ritualisées de voisinage qui trouvent leur origine dans des aires de coexistence pluri-communautaires telles que les Kajinas, dans un rapport aux communs définis comme ressources de l'habitat, la terre, les structures villageoises, l'école, la ville-bourg du marché...« *Le komsiluk désigne (), en Bosnie-Herzégovine, le système de coexistence quotidienne entre les différentes communautés. Celui-ci s'exprime essentiellement à travers l'entraide dans le travail ou la vie quotidienne, l'invitation à la célébration des cérémonies religieuses et l'association aux événements de la vie familiale. Dans ces trois domaines, il obéit à des règles strictes de respect et de réciprocité. Le komsiluk est souvent symbolisé par ce café sucré qui, autour d'une table et dans des fildzan (fines tasses de porcelaine sans anse), se boit entre komsije.*

« *Le komšilik est moins l'expression d'une tolérance séculaire qu'un mécanisme de réassurance quotidienne entre membres de communautés différentes. L'invitation aux cérémonies religieuses, par exemple, ouvre les frontières communautaires mais ne les efface pas; l'association aux cérémonies familiales compense l'endogamie communautaire, mais ne la remet pas en question. Dans le komšilik, le caractère stable et pacifique des relations quotidiennes entre communautés passe par un « chacun chez soi, chacun à sa place » dont le garant reste malgré tout, en dernière instance, l'Etat.* »²¹⁶ Ainsi, cette texture du lien social se distingue-t-elle de la notion de cité dans la *Cité cosmopolite*²¹⁷ bien que ces deux formes de relations puissent comme on l'a vu coexister dans la ville, dans les cadres d'une citoyenneté institutionnalisée dans un Etat de droit (Ex-Yougoslavie) tout comme ils ont pu exister dans des régimes impériaux plus attachés à hiérarchiser les droits et des privilèges en fonction d'assignations ethno-nationales ou sociales.

²¹⁵ Xavier Bougarel est resté plusieurs années en Bosnie durant la guerre et a appris le Serbo-croate

²¹⁶ Xavier Bougarel. Bosnie, anatomie d'un conflit -chapitre 3 : Bon voisinage et crime intime. Bosnie, anatomie d'un conflit, La Découverte, pp.81-100, 1996, Les dossiers de l'état du monde. halshs-00630389

²¹⁷ Bougarel souligne la distinction entre *Mitoyenneté* et *Citoyenneté*

Mais sur un autre axe d'analyse, celui des relations entre communautés, citant les travaux de l'auteur Bosnien Ibrahim Bakic,²¹⁸ Bougarel relate la distinction qu'on peut opérer entre d'une part, « *un niveau 'naturel de proximité', où les relations entre communautés sont conçues en termes d'interdépendance et d'entraide* », et où les communautés sont perçues par des « *contenus culturels et sociaux et des positionnements politiques concrets* » dans la localité, et d'autre part, un niveau politique et de médiation « *où ces mêmes relations sont perçues en termes de concurrence et de conflit, et les communautés affublées 'des qualificatifs de surnaturelles et d'intouchables'* ».

Dans le niveau de proximité, niveau du quotidien, les groupes privilégient les relations intracommunautaires et comme l'observe Mahmut Mujacic dans les années 60 : « *dans la vie quotidienne, dans les relations entre les groupes nationaux (), la question nationale est d'une certaine façon présente ; 'le feu couve' et il suffit de commencer à en parler (ce qui est le cas ces dernières années) pour qu'il s'enflamme et commence à dominer la vie de la collectivité* »²¹⁹ Bougarel concluant : « *Le komsiluk s'inscrit dans la dichotomie des niveaux politique et quotidien des relations entre communautés, et se situe au coeur de l'ambivalence du niveau quotidien lui-même. Là réside son importance pour une meilleure compréhension de la société bosnienne, de ses évolutions et de ses crises* ».²²⁰

Le crime intime

L'expérience de l'implication dans le conflit et les conditions de retour des réfugiés

La notion de komsiluk que j'ai découverte avec Bougarel prend à mon sens une grande importance pour comprendre les enjeux pratiques de l'expérience des réfugiés et des politiques d'épuration ethnique et de leur tentative inverse, les politiques de retour des réfugiés. Il me semble que la notion de komsiluk apporte un éclairage important dans l'analyse des conditions de retour du point de vue de l'expérience vécue des réfugiés. Ce n'est pas tant dans le moment du retour comme éventuelle clé d'une possible restauration des

²¹⁸ Ibrahim Bakic, « Gradani Bib 0 medunacionalnim odnosima » (Sveske Instituta za Proučavanje Nacionalnih Odnosa, 1990, n°28-29)

²¹⁹ Mahmut Mujacic, « Medunacionalni odnosi u jednom gradu : primer Dervente » (*Gledista*, 1972, Vol. XII, n° 8). Voir également Mahmut Mujacic, « Susjedni odnosi u jednoj lokalnoj zajednici » (*Sociologija sela*, 1973, Vol. XI, n° 1).

Cité par X. Bougarel

²²⁰ X. Bougarel. Op.Cit.

sociabilités de voisinage, bien que cela puisse compter aussi selon les circonstances, mais c'est plutôt dans sa déchirure dans le conflit que la référence au komsiluk apparaît déterminante : où l'on peut saisir l'ampleur des significations qu'elle agrège et en même temps l'ampleur de l'ambivalence qu'elle contient. Bougarel cite par exemple le cas d'un paysan Serbe de la Krajina de Knin qui a participé au combat contre ses voisins croates mais qui s'est attaché à ne pas détruire sa maison ni s'en prendre à sa famille au non du komšiluk. Le même combattant réfugié en Republika Srpska se voit proposer la maison d'un croate ayant fui la région, refuse l'offre en disant qu'il a déjà fait sa guerre et qu'il n'ira pas plus loin. Nombre de cas comme celui-ci sont rapportés dans différentes régions comme ils me l'ont été au Kosovo aussi²²¹. Il cite ailleurs un autre exemple où en même temps qu'ils boivent le café rituel dans le quotidien des quartiers de Sarajevo sous tension, deux voisins s'équipent en même temps en armes pour le conflit imminent.

Mais Bougarel montre ainsi une dimension fondamentale du crime de voisinage si répandu en Bosnie dans les affrontements interethniques, dans les krajinas ou territoires mixtes convoités par les forces nationalistes ou dans la part des quartiers populaires mixtes de Sarajevo. Dans cette ambivalence le crime devient crime intime²²² et cette dimension intime le rend d'autant plus irréversible qu'il est d'une certaine manière un crime de famille, la famille de la proximité, et en cela une déchirure en soi-même de son propre monde et non seulement un crime perpétré à l'étranger ou à l'inconnu. En ce sens il est indépassable, expliquant en partie selon moi la possibilité d'une violence continuée ensuite, radicale et sans frein, une violence « pure » comme celle idéalisée par des groupes fascistes italiens des années 30, comme résultant d'un impossible retour à l'humanité réelle, même si ce n'est pas toujours le cas. En réalité la dimension anthropologique du komsiluk m'est apparue comme une clé d'intelligibilité d'une partie impensable de la vaste expérience à la fois écœurante, épuisante et fascinante que j'ai vécue dans les années 90 et 2000 en lisant et regardant tout ce que j'ai pu trouver sur les témoignages et rapports d'enquête du TPY notamment, d'ONG internationales, d'articles et reportages, au cours de nuits entières à tenter de décrypter les traces d'une signification dans le déroulement des horreurs, des meurtres de voisinage, les procédés d'enrôlement par les milices ou simplement par les leaders locaux qui émergent dans les situations fantasmatiques qui s'installent dans les villages et les quartiers : où chacun est saisi par une peur qui se fait certitude que le voisin deviendra son meurtrier, qu'il s'en

²²¹ Paris Hervé. *Carnets imaginaires d'un vrai voyage au Kosovo*. L'Harmattan. 2001.

²²² Bougarel, Xavier. « Voisinage et crime intime », *Confluences Méditerranée*, vol. 64, no. 1, 2008, pp. 83-98.

prendra à sa famille, que bientôt il se retournera contre lui et les siens, même si les enfants jouent tous les jours ensemble, même si l'on boit le café rituel du *komsiluk* en bon voisin.

On perçoit clairement dans tous ces rapports et témoignages terrifiants comment les leaders finissent par techniciser leurs pratiques d'enrôlement. Mais rien dans ces rapports – ce n'est pas leur objet - ne donne à comprendre comment les gens qui sont passés à l'acte s'engagent alors dans une pratique irréductible de la violence meurtrière, pourquoi ils n'arrivent pas à fuir, à se soustraire, même quand l'occasion se présente. Les pratiques d'enrôlement forcé ne sont bien sûr pas spécifiques à la Bosnie. Elles sont même souvent le fait des armées officielles. Ainsi à travers les nombreux témoignages de la guerre d'Algérie que j'ai pu lire ou que l'on m'a racontés, j'ai appris à comprendre comment des officiers ou sous-officiers étaient devenus maîtres des rituels de compromission de jeunes recrues dans des actes de torture, meurtres de prisonniers ou de villageois, après lesquels *les compromis* devenaient les plus zélés des soldats assassins. Mais le leader nationaliste villageois n'est pas un capitaine dans une grande armée idéologisée et le voisin n'a pas la figure fabriquée du colonisé chosifié, inéluctablement retord et menteur. Le meurtre du colonisé n'est pas un meurtre intime. Et si le franchissement du passage à l'acte est si violent et compromettant pour la recrue comme pour l'enrôlé de force dans les armées ou les milices qui tuent loin de chez-elles, c'est me semble-t-il en raison à la fois de la culpabilité et du sentiment d'avoir perdu toute intégrité à l'issue de quoi il n'est d'autre horizon que l'adoption des buts de la guerre dans sa forme la plus radicale, ou bien de se soustraire par une sorte de technicisation froide de la mort d'autrui dans laquelle même les figures de l'honneur sont des artefacts techniques. Dans le cas du voisin bosniaque, si cela est aussi vrai, il se joue autre chose aussi. Car il s'agit d'un meurtre intime et la destruction de cette intimité interdit le retour en arrière même si ceux qui ont tué n'ont pas sombré dans une violence indescriptible. De ce point de vue, il me semble qu'il y a une fatalité intime dans les guerres de Bosnie qui tout autant que la peur, la culpabilité ou la méfiance, rend le retour impossible en toute humanité dans les territoires de départ pour les gens qui ont participé aux combats et qui ont conscience de cette expérience, même si les conditions politiques et sociales du territoire de retour s'y prêtent parfois.

Pour finir cette référence au travail de Xavier Bougarel, il me semble important de souligner, à travers la façon dont le *komsiluk* a été mobilisé dans les discours politiques nationalistes et leur rhétorique de justification, combien ceux-ci apparaissent non comme une mythification d'un passé occulté, mais bien au contraire comme l'expression d'une modernité inquiétante et performative qui se construit dans l'ambivalence.

« Porteuse de politisation et de territorialisation des appartenances communautaires, la modernité politique pénètre et étouffe l'espace dans lequel le komsiluk s'est constitué, en annexe et en brise les mécanismes. Malgré, ou plutôt à travers l'usage politique qu'ils en font, les partis nationaux sont fondamentalement hostiles à l'institution du komsiluk. Pour eux, celle-ci symbolise non seulement une réalité multicommunautaire, mais aussi une réalité infra-politique, sinon anti-politique.

Avant la guerre, Alija Izetbegovic (SDA) en appelle souvent à ses 'concitoyens et komsije [voisins]' serbes et croates pour préserver l'intégrité territoriale et la stabilité politique de la Bosnie-Herzégovine, à l'heure où Radovan Karadzic (SDS) déclare devant un Parlement bosniaque s'apprêtant à proclamer la souveraineté de cette république qu' 'il n'y a aucune kuca [maisonnée] serbe dans laquelle vous pourrez ainsi faire rentrer une Bosnie-Herzégovine indépendante' »²²³ Mais, obsédés par l'idée de faire des Musulmans une 'nation politique' et 'souveraine', les dirigeants musulmans s'en prennent déjà régulièrement à 'l'esprit de komsiluk', localiste et pacifiste, qui le caractériserait. Suite à la guerre, la critique du komsiluk se fait encore plus vive, comme le montre l'article d'Alija Piric dans l'hebdomadaire Ljiljan²²⁴ du 29 juin 1994: ' [on dit que le komsiluk est une] institution civilisationnelle sur laquelle on peut s'appuyer dans les moments de crise et de faiblesse, et avec laquelle on peut se réjouir dans les moments de prospérité et d'insouciance. [...] Les komsije devaient, en Bosnie, être les premiers [invités] à ...'²²⁵,

()

[mais] les gens, tout simplement, ne veulent pas admettre le fait que tout ceci était un mensonge, une tromperie et du temps perdu. (...) Les Bosniaques [Musulmans], qui à chaque fois souffrent le plus et sont les victimes les plus nombreuses des orgies de leurs komsijas, ont été un peuple trop oublieux, généreux et insouciant. Des gens « sérieux » écrivent aujourd'hui des livres et des journaux où ils racontent qu'ils avaient des centaines d'amis là-bas à Sarajevo ou à Mostar (...) Nous avons inversé, semble-t-il, les rapports : qui est un frère, qui un ami et qui un quelconque komsija ou connaissance. Mais il y a, cependant, une raison qui m'encourage et me fait croire qu'à l'avenir, les Bosniaques passeront (...) devant leur

²²³ Xavier Bougarel. Bosnie, anatomie d'un conflit -chapitre 3 : Bon voisinage et crime intime. Bosnie, anatomie d'un conflit, La Découverte, pp.81-100, 1996, Les dossiers de l'état du monde. halshs-00630389

²²⁴ Ljiljan Journal de Sarajevo porte-parole officieux de la direction politique du SDA nationaliste musulman présidé par Alija Izetbegovic.

²²⁵ Cité par Xavier Bougarel Bougarel. « Voisinage et crime intime », *Confluences Méditerranée*, vol. 64, no. 1, 2008, pp. 83-98.

komsija avec une bonne dose de mépris, c'est qu'ils sont devenus une nation, qu'ils sont devenus les Bosniaques, qu'ils ont fait se rejoindre Bosnie, Bosniaques et patrimoine spirituel bosniaque. "

Cet article de l'organe de presse porte parole officieux du SDA traduit le « recentrage » opéré par la direction nationaliste. Ainsi « *S'adressant en mars 1994 à la convention du SDA, Alija Izetbegovic [avait-il déclaré]: "La vie en commun est une belle chose, mais je pense et je peux librement dire que c'est un mensonge, que ce n'est pas pourquoi nos soldats meurent. Si quelqu'un a nourri des illusions sur la vie en commun, c'est bien nous. Mais les réalités ne peuvent reposer sur des mensonges et nous ne pouvons pas mentir à notre peuple. Notre soldat sur les hauteurs, qui souffre dans la boue, ne le fait pas pour vivre ensemble mais pour défendre ce toprak, cette terre qu'on veut lui prendre. Il risque sa vie pour défendre sa famille, sa terre, son peuple "*

Ironie de l'histoire, à l'heure où Alija Izetbegovic avance l'idée du toprak pour rejeter celle de vie commune, Radovan Karadzic revient à celle de komsiluk pour en faire le fondement... de la territorialisation. À la suggestion d'intégrer les populations musulmanes conduites par Fikret Abdic à la République serbe, il répond : " Je pense que ce ne serait bon ni pour eux, ni pour nous. Le sang a coulé, un processus historique de séparation s'est produit, et il vaut mieux désormais être bons komsije plutôt qu'être de nouveau mélangés et connaître de nouveaux antagonismes "

Ce réemploi de termes tels que toprak ou komsiluka pour justifier la territorialisation illustre la « folklorisation du discours politique » (). Mais celle-ci est-elle l'étouffement de la modernité politique par une tradition réputée sanguinaire, ou l'instrumentalisation de celle-ci par une modernité politique se noyant dans son propre sang ? » ²²⁶

Ce long détour par les travaux de cet auteur m'ont semblé nécessaires pour tisser une trame de fond qui, au-delà de divergence formelles entre les analyses et les justification de leur action, permet de saisir les ambivalences ou au contraire la quête d'une lucidité en acte, des acteurs que nous allons rencontrer dans leur parcours, dans leurs formes d'engagement, dans les divergences à l'origine de rendez-vous non concluants, ou au contraire dans les tentatives de

²²⁶ Xavier Bougarel. Bosnie, anatomie d'un conflit -chapitre 3 : Bon voisinage et crime intime. Bosnie,anatomie d'un conflit, La Découverte, pp.81-100, 1996, Les dossiers de l'état du monde. halshs-00630389

se rapprocher par delà les frontières intérieures et extérieures érigées par les partitions nationalistes.

Le mouvement spatial de la guerre.

Mais pour prendre la mesure de l'histoire en train de faire et tenter de saisir la manière dont les acteurs en prennent ou non la mesure pour déterminer leur engagement, il faut aussi considérer le *mouvement spatial de la guerre et de l'épuration ethnique* par lequel s'active cette trame spatiale des *lieux-moment de l'histoire* qui porte en elle les germes de la conflictualité et dont joueront abondamment les *Seigneurs de la guerre* dans leur entreprise de partition de la Bosnie-Herzégovine. Il y a trois mouvements en réalité dans ce processus de partition, que l'on pourrait qualifier de mouvements de la tentative de partition grand-serbe.

Le premier mouvement part de Serbie vers le Kosovo en 1989-90, où le conflit sera gelé dans un rapport de conflictualité à basse intensité entre la domination politico-policière serbe et la résistance civile kosovare, durant les presque 10 années que durera le deuxième mouvement.

Le deuxième mouvement part aussi de la centralité Serbe, vers la Croatie en 1990-91²²⁷ puis vers la Bosnie 1991-92 jusqu'à la mer par le Nord-Ouest de l'Herzégovine et par son Sud-Est via le Sandjak et le Monténégro (siège de Dubrovnik en 1991), encerclant durant un temps la Bosnie centrale et Sarajevo (siège de 1992 à fin 1995). Tandis que la Croatie accompagne son reflux de l'Herzégovine (retournement croate en 1993 contre les Bosniaques ainsi pris en tenaille entre la république croate d'Herceg-Bosna et la république serbe de Bosnie, Republika Srpska), le deuxième mouvement prend fin sur les positions Serbes de la Republika Srpska

²²⁷ Dans cette partie de la guerre, à ses débuts, se joue non seulement le début du processus de partition ethnique de l'ex-Yougoslavie mais aussi la bataille pour la récupération des biens de l'Etat fédéral nécessaires à la constitutions des Etats indépendants, parmi lesquels l'armement de l'armée Yougoslave (JNA) dont la saisie par la Croatie est non seulement un enjeu de défense et de sécurité mais aussi un clé de la constitution de la souveraineté intérieure d'un Etat disposant de la légitimité de l'usage de la force. Cet enjeu des armes et du démantèlement de l'ex armée Yougoslave (JNA) se déroulera dès 1990 à travers la « guerre des casernes » en Croatie, et avant l'indépendance, par un large mouvement de refus de la conscription dans la JNA. On pourrait dire que ce mouvement de refus de la conscription marque dans le cas Croate la première manifestation populaire de la volonté d'indépendance. Une part des soldats croates de la JNA désertèrent au moment de la guerre des casernes. Mais certains resteront dans cette armée passée sous le contrôle de Milosevic non seulement président de la Serbie, mais aussi de ce qui reste de la Fédération Yougoslave.

(Entité serbe de Bosnie frontalière de la Serbie) et sur les positions croates négociées avec les Bosniaques dans la Fédération bosno-croate (2^{ème} entité de la Bosnie résultant de l'accord bosno-croate de Washington en 1994). Ces positions consacrées par les accords de Dayton de 1996 mettent fin à la guerre en entérinant ainsi une grande part des buts de guerre.

Le troisième mouvement met fin au statut quo sur le Kosovo par une guerre qui conduira à son indépendance (1998-1999).

A aucun moment de cette décennie tragique, la guerre ne touche le sol de la Serbie jusqu'aux bombardements de l'OTAN en 1999. Cette donnée me semble avoir une grande importance pour la compréhension des objets et des formes de la mobilisation anti-guerre en Serbie.

Comment dans cette configuration-mouvement les acteurs opposants à la guerre et à sa logique d'épuration ethnique des partitions spatiales, pourront ils trouver des terrains de coopération, comment parviendront-ils à transgresser les frontières en mouvement et quelle expérience ou horizon commun parviendront-ils à partager ?

A tout le moins peut-on tenter de comprendre, en suivant l'expérience d'acteurs pacifistes et/ou des défenseurs des Droits de l'Homme comment les intrigues du conflit mettront à l'épreuve leurs logiques d'engagement. L'apparente évidence d'une congruence des logiques pacifistes et d'une logique des Droits de l'Homme résistera-t-elle à l'épreuve de l'épuration ethnique ?

Dans cette configuration historico-spatiale en mouvement permanent, la guerre propulse des vagues de réfugiés dans toutes les directions. Près de 2 millions seront jetés sur les routes, contraints de rejoindre des Krajinas à majorité ethno-compatibles avec eux, s'exposant aux mouvements dont nous avons parlés, au risque d'être de nouveau confrontés à la guerre, ou bien à rejoindre les bastions nationalistes au risque d'en devenir les otages dans l'épuration ethnique non militaire qui se poursuit dans l'après guerre en Bosnie.

Quelle place occupera l'enjeu d'une solidarité avec les réfugiés et des déplacés dans l'action des militants anti-guerre pacifistes et/ou défenseurs des Droits de l'Homme?

Comment ces acteurs se saisissent-il de la question sur laquelle butte toutes les organisations internationales : à quelle condition un réfugié retourné est-il vraiment de retour? Ou comment un territoire peut-il devenir territoire de retour pour un réfugié ?

C'est donc avec la conscience d'une intrigue de l'histoire intriquée dans ses lieux-moments et leurs gens que j'ai entrepris de relire les entretiens que j'avais rapporté de notre mission d'enquête pour le CCFD dans les Balkans et que j'ai tenté de poursuivre l'enquête par un travail documentaire et de réinterprétation.

Chapitre 2 - Mise en récit

Mise en récit et intrigue du travail d'enquête

Dans cette section, nous essayerons de resituer dans cette trame l'émergence de figures d'une résistance à la partition du monde par les frontières érigées par la guerre entre des nouveaux Etats mais aussi au sein des sociétés elles mêmes. Nous tenterons de saisir les fils de l'histoire en train de se faire dont ces acteurs tentent d'influencer le cours avec acharnement, au risque de leur vie et aussi au risque de se détacher de leur monde ou de se compromettre dans les ambivalences d'un *nationalisme démocratique*.

Leur histoire est l'histoire d'une conscience qui cherche à saisir le réel par delà les forces de fractionnement et les clôtures qu'elles érigent entre les humains assignés à la survie tandis que d'autres épargnés par la guerre se divisent quant à savoir si leur positionnement dans l'histoire participe de la machine de guerre ethnico-nationaliste.

Entretiens, traces et reconstitution dans le récit

Je suis pour cela, parti de bribes rapportées par des entretiens avec certaines de ces figures. J'ai tenté, sur le fond de la trame exposée des mouvements de la guerre et des lieux moments de l'histoire héritée décrits ci-avant, de recomposer l'intrigue de leur engagement en mêlant présentation des acteurs et de leur action , portraits d'autres figures significantes dont les parcours rencontrent les figures, et mise en intrigue à travers la reconstitution de leur divergences ou de leur rapprochements à l'échelle de l'Ex-Yougoslavie, par delà les frontières ou dans leur capture par la force des emprises qui saisissent les nouveaux Etats nation résultant de la guerre.

On verra qu'inévitablement les puissances internationales fixeront l'agenda, non seulement par la force mais aussi par une action visant à infléchir (manipuler diraient d'autres) en Serbie, le cours même des révoltes des jeunes générations et l'établissement d'une *démocratie nationaliste* qui entretient l'ambivalence des accords de Dayton lesquels devaient mettre fin à la guerre en Bosnie mais, en principe, aussi au Kosovo.

Faut-il lisser le chaos pour en faire une histoire cohérente ?

Si la présentation que j'ai adoptée peut paraître chaotique c'est qu'elle tente de rendre compte d'une expérience de recherche elle-même chaotique du fait même du chaos des mondes et des

moments dans laquelle je l'ai entreprise et aussi du désintérêt de la Recherche en sciences sociales quand aux formes structurées qui tentent d'émerger dans ce chaos qui est aussi un chaos de notre conscience occidentale.

Chercher les connecteurs, les objets communs et les figures

En partant de la figure de Zoran Pusić militant des Droits de l'Homme émergeant ex nihilo au début des années 90 on suivra le fil d'une histoire par laquelle sa figure apparaîtra comme une clé d'intelligibilité d'une résistance ultra minoritaire qui tentera de se construire un réseau transfrontière, incluant les figures d'une conscience morale et politique en Serbie, autour des figures d'une alternative citoyenne bosniaque et des deux villes emblématiques que sont Sarajevo et Tuzla.

En tentant d'articuler local et global, cette convergence transfrontière cherchera à mobiliser la puissance d'institutions internationales, l'Union européenne notamment, pour sauvegarder l'idée d'un monde pluriculturel dans la Bosnie sortie des radars de l'actualité et abandonné aux forces de la partition ethnique, nationaliste, communautaire, le vocabulaire lui-même ne trouvant pas à rendre compte des structures pourtant bien réelles du chaos.

Des Droits de l'Homme et de la lutte anti-guerre

Entre la Croatie de Zoran Pusić et la Bosnie de *l'alternative citoyenne* nous explorerons en Serbie la dynamique anti-guerre et anti Milosević dans ses ambivalences, dans les compromis d'une partie de ses composantes avec les forces *nationalistes démocrates* comme dans l'opiniâtreté d'une autre partie de cette « mouvance belgradoise » à ne pas renoncer à défendre Sarajevo et une Bosnie pluriethnique, et par là-même à porter une espérance pour leur propre monde rongé par l'idéologie grand-serbe. Nous verrons aussi comment la stratégie américaine (et occidentale) consistant à se débarrasser de Milosević après l'avoir installé comme *homme fort* sur qui devait reposer la stabilité après-guerre, aura une incidence directe sur la manière dont les jeunes générations de Serbie et une partie du courant pacifiste et des Droits de l'homme se (re)composeront dans l'ambivalence *nationaliste démocrate* qui conduira à chute du dictateur.

A travers ces figures et une esquisse de l'histoire de leurs démêlées, c'est aussi la possibilité d'un cosmopolitisme social et politique qui est en question. A quelles conditions dans ce

contexte d'ambivalence et de violence partitionnaire inédite dans l'histoire de l'après 45, l'émergence de figures d'une conscience morale et politique insoumise à la guerre et au repli identitaire, et qui en cela se détachent inévitablement de leur monde, peut-elle y faire un retour vertueux, transformateur, engagé dans le cœur même des pratiques sociales émancipatrices?

Mais nous verrons qu'en réalité, ceux qui portent cette dynamique alternative citoyenne parfois perçue comme *hors sol* n'ont rien lâché d'un engagement dans le quotidien de l'existence de leurs mondes, mais que leur marginalité est le prix à payer pour survivre et pour nouer des relations à leur monde malgré leur marginalité parfois qualifiée d'élitaire.

Si j'ai agencé ces fragments de récits et ces figures dans un ordre différent de celui des mouvements de la guerre, c'est parce que j'ai suivi le parcours de la marge au centre et non l'inverse, et de ce point de vue l'itinéraire de Zoran Pusić est apparu non seulement comme le plus symptomatique de ce chemin toujours inabouti par lequel la marge travaille le centre, mais aussi parce que c'est celui qui a le plus croisé d'autres itinéraires de la marge au centre et par qui, avec d'autres, ont agrégées en réseau les expériences des acteurs engagés dans de tels chemins.

Zoran Pusić n'est sans doute pas le seul personnage, femme ou homme, à avoir agité comme il l'a fait dans la longue durée. Il y a eu d'autres comme l'animatrice du centre anti-guerre de Zagreb que l'on retrouve aussi dans les mêmes chemins et carrefours que Zoran.

Il y a une part de hasard dans la saisie des figures par une enquête hors du milieu de vie des acteurs, mais en même temps j'avais précisément comme but de l'enquête de détecter ces figures du mouvement de transformation nécessairement minoritaires. Et celle de Zoran Pusić est la plus éloquente de celles que j'ai pu rencontrer ou identifier dans la recherche documentaire ou l'actualité. Si elle m'a été accessible comme figure majeure de *gens du bord*, ce n'est pas en raison du fait que la configuration des lieux-moments croates se prêtaient peut-être plus à l'émergence de ce type de figures que d'autres régions de l'ex-Yougoslavie, mais c'est au contraire parce que la figure de Zoran Pusić est peut-être la seule parmi les très rares figures croates antinationalistes, à s'être affirmée dans sa relation transfrontière avec les bosniaques dès les premiers instants de la guerre. C'est donc paradoxalement sa rareté qui nous l'a rendu repérable. Et c'est sa singularité et sa persistance comme figure agrégatrice de significations au-delà du personnage lui-même qui en fait une figure qui cristallise l'effort des autres, Serbes, Bosniens, et Croates eux aussi à la recherche d'une alternative à la partition

ethnique, les figures qualifiées de *citoyennes* par les analystes politiques. On verra des figures de cette ampleur émerger aussi en Serbie comme le philosophe Miladin Zivotic, malheureusement décédé précocement, et dont Zoran Pusiç et ses amis perpétuent l'héritage encore aujourd'hui. C'est ainsi qu'ils emprunteront le nom de leur réseau transnational, *l'initiative Igman*, à une action symbolique et héroïque de Miladin Zivotiç rejoignant Sarajevo à partir de Belgrade avec 38 intellectuels à sa suite, en traversant à pied le mont Igman sous les tirs des snippers des forces serbes assiégeant la ville. Le symbole est sans équivoque, c'est le passage de la frontière en toute circonstance quelle que soit la frontière si elle s'érige entre les hommes pour enfermer et réprimer dans la domination et la contrainte leur désir d'émancipation et de coexistence. Et nous découvrirons qu'en suivant ces figures singulières, nous en découvrirons d'autres tout aussi significatives, même si moins repérables, qui ont fini par se rejoindre au fil des ans et de l'ouverture moins risquée de frontières, entre les Etats mais aussi entre les régions traumatisées et partitionnées de la Bosnie d'après guerre. Lorsque par exemple, il leur a été possible de retourner dans leur région malgré la domination nationaliste de leur propre communauté ou d'une autre, - car la plupart ont elles-mêmes été déplacées ou réfugiées - et y reprendre leur entreprise de résistance à la partition dans leur propre monde de proximité. Une entreprise impossible à vivre sans le secours du faisceau de significations et de relations humaines portées par le réseau des *gens du bord* dont nous parlons.

De l'engagement auprès des réfugiés.

Puis en suivant certaines de ces figures ancrées dans leur société, nous reviendrons sur l'enjeu des réfugiés et sur les conditions du retour : A Sarajevo où le témoignage de la souffrance est la condition pour que des milliers de personnes traumatisées puissent convertir ce qu'elles ont subi en demande de droit. Des témoignages que la petite équipe des 7 juristes militants de Job22 écoutent et consignent quotidiennement (plus de 15000 en 5 ans !) et convertissent dans la loi et les tribunaux dans lesquels ils affrontent les corruptions, les partitions ethniques et l'obsolescence du droit hérité de l'ex-Yougoslavie. A Dubrovnik redevenue *Raguse la magnifique*, avec l'étonnante dynamique de développement local saisie par le projet Desa dans le mainstream du retour à la croissance et des touristes, pour construire le débouché d'un minutieux travail animé par Jenni, figure de la sauvegarde de la dignité humaine de la ville assiégée, pour restaurer la possibilité d'un horizon d'attente pour des femmes réfugiées,

prostrées dix longues années depuis le siège dans une temporalité de l'existence sans passé, ni présent, ni futur. Dubrovnik figure antithétique de Tuzla qui n'en finit pas de survivre dans un monde sans économie et où le devenir urbain d'un camp de réfugiés²²⁸ confondu dans la ville qui les a accueillis devient le devenir de la ville elle-même. Et où le témoignage collectif d'une équipe d'animatrices et d'animateurs sur les épreuves du travail avec les enfants en dit plus long que n'importe quelle expertise sur l'état dans lequel le Monde a laissé la Bosnie une fois rangées les armes.

De cette enquête inhabituelle dans sa forme, j'ai essayé de garder le fil de ma problématique générale relative au rôle des *gens du bord* dans la transformation sociale de leur mode par le dépassement des partitions identitaires. Mais en réalité, les figures parlent d'elles mêmes plus qu'on ne peut le faire dans une rationalisation problématique, car elles sont en elles-mêmes des agrégateurs de significations auxquelles on ne peut accéder que par la mise en récit et en donnant à comprendre les intrigues de l'histoire dans lesquelles elles émergent.

Motivation de la forme adoptée ici pour la mise en récit de l'enquête

(Le récit comme enquête)

Il n'y a dès lors, me semble-t-il, pas d'autre voie que la mise en récit comme forme de l'enquête en tant que telle. Car dans ce contexte plus que dans tout autre, comme celui des quartiers populaires de l'immigration abordé dans la première section, l'enjeu de l'observation dans l'enquête, l'enjeu de saisie de l'acteur dans la réalité en transformation, est précisément le même que l'enjeu des acteurs eux-mêmes en permanence confrontés à la phénoménologie de l'histoire dont la narrativité intrinsèque affecte le pâtre. L'acteur lui-même n'y figure, ne s'y voit que comme étant empêtré dans la configuration pre-narrative qui s'impose à lui. Il y figure bien comme acteur potentiel et comme ayant été acteur de l'histoire figurée dans la phénoménologie de l'apparition de l'histoire mais la configuration ne retient rien du sens qu'il donne à son action (au sens propre comme au sens figuré).

De sorte que dans un moment de l'histoire saturé de pâtre, pour l'acteur à la recherche des chemins de l'agir sensé, rien n'est plus important que les figures des acteurs dont l'action

²²⁸ Michel Agier Op.cit. sur le devenir urbain des camps.

n'est pas seulement motivée par l'emprise du pâtir mais qui s'y réfèrent pour élaborer le sens de leur action. Par cette importance accordée à la figure par les autres, la persistance d'une figure résulte toujours d'une charge de significations qui dépasse les seules significations que l'acteur attribue à son action, qui la guident. Mais la conscience de ce surcroît de sens l'oblige autant qu'il le renforce. De sorte que du point de vue de l'enquête sociologique, c'est moins le sentiment d'avoir à faire à une figure lorsqu'on rencontre physiquement un acteur comme Zoran, Jenni, les animateurs, les juristes de Job 22 ... qui doit guider la mise en intrigue de la recherche, que le souci de se défaire de l'impression première pour chercher les indices de la figure dans les intrigues de l'histoire au-delà des scènes où l'acteur en question agit lui-même ou est placé au centre tout autant que dans les scènes où il est le personnage central du récit, où il fait le récit.

Une tâche impossible à accomplir dans le régime d'enquête par campagne d'entretiens comme je l'ai fait dans les Balkans. Ce n'est qu'à posteriori, dans le traçage des chemins empruntés par l'acteur mais aussi par la place que prend la figure de l'acteur dans l'expérience d'autres acteurs, dans l'espace public, dans les trames de mémoire... que la figure devient objet de connaissance. Procéder autrement conduirait à induire la figure à partir des seules représentations ou schèmes d'interprétation a priori de l'enquêteur. Je ne dis pas que l'on échappe à ce travers par cette méthode, mais on peut tout au moins fournir dans la mise en récit documentés les indices qui ont permis de considérer la figure et ce faisant de fournir le cadre de réflexivité qui permet à l'auteur comme au lecteur d'en discuter la portée du point de vue de la connaissance sur les dynamiques sociales, politiques et historiques en question.

C'est ce que j'ai tenté de faire dans cette section, en ayant conscience de nombreuses limites de cette entreprise en raison du brouillard qui entoure les acteurs du fait de la dispersion et d'une certaine idéologisation ou idéalisation de l'information journalistique, intellectuelle ou de la recherche, en raison de l'objet inévitablement passionnel mais aussi de la distance à cette réalité et de la médiation de la langue. En effet, à part quelques interviews, rares, d'articles écrits en anglais ou en français par les acteurs des Balkans, et quelques écrits en langue serbo-croate et traduits (en recherche , dans des revues comme « *les temps modernes* », le précieux *courrier des Balkans*, ...) c'est par la médiation du regard d'autres observateurs ou narrateurs que j'ai accédé à l'information, même si j'ai acquis des rudiments

d'une dialectique de la confrontation d'idées qui se pratique dans le milieu des acteurs dont je parle, en ayant fréquenté un certain temps des milieux militants, d'ONG ou d'intellectuels très actifs dans l'analyse du déroulement de cet épisode tragique de notre histoire.

Potentiel critique du vis-à-vis avec les autres terrains (France, Roumaine)

Pour ces milieux, ce que je raconte ici ne leur apprendra sans doute pas grand-chose en termes factuels ni en termes de trame narrative. Bien que. Mais pour ma part, en dehors de l'expérience considérable qu'a été pour moi mon engagement et mon travail d'enquête sur ce qui se passait dans cette région du monde, j'ai choisi de mettre en vis-à-vis des configurations historiques en France dans l'ex Yougoslavie et en Roumanie pour deux raisons.

La première raison de cette mise en vis-à-vis des terrains était de rechercher le *potentiel critique* de la mise en relation de configurations présentant de nombreuses analogies au moins sur le plan métaphorique mais qui ne sont aucunement comparables ni ne portent en elles une quelconque préfiguration du dénouement de l'histoire des autres configurations. Le *potentiel critique* recherché ici ne se situe pas dans une hypothétique logique de l'histoire, mais dans la manière dont les acteurs formulent les justifications de leur action et s'y prennent pour construire des références et laisser place à la contradiction par laquelle peut survenir le débat au-delà des partitions et des confits d'intérêts. Débat public ou ce que j'appellerai *débat intime*, à quoi j'associe la réflexion de l'acteur sur sa manière de formuler les dilemmes auxquels il doit faire face. L'intimité en question est alors moins définie par le caractère personnel mais par le cercle des autres avec qui l'on en parle, que ce soit dans la forme écrite ou orale du débat ou de la conversation, ou que ce soit dans *la délibération sur l'action ou par l'action*. Les modalités de l'action sensée étant aussi une manière de s'exprimer dans un cercle intime de ceux pour qui cette action fait sens, bien que l'acteur n'ait pas toujours idée d'avec qui il dialogue, sauf à lire à son tour les actions des autres. Pour autant il peut tout de même apparaître des cercles. On verra par exemple que dans l'histoire de Zoran Pusić, de nombreuses mobilisations impliquent dans des actions concrètes et délibérément congruentes, des cercles de gens qui ne se connaissent pas, ne se voient pas ni ne se parlent directement et ne se rencontreront sans doute jamais dans des relations interpersonnelles. Comme c'était le cas de la solidarité vernaculaire avec les Roms dans l'économie des expédients dans la section précédente. C'est donc d'abord ce genre de vis-à-vis que je cherche à mettre en avant entre ces différents « terrains » dont le potentiel critique porte dans cet exemple sur la

définition en acte des frontières de l'altérité dont il me semble utile de réhabiliter l'importance pour comprendre les enjeux politique et sociaux du lien social en deçà d'une définition formelle. D'autant que ces pratiques de *définition en acte des frontières de l'altérité, leur déplacement ou leur transgression*, sont précisément les premiers objets dont se saisissent les pouvoirs institués ou les groupes sociaux en train de construire ou de défendre une hégémonie. (Voir par exemple ci-dessus comment le *komsiluk* est saisi par les différents nationalismes en Bosnie, ou les relations entre hommes et femmes dans la plupart des cas)

La seconde raison concerne là encore le *potentiel critique* qu'apporte cette fois la confrontation de la manière dont les acteurs abordent les mêmes types d'enjeux - formulés de manière similaire - dans des cadres sociohistorique et des aires socioculturelles différents. Là encore il ne s'agit pas de proposer une approche comparative, mais plutôt d'activer le *potentiel critique* du décentrement. Par exemple en discutant la manière (*Comment ils s'y prennent ? Quelles sont les références qu'ils mobilisent ? Que mettent-ils en avant comme ancrage, mémoire ou expérience collective ?*) dont les acteurs que j'ai suivis tentent de dépasser l'enfermement des rapports d'altérité collective dans des cadres d'analyse des rapports entre majorité et minorité dans les trois terrains, au-delà de définitions différentes et toujours incertaines de ce que recouvre le terme ethnique dans les trois cas.

Partie 2 – L’expérience de Zoran Pusić en Croatie

Chapitre 1 - En Croatie avec Zoran Puzic

Juin 2001.

Dans un petit village de la Krajina croate, monitoring démocratique, l’aura et la légitimité de l’acteur émergeant ex nihilo du vortex.

Carnet d’enquête en 2001: Monitoring démocratique offshore

Nous avons rendez-vous avec Zoran Pusić dans un petit village non loin de Zagreb où il réside depuis qu’il a été renvoyé de l’école militaire où il était professeur de Mathématiques, en raison de ses engagements contre la guerre et le « *nationalisme fasciste* » du régime Tudjman, avant même que se déclenchent les neuf années des guerres Serbo-croate, de Bosnie et du Kosovo.

Improbable personnage, alors éloigné des cercles politiques et intellectuels en vue, dès le début des années 90, Zoran Pusić va contribuer à l’affirmation d’une conscience politique et à l’invention de formes d’engagement qui participeront non seulement à l’émergence d’un mouvement de solidarité avec les réfugiés, de dénonciation des buts et procédés de la guerre, mais aussi à l’affirmation d’une conception politique des Droits de l’Homme qu’il participera à promouvoir comme horizon politique pour l’ex-Yougoslavie en guerre et après les accords de Dayton sur la Bosnie.

Lorsque nous le rencontrons pour la première fois avec mon collègue sociologue Marwan Abi Samra, les élections locales viennent de se tenir en Croatie, élections sous haute tension dans la région de la Krajina croate, en raison de l’amorce du retour des réfugiés serbes qui en avaient été chassés après que la Croatie a repris cette région initialement à majorité serbe qui avait fait sécession en 1990 avec l’appui de l’*armée Yougoslave*²²⁹ de Milosević, laquelle avait laissé faire les milices serbes et les avait fournies en armes et matériels²³⁰.

²²⁹ L’armée populaire Yougoslave JNA est le reliquat de l’armée de l’ex-Yougoslavie réduite à cette époque à la Serbie et au Monténégro incluant les provinces annexées- Le Kosovo, la Voïvodine et le Sandjak.

Si la Voïvodine est travaillée par une tentation d’indépendance, celle-ci est ajournée en raison du déclenchement des conflits armés, tandis que le Kosovo est entré depuis 1989 dans une confrontation à bas régime sous pression

Le vote des populations serbes rentrées en Croatie a fait basculer la plupart des municipalités de cette région vers des majorités socio-démocrates, là où elles étaient dominées depuis la guerre par les forces nationalistes du HDZ (parti nationaliste croate de Tudjmann) et de ses alliés. Nombre des listes socio-démocrates sont ainsi composées de Serbes et de Croates.

Zoran est préoccupé par les tensions qui s'expriment au jour de la transmission des pouvoirs entre les anciennes municipalités et les nouvelles. Les chargés de mission de l'OSCE ²³¹ ont supervisé le déroulement des élections mais la transmission de pouvoirs n'est pas acquise partout. Dans certaines municipalités, les anciens maires, eux-mêmes campés sur leurs positions et/ou sous la pression des forces nationalistes croates, rechignent à opérer les passations aux listes élues conduites par des Serbes ou comprenant des Serbes.

Nous sommes un samedi, la mission de l'OSCE a été réduite, le personnel restant est en week-end et en tout cas insuffisant pour assurer le « monitoring » dans tous les villages de la Krajina croate.

« Puisque vous êtes là, on va vous trouver des vestons et des cravates et vous allez venir avec moi dans une municipalité où ça coince (...) Ne vous inquiétez pas, c'est un endroit que je connais bien. Vous allez jouer les témoins internationaux. Tout se passera bien, vous verrez ! ». Le ton est à la fois sérieux et gouailleur. Nous voilà engagés dans une partie qui nous dépasse, mais dans laquelle nous nous glissons sous la fêrule d'un Zoran Pusić à la détermination inébranlable.

d'une politique de *serbisation* de la « province ». Cette confrontation durera toute la durée des guerres de Croatie et de Bosnie. En 1997, après les accords de Dayton sur la Bosnie, le Régime de Milosević se voit menacé par l'opposition « démocratique ». Cherchant à cristalliser la ferveur nationaliste, il accentuera la domination serbe sur la province séparatiste, suscitant la fin du moratoire pacifiste de la résistance kosovare. L'UCK, l'une des branches politiques de la résistance kosovare, prend les armes face à l'intensification de la répression. En 1998, l'armée et la police de l'Etat Serbe s'engagent dans une vaste opération de reprise de contrôle de la « province » en résistance et engagent une campagne d'épuration ethnique provoquant la fuite d'entre 800 000 et 1 million de kosovars vers la Macédoine et l'Albanie. L'Otan mettra fin au conflit par la voie d'un bombardement des positions serbes au Kosovo et sur le sol de la Serbie, sur Belgrade en particulier.

²³⁰ Nicolas Lejeau. Op.Cit.

²³¹ OSCE - Organisation pour la Coopération et la Sécurité en Europe. Cette organisation internationale est l'une des trois composantes du triptyque ONU - COE (conseil de l'Europe) – OSCE qui intervient dans la régulation des conflits en Europe et dans la restauration post conflit de la démocratie et de la sécurité. Dans l'ex-Yougoslavie post- conflit armé, l'OSCE a en charge, en relation avec les deux autres composantes, l'instauration de conditions viables d'exercice de la démocratie (formation des partis, égalité homme femme, cadre légaux et procéduraux des élections ainsi que le « monitoring » de leur réalisation effective...) .Elle a aussi en charge l'organisation et la formation de la police, l'encadrement de la relation police-justice ...

Lorsque nous arrivons devant la petite mairie, la tension est palpable. Environ 150 hommes et quelques femmes, forment un bloc défensif devant la porte. On aperçoit, sous les arbres à proximité, d'autres hommes à la garde de bâtons rangés en faisceaux, prêts à l'usage. Le nouveau maire élu et son équipe se tiennent à quelque 100 mètres en retrait.

Zoran nous entraîne d'un pas décidé vers le groupe réfractaire à la transition démocratique.

Il connaît le maire sortant et demande qu'on aille le prévenir de sa présence avec des observateurs internationaux. Nous attendons quelques minutes au cours desquelles Zoran échange quelques mots avec quelques anciens qu'il a connus dans les pires moments de la guerre durant lesquels il avait organisé un réseau de solidarité alimentaire avec les vieux paysans restés dans les fermes durant l'occupation de l'armée yougoslave de Milosević.

Enfin les émissaires reviennent et nous informent que le maire sortant va nous recevoir. Nous le retrouvons dans la salle du conseil communal. Il est assis à l'extrémité d'une grande table bordée de chaises et sur laquelle trône un vase garni d'un bouquet de petits drapeaux croates. Après de rigides poignées de mains et des salutations de forme, un employé nous fait asseoir à l'autre extrémité. S'en suivent les cérémonies protocolaires d'usage, plateau de café et de jus de fruits accompagnés de gâteaux traditionnels.

Zoran se déplace alors au milieu de la tablée et prend la parole. Après nous avoir présentés comme des chargés de mission de l'OSCE, il s'adresse à lui en substance en ces termes²³² : *« tu ne vas tout de même pas montrer au monde entier, dont ces deux personnes sont les représentants, que la Croatie n'est pas un pays démocratique. Que vaudrait l'élection de Maires croates dans d'autres communes si tu n'acceptes pas de donner les clés à ceux qui ont gagné les élections ? La guerre est finie et si tu veux la paix, tu dois donner l'exemple aux gens qui sont en bas avec leurs bâtons. Tu n'as pas peur de ces hommes ! Tu es un homme d'honneur ! Tu dois défendre cet honneur et celui du pays. C'est ton rôle et ton devoir pour que revienne la paix... Viens, allons y ensemble, viens accueillir ceux que les élections ont désignés pour diriger la mairie »* et prenant l'homme par l'épaule, Zoran l'entraîne vers les escaliers qui conduisent au porche officiel de la Mairie.

²³² La scène se déroule en langue serbo-croate. Par moment Zoran s'adresse à nous en anglais pour faire fonctionner le simulacre de représentation internationale. Nous hochons la tête à ses propos et posons une ou deux questions pour la forme. Zoran nous traduira le reste dans la voiture à l'issue des événements.

Le maire ouvre les grandes portes battantes. La foule agglutinée se resserre contre lui, dos tournés à la porte, en silence, tous certains que leur maire tiendra la position attendue et tous prêts à la défendre.

L'homme écarte alors un à un les corps agglutinés, ouvrant une allée étroite dans la masse surchauffée. Nous nous engageons après lui. Pas un mot n'est prononcé.

L'homme avance de quelques pas en s'éloignant du groupe puis se retourne : « *Nous allons respecter les résultats des élections. C'est notre devoir. Nous voulons la démocratie. Nous devons la respecter. S'il n'y a pas de démocratie, il n'y pas de paix et nous voulons la paix* »

Il attend un moment, une minute, peut-être deux, de très longues minutes en tout cas. La grogne suscitée par ses paroles s'atténue. Le silence est revenu. Il ajoute alors « *Je vous remercie. Nous sommes des gens d'honneur. Je vais chercher le nouveau Maire et lui confier la Mairie* »

Il se tourne alors vers les nouveaux élus, s'approche d'eux en leur faisant signe de venir et dirige la petite file vers la mairie. Le groupe de défenseurs ouvre le passage. L'équipée se retrouve dans la salle du conseil. Serrements de mains et échanges protocolaires. Puis une longue accolade entre les deux Maires. La transition est faite. L'ancien maire a les larmes aux yeux. Il descend avec Zoran qui lui dit « *Tu es un grand homme. On se souviendra de ce que tu as accompli aujourd'hui* »

D'où peut bien venir l'ascendant de Zoran sur cette situation et ses gens ?

Genèse d'un engagement

L'engagement militant de Zoran a commencé avant la guerre, avant la déclaration d'indépendance de la Croatie. Au début, il s'agissait d'une « *lutte contre le fascisme et la montée du nationalisme. Tudjman et la mouvance nationaliste commençaient à rechercher l'alliance avec les "oustachis" à travers une politique de révision historique qui consistait en particulier à minimiser des horreurs que ceux-ci avaient commises pendant la seconde Guerre...* ». Stratégie malheureusement classique dans le contexte balkanique, comme une symétrie avec la révision nationaliste de l'histoire serbe ; mais qui, de plus, comportait ici une visée concrète : « *obtenir le soutien financier du mouvement oustachi à l'étranger, en particulier au Canada* » explique Zoran.

«En 1990 Tudjman décide de dénommer la 'place des victimes du fascisme' pour lui donner le nom d'un prétendu grand héros de Croatie », consacrant de manière insidieuse une sorte de réhabilitation-héroïsation des Oustachis. Zoran et quelques intellectuels décident alors de s'opposer à cette décision. Ils se présentent ainsi le jour de la cérémonie de changement de nom pour protester. Leur mini manifestation sera brutalement réprimée - Zoran aura des dents cassées - mais pour lui, ce sera le début d'un engagement durable alliant un effort constant de lucidité et une stratégie d'action directe, qui feront de lui l'une des figures irréductibles de la Croatie en proie aux puissances alliées du nationalisme fascisant.

Pour Zoran Pusić, le mode d'engagement approprié à la situation est nécessairement minoritaire : *« Les partis politiques, en particulier ceux qui ont une importance, ne défendent pas les Droits de l'Homme, ou les défendent très timidement. Les politiciens prennent en compte les préférences des électeurs et évitent les positions qui pourraient les rendre impopulaires.*

Ceci risque de conduire peu à peu à la disparition des idées utiles et d'avant-garde progressistes concernant le changement dans la société.

Les idées progressistes sont initialement presque toujours minoritaires et, par conséquent, les grands partis politiques, presque toujours, ne vont pas les défendre. La sortie de ce paradoxe a été jusqu'à présent proposée non par des partis politiques mais par des individus et des groupes non partisans, comme les ONG, porteurs des idées progressistes.

Ils sont indépendants de l'influence des électeurs et sont capables de survivre comme des minorités impopulaires pendant le temps nécessaire pour que leurs idées deviennent acceptées par la majorité.

Ceci montre que les ONG et les individus militants et non partisans, autonome par rapport aux partis politiques, sont très nécessaires dans une société démocratique, non pas seulement comme une force " corrective " face aux pouvoirs, mais aussi comme source d'idées fraîches, de même que les médias libres sont nécessaires pour que ces idées arrivent au public. »

Avec l'indépendance de la Croatie et la guerre, tout en participant à la campagne anti-guerre regroupant plusieurs associations et ONG de Zagreb, l'action de Zoran et du Comité Civique pour les Droits de l'Homme qu'il a contribué à fonder se centre sur le terrain de la discrimination et de la purification ethnique, sans pour autant abandonner son activité de dénonciation symbolique. C'est ainsi qu'avec quelques amis, ils manifesteront chaque année sur la place des "martyrs du fascisme" n'hésitant pas à introduire de l'humour en rebaptisant

la place du “grand héros ” en place du “héros minuscule” dans le journal satirique et critique, qu’ils éditent clandestinement, et dont l’emblème est un diabolon rouge.

Zoran devient ainsi peu à peu une sorte de “bête noire ” insaisissable pour le pouvoir nationaliste de Tudjman, ce dernier multipliant les déclarations rageuses contre les vérités mises à jour dans ce petit journal distribué sous le manteau mais qui pénètre vite les rédactions et les cercles étudiants, intellectuels, journalistiques et politiques critiques.

Assumer une conception minoritaire des Droits de l’Homme dans la guerre

En mai 1990, les élections présidentielles croates portent Franjo Tudjman à la présidence, le chef du parti nationaliste HDZ. Le 25 juillet à l’issue d’élection législative le *Sabor* (le *Parlement*), maintenant à majorité nationaliste remet en cause le statut constitutionnel du peuple serbe. « *Zagreb supprima tout usage officiel de l’alphabet cyrillique et prit une série de mesures pour « croatiser » la langue. À la différence de la Croatie communiste qui, tout en reconnaissant diverses « nationalités », était définie comme le foyer de deux peuples constitutifs, les Croates et les Serbes, la nouvelle Constitution adoptée définissait la république croate comme ‘ l’État national de tous les Croates ‘ : ‘ la République de Croatie se constitue en État national du peuple croate qui est aussi l’État de ceux qui, tout en appartenant à d’autres nationalités et à des minorités, sont ses citoyens : Serbes, Hongrois, Bosniaques, Italiens... ‘.*

De ce fait, la Croatie ne reconnaissait à ces derniers que la ‘ citoyenneté ‘. Ainsi, les 580 000 Serbes soit 12,2 % de la population de la Croatie en 1991 (Derens et Samary, 2000, p. 358) gardaient leurs droits civiques mais perdaient le statut de peuple constitutif : ils avaient ainsi les mêmes droits que les Hongrois (0,5 % de la population de Croatie) ! Or, les Serbes refusaient d’être considérés comme une minorité, un groupe de seconde zone. Fondamentalement, les principes de la législation croate ont changé la nature du problème : c’est le respect des droits individuels des Serbes dans les régions où ils ne vivaient plus en groupe compact qui était remis en cause. » ²³³

Ce cycle électoral et les mesures juridiques qui s’en suivent à l’égard des minorités nationales (peuples) en Croatie, se déroulent dans un contexte où les populations Serbes majoritaires

²³³ Op.Cit. Nicolas Lejeau, « Le nettoyage ethnique en ex-Yougoslavie : le cas de la Krajina de Knin », *Revue Géographique de l’Est*, vol. 45 / 1 | 2005, 45-53.

dans nombre de communes de la Krajina orientale frontalière avec la Bosnie, avaient engagé un processus d'autonomisation puis de sécession de cette région avec l'appui de la JNA, l'armée populaire yougoslave passée progressivement aux mains de Belgrade. Le déclassement des Serbes en tant que peuple minoritaire sert d'argument déclencheur à la mobilisation du processus de sécession sous la houlette de Belgrade²³⁴ et des milices nationaliste-mafieuses qu'elle a contribué à équiper, celle du tristement célèbre *Arcan* en particulier. Fin 1990 est ainsi créée la *République Serbe de la Krajina* à l'issue d'un référendum restreint à la population Serbe de certaines communes sous emprise de forces politiques organisées dont l'ambition est le rattachement de cette entité à la Serbie par continuité territoriale, via les territoires de Bosnie à majorité Serbe qui la sépare de la « mère patrie ». L'épure encore non explicitée de la Grande Serbie se dessine déjà, qui fixera les buts de guerre de la partie Serbe nationaliste.

En Juillet 1991, La Croatie déclare son Indépendance plébiscitée à 97% par un référendum, boycotté par la plupart des 12% de Serbes vivant dans le pays. Le conflit en Krajina qui n'était jusque là qu'une confrontation limitée engageant principalement les polices et les milices, tourne à la guerre avec l'entrée en jeu de l'armée Yougoslave de Milosević. Dans les camps de réfugiés dispersés en Croatie, aux alentours de Zagreb, on dénombre plus de 80 000 personnes croates ainsi que d'autres catégories non serbes ayant fui la Krajina

La confrontation militaire intense durera jusqu'en mai 1992 où un accord de cessez le feu établira un statu quo sur les limites de la Krajina séparatiste, sous la surveillance d'une force d'interposition internationale.

Zoran et ses amis organisent l'aide aux réfugiés et déplacés en Croatie : aide alimentaire, vêtements... dans un contexte où l'Etat croate se désintéresse de cette question en la laissant aux mains de l'église Catholique. Cet engagement ne répond pas seulement à un élan humanitaire. Il est aussi fondé sur une grande lucidité politique : « *Il est clair que le grand responsable de la guerre était Milosević. Mais nous avons aussi perçu comment Tudjman allait exploiter le nationalisme serbe pour mettre en œuvre sa propre stratégie d'épuration*

²³⁴ C'est ce qui ressortira clairement me semble-t-il des enquêtes du Tribunal Pénal International pour l'Ex-Yougoslavie. Même si l'on peut s'étonner qu'elles aient conduit au final à dédouaner les responsables militaires croates qui ont conduit l'épuration ethnique lors de la « revanche » en 1995.

ethnique. Les réfugiés seront pris en otage de sa politique. Cette sorte d'alliance entre les ennemis livrait le champ politique au nationalisme croate ; on la retrouvera aussi lorsque Milosevič et Tudjman s'entendront sur le partage de la Bosnie au prix de l'éradication des Bosniaques musulmans ». C'est cette lucidité qui conduira Zoran à investir toutes les scènes où cette logique cynique pourra être mise à jour et dénoncée.

Zoran participe à la création d'un Comité pour l'aide aux réfugiés basé au départ à Zagreb. Son action est d'abord concentrée sur les camps aux alentours de la capitale, puis s'étend aux autres régions où il tisse peu à peu un réseau de relais. Il s'agit de collecter de la nourriture, des habits etc. pour les réfugiés de toutes appartenances: les Croates de la Krajina, les Croates de Bosnie chassés par les forces Serbes (suite aux *événements* de Banja Luka notamment), des réfugiés bosniaques de la première partie de la guerre.

Puis Zoran et ces nouveaux réseaux d'aide aux réfugiés s'engagent sur le sol même de la Krajina en aide aux vieux paysans Croates qui n'ont pas quitté leurs fermes et villages au moment de l'offensive de l'armée Yougoslave et des milices, et qui vivent dans des conditions d'extrême précarité. Ils passent ainsi la ligne de démarcation à leurs risques et périls et mettant en place un ingénieux dispositif de collecte anonyme basé sur des points de dépôts situés dans les fossés aux abords de carrefours routiers dans la campagne de la Krajina, où durant la nuit, des donateurs anonymes déposent matériels, vêtements, nourriture... ensuite collectés par le réseau constitué par Zoran et ses amis, dont des activistes Serbes, qui les apportent aux vieux et aux familles croates restées en Krajina.

Sur le plan du droit des minorités, des serbes notamment, la domination du nationalisme croate se traduit, dès la déclaration de l'indépendance de la Croatie, par une série de mesures législatives, administratives et policières destinées à exclure de l'univers du droit les personnes d'origine non croate. *« La politique du gouvernement Tudjman avait pour but d'exclure de la citoyenneté croate toute personne d'origine serbe ou musulmane et, par la suite, de faire en sorte qu'elles quittent la Croatie sans possibilité de retour. De la même manière, ces mesures permettront de refuser la carte de résidence à ceux qui travaillaient déjà en Croatie et de les pousser à Partir. D'un seul coup ces personnes qui vivaient ici devenaient des étrangers sans aucun droit ».*

« *La défense des droits des “indésirables” ?* » Il s’agissait de les aider et de lutter contre les lois discriminatoires qui avaient été instaurées... Deux articles de loi concernant la citoyenneté stipulaient que, d’une part, il fallait être de « culture croate » pour bénéficier de la citoyenneté et, d’autre part, que la police avait la possibilité de refuser la citoyenneté si elle considérait que son octroi n’était pas dans l’intérêt de la République.

L’action du Comité civique sur le droit des minorités nationales se déploie sur deux registres : « *d’un côté, une action juridique pour sauvegarder les droits des personnes concernées* » (accueil, montage du dossier juridique, financement de la défense, publicisation des cas), « *et de l’autre, la mobilisation de l’opinion publique* ». Zoran et ses amis orchestreront alors une campagne publique pour montrer l’inconstitutionnalité de ces lois et leur caractère inique : « *Autant dire qu’il s’agissait de livrer ceux qui étaient d’origine serbe ou musulmane à l’arbitraire et au bon vouloir de la police. ... Certains travaillaient ici depuis plus de trente ans et on leur a refusé la carte de résidence. C’était la purification ethnique opérée en douceur et sans guerre, par la perversion des lois, de sorte à ne pas attirer l’attention de la communauté internationale.* »

Bientôt, l’impact de ce travail, qui commence à Zagreb, s’étend aux différentes régions de la Croatie. Le Comité Civique devient un recours pour ceux qui sont victimes de discrimination. Voir par exemple le cas de ce restaurateur serbe de Split qui sera agressé et terrorisé à plusieurs reprises par les militants de HDZ et dont Zoran Pusić prend publiquement la défense à travers un article dans la presse en 1997, dénonçant la terreur et l’oppression qui continue de s’exercer sur les Serbes de Croatie après la fin du conflit armé.

Au début, la lutte sur le terrain des Droits de l’Homme de Zoran et du Comité Civique de Zagreb qu’il a initié, se fera dans le plus grand isolement : « *les militants de Droits de l’Homme n’avaient aucune expérience politique, et les “militants” politiques, comme les juristes et avocats, n’étaient pas intéressés par les Droits de l’Homme. L’église catholique de Croatie, de son côté, ne s’est jamais impliquée au-delà d’une aide caritative aux réfugiés, exclusivement aux Croates et aux blessés de guerre* ».

Dans le contexte de la montée du nationalisme et de l’agression de l’armée de Milosević contre la Croatie, « *nous avons refusé tout positionnement ethnique*, souligne Zoran, *notre action mettait en avant les Droits de l’Homme indépendamment de toute dimension ethnique (...)* Alors le gouvernement Tudjman nous a traités de pro-Serbes, d’amateurs, de délirants et

d'incompétents », tandis que des groupes du HDZ s'en prenaient parfois aux membres du comité : menaces, agressions et tabassages...

Parallèlement son activité de terrain, Zoran contribue aux activités d'un groupe d'intellectuels croates et serbes de Zagreb. Tous se situent dans l'opposition à Tudjman et au nationalisme et militent pour une solution démocratique du conflit. Ces participants serbes deviendront par la suite des leaders au sein des composantes serbes des mouvements socio-démocrates de Croatie.

L'importance de l'action de Zoran (et sans doute aussi la raison pour laquelle il a été violemment menacé par les nationalistes du HDZ) tient au fait qu'il dénonçait et rendait publiques et visibles ces politiques de discrimination conçues pour rester dans l'ombre et pour opérer en silence ; montrant ainsi le caractère inique de leurs effets sur le droit mais soulignant aussi le danger d'un nationalisme fascisant éloignant la possibilité d'un horizon démocratique, et surtout la complicité croate dans la production de la guerre et de l'épuration ethnique en Bosnie déchirée par la guerre depuis 1992.

Jonction avec les militants anti-guerre de Serbie et ambivalence pacifiste.



Carte de la Krajina croate avec Pakrac au sud-est de Zagreb

En 1993 alors que la ligne de démarcation de la Krajina²³⁵ sécessionniste est sécurisée par la force d'interposition de l'ONU, un rendez-vous d'une grande importance symbolique est organisé par le chargé de mission du CCFD Philippe Pinglin à Pakrac, une petite ville de 28000 habitants serbes (1/3) et croates (2/3) sur un point de la frontière en Krajina. Philippe Pinglin arrive de Belgrade en voiture, accompagné jusque là par des militants anti-guerre serbes de Belgrade. Dans l'enfilade de la

²³⁵ Référence de la Carte de la Krajina croate avec Pakrac au sud-est de Zagreb

https://gl.wikipedia.org/wiki/Disoluci%C3%B3n_de_Iugoslavia#/media/File:Krajina.png

extraite de l'article : https://gl.wikipedia.org/wiki/Disoluci%C3%B3n_de_Iugoslavia

rue coupée par un barrage des forces internationales, Zoran aperçoit le groupe de militants il peut presque entendre les voix et apercevoir les visages.

Sous l'impulsion de Jelena Santić, ex-danseuse étoile de l'opéra de Belgrade qui a refusé de danser pour les nationalistes, préférant rejoindre l'opposition à la guerre, ces militants serbes regroupés dans l'organisation Most (le pont) réalisent avec l'appui des *Organisations Internationales* et en lien avec les militants pacifistes impliqués dans la campagne anti-guerre à Zagreb, des actions de coopération entre les populations serbes et croates des deux cotés de la ligne de démarcation : activités socio-éducatives pour les enfants des deux cotés, désarmements des hommes engagés dans les milices en échange d'un lopin de terre à cultiver... Tous les quinze jours, depuis Belgrade et au mépris du risque, Jelena Santić et son équipe traversent la Bosnie à feu et à sang pour accompagner ce projet. Bien entendu, ceux-ci ne peuvent entrer en Croatie. Et les gardes internationaux refusent le passage à Zoran. Aussi est-il entendu que le Français traversera seul malgré les snipers postés sur les restes de toits environnant la ligne de démarcation. De nouveau les gardes s'y opposent et il faudra attendre qu'un fonctionnaire belge de l'ONU propose de tenter le passage dans sa voiture quelques kilomètres plus loin. La traversée et le retour du Français aura duré trois heures.

Il s'agissait de faire se rencontrer, même seulement symboliquement, deux figures de réseaux qui partagent de nombreux engagements. Il s'agissait aussi pour le Français d'impliquer Zoran et son réseau dans le projet dénommé *Izbor* auquel le centre Anti-guerre de Belgrade et Most participent déjà. Initié par son employeur le CCFD, la FIDH (fédération Internationale des Droits de l'Homme) et l'AEC (Assemblée Européenne de Citoyens) le but du projet *Izbor* est de tenter d'organiser un réseau de coopération entre des organisations en Serbie, Croatie, Bosnie et Kosovo pour les Droits de l'Homme et le soutien aux réfugiés.

Pour Zoran et le Comité Civique de Zagreb rejoindre le projet *Izbor* pourrait être un renforcement d'un engagement déjà à l'œuvre dans la région de Pakrac.

Il ne donnera cependant pas suite à cette proposition et ne s'exprimera pas explicitement sur ses raisons, sans doute en raison du fait que nous sommes en mission pour le CCFD. Mais au regard de son action et des modes opératoires qu'il adopte, on réalise combien son positionnement est en décalage avec une logique pacifiste dont la neutralité, si l'on peut dire, place l'organisation Most et ses correspondants croates en position de pacifier *de facto* les frontières établies par la guerre sans condamner la logique d'épuration ethnique qui la motive et qui se réalise effectivement dans l'entreprise de fixer, fut-ce pacifiquement, les populations réparties par la force autour de la frontière. Sans compter le problème de l'attribution des

terres... Cette neutralité dans le silence quant aux buts de la guerre s'oppose fondamentalement à l'engagement de Zoran Pusić et de son réseau pour qui l'épuration ethnique *est* le but de la guerre et qui ne peuvent dès lors se satisfaire d'un statu quo sur une frontière établie sur ces bases fut-elle démilitarisée. Il ne s'agit pas pour eux de défendre la souveraineté nationale de la nouvelle Croatie sur la Krajina sécessionniste. S'ils passent la frontière clandestinement c'est bien plutôt pour solidariser avec les croates restés en Krajina dans le but de défendre ce qui peut encore l'être du projet d'une société pluricommunautaire, comme ils se solidarisent des Serbes vivant en Croatie ; et comme ils le feront encore pour accompagner le retour des réfugiés Serbes lorsque la Croatie elle-même engagée dans une logique d'épuration ethnique aura restauré sa souveraineté sur la Krajina, dans des conditions qu'ils dénonceront vivement. Et comme au moment même de cette rencontre (1993), ils dénoncent le retournement des Croates nationalistes de la nouvelle République *Herceg-Bosna* contre les Bosniaques dès lors pris en étau dans la réalisation effective de l'accord des ennemis complémentaires Milosević et Tudjman pour se partager la Bosnie²³⁶ et dont les partitions sanglantes de la ville croate de Vukovar et ville bosnienne de Mostar seront les figures tragiques.

Accompagner le retour des réfugiés serbes.

Après la *victoire* croate en 95 (récupération des régions croates contrôlées par l'armée yougoslave) *“l'opinion publique croate ne voulait rien savoir sur le contenu de cette ‘victoire’, explique Zoran, ni sur la part atroce de cette ‘victoire’. 20.000 maisons de serbes avaient été brûlées en peu de temps. Parler des atrocités commises contre les Serbes et de la politique de purification ethnique, c'était être pro-Serbe, voire traître à la nation croate”*. Près de 180 000 Serbes ont fui la Krajina lors de la reconquête croate. Les départs *« se sont principalement effectués en direction de la Slavonie orientale, encore sous contrôle serbe, où se sont entassés près de 50 000 réfugiés, mais également en République serbe de Bosnie et en Serbie (Vojvodine). Le régime serbe tenta aussi d'installer plusieurs dizaines de milliers de*

²³⁶ Sur les accords Milosévić – Tudjman pour le partage de la Bosnie et la guerre de Croatie, voir notamment les témoignages de hauts responsables croates au TPY, publiés sur le site de l'ONU relatif au cours des auditions :

Stjepan Mesić: <http://www.icty.org/fr/content/stjepan-mesi%C4%87>

Hrvoje Šarinić : <http://www.icty.org/fr/content/hrvoje-%C5%A1arini%C4%87>

ces réfugiés au Kosovo, mais en vain. En 1995, la Krajina de Knin ne comptait plus que 10 000 à 12 000 Serbes, selon les données des autorités croates de l'époque»²³⁷

C'est ainsi qu'un nouveau champ d'action s'ouvre à Zoran Pusić et à son comité : ce sera le prolongement de la défense des droits des serbes de Croatie par le double registre de la solidarité avec les Serbes restés en Krajina et l'action en faveur du retour de plein droit des réfugiés Serbes qui ont fui lors de la reprise de cette région par l'armée croate.

On se reportera à l'article déjà cité dans lequel Nicolas Lejeau²³⁸ propose une analyse fouillée des facteurs sociogéographiques et sociohistoriques qui ont pesé de façon plus ou moins importante sur la fuite et ensuite le retour des populations croates puis serbes en Krajina, selon les villes et les campagnes et les configurations sociodémographiques locales.

L'auteur y révèle aussi l'efficacité des procédés mis en œuvre par le régime de Tudjman pour minimiser le poids politique des Serbes restés ou retournant dans le jeu politique local et fragiliser leur cohésion communautaire là où ils étaient regroupés, par un redécoupage des municipalités et des départements notamment. Symétriquement d'autres procédés de facilitation du retour des réfugiés et déplacés croates de la Krajina ou d'installation d'autres Croates en provenance de Bosnie (par exemple en les naturalisant Croates). On pourrait encore rajouter de nombreuses dispositions législatives notamment celle-ci dont l'efficacité repose sur le fait que plus de 20 000 maisons ont été détruites et que les croates retournant après la récupération de la Krajina se sont installés dans des maisons de Serbes : une loi conditionnant la récupération d'une maison serbe occupée par un réfugié croate à l'octroi à ce réfugié d'une autre maison... Nombre de Serbes confrontés à cet ensemble de mesure dissuasives préféreront vendre leurs biens ...

Cependant, même si le comité ne l'avait pas calculé ainsi, le rôle central qu'il a joué dans l'aide aux réfugiés croates et à ceux qui étaient restés dans la Krajina sécessionniste dans la première phase de la guerre, a été déterminant, dans la mesure où il a permis à Zoran et à ses amis de gagner en crédibilité et en respectabilité, en désamorçant de facto les accusations de pro-serbisme qui leur étaient lancées, et, de rendre par conséquent plus convainquant leur engagement à faire face à toute atteinte aux Droits de l'Homme quelque soit l'origine *ethnique* de la victime.

²³⁷Nicolas Lejeau, Op.cit.

²³⁸ Op.cit.

Cela n'a toutefois pas levé les menaces à l'encontre de ces militants. Et si Zoran insiste sur les pressions exercées sur ses amis engagés dans cette lutte, il ne parle en revanche que rarement de celles qu'il a lui-même subies, pas plus qu'il ne parle spontanément des actions de désobéissance civile qu'il réalise quasi quotidiennement. Comme par exemple, le passage des frontières avec des réfugiés serbes cachés dans son coffre. Il se fera prendre une fois lors d'un contrôle par des policiers stupéfaits qui ne trouveront aucun autre argument légal pour le réprimer que de le considérer comme un contrebandier ! Une sottise que les réseaux de Zoran ne manqueront pas d'exploiter dans la presse, maniant l'humour et la dérision comme des armes très efficaces.

Comme cela avait été le cas pour les vieux croates lors de l'agression de l'armée Yougoslave, mais cette fois-ci en sens inverse, parmi les Serbes qui résidaient dans la Krajina, ce sont principalement des vieilles personnes qui sont restées après la reconquête croate.

Zoran et ses amis ne négligent aucun effort pour permettre à ces gens de faire face aux situations les plus tragiques. Il s'agira alors de *“les protéger, les rassurer, leur apporter une aide matérielle, surtout pendant l'hiver : ils n'avaient ni bois pour se chauffer ni argent pour s'acheter à manger.”* Les membres des réseaux du comité leur apportent une aide alimentaire, une assistance médicale...

Cependant, le travail entrepris dans les années précédentes a permis d'impliquer des bénévoles de différents milieux et différentes villes pour assurer un véritable faisceau d'assistance. Ce réseau s'impliquera dans la vaste campagne initiée par le Comité Civique de Zoran, à la fois sur le terrain et dans l'espace public en faveur du retour des Serbes.

Les Croates de la Krajina que Zoran et ses amis avaient aidés dans la première partie de la guerre constitueront le point d'appui de cette stratégie de retour des Serbes. Ainsi cet agriculteur croate qui s'était caché dans la forêt avec sa famille tout au long l'offensive serbe de 91 et que Zoran avait clandestinement alimenté en nourriture, vêtements, couvertures...

C'est sur cette relation avec les croates connus dans cette période que s'appuiera l'initiative *“Safe Houses ”* consistant à construire et à aménager des maisons de transit à coté ou dans les fermes mêmes de familles croates impliquées dans le réseau de Zoran, pour favoriser le retour des Serbes chassés.

Il s'agissait de refuser le nettoyage ethnique. Et là encore la perspective n'était pas seulement celle de la seule Croatie mais bien aussi celle de la Bosnie. Car si les accords de Dayton signés la même année que la reconquête croate de la Krajina, mettent bien fin à la guerre proprement dite, ils consacrent cependant les buts de guerre des agresseurs en légitimant une partition de la Bosnie dans laquelle les trois composantes nationalistes qui se disputent le pouvoir de l'Etat « unifié » s'attachent à renforcer leur hégémonie sur leur *territoire-entité* en poursuivant l'épuration ethnique par des procédés juridiques, politiques et socio-économiques du même type que ceux évoqués ci-dessus en même temps que par toutes sortes d'intimidations.

Zoran et le Comité Civique rejoignent ainsi la lutte des forces civiques de Bosnie qui s'opposent à l'épuration ethnique par l'empêchement du retour des réfugiés 'alloènes' dans les différentes régions du pays. C'est ainsi qu'ils militeront pour le retour des réfugiés croates vers la région de Bosnie frontalière devenue la Republika Srpska après sa session de la Bosnie en 1992 sous le contrôle des forces serbes nationalistes de Ratko Mladić et Rodovan Karadžić.

De fait, ce terrain d'action prend d'emblée une dimension clairement politique et une portée régionale.

Solidarité et dialogue serbo-croate dans la Krajina.

En Croatie même, leur implantation dans la Krajina permettra à Zoran et au Comité Civique d'engager un autre chantier considérable : celui du dialogue entre les réfugiés croates d'une autre vague de réfugiés en provenance de Bosnie installés en Krajina et les Serbes qui sont progressivement revenus. Un travail continu, fait de rencontres, d'implication des uns et des autres dans la solidarité, dans la résolution de problèmes juridiques, et plus tard des médiations lors d'incidents susceptibles d'engendrer des tensions entre communautés, comme lorsqu'il s'agira, par exemple, d'accompagner l'action d'un nouveau conseil municipal à majorité serbe confronté à l'inquiétude des populations croates manipulées par les nationalistes du HDZ après le décès d'un croate tué par un bandit serbe avec lequel il était en affaire.

Un travail de présence et d'accompagnement qui ira jusqu'à prendre la forme de monitoring démocratique comme on l'a vu ci-avant. Autant d'actions qui conservent toute leur importance dans le contexte de l'après-2000 où le pouvoir central, sociodémocrate, reste

soumis à la pression nationaliste et rechigne à prendre des mesures significatives pour le retour des réfugiés serbes.

Zoran figure de l'anti-héro émergeant ex-nihilo

Durant ces 10 années de combat incessant sur tous les fronts des Droits de l'Homme, Zoran Pusić et le Comité Civique conserveront une perspective pragmatique, intégrant dès que les conditions le permettaient, des projets permettant aux gens d'échapper aux logiques d'assistance, que ce soit dans les camps ou dans la Krajina : projets de microcrédits, développement d'activités agricoles et artisanales, élevage de poules pondeuses dans les camps, jusqu'à jeter les bases d'une dynamique de développement local dans les vallées de la Krajina, basée sur le tourisme rural, prémisses d'une dynamique d'écologie politique.

Même si ses modes d'action ne sont pas ceux des "développeurs" au sens classique des projets de développement, cependant, pour ces questions comme pour l'accès à l'espace médiatique, Zoran aura été à la fois un stratège, un organisateur soucieux de rester au plus près des situations réelles et des besoins des gens, un animateur de réseau, entremetteur combinant à la fois une exceptionnelle patience et une capacité de réaction lucide aux événements.

Des qualités de l'engagement et de l'action qui font de Zoran un antihéros, anti dans la mesure où la personnalisation de son action ne s'est pas traduite par une exploitation personnelle des résultats, privilégiant au contraire l'indépendance et la modestie comme conditions essentielles d'une action durable en matière de Droit de l'Homme.

Mais durant toute cette période, bien qu'il n'ait pas donné suite au projet Izbor en raison de l'ambivalence d'une partie du réseau anti-guerre de Serbie qui participait au projet (Cf. Ci-après), malgré les frontières et les trahisons des démocrates de Croatie versés dans le nationalisme, malgré son isolement, Zoran Pusić, construira et entretiendra des liens réguliers avec des intellectuels et des militants serbes, slovènes, bosniaques, kosovars, croates, en marge des organisations les plus en vue, pour tenter construire une alternative à la logique du repli nationaliste, affirmer une solidarité concrète aux Bosniaques oubliés dans l'ère post Dayton, dénoncer et tenter d'enrayer les procédés et les compromissions de l'épuration ethnique qui se continue à bas bruit, et appeler à la sanction des crimes de guerre.

Un travail politique et de relations dont l'importance a sans doute été largement sous estimée durant la guerre elle-même et dans l'après Dayton, tant lui et ses amis dans les Balkans étaient minoritaires et en grand décalage avec les positions qui dominaient partout dans le Monde.

Et pourtant...

Partie 3 – Serbie : le mouvement anti-guerre de Belgrade et le chemin de l’ambivalence

Chapitre 1 – Ambivalence et fractionnement du mouvement anti-guerre après Dayton

Le centre Anti-guerre de Belgrade, carrefour et pépinière de multiples projets et de carrières politiques

Juillet 2001.

Au plus fort de l’été, l’activité du Centre Anti-guerre bat son plein. *« Oui, la coalition d’octobre a profondément changé les choses explique Jelena Savić, mais ce n’est pas encore la démocratie, nous en sommes loin. Il n’y a pas de contre pouvoir. Le parti de Milosević est discrédité et, de plus, il ne constitue pas ce qu’on peut appeler une opposition démocratique. La période actuelle est une période de transition. La coalition de 18 partis qui est au pouvoir aujourd’hui va se partager en deux ou en trois lors des prochaines élections. Alors il y aura sans doute la création d’un espace politique pour qu’une société civile qui n’existe pas encore puisse se constituer et s’exprimer. En attendant, du fait que nous sommes les seules organisations indépendantes constituées, nous avons un rôle important à jouer dans cette transition. D’un côté les gens attendent des changements mais ne comprennent pas l’ampleur des difficultés à franchir pour le nouveau pouvoir. Notre travail consiste alors à expliquer et à accompagner les changements. De l’autre côté, en l’absence de contre pouvoir, nous devons être vigilants à l’égard des actions du gouvernement, en conservant une position critique et une capacité d’action »*

Telle est la nouvelle donne pour le Centre Anti-guerre et le réseau des ONG du pays qui ont combattu le régime Milosević depuis plus de dix ans sur le terrain des Droits de l’Homme, de la démocratie et de l’opposition à la guerre.

Un parcours de longue haleine où le Centre Anti-guerre a certainement joué un rôle déterminant en Serbie, en tentant de préserver le sens de son action malgré son isolement, en tentant de se tenir à l’écart des partis politiques et de leurs compromis avec le régime, en

sachant résister aux phases de répression, à la situation tragique des bombardements de l'Otan (1999), à la répétition des guerres et des génocides et aux catastrophes économiques entraînées par les guerres et l'embargo total durant la guerre de Bosnie et celle du Kosovo. Mais cette résistance ne s'est pas faite sans ambiguïté et le positionnement au côté du nouveau gouvernement en tant que société civile, comme « seule force constituée », dont parle notre interlocutrice, en porte la marque.

« Certes aujourd'hui, nous avons des entrées et des facilités tant au sein du gouvernement que dans la grande administration où beaucoup de militants ou de sympathisants de notre action occupent de nouvelles fonctions, des jeunes notamment. Cependant, nous devons absolument préserver notre indépendance, quelle que soit la tendance qui voudrait faire de nous son faire valoir. Car en tout état de cause, tout reste à faire dans les domaines que nous travaillons depuis dix ans, qu'il s'agisse des Droits de l'Homme, de la situation des réfugiés, de la démocratisation, de la lutte contre la corruption. La société n'a pas intégré ces notions. »

C'est ainsi que, tout en poursuivant ses objectifs fondateurs, le Centre a réuni un ensemble d'experts et d'intellectuels au sein d'une commission dite "KKK" (Club de critique constructive), qui fournit un travail d'analyse et formule des préconisations aux pouvoirs publics à travers la publication de rapports et via des conférences de presse hebdomadaires.

« Nos actions nous mettent en contact avec tous les types de populations, nous connaissons bien les besoins des gens »

De l'opposition à la guerre, à l'épuration ethnique, et au régime de Milosević, le mouvement anti-guerre semble avoir recentré son action sur la seule Serbie et son affirmation d'indépendance semble ne plus être qu'une rhétorique comme on pouvait l'observer dans les documents produits sur les Droits de l'Homme depuis 2000, qui n'abordaient plus que la situation intérieure à la Serbie, sans un mot sur la situation du Kosovo pas plus que sur la situation en Bosnie, sur les criminels de guerre, l'épuration ethnique continuée à bas bruit, la conditions des réfugiés... Est-ce en raison des récents bombardements de l'Otan sur Belgrade (1999), ou bien l'ambiguïté de ce positionnement n'était-elle pas déjà là dans les actes indiscutablement courageux et audacieux de l'opposition à la guerre, comme on a pu le pressentir dans une posture *pacifiste apolitique* entre ingénuité d'un humanisme courageux et regard serbo-centrés, dans l'exemple de Pakrac évoqué ci-dessus?

Retour sur l'histoire du mouvement anti-guerre en Serbie

A sa création, le Centre Anti-guerre se dessine d'emblée comme une œuvre collective de plusieurs intellectuels, dont certains sont des militants de longue date tandis que d'autres s'affirment dans la rupture et l'indignation de ce que font les autorités politiques de leur pays dans le silence ou l'approbation des populations et des forces politiques existantes.

Trois femmes, **Vesna Pesić**, **Jelena Santić**, et **Sonja Biserko**, et un homme, Dragan Popadić prennent part à la fondation du Centre Anti-guerre en juillet 1991 et auront par la suite un rôle important dans le développement de ses multiples actions. Rapidement le Centre Anti-guerre devient l'espace autour duquel se rassemblent la plupart de ceux qui s'opposent à la guerre et au nationalisme. Ce ne sont pas uniquement des individus mais aussi des associations qui participent à l'organisation des activités du centre : le Mouvement Européen, le Forum pour les relations interethniques, l'Assemblée des citoyens d'Helsinki, le Comité Helsinki pour les Droits de l'Homme à Belgrade, Lobby des Femmes, Parlement des femmes... Un réseau de coopération est tissé avec presque toutes les organisations et associations alternatives et opposées à la guerre telles que le Cercle de Belgrade, Femmes en Noir, Mouvement pour la paix de Vojvodine, le magazine Republika...

Parmi les fondateurs du Centre Anti-guerre, c'est Vesna Pesić qui aura longtemps le rôle de pivot, figure de référence, bien que l'une des caractéristiques de Centre soit l'élasticité dans l'organisation et l'autonomie des différentes "branches" qui se constituent progressivement.

Vesna Pesić était déjà une célèbre dissidente de la Yougoslavie communiste. Militante pour les Droits de l'Homme et la démocratie durant l'ère communiste, elle est emprisonnée en 1982 pour son activisme. Sortant de prison, elle participe à la fondation du comité pour la défense de la liberté de parole et d'opinion (1984), du Comité yougoslave Helsinki pour les Droits de l'Homme (1985). En 1989 elle crée l'Initiative Démocratique Yougoslave, premier mouvement politique indépendant dans l'histoire de la Yougoslavie communiste, et elle appelle à la transformation et à la démocratisation de la Fédération Yougoslave sur la base de l'égalité de droit de tous les citoyens. Avant le déclenchement de la guerre par Milosević, elle conduit une enquête sur les Droits de l'Homme en Kosovo et y appelle au dialogue entre Serbes et Albanais.

Parallèlement à sa participation au Centre Anti-guerre, dont elle devient la directrice de 1997 à 2000, elle s'engage fortement dans l'action politique : elle fonde et préside

de 1992 à 1999 l'Alliance Civique de Serbie²³⁹, seul parti non nationaliste dont certains de ses membres construisent leur expérience militante au Centre Anti-guerre. Membre du parlement serbe de 93 à 97, Vesna Pesic œuvre à travers son action politique, à partir de 1996, pour le rapprochement entre le mouvement anti-guerre, qui se voulait un mouvement alternatif en rupture avec le nationalisme, et les partis "démocratiques". Vesna Pesic sera ainsi à la tête de la coalition anti-Milosevic Zajdeno (Ensemble, 1996-1997) à côté de **Zoran Djindjic** chef du Parti Démocratique (DS), et du "nationaliste modéré" **Vuk Draskovic**. Après l'échec aux élections en 1997, elle fonde avec les mêmes partis en 1998 une nouvelle coalition, l'Alliance pour le changement. Mais en 1999 elle passe le relais à **Goran Svilanovic**, militant du Centre Anti-guerre, qui la remplace à la tête de l'Alliance Civique et dans la coalition l'Alliance pour le changement. En 2001, ce dernier est, depuis la chute de Milosevic, Ministre des affaires étrangères alors que Vesna Pesic est ambassadrice au Mexique.

A ses débuts, le ralliement autour du Centre Anti-guerre se fait autour de deux slogans : "Négociations au lieu de la guerre et de la violence", et "droit à désertier la guerre civile", et autour de plusieurs objectifs stratégiques : développer la société civile, garantir le respect des individus et droits des minorités, agir pour la paix et promouvoir l'action non-violente, contribuer à instituer le pluralisme démocratique. Mais c'est autour de l'opposition à la guerre et de l'aide et l'assistance juridique à ceux qui refusent de se joindre à l'armée et aux combats que le centre construit ses premières activités : organisation de meetings de débats et d'information, pétitions contre la guerre, marches pour la paix, "Caravane de Paix", concerts et meeting de protestation : "Citoyens de Belgrade pour Dubrovnik", "Paix en Bosnie, Printemps en Serbie", Pique-nique pour la paix.... Le Centre devient rapidement un espace carrefour pour tous ceux qui s'opposent à la guerre.

Au-delà de ces activités et manifestations régulières ou occasionnelles, le Centre Anti-guerre a développé plusieurs projets qui deviennent progressivement des programmes ayant une forme organisationnelle propre et autonome. C'est ainsi, que le projet "éducation pour la paix

²³⁹ Pour une vue chronologique des événements politiques et institutionnels en Serbie durant cette période, voir l'article : Yves Tomic. La vie politique en Serbie de 1987 à 2004 : une chronologie. Revue d'études comparatives Est-Ouest Année 2004 35-1-2 pp. 59-83, Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro. https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1643

A propos des contradictions des mouvements et partis politiques voir dans le même numéro de la revue :

Diane Masson. Les freins au processus de démocratisation en Serbie depuis 1990.

https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1642

et la non-violence ” donne lieu dès 1993 à la mise en place du groupe Most (le Pont)²⁴⁰, association autonome qui sera fondée et coordonnée par un groupe de psychologues dont deux professeurs de psychologie sociale à l’Université de Belgrade, Ruzica Rosandić et Dragan Popadić lequel est en 2001 le président de l’association.

De la même manière, le projet d’aide aux réfugiées et populations traumatisées par la guerre donne lieu en 1995 à la création de l’association groupe 484 dont la direction et la coordination seront assurées par Jelena Santić.

Jelena Santić a sans doute été jusqu’à sa mort en mars 2000 la figure la plus emblématique du centre anti-guerre : première ballerine du théâtre national de Belgrade de renommée internationale, chorégraphe et professeur de danse, elle reste jusqu’à sa mort en mars 2000 une figure symbole de l’opposition à la guerre et au régime de Milosević.

De 1993 à 1995 elle coordonne le projet Pakrač (Cf ci-dessus la première tentative de rencontre avec Zoran Pusić à la frontière). Mais en 1995, quand près de 200.000 réfugiés de la Krajina affluent vers la Serbie, Jelena construit avec une partie d’entre eux un nouveau projet visant à leur apporter un soutien économique, social et juridique. Ce projet devient un véritable programme de développement et prend le nom de “Groupe 484” en référence aux 484 familles qui y sont engagées (1626 individus). En même temps Jelena coordonne un autre programme : “reconstruire la confiance dans l’Est de la Slovénie, à Baranja et Srem Ouest”, toujours en collaboration avec des militants croates de la paix et avec UNITAS.

En plus de son action importante dans le Centre Anti-guerre, et ensuite à la tête de 484, Jelena Santić participera à la fondation ou à l’action de plusieurs organisations et groupes alternatifs au début des années 90, tel que le Mouvement Européen, la Résistance civique, les **Femmes en Noir**, et le **Cercle Belgrade** des Intellectuels Indépendants, lequel rassemblera les esprits les plus libres de la Serbie dans un mouvement de dénonciation radicale du nationalisme et de la purification ethnique. De plus elle écrit deux livres (« Mondes parallèles » et « Barbares des Balkans ») qui seront publiés par le Cercle de Belgrade. Elle collabore régulièrement à la revue Pacific dont elle est membre du comité de rédaction.

Figure d’un engagement humaniste radical et charismatique, qui la conduira à agir in situ sur le « front du malheur » Elle sera pour cela souvent critiquée pour son *défaut*

²⁴⁰ C’est cette organisation qui était à l’oeuvre dans la Krajina de l’autre côté de la ligne de démarcation lorsqu’eut lieu la rencontre symbolique évoquée plus haut avec le militant croate Zoran Pusić à Pakrac

de sens politique par une partie de ceux qui rejoindrons le pouvoir démocrate-nationaliste de l'après Milosević, mais même si son pacifisme a pu la conduire à s'engager *corps et âme* dans des situations problématiques, elle n'a jamais renoncé à la lutte contre l'épuration ethnique en Bosnie, militaire comme civile, de la même façon qu'elle semble avoir motivé son soutien aux réfugiés serbes par le fait qu'ils étaient les otages de la stratégie de Milosević.

Répertoires et thématiques de l'action du Centre Anti-guerre

Dans cette logique de déploiement sur plusieurs fronts comme autant d'aggrégateurs d'engagements, le programme "affirmation et protection des Droits de l'Homme" occupe une position centrale dans l'action du Centre Anti-guerre. Il se traduit par la création, en 1993, du Conseil des Droits de l'Homme qui, sous la responsabilité de **Sonja Biserko**, met en place de multiples projets et rassemble un nombre important de militants juristes et spécialistes reconnus du droit, dont plusieurs professeurs de l'université de Belgrade²⁴¹. Ce milieu donne lieu en 1995 à la création du **Comité Helsinki pour les Droits de l'Homme de Belgrade**

²⁴¹ Les protections des droits de l'homme dans l'action du Centre Anti-guerre à ses débuts.

L'action de défense et de protection des droits de l'homme constitue un des piliers importants du Centre Anti-guerre. Dès 1993, il met en place le Conseil pour les droits de l'homme auquel participent plusieurs universitaires, juristes et spécialistes de droit. Cette instance conduit plusieurs projets :

Etudes juridiques comparatives entre la Convention Internationale des Droits Civiques et Politiques et la législation yougoslave ;

Promotion de la culture des droits de l'homme et éducation des citoyens à travers deux volets: des programmes d'intervention en direction des enfants et des jeunes, en particulier dans les institutions scolaires et à travers la production de livres et d'outils pédagogiques adaptés ; un programme de formation, à travers des séminaires faisant appel à des spécialistes reconnus, en direction des juristes, des juges et des procureurs visant au respect et à l'application des droits de l'homme dans les pratiques légales. Ces séminaires ont été étendus pour s'adresser en particulier aux journalistes.

Une action concrète de défenses et de protection des droits à travers la mise en place d'une "**SOS ligne téléphonique pour les victimes de discrimination**". Ce projet mis en place par un groupe de juriste (et financé par le CCFD à travers le projet Izbor), permettait de fournir une assistance juridique appropriée aux personnes dont les droits étaient menacés pour des raisons politiques, ethniques, religieuses ou autres. Cette assistance allait du simple conseil à l'accompagnement d'une plainte ou la défense lors de procès. Ce projet permettait aussi de suivre et d'analyser les formes de violation de droit de l'homme. Ainsi par exemple il apparaissait clairement dès les premiers mois que, sur la base de 500 appels, les violations les plus fréquentes des droits de la majorité des cas relevaient d'une discrimination liée à l'origine ethnique.

Surveillance et analyse des discours de la haine dans les médias yougoslaves. Parmi les volets importants de ce projet, un suivi et une analyse systématique des médias gouvernementaux et para gouvernementaux (radio, télévision et plusieurs journaux) a été effectuée au cours de périodes déterminées. Cette analyse effectuée au regard de la convention des droits civiques et politiques, a donné lieu à plusieurs publications.

La loi internationale et les crimes de guerre : Le centre a rassemblé des groupes d'experts en droit humanitaire de l'ensemble des républiques de l'ex-Yougoslavie au cours de plusieurs conférences internationales qui ont donné lieu à la publication de plusieurs rapports et du livre "**Yugoslavia: Collapse, War Crimes**"

dont la présidence est encore assurée par Sonja Biserko aujourd'hui, et du Centre des Droits de l'Homme de Belgrade sous la direction de Vojin Dimitrijevic, professeur de droit international.

Le Centre Anti-guerre proprement dit continue toutefois d'avoir un Comité pour les Droits de l'Homme dont la présidence sera assurée, jusqu'en 1998, par Goran Svilanovic, (Ministre des affaires étrangères en 2001) qui coordonnait le projet SOS ligne téléphonique pour les victimes de discrimination, relais à Belgrade du Projet Izbor que nous avons déjà évoqué.

Ainsi le Centre Anti-guerre apparaît-il en première lecture comme espace-carrefour des opposants individuels et collectifs à la guerre, mais aussi comme une "pépinière", un milieu d'où émergent de nouveaux acteurs, aussi bien des figures publiques que des associations et ONG.

Sa spécificité est d'avoir toujours eu une stratégie très opérationnelle, déclinant à la fois quatre répertoires d'action : 1 - la veille et la dénonciation, 2 - la mobilisation civique, 3 - la défense des victimes de la répression, de la guerre ou des discriminations, 4- la formation et la structuration de la société civile.

Lutte contre l'enrôlement forcé et soutien à la désertion au cœur de l'action anti-guerre

Dès sa fondation le centre organise des manifestations, durement réprimées comme celles du 8 et 9 mars 91, contre le nationalisme et la militarisation mise en œuvre par Miloseviç.

La poursuite de ses lignes d'actions initiales sur l'opposition à la guerre le conduit à dénoncer les campagnes de conscription forcée comme l'opération "Storm" en 95 où les Serbes de Bosnie enrôlèrent de force 10 000 jeunes.

Le Centre Anti-guerre soutiendra aussi les déserteurs de Serbie par une action juridique et des campagnes publiques pour l'amnistie.

Lutte contre la propagande nationaliste et ethnique de régime Miloseviç et contre la répression politique.

Le Centre Anti-guerre dénoncera l'emprisonnement politique, décryptera la propagande xénophobe, nationaliste ; protestera contre le contrôle des médias publics par Miloseviç,

contre le musèlement de la presse indépendante. Les différentes composantes du Centre et du mouvement Anti-guerre travailleront ainsi avec des structures équivalentes qui se constitueront dans 5 autres grandes villes, tandis qu'il interviendra dans les régions les plus sensibles de la République Fédérale de Yougoslavie reconfigurée (Serbie-Monténégro et les provinces annexées: Kosovo, Vojvodine et Sandjak), principalement le Sandjak peuplé en grande partie de populations musulmanes.

Développer la société civile en diversifiant les champs et les modalités d'action

A travers la création du « Centre des Droits de l'Homme » structure originelle de l'action du Centre Anti-guerre sur les Droits de l'Homme, ce n'est pas seulement un objectif de veille et de dénonciation, mais un objectif de « *renforcement* » *de la société civile* qui est poursuivi, à travers la formation dans les écoles, dans les universités, auprès des juristes qui se démarquent etc... La stratégie sera alors inspirée des logiques de développement, jouant à la fois sur la formation de relais, l'accompagnement de porteurs de projet ou le monitoring de groupes locaux, en s'appuyant aussi sur les espaces de liberté que constituent les villes conquises par l'opposition en 1996. Ce sera une véritable stratégie, jouant aussi des ambiguïtés du régime, qui, soucieux de faire bonne figure aux yeux de la communauté internationale ira jusqu'à laisser les programmes des Droits de l'Homme entrer dans les écoles avec l'aval du Ministère de l'éducation nationale.

Cependant l'afflux des réfugiés, conduira aussi le centre à s'engager sur ce terrain, de manière politique et juridique mais aussi sur le plan humanitaire, tant les conditions de leur accueil en Serbie sont catastrophiques. C'est dans ce mouvement qu'est créé le projet « groupe 484 ». « Most » développera une stratégie des Droits de l'Homme basée sur une approche psychosociale de la résolution des conflits interethniques et intercommunautaires et orientera parallèlement son action en direction des jeunes et des enfants, tandis que le groupe 484 développera une stratégie de prise en charge des réfugiés et des déplacés basée non seulement sur des formats de l'action humanitaire mais aussi sur l'auto-organisation et l'intégration dans la société serbe qui les rejette. Là aussi les stratégies seront inspirées du développement.

Après Dayton – 1996. Ambiguïté de l’opposition démocratique et de conceptions serbo-centrées des Droits de l’Homme.

Si l’espace d’action du Centre Anti-guerre et des autres ONG de ce réseau a pu être relativement préservée malgré la pression du régime Milosević durant les premières années de guerre, la confrontation avec le régime s’est durcie après 1996. *“Le régime de Milosević nous a d’abord tenu en position mineure, jusqu’en 96, ménageant son image internationale et jouant sur la rhétorique des Droits de l’Homme. Il y a eu des menaces, arrestations, ou descentes d’extrémistes nationalistes, mais la situation ne s’est réellement durcie qu’après Dayton ”* indique Jelena Savić coordinatrice du Centre Anti-guerre en 2001 *“et plus encore lorsque les interventions militaires ont débuté au Kosovo ”*.

Après la mobilisation lors des grandes manifestations pour les élections de 96, *“l’éphémère mai 68 de Belgrade ”* ²⁴², la trahison de Vuk Draskovic, homme clé de la coalition “démocratique ” qui a rejoint Milosević, a porté un coup très dur à ceux qui avaient cru à la victoire de cette coalition.

« *Nous étions majoritaires mais nous ne le savions pas. Les choses auraient pu se passer autrement* » regrette Jelena Savic. Un usage du “nous ” qui montre combien la coalition “démocrate ” contre Milosević aux élections de 1996 constituait cependant un véritable espoir, marquant un virage dans la dynamique de ce milieu qui jusque là se démarquait des principaux partis de l’opposition « démocratiques » en raison de leur ambiguïté quant au nationalisme et à l’idéologie Grand-serbe.

²⁴² Diane Masson. Les freins au processus de démocratisation en Serbie depuis 1990. Op.cit. p43.

« *Les errements de l'opposition serbe montrent également que la vie politique s'articule autour des agissements de S. Milosevic et que ce dernier en dicte les règles. Après sa troisième défaite électorale en 1993 et deux années ponctuées de divisions, de scissions et de tentatives d'union, l'opposition semble malgré tout entrer à partir de la fin de 1995 (période qui correspond à la signature des accords de Dayton-Paris et à la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine) dans un nouveau cycle, se montrant plus déterminée à former un front uni pour instaurer la démocratie en Serbie. Cette volonté d'union se manifeste notamment sous la forme d'actions communes de plusieurs partis telles que le "Parlement parallèle", l'"Alliance pour le changement" ou encore la coalition Zajedno (Ensemble) réunissant quatre partis (SPO, Parti démocrate - DS, Alliance civique de Serbie - GSS, Parti démocrate de Serbie - DSS) qui obtient la majorité des suffrages dans quatorze villes de Serbie aux élections municipales de 1996. Malgré la reconnaissance finale de ces résultats, l'opposition échoue une nouvelle fois aux élections législatives républicaines de 1997 - des différends en matière de stratégie électorale en sont la cause - et se déchire de sorte que la coalition Zajedno éclate. Toutefois, les trois mois de manifestations quotidiennes contre la décision du pouvoir en place d'invalidier les résultats des élections de novembre 1996 entraîneront une crise de légitimité du régime de S. Milosevic. »*

La difficulté de ces acteurs à ne pas se reconnaître dans ce *Nous* de la coalition démocrate malgré la participation du très nationaliste Vuk Draskovic est le signe d'une crise qui couve dans le mouvement anti-guerre dont on va voir que le *prix à payer* en terme de renoncement pour se joindre à ce *Nous* n'est pas accepté par une part du mouvement anti-guerre.

Chronique d'une fracture dans le mouvement anti-guerre

Depuis le début, l'opposition à la guerre et le refus du nationalisme étaient les deux éléments les plus partagés par l'ensemble de ce mouvement qui, par ailleurs, rassemblaient des personnes et des groupes de différentes sensibilités et qui ne partageaient pas pour autant la même analyse sur l'origine et la nature de la guerre, sur la société serbe elle-même, et sur le processus de décomposition de la Yougoslavie.

Quel est la part de nationalisme serbe et des autres nationalismes dans l'éclatement de la Yougoslavie ? Quelle position vis à vis de l'indépendance de la Slovénie, Croatie, et Bosnie ? Quelle est la nature du nationalisme serbe, s'agit-il d'un nationalisme "comme les autres " ou plutôt d'un nationalisme chauvin, voir même d'un mouvement "nazi-fasciste " comme le formule Sonja Biserko ?

Milosević est-il la source des malheurs qui arrivent à la Serbie et aux Balkans, ou bien la source du problème de la Serbie réside-elle au niveau de la société elle-même, dans le processus de sa radicalisation nationaliste dont le régime de Milosević serait l'expression autant que le manipulateur ?

Telles sont quelques unes des questions qui traversent les débats dans les milieux antinationalistes serbes au début.

Mais les plus petits mots communs peuvent cacher de grandes ambiguïtés, comme le terme *guerre civile* adopté dans les appels à désertion au début de l'action du Centre Anti-guerre. En tout état de cause, au moins jusqu'aux accords de Dayton, un consensus semble se dégager dans les composantes du mouvement anti-guerre, sur le fait que c'est bien le régime de Milosević qui porte la responsabilité écrasante des guerres de Croatie et de Bosnie et de la "purification ethnique ". Deux symboles semblaient alors faire l'unanimité de ces milieux

alternatifs : d'abord **Vukovar**²⁴³, et ensuite, à partir du déclenchement de la guerre contre la Bosnie, **Sarajevo**.

Le destin réservé à ces deux villes était la preuve tragique de la responsabilité du régime serbe. Et quand apparaît la stratégie croate et l'accord Milosević-Tudjman sur la division de la Bosnie et sa purification ethnique, la Bosnie fait alors figure de la "république victime". La solidarité avec Sarajevo et la dénonciation de son siège sont alors au centre de la mobilisation et de l'action des organisations pacifistes et anti-guerre.

Il en va ainsi du Centre Anti-guerre dont les actions concernant la Bosnie ("Paix en Bosnie", "Vukovars Bosniaques", etc.) étaient parmi les plus régulières et les plus connues. Le journal **Republika**²⁴⁴ dénonce le "génocide en Bosnie" et ses éditeurs et associés participent avec plusieurs autres associations à la création et aux activités du groupe "Vivre à Sarajevo" qui organise des protestations et des manifestations contre les massacres et la destruction des villes de Bosnie, fournit une aide humanitaire à la population bosniaque, organise plusieurs visites à Sarajevo et Tuzla. La "purification ethnique" et le viol des femmes par les soldats et milices serbes seront aussi au centre de la campagne de dénonciation des Femmes en Noir. C'est aussi le martyr de la Bosnie qui sera au cœur de la campagne du Cercle de Belgrade...

²⁴³ Extrait de l'express du 20 juillet 2011 : https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/vukovar-ville-martyre-de-la-guerre-serbo-croate_1013713.html

La ville de Vukovar est considérée en Croatie comme une ville "martyre" après une résistance de trois mois aux attaques des forces serbes et sa chute en novembre 1991, au cours de laquelle Goran Hadzic, arrêté [en 2011], est accusé d'avoir commis des exactions massives. Après la proclamation de l'indépendance croate de l'ex-Yougoslavie, les sécessionnistes serbes du pays, soutenus par l'armée fédérale yougoslave et le régime au pouvoir à Belgrade, avaient lancé en août 1991 une campagne militaire contre cette ville, située à proximité de la frontière avec la Serbie. Quelque 1.800 volontaires croates, munis principalement d'armes légères, ont résisté jusqu'au 18 novembre, date de la prise de contrôle de la ville par les forces serbes. Pendant ce siège, Vukovar, qui comptait environ 45.000 habitants à l'époque, a été exposée à des bombardements quotidiens et à des destructions massives, la ville ayant finalement été pratiquement rasée. Environ 1.100 civils ont été tués pendant le siège et après la chute de la ville et quelque 5.000 autres emprisonnés dans des centres de détention en Serbie. Vingt-deux mille Croates et non-Serbes ont été expulsés de la ville après la prise de contrôle par les Serbes. Près de 310 personnes portées disparues à Vukovar n'ont pas encore été retrouvées, selon la télévision nationale croate (HRT). A la veille de la chute de la ville, plusieurs centaines de personnes avaient cherché refuge dans l'hôpital municipal, espérant être évacuées en présence d'observateurs internationaux. Le 20 novembre, 264 d'entre elles ont été entassées dans des autocars et emmenées par les forces serbes à Ovcara, une ferme isolée près de la ville, où elles ont été tuées et enterrées dans des fosses communes. L'acte d'accusation du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) émis à l'encontre de Goran Hadzic mentionne spécifiquement la responsabilité de M. Hadzic dans le massacre de l'hôpital de Vukovar. Après la guerre, la région de Vukovar a été placée sous administration de l'ONU, puis réintégrée à la Croatie en 1998.

²⁴⁴ Le journal Republika sera aussi soutenu par le CCFD

Le cercle de Belgrade ou comment sauver les principes d'humanité dans les sombres temps ?

“ Le destin de nos valeurs essentielles se joue aujourd'hui à Sarajevo ”

Miladin Zivotic

Par Marwan Abi Samra

Pour Miladin Zivotic, peut-être le plus éminent philosophe serbe, deux fois élu président de la société philosophique de Serbie, *“ Les hommes ne peuvent faire face aux dilemmes posés par leur nature et par le monde qui les entourent qu'à travers un engagement personnel ”*. Sa carrière de dissident commence en 1968, quand il organise le soutien au mouvement de protestation étudiant contre l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie. Il sera chassé de son poste de professeur de philosophie avec sept de ses collègues. Il fonde alors l'université libre de Belgrade qui dispense des cours clandestins de philosophie dans des logements privés. Il ne retourne à l'université que 21 ans plus tard, en 1987, sept ans après la mort de Tito. Mais ce sera pour peu de temps : ses attaques virulentes contre le nationalisme et Milosević font de lui la bête noire de la grande majorité des étudiants et enseignants qui transforment l'université en un haut lieu de l'idéologie grand-serbe. *“ De toute manière je ne supportais plus d'aller à l'université, dit-il à un journaliste en 1996. Il fallait que j'écoute les professeurs et les étudiants exprimer leur soutien et solidarité à ces fascistes bosniaques, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, dans la soi-disant Republika Srpska. C'est vraiment pire que sous le communisme. La corruption intellectuelle est plus répandue et bien plus profonde ”*.

A de nombreuses reprises il reçoit, lui et sa famille, des menaces de mort, et il rompt avec plusieurs de ses proches amis, en particulier certains de ceux avec qui il était associé autour de la revue philosophique Praxis, et qui se sont ralliés au nationalisme.

Pour Miladin Zivotic, la Serbie était en train d'être submergée par la barbarie et il ne suffisait pas de prendre position. Il fallait se battre sur tous les fronts : contre les idéologues qui ont préparé le crime et contre Milosević et son régime qui le réalise. Il considère que la guerre contre la Croatie et la Bosnie n'a pas commencé en 1991 ; le premier acte de la guerre a été déclenché par l'Académie Serbe des Sciences et des Arts quand, en 1986, un groupe d'académiciens écrivent leur Mémoire, le célèbre programme nationaliste qui trace la frontière de la Grande Serbie en incluant une partie de la Croatie et la plus grande partie de la Bosnie. Faut-il rappeler que Nikola Koljevic, l'éminent spécialiste de Shakespeare en Serbie est celui qui devient le vice président dans le régime de Radovan Karadzic dans le Republika Srpska ?

Dès le début de la guerre contre la Croatie, Zivotic fonde “ l’Action Civique pour la paix ”. Et 1992, avec “ l’agression serbe contre la Bosnie ”, il fonde le Cercle de Belgrade des Intellectuels Indépendants avec un petit groupe d’intellectuels et artistes, dont le célèbre dissident Milovan Djilas, et l’étoile de théâtre de Belgrade Jelena Santic par ailleurs une des fondatrices du Centre Anti-guerre. Avec ses réunions publiques tous les dimanches, le Cercle devient le rendez-vous des opposants les plus déterminés au nationalisme et à la guerre. Progressivement, il arrive à regrouper près de 500 intellectuels, cinéastes et dissidents. Parallèlement aux regroupements et manifestations publiques, le Cercle édite une revue, “ le Journal du Cercle de Belgrade ”, qui devient le haut lieu de la pensée serbe antinationaliste analysant et dénonçant la montée du discours et les actes de la haine et de la barbarie. Le Journal du Cercle publie même des textes dénonçant ce que Jean Baudrillard, dans un article (re) publié par le journal, a appelé “ l’asserbissement occidental ”, c’est à dire l’attitude occidentale qui consiste à faire passer l’entreprise serbe de “ purification ethnique ” et de destruction de la Bosnie pour une “ guerre civile ” sans agresseur ni agressé ! Le Cercle et son Journal gagnent une réputation intellectuelle et morale internationale : plusieurs numéros sont traduits et publiés dans plusieurs capitales européennes. Deux numéros des Temps Modernes sont entièrement constitués par des textes du Cercle du Belgrade : “ l’Autre Serbie ” (janvier 1994) et “ Les intellectuels et la guerre ; les opposants de Belgrade ”. Et en signe de soutien de solidarité, plusieurs grands intellectuels occidentaux (Jacques Derrida, Richard Rorty, Donald Davidson, Cristopher Norris, Terry Eagleton, Anthony Giddens, Hans-Magnus Enzensberger, Adam Michnik, etc) vont même à Belgrade, entre 1992 et 1997, pour apporter leur soutien au Cercle que les nationalistes et le régime de Milosević dénoncent comme étant “ l’outil des ennemis de la nation serbe ”.

Mais pour Miladin Zivotic il fallait aller plus loin que penser la “ banalité du mal ” et dénoncer la guerre et la “ purification ethnique ” par des textes et des manifestations. Les crimes commis par le régime de Milosević au nom des Serbes imposent aux opposants serbes un devoir moral et politique de solidarité avec les victimes : solidarité avec la Bosnie et son symbole, Sarajevo, encerclée par les forces serbes. « *C’est en Bosnie et à Sarajevo que les valeurs fondamentales sont aujourd’hui en jeu* », disait-il. Et face au discours de la haine il ne cesse de répéter “ *si vivre ensemble est impossible, alors c’est la vie elle-même qui est impossible.* ”

Il inaugure à Belgrade un rituel qu’il maintiendra tout au long de la guerre : tous les jours il allume une bougie pour la paix à Sarajevo en face du palais de Slobodan Milosević. Par ailleurs, il noue de fortes relations avec la Campagne Anti-guerre de Croatie et le Forum Civique de Tuzla avec lequel il organise “ le Dialogue Civique Bosnie & Herzegovine. ”

A plusieurs reprises il traverse les lignes serbes au risque de sa vie pour aller à Sarajevo y dénoncer le siège et proclamer le devoir de solidarité avec la ville meurtrie. En avril 1995, Miladin Zivotic organise une visite qui restera célèbre sous le nom de “ **la visite Igman** ”. “ *Il est de notre devoir d’aller à Sarajevo quelque soient les conditions* ”, proclame-t-il aux heures les plus sombres de l’agression serbe. Il conduit alors un groupe de 38 intellectuels serbes et monténégrins, de Belgrade, Novi Sad et Podgorica. Pour atteindre Sarajevo, à peine à 400kms de Belgrade, il leur a fallu 48 heures d’un long voyage à travers la Hongrie, la Dalmatie et surtout le mont Igman. Le groupe entre à Sarajevo alors sous le feu intense des snipers et de l’artillerie serbe, déterminé à assister à la session annuelle du Conseil Civique Serbe basé à Sarajevo²⁴⁵ et à apporter leur soutien aux citoyens assiégés de Sarajevo. “ *L’origine de la vie commune est ici, à Sarajevo, et nous devons nous battre pour la défendre* ”, dit-il. Un an plus tard, le 15 juillet 1996, il participe à Sarajevo à la première réunion après guerre du Parlement Alternatif Citoyen de Bosnie Herzégovine à Tuzla (voir ci-après dans la partie consacrée à la Bosnie).

Sur le “ front intérieur ” Zivotic et le Cercle de Belgrade dénoncent le traitement réservé aux non-serbes, au Kosovo et au Sandjak. Pendant la guerre de Bosnie, Zivotic ira vivre avec des familles musulmanes du Sandjak en geste de protestation et de solidarité.

Il sera maintenu à l’écart des cercles de l’opposition pour son ferme refus du jeu des équivalences entre l’agresseur et l’agressé et pour sa dénonciation des “ opposants ” nationalistes. Il considérerait que la société serbe ne pourrait se renouveler que si elle accepte d’abord d’assumer la responsabilité des guerres balkaniques et de faire un profond travail sur elle-même pour se délivrer du nationalisme raciste.

Miladin Zivotic meurt en 1997 à 66 ans. Juste deux jours avant la tenue d’une cérémonie que le **Forum Civique de Tuzla** (voir ci-après au chapitre Bosnie) avait préparée en son honneur pour le remercier pour son soutien.

Ses amis disent qu’il a été détruit par la nuit qui a enveloppé son pays, et par le mal au milieu duquel il était obligé de vivre. Son dernier livre, paru en 1996, est intitulé “ Contre la guerre ”.

Le Cercle de Belgrade lui a survécu.

²⁴⁵ Fondé en mars 1994 pendant le siège de Sarajevo, le Conseil Civique Serbe a regroupé les Bosno-Serbes défenseurs de l’unité de la république de Bosnie et Herzégovine et les Serbes opposés au Régime de la Republika Srpska de Radovan Karadic.

La rupture de Dayton et les travers du « compromis politique démocrate »

Mais malgré l'extraordinaire énergie et dynamisme dont il fait preuve, ce mouvement de protestation et de solidarité n'a pas provoqué d'infléchissement dans le déroulement implacable de la conquête de la Bosnie et le génocide de sa population bosniaque par la machine de guerre de *l'entreprise grand-serbe*.

Le mouvement anti-guerre reste alors plongé dans un isolement et dans une solitude qu'à aucun moment de la guerre il n'arrive à briser. Tout ce passe comme s'il s'agissait d'un mouvement circonscrit à un milieu isolé et à contre courant d'une idéologie grand-serbe et d'un « *profond torrent de haine* » qui traversent la société serbe et affectent les couches sociales et les institutions : l'église, l'armée, les milieux intellectuels et politiques sont sous l'emprise de la fièvre nationaliste.

Le projet d'une Grande Serbie faisait autour de lui l'unanimité de pratiquement toute la classe politique, et le régime paraissait pouvoir mobiliser la population comme une masse compacte sans grandes dissensions ou oppositions. Le mouvement nationaliste et le régime ont « *réussi à mobiliser le peuple et à atteindre un large consensus autour du programme nationaliste. Dans ce climat, personne n'en a questionné les objectifs ni réagit aux terribles conséquences* », dira Sonja Biserko. *Au bout du compte, c'est seulement un tout petit nombre de Serbes qui a élevé la voix contre le programme nationaliste et la politique de Milosević.* »

Ainsi, tout au long de la guerre de Croatie et de Bosnie, aucune différence significative ne vient-elle distinguer le régime de son « opposition ». Comme le dit Obrad Savic, le président du Cercle de Belgrade en 2001, « *l'ensemble de la vie politique serbe a été à tel point absorbée par le paradigme nationaliste que la soi-disant opposition, était une opposition nationaliste qui se concurrençait avec Milosević pour savoir qui était le Serbe le plus intransigent.* »

Dans ce contexte et jusqu'aux accords de Dayton, l'immense effort fourni par les groupes et les organisations pacifistes, peine à déboucher sur la constitution d'un courant d'opinion dans la société serbe.

Les publications et les efforts d'information des mouvements anti-guerre ne parviennent pas à briser l'encerclement médiatique et à faire un contrepoids à la maîtrise et à la manipulation nationaliste de l'information. « *Même les publications les plus libérales ont déguisé l'agression serbe contre la Bosnie en guerre civile. Même les médias indépendants qui avaient pourtant couvert plus ou moins objectivement les atrocités commises en Croatie (en*

particulier à Vukovar) ont, eux aussi, gardé un silence absolu sur les déportations massives, les massacres, les camps de concentration et de viol en Bosnie. Un consensus s'est fait sur la construction d'une dénégarion (méconnaissance) et d'une amnésie collective. » (Sonja Biserko)

Si le massacre de Srebrenica a bien été "couvert" par les journalistes qui y ont assisté, cela n'a soulevé aucune indignation ni dans les médias ni dans les milieux politiques serbes. Seule la très minoritaire Alliance Civique de Vesna Pesić (fondatrice du Centre Anti-guerre) et le Comité Helsinki animé par Sonja Biserko chercheront à faire entendre une voix discordante en condamnant fortement ce terrible carnage.

Les accords de Dayton qui ont mis fin à la guerre « *n'ont été ni une victoire du mouvement anti-guerre ni une défaite des 'seigneurs de la guerre'*²⁴⁶ », écrit le journal Republika qui relaie les mouvements anti-guerre et s'oppose au black-out médiatique. En consacrant la division de la Bosnie et la purification ethnique, *les accords* ont été une victoire pour Milosević sur la scène intérieure, du moins dans un premier temps.

D'après les leaders des Femmes en Noir, « *le régime commence à se présenter comme un élément de paix et de stabilité dans les Balkans. En même temps ce régime a continué une guerre à faible intensité à l'extérieur contre la Bosnie, et à l'intérieur contre toute forme d'opposition mais aussi contre toute la population en organisant le pillage du pays. L'après Dayton, c'est le règne des criminels et des profiteurs de la guerre.* »

Pour Vesna Pesić, « *Milosević a été récompensé pour sa signature de Dayton en fermant les yeux sur sa suppression de la démocratie et de la liberté des médias.* »

Chapitre 2 – mobilisation pour la chute de Milosévić et démocratie nationaliste

Ombres et brouillard dans le mouvement anti-guerre : affirmation de la thèse de l'équivalence

Mais plus que la répression, le lendemain de Dayton sera vécu par une partie des militants anti-guerre comme une défaite des idées qu'elle défendaient. La façon dont ses composantes feront face à ce constat dessinera les lignes de fracture du mouvement. C'est alors le moment

²⁴⁶ Predrag Matvejević, Vidosav Stevanović, Zlatko Dizdarević - Les seigneurs de la guerre, l'Esprit des péninsules, 1999.

du triomphe de la thèse de la guerre *civile* et de l'*équivalence* entre toutes les parties en conflit.

« Paradoxalement, observe Sonja Biserko, « *c'est après la signature de l'accord de Dayton que le petit groupe anti-guerre s'est fragmenté. Il est devenu évident que beaucoup d'activistes du groupe n'acceptaient pas que les trois parties du conflit ne soient pas considérées comme étant également responsables des crimes de guerre.* »

Autrement dit, analyse Marwan Abi Samra « *ce qui prévaut même parmi le milieu anti-guerre, c'est un non-lieu de génocide bosniaque, c'est la disparition de la Bosnie de l'ordre du jour : la question du retour des réfugiés bosniaques, la question de l'arrestation et du jugement des criminels de guerre ne constituent plus (pas) une préoccupation. Et bien que la Republika Srpska soit au cœur des préoccupations et de la politique du régime et des nationalistes serbes, la question bosniaque et ce que le régime serbe a fait et continue à faire en Bosnie n'est plus la préoccupation partagée par les militants anti-guerre en Serbie. Ceux qui, après Dayton, considèrent que les questions de la guerre, de la Bosnie et du nationalisme continuent d'être au centre des enjeux sont désormais une minorité au sein même des milieux militants anti-guerre.* »

La position des Femmes en Noir²⁴⁷ pour lesquelles il fallait continuer le combat contre la guerre et le nationalisme ne fait pas l'unanimité, souligne-t-il. L'un de leurs textes publié

²⁴⁷Les femmes en noir de Belgrade - 03 / 1994

Sur le site "dph" Dialogue, Propositions, Histoire pour une citoyenneté mondiale

<http://base.d-p-h.info/fr/fiches/premierdph/fiche-premierdph-3077.html>

« Notre groupe des Femmes en Noir a été fondé le 6 octobre 1991. Depuis ce jour tous les mercredis, habillées en noir, nous manifestons silencieusement dans les lieux public contre la guerre, le nationalisme, le militarisme, la violence à l'égard des femmes, la purification ethnique...

Pendant nos manifestations, beaucoup de femmes nous encouragent mais, malheureusement peu d'entre elles nous rejoignent. Certaines, gênées, détournent même la tête. Ni cela, ni la misère et la répression ne nous ont empêché de continuer à être présentes dans les rues de Belgrade et de poursuivre nos actions non-violentes.

Heureusement nous sommes encouragées par nos amies et soeurs d'ex-Yougoslavie, d'Europe et du monde. Sans leur affection, leur solidarité, nous aurions eu des difficultés à aider ces autres femmes qui souffrent tellement plus que nous : celles qui vivent dans les zones de combat, les réfugiées, les exclues, les femmes violées, les femmes des mariages mixtes, des minorités ethniques.

Dès le début de la guerre nous avons été coupées de nos amies slovènes et croates mais grâce à la solidarité externe, nous avons cependant pu rester en contact. Les Femmes en noir de Venise nous ont ainsi permis, en février 1992, de retrouver nos soeurs d'ex-Yougoslavie pour réfléchir ensemble aux problèmes liés à la guerre. C'est alors que nous avons décidé d'organiser la réunion internationale qui s'est tenue en juillet 1992 à Novi Sad en Voïvodine.

Outre nos manifestations de protestation, nous avons participé à des actions anti-guerre comme le « Marathon anti-guerre de Belgrade » qui a duré 6 mois et pendant lequel nous avons appuyé aussi bien les hommes qui s'opposaient au service militaire obligatoire que les déserteurs revenus du front. »

1996 constitue pourtant une étonnante prophétie : « *Depuis Dayton la guerre a continué par d'autres voies. La logique de guerre et le militarisme sont omniprésents tout autour de nous. Car le régime serbe n'a pas encore renoncé à ses prétentions territoriales en Bosnie, car il continue d'envisager 'tous les Serbes en un seul Etat', car il continue d'opprimer la population albanaise de Kosovo. Et une future guerre est loin d'être improbable.* »(5/10/96)

A la différence des Femmes en Noir, beaucoup pensaient que Dayton avait mis fin à la guerre et que désormais ce ne serait plus la bataille contre le nationalisme qui serait à l'ordre du jour mais la démocratisation de la Serbie à travers une bataille contre le régime autoritaire de Miloseviç.

A l'intérieur du mouvement anti-guerre, les débats sur l'opportunité de s'allier avec les partis nationalistes modérés de l'opposition contre le Régime de Miloseviç se transforment en conflits ouverts et controverses publiques.

En effet, Vesna Pesiç, présidente de l'Alliance Civique, co-fondatrice et directrice du Centre Anti-guerre, propose en 1996 de faire une alliance d'opposition et des listes électorales communes avec Vuk Draskovic, président du Mouvement serbe du renouveau (SPO), et Zoran Djindjiç, président du Parti démocratique lui-même militant du Centre Anti-guerre.

Une partie des membres de l'Alliance Civique, notamment Sonja Biserko, considèrent inacceptable une telle alliance avec les deux leaders qui, bien qu'opposants à Miloseviç, étaient connus pour leurs positions grand-serbes : en 1993, en pleine guerre de Bosnie, Vuk Draskoviç avait déjà proposé à Miloseviç de joindre son gouvernement, tandis que les amitiés de Zoran Djindjiç, militant du centre Anti-guerre et président du *Parti démocratique* avec les chefs de guerre serbes de Bosnie étaient de notoriété publique.

Ces désaccords aboutissent à l'éclatement de l'Alliance Civique. Une partie de ceux qui quittent l'Alliance, et qui se considèrent comme "l'aile socio-démocrate" face à l'aile libérale

Le 8 mars 1993 nous avons organisé une grande manifestation des Femmes contre la Guerre dans le centre de Belgrade ; le même jour, nous avons lancé notre livre « Femmes pour la paix » en trois langues, serbo-croate, italien et anglais. S'il témoigne des souffrances des femmes, il montre aussi leur vitalité, leur énergie et leur solidarité.

Du 4 au 8 août 1993, le « Réseau de Solidarité des Femmes contre la Guerre » a réuni plus de 150 femmes de toutes les républiques yougoslaves, d'Europe et du monde, en différents points du territoire de l'ex-Yougoslavie. Car, comme nous le savons d'expérience, en matière de guerre, si les femmes sont toujours invisibles sur les lieux de décision, elles sont toutefois bien présentes parmi les victimes. »

de Pesiç, fondent un nouveau parti, l'Union Socio-démocrate. L'éclatement et la polarisation traversent l'ensemble du mouvement anti-guerre, dont le Centre Anti-guerre...

Sonja Biserko

Co-fondatrice du Centre anti-guerre, Sonja Biserko, aura eu un parcours sensiblement différent de celui des nouvelles élites politiques des années 2000. Diplomate de haut rang de l'ex-Yougoslavie, elle démissionne de son poste en 1991 pour s'engager dans un combat radical et irréductible contre la guerre et le nationalisme serbe qui, dira-t-elle, conduit de façon inséparable la "purification ethnique", c'est à dire le génocide de l'Autre, et la "nazification" de la Serbie. Elle deviendra et est toujours la bête noire de tous les nationalistes qui la traitent de "traître, ennemi du peuple et de la nation serbe."

Parallèlement au Centre Anti-guerre, elle participe à la fondation du Mouvement Européen avec Vesna Pesic, et du Forum de Belgrade pour les relations internationales. Après avoir organisé et dirigé les activités du Conseil pour les Droits de l'Homme au Centre Anti-guerre, elle fonde en 1995, toujours avec Vesna Pesic, le Comité Helsinki pour les Droits de l'Homme en Serbie dont elle devient la présidente.

Mais à partir de 1996 Sonja Biserko n'apprécie pas le rapprochement entre Vesna Pesic et les partis 'démocrates' dont elle dénonce le nationalisme, la complicité et le silence concernant l'agression et les massacres dont la Bosnie a été victime. Le débat entre les deux militantes se transforme en 1996 en controverse publique. Sonja Biserko prend alors ses distances avec les nouvelles élites 'démocrates' et se consacre au Comité Helsinki pour les Droits de l'Homme qu'elle préside encore aujourd'hui et s'investira avec les quelques rares figures encore lucides comme les Femmes en Noir, contre la guerre du Kosovo en entretenant un dialogue avec les acteurs des Droits de l'Homme de la résistance kosovare-albanaise.

1996 – 2000. « Opposition démocratique » à Miloseviç et durcissement du régime.

Cependant le réseau des 40 villes gagnées par l'opposition en 1996 a rapidement constitué une base arrière pour le mouvement qui fera chuter le régime en 2000. Nouveaux médias locaux, groupes d'action civique, nouvelles ONG, ligue des villes libres... mettront Miloseviç sur la défensive, précipitant une répression bientôt amplifiée au son de la propagande sur le Kosovo et de la militarisation active.

« Durant les périodes de militarisation, même la fiction d'état de droit qui nous permettait d'agir disparaît. Notre marge de manœuvre est alors pratiquement nulle », indique Jelena Savić, tandis que Marina Jelić, militante du Centre depuis dix ans, ajoute : *« à chaque fois que nous croyions avoir réalisé une avancée significative, Milosević s'est employé à tout ruiner par une nouvelle guerre »* (ici celle du Kosovo).

La distance entre les différentes composantes du mouvement anti-guerre s'est encore radicalisée depuis la participation de Vesna Pesic et Goran Svilanovic (ex président du Comité pour les Droits de l'Homme du Centre Anti-guerre) à la nouvelle alliance au pouvoir en 2000 : Pour Sonja Biserko, le trio Kustonica²⁴⁸-Draskovic-Djindjic qui prend les rênes à l'issue des élections représente un “*nouveau nationalisme*” qui, sous des apparences démocratiques, organise l'amnésie de la société serbe et s'inscrit insidieusement en continuité avec la politique et les objectifs grand serbe de Milosević.

Le vécu traumatique des bombardements de l'OTAN sur Belgrade par les militants du Centre Anti-guerre

« Les Bombardements de l'Otan ont brisé un travail de dix ans, dira Marina. D'un côté tout ce que nous avons défendu jusqu'alors devenait incompréhensible, même pour nos proches. Comment expliquer à nos enfants que ceux que nous avons présentés comme des amis depuis 10 ans viennent nous aider en nous lançant des bombes et en détruisant le pays ? ! De l'autre côté nous assistions aux manifestations de la population. Les gens criaient partout 'vous pouvez tuer les hommes des femmes et des enfants, mais l'esprit serbe restera le plus fort !' ou bien 'nous reprendrons le Kosovo !'... comme si tout ce que nous avons entrepris n'avait pas eu la moindre utilité ».

Le Centre Anti-guerre et d'autres ONG partenaires appelleront à la cessation des bombardements, argumentant qu'ils produisaient les effets inverses de l'objectif souhaité, et rappelant leur engagement dans le combat pour une paix civile, l'autonomie du Kosovo, le retour de tous les réfugiés,...

La dynamique militante a été gravement affectée par les bombardements. *« Beaucoup de gens ont baissé les bras* indique Marina, *ceux qui en avaient la possibilité ont fait comme moi. Ils*

²⁴⁸ Mr. Kustonica est le successeur de Mr. Milosević en 2000 à la Présidence de la Serbie.

ont levé le pied. Moi Je suis partie pendant presque une année au Monténégro. J'étais brisée, une sorte de grande dépression ».

Et puis il y a eu le mouvement étudiant **Otpor !** (résistance !) très actif dans la lutte pour la chute de Miloseviç et « *les effets d'entraînement produits par l'espace d'expression qu'avaient libéré les villes conquises par l'opposition. Des effets dont nous avons sous estimés l'importance* ». Très tôt le Centre Anti-guerre soutient Otpor ! et y adhère. Selon Marina « *Ce fut un virage stratégique du réseau anti-guerre porté par les étudiants qui s'impliquaient dans le réseau à travers Most, groupe 484 ou directement dans le Centre Anti-guerre, Il fallait sortir de la crise provoquée par les bombardements, nous ne devons pas rater notre chance comme nous l'avons ratée aux élections de 96* ».

Dès lors, les choses s'organisent dans la composante du milieu anti-guerre qui fait alliance avec des partis politiques pour les élections de 2000, ou plutôt qui se confond en partie avec eux : « *Cette fois ci il ne sera pas à l'écart du terrain Politique* » ajoute Mariana. Ce virage redynamisera les militants les plus démoralisés, entre logique de la dernière chance et fatalité de la condition de résistant négligé.

Le Centre Anti-guerre et ses réseaux s'impliqueront fortement dans la campagne pour inciter les gens à voter : « *Nous devons voter ! Il nous manque un million de votes pour gagner ! C'était notre slogan. Il fallait rompre la fatalité qui faisait que les gens ne croyaient pas à la possibilité de changer par le vote (...)* explique une coordonatrice du groupe 484. *Miloseviç a de nouveau tenté de jouer le coup de la militarisation sur le Kosovo pour resserrer les rangs nationalistes et pour en même temps justifier la répression contre les traîtres. La tension avec le régime était à son maximum. Alors la répression nous a empêchés d'agir ouvertement. Nous avons fait nos distributions de tracts clandestinement. Non seulement les militants étaient menacés, mais le régime s'est aussi attaqué aux structures, par exemple en envoyant la police fiscale qui inventait des règles pour faire fermer nos ONG, idem pour beaucoup de radios indépendantes qui ont été saisies ou censurées* ».

Octobre 2000. Chute du régime Miloseviç et nationalisme démocratique.

Qu'en est-il de la politique du nouveau régime "démocratique " de Belgrade ?

Extrait d'une contribution de Marwan Abi Samra à nos travaux en 2001.

Le président élu est M. **Kostonica** et le premier ministre est **Zoran Djindjic**.

Ce nouveau régime a-t-il rompu avec la stratégie grand-serbe de division et d'annexion de la Bosnie ? Accepte-t-il enfin les accords de Dayton dans leurs implications de reconnaissance de la souveraineté de la Bosnie et de retour des réfugiés ? Ou, au contraire, utilise-il la démocratisation dont il est crédité pour continuer insidieusement la "guerre à faible intensité" contre la Bosnie pluriethnique et aboutir à l'annexion de fait de Republika Srpska ?

Il est de notoriété publique qu'avant son élection, dans sa campagne électorale, Kostunica a condamné Milosević pour avoir signé la « capitulation à Dayton et Kumanovo. »

S'agissait-il de déclarations électorales d'un candidat qui aurait pris le chemin de la "raison" après son accession au pouvoir ?

Tous les faits depuis un an [en 2001] montrent le contraire. En effet, la politique du nouveau président serbe et de son gouvernement se révèle être d'une étonnante continuité avec le projet grand-serbe de Milosević. Tous les actes du nouveau président montrent qu'il mène une offensive *politique* systématique contre l'unité et la souveraineté de la Bosnie Herzégovine.

A peine quelques jours après sa victoire, le nouveau président serbe déclare : « *Ce n'est pas normal que des villes serbes soient localisées à l'étranger. (...) Les mondialistes pensent que la Drina n'est pas une rivière mais un océan!* ». Les actes ne tardent pas à suivre les paroles. Alors même que l'on attendait du nouveau président serbe un geste de réconciliation à travers la reconnaissance de souveraineté de la Bosnie, l'établissement de relations diplomatiques avec elle et le soutien aux « *forces démocratiques* » en Republika Srpska avant les élections de 11 novembre 2000, Kostunica traverse la Drina, malgré les protestations de la Bosnie, pour visiter Terbinje en RS à titre de « *citoyen privé* ». Au cours de cette visite destinée à montrer que la rivière Drina est une « *non-frontière* », Kostunica participe à une cérémonie de réinhumation d'un célèbre poète nationaliste serbe, en présence de Mirko Sarovic, leader du parti SDS de Radovan Karadzic. Ce n'est que sous la pression internationale que le président serbe rendra par la suite une visite à la capitale bosniaque. Questionné sur son intention de présenter des excuses au nom de la Serbie pour son rôle dans le génocide bosniaque, il ressort la thèse négationniste en affirmant que « *il y a eu des crimes de tous les côtés* » et que « *l'avenir pourra révéler la vérité* ». Et s'il déclare à l'aéroport de Sarajevo qu'il respectera les accords de Dayton, il n'hésitera pas à proclamer dans un entretien à la télévision serbe, début novembre 2000, que « *5 ans après Dayton, il y a un besoin pour les gens (de la Republika Srpska) d'autodéterminer leur destin.* » En écho, le nouveau président de Republika Srpska déclare de son côté (le 15 nov. 2000) : « *Si les Albanais obtiennent le droit à un référendum pour l'indépendance, Republika Srpska demandera le même droit car chaque*

serbe a un profond désir de vivre ensemble avec la RFY. » La stratégie politique serbe de chantage qui consiste à exiger la compensation de la perte du Kosovo par l'annexion de la République Serbe de Bosnie est même confirmée par Goran Svilanovic, Ministre Serbe des affaires étrangères et ancien militant du Centre Anti-guerre, qui déclare le 2/01/01 : « Je ne suis pas préparé pour lier directement le statut de Republika Srpska avec le statut du Kosovo, mais si les critères changent en ce qui concerne le Kosovo il sera difficile d'expliquer pourquoi les mêmes critères ne s'appliquent pas à RS. »

La stratégie grand-serbe du nouveau pouvoir de Belgrade se concrétise rapidement à travers l'établissement de *relations spéciales* avec Republika Srpska. Kostunica suit ainsi le chemin tracé par Milosević en 1997, mais avec plus d'efficacité, étant donné la tolérance de la communauté internationale à l'égard de la *nouvelle démocratie* de Belgrade : avant toute normalisation des relations avec la B&H (Bosnie & Herzégovine) le nouveau président serbe a été le promoteur d'un **Accord sur les Relations Spéciale entre la RS et la RFY**, préparé sans aucune consultation avec les autorités centrales de B&H, et signé le 28 février 2001 au mépris de toutes les protestations bosniaques. Et pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur sa stratégie grand-serbe, Kostunica n'a pas hésité à faire des déclarations en totale contradiction avec les accords de Dayton. Dans l'attente d'une annexion formelle de l'entité serbe de Bosnie, il a ainsi énoncé la stratégie de la Serbie : « *Tout doit être fait pour que Republika Srpska, cet état dans l'état étranger de Bosnie & Herzegovine, reste aussi indépendant que possible, pour que soient préservées toutes ses attributions d'indépendance, et pour qu'elle établisse des relations aussi étroites que possible avec la RFY.* » Commentant le nouveau traité entre la RFY²⁴⁹ et RS²⁵⁰, il ajoute : « *il n'y a pas de raison pour que la RFY ne finance pas l'armée de Republika Srpska.* » (4/3/01)

Juillet 2001. Brouillard dans la « Galaxie Européenne de Belgrade »

Retour sur la résistance de Lazar Lalic chroniqueur de la guerre en images

Extraits d'entretiens à Belgrade

Lazar Lalic est de ces hommes rares qui ont tout de suite pris la mesure de l'importance des médias dans la stratégie de Milosević. Ingénieur à la RTS, il publiera une lettre ouverte aux

²⁴⁹ RFY : République Fédérale de Yougoslavie comprenant à cette époque la Serbie, le Monténégro et les provinces de Voïvodine et du Kosovo.

²⁵⁰ RS : Republika Srpska

journalistes contre la propagande. Cette initiative le conduira bientôt à la présidence du premier syndicat indépendant de journalistes. Licencié en 93 avec plusieurs des membres du syndicat, il s'engage alors dans un travail documentaire sur les procédés de la propagande de Milosević. Enregistrement systématique des émissions de télévision, archivage et montage dans une cave, vérification des informations par diverses sources militantes ou étrangères ... autant de travaux qui constituent un matériel solide pour démonter les procédés de manipulation de l'information et les techniques d'endoctrinement. Ses activités militantes lui vaudront d'être emprisonné en 93. En 94 il lance la revue "Rights for Pictures and Words" contre la censure, dont le rédacteur en chef est l'écrivain Philippe David et qui paraîtra deux années durant.

Poursuivant son travail documentaire²⁵¹, il lance le projet d'une série de films réalisés en VHS : 'les mots et les images de la haine'. Le premier film traite de Vukovar. Jugé exemplaire par la plupart des journalistes avertis, il sera diffusé via des conférences en Serbie, auprès de journalistes, de militants ... Puis viendront quatre autres films de la même teneur. *« Jusqu'aux bombardements de la Serbie par l'Otan, nous avons seulement traité les télévisions Serbes. C'était notre devoir, comme l'ont fait aussi certains de nos collègues croates. Après les bombardements, nous avons produit des films comparant les images serbes et celles des télévisions mondiales. Ces films ont eu un grand succès : c'est l'effet comparaison ».*

Plus tard, dans le grand mouvement d'émergence de stations de radios et télévisions indépendantes installées dans les villes conquises par l'opposition à l'issue des élections et des manifestations de 96, Lazar Lalic constitue une petite équipe, *« un team d'une dizaine de jeunes free-lance »* dont sa fille et son fils, avec laquelle il produit tant bien que mal des projets de film. Ainsi la série Yu File , en référence à la série américaine X files. *« On traite un événement actuel en lien avec un événement des années 90 ».* Dix films de 13 à 25 minutes ont été réalisés dans cette série politique sur le rôle de la télévision.

Le mouvement des médias indépendants installés dans les villes conquises par l'opposition aura une portée considérable. Toutes ces télévisions diffuseront les films de Lazar Lalic, en particulier les premiers réalisés sur la propagande de Milosević *les mots et les images de la*

²⁵¹ Lalar Lalic sera soutenu par le CCFD pour la réalisation de ses films et l'édition de la revue « Rights for Pictures and Words ». Du CCFD il nous dira « Nous n'avons pas poursuivi notre coopération avec le CCFD mais j'ai beaucoup d'estime pour cette ONG. Elle est la seule qui nous ai vraiment écouté. Je trouve aussi très impressionnant qu'elle travaille avec tous les gens qui s'opposent à la guerre à la censure etc.. qu'ils soient serbes, croates ou autre... De plus un organisme catholique qui travaille avec les orthodoxes, comme à Pakraç par exemple, c'est la preuve d'une grande qualité »

haine, tandis que son travail sera présenté à l'étranger dans de multiples conférences, formations de journalistes, ...

Deux projets plus ambitieux ont suivi : l'un sur *les banquiers de Milosević*, et l'autre intitulé *le retour de 1984*.

« Aujourd'hui, nous avons suspendu nos activités politiques. Trop de difficulté à trouver les moyens de notre travail. Nous ne sommes pas dans les orientations de US AID, Soros ou autres donateurs qui font la politique de production indépendante en Serbie. Nous n'avons pas les moyens de faire du lobbying international. Nous travaillons maintenant sur un projet de film sur la toxicomanie, diffusé sur Studio B. : discours officiel d'un côté, images choc de l'autre. Cependant, dans le contexte actuel, notre équipe survit à peine. Nous avons juste acquis les moyens matériels minimum permettant de monter nous même nos films, c'est ce qui nous permet de tenir.

Les journalistes de CNN ou autre ont passé beaucoup de temps avec nous. Mais lorsqu'ils repartent chez eux, Prague, Paris, Londres, New York... Ils sont loin. Nous n'existons plus. C'est leur rythme de leur activité occidentale qui les reprend. Pas le moindre feed back !»

Stand and Watch

Lazar Lalic est un homme enthousiaste et blasé à la fois. Dix années de lutte passées à dénoncer la manipulation médiatique du régime et à enregistrer avec effroi les pires images sur les carnages perpétrés par son pays n'ont pas eu raison de sa rébellion. Dix années « underground » consacrées aussi au stockage méticuleux des images et des discours diffusés par CNN, CBS et tant d'autres télévisions mondiales sur les événements terribles de la Yougoslavie décomposée. Démonter la propagande, montrer la manipulation, faire la preuve que tout cela a été monté de toute pièce par un régime maître des ondes et des discours. Un véritable sacerdoce. Mais en même temps une gageure. Car Lazar Lalic le sait, les images des télévisions étrangères qu'il a si souvent regardées et archivées le montrent bien, même si elles ont *«diabolisé les serbes même si CNN à joué le bloody show , même si la télévision française aussi a diabolisé les Serbes, en Serbie tout le monde savait ou pouvait savoir»*.

Ainsi ses propres films sur la propagande de Milosević, montés dans des caves avec quelques journalistes et techniciens rebelles pour montrer comment le régime avait réussi à entraîner le monde serbe dans le pire, apparaissent-il maintenant à ses yeux mêmes comme une preuve du silence belgradois devant le déroulement sous leurs yeux. Comme si, tel que l'a écrit un

journaliste de Libération²⁵², « *malgré l'existence d'une presse indépendante, malgré ces quelques 150 artistes et intellectuels qui se sont opposés officiellement au régime de Miloseviç _ malgré et avec eux _ , Belgrade semblait avoir définitivement choisi l'attitude du stand and watch. (Comme si,) après avoir joué l'insouciance puis l'insoumission () cette 'galaxie de Belgrade', cosmopolite et européenne, (s'était) vidée progressivement de son sens en se vidant de son sang: no future pour certains, pour d'autres une mort précoce ou la guerre à jamais gravée dans la tête ()* ». Une réalité que Lazar Lalic a du mal à accepter, tout en s'y incluant un peu aussi. C'est bien là ce qui le fait le plus souffrir.

« *La galaxie européenne de Belgrade* », c'est là une réalité contradictoire que n'a pas compris l'occident, indique Lazar Lalic : « *La Serbie est le dernier pays pluri-ethnique des Balkans. 70% de Serbes seulement ! Mais maintenant c'est fini. Nous sommes au cœur de trois civilisations au moins, mais la Serbie appartient à l'Europe. Pas à l'orient ! C'est la base du conflit avec les Albanais. Les deux peuples sont malheureux.* » Une Serbie européenne mais en même temps un autre monde : « *Je comprends bien le raisonnement occidental pour classer les pays : La Pologne c'est OK, la Serbie, ça ira bientôt ! Mais vous ne pouvez pas utiliser les mêmes modalités démocratiques à Belgrade ou Prishtina qu'à Londres ou à Paris !* »

Humour noir et perte de sens

« *Les télévisions mondiales ont créé un stéréotype du Serbe. Elles ont créé une opinion publique mondiale, alors qu'en parallèle, la radio Télévision de Serbie ne diffusait plus qu'à 30 personnes. On a pris ça avec humour noir. Que faire d'autre ?*

Les télés mondiales n'ont montré que les images de l'exode des Albanais. Pour nous qui avons combattu les crimes de Miloseviç, c'est très dur de se voir dans ce stéréotype. Mais personne n'a parlé des 200 000 Serbes qui ont définitivement quitté le Kosovo »

Lazar Lalic est désabusé et peut-être aussi désorienté. S'il déplore que « *les criminels serbes se soient réfugiés en Serbie sous la protection de la communauté internationale* », c'est pour ajouter aussitôt « *les serbes qui sont restés au Kosovo ont été expulsés et agressés. On a fait la grande Albanie. Quel sens ça a ? ! Il y a au Kosovo une épuration ethnique sous la*

²⁵² Alexandre Levy - Libération 08 02 97

protection de la communauté internationale. Ca n'a pas de fin, c'est le risque futur en Macédoine. En réalité, Le pluriethnique, ça ne peut pas marcher, n'est-ce pas ? »

Médias : nouvelles gauche et tradition d'autocensure.

« La radio télévision officielle n'a pas changé suffisamment. Il reste beaucoup de journalistes d'avant. Alexandre Seveniaka, le nouveau directeur, il essaye quelque chose, mais sans transformations radicales. Rien ne change suffisamment. Il faut que ce soit une télé d'Etat mais pas de parti politique. Cette mutation n'est pas faite. Les médias qui se sont créés après 96 restent encore actifs, mais ils n'ont pas plus de moyens que les producteurs indépendants. Ils survivent tout juste. »

A propos de la presse écrite ? *« Les mentalités n'ont pas réellement évolué : les journalistes indépendants d'aujourd'hui étaient communistes avant. Les codes et les mentalités restent : ils font de l'autocensure, c'est une tradition de soumission. Les jeunes n'ont pas la place. Les vieux anciens sont devenus les “ grands dissidents ” ! C'est très difficile. Il faudrait d'abord qu'on meure, nous, le vieux monde. Après quelque chose sera possible »* ajoute-t-il en riant d'un air triste. *« Aujourd'hui, tout le monde a de la démocratie plein la bouche. Tous les dissidents sont de gauche. Si vous êtes un peu au centre, vous êtes tout de suite classé de nationaliste fasciste.... Il n'y a pas encore de liberté d'opinion. Mais tout ça viendra... »*

Mafia et crise économique

« La crise économique est terrible. La situation de la Serbie est bien pire que celle de la Pologne à l'heure de la transition. J'ai de l'expérience, je crois, mais je n'avais pas envisagé que cela puisse être aussi grave. C'est très dangereux. La criminalité est très élevée. La mafia est partout, même le nouveau pouvoir serait corrompu. Mais là je n'ai pas la mesure. »

Otpor ! (Résistance !) “

« Ils ont un rôle extraordinaire dans le mouvement qui fait chuter Milosević. Ils ont payé le prix fort. Mais ils ont moins d'impact aujourd'hui. Actuellement, ils mènent une grande campagne civique contre la mafia. Il y a des affiches 4x3 partout dans Belgrade. »

Vérité

La fille de Lazar Lalic est journaliste et réalisatrice. Son fils est cameraman. Tout deux l'ont suivi dans son engagement durant dix années. Elle, avec un ami et le matériau capitalisé par

Lazar réalise dans son studio underground une émission diffusée tous les jours sur la chaîne Studio B. L'objet ? Une opération vérité et en même temps une recherche de ce qu'aurait pu être un journalisme d'information honnête durant cette période terrible. Ainsi, tous les jours sont montés 12 minutes de reportages sur les événements survenus dix années auparavant en ex Yougoslavie, à partir des images stockées par Lazar et issues des chaînes du Monde et de Serbie. Tous les jours de cette année 2001, le film journalistique des événements de *n moins dix*. En septembre, ce sera le massacre de Vukovar. En direct à la télévision comme si c'était l'actualité du présent. La voix de la présentatrice de ce journal télévisé est celle de la présentatrice vedette de la RTS à la date des faits. « *Quand on lui a demandé de faire ça, elle a répondu ' je sais ce que vous voulez. Vous voulez que je joue le rôle que j'aurais dû jouer à cette époque. Comment refuser ? Je suis d'accord. ' Tout le monde regarde cette émission. C'est une fascination. Mais en même temps, la plupart des gens demande pourquoi montrer ça ! C'est le passé ! Il faut oublier ça ! Mais nous avons tant oublié de choses* commente Lazar Lalic. *Mais vont-ils tenir ? C'est très dur moralement. Et ils n'ont aucun moyen, seulement le matériau que nous avons accumulé durant ces années et le petit matériel dont nous disposons. »*

ONG serbes, donateurs étrangers et priorités?

« *Il y a trop d'ONG qui se sont créées en Serbie. On en fait plus la différence entre les profiteurs de la guerre et ceux qui produisent un vrai travail. Les donateurs devraient partager leurs financements sur les vraies priorités : la pauvreté, les Roms et les médias. A propos des médias, la question de la production indépendante est déterminante. Là les donateurs Soros, Us Aid, etc... constituent une corporation qui privilégie toujours les mêmes, ceux qui font leur politique : pour accéder aux moyens de cette corporation, il faut faire ses preuves. C'est le nouveau discours officiel ».*

Carnets d'enquête. Belgrade, taxi, bombardements, départ des Chinois, malaise dans l'interaction.

Depuis notre arrivée, nous ressentions un malaise peser sur les échanges avec nos interlocuteurs du Centre Anti-guerre²⁵³. Nous avons d'abord pensé que ce malaise pouvait

²⁵³ Nous ne parviendrons pas à rencontrer Sonja Biserko à l'étranger lors de nos deux périodes d'enquête en Serbie

être imputable au fait que nous étions Français et que la France avait participé aux bombardements, ou bien au fait que nous aurions pu laisser transparaître un jugement quand à leur manière d'aborder les Droits de l'Homme, bien que nous ayons pris garde à ne pas adopter une telle posture étant bien au contraire tout attachés à comprendre leurs manières de penser et de faire. Au fur et à mesure que se déroulaient nos entretiens avec les acteurs du Centre Anti-guerre « canal historique », nous découvrirons que si ces éléments pouvaient être bien sûr un facteur du malaise, c'est la composition de notre équipe qui suscitait un doute et mobilisait des stéréotypes. Un indice conduisait à cette hypothèse : le fait que personne ne parlait jamais à Ahmed, ou bien on répondait à ses questions sans le regarder.

La compréhension claire de cette évidence qui nous échappait encore survint au cours d'une conversation avec un chauffeur de taxi à qui nous avons demandé de nous prendre en charge pour la journée afin de visiter Belgrade. Avec lui aussi la défiance était manifeste, bien au-delà de la question des bombardements qui avait été si l'on peut dire évacuée après qu'il nous ait emmenés pour nous montrer les traces des destructions.

« Vous voyez, ici, presque tous les ponts ont été détruits. La ville est devenue invivable. Mais ce n'est pas le pire. Il faudra d'énormes moyens pour enlever les blocs tablés dans le fleuve. Le fleuve c'est le cœur de l'économie de la Serbie et de tous les autres pays qu'il traverse. Il n'y a plus de trafic des grands cargos fluviaux. C'est une catastrophe. Ils ont aussi détruit presque toute l'informatique de la capitale en lâchant des nuages de micro particules de métal à ce qu'on dit, ça tue les ordinateurs petit à petit. (...) Et qui va payer tout ça ! C'est malheureux ! On ne méritait pas ça ! »

Plus tard l'homme nous conduit un peu à l'extérieur de la Ville. Il tient à nous montrer d'autres effets des bombardements. *« Vous voyez cet immeuble, là bas, cette grande tour. A l'avant dernier étage c'est tout noir, il n'y a plus de vitre. C'était une télévision qui appartenait à la famille de Milosević. Et bien les américains, ils l'ont détruite. Un seul missile, tiré exactement au bon endroit, et paf ! Plus de télévision. Vous voyez ! Quelle précision ! Alors on ne viendra pas me dire que le missile qui a touché l'ambassade de Chine juste derrière, là bas à trois cents mètres, c'était un accident comme ils disent. Du bluff ! Ils voulaient envoyer un message aux Chinois et ils ont réussi. On dit que la Chine organisait toute les communications de la guerre ! En tout cas les Chinois sont tous partis, en une semaine. Y en a plus un. Je vais vous montrer. »*

A quelques centaines de mètres se trouvait une grande cité faite d'immenses immeubles en verre légèrement teinté de bleu, translucides et métalliques en même temps, entre perspective

monumentale et design recherché. *« C'est la cité des hommes d'affaires chinois et de leurs familles. Des conseillers militaires et des espions aussi. On ne sait pas vraiment. Et voilà, elle est vide. Ils sont tous partis, un véritable pont aérien, tout ça en quelques jours. Au revoir les chinois ! »*

Pris au jeu du récit et des réponses à nos questions, dans la dynamique du témoignage et de son analyse des faits et des conditions géostratégiques de ces bombardements, de leur attribution à l'impérialisme américain, entre mépris et fascination pour cette superpuissance, il nous avait construit un tout autre rôle que celui de français coresponsables de cette catastrophe.

Il restait cependant un malaise qui se traduisait par le fait que lui non plus ne s'adressait jamais à Ahmed, et évitait de répondre à ses questions. Après que ce mode d'échange bancaire eut pris place comme régime de discussion dans la voiture, et alors qu'il nous conduisait à un endroit de son choix pour déjeuner, l'approche des commensalités ouvrit à un moment d'interconnaissance. Lui était professeur d'économie et faisait le taxi parce que cela rapportait deux ou trois fois plus que son salaire de professeur. Nous parlions chacun à notre tour de ce que nous faisons dans la vie et de où nous habitons. Le fait que Michel ait maîtrisé en partie la langue serbe avait contribué à nous rapprocher. Vint alors cette question à Ahmed : *« - Oui vous habitez Lyon en France mais vous venez d'où ? - D'Algérie »* répondit Ahmed curieux du dénouement de cette nouvelle intrigue, *je suis français mais ma famille vient d'Algérie* ». L'homme s'exclama alors avec force, sur un ton enjoué et en français: *« Ahhhh ! Oui !!! Oui !!! Algérie, pays frère ! Beaucoup de relations avec la Yougoslavie. Algérie Pays socialiste ! »*

On sut ensuite que l'homme avait pris Ahmed pour un Turc, terme péjoratif employé à Belgrade pour désigner les Albanais en référence à l'occupation par l'empire Ottoman. L'Albanais, figure honnie du monde Serbe, aujourd'hui figure de l'envahisseur par la natalité, figure du grand remplacement dirait-on aujourd'hui dans la France crispée sur l'immigration, considéré comme étant à l'origine de tous les troubles qui bouleversaient le monde Serbe et qui s'était approprié les terres ancestrales dont il chassait maintenant les derniers habitants serbes.

De retour au centre anti-guerre le lendemain pour une rencontre avec les coordinateurs de Most et de groupe 484, nous avons décidé de tenter de lever ce malaise, ou tout au moins d'en éprouver la raison découverte avec le chauffeur de Taxi. Alors qu'il se passait les mêmes scènes de non réponse aux questions d'Ahmed, j'exprimai mon interrogation sur cette

pratique en proposant de lever les malentendus s'il y en avait, suggérant pour cela de mieux nous présenter mutuellement et de repréciser le but de nos rencontres. L'effet fut le même qu'avec le chauffeur de Taxi « *Ahhhh ! Oui !!! Oui !!! Algérie, pays frère. Beaucoup de relations avec la Yougoslavie. Algérie Pays socialiste !* » Comme une ritournelle nostalgique du *Monde de Tito*.

La mise à jour de cette attribution d'identité négative à Ahmed posait cependant un problème en ce que cela pointait leur manière de considérer les Albanais et leur empêchement dans les stéréotypes. J'essayai de suggérer que cette « méprise » pouvait avoir été suscitée par le fait que j'avais peut-être parlé avec ambiguïté de mes missions au Kosovo. Cela ne levait en rien le problème, mais l'intention était là et avec la référence algérienne, l'insistance sur le pedigree d'Ahmed comme chercheur, ajoutées au rappel du rattachement de notre mission au CCFD, nous propositions une porte de sortie pour ne pas humilier nos hôtes. Chacun s'en tint là, par souci de dépasser la situation et de préserver les cadres. Alors que nous finissions notre réunion, Marina (nous l'avons citée plus haut) qui y participait nous accompagna jusqu'à la porte et s'adressa à nous en français. « *Vraiment, je m'excuse pour cette attitude. J'en ai honte. Ce n'est pas vous le problème. C'est nous qui avons un problème dont nous avons du mal à nous défaire, surtout depuis la guerre du Kosovo. Cela détruit le sens de notre travail* » Elle nous donna son numéro de téléphone avec insistance pour que nous nous retrouvions avec son mari dans un café, exprimant une véritable envie de nous rencontrer, de parler, d'échanger des idées, dans une forme d'hospitalité ouverte sur le monde.

Chapitre 3 – Otpor ! ou l'étrange histoire d'un mouvement de mobilisation des jeunes pour la démocratie.

Otpor! ou l'invention de la révolution par la « soft power ».

En 2001, les quartiers du centre ville de Belgrade étaient à l'image que ce que nous percevions de l'état d'esprit de la plupart de nos interlocuteurs. Aussi valeureux aient-ils été, ils étaient comme en suspens, entre le passé tumultueux et un avenir incertain, amers et en même temps accrochés à la fierté du travail entrepris depuis de longues années, privés de perspectives aussi par l'avènement d'une démocratie nationaliste qui plaçait une part de leurs leaders aux affaires. Milosević était tombé, mais quel était le projet ?

Ajouté aux destructions ciblées des bombardements, les infrastructures routinières, les façades des commerces comme les produits qu'on pouvait y acheter, les transports en commun, les voitures privées...tout semblait dégradé, au bout du rouleau, rafistolé, déclassé et ambivalent.

Sur les places du centre ville cohabitaient des stands de groupuscules nationalistes serbes vendant des bouteilles de bières étiquetées avec les emblèmes de milices, des croix celtiques et des slogans revanchards, des badges et des autocollants sans équivoque. En face, à quelques mètres, d'autres stands, ceux de pacifistes, de militants contre la corruption, proposant presque le même attirail, moins agressif cependant, et avec en plus des revues et des livres financés par des fondations ou des ONG internationales.

Ce qui détonnait le plus dans ce paysage était la campagne massive du mouvement Otpor! contre la corruption. Partout dans la ville on voyait les panneaux publicitaires 4x3 occupés par les affiches de la campagne. Un design d'avant-garde. Des messages simples et percutants. Des couleurs vives mêlées de forts contrastes. Des motifs et des polices de caractères inédites dans le monde de l'ex-Yougoslavie. Des affiches qu'on aurait bien vu à Londres, New-York, ou Berlin, à Paris peut-être. Entre art contemporain et publicité Hight Tech.

Selon tous nos interlocuteurs, Otpor! a été la clé de la victoire électorale qui a fait chuter le régime et qui a placé au pouvoir une coalition de courants et de personnalités qui jusque là n'avaient pas réussi à s'entendre pour proposer une alternative électorale au régime.

La plupart des auteurs qui ont relaté l'avènement d'Otpor! dans la scène politique serbe, situe ce mouvement comme une émergence inventive issue des mobilisations d'étudiants, en 92, puis en 96 et 98 où la réforme universitaire et l'éviction d'enseignants a contribué à l'engagement de leur corps auprès des étudiants.

Structure horizontale, même dans son noyau le plus actif semble-t-il estimé à une vingtaine de personnes, le mouvement Otpor ! se déploie progressivement dans les villes conquises par l'opposition puis dans toute la Serbie pour atteindre, à son pic de mobilisation, entre 50 000 et 70 000 adhérents.

Des figures des jeunes générations de la conscience critique anti-guerre et réfractaires à la contamination nationaliste s'y impliquent comme par exemple Jelena Bjelica²⁵⁴, jeune militante féministe et anti-nationaliste, figure du *Centre pour la décontamination culturelle de*

²⁵⁴ Jelena Bjelica. Née en 1977 Journaliste, correspondante au Kosovo, militante féministe et activiste du Centre pour la décontamination culturelle de Belgrade. Spécialiste du marché de la prostitution, elle a notamment écrit l'ouvrage Jelena Bjelica. L'esclavage des femmes de l'Est .

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Prostitution-l-esclavage-des-filles-de-l-Est-5831>

*Belgrade*²⁵⁵, et bien d'autres militants déjà aguerris qui viennent en renfort des milliers de jeunes qui rejoignent les groupes locaux du mouvement, les manifestations et les campagnes.

Dès la fin de 1998, Otpor ! déborde l'enjeu universitaire et devient le lieu de rassemblement d'une génération entière qui entre en résistance contre le régime. La destitution de Milosević devient le but explicite du mouvement. Otpor ! interpelle dès lors énergiquement les partis politiques paralysés par leurs stratagèmes et leurs ambivalences.

Les militants du mouvement Otpor ! sont la cible d'une répression féroce mais qui ne parvient pas à le « décapiter » en raison de sa structure horizontale, mais aussi de ses formes d'action inédites.

Otpor ! conjugue en effet des outils et des méthodes de mobilisation et de communication mixant des techniques de marketing avec des modalités d'« agit prop » inventives et irrévérencieuses, des supports technologiques de coordination qui échappent au contrôle du régime (les téléphones portables et les SMS²⁵⁶), et mixe les répertoires d'action, comme par exemple avec ses caravanes de concerts rock, punk ou Hip Hop dont les groupes relaient les arguments et logos de campagne dans leur paroles, affiches, interview... Ces outils et

²⁵⁵ Le CZKD (Centre pour la décontamination culturelle de Belgrade) est une organisation indépendante et supranationale qui, depuis 1993, a travaillé dans le but de raviver l'esprit libéral des arts et le discours public dans des conditions impossibles.

Le 1er janvier 2001, le Centre a célébré ses 6 ans d'existence au Pavillon Historique Veljkovic, où il y a eu plus de 2000 expositions, performances et événements publics.

Le but du Centre est de métamorphoser l'atmosphère sociale qui a été contaminée par l'orchestration nationaliste, la haine et la destruction. Ces événements ont attiré des milliers de personnes de tout âge, toute catégorie sociale et les médias de l'ensemble du pays et du monde.

Non affilié à un quelconque parti politique ou bien à une organisation gouvernementale, le CZKD produit à la fois des événements et offre un espace pour des artistes et professionnels de la Culture, afin de travailler avec des congénères d'autres terres yougoslaves et étrangers. (...)

<http://www.artfactories.net/CZKD-Centre-de-decontamination.html>

²⁵⁶ Otpor : le poing levé de la lutte non-violente.

Rencontre avec **Srdja Popovic**, co-fondateur d'Otpor au siège du Center for Applied Non-Violence Actions and Strategies (Centre pour les stratégies et les actions non-violentes appliquées, ou CANVAS), l'organisation qu'il dirige, à Belgrade.

Publié(e) par Raphaëlle Constant le 25 janvier 2013 à 20:00

<http://atelier.rfi.fr/profiles/blogs/otpor>

« Quand on utilisait massivement les sms pour les élections de Serbie en 2000, ce qu'on avait fait, c'était acheter une carte sim au kiosque. On la mettait dans un ordinateur et on envoyait autant de sms que le crédit pré-payé nous le permettait. Et on écrivait dans le sms: "24 septembre 2000, allez voter contre Milosevic, il est fini. Faites circuler." Et quand vous receviez ce message, vous pouviez l'envoyer à tous vos contacts. Et on pensait que c'était le top de la révolution technologique, on était très fiers de pouvoir ajouter une nouvelle technique aux méthodes prônées par Gene Sharp en 1998, et vous savez quoi? Maintenant, on fait de la pub pour les jeans Levi's de cette manière ! Donc la technologie se développe rapidement. Et vous savez, il y a eu beaucoup de gros titres partout dans la presse pendant le printemps arabe sur la révolution Facebook, la révolution Twitter... »

méthodes inédites désorientent le dispositif répressif et suscitent engouement et engagement en masse pour les reproduire dans toutes les régions de la Serbie.

La stratégie de communication du mouvement repose sur la conjugaison de deux axes de campagne. Un axe positif, qui énonce sous toutes les formes que « *renverser Milosević, c'est possible !* » et qui dessine un horizon de l'après régime, exerçant en même temps une pression sur l'opposition dispersée pour qu'elle s'entende. Un axe négatif consacré à la dégradation de la figure de Milosević et à discréditer de maintes manières ses procédés d'action et ses décisions.

Otpor ! cherche non seulement à le discréditer aux yeux de la population, mais aussi, spécifiquement aux yeux des corps institués sur lesquels s'appuie le régime : la police, l'armée, l'église orthodoxe, dans lesquels il s'agit de trouver des alliés.

Plutôt que de chercher l'affrontement dans les manifestations qui se veulent en même temps offensives, Otpor ! inaugure des formes d'action non violente de diverses natures : aborder la police avec des fleurs, etc...

Dans ces conditions, la répression offre un matériau idéal à la stratégie de discrédit et de ridiculisation par l'humour. Le renversement de la force répressive par la discréditation de la démesure de la violence face à des jeunes qui portent des fleurs et s'exposent sans violence est érigée en doctrine.

« D'un point de vue stratégique, le fait de mettre l'accent sur l'humour dans un espace public saturé de kitsch et de propagande s'était révélé pertinent. L'action était devenue comique et bénigne. Son contenu allégé a enlevé encore plus de sens aux inévitables arrestations. Arrêter des gamins de voisinage parce qu'ils avaient fait des bêtises dans la rue sous prétexte de leur « action subversive et terroriste » n'avait simplement aucun sens pour les parents et les grands-parents ordinaires [...]. Enfin, les effets de la confrontation directe du régime avec le mouvement étaient définis dans le cadre de cette stratégie visant à présenter Otpor comme la principale victime à l'échelle nationale. Il est bien connu que la persécution des victimes inspire de la sympathie à leur égard, et parfois même des conversions directes de certains membres du régime, si bien qu'elle avait créé au sein des supporters de Milosević une « opposition interne » (Srdja Popovic cofondateur du mouvement Otpor!, 2001, p. 6-7 cité par Slovodan Naumovic²⁵⁷)

²⁵⁷ Slovodan Naumovic. Otpor ! et « La révolution électorale » en Serbie, Socio-anthropologie [En ligne], 23-24 | 2009, mis en ligne le 29 juin 2010, consulté le 12 février 2019. URL : <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/1248> ; DOI : 10.4000/socio-anthropologie.1248

L'imagination du noyau fondateur en matière de dispositif de discrédit dénote dans le paysage Serbe. Ainsi cet exemple raconté par Srdja Popovic ²⁵⁸, « *L'exemple le plus connu de ce qu'on appelle désormais le "Laughtivism", c'est-à-dire l'activisme par le rire. C'est à la fin de l'année 1999, en plein centre ville à Belgrade. Nous avons pris un baril de pétrole pour en faire une grosse tirelire. Nous avons mis la tête de Miloseviç dessus. Si vous glissiez une pièce de monnaie dans le baril, vous pouviez utiliser une batte et frapper le visage du Président qui était peint sur le baril. Le bruit puissant attirait les gens, il y avait une queue immense.*

Bien entendu, nous étions assis à un café juste en face en train de boire un verre. La police est arrivée. Quand elle s'est retrouvée là, elle était face à un grand dilemme: qui est-ce qu'ils allaient bien pouvoir arrêter ? Les clients avec leurs enfants qui s'amusaient à frapper sur le baril? Absurde. Nous arrêter nous ? Nous n'étions plus là. Et finalement, ils ont fait la chose la plus stupide qui soit, ils ont arrêté le baril. La photo avec la tête de Miloseviç sur le baril en train d'être embarquée dans la fourgonnette de police a vraiment fait une belle "une" dans les journaux. On a donc continué d'utiliser l'humour, et je pense que c'était un enseignement très utile pour d'autres mouvements. Ces hommes si puissants ne supportent tout simplement pas qu'on se moque d'eux. En restant si longtemps au pouvoir, ils perdent contact avec la réalité. Et en se voyant à la télé et sur les panneaux d'affichages, ils prennent la grosse tête. Donc si vous vous moquez d'eux, il y a de bonnes chances qu'ils fassent de grosses bourdes, et en faisant des grosses bourdes, qu'on se moque encore plus d'eux et qu'ils perdent encore plus d'autorité »

En même temps qu'elle fragilise la position de Miloseviç, la mobilisation d'Otpor ! exerce une pression sur l'opposition politique éclatée en une nébuleuse de partis dont l'incapacité à s'entendre pour faire tomber le régime lors des élections précédentes est alors placée au centre des enjeux politiques, comme l'illustre cet extrait d'une correspondance de Petra Markovic pour Libération à Belgrade le 29 Mai 2000 : ²⁵⁹ « *Cela devait être un «grand meeting», au cours duquel les principaux leaders de l'opposition serbe devaient dévoiler une «nouvelle*

²⁵⁸ Otpor : le poing levé de la lutte non-violente

Rencontre avec **Srdja Popovic**, sur rfi. Op.cit.

<http://atelier.rfi.fr/profiles/blogs/otpor>

²⁵⁹ Par Petra MARKOVIC — Libération du 29 mai 2000 à 00:45 - Belgrade, correspondance.

La Serbie, la résistance s'organise. Le groupe étudiant Otpor émerge de plus en plus dans l'opposition divisée.

https://www.liberation.fr/planete/2000/05/29/en-serbie-la-resistance-s-organise-le-groupe-etudiant-otpor-emerge-de-plus-en-plus-dans-l-opposition_325328

conception» de leur lutte pour renverser Slobodan Milosević. Il n'en fut rien. Entre 10000 et 15000 personnes, dont des milliers venues de province, ont répondu à l'appel. Elles sont reparties déçues de la place centrale de Belgrade. Le rassemblement de samedi, semblable à tous égards aux précédents, a révélé une opposition en panne de stratégie face à un pouvoir qui ne cache pas sa détermination à se maintenir en place à tout prix.

L'«opposition unie» (depuis le 10 janvier) entendait montrer qu'elle était à l'unisson. Ce fut la cacophonie. Le leader du Mouvement serbe de renouveau (SPO), Vuk Draskovic, d'habitude exalté, a exhorté les mécontents à la résistance pacifique. Le président du Parti démocrate (DS), moteur de l'Alliance pour les changements, Zoran Djindjic, leur a fait la leçon, en leur disant qu'ils devaient d'abord «se battre» avec la police, puis demander à l'«opposition de les aider». D'autres ont enfin appelé à des élections générales anticipées.

La foule n'a été sensible qu'au discours d'un représentant d'Otpor (Résistance), un mouvement de jeunes dont l'audience ne cesse de croître. Nemanja Nikolic, étudiant de Krusevac, a donné jusqu'au 31 mai à l'opposition pour qu'elle accepte «le plan d'Otpor» pour s'opposer à la répression. Ce plan prévoit que les leaders de l'opposition s'associent à des mouvements de grève de la faim lancés par les étudiants et les enseignants à chaque fois qu'un étudiant est arrêté et brutalisé par la police (...)

Des foyers de résistance spontanée surgissent un peu partout. A Valjevo, récemment, des manifestants ont empêché la police d'emmener deux membres d'Otpor qui venaient d'être arrêtés. Sous la pression des manifestants, des activistes d'Otpor ont été libérés, notamment à Novi Sad et à Valjevo. A Sombor, la police a dû renoncer à saisir des haut-parleurs qui diffusaient le bulletin d'information de la radio de Belgrade B2-92, qui n'émet que par satellite depuis que le pouvoir a fait main basse sur l'unique chaîne de télévision d'opposition, Studio B. Nul, cependant, ne peut prévoir comment va évoluer la situation, et les pessimistes craignent un dénouement violent, à l'instar de celui qu'a connu l'Albanie pendant les émeutes du printemps 1997.»

Du côté de l'opposition, la tentative du régime de reconsolider sa position en jouant sur la thématique de la « reconquête » du Kosovo n'a pas été critiquée pour son contenu, mais en tant que procédé. (« il nous remet en guerre à chaque fois qu'il est en danger »). Dans cette reconfiguration de la scène politique, les bombardements de l'Otan sur Belgrade à la suite de « l'échec » des accords de Rambouillet entre les parties serbes et kosovares-albanaises apparaissent comme une pièce à charge dans un procès public du personnage Milosević et de

ses procédés calamiteux, et non pas sur le fond nationaliste de sa politique partagé par une large part des forces dites démocrates.

De plus, même s'ils consacrent le discrédit international de la politique du régime, comme on l'a évoqué plus haut, les bombardements sont simultanément vécus comme une injustice par nombre de militants opposants à la Milosević, une trahison et une stigmatisation de l'identité Serbe.

Cependant contrairement aux attentes de l'opposition, l'échec de la stratégie de Milosević au Kosovo qui s'achève avec les bombardements ne l'a pas affaibli mais au contraire radicalisé.²⁶⁰

Du côté de l'opposition après les échecs des scrutins précédents et en particulier celui de 1996, l'impératif de constituer une coalition s'impose, arbitrant les compétitions quitte à reléguer au second plan les divergences profondes sur les plans du nationalisme et du projet politique pour la Serbie.

L'aide internationale qui apporte les moyens d'existence aux partis et qui soutient la création de radios, journaux et associations pousse en ce sens.

Au niveau international, nombre d'auteurs observent comme l'on fait les personnalités militantes des droits de l'Homme que nous avons citées plus haut, que, de 1994 aux accords de Dayton puis à l'année qui les suit, Milosević apparaissait aux yeux des puissances internationales (groupe de contact et OTAN) comme l'homme de la situation, le plus à même d'assurer la stabilité dans la zone, quitte à tolérer la manipulation des élections ou l'annulation des résultats (1996 notamment) et autres protections des criminels de guerre...

Ce n'est plus le cas à partir de 1996 et surtout à partir de 1998.

Jusque là les puissances internationales prétendaient contenir les débordements de Milosević par le jeu des sanctions économiques et d'une tolérance à la politique de protection apportée par le régime aux nationalistes radicaux de Republika Srpska, aux milices et aux criminels de guerre qui échappaient ainsi au TPY. Mais il semble que la surenchère nationaliste du régime, ses manipulations répétitives des élections, et l'impasse de l'après Dayton en Bosnie découlant de ce statu quo, aient conduit les forces internationales à changer de point de vue,

²⁶⁰ Tomic Yves. La vie politique en Serbie de 1987 à 2004 : une chronologie. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 35,

2004, n°1-2. Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro. pp. 59-83;

doi : <https://doi.org/10.3406/receo.2004.1643>

https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1643

les Etats Unis en particulier. L'offensive Serbe en 1998 visant à *mater* la résistance Kosovare a fini de les convaincre. D'homme du moment, Milosević est devenu le problème.

L'enjeu international est maintenant le renversement du régime par la voix électorale. Slovodan Naumovic ²⁶¹ cite deux rapports de l'USIP (United State Institute of Peace) de 1998 et 1999 qui décrivent explicitement les analyses et les motifs et la détermination américaine à pousser la Serbie vers une *transition démocratique*. La NED, National Endowment for Democracy qui regroupe notamment les fondations des partis politiques au delà des clivages idéologiques internes à la politique US, sera très active dans la stratégie élaborée pour accompagner les multiples acteurs serbes. Cette stratégie s'appuie sur une allocation de moyens considérables et l'élaboration d'une division complexe du travail entre associations, partis d'opposition et mouvements sociaux, dans laquelle Otpor ! jouera un rôle central, les deux grandes composantes de la NED se partageant les rôles dans le soutien aux acteurs clés: « *La fondation du parti démocrate américain – le National Democratic Institute – conseille les partis politiques d'opposition tandis que la fondation du parti Républicain – International Republican Institute – s'attache à concentrer ses efforts sur le mouvement de jeunesse Otpor !* »

Aux partis politiques et à Otpor ! il faut ajouter une troisième pièce pour constituer le triptyque permettant de maîtriser le « *moment électoral* » analyse cet auteur. Stratégiquement, il s'agit de « *susciter la suspicion de fraude électorale* » pour motiver le développement d'organisations sociétales capables d'organiser des opérations massives d'observation électorale qui joueront un « *rôle décisif dans la protection du vote après la journée électorale* » notamment le CESID (Centre pour les élections libres et pour la démocratie) ²⁶².

La formation joue un rôle essentiel dans cette stratégie poursuit-il: « *Les ressources matérielles ne peuvent avoir une consistance qu'à partir du moment où ces jeunes partagent des idées et des valeurs communes. Les diverses formations assurées par ces ONG et ces fondations [mobilisées dans la stratégie de la NED] permettent de diffuser des connaissances et de transmettre un savoir-faire nécessaires à la transformation de Otpor ! en un mouvement non violent.*

²⁶¹ Slovodan Naumovic, Op.cit.

²⁶² En 2000, « La coalition politique DOS et le mouvement Otpor s'appuient aussi sur un autre acteur qui a joué un rôle moins médiatique mais tout aussi déterminant : le CESID (Centre pour les élections libres et pour la démocratie). Cette ONG serbe est une coalition d'ONG locales ³ spécialisée dans l'assistance électorale. Elle produit des statistiques sur les résultats électoraux et observe les élections. Ses milliers d'observateurs électoraux ont eu la capacité le jour du scrutin de délégitimer les résultats officiels en constatant des fraudes et en contestant les résultats officiels du régime. »

(...)

Une étude comparative de Freedom House sur la manière de conquérir la liberté et d'instaurer une démocratie stable, à laquelle avait également pris part Peter Ackerman, un des conseillers d'Otpor, indiquait que dans la majorité des cas analysés dans le monde, le facteur principal du changement était : « [...] une résistance citoyenne non violente, dotée d'une assise large employant les tactiques telles que le boycott, les manifestations massives, les occupations, les grèves et la désobéissance civique opposés aux chefs autoritaires dépourvus de légitimité et érodant leurs sources de soutien, y compris la loyauté de leurs défenseurs armés » (...).

Les nombreux séminaires de formation proposés par les ONG américaines sont donc l'occasion de diffuser des ouvrages théoriques sur le développement des formes d'action non violente. La réflexion d'un intellectuel américain Gene Sharp devient incontournable. Ce dernier a analysé l'émergence des mouvements non-violents dans l'histoire de Gandhi aux mouvements de résistances pendant la seconde guerre mondiale. Un de ces ouvrages propose à partir des différentes expériences historiques un mode d'action à adopter pour faire tomber une dictature. Ce petit opuscule « From Dictatorship to Democracy: a conceptual Framework For Liberation » a été traduit en serbe dans les années 1990 et a servi de manuel de formation pour les militants d'Otpor.

Certains séminaires ont été consacrés à ces techniques de résistances civiles. Ces transferts de connaissances et ces partages d'expériences se sont déroulés à diverses reprises en Europe de l'Est notamment par l'organisation d'un atelier de formation à Budapest, où un proche collaborateur de Gene Sharp, Robert Halwey [Ancien officier de l'armée américaine, vétéran de la guerre de Viêt-Nam, diplomate et « combattant pour la liberté en Birmanie »] a formé une vingtaine de dirigeants d'Otpor, en leur enseignant la théorie et les techniques de combat non violent développés par Gene Sharp. Ces séminaires avaient pour objectif dans un premier temps d'augmenter leur capacité d'analyse, leur permettant d'identifier les « fondations » du régime Milosević pour mieux les affaiblir. Ces formations comportent des aspects pratiques d'organisation d'un mouvement non-violent : créer une identité à travers des symboles, construire une image positive auprès de l'opinion publique, recruter des militants au sein de différentes couches de la société, y compris au sein des structures du régime, organiser des campagnes de communication à grande échelle, organiser des grèves et des manifestations, boycotter des marchandises, gérer la peur des arrestations et de la répression, etc.()

Otpor a donc occupé une place déterminée dans le cadre de la coalition élargie contre Milosević et a obtenu une importante assistance américaine qui repose sur des organisations gouvernementales, des fondations et des ONG plus ou moins visibles dans la société serbe. Comme le souligne le colonel Halwey dans le documentaire consacré à Otpor, un mouvement non-violent n'est pas un mouvement pacifique. C'est un mouvement qui s'inspire des techniques du combat militaire avec des moyens d'action civique. »²⁶³

S'il est clair que l'opposition ne peut réussir sans moyens, ceux-ci qui seront apportés par divers canaux américains notamment (jusqu'à 100 Millions de dollars au cours de l'année 2000 selon les critiques antimondialistes américains), elle ne peut non plus trouver d'accord politique sans l'agrément de Moscou²⁶⁴. Or si la Russie considère que la Serbie doit bien rester dans sa zone d'influence, la seconde guerre de Tchétchénie la place dans un embarras international qui semble l'empêcher de tenir une position dure face à la stratégie américaine.

La thèse de l'investissement US dans l'opposition avait été documentée dès 2000 au cours des événements, par les milieux opposés à la mondialisation libérale, américains notamment,²⁶⁵

²⁶³Slovodan NaumovicOp.cit

« On retrouve d'ailleurs ces principaux éléments dans un film documentaire devenu culte « Bringing down a dictator » qui circule aujourd'hui sous les manteaux dans toute l'Eurasie post-socialiste. La diffusion de ces connaissances sur le territoire serbe n'est jamais assurée directement par des Américains. Les jeunes serbes formés à Budapest deviennent des formateurs qui assurent la dissémination de ce savoir auprès d'activistes locaux d'*Otpor*. C'est la technique dite du TOT (Training of Trainers) qui met en avant la circulation des idées comme principal objectif. Ils sont parfois appuyés par des militants slovaques (du mouvement OK98) et de croates engagés dans les mêmes activités dans leur pays. Comme le rappelle l'un des dirigeants d'*Otpor*, Nenad Konstantinovic :

« Je voulais simplement dire combien nous vous étions redevables, à vous [OK98] et à la campagne d'appel aux urnes slovaque, parce que nous avons vraiment utilisé votre expérience pour notre campagne. Au fond, c'est votre expérience et l'expérience croate. Grâce à cela, nous avons été capables d'organiser une grande campagne d'appel à la participation électorale (*Otpor Delegation Luncheon Discussion At The International Republican Institute*, du 15/02/2001, p. 33) ».

²⁶⁴ Sonja Drobac. Serbie : Etat d'urgence ou élections. Monitor, Monténégro, mercredi 14 juin 2000, Traduit par Persa Aligrudic pour le courrier des Balkans.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/serbie-etat-d-urgence-ou-elections>

²⁶⁵Michel Chossudovsky - Comment les États-Unis ont créé une opposition corrompue en Serbie ? Extraits d'un texte sur l'opposition serbe écrit par Michel Chossudovsky, Jared Israël (États-Unis), Max Sinclair (États-Unis), Peter Maher (États-Unis), Karen Talbot (Covert Action Quarterly des États-Unis) et Niko Varkevisser (Global Reflexion, Pays-Bas).

100 millions pour la démocratie. <http://lautjournal.info/articles-mensuels/193/comment-les-etats-unis-ont-cree-une-opposition-corrompue-en-serbie> Texte original disponible sur le site Internet www.emperors-clothes.com

Voir aussi "Otpor is an American Tragedy" by Jared Israel (9-08-00) <http://www.emperors-clothes.com/articles/jared/otpor.htm>

qui avaient fait une critique radicale de l'instrumentalisation de la société civile et des partis politiques en Serbie, ciblant non seulement les ténors de l'opposition Serbe mais aussi Otpor ! Cette critique a été non seulement mal vécue par les militants et intellectuels engagés depuis de longues années contre le nationalisme et le régime de Milosević, mais aussi par d'autres militants antimondialisation libérale engagés au côté des réseaux anti-guerre et de la résistance au régime.

Ainsi la réponse de Bernard Dréano,²⁶⁶ président de l'ONG Assemblée européenne des Citoyens AEC, et figure du mouvement antimondialisation libérale en Europe, qui relaie la protestation de Vojin Dimitrijević président du Centre de Belgrade pour les droits de l'Homme rattaché au réseau de structures du centre Anti-guerre de Belgrade. Pour Vojin Dimitrijević, cette critique est *« une attaque odieuse et injuste contre tous ceux qui ne soutiennent pas le régime [de Milosević], y compris les jeunes qui ont été battus et torturés simplement pour avoir appelé leurs concitoyens à aller voter. (...) En soutenant le gouvernement au cœur de la bataille électorale, les auteurs démontrent qu'en fait, ils méprisent les Serbes et tous les citoyens de la Yougoslavie, qu'ils ne tiennent aucun compte de l'expression de leurs volontés politiques et qu'ils veulent manipuler les petites nations pour leurs intérêts idéologiques (et autres) globaux de la même manière que ces grandes puissances qu'ils critiquent si vivement par ailleurs (...) Pour ces "penseurs globaux", les Serbes ne méritent pas la démocratie et des élections libres »*

Dréano ajoute : *« Au nom de la lutte contre l'hégémonie américaine [les auteurs de cette critique] ont accrédité la fable selon laquelle la Yougoslavie de Milosević serait « punie » par l'impérialisme pour sa résistance à la globalisation. Cette thèse, qui est une des ficelles de la propagande diffusée par le parti mafieux « de gauche » JUL (Gauche yougoslave unie), de Mira Markovic, la femme de Milosević, les a conduit à condamner l'opposition serbe contre le régime à l'occasion des dernières élections. (...)*

De leurs confortables bureaux universitaires, Jared Israel, Michel Chossudovsky et leurs amis aveuglés par leur hostilité au gouvernement américain et à l'Otan, ne se préoccupent guère des conséquences de leurs positions. Faut-il en conclure qu'ils se sont engagés consciemment sous les étranges bannières de la mafia de Mira Markovic ? Militants reconnus de la lutte antimondialisation, ils servent sans complexe de relais à la propagande de ceux qui ont précipité depuis quinze ans le peuple serbe et les peuples de Yougoslavie dans

²⁶⁶ Bernard Dreano. Serbie : Les alliés inattendus de Milosevic. Le courrier des Balkans, lundi 2 octobre 2000
<https://www.courrierdesbalkans.fr/serbie-les-allies-inattendus-de-milosevic>

l'abîme. Ils diffusent ces thèses au sein de réseaux comme Attac ou les mobilisations anti-OMC. Il serait temps de les rappeler à la plus élémentaire décence. »

Même si pour une grande partie de l'opinion Serbe, Otpor ! a bien joué un rôle majeur dans le renversement du régime en octobre 2000, inscrivant dans l'histoire la « *révolution de velours* », le doute porté par la critique des acteurs antimondialistes persistera dans les milieux intellectuels critiques de l'expansion libérale, dans les médias russes²⁶⁷, et sera relayée par de nombreux journalistes spécialistes des Balkans ou qui suivront plus tard le déploiement la carrière inédite d'une partie des fondateurs du mouvement dans les révolutions de la « *soft power* » ailleurs dans le monde.

Entre analyse documentée d'une jonction entre des manœuvres américaines qui n'auraient fait qu'amplifier une dynamique déjà là²⁶⁸, et théorie du complot, la saga de certains membres du groupe d'activistes fondateurs d'Otpor ! devenus activistes professionnels consultants de la révolution non-violente partout dans le monde, dans l'Europe de l'est, les pays arabes, l'Asie ... continuera d'alimenter la chronique et les interrogations sur leur lien avec la CIA ou d'autres organisations américaines.

L'extinction de l'étoile d'Otpor ! en Serbie

Après le succès de la chute de Milosević, Otpor ! se consacrera un temps à des campagnes anticorruption en Serbie. Mais passé le challenge initial, le feeling n'est plus là. La politique reprend ses droits et la question du destin d'Otpor ! est posée dès la chute du dictateur.

En 2003, Otpor ! qui a perdu la plupart de ses militants, se reconvertit en parti politique. Son score aux premières élections où il présente des candidats n'excède pas 2,3%. L'organisation décide de se fondre dans le Parti démocrate (DS) de Zoran Djindjic, ancien membre du centre anti-guerre, devenu Premier Ministre du premier gouvernement post Milosević, et qui été assassiné pour avoir organisé le transfert de Milosević au TPY. La proximité d'Otpor ! avec ce parti date de plusieurs années au cours desquelles le jeune Srdja Popovic cofondateur du

²⁶⁷ Par exemple sur le site Sputniknews <https://fr.sputniknews.com/actualite/201402081022747679-otpor-la-meilleure-marque-serbe/>

²⁶⁸ Slovodan Naumovic, Op.cit.

mouvement, a milité avec Djindjic²⁶⁹ et son parti, puis en a été l'un des jeunes députés aux élections qui suivent la chute du régime. Mais il ne se retrouve pas dans ce rôle : « *Dans le même temps, explique-t-il, je recevais des invitations de par le monde pour diffuser l'expérience d'Otpor !, et après trois ans à appuyer sur des boutons en portant un costume-cravate, je me suis dit que j'avais été un rocker, un révolutionnaire, et que je ne me voyais pas dans les habits d'un homme politique. C'est alors que j'ai fondé, avec un autre ancien leader d'Otpor !, le CANVAS.* ²⁷⁰ »

²⁶⁹

<https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/291015/srdja-popovic-manuel-pratique-pour-une-revolution?onglet=full>

Srdja Popovic : manuel pratique pour une révolution

29 octobre 2015 Par Joseph Confavreux sur Médiapart

Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes. Le titre du livre publié par Srdja Popovic, le fondateur d'Otpor !, mouvement à l'origine de la chute de l'autocrate Milosevic en Serbie, est à l'image du texte : à la fois agaçant par sa recherche de « formules » et sa conviction que tout peut être « fun », et intéressant par les expériences qu'il raconte.

²⁷⁰ Otpor : le poing levé de la lutte non-violente. Rencontre avec Srdja Popovic sur Rfi. Op.cit. <http://atelier.rfi.fr/profiles/blogs/otpor>

Exporter la révolution « fun » et non-violente avec CANVAS²⁷¹

(CANVAS : Centre pour les stratégies et les actions non-violentes appliquées)

Le centre CANVAS est créé en 2004 à Belgrade avec l'appui financier d'un autre ancien militant d'Otpor ! devenu PDG d'une importante compagnie de téléphonie en Serbie. Selon Srdja Popovic, le centre ne reçoit d'argent d'aucun gouvernement. Économiquement indépendant pour son fonctionnement, CANVAS privilégie l'agilité à l'accroissement. C'est selon son fondateur, une petite structure de 4 à 5 personnes auxquelles s'ajoutent une douzaine de formateurs qui ont d'autres activités et qui sont mobilisés pour intervenir en fonction des actions.

Au cours de ses dix premières années d'existence, le centre élabore et diffuse un matériel de formation aux stratégies d'action non-violente sous formes de textes, manuels, vidéos, ouvrages traduits en 6 langues, téléchargeables gratuitement sur son site. De très nombreux téléchargements ont eu lieu, particulièrement lorsque des mouvements émergent dans certaines parties du monde, la plupart du temps sans que CANVAS n'ait de relation formelle avec ces mouvements. « *Beaucoup de groupes que nous ne connaissons pas se sont*

²⁷¹ <http://canvasopedia.org/>

The core of CANVAS's work is rather to spread the word of "people power" to the world than to achieve victories against one dictator or another. Our next big mission should obviously be to explain to the world what a powerful tool nonviolent struggle is when it comes to achieving freedom, democracy and human rights.

Headquartered in Belgrade, CANVAS is run by **Slobodan Djinic and Srdja Popovic**. It operates a network of international trainers and consultants with experience of successful democratic movements. CANVAS is a non-profit institution which relies solely on private funding; there is no charge for workshops and revolutionary know-how can be downloaded for free on the Internet.

CANVAS was founded in 2003 by Srdja Popovic and Slobodan Dinovic as an organization that advocates for the use of nonviolent resistance to promote human rights and democracy. Since then, CANVAS has worked with pro-democracy activists from more than 50 countries, including Iran, Zimbabwe, Burma, Venezuela, Ukraine, Georgia, Palestine, Western Sahara, West Papua, Eritrea, Belarus, Azerbaijan, Tonga, Tunisia and Egypt. CANVAS works only in response to requests for assistance and offers free trainings to activists.

CANVAS disseminates its knowledge through a variety of media, including workshops, books, DVDs and specialized courses. Members regularly teach and present an academic version of their Core Curriculum, and hold workshops on strategy and organization of nonviolent struggle at variety of educational institutions worldwide, including at Harvard (Kennedy School Of Law), the Fletcher School of Law and Diplomacy (TUFTS, Boston, MA), Johns Hopkins (SAIS), Columbia University, Rutgers (NJ), Colorado College (CO), and Georgetown University (DC).

In 2006, Popovic and two other CANVAS members – Slobodan Dinovic and Andrej Milivojevic – authored a book called **Nonviolent Struggle: 50 Crucial Points, a how-to guide for nonviolent struggle**. Srdja Popovic and CANVAS won several awards, including the Paul Luitzen Award for Human Rights (November 2010) and the Jean Mayers Award by Tufts University (February 2016).

*servis de nos outils ou s'en sont inspirés reprenant le design ou imitant les logos (le point levé stylisé en blanc sur un fond noir). La présence de ces signes dans de nombreux mouvements dans le monde ne signifie pas que CANVAS y est impliqué ».*²⁷²

L'équipe de CANVAS est fortement sollicitée par des universités, des fondations ou associations pour dispenser des formations ou des conférences dans différentes régions du Monde.

En ce qui concerne les interventions dans des situations de mobilisation, CANVAS affirme ne jamais prendre contact elle-même; elle n'intervient qu'en réponse à des demandes, limitant son action à la formation et au conseil à la mise en œuvre d'une stratégie auprès des groupes demandeurs.

Selon ses animateurs, le financement des actions réalisées directement avec des groupes se limite à la formation (rémunération des formateurs et transport). C'est le partenaire qui trouve les budgets pour prendre en charge ces coûts. L'activisme de CANVAS n'est pas financé par les actions réalisées avec les groupes avec lesquels il travaille.

L'expérience d'Otpor ! en Serbie a connu une grande notoriété. Celle-ci s'est accrue au fil des différentes interventions. C'est cette dynamique qui explique selon Srdja Popovic le déploiement de CANVAS dans presque toutes les régions du Monde. En 2013 indiquait-il à radio France Internationale RFI, *« nous pouvons dire que nous avons travaillé avec des personnes originaires de 46 pays, de Géorgie, d'Ukraine, du Liban en 2005 après l'assassinat de Hariri (...) avec plusieurs groupes en Afrique, au Sierra Leone, au Zimbabwe, (..) au Moyen-Orient, notamment avec le mouvement du 6 Avril en Egypte et avec certains groupes en Tunisie. Nous avons aussi collaboré avec des groupes très importants en Asie, en particulier aux Maldives où a eu lieu la première révolution d'un pays musulman en 2008, et en Birmanie..*

(...)

Dans la plupart des cas, quand les activistes disent qu'ils travaillent avec nous, nous le confirmons. Nous ne le disons pas en premier. Il n'y a rien de secret là-dedans, à vrai dire on peut télécharger tous nos cours sur Internet en 6 langues. Simplement, il faut garder à l'esprit

²⁷² Op.cit.

*que certains de nos interlocuteurs risquent leur vie. Donc la raison pour laquelle on diffuse peu d'informations, c'est pour protéger les activistes. »*²⁷³

La méthode se veut indifférente à la couleur politique des mouvements demandeurs et l'engagement de CANVAS auprès d'un groupe ne dépend que de leur engagement exclusif dans des formes d'action non-violente. *« On se fiche de savoir si le groupe est de gauche, de droite, jeune, humanitaire... On a travaillé avec une telle variété de groupes, vous n'avez pas idée. On a travaillé avec des collectifs étudiants, des groupes pour la protection de l'environnement qui s'opposaient aux grandes compagnies pétrolières au Nigéria, avec des groupes autochtones qui s'opposaient à une oligarchie et au crime organisé au Guatemala, avec un groupe qui luttait contre les FARC en Colombie... Donc ça ne veut pas dire qu'on travaille exclusivement avec des groupes qui subissent la dictature, il y a toute une variété de groupes avec lesquels nous travaillons. »*²⁷⁴

Bien que ses responsables n'aient jamais nié que le mouvement Otpor ! ait bénéficié de formations et de fonds de fondations américaines, les animateurs de CANVAS dénie toute coopération avec la CIA, ou tout autre services lié à un gouvernement dans leurs interventions.

*« Cette vision fantasque des choses implique, en quelque sorte, que des révolutions peuvent être exportées ou importées (...) Selon cette vision des choses, il suffit d'avoir la CIA, le MI6 ou le KGB, l'un des grands services secrets. Ensuite, on a besoin de quelques millions de dollars et de Serbes avec des ailes et des malles pleines de révolutions. Il suffit donc de payer les Serbes, ils prennent l'avion et 15 minutes après leur arrivée, il y a des millions de gens dans les rues. Cette histoire, c'est bon pour vendre des journaux, c'est sexy et les gens adorent les théories conspirationnistes, mais voilà, il se trouve que malheureusement ces histoires ne sont pas réalistes. S'il était si facile de faire une révolution, il suffirait de moins d'une année pour libérer le monde entier »*²⁷⁵

²⁷³ Otpor : le poing levé de la lutte non-violente. Rencontre avec Srdja Popovic sur Rfi. Op.cit. <http://atelier.rfi.fr/profiles/blogs/otpor>

²⁷⁴ Op.cit.

²⁷⁵ Op.cit.

Cependant si l'on donne crédit à cette affirmation pour CANVAS, en revanche, pour d'autres ex-activistes du mouvement Otpor !, il semble qu'il y ait peu de doutes sur leur implication dans des opérations explicitement au service des intérêts américains²⁷⁶.

Mais cette affirmation de neutralité des acteurs de CANVAS est-elle crédible, quand bien même y croiraient-ils ?

Si l'on s'en tient à cette version d'indépendance et de développement par l'offre et la demande, CANVAS apparaîtrait ainsi comme une nouvelle forme canonique (méthode, expertise, équipement cognitif et de communication) pour des révolutions « de velours » ou de « couleurs » indifférentes aux contenus politiques. De la même façon que le mouvement Otpor ! s'était concentré sur la chute de la dictature dans une perspective serbo-centrée, privilégiant le changement de régime sans tenir compte des contenus politiques des programmes portés par les candidats, c'est-à-dire, dans le cas de la Serbie, en soutenant le projet d'une démocratie nationaliste avec le trio Kustonica-Draskovic-Djindjic.

A lire et écouter Srdja Popovic on pourrait croire au mirage d'un engagement heureux, dans le dépassement de la souffrance de la répression, engagement dont l'accomplissement dans la révolution serait basé sur une éthique performative de la non violence face à la dictature ou à l'autoritarisme, à l'exclusion de tout autre positionnement politique. Soit une logique révolutionnaire essentiellement procédurale en réalité, dépouillée des exigences de sens quand à l'action du pouvoir formellement démocratique qui en résultera?

Une vision new Age qui voudrait nous faire croire que par la seule vertu de la méthode non-violente, lorsqu'on s'oppose vraiment aux intérêts des puissants, la liberté ne se paierait pas au prix du sang et/ou de nouvelles dominations.

Ca marche dans de nombreux cas nous disent les analystes américains de la NED, de Freedom House ou de l'USIP-United States Institute of Peace selon qui, depuis les années 40, dans les révolutions démocratiques et de mouvements de résistance à l'oppression ou à l'invasion de

²⁷⁶ Serbie : quand les États-Unis se servaient d'Otpor pour infiltrer le milieu rap de Cuba - Par Simon Rico

<https://www.courrierdesbalkans.fr/serbie-quand-les-etats-unis-se-servaient-d-otpor-pour-infiltrer-le-milieu-rap-de-cuba>

Courrier des Balkans | Correspondance particulière | mardi 21 juillet 2015

"À la fin des années 1990, les services américains avaient recruté un gamin qui organisait des concerts de rap à Novi Sad pour initier un vaste mouvement de jeunesse contre Slobodan Milošević. Dix ans plus tard, ils ont rappelé Rajko Božić pour essayer de faire tomber le régime castriste à Cuba."

forces étrangères, les stratégies non-violentes sont gagnantes dans plus de 50% des cas contre moins de 20% pour les autres formes.

Peut-on dire que la solution Serbe ait été une solution non-violente ? Peut-on isoler l'expérience de la mobilisation qui a conduit à la chute de Miloseviç des bombardements de l'OTAN comme le font la plupart des analystes à propos de l'expérience Oktpor ! présentée comme un succès de la soft power?

Et si l'évidence de la preuve par le résultat semble s'imposer : la démocratie retrouvée en Serbie à permis de revenir à la paix, à la stabilité et à la justice de faire son travail, la question se pose de savoir si une autre issue que la Paix de la mondialisation libérale aurait été possible au regard des rapports de force internationaux?

Cette version de la paix a-t-elle jugulé la poussée nationaliste qui a caractérisé les dynamiques de recomposition de l'ex-Yougoslavie ?

Partie 4 - Initiatives citoyennes en Bosnie

Chapitre 1 - Résistance et alternative aux nationalismes

Sarajevo 2001. Carnet d'enquête

Madrasa et rencontre avec un haut responsable bosniaque en charge des réfugiés au moment de Srebrenica

Alors que je la rencontrai pour la première fois à Sarajevo, mon interlocutrice, une femme bosniaque aux traits tirés par l'expérience, intellectuelle et chroniqueuse qui travaillait aussi comme interprète pour les institutions internationales, anticipa le flot de questions qu'elle présentait en me montrant une madrasa : « vous voyez cette madrasa, contrairement à celles qu'on trouve partout en terre d'Islam, celle-ci a deux bibliothèques, vous voyez ? L'une est celle du savoir musulman, l'autre est celle du savoir bogomile²⁷⁷. Une même école pour deux savoirs. Dans une langue commune avec celle des peuples alentours. C'est cela la Bosnie, cette exception de l'histoire. C'était cela le véritable but de la guerre. Détruire notre culture ». Cette madrasa avait réchappé à l'entreprise de « mémoricide » dont la destruction de la grande bibliothèque avait été érigée en symbole dans toute la presse mondiale. Celle-ci fut détruite en 1992 par un bombardement ciblé sur l'ordre du seigneur de la guerre

²⁷⁷ Dans un article publié dans le monde diplomatique, Jean-Arnault Dérens & Laurent Geslin proposent cette lecture de la référence bogomile : « Avant même que les troupes turques franchissent le fleuve Évros, en Thrace (1371), certains récits prétendent que des derviches gyrovagues arpentaient déjà les Balkans, convertissant les populations locales, plus ou moins christianisées et souvent tentées par les hérésies, comme le bogomilisme. C'est néanmoins la mise en place, à partir du XVe siècle, des structures administratives ottomanes qui fit de la conversion une solution prisée. (...) Insister sur les traces laissées par le bogomilisme permet à l'historiographie bosniaque d'acclimater l'islam, en faisant de la conversion moins le résultat d'un facteur exogène (l'invasion ottomane) que le produit d'une spécificité nationale. En fait, le lien est difficile à évaluer. La rapidité de la conversion s'explique surtout par la faiblesse des structures ecclésiastiques, tant catholiques qu'orthodoxes (...) C'est dans les régions historiquement disputées entre chrétientés d'Occident et d'Orient, le long de la ligne de partage de l'Empire romain tracée en 395, que l'islam put le plus facilement prendre pied — en Bosnie-Herzégovine, mais aussi au Monténégro »

Jean-Arnault Dérens & Laurent Geslin. Dans les Balkans, le plus vieil islam d'Europe. Le Monde diplomatique, Septembre 2016.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2016/09/DERENS/56192>

Ratko Mladic formulé en ces termes. « *Mettons fin à cette histoire. Détruisez moi cette bibliothèque.* »²⁷⁸

Quelques jours plus tard, l'interprète nous invita à rencontrer un ancien haut responsable bosniaque en charge des réfugiés lors du drame de Srebrenica. « *Jamais il ne pourra échapper entièrement à l'horreur qui lui taraude l'âme depuis les 35 nuits qu'il a passées à accueillir et écouter les femmes et les enfants rescapés du carnage* » prévint-elle.

Elle avait laissé passer du temps avant de nous proposer cette rencontre. Le temps d'une initiation aux drames de son monde, sans laquelle nous n'aurions pu comprendre.

C'était une fin d'après midi de l'été dans un café de l'avenue principale de Sarajevo bordée d'étals, kiosques et boutiques.

Mon collègue Marwan²⁷⁹ avait vécu la guerre et l'homme avait senti sa sensibilité à une sorte d'expérience que seuls ceux qui l'ont vécue peuvent partager.

La nuit tombait. Les étals et les kiosques commençaient à fermer, les artisans graveurs de métal, les boutiques pour touristes et les pâtisseries avec leurs feuilletés au fromage caillé et au miel.

L'interprète proposa d'aller dans un endroit où l'on pourrait échanger de façon plus intime. C'est là que l'homme parla de son expérience de Srebrenica, entrecoupant son propos par des instants de silence :

« *Ils débouchaient des forêts, hagards, en cohortes rongées par l'angoisse et l'horreur ()
Que pouvais-je faire, il n'y avait plus d'humanité, on ne comptait que des cadavres et les
survivants avaient eux aussi perdu toute expression humaine. Ils avaient le regard de la mort.
()*

*J'ai fait tout ce que j'ai pu mais j'ai tellement souffert que j'ai perdu la conscience.
Srebrenica est entré dans mon corps, dans ma tête, sous la forme d'une tumeur au cerveau.
Comme pourrais-je le comprendre autrement ? J'ai été trépané deux fois, hanté par cette
expérience.()*

²⁷⁸ Pour en savoir plus sur la destruction du patrimoine culturel de la Bosnie : Gauthier, Bernard. « La Bibliothèque nationale et universitaire de Sarajevo ». Bulletin des bibliothèques de France (BBF), 1997, n° 6, p. 72-77. Disponible en ligne : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1997-06-0072-007> >. ISSN 1292-8399.

²⁷⁹ Marwan Abi Samra mon collègue sociologue avec lequel nous réalisons ce parcours d'enquête.

Enfin je reviens à la vie me dit-on, mais dans quel monde ? La société bosniaque est détruite et ceux sur qui nous pouvons fonder un espoir, les jeunes générations, sont tous partis ou vont bientôt partir. Les pansements n'y font rien, l'ONU, les organisations humanitaires.

La guerre continue sous une autre forme. Le génocide par la guerre, la mort et la violence, les viols, les assassinats, les tortures, n'étaient qu'un épisode du génocide culturel. La véritable entreprise de cette guerre était bien celle-là et elle se poursuit aujourd'hui. Quel espoir pouvons-nous avoir ? Le mot destin peut-il encore avoir un sens ? ()

Dans le trou noir où nous nous trouvons, nous arrivons même à nous demander si les projets d'aide humanitaire et au développement n'étaient pas au bout du compte, et ceci quelque soient les intentions des uns et des autres, une façon de nous convaincre de continuer à mourir avec le sourire, un procédé par lequel le monde se donne une bonne conscience, un voile qui sert à couvrir notre lente et continue disparition. ()

Que nous reste-t-il ? Nous sommes condamnés à mourir avec le sourire, la seule alternative qui nous est offerte, c'est l'assimilation, l'extinction en silence !()

Se peut-il qu'un jour il nous faille recourir à la violence pour que le monde ouvre les yeux ? »

Pour une Bosnie pluriculturelle

La guerre en Bosnie et Herzégovine débute formellement à Sarajevo le 6 avril 1992, jour de la reconnaissance de la république de Bosnie et Herzégovine par l'Union européenne, proclamée la veille par le gouvernement présidé par Mr Izetbegovic, leader du parti SDA *nationaliste* bosniaque. Cette proclamation se veut une réponse aux visées partitionnistes et ségrégationnistes de la Republika Srpska qui a elle-même déclaré son indépendance le 9 janvier sous le nom de « République des Serbes de Bosnie-et-Herzégovine » après un référendum conduit dans les régions à majorité serbe dont les résultats dessinent à la fois une volonté d'une entité serbe dans la Bosnie-et-Herzégovine et le rattachement de celle-ci à la Yougoslavie déjà réduite à la Serbie, au Monténégro et aux provinces de la Vojvodine et du Kosovo.

Le programme de la « République des Serbes de Bosnie-et-Herzégovine » est sans équivoque. Il s'agit de réunir dans un espace territorial continu y compris des quartiers de Sarajevo, les régions à dominante serbe séparées par des aires de peuplements bosniaques ou

croates, d'y ajouter la Krajina croate à majorité Serbe (Cf. ci-avant), et par là d'ouvrir un accès à la mer.

La nouvelle république serbe de Bosnie, qui devient la *Republika Srpska* le 12 août de la même année, a pour président Radovan Karadzic. Elle crée un corps d'armée national, la VRS, et en confie le commandement à Ratko Mladic jusque là commandant régional de l'armée Yougoslave dont la VRS récupère en partie hommes et moyens militaires avec l'approbation silencieuse des autorités Yougoslaves, et le régime de Milosević qui en est le président.

Le 6 avril 1992, alors que l'Union Européenne vient de reconnaître l'indépendance de la Bosnie unifiée, 100 000 manifestants réunis pour la paix dans une Bosnie et Herzégovine pluriculturelle sont pris pour cible par des Snippers bosno-serbes.²⁸⁰ C'est le début de la tragédie qui se poursuivra jusqu'en février 1996 lorsqu'après le retrait des forces serbes à la suite des accords de Dayton en décembre 1995, les quartiers de Sarajevo et une part des territoires conquis par la Republika Srpska reviendront sous administration bosniaque (entendre le régime de gouvernement de la Bosnie-et-Herzégovine après Dayton, qui est censé administrer l'Etat indépendant unifié, alors composée de deux entités, la Republika Srpska et la Fédération croato-bosniaque)

Le fait que ce soient précisément ces manifestants qui ont été pris pour cible n'est pas un symbole mineur. Car défendre une Bosnie pluriculturelle, c'est s'opposer non seulement à la partition de la Bosnie orchestrée par et avec le soutien de Belgrade, à l'éradication de sa composante dite musulmane, mais c'est s'opposer aussi aux forces bosniaques du SDA. Dans ce contexte, les porteurs de cette perspective pluriculturelle, menacés par la guerre comme tous les citoyens bosniaques, prennent le risque d'être stigmatisés par les trois composantes nationalistes qui dominent la vie politique et constituent en tout cas une menace pour ces formes d'engagement.

²⁸⁰ La Croix, Bosnie – Herzégovine, Florence La Bruyère, 06/04/1996

<https://www.la-croix.com/Archives/1996-04-06/Bosnie-Herzegovine- NP -1996-04-06-409330>

Dans la guerre qui durera de 1992 à 1996, émergent cependant des réseaux d'initiatives politiques citoyennes rassemblant des personnalités et des militants de toutes les communautés, entre participation à la résistance contre l'agression pan-serbe et le retournement des forces croates, et défense d'une perspective pluriculturelle en décalage avec les visées et surtout les pratiques des forces nationalistes dominantes dans les régions à majorité bosniaque, croate ou serbe.

Le cercle 99

L'une de plus emblématiques de ces initiatives, **le Cercle 99**, est créé à Sarajevo, en décembre 1994 par des écrivains, poètes, artistes et intellectuels,... à l'issue de la plus dure période du siège (qui se poursuit jusqu'en février 1996). La ville est à moitié détruite et épuisée, divisée par une ligne d'encerclement, la population est meurtrie. Si l'intensité des bombardements et des combats a diminué, rien n'est joué. Le siège se poursuivra jusqu'en février 1996. A cette époque d'accalmie, relative, devant le désastre et refusant la capitulation morale et de l'humanité dans la ville, le Cercle 99 lance une pétition pour *Sarajevo Libre et unitaire, ouverte et multiculturelle* qui sera signée par près de 200 000 habitants, dont le maire de la ville, sur les 350 000 qu'elle comptait. Extrait du texte de la pétition:

« Déclaration de Sarajevo libre et unitaire

(...)

A tous les citoyens de Sarajevo, quel que soit leur quartier, à tous ceux qui aiment cette ville, qui veulent la renouveler et la reconstruire, à tous les Sarajeviens fiers et courageux, honnêtes et bons, nous adressons cet appel, général et public, (...) :

Citoyens de la ville de Sarajevo, souvenez vous les uns des autres, essayez de vous retrouver, renseignez vous les uns sur les autres, remettez vous en contact par radio, par téléphone, par lettres et messages, pensez les uns aux autres. Nous appelons les citoyens, et leurs diverses organisations formelles et informelles, dans chacun des dix quartiers de Sarajevo, à faire revenir la confiance mutuelle en agissant pour, ou en s'adressant avec franchise à leurs connaissances, amis, aux associations libres de citoyens, des deux côtés de la ligne de séparation.

Ainsi nous pourrons y vivre demain, en répondant aux normes élémentaires de la vie civilisée.

Sarajevo est le symbole de l'aspiration à la liberté de tout homme en Bosnie Herzégovine. La ville de Sarajevo et ses citoyens ont tenu. Leur avenir, c'est certain, ne peut être que la vie commune dans la ville commune. Il n'y a pas d'autre possibilité.

(...)

Après toutes les souffrances et tourments causés par la violence et la destruction, nous sommes maintenant exposés à la menace d'un partage permanent de la ville. Notre façon de vivre, unique, riche de différence et de tolérance depuis des siècles, est elle aussi menacée de destruction. Etant conscients que le partage de Sarajevo fera naître non seulement une ligne de démarcation au sein d'une même ville divisée, mais aussi une ligne d'affrontement entre différentes civilisations, différentes religions et différentes cultures sur le territoire de l'Europe moderne, nous protestons vigoureusement et nous invitons l'opinion publique celle d'ici, comme celle du monde entier à mener un nouveau combat, un combat pour Sarajevo, un combat contre la destruction et la dévastation de nos valeurs intellectuelles et morales.

(...) »

La pétition se termine par une déclaration en 4 points que les habitants sont invitées à signer :

1 - Sarajevo libre, ouverte et indivisible est l'expression de notre volonté permanente. C'est pourquoi nous ne permettrons à personne de partager Sarajevo, ()

2 – () La poursuite devant la justice de tous les criminels de guerre et le retour des personnes expulsées et des réfugiés sont des conditions nécessaires pour rendre la vie normale et prolonger notre passé fait de traditions conviviales;

3 – () le pouvoir politique fondé démocratiquement doit et peut assurer la dignité, protéger les intérêts de chaque citoyen libre de Sarajevo et ceux de notre pays. Nous sommes tous responsables. Dès aujourd'hui, nous nous engageons à faire les choix qui permettront que soient appliqués ces principes civiques ;

4 - Nous acceptons dans son intégralité la Charte de l'ONU et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme comme fondement à nos choix de vie et à l'organisation de notre société. Nous demandons à la communauté internationale de résoudre les problèmes concernant l'avenir de Sarajevo et de la Bosnie-Herzégovine sur la base de ces principes.

Signé : Citoyens de Sarajevo »

L'impact moral du succès de cette pétition est considérable même s'il ne change pas les termes militaires du conflit et n'affaiblit pas réellement la domination des forces nationalistes dans chaque communauté. Cependant cette action redonne sens et espérance à tous ceux qui,

Bosniaques, Serbes ou Croates, ont unis leurs forces dans la résistance de la ville sans se soumettre aux termes du conflit dictés par les nationalistes. Le cercle 99 développera des activités culturelles et intellectuelles, initiera ou soutiendra de nombreuses initiatives de rapprochements entre différents groupes intellectuels ou politiques, bosniaques, croates et serbes, partisans d'une Bosnie et Herzégovine pluriculturelle et unifiée.

Après une rencontre en 1994 avec le "Cercle 99" dont il était devenu membre, l'écrivain Pedrag Matvejevic écrira²⁸¹ *je me suis entretenu, hors programme, avec plusieurs écrivains. () La plupart de ceux que j'ai rencontrés sont exténués, cela dure trop longtemps. Abdulah Sidran a achevé pendant le siège l'un de ses meilleurs recueils : Sarjevski tabut (Cercueil sarajévien. () Sidran parle avec lenteur, comme un sage récitant des versets coraniques : "Notre état d'esprit, c'est la résignation à l'égard de tout ce que nous croyions avant. Une totale résignation : le monde n'existe pas, la démocratie n'existe pas, l'idée de l'Europe n'existe pas ; il n'existe rien qui puisse servir de base aux arguments dont on use à l'extérieur... Nous à Sarajevo, nous sentons que ce discours non plus n'a pas de sens. La psychologie du camp règne ici, avec tous ses syndromes ... Nous n'avons presque pas besoin de mots, nous nous comprenons tacitement... Que nos souffrances aboutissent à l'oubli de leurs causes, ils sont nombreux à le souhaiter".*

()

Je regarde les visages de mes interlocuteurs. Les uns sont devenus indifférents à tout, du moins en apparence, d'autres, par trop sensibles, au moindre bruit: un verre qui se brise, une clé qui tombe à terre, une porte qui claque, chaque fois ils sursautent. J'ai passé une soirée avec Amira et son neveu qui a perdu ses parents. Qu'est-ce qui reste de la beauté de cette femme, blessée à jamais ? Il fait froid chez elle. Sa mère est récemment décédée. Les gens meurent à Sarajevo discrètement, comme sans regret.

Dans la rue, mes amis me tirent constamment par la manche : "Va par ici et pas par là ; tu va te faire descendre !" Eux-mêmes, quand un jour tout ceci aura pris fin, marcheront-ils comme avant ? Les gens parlent peu entre eux, se comprenant sans paroles. A nous, venus du dehors, ils s'efforcent de dire l'essentiel. Je les écoute, je retiens leurs paroles, j'acquiesce. »

²⁸¹ Pédrag Matvejevic Après 1001 nuits. La revue des Sources. 1995.

<https://www.larevuedesressources.org/apres-1001-nuits,159.html>

Malgré la torpeur du désespoir qui menace de les anéantir, confrontés à l'endurement du désastre et du non sens de la durée infinie de l'Etat de siège, les intellectuels du Cercle 99 ne lâchent pas prise.

C'est ainsi qu'ils seront partie prenante de la dynamique sociale intellectuelle, solidaire et politique de renouveau de la perspective pluriculturelle, qui trouve son épicerie à Tuzla dans le sillage d'un héritage pluriculturel²⁸² et de luttes sociales, d'une dynamique d'alternative déjà engagée avant la guerre et que la résistance collective a préservé, et qui s'incarne dans la structuration de la société civile de la ville.

Tuzla carrefour des alternatives citoyennes en Bosnie

Le **Forum Civique de Tuzla** est une incarnation de la dynamique spécifique de cette ville. Créé en 1993 dans la ville sous blocus, il réunira jusqu'à 15000 adhérents et jouera un rôle déterminant dans la continuation, au-delà du blocus, de la résistance de la ville qui a organisé une *défense citoyenne* avec la participation de sa population serbe, croate et bosniaque. Durant le blocus, le Forum, contribuera à organiser la résistance et la solidarité avec les 60 000 réfugiés et déplacés accueillis à Tuzla, via des débats publics (*Comment survivre ? Comment organiser de l'aide alimentaire notamment dans l'enclave de Srebrenica...*), des manifestations culturelles et artistiques, des événements et activités à destination des enfants etc. tout en tentant de transformer peu à peu l'élan de résistance et de solidarité en point d'appui pour une perspective d'action politique à l'échelle de toute la Bosnie et Herzégovine.

« *Le Forum Civique de Tuzla se veut une organisation citoyenne à part entière* indique Christophe Sollioz²⁸³, sa plate-forme précise que ses membres ont en commun l'idéal d'une Bosnie Herzégovine plurinationale et multiconfessionnelle fondée sur une tradition démocratique citoyenne. Les objectifs du Forum sont pour l'essentiel les suivants:

1/ *le développement d'un processus de pacification et de réconciliation;*

2/ *le renforcement de la démocratisation de la Bosnie Herzégovine;*

²⁸² Catherine Samary, Le Monde diplomatique, décembre 1994

« Avant la guerre, on comptait à Tuzla 48% de Musulmans, 16% de Croates et 15% de Serbes ; en outre, 21% des habitants se disaient « yougoslaves » et il y avait 45% de mariages mixtes. Aux élections de 1990, le parti du maire, M. Selim Beslagic, ex-Parti réformiste devenu Union sociale-démocrate, a obtenu 35% des voix. Les ex-communistes (SDP), alliés au Parti libéral, ont recueilli 28% des suffrages ; et les trois formations gèrent ensemble la ville ».

<https://www.monde-diplomatique.fr/1994/12/SAMARY/7661>

²⁸³ Christophe Sollioz. Rapport de mission pour le HCA, 1997

- 3/ *la promotion des valeurs citoyennes indépendamment de toute appartenance confessionnelle, communautaire ou politique;*
- 4/ *la protection des droits des communautés religieuses et culturelles dans le respect des droits de l'Homme;*
- 5/ *l'avancement de l'intégration européenne de la Bosnie et Herzégovine;*
- 6/ *le développement de coopérations et partenariats avec des associations civiques européennes. »*

Tuzla sera le point de référence pour des groupes qui tentent dès le début des années 90 de construire une contribution à un projet de société *plurinationale et multiconfessionnelle* ; et pensent la situation bosniaque à l'échelle de la Yougoslavie et de l'Europe.

L'affirmation d'une alternative aux politiques des partis nationalistes et à une opposition social-démocrate traditionnelle, est non seulement un démarquage, mais une véritable recherche de pratique collective de construction de la société civile, un travail sur le projet de société qui tente de prendre en compte non seulement les causes et les effets de la guerre mais aussi les conditions d'une vie civile inscrite dans le développement durable et alternatif au libéralisme qui guette à l'issue du conflit, au moment où une transition démocratique pourra s'amorcer effectivement.

En novembre 1994, le Forum Civique a organisé à Tuzla, avec le Forum de Vérone, le colloque international "Pour une Europe multiculturelle", puis, en association avec le hCa international (International Helsinki Citizens' Assembly), le séminaire "La démocratie locale en Bosnie-Herzégovine et en Europe". En 1995, le Forum a mis sur pied différents débats publics autour de la Conférence sur l'ex Yougoslavie de Genève ainsi que sur les Accords de Washington^{284 285} (...)

²⁸⁴ Accord qui fonde la cadre et les principes de fonctionnement de la fédération bosno-croate comme entité politique et administrative unique et qui constituera l'un des deux composantes de l'Etat de Bosnie et Herzgovine, avec la Republika Srpska, entérinées par les accords de Dayton signés en décembre 95.

²⁸⁵ Christophe Sollioz Op.cit.

En 1995, le Forum Civique de Tuzla, participe avec le Cercle 99 de Sarajevo à la création du **FDA - Forum pour une Alternative Démocratique**.^{286 287} La déclaration constitutive du FDA insiste sur les points suivants :

"Nous exigeons que les conflits cessent immédiatement et que la guerre soit résolue par des moyens politiques ; la condition préalable essentielle à la normalisation de la vie et au rétablissement de la confiance interethnique, ainsi qu'à l'intensification des processus d'intégration en Bosnie-Herzégovine, et que () les structures dirigeantes nationalistes existantes et la coalition tripartite des partis nationaux quittent la scène politique

Tous les responsables de crimes de guerre et d'expulsions de citoyens de leurs foyers doivent être punis. Nous insistons sur la responsabilité individuelle, mais nous ne voulons pas proclamer que des nations entières sont criminelles.

Le Système social de Bosnie-Herzégovine en tant que communauté d'État décentralisée avec plusieurs unités constituantes (conformément à l'initiative de Genève et aux futurs accords de paix), doit être assorti de garanties constitutionnelles garantissant l'égalité des nations constituantes en Bosnie-Herzégovine et le respect des droits de l'homme en vertu de la Déclaration générale des droits de l'homme.

Nous appuyons les efforts et l'engagement de la communauté internationale en faveur de la cessation des hostilités et de l'intensification du processus de paix et

²⁸⁶ Vehid Jahic - AIM. "Gathering Of Démocratique Alternative Forum From the whole of B&H. Declaration for the future". 2 Octobre 1995

<http://www.aimpress.ch/dyn/trae/archive/data/199510/51002-005-trae-sar.htm>

²⁸⁷ Coordonné par les initiateurs de tous les contacts entre l'alternative démocratique (Sejfudin Tokic, membre du Parlement et vice-président de l'Union des sociaux-démocrates de Bosnie-Herzégovine - UBSD, et Milorad Dodik, président du club des députés indépendants au parlement Serbe de Bosnie-Herzégovine), le Forum pour une Alternative Démocratique – FDA, était composé de deux délégations composées chacune de représentants des partis d'opposition et de membres du parlement de Bosnie-Herzégovine et du parlement de Serbes de Bosnie (Union des sociaux-démocrates de Bosnie-Herzégovine de Tuzla; club de des députés de Bjeljina, Parti paysan croate de Sarajevo, Dzemal Hadziabdic et Mujo Kafedzic, l'Organisation de Bosnie-Herzégovine Boshniak de Sarajevo, commission principale du parti libéral, parti social-démocrate de Zenica), de représentants d'associations civiques et d'alliances (**Forum civique de Tuzla; Conseil civique serbe; Cercle 99** de Sarajevo) et des représentants des médias indépendants de Bosnie-Herzégovine.

de l'initiative de Genève dans ce contexte, en tant qu'étape essentielle possible du processus de normalisation de la vie en Bosnie-Herzégovine.

*Il faut créer les conditions dans lesquelles tous les réfugiés et les personnes interdites se verront accorder le droit de rentrer chez eux de façon honorable et en toute sécurité avec des garanties internationales, et la protection de la propriété privée devrait également être assurée. »*²⁸⁸

Deux rencontres ont eu lieu entre ces différentes composantes de l'opposition au cours de l'année, en mai et en septembre 1995. Celles-ci se tiennent en Italie, organisées par le Forum de Vérone. *« En raison des conditions de guerre bien connues et des réglementations rigides des oligarchies au pouvoir au sein de B & H, un nombre considérable de participants invités (opposants, professeurs d'université et journalistes indépendants) n'ont pas réussi à quitter leur environnement (principalement ceux des territoires contrôlés par Karadzic) »*²⁸⁹

Quelle stratégie alternative aux nationalismes dans l'après guerre armée ?

Les buts de guerre consacrés par les accords de Dayton et l'épuration ethnique continuée

Fin 1995, si les accords de Dayton consacrent le cessé le feu déjà en vigueur depuis quelques mois, et établissent un schéma institutionnel de stabilisation, ils sont cependant critiqués par la plupart des acteurs et intellectuels proches du processus de Tuzla, pour ne pas avoir rompus avec la logique des institutions internationales depuis le début de la guerre, jugée largement responsable de la dégradation de la situation des Bosniaques durant la guerre et après.

« Le règlement adopté s'inscrit dans la philosophie et dans la lignée des tentatives précédentes de solution du drame bosniaque. De Lisbonne (plan de cantonisation de la Bosnie-Herzégovine) à Dayton, toutes les propositions se fondent sur deux principes : l'acceptation des faits accomplis au niveau des (re)conquêtes territoriales et du nettoyage ethnique et la (ré)partition de la Bosnie-Herzégovine sur critère (d'apartheid) ethnique.

()

²⁸⁸ Vehid Jahic – AIM. Op.cit.

²⁸⁹ Op.cit.

il y aura « délimitation territoriale » entre les deux « entités » reconnues par la communauté internationale : la Fédération croato-bosniaque obtient 51 % et la République serbe 49 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine, « Etat unique, avec ses frontières actuelles, et reconnu par la communauté internationale ». Les changements concernant les « ajustements territoriaux » tiennent compte de l'évolution militaire sur le terrain : par exemple, les « zones de sécurité », telles Zepa et Srebrenica, ne feront pas partie du territoire de la Fédération, mais resteront aux mains des forces du général bosno-serbe Ratko Mladic. Voilà, mise en pratique, la realpolitik qui sanctionne les conquêtes territoriales et passe l'éponge sur les massacres perpétrés, en particulier dans le cas de Srebrenica. »²⁹⁰

Les accords n'ont pas tenu compte des principes pour l'établissement d'une paix durable formulés dans la plate-forme du Conseil des intellectuels bosniaques et du Cercle 99 et signée par un large panel d'organisations et personnalités de haut niveau ²⁹¹ qui se battent depuis de longues années de guerre contre la partition de la Bosnie et Herzégovine:

« Constatant que tous les plans de division du pays n'ont fait que prolonger l'agonie et la guerre, c'est par la réintégration, le retour des réfugiés et des exilés dans leurs foyers et l'établissement d'un ordre fondé sur la laïcité, le pluralisme politique, la démocratie et les Droits de l'Homme que peut se bâtir une paix qui soit juste et durable. »

Le rêve d'une Bosnie multiethnique, pluriculturelle et démocratique semble, à cours et à moyen terme, céder devant l'alliance entre le réalisme politique des puissances internationales et l'« hystérie communautaire » des acteurs balkaniques. En sera-t-il de même pour la Serbie (Vojvodine, Kosovo et Sandjak), le Monténégro et de la Macédoine ?

Le protectorat tardif de l'OTAN mettra sans doute fin aux massacres. Mais le mandat des 60 000 soldats se limite à garder les frontières, à faire respecter le cessez-le-feu et à assurer la séparation. Si la répartition des quartiers généraux de ces troupes (françaises, britanniques et américaines) rappelle étrangement le précédent des zones d'occupation de

²⁹⁰ Svebor Dizdarevic, Bosnie, la paix sans la démocratie, Le Monde diplomatique, janvier 1996

<https://www.monde-diplomatique.fr/1996/01/DIZDAREVIC/5143>

²⁹¹ La liste des signataires est impressionnante : Forum des citoyens, Cercle démocratique de Tuzla, anciens maires de Sarajevo (toutes nationalités confondues), Cercle 99 (Association d'intellectuels indépendants), Conseil civique serbe, Conseil populaire croate, Conseil du congrès des intellectuels bosniaques, Ordre des franciscains de Bosnie (Provincialat Bosne Srebno), associations culturelles nationales Napredak, Prosvjeta, et Preporod, ainsi que pratiquement tous les partis parlementaires de la Bosnie-Herzégovine, les présidents de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle, l'Union des architectes et urbanistes, l'Union des médecins, des professeurs et des écrivains... Voir Sarajevo Fax, n° 20, 15 novembre 1993.

l'Allemagne de 1945, il y manque pourtant ce qui avait fait alors la réussite de l'entreprise occidentale : l'imposition de la paix par la démocratie.²⁹² »

En mars 1996, Mirko Tepavac président du Mouvement Européen en Serbie et ancien ministre des affaires étrangères de la Yougoslavie des années Soixante-dix, publie dans Republika, à Belgrade, un article d'une grande lucidité résumant les enjeux qui sous tendent les accords de Dayton et les chances de survie de la Bosnie.

« Depuis le début de la désintégration de la Yougoslavie, dans l'arrière plan de la division des pouvoirs et des intérêts, le vieux plan de la division de la Bosnie entre la Serbie et la Croatie est resté le plus constant et le plus pesant. (...) Une Bosnie indépendante et multiethnique a toujours été un obstacle insurmontable devant toute forme de “ Grande Serbie ” et “ Grande Croatie ”.

Est-ce que ces projets ont été finalement abandonnés ? Est-ce que Dayton est la fin de cette histoire ?

Dayton affirme explicitement l'intégrité de la Bosnie tout en reconnaissant deux entités séparées et trois unités mono ethniques... L'insistance sur la division ethnique montre que la tendance à garder les divisions est beaucoup plus importante que la tendance à l'intégration de la Bosnie comme une unité étatique multiethnique, multiculturelle, et multiconfessionnelle - unité que la Serbie et la Croatie ont acceptée à contre cœur à Dayton.

Les divisions peuvent persister et être renforcées, conduisant à faire tomber de lui-même le principe d'unité, et cette Bosnie en deux ou trois parties pourrait être de nouveau prise par un processus de division et de partage entre la Serbie et la Croatie avec une chance inconnue de survie pour l'entité musulmane. Tout pourrait commencer par le “ renforcement des relations spéciales ”, par le soin et le souci de protection des diasporas, et finir par l'annexion et peut être par un conflit, sinon une guerre serbo-croate. Si l'homogénéité ethnique des entités reste pour longtemps comme c'est le cas actuellement, la division de la Bosnie entre la Serbie et la Croatie sera seulement une question de temps et de moment favorable.

Les unités mono-nationales qui existent actuellement en Bosnie & H n'ont pas été créées par les urgences de la vie, mais par la violence de la guerre et par la théorie national-chauviniste sur l'impossibilité d'une vie commune. Si la Bosnie était ethniquement divisible, elle serait déjà inexistante depuis longtemps. Quand, au moins, une partie des réfugiés retourneront

²⁹² Svebor Dizdarevic, Op.cit.

<https://www.monde-diplomatique.fr/1996/01/DIZDAREVIC/5143>

chez eux, à ce moment là, de nouveau, il ne sera pas possible d'avoir un pouvoir mono national dans aucune région de la Bosnie. Le jugement des criminels de guerre n'est pas seulement une affaire de justice... Dans cette guerre dont le déclenchement a été en lui-même un immense crime, le jugement des criminels est une indispensable pré-condition pour une purification et pour le retour à la raison. »

Cependant les accords sont là et imposent leur cadre aux acteurs. « *On peut faire deux lectures de Dayton* » dira plus tard Zravko Grebo, figure de la défense de Sarajevo libre et pluriculturelle, fondateur de la célèbre radio Zid²⁹³ et du Centre juridique (Law center²⁹⁴) de

²⁹³ Sur le Rock à Sarajevo assiégée et sur Radio ZID

Straussaug Neil. *The Pop Life*. The Ne York Times. 10 Aout 1995.

<https://www.nytimes.com/1995/08/10/arts/the-pop-life-059395.html?pagewanted=all&src=pm>

Yougosonic. *Rock around Bunker*. Blog Yougosoniec. 6 juin 2012.

<http://yougosonic.blogspot.com/2012/06/rock-around-bunker.html>

Dan cet article, le blogueur Yougosonic retrace l'histoire politique et culturelle des formes musicales du rock ex-Yougoslave et de Sarajevo spécifiquement dans l'avant, pendant le siège et après. Dans cette analyse captivante sur la place du rock et de radio Zid en particulier dans la résistance non nationaliste, on retrouve *in the rock* les tensions entre dedans et dehors, entre (re)traditionnalisation et modernisation, dans des termes assez proches de ceux proposés par Xavier Bougarel déjà cité. Le bog lui-même est d'un grand intérêt non seulement sur l'histoire mais aussi parce Yougosonic et d'autres contributeurs y relate aussi des préoccupations et des sensibilités actuelles dans différents milieux bosniaques. On peut par exemple lire l'article de Yougosonic sur la sensibilité des Serbes de la Republika Srpska et de Serbie à propos de l'actualité sur la tentation séparatiste en Catalogne au cours des dernières années.

Yougosonic. *Regards serbes dans le miroir catalan*. Blog Yougosoniec. 6 octobre 2018.

<https://yougosonic.blogspot.com/search?q=catalogne>

²⁹⁴ Law Center (Sarajevo) décrit par Christophe Solio. Rapport de mission hCa. 1997. Op.cit

http://www.bok.net/balkans/savoir_plus/liberte_democratie_droits/HCA_alerte_droits.html

Emanation de l'Open Society Fund of Bosnia and Herzegovina(1), le Law Center insiste sur la nécessité d'une reconstruction non seulement économique mais aussi intellectuelle qui développe les instances démocratiques en Bosnie-Herzégovine. L'établissement de lois, la promotion du droit (aussi bien dans les secteurs du public que du privé) et la promotion des droits de l'homme sont essentiels afin de préserver la paix et d'assurer la transition vers une société pluraliste et démocratique. La situation politique actuelle permet certes d'envisager des changements, on ne peut cependant que constater l'absence d'institutions réellement démocratiques, d'où l'importance accordée à une formation juridique qui devrait faciliter une transformation pacifique et démocratique de la société bosnienne. Le mandat de ce Centre est d'assurer une telle transition et de former une nouvelle génération d'avocats et de juristes prêts à accompagner ce processus. Parmi les thèmes abordés dans les cursus de formation: le droit européen, les droits de l'homme, l'environnement, les médias, le commerce international, la privatisation, ainsi que les droits des minorités et la résolution pacifique des conflits. Ce Centre développe son action aussi dans le domaine de la formation continue, il offre ainsi la possibilité aux juristes d'intégrer de nouvelles approches, d'améliorer les standards et normes en vigueur dans leur pratique, et de contribuer ainsi au développement de la profession. Tables rondes, conférences, séminaires, cours et publications sont destinés à un public cible diversifié: étudiants, juges, avocats, professeurs et même ministres. Le Centre assiste également les associations citoyennes actives dans le domaine des droits de l'homme ainsi que tout organisme juridique.

Le Law Center a développé récemment un autre centre d'excellence et d'expertise, il s'agit d'un programme favorisant la création et le développement de micro et petites entreprises intégrant la promotion des valeurs démocratiques. Dans un environnement qui a tendance à placer les entreprises sous la dépendance des autorités locales, et par conséquent de privilégier les personnes appartenant ou proche des partis au pouvoir, il importe en effet de permettre à chacun d'avoir accès aux ressources économiques et de développer des initiatives privées. A l'évidence, la nécessaire restructuration de l'économie, le développement intégré d'une économie de marché ainsi que d'une culture d'entreprise rendent de tels programmes indispensables. Le Law Center souhaite développer la

Sarajevo qui engagea dès 1996 un processus de suivi critique des Accords dont on pensait, à l'époque, qu'ils pourraient être modifié voire entièrement refondé: « *la première, que font les dirigeants nationalistes, est qu'il s'agit d'un répit avant une partition finale de la Bosnie. Dans la seconde, Dayton est un prélude à la réintégration de la Bosnie-Herzégovine. C'est une question de volonté politique et non de texte.* »²⁹⁵

Ainsi pour Zravko Grebo même si l'on conteste les accords de Dayton comme partage de la Bosnie sur les positions acquises de la guerre etc. il est nécessaire de revendiquer leur application intégrale, car c'est à la fois un levier pour faire évoluer la situation à terme et la seule condition d'un retour à un état de droit minimal sans lequel il n'est pas possible d'envisager un processus démocratique pluraliste et pluriethnique. C'est aussi le moyen de faire pression sur la communauté internationale et le protectorat pour qu'il assume ses responsabilités, notamment à l'égard des entités serbes et croates de la Bosnie.

« *La caractéristique principale des accords de Dayton est, de toute évidence, l'ambiguïté* indique Xavier Bougarel²⁹⁶. *Ils prétendent effacer les conséquences humaines du nettoyage ethnique en affirmant le droit de toutes les personnes déplacées à réintégrer leurs foyers, mais entérinent ses résultats politiques en reconnaissant la Fédération croato-musulmane et la République serbe comme deux entités territoriales séparées. De même, ils affirment que la Bosnie-Herzégovine " conserve son existence en tant qu'Etat en droit international ", mais autorisent ses entités constitutives à établir des "relations bilatérales particulières avec les Etats voisins, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-*

formation aux technologies modernes, l'apprentissage de l'anglais, et, surtout, la formation entrepreneuriale (management, gestion et finance, marketing, relations publiques, préparation d'un business plan, etc.). En plus des cycles de formation, un *Small Business Development Center* assiste les futurs entrepreneurs en leur fournissant des évaluations commerciales (études de marché) ainsi que l'évaluation des projets (à l'aide d'indicateurs commerciaux et financiers adaptés). Comme dans d'autres initiatives comparables en Europe(2), la formation et l'accompagnement sont soutenus par un réseau de parrains et de partenaires, dispositif à même de piloter efficacement les nouvelles entreprises (à l'aide de conseils, de contributions de soutien, ainsi que par la mise à disposition d'un réseau de contacts, voir même par prise de participations).

Le développement du Law Center illustre bien l'évolution dégagée précédemment: après une période de transition de l'aide humanitaire vers l'aide à la reconstruction, nous passons de cette dernière au développement d'une économie de marché (cf. supra 2.4. suivre le lien). L'originalité de l'approche pratiquée par ce Centre est de lier le développement d'une économie de marché à celui d'une société démocratique et d'un Etat de droit. De telles initiatives contribuent selon nous au développement d'une économie plurielle et solidaire adaptée à la Bosnie-Herzégovine(3).

(1) Organisme créée par Georges Soros. Cf. notamment Le Monde, Paris, 28 février 1997.

(2) Nous pensons par exemple à Novacité (Lyon) et à Genilem (Genève).

(3) Cf. notre article: "Bosnie: la reconstruction" in Diagonales Est-Ouest, Lyon, janvier-février 1997, p. 19 & 22
²⁹⁵ Zravko Grebo. Libération, 11 avril 2000

https://www.liberation.fr/planete/2000/04/11/zdravko-grebo-directeur-d-une-radio-independante-a-sarajevo-en-bosnie-la-peur-de-l-autre-recule-enfi_322871

²⁹⁶ Xavier Bougarel. Bosnie réelle et Bosnie virtuelle. Le Monde diplomatique, septembre 1997

<https://www.monde-diplomatique.fr/1997/09/BOUGAREL/4413>

Herzégovine ‘ ‘ ²⁹⁷. Dès lors, il n'est pas étonnant que l'application des accords de Dayton n'ait cessé de se révéler délicate et imprévisible.

()

Dans le cadre des accords de Dayton, la République serbe a rétrocédé la plupart de ses territoires à la Fédération croato-musulmane, les négociateurs souhaitant à tout prix éviter la "mostarisation" de Sarajevo. Mais cette réunification territoriale précipitée s'est soldée par l'exode de 60 000 Serbes se trouvant dans la partie serbe, police bosniaque et police croate se livrant en outre à une course de vitesse pour le contrôle des quartiers évacués. Paradoxalement, cette "réunification" de Sarajevo a donc accéléré la décomposition de son tissu urbain et pluricommunautaire, comme le montrent l'émigration de ses habitants serbes et croates, remplacés par des réfugiés musulmans, la volonté du HDZ d'ériger certains quartiers et faubourgs périphériques en "commune croate", ou encore la transformation de l'agglomération sarajévienne en canton, permettant au SDA d'assurer la prédominance de la communauté musulmane et de dissoudre un noyau urbain affaibli dans un environnement rural élargi. »

L'alternative citoyenne bosniaque dans la scène politique et l'enjeu des réfugiés

Le travail entrepris au cours l'année 1995 à Tuzla pour constituer le Forum pour une Alternative démocratique conduit à la création d'une « Liste Unie » pour les élections prévues en septembre 1996 (élection parlementaires puis locales), rassemblant plusieurs partis, parfois qualifiés de *partis citoyens*, qui débouchera sur la formation de L'union social-démocrate de Bosnie (UBSD)

La question des 1 300 000 réfugiés, des 800 000 personnes déplacées et des combattants démobilisés est au cœur des enjeux des élections.

L'enjeu du vote des réfugiés et déplacés se décline à deux niveaux dans l'organisation du scrutin:

D'une part au niveau politique. Comme l'analyse Xavier Bougarel, « *Les réfugiés et les combattants démobilisés représentent non seulement la réalité sociale centrale de la Bosnie-Herzégovine d'après-guerre, mais aussi son principal réservoir de frustration sociale et de mobilisation politique. De la forme que prendront ces frustrations et ces mobilisations, selon*

²⁹⁷ « Annexe IV : Constitution de la Bosnie-Herzégovine », Accords de paix concernant l'ex- Yougoslavie, La Documentation française, Paris, 1996.

*qu'elles suivront des lignes communautaires ou transversales, dépend dans une certaine mesure l'avenir de la construction politique daytonienne et de la Bosnie-Herzégovine. »*²⁹⁸

D'autre part, au niveau de l'organisation institutionnelle et pratique des scrutins : autant dans la phase d'inscription sur les listes électorales - Qui votera et rattaché à quelle circonscription, commune ou canton ? - que dans la phase post électorale, où les résultats électoraux détermineront les politiques qui créeront ou non les conditions du retour et de l'insertion des réfugiés, déplacés et combattants démobilisés.

Cette question est le souci principal de L'OSCE (Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe) qui exerce la tutelle des élections. C'est ainsi qu'elle établit des dispositions pour que les réfugiés et déplacés puissent voter dans leurs communes soit en s'y rendant soit à travers un vote à distance à travers le « formulaire P-2 », ceci tout en prévoyant qu'ils puissent choisir de s'inscrire là où ils résident au moment des élections.

Cependant les partis nationalistes engagent diverses manœuvres pour faire de la constitution du corps électoral un instrument pour poursuivre de manière « soft » le processus d'épuration ethnique mis en œuvre dans la guerre, dans la perspective de consolider les territoires-nation Serbe, Bosno-musulmane et Croate. Il s'agit alors de maximiser le score des circonscriptions, pour suivre la stratégie d'unité territoriale des différentes aires nationales, ou tenter de détourner le règlement électoral en inscrivant sur les registres des populations réfugiées des autres pays de l'ex Yougoslavie qui ne sont pas retournés (par exemple les réfugiés Serbes issus de Croatie pour la Republika Srpska, ou les populations issues du Sandjak monténégrin pour les régions Bosno-musulmanes).

*« Ainsi, les autorités serbes utilisent le formulaire P-2 (demande de changement de lieu d'inscription) pour concentrer les réfugiés serbes dans certaines municipalités stratégiques et contestées de la République serbe, telles que Brcko ou Zvornik. Les autorités croates font de même, à moindre échelle, dans certaines municipalités d'Herzégovine et de Bosnie centrale. Enfin, les autorités bosniaques s'insurgent contre cet usage abusif du formulaire P-2 (demandant sa suppression et menaçant même de boycotter le scrutin), et poussent au contraire les réfugiés musulmans à s'inscrire dans leurs municipalités d'origine. »*²⁹⁹

²⁹⁸ Xavier BOUGAREL. Op.cit.

²⁹⁹ Xavier BOUGAREL. Op.cit.

Le résultat des élections parlementaires du 14 septembre 1996 consacrent cette logique partitionnaire en accordant une majorité de 75% aux partis nationalistes³⁰⁰.

Initialement prévues le 15 septembre 1996 en même temps que les élections parlementaires, les élections locales (cantonales et municipales) ont été reportées à trois reprises et n'auront finalement lieu qu'un an après, les 13 et 14 septembre 1997. Si l'enjeu des premières élections parlementaires était de remettre en route un système institutionnel basé sur une autorité légitime plus ou moins incertaine en raison de découpage du pays en entités ayant des attributs de souveraineté propre, l'enjeu des élections locales est celui de la politisation du vivre ensemble au quotidien dans les localités. Dans le contexte d'après guerre, non seulement les conditions de retour des réfugiés ne sont pas remplies, mais l'idée même que certaines municipalités ou cantons voient des minorités ou des listes citoyennes défendant la pluralité obtenir un score significatif n'est pas bien venue pour les communautés majoritaires sous l'emprise des antagonismes exacerbés par la guerre. Le risque de conflits lors du scrutin lui-même était très élevé, et il a fallu attendre à la fois une certaine stabilisation institutionnelle au niveau central et un cycle de négociations soutenues pour aménager les conditions du vote local.

Si le scrutin s'est passé sans grands heurts significatifs dans ces conditions d'après guerre. Les partis nationalistes ont là aussi eut la part belle.

La seule ville emportée par les *partis citoyens* a été Tuzla. Le constat formulé à l'issue des élections cantonales de 1994 juste après la création de la fédération croato-bosniaque vaut pour les premières élections locales de l'après Dayton : « *Partout les nationalismes menacent. La Bosnie des villes est étouffée par celle des campagnes, sur laquelle s'appuient les nationalismes ethniques* (). »³⁰¹

³⁰⁰ X. Bougarel propose de distinguer quatre ensembles dans la composition politique à issue des élections de 1996:

- les trois partis nationalistes dominants (SDA: 39,8 %; SDS: 21,7 %; HDZ: 14,1 %);
- des partis issus de scissions internes à ces partis nationalistes (Parti pour la Bosnie-Herzégovine: 5,9 %; Bloc patriotique démocratique: 1,0 %);
- des partis nationalistes minoritaires et oppositionnels (Parti radical serbe et Parti de l'unité serbe: 3,1 %; Parti croate du droit: 0,6 %);
- des listes opposées aux partis nationalistes et rassemblant des partis à prétention pluricommunautaire ou citoyenne (Liste Unie: 6,9 %, Alliance pour la paix et le progrès: 5,1 %).

³⁰¹ Catherine Samary. Décembre 1994. Op.cit.

Je renvoie ici à notre discussion introductive qui interrogent les limites de cette lecture en terme d'opposition ville-campagne.

Enfin, à l'issue des élections, le SDP, composante socio-démocrate le plus établie et la moins explicite sur les enjeux de l'après guerre, s'est rapproché du SDA pour préserver ses positions dans l'appareil d'Etat, quand l'**UBSD** constituait un **gouvernement alternatif** en s'alliant à certains partis de *l'Alliance pour la paix et le progrès*, une coalition en Republika Srpska opposée au régime de Karadzic.

Le *gouvernement alternatif* basé à Tuzla avait pour but à la fois de constituer un pôle critique et d'élargir les aires de déploiement d'un dialogue démocratique pour la paix, le retour des réfugiés et la pluralité communautaire.

En Aout 1996, après les accords de Dayton, 13 associations fondent à Tuzla le **Parlement Alternatif Citoyen (PAC) de Bosnie-Herzégovine**, en présence de 250 personnes. 13 associations de toute la Bosnie et Herzégovine y participent : les Forums Citoyens (Tuzla, Zenica & Banja Luka), le Cercle 99 (Sarajevo), le Cercle Démocratique (Bihac), les Comités Helsinki pour les Droits de l'Homme (Bijeljina & Sarajevo), les Centres pour une coopération citoyenne (Livno & Travnik), l'Association Femmes (Tuzla), le Forum des intellectuels (Breza) et l'Association des mariages mixtes (Zenica). M. Vehid SEHIC (Forum Civic de Tuzla) est élu président du PAC, M. Bransilav KOSIC (Banja Luka) ainsi que Mme Azrija PIRALIC (Bihac) en sont les vice-présidents.

Plusieurs personnalités ou représentants d'associations des autres pays de l'ex-Yougoslavie y participent, notamment des représentants du **Centre anti-guerre de Zagreb** et Miladin Zivotic, fondateur du **cercle de Belgrade** initiateur de la visite Igman (Cf. partie Belgrade).

La création de ce parlement insuffle une dynamique de mobilisation des acteurs opposés à la partition de la Bosnie et Herzégovine, et défenseurs d'une vision plurielle de la société et de la politique. Au plus fort de son action, le Parlement Alternatif Citoyen (PAC) regroupera plus de 40 initiatives dans tout le pays.

Les buts affichés du PAC sont clairs : dans le contexte de l'après Dayton, c'est sur la société civile qu'il faut compter pour formuler et exprimer une voie alternative. L'objectif transversal est le développement d'une société civile en capacité de produire des alternatives locales, de mobiliser des citoyens en déshérence et de faire pression sur le politique, le juridique, les institutions internationales et sur les représentants du mandat de l'ONU.

En avril 2000, les élections marquent le renouveau électoral socio-démocrate et citoyen aux élections locales, Tuzla est conservée, 4 municipalités de Sarajevo sur six sont gagnées par les socio-démocrates, tandis que SDA nationaliste y a été quasiment éliminé. Mais les politiques conduites par les différentes entités nationales en matière de réfugiés continuent de partager la ville. Dans les quartiers Est de la capitale, appelée Nouvelle Sarajevo, à majorité bosno-serbe, le SDS fait le plein des voix nationalistes.

Cependant, si les observateurs bosniens attribuent une part de ce succès des « partis citoyens » à une dynamique interne à la Bosnie et Herzégovine, et en partie à l'émergence du courant citoyen, ils l'attribuent aussi à la dynamique globale qui affecte la plupart des pays de l'ex-Yougoslavie, en Croatie d'abord mais aussi en Serbie même si le discours socio-démocrate y est emprunt de sérieuses ambiguïtés quant au nationalisme et au pan-serbisme (Cf. supra, les discours de campagne de Mr Kostunica et ses premières initiatives en direction de la Republika Srpska, ainsi que les position de certains leaders socio-démocrates en Serbie). Ainsi *« de la même manière que les changements en Croatie se sont reflétés en Bosnie, observe Zdravko Grebo, il est possible que cela se reflète sur le vote des Serbes et des Croates lors des élections générales prévues à l'automne. Si les Serbes et les Croates s'aperçoivent que l'on peut être Musulman et voter pour les sociaux-démocrates et pas seulement pour un parti comme l'est le SDA, il est possible qu'ils réagissent de même à Banja Luka où à Mostar-Ouest »*³⁰²

Les enjeux d'une justice digne de ce nom.

Si la question des rapports entre communautés, la question des réfugiés ou celle des stratégies nationalistes à visées partitionnistes, ou encore la justice, restent au cœur des enjeux politiques, quelque chose semble avoir changé note encore Zdravko Grebo :

« Une des promesses électorales du Parti Social démocrate était, comme en Croatie, la révision des privatisations frauduleuses, et l'autre, je cite, «le retour inconditionnel des réfugiés, sans quota». A savoir non pas 50 des nôtres contre 50 des vôtres, mais chacun rentrant chez soi. Je pense qu'il réalisera cette promesse, au moins à Sarajevo. C'est une rhétorique tout à fait différente de celle de Milorad Dodik, le Premier ministre de Republika

³⁰² Zdravko Grebo. En Bosnie, la peur de l'autre recule enfin. Libération. 11 avril 2000.

https://www.liberation.fr/planete/2000/04/11/zdravko-grebo-directeur-d-une-radio-independante-a-sarajevo-en-bosnie-la-peur-de-l-autre-recule-enfi_322871

Srpska, qui promet au contraire à ceux qui ne veulent pas rentrer chez eux de procéder à des échanges de biens et d'appartements. »

Et peut être que l'un des signes les plus prometteurs de ce changement serait que « *les gens ont commencé à se percevoir autrement que simplement comme des Musulmans, des Serbes ou des Croates. Ils s'aperçoivent qu'ils sont aussi des pauvres ou des riches, des jeunes ou des vieux, des hommes ou des femmes, ou qu'ils appartiennent à telle ou telle régions. Je dirais que l'atmosphère de peur de l'autre, qui a dominé la Bosnie pendant la guerre et longtemps après la guerre, a reculé et que les gens ont commencé à penser par eux-mêmes et dans leur propre intérêt.* »³⁰³

³⁰³ Zdravko Grebo. Op.cit..

https://www.liberation.fr/planete/2000/04/11/zdravko-grebo-directeur-d-une-radio-independante-a-sarajevo-en-bosnie-la-peur-de-l-autre-recule-enfi_322871

Chapitre 2 - Initiative transfrontières en ex-Yougoslavie

L'initiative de Dialogue Civique

Alors que Tuzla devenait le foyer d'une amorce d'alternative politique et un lieu ressource et d'appui à la structuration de la société civile en Bosnie, dès 1996, après les accords de Dayton, c'est aussi à Tuzla et sur le carrefour d'initiatives qu'elle est en passe de devenir que se greffe une autre dynamique qui se déploie en même temps au-delà du périmètre de la Bosnie et Herzégovine pour fédérer des réseaux « cousins » des pays de l'ex-Yougoslavie.

Tuzla sera ainsi le point de départ de l'**initiative de Dialogue Civique** réunissant des réseaux citoyens de Croatie, Serbie et Bosnie-Herzégovine à un rythme de rencontres intensif.

Initiée par le Forum Civique de Tuzla (Vehid Sehic), le Cercle de Belgrade (Miograd Zivotic) et le Centre Anti-guerre de Zagreb (Vesna Terselic) cette initiative s'oppose fermement aux nationalismes et à la partition de la Bosnie-Herzégovine pour soutenir au contraire la perspective d'un pays des Bosniens³⁰⁴ réunis, intégré dans un espace ex-Yougoslave démocratique et aux frontières ouvertes, lui même inscrit dans l'Union Européenne. Au-delà des déclarations politiques, il s'agit d'un programme qui vise à mettre en œuvre la liberté de mouvement et d'information, à œuvrer pour le retour des réfugiés et la démocratie pluraliste. « *La normalisation [de Dayton] est utilisée ici comme levier pour favoriser une progressive réconciliation* ». ³⁰⁵

La spécificité des deux réseaux du Centre Anti-guerre de Zagreb auxquels participe Zoran Pusić et son Comité Civique, et du Cercle de Belgrade, réside, comme on a pu le voir dans les parties précédentes sur la Croatie et la Serbie, dans la clarté de leur positionnement et de leurs pratiques concrètes quant à quatre questions essentielles : 1 - Une approche politique des Droits de l'Homme qui récuse toute théorie de l'équivalence des responsabilités dans la guerre et qui demande justice aux criminels. 2 - La récusation des visées nationalistes-mafieuses qui poursuivent l'épuration ethnique entretiennent la potentialité de la guerre. 3 - La solidarité avec les réfugiés et des victimes de la guerre quelle que soit leur nationalité, toujours pris en otage par les régimes de forces nationalistes et/ou mafieuses. 4 - Enfin

³⁰⁴ L'usage du terme Bosnien pour parler en français de l'ensemble des habitants de la Bosnie et Herzégovine a été utilisé par certains auteurs pour dépasser les confusions qui suscitent le terme Bosniaque qui peut désigner soit l'ensemble des populations de Bosnie & Herzégovine, soit les populations de Bosnie centrale musulmanes ou considérées comme telles.

³⁰⁵ Christophe Solloz. Op.cit et nos propres entretiens.

l'affirmation qu'il n'y a pas de démocratie qui ne soit basée sur la mise en œuvre effective de ces principes.

C'est l'ambiguïté des réseaux du Centre Anti-guerre de Belgrade sur ces questions, qui a été la raison pour laquelle le projet Izbor évoqué plus haut n'a pas trouvé écho auprès du réseau bosnien des alternatives, ni auprès de Zoran Pusić et du comité Civique de Zagreb.

Le travail entrepris dans cette initiative de dialogue civique transfrontière débouchera sur *l'initiative Igman* qui regroupera des acteurs d'un grand nombre de régions des pays de l'ex-Yougoslavie

L'initiative Igman et la perspective transnationale comme condition d'une société pluraliste en Bosnie et en ex Yougoslavie

Comment œuvrer pour la paix et le développement des trois pays qui ont été ravagés par la guerre : la Bosnie, la Croatie et la RF Yougoslave, et plus globalement dans les Balkans ? Les trois ONG : le Comité Civique pour les Droits de l'Homme (Zagreb, Croatie), le Forum pour des Alternatives Démocratiques (Tuzla et Sarajevo), le centre pour la régionalisation (Novi Sad, Yougoslavie) ont construit un ambitieux projet visant à la construction de nouvelles relations entre les trois pays basés sur la coopération et l'intégration régionale, comme une étape vers la construction d'un " marché commun balkanique ".

Ce projet qui lie normalisation des relations, développement économique et retour des réfugiés a été élaboré suite à une rencontre régionale à Banja Luka et une conférence internationale de trois jours organisé par les trois ONG à Zagreb (17-19 Nov. 2000) sur le thème : " l'avenir des relations entre la Bosnie, la Croatie, et la Yougoslavie ".

Il s'est donné pour nom " **l'initiative Igman** " et a été organisé, par les trois ONG, avec le Centre Est-Ouest de Prague porté par le hCa Helsinki citizen's Assembly Cf. ci après) ainsi que de plusieurs économistes, experts, écrivains et militants des trois pays, et un observateur pour chacune des institutions OSCE et ONU.

Le projet vise à établir une coopération entre les décideurs et les activistes du secteur civique issus des pays des Balkans et de l'UE. Il se focalise d'abord autour du "triangle de Dayton" (RFY, B&H, Croatie) pour accomplir trois objectifs : 1) *établissement d'une zone libre échange, dans un premier temps, entre les trois pays du triangle de Dayton avec la perspective d'inclure par la suite les autres pays balkaniques ; 2) établir un régime unifié de visas et de libre circulation (sans visa) à l'intérieur des pays du marché commun balkanique*

(similaire à l'accord de Schengen) ; 3) Un tel régime visant à faciliter la réalisation du droit de retour des réfugiés par l'établissement d'un droit à la double citoyenneté pour les réfugiés originaire d'un pays de Dayton et résidant actuellement dans un autre pays de Dayton.³⁰⁶

Pour aller vers ces grands objectifs, les acteurs de "l'initiative Igman" voient comme première étape de commencer par une coopération entre les villes. Ils ont choisi pour commencer le triangle *Tuzla-Osijek-Novi Sad*, où la tension est moins prononcée qu'ailleurs, où les municipalités entretiennent de bons rapports avec les forces et les organisations civiques et voient de bon œil cette initiative.

A partir d'un travail dans et entre les villes, les initiateurs d'Igman espèrent passer à un stade régional en déployant le projet dans le triangle *Dubrovnik – Trebinje – Budva* pour l'étape suivante, et ainsi de suite (Voir ci-après)

Afin de dépasser le traumatisme lié à la mémoire récente de la guerre dans cette région, les porteurs de l'initiative veulent mobiliser et mettre en mouvement les forces et les organisations de la société civile dans ces villes et construire entre elles des liens de coopération, de sorte à *créer un autre climat* et faire pression sur les municipalités et les pouvoirs locaux pour qu'ils s'engagent dans une perspective de coopération.

La perspective d'intégration régionale est aussi envisagée comme un moyen pour apaiser les tensions et les conflits au Sud de la Serbie (Kosovo, etc.) dans la mesure où elle permet de rendre moins prégnante la question de la souveraineté. Par ailleurs la conjonction d'une coopération /intégration régionale et la double nationalité est considérée comme une mesure utile, nécessaire pour rassurer les réfugiés et les déplacés et favoriser leur retour.

Les orientations adoptées pour l'Initiative Igman restent fidèles au message fondateur porté par Miladin Zivotic l'initiateur de la visite Igman à Sarajevo, en particulier concernant la reconnaissance par les agresseurs de leur responsabilité comme condition de la paix et de la justice. C'est ainsi par la médiation de l'Initiative Igman que le nouveau Président de la Serbie en 2010 se rendra à Vukovar, à Paulin Dvor puis à Srebrenica, réalisant le vœux de Zivotic : *«Le premier acte que doit faire n'importe quel nouveau président de ce Pays est de se rendre à Sarajevo et demander le pardon, exactement comme Willy Brandt a fait quand il s'est rendu à Varsovie. C'est la seule manière de commencer de nous guérir nous-mêmes »*

³⁰⁶ Objectifs que nous a expliqué Zoran Pusić lors de nos entretiens et relevés sur le site de l'initiative Igman en 2001.

L'initiative Igman est sans doute la plus importante initiative citoyenne ayant eu un impact sur les cadres institutionnels et politiques de la construction de la paix en mobilisant dans un premier temps les institutions de maintien de la paix (OSCE et ONU en particulier) puis l'Union Européenne. Si l'initiative Igman (voir son site³⁰⁷) s'est structurée en grande partie comme un *think-tank* international développant des programmes d'expertise et de médiation politique (depuis les années 2000, la plupart des sommets inter-états avec l'UE ou l'ONU dans l'ex-Yougoslavie sont précédés par des Séminaires de l'initiative Igman), elle reste cependant fondamentalement un réseau militant qui a réussi à rassembler et essaimer un large réseau d'initiatives citoyennes dans les régions et municipalités de l'ex-Yougoslavie (hors Kosovo).

Zoran Pusić, la figure de l'anti-héro croate que nous avons suivi au début de cette exploration des mouvements anti-guerre, est l'une des chevilles ouvrières de ce réseau. Tout en habitant son rôle de diplomate de haut vol, il n'a pas cédé aux sirènes de la reconnaissance. Il n'a rien perdu de son opiniâtreté, de sa modestie, ni de son humour à la fois aiguisé et irrévérencieux.

Un coup d'œil à la liste des membres de l'initiative Igman³⁰⁸ fournit trois indications importantes. La première est que l'on retrouve l'ensemble des acteurs de ce qu'on appelle ici le *courant citoyen* anti-nationaliste qui s'est cristallisé dans la dynamique de Tuzla, dont nous avons évoqués certaines figures et qui a largement essaimé dans toute l'ex-Yougoslavie hors Kosovo et Macédoine. La seconde est l'ampleur du déploiement du réseau dans les différentes régions de l'ex Yougoslavie, dans les villes et régions les plus traumatisées par les guerres hors Kosovo. La troisième est la grande proportion de ces acteurs qui sont affiliés au réseau hCa (Helsinki Citizen's Assembly). Celui-ci a constitué déjà avant Dayton un cadre d'appui et de coopération pour les acteurs de ce courant citoyen dispersés par la guerre et menacés par les régimes autoritaires, les milices ou les mafias, et a constitué après Dayton, le cadre par lequel ce réseau d'acteurs de l'ex-Yougoslavie prend position dans la stratégie institutionnelle et diplomatique de l'Union Européenne.

L'appui d'un réseau citoyen européen indépendant

Le rôle du hCa (Helsinki Citizen's Assembly) comme acteur réseau

³⁰⁷ <http://www.igman-initiative.org/>

³⁰⁸ <https://www.igman-initiative.org/members/all-participants/>

Importance de ce réseau dans l'émergence et le déploiement et l'ancrage européen de la dynamique politique citoyenne en Bosnie

Ainsi, ce n'est pas seulement l'héroïsme des passages clandestins des frontières par Zoran Pusić et ses amis, ni l'extraordinaire opiniâtreté de Miogrod Zivotic du Cercle de Belgrade et de ses amis qui s'est rendu plusieurs fois à Sarajevo et à Tuzla en dehors de la célèbre visite collective via le mont Igman, (on pourrait citer bien d'autres acteurs) qui ont créé le cadre de confiance et de coopération sur laquelle repose ce réseau d'acteurs « cousins ».

Il y a eu une médiation et une pratique de coordination à la fois au sein, et supportée par, un acteur clé : la Helsinki Citizen's Assembly dit le hCa.

Le hCa est un réseau né au cours des années 80 pour cultiver un dialogue Est Ouest à partir de la solidarité avec les dissidents porteurs d'espérances démocratiques. Son siège est basé à Prague en raison du fait qu'il a joué un rôle important dans le soutien à Vaclav Havel et a en même temps été fortement imprégné de sa pensée en tant qu'intellectuel dissident. La particularité organisationnelle du hCa est qu'il n'est pas une organisation internationale centralisée qui déploie des programmes dans les régions en crise. Il repose au contraire sur des entités locales, dans des villes de pays en crise autant que dans plusieurs pays d'Europe en paix. Il se déploie en accompagnant les dissidents ou des acteurs émergents, par la création de bureaux locaux autonomes appuyés sur des collectifs citoyens membres de l'assemblée citoyenne que constitue le réseau dans son ensemble. Christophe Solioz³⁰⁹, que je cite à plusieurs reprises était membre du hCa de Genève et a joué un rôle significatif dans ce travail de médiation, à travers de nombreuses missions dans la Bosnie et Herzégovine au cours desquelles il a procédé à de nombreuses mises en relation.

Le hCa s'est déployé en soutenant des acteurs en Bosnie à travers plusieurs bureaux, à Sarajevo et Tuzla, hauts lieux des dynamiques alternatives que nous avons décrites, mais aussi dans des lieux où les citoyens qui adoptaient cette perspective alternative étaient encore plus exposés en raison de l'environnement hostile comme on peut le voir sur la carte ci-après, dans des villes et régions où parmi les pires des actes d'épuration ethnique par la violence

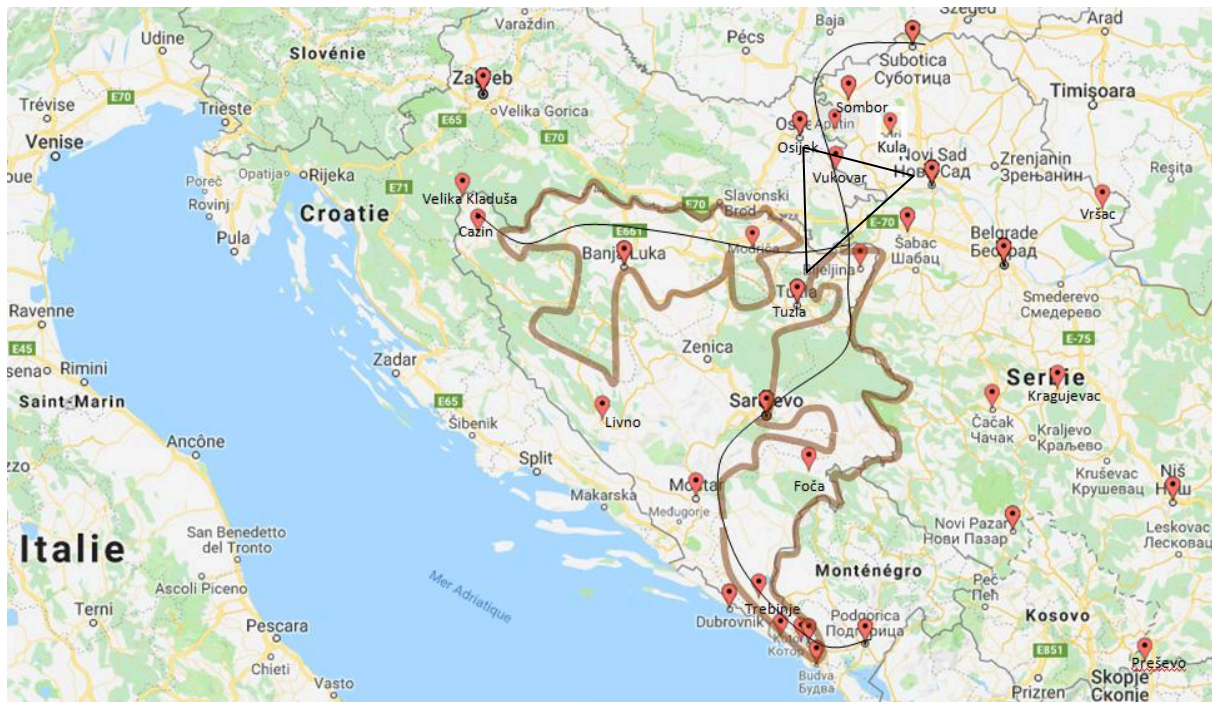
³⁰⁹ Christophe Solioz était aussi membre du « board » de l'initiative « Partner for Kosovo » dont j'ai été l'un des animateurs de 1999 à 2001 avec le support de l'association Diagonales Est-Ouest de Lyon, et en lien avec le réseau « Balkan Peace Team » auquel ont participé de HCA et le MAN – Mouvement pour une Alternative non Violente durant la période d'avant la guerre, lequel réseau était aussi partie prenante de l'initiative Partner For Kosovo, parrainée par Jean Ziegler et Pedrag Matvejevic et Ymer Yaka, intellectuel kosovar militant du comité des droits de l'Homme de Pristina, avec lequel j'ai enquêté au Kosovo en 1999 et 2000.

armée des milices furent commis, et qui sont restées sous emprise des forces nationalistes et mafieuses.

Le déploiement de l'initiative Igman

Déploiement spatial

La cartographie des villes où sont implantées les structures participant à l'initiative Igman révèle son déploiement non seulement en Bosnie Herzégovine mais aussi en Serbie, Croatie et au Monténégro.



Carte de l'implantation des structures des membres de l'initiative Igman en 2018

Les délimitations en brun dessinent les territoires de l'entité serbe Republika Srpska, le reste du territoire de la Bosnie étant celui de la fédération Bosno-croate qui constitue la deuxième entité.

Les tracés en noir schématisent l'implantation de ce réseau dans les Krajinas internes au territoire de la Bosnie et Herzégovine « unifiée ».

Le triangle *Tuzla-Osijek- Novi Sad*, indiqué sur la carte est celui sur lequel l'initiative Igman tente de mettre en œuvre la première phase de sa stratégie socio-économique (Cf. ci-avant)

Comme on le voit sur cette carte, le réseau des acteurs de terrain de l'initiative Igman en Bosnie Herzégovine, a ceci de remarquable qu'il s'est non seulement implanté dans des villes où s'étaient construites des formes de coexistence donnant lieu à un cosmopolitisme populaire que l'épuration ethnique par la guerre puis par les pouvoirs nationalistes s'acharnent à détruire, mais aussi dans les Krajinas où les régimes Serbes et Croates se sont affrontés en même temps qu'ils se sont entendus pour éradiquer et/ou soumettre la composante musulmane de la société et assurer l'épuration ethnique.

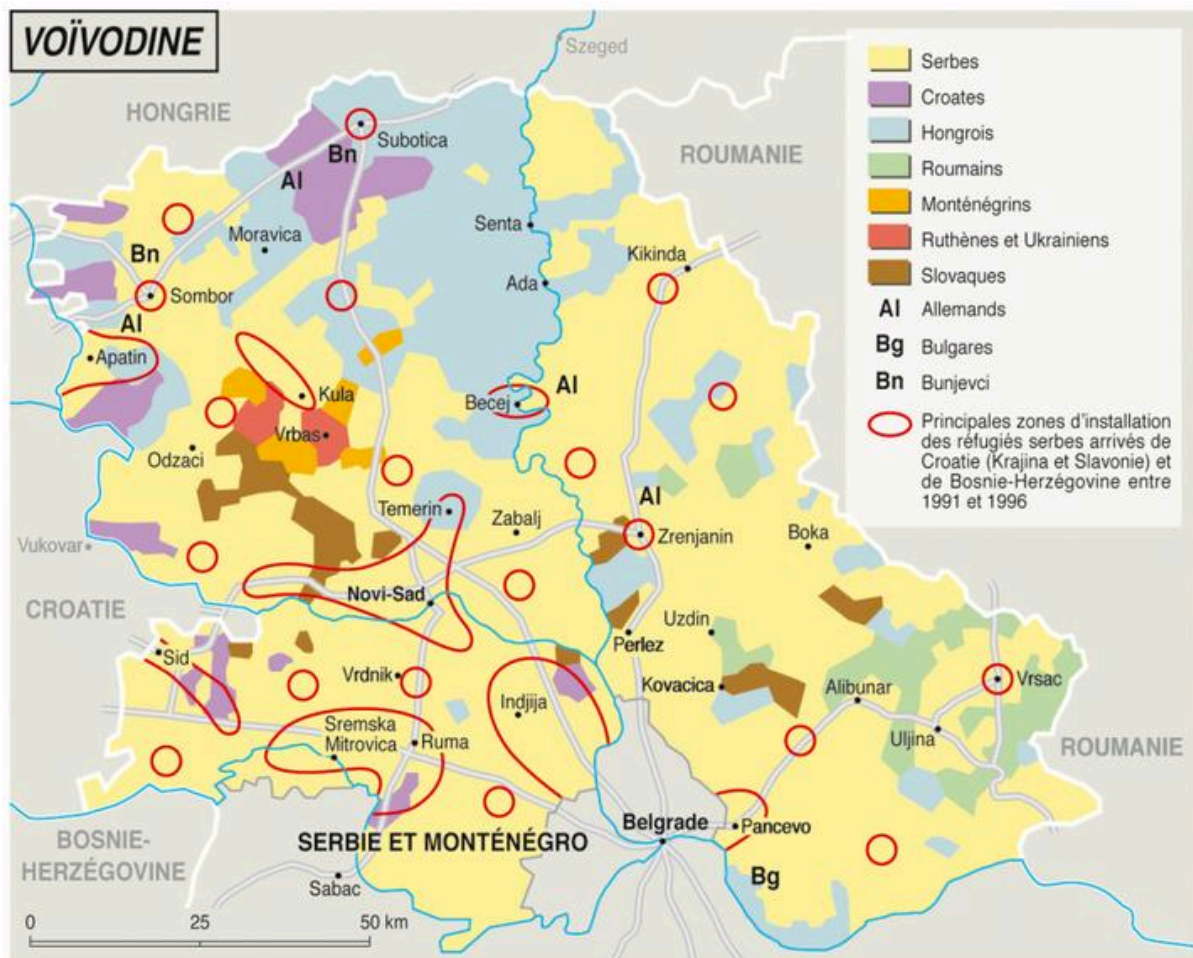
C'est donc au cœur des *lieux moments* de la guerre, en se construisant dans la dynamique citoyenne transfrontière de Tuzla, c'est à dire en se *déterritorialisant* dans le dialogue civique de Tuzla, transfrontière et plurinational, qu'il s'est ensuite *reterritorialisé* en articlant échelles transnationales et échelles locales pour affronter les épreuves de l'après guerre et du retour des réfugiés en tentant de construire une alternative à l'épuration ethnique et à la clôture nationaliste.

Mais comme le montre aussi la carte, le réseau s'est aussi déployé en Voïvodine, dans la région du nord de la Serbie. En raison du fait qu'elle est au carrefour des différentes composantes linguistiques et nationales de cette partie de l'Europe Centrale et Orientale et des anciens fragments d'empires, un grand nombre de nationalités y sont représentées (la Voïvodine admettait 17 langues officielles au début des années 90 les Serbes n'y étant pas majoritaires). Et si une velléité d'indépendance s'est exprimée au début des années 90 en voïvodine, la tournure de la guerre en Croatie et en Bosnie, et paradoxalement le défaut d'une *mythologie nationale* propre à la Voïvodine susceptible de mobiliser la population dans une confrontation, a conduit à un compromis avec Belgrade. Ainsi, d'une certaine manière dans le prolongement de sa fonction historique d'accueil de population exclues ou fuyant les empires environnants, elle s'est trouvée accueillir de nombreux réfugiés, en particulier les réfugiés serbes de Bosnie et de Croatie.

En mettant en avant les populations dominantes selon les régions, la carte suivante, réalisée par Philippe Rekacewicz³¹⁰, représente la structure *en archipel* du territoire de la province, structure héritée de l'histoire. Elle montre en particulier les régions à dominante serbe qui ont accueilli les réfugiés serbes de Bosnie et de Croatie. Et ce qui est assez remarquable pour notre propos est que ces régions sont précisément celles où sont implantées les structures participantes de l'initiative Igman.

³¹⁰ Philippe Rekacewicz. *La Voïvodine, l'oasis yougoslave épargnée par la guerre*. Le monde diplomatique. juillet 2003.

Adresse Internet de la carte : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/voivodine>



Déploiement thématique et composition du réseau de l'initiative Igman³¹¹

On peut classer la liste des plus de 270 membres de l'initiative Igman en 8 grandes catégories d'acteurs :

- 1- Les acteurs porteurs de projet locaux socio-économiques et/ou solidaires avec les réfugiés et/ou intercommunautaire.

En Voïvodine ce ne sont pas seulement les rapports intercommunautaires entre Serbes, Croates et Bosniaques qui sont en jeu, mais aussi les rapports avec les minorités Hongroise, slovaque etc. comme en témoignent la participation de structures de la société civile émergeant des communautés magyares (hongroises) et roumaines ainsi que les instances de la démocratie locale et provinciale dans la catégories d'acteurs suivante.

- 2- Des représentants d'initiatives de démocratie locale parlement local... dans les cadres institués des collectivités territoriales

³¹¹ <https://www.igman-initiative.org/members/all-participants/>

3- Des initiatives démocratiques alternatives

C'est par exemple le cas du Forum des citoyens de Tuzla ou le parlement alternatif et le gouvernement alternatif de B&H.

4- Les acteurs coordonnateurs ou relais de thématiques militantes :

- Associations ou centres des Droits de l'homme Etat et/ou plaidant pour le droit au retour des réfugiés.
- Les réseaux anti-guerre et pacifistes qui ont refusé la logique de l'équivalence entre les parties, en Serbie comme en Croatie. On retrouve ainsi le comité Helsinki pour les Droits de l'Homme de Belgrade présidé par Sonja Biserko, et d'autres Comités de la même filiation dans différentes villes de Croatie, de Bosnie, ainsi qu'en Voïvodine, au Monténégro et dans d'autres villes de Serbie.
- Des juristes, des structures de défense des droits des minorités et des réfugiés ou déplacés.

5- Les représentants de partis politiques opposants à la purification ethnique et au nationalisme

On trouve différentes composantes socio-démocrates (en « principe » les partis socio-démocrates ou « citoyens » se distinguent des partis démocrates y compris socialistes la plupart du temps nationalistes) des différents pays ou régions y compris de Republika Srpska. Certains de ces partis sont non étiquetés du point de vue communautaire, d'autre le sont, comme le parti MBO formé en Bosnie par un mouvement musulman opposé au parti nationaliste SDA au pouvoir.

6- Des personnalités intellectuelles, universitaires (Droit, économie, sociologie-anthropologie...), artistiques (théâtre, centre culturel, ...) ou médiatiques (journalistes, chroniqueurs de presse écrite et médias audiovisuels notamment les radios et télévisions locales et dans les revues du mouvement anti-guerre) engagées dans la société au quotidien.

7- Des acteurs économiques institués et de la *société civile*

On peut citer le *Law Center* de Sarajevo déjà évoqué, des chambres de commerces et d'industrie régionales des différents pays ou régions, des acteurs privés du conseil stratégique sur le développement économique ;

8- Les acteurs historiques ex-Yougoslaves qui se sont engagés contre l'épuration ethnique dès le début de la guerre et les figures de la résistance citoyenne bosniaque.

Comme on l'a vu plus haut, c'est dans la dynamique de convergence dans le *Dialogue Civique à Tuzla* que l'initiative Igman a pu réunir les courants d'engagements porteurs d'alternatives démocratiques, d'initiatives citoyennes de développement local et des réseaux militants en lutte contre l'épuration ethnique et le nationalisme en Croatie et en Serbie (Le cercle 99, les Comité Civique de Zagreb pour les Droits de l'homme créé par Zoran Pusić, les Cercle de Belgrade etc.)

9- Des acteurs représentant des réseaux internationaux de soutien et de coopération.

Fondations, Helsinki Citizens' Assembly (hCa - Prague), et des observateurs internationaux (OSCE et ONU) en nombre limité.

10- Des acteurs institutionnels au niveau Etatique

Représentants des Ministères des affaires étrangères et des parlements nationaux (Serbie, Croatie, Monténégro, Bosnie & Herzégovine) ou provinciaux autonomes (Voïvodine).

En lisant la liste en détail, on retrouve la plupart des acteurs que nous avons découverts dans les développements précédents à l'exception des réseaux pacifistes et des Droits de l'Homme qui ont rejoint l'opposition démocratique nationaliste qui a succédé à Milosević en 2001.

A l'exception des acteurs de cette composante anti-Milosević et anti-guerre qui ont occupé des fonctions politiques institutionnelles dans les *gouvernements démocratiques nationalistes* en Croatie et surtout en Serbie. On retrouve ainsi le très ambivalent Goran Svilanović Ministre Serbes des affaires étrangères et ancien militant du Centre Anti-guerre, responsable des Droits de l'Homme puis leader de l'Alliance civique composante de l'*alliance démocratique* constituée pour faire chuter Milosévić.

C'est que le réseau Igman ne se pose pas comme un mouvement d'opposition mais tente de se construire comme un levier opérationnel visant à conjuguer de manière indissociable quatre objectifs :

- La lutte contre l'épuration ethnique et pour le droit des réfugiés

- La construction d'un espace ex-Yougoslave ouvert à la libre circulation des personnes et des biens dans une économie libérale non prédatrice basée sur l'état de droit et la démocratie pluraliste.
- Le développement économique et social et environnemental local maîtrisé par les sociétés locales dans des formes de démocratie participatives ouvertes.
- La construction d'une paix durable dans la reconnaissance des responsabilités, la mémoire des victimes individuelles et collectives et l'application inconditionnelle de la justice aux criminels de guerre et aux responsables des exactions génocidaires, ainsi qu'aux pilliers de biens privés et publics.

Ces quatre niveaux d'action se conjuguent dans un jeu d'échelles entre l'Union Européenne, l'ex-Yougoslavie, les Etats et les niveaux des localités. Et même si au regard des forces en présence et de l'ampleur des épreuves à affronter, du fait de ce positionnement multi-scalaire unique en Europe, l'offre de négociation que propose ce réseau aux puissants des pouvoirs nationalistes est difficilement négligeable, et de la même manière pour l'Union Européenne.

Cette double dépendance des institutions étatiques et européennes aux exigences du dispositif construit par l'initiative Igman, fait de ce réseau militant et pragmatique un instrument par lequel l'engagement des acteurs qui y participent peut faire retour sur leur monde.

Car c'est bien, sous une autre forme, plus vaste et plus dramatique que celle que nous avons analysée dans les réseaux militants des quartiers populaires en France, le même double processus de consolidation et de transformation sociale qui s'opère ici, dans le double jeu de la transivité et de la transitionnalité de la matrice du réseau. Et même si les configurations socio-historiques du triptyque citoyenneté–citoyenneté–nationalité y sont différentes, on y trouve en effet la même articulation dynamique qui part d'une *pratique politisée de l'assistance* ancrée dans les *lieux-moments* de l'histoire au cœur même des relations de voisinage et de la citoyenneté, dans un mouvement d'élargissement *du plus grand cercle des effectifs* par lequel les frontières intérieures et extérieures se font poreuses ; et qui s'énonce comme espace public constituant, au-delà des cercles nationaux et d'une citoyenneté réduite aux obligations et privilèges de la nationalité.

Mais comme nous l'avons dit, il ne s'agit pas d'opérer une comparaison mais bien plutôt un décentrement non seulement en raison de la discontinuité des configurations socio-historique héritées mais bien aussi parce que les évènements conditionnent l'après événement et forcent les contextes d'action au-delà de ce que peut formuler une pratique d'énonciation commune dans un réseau comme celui de de l'initiative Igman. Il y a en effet en arrière plan des énoncés et des formes de coopération qui s'y inventent, le non dit de l'épreuve qui consiste à concrétiser l'espérance qui sous-tend l'action pragmatique portée par souci de faire union dans le fractionnement, par une pratique effective de l'assistance, sans quoi le discours ne serait rien. C'est pourquoi il nous faut poursuivre le travail entrepris en s'attachant à prendre la mesure de ce que peut-être la mise en œuvre d'une pratique d'assistance continuée dans l'après guerre. Ce à quoi elle s'affronte et en même temps la force tragique que lui donne l'expérience d'une résistance au fractionnement et à la domination nationaliste par les armes.

Partie 5 - Faire droit aux réfugiés et construire les territoires du retour.

Sarajevo : faire droit aux réfugiés et construire l'état de droit. Tuzla : comment travailler avec les enfants dans le chaos et la misère ? Dubrovnik : construire les territoires du retour pour des réfugiés prostrés.

Chapitre 1 - Bosnie. Job 22. Du témoignage au droit

Juillet 2001. Sarajevo. Job 22. Restaurer le droit dans le chaos engendré par la guerre et l'expérience de la ville assiégée.

Dans un quartier de Sarajevo situé au pied d'une colline couverte d'une multitude de tombes, à proximité du grand stade olympique lui-même entièrement couvert de tombes, et qui est surtout l'un des lieux symboliques de la guerre pour les exécutions systématiques qui s'y sont déroulées.

Deux femmes et deux hommes nous reçoivent dans le petit local de Job 22. Trois sont juges et le quatrième est le manager de l'association. Autrefois il était un brillant ingénieur électronicien dans l'une des plus prestigieuses des entreprises d'Etat de la Bosnie-Herzégovine.

Durant toute la rencontre, il restera pratiquement silencieux, n'intervenant que sur des questions techniques ou factuelles. Il ne s'ouvrira à ses nouveaux interlocuteurs qu'après le travail. « *Job is job* » soulignera-t-il, comme pour marquer l'importance vitale d'un professionnalisme chargé d'un sens qui le fait tenir dans la Bosnie oubliée. Lui a défendu Sarajevo, chaque jour, chaque nuit, durant quatre années : « *nous étions trois pour une mitrailleuse. On se la passait à tour de rôle, lorsque l'épuisement ou la mort toujours à proximité nous mettait hors d'état d'agir.* » Il en parle comme si son travail à Job 22 s'inscrivait dans cette continuité : énergie irrépressible et sereine consacrée à se préserver, préserver son intégrité, non seulement pour lui-même, mais pour autrui aussi, en refusant de voir tous ces gens assignés à être autres par cette guerre, comme des parias ou des ennemis irréductibles. Un engagement irrévocable qui reste pourtant marqué par la fatalité de la lente extinction de la Cité, cœur du monde pluriculturel Bosniaque.

Par les gens qui l'animent, par le sens qu'ils donnent à leur travail, Job 22 semble être l'un de ces lieux de lumière par lesquels on échappe à cette insoutenable tension entre résistance et souffrance fatale, lieu de préservation collective, lieu de refondation aussi, dont la portée dépasse largement les gens qui s'y engagent tous les jours, depuis 8 ans déjà.

Le projet démarre fin 93 et début 94 au pire moment du siège de Sarajevo. L'équipe de Job 22 est constituée de 8 juges et avocats, plus le manager. « *C'était au moment où nous n'avions plus de pays, l'état de siège nous écrasait tous les jours un peu plus, nous étions encerclés sans électricité, sans eau et submergés par la question des réfugiés. Au début on a joué un*

rôle de Croix Rouge : les gens nous faisaient parvenir des lettres pour nous demander comment ils pouvaient savoir si leurs familles ou leurs parents étaient encore vivants ».

Zdravka Grebo est l'animatrice principale de Job 22. *« la lecture occidentale de la guerre est souvent tribale ou ethnique. Nous ne nous inscrivons pas dans cette optique qui n'est pas la réalité. D'ailleurs, voyez ! Il y a dans cette pièce un Serbe, une Croate, une Musulmane, il ne manque qu'un Juif pour que nous représentions vraiment ce qu'est Sarajevo ! »*

D'emblée deux partis pris ont orienté le projet : la composition pluriethnique de l'équipe – *« nous nous sommes réunis sur ce principe »*-, et la volonté affirmée de travailler sans égard à l'appartenance religieuse ou ethnique. Mais il a fallu un long travail pour convaincre les gens auxquels le projet s'adressait qu'il s'agissait d'une réalité et non pas seulement d'une déclaration d'intention : *« au début les personnes serbes ou croates nous envoyaient des lettres anonymes car ils n'avaient pas confiance, mais progressivement, à partir des réponses qu'ils obtenaient et, par la suite à partir de notre réputation, ils venaient nous voir. »*

La formule inventée par Job 22 est inédite. Au premier plan, un lieu d'accueil animé par des avocats qui reçoivent les gens, les aident à formuler leurs demandes et à préciser leur situation. Un travail qui allie technicité et recueil patient du témoignage. En arrière plan, dans le respect rigoureux de la déontologie, le groupe des juges qui analysent chaque situation de manière anonyme, formulent des préconisations, recherchent et explicitent les arguments juridiques qui permettront aux personnes de défendre leurs droits en abordant les administrations et la justice dans les meilleures conditions possibles. Ces conseils et arguments sont retransmis aux demandeurs par les avocats qui en expliquent la teneur et, le cas échéant, suivent les gens dans leurs démarches.

Job 22 n'a pas négligé les efforts pour former son équipe autour de ces deux axes : c'est ainsi que les avocats qui pratiquent l'accueil ont pu suivre une formation de haut niveau à Londres, sur les relations avec les *clients (ici tout est gratuit)*. Tandis que les juges et les avocats réunis ont été formés aux cadres juridiques de l'Europe (lois, conception juridique des Droits de l'Homme, etc.)

Dans les débuts de l'action, des questionnaires ont été distribués aux réfugiés bosniens en Bosnie et à l'étranger. Retournés à Sarajevo, ces questionnaires ont été analysés et des réponses ont été apportées concernant les problèmes soulevés. Des permanences téléphoniques de type "SOS juridique" ont complété le dispositif de départ, puis, après cette période d'apprentissage, le lieu d'accueil a été ouvert de manière permanente.

De 94 à 2000, plus de 15000 personnes ont bénéficié de l'aide juridique gratuite apportée par l'équipe de Job 22, cette aide pouvant aller du simple conseil juridique jusqu'à un véritable accompagnement des gens dans leurs démarches, en fournissant parfois de l'aide en nature lorsqu'il s'agissait de situation de survie. Nombreuses sont les personnes qui ont eu recours plusieurs fois à l'équipe. La majorité du public est constituée par des réfugiés et des déplacés qui se trouvaient en Bosnie et à l'étranger. Les problèmes traités : citoyenneté, propriété, logement, droit de travail, de la famille et des situations matrimoniales, assurance médicale, retraite et prestations sociales, droit d'avoir des papiers, droits des orphelins et autres victimes de guerre, etc. La nature de demandes évoluant au rythme des événements et des situations qu'ils engendraient.

Carnet d'enquête

Au début de notre rencontre Zdravka avait pris la parole un long moment, 20 minutes peut-être durant lequel elle avait parlé de leur travail de recueil de l'expérience des gens qui s'adressent à eux. 15000 témoignages des pires expériences vécues imaginables. Car pour formuler leur demande comme une demande de restauration du droit il leur faut relater ce qu'ils ont vécu et comment ils le vivent dans le quotidien, sans quoi non seulement le droit n'est pour eux qu'une abstraction, mais ils ne peuvent extraire leur demande de droit d'une souffrance qui les prend comme dans une totalité et qui oblitère le sens pratique et le crédit qu'on peut accorder à la justice. Dans ce moment, la voix de Zdravka s'était faite la voix du récit souffrant des 15000 témoignages entendus, mémorisés et intériorisés par cette équipe posée au milieu de nulle part, dans les cimetières débordant de la ville. Voix monocorde des rescapés d'une violence sans mesure et de pertes sans nom qui cherchent en permanence à se rappeler au souvenir et qui taraude l'existence de victimes des guerres entreprises contre les populations civiles.

« Pour comprendre le chemin que font tous ces gens vers le droit vous devez comprendre cela » avait soufflé Zdravka au terme de son récit. Mais peut-être est-ce aussi le chemin qu'elle doit suivre elle-même pour se défaire de la souffrance qu'elle doit comprendre dans le témoignage, en la verbalisant devant des visiteurs étrangers à son monde, comme devant un miroir sans tain dans lequel on se voit confondu dans l'intrication perturbante des formes de la réalité extérieure et de l'accumulation capturée à l'intérieur de soi ?

Equiper la demande de droit et construire la capacité de la justice à y répondre

Les juges de Job 22 exercent quotidiennement dans les tribunaux de Bosnie tout en intervenant comme bénévoles dans l'association. Dès le début, ils poursuivent deux objectifs.

Le premier consiste à porter assistance et aide juridique aux citoyens, en particuliers aux réfugiés et victimes de la guerre et de la purification ethnique. A travers la défense de toutes les victimes, quelle que soit leur appartenance ethnique, la finalité clairement affirmée est d'agir pour une société pluriethnique en Bosnie et dans les autres pays de l'ex Yougoslavie. *« La crise du Kosovo a montré que nous avons raison : il faut tout faire pour protéger les gens quelle que soit leur origine ou nationalité. Après les Albanais qui avaient été les principales victimes au Kosovo, ce sont les Bosniens, les Rroms et les Serbes qui étaient menacés et qu'il fallait protéger »*

Le deuxième objectif vise, à partir des constats que permet l'analyse des cas observés, à agir en retour sur l'appareil juridique et sur la pratique de la justice instituée. Dès lors, le travail de l'équipe de Job 22 consiste à analyser les lois et leur application, puis à formuler des propositions de modification légales et des changements de pratique. D'où un travail de campagne et de lobbying, concernant ces besoins de changements et concernant les lois en préparation... Un travail technique mené avec rigueur, doublé d'une action militante contre tout aspect discriminatoire dans les lois. *« Par exemple, souligne Zdravka, à propos des lois bosniaques sur la récupération des logements par les personnes réfugiées, ces lois prévoyaient que les propriétaires des logements devaient déposer un dossier de récupération, à Sarajevo même, dans un délai de 15 jours. Cela interdisait évidemment aux populations serbes réfugiées en Republika Srpska de répondre dans les délais. Il s'agissait en réalité d'une mesure discriminatoire envers ces populations. Nous avons fait un scandale et avons réussi à les faire changer... »* Cependant, sur ce terrain, comme en matière d'accueil des réfugiés de toutes origines, les juges de Job 22 apparaissent bien isolés : *« nous n'avons pas entendu beaucoup de voix concernant ce genre de choses ni du côté des juges ni d'autres organisations dans la Republika Srpska »*. Un constat qui donne toute la mesure de l'action de Job 22 qui en souligne cependant les limites : *« Le fait que nous n'ayons pas d'équivalent en Republika Srpska nuit au retour des réfugiés. De la même manière, depuis la signature des accords en 96, les forces internationales ne fournissent pas les efforts nécessaires pour faciliter le retour »*

C'est ainsi qu'à partir des situations concrètes des gens qui s'adressent à eux, les militants de Job 22 jouent le rôle de révélateurs des effets des politiques et des contextes de l'après-guerre. Ainsi par exemple soulignent-ils « *la situation catastrophique des gens partis à l'étranger et qui ont perdu le statut juridique de réfugiés, mais qui n'en conservent pas moins des droits en Bosnie* ». De la même manière, Job 22 prêtera « *plus d'attention aux besoins de ceux qui sont de retour dans leurs foyers et qui appartiennent à une minorité. Le terme de retour minoritaire concerne le retour des personnes qui intègrent leurs foyers d'avant-guerre sur des territoires où ils deviennent "des minorités" au sens démographique du terme* ».³¹²

Une clinique juridique de l'après guerre sous l'emprise des mafias.

L'ensemble de ce travail produit des effets importants sur l'appareil judiciaire et plus particulièrement sur la pratique des juges. « *L'un des points forts de notre organisation a été de permettre aux juges de sortir de l'application aveugle et étroite des lois décidées par les politiques, pour plutôt réfléchir dessus et affirmer leur point de vue...* ». L'équipe des juges de Job 22 participe ainsi à une sorte de "clinique juridique", à la faculté du droit de Sarajevo, qui réfléchit sur les lois et leur modification. « *A partir de notre réflexion nous aidons les juges dans leur travail, notamment à travers nos participations individuelles à l'association des juges du canton ; car en tant que juge, et face aux cas qui nous sont présentés, notre rôle est bien sûr de juger, mais sur quelle base ? Sur celles des lois de l'époque yougoslave ? Ou bien sur la base des nouvelles lois qui sont parfois incomplètes voire inexistantes pour certains cas.*

Nous avons été les premiers juges à appliquer dans nos jugements les conventions européennes sur les Droits de l'Homme et sur les droits de l'enfant. »

Un autre aspect du travail des juges de Job 22 s'impose dans les faits. Il s'agit de la lutte contre la corruption dans l'appareil judiciaire. Il n'est pas rare en effet que des juges soient

³¹² C'est sur ce terrain ainsi que sur celui de la prise en charge des personnes les plus pauvres que le CCFD apportera son soutien à Job 22, puis plus tard sur l'accueil et le soutien juridique aux réfugiés du Kosovo. L'apport du CCFD sera décisif. Non seulement il permettra à Job 22 d'échapper à la tutelle exclusive de l'UNHCR qui est son seul financeur et qui tend à limiter le champ d'action de Job 22 à ses cadres réglementaires, mais aussi parce que le CCFD permettra à Job 22 de s'engager auprès de populations que les cadres de l'UNHCR ne prennent pas en compte. Plus encore, le financement du CCFD apparaîtra comme la marge d'autonomie, "les 10% d'indépendance réelle dans lesquels se loge le contenu véritable du projet", là où se révèlent les véritables enjeux, là où l'acteur constitué prend toute sa mesure et déborde les cadres qui lui sont imposés, pour devenir un véritable acteur de changement.

dessais de dossiers de droit commun, affaires de propriétés ou autres, apparemment banales, mais dont l'instruction interfère avec des affaires de corruption.

Souvent, il s'agit d'affaires de corruption courantes, où l'instruction révèle des réseaux de clientélisme qui jouent de la faiblesse des institutions et qui, par des jeux de redistribution insidieux, impliquent à la fois des responsables administratifs ou politiques et des populations locales, lesquelles se trouvent de fait "obligées" et gardent le silence. Procédés classiques, effets classiques : la corruption constitue à la fois un moyen d'action, un terrain de développement, et un efficace système de protection des mafias dont l'action s'oppose à l'état de droit et ruine par conséquent toute réelle perspective démocratique. Dans ce contexte la dynamique engendrée par Job 22 constitue les prémisses d'un pôle de résistance, qui se concrétise en terme de veille judiciaire et de soutien aux juges soumis à des pressions, confrontés à de multiples obstructions ou menacés de dessaisissement.

Mais comme le souligne le Doyen de la faculté de criminologie de Sarajevo que nous avons rencontré, la question de la corruption et de la mafia prend ici une dimension politique capitale. *« Certes, l'argent de l'aide internationale constitue une proie facile et un terrain privilégié de la grande corruption. Mais cet aspect en cache un autre beaucoup plus grave. En effet, les mafieux serbes, bosniaques et croates s'entendent maintenant pour piller la Bosnie. Il n'y a plus ni couleur ni engagement partisan des gangs et des réseaux mafieux. Leur enjeu commun est de prendre le contrôle de la privatisation. Pour cela, le milieu mafieux "unifié" fait une alliance stratégique avec les nationalistes croates de l'Ouest et avec les Serbes de la Republika Srpska pour s'approprier les entreprises d'Etat. A travers leur alliance avec les mafias, les nationalistes confortent ainsi les positions acquises dans la guerre. Après l'épuration ethnique, nous assistons maintenant au dépeçage des quelques ressources que les accords de Dayton devaient laisser aux mains des Bosniaques survivants. Nationalistes serbes et croates continuent la guerre de manière sous-jacente. Ce n'est plus au grand jour, ni même au niveau du pouvoir central que se situent les véritables enjeux, mais au niveau local, là où se trouvent les biens, là où les populations constituent une protection pour les milieux nationalistes, c'est à dire aussi là où se replient les criminels de guerre. Vous pouvez voir les anciens chefs militaires croates ou serbes devenir de "respectables patrons" avec l'aide des mafieux de tous types qui interviennent pour corrompre les procédures de privatisation. Le même phénomène affecte l'immobilier. Les nationalistes serbes et croates construisent ainsi des empires immobiliers privés, avec lesquels ils subvertissent les*

populations, en contrôlant notamment l'affectation de logements, établissant ainsi des réseaux de clientélisme qui confortent leur emprise sur les sociétés locales. »

Penser le problème du droit des réfugiés à l'échelle de l'ex-Yougoslavie

Cependant l'action de Job 22 est aussi une action de publicisation et de démultiplication du travail entrepris. C'est ainsi que l'association produit un site Internet et édite aussi deux types de publications. D'une part, des revues spécialisées en jurisprudence – à destination des juges et des avocats en particulier - et d'autre part, des fascicules à vocation pratique, à destination des ONG qui agissent dans les pays de l'ex Yougoslavie.

Ces fascicules pratiques concernent à la fois les situations et problèmes juridiques qui reviennent le plus souvent, et des informations sur les lois et des synthèses d'analyse sur leur application. Le domaine juridique traité par ces publications est double.

Il s'agit, d'une part, des questions liées aux réfugiés : le but est ici que les ONG ou les correspondants intervenant auprès des réfugiés serbes, bosniaques, croates, rromes , ou albanais, soient informés des mesures juridiques concernant les droits des personnes et les conditions de retour. Mais il s'agit, d'autre part, de produire un matériel juridique relatif à l'ensemble des pays de l'ex Yougoslavie, afin de traiter les problèmes posés par les contradictions entre les juridictions des différents pays de l'ex Yougoslavie et leur compatibilité avec les droits des gens : *« imaginons le cas d'un citoyen bosniaque retraité qui habitait en Serbie et qui avait travaillé des années en Slovénie et qui de plus aurait une petite maison de vacance en Croatie. Il dépend de 5 systèmes juridiques... Notre travail est de donner une aide juridique complète face aux lois serbes, bosniaques, croates et slovènes. »*

Malgré son organisation et son haut niveau de professionnalisme, Job 22 butte sur un horizon qui semble fermé. Symbole et élément central de cette fermeture : le non-retour des réfugiés de longues années après la signature des accords de Dayton. Le contexte régional et surtout international semble avoir voué la Bosnie et les défenseurs des Droits de l'Homme à un rôle de témoins impuissants devant la pérennité de la violation de ces droits.

Face à cela, Job 22 tente de concrétiser une collaboration avec des organisations des Droits de l'Homme en Croatie et en Serbie, ainsi que dans plusieurs pays européens. C'est d'abord une approche pragmatique du droit au retour des réfugié qui conduit l'équipe de Job22 à internationaliser son réseau : il s'agit de déployer ses activités à l'extérieur de la Bosnie à travers des "correspondants" là où se trouvent des réfugiés bosniaques, dans l'ex-Yougoslavie

– « cela pourrait paraître étonnant : alors qu’il y avait le siège et la guerre, on travaillait déjà à établir des liens et à construire des partenariats en Croatie et Belgrade. ». - mais aussi en Allemagne, Suède, Norvège, UK etc.

Cette pratique de communication et de diffusion avec les instruments de l’après-guerre s’inscrit dans le prolongement d’une pratique déjà engagée dans la guerre dans l’engagement des mouvements citoyens dans la résistance de Sarajevo. Dès le début de l’initiative Job 22 durant le siège, chaque semaine Zdravka enregistrait une émission d’information à destination des réfugiés dans les studios de radio ZID et diffusée aussi par Radio 99 à Sarajevo. L’émission était dupliquée sur cassettes ex filtrées hors de Sarajevo puis dupliquées et redistribuées dans toute l’ex-Yougoslavie où se trouvaient les réfugiés, en Europe aussi, notamment par le réseau Studio 99 et sa branche française (à Radio Bellevue à Lyon en particulier) qui fabriquait un journal hebdomadaire en français et en serbo-croate sur la situation en Bosnie et le distribuait sur des radios locales et sous formes de cassettes via les réseaux de solidarités avec les réfugiés en Europe.³¹³

Lorsqu’elle est sollicitée par le CCFD pour rejoindre le projet Izbor déjà évoqué plus haut, Job22 ne déclinera pas l’invitation comme l’a fait Zoran Pusić et le comité civique des Droits de l’homme de Zagreb. Le CCFD est l’une de ses sources de financements et une relation de confiance s’est établie entre ces deux ONG. Mais l’implication de Job22 dans Izbor ne sera que de pure forme. *« Ce type de coopération est difficile à installer par le haut ou de l’extérieur. C’est à travers un travail de contact et de collaboration progressive, avec des partenaires qu’on a choisis, que nous parvenons à des résultats concrets. »*

En réalité, l’équipe de Job 22 poursuivait bien les mêmes buts que ceux énoncés formellement dans le projet Izbor. Lorsque nous l’avons rencontrée en 2001 Job 22 travaillait sur le projet de création d’un bureau à Belgrade en lien avec une partie des organisations Bosniaques, Serbes et Croates des Droits de l’Homme dans un réseau auquel participait aussi Zoran Pusić, en lien avec l’initiative Igman déjà évoquée et le hCa (Helsinki Citizen’s Assembly). Ce que semblait signifier Zdravka Grabo en attribuant à la méthode « par le haut » sa réticence à

³¹³ Il faudrait ajouter au travail entrepris ici une exploration du rôle des médias indépendants, radio et magazines dans l’ex-Yougoslavie et des réseaux de soutien qu’ils ont mobilisés en Europe et dans le Monde : Radio ZID, Radio 99 de Sarajevo, Radio Tuzla, Radio 92 et TV B92 à Belgrade, les journaux Fera Tribune (Croatie), Vreme (Serbie), Monito (Monténégro), Dani (Sarajevo)... De la même manière et de façon étroitement liée, il faudrait aussi élargir l’approche des engagements que nous avons décrits ici au champ de l’action culturelle dans la résistance, notamment l’histoire du rock et de la résistance culturelle des jeunes générations.

Voir à ce propos :

Youngosonic. Rock around Bunker. Youngosonic. 6 juin 2012. <http://youngosonic.blogspot.com/2012/06/rock-around-bunker.html>

rejoindre le projet Izbor était que tous les engagements au nom des Droits de l'Homme ne sont pas équivalents quand à leur détermination à s'affranchir des frontières fabriquées par les nationalismes et les logiques d'épuration ethnique.

Notre rencontre avec les principales organisations militant en Serbie sur ces enjeux nous ont éclairé sur leurs contradictions difficilement sur-passables qui expliquaient la réticence de Job 22 avant qu'une distinction puisse se faire dans le temps de l'après guerre et de l'éclatement du mouvement Serbe des droit de l'Homme que nous avons discuté précédemment.

Carnet d'enquête

Zdravka ne parlera de son expérience personnelle qu'à la fin de la réunion, une fois nos carnets de notes refermés, après avoir relaté les histoires des autres et après avoir parcouru dans son récit et ses explications le trajet de la conversion d'une considération apportée à leur souffrance en principe de justice.

Elle-même et ses enfants ont souffert des violences, de la faim et de la peur durant le siège comme tous les habitants de Sarajevo assiégée. Mais elle a aussi vécue l'effroi lorsque des miliciens serbes « nationalistes » pénétrèrent chez elle la nuit à la recherche de son mari. Lui-même était une figure de l'insoumission de Serbes bosniens à la partition politique et ethnique de la Bosnie.

Les miliciens lourdement armés étaient entrés de nuit en fracturant la porte de leur appartement. Ils avaient extirpés les enfants de leurs lits et les avaient couchés par terre dans le couloir de l'appartement, la face contre le sol. Il l'avait prise à son tour , jetée au sol à coté des enfants, puis violemment relevée et plaquée contre le mur , plusieurs fois, violemment, hurlant ou chuchotant, en touchant son visage et son corps, menaçant de la violer. Ils avaient posé les canons de leur armes sur la tête des enfants en les caressant en même temps qu'ils menaçaient de les tuer. Son mari n'était pas là. Mais ils l'avaient, elle, comme prise de guerre. « On sait qui tu es et on aura la peau de ton frère aussi. ». Zdravko était lui aussi juriste, fondateur du Law Center et directeur de Radio ZID qu'il avait fondé avec le mari de Zdravka , tous deux étant des figures de l'alternative politique en Bosnie, et figures ciblées par toutes les parties nationalistes.

Elle n'a finalement échappé à l'exécution des menaces de viol que grâce à l'alerte donnée par des voisins qui avaient appelé du secours et avaient fait grand bruit dans l'immeuble.

Chapitre 2 - Tuzla 2001 : Figures de l'épuisement.

Entretien avec l'équipe d'un centre d'accueil et d'animation pour les enfants

Accueillir des enfants dans une société qui n'en a plus que le nom.

Le projet de centre socio-éducatif et de loisirs dont nous avons rencontré les animateurs à Tuzla est le produit d'une collaboration entre l'ONG française Enfants Réfugiés du Monde ERM, et l'ONG Bosniaque Bosfam (pour Familles de Bosnie), née de l'initiative de femmes bosniaques, en majorité réfugiées à Tuzla, ville martyr et ville de résistance, juste à côté de Srebrenica.

Avec la guerre, la campagne avait envahi la ville : parcs transformés en jardins potagers ; poules, vaches et carrioles traînées par des chevaux au détour d'une artère ; surtout, près de 60 000 réfugiés qui s'ajoutent aux quelque 110 000 habitants, modifiant la composition ethnique, sociale et politique de la ville.³¹⁴ La dynamique de solidarité de la ville toute entière engagée dans la résistance en a fait une figure mondialement relayée par les médias et les réseaux d'information des Droits de l'Homme.

Cependant, en 2001 lorsque nous nous rendons à Tuzla, l'attente, la misère, la promiscuité et la désocialisation a fini de miner le moral d'une grande part de la population autochtone, comme elle a épuisé le moral des réfugiés maintenant confrontés aussi aux logiques du marché informel, et à toutes sortes de dépendances et d'aliénation... La ville est un vaste camp de réfugié qui ne s'envisage plus qu'au long cours et s'y refuse en même temps. Le dynamisme et la lucidité du Maire et des structures et des associations locales n'y change rien. L'isolement spatial, politique et moral de la cité résistante est profond et la paralysie des politiques de retour s'ajoute au manque de moyens pour stériliser les volontés politiques pourtant encore vives comme en témoigne la combativité des *courants citoyens* de société civile et de l'alternative politique. Mais que faire face à un tel océan de désespérance ?

Les programmes des ONG qui soutiennent les centres de loisirs de Bosfam touchent à leur fin. ERM prévoit de se retirer dans l'année qui suit, en 2002. Le CCFD s'interroge. Pour ces organisations, les choses ont toujours été claires. Leur appui ne devait durer que 3, 4 ou cinq ans, le temps de stabiliser un projet et de permettre aux acteurs locaux d'en assurer l'autonomie en trouvant des ressources au niveau local.

³¹⁴ Catherine Samary. Après le désastre de Bihac, Tuzla sous pression. Le Monde diplomatique. Décembre 1994.

Peut-on travailler avec des enfants dans un monde qui s'effondre ?

Il s'agit ici d'une reprise des notes prises à deux mains au cours d'un long échange collectif avec l'équipe des deux centres d'accueil des enfants et d'animation. Cette rencontre s'est tenue dans la salle de café un peu décolorée d'un grand self service de Tuzla transformé en cantine pour la plupart des acteurs des associations ou des ONG locales et où se rendaient aussi des personnels expatriés et chargés de mission internationaux des « bailleurs de fonds », ONG internationales ou institutions. Nous étions réunis autour de tables basses, presque au corps à corps. Une partie des participants s'exprimaient en anglais, une en français et les autres en serbo-croate, la traduction étant assurée par ceux ou celles qui étaient bilingues. Cet échange faisait suite à notre visite d'un des lieux d'animation où nous nous étions sentis quelque peu encombrants en perturbant le cours de l'activité avec les enfants et les familles. Mais la relation s'était bien passée, et nous avons convenus de nous retrouver là pour discuter de manière plus fluide.

Même si le retrait annoncé des ONG internationales les place dans une situation critique, ce n'est pas la pérennité financière des deux centres d'accueil et d'animation pour les enfants qui préoccupe principalement la directrice et l'équipe d'animation.

« Penser à la pérennité financière de notre action à partir de ressources locales serait à la fois un luxe et une absurdité ! Un luxe car, pour le moment, nous nous épuisons à résoudre nos problèmes quotidiens, à essayer de survivre au jour le jour. »

La précarité et l'insécurité sont en effet deux traits essentiels de l'univers professionnel des animateurs des centres. Depuis un an, le centre de Tuzla a déménagé trois fois.

« Il fallait quitter le premier local car les conditions sanitaires étaient devenues non conformes. Mais nous avons du mal à en trouver un autre. Nous avons alors dû loger provisoirement le centre de Tuzla dans une garderie avant de pouvoir trouver un nouveau local. »

Pour réaliser un projet d'activités avec les enfants, l'équipe avait projeté d'utiliser une salle de l'école.

« cela a été impossible, car l'école n'a même pas l'espace suffisant pour accueillir tous les élèves. Pour assurer l'enseignement, elle organise trois shifts. Une des écoles nous a dit qu'elle se débrouillerait pour nous libérer une salle si l'on acceptait de verser un loyer, ce qui lui permettrait de faire face à certaines dépenses qu'elle n'arrive pas à financer ! A

Kladanj, la situation n'est pas meilleure : pour garder la salle de ludothèque, il a fallu se battre pendant 10 jours, et sans les 15 mères de familles qui se sont mobilisées avec nous, nous n'aurions rien pu faire. »

Fiction d'autonomie dans un monde sans supports ni institutions valides

« Où trouver une source locale de financement ? A qui faut-il aller demander ? A la mairie ? Eh bien la mairie n'a plus de téléphone car elle n'a pas pu payer la facture ! Demander à d'autres administrations ? Mais ces pauvres administrations feraient bien de penser d'abord à trouver un financement pour payer les réparations de l'école ! Pouvez vous imaginer que les parents dont la majorité n'arrive pas à manger à sa faim, et donc qui ont du mal à nourrir les enfants, ont été obligés de cotiser pour la réparation de l'école, sinon les enfants seraient restés chez eux ? A Tuzla, il y a trois mille personnes qui n'ont pas un sou et qui prennent leurs deux repas du jour à la Croix Rouge. Et il y a de plus en plus des problèmes pour financer l'aide alimentaire. Alors, la Mairie a pensé demander aux habitants de cotiser pour faire en sorte que ces gens puissent continuer à manger. Mais la population qui, elle aussi, a beaucoup de mal à joindre les deux bouts, a protesté en disant que c'était de la responsabilité des pouvoirs publics ! Nous avons tous le sentiment que nous sommes dans un monde qui s'écroule tout entier, qui s'enfonce tous les jours un peu plus. »

Survie et dislocation des solidarités

« C'est comme un sauve qui peut général. Mais en même temps chacun est presque convaincu qu'il ne sera pas sauvé, qu'il n'arrivera pas à survivre. Même dans notre cas, les associations qui ont un financement étranger, nous sommes entièrement dans cette logique d'insécurité et de survie. Tout le monde a peur de perdre son financement et son bailleur de fond, car sans ce soutien il n'y a pas de survie possible. Alors chacun se dit "moi, j'ai un peu d'argent, je garde le contact pour moi et j'évite d'en parler... Alors du coup il devient difficile de travailler ensemble, de penser à une stratégie ou à une action commune. Chacun est entièrement préoccupé par sa survie... On est tous le bébé de quelqu'un et on se comporte comme si on est constamment menacé d'être abandonné. »

Ce sauve qui peut et cette logique de survie envahissent la société tout entière et minent les possibilités d'actions collectives. D'où, par exemple, la difficulté de construire un Conseil d'Administration pour l'association.

« Les gens sont absorbés par leurs problèmes individuels de survie. Alors il est devenu plus difficile de demander à des gens d'être bénévoles. Nous avons de plus en plus de mal à demander quoi que ce soit aux enseignants. Ils nous disent : vous, vous avez votre salaire à la fin de chaque mois, alors que nous ça fait trois à quatre mois que nous n'avons pas été payés ! Même parmi les gens au chômage il est devenu beaucoup plus difficile de trouver des bénévoles. ... Il n'y a plus d'esprit collectif. Dans notre désespoir, nous avons perdu ce sens du collectif. C'est probablement notre plus grande défaite de l'après-guerre. »

« D'où nous vient la force pour continuer ? »

De la directrice à tous les animateurs c'est cette même question qui revient. Pour chacun d'eux, c'est la même description d'un monde qui s'est écroulé et surtout où l'on a du mal à trouver de l'espoir. Comment faire face aux difficultés et aux problèmes que les enfants vivent chez eux ?

« C'est une banalité de dire qu'aucun enfant de Kladanj n'a la télévision. Comment continuer quand on sait que tel ou tel enfant n'a pas de quoi s'acheter ses livres, voire un crayon, et qu'il ne mange pas à sa faim ? Comment faire quand nous savons que la plupart des parents n'ont pas d'argent pour voir un médecin, et que s'ils arrivent à voir un médecin ils ne pourront pas acheter des médicaments ? Moi, personnellement je n'ai plus la force d'aller voir les réfugiés qui pourrissent dans les camps, qui sont depuis plusieurs années à 10 dans une chambre, qui ont perdu tout espoir, qui ont faim et qui se jettent sur la camionnette qui apporte les colis alimentaires quand elle arrive au camp. Et je n'ose plus penser à ce que sont devenus les enfants qui ont grandi dans cet univers. »

Plus dur, peut-être, encore que la guerre, le sentiment d'inutilité

Etre à Tuzla, c'est se poser la question du sens de ce que l'on fait et de son utilité.

« Nous accueillons plusieurs dizaines d'enfants, mais nous savons parfaitement qu'il y en a des centaines voire des milliers qui n'ont aucune possibilité de pratiquer des activités telles que celles que nous organisons. Comment continuer à trouver un sens à ce qu'on fait quand on sait qu'il y a 3.000 personnes, dont beaucoup d'enfants, qui dépendent de la Croix Rouge pour leurs deux repas quotidiens, et qu'aujourd'hui, la mairie dit qu'elle n'a plus les moyens de prendre en charge leur alimentation. Comment garder espoir quand nous voyons autant d'enfants de 12 à 14 ans qui sombrent dans la drogue et la délinquance ? Alors est-ce que notre travail consiste à sauver quelques-uns parmi des milliers d'enfants qui n'ont aucun espoir de s'en sortir. D'ailleurs est-ce qu'ils seront sauvés ? Rien n'est moins sûr. Nous

avons souvent l'impression que tout l'effort que l'on fournit pèse peu devant les difficultés que ces enfants rencontrent par ailleurs. Qu'est ce qu'on fait devant autant d'enfants qui ne mangent pas à leur faim ? »

« La période actuelle est beaucoup plus dure que celle qui a suivi l'accord de Dayton ; je dirai qu'elle est même plus dure que la période du siège.

Pendant la guerre nous tenions par la force vitale, le fait d'être totalement pris par la lutte pour la survie et d'un autre côté par l'extraordinaire fraternité que nous avions entre nous, la fraternité qui s'exprime par le fait de trouver une cigarette et de la partager, de partager le morceau de pain. Mais plus que les choses matérielles, un regard suffisait pour sentir qu'il y avait une compassion entre nous tous et cela aidait beaucoup même si l'on baignait dans le malheur. »

« Maintenant tout le monde est sommé de recommencer sa vie, de faire comme si tout était revenu à la normale alors même qu'il n'y a rien de normal : il n'y a ni travail ni argent et, pour beaucoup, même pas un logement. Mais c'est surtout la solidarité qui s'est brisée. Les gens se sentent seuls, sans aide, sans solidarité ni compassion. Cette forme de dureté actuelle affecte d'abord les réfugiés, c'est à dire la moitié des gens. Pendant la guerre, ils étaient beaucoup plus entourés, les autres étaient beaucoup plus solidaires avec eux. Maintenant ils sont seuls, oubliés et délaissés par tout le monde ici et par le monde entier. »

« Les réfugiés eux-mêmes avaient à l'époque l'espoir de retourner chez eux. A la fin de la guerre, beaucoup n'ont même pas inscrit leurs enfants à l'école en pensant qu'ils n'allaient pas tarder à rentrer. Eh bien les voilà au même point ! Non, pas tout à fait au même point, car ils sont toujours réfugiés mais avec l'espoir en moins. »

« Après Dayton, on s'est dit, ils ont partagé la Bosnie mais c'est quand même la paix. En fait, il n'y a pas eu de paix. Pour ceux qui sont toujours des réfugiés, ce n'est pas la paix. La Bosnie tout entière est toujours une sorte de camp de réfugié. Ce n'est pas la paix, c'est plutôt la guerre, une guerre qui brise les gens de l'intérieur, qui tue doucement et en silence. »

Corruption et contamination morale

Une autre face du désespoir qui surgit de la décomposition de la société apparaît avec la corruption et ses pratiques quotidiennes du détournement de fonds, comme une sorte d'affection morale qui mine l'image que la société a encore d'elle-même;

« on dirait que beaucoup de gens n'ont plus la force de rester honnêtes, surtout quand on voit que les seuls qui s'en sortent sont les profiteurs de la guerre. Alors, chacun essaye de profiter chaque fois qu'il peut de n'importe quel manière et à n'importe quel prix. »

Epuisement des corps et des esprits. Epuisement des symboles ?

Qu'est devenue Tuzla, ville rebelle qui s'est tant de fois opposée à ceux qui voulaient la soumettre ? Elle qui s'est rebellée aussi bien face aux Ottomans que devant l'entreprise austro-hongroise. Elle qui, après la première guerre mondiale, a connu le premier grand mouvement ouvrier, non seulement en Bosnie mais aussi dans tout les Balkans, et qui pendant la deuxième guerre mondiale, s'est illustrée dans la résistance aux Nazis.

En 1991 Tuzla n'a-t-elle pas réussi non seulement à contrer l'agression serbe, mais aussi à remporter la première victoire Bosniaque contre les forces de Mladic, tout en refusant de sombrer dans le nationalisme. N'a-t-elle pas engendré le Forum de Tuzla, fondé en 1993 pour résister à l'agression tout en luttant contre le nationalisme et qui a regroupé plusieurs milliers de personnes, tous Bosniens (bosniaques musulmans, catholiques Croates, orthodoxes serbes et laïcs) ? Tuzla, la grande ville de Bosnie qui a voté dès 1990 pour un maire social-démocrate et antinationaliste, et qui a réussi à sauvegarder son caractère pluriethnique, y compris aux pires moments de la guerre, conservant en son sein toute sa population croate et une bonne part de sa population serbe, malgré les bombes, l'encerclement et la faim.

Cette ville rebelle semble aujourd'hui traversée par une peur sourde et profonde : sera-t-elle finalement brisée par la "guerre à faible intensité" de l'après Dayton et par "l'ingénierie ethnique serbo-croate" qui travaille sans relâche à pérenniser les résultats de la purification ethnique dans les trois entités de la Bosnie de l'après Dayton ?

« Notre travail c'est une goutte d'eau dans un océan de besoins. »

« Mais jusqu'où notre organisme peut-il nous suivre ? On se trompe : on dit que ça va et d'un seul coup on tombe. On est tous vraiment fatigués »

Lutter contre la mort lente.

« Avant, nous avions à faire face aux fascistes serbes qui nous ont conduit au naufrage avec la complicité du monde entier. Nous avions à faire face au monde dont nous avions le sentiment qu'il considérait que nous étions des êtres de moindre valeur, des êtres inutiles dont la disparition ne le dérangerait pas vraiment... Maintenant nous sommes toujours dans le naufrage, mais le monde s'est lavé les mains de notre malheur et cherche à nous

convaincre que nous sommes nous-mêmes les responsables de ce qui nous arrive aujourd'hui, sinon de tout ce qui nous est déjà arrivé. Maintenant, nous devons faire face à nous-mêmes, mener un combat terrible et désespéré contre nous-mêmes, contre notre propre sentiment que nous sommes, pour nous-mêmes, des êtres en trop, que notre vie est de trop. Nous devons nous convaincre qu'il existe une utilité, même si nous avons du mal à la percevoir, à ce que nous continuions à porter notre corps et notre vie comme un fardeau... »

Fierté d'exister sous le regard des bourreaux

« D'où nous provient encore la force de continuer, c'est à dire d'exister et de survivre ? C'est une question qui est pour nous énigmatique. La seule réponse que nous avons trouvée, c'est que nous continuons à exister, non pas par désir ou plaisir d'exister, mais tout simplement pour narguer les regards de ceux qui, avec la complicité du monde entier, ont cherché à éteindre notre regard et à nous faire disparaître... »

« Cette raison est certainement importante, car nous nous en rendons compte quand nous croisons le regard de l'un de nos bourreaux qui continuent de vivre sans jamais être inquiétés. C'est le seul moment où nous avons le sentiment que notre existence a un sens, que nous avons du plaisir à exister, que nous avons même gagné, simplement par le seul fait de continuer à respirer et regarder ces yeux et ces visages qui ont voulu nous transformer en poussière, sans lieu et sans mémoire. »

La fraternité

Comment et où les animateurs trouvent-ils la force pour continuer à travailler dans un monde qui s'enfonce dans l'abîme ? Cet univers de travail ne tient pas face au monde extérieur par ses mécanismes et compétences professionnelles. Cela ne veut pas dire que les animateurs manquent de telles compétences, bien au contraire, comme en atteste la qualité et le succès des activités qu'ils réalisent. En réalité, ce micro monde tient tête à l'effondrement du monde extérieur par le fait qu'il constitue pour les animateurs eux-mêmes un moyen de survie, non pas sur le plan matériel mais sur le plan humain. C'est par la fraternité, par la constitution de l'univers professionnel comme univers fraternel que les animateurs trouvent la force de continuer.

« La fraternité est ce qui caractérise la relation des animateurs entre eux, entre animateurs et jeunes, entre parents et animateurs aussi, lorsque les parents parviennent à s'engager dans l'univers des enfants »

Plusieurs de ces animateurs sont eux-mêmes survivants de Srebrenica, et s'ils ont réussi à retrouver leur équilibre, au moins pour une part, c'est grâce à leur investissement dans la relation avec les enfants dont la plupart sont eux aussi des réfugiés et des survivants. Cet équilibre tient par la preuve qu'ils donnent tous les jours aux enfants et aux adolescents que l'on peut faire face aux difficultés, produire des actes et des paroles utiles pour les autres, construire un avenir possible,

« parce que la vie quotidienne est une réalité qui peut sourire, dans le monde des enfants, avec des adultes qui assument la permanence d'une société qui n'en a plus que le nom ».

Chapitre 3 – Dubrovnik. Construire les territoires du retour ?

Septembre 2001. Dubrovnik. L'état de siège et le destin des réfugiés.

La mer ! Si belle échappée vers le Monde pour l'ancienne Raguse ! En 1991, la mer s'est tout à coup muée en fosse infranchissable, tragique symétrie avec l'immense mur d'enceinte que forment les montagnes qui ceignent la ville. Les troupes yougoslaves de la RFY de Miloseviç ont maintenant pris position sur les crêtes environnantes. On peut voir leurs canons qui pointent en contre jour dans le ciel alentour. Sur la ligne de défense, seul résiste encore, pour quelques heures seulement, un petit groupe d'hommes, les radios et télégraphistes, perchés sur le dernier sursaut de la falaise qui surplombe la ville. Puis ce sera la fin des communications. Le mari de Jenni était radio amateur. Pacifiste de cœur, il avait pourtant rejoint ces hommes qui parlèrent jusqu'au bout au Monde occidental indifférent au tragique événement, absorbé qu'il était à regarder sur CNN ses propres troupes instaurer le nouvel ordre mondial sur les terres du pétrole. Lui eut la chance d'être parmi les deux ou trois survivants qui parvinrent à rejoindre la ville après que l'armée yougoslave eut décidé de détruire l'ultime point d'émission radio pour faire taire ces voix qui tentaient de révéler au monde l'imminence de l'attaque finale.

Directrice d'une agence de tourisme qu'elle avait réussi à placer au premier rang, Jenni Ansar était elle-même une figure de l'ouverture de la Ville sur le Monde. Avant la guerre, elle n'avait jamais eu le moindre engagement politique ou collectif, jusqu'à ce qu'elle contribue à lancer *«les grandes manifestations de femmes contre l'enrôlement forcé des jeunes dans l'armée yougoslave, juste avant l'indépendance. Des manifestations organisées avec des femmes de Croatie et de Bosnie, y compris des femmes musulmanes»*.

Figure du tourisme désormais inutile et désuète dans la clôture de l'état de siège qui s'installe comme réalité militaire, mais qui enferme aussi les gens dans leur fort intérieur, ultime lieu de préservation de soi lorsque la menace et la chance imposent leur dictature. Car l'état de siège n'est pas seulement la peur de l'extinction, l'angoisse d'attendre l'heure de sa propre mort, c'est aussi le règne de l'aléatoire, où l'on voit tomber une bombe sur son voisin d'en face, en priant ce qu'on peut pour que cela n'arrive pas ici. L'état de siège c'est encore la faim et le rationnement, le combat pour survivre, sans perdre sa dignité, sans sombrer dans l'en-soi, *«garder la force d'être avec les autres, de faire quelque chose pour eux»*, unique voie pour ne pas disparaître soi-même dans la déshumanisation que l'ennemi distille comme une

contamination avant l'hallali final. Soumettre avant de prendre, « *un viol virtuel avant le viol physique puis l'exécution* ».

Les réfugiés arrivaient en cohorte des villages environnant, vieilles femmes en noir chargées d'un baluchon, familles entières qui ne portaient plus rien que cette forme d'espoir atone, entre résignation et irrépressible énergie de survie qui les précipitait dans le piège infernal, hommes hagards, dépecés même de leur rôle de protecteur. Trouver du réconfort là où il n'est plus aucune certitude que celle d'une fin prochaine, telle était la situation paradoxale de l'exode vers la ville encerclée.

Protéger les réfugiés, une humanité à sauvegarder pour résister au siège

La ville va s'organiser. Jenni sera sur tous les fronts. « *des dizaines de milliers de réfugiés ! Il fallait faire quelque chose, accueillir, partager, nourrir et consoler, refaire une place à un peu d'existence.* »

On installa des gens dans les grands hôtels de la Ville, dans les usines ou les écoles, partout où il était possible d'aménager un semblant de refuge. La plupart étaient des Croates de Dalmatie, mais il y a avait aussi des Bosniaques et même des Albanais, rejetés à la mer par l'avancée macabre des troupes yougoslaves qui arrivaient par la Dalmatie et le Monténégro à la fois, ce pays d'à coté qui de tous temps avait été le rempart de la Ville, le pays du refuge pour les gens de Raguse quand l'ennemi venait de la mer.

« *Ces femmes perdues dans les longues files d'attente avec leurs sacs plastiques, ou prostrées dans les halls d'hôtels, sans mots ni geste, parfois sans plus pouvoir rassurer leurs propres enfants, elles qui avaient été si fières, régnant discrètement sur leur monde comme des araignées règnent sur leurs toiles* » . Ces images touchèrent Jenni dans son existence même. C'est pour la sauvegarde de la dignité qu'elle se mit à agir.

Des choses simples au début. Simples mais en même temps gigantesques dans cet univers halluciné. « *Des ateliers de Patchwork avec les femmes accueillies dans les hôtels, des ateliers de cuisine, et puis progressivement tout un travail d'auto-organisation – prise en charge des enfants, vie de campement, participation à la défense civile de la ville parfois* ».

Bientôt, la dynamique qui prend forme autour des réfugiés devient l'un des points forts de la résistance à l'état de siège. Un pôle de résistance où Jenni et ses amies ont insufflé de l'humain là où tout conduisait à réduire les gens à un état léthargique. Une humanité qui apparaît bientôt comme un objet collectif à sauvegarder par dessus tout. La ville ne fait pas

que survivre et tenter de se défendre, elle protège aussi ses réfugiés. En cela, elle échappe à l'arme suprême de l'état de siège, celle qui dégrade les âmes avant que l'assaut ne livre les corps épuisés à la domination et aux pires exactions de l'ennemi. En cela le travail de Jenni est un travail de résistance essentielle : la dignité des réfugiés est devenue celle de la Ville. La ville ne s'y est pas trompée. Même si aujourd'hui, Jenni n'y occupe pas une place politique ou notabiliaire, elle est l'une des figures qui continue d'incarner cette dimension de la résistance, cette capacité de la ville à produire sa propre dignité dans l'adversité.

Les réfugiés sans territoire de retour

En réalité, ce qu'elle a engagé durant l'état de siège a orienté sa vie pour les années qui suivirent. Du patchwork dans les hôtels bondés de réfugiés, elle a fait un projet de développement et d'entraide, pour les femmes. Car si une grande part des réfugiés sont retournés chez eux, d'autres, plus de 3000 n'ont pu quitter Dubrovnik, soit que leurs villages ont été dévastés, soit que l'économie rurale a été détruite rendant impossible l'existence dans les campagnes ; soit, pour d'autres, les "étrangers" en particulier, qu'il leur a été impossible de retourner dans la Bosnie dévastée, ou encore au Kosovo soumis à l'apartheid. Ou bien encore, tout simplement, parce que bien qu'étant d'origine albanaise, monténégrine ou bosniaque, beaucoup de ces réfugiés n'avaient jamais vécu qu'en Croatie et se retrouvaient alors réfugiés – étrangers dans la Croatie du Tudjman, sans territoire d'origine ni territoire de retour.

Une réalité historique et juridique qui fait écho à la réalité psychique dans laquelle sont projetés tous ceux des réfugiés pour lesquels la fuite et l'état de siège ont été une rupture totale, pour lesquels "l'avant" n'a plus de signification : retourner supposerait que "l'avant" ait du sens, qu'il puisse apparaître comme la base d'un futur possible. Mais pour ceux-ci, la rupture a fait du monde vécu une abstraction.

L'existence dans la suspension du temps

Ce qu'ils ont vécu avant n'est au mieux qu'une nostalgie, un trou de lumière lointain obstrué par cette forme d'endurement que chacun d'eux a construit pour annihiler les épreuves de l'anxiété et du déracinement. Souffrance silencieuse trop souvent confondue avec un

abandon aux comforts de l'assistance. Suspension du temps, suspension de l'espérance. Attente inévitable. Prolongement intérieur de l'état de Siège.

Alors l'action de Desa, l'association créée par Jenni après la libération pour aider les réfugiés, prend tout son sens. Car avant d'être un projet de développement pour lui-même, c'est l'aménagement d'un espace en aparté pour des femmes enfermées dans l'endurement et l'abstraction du réel qui inhibent toutes leurs compétences et toutes perspectives. Dans cet aparté, où le temps n'est pas compté, Desa se construit comme lieu de coopération entre femmes à travers des activités pratiques : Desa propose de faire du patchwork à la fois une pratique de groupe où des femmes se retrouvent et construisent une identité collective, et un vecteur d'insertion dans la nouvelle réalité.

Du temps suspendu du refuge au temps projectif de l'activité

La professionnalisation de cette pratique ne se fera pas en introduisant des critères de productivité ou en normalisant les tâches, mais en articulant une pratique collective des femmes qui se retrouvent pour le patchwork, avec une stratégie de valorisation économique et symbolique comme moyen d'ancrage dans la réalité actuelle. C'est ainsi, par exemple, qu'un *designer* italien viendra travailler avec les femmes pour concevoir des modèles et adapter ou inventer des techniques. On jouera alors sur les graphismes, sur les jeux de couleur, sur la complémentarité et les contrastes entre les matériaux.... sans pour autant affecter l'espace d'aparté que constituent les moments où les femmes se retrouvent pour travailler et parler en même temps. Des moments saisissants qui donnent l'impression à l'observateur extérieur que l'on conjugue là univers familial, pratique de groupe et production, selon des rythmes en marge de toute logique compétitive.

Alors le réel peut progressivement prendre sens à travers un double jeu de relations et de valorisations du travail fourni dans un rapport à la fois autonome et tourné vers soi, et dans un rapport de coopération à travers lequel une réalité positive se construit avec les autres, non seulement dans l'espace de travail mais aussi comme moyen d'ouverture dans le monde environnant. Les produits en effet sont exposés dans une salle d'exposition vente dans les locaux même de Desa, où se rendent les clients. Ils sont aussi "exportés" en Italie ou des réseaux d'ONG les insèrent dans des commerces solidaires.

Savoirs traditionnels et modernité

Desa a aussi initié des ateliers de tissage et de broderie combinant là aussi la préservation des moments de travail comme moments de rencontre et d'être ensemble, préservant les rythmes des femmes, avec une approche professionnalisée des produits. Cette professionnalisation relèvera d'une double stratégie : d'une part il s'agit de combiner la formation et la qualité avec les rythmes et les formes de travail qui permettent aux femmes de construire leur existence dans la réalité. Tandis qu'il s'agit, d'autre part, de combiner des savoir-faire traditionnels et des approches modernes, tant sur le plan des motifs et graphismes que sur le plan des techniques.

L'intuition de Jenni pour lancer cette démarche était basée sur des constats simples. La plupart des femmes venaient du Monde rural. Elles disposaient de compétences traditionnelles qu'elles pouvaient remettre en mouvement en interrogeant les anciens sur ce qui se faisait autrefois (Desa organisa une enquête réalisée par une partie des femmes auprès des anciens encore dans les villages et des rencontres collectives) et, à travers cela, elles actualisaient le monde d'où elles venaient, puis elles le mettaient à jour en mobilisant leurs compétences pour produire quelque chose de valide dans le monde actuel.

Cette phase, si l'on peut dire, de validation du monde comme monde dans lequel on peut s'envisager dans l'action, pouvait se concrétiser à la fois par l'intégration de techniques et motifs actuels, et en produisant des revenus de vente.

L'intuition de Jenni était que meilleur moyen pour échapper à l'enfermement intérieur à la portée de Desa et des femmes était d'articuler concrètement les temporalités traditionnelles et les temporalités de la modernité, et réaliser ainsi un vis-à-vis symbolique positif aux problématiques d'un monde intérieur obstrué par le traumatisme et celles d'un monde actuel privé de futur. Il s'agissait de convertir la problématique intériorisée des femmes immobilisées dans la position de réfugiée en mouvement vers une autonomie dans la réalité. Accompagner la conversion d'une problématique humaine de mise en suspension hors du temps en une pratique économique et sociale.

Construire les territoires du retour

Après avoir travaillé le passage entre le monde intérieur clôturé des réfugiées et un monde réel acceptable, c'est ensuite la reconquête de territoires du retour qu'elle entreprend à travers

une véritable stratégie de développement qui saura tirer profit des acquis du travail déjà entrepris. *« Il n'était pas question de faire des ateliers pour employer les réfugiées, même si c'était à dimension humaine. Le but a toujours été de préparer l'envol de ces femmes vers de nouveaux horizons de paix »*

Après avoir joué sur l'univers protégé des ateliers de Desa pour franchir la première étape de l'échappée à l'état de siège intériorisé, il s'agit de construire une perspective concrète du monde qui permette une réelle autonomisation dans le retour.

Jenni sait bien que de retrouver leur ou une maison ne suffit pas à déclencher le retour des réfugiés qui sont restés à Dubrovnik. Elle sait aussi que même la garantie de trouver un travail qui leur fournisse assez de ressources pour vivre n'est pas suffisante pour que les gens qui ont perdu le sens du réel s'envisagent dans le retour. C'est à dire ceux qui ont perdu la faculté d'articuler concrètement l'avant et l'après, qui ont perdu la capacité de puiser dans l'expérience et le passé ce qui leur permettrait d'envisager le monde comme une réalité accessible et dans laquelle on peut s'envisager soi-même, ce qui est la condition première pour adopter une conduite concrète dans le quotidien, pour exister de manière autonome.

Dès lors elle tente de conjuguer une logique de développement classique avec les acquis de l'expérience réalisée à travers l'artisanat.

D'un côté, il s'agit d'inscrire le projet dans des programmes de restauration des maisons, et de l'autre, d'imaginer un travail et des formes d'activité qui donnent du sens à la présence dans les territoires du retour.

De l'activité protégée au tourisme rural

Jenni va alors combiner la logique du travail déjà entrepris avec une stratégie de développement du tourisme rural : formation les familles ou des femmes de Desa par petits groupes etc. à ce type d'accueil, recherche de crédits pour les aider à aménager leur habitat afin accueillir leurs hôtes dans de bonnes conditions. Programmes de réhabilitation des maisons, sessions de formation à l'accueil, construction d'un site Internet, inscription du projet dans les réseaux internationaux de tourisme rural, en France avec la confédération paysanne, le réseau féministe Retravailler ; en Italie avec les réseaux coopératifs, avec des mouvements de femmes et centres sociaux indépendants... Toutes actions dans lesquelles Jenni mobilisera ses compétences de professionnelle du tourisme avant guerre. Si cette fonction touristique permet de constituer un réseau de coopération et une dynamique de projet impliquant des familles, jouant sur le rôle central des femmes, elle comporte surtout une forte

valeur symbolique puisqu'elle est à la fois source de rencontres et de valorisation du pays, et de plus, elle place les familles concernées dans la position de participantes à la réouverture de Dubrovnik sur le Monde extérieur.

Cependant, la fonction touristique ne peut suffire à elle seule à produire les ressources nécessaires à une installation durable. Elle ne suffit pas non plus à assurer la pérennité d'un projet de retour, tant ce type de démarche, si elle n'est pas combinée avec d'autres facteurs de changement, reste décalée par rapport à la difficulté qu'ont ces réfugiées de s'envisager dans le non-sens d'un quotidien toujours obstrué par les effets du traumatisme et de la rupture.

Transformer l'expérience en ressource

Pour dépasser cette difficulté, Jenni se saisit des effets observés dans l'expérience de la conjugaison des traditions et de la modernité, pour développer un projet d'activité rurale permettant aux gens de compléter leurs revenus en développant une activité structurante du quotidien. (logique de double activité)

Ce sera d'une part l'aide à l'agriculture et à l'élevage de subsistance (poules, plantations...) mais surtout l'idée géniale de relancer la culture et l'exploitation du vers à soie.

L'idée est venue simplement. L'activité de broderie peinait à trouver de la soie véritable tandis que les femmes apprirent à Jenni que la culture du vers à soie avait été autrefois une activité florissante de la région.

Les territoires du retour des réfugiés

Temporalités et mouvements dans l'inscription dans des réseaux d'activité socialisés

Une idée géniale dans la mesure où elle permet de conjuguer d'une part, une démarche collective professionnalisée, articulée avec les activités de broderie, de tissage et de patchwork réalisées à Dubrovnik et avec leur débouchés sur l'Italie via les magasins solidaires... et d'autre part, une activité économique structurante du quotidien jouant sur une double temporalité. Une temporalité lente, celle de la plantation, de l'entretien et de l'élevage, inscrite dans la tradition, ce qui permet aux vieux de livrer la mémoire des savoir-faire et permet en même temps aux gens de renouer avec un passé qu'il est possible de projeter dans l'actualité pour la dépasser, à travers la modernisation, la complémentarité des productions et des transformations (élevage, filage, tissage, création, vente...), c'est à dire de sortir de la

nostalgie et de franchir le mur de la rupture en prenant pied dans les temporalités de la modernité.

En réalité, le territoire se construit ainsi dans un double mouvement : un mouvement de retour, et un mouvement d'articulation au monde extérieur. Dès lors dans cette combinaison des temporalités et des mouvements, le territoire de retour devient point d'appui pour une reconfiguration du monde réel, qui devient alors champ d'action, et donc domaine de projet, qui permet non seulement d'échapper à l'enfermement intérieur dans l'état de siège prolongé en soi, mais aussi de construire une perspective d'autonomie.

Mais ce n'est pas seulement ce double mouvement et ces temporalités qui contribuent à la stabilité de la dynamique de développement. C'est aussi la construction d'une organisation collective qui articule à la fois des réseaux de coopération horizontale dans les activités d'élevage du vers à soie ou de tourisme rural, et des réseaux de coopération verticale, dans l'organisation collective de ces deux filières de production-fabrication-vente qui introduisent une maîtrise collective des débouchés et des fonctions techniques de la modernité.

C'est finalement à travers cette combinaison que le projet développement devient structurant de la société, dans la mesure où les gens peuvent maintenant s'inscrire dans un champ social qui permet de s'envisager à la fois dans l'actualité du rapport avec les autres et dans l'articulation entre là d'où l'on vient (le passé, les traditions, le temps long du rural) et là où l'on va, c'est à dire vers un monde structuré par d'autres cadres et procédures, dans lequel on peut envisager des progrès, un destin des enfants, un vieillissement dans une société en mouvement ...

De l'agir pour autrui au co-développement

Pour penser et organiser cela, Jenni Ansar a conjugué une présence quotidienne auprès des femmes réfugiées, une ouverture constante permettant à celles qui le pouvaient ou le désiraient d'accéder aux rôles et fonctions que l'activité collective du projet permettait de créer. En ce sens, le projet Desa n'était pas seulement un projet à destination des gens, mais aussi un projet de co-développement, permettant à des personnes de monter en compétence et d'avoir une importance dans le projet lui-même. Ce sera le cas pour des femmes réfugiées, mais aussi pour des jeunes, étudiants ou non, à qui Desa confiera des rôles, notamment dans

le domaine de la communication (Internet) de l'atelier informatique (formation et développement), dans l'organisation de débats et d'activités festives...

Mais Jenni a aussi joué de son ancrage dans la société de Dubrovnik pour mobiliser les ressources et les compétences de la ville : économistes, chefs d'entreprises, élus municipaux, réseaux de femmes, pour aménager les conditions d'ancrage local de cette dynamique.

Où la ville se dépasse elle-même dans l'accompagnement des réfugiés

Le projet en ce sens n'est pas seulement celui de l'association Desa mais un projet de développement local qui au-delà de la valeur d'exemplarité et de son impact sur la résolution de problèmes sociaux et humains, aura aussi été producteur d'un sens pour l'ensemble de la collectivité. Ceci dans la mesure où il est inscrit dans la continuité historique de la guerre et de l'état de siège, dans la continuité du mouvement d'implication de la ville auprès de ses réfugiés et de l'importance qu'a eu cette implication dans la capacité de la cité à dépasser les logiques de la guerre, le revanchisme etc.

Car dans cette dynamique, la ville s'est d'une certaine manière préservée en tant que collectivité humaine. Non seulement elle a résisté, mais elle l'a fait en sortant fière d'elle-même. Parce qu'elle a trouvé une manière de dépasser l'état de siège non pas à travers un oubli et une fuite en avant qui laisse toujours en arrière plan le ressentiment et le non dit, mais à travers une capacité de s'envisager dans le Monde comme force collective qui a su se préserver des dérives de la fermeture sur elle-même. Une victoire sur la logique de partition où le soutien aux réfugiés de toutes origines s'inscrit dans le cosmopolitisme de la résistance de la ville.

Une victoire sur la guerre elle-même et sur ses ressorts nationalistes et racistes. Une victoire que Jenni resitue dans la filiation culturelle de la Dalmatie " *Nous sommes des croates d'un type particulier. La Dalmatie s'est toujours préservée des travers de la Croatie en entretenant des relations avec les Bosniaques ou les Monténégrins. La plupart des habitants de Dubrovnik ne partagent pas le sentiment nationaliste et les manières de faire des Croates de Bosnie* ".

Sans doute l'ancrage dans la spécificité et l'histoire est elle un réservoir de sens, mais il faut voir que la ville se dépasse elle-même aussi en construisant une nouvelle relation à son territoire environnant en même temps qu'elle se greffe aux flux du tourisme mondial et que c'est précisément cette articulation, déjà au cœur de l'expérience de DESA dans les ateliers de

patchwork, qui participe d'une réinscription du temps suspendu du refuge dans une dialectique des temporalités de l'actuel et du passé.

Car c'est dans ce double jeu d'articulations des temporalités et des spatialités que peut s'opérer là aussi une *conversation* qui seule permet de sortir de temps suspendu du refuge, de revenir au mouvement qui est toujours à la fois spatialisation du temps et temporalisation de l'espace où se cristallisent des configurations de significations et de niveaux de réalité comme étayage nécessaire au travail de subjectivation individuelle et collective.

La place donnée aux réfugiés dans le dessin de leur propre destin.

Si le projet Desa peut apparaître quelque peu exceptionnel, en ce sens qu'il permet de rendre compte des conditions de la réussite d'un projet de développement dans une situation de crise, et sans doute plus généralement ; son intérêt réside aussi dans ce qu'il permet de saisir des processus clés à l'œuvre dans la réinstallation de certains réfugiés (qui n'ont pas à dépasser leur propre implication directe dans la mort d'autrui).

En effet si l'on se place du point de vue de la méthodologie ou de la stratégie du développement, ce que montre l'expérience de Desa, ce n'est pas tant les pratiques qui permettent de restaurer la confiance en soi et de construire l'ingénierie du débouché socioéconomique qui importent. C'est surtout que le processus de développement au sens technique est indissociable du sens qu'il prend dans le contexte, je dirais même plus, en ce qu'il est une des voies par laquelle les acteurs pris dans des circonstances, ici la guerre et le siège, rebondissent et refondent leur contexte d'action autour de la place qu'ils donnent aux réfugiés dans le dessin de leur propre destin.

Ce qui est remarquable aussi dans la dynamique de Desa tient à l'étonnante adéquation entre le contenu des projets, la manière de les mettre en œuvre, et les enjeux de la constitution des personnes comme sujets puis comme acteurs collectifs en même temps que les organisateurs du projet, la ville aussi dans une certaine mesure, se réalisent en même temps comme sujet collectif en contribuant à la transformation de leur propre monde.

Cette adéquation se révèle déterminante, non seulement comme facteur de mobilisation des personnes dans le projet (ici la capacité de projet a accompagné la transition entre un état de repli traumatique et une capacité d'action autonome dans la réalité socio-économique), mais aussi dans la capacité du projet à résonner avec les enjeux clés de la société locale ; cette

résonance étant tout autant une condition de recevabilité du projet par la société et par conséquent de son soutien, qu'une condition permettant aux réfugiés concernés de s'envisager comme acteurs de la société.

Si du point de vue de la méthodologie de la conduite de l'action des organisateurs, c'est bien le sens qu'attribuent les réfugiés aux offres de rôles qu'engendre le projet qui conditionnent la greffe sur les territoires du retour, et qui implique une attention et des modes de coopération permettant la transition vers un nouvel horizon d'attente, cette dynamique n'est pas dissociable du sens que lui donnent les initiateurs pour eux-mêmes dans le façonnage du territoire du retour comme territoire de leur propre monde.

Ce n'est donc pas seulement une question de professionnalisation et d'ingénierie, mais bien plutôt l'articulation de professionnalités protectrices des conditions de cette transition avec la dynamique de transformation des territoires du retour dans lesquels les réfugiés peuvent prendre place.

Qu'il s'agisse, comme dans le cas de DESA d'un territoire de retour différent du territoire de départ pour une part des réfugiés concernés, ou qu'il s'agisse de revenir là d'où l'on a dû fuir, d'une manière ou d'une autre, le territoire du retour doit aussi être pour ceux qui le construisent un territoire investi de significations incluant le désir d'y vivre avec les *retournants*. Et c'est justement cela qui fait problème dans la Bosnie comme dans bien d'autres mondes bouleversés. Le retour des réfugiés doit être au cœur même du projet du territoire du retour comme territoire qui les inclut comme sujets de son propre destin. Ce précisément à quoi s'opposent les logiques politiques partitionnistes ou d'épuration ethnique comme celles pour lesquelles le retournant n'est désirable que dans sa disparition en tant que sujet. C'est à dire où le retournant n'existe que dans sa dilution dans la partition. Car même s'il est *ethniquement compatible* comme dans les échanges de logement organisés par les pouvoirs nationalistes en Bosnie, ce n'est pas en tant que sujet de plein droit qu'il revient mais comme disparaissant dans un préconstruit attribué auquel il est enjoint à prendre part.

Dubrovnik et Tuzla, l'hégémonie de la modernité et le vortex du malheur

Mais Dubrovnik nouvelle Raguse du tourisme n'est pas Tuzla et la Croatie européenne n'est pas la Bosnie, nouvelle banlieue du monde européen condamnée à la précarité. Où le monde bosniaque n'en fini pas de s'épuiser dans la crispation d'un islamisme nationaliste en compétition avec ses ennemis complémentaires les nationalismes grand-serbe et grand-

croates, et dont la modernité s'avère une fiction communautaire que tout l'argent du monde ne suffirait pas en accomplir dans un développement harmonieux. Mais il serait bien infondé de faire ce procès à la seule modernité islamiste des nationalistes Bosniaques, l'islam bosniaque étant d'ailleurs loin d'être monolithique. C'est peut-être l'idée de la modernité comme hégémonie imposée et non comme transformation qui est le problème. Et dans cette hypothèse, la responsabilité de la continuation du drame bosniaque n'est pas seulement celle des acteurs de l'intérieur qui s'acharnent à imposer cette modernité partitionniste, mais bien aussi celle des forces qui s'accommodent de son échec pour dépecer les ressources du monde commun qu'elle ne parvient pas ou ne cherche pas à partager. Tout autant que c'est aussi la responsabilité des sociétés alentours, dans l'Europe en extension sur les terres balkaniques et Est-européennes. De ce point de vue, il me semble que le cycle infernal du pillage des ressources dans la partition ethnique n'est pas si différent du cycle du pillage dans les partitions sociales ou de classes. Dans un cas comme dans l'autre il faut à la fortune un vortex de malheur pour affirmer son hégémonie. Il n'est qu'à voir la polarisation des sociétés des Suds et leur capture dans une hégémonie oligarchique entièrement inféodées aux puissances du Nord qui ne profite qu'à 10% au plus de leurs populations, et dont l'hégémonie repose bien souvent aussi sur des formes de partition ethnique ou de classe qui apparaissent alors comme des politiques de l'échec programmé de la modernité qu'elles érigent en valeur cardinale. Et si dans ces mondes périphériques, les Suds, les élites cosmopolites apparaissent bien souvent comme étant *hors sol*, ce n'est pas que le cosmopolitisme soit nécessairement attaché à cette extraterritorialité, mais bien plutôt que l'élite cosmopolite en question n'est pas le produit d'une transformation à l'œuvre dans la société mais au contraire d'une politique d'*extraction hors du sol* par le seul fait des oligarchies en quête d'une cour par laquelle elles se renouvellent et gèrent la médiation avec les puissances extérieures dont elles dépendent. Il me semble qu'on peut reconnaître facilement la marque de ces pratiques des oligarchies au simple fait que le cosmopolitisme en question mêle avant tout et même parfois exclusivement des influences extérieures aux mondes socioculturels dont sont extraites ses composantes, en général des influences des grandes puissances économiques mondiales et/ou régionales, tout en s'activant à entretenir les clivages et les dépendances des communautés ou des classes qui partitionnent les mondes du bas dont sont toujours extraits aussi les milices et leurs chefs.

Carnet. Kosovo 1999,

juste après la fin des Bombardements de l'Otan sur les positions serbes au Kosovo et sur Belgrade. J'étais en mission avec des amis kossovars qui avaient participé à une scène de négociation d'arrière plan durant la « négociation » de Rambouillet sensée aboutir à la fin de l'entreprise d'annexion du Kosovo par l'Etat Serbe. Il existe toujours de telles scènes d'arrière plan durant des négociations difficiles, car peuvent s'y aménager à la fois un élargissement des représentations portées par les délégations officielles et des discussions qui ne peuvent se tenir directement dans la scène officielle. Mes amis étaient restés en France après l'échec des négociations et avaient dû attendre la fin des bombardements de l'Otan consécutifs à cet échec, pour retourner au Kosovo. Je les y avais accompagnés.

*Nous étions à la recherche d'intellectuels et de militants de la résistance kosovare albanaise dont nous n'avions plus de nouvelles. Ce jour là Alban, un jeune kosovar albanais membre de l'Assemblée Européenne des Citoyens, qui s'était proposé comme interprète, avait retrouvé la trace du philosophe et publiciste **Shkëlzen Maliqi**.³¹⁵ Durant les dernières années de la confrontation à bas régime avec les milices et la police Serbe, l'occupant ayant décrété l'exclusivité de la langue serbe dans l'enseignement public, il avait participé à la création d'une Université autonome en langue albanaise dans laquelle il donnait des cours de philosophie.*

En entrant dans la cours de l'université, dans une belle demeure bourgeoise d'architecture balkanique ottomane aux coursives en bois ciselé courant en surplomb tout autour de la cour, nous nous sommes trouvés face à un grand monticule de livres calcinés. Le tas fumait encore. En quittant la ville, une milice Serbe avait détruit la bibliothèque et procédé à un autodafé.

Alban était tétanisé. Incapable de formuler un mot. Les larmes coulaient sur son visage sans même qu'il semble s'en rendre compte.

Je me suis approché du tas tiède en surface et suis monté chercher le livre qui se trouvait tout en haut, à moitié calciné mais dont les pages s'agitaient doucement dans la brise. J'ai pris le livre. C'était "la société en réseau. L'ère de l'information", l'ouvrage de Castells en version anglaise.

()

Après l'avoir retrouvé, à un moment de notre discussion, alors que j'expliquais pourquoi j'étais là, S.Maliqi m'interrompt et me pose la question suivante : « Mais Hervé, dis moi, pourquoi veux-tu nous revendre le concept de société civile, alors que ça n'a plus de consistance chez vous, où elle ne représente plus que la voiture balai des scories de la société ? »

()

Dans le même entretien, alors que nous parlions des composantes anti-guerre dans l'ex-Yougoslavie, il me répondit avec un geste vague, le regard attristé :

« Cette histoire est tragique...

(silence)

en réalité, nous sommes tous des belgradois. »

³¹⁵ Maliqi Shkëlzen «L'avenir du Kosovo dépend de l'évolution des Balkans», le philosophe kosovar Shkëlzen Maliqi parle de l'après-guerre, par Marc Semo. Libération. 1 juillet 1999.
https://www.liberation.fr/evenement/1999/07/01/l-avenir-du-kosovo-depend-de-l-evolution-des-balkans-le-philosophe-kosovar-shkelzen-maliqi-parle-de-l_277676

Section IV - En Roumanie.

Dans cette section nous rencontrerons le mouvement activiste Rromani Criss en Roumanie, engagé dans un combat sur les droits civiques et sociaux en partie inspiré des pratiques afro-américaines.

Rromani Criss est née de la recomposition ou plutôt de la conversion d'autres mouvements plus culturalistes ou ethnopolitiques dans les circonstances dramatiques des violences subies par les populations rromes au début des années 90.

Nous nous attacherons à ce propos à mieux expliciter les termes de circonstance et de contexte du point de vue d'une action qui vise tout à la fois à la reconnaissance et à la transformation.

Après avoir accompagné une équipe de jeunes militants dans leur action sur l'accès au droit à la santé, et observé la manière dont leur action bouleverse les frontières établies et contribue à conduire les institutions à restaurer l'état de droit pour les Roms, nous reviendrons, avec Nicolae Gheorghe, figure du combat des Rroms pour une existence digne, sur les fondations du mouvement puis sur les tensions qui opposent deux perspectives de la Nation rrome revendiquant leur compatibilité avec le programme des institutions européennes. L'une part d'une vision plutôt idéologique d'inspiration ethno-politique et l'autre s'énonce comme utopie fondée sur l'expression d'un demos au sens démocratique qui devrait s'exprimer dans une citoyenneté au sein des différents pays, ce demos découlant d'une certaine unité culturelle et linguistique des mondes rroms admettant cependant la pluralité des histoires des différentes communautés.

Cette section se veut pré-conclusive en un double sens.

Elle boucle et en même temps cherche à ouvrir.

Elle fait retour sur là d'où nous sommes partis, c'est-à-dire l'expérience des Rroms des campements dans le cœur de la ville dense en France. Il s'agit par là de passer la frontière du regard franco-centré qui a prévalu dans le débat public comme dans les engagements militants sur la « question rrome » en France, pour aller vers les terres européennes où se jouent le destin des Roms. Au passage de cette frontière on réalise combien la perspective franco-française du débat, tous protagonistes confondus, apparaît pour une part comme un renoncement à l'émancipation et au mouvement et comme un repli communautaire et une

statique dont la perspective des Droits de l'Homme invoquée pour défendre les Rroms par exemple risque bien de finir par être l'un des instruments.

Elle vise aussi à élargir la discussion sur les cadres d'une possible transformation sociale qui pourrait échapper aux formes hégémoniques de définitions des identités et des cultures, par l'extérieur ou par l'intérieur. Enjeu crucial à mes yeux, non seulement sur le plan politique et intellectuel, mais aussi enjeu crucial, rapporté à l'objet de ce travail de thèse, pour la sociologie qui à mon sens, pour autant que je puisse le dire, ne peut faire l'économie d'un travail d'anamorphose si elle veut rester un espace protégé de production de connaissance sur le monde en train de se faire. Si elle veut rester une science sociale capable de fournir à la société les éléments de problématique lui permettant de travailler, dans le débat public, c'est-à-dire en conscience, sa propre anamorphose. La fermeture des frontières de l'intelligibilité manifeste dans le cas des Rroms comme sur l'immigration en France ou sur les guerres balkaniques, est sans doute parmi les plus sérieux problèmes dans la période actuelle qui se veut en même temps compétition mondiale. De ce point de vue une sociologie des pratiques conçue comme sociologie du politique attentive à l'écologie des milieux pourrait être une contribution utile à cette anamorphose. Et c'est précisément à cet horizon réflexif que nous renvoie Nicolae Gheorghe, figure d'une modernité qui tente d'affronter ses contradictions les plus prégnantes, celles qui mettent en jeu l'existence même des populations, dans le mouvement vers l'émancipation des cultures dans la perspective d'espaces de citoyenneté ouverts et pluriels.

Chapitre 1 – Aout 2001 Rromani Criss

Figures d'acteurs Rroms à la frontière des mondes communautaires et des institutions roumaines dans le contexte de transformation postcommuniste

Carnet. Gare de Bucarest : racisme brut à l'égard des enfants roms

Nous partons en train en direction de Botoșani avec Mariana et Titi, deux jeunes militants de l'organisation Rromani Criss, et Marwan Abi Samra, mon collègue sociologue. Rromani Criss a engagé un vaste programme de promotion de l'accès des Rroms à la santé dans 8 villes de Roumanie. Mariana coordonne le programme et Titi l'accompagne dans toutes les tournées. Avec l'aide d'ONG internationales, le CCFD français en particulier, Rromani Criss assure son indépendance vis-à-vis de l'Etat roumain et dispose ainsi d'une marge d'action inédite. Le CCFD, principal soutien du programme santé, a cette particularité de ne pas imposer de programme mais plutôt d'accompagner des initiatives aux frontières des mondes³¹⁶ dans la période de *transition* postcommuniste des Pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO).

Nous voyagerons toute la nuit. Comme la plupart des passagers, nous démontons les banquettes du train pour bricoler des substituts de couchettes. Le confort est plus que rudimentaire mais l'intensité de nos discussions et l'énergie de Mariana et titi nous le font oublier. Mariana et Titi sont francophones. On parlera presque toute la nuit, du programme, de la situation de Rroms dans le pays, de leur condition après la chute du régime du dictateur Ceausescu (décembre 1989) et dans la période *actuelle* de « transition ». La nouvelle génération de Rroms qui accède à l'université depuis quelques années comme ils l'ont fait tous les deux, occupe une grande part de nos discussions. Mariana a juste 27 ans et termine son second cycle de sciences de l'éducation, Titi en a 24 et suis un parcours de sciences physiques. Selon Rromani Criss environ 100 Rroms s'affirmant comme tels étaient inscrits dans toute la Roumanie en 2001.

³¹⁶ Marwan Abi Samara et moi conduisons une mission d'étude pour le CCFD dans le cadre d'une démarche d'évaluation collective avec l'ensemble des acteurs que cette ONG soutient dans les PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale). Notre travail doit venir abonder leurs échanges en faisant connaître à chacun des participants ce que font les autres et les enjeux auxquels ils sont confrontés. Une commande inédite qui nous donne une large marge d'exploration.

Vu de l'Europe de l'Ouest, cela semble minuscule, mais cumulé sur une dizaine d'années, en Roumanie et pour les Mondes Rroms c'est une révolution qui a des impacts immédiats. C'est sur cette génération que repose le développement de Romani Criss dont la première réussite est sans doute d'avoir été à la fois un espace d'acquisition de compétences et un espace de construction d'une dynamique générationnelle qui s'affirme dans la société à travers la lutte pour les droits civiques en tant que génération de Rroms Roumains.

Avant même de monter dans le train nous avons eu un aperçu des abîmes qui entourent cet engagement, y compris dans les milieux intellectuels étudiants.

Alors que nous étions attablés au café de la Gare où nous avions rendez-vous avec Mariana et Titi, un groupe d'étudiants s'était installé à la table voisine. Alors qu'ils discutaient en roumain, l'un d'eux se mit à lire en français un paragraphe du livre qu'il tenait entre les mains. C'était un livre de Derrida. Francophones pour la plupart, ils venaient d'assister à une conférence sur l'œuvre du philosophe à l'Université de Bucarest. Nous échangeons alors quelques mots, ils nous souhaitent un bon séjour en Roumanie et chacun en revient à la conversation de sa table.

Le café est situé sur la dalle du grand hall, en face des voies dont on peut voir les longs quais s'étirer vers le point de fuite de la perspective. A quelque cent mètres, sur l'un des quais, on aperçoit bientôt qu'une plaque métallique se mettait à bouger, glissant latéralement, par à-coups, libérant l'accès au réseau des conduits souterrains de la gare. Une dizaine d'enfants en émergea comme on sort de la mine.

Très jeunes et dépenaillés, ils avancent alors en troupe vers le café, puis se dispersent dans la gare. C'est la fin d'après midi est c'est bientôt une heure de pointe, moment du travail des enfants des sous sols de la gare.

Alors que deux d'entre eux s'approchent de la table des étudiants, ceux-ci les chassent durement, avec des gestes de dégoût et des paroles qui nous semblent être des insultes. Nous nous adressons alors à eux, les interrogeant sur ce qu'ils pensaient de la manière dont Derrida aborde le sujet de l'Autre. Après qu'ils eurent célébré l'auteur pour ses apports sur ce sujet,

nous faisons part de notre étonnement quant à la manière dont ils avaient chassé les enfants. L'un d'entre eux répond alors d'un ton sec « *Ce n'est pas la même chose. Ce sont des Rroms, ils ne sont pas humains.* »

Botoçani : Evaluation collective du programme de médiation de santé

Remporter l'Adhésion de l'Etat au programme d'accès des Rroms à la santé

Nous arrivons à Botoçani au petit matin. Mariana est inquiète en raison des enjeux de la journée. Nous nous rendons dans un hôtel pour nous refaire une façade après cette nuit chiffonnée. Mariana et Titi sont des habitués et louer une chambre pour une heure avec un petit déjeuner n'est pas un problème. Lorsque Mariana nous rejoint sur la terrasse, elle n'est plus le même personnage. Elle a revêtu ses habits de scène. Une robe rrome magnifique, un superbe foulard jeté sur les épaules, et des chaussures à talons à la place de ses baskets.

Au programme de la journée : rencontre avec le Maire, rencontre avec la « *médiatrice de santé* », puis réunion de la commission paritaire d'évaluation du programme communal d'accès au soin des populations Roms.

L'interaction avec le Maire fut des plus surprenantes. Il reçut Mariana avec les marques dues à un personnage de haut rang. Une fois dans son bureau, Il nous invita à nous asseoir puis s'approcha d'elle en l'enlaçant chaleureusement et la félicitant. Depuis plus d'un an que Mariana et Titi venaient presque tous les mois, ils avaient tissé une relation particulière qui débordait les cadres du protocole, où se mêlaient une attention paternelle et une admiration non feinte de la part du Maire.

S'adressant à nous, il expliquera en anglais. « *Madame Mariana est capable de renverser des montagnes, je l'ai vue le faire. Lorsqu'elle est venue nous voir avec son projet de médiation pour améliorer l'accès aux soins des familles rroms de la ville, franchement, nous avons été sceptiques. Nous avons accepté d'essayer dans un quartier, parce qu'il faut essayer de faire quelque chose et qu'elle avait une lettre d'accréditation du Ministère de la Santé. Mais c'est aussi parce que, déjà, elle nous avait impressionnés. Malgré cela nous n'y croyions pas trop.*

Mais cela a été un travail extraordinaire, vous vous en rendrez compte dans la réunion tout à l'heure.

Nous sommes en train d'étendre l'expérience dans tous les quartiers rroms de la ville.

La semaine dernière, Mariana a réussi à convaincre le gouvernement et les parlementaires d'étendre cette expérimentation dans 100 villes dans toute la Roumanie et de l'inscrire dans la loi avec le budget qu'il faut.

Je l'ai vue convaincre la commission de préparation de la nouvelle loi sur la santé à l'assemblée, et même le Ministre de la santé. Elle m'a fait témoigner, comme les Maires des autres villes participant au programme médiatrices de santé de Rromani Criss³¹⁷.

Vous auriez vu cela. C'était un vrai combat. Elle n'a rien reculé devant aucune tentative pour la déstabiliser. Elle voulait du concret et elle a fini par l'avoir.

Vous savez, en Roumanie aujourd'hui, lorsqu'on parle d'améliorer la situation des Rroms, c'est bien souvent un exercice de communication pour contenter les institutions internationales. Mais là, elle leur a imposé de prendre des vraies décisions.

A la fin elle a même été applaudie. Vous vous rendez-compte ? Cette jeune femme toute seule devant une assemblée où il y a tant de gens qui n'ont aucun respect pour les Rroms ! »

Mariana racontera plus tard cette confrontation « j'étais terrorisée en entrant dans l'hémicycle. J'étais sûre que personne n'avait lu les documents, comme d'habitude.

Je n'avais pas les powerpoint qu'on utilise d'habitude. A Rromani Criss on était les seuls à utiliser cette technique. Ça nous donne l'allure professionnelle et puis quand tu es perdu, tu t'accroches à ce que dit le slide.

Tout allait dépendre de la manière dont j'allais m'exprimer par moi-même devant des spécialistes du discours politique. Je n'avais plus de jambes.

Je suis petite, tu vois, et quand je me suis retrouvée debout devant les députés tout en bas de l'hémicycle, il n'y avait plus que leurs têtes qui dépassaient des dossiers des bancs de l'assemblée. Comme une bibliothèque de têtes vivantes. C'était hallucinant ! Je ne voyais que leurs yeux et leurs grimaces et quand certains riaient je ne voyais que leurs dents. C'était le brouillard dans ma tête. J'ai parlé avec mon ventre, ça me faisait mal, j'avais l'impression

³¹⁷En réalité, certains Maires, deux me semble-t-il, qui avaient plutôt freiné la réalisation du projet dans leur ville, ont décliné l'invitation à la commission parlementaire.

que je devais constamment repousser le cercle qui se refermait sur moi, j'étais penchée en avant au point qu'à un moment j'ai failli perdre l'équilibre.

Tu sais ce qu'il y a de vraiment incroyable, c'est qu'à un moment, ma tête, ma lucidité, je veux dire, s'est détachée de mon corps. Je me voyais en train de parler. J'ai laissé faire mon ventre, ma tête à contrôlé les mots. J'étais deux fois plus forte et je n'avais plus peur.

J'ai parlé de ce qu'on a fait dans toute ces villes, j'ai dit comment même dans les villes où les administrations étaient réfractaires, nous avons réussi à briser les stéréotypes pour parler vraiment de santé, j'ai raconté comment les femmes rroms se sont investies, comment l'indifférence à ce problème pouvait tuer des gens. Que finalement ce n'était pas compliqué, que les professionnels y retrouvaient l'honneur de leur métier, et que c'était à eux de décider ; car ce que nous avons fait était reproductible partout dans le pays. »

Nous devions ensuite laisser le Maire et Mariana avec lequel elle avait à discuter d'une question importante. Elle irait ensuite rencontrer la médiatrice. Pendant ce temps Titi nous conduisit à un endroit qu'il tenait absolument à nous montrer.

Il s'agissait d'une ancienne maison de recueil social d'enfants de la rue qui avait été fermée mais que les jeunes résidents livrés à eux-mêmes avaient réinvestie. Sans encadrement aucun, près d'une trentaine de garçons entre 12 et 17 ans y vivaient comme ils pouvaient. La saleté était indescriptible. Les gosses survivaient par la manche et autres activités inconnues, et de la solidarité d'un petit réseau de familles d'un quartier rrom à proximité, presque aussi pauvres qu'eux. Elles leur livraient du pain et divers denrées consommables immédiatement. Des habits, des couvertures et des draps de temps à autres. « *La plupart ne sont pas rroms, expliqua Titi, Mais ils sont traités comme les familles Rroms des bidonvilles, pire encore, même la police ne s'intéresse pas à eux ! Est-ce qu'on peut vraiment changer les choses pour nous les Rroms quant le pays n'est pas capable de prendre en charge ces enfants ?* »

Les Rroms condamnés à l'urgence et à l'indigence en matière de santé

L'idée de départ du projet « médiateurs de santé » est assez simple. Dans le mouvement de marginalisation accélérée des Rroms après la chute du régime communiste, la scolarisation et la santé des communautés se sont très rapidement dégradées. Cette dégradation procède d'un double processus explique Titi : « *le rejet de la communauté rrome par les services scolaires*

et les services de santé, et en retour le discrédit des institutions de santé et de l'école dans les communautés elles-mêmes. »

Outre le vécu quotidien de la discrimination raciale et des préjugés, qui contribuent à ce que les Rroms ne se rendent plus dans les services - les médecins disant souvent “ *je ne prends pas les rroms car ils sont sales et ils ne paient pas* ” - de nombreux autres facteurs interviennent dans la construction de ce repli des communautés sur elles-mêmes en matière de santé. Des facteurs souvent interdépendants.

Ainsi, par exemple, à l'extrême pauvreté des communautés, s'ajoutent que dans de nombreux cas, pour des raisons multiples - enfants non déclarés, nés à l'étranger, nés d'un mariage traditionnel avant l'âge légal, domicile non enregistré, relations conflictuelles avec l'état civil, ... - les familles ne peuvent bénéficier de l'aide sociale et de la prise en charge médicale gratuite dont bénéficient en principe les Roumains les plus démunis. A cela s'ajoutait le prix très élevé des médicaments en Roumanie.

Il s'en suit que les familles rromes ne recourent au système de santé que dans l'urgence et n'ont souvent pas les moyens de mettre en œuvre les traitements préconisés. A défaut d'une relation de confiance avec les services de santé et les hôpitaux, la relation de service d'accueil et de soin est rapidement débordée par des modes de gestion communautaires. Par exemple, lorsque beaucoup de personnes de la communauté se déplacent à l'hôpital pour accompagner le malade. Des modes perçus par les professionnels à travers des préjugés négatifs.

De nombreuses conséquences en découlent, notamment le fait que cette logique de l'urgence, qui, dans un contexte de stigmatisation souvent extrême, apparaît aux Rroms comme la seule voie d'accès aux soins, n'est pas fondée sur une connaissance empirique valide des signes de gravité par les familles, ce qui conduit à des cas de décès, de séquelles graves, qui auraient pu être prévenus avec un minimum d'information et de prévention. Tandis qu'à l'inverse, des cas de maladie ou de souffrance banale sont présentés de manière dramatique aux services d'urgences des hôpitaux. Ce qui en rajoute aux stéréotypes qui se construisent dans ces interactions chroniquement ratées : “ *les rroms laissent mourir leurs enfants* ” “ *les rroms veulent le beurre et l'argent du beurre* ”, “ *ils jouent les misérables pour ne pas payer, mais en même temps ils sont sales et voleurs* ”.

Les femmes et les enfants sont les premières victimes de cette marginalisation radicale.

Comme le souligne le travail réalisé par Romani Criss dans la phase préparatoire du projet, face à cette situation, l'immobilisme de l'administration de santé publique roumaine est quasi endémique. Aucune étude prophylactique, aucune campagne de prévention ou d'information

pour la santé, aucune de prévention maternelle et infantile, aucune politique d'information sur la planification familiale, aucune prévention des maladies transmissibles, maladie de vieillesse, dépistage divers etc. Aucune politique de prise en charge médicale.

Les résultats de l'enquête³¹⁸ conduite par Mariana auprès de différents districts de santé sur les données disponibles sur la population rrome sont affligeants. Affligeants, par la méconnaissance totale de cette population par les services, mais aussi par les argumentaires alambiqués de certains responsables pour désengager leur responsabilité ou justifier la situation par le comportement des Roms.

Contenu du programme de médiation en santé

Face à cette situation, le programme médiateur santé imaginé par Romani Criss repose sur trois piliers et un parti pris politico-stratégique

Premier pilier : Romani Criss a convaincu les autorités de santé publique de soutenir une démarche expérimentale consistant à implanter des médiateurs de santé dans huit communes où sont installées des communautés rroms marginalisées. L'appui des autorités sanitaires devant assurer une légitimité à Romani Criss pour agir auprès des services publics de santé et des services sociaux des communes. La position de Romani Criss comme acteur inscrit à la fois dans la sphère communautaire et porteur des référentiels de la politique publique sera décisive.

Second pilier : l'indépendance de Romani Criss dans cette action, indépendance assurée en l'occurrence par le financement du CCFD notamment.

Troisième pilier : les médiateurs santé sont choisis dans les communautés, mais leur rôle, le contenu de leur activité et le plan de formation qu'ils devront suivre seront définis en commun par Romani Criss, les services de santé publique et les services sociaux des communes. L'une des fonctions clés de l'équipe de Romani Criss consiste à construire la coopération locale qui permettra cette définition commune dans huit sites. Au travers ce travail de définition, non seulement les partenaires ne verront pas leur rôle supplanté, mais ils construiront ensemble un regard sur la situation objective des Rroms et s'approprieront les objectifs du dispositif. Ce partenariat de définition sera ensuite prolongé à travers des sessions

³¹⁸ Enquête menée par questionnaires et entretiens.

d'évaluation régulière : une réunion tous les mois sur chaque site, animée par Romani Criss et présidée par un représentant de la commune, souvent le Maire lui-même.

C'est à une de ces réunions d'évaluation que nous allions assister l'après-midi.

Le parti pris politico stratégique : aborder la question de l'accès à la santé en combinant d'un côté, une mobilisation de la communauté elle-même, et de l'autre côté, une approche par le droit à la santé. Cette approche par le droit se concrétisait par le rattachement du médiateur au service d'action sociale des municipalités ; service qui peut à la fois faciliter les relations avec la communauté et qui a surtout la responsabilité de l'instruction des dossiers d'aide médicale et d'aide sociale.

Du droit inappliqué à la mobilisation des communautés rromes pour l'exercer

L'enjeu de la mobilisation de la communauté est de parvenir à une certaine normalisation de la question de l'accès au soin, c'est à dire de faire en sorte que les femmes et plus généralement les familles reconstruisent un rapport individuel au soin et non pas un rapport systématiquement collectivisé.

Il faudra alors réaliser à la fois un travail de conviction auprès des femmes, et susciter un débat dans le « Criss », c'est à dire dans l'espace de débat communautaire informel qui construit la « justice » du groupe, c'est à dire le délibéré commun sur les questions importantes. Sur ce plan les enjeux concrets sont nombreux : légitimation du rôle du médiateur qui vit dans la communauté et en même temps va dans les familles, discute avec les femmes etc. tout en étant en lien avec l'administration, laquelle est tenue en grande méfiance ; installation progressive d'une pratique de rapport individuel à l'administration de la santé ; et in fine que l'on discute maintenant de questions taboues comme la planification familiale.

Créer les conditions pour que ce processus « intra communautaire » puisse se mettre en œuvre, tel aura été le premier travail de Romani Criss. Cela a d'abord consisté à prendre contact avec les communautés, les unes après les autres pour initier le processus. *« je n'avais jamais fait une chose pareille raconte Mariana, arriver un matin dans cette communauté de Botoçani, à l'autre bout du pays ! Mais je n'étais personne ! Je n'avais aucune légitimité ni aucune expérience ».*

En réalité le succès de la phase d'amorçage du processus a certainement tenu aussi à la place qu'occupe Romani Criss dans les multiples lignées qui composent le monde rom roumain (voir ci-après)

A travers ce travail préparatoire, les bases de la stratégie de Romani Criss sont posées : car il ne s'agit pas de recueillir une validation ni de négocier un accord communautaire, mais plutôt de s'appuyer sur une légitimité communautaire pour la mettre aussitôt en tension avec les institutions environnantes, puis de travailler dans cette tension qui sera au cœur de la dynamique de changement recherchée.

« Rechercher une validation communautaire aurait figé le jeu, enfermant le médiateur dans un rôle négocié, sans lui laisser la possibilité de déborder de son rôle autorisé, cela aurait aussi placé la question de la santé sous l'autorité des structures de fonctionnement communautaires, alors même que l'objectif recherché était précisément inverse : replacer la question de la santé comme un droit de la personne en mobilisant les ressorts internes de la communauté pour qu'il s'exerce au mieux » nous expliquera en substance le sociologue Nicolae Gheorghe fondateur de Rromani Criss.

C'est à dire réhabiliter l'idée de droit aux yeux de la communauté afin que les dynamiques communautaires convergent pour que les personnes prennent en charge leur santé et accèdent aux dispositifs de soins. Non pas que le droit soit rejeté en principe par la logique communautaire, mais plutôt qu'il est gravement discrédité du fait de la discrimination et des processus de stigmatisation qu'elle entraîne.

« En réalité, explique Mariana en substance, l'enjeu de la réhabilitation du droit dans la communauté n'est pas de combattre une hypothétique emprise de la communauté sur les personnes ; l'enjeu est de transformer le type de rapport qu'entretient la communauté avec les institutions. C'est à dire de faire en sorte que la communauté considère que les institutions doivent faire appliquer le droit aussi à leur égard, alors que jusqu'ici, du fait du discrédit du droit et de la stigmatisation, les Rroms en sont venus à ne considérer les services rendus que comme une concession ou une aumône. Un type de rapport et de représentation qui explique en grande partie l'attitude des Rroms à l'égard des services ; entre grande défiance et attitude plaintive ou gestion de l'urgence, et qui explique aussi une logique de repli des communautés sur elles-mêmes en ce qui concerne la santé. »

Dépasser la gestion communautaire du stigmat, une stratégie de co-développement

Ainsi, pour les militants de Rromani Criss, contrairement à ce qui est trop souvent invoqué pour expliquer ce type de situation, ce n'est pas le fait communautaire en lui-même qui s'oppose substantiellement à la logique du droit, mais plutôt la gestion communautaire du stigmat.

En ce sens, le véritable enjeu politique et social du travail de Rromani Criss est bien ici de placer son action dans un espace de coresponsabilité entre communauté et institutions, coresponsabilité sur les conditions de sortie du stigmat, et par suite engagement réciproque dans une dynamique de co-développement. Car il est clair que l'amélioration des conditions de santé des Rroms passe non seulement par une politique de normalisation de l'accès aux soins impliquant une sérieuse évolution des cadres de référence de la pratique dans les services, mais aussi une transformation des rapports qu'entretiennent les gens avec leur corps et eux-mêmes, c'est à dire par une transformation socioculturelle.

Mais cette stratégie de coresponsabilité puis de co-développement ne peut prendre forme ni déboucher sur un processus de changement réel, que si l'expérience apporte la preuve que le droit existe bien, c'est à dire concrètement, que si les faits avérés apportent la preuve que les institutions sont biens ces instruments de l'exercice du droit par les personnes. Une preuve que jusqu'ici, l'expérience du rejet et de la discrimination démentaient tous les jours.

C'est alors que symétriquement, l'action de Rromani Criss devra aussi tenter d'introduire un processus de changement dans l'administration et les services de santé. De la même manière que pour la communauté, cette dynamique de changement s'appuie sur le sentiment de responsabilité collective, Rromani Criss mettra en jeu la responsabilité de l'institution et de ses personnels pour les impliquer dans la réduction du déficit d'accès des rroms à la santé ; un déficit qui, du fait qu'il est explicitement mis à jour, apparaît manifestement comme un échec de leur mission, mais qui dans le même temps, du fait de l'organisation du dispositif leur laisse entrevoir la possibilité d'agir concrètement pour améliorer la situation. C'est aussi cet argument et le souci de ne pas être mis en cause dans leur rôle, qui, au début, contribuera à convaincre les Maires à suivre la démarche, avec selon le cas plus ou moins d'entrain.

Cependant à ce stade, rien n'est encore gagné du côté de l'administration de santé et des élus locaux. Car cette responsabilité peut très bien s'accommoder du discours classique qui veut que « *la mentalité des rroms* » soit la cause du problème. Or, une telle perspective ethnique,

même si les institutions reconnaissent que, bien sûr, elles auraient pu agir plus tôt, débouche inévitablement sur une perspective éducative, « il faut éduquer les roms ! », au lieu d'une politique de droit qui impliquerait de regarder en quoi le fonctionnement même des services contribue aux difficultés de relations et d'accès aux soins pour les Roms.

La stratégie de Romani Criss pour prévenir ce risque consista à jouer sur deux registres complémentaires. D'un côté, en plaçant le médiateur sous la responsabilité professionnelle des services municipaux auxquels sont associés les services de santé du district, le dispositif situe la responsabilité de la réussite de l'opération du côté du service. Cependant ce rattachement du médiateur à l'institution peut aussi rapidement tourner en instrumentalisation et engendrer facilement une logique de dépendance et de sas, ou tourner en politique hygiéniste.

L'Évaluation en continu comme fabrique d'une communauté d'expérience de l'action

Aussi, c'est à travers un deuxième registre d'action que Romani Criss va tenter de prémunir le projet de ce type de dérive, le registre du débat et du délibéré public qui instaurera un cadre d'auto contrôle du langage des uns et des autres, et une positivation des difficultés réelles.

C'est ainsi que la commission d'évaluation va devenir la clé de voûte de la démarche. Constitué de manière « paritaire », c'est à dire où sont présents à la fois les services et la communauté, ce cadre de travail va conduire les services et les élus à situer leurs objectifs et leurs discours dans l'espace d'évaluation et de discours commun qui se construit dans cette instance d'évaluation. Celle-ci, avec la présence de Romani Criss, se pose d'emblée comme un espace de dialogue construit autour de problèmes très concrets que rencontrent les médiateurs dans leur travail quotidien.

L'efficacité de ce dispositif sera d'autant plus forte que, comme c'est le cas à Botoçani, le Maire lui même est présent à ces commissions d'évaluation qui se tiennent tous les mois. S'il a fallu au début que Mariana, Titi et les médiateurs développent un effort de conviction important pour que des Roms viennent à ces réunions, très rapidement, ce lieu est devenu un espace de reconnaissance du fait de la qualité des propos tenus et de leur caractère très concret, et surtout parce qu'ils n'occultaient rien des difficultés pratiques.

Un exemple pour illustrer le caractère concret de la démarche mise en œuvre dans ce projet.

Au début, la médiatrice de Botoçani a construit l'occasion d'accompagner une famille dans le service social pour la faire enregistrer sur la liste de l'aide sociale et sanitaire. Cette première visite a mobilisé tout un groupe qui a accompagné la famille. Mais alors que cette présence du groupe introduisait habituellement une réaction de rejet de la part des personnels du service, le travail préparatoire de la médiatrice et du chef du service social permirent que cette première visite d'inscription se déroule très professionnellement, sans que la présence du groupe n'ait été un prétexte pour différer les réponses, adopter une attitude suspicieuse ou péjorative, ou encore inventer de multiples obstructions comme c'était souvent le cas auparavant.

Dans un deuxième temps, il y eut une autre famille, toujours accompagnée. Puis une des femmes accompagnée seulement par la médiatrice, puis de nouveau celle-ci, mais cette fois toute seule... De fil en aiguille, les gens commencèrent à venir tous seuls régler les problèmes administratifs dans un service où aucun d'eux n'avait jamais été spontanément auparavant, en tout cas jamais seul.

Rapportées en commission d'évaluation, où les roms explicitèrent comment ces nouvelles pratiques suscitèrent un débat dans la communauté, et symétriquement les acteurs de santé en ce qui concerne leurs services, ce processus et ses résultats sont devenus des résultats partagés.

Le service a progressé et pour cela a dû non seulement reconnaître sa rigidité et ses dysfonctionnements sans pour autant avoir le sentiment de perdre la face. Parallèlement dans les communautés, le *criss* a discuté la démarche et ses résultats, et par là même, fait reconnaître, pas à pas, la validité des institutions comme instrument de l'exercice du droit, et par conséquent réhabilité la réalité du droit à la santé ; ce qui a permis non seulement que les personnes acceptent de placer individuellement leur confiance dans le service, mais aussi qu'elles le fassent sans avoir pour autant le sentiment de le faire en cachette.

De proche en proche, à travers ses visites aux femmes dans les maisons, à travers des discussions multiples, des accompagnements chez le médecin... la médiatrice a ainsi établi des liens fluides avec les administrations, les médecins, les dispensaires, etc...

Cette pratique a aussi déclenché l'engagement d'autres femmes, qui sont devenues médiatrices bénévoles, démultipliant ainsi l'action et bénéficiant pour cela d'une réelle reconnaissance collective à travers la formation qu'elles ont elles aussi reçue, mais aussi à travers le rôle

qu'elles ont construit et qui se manifeste notamment par leur prise de parole dans les commissions d'évaluation.

Construire la référence. Coming out et porosité des frontières

Où la frontière devient poreuse et où un élu opère son coming out en se déclarant publiquement Rom

Peu à peu la commission d'évaluation est donc devenue l'espace de débat et de reconnaissance des Rroms par les institutions de santé et les services sociaux municipaux et réciproquement.

Dans cette commission, les animateurs de Romani Criis ont un rôle décisif, dans la mesure où ils sont indépendants de l'administration tout en bénéficiant d'une légitimité attribuée par le Ministère de la santé. Mais c'est aussi la pertinence de leur intervention qui a été déterminante. Mariana, accompagnée de Titi, a mis en œuvre une combinaison de compétence étonnante, alliant rôle institutionnel, professionnalisme dans leur travail d'organisation et d'animation, et fonctions politique transversale, établissant des contacts directs à tous les niveaux, du Maire aux services en passant par les membres de la communauté, les professionnels de santé, en veillant systématiquement à ce que ces différents niveaux se rencontrent dans le cadre de la commission comme des alter ego.

A aucun moment en effet, dans la commission qui s'est tenue l'après midi, où Titi s'était placé entre nous deux et traduisait à voix basse l'essentiel des échanges, les médecins, chefs de services ou fonctionnaires municipaux se sont adressés aux participants rroms comme on s'adresse trop souvent à une population pour laquelle on fait quelque chose.

Le statut de cette commission nous est apparu au contraire comme une instance de débat tout à fait inédite, où s'est construit le respect et un formalisme très professionnel, mais aussi parce qu'elle s'est progressivement construite par un dispositif de participation socialisé du côté des communautés rroms. « *Progressivement, après les discussions dans les criis des communautés de la ville, de nouvelles personnes ont rejoint la commission. Il n'y a plus seulement celles que nous avons convaincues au départ. Les personnes qui nous ont rejointes ne sont pas vraiment désignées, ce n'est pas comme ça que ça marche, elles sont venues parce que c'était important et qu'elles avaient pris part activement dans les discussions du criis, cela semblait normal qu'elles y aillent et qu'elles continuent d'apporter ce qu'elles*

apprenaient là. Sans être des représentantes, elles avaient une légitimité à être là » expliquait Mariana.

« Mais tout n'est pas réglé, ajoutait-elle, c'est un peu comme le lait sur le feu, si tu ne surveilles pas il peut déborder de la casserole. Beaucoup de professionnels de santé et de l'action sociale qui participent à ce projet n'ont pas abandonné leurs préjugés sur les roms, ils les contrôlent. Ce qui marche c'est d'entretenir le sentiment qu'en travaillant comme ça on évite les situations de culpabilisation des professionnels quand ils débordent. Et avec l'expérience pratique, beaucoup ont le sentiment d'avoir progressé. Mais il arrive souvent que dans les réunions de la commission quelqu'un dérape et disent des choses violentes. Ce qui change c'est que ce n'est plus direct. C'est caché sous les apparences d'un discours raisonnable. Par exemple, un jour, un chef de service de service de santé du district a dit que tout ça prenait beaucoup trop de temps. Est-ce qu'on ne ferait pas mieux de créer des services spécifiques ? Pour lui, le problème n'était pas nouveau, c'est comme ça depuis des années, vous croyez que ça va changer seulement parce qu'on réussi dans quelque cas ? Est-ce qu'on ne ferait pas mieux de créer un service spécial ? Ca a choqué certaines personnes, mais tu sais, il y avait des membres des communautés qui étaient d'accord avec ce médecin. Il faudra du temps, beaucoup de temps pour que ça change vraiment »

Dans le cas de Botoçani, la commission d'évaluation a pris une place décisive dans la construction des relations entre les responsables de la commune et les Roms, bien au delà de la question santé. Un espace de relations dont tous ont saisi l'importance dans le contexte Roumain. De sorte que cet espace est aussi devenu, pour un noyau des participants, un projet commun, une collégialité, pour des fonctionnaires, des médecins, quelques élus et les Roms les plus impliqués, qui se sont progressivement liés d'amitié.

En témoignent les embrassades, avant les réunions et à leur sortie, y compris avec les élus municipaux. Même si les réunions elles-mêmes suivent un protocole formel dans lequel les fonctionnaires comme les membres des communautés roms de la ville parlent bien dans leur rôle, et explicitent les enjeux et les problèmes rencontrés.

En principe, la commission à laquelle nous avons assisté n'avait pas un ordre du jour spécial. Mais notre présence comme les attentes d'information sur le résultat de l'audition de Mariana par la commission parlementaire sur la santé en changeait de fait le caractère.

Le Maire comme à chaque fois était présent, ainsi que les élus dont la délégation était directement concernée, mais d'autres élus s'étaient joints à lui ce jour là. Après les introductions d'usage et l'accueil de deux ou trois nouveaux participants, nous avons été

invités à dire quelques mots sur notre travail et la raison de notre présence. C'était la première fois qu'un tiers participait à la commission. Le Maire et Mariana firent état de ce qui s'était passé à la commission parlementaire et de la présence du ministre de la santé, et bien sûr du résultat. Cela déclencha des applaudissements et un brouhaha joyeux. Tous les membres de la commission exprimèrent une grande fierté d'avoir contribué à ce résultat.

La réunion en revint ensuite à son ordre du jour : exposé des avancées réalisées et des problèmes rencontrés par la médiatrice ; discussion et interventions des participants ; Mariana et la médiatrice proposaient des points de synthèse aux moments importants et demandaient confirmation des formulations ; etc. Un des points importants fut l'évaluation de l'entrée en fonction des médiatrices bénévoles qui furent invitées à parler de leur première expérience après la formation qu'elles avaient reçue. Cela conduisit une réflexion collective afin d'apporter plus de précisions et d'aménagements de leur rôle et de la façon d'établir des relations avec les services.

A la fin de la réunion, le Maire annonça les décisions qu'il avait prises à l'issue de sa rencontre avec Mariana juste avant cette réunion : la ville prendrait en charge le financement pérenne du poste de la médiatrice salariée et il acceptait la proposition de Mariana que l'échelon de son poste soit celui de chargée de mission, expliquant que c'était important en termes de reconnaissance de sa mission, notamment au regard des agents de services tant municipaux qu'à l'extérieur ou vis à vis de la communauté.³¹⁹

³¹⁹ Cette disposition fut reprise dans le texte d'application de l'extension du dispositif à 125 communautés rromes locales roumaines. Le principe d'un intervenant tiers comme l'a été Rromani Criss au départ a aussi été conservé. Rromani Criss n'ayant pas vocation à gérer l'ensemble du dispositif, d'autres organisations roumaines ont été formées et ont pris ce rôle dans les régions de déploiement du dispositif.

Voir à ce propos le rapport d'expertise suivant réalisé en 2004, qui donne un aperçu de l'impact de cette action sur le territoire roumain: Sorin CACE, Cristian VLADESCU. Starea de sănătate a populației roma și accesul la serviciile de sănătate - THE HEALTH STATUS OF RROMA POPULATION AND THEIR ACCESS TO HEALTH CARE SERVICES. Ed. The expert publishing house. Bucharest, Romania. 2004

"While most projects were implemented for limited periods of time, without being further sustained, the project "Training Sanitary Mediators in Compact Rroma Communities" differs by the manner in which the services of some NGOs are taken over by public authorities and extended at a national level.

Initiated by Rromani Criss together with C.C.F.D. and financed by the Delegation of the European Union in Bucharest, the project was developed in several Rroma communities. Initially implemented in 1997 and resumed in 2000 in the localities of Ștefănești (Botoșani county), Temelia (Bacău

county), Sfântu Gheorghe (Covasna county), Panciu (Vrancea county) and Slobozia (Ialomița county), the project had the following initial objectives: occupational reinsertion of Rroma women with school and sanitary education; the community's medical staff intervention in emergency cases by provision of first aid, offering the possibility to follow injecting treatments that require regularity in their administration, changing the attitude of the Rroma population towards health by encouraging the prophylaxis of certain disorders and teaching children basic notions of personal hygiene through training and supervision. The project was taken over by other NGOs as well ("Together" Agency, RomStar Bacău, Wassdas Cluj, The Medical-Christian Association Cristiana).

Alors qu'on s'apprêtait à clore, l'un des élus qui accompagnait le Maire, son premier adjoint, demanda la parole. Hésitant, il se leva pour assoir son propos et s'exprima à peu près en ces termes : « *chers amis, cela fait plusieurs mois que je suis avec attention ce qui se passe dans ce grand projet. Je voulais vous dire mon admiration pour les progrès que vous avez réalisés. Je voudrais aussi vous dire ce que je n'ai jamais dit à personne, pas même à monsieur le Maire qui un viel ami. Je suis Rom. Oui je suis Rrom par ma famille ; ma mère et mon père. Je ne l'ai jamais dit parce que j'en avais honte et parce que je pensais que jamais je n'aurais pu faire la carrière que j'ai faite si on avait su que j'étais Rom. Aujourd'hui, j'ai honte de ne pas le dire. Grâce à vous je vais résoudre un des plus grands problèmes de ma vie personnelle, mais aussi de ma vie publique.*

Mais je voudrais dire aussi que Je n'ai plus honte de l'avoir caché non plus. Ce n'est plus la question importante. Ce qui est important c'est que vous avez permis quelque chose de nouveau, le plus important, c'est que je peux croire maintenant, je le crois, qu'un jour le fait d'être Rrom ou non n'aura plus d'importance pour avoir le droit d'exister dignement »

L'émotion était palpable. Il y eu un flottement, chacun semblait se demander quoi dire ou faire après une telle déclaration. La réponse fut finalement corporelle. Le Maire se leva en enserrant son collègue et ami dans une longue accolade. Toute l'assemblée se levait à son tour, certains discutant à voix basse dans un coin de la salle tandis que d'autres se rapprochaient des élus.

Entrer dans le no man's land qui sépare les mondes.

Où les gens du bord font découvrir les frontières intérieures de la Cité et où le Maire lui-même vivra l'expérience quotidienne du Vortex

On sortit finalement sur le parvis de la mairie. Les discussions se prolongèrent longtemps. Ce n'est qu'à la tombée de la nuit que le groupe commença à se déliter. Il ne restait bientôt qu'une douzaine de personne, Roms, non Roms, dont le Maire et son adjoint, Mariana, Titi, Marwan et moi. Quelqu'un proposa d'aller dîner en ville. L'idée fit adhésion et l'on partit à la recherche du *lieu et de la formule*, discutant par petit groupes de deux ou trois, s'interpellant de temps à autres.

Later on, the project was taken over by the Ministry of Health and Family that legalized the occupational status of sanitary mediators and covered the salaries of 215 such positions in the country."

Nous marchions sans vraiment avoir de direction. A un moment, quelqu'un aperçu dans une rue adjacente l'enseigne d'une pizzeria. On se dit qu'il était temps de s'asseoir pour le repas. Une petite escouade se détacha du groupe pour aller voir si la pizzeria convenait pour recevoir tout le monde.

Nous entrons bientôt dans le restaurant. C'était encore l'été et la porte était grande ouverte. L'odeur de cuisson était attirante. Un jeune homme de notre groupe engage la conversation avec les serveurs. A ce moment Titi qui scrutait le restaurant aperçoit un panneau accroché à la porte vitrée que personne n'avait remarqué en entrant du fait que le battant était ouvert. Il s'approche prestement du jeune homme qui négociait notre installation, lui parle à l'oreille et revient aussitôt vers moi en me disant « *on s'en va, tout de suite, c'est dangereux ici, très dangereux* »

Une fois dehors, on vit les serveurs et une partie de la clientèle s'agglutiner devant l'entrée du restaurant, nous criant des insultes sur un ton virulent. Titi m'expliqua que le panneau indiquait « Interdit aux Roms et aux chiens » et s'activa à accélérer la fuite en répétant « *c'est dangereux, allez ! allez ! ne restons pas là* »

Comme j'avais un appareil photo dans mon sac, Titi et moi décidons de retourner au restaurant pour essayer de prendre le panneau en photo. La porte était maintenant à moitié fermée, une chance, nous pourrions faire le cliché en s'épargnant le risque d'une interaction dangereuse. Je pus ainsi prendre trois photos rapprochées. Mais le flash alerta de notre présence et comme s'ils étaient sur leur garde, les serveurs et un groupe de clients sortirent presque instantanément, armés de gourdins et nous prirent en chasse. Nous avons couru de toutes nos forces jusqu'à ce que nous n'entendions plus leurs pas derrière nous.

Lorsque nous avons raconté aux autres notre course poursuite et montré la photo sur l'écran digital de l'appareil, le Maire et l'adjoint furent terriblement offusqués mais surtout très gênés « *je ne savais pas qu'il existait encore de telles horreurs dans ma ville. C'est incroyable, j'en ai honte. J'aurais dû le savoir* », répétait le Maire déstabilisé.

Les Roms en revanche expliquèrent qu'ils avaient l'habitude. « *C'en est plein partout. Parfois il y a des signes affichés, parfois c'est quand on entre qu'on se fait insulter et chasser. Dans le centre ville on ne voit pas ça parce qu'il n'y a pas beaucoup de Roms qui y vont. Ici on est à la frontière, juste à côté c'est un bidonville où il n'y que des Roms.* »

En effet, nous longions maintenant une sorte d'artère aux trottoirs chaotiques avec de l'autre côté un grand mur de moellons plus ou moins bien alignés. Haut d'environ 2 mètres, le mur s'étirait sur près de 300 mètres. Il était éclairé par la lumière orange d'un alignement de hauts

lampadaires publics et l'on pouvait apercevoir les toitures bricolées des maisons qu'il cachait. « *c'est le ghetto* » fit remarquer Titi en s'dressant au Maire qui restait silencieux.

Il n'y avait plus de restaurant à proximité, il était tard. Le jeune homme rrom proposa d'aller dans une guinguette située à 100 mètres juste aux abords d'un passage aménagée dans le mur pour rejoindre le quartier bidonville. « *C'est quelqu'un de ma famille, il est très gentil, même s'il a fini la cuisine, il ouvrira pour nous* » () « *surtout quand je lui dirai que le Maire de la ville est avec nous !* », annonça-t-il en riant.

On dîna donc en ce lieu, caché de l'extérieur par un mur de moellons, comme on se sent dans un refuge après une longue marche par mauvais temps, au moment où l'on se raconte les épreuves endurées, et que des rires irrépessibles consolident l'expérience collective.

Nous étions en quelque sorte dans le mur lui-même, point aveugle d'un no man's land que personne d'étranger au quartier ne traverse seul sans y être invité ou par provocation. Le maire déclara connaître l'existence du bidonville bien sûr, mais avoua ne jamais y être venu, même à proximité.

Au Cœur de l'organisation Rromani Criss

Où comment la mémoire de tragiques événements fondateurs s'actualise dans l'action sur les droits civiques portés par une nouvelle génération.

Les risques de l'engagement. Entre tentation communautaire, instrumentalisation et mémoire. Faut-il se compter ?

De retour à Bucarest, au local de Rromani Criss, on donna les photos à Deasy. Admis au concours du barreau l'année précédente, âgé de 25 ans, il était le premier avocat Rrom de Roumanie à rejoindre le combat engagé par Romani Criss depuis sa création en 1993. Deasy était en charge des questions juridiques et des campagnes sur les droits civiques.

Le lieu tenait plus de la ruche que du siège d'une grosse ONG comme on pouvait en voire ailleurs en Roumaine ou dans les Balkans à cette époque là. Il y avait des représentants Hindis venus d'Inde, en grande discussion avec l'équipe du « board » de Rromani Criss, des universitaires et des journalistes amis. Une réunion de la fédération des organisations romes de Roumanie venait de se terminer dans la grande salle de réunion, et un débat animé occupait un groupe de jeunes militants en train de dépouiller la presse roumaine après la manifestation qui s'était tenue la veille sur les droits civiques des Roms.

Deasy nous montra les journaux et les communiqués d'agences de presse roumaines qui titraient ou commentaient la manifestation en des termes tels que « maintenant les voleurs demandent des droits », « Une horde de rroms dans la capitale » etc.

« Nous avons une équipe de militants spéciale pour le monitoring de la presse. C'est une grosse activité, car il n'y a que quelques journalistes qui écrivent des propos corrects et souvent leurs papiers ne passent pas, même dans les journaux qui se disent démocrates. On fait un travail de recensement systématique, y compris dans les journaux régionaux et on constitue des dossiers qui nous servent dans les campagnes de plaidoyer. D'autres organisations font la même chose partout en Europe orientale, à Prague et à Budapest en particulier. On partage ces informations et on fait des rapports pour les institutions européennes et internationales, on fournit les chercheurs que ça intéresse, on s'adresse aussi au gouvernement.

Dès qu'il y a des termes attaquables avec les outils de la loi roumaine, comme par exemple des propos ouvertement racistes, on entame des procès. Ça n'a pas beaucoup d'effet en soi, mais ça fait une contre actualité, car il y a quand même quelque journaux qui en parlent et parfois la télévision. Mais il faut coacher les journalistes pour qu'ils suivent les affaires.

On essaie de faire la même chose avec les actes discriminatoires, mais c'est beaucoup plus compliqué parce que les gens qui les subissent n'en parlent pas. Quand on est au courant on propose une assistance juridique. C'est ma spécialité.

Pour que les gens en parlent, il faut faire connaître les cas où les procès aboutissent et faire comprendre aux gens qu'ils ont intérêt à porter plainte. Mais la presse ne relaie pratiquement jamais ces rares procès, sauf quand il s'agit de crimes graves comme des incendies de maison. Quand aux viols, on sait tous que beaucoup de femmes rromes en subissent, mais c'est la loi du silence.

On essaie de former des militants dans toutes les associations rromes de Roumanie pour qu'ils fassent remonter les cas de discrimination et d'agression, et qu'ils informent les gens pour les inciter à se plaindre. Il y a un mur devant nous en matière d'information. Il faut arriver à y percer des trous. C'est pas une partie facile. On va bientôt essayer d'utiliser Internet, mais il faudra longtemps pour que les Rroms y aient accès. Pour le moment ça nous sert surtout pour se coordonner au niveau international.

Chaque petit cas a son utilité. On va voir comment s'y prendre pour le cas du restaurant de Botoșani. Si on peut attaquer en justice et en même temps faire une campagne dans cette région. Ça peut être très efficace. Sur un sujet comme ça on doit pouvoir atteindre la

responsabilité des Maires. On pourrait demander au Maire de Botoșani de jouer son rôle et l'appuyer par une campagne. On verra. Pas sûr qu'il accepterait, même si c'est un homme bien. C'est très risqué pour lui»

Origine de Romani Criss et organisations rromes roumaines

Dans le paysage des organisations rromes en Roumanie, Romani Criss tient une place particulière. Ni communautaire ni organisation produisant des services aux rroms dans le marché de l'humanitaire qui se déploie à cette époque, elle travaille la tension entre communauté et société par une double entrée : celle du développement et celle des droits civiques et de la justice, dans un contexte où la plupart des organisations rromes sont portées par des logiques communautaristes et où plusieurs partis politiques rroms ont été créés, sur la base de spécificités comme *les Rroms hongrois* de Roumanie.

Pourtant Romani Criss n'est pas en rupture formelle avec ces organisations. Au contraire elle s'efforce de travailler à la structuration des initiatives communautaires dans un mouvement pluriel. Lors de notre visite au siège de Romani Criss, le Roi des rroms roumains qui participait à l'assemblée des organisations rromes roumaines dans les locaux de Romani Criss nous dira ainsi « *la création de Romani Criss a changé beaucoup de choses. Le plus important peut-être est qu'elle bouleverse les représentations. Pas seulement celles de la société roumaine, mais les nôtres aussi, dans la communauté rrome. Ce n'est pas toujours facile, mais je suis certain que c'est bénéfique»*

C'est dans une période de violence et de conflits que Romani Criss est créée en 1993. Les années qui ont suivi la chute du régime du dictateur Ceaușescu (décembre 1989) ont été marquées par l'irruption et le déchaînement d'actes et de scènes de violence collective contre les communautés Rroms dans de nombreuses localités de Roumanie. Entre 1990 et 1993, des centaines de maisons et de logements de rroms ont été incendiés. Ces violences ont aussi fait une dizaine de morts et plusieurs dizaines de blessés.

Face à cette violence, dont le pogrom organisé contre la communauté rromane de la commune de Mihaïl Kogălniceanu³²⁰ en Octobre 1990 qui a été un point de départ pour de nouvelles formes d'engagement, la *Fédération ethnique rrome* et d'autres associations locales rromes de Roumanie organisèrent un mouvement de protestation et de mobilisation

³²⁰ Ironie de l'Histoire, le nom de la commune Mihaïl Kogălniceanu est celui d'un intellectuel et homme politique qui a marqué l'histoire roumaine, précisément en dénonçant le traitement réservé aux Roms.

collective pour porter une aide aux victimes et reconstruire les logements incendiés dans les différentes localités de Roumanie.

C'est de l'expérience de cette mobilisation qu'est née Romani Criss. C'est en quelque sorte une transformation ou une mutation de *Roma Ethnic Federation* qui traduit l'émergence d'un projet qui se veut en même temps un projet de mobilisation en faveur des droits civiques et de la justice, et un projet de développement social et communautaire.

Ainsi, face à la violence anti Rroms, Rromani Criss organise sur les lieux même des violences des « camps civiques » qui se saisissent de la construction des logements détruits comme un support, d'une part, pour lancer et construire un processus de dialogue interethnique avec les institutions et la population locale, destiné à stopper et prévenir la violence et, d'autre part, pour mobiliser les communautés rromes autour d'objectifs de développement social et communautaire.

La réussite de ces premières actions et expériences dans plusieurs villages et localités ont sans doute été déterminantes : elles ont permis de tisser un réseau de relations avec les communautés rroms (et aussi avec les institutions locales) dans différentes localités du pays . Elles ont ainsi orienté les actions futures et les méthodes d'intervention de Romani Criss vers un souci constant de conjuguer la mobilisation pour les droits civiques et contre la discrimination et la violence avec une inscription et une mobilisation locale communautaire autour d'objectifs et d'enjeux de développement, dans une négociation permanente avec les pouvoirs publics locaux et nationaux. Articuler le niveau local et le niveau national, et même international comme on le verra plus loin, est au cœur de la stratégie de Rromani Criss

Dépasser la position minoritaire par les droits civiques

Sur le plan des droits civiques, Romani Criss avait organisé plusieurs campagnes de protestation, contre des pratiques institutionnelles de discrimination, contre la violence et le racisme policier ou les agressions racistes. Par ailleurs, en s'appuyant sur des liens tissés avec des communautés locales, un programme d'actions avait été développé avec pour objectif

d'initier des formes de dialogue et mettre en place des instances de résolution des conflits locaux entre les communautés rroms et leur environnement local et institutionnel.

L'importance des questions de développement dans l'orientation initiale de Romani Criss résulte aussi des effets de la *transition* sur la population rrom. La sortie du communisme et la privatisation se sont traduits par l'éviction massive des rroms de leurs emplois dans les entreprises et les fermes d'état, par des grandes difficultés à avoir accès au nouveau marché du travail, du fait de la discrimination et de leur très faible niveau de qualification, et par l'aggravation de la précarité de leurs situations économique et sociale. Avec d'autres ONG locales, Romani Criss a initié des actions destinées à favoriser l'insertion économique et la génération de revenus (micro crédits, formations à la création et gestion de petites et micro entreprises, etc.) dans plusieurs localités en Roumanie.

Cette double orientation (droits civiques et développement)³²¹ est sans doute liée aussi au profil du noyau fondateur de Romani Criss, et tout particulièrement à celui de Nicolae Gheorghe³²², qui a rassemblé autour de lui les énergies et les compétences des militants rroms de la Roumanie au début des années quatre-vingt-dix et qui a été l'initiateur de la plupart des actions. “ *Je suis une combinaison de militant des droits civiques et de Droits de l'Homme, de sociologue, de travailleur social alternatif et d'acteur du lobbyisme informel* ”, dira-t-il plus tard.

Mais cet intellectuel, issu d'une communauté au sein de laquelle les personnes de sa génération qui ont eu accès à l'université sont une monnaie rare, est sans doute porteur de

³²¹ C'est aussi dans cette perspective que Romani Criss, avec d'autres associations s'intéressera à la question migratoire dès l'année 2002 en combinant 1 - une critique des politiques nationales de Roumanie et des Etats de destination, 2 - un travail d'évaluation de la condition des populations migrantes en lien avec des associations des pays destinataires, 3 – un engagement dans les dispositifs d'insertion liés aux initiatives de développement déjà engagées auparavant avec des communautés locales. A cette époque, la pauvreté frappe de plein fouet les populations des communautés rromes et autres aux conditions sociales semblables du fait des termes de la transition économique, les frontières sont fermées, et les conditions d'accueil de cette migration clandestine et stigmatisée sont très dures. La clandestinité entraînant de plus des pratiques d'emprise sur les populations migrantes, ruinant aussi les efforts des communautés pour se construire.

³²² Voir l'hommage d'Alain Reyniers, directeur de la revue *Etudes Tziganes* suite au décès de Nicolae Gheorghe le 8 août 2013

Alain Reyniers, « Nicolae Gheorghe, sociologue et activiste rrom », *Etudes Tziganes* 2012/2 (n° 50), p. 115-119. DOI 10.3917/tsig.050.0115

influences nouvelles dans le contexte roumain : le mouvement des droits civiques des afro-américains et d'autres que nous discuterons plus bas.

Les actions et les orientations de Romani Criss ont probablement été marquées par son refus d'un "traditionalisme" et d'un communautarisme qui enfermerait les Rroms dans la hiérarchie et la culture du ghetto. Telles sont en tout cas les objectifs affichés par Romani Criss : une société roumaine plurielle et pluriethnique basée sur des relations de confiance et de dialogue avec les institutions et la population majoritaire; et une démocratie locale garantissant le respect de la citoyenneté et les droits politiques, sociaux et culturels des Rroms sans aucune forme de ségrégation ou d'enfermement communautaire.

Mais, pour Romani Criss, cette stratégie d'affirmation et d'inscription pleine et entière des Rroms comme une composante de la société roumaine, tant sur le plan local que national, doit s'articuler avec une promotion du concept politique des Rroms comme une minorité européenne envers laquelle les gouvernements nationaux et les institutions européennes et intergouvernementales portent une responsabilité particulière. L'affirmation de cette inscription transnationale et européenne conduit Romani Criss à insister sur une stratégie de développement, des liens d'échanges, de coordination, d'alliance et de solidarité entre les différentes communautés et associations rromes européennes de sorte à aboutir à la construction d'un mouvement rrom européen.

La dynamique de renouvellement générationnel de Romani Criss

En 2001 Rromani Criss est essentiellement composée par la génération des jeunes Rroms ayant fait des études. Comme nous le dira Nicolae Gheorghe, « *la jeune génération nous a un peu poussé dehors, élégamment il faut le reconnaître, mais c'est sans aucun doute pour le meilleur. Cependant des écueils la guettent. Ne pas verser dans la défense communautariste, mais bien se référer à des valeurs universelles, que la communauté elle-même doit porter. C'est une position difficile dans un contexte comme celui-ci. D'autant qu'il est aussi difficile d'empêcher que les compétences qui se sont construites dans ce mouvement se déplacent dans les ONG internationales et institutions publiques. Il y a en effet une offre pour les jeunes comme ceux de Romani Criis,* » car la question des Rroms est maintenant d'actualité et il y a

des crédits pour toutes ces organisations. « *Mais peut-on faire réellement quelque chose quand on aborde les problèmes par le haut ?* » interroge t-il.

Dans cette simple phrase d'avertissement, Nicolae Gheorghe anticipait-il déjà ce qui allait se passer ensuite ?

Une des critiques portées par certains mouvements émergeant dans les sociétés des Pays de l'Europe centrale et orientale est précisément la fuite des cerveaux qu'organisent ces programmes. Qu'il s'agisse de compétences opérationnelles ou d'intellectuels engagés. La fondation Open Society de Georges Soros était particulièrement visée à cette époque pour les effets pervers de son recrutement des intellectuels. Lui-même responsable depuis 2 ans du département de l'OSCE en charge de la condition des Rroms, N. Gheorghe parle en connaissance de cause quand il souligne les risques pour Rromani Criss.

D'autres écueils guettent la génération incarnée par Rromani criss, en lien avec l'enjeu de la question de la reconnaissance des Rroms comme minorité. Faut-il se compter ou non ? La question est sous-jacente à la plupart des débats dans la structuration collective du mouvement regroupant toutes les composantes des communautés Rromes. Si Rromani criss prend plutôt position contre l'option de se compter, le sujet fait débat au sein même de l'organisation qui rassemble ses jeunes militants engagés dans une stratégie de reconnaissance.

Si cette question est d'une grande complexité dans toutes les dynamiques émergeant des minorités, la situation roumaine est marquée par le fait que de nombreux Rroms ne s'affirment pas comme tels. Pour beaucoup d'entre eux, même s'ils soutiennent le combat des militants pour les droits civiques, le fait de le déclarer ou non n'est pas une question. Ce peut être pour de multiples raisons : ils n'ont plus d'attaches avec les communautés qui perpétuent des modes traditionnels de vie sociale, ou bien ils considèrent que le fait de le déclarer n'apporte rien à la cause, ou que cela peut leur nuire ou à leur famille etc. Dans cette appréciation il y a aussi la mémoire des mauvais traitements et en particulier du Samidaritem, le génocide des Rroms durant la dernière guerre mondiale, une mémoire oubliée de l'histoire

mais constamment réactualisée par les discriminations et les attentats ou *pogroms* contre les villages roms.

Chapitre 2 - Nicolae Gheorghe et l'Utopie d'une Europe d'Etats démotiques et démocratiques.

L'éveil d'une conscience civique rrome.

Où l'on tentera de préciser les notions de circonstance et de contexte.

La position de Rromani Criss sur les questions précédentes semble inspirée de celle de Nicolae Gheorghe pour qui tout Rrom doit pouvoir être libre de s'affirmer rrom ou non selon les circonstances. Une position raisonnée et conforme à son expérience, comme le souligne Alain Reyniers³²³ le directeur de la revue *Etudes tziganes* dans l'hommage qu'il lui rend lors de son décès.

« Dès 1973, il est nommé chercheur à l'Institut national de Sociologie. Il effectue alors tout un ensemble de recherches sur les populations tziganes du pays dans le cadre du programme du Parti communiste roumain pour l'intégration des Tsiganes. Il apprend la langue romani sur le terrain, collecte les singularités culturelles des divers groupes du pays, notamment auprès des Kalderash de la région de Sibiu. Il prends alors conscience de certaines réalités touchant les Rroms mais voilées par l'État roumain, notamment l'extrême dénuement de certains d'entre eux mais aussi les capacités de résistance des anciens nomades qui ont été obligés de se sédentariser dès 1963. Cela l'amène à prendre ses distances avec le PC roumain dans le contexte de l'abandon par ce dernier du programme d'intégration en question. Cette attitude lui vaut une surveillance croissante des autorités et il est réorienté vers le programme «Développement rural ». Son passeport lui est retiré. Il parvient néanmoins à faire quelques visites à l'étranger, notamment en France au début des années 1980. Dans ce contexte, il fera quelques publications, dénonçant la politique assimilationniste en direction des Rroms ou présentant la place des Rroms dans l'histoire roumaine, sous divers noms d'emprunt (Alexandru Danciu, Mihai Rezvan).

³²³ Alain Reyniers, « Nicolae Gheorghe, sociologue et activiste rrom », *Etudes Tsiganes*. 2012/2 (n° 50), p. 115-119. DOI 10.3917/tsig.050.0115

Voir aussi :

Jean-Pierre Liégeois. « Nicolae Gheorghe, un destin d'exception », *Les Temps Modernes*, vol. 677, no. 1, 2014, pp. 68-70.

Avec la révolution de décembre 1989 et la chute du communisme en Roumanie, Nicolae Gheorghe se déclare ouvertement Rom, et s'engage pour l'égalité des Roms avec les autres citoyens roumains. Il devient membre du Comité provisoire d'unité nationale en qualité de conseiller pour les minorités. Il milite alors pour la reconnaissance des Roms comme minorité nationale. Mais, il se rend compte que cette notion ne mobilise pas les Roms et ne les pousse pas à agir en tant que citoyens. Il se tourne alors vers la société civile et, en mai 1990, il fonde la Fédération ethnique des Roms de Roumanie. »

Mais comme nous le fit remarquer Titi lorsque nous en discussions, « *On peut dire les choses comme ça : pour être libre de s'identifier ou non comme rom, il ne faut pas seulement avoir un nom roumain, il faut aussi être invisible. Or il y a beaucoup de Roms visibles, les Rrom noirs, c'est comme ça qu'on les appelle entre nous, ceux qui ressemblent le plus à des populations hindies ou d'autres qui sont venues d'ailleurs et qui ont été romisées dans les anciens régimes.*

Tu vois par exemple, moi j'ai n'ai pas la peau vraiment blanche, ni vraiment noire, il faudrait que je me déclare demi? Mais ça n'existe pas demi ! On n'est pas en Afrique du sud ou dans les colonies françaises » ajouta-t-il en riant.

« *Ca ne résout pas non plus le problème du stigmat. Pas celui qu'on nous colle dessus, mais celui qui s'installe dans la tête des gens dans les communautés. On n'échappe pas au stigmat par simple déclaration.*

Mois si je suis d'accord avec Nicolae pour ne pas se compter, c'est parce que je pense qu'il faut voir les choses dans le mouvement. Regarde, nous, Mariana, Deasy, et tous les autres. On n'est pas les mêmes aujourd'hui qu'il y a deux ou trois ans quand on a commencé. C'est ça qu'on a appris avec Nicolae, c'est le plus important. Ce n'est pas seulement nous, c'est aussi vrai pour les médiatrices, une partie des gens des criss qui viennent aux commissions. Nous sommes dans le mouvement et je ne crois pas que se compter va nous faire avancer. Au contraire ca va nous immobiliser à l'intérieur du compte. La statistique c'est une frontière dans un cas comme le nôtre. Ca nous piège à l'intérieur de la communauté rrom en général. »

C'est ainsi que la génération se place sur la frontière. Elle ne se contente pas d'en mesurer l'existence et de protester contre ses effets inégalitaires, elle en élargit le trait sans ajouter

d'encre³²⁴, par des opérations de glissement, des parcours transfuges, des glissements et des déplacements, de sorte qu'elle soit moins dense, plus ambiguë, plus poreuse et que l'ubiquité soit une modalité possible, tout comme l'hybridation. C'est là que se situe le mouvement dont parle Titi me semble-t-il.

Cependant l'action de Romani Criss, qui comme on l'entrevoit, s'inscrit dans une double logique de filiation d'engagements anciens et de réinvention dans les circonstances dramatiques des années 90, est aussi tributaire du contexte. Le contexte de « transition », la stratégie de l'Union Européenne d'intégration de la Roumaine en particulier, la préoccupation des Droits de l'Homme au Conseil de l'Europe, le pacte de stabilité de UE et l'action de l'OSCE se conjuguent pour irriguer les pays de l'Est européen de nombreux programmes et dispositifs d'appui, voire d'encadrement de la société civile, en même temps que les nouvelles administrations sont invitées à adopter des politiques publiques pour « normaliser » la condition des minorités comme condition de l'aide financière internationale et européenne.

Le « dossier Rrom » pour ne pas dire la « question Rrome » est au cœur des préoccupations politiques en Roumanie, non seulement en raison de la crainte de la répétition des exactions dramatiques du début des années 90 et de la pression exercée par la société civile, mais aussi et surtout en raison des conditions fixées par l'Union Européenne dans la négociation qui s'annonce pour l'intégration de la Roumanie.

Ce n'est pas là, comme on l'a vu, l'origine de la légitimité de Romani Criss, mais plus avancera le processus d'intégration européenne, plus son espace politique en Roumanie aura

³²⁴ « *Elargir le trait de la frontière pour en réduire la densité et l'étanchéité, non pour confondre les spécificités des partitions, ni pour absorber l'une dans l'autre ou les mélanger, mais pour créer de la pluralité commune aux deux mondes initialement séparés par le trait* ». L'expérience du moment où l'on marche ensemble sur le trait de la frontière est au cœur de tels processus, comme dans l'exemple de Botoșani, relaté plus haut, lorsqu'on se retrouve dans le mur même qui marque la frontière.

Je fais référence ici à des discussions avec le sociologue Sven Grillet avec lequel nous avons travaillé sur le regard sociologique dans l'action ou l'intervention. Plutôt que de regarder les interactions in situ, c'est l'art des acteurs de polier les rugosités, de trouver des passages à double sens et de construire des hybridations, qui peut nous donner une idée du mouvement qui s'opère dans les rapports entre les gens du bord, en eux-mêmes et dans les relations qu'ils construisent par delà les traits initiaux de la frontière qui les séparaient. Des relations qui peu à peu enrôlent à leur tour d'autres gens en raison des vertus pratiques et symboliques de ces modes de passages qui ne sont plus spécifiquement frontalier au sens d'un trait de séparation, mais une intériorisation de l'altérité attendue dans son propre horizon d'action. Nous avons travaillé cela aussi pour concevoir des méthodes de sociologie de l'intervention dans des situations de désaccord ou de tension, basées sur la mobilisation d'objets frontière au sens de Star, avec des outils de cartographie interactive en particulier.

tendance à se réduire. Et dans le même temps son indépendance en particulier, car ce mouvement vers l'intégration tarifiera les engagements des ONG indépendantes telles que le CCFD qui auront du mal à justifier devant leurs donateurs leur investissement dans les pays des PECO désormais considérés comme en voie de normalisation. De la même façon pour nombre de fondations.

La Roumanie, comme certains pays de la CEI ou de l'ex Yougoslavie, se trouve maintenant colorée en vert sur les cartes du risque humanitaire, sociétal et politique.

Ni l'urgence liée à la pauvreté engendrée par l'effondrement des régimes, ni la discrimination, ne seront plus des causes légitimes pour conditionner les accords de coopération européenne, ni pour financer des programmes destinés aux ONG. C'est maintenant l'affaire des Etats.

Dans cette normalisation, le mouvement des droits civique qu'a inauguré Rromani Criss allait perdre de sa légitimité et une grande part de ses moyens d'existence, toute l'attention se portant maintenant sur les programmes nationaux et les politiques publiques positives inscrites dans le droit, impulsées par l'union européenne à partir de 2005 comme *politiques inclusives* y compris de discrimination positive. La critique des politiques publiques est un tout autre registre d'action et de légitimité tandis que dans ce cadre « normalisé », toute stratégie de reconnaissance s'avère beaucoup plus incertaine sur le registre des droits civiques.

Les structures de la société civile qui se prévalent des droits civiques se trouvent en effet beaucoup plus vulnérables que les formes de représentation reposant sur des structures communautaires, même si ces dernières sont sans aucun doute moins efficaces en matière d'exercice concret des droits civiques et sociaux.

L'espace restant disponible est celui de la victimisation, victime du racisme anti-rom, victimes de la transition économique post communiste d'abord et des soubresauts de l'ajustement à l'économie de marché ensuite.

Contexte et circonstances

Je voudrais insister ici sur l'importance des circonstances et du contexte en en distinguant la nature et en quoi ces deux notions peuvent permettre de lire la façon dont l'acteur se transforme et reconfigure ses formes d'engagement.

Les éléments du parcours d'engagement de Nicolae Gheorghe dont nous disposons montrent bien comment les circonstances des attentats et pogroms contre les populations au début des années 90 l'ont conduit à réorienter les formes de son action et à reformuler les énoncés qui ont été à l'origine de Rromani Criss.

A ce moment là, ce mouvement naissant abandonne la référence ethnique et son pendant politique et juridique, la minorité, sur laquelle reposait l'engagement d'une partie des acteurs de la société civile à l'issue du renversement du régime en 1989.

Dans les circonstances des violences collectives contre les Rroms, ce qui est important à mon sens c'est l'expérience de la reconstruction qui a mobilisé un grand nombre de contributeurs tous aussi différents les uns que les autres sur le plan des formes habituelles d'engagement sur un objet commun, la solidarité directe, au corps à corps, sur le terrain des reconstructions. Une expérience aussi inattendue que magnifique dans ses effets pratiques comme dans ce qu'elle apporte tout à coup comme horizon du possible dans le faire ensemble au delà des distinctions et stigmates, et en particulier l'espace qui s'ouvre pour les jeunes générations de Rroms scolarisés à l'université.

Les circonstances au sens où nous essayons de les définir ici sont alors un événement inattendu qui provoque une rencontre inattendue, hors des cadres habituels. Mais ce qui la distingue des situations classiques ou d'évènements de rencontre contingents, c'est d'abord qu'elle ne met pas en jeu des altérités déjà-là mais des altérités possibles. En ce sens elle ouvre des horizons inattendus tant en termes de considération de l'autre comme une personne à connaître et à reconnaître non plus pour ce qu'elle est déjà mais pour ce qu'elle peut être pour soi et pour elle-même. Mais plus encore, elle ouvre un horizon où cet autre tel qu'il peut être pour soi et pour lui-même, révèle aussi l'évidence de l'altérité comme autre monde possible.

C'est en quelque sorte un renversement de perspective qui s'opère dans les circonstances, mais qui suppose une attente, une recherche consciente ou inconsciente, une préoccupation de l'autre et de soi-même dans cette attente. Pour Nicolae Gheorghe ses formes d'engagement basculent de la perspective ethnique et de sa politisation par la reconnaissance par l'état de minorité vers une perspective de l'action collective pour la construction d'un monde commun à travers la projection de l'action de développement et l'établissement des droits civiques. C'est-à-dire au-delà de la frontière existante, hors ses murs, et non en son intériorité.

Pour faire référence au langage courant, je dirais que ce ne sont pas les circonstances qui révèlent l'homme, mais qu'elle révèle à l'homme chargé d'attente un horizon des possibles qui peut y répondre et dont il se saisit ou pas. D'une certaine manière cela revient à ce que dit le langage courant, mais en y ajoutant la prédisposition à l'altérité, consciente ou inconsciente, et le courage de s'en saisir.

Le texte d'une conférence prononcée par Nicolae Gheorghe³²⁵ aux Etats Unis en 1990 montre me semble-t-il qu'il y avait déjà dans sa réflexion cette attente de l'autre comme possibilité d'un autre monde, comme prémisses nécessaires au basculement dont nous avons parlé :

« La transition, avec ses caractéristiques particulières, contribue à stimuler l'émergence d'une identité ethnique «Roma» en tant qu'identité et organisation hautement politisées. () La culture se transforme en politique. Le terrain de l'ethnicité est plus particulièrement le terrain de l'ethnopolitique.

L'ethnogénèse de l'identité Roma et les cas de conflits () illustrent les deux dimensions de l'ethnopolitique () : les politiques ethniques et les politiques de l'ethnicité ()³²⁶.

Les politiques ethniques indiquent l'impact de l'ethnicité sur les politiques. Envisageant l'ethnicité comme une variable indépendante, la perspective des politiques ethniques inclut des réponses gouvernementales aux défis lancés par les communautés ethniques, et les efforts des organisations ethniques qui cherchent à influencer la politique de l'État.

³²⁵ Nicolae Gheorghe, « L'ethnicité des Tsiganes Roma et le processus de transition en Europe de l'Est », *Etudes Tsiganes* 2012/2 (n° 50), p. 130-139. DOI 10.3917/tsig.050.0130

³²⁶ Riggs, 1990. Référence de l'auteur.

Dans un paradigme inverse et complémentaire, les politiques de l'ethnicité voient l'ethnicité comme une conséquence de l'action politique. Les communautés ethniques se forment en réponse aux stimuli qui induisent un processus d'ethnogénèse³²⁷). L'ethnopolitique avec ses deux perspectives évolue différemment dans les contextes politiques organisés selon une option démocratique ou ethnique. ()

La distinction doit se faire entre (a) nations ethniques et nationalismes ethniques et (b) États-nations et nationalisme d'État.

L'État-nation renvoie seulement aux États qui promeuvent effectivement un sens de l'identité partagée par tous les citoyens.

Les nations ethniques, par contraste, font la promotion du sens de l'identité et de droits spécialement pour ceux qu'elles identifient en termes de culture et d'ancêtres communs.

Dans les sociétés multiethniques, une communauté ethnique, souvent majoritaire, tend à dominer l'État et à discriminer ceux qui appartiennent aux autres groupes ethniques. Les sociétés et les États dans les pays d'Europe de l'Est ont tendance à s'organiser plutôt selon une orientation ethnique, alors qu'elles professent un credo démocratique. Ils émergent dans l'histoire moderne et contemporaine comme les États ethniques plutôt qu'États démotiques³²⁸. C'est la principale leçon du nationalisme est européen³²⁹ ().

³²⁷ Riggs, 1990 : 19-20. Référence de l'auteur.

³²⁸ Démotique : système politique fondé sur la représentation harmonieuse de toutes les composantes culturelles, religieuses, socioprofessionnelles. (définition selon nous). Dans la pensée de Gheorghe il me semble comprendre c'est la société qui doit évoluer vers la démocratie et adopter un système politique garantissant les droits et parties des composantes de la société. C'est me semble-t-il, même s'il ne le formulera plus en ces termes, que s'inscrit l'orientation vers des droits civiques dont le débouché idéal et l'établissement des conditions d'un système démotique démocratique, seule alternative démocratique à la logique de l'assimilation qui dissout les cultures des minorités. Il me semble comprendre que pour cela, dans le cas des roms présents dans plusieurs états, Gheorghe pense qu'il faut détacher le niveau de reconnaissance de la nation qu'il envisage non comme incarnation de l'ethnie mais comme forme culturelle protégée par un échelon supérieur ou hors de l'Etat., en l'occurrence l'Europe et ses institutions garantes du droit des minorités, y compris dans les états non démotique comme les états nations.

³²⁹ Sugar, 1987. Référence de l'auteur.

Le récent processus de transition va-t-il altérer le système établi et conduire vers des sociétés plus démocratiques et des États démotiques correspondants ou n'est-il qu'une nouvelle étape du nationalisme traditionnel ?

Mon argument est que l'émergence de l'identité ethnique des Roma et des organisations roma nous procure un cas-test pour évaluer les tendances de l'ethnopolitique dans les pays d'Europe de l'Est à l'égard d'un type ou l'autre d'organisation politique. Cette perspective peut aussi bénéficier d'une perspective comparative avec l'émergence d'une identité de peuples indigènes dans les États actuels d'Amérique latine.

L'hypothèse principale de cet exercice théorique est que, aussi bien le peuple roma en Europe que les peuples indigènes d'Amérique latine sont confrontés, dans leur processus d'ethnogénèse, à l'option entre des alternatives proposées par les modèles traditionnels de nationalisme ethnique et par les modèles émergeant d'identités transnationales construites en termes communautaires et culturels, plutôt qu'en termes de territoire, sur des bases étatiques. L'émergence d'identités supra-statales³³⁰ c'est-à-dire les communautés européennes, le Parlement européen, le processus de sécurité et coopération en Europe, et le mouvement pour les droits des minorités fondés sur les principes des droits humains, proposent des avantages valables pour l'expérimentation des identités ethniques transnationales. »

Mais il nous manque la compréhension des ressorts du basculement de perspective. Il me semble que cet exemple nous fournit deux indices.

Le premier est que l'on passe de l'intérieur à l'extérieur de la frontière de la communauté à la fois refermée sur elle-même et encerclée, seulement reconnue comme victime, vers un advenir dans une société plurielle.

Le deuxième est que les circonstances font ressurgir la mémoire sous-jacente au fondement du sens commun de l'action. Les pogroms, l'esclavage, le Samidaritem³³¹. Ce rappel de la

³³⁰ Sic Note du traducteur – (au dessus des états)

³³¹ Extermination ou génocide des Rroms, Tsiganes, Sinty et autres communautés y étant assimilées, durant la seconde guerre mondiale.

mémoire dans l'actualité libère la tension entre d'une part, la rationalité de l'action, ici la stratégie de la minorité comme stratégie de reconnaissance, et d'autre part, l'expérience de la minorité comme réduction à l'intérieur de la frontière.

C'est la libération de l'énergie accumulée dans cette tension qui me semble être la source du basculement. Formulé autrement je dirais que les circonstances qui bouleversent les perspectives et qui font renaître l'acteur sous une autre forme me semble toujours être des moments où le surgissement de la mémoire dans l'actualité entre en conflit avec la lignée de l'histoire dans laquelle on s'était inscrit jusqu'au moment des circonstances.

Contrairement aux circonstances qui ont toujours un caractère inattendu et qui se manifestent à l'acteur comme un bouleversement, le contexte est d'une nature continue, préhensible de façon rationnelle pour les acteurs agissants. Cependant en raison de son caractère immatériel, de sa complexité, et de la distance qui le sépare d'une perception concrète des acteurs, la réalité du contexte est emprunte de l'imaginaire de l'acteur et sans doute aussi d'une certaine forme de croyance à la consistance de cette réalité raisonnée/imaginée.

Il ne s'agit donc pas de considérer le contexte comme une entité agissante, ni non plus comme un tout qui surdéterminerait les parties dans une perspective purement holistique.³³² Nous l'appréhendons plutôt ici comme une représentation de type cartographique dynamique d'un ensemble de facteurs résultant de l'action de multiples acteurs intervenant à des niveaux d'échelle variés, l'acteur agissant ayant toujours pour souci de figurer le réseau d'acteurs sur lequel il peut compter ou dont il doit tenir compte pour accomplir son action.

Il s'agit pour l'acteur agissant de distinguer à la fois les conséquences du contexte sur sa propre action (en terme de possibilités, de point d'appui, de chance de succès ou d'échec, de rapports de forces ou d'alliances) et les conséquences sur l'action des autres. Considérer le contexte est ainsi toujours une pratique d'évaluation (échelle d'appréhension, sélection des facteurs préhensibles, acteurs clés...) non seulement au regard de ses propres modalités de

³³² Voir l'article : Raynaud Dominique, « Le contexte est-il un concept légitime de l'explication sociologique ? », *L'Année sociologique*, 2006/2 (Vol. 56), p. 309-329. DOI : 10.3917/anso.062.0309. URL : <https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2006-2-page-309.htm>

saisie de la réalité, mais aussi au regard d'un effort de compréhension de la perception qu'en ont les autres et des contradictions qui se manifestent dans et entre ces perceptions.

La formule « contexte de transition » qui s'est imposée après la chute du Mur de Berlin est un bon exemple de manifestation de perceptions contradictoires de la réalité commune, au-delà du mot lui-même et de la contestation de son emploi pour qualifier la période, alors même qu'il s'est toutefois imposé dans le vocabulaire des critiques eux-mêmes.

En Roumanie par exemple, le philosophe Virgil Ciomos écrivait-il :³³³

«La transition vers la démocratie des sociétés postcommunistes offre aux analystes occidentaux une phénoménologie économique et politique , qui dans la perspective de l'Expérience de l'Occident et de son histoire, se révèle assez curieuse(...) Car bien que les objectifs généralement reconnus du processus complexe de modernisation qui touche la Roumanie aussi, fournissent la substance doctrinaire de presque tous les programmes politiques, la pratique sociale qui en découle est, très souvent, étrangère à leur esprit.

Plus précisément, () entre toute théorie politique – celle des Droits de l'Homme en particulier – et sa pratique effective () il existe un hiatus qui remet en question non seulement la pratique () mais aussi la légitimité et la représentativité de notre système politique ()

Loin d'être un simple accident dans un parcours historique continu () vers une modernité de plus en plus généreuse avec les roumains, cette faille nous révèle au contraire l'hétérogénéité d'un héritage pre et parfois anti-moderne. Il ne s'agit donc pas ici, comme dans le cas de l'Expérience Occidentale, d'un simple décalage, toujours récupérable, entre une élite réformatrice et son électorat, mais d'une sorte de « chiasme historial » : celui de l'Expérience Orientale , entre un groupe « réformateur » qui essaie d'imposer la « modernité » avec des

³³³ Théorie pratique des droits de l'homme dans les sociétés post-traditionnelles. Le cas roumain. Virgil Ciomos – Le collège Européen de Cluj, Roumanie, 2001. Texte photocopié que nous a remis l'auteur lors des entretiens que nous avons eu avec lui à Cluj en août 2001.

Virgil Ciomos est un philosophe qui incarne l'ostracisme radical dont a fait preuve le régime Ceausecu à l'égard de la pensée libre. Lauréat d'un concours international de philosophie au début des années 80 alors qu'il avait 19 ans. Célébré par le régime roumain, il eu l'autorisation de se rendre à Paris pour un congrès de philosophie. Les propos qu'il a tenus lors de sa conférence lui ont valu les foudres de l'Etat roumain. Il a été exclu de l'université et a dû subvenir à ses besoins par divers métiers non intellectuels. Cependant il n'a cessé de travailler et d'écrire et a entretenu une correspondance avec des intellectuels français dans les milieux catholiques libéraux avec lesquels il discutait notamment du rapport religion, société et politique.. Au début des années 90, il fonde le Collège Européen de Cluj et s'emploie à animer un débat sur l'éthique politique, la tradition et la modernité puis sur le dialogue inter-religieux. Profondément pessimiste, il conclura notre dernière rencontre par cette phase « il n'y a finalement de perspective qu'eschatologique »

moyens « traditionnels », et respectivement un groupe majoritaire « anti-réformateur » qui essaie de préserver la « tradition » avec des moyens modernes. En Europe de l'Est, la réforme même ne s'inscrit pas tout à fait dans l'histoire naturelle du moderne, car en fait, elle relève plutôt d'une fracture () survenue dans l'histoire de la tradition. Ce que semble ignorer l'Occident.³³⁴

Virgile Ciomos parle ici de la tradition comme d'un *être historique*, qui se transforme et exerce une force, c'est-à-dire comme d'un méta sujet en action qui métabolise les liens qui unissent de manière complexe et évolutive des populations, des manières d'être au monde et des objets matériels et immatériels, des croyances. C'est dans cette méta-objectivation d'un concept que réside toute l'efficace à son analyse.

Tenir compte d'un contexte c'est ainsi non seulement appréhender les acteurs, leurs réseaux d'objets-sujets dans lesquels ils sont insérés, mais aussi les méta-sujets collectifs tels que les traditions, qui s'expriment dans la vie sociale et politique au-delà des rationalités de l'action et de l'intérêt, au-delà même de la rationalité en valeur. C'est ça dire qui s'expriment non comme des schèmes, non comme des référents, mais comme des sujets collectifs capables d'exercer une force, doués de langage et de mémoire. Dans le cas des traditions, leur force s'exerce sur les institutions, sociales (les coutumes, les usages, ..) ou publiques (l'école, la loi, la jurisprudence...), en compétition avec les idéologies et les religions dont ils partagent la nature d'architecture de connaissances, pour se saisir de l'espace publique du délibéré, lieu idéal du politique.

Bien que mouvant et, dans certaines conditions, malléable par l'action, tout en apparaissant toujours aussi comme un dispositif de contrainte, le contexte a quelque chose de l'infrastructure dans la mesure où il fournit des éléments préhensibles et relativement stables (tout au moins dans la perception) sur lesquels l'acteur peut se baser pour adopter des formes et des modes d'action adéquats pour atteindre ses buts.

En ce sens le contexte, comme extériorité est le lieu de la stratégie, il est espace et temps à la fois.

³³⁴ C'est l'Union Européenne, les organisations internationales et les multiples ONG qui interviennent en Roumanie à cette époque qu'il désigne et englobe dans le terme Occident.

L'appréhension du contexte est ainsi un élément déterminant de la coordination des acteurs. Pour agir de concert il est toujours préférable de s'entendre sur le contexte, de même que si l'on cherche à comprendre ce à quoi l'on a faire, qu'il s'agisse de contraintes ou d'évaluation des forces en présence et de leur logique d'action comme éléments caractérisant le contexte. Pour agir en tenant compte du contexte et plus encore si l'acteur a pour visée de le transformer.

Les formes et modes d'action considérées comme adéquates au contexte peuvent aussi, du fait de circonstances, être reconfigurées voir devenir un facteur façonnant le contexte. Cela non seulement pour l'acteur engagé mais pour nombre d'autres qui doivent tenir compte des nouveaux modes d'action de l'acteur engagé, comme cela a été le cas du fait des circonstances qui ont conduit à l'émergence de Rromani Criss dans la scène Roumaine.

Dans ce cas, les circonstances n'ont pas seulement eut un effet réflexif conduisant à un changement de perspective de l'acteur, ou à une reconfiguration du sens de son action, leur effet a été, par la saisie qu'en ont fait des acteurs pour porter le sens qu'ils attribuaient à l'événement dans l'espace public, la modification significative de la consistance du contexte tel qu'on peut l'analyser de l'extérieur.

Par exemple lorsque les activistes de la minorité deviennent des acteurs des droits civiques, se soustrayant ainsi, dans une certaine mesure, à l'emprise de la tradition et renouvelant de ce fait le paysage politique, sa configuration stratégique.

Mais le plus important dans cette conversion, ou plutôt « conversation » [ethnique & minorité] vers [action citoyenne & droit civique + développement], réside dans le fait qu'en se libérant ainsi de l'emprise de la tradition héritée, elle libère la relation entre le politique et la culture, le demos et l'ethnos, du confinement de la tradition. Cette relation peut alors être réinventée, retravaillée, le contexte se trouvant alors reconfiguré.

Entre ethnos et demos au sens démocratique.

Idéologie ethno-politique contre utopie d'un universel pluriculturel.

Si l'on a assisté, dans la scène roumaine à un basculement de la perspective [ethnique & minorité] vers une perspective [action citoyenne & droit civique + développement], qui a eut un impact générationnel et sur les politiques publiques en Roumanie, il n'a pas eu la même portée en Europe Centrale et Orientale ni n'a atteint significativement les niveaux d'échelle supérieurs de l'union Européenne ou du Conseil de l'Europe ou se jouait une autre scène de grande importance.

Pour les acteurs « activistes » rroms Roumains comme des autres pays, la perspective [ethnique & minorité] avait trouvé une efficacité dans les institutions européennes en raison du fait que la protection des minorités est un des fondements des accords Internationaux et de l'Union européenne et que ces institutions pouvaient avoir une influence significative sur les Etats.

Mais le positionnement des activistes à cette échelle procède avant tout d'une élaboration historique de la diaspora rrome comme minorité transnationale associée à l'idée de *nation Rrom sans territoire*, qui peut trouver un écho dans le projet de construction de l'Europe, comme une sorte de préfiguration combinant citoyenneté pleine et entière dans les Etats et droits nationaux trans-étatiques, à l'échelle européenne.

Ainsi pour Nicolae Gheorghe :

« L'assimilation n'est pas une nécessité, bien qu'elle soit une des options envisageables. Une autre consiste à réaffirmer la culture rrome et à revendiquer le respect et la reconnaissance des droits des minorités. Ceci sous-entend que l'intégration est un processus ou un succès non seulement individuel mais également collectif. (). Voire peut-être, à un stade ultérieur, la mobilisation des diverses formes d'expression et de représentation du peuple Rrom comme fondement de leur revendication de reconnaissance en tant que nation culturelle. Je souscris personnellement à cette affirmation des Rroms comme nation au sens culturel du terme, ethnie libre de toute unité territoriale, de tout Etat-nation, mais unie par une série de valeurs culturelles partagées. »

Cependant cette formulation de la nation rrom et de son rapport avec les institutions, ne fait pas l'unanimité dans les milieux militants rroms. Ainsi N.Gheorghe décrit-il ³³⁵les conflits de perspectives qui ont façonné le contexte dans les pays européens de l'Est:

« Ces vingt dernières années, deux paradigmes majeurs de la mobilisation ou de l'édification de la nation rrom se sont affrontés. Le premier utilise la rhétorique du nationalisme ethnique et vise la reconnaissance du peuple rrom comme une entité distincte, paneuropéenne, soutenue par les fonds de l'Union européenne. Le second est un paradigme civique dans lequel les droits des Rroms en tant que citoyens sont de la responsabilité des gouvernements nationaux. Dans ce cas, le rôle des militants est de soutenir les associations civiques qui surveillent les institutions tant gouvernementales que rromes , au niveau local plutôt qu'eupéen.

Le clivage entre ces deux conceptions provient de leurs visions antagonistes des droits des Rroms. Selon l'interprétation civique, le concept de droits se réfère avant tout aux droits des citoyens. Selon l'interprétation ethno-nationaliste, il inclut également les droits des minorités et la protection juridique des schèmes culturels propres au peuple rom, connus sous l'appellation de Romanipen. ()

Cependant le conflit entre les deux approches resurgit régulièrement dans les débats, ainsi lorsqu'est brandi, contre les adeptes du paradigme civique, l'argument ultime selon lequel ceux-ci sous-estiment l'importance de l'ethnicité et de la culture — du fait que, finalement, ils ne seraient pas des Rroms « authentiques ».

Dès le tout premier Congrès mondial rrom de 1971, les activistes rroms caressèrent le même rêve : établir un agenda ethno-nationaliste dans l'esprit des premiers mouvements

³³⁵ Nicolae Gheorghe *et al.*, « Les choix à faire, le prix à payer : sur le militantisme rom », *Les Temps Modernes* 2014/1 (n° 677), p. 71-91.

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2014-1-page-71.htm>

Le texte original de Nicolae Gheorghe dont les Temps Modernes publient des extraits, « est paru en anglais dans A. Biro, N. Gheorghe, M. Kovats (ed), *From victimhood to citizenship. The Path of Roma Integration, a debate*, Pakiv European Fund, Kossuth publishing corporation, Budapest, 2013 »

nationalistes d'Europe centrale et de l'Est, lesquels étaient considérés comme le modèle idéal pour l'acquisition du statut de nation, avec ou sans territoire.⁽³³⁶⁾

L'approche civique de l'édification de la nation rrom permet de réduire le poids des nationalismes ethniques et traditionnels — par exemple les revendications « d'authenticité » concurrentes et les luttes intra-ethniques pour l'hégémonie.()

Je considère que nous ne pouvons pas suivre les ethno-nationalismes des XIXe et XXe siècles pour édifier une nation basée sur l'ethnos rom. Cette stratégie, fondée sur le séparatisme, peut mener à des revendications territoriales, voire même, au bout du compte, à celle d'un Etat-nation, aboutissement logique d'un tel discours.

Je propose au contraire de poursuivre notre entreprise culturelle visant la création d'un demos rrom au sens politique du terme. ()

Dans la suite du texte, il précisera qu'à ses yeux, la catégorie Rrom est avant tout une catégorie administrative nécessaire aux institutions pour définir les populations destinataires d'aides et de financement, soulignant les problèmes que pose son adoption, en particulier l'occultation de la variété des communautés et des pratiques culturelles, l'effet d'imposition qu'elle induit pour des communautés ethniques que l'on assimile d'emblée aux Rroms alors qu'elles n'ont pas les traits culturels ou linguistiques, ou tiennent à se distinguer par leur histoire etc... Il pointe aussi comment, en faisant usage de la catégorie Rrom comme un tout, les pouvoirs publics s'épargnent l'effort de distinguer les besoins des communautés variées en légitimant des formes conservatrices de représentation de la population rome :

« Officiels et responsables de projets cherchent par exemple des partenaires — peut-être un député rrom ou un dignitaire rrom traditionnel comme un vajda ou un bulibasa —, afin de légitimer leurs efforts au service de la « communauté rrom » en général. Ces impressions trompeuses d'une prétendue unité ne sont guère fidèles à la diversité effective du peuple en

³³⁶ « Nombre de dirigeants rroms roumains avaient partagé une lecture similaire de la stratégie politique postcommuniste menée, en Roumanie, par la minorité hongroise qui y avait réalisé une grande partie de ses objectifs grâce à son comportement discipliné lors des élections. Le Parti rrom roumain (Partida Romilor Pro Europa) reproduisit cette stratégie en privilégiant la mobilisation ethno-politique des Roms. »

question, mais donnent à ceux qui sont au pouvoir le sentiment que leur population-cible est facile à cerner et à contrôler. »

Tandis que les acteurs ethno-politisés entreprennent d'asseoir leur emprise en forçant l'unité de la catégorie Rrom comme réalité par des pratiques d'homogénéisation des populations :

« Dans le même temps, les activistes rroms d'Europe centrale et de l'Est exhortent les Rroms d'extraction différente à se penser comme Rroms — avec en filigrane la reconnaissance ipso facto de la domination linguistique et culturelle des locuteurs de la langue romani dans leur région. En dépit des factions rivales, ils se représentent les Rroms comme une communauté inclusive et homogène, ce qui est un fantasme. Cette tentative d'homogénéisation des populations par un groupe hégémonique rappelle les formes d'édification des nations des XIXe et XXe siècles où, en France, en Allemagne, en Italie et en Roumanie, les nationalistes prirent la parole au nom de la nation entière, tout en dissimulant et en réprimant les diversités internes pour renforcer leurs revendications. »

Dans le précédent texte cité, écrit en 2013, année de son décès, précisément l'année où le Ministre de l'Intérieur français tenait le discours sur *« l'impossibilité, sauf pour "quelques familles", d'intégrer ces populations dont les "modes de vie extrêmement différents des nôtres" et entrent "en confrontation" avec les populations voisines. Dès lors, sauf exception, "il n'y a pas d'autre solution" que de démanteler les campements et de renvoyer leurs occupants dans leur pays d'origine. »*³³⁷, Nicolae Gheorghe réaffirmait sa perspective de son engagement et ajoutait, comme un avertissement : *« Une problématique à laquelle les [jeunes] activistes devraient s'intéresser d'ailleurs de près s'ils veulent prouver que leur objectif n'est pas l'assimilation pure et simple des Roms. »*

Dans ce même texte, à propos des phénomènes de migration vers l'Europe de l'Ouest, il souligne les effets de l'ethnopolitisme de l'activisme rom, qui provoque, ce que nous appellerions en France un repli communautaire, dont les effets sociétaux sont directement

³³⁷ Extrait d'un article du journal Le Monde du 25 septembre 2013.

« Editorial. En stigmatisant une population jugée incapable de s'intégrer, le ministre de l'intérieur renonce aux principes républicains d'accueil, d'intégration et de solidarité. »

https://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2013/09/25/roms-la-faute-de-manuel-valls_3484159_3208.html

mesurables selon lui. Comme par exemple, l'expansion du mariage arrangé avec des femmes de plus en plus jeunes, le travail des enfants et la déscolarisation, en particulier le renforcement des dépendances communautaires dans les processus migratoires et la vulnérabilité des populations migrantes à l'emprise de réseaux mafieux qu'elle permet.

Comme la plupart des réseaux migratoires de populations ancrées dans des traditions communautaires, à famille élargie, les migrants entrants s'appuient sur les premiers arrivés, parfois depuis plusieurs années.

Ces derniers, la plupart du temps installés de façon précaire connaissent cependant les niches, les filières et les ressources accessibles, et sont ainsi naturellement positionnés en intermédiaires, et il n'est par rare de voir certains augmenter leur revenus en prenant l'ascendant sur les arrivants. Ce sont eux qui savent et qui souvent gèrent les emplacements de mendicité, prélevant une partie des recettes. Ils connaissent et maîtrisent les accès aux marchés des produits de surplus du marché officiel, du recel ou de la contrebande, Ils sont aussi des intermédiaires du marché informel du travail, voir du trafic de main d'œuvre. Ils maîtrisent aussi des réseaux de passeurs et organisent un système de prêt « traditionnel » qui incite les familles à faire travailler les enfants pour rembourser plus rapidement etc. Dans certains cas, ces pratiques peuvent aisément tomber sous l'emprise de réseau mafieux roms ou non, comme cela a pu être observé en Italie, par exemple.

C'est ainsi qu'en 2013, Il en appelle à la responsabilité politique des militants comme des institutions pour ne pas laisser ce processus migratoire, aux motifs essentiellement sociaux et économiques, aux seules mains des réseaux communautaires, qui organisent une économie parallèle exposant en particulier les femmes et les enfants , et participent aussi de la stigmatisation des Roms dans les pays de destination.

Mais cet appel, ultime puisqu'il décèdera juste après l'avoir écrit, est en réalité une répétition puisque c'est au nom du même principe de responsabilité militante qu'il incitera les jeunes associations des droits civiques et du développement à s'engager sur la question des migrations. Et qu'il jouera de sa position d'expert dans les institutions internationales en plaidant pour une maîtrise institutionnelle des flux migratoires, au risque d'être incompris, et

peut-être même de se trouver pris dans la logique de la machine technico-politiques que sont les institutions du conseil de l'Europe et de l'OSCE.

Sorti de son contexte et vu sous l'angle de la critique du rôle des institutions internationales, des organisations des Droits de l'Homme et des ONG humanitaires, l'explicitation de ces phénomènes est perçue comme un propos irresponsable qui contribue à la fabrique de la « question rrom » et aux politiques discriminatoires mises en œuvre par les Etats de destination.³³⁸

Sans doute a-t-il vécu bien d'autres critiques dans son parcours. Mais ce qui nous importe, ici c'est le Paradoxe de l'acteur « activiste » et intellectuel dans lequel il se trouve dès son entrée en fonction à l'OSCE en 1999 où il est entré dans une posture d'expert militant qu'il faut comprendre au regard de la double perspective de la responsabilité qu'il prône et de la confrontation avec les courants ethnopolitiques. C'est une alliance politique avec une partie des institutions européennes rétives à l'émergence d'un nationalisme ethnique de plus aux pires heures du conflit en ex-Yougoslavie.

C'est bien en tant qu'expert-militant qu'il est intégré au staff des Droits de l'Homme de l'OSCE comme en atteste les marges de manœuvre activistes que lui a laissés cette institution et qu'il a consacré à entretenir le débat avec les courants ethnopolitiques et à soutenir l'action de Rromani Criss et d'autres jeunes associations créées dans la même perspective de droits civiques et de développement.

Mais il me semble qu'il a manifesté très tôt sa conscience d'être pris au piège de son positionnement et de la logique de la machine institutionnelle et de ses programmes. En atteste son insistance à rappeler aux jeunes générations d'activistes des droits civiques le risque qu'il avait à ne pas investir la dimension politique transnationale en s'enfermant dans un actionnisme et une gestion de programmes qui réduiraient leur rapport aux communautés à un rapport instrumental. Le risque était double : laisser le terrain international libre aux perspectives ethnopolitiques et œuvrer de fait pour l'assimilation au niveau national.

³³⁸ Alexandra Clavé-Mercier. Des états et des " rroms " : une anthropologie du sujet entre transnationalisme et politiques d'intégration de migrants bulgares en France. Anthropologie sociale et ethnologie.

Université de Bordeaux, 2014. Français. <NNT : 2014BORD0251>. <tel-01418979>

Chapitre : La construction sociale et savante du Rom/Tsigane p.22 a 29

Mais cette alliance-piège avec les institutions européennes via sa position dans l'OSCE ne résume pas la fertilité de son apport politique et intellectuel.

A la lecture des quelques textes que j'ai pu lire, de la brève rencontre que j'ai eu avec lui en 2001 et au travers de ce qu'en ont dit les jeunes roms roumains que j'ai rencontrés, le rapport qu'avaient avec lui des militants pourtant très éloignés des formes d'engagement qu'il prônait, ce qu'il a dit de son expérience personnelle, il m'a semblé qu'il était animé par une utopie qu'il n'a jamais écrite, ni formulée comme telle mais qu'il a inscrite dans les organes des institutions, organisations, réseaux et situations qu'il a fréquentés ou initiés.

Une utopie qu'il n'a jamais écrite comme un livre mais qu'il a composée en laissant des inscriptions et des traces dans tous les interstices des dispositifs d'action qu'il a conçus et dans les textes qu'il a écrits, comme un ensemble de messages insérés dans la topique dominante. Des messages à contre-emploi, c'est-à-dire inutilisables dans la rationalité courante. Ou bien des jalons sous forme d'énigme afin d'orienter le travail de recomposition et d'articulation, des vis-à-vis appelant à un effort d'imagination. Soit un ensemble de fragments qu'il faut rassembler pour parvenir à les déchiffrer comme une utopie qui absorbe la structure dans laquelle les messages sont distribués pour la transformer afin de donner sa forme achevée à l'utopie. En ce sens il est un utopiste de la tradition de Manheim pour qui l'utopie naît toujours de l'idéologie du système qu'elle cherche à transcender.

Dans cette utopie le principe d'harmonie est la culture et non pas la nature comme dans les grandes utopies d'avant le XIX^{ème}, ni l'ethnie en un sens ethno-politique. La culture dans une double dimension évolutive et diversifiée.

Ce qui est frappant dans la manière dont il aborde la culture rome est qu'il semble la voir par delà le stigmat et les dominations extérieures comme intérieures. Il semble la percevoir dans son devenir, comme une richesse et une intelligence source de liberté et de créativité, et comme un rapport au monde chaleureux et non prédateur. Il me semble qu'il la voit avec l'affection d'un homme qui en a été soustrait et a passé une longue partie de sa vie à la découvrir comme membre de la société roumaine en réalisant alors que l'enjeu de

l'émancipation de la culture rrom est aussi celui de l'émancipation de la société dans son ensemble.

Dès 1990 lorsqu'il renonce à l'action politique basée sur le droit des minorités, pour se tourner vers les droits civiques, la question du système politique est entièrement remise en question par l'impératif de préserver la variété culturelle dans l'égalité de droit.

Le texte décisif parmi ceux dont nous disposons est celui de sa conférence de 1990 aux Etats Unis où il introduit la perspective du couple société démocratique – état démotique. Il indique ainsi que l'enjeu démocratique est dans la société et que l'état ne peut être que la forme résultant du projet démocratique, tandis que dans ces conditions c'est dans l'existence de structures supra étatiques (supra statales) fondées sur les Droits de l'Homme que se situe la possibilité de nations trans-étatiques.

Il rompt déjà avec la perspective ethnique pour privilégier, à travers la comparaison avec les amérindiens, la diversité culturelle qui renvoie plutôt à l'idée de nation des peuples autochtones qu'il formulera plus tard par l'idée de nation culturelle dont il s'agit d'émanciper le *démos* au sens politique du terme plutôt que d'en consolider l'*ethnos*.

En ne précisant pas ce qu'il entend par démotique il propose une énigme. Qu'est-ce que peut-être un état démotique ? Et quelle forme peut-il prendre dans le cas européen ou Sud-américain ?

Ce terme fait référence à différents types d'expérience pratiques plus ou moins abouties. Deux en particulier : les états démotiques postcoloniaux et les unions ou fédérations.

Concernant les états postcoloniaux multiethniques et/ou multi-confessionnels, où la forme démotique de l'Etat a été tentée, on peut citer le Sri Lanka, la Malaisie, qui conjuguent une pluralité religieuse et une pluralité ethnique qui ne se recoupent pas.

Concernant les unions ou fédérations, on peut considérer la Grande Bretagne qui unit des territoires nations, ou les Etats Unis qui réunissent des territoires états, dans les deux cas les

territoires ont un degré d'autonomie plus ou moins important qui admet des modes de démocratisation de la société non nécessairement homogènes.

La forme que peut prendre l'Etat démotique n'est en principe pas fondée sur une partition numérique qui conduirait à un moment où un autre à réintroduire des rapports de force interethniques ou interreligieux, des conflits et des rapports de domination. De la même façon, elle n'est pas fondée sur des partitions territoriales.

L'on doit alors réfléchir à des architectures combinées où le projet démocratique de la société doit trouver dans les formes et le fonctionnement du système politique les garanties que les composantes puissent exprimer leur *démos* politique dans la pratique concrète en partageant des principes de Droits de l'Homme et d'égalité, incluant la délibération commune sur ce qui permet à chacune des composantes de déployer son *démos* culturel en harmonie avec celui des autres.³³⁹

Sur ce plan N. Gheorghe distille divers types de suggestions pour construire cette perspective dans la pratique.

Il pointe par exemple la gestion communale par les communautés là où elles sont localisées historiquement, l'enseignement de la langue romanie autant que possible en évitant les écoles spécifiquement rromes là où plusieurs cultures coexistent comme en ville pour éviter les effets ségrégationnistes. Il suggère que soit assurée la possibilité de pratiquer la langue romanie dans les communautés auto-administrées, ...

L'utopie de Nicolae Gheorghe est dans le projet de construire l'horizon du possible par l'expérience pratique.

³³⁹ D'une certaine manière le modèle d'organisation institutionnelle imaginée par Karl Polanyi autour de communautés de producteurs avait quelque chose de commun avec la notion de démotique, notamment parce qu'il s'appuyait sur une anthropologie de la monnaie en distinguant les monnaies de proximité ou de l'entre soi communautaire, les monnaies du rapport aux autres communautés et les monnaies des échanges entre tous. Et que d'autre part il concevait le système politique sur la base d'une organisation démocratique de communautés de travailleurs en lien avec les sociétés locales dont ils sont membres eux aussi, régulant par le débat ce qu'ils devaient produire en fonction de ces trois niveaux, en se regroupant en assemblée globale pour décider des biens et besoins communs ou spécifiques nécessitant des productions supplémentaires ou nouvelles, ainsi que la régulation des prix pour le niveau des échanges pour tous.

Il me semble ainsi que dans sa pensée, le combat pour les droits civiques n'est pas qu'un dispositif de lutte pour l'égalité, mais le moyen d'un travail des communautés rromes sur elles-mêmes pour libérer le *demos* démocratique contenu dans la culture et dont le potentiel d'émancipation créative est altéré par la domination et la stigmatisation. Dans le cas de la Roumanie, seul pays où l'esclavage a été érigé en système pour les populations rromes, ce travail de libération et de reconnaissance est d'autant plus crucial.

L'idée de nation culturelle sans territoire pour la culture rrome découle alors seulement du fait qu'elle est la culture trans-statale de peuples autochtones, ceux-ci se distinguant par leurs spécificités culturelles et leurs *demos* hérités et évolutifs. Par conséquent elle ne constitue pas un tout homogène. Dès lors le rôle des institutions supra-statales serait d'apporter la protection de ces spécificités évolutives autant que du commun culturel³⁴⁰.

Dans cette pensée, le fait de se déclarer Rrom ou non n'a plus d'importance, c'est la liberté de s'inscrire dans les formes sociales qui découlent de l'autonomie du *demos* culturel qui importe, sans que cela n'infère sur les rapports avec les autres qui adoptent d'autres engagements au sens d'un rapport au monde dans une pratique collective communautaire ou non. Comme N. Gheorghe le répétera régulièrement, « *La tsiganité est une définition qui est toujours négociable et négociée, selon que l'on veut ou non se déclarer Tsigane.* »

³⁴⁰ On retrouve ici les motivations des participants à l'initiative Igman abordée dans la partie précédente, qui portent les préoccupations des « petits peuples » composant la Voïvodine, province autonome du Nord de la Serbie peuplée de plus de 17 nationalités.

Conclusion générale

Partis des enjeux de l'accueil des Roms en France nous revenons à eux en Roumanie et aux questions qu'ils posent à l'Europe préoccupée par la résurgence de ses passés troubles et des populismes. Ainsi la boucle est-elle bouclée, en même temps qu'elle s'ouvre sur une béance.

L'idée d'une citoyenneté européenne portée par l'extension de la figure de l'individu acteur du marché et doté des attributs du sujet de droit conférés par décret justifié au nom des valeurs d'un universel démocratique, a bien du mal à résister à l'épreuve de la pluralité des héritages de l'histoire ancrés dans les structures sociales qui se crispent dans des rapports de force où, au-delà de discours pro-européens, la réduction de la citoyenneté à la nation sous toutes ses formes s'impose comme référence aux forces politiques en compétition pour le pouvoir en même temps que s'éveillent des régionalismes infranationaux.

La question se pose de savoir si - au-delà ou en même temps qu'une idéologisation de l'histoire au service d'oligarchies nationalistes cherchant à s'accaparer les pouvoirs et les biens publics, engendrant le déclenchement des *fureurs du voisinage* dans lequel se loge toujours la double face des relations à l'autre à proximité, l'étranger d'à côté - dans quelle mesure ce n'est pas, au moins pour une part, dans certaines configurations socio-historiques, la façon dont se déploie cette figure de l'universalité qui alimente une partition nationale-centrée de l'Union Européenne à la recherche de son sens et de sa cohésion?

Si la question se pose en ces termes, ce n'est pas seulement, à mon sens, au regard de l'actualité de la *résurgence* des passés troubles et des populismes, mais c'est aussi au regard de ce que l'on ne discute pas, et que l'on ne voit pas, c'est à dire la disparition progressive de la pluralité sociale et culturelle des différentes régions concernées par la dispersion des populations minoritaires dans les régions frontalières. La question qui se pose ici serait moins celle de l'attractivité des pôles de repli nationaliste que l'impossibilité croissante de vivre la pluralité dans les démocraties de *l'individu roi* ; laquelle impossibilité conduirait des Magyars y compris Roms à se revêtir des habits de la nationalité hongroise pour rejoindre un pays

qu'ils ne connaissent pas, de même pour des Roumains du Nord de la Serbie rejoindre la Roumanie qu'ils ne connaissent pas non plus... ou bien à l'opposé de se fondre dans le substrat dominant, de s'assimiler. Et ainsi de suite dans les différents pays d'Europe Centrale et orientale, à des degrés divers.

Un tel mouvement observé en Serbie³⁴¹ n'a pas de rapport immédiat avec une quelconque épuration ethnique qui viserait ces populations. S'il en est la conséquence, c'est par la déstabilisation sociale que la guerre et l'arrivée de populations réfugiées ont engendrée. Mais Magyars et Roumains de Voïvodine n'ont pas été la cible des nationalistes serbes, ni croates, ni bosniaques. Ils partent parce que la société de l'après guerre, en marche pour être compatible avec les standards européens peut très bien se faire sans eux et en tout cas ne compte pas sur la pluralité pour se développer. Le bilan est sans équivoque. Les jeunes l'ont dressé en premier. Ceux des anciens qui le pouvaient leur ont emboité le pas.

Il y aurait donc deux mouvements, un nationalisme résurgent, si l'on peut dire cela en parlant des manipulations idéologiques et politiques de l'histoire par des oligarchies en recomposition, et un mouvement de nivèlement des identités collectives dans la figure de l'individu roi qui profite toujours aux populations majoritaires. On ne sait pas encore, ou on commence seulement à le deviner dans l'expérience hongroise actuelle, ce que peut donner comme régime politique et social, la congruence des deux.

Mais peut-être faut-il retourner le questionnement en interrogeant ce que peut-être une société sans autre, une société du même ? La résurgence actuelle n'est-elle pas la maladie d'un monde sans ipséité qui n'a d'autre chemin que de toujours être empêtré dans une version nostalgique ou victimaire de l'histoire qui renverrait à l'autre distant, les pays d'à côté et la macro structure de l'Europe, la cause de ses malheurs ? A éliminer l'épreuve de l'altérité en soi, dans son propre monde, qui est certainement l'épreuve politique et sociale la plus chargée d'enjeux, ne prend-on pas le risque de toujours courir après sa propre existence en attribuant aux autres distants, les peuples et nations distants, ou aux indésirables de l'intérieur, la seule responsabilité de cette errance ? Quel crédit accorder alors à l'illusoire union des Etats-nations qui semble se façonner pas à pas en Europe ?

³⁴¹ Judah Tim. Voïvodine : les minorités, une espèce en voie d'extinction. Le courrier des Balkans. 30 avril 2010. Traduit par Philippe Bertinchamps. <https://www.courrierdesbalkans.fr/voivodine-les-minorites-une-espece-en-voie-d-extinction>

Dérens Jean-Arnault. *Les « petits peuples » oubliés des Balkans*. Le Monde diplomatique. Juillet 2003. <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/DERENS/10259>

La menace de la guerre armée ou économique - en réalité les deux se rejoignent toujours – est aux deux termes de toute perspective nationale-centrée :

- au dedans, la guerre contre la société plurielle
- au dehors, la guerre entre les Etat-nations.

Je n'ai bien sûr pas cherché à répondre à ces questions. Ce n'était pas mon objet. Mais elles me semblent s'imposer au terme du parcours que j'ai tenté de suivre d'une configuration socio-historique à l'autre, en France, en Ex-Yougoslavie et dans la Roumanie. En réalité, c'est l'entre-deux de ces sombres extrémités que j'ai tenté d'explorer en m'attachant à rendre compte de l'expérience et des pratiques d'engagement d'acteurs collectifs dans la transformation sociale de leur monde comme contribution à celle de la société, confrontés à différentes épreuves de la négation de la pluralité sociale et culturelle par les forces dominantes dans la vie publique. J'ai en cela tenté d'être fidèle à la manière dont ils formulaient les problèmes auxquels ils s'affrontaient plutôt que de lire leur expérience en les enfermant dans les catégories de groupe social ou de communauté. Cela pourrait sembler un paradoxe mais il me semble justement que l'enjeu sociologique se situe précisément là : il s'agit d'échapper à la surdétermination de la configuration état-nation et ses deux termes dehors et dedans comme cadre de lecture. Car dans les trois cas c'est dans un tout autre horizon de la société à laquelle ils prennent part qu'ils s'envisagent. Et l'importance d'une approche par les pratiques réside précisément dans ce qu'elle permet de comprendre les modes d'action et les attentes qui les motivent au-delà de catégories préconstruites. Dans les catégories préconstruites de l'hégémonie nationale, laïque ou non, l'on ne peut être qu'un individu parmi d'autres sujets individuels dont les attaches sont incluses dans l'hégémonie, ou bien un individu appartenant à une communauté dont l'existence est soit minoritaire avec tous les problèmes que cela pose, soit négociée dans l'espace privé au risque de placer dans le voisinage l'accumulation des tensions du rapport majorité minorité. Dans ces catégories on pourrait penser que les générations héritières de l'immigration maghrébine sont des acteurs communautaires, comme les Roms de Rromani Criss, tandis que les acteurs « citoyens » de l'initiative Igman seraient des figures d'un cosmopolitisme honni par l'hégémonie qu'elle soit considéré comme confessionnelle (dans le cas des nationalistes Musulmans) ou « démocratique » comme en Serbie ou en Croatie. (Ces désignations très courantes ne manquent pas de sel). En réalité ils passent les frontières physiques et symboliques (catégorielles) sur le chemin qui va de l'assistance au sens de Simmel à la lutte pour l'Etat de Droit. En parcourant ce trajet, non seulement ils se fondent comme sujets capables en faisant

retour sur leur monde par le double jeu de la transformation sociale et de la consolidation. Car par cette conjugaison ils actualisent le pâtre avec le nouveau de l'altérité rencontrée dans l'assistance et dans le trajet de la transformation sociale. Ils peuvent ainsi se dégager d'un retour chaotique de l'histoire dans laquelle ils sont empêtrés. Mais ils créent ou tentent de créer aussi un habitat pour leurs pratiques sociales, non seulement dans des localités territoriales mais aussi dans des espaces sociaux de la société même. Cela dans un univers hégémonique et c'est précisément ce qui les caractérise communément et non pas là d'où ils viennent ou sont supposés venir.

Ils travaillent une altérité désirable dans un monde qui la dénie. Mais quel monde peut exister sans *ipseité* libre si ce n'est un monde de violence et d'ambivalence. Et quel sort réserve-t-il à de telles entreprises de transformation sociale qui inventent de nouvelles formes de lien social?

L'expérience serbe du déchirement des mouvements anti-guerre lorsque vient l'heure d'assumer la responsabilité des événements génocidaires devant l'histoire en affirmant une solidarité avec ceux qui s'opposent à l'épuration ethnique en Bosnie, peut-elle nous apprendre à mieux connaître les dérives de l'hégémonie nationale-républicaine laïque de la démocratie française? Comme la profusion d'ambivalence anti-racisme-islamophobie, féminisme d'Etat-stigmatisation des femmes voilées, déni de reconnaissance-concession aux conservatismes confessionnels, laquelle concession est une manière de construire un état de minorité. D'autant plus lorsqu'on prive les acteurs de la transformation sociale héritiers de l'immigration des moyens d'opérer leur travail de passage de l'assistance à la lutte pour la reconnaissance des droits économiques et sociaux dans les quartiers populaires ?

Du point de vue de la thèse elle-même il reste à évaluer la fécondité des outils adoptés pour préfigurer une sociologie de pratique soucieuse de l'histoire basée sur une approche herméneutique du sujet et son ancrage dans les intrigues de la ville. Un tel projet d'évaluation que je souhaiterais entreprendre maintenant que la thèse est écrite, devrait d'abord porter sur le chantier de la thèse lui-même puis sur un point de vue théorique dans son rapport avec d'autres lignées de la discipline.

Sur le plan du chantier traité dans la thèse, trois niveaux me semblent devoir être discutés.

Un premier niveau est celui de construction que j'ai proposée pour donner à comprendre les processus de subjectivation collective dans le double jeu de la consolidation et du trajet de l'acteur vers sa propre transformation à la rencontre d'autres et dans sa capacité à faire récit

de son parcours. Ce modèle, si l'on peut dire, peut être même ce montage, repose ici sur l'effectivité de pratiques d'assistance ancrées dans une lutte pour la reconnaissance des droits et d'une histoire commune avec et dans la société. Ce modèle tient-il dans d'autres configurations sociales où la question de la consolidation et de la transformation se posent en d'autres termes que l'assistance et les droits ? Cette approche de la subjectivation par les pratiques remplit-elle l'un des rôles attendus consistant à ne pas recourir à des catégories telles que le groupe social ou la communauté d'appartenance toujours plus ou moins claire pour définir les situations ? En dehors de la méthode consistant à mettre en scène des intrigues urbaines et sociales entrelacées, j'ai tenté de proposer de construire des notions et des pratiques d'enquête susceptibles de rendre compte du travail des acteurs sur leur propre expérience, sur la mémoire (la chronique de la localité) l'historicité collective à travers des connecteurs de temps (les pratiques du référé) et des pratiques de passeur. Sur la question du retour de l'acteur sur son monde, outre les effets retour par l'espace public et la reconnaissance, j'ai tenté d'explorer la manière dont une communauté d'expérience se constituait aussi dans des pratiques de lignage des parcours et de leurs ancrages dans différents milieux ou mondes sociaux en même temps qu'elle s'organisait en réseaux dans des pratiques d'assistance en tissant des ramifications du réseau bien au-delà de ses périmètres d'interconnaissance quotidienne, dans différents milieux ou champs d'action. Enfin j'ai aussi tenté de mettre en perspective ces pratiques avec les pratiques de territorialisation – reterritorialisation des noyaux les plus engagés dans la lutte pour la reconnaissance et les droits économiques sociaux et juridiques.

Un second niveau de discussion devrait porter sur l'efficacité du tryptique citadinité-citoyenneté- nationalité dans la thèse. D'une part du point de vue de sa capacité à fournir un potentiel critique utile à la pratique de décentrement. D'autre part à permettre de situer les pratiques et les parcours des acteurs collectifs dans la double intrigue ou dans l'intrication des intrigues de la ville et de la transformation sociale.

Enfin, bien que cela n'ait pas été une fin en soi de ce projet de thèse, la question se pose de savoir si une telle approche peut utilement équiper une lecture transnationale, européenne ou méditerranéenne considérée comme monde commun du fait de la nature et de l'historicité des échanges. Et des implications communes. (quel sujet peut émerger s'il se soustrait aux obligations d'implication que lui adressent certains événements ou situations ?). C'est la question posée par Nicolae Gheorghe : en arrière plan de l'utopie qu'il propose ou d'une lecture fonctionnelle de son schéma utopique, comment construire un espace commun de

dialogue transnational sur la pluralité culturelle et sociale et j'ajouterais le droit à l'ubiquité (se déclarer Rrom ou non selon les circonstances ou les projets, négocier sa tziganité...)

In fine, un troisième niveau, celui de l'appareillage si l'on peut dire. Je dirais que j'ai tenté un montage, avec le risque de m'y perdre, bien que j'ai pris la précaution d'en limiter la portée historique en bornant la période de l'enquête sur une quinzaine d'années du début des années 90 au milieu des années 2000. Même si j'ai tenté de garder une certaine rigueur dans le jeu des intrigues, en évitant d'inventer des dénouements ou d'introduire des facteurs exogènes au champ couvert de l'exploration, j'ai conscience qu'à de nombreux passages, l'étayage scientifique et empirique est faible.

Il reste que si cette entreprise trouve l'intérêt de la communauté scientifique, il me semble que les raisons principales pour lesquelles j'ai borné la période d'étude restent valides et posent de nombreux problèmes pour envisager l'étude de la période suivante, au regard des instruments intellectuels et méthodologiques que j'ai mobilisés. Je pense en particulier à l'inconnu que représentent les pratiques d'internet dans la dynamique de constitution des acteurs collectifs. Qu'est-ce que c'est que faire collectif à l'heure actuelle ? Sur un autre plan, comme je l'ai souligné pour la France, mais il me semble que c'est aussi vrai en ex-Yougoslavie et en Roumanie, l'heure n'est plus au soutien de l'Europe et des Etats au développement social des milieux économiquement et socialement fragiles, les minorités désignées ethniquement en particulier. Quel espace de dialogue et de négociation existe-t-il aujourd'hui. D'autres ressources que les ressources communautaires peuvent-elles se constituer ? Cela est-il possible sans que se construise un espace cosmopolite populaire qui assurerait à la fois le relais civique des engagements et les chances de succès d'une consolidation dans l'extension et la porosité des cercles ?

Sources et références

bibliographiques

La bibliographie et les sources sont présentées en quatre parties

- 1 – Bibliographie générale
- 2 – Compléments pour le terrain français
- 3 – Compléments pour le terrain en ex-Yougoslavie,
- 4 – Compléments pour le terrain en Roumanie

Bibliographie générale

- **Arendt** Hannah. *Condition de l'homme moderne*. Calmann Lévy. 1983.
- **Artières** Philippe & **Lascoumes** Pierre (dir.). *Gouverner, enfermer*. Presses de Sciences Po. 2004.
- **Augé** Marc. *Pour une Anthropologie des mondes contemporains*. Aubier. 1995.
- **Bachelard** Gaston. *La poétique de l'espace*. PUF. 1957.
- **Bailleau** Francis. *Les mutations désordonnées de la société française*. La Recherche. 1991.
- **Bailleau** Francis. *Politiques publiques et jeunes en difficulté. Une insécurité sociale programmée ?*. Revue internationale d'action communautaire (Montréal). 1993.
- **Barel** Yves. *La Société vide*. Seuil. 1984.
- **Barthas** Jérémie. *Norbert Elias et l'Utopie*. La vie des idées, 30 avril 2015. 2015.
<http://www.laviedesidees.fr/Norbert-Elias-et-l-Utopie.html>.
- **Beaulieu** Alain. *L'expérience deleuzienne du corps*. Revue internationale de philosophie, vol. 222, no. 4. 2002. pp. 511-522.
- **Becker** Howard S. *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*. La découverte. 2002.
- **Becker** Howard S. *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*. Métailié. 1985. première édition 1963.
- **Begon** G. *Les itinéraires du malheur*. Arcantos. 1987.
- **Berger** Peter & Luckmann Thomas. *La construction sociale de la réalité*. Méridiens Klincksieck. 1996. 1ère édition 1966.
- **Berque** Jacques. *L'Islam au temps du Monde*. Actes Sud. 1984.
- **Bjelica** Jelena. *L'esclavage des femmes de l'Est*. Paris-Méditerranée. 2005. 188 pages. Traduit du serbe par Persa Aligrudic et Jasna Tatar
- **Blanchot** Maurice. *L'attente, l'oubli*. Gallimard. 1962.
- **Boltansky** Luc & **Esquerre** Arnaud. *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*. Editions Dehors. 2014.

- **Boubeker** Ahmed. *Les Mondes de l'ethnicité*. Balland. 2003.
- **Boubeker** Ahmed. *Les invocations de la démocratie locale : enjeux politiques et rituels d'exorcisme*. In Démocratie et paroles citoyennes .Via Europa. Diagonales Est-Ouest. 1996.
- **Boubeker** Ahmed. *L'immigration des héritiers : ancrages et transmigration*. Multitudes, Éd. Inculte. 2012.
- **Boubeker** Ahmed. *Dans l'intimité du professeur. La figure gramscienne de l'intellectuel organique à l'épreuve de l'actualité des banlieues françaises*. In : Le portique. n°8. La beauté des villes / La ville de l'étranger. 2012.
- **Boubeker** Ahmed. « L'homme capable à l'épreuve de l'invisibilité sociale ». Le Portique [En ligne], 26 | 2011, document 5. 2011. <http://journals.openedition.org/leportique/2511>
- **Boubeker** Ahmed. *Famille de l'intégration*. Stock. 1999.
- **Boubeker** Ahmed. *L'héritage de l'immigration postcoloniale comme expérience vécue. D'une mémoire politique des luttes à l'écriture de l'histoire*. @amnis.
- **Boubeker** Ahmed. *Quartier cousin*. Esprit. 1983.
- **Boudou** Benjamin. *Éléments pour une anthropologie politique de l'hospitalité*. Revue du MAUSS, vol. 40, no. 2. 2012. pp. 267-284.
- **Bourdieu** Pierre. *La misère du monde*. Seuil. 1993.
- **Bourdieu** Pierre. *Sur la télévision*. Liber Editions. 1996.
- **Braudel** Fernand. *La méditerranée*. Poche. 2009
- **Cardan** Pierre. *L'institution imaginaire de la société*. Le Seuil. 1975.
- **Castanet** Hervé. *Judith Butler, l'expérience de « se défaire »*. *La Cause Du Désir*, vol. 85, no. 3. 2013. pp. 177-184.
- **Castel** Robert. *Les métamorphoses de la question sociale*. Fayard. 1995.
- **Castells** Manuel. *La société en réseau*. Fayard. 1998.
- **Castells** Manuel. *Le pouvoir de l'identité*. Fayard. 1999.
- **Castoriadis** Cornelius. *La montée de l'insignifiance*. Seuil. 1996.
- **Clément** Jean. *Du texte à l'hypertexte: vers une épistémologie de la discursivité hypertextuelle*. Article paru dans BALPE J.-P., LELU A., SALEH I. (coords.). *Hypertextes et hypermédias: Réalisations, Outils, Méthodes*. Hermès. 1995. <http://hypermedia.univ-paris8.fr/jean/articles/discursivite.htm>.
- coll. *Société civile, société civique....* Via Europa. Supl. Diagonales Est Ouest. 1995.
- **Conner** Clifford D. *Histoire populaire des sciences*. Points. 2005.
- **Corcuff** Philippe. *Les nouvelles sociologies*. Nathan. 1995.
- **Cornaton** Michel. *Groupes et société*. Privat. 1969.
- **de Certeau** Michel. *La culture au pluriel*. Seuil. 1974/1993.
- **de Certeau** Michel. *La prise de parole*. Seuil. 1994.
- **de Certeau** M.& **Giard** L. *L'ordinaire de la communication*. Dalloz. 1983.
- **de Certeau** Michel. *L'invention du quotidien*. tome 1 : Arts de faire, tome 2 : *Habiter, cuisiner*. Gallimard. 1990.
- **de Gaulejac & Bonetti** Michel & **Fraisse** Jean. *L'ingénierie sociale*. Syros. 1995.
- **de Hennezel** Marie. *Corporéité et corporalité. Les représentations du corps vieux*. Sous la direction de Bloch Danièle, Heilbrunn Benoît, Le Gouès Gérard. Presses Universitaires de France. 2008. pp. 91-96.
- **Delacampagne** Christian. *Histoire de l'esclavage. De l'antiquité à nos jours*. Poche. 2002.
- **Deleuze** Gilles. *Pourparlers 1972-1990*. Les éditions de minuit. 1990/2003.
- **Deleuze** Gilles. *Le Pli*. Editions de Minuit. 1988.

- **Deleuze** Gilles. *Sur les sociétés de contrôle*. L'autre journal. 1990.
- **Deleuze** Gilles & **Felix Guattari**. *Mille Plateaux*. Capitalisme et schizophrénie 2. Editions de Minuit. 1980.
- **Descombes** Vincent. *Le même et l'autre*. Quarante cinq ans de philosophie française. 1933-1978. Editions de Minuit. 1979.
- **Desroières** Alain. *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. La Découverte. 1993.
- **Detrez** Christine. *La construction sociale du corps*. Seuil. 2002.
- **Donzelot** Jacques & **Estèbe** Phillipe. *L'Etat animateur*. Esprit. 1994.
- **Donzelot** J. **Mével** C. **Wyvekens** A. *Faire société. La politique de la ville aux États-Unis et en France*. Seuil. 2003. 363 p.
- **Dosse** François. *Les régimes d'historicité comme traces expérientielles*. Oslo. 2000.
<https://www.oslo2000.uio.no/program/papers/m2a/m2a-dosse.pdf>.
- **Dubar** Claude. *La socialisation*. Armand Colin. 2000.
- **Dubar** Claude. *Du temps aux temporalités : pour une conceptualisation multidisciplinaire*. Temporalités [En ligne], 20 | 2014. 2014. mis en ligne le 24 février 2015.
<http://journals.openedition.org/temporalites/2942>
- **Dubar** Claude. *Régimes de temporalités et mutation des temps sociaux*. Temporalités 1. 2004.
- **Dubet** François. *Le déclin des institutions*. Seuil. 2002.
- **Dumont** Louis. *Essai sur l'individualisme*. Seuil. 1983/1985.
- **Duran** Patrice & **Thoenig** Jean-Claude. *L'État et la gestion publique territoriale*. In: Revue française de science politique, 46ème année, n°4. 1996. pp. 580-623.
- **Durand** Gilbert. *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*. Dunod. 1992.
- **Durand** Gilbert. *L'imagination symbolique*. PUF. 1964.
- **Durkheim** Emile. *De la division du travail social*. PUF. 1930/1998.
- **Durkheim** Emile. *Les règles de la méthode sociologique*. P.U.F. 1997. première édition 1937.
- **Ehrenberg** Alain. *La fatigue d'être soi*. Odile Jacob. 1998.
- **Eliade**. Mircea. *Le Sacré et le Profane*. Poche. 2007.
- **Elias** Norbert. *La société des individus*. Fayard. 1939/1987.
- **Elias** Norbert. *L'utopie*. La Découverte. 2014.
- **Etienne** Bruno. *Islam, les questions qui fâchent*. Bayard. 2003.
- **Fanon** Frantz. *Peau noire, masques blancs*. Seuil. 1952.
- **Fassin** Didier. *La Raison Humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Seuil. 2010.
- **Faulkner** William. *La ville*. folio. 1962/2007.
- **Foucault** Michel. *L'ordre du discours*. Gallimard. 1970.
- **Foucault** Michel. *Histoire de la sexualité III : le souci de soi*. Gallimard. 1984.
- **Foucault** Michel. *L'herméneutique du sujet. Cours au collège de France (1981-1982)*. Seuil. 2001.
- **Fukuyama** Francis. *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*. Flammarion. 1992. 452 p.
- **Gardet** L. *Les hommes de l'Islam*. Hachette. 1977.
- **Garfinkel** H. *Studies of ethnomethodology*. Englewood Cliffs Prentice-Hall. 1967.
- **Gauchet** Marcel. *La condition historique*. Stock. 2003.
- **Genestier** Philippe & **Laville** Jean-Louis. *Au-delà du mythe républicain. Intégration et socialisation*. Le Débat, vol. 82, no. 5. 1994. pp. 154-172.
- **Geremek** B. *La Potence ou la pitié*. Gallimard. 1975.
- **Goffman** Ervin. *Stigmate*. Editions de Minuit. 1963/1975.

- **Goffman** Erving. *Les rites d'interaction*. Minuit. 1973.
- **Goffman** Erving. *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*. Minuit. 1968.
- **Goffman** Erving. *L'arrangement des sexes*. La Dispute. 2002.
- **Goffman** Erving. *Les rites d'interaction*. Edition de Minuit. 1974.
- **Goody** Jack. *La Raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*. Edition de Minuit. 1979.
- **Goody** Jack. *La peur des représentations*. La Découverte. 2003.
- **Grafmeyer** Yves. *Sociologie urbaine*. Nathan. 1994.
- **Greisch** Jean. *Empêchement et intrigue. Une phénoménologie pure de la narrativité est-elle concevable?* Études Phénoménologiques. Volume 6, Issue 11, Paul Ricœur. 1990.
https://www.pdcnet.org/etudphen/content/etudphen_1990_0006_0011_0041_0083.
- **Groupe u**. *Traité du signe visuel. Pour une rhétorique de l'image*. Seuil. 1992.
- **Gruel** Louis. *Pardons et châtements*. Nathan. 1991.
- **Gurvitch** Georges. *La vocation actuelle de la sociologie*. PUF. 1963. tome 1. 3ème édition
- **Gusdorf**. Geoges. *La parole*. PUF. 1952/1995.
- **Habermas** Jürgen. *L'éthique de la discussion et la question de la vérité*. Grasset. 2003.
- **Halbwachs** Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire (1925)*. Librairie Félix Alcan. 1925.
- **Halbwachs** Maurice. *Les caractéristiques des classes moyennes.(1939)*. Inventaire III. Les Classes moyennes. Félix Alcan. 1939. p.28 à 52.
- **Halbwachs** Maurice. *Morphologie sociale (1938)*. Librairie Armand Colin. 1970. pp. 190.
- **Halbwachs** Maurice. *La mémoire collective et le temps*. In : Cahiers internationaux de sociologie, vol. 101, 1996, pp. 45-65. PUF. 1996. Publication originale: Cahiers internationaux de sociologie, 1947.
- **Halimi** Serge. *Les nouveaux chiens de garde*. Liber. 1997.
- **Hannerz** Ulf. *Explorer la ville*. Minuit. 1983.
- **Hartog** François. interviewé par Robert Chaouad et Marc Verzeroli. *Discordance des temps*. Revue internationale et stratégique, vol. 91, no. 3. 2013. pp. 7-16.
- **Heirenberg** Alain. *La fatigue d'être soi*. Odile Jacob. 1998.
- **Hobbes** Thomas. *Behemoth*. Plon. 1989. Introduit par Pierre naville.
- **Hughes** Evrett-Cherington. *Le regard sociologique*. EHESS. 1996.
- **Huntington** Sammuel. *The Clash of Civilizations?*. Foreign Affairs. 1993.
- **Joseph** Isaac. *Urbanité et ethnicité*. Terrain, n° 3, octobre 1984. 1984.
<http://journals.openedition.org/terrain/2808>.
- **Joseph** Isaac. *Le Passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*. Librairie des Méridiens, collection Sociologie des formes.1984
- **Joseph** Isaac et **Grafmeyer** Yves. *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*. Champ urbain. 1979/1993.
- **Jospeh** Isaac & **Levy-Vroelant** Claire. (dir.). *La guerre aux civils. Bosnie-Herzégovine 1992-1996*. L'Harmattan. 1997. Paris. 263 p.
- **Kessler** Marie Christine & **Lascoumes** Pierre & **Setbon** Michel & **Thoering** Jean Claude. *Evaluation des politiques publiques*. L'harmattan. 1998.
- **Knorr** Cetina Karin. *Les épistémès de la société : l'enclavement du savoir dans les structures sociales*. Sociologie et sociétés, vol. XXX, n° 1. 1998.
- **Koestler** Arthur. *Le zéro et l'infini*. Calmann-Levy. 1945.
- **Kristeva** Julia. *Sens et non-sens de la révolte*. Pouvoirs et limites de la psychanalyse I. Fayard. 1996.

- **Kristeva** Julia. *Etrangers à nous-mêmes*. folio. 1988.
- **Lascoumes** Pierre *et al.*, *Gouverner par les instruments*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2005
- **Lascoumes** Pierre, **Valluy** Jérôme. *Les activités publiques conventionnelles (APC) : un nouvel instrument de politique publique? L'exemple de la protection de l'environnement industriel*. In: *Contrats et pratiques contractuelles*. In : *Approches pluridisciplinaires. Sociologie du travail*, 38^e année n°4, Octobre-décembre 1996. . pp. 551-573.
- **Ladrière** Paul. *De l'expérience éthique à une éthique de la discussion*. Cahiers Internationaux de Sociologie. Nouvelle série, Vol. 88, « La demande d'éthique » (Janvier-Juin 1990). 1990. pp. 43-68. https://www.jstor.org/stable/40690421?newaccount=true&read-now=1&seq=6#metadata_info_tab_contents
- **Lahire** Bernard. *A quoi sert la sociologie?*. La découverte & Syros. 2002.
- **Le Blanc** Guillaume. *L'invisibilité sociale*. puf. 2009.
- **Le Blanc** Guillaume. *Politiques de l'hospitalité*. Cités, vol. 46, no. 2, 2011. 2011. pp. 87-97.
- **Légé** Bernard. *Réhabilitation et désenclavement symbolique*. in les Annales de la Recherche. 1995.
- **Legendre** Pierre. *Le crime du caporal Lortie*. Traité sur le père. Flammarion. 1999.
- **Lévy** Jacques. *La mondialisation : un événement géographique*. L'Information géographique, vol. vol. 71, no. 2. 2007. pp. 6-31. <https://www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2007-2-page-6.htm>
- **Lourau** René. *L'analyse institutionnelle*. Les éditions de minuit. 1970.
- **Lussault** Michel. *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*. Seuil. 2017.
- **Lussault** Michel. *L'Homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Seuil. 2007.
- **Lyotard** Jean-François. *Le postmodernisme expliqué aux enfants*. Galilée. 1988.
- **Maalouf** Amin. *Les identités meurtrières*. Poche. 1998.
- **Maffesoli** M. *Le temps des tribus*. Ed. Méridien. 1988.
- **Malaina** Alvaro. *Edgar Morin et Jésus Ibanez : La sociologie de la complexité*. Nouvelles perspectives en sciences sociales. 2008.
- **Mannheim** Karl. *Idéologie et utopie* (Une introduction à la sociologie de la connaissance). http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html. 1929.
- **Mannheim** Karl. *Le problème des générations*. Armand Colin. 1928/2011.
- **Marcuse** Herbert. *L'homme unidimensionnel*. Minuit. 1968.
- **Marin** Louis. *Utopiques : jeux d'espaces*. Editions de Minuit. 1973.
- **Martin** Jean-Clet. *Enfer de la philosophie*. Editions Léo Scheer. 2012.
- **Mary** André. *Conversion et conversation. Les paradoxes de l'entreprise missionnaire*. Cahiers d'études africaines [En ligne] 160 | 2000,. 2004. <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/49>.
- **Massardier** Gilles. P. Le Gales, M. Thatcher, dir. *Les réseaux de politique publique. Débat autour des policy networks*. In: *Politix*, vol. 10, n°37, Premier trimestre 1997. Télévision et politique. pp. 177-183.
- **Mattelart** A. *La communication monde*. La découverte. 1992.
- **Mauss** Marcel. *Essai de sociologie*. Minuit. 1968.
- **Mc Luhan** M. *Pour comprendre les médias*. Seuil. 1968.
- **Merleau-Ponty** Maurice. *Le visible et l'invisible*. Gallimard. 1964.
- **Mills** C. Wright. *L'imagination sociologique*. Maspéro. 1977.

- **Morgan** John Robert. *Le blanc et le noir : perspectives païennes et perspectives chrétiennes sur l'Éthiopie d'Héliodore*. In: Lieux, décors et paysages de l'ancien roman des origines à Byzance. Actes du 2e colloque de Tours, 24-26 octobre 2002. Lyon : Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean Pouilloux, 2005. pp. 309-318. (Collection de la Maison de l'Orient méditerranéen ancien. Série littéraire et philosophique, 34)
- **Morin** Edgar. *Peut-on concevoir une science de l'autonomie ?*. Cahiers internationaux de sociologie, numéro spécial Les Sociologies, Vol. LXXI. 1981. p. 257-267.
- **Muchielli** Laurent. *Mythes et histoires des sciences humaines*. La découverte. 2004.
- **Nicholson J. & Tourneux** Félix et Prosper. *Le Mécanicien Anglais ou Description pratique des arts mécaniques de la grande Bretagne*. Tome I. Augmenté sur les machines à vapeur. Ledentu Librairie-éditeur. 1842.
- **Nicholson J. & Tourneux** Félix et Prosper. *Le Mécanicien Anglais ou Description pratique des arts mécaniques de la grande Bretagne*. Tome II. Augmenté sur les machines à vapeur. Ledentu Librairie-éditeur. 1842.
- **Nietzsche**. *La Naissance de la Tragédie*. Gonthier. 1964.
- **Nora** Pierre. (dir.). *Les lieux de mémoire*. Gallimard. 1984-1992. Paris. 7 tomes.
- **Nora** Pierre. *L'ère des commémorations* in *Lieux de mémoire*. Gallimard 1997.
- **Parsons** Talcott. *The social system*. The free press. 1951.
- **Paugam** Serge. *La société française et ses pauvres*. PUF. 1993.
- **Paugam** Serge. *La Disqualification sociale*. PUF. 1989.
- **Paugam** Serge. (dir.). *L'exclusion, l'état des savoirs*. La Découverte. 1996.
- **Paugam** Serge. *Entretien avec Serge Paugam autour du « lien social »* par Châteauneuf-Malclès Anne. DGESCO SES-ENS.
- **Pétonnet** Colette. *Espaces habités. Ethnologie des banlieues*. Editions Galilée. 1982.
- **Peyre** Renaud & **Pollet** Gilles. *Socio-histoire de l'action publique*. La Découverte. 2013.
- **Pichon** Pascale. *S'en sortir... Accompagnement sociologique à l'autobiographie d'un ancien SDF*. Publications de l'Université de Saint Etienne. 2007.
- **Pollak** Michael. *L'expérience concentrationnaire*. Essai sur le maintien de l'identité sociale. Métailié. 2000.
- **Quéré** Louis. *Les Miroirs équivoques*. Aubier. 1984.
- **Rimbaud** Arthur.
- **Rancière** Jacques. *La Méésentente*. Galilée. 1995.
- **Rancière** Jacques. *Le partage du sensible*. La fabrique. 2000.
- **Rawls** John. *Théorie de justice*. Seuil. 1997.
- **Raynaud**. Dominique. *Le contexte est-il un concept légitime de l'explication sociologique ?*. L'Année sociologique, 2006/2 (Vol. 56). 2006. p. 309-329. <https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2006-2-page-309.htm>
- **Ricoeur** Paul. *Soi-même comme un autre*. Seuil. 1990.
- **Ricoeur** Paul. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Seuil. 2000.
- **Ricoeur** Paul. *De l'interprétation*. Essai sur Freud. Seuil. 1995.
- **Ricoeur** Paul. *Du texte à l'action, Essai d'herméneutique II. Le modèle du texte : l'action sensée considérée comme un texte*. Seuil. 1986. p183 à 210.
- **Ricoeur** Paul. *Parcours de la reconnaissance*. Stock. 2004.
- **Rivière** Angel. *La psychologie de Vygotsky*. Pierre Madraga éditeur. 1990.
- **Roncayolo** Michel. *La ville et ses territoires*. Gallimard. 1990.
- **Rorty** Richard. *L'homme spéculaire*. Seuil. 1990.

- **Russel** Bernard. *Le pacifisme et la révolution*. Agone. 2014.
- **Said** Edward W. *L'orientalisme. L'orient créé par l'occident*. Seuil. 1978/2003.
- **Salmon** Chistian. *Storytelling*. La découverte. 2008.
- **Sansot** Pierre. *Les pierres songent à nous*. Fata Morgana. 1996.
- **Segalen** Martine. *Rites et rituels contemporains*. Nathan. 1998.
- **Seife** Charles. *Zéro. La biographie d'une idée dangereuse*. Hachette. 2000.
- **Sennet** Richard. *Respect. De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*. Albin Michel. 2003.
- **Serres** Michel. *Le tiers-instruit*. François Bourin. 1991.
- **Simmel** Georg. *La tragédie de la culture*. Rivages. 1988.
- **Simmel** Georg. *Digression sur l'étranger*. In : L'école de Chicago. Naissance d'une écologie urbaine Aubier. 1984. 1ère édition 1979.
- **Simmel** Georg. *Le Pauvre*. Poche. 2009. 92 p.
- **Sizaïre** Anne. *Les Roses du Mal. Résistants allemands au nazisme*. Aléas. 2008.
- **Stein** Lorenz. *Le concept de société*. ELLUG. 2002. traduction Marc Béghin. Présentation par Norbert Waszeck
- **Stengers** Isabelle. *Notes pour une écologie des pratiques*. Traduction: Jean-François Caro
License: CC-BY-SA Lang: fr Date: 2005 p. 183-196.
<https://gitlab.constantvzw.org/lgru/reader/blob/master/content/notes-pour-une-ecologie-des-pratiques.md>. 2005. Une première version de ce texte a paru dans Cultural Studies Review, vol. 11, n° 1.
- **Strauss** Anselm. *La trame de la négociation*. L'harmattan. 1992.
- **Supiot** Alain. *La Gouvernance par les nombres*. Cours au collège de France (2012-2014). Fayard. 2015.
- **Tarrius** Alain & **Missaoui** Lamia & **Qacha** Fatima. *Transmigrants et nouveaux étrangers*. Presses universitaires du Mirail. 2013.
- **Tellier** Frédéric. *Albert Shutz et le projet d'une sociologie phénoménologique*. PUF. 2003.
- **Théry** Irène. *Expertises de service, de consensus, d'engagement : essai de typologie de la mission d'expertise en sciences sociales*. Droit et société 2005/2 (n°60). 2005. p. 311-327.
- **Thoenig** Jean-Claude & **Duran** Patrice. *L'État et la gestion publique territoriale*. In: Revue française de science politique, 46ème année, n°4. 1996. pp. 580-623.
- **Znaniecki** Thomas W. F. *Le paysan polonais en Europe et en Amérique*. Nathan. 1998.
- **Touraine** Alain. *Pourrons-nous vivre ensemble ?* Fayard. 1997.
- **Trépos** Jean Yves. *Les experts face aux savoirs profanes*. In Conférence « les enjeux de l'expertise scientifique ». Paris, 14 mai 2008 – Centre d'Alembert et Maison de la Chimie. 2008. document support de conférence.
- **Truc** Gêrôme. *Simmel, sociologue du cosmopolitisme*. Tumultes, vol. 24, no. 1. 2005. pp. 49-77. <https://www.cairn.info/revue-tumultes-2005-1-page-49.htm>
- **Van Gennep** Arnold. *Les rites de passage*. Picard. 1909. 1981.
- **Vidal-Naquet** P. & **Dourlens** C. & **Arnodin-Chenot** D. *Autonomie locale et décentralisation*. Anthropos. 1986.
- **Virilio** Paul. *La vitesse de libération*. Galilée. 1995.
- **Viveret** Patrick. *L'Evaluation des politiques et des actions publiques*. Rapport au Premier ministre. La documentation française. 1889.
- **Wacquant** Loïc. *Les prisons de la misère*. Raisons d'agir. 1999.
- **Walzer**. Michael. *Pluralisme et démocratie*. Esprit. 1997.

- **Weber**. Max. *Essais de sociologie des religions*. I. Editions A Die. 1920. Traduction J.P. Grossein 1992.
- **Weber** Max. *Economie et société*. Plon. 1971. première édition. 1922.
- **Wolton** Dominique. *Internet, et après ?* Flammarion. 2000.

Compléments pour le terrain français

- **Abdallah** Mogniss H. *Agence IM'média : Pour en finir avec la double peine (1989-1992)*. In *Plein Droit* n° 56, mars 2003 « Les spoliés de la décolonisation ». *Plein Droit* n° 56. 2003. <https://www.gisti.org/doc/plein-droit/56/finir.html>.
 - **Agier** Michel. *Le campement urbain comme hétérotopie et comme refuge. Vers un paysage mondial des espaces précaires*. Brésil(s) [En ligne], 3 | 2013. 2013. mis en ligne le 06 mai 2013. <http://journals.openedition.org/bresils/385>
 - **Agier** Michel. *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Flammarion. 2008.
 - **Agier** Michel. *La Condition cosmopolite*. La Découverte. 2013.
 - **Agier** Michel (dir.) & Lecadet Clara. *Un Monde de camps*. La Découverte. 2014.
 - **Amselle** Jean-Loup. La « séquence » rrom et l'ethnisation de la société française». *Lignes* 2011/1 (n° 34). 2011. p. 41-51.
 - **Anders** Günther. *L'homme sans monde. Ecrits sur l'art et la littérature*. fario. 2015.
- Bancel** Nicolas, **Blanchard** Pascal, **Boubeker** Ahmed. *Le grand repli*, Paris, La Découverte, 2015, préface d'Achille Mbembe, postface de Benjamin Stora,
- - **Battegay** Alain & **Boubeker** Ahmed. *Les images publiques de l'immigration*. L'harmattan. 1992.
 - **Battegay** Alain. *La médiatisation de l'immigration en France dans les années 80*. In: *Les Annales de la recherche urbaine*, N°57-58, 1992. Espaces publics en villes. pp. 174-184
 - **Bernardot** Marc & **Cousin** Grégoire & **Le Marchand** Arnaud et al. *Camp et campements. Des économies aux principes opposés*. *Multitudes*, 2016/3 (n° 64). 2016. p. 92-99. <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2016-3-page-92.htm>
 - **Berthet** Jean Marc. *Mémoire du renouvellement urbain ou renouvellement des mémoires urbaines. L'exemple de la cité Olivier de Serres à Villeurbanne et du quartier de Parilly à Bron*. Ministère de l'Équipement - DGUHC – PUCA. 2007.
 - **Bieber** Florian. *La communautarisation du politique en Bosnie-Herzégovine*. In: *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 38, n°4 Les politisations de l'identité dans les Balkans contemporains. 2007. pp. 67-82. traduit de l'anglais par Ragaru Nadège
 - **Bier** Bernard & **Guénif-Souilamas** Nacira & **Macé** Éric. *Les féministes et le garçon arabe*. In: *Agora débats/jeunesses*, 37, 2004. Sports et identités. 2004. pp. 108-110.
 - **Binous** Jamila & **Eckert** Hedi. *Morphologie urbaine*. *Cahiers de la Méditerranée*, n°20-21, 1, *Recherches d'ethnosociologie maghrébine*. pp. 43-60;. 1980. https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1980_num_20_1_912.

- **Boltanski** Luc & **Thévenot** Laurent. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Gallimard. 1991.
- **Boubeker** A. & **Demanget** M. & **Paris** H. *Passeurs de la mémoire vive. Acteurs, équipements, dispositifs et réseaux : du travail d'anamnèse en région lyonnaise*. Cité Publique. 2007.
- **Boubeker** A. (dir) & **Paris** H. & **Abi Samra** M. *Les lieux communautaires de l'Islam de France, entre discrimination et dynamiques collectives*. FASILD. 2004.
- **Boubeker** Ahmed & **Battegay** Alain. *Les images publiques de l'immigration*. L'harmattan. 1992.
- **Boubeker** Ahmed & **Battegay** Alain. *Les voies associatives*, in "Les Aléas du lien social". Ministère de la Culture. 1997.
- **Boubeker** Ahmed & **Dartevelle** Michel. *Les épreuves de la démocratie locale*. ARIESE - Université Lyon II. 1998.
- **Bourdieu** P. & **Sayad** A. *Le déracinement*. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie. Editions de Minuit. 1964.
- **Bouzouina** Louafi. *Ségrégation spatiale et dynamiques métropolitaines*. Thèse Lyon 2 Sciences éco. Economie des transports. 2008.
- **Castel** Robert & **Haroche** Claudine. *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*. Fayard. 2001.
- **Castel** Robert. *La Montée Des Incertitudes - Travail, Protections, Statut de L'individu*. Seuil. 2009.
- **Castel** Robert. *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?*. Seuil. 2013.
- **Cefaï** Daniel. *La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques*. In: Réseaux, volume 14, n°75, 1996. Le temps de l'événement I. 1996. pp. 43-66.
- **Cefaï** Daniel. *Publics, problèmes publics, arènes publiques.... Que nous apprend le pragmatisme ?* Questions de communication, vol. 30, no. 2. 2016. pp. 25-64.
- **Chaulagne** M. & **Manry** A.-G. **Sève** R. *Textes Historiques. 1789 - 1999 l'époque de la révolution*. Delegrave. 1959.
- **Chevallier** Jacques. (dir.). *L'institution*. P.UF C.U.R.A.P.P. 1981.
- Coll. *Produire les solidarités. La part des associations*. MIRE Rencontres et Recherches. 1997.
- Coll. *Des Vagabonds aux SDF. Approche d'une marginalité*. Publications de l'Université de Saint Etienne. 2002.
- **Davis** Angela. *Sur la Liberté. Petite anthologie de l'émancipation*. Editions aden. 2016.
- **Deprieck** Matthieu. *Leonarda: les 5 erreurs de François Hollande*. Publié le 21/10/2013. l'express 2012. dont Vidéo https://www.lexpress.fr/actualite/politique/video-leonarda-les-5-erreurs-de-francois-hollande_1292727.html.
- **Donnet** Claire. *Rencontre avec Claire Donnet: De la reconnaissance de l'islam en France*. Les cahiers de l'Islam. 2015. https://www.lescahiersdelislam.fr/Rencontre-avec-Claire-Donnet-De-la-reconnaissance-de-l-islam-en-France_a971.html.
- **Dorin** Elsa. *Sexe, genre et sexualités. Introduction à la théorie féministe*. Puf. 2008.
- **El Ghorba**. Rapport d'activité de l'association El Ghorba 2013. Document Word. 2014.
- **Escallier** Robert. *Le fait socio-spatial dans les villes du Tiers- Monde : Méditerranée et Afrique occidentale*. Eléments de réflexion. Cahiers de la Méditerranée, n°23, 1, 1981. Villes

- du Maghreb, villes du Tiers-Monde. 1981. pp. 129-160.
https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1981_num_23_1_931
- **Forsé Michel.** *Définir et analyser les réseaux sociaux. Les enjeux de l'analyse structurale.* Informations sociales, vol. 147, no. 3. 2008. pp. 10-19.
 - **Fournier Lydie.** *Le féminisme musulman en Europe de l'Ouest : le cas du réseau féminin de Présence musulmane.* Amnis [En ligne], 8 | 2008. 2008.
<http://journals.openedition.org/amnis/593>.
 - **Gasparini William.** *L'intégration par le sport. Genèse politique d'une croyance collective.* Sociétés contemporaines, vol. 69, no. 1. 2008. pp. 7-23.
 - **Gasparini William.** *Les champions des cités.* Hommes & migrations, 1285 | 2010. 2010. pp 108-123.
 - **Genestier Philippe.** *La banlieue au risque de la métropolisation.* Le Débat, vol. 80, no. 3. 1994. pp. 182-204.
 - **Grossetti Michel.** *Sociologie de l'imprévisible. Dynamiques de l'activité et des formes sociales.* PUF. 2004.
 - **Guénif-Souilamas Nacira.** *La fin de l'intégration, la preuve par les femmes.* Mouvements, vol. no 39-40, no. 3. 2005. pp. 150-157. <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2005-3.htm-page-150.htm>
 - **Guénif-Souilamas Nacira.** *Contre l'antiféminisme, le féminisme prend des couleurs.* Travail, genre et sociétés 2014/2 (n° 32). 2004. p. 157-162.
 - **Guénif-Souilamas Nacira & Bier Bernard & Éric Macé.** *Les féministes et le garçon arabe.* In: Agora débats/jeunesses, 37, 2004. Sports et identités. 2004. pp. 108-110.
 - **Hajjat Abdellali.** *La marche pour l'égalité et contre le racisme.* Amsterdam. 2013.
 - **Hajjat Abdellali.** *Immigration postcoloniale et mémoire.* L'Harmattan. 2005.
 - **Hajjat Abdellali & Mohamed Marwan.** *Islamophobie. Comment l'élite française fabrique le "problème musulman".* La découverte. 2013.
 - **Hassenteufel Patrick.** *Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics.* Informations sociales, vol. 157, no. 1. 2010. pp. 50-58.
 - **Hessel Stéphane.** *Immigrations, le devoir d'insertion.* Commissariat général au plan. La documentation française. 1987.
 - **Hobsbawm Eric.** *Les bandits.* Zones. 2008. 216 p.
 - **Hopper Kim.** *Reckoning with Homelessness.* Cornell University Press, Ithaca. 2003.
 - **Ion J. & Glassman D.** Les nouveaux métiers des quartiers populaires. in Migrants Formation n° 93. 1993. pp. 19-30.
 - **Joseph Isaac.** *Aspects cosmopolitiques de l'errance urbaine : l'ethnographie des SDF.* Tumultes, vol. 24, no. 1. 2005. pp. 111-143.
 - **Kerrou Mohamed.** *Jacques Berque et les villes de l'Islam.* Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée [En ligne], 107-110 | septembre 2005,. 2005. mis en ligne le 09 décembre 2011. <http://journals.openedition.org/remmm/2834>
 - **Lascoumes Pierre & Artières Philippe.** (dir.). *Gouverner, enfermer.* Presses de Sciences Po. 2004.
 - **Le Monde.** Editorial. *En stigmatisant une population jugée incapable de s'intégrer, le ministre de l'intérieur renonce aux principes républicains d'accueil, d'intégration et de solidarité.* Le Monde du 25 septembre 2013. 2013. https://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2013/09/25/roms-la-faute-de-manuel-valls_3484159_3208.html.

- **Lesselier** Claudie. *Convergence 84. Immigrées, exilées, femmes en luttés*. <http://musea.fr>. lien actif en 12/2018.
- **Carlier** Louise. *L'hospitalité urbaine : une lecture croisée des approches de Park et Joseph*. Sociologies [En ligne], Dossiers, HospitalitéS. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts. 2018. <http://journals.openedition.org/sociologies/6840>.
- **Martin** Jean-Clet. *Conférence "Le plurivers"* (Réalisation : Mathieu GLISSANT). INSTITUT DU TOUT-MONDE - Vidéo. 2011. <https://www.dailymotion.com/video/xl0lgo>.
- **Mbembe** Achille. *Politiques de l'inimitié*. La Découverte. 2016. 181 p.
- **Mercklé** Pierre. I. *Les réseaux : un nouveau concept, une vieille histoire*. In : la sociologie des réseaux sociaux. La Découverte. 2016. pp. 7-20.
- **Nedjahi** Messaoud. *Ug –Zelmad l'insoumis*. Publibook. 2007.
- **Paris** Hervé. *L'inconnu familial, les interactions dans les parties communes d'un immeuble lyonnais*. La société des voisins. Bernard Haumont, Alain Morel. Éditions de la Maison des sciences de l'homme. 2005. p 209-230.
- **Paris** Hervé. Les politiques d'insertion des jeunes en France, entre alternances politiques et crispation sur le modèle républicain. In "Diversité et participation. Approches franco-allemandes de l'action sociale pour la jeunesse des quartiers marginalisés". A. Boubeker et Markus Ottersbach, Paris Editions Téraèdre, 2015, 204 pages. Edition en langue allemande : ed.Waxman, Berlin, 2014
- **Paris** Hervé. Les lieux communautaires de l'Islam de France. Entre discrimination et dynamiques collectives. In « Les conditions d'exercice du culte Musulman en France ». 2006 En Col / A. Boubeker. La doc. française.
- **Paris** Hervé. Carnets imaginaires d'un vrai voyage au Kosovo. 2001.l'Harmattan.192 p
- **Paris** Hervé & **Abi Samra** Marwan & **Boubeker** Ahmed. *Etude diagnostic du développement social à Saint Priest*. Cité Publique. 2003.
- **Pech** Thierry. *Deux cents ans de classes moyennes en France (1789-2010)*. Alternatives économiques.L'Economie Politique n°049. 2011.
- **Pech** Thierry. *La dignité humaine. Du droit à l'éthique de la relation*. Éthique publique [En ligne], vol. 3, n° 2 | 2001. 2001/2016. <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/2526>.
- **Peyroux** Olivier. *Traite des mineurs roumains migrants : processus d'exclusion, types d'exploitation et stratégies d'adaptation* . Journal du droit des jeunes 2012/3 (N° 313). 2012. p. 9-16. https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=JDJ_313_0009
- **Potot** Swanie. *Critique du transnationalisme* . e-Migrinter [En ligne], 17 | 2018. 2018. <http://journals.openedition.org/e-migrinter/1054>.
- **Roy** Olivier. *Vers un Islam Européen*. Esprit. 1999.
- **Roy** Olivier & **Marzouki** Nadia. *Modernisation, réformisme et réislamisation*. Entretien avec Olivier Roy par Nadia Marzouki». Mouvements, vol. no 36, no. 6. 2004. pp. 22-31.
- Sayad A. La double absence. Seuil. 1999.
- **Schnapper**. Dominique. *La France de l'intégration*. Gallimard. 1991. La communauté des citoyens, Gallimard, 1994.
- **Schnapper** Dominique. *La démocratie providentielle*. Essai sur l'égalité contemporaine. Gallimard. 2002.
- **Simon** Patrick. *Les jeunes issus de l'immigration se cachent pour vieillir. Représentations sociales et catégories de l'action publique*. VEI Enjeux. n° 121. 2000.
- **Snow** David A. & **Anderson** Leon & **Calvin** Morrill. *Elaborating analytic ethnography. Linking ethnography and theoretical development*. Ethnography, volume 4, n° 2. 2003.

- **Tarrius** Alain. *Territoires circulatoires et espaces urbains*. Les Annales de la Recherche Urbaine. 1993.
- **Tubaro** Paola. *Sociologie des réseaux sociaux*, 2. EHESS/ENS/ENSAE. 2014.
<https://fr.slideshare.net/PaolaTubaro/24-nov2014>.
- **Vidal-Naquet** Pierre. *Les hybridations du droit dans les quartiers "hors droit"*. Les cahiers du DSU. 1998.
- **Sites Internet.**
Les publications de la DIHAL , direction administrative spécialement chargé de coordonner cette politique, sur le site du gouvernement : <https://www.gouvernement.fr/campements-illicites-et-bidonvilles>
Le centre de la mémoire le Rize, de Villeurbanne. Exposition sur la mémoire d'Olivier de Serres et de la Cité Jacques Monod. 2010. <http://lerize.villeurbanne.fr/wp-content/uploads/2014/04/DP-Olivier-de-Serres-radiographie-d%C3%94%C3%87%C3%96une-cit+%C2%AE--%C2%BD-ghetto--+.pdf>
- **Vidéos Ina** sur le quartier Olivier de Serres et la Cité Jacques Monod
Destruction du quartier Olivier de Serres à Villeurbanne
8 janvier 1978 : <http://www.ina.fr/video/CAA7801843501/destruction-du-quartier-olivier-de-serres-a-villeurbanne-video.html>
Rénovation de l'ancien quartier Olivier de Serres de Villeurbanne
25 juillet 1984 : <http://www.ina.fr/video/LXC99002338/renovation-de-l-ancien-quartier-olivier-de-serres-de-villeurbanne-video.html>
Le point sur les expulsions de deux familles du quartier Jacques MONOD de Villeurbanne
2 octobre 1986 : <http://www.ina.fr/video/LYC86100204>

Compléments pour le terrain en ex Yougoslavie

- **Abi Samra** Marwan et **Paris** Hervé. *Mission d'évaluation-capitalisation de l'action du CCFD en Europe Centrale et Orientale. Synthèse*. Cité Publique. 2001.
- **Bakic** Ibrahim. *Gradani Bib o medunacionalnim odnosima*. Sveske Instituta za Proucavanje Nacionalnih Odnosa. 1990. n° 28-29. Cité par X. Bougarel
- **Barlovac** Bojana. *Le Parlement de Serbie approuve le statut de la Voïvodine*. Le courrier des Balkans. 30 avril 2010. Traduit par Philippe Bertinchamps.
- **Bougarel** Xavier. *Trois définitions de l'islam en Bosnie-Herzégovine*. Archives de sciences sociales des religions, 115 | 2001. 2001. pp. 183-201.
<http://journals.openedition.org/assr/18673>
- **Bougarel** Xavier. *La Bosnie survivra-t-elle aux accords de Dayton?* HAL-SHS. 1999.
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00216649/document>.
- **Bougarel** Xavier. *Yougoslavie: la "revanche des campagnes" entre réalité sociologique et mythe nationaliste*. researchgate.net. 1998.
<https://www.researchgate.net/publication/32230191>.
- **Bougarel** Xavier. *Bosnie, anatomie d'un conflit -chapitre 3 : Bon voisinage et crime intime*. Bosnie, anatomie d'un conflit. La Découverte. 1996. pp.81-100. Les dossiers de l'état du monde. halshs-00630389

- **Bougarel** Xavier. *Voisinage et crime intime*. Confluences Méditerranée, vol. 64, no. 1. 2008. pp. 83-98.
- **Bougarel** Xavier. Bosnie réelle et Bosnie virtuelle. Le Monde diplomatique, septembre 1997. 1997. <https://www.monde-diplomatique.fr/1997/09/BOUGAREL/4413>.
- **Chossudovsky** Michel. *Comment les États-Unis ont créé une opposition corrompue en Serbie ?* Extraits d'un texte sur l'opposition serbe écrit par Michel Chossudovsky, Jared Israël (États-Unis), Max Sinclair (États-Unis), Peter Maher (États-Unis), Karen Talbot (Covert Action Quaterly des États-Unis) et Niko Varkevisser () : 100 millions pour la démocratie. Global Reflexion, Pays-Bas. 2000. <http://lautjournal.info/articles-mensuels/193/comment-les-etats-unis-ont-cree-une-opposition-corrompue-en-serbie>. Texte original disponible sur le site Internet www.emperors-clothes.com
- **Ciomos** Virgil. *Théorie pratique des Droits de l'Homme dans les sociétés post-traditionnelles. Le cas roumain*. Le collège Européen de Cluj, Roumanie. 2001. Texte photocopié que nous a remis l'auteur lors des entretiens que nous avons eu avec lui à Cluj en août 2001.
- coll. Civil society, social movements. Diagonales Est-Ouest. 1995. revue.
- coll. Balkanololie. Volume IV numéro 2. Dossier Ruralité et Urbanité en Europe centrale et orientale. 2000. revue.
- **Confavreux** Joseph. Srdja **Popovic** : *manuel pratique pour une révolution*. Médiapart 29 octobre 2015. 2015. <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/291015/srdja-popovic-manuel-pratique-pour-une-revolution?onglet=full>.
- **Dérens** Jean-Arnault. *Balkans : la crise*. Gallimard. 2000. ouv.
- **Dérens** Jean-Arnault & **Geslin** Laurent. *Dans les Balkans, le plus vieil islam d'Europe*. Le Monde diplomatique, Septembre. 2016. <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/09/DERENS/56192>.
- **Dizdarevic** Svebor. *Bosnie, la paix sans la démocratie*. Le Monde diplomatique, janvier 1996. 1996. <https://www.monde-diplomatique.fr/1996/01/DIZDAREVIC/5143>.
- **Dizdarević** Zlatko. *J'accuse l'ONU*. Moiroud Spengler. 1993. 207 p.
- **Dolecek** M. interview de M. **Dolecek** Président du cercle 99. In Démocratie et paroles citoyennes. Via Europa. Diagonales Est-Ouest. 1996.
- **Dreano** Bernard. *Serbie : Les alliés inattendus de Milosevic*. Le courrier des Balkans, lundi 2 octobre 2000. 2000. <https://www.courrierdesbalkans.fr/serbie-les-allies-inattendus-de-milosevic>.
- **Drobac** Sonja. *Serbie : Etat d'urgence ou élections*. Monitor, Monténégro, mercredi 14 juin 2000. 2000. Traduit par Persa Aligrudic pour le courrier des Balkans. <https://www.courrierdesbalkans.fr/serbie-etat-d-urgence-ou-elections>
- Garde Paul. *Vié et Mort de la Yougoslavie*. Fayard. 2000. ouv.
- **Gauthier** Bernard. *La Bibliothèque nationale et universitaire de Sarajevo*. Bulletin des bibliothèques de France (BBF), 1997, n° 6. 1997. p. 72-77. <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1997-06-0072-007>
- **Grebo** Zdravko. *En Bosnie, la peur de l'autre recule enfin*. Libération. 11 avril 2000. 2000. https://www.liberation.fr/planete/2000/04/11/zdravko-grebo-directeur-d-une-radio-independante-a-sarajevo-en-bosnie-la-peur-de-l-autre-recule-enfi_322871.
- **Israel** Jared. *"Otpor is an American Tragedy"*. [emperors-clothes.com](http://www.emperors-clothes.com/articles/jared/otpor.htm)(9-08-00). 2000. <http://www.emperors-clothes.com/articles/jared/otpor.htm>.

- **Jahic** Vehid. *Gathering Of Démocratique Alternative Forum From the whole of B&H. Declaration for the future*. AIM 2 Octobre 1995. 1995.
<http://www.aimpress.ch/dyn/trae/archive/data/199510/51002-005-trae-sar.htm>.
- Judah Tim. Voïvodine : *les minorités, une espèce en voie d'extinction*. Le courrier des Balkans. 30 avril 2010. Traduit par Philippe Bertinchamps.
<https://www.courrierdesbalkans.fr/voivodine-les-minorites-une-espece-en-voie-d-extinction>
- **La Bruyère** Florence. *Bosnie-Herzégovine*. La Croix , 06/04/1996. 1996. https://www.la-croix.com/Archives/1996-04-06/Bosnie-Herzegovine-_NP_-1996-04-06-409330.
- **Lejeau** Nicolas. *Le nettoyage ethnique en ex-Yougoslavie : le cas de la Krajina de Knin*. Revue Géographique de l'Est, vol. 45 / 1 | 2005. 2005. pp. 45-53.
<http://journals.openedition.org/rge/597>
- **Lemoine** Mathieu. *La réconciliation dans les Balkans Occidentaux. La perspective d'intégration Européenne*. IEP de Strasbourg, 2012. mémoire 4.
- **Levy** Alexandre. () *Dernier voyage dans la «galaxie de Belgrade*. Libération 08 02 97. 1997.
https://www.liberation.fr/tribune/1997/12/08/un-an-apres-le-salutaire-mouvement-populaire-de-l-hiver-dernier-belgrade-s-est-de-nouveau-mure-dans-_224273
- **Levy-Vroelant** Claire & **Joseph** Isaac. (dir.). *La guerre aux civils. Bosnie-Herzégovine 1992-1996*. L'Harmattan. 1997. Paris. 263 p.
- **Madelin** Anne. *Une expérience française des Balkans ?* Thèse soutenue le 21 novembre 2015. École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris. 2015. Thèse soutenue le 21 novembre 2015.
- **Maliqi** Shkëlzen «*L'avenir du Kosovo dépend de l'évolution des Balkans*», le philosophe kosovar Shkëlzen Maliqi parle de l'après-guerre, par Marc Semo. Libération. 1 juillet 1999.
https://www.liberation.fr/evenement/1999/07/01/l-avenir-du-kosovo-depend-de-l-evolution-des-balkansle-philosophe-kosovar-shkelzen-maliqi-parle-de-l-_277676
- **Markovic** Petra. *Serbie, la résistance s'organise. Le groupe étudiant Otpor émerge de plus en plus dans l'opposition divisée*. Libération du 29 mai 2000 à 00:45. 2000. Belgrade, correspondance. https://www.liberation.fr/planete/2000/05/29/en-serbie-la-resistance-s-organise-le-groupe-etudiant-otpor-emerge-de-plus-en-plus-dans-l-opposition_325328
- **Masson** Diane. *Les freins au processus de démocratisation en Serbie depuis 1990*. persee.fr. 2004. https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1642.
- **Matvejevic** Pedrag. *Après 1001 nuits*. La revue des Sources. 1995.
<https://www.larevuedesressources.org/apres-1001-nuits,159.html>.
- **Matvejević** Predrag & **Stevanović** Vidosav & **Dizdarević** Zlatko. *Les seigneurs de la guerre*. L'esprit des péninsules. 1999.
- **Mujacic** Mahmut. *Medunacionalni odnosi u jednom gradu : primer Dervente*. (Gledista, 1972, Vol. XII, n° 8). 1972. Voir également Mahmut Mujacic, « Susjedni odnosi u jednoj lokalnoj zajednici » (Sociologija sela, 1973, Vol. XI, n° 1). Cité par X. Bougarel.
- **Naumovic** Slovodan. *Otpor ! et « La révolution électorale » en Serbie*. Socio-anthropologie [En ligne], 23-24 | 2009. 2009. mis en ligne le 29 juin 2010. pp. 41-73.
<http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/1248>
- **Paris** Hervé. *Carnets imaginaires d'un vrai voyage au Kosovo*. L'Harmattan, 2001.
- **Paris** Hervé et **Abi Samra** Marwan. *Mission d'évaluation-capitalisation de l'action du CCFD en Europe Centrale et Orientale. Synthèse*. Cité Publique. 2001.
- **Pinglin** Philippe. *Le pari de la liberté: De Belleville à Sarajevo, de Tchernobyl à Kigali*. Les Editions de l'Atelier/Éditions ouvrières., 2013.

- **Popovic** Srdja. *Otpor : le poing levé de la lutte non-violente*. Rencontre avec Srdja Popovic sur Rfi par Raphaëlle Constant. Rfi. 2013. <http://atelier.rfi.fr/profiles/blogs/otpor>.
- **Rekacewicz** Philippe. *La Voïvodine, l'oasis yougoslave épargnée par la guerre*. Le monde diplomatique. juillet 2003. <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/voivodine>
- **Rico** Simon. Serbie : quand les États-Unis se servaient d'Otpor pour infiltrer le milieu rap de Cuba. Courrier des Balkans. 2015. <https://www.courrierdesbalkans.fr/serbie-quand-les-etats-unis-se-servaient-d-otpor-pour-infiltrer-le-milieu-rap-de-cuba>. Courrier des Balkans | Correspondance particulière | mardi 21 juillet 2015
- **Samary** Catherine. *Après le désastre de Bihac, Tuzla sous pression*. Le Monde diplomatique, décembre 1994. 1994. <https://www.monde-diplomatique.fr/1994/12/SAMARY/7661>.
- **Sollioz** Christophe. *Rapport de mission pour le HCA. In Bosnie: Alerte aux Droits de l'Homme*. hca. 1997.
http://www.bok.net/balkans/savoir_plus/liberte_democratie_droits/HCA_alerte_droits.html
- **Tomic** Yves. *La vie politique en Serbie de 1987 à 2004 : une chronologie*. Revue d'études comparatives Est-Ouest. Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro. 2004. pp. 59-83. https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1643
- **Tratnjek** Benedicte. *Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la réécriture d'une mémoire excluante*, dans Gregory Cattaneo (dir.). 2014.
- **Védrine** Hubert. *Les mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*. Fayard. 1996. 784 p.
- **Sur les accords Milosévić – Tudjman** pour le partage de la Bosnie et la guerre de Croatie, voir notamment les témoignages de hauts responsables croates au TPY, publiés sur le site de l'ONU relatif au cours des auditions :
 - Stjepan Mesić: <http://www.icty.org/fr/content/stjepan-mesi%C4%87>
 - Hrvoje Šarinić : <http://www.icty.org/fr/content/hrvoje-%C5%A1arini%C4%87>
- Sur le Rock à Sarajevo assiégée et sur Radio ZID
- Yougosonic. *Rock around Bunker*. Blog Yougosoniec. 6 juin 2012.
<http://yougosonic.blogspot.com/2012/06/rock-around-bunker.html>
- Straussaug Neil. *The Pop Life*. The Ne York Times. 10 Aout 1995.
<https://www.nytimes.com/1995/08/10/arts/the-pop-life-059395.html?pagewanted=all&src=pm>

Compléments pour le terrain concernant les Rroms

- **CACE** Sorin & **VLADESCU** Cristian. Starea de sănătate a populației roma și accesul la serviciile de sănătate - *THE HEALTH STATUS OF RROMA POPULATION AND THEIR ACCESS TO HEALTH CARE SERVICES*. Ed. The expert publishing house. Bucharest, Romania. 2004.
- **Clavé-Mercier** Alexandra. *Des états et des "rroms" : une anthropologie du sujet entre transnationalisme et politiques d'intégration de migrants bulgares en France*. Thèse en anthropologie sociale et ethnologie. Université de Bordeaux. 2014. Chapitre : La construction sociale et savante du Rom/Tsigane p.22 à 29.

- **Gheorghe** Nicolae. *L'ethnicité des Tsiganes Roma et le processus de transition en Europe de l'Est*. Etudes Tsiganes 2012/2 (n° 50). 2012. p. 130-139.
- **Gheorghe** Nicolae et al. *Les choix à faire, le prix à payer : sur le militantisme rrom*. Les Temps Modernes 2014/1 (n° 677). 2014. p. 71-91. <https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2014-1-page-71.htm>
- **Liégeois** Jean-Pierre. *Nicolae Gheorghe, un destin d'exception*. Les Temps Modernes, vol. 677, no. 1. 2014. pp. 68-70.
- **Ott** Thomas. *Les ingouvernables. La faillite du gouvernement des roms en bidonvilles. Lyon 2005 – 2012*. Thèse anthropologie Lyon 2, Centre Max Weber. 2015.
- **Reyniers** Alain. *Nicolae Gheorghe, sociologue et activiste rrom*. Etudes Tsiganes. 2012/2 (n° 50). 2012. p. 115-119.

annexes

Annexe 1 – Configuration socio-urbaines de l'émergence des Mosquées à Lyon (2004)

3.b -Figures de l'Islam zupien

La pratique ordinaire de l'Islam, ancrée dans une forme stable de localité Zupienne, fut-elle infra locale, tient plus du mythe de l'action publique que d'une réalité tangible. L'une des caractéristiques marquantes d'une ZUP est en effet qu'elle est un territoire d'affectation de populations qui ne parviennent jamais à trouver les dimensions structurantes d'une localité dans laquelle la durée transformerait leur captivité résidentielle en processus d'installation comme c'est en partie le cas dans des quartiers anciens distribués dans la ville (Villeurbanne) ou dans les villes moyennes de banlieues à forte composante immigrée d'origine musulmane (Saint Fons, Saint Priest, Pierre Bénite,...). Dans la ZUP, la localité se dissout dans le fractionnement social des territoires tandis que l'ordinaire des “ zupiens ” est le régime du remaniement perpétuel et de l'incertain. Les initiatives locales ne parviennent que rarement à dépasser durablement l'échelle de blocs d'immeubles, de sous-quartiers. Et la forme du microcosme, forme quasi canonique de l'univers “ zupien ”, entre immobilité et prémisses d'un changement toujours remis à plus tard, semble seule à même de permettre à des modes d'organisation sociale autonome des institutions de résister à l'épreuve du temps.

Vénissieux : "grande mosquée" salafiste et nébuleuse de lieux de culte de proximité.

En dehors du cas spécifique de la mosquée El Forquane dite mosquée Urssaf (parce que proche du bâtiment de l'Urssaf) les lieux de culte de Vénissieux peinent à échapper à la logique du microcosme, cette configuration expliquant la multiplication des lieux que l'on remarque sur la carte.

La mosquée en question qui a plusieurs fois défrayé la chronique³⁴², se distingue des autres lieux de culte musulman vénissien :

- par sa taille et l'indépendance de son implantation : contrairement aux autres lieux de culte qui sont pour la plupart installés en pied d'immeubles dans des locaux appartenant à des organismes publics, HLM en particulier, elle est installée en marge de la ZUP ;

³⁴² Elle a en particulier fait la une de l'actualité récente à travers les soupçons relatifs d'implication de son président dans l'affaire Benchellali puis, plus récemment, avec l'expulsion controversée de son Imam pour ses propos parus dans le magazine Lyon Mag sur la lapidation des femmes.

- mais aussi par son aire de fréquentation qui dépasse la ville de Vénissieux au titre d'un des lieux de référence pour des pratiquants et des militants d'inspiration salafiste de la région lyonnaise.

Elle n'en est cependant pas moins aussi un lieu spécifiquement vénissien comme en témoigne sa fréquentation par des pratiquants de la commune - où elle est d'ailleurs souvent qualifiée de "grande mosquée de Vénissieux" - et comme en témoignent aussi les liens de ses responsables avec des mouvances liées à d'autres lieux de culte de proximité dans la ZUP.

Concernant les lieux de culte de proximité, certains reposent sur l'influence prépondérante de personnalités locales - parfois en lien avec des courants d'affiliation - et fonctionnent sur l'exclusivité de la figure de l'imam ou du responsable du lieu, sans qu'aucun mode de participation collégiale ne soit à l'ordre du jour. Mais ce modèle ne saurait pourtant résumer la demande d'Islam dans cette ville pas plus que ses formes d'expression. En effet, faut-il le souligner, toutes les mosquées de proximité de cette ville ne fonctionnent pas sur un modèle d'appropriation par une personnalité ou par un groupe.

Eléments de méthodologie : les formes d'appropriation par les pratiquants comme critère de classification des lieux de culte

Ce premier constat sur la situation de Vénissieux appelle un développement méthodologique qui revêt une grande importance pour la compréhension des dynamiques à l'œuvre. C'est à dessein que nous employons ici le terme d'appropriation plutôt que le terme d'auto proclamation souvent utilisé de manière polémique et qui renvoie au débat sur l'institutionnalisation de l'Islam et aux procédés de désignation des Imams. Car, au-delà des dérives possibles, et avérées dans le cas de Vénissieux, c'est moins le courant religieux source d'inspiration qui importe pour comprendre la dynamique sociologique qui supporte l'émergence et le fonctionnement des lieux de cultes, que la manière dont, dans la pratique, le religieux et le séculier se conjuguent dans la vie et l'animation du lieu. Et cela, à une échelle de proximité, pour permettre à un ensemble de pratiquants d'inscrire ce lieu dans leur univers social : non seulement comme lieu de prière mais aussi comme lieu de pratiques sociales s'inscrivant dans l'invention de formes d'Islam actuelles. Ainsi, au delà du discours sur "le bon imam" qui favoriserait un Islam tranquille pour "les familles vivant paisiblement dans la ville" - tandis que les imams incontrôlés pousseraient les jeunes générations au communautarisme - c'est plutôt dans les manières dont les sources d'inspirations multiples de l'Islam sont mises à l'épreuve des réalités sociales par les gens eux-mêmes que semble se construire l'Islam en France. Aussi, une orientation pragmatique soucieuse de donner à comprendre les dynamiques d'évolution, les façons de faire, à travers des modes

d'appropriation, permettant à des milieux de vie de conjuguer une pratique de l'Islam avec des relations et des affiliations sociales et professionnelles courantes, nous en apprend-elle plus sur ces dynamiques que l'évaluation à priori de la meilleure compatibilité de tel ou tel courant musulman avec la société française. Au regard de ces critères, l'islam Malékiste invoqué dans le discours public local comme l'Islam des familles, peut tout autant que le fondamentalisme stériliser les dynamiques d'invention sociale et contribuer à immobiliser les populations dans un rapport problématique à la société. Réciproquement, dès lors que les formes d'organisation adoptées localement permettent des formes d'appropriation variées, différents courants peuvent apporter des contributions significatives, bien que contradictoires, à l'invention d'un Islam vécu dans la société en mouvement : autrement dit, un Islam en train de se faire.

Les conditions d'appropriation en question s'expriment aussi à travers des tensions liées à la démocratie et à la transparence de la gestion des lieux de culte. Et elles occupent une place essentielle dans la déclinaison de la problématique inter générationnelle qui s'opère dans l'invention de l'Islam de France. Notamment à travers l'expression, par des segments de générations montantes, de différents styles de pratiques et conceptions de l'Islam qui ont en commun leurs caractères affirmés et citoyens, par opposition à un Islam vécu dans la victimologie ou dans la reproduction traditionnelle. A Vénissieux sur ce plan, la logique d'action “ hors les murs ” de la mosquée d'une association comme Aube en lien avec l'UJM (Union des Jeunes Musulmans) trouve sa raison d'être dans la configuration de l'univers “ zupien ” local, en même temps qu'elle y trouve aussi peut-être ses limites. En effet, la voie de passage pour un Islam engagé dans l'action sociale et articulé avec des lieux de culte pluriels et ouverts, se révèle étroite dans un monde fragilisé par la précarité et le régime de l'incertain, un monde où règne la logique du microcosme qui se prête plus à des modèles de reproduction ou de dirigisme qu'à des modèles d'appropriation collective.

Dans le contexte vénissien, cette voie de passage est d'autant plus étroite qu'elle implique des positionnements qui, aussi cohérents soient ils au regard des logiques d'engagement des militants, peuvent cependant être perçus comme contradictoires. Ainsi par exemple de la controverse suscitée par le Maire de Vénissieux lorsqu'il s'est saisi de l'actualité liée à “ l'affaire Benchellali³⁴³ ” pour demander la fermeture des lieux de cultes en pied d'immeuble au profit d'une hypothétique mosquée unique : le premier magistrat de la ville a-t-il réalisé qu'il clôturait ainsi d'un trait l'horizon d'action des militants de l'association en leur imposant

³⁴³ Mourad Benchellali. Voyage vers l'enfer. Rober Laffont. 2006.

de facto de dénoncer des modes d'expression locale de l'Islam qu'ils tentent justement de dépasser sans pour autant souscrire au modèle d'une mosquée unique ?

Ainsi, au regard des dynamiques d'appropriation dans lesquelles s'inscrivent les lieux de culte, l'univers “ zupien ” de Vénissieux apparaît comme une terre en jachère. Où la multiplication des lieux de cultes est à la mesure du fractionnement social , en même temps qu'elle est la traduction d'une demande d'Islam active qui ne parvient pas à déboucher sur de réelles dynamiques d'appropriation. A défaut, c'est l'imam qui est placé au devant de la scène comme un répondant public de “ l'esprit des lieux ” : bon imam ici, imam douteux là ... Vénissieux est l'exemple type d'une configuration de ZUP où, au-delà des courants de l'Islam, dans la rareté de modes formalisés d'organisation du lieu de culte distincts de l'exercice de l'imamat, c'est l'emboîtement réciproque du religieux et du séculier qui fait problème. Et cela, alors même que dans d'autres contextes, cet emboîtement est au fondement de la constitution des communautés locales des pratiquants autour des lieux de culte : le religieux oriente la vie sociale du pratiquant, mais la communauté choisit son imam et définit les cadres de son action sur le groupe : champ du discours possible dans le prêche ; limites des affaires religieuses et des affaires séculières...

Mais il est un autre corollaire important de ce contexte vénissien, en lien étroit avec le précédant. La recomposition des générations montantes à travers la construction des pratiques locales de l'Islam ne trouve pas de point de fixation sur lequel elle pourrait s'opérer dans une pratique durable, fut-elle traversée par des tensions. La dynamique de décomposition semble toujours l'emporter sur la dynamique de recomposition. De fait, si la fragilité ou la vulnérabilité de la demande d'Islam aux formes d'appropriation privatives ou sectaires est un signe de fractionnement, elle est, sans doute aussi, un facteur de perpétuation du fractionnement zupien. Un facteur reproduisant ou prolongeant dans la sphère de l'Islam vénissien une segmentation des générations montantes produite par la précarité et la captivité résidentielle. Dans ces conditions, les rapports inter générationnels se construisent dans une segmentation des générations montantes : non pratiquants, pratiquants d'inspiration soufiste, salafiste, militants d'un Islam social ou encore adeptes d'un rapport individuel à l'Islam, se trouvent distribués autour de lieux de cultes dispersés, fermés sur eux-mêmes, sans donc que n'émerge durablement d'espaces de débat et de confrontation sur des objets appropriés en commun.

Sur un autre plan, le fait que seulement sept lieux de culte apparaissent sur le recensement que nous avons projeté sur la carte p.467 (le plus complet que nous avons trouvé pour Vénissieux), alors que le nombre de salles de prière avancé par les acteurs locaux ou par des acteurs

publics est plus souvent d'une dizaine ou plus, est significatif des limites de validité d'un modèle de l'ordinaire dans l'univers zupien. Mais cette imprécision est aussi à l'image du caractère insaisissable et mouvant du monde zupien où tout peut-être dit sans trouver de contradictoire dont la parole soit reconnue comme valide.

Vaulx en Velin : incidence de l'exclusivité du rapport aux acteurs publics dans les ZUP

Si Vaulx en Velin et Rilleux partagent avec Vénissieux un type d'incidence des caractéristiques sociodémographiques des mondes zupiens conduisant au même type de fractionnement social et aux mêmes difficultés d'émergence de dynamiques d'appropriation autour de lieux de culte, il semble cependant que d'autres facteurs interviennent pour distinguer les contextes.

L'un des déterminants de ces contextes, c'est sans doute la quasi exclusivité des organismes publics dans la maîtrise urbaine et sociale de la cité. Exclusivité du logement social et de la maîtrise foncière publique, dépendance des dispositifs sociaux ...etc, qui, du point de vue de la construction des représentations et des modes d'action des populations, comme du point de vue fonctionnel, place les rapports avec les pouvoirs publics au cœur des processus d'émergence de tout projet, à la différence des quartiers anciens de centre ville ou des villes moyennes de banlieue qui présentent plus de degrés de liberté pour des initiatives indépendantes. De ce fait, les politiques municipales et les dispositifs de l'action publique semblent jouer un rôle décisif dans la formation du contexte socio-urbain d'affirmation locale d'un Islam de France dans les ZUP. Au-delà de l'actualité récente, c'est surtout par sa dimension historique que cette centralité de l'action publique interviendrait pour expliquer la configuration locale des lieux de cultes. L'histoire locale des confrontations avec les pouvoirs publics sur les questions sociales comme sur la reconnaissance de l'Islam orientent ainsi les formes d'émergence de projets qui, dans le cas de Vaulx en Velin, ont dû d'emblée se concevoir dans la conflictualité. De ce fait, la diversité des initiatives s'en est trouvée limitée, là où, à l'inverse, la politique de mise en œuvre à Vénissieux semble avoir conduit à la multiplication des implantations de proximité. De ce point de vue, à travers une expérience de la confrontation partagée par les associations engagées dans l'action sociale et socio-juridique (Agora en particulier : cf Boubeker, FAS, 1996) et une partie des jeunes musulmans (à travers l'association ODC en particulier : cf plus loin), la situation vaudaise a joué un rôle essentiel dans les termes du rapprochement entre des associations de banlieue issues des années 90 et les mouvements comme l'UJM, en particulier en débouchant sur la formalisation d'une tentative d'articulation entre engagement musulman et luttes sociales (collectif "Diversité").

Rilleux la pape, la Duchère, Vaulx en velin : incidence de la configuration urbaine des ZUP

Cependant, un autre facteur entre en ligne de compte dans la distinction entre ces différents sites : leur configuration urbaine.

Rillieux, Vaulx en Velin et Vénissieux diffèrent en effet, par la configuration des ZUP, celles des deux premières communes comprenant des unités d'habitat social clairement distinguées. Le fait qu'à chacune des principales unités d'habitat social corresponde une mosquée ou un lieu de culte, semble correspondre au fait, que, dans ces deux villes, les dimensions de proximité s'y affirment (ou sont admises par les gens autant qu'elles s'imposent comme unité territoriale d'intervention publique). Elles s'y affirment à des échelles plus larges que dans le fractionnement et la sur-densité urbaine des Minguettes à Vénissieux, où l'échelle de proximité sur laquelle se manifestent des dynamiques sociales et des initiatives locales peine à dépasser le pied de tour ou le sous quartier.

Ainsi, si à Rillieux comme à Vaulx en Velin, et d'une certaine manière à la Duchère (Lyon) les collectivités ont consenti ou contribué à des installations de lieux de prière, c'est dans la perspective d'un modèle de l'ordinaire local. Dans un premier temps, jusqu'à la fin des années 90, elles ont pour cela privilégié des interlocuteurs issus des générations d'anciens et/ou présentant des garanties de neutralité sur le terrain local, privilégiant par conséquent l'implantation de mosquées affiliées à des courants qui n'avaient pas l'ambition d'agir sur le changement social local. Même si, par ailleurs, les courants d'inspiration des imams ou des responsables d'associations de gestion étaient l'objet de toutes les craintes de la part de nombreux acteurs institués ou non, comme cela a été le cas à la Duchère marquée par le courant salafiste, ou encore à Vaulx en Velin à propos de la mosquée proche du Tabligh (courant fondamentaliste)

Ainsi, à travers les situations zupiennes, on mesure combien, tout autant qu'un régime de concessions de pied d'immeuble, le modèle d'une pratique ordinaire de l'Islam peut être équivoque dans les logiques d'acteurs publics. En position d'exclusivité, ces derniers peuvent conjuguer :

- d'une part un discours du soupçon et de la distance laïque ;
- et, d'autre part, en vertu du caractère finalement peu dérangeant des pratiques les plus normatives, favoriser de fait l'implantation de modèles d'organisation du culte parmi les moins propices à la mixité des usages et à l'émergence de dynamiques d'appropriation collective par les pratiquants.

Reste que dans un deuxième temps, ce consensus minimal sur un Islam de pratiques ordinaires reposant sur des affiliations, est aujourd'hui modifié par le changement générationnel. Celui-ci se réalise dans les fédérations elles-mêmes ou dans les lieux de culte

et, à partir de l'affiliation, il opère une jonction avec les dynamiques de recomposition générationnelle locale. C'est le cas, par exemple, à Vaulx en Velin, avec la mosquée de la Thibaude dont l'affiliation à l'UOIF est aujourd'hui un site de référence du mouvement des JMF (Jeunesses Musulmanes de France). Les acteurs publics se doivent dès lors de tenir compte de ces changements générationnels. Rillieux apparaît marquée par ce même mouvement, à travers le cas de la mosquée récemment implantée à l'issue d'une négociation entre des jeunes responsables musulmans locaux et la Municipalité (cf plus loin). Ce cas se distingue toutefois de tous les autres en Rhône Alpes, par le fait que cette capacité d'auto organisation dans les générations montantes de la ville s'est construite en dehors du giron d'une fédération ou d'un mouvement établi, même si, bien sûr, ces acteurs locaux participent à des dynamiques d'échanges et de réseaux (au sein de Diversité notamment). L'émergence de cette génération de jeunes acteurs musulmans repose sans doute d'abord sur un héritage local, élément déterminant du contexte spécifique de Rillieux. Elle s'inscrit en effet dans la lignée d'une histoire de la ZUP marquée dans les années 90 par un " islam social " des jeunes qui avait su négocier une véritable reconnaissance municipale (Boubeker, FAS, 1996)

Etats Unis et Mermoz à Lyon : des ZUP dans la ville.

Si les grands quartiers d'habitat social de Lyon que sont Mermoz et les Etats Unis dans le 8^{ème}, présentent pour partie les mêmes caractéristiques que les ZUP de banlieue ou que le quartier de la Duchère, ils en diffèrent par un point important : leur relative insertion urbaine et l'accessibilité relativement aisée à des lieux de culte implantés dans des quartiers anciens relativement proches (3^{ème}, 7^{ème}, voir même la " Place du pont "). De ce fait, même si la demande d'un Islam pratiqué en proximité ne trouve pas une réponse pleinement satisfaisante dans l'unicité des implantations locales actuelles, cette accessibilité à d'autres lieux de culte, parmi lesquels la grande Mosquée, permet de réduire les tensions liées au manque de diversité telles qu'elles s'expriment dans des quartiers plus isolés. Cependant, les enjeux relatifs aux dynamiques d'appropriation et aux rapports inter générationnels n'en sont pas moins posés de manière aiguë, et il n'est pas certain que la situation de Mermoz et des Etats Unis soit sur ce plan plus favorable à moyen terme que dans les contextes socio-urbains où ces questions s'expriment par une confrontation locale qui actualise les enjeux sociaux et socioculturels de la recomposition générationnelle.³⁴⁴

³⁴⁴ Les enjeux de la transition générationnelle que nous observons ici se retrouvent en réalité partout sous des formes différentes. Cependant, dans le contexte d'exclusivité du domaine public propre aux ZUP, les responsables des lieux de culte en place, et les mouvements ou fédérations elles-mêmes, devront plus qu'ailleurs trouver des solutions adaptées pour assumer cette transition générationnelle, laquelle ne va pas aller sans poser de nouveau la question de la diversité. En réalité, cette

Séparées de Villeurbanne par la frontière que constitue le canal de Jonage, les cités de Villeurbanne Saint Jean, tout en étant marquées par une dynamique propre, présentent de nombreux caractères communs avec l'univers zupien de Vaulx en Velin dont elles sont géographiquement proches. Ces quartiers accueillent cependant deux projets de mosquées dont, semble-t-il, l'impact les dépasse, tant ils bénéficient de leur position stratégique au carrefour des grandes banlieues et des nœuds d'interconnexion des réseaux des transports en commun.

3.c - Figures d'un Islam de village urbain dans les villes moyennes de banlieue.

Du point de vue des conditions d'émergence de dynamiques d'appropriation en relation avec l'expression locale de la demande d'Islam, la configuration socio-urbaine de villes moyennes de banlieue comme Saint Priest et Saint Fons diffère de l'univers zupien en de nombreux aspects. Ces derniers expliquent en grande partie l'apparition, ces dernières années, de projets de mosquées portés par des groupes locaux et dont la caractéristique commune la plus marquante est que ces mosquées sont conçues comme projets d'échelle communale. D'emblée, par leur taille même (1200 places pour les hommes et 250 pour les femmes à Saint Fons, et respectivement 500 et 300 pour Saint Priest) ces projets s'adressent à la communauté musulmane communale dans son ensemble. En réalité, à Saint Fons, cette universalité locale de la communauté des musulmans concerne principalement les milieux d'origine maghrébine et africaine, la communauté turque de Saint Fons disposant déjà d'une mosquée. A des degrés divers que nous analyserons dans une approche monographique de ces sites, cette ambition des projets rencontre l'adhésion des musulmans de ces deux communes. L'association qui gère la mosquée de Saint Fons par exemple, affiche 1300 adhérents à l'échelle communale, ce qui est certainement un record en la matière.

question n'a jamais cessé d'être posée, mais elle n'a trouvé jusqu'ici à s'exprimer que dans des combinaisons d'engagement local et extra-local évoquées plus haut. Comme nous le verrons à travers nos exemples ultérieurs, plusieurs modèles de la transition générationnelle sont en gestation aujourd'hui ou sont déjà éprouvés, comme c'est le cas à Saint Fons, par exemple, avec la Mosquée Bilal. Mais les participants à l'animation des lieux de culte sont souvent désarmés devant les enjeux de cette transition (Cf Romans, par exemple), et il apparaît à ce stade que, de la même manière que le mouvement de décomposition-recomposition des jeunes générations est constitutif de l'articulation local-extra local, l'espace de résolution des modalités de transition générationnelles se jouera et se joue sans doute déjà dans ce même type d'articulation dont nous aurons l'occasion de développer certains aspects à travers l'action de l'UJM notamment.

La caractéristique qui distingue de la manière la plus nette le contexte sociodémographique de ces communes de celui des ZUP est la transformation progressive des situations d'assignation locale des populations immigrées (immobilisation des parcours résidentiels) en dynamique d'installation locale. De sorte que les incidences d'une précarité économique et sociale, aussi marquées que dans certaines ZUP, trouvent dans la constitution d'une certaine forme de cohésion locale un contrepoids significatif. Plus que dans l'univers zupien, il se manifeste un "concernement" collectif local des populations immigrées de ces communes, concernement qui, parmi d'autres effets, n'est pas sans interférer sur les partitions politiques locales.

Conjugaison de l'habitat ancien et de cités HLM.

Plusieurs facteurs semblent avoir contribué à la formation de cette dimension de la localité. Le premier d'entre eux est certainement la configuration urbaine elle-même. Celle-ci présente la particularité de conjuguer des quartiers anciens, insérés ou en proximité immédiate des centres villes avec des quartiers d'habitat social qui restent de taille moyenne (tels L'arsenal à Saint Fons à proximité duquel est implantée la mosquée) ou qui conservent un certain niveau d'intégration urbaine du fait de la conservation d'une part de mixité. Par exemple, le quartier HLM Bel Air de Saint Priest qui accueille près de 12000 habitants, n'est pas comme la Duchère de Lyon – aux dimensions comparables - cantonné dans un isolat. Il reste très étroitement lié au centre ville et cette liaison s'opère justement par les relations qui s'établissent dans le temps long des processus d'installation des populations immigrées dans la commune, et qui persistent entre quartiers d'habitat social et quartiers anciens dans un régime d'accession à la propriété dans le bâti vétuste ou modeste.

A la différence donc de Vaulx en Velin ou Vénissieux, ces communes figurent au rang des premières destinations recherchées dans les parcours résidentiels des jeunes actifs nés dans ces communes. La conjugaison de ces rythmes lents de l'installation avec l'installation locale d'une part des jeunes ménages actifs aboutit aujourd'hui à l'émergence d'un style de localité inédit, alors même que dans le temps long de cette gestation, certains quartiers de ces communes ont pu apparaître comme des univers perdus relativement aux ZUP. Ainsi de l'Arsenal à Saint Fons, resté longtemps dans un dénuement qui en faisait un modèle de la déshérence des populations de l'immigration ouvrière.

Hantise de la ZUP et conservation d'un monde îlien.

Reste que les identités locales qui résultent de ces processus sont aussi marquées par leur environnement urbain. Saint Priest se développe un peu à l'image d'un Monde Ilien, se renouvelant sur lui-même, à distance des tensions liées aux disparités urbaines du Grand Lyon; tandis que l'esprit dans lequel s'affirme la localité Sainfoniarde est marqué par le souci

de ses habitants - les ménages immigrés tout autant que les autres - de se distinguer, voire de se préserver des problèmes sociaux des Minguettes voisines. Nous verrons que ces particularités jouent un rôle dans la définition des projets de mosquées dans ces deux villes. Cependant, ici comme dans les ZUP, mais dans un rapport de localité plus nuancé que dans l'exclusivité publique qui caractérise l'univers zupien, les politiques municipales et le mode de conduite des politiques publiques ont certainement joué un rôle important dans l'émergence des projets de mosquée. Le parti pris des élus locaux pour un Islam ordinaire et peu dérangeant a fait écho à un consensus déjà construit dans la population autour d'un projet de lieu de culte à portée communale. Selon différents modèles : privilège des anciens comme interlocuteurs à Saint Priest ; construction progressive de l'assentiment de la première génération pour une légitimité du projet à Saint Fons.

Dès lors, si le modèle d'un lieu de culte comme lieu de pratique ordinaire inséré dans la ville fait écho à quelque réalité, c'est bien dans les projets qui émergent dans ce type de configuration. Et que l'on retrouve pour partie en gestation, ailleurs dans l'agglomération lyonnaise, ou encore à travers de nombreux traits communs dans des villes plus isolées comme Romans dans la Drôme (Cf approche monographique). Ces projets ne sont néanmoins pas nés de génération spontanée. Leur aboutissement fait suite, comme ailleurs, à un parcours de relations avec les pouvoirs public parsemé d'épreuves. Mais c'est surtout le parcours intra et inter communautaire qui semble le plus marquant, avec notamment le dépassement des identités nationales héritées, des ruptures historiques, et la prise en compte de la variété des formes d'expression de la demande d'Islam. Ces parcours, qui reposent sur l'engagement de porteurs de projet opiniâtres bien que parfois controversés, ne sont pas tous aussi achevés que celui de Saint Fons. Ainsi, si des solutions ont été réfléchies, elles restent en cours de débat à Saint Priest ou commencent seulement à s'élaborer à Romans. A l'instar de ces trois cas, ce sont les termes dans lesquels sont débattus ou gérés les enjeux de la transition générationnelle et du pluralisme qui détermineront la place que prendra ce modèle de “ mosquées de localité ” dans le paysage de l'Islam de France. Car elles ont cette spécificité de s'être élevées sur les seules ressources organisationnelles et pécuniaires des populations locales, sans recours aux ressources externes des fédérations. Leur autonomie locale, les solutions internes et leur indépendance pourraient bien bouleverser les équilibres établis aujourd'hui dans la représentation de l'Islam de France. Soulignons encore que des associations portées par les générations montantes et conjuguant engagement religieux et engagement social – telles la mouvance liée à l'ancienne association Interface de Saint Fons ou Jeunes Avenir Saint Priest (JASP) - bien que sous des formes différentes, ont joué un rôle important dans la

reconnaissance du droit de cité de l'Islam dans ces villes. Si, aujourd'hui, elles se trouvent paradoxalement tenues à l'écart des consensus locaux sur lesquels reposent ces projets de mosquées, elles n'en sont pas moins, avec d'autres formes de regroupements générationnels plus récemment constitués (association Nour à Saint Priest), des acteurs qui ont su faire entendre leur voix dans la maturation d'un projet de mosquée et/ou dans l'ouverture sur les questions sociales. Sur ce plan, comme sur celui de l'état d'avancée des projets de modes d'organisation, le cas de Romans se distingue de Saint Priest et Saint Fons dans la mesure où la situation d'isolement et de déshérence y reste encore telle dans les quartiers d'implantations immigrées que rares sont les initiatives qui parviennent à perdurer (la cité de la Monnaie est, selon les données de l'INSEE RGP 99, le quartier d'habitat social le plus touché par la précarité dans la région Rhône Alpes)

3.d - Figures de l'Islam des quartiers populaires anciens accueillant des populations immigrées dans la ville centre

Place du pont et les mondes de la Guillotière à Lyon.

Quartier historique de l'implantation immigrée à Lyon, le quartier de la place du pont remplit de multiples fonctions dans la ville. Il est d'abord le point d'articulation des différents espaces d'habitats anciens dans lesquels se sont installées des populations immigrées. Ces quartiers populaires sont dispersés dans l'univers urbain lyonnais sur une vaste aire. Celle-ci, à partir de la place du Pont qui en est le point avancé dans le centre ville, s'étend jusqu'au périphérique intérieur, en se répartissant sur les deux rives de la rue de la Guillotière dans le 7^{ème} (autour de l'axe rue de Marseille) et le 3^{ème} (autour de l'axe Paul Bert) jusqu'aux limites des quartiers de Mermoz et des Etats unis dans le 8^{ème}.

Par ses multiples fonctions commerçantes traditionnelles, bazars, épiceries, restauration, boucheries halal, auxquelles se sont ajoutées les sociétés d'import export, les agences de voyages, les centres téléphoniques, mais aussi des pompes funèbres musulmanes, le commerce d'objets rituels et plusieurs librairies musulmanes, la place du pont prend la dimension d'une "centralité immigrée". Elle est aussi le lieu de chalandise pour des clientèles venues des quartiers lyonnais mais aussi des banlieues et souvent même des villes alentours. Les mosquées qui s'y sont développées sont parmi les pionnières de la région lyonnaise. Leur fréquentation s'est diversifiée du fait de leur histoire spécifique, de la renommée de tel ou tel Imam selon les périodes. Mais tout en construisant une aire d'influence de proximité, elles conservent de leur origine un certain marquage national qui fait écho à la configuration de la sphère commerciale qui s'organise en suivant des découpages nationaux :

épiceries et restauration plutôt tunisiennes, bazars et textiles plutôt portés par des marocains, boucheries algériennes.

Villeurbanne : diversité urbaine et diversité des formes d'expression de l'Islam dans la ville

Quartiers anciens dans la ville

Plusieurs quartiers populaires anciens de Villeurbanne à forte implantation immigrée présentent des histoires d'installation très différentes qui expliquent l'émergence de projets de mosquée de proximité structurés dans des quartiers de petites tailles relativement à d'autres qui n'en bénéficient pas. Les quartiers entre République et Charpennes en particulier, anciens quartiers populaires vétustes dans les années 80, puis en voie de rénovation depuis, ont été le refuge de différentes vagues d'immigration parmi les plus anciennes. A la suite de vastes opérations de rénovation urbaine comme au Tonkin dans la décennie 80, ou de destruction de cités HLM comme la cité Olivier de serres, une part des habitants a été déplacée vers les anciens quartiers d'accueil. L'installation de ces populations a bénéficié à la fois de l'ancienneté des résidents et de ce type particulier de capacité d'organisation qui peut résulter de l'expérience collective d'une adversité dépassée. L'interaction entre ces histoires d'immigration et l'investissement social d'étudiants, au départ souvent Marocains, puis issus des quartiers de la région lyonnaise, a ainsi été à l'origine de la mosquée Er-Rhama dans les quartiers République-Charpennes, la mosquée en question ayant été aussi, à ses débuts, le foyer de réflexion qui a initié le parcours de l'UJM.

Situés à proximité du campus de la Doua, Les Buers et alentours, mixant cités et quartiers anciens ont aussi permis la rencontre entre des étudiants étrangers musulmans, des étudiants des générations montantes de l'immigration et des pratiquants des cités et des quartiers populaires avoisinants. Cette rencontre a été à l'origine d'un projet de lieu de culte atypique, articulant mode d'appropriation locale et inscription dans des cadres plus larges, qui porte aujourd'hui un projet de construction de plus grande ampleur qui focalise l'actualité locale (Mosquée Otmane, rue Octavie). Par ailleurs, ces quartiers ont aussi accueilli des populations turques, et la ville compte ainsi trois lieux de culte de cette communauté, parmi les plus importants de la région.

Villeurbanne comme creuset d'un Islam pluriel qui s'ignore

A propos de Villeurbanne comme des autres sites, réduire la perception des dynamiques d'appropriation qui structurent l'engagement religieux à la pratique du culte et aux projets de mosquées conduirait à une vision erronée de la dynamique qui anime la demande d'Islam. En effet, bien que présentant des cités HLM où se manifestent des tensions sociales avec les jeunes tenus en marge du marché du travail ou en conflit avec les institutions locales,

Villeurbanne se distingue aussi des ZUP par l'expression de générations montantes ne vivant pas leurs rapports citadins sur le mode de l'assignation à résidence. Ainsi, elles participent ou s'engagent dans la vie sociale et publique de leurs quartiers. Si les rapports qui s'établissent avec les institutions ne sont pas toujours des rapports de coopération, ils ne sont pas pour autant régis par le seul régime de la précarité et de la confrontation. D'autant plus que l'action publique ne peut se prévaloir de l'exclusivité comme dans les ZUP, et du fait aussi que coexistent des formes de vie citadines variées dans les milieux musulmans. Villeurbanne, en ce sens, est une sorte de creuset de l'Islam de France, avec les dynamiques contradictoires qui le traversent. Un creuset qui s'ignore, cependant, en ce sens qu'il ne constitue pas un mouvement coordonné ni réellement convergeant, et que les pouvoirs publics semblent le méconnaître aussi. Il s'y affirme en réalité des styles multiformes d'engagement religieux, collectifs et individuels, tournés vers le social ou centrés sur soi, articulés avec un exercice actif de la citoyenneté ou reposant sur un règlement traditionnel des pratiques, qui s'articulent ou non avec des types variés de lieux de cultes. Lieux de culte qui reposent cependant, pour la plupart, à des degrés divers, sur des formes d'appropriation locales effectives.

3.e - Isolement et déshérence, la part inexprimée ou inexprimable de la demande d'Islam

Tous les quartiers de Villeurbanne ne sont pas marqués par une dynamique d'installation ou une conjonction de facteurs favorisant la rencontre de différents milieux. Et cette variété de situations structurantes ne doit pas occulter des configurations de fractionnement social et de déshérence urbaine ayant des effets comparables aux situations zupiennes sur les populations. De sorte que certains lieux de prières relèvent plus du modèle de dispersion et d'appropriation privative ou sectaire rencontré à Vénissieux; comme si, dans la précarité, la sur-densité et l'isolat urbain se traduisaient par les mêmes symptômes, stérilisant les dynamiques des milieux sociaux et aliénant les pratiques individuelles à des champs de pratiques pré codifiées.

Cette configuration de la précarité est aussi le lot des communautés musulmanes dispersées dans des isolats urbains dans les villes et villages aux frontières Est du Grand Lyon, ou parfois enclavées dans les communes résidentielles ou rurales de l'Ouest. Dispersion et isolement non quantifiables aujourd'hui, mais qui ne peuvent être tenus pour marginales si l'on en croit l'évaluation empirique que nous pouvons en faire. A travers la situation de la seconde et troisième couronne lyonnaise. Et à travers la dispersion intra urbaine d'une proportion importante de la population musulmane, du décrochage qui s'opère entre la part de la demande d'Islam qui trouve des formes d'expression locales (quand bien même relevant de

l'Islam des caves) et la part de la demande qui ne trouve pas de forme d'expression, pas même à travers la fréquentation des mosquées existantes.

3.f - Dimension religieuse et sociologique d'une communauté de pratiquants réelle.

Dans le prolongement de cette question et au-delà de la précarité, il faut sans doute prendre la mesure du fait qu'au delà de la commodité de l'exercice régulier du culte et des questions d'accessibilité des transports, c'est aussi la dimension communautaire de l'Islam qui est en jeu dans la pratique du culte en proximité ou dans un collectif de pratiquants.

Au delà de logiques d'identification et d'adhésion à une source d'inspiration particulière qui conduisent le pratiquant à privilégier telle ou telle mosquée, du point de vue du rituel religieux, il est probable que même pour nombre de ceux qui entretiennent un rapport individuel au religieux, la communauté de l'Islam ne prend sens que dans la régularité du rapport aux autres pratiquants, même si ce rapport est strictement anonyme. De plus, sur un plan plus sociologique, si d'un côté, on observe des phénomènes marquants de fréquentation où les pratiquants n'hésitent pas à se déplacer en nombre pour la prière du vendredi dans une mosquée de leur choix, d'un autre côté une part de la population musulmane peine à se reconnaître dans les mosquées trop marquées par un courant d'inspiration ou une réputation, ou tout simplement dans telle mosquée où l'on ne connaît personne, fut-elle la grande mosquée de Lyon.

Annexe 2 – Le CCFD dans les Balkans

Genèse de mon terrain dans cette région

Dans les lignes qui suivent je présenterai à grands traits la manière dont le CCFD a pris pied dans les Balkans, l'Europe centrale et l'ex Union soviétique. L'intérêt de cette présentation réside dans le fait que l'histoire du CCFD dans cette région du Monde traduit bien, me semble-t-il, d'une part la manière dont les événements sont saisis par une certaine croyance programmatique à l'avènement de la démocratie à l'occidentale par des milieux fortement engagés sur les questions de solidarité humanitaire et de défense des Droits de l'Homme en cette période charnière pour l'Europe postcommuniste, d'autre part l'ampleur de la méconnaissance que les acteurs de l'Ouest ont des mondes émergents à l'Est qu'ils ne perçoivent qu'au filtre de catégories génériques : droit de l'homme version capitales occidentales, démocratie, laïcité, société civile..., et enfin le décalage entre la manière dont ces milieux impliqués dans une vision émancipatrice du déploiement de l'Union Européenne tentent de caractériser les situations et la dynamique propre de ces situations. Ces trois niveaux conjugués peuvent conduire les acteurs humanitaires à négliger ou occulter, comme nous le découvrirons, les véritables enjeux des acteurs avec lesquels ils coopèrent dans ces situations.

Il ne s'agit pas de porter la critique des ONG en général ni du CCFD avec lequel nous avons travaillé, mais bien plutôt de souligner que ces écarts entre les intentions solidaires et l'expérience des acteurs « au front » peuvent être une clé pour saisir l'importance de figures d'acteurs dans les contextes de crise, et à travers ces figures, de mettre en question nos catégories d'analyse sur les droits de l'homme, le sens que l'on peut attribuer à la démocratie, les pratiques de caractérisation des situations en termes ethniques.

D'une certaine manière, les incertitudes du CCFD sur ces questions nous ont ouvert un terrain d'investigation qu'aucune autre ONG n'aurait permis, et en ce sens le CCFD fait exception par son attachement au doute.

Genèse de mon terrain dans les Balkans

L'action du CCFD en Europe de l'Est débute en 92 par une décision du comité national faisant suite à un débat interne suscité par des attentes formulées partout en France par de nombreux sympathisants et militants du CCFD émus de la situation en ex Yougoslavie et la

situations des populations vulnérabilisées par le démantèlement des institutions et de l'économie communiste à l'Est de l'Europe.

En dehors de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, où il est déjà présent, au début des années 90, l'Europe centrale et orientale se présente comme terra incognita.

La présence du CCFD en Europe sera construite à partir de missions dans les différents pays. Ces missions auront deux buts : d'une part celui de prendre la mesure des contextes et des enjeux à partir du point de vue d'acteurs locaux choisis, et d'autre part, de repérer les acteurs susceptibles de porter des projets que le CCFD pourrait soutenir. Cependant, l'absence de sociétés civiles organisées au sortir de l'ère communiste compromet toute stratégie qui chercherait à s'appuyer systématiquement sur des relais constitués. La stratégie consistera donc à établir d'abord des contacts en Europe à travers des réseaux de partenaires français disposant déjà des liens, afin de repérer les acteurs émergents ou potentiels.

Pour une part, ces partenaires français seront des réseaux militants agissant de longue date pour les Droits de l'Homme et contre les guerres (FIDH, France Liberté, AEC, Action pour le respect des populations civiles, Mouvement pour une Action Non Violente),

Pour une autre part, ce seront des ONG (Enfants réfugiés du Monde, collectif psychanalytique, Solidarité France Pologne, Vivre au Village /Arménie), des Lycées (St Joseph, Roosevelt), des institutions internationales (UNESCO) ou des mouvements confessionnels (Foi et migration), tous déjà engagés dans les pays marqués par la guerre (Croatie, Bosnie,...) ou bouleversés par les effets sociaux des transitions (Albanie, Roumanie...) ou des catastrophes (Ukraine/Tchernobyl, Arménie).

Les premières missions auront lieu en 1993 lorsqu'un poste de chargé de mission aura été créé au sein du CCFD. C'est ainsi que dans les deux années qui suivent, Philippe Pinglin³⁴⁵, le dit chargé de mission, entreprendra plus de 20 missions, couvrant aussi bien les pays baltes, les pays de l'ex URSS, l'Europe centrale et les Balkans.

³⁴⁵ Philippe Pinglin raconte dans un ouvrage, son parcours d'engagement et notamment son action au sein du CCFD dans les Balkans et en Europe centrale et orientale :
Philippe Pinglin, *Le pari de la liberté: De Belleville à Sarajevo, de Tchernobyl à Kigali*. Les Editions de l'Atelier/Editions ouvrières, Paris, 2013.

Pour le CCFD, l'enjeu est décisif. En effet, il s'agit de construire un engagement durable, en évitant les écueils sur lesquels butte l'élan d'intervention humanitaire qui marque le début des années 90 : engagement rythmé par l'actualité médiatique et émotionnelle, logique d'assistance sans implication des populations concernées, méconnaissance des contextes et occupation du champ d'action ouvert à la société civile, retrait sans accompagnement vers l'autonomie...

Certes la philosophie du CCFD est déjà affirmée et sa pratique expérimentée dans la plupart des régions du Tiers Monde : une pratique du développement qui privilégie l'autonomie de l'acteur engagé dans la société civile en refusant de se substituer à lui. "L'existence de l'organisation CCFD est fondée sur l'idée ou l'objectif d'avoir des partenaires en capacité d'être les interlocuteurs de l'organisation, même si la position de financeur biaise les problèmes" ³⁴⁶. Il s'agit de soutenir des projets locaux sans intervention directe d'expatriés français mais en accompagnant les acteurs, à travers une relation de partenariat, dans la structuration de leurs projets et dans leur montée en compétence. Mais les pratiques construites ailleurs sont-elles exportables dans le contexte de l'Est européen ? Quelle est la pertinence d'une action de développement dans les pays potentiellement concernés par la politique d'intégration européenne ? Quels doivent être les objectifs d'une intervention dans les périodes de transition ? Peut-on faire du développement dans un pays en guerre ? Autant de questions qui font débat au sein du CCFD.

L'année 94 marque une étape importante. En effet, le travail de missions entrepris par le service Europe naissant a permis de constituer un premier réseau d'acteurs dans différents pays, avec lesquels il était possible d'engager un partenariat direct en soutenant leurs projets. En deux ans le CCFD s'est déployé dans les Pays baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie), en Ukraine et en Russie, Abkhazie, Arménie ; dans les Balkans (Croatie, Serbie, Slovénie, Albanie, Roumanie) soutenant déjà plus de 30 projets.

« nous n'avons pas succombé à la facilité de financer des projets qui nous arrivaient tout ficelés. Dès 94, la plupart des interventions du CCFD résultaient de contacts établis lors de missions, au cours desquelles nous avons travaillé avec les gens pour formaliser leurs

³⁴⁶ Entretien avec Philippe Pinglin directeur du service Europe au moment de notre étude et principal artisan du déploiement du CCFD dans les Balkans et la CEI à partir de 1993.

*projets et souvent aussi pour leur donner une véritable dimension de développement et de solidarité ».*³⁴⁷

Cultiver le partenariat deviendra alors l'un des enjeux centraux de l'action du CCFD en Europe et dans les Balkans. Coproduire les projets avec les acteurs, les accompagner dans leur propre consolidation, dans la maturation de leur action. Comprendre les enjeux à travers eux en restant au plus près des contextes qu'ils participent à construire, faciliter la coopération entre eux, particulièrement dans les contextes de guerre et de réconciliation....

Mais l'année 94 est aussi celle d'un tournant politique important. En effet, compte tenu de l'impact économique et social des politiques d'intégration à l'UE et des processus de démocratisation en Europe centrale, le CCFD décide de se désengager de cette région.³⁴⁸

Dans le même temps, tout en poursuivant le déploiement géographique dans l'ex Union Soviétique, deux "régions " vont faire l'objet d'une stratégie particulière : l'Ukraine d'un coté et la région des Balkans de l'autre, où l'effort sera spécialement consacré au développement de la société civile. Le choix de ces régions repose non seulement sur la mesure des crises politiques et militaires qui les bouleversent et leurs impacts humanitaires, mais aussi sur le constat que c'est dans ces régions que les politiques sanitaires, sociales et éducatives sont le plus déstructurées.

A ce stade, les projets soutenus en Europe sont pour la moitié, des projets agricoles ou économiques (artisanat, notamment concernant les réfugiés), pour un quart, des projets de soutien à la société civile, éducation et formation, et pour le dernier quart, des projets relatifs à la défense des minorités.

³⁴⁷ Op.cit.

Alors qu'en 1993, 10 des 11 projets financés étaient portés par des organismes français qui les mettaient en œuvre directement, en 94, sur les 32 projets financés, 15 font déjà l'objet d'un partenariat direct avec des acteurs locaux. Cette tendance ne fera que se confirmer au cours des années suivantes. Ainsi, en 1997, 31 projets sur les 40 financés sont portés directement par des partenaires locaux, les autres étant pour la plupart des actions à caractère transversal (publication, logistique de réseau, soutien à des structures françaises des Droits de l'homme, dispositifs de formation et d'échange...).

³⁴⁸ Le désengagement du CCFD de l'Europe Centrale se fera de manière progressive (de 94 à 97), en permettant aux projets qu'il soutenait, essentiellement économiques et agricoles ou dans le domaine de l'action sociale, de trouver de nouveaux partenaires financiers et de conserver les liens établis en France, notamment dans les milieux proches du CCFD.

Comme le soulignent les rapports d'activité, l'engagement dans la défense des minorités n'était pas inscrit aux objectifs initiaux du nouveau service Europe.

Mais il apparaît rapidement que, dans les Balkans en particulier, le CCFD ne peut rester à l'écart des enjeux de la défense des minorités. Cette question s'impose non seulement par les contextes régionaux (question des Roms dans toute l'Europe centrale et Orientale, minorités magyares en Roumanie, tensions multiples en ex Yougoslavie, macédoine et Kosovo, revendications identitaires en Ukraine, Russie et pays de l'ex union soviétique), mais aussi parce que les partenaires locaux du CCFD se sont eux-mêmes engagés dans cette voie.³⁴⁹ Si comme le veut la logique classique du CCFD, la mise en réseau des partenaires est un des objectifs du service Europe (mise en relation des projets en Roumanie, rencontres organisées à Beyrouth et en Jordanie sur les projets agricoles et artisanaux en Europe et en Méditerranée...), cette ambition de réseau va s'affirmer autour de la question des minorités et des droits humains, notamment à partir de la question des réfugiés, mais aussi dans la perspective de la construction de la paix.

Le plus remarquable dans ces domaines d'action a été que la plupart des personnages que P.Pinglin révélait ou décelait à travers ses missions exploratoires avait déjà affirmé leur présence sur la scène de la guerre et du nationalisme, des massacres et des réfugiés, de la discrimination ou du racisme, voire de la rénovation spirituelle des fondements l'engagement, en se démarquant de manière radicale des tendances dominantes.

Dans la plupart des cas à travers ces personnages, on pressentait des milieux sur lequel ces engagements pouvaient s'appuyer ou auxquels il pouvait se confronter, produire ses effets de résonance collective, et où le charisme et l'opiniâtreté venaient au secours de la signification intrinsèque de l'acte initial de rupture avec le nationalisme ou le compromis politique pour construire une lignée d'engagement. Ces personnages entraînaient alors dans leur sillage d'autres gens, de manière plus ou moins contradictoire. Alors pouvait se créer des pôles critiques, alternatifs ou simplement nouveaux, articulés autour d'actions et qui, s'ils

³⁴⁹ Progressivement la thématique du soutien aux minorités, qui d'un point de vue pratique recouvre aussi bien la structuration de groupements issus des communautés Roms notamment, l'appui juridique, l'insertion par l'économie et les activités occupationnelles, le soutien psychologique ou encore l'aide à l'expression, va progressivement prendre une place décisive dans l'action du CCFD. , puis la question des relations inter ethniques ou inter religieuses, soulignant l'adaptation aux situations d'après-guerre (ex Yougoslavie) en même temps que le souci d'agir en prévention de l'instabilité (en Transylvanie par exemple)

parvenaient à survivre aux menaces, à la coercition, la répression ou bien l'indifférence et à l'obstruction, devenaient un élément structurant des consciences collectives, comme des pôles de référence, reliant les initiatives semblables par delà les frontières nationales, communautaires ou ethniques, quand bien même devaient-ils rester minoritaires ou marginaux.

Le passage à des formes collectives d'action nécessitait cette tension dans l'espace public, ce décalage discernable avec une opposition à la guerre qui en resterait à la dénonciation de ses effets sur les démocraties pensées comme solutions nationales. L'enjeu pour le CCFD était alors de travailler à la consolidation de ces formes collectives naissantes.

L'une des missions, politique, que se donne le service est aussi de témoigner des situations, du vécu des populations et des acteurs engagés. Une mission qui vaut pour elle-même, mais qui vise aussi à interpeller l'opinion publique et les pouvoirs publics. C'est ainsi que le CCFD rejoint des lieux de coopération avec d'autres ONG ou mouvements (Plate-forme pour la paix dans les Balkans, Comité PECO, rencontres avec les instances européennes et le ministère des affaires étrangères...) et qu'en 95, quatre ONG françaises (CCFD, AEC, FIDH, IZBOR) et quatre ONG de défense des droits de l'homme croate, bosniaque, serbe et kosovare, lancent un appel commun autour de trois thèmes : le droit des réfugiés à retourner chez eux, le rétablissement du dialogue entre les populations, la structuration de mouvements en capacité de contribuer à la restauration d'Etats démocratiques. Témoigner et faire reconnaître l'action du CCFD en Europe ont aussi conduit le service Europe à provoquer des publications sur son action (articles dans la presse catholique, communiqués, participation à des manifestations) ou à établir des contacts avec des partenaires tels que le Conseil de l'Europe,...³⁵⁰

En 1996, l'action du CCFD en Europe semble avoir établi des bases solides. Cependant, si de nombreux foyers de tensions et de graves problèmes sociaux et humanitaires persistaient dans l'Est européen, la signature des accords de Dayton (14/12 /1995), quoi qu'on ait pu en penser à l'époque, pouvait, pour le CCFD, augurer une relative stabilité sur le plan des conflits armés en ex-Yougoslavie et, par conséquent, à une certaine stabilité des objectifs d'intervention de l'ONG dans une Europe marquée par la constitution de nouveaux Etats nations.

³⁵⁰ La fonction de témoignage est aussi au fondement du fonctionnement du CCFD, impliquant à la fois les organisations membres de la collégialité, les comités diocésains et plus largement le réseau du CCFD. Dès 1994, il existera des partenariats suffisamment consolidés en Europe pour que puissent être organisés des échanges avec des comités diocésains pour l'accueil de partenaires en France notamment lors des campagnes de Carême. La sensibilisation du réseau interne du CCFD a conduit aussi à diverses rencontres organisées par le Service Europe dans les régions françaises (Nantes, Lorraine, Mayenne,...)

Si le travail sur les Droits de l'Homme, sur la situation des réfugiés et la restauration du dialogue entre les populations constituait une priorité dans les pays de l'ex Yougoslavie, au CCFD on semblait aussi penser que ces pays pourraient enfin affronter les problématiques de transitions post communistes que les guerres et les politiques d'épuration ethnique avaient différées jusque là.

En ce sens, le CCFD pourrait envisager une certaine unité d'action dans l'ensemble de l'Europe de l'Est. Notamment en ce qui concerne la structuration de la société civile, les minorités, l'action éducative et formative, les domaines sanitaires et sociaux, l'économique et l'agricole. Cette perspective permettrait alors de développer d'autres registres de l'action de développement : relations intercontinentales, politique de facilitation du dialogue à travers des réseaux, transfert d'expérience, travail de formation... tels étaient les objectifs affichés pour l'après-96.

Mais la deuxième guerre de Tchétchénie et le retour de la politique d'épuration ethnique au Kosovo, les bombardements de l'OTAN qui suivront au Kosovo et en Serbie, viendront malheureusement démentir cette espérance. Une espérance que d'autres acteurs internationaux ou des pays en crise ne partageaient pas, considérant notamment que les accords de Dayton laissaient le champ libre à Miloseviç pour s'attaquer au Kosovo et que rien n'était réglé en Bosnie si ce n'est la consolidation des positions pan-serbes de Milosevic et du nationalisme croate.

A l'issue de la guerre du Kosovo, le CCFD se pose la question des conditions de poursuite de son engagement dans les pays des Balkans et plus généralement de dresser le bilan de son action dans la CEI rebâtie sur les décombres de l'Union Soviétique.

Pour équiper le débat suscité par ce questionnement, en 2000, le CCFD décide de lancer une mission d'analyse des enjeux de sa présence dans ces différentes régions du monde.

Il s'agit moins d'une mission d'évaluation de ses programmes que d'une analyse des enjeux basée sur une enquête auprès des acteurs dont le CCFD a soutenu l'action et visant à mieux en comprendre le positionnement. Le besoin de compréhension des enjeux est devenu crucial non seulement en raison du processus de normalisation qui affecte certaines des régions de cette partie du monde, mais aussi parce que l'interprétation de l'action entreprise dans cette

région a été surdéterminée par une actualité médiatique laissant peu de place à la communication et au débat en France même et dans les instances du CCFD. L'intervention du CCFD dans cette région du Monde s'est non seulement déployée à un rythme accéléré, dans un contexte de guerre (dans les Balkans, dans le Caucase) et de crises sociales, communautaires, politiques et géostratégiques (dans la CEI et aux frontières de l'Union européenne) ; mais elle a pris des formes en décalage avec ses modes et sujets d'intervention habituels dans les pays du Tiers-Monde en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud.

Pour les responsables du CCFD, mettre en œuvre une telle mission d'étude ne pouvait se réaliser selon les procédés classiques d'appel d'offre. La logique adoptée a été de construire la mission avec des acteurs professionnels de l'étude choisis pour leur connaissance des logiques d'action des ONG et déjà identifiés par les réseaux partenaires de confiance du CCFD engagés sur les terrains à forts enjeux politiques dans les pays concernés (Balkans, CEI).

Après plusieurs prises de contacts, deux équipes ont été constituées. L'une en charge des pays de la région des Balkans, que j'ai animée, en collaboration avec Marwan Abi Samra (Roumanie, Bosnie, Albanie, Serbie) et la contribution d'Ahmed Boubeker et Michel Darteville (Serbie). L'autre équipe, en charge de la CEI, était animée par la sociologue Anne Le Huérou, spécialiste de la Russie et de l'ex Union Soviétique et très engagée sur le conflit Tchéchène. Le bureau d'études et de recherche associatif Cité Publique que j'animais à cette époque a assuré l'ingénierie de l'ensemble. Le choix de notre équipe faisait suite au travail que j'avais entrepris au Kosovo avec le réseau « Partner for Kosovo », en lien avec le réseau « Balkan Peace Team » proche du CCFD et à ma participation, épisodique, aux activités de l'association Solidarités Est Ouest et à sa revue Diagonales Est Ouest qui avait été hébergée dans nos locaux durant plusieurs années.

Ne disposant que d'un matériel d'information très restreint - les fiches projet et bilan des actions financées - nous avons dû reconstruire pratiquement ex-nihilo la connaissance des acteurs en relation avec le CCFD en tentant de les situer dans leurs filiations et leurs contradictions, leurs relations avec d'autres lignées d'engagement, c'est-à-dire à la fois d'un point de vue historique et d'un point de vue sociologique attentif aux dimensions politiques de leurs engagements et de leurs conditions d'action.

Il ne s'agit pas ici de reprendre les travaux réalisés lors de cette étude, mais d'en extraire certaines figures majeures utiles à notre entreprise d'analyse des dynamiques de transformation sociales et politiques. Il s'agit en effet d'interroger la manière dont, en tant que figures, elles participent du dépassement des situations traumatiques et dont elles prennent place dans l'espace public, contribuent à le façonner en traçant des horizons alternatifs aux réductions politiques et sociales à l'origine des conflits ou engendrées par ceux-ci.³⁵¹

Evidemment un organisme de l'importance du CCFD ne confie pas une mission de ce type à une équipe qui n'a pas d'expérience dans le domaine pourrait on penser. En réalité, les animateurs et les participants aux deux équipes avaient tous une expérience directe dans les régions concernées. Kosovo, Hongrie, Roumanie, Serbie, Bosnie, pour ma part et certains de mes collègues qui avaient aussi une expérience dans des contextes de crises, de guerre et de tensions internationales ayant des points communs (Liban, Palestine). Russie, Tchéchénie, Pologne, Tchécoslovaquie, Arménie pour Anne Le Huérou et ses équipiers. Cependant, il faut considérer aussi que devant l'ampleur des crises et la variété des contextes, nous étions en réalité tout aussi démunis que l'équipe du CCFD qui avait organisé le déploiement de son action dans plus de 20 pays avec seulement des expériences limitées et des connaissances intellectuelles liées à leur sujet de recherche et/ou à leur engagement militant.

Si l'année 1996 semble bien celle de l'affirmation d'une stratégie – on semble sortir de la phase dite d'exploration et de défrichage – il n'en demeure pas moins que des problèmes subsistent. Les documents internes soulignent que les avancées réalisées jusqu'ici restent pénalisées : d'un côté, par le manque de moyens affectés au service (autant pour le financement des projets qu'en matière logistique) et de l'autre côté, par le sentiment d'un certain isolement tant sur la scène nationale qu'internationale malgré le travail engagé jusqu'ici sur ce plan.

³⁵¹ Pour ma part, comme mes collègues, nous savions par nos propres expériences ce que peut être la difficulté d'enquêter auprès d'acteurs qui avaient vécu des traumatismes majeurs en étant seulement de passage.

Nous savions aussi que nombre de catégories telles que Droits de l'Homme, démocratie, solidarité, etc. ne résistaient pas à l'épreuve de leur usage courant dans nos mondes régulés. Dans les situations traumatiques, lorsque la mort, le viol, la torture, la faim, la survie, l'idéologie ethno-nationaliste ont pris le dessus sur l'expérience quotidienne, les catégories du discours humaniste ou politique peuvent recouvrir des postures, des engagements et des implications personnelles si contradictoires ou inattendues que l'on doit s'abstenir d'une lecture préconstruite par les catégories dont s'habillent ou dont on habille les acteurs pour justifier de leur action.

Nous savions enfin que nous ne pourrions éviter de formuler les enjeux, ce qui précisément était attendu de nous, sans formuler de jugement alors même que ceux-ci pourraient être contradictoires avec l'empathie que pourraient susciter en nous l'expérience des personnes dont nous aurions à discuter l'action ou le positionnement.

Cet isolement relatif définit naturellement des objectifs stratégiques pour les années à venir. On verra notamment le CCFD participer à différents lieux d'échanges avec d'autres ONG ou mouvements (Plate-forme pour la paix dans les Balkans, Comité PECO, rencontres avec les instances européennes et le ministère des affaires étrangères...)

Cependant la question des moyens souligne le décalage entre l'avancée opérationnelle du service et l'intégration effective de cette politique au sein du CCFD dans son ensemble.

Un panorama rétrospectif sur l'histoire interne du service fournit un éclairage utile pour comprendre les raisons de ce décalage et la manière dont il se réduira pour aboutir à la politique actuelle.

Dans un premier temps, la décision du CCFD d'aller en Europe se traduit par la création d'un poste de chargé de mission. Nous sommes en mai 93. L'action à l'Est ne dispose pour l'heure que de deux promoteurs effectifs au sein de l'organisation : le président et le secrétaire général, qui vont bientôt quitter le CCFD, laissant le service, durant un temps, sans réel interlocuteur au sein de l'institution. Or les questions initiales sur l'opportunité d'aller en Europe persistent autant que les interrogations sur les manières d'y intervenir.

Le travail de défrichage et d'exploration développé par le chargé de mission conduira à une certaine reconnaissance interne du service Europe puisque, en 94, le service est constitué en tant que tel. Il dispose maintenant d'un budget propre, d'un poste de secrétariat et, plus important encore, ses objectifs propres sont intégrés aux objectifs du département projets qui oriente l'ensemble de la politique de soutien du CCFD. Jusqu'à cette date, le financement des projets Europe devait être assuré par les recettes d'une SICAV Eurco solidarité créée dès 92 par le CCFD avec d'autres partenaires (crédit coopératif, Solidarité France Pologne,...) pour que l'engagement en Europe ne se fasse pas au détriment des autres régions du Monde. Cependant ces recettes ne suffiront pas à assurer le financement des projets engendrés par le déploiement de l'action du service. Ainsi l'instauration d'un budget propre ne fut-elle pas qu'un changement organisationnel. Ce fut un seuil politique dans la mesure où le service Europe allait maintenant émarger au pot commun du CCFD. Mais ce saut qualitatif est toutefois resté longtemps en décalage avec les besoins résultant de la stratégie du service. Chacune des trois premières années aura ainsi été marquée par une recherche d'adéquation entre la base budgétaire et les objectifs. Cependant qu'à cette recherche d'équilibre s'ajoutait le fait que, contrairement aux autres services continentaux (Afrique, Asie, Amérique du Sud...), la sous commission projet dédiée à l'Europe ne disposait pas d'une réelle connaissance ni d'une expérience de l'Europe de l'Est et des Balkans. D'une certaine manière, les premières années furent aussi celle de la formation de la sous commission.

De fait, le temps manquait toujours pour communiquer et développer un argumentaire de la stratégie du service. La commission oscillait souvent entre réticence et validation sans réel débat. Non seulement cette situation ravivait les questions initiales sur l'opportunité d'agir dans cette région et sur la manière d'y intervenir, sans apporter de réponses, mais il s'avéra vite que les critères de validation forgés à l'expérience du tiers monde étaient inadaptés aux objectifs des projets présentés par le service Europe, notamment dans les domaines économiques ou agricoles. Le service plaidait, par exemple, pour un élevage de poules ou des activités artisanales dans un camp de réfugiés, argumentant que la fonction du projet était plus de préserver la dignité des réfugiés en leur permettant de sortir de l'assistance et de développer des pratiques collectives, que de développer une activité économique dont la rentabilité serait évaluée sur des critères de productivité et d'équilibre financier.

Dans un autre ordre d'interrogation, la question des minorités fit longtemps l'objet de débats contradictoires. Pourquoi soutient-on des communautés ?